# La Controverse de Sion



Jamais controversée
Douglas Reed se penche
sur les forces sinistres
derrière l'agitation du
monde et de la révolution

## Douglas Reed

# Table des matières

# LA CONTROVERSE DE SION

par DOUGLAS REED

« *Car c'est un jour de vengeance pour Yahvé, une année de revanche dans la controverse de Sion* » Isaïe 34:8.

« *Un événement a eu lieu, dont il est difficile de parler et qu'il est impossible de taire* » Edmund Burke, 1789.

## NOTE DE L'AUTEUR

Toutes les italiques présentes dans ce livre ont été ajoutées par l'auteur, dans le but de diriger l'attention sur un mot ou un passage qu'il tient pour être d'une importance particulière. Lorsqu'une citation est faite sans mentionner sa source, elle est issue de la dernière source précédemment citée.

# UNE PRÉFACE

par Ivor Benson

L'Auteur : en Europe, durant les années qui précédèrent et suivirent immédiatement la Seconde Guerre mondiale, le nom de Douglas Reed était sur toutes les lèvres ; ses livres se vendaient par dizaines de milliers, et il était extrêmement connu au sein du monde anglophone, par une immense foule de lecteurs et d'admirateurs. Ancien correspondant pour le *Times* de Londres en Europe Centrale, il avait acquis une grande renommée grâce à des livres comme *InsanityFair, Disgrace Abounding, Lest We Regret, Somewhere South of Suez, Far and Wide* et plusieurs autres, chacun d'eux élargissant au centuple les possibilités qui lui étaient offertes alors en tant que l'un des principaux correspondants mondiaux à l'étranger.

La disparition de Douglas Reed et de toutes ses œuvres dans un oubli presque total fut un retournement que le temps seul n'aurait pu provoquer ; à vrai dire, la justesse de son interprétation du déroulement de l'histoire des époques trouva confirmation dans ce qui lui arriva alors qu'il était au sommet de sa gloire.

Après 1951, avec la publication de *Far and Wide,* où il plaçait l'histoire des États-Unis d'Amérique dans le contexte de tout ce qu'il avait appris en Europe sur la politique internationale, Reed se retrouva banni des librairies, tous les éditeurs lui fermèrent leurs portes, et les livres déjà publiés se trouvèrent sous la menace d'être retirés des rayons, « perdus » et jamais remplacés.

Sa carrière publique en tant qu'écrivain désormais (en apparence) terminée, Reed était au moins libre d'entreprendre un grand projet pour lequel tout ce qui s'était passé auparavant n'avait été qu'une sorte de préparation et d'éducation qu'aucune université n'aurait pu fournir et que seuls quelques rares chanceux et surdoués auraient pu utiliser à bon escient : ses années en tant que correspondant à l'étranger, ses voyages en Europe et en Amérique, ses conversations et contacts avec les grands leaders politiques de son temps, ajoutés à son absorption avide, par la lecture et l'observation, de tout ce qu'il y avait de mieux dans la culture européenne.

Les expériences que d'autres hommes auraient acceptées comme des défaites ne servirent qu'à concentrer les facultés de Douglas Reed sur ce qui

deviendrait son entreprise la plus importante - rechercher et re-raconter l'Histoire des deux derniers millénaires et plus, d'une manière à rendre intelligible une grande partie de l'Histoire moderne, qui de nos jours reste pour les masses plongée dans les ténèbres et étroitement gardée par la terreur d'un système de censure invisible.

Le Livre : l'ayant commencé en 1951, Douglas Reed passa plus de trois ans - pour la plupart loin de sa femme et de ses jeunes enfants - à travailler à la Bibliothèque centrale de New York, ou à taper sur sa machine à écrire dans des logements spartiates à New York ou à Montréal. Avec un zèle de professionnel, le livre fut réécrit - ses 300.000 mots - et l'épilogue seulement ajouté en 1956.

L'histoire même du livre - les circonstances inhabituelles dans lesquelles il fut écrit, et comment le manuscrit, après être resté caché pendant plus de 20 ans, est apparu à la lumière et est enfin devenu publiable - fait partie de l'Histoire de notre siècle, jetant la lumière sur un combat dont les foules ne savent rien : celui mené continuellement et avec acharnement sur le champ de bataille de l'esprit humain.

Il fallait une source inhabituelle de pouvoir et de motivation spirituels pour arriver à terminer un si gros livre, exigeant une recherche et un travail de recoupement si laborieux ; de plus, un livre qui semblait n'avoir pratiquement aucune chance d'être publié du vivant de l'auteur.

Même si la correspondance prouve que le titre fut brièvement discuté avec un éditeur, le manuscrit ne fut jamais soumis, restant à l'écart pendant 22 ans, rangé dans trois fichiers attachés ensemble au dessus d'une armoire dans la maison de Reed à Durban, en Afrique du Sud.

Détendu et en paix avec lui-même, dans la certitude qu'il avait mené son grand projet aussi loin que possible dans les circonstances du moment, Douglas Reed accepta sa retraite forcée de journaliste et d'écrivain, laissa derrière lui tout ce qui appartenait au passé et s'adapta joyeusement à un mode de vie différent, dans lequel la plupart de ses nouveaux amis et connaissances, charmés par son esprit vif et son sens de l'humour savoureux, restèrent des années à ignorer qu'il était en fait *le Douglas Reed* de renommée littéraire.

Il était sûr d'une chose, que cela arrive ou non de son vivant : un temps viendrait où les circonstances permettraient, et où l'on trouverait les moyens de communiquer au monde son message de l'Histoire réécrite, et le

message central du christianisme réaffirmé. Interprétation : car le reste, *La Controverse de Sion*, parle de lui-même ; en fait, c'est un travail d'Histoire révisionniste et d'exposition religieuse dont le message central est révélé à pratiquement chaque page, compréhensif et compatissant envers les peuples mais sévèrement critique des ambitions démesurées et dangereuses de leurs dirigeants.

Dans le dernier chapitre, sous le titre *Le Climatère*, Douglas Reed fait remarquer que s'il avait pu tout planifier quand il commença à écrire son livre en 1949, il n'aurait pu choisir un meilleur moment que les derniers mois de 1956 pour réviser la longue histoire du sionisme talmudique et la réexaminer avec en toile de fond ce qui se passait alors sur la scène politique mondiale.

Car 1956 fut l'année d'une autre élection présidentielle américaine durant laquelle, une fois encore, les sionistes démontrèrent leur pouvoir décisif d'influence sur la politique occidentale ; ce fut l'année durant laquelle les nations occidentales restèrent en spectateurs impuissants tandis que les forces soviétiques étaient utilisées pour écraser une révolte spontanée et réinstaller un régime judéo-communiste en Hongrie ; et ce fut l'année où la Grande-Bretagne et la France, sous la pression sioniste, furent entraînées dans le fiasco désastreux d'une tentative pour s'emparer du canal de Suez - une aventure à l'issue de laquelle, une fois encore, seule Israël en tira un quelconque avantage.

Tout ce qui s'était passé depuis que Reed avait écrit ces dernières phrases en 1956 avait continué à appuyer la justesse de son interprétation de plus de 2000 ans d'Histoire mouvementée.

Le Moyen-Orient demeura une zone d'intense activité politique et de falsification maximale des informations et de suppression d'un véritable débat, et seuls les quelques rares informés du rôle du sionisme talmudique et du communisme auraient pu avoir la moindre chance de résoudre le problème d'événements successifs d'importance majeure, tels que la prétendue Guerre de Six Jours de 1967 et l'invasion massive israélienne du Liban en 1982.

Ceux qui ont lu *La Controverse de Sion* ne seront pas surpris d'apprendre qu'il y eut des signes évidents de connivence entre l'Union soviétique et Israël dans la précipitation de l'attaque israélienne envers l'Égypte, car c'était seulement parce que le colonel Nasser avait été averti

par les patrons du Kremlin qu'Israël était sur le point d'attaquer l'allier syrien de l'Égypte, qu'il déplaça toutes ses forces armées à la frontière nord de son pays, où elles devinrent une proie facile pour l'armée israélienne largement supérieure.

Il semblait que rien n'avait changé quand en 1982 Israël lança une attaque massive des plus impitoyables sur le Sud Liban, prétendument dans le but de déraciner l'Organisation de Libération de la Palestine, mais en réalité pour servir une politique expansionniste à propos de laquelle les dirigeants juifs ont toujours été d'une franchise remarquable.

Cependant à la même période, la mythologie pro-sioniste générée par les politiciens et les média occidentaux, dans laquelle Israël était toujours représentée comme une nation minuscule et vertueuse en besoin constant d'aide et de protection, commençait visiblement à perdre une grande partie de sa crédibilité, si bien que peu furent étonnés quand l'Institut britannique d'études stratégiques annonça qu'Israël pouvait maintenant être regardée comme la quatrième puissance militaire mondiale, après les États-Unis, l'Union soviétique et la République populaire de Chine - loin devant des nations comme la Grande-Bretagne et la France.

Encore plus profondément significative fut la réaction du peuple juif, en Israël et à l'extérieur, à un triomphe apparent des forces sionistes au Liban. Tandis que les politiciens et les média occidentaux montraient une timide retenue dans leurs commentaires, même après l'annonce du massacre d'un nombre estimé à 1500 hommes, femmes et enfants dans deux camps de réfugiés de Beyrouth, 350.000 habitants de Tel Aviv organisèrent une manifestation publique contre leur gouvernement, et la presse juive rapporta que la controverse sur la guerre du Liban avait ébranlé l'armée israélienne et affecté tous les rangs.

De cela aussi, Douglas Reed semble avoir eu quelque pressentiment, car parmi les derniers mots de son livre figurent ceux-ci : « Je crois que les juifs du monde entier commencent eux aussi à voir l'erreur du sionisme révolutionnaire, le jumeau de l'autre mouvement destructeur, et à la fin de ce siècle, ils décideront enfin de se mêler au commun des mortels.

IVOR BENSON

# Chapitre 1

# LES DÉBUTS DE L'AFFAIRE

Le véritable début de cette affaire prit place un jour de l'an 458 av.J.-C., date que ce récit atteindra au chapitre six. Ce jour-là, l'insignifiante tribu palestinienne de Juda (précédemment désavouée par les Israélites) produisit une doctrine raciste, dont l'effet perturbateur sur les affaires humaines postérieures dépassa peut-être celui des explosifs ou des épidémies. Ce fut le jour où la théorie de la race supérieure fut mise en place en tant que « Loi ».

En ce temps-là, Juda était une petite tribu parmi les peuples-sujets du roi de Perse, et ce qu'on connaît aujourd'hui comme « l'Occident » n'était même pas concevable. Maintenant, l'ère chrétienne a presque deux mille ans, et la « civilisation occidentale » qui en est issue est menacée de désintégration.

C'est la doctrine née en Juda il y a 2500 ans qui, de l'opinion de l'auteur, a principalement amené cela. Le procédé, de la cause originelle à l'effet actuel, peut être assez clairement retracé, parce que cette période est pour l'essentiel historiquement vérifiable.

La doctrine qu'un groupe de fanatiques produisit ce jour-là s'est montrée d'un grand pouvoir sur les esprits humains tout au long de ces vingt-cinq siècles ; d'où son exploit destructeur. *Pourquoi* elle est née à ce moment particulier, ou même jamais, cela rien ne peut l'expliquer. Cela fait partie des plus grands mystères de notre monde, à moins que la théorie comme quoi chaque action produit une réaction égale opposée ne soit valide dans le domaine de la pensée religieuse ; de sorte que l'impulsion qui, en ces temps reculés, lança de nombreux hommes à la recherche d'un Dieu aimant et universel produisit cette contre-idée violente d'une divinité exclusive et vengeresse.

Le judaïsme était rétrograde même en 458 av. J.-C., quand les hommes du monde connu commencèrent à détourner leurs regards des idoles et des dieux tribaux et à rechercher un Dieu de tous les hommes, un Dieu de justice et d'amitié entre voisins. Confucius et Bouddha avaient déjà montré

ce chemin et l'idée d'un Dieu unique était connue parmi les peuples voisins de Juda. De nos jours on clame souvent que l'homme de foi, chrétien, musulman ou autre, doit présenter ses respects au judaïsme - quelles que soient ses erreurs - sur un terrain incontestable : ce fut la première religion *universelle*, si bien que dans un sens, toutes les religions universelles descendent de lui. On apprend cela à chaque enfant juif. En vérité, l'idée d'un Dieu unique de tous les hommes était connue bien avant que la tribu de Juda n'ait même pris forme, et le judaïsme était par dessus tout la négation de cette idée. Le Livre des Morts égyptien (dont les manuscrits furent trouvés dans les tombes des rois de 2600 av. J.-C., plus de deux mille ans avant que la « Loi » judaïque ne soit achevée) contient ce passage : « Tu es l'unique, le Dieu des tout premiers commencements du temps, l'héritier de l'immortalité, par toi seul engendré, tu t'es toi-même donné naissance ; tu a créé la terre et a fait l'homme. » Inversement, les Écritures produites dans la Juda des Lévites demandent, « Qui est comparable à toi, Ô Seigneur, *parmi* les Dieux ? » (l'*Exode*).

La secte qui rejoignit et mata la tribu de Juda prit ce concept émergent d'un Dieu unique de tous les peuples et l'inclut dans ses Écritures uniquement pour le détruire et pour dresser la doctrine basée sur sa négation. Ce concept est nié subtilement, mais avec mépris, et comme la doctrine est basée sur la théorie de la race supérieure, cette négation est nécessaire et inévitable. Une race supérieure, s'il doit y en avoir une, doit *elle-même* être Dieu . La doctrine qui avait acquis la force de la justice en vigueur en Juda en 458 av. J.-C. était alors et est toujours unique au monde. Elle reposait sur l'assertion, attribuée à la divinité tribale (Jéhovah), que « les Israélites » (en fait, les Judaïtes) étaient son « peuple élu » qui, s'il accomplissait toutes ses « lois et jugements » serait placé au dessus de tous les autres peuples et établi sur une « Terre promise ». De cette théorie, que ce soit par anticipation ou nécessité imprévue, naquirent les théories pendantes de la « captivité » et de la « destruction ». Si Jéhovah devait être adoré, comme il le demandait, dans un certain lieu, sur une terre précise, tous ses adorateurs devaient vivre là-bas.

À l'évidence, tous ne pouvaient vivre là-bas, mais s'ils vivaient ailleurs, que ce soit contraints ou par leur propre choix, ils devenaient automatiquement « captifs » de « l'étranger » qu'ils devaient « chasser » « terrasser » et « détruire ». Étant donné ce principe de base de la doctrine, cela ne faisait aucune différence que les « geôliers » soient des conquérants

ou des hôtes accueillants ; leur destinée décrétée devait être la destruction ou l'esclavage.

Avant qu'ils soient détruits et réduits en esclavage, ils devaient être pendant un temps les « geôliers » des Judaïtes, pas de leur propre fait, mais parce que les Judaïtes, ayant échoué à « l'observance » méritaient d'être punis. De *cette* manière-*là*, Jéhovah se révélait comme le Dieu unique de tous les peuples : même s'il ne « connaissait » que le « peuple élu », il utilisait les païens pour les punir de leurs « transgressions » avant d'« infliger » la destruction précédemment décrétée de ces païens.

Les Judaïtes s'étaient vu imposer cet héritage. Ce n'était même pas le leur, car leur « alliance » selon ces Écritures, avait été faite entre Jéhovah et « les enfants d'Israël », et en 458 av. J.-C., les Israélites, rejetant les Judaïtes non-israélites, avaient depuis longtemps été absorbés par les autres hommes, emportant avec eux la vision d'un Dieu de tous les hommes, aimant et universel. Les Israélites, de toute évidence, ne connurent jamais cette doctrine raciste qui devait être transmise tout au long des siècles en tant que religion juive, ou judaïsme. De tous temps, elle se présente comme le produit de la Juda des Lévites.

Ce qui se passa avant 458 av. J.-C. est en grande partie tradition, légende et mythologie, par opposition à la période suivante, dont les événements principaux sont connus. Avant 458 av. J.-C., par exemple, il n'y avait principalement que des « traditions orales » ; la période documentaire commence dans les deux siècles menant à 458 av. J.-C., quand Juda fut désavouée par les Israélites. C'est à ce stade que la perversion eut lieu, quand la tradition du bouche-à-oreille devint L'Écriture. Les paroles qui sont restées des anciens Israélites montrent que leur tradition était ouverte sur l'extérieur, amicale envers ses voisins, sous la guidance d'un Dieu universel. Cela fut changé en son opposé par les prêtres itinérants qui isolèrent les Judaïtes et établirent le culte de Jéhovah comme dieu du racisme, de la haine et de la vengeance.

Dans la tradition ancienne, Moïse était un grand chef de tribu qui entendit la voix d'un Dieu unique lui parler depuis un buisson ardent et qui redescendit d'une montagne en apportant au peuple les commandements moraux de ce Dieu unique. Cette tradition prit forme durant une période où l'idée de la religion évoluait d'abord dans les esprits humains et où les peuples s'empruntaient aux uns et aux autres leurs traditions et pensées.

On a déjà montré d'où l'idée d'un Dieu unique a pu venir, bien que les anciens Égyptiens aient pu la recevoir d'autres qu'eux-mêmes.

Le personnage de Moïse lui-même, et sa Loi, furent tous les deux tirés de sources qui existaient déjà. L'histoire de la découverte de Moïse dans les joncs a manifestement été empruntée à la légende (à laquelle elle est identique) bien plus ancienne d'un roi de Babylone, Sargon l'Ancien, qui vécut entre un et deux mille ans avant lui ; les Commandements ressemblent beaucoup aux anciens codes de loi des Égyptiens, Babyloniens et Assyriens. Les anciens Israélites échafaudèrent sur des idées en cours, et de cette façon ils se trouvaient apparemment sur le chemin d'une religion universelle quand l'humanité les engloutit.

Alors Juda renversa le processus, si bien que l'effet est celui d'un film passé à l'envers. Les maîtres de Juda, les Lévites, pendant qu'ils rédigeaient leur Loi, s'emparèrent aussi de ce qu'ils pouvaient utiliser dans l'héritage d'autres peuples et l'incorporèrent à l'étoffe qu'ils étaient en train de tramer. Ils commencèrent avec le Dieu unique de tous les hommes, dont la voix avait été brièvement entendue depuis le buisson ardent (dans la tradition orale) et en l'espace de cinq livres de leur Loi écrite, le transformèrent en un Jéhovah raciste et marchandeur qui leur promettait terre, trésor, sang et pouvoir sur les autres en retour d'un rituel sacrificiel, qui devait être tenu en un lieu précis sur une terre spécifique.

Donc, ils fondèrent le contre-mouvement permanent à toutes les religions universelles et assimilèrent le nom de Juda à la doctrine du retranchement du reste de l'humanité, de la haine raciale, du meurtre au nom de la religion, et de la vengeance.

Cette perversion ainsi accomplie peut être retracée dans l'Ancien Testament, où Moïse apparaît d'abord en porteur des commandements moraux et en bon voisin, et finit en boucher raciste, les commandements moraux ayant été transformés en leurs opposés entre l'*Exode* et les *Nombres*. Au cours de cette même transmutation, le Dieu qui commence par commander au peuple de ne pas tuer ou convoiter les biens ou les femmes de ses voisins, finit en ordonnant un massacre tribal d'un peuple voisin, dont seules les vierges auraient la vie sauve ! Donc, l'exploit des prêtres itinérants qui se rendirent mettre de la tribu de Juda il y a si longtemps, fut de détourner un petit peuple captif de l'idée grandissante d'un Dieu de tous les hommes, afin de réintégrer une divinité tribale

assoiffée de sang et une loi raciste, et d'envoyer les disciples de cette doctrine à travers les siècles, porteurs d'une mission destructrice.

La doctrine, ou révélation de Dieu telle qu'elle est présentée, était basée sur une version de l'Histoire, dont chaque événement devait se conformer à, et confirmer l'enseignement.

Cette version de l'Histoire remontait à la création, dont le moment exact était connu ; comme les prêtres prétendaient aussi posséder l'avenir, c'était une Histoire et une théorie complètes de l'univers du début à la fin. La fin devait être l'apogée triomphale à Jérusalem, où la domination du monde serait établie sur les ruines des païens et de leurs royaumes.

Le thème de la captivité de masse, se terminant en vengeance jéhovienne (« tous les premiers-nés d'Égypte »), apparaît quand cette version de l'Histoire atteint la phase égyptienne, menant à l'exode massif et à la conquête massive de la Terre promise. Cet épisode était nécessaire pour que les Judaïtes soient organisés en une force perturbatrice permanente au sein des nations, et il fut manifestement inventé pour cette raison ; les érudits judaïstes conviennent que rien ne ressemblant au récit de l'*Exode* n'est en fait arrivé.

L'existence même de Moïse est contestée. « Ils vous racontent », disait le feu rabbin Emil Hirsch, « que Moïse n'a jamais existé.

J'acquiesce. S'ils me disent que l'histoire venue d'Égypte est de la mythologie, je ne protesterai pas ; c'est de la mythologie. Ils me disent que le livre d'Isaïe, tel que nous le connaissons maintenant, est composé d'écrits d'au moins trois et peut-être quatre périodes différentes ; je le savais avant même qu'ils ne me le disent ; avant qu'ils ne le sachent, j'en étais convaincu. » Que Moïse ait existé ou non, il ne peut avoir mené d'exode massif d'Égypte jusqu'en Canaan (Palestine). Aucune tribu israélite clairement définie n'existait (d'après le rabbin Elmer Berger) à un quelconque moment durant la période où quiconque se faisant appeler Moïse était censé avoir emmené quelques petits groupes de personnes hors de l'esclavage égyptien. Les Habiru (Hébreux) étaient alors *déjà* établis en Canaan, et y étaient arrivés de l'autre côté par Babylone, longtemps auparavant : leur nom, Habiru, ne dénotait aucune identité raciale ou tribale ; il signifiait « nomades ». Bien avant qu'un quelconque petit groupe conduit par Moïse n'ait pu arriver, ils avaient envahi de larges territoires canaanéens, et le gouverneur de Jérusalem avait rapporté au pharaon

d'Égypte : « Le Roi n'a plus aucun territoire, les Habiru ont dévasté tout le territoire du Roi ».

Un historien sioniste des plus zélés, le Dr Josef Kastein, est tout aussi précis à ce sujet. Il sera souvent cité tout au long de ce récit parce que son livre, comme celui-ci, couvre la durée entière de la controverse de Sion (exceptés les derniers vingt-deux ans - il fut publié en 1933). Il nous dit : « D'innombrables autres tribus sémites et hébraïques *étaient déjà installées sur la Terre promise* qui, dit Moïse à ses adeptes, était *à eux par droit ancien de succession ; qu'importe si les conditions réelles en Canaan avaient depuis longtemps effacé ce droit* et l'avaient rendu illusoire. » Le Dr Kastein, un fervent sioniste, maintient que la Loi établie dans l'Ancien Testament doit être appliquée à la lettre, mais il ne prétend pas prendre au sérieux la version de l'histoire sur laquelle cette Loi est basée. En cela il diffère des polémistes chrétiens de l'école « chaque mot est vrai ». Il maintient que l'Ancien Testament était en fait un programme politique, rédigé pour répondre aux conditions d'une époque, et fréquemment révisé afin de répondre aux conditions changeantes.

Historiquement, donc, la captivité égyptienne, le massacre de « tous les premiers-nés d'Égypte », l'exode et la conquête de la Terre promise sont des mythes. L'histoire a été inventée, mais la leçon, celle de la vengeance sur les païens, a été implantée dans les esprits humains et son effet profond se prolonge de nos jours.

Cela fut de toute évidence inventé pour détourner les Judaïtes de la tradition ancienne du Dieu qui, depuis le buisson ardent, dicta une simple loi de conduite morale et d'amitié entre voisins ; par l'insertion d'un incident imaginaire et allégorique présenté comme une vérité historique, cette tradition fut convertie en son opposé et la « Loi » de l'exclusion, de la haine et de la vengeance fut établie. Avec cela comme religion et comme héritage, attesté par le récit historique qui lui était annexé, on envoya un petit groupe d'êtres humains vers l'avenir.

Une fois arrivé au temps de cet accomplissement de l'année 458 av. J.-C., plusieurs siècles après toute période possible durant laquelle Moïse avait pu vivre, beaucoup de choses s'étaient passées en Canaan.

Les nomades Habiru, évinçant les natifs canaanéens par pénétration, intermariage, installation ou conquête, s'étaient débarrassés d'une tribu du nom de Ben Yisrael, ou les Enfants d'Israël, qui avait éclaté en plusieurs

tribus, très vaguement confédérées et se faisant souvent la guerre. La plus grosse de ces tribus, les Israélites, possédait le nord de Canaan. Au sud, isolés et entourés par les peuples canaanéens d'origine, une tribu du nom de Juda avait pris forme. C'était la tribu d'où la doctrine raciste et les mots tels que « judaïsme » et « juif » émergèrent au cours des siècles.

Dès le moment où elle apparaît pour la première fois en tant qu'entité, cette tribu de Juda a l'air étrange. Elle était toujours isolée, et ne s'entendait jamais avec ses voisins. Ses origines sont mystérieuses. Depuis le début elle semble, avec son nom de mauvais augure, quelque peu avoir été mise à l'écart - plutôt qu'avoir été « élue ». Les Écritures lévitiques l'incluent parmi les tribus d'Israël, et comme les autres tribus s'étaient mêlées à l'humanité, cela en faisait la dernière prétendante aux récompenses promises par Jéhovah au « peuple élu ». Cependant, même cette prétention semble être fausse, car l'*Encyclopaedia Juive* dit objectivement que Juda était *« selon toute probabilité une tribu non-israélite ».* Cette tribu à l'aspect curieux fut celle qui se mit en route vers l'avenir, emportant sous son bras la doctrine formulée par les Lévites, à savoir qu'elle était le « peuple élu » de Jéhovah et que, quand elle aurait accompli « toutes mes lois et jugements », hériterait d'une Terre promise et de la domination sur tous les peuples.

Parmi ces « lois et jugements » tels que les Lévites les éditèrent finalement, apparaissaient de manière répétée les commandes « détruire totalement », « terrasser », « chasser ». Juda était destinée à produire une nation ayant pour but la destruction.

# Chapitre 2

# LA FIN D'ISRAËL

Environ cinq cents ans avant l'événement de 458 av. J.-C., soit pratiquement trois mille ans avant aujourd'hui, l'association brève et mouvementée entre Juda et les Israélites (« les enfants d'Israël ») prit fin. Israël rejeta la doctrine du peuple élu qui commençait à prendre forme en Juda, et partit de son côté. (L'adoption du nom « Israël » par l'État sioniste mis en place en Palestine en 1948 était un faux prétexte flagrant).

Les événements qui menèrent à cette union courte et malheureuse remontent aux siècles précédents. La période mythologique ou légendaire de Moïse fut suivie par une période en Canaan durant laquelle « Israël » fut l'entité forte, cohésive et reconnaissable - la confédération nordique des dix tribus. Juda (que la très petite tribu de Benjamin avait rejointe) était un petit royaume insignifiant du sud.

Juda, dont descend le sionisme d'aujourd'hui, était une tribu de mauvaise réputation. Juda vendit son frère Joseph, le fils préféré de Jacob-dit-Israël, aux Ismaélites pour vingt deniers d'argent (comme bien plus tard Judas, le seul Judéen parmi les apôtres, trahit Jésus pour trente deniers d'argent), et fonda ensuite la tribu dans l'inceste (La *Genèse* 37-38). Les scribes religieux, qui écrivirent ce compte rendu biblique des siècles plus tard, s'étaient rendus les maîtres de Juda, et comme il altéraient la tradition orale à chaque fois que cela leur convenait, la question se pose : pourquoi se donnèrent-ils la peine de préserver, ou même peut-être d'insérer, cette attribution de commencements incestueux et cette nature perfide au même peuple qui, disaient-ils, était l'élu de Dieu ? La chose est mystérieuse, comme bien d'autres choses dans les Écritures lévitiques, et seuls les cercles fermés de la secte pourraient fournir une réponse.

Quoiqu'il en soit, ces Écritures et les autorités actuelles s'accordent sur la séparation d'« Israël » et de « Juda ». Dans l'Ancien Testament, Israël est souvent appelée « la maison de Joseph », distinguée sans équivoque de « la maison de Juda ». L'*Encyclopaedia Juive* dit : « Joseph et Juda représentent deux lignages distincts » et ajoute (tel que déjà cité) que Juda était « selon

toute probabilité une tribu non-israélite ». L'*Encyclopaedia Britannica* dit que le judaïsme se développa *bien après que les Israélites se furent mélangés à l'humanité*, et que la véritable relation entre les deux peuples est le mieux exprimée dans cette phrase : « *Les Israélites n'étaient pas des juifs* ». Historiquement, Juda devait survivre pendant un petit moment et amener le judaïsme, qui engendra le sionisme. Israël devait disparaître en tant qu'entité, et tout arriva de cette manière : La petite tribu du sud, Juda, se retrouva identifiée à la tribu sans terre, celle des Lévites. Ces prêtres héréditaires, qui prétendaient que leur fonction leur avait été conférée par Jéhovah sur le Mont Sinaï, étaient les vrais pères du judaïsme. Ils erraient parmi les tribus, prêchant que la guerre de l'un était la guerre de tous - et la guerre de Jéhovah. Leur but était le pouvoir et ils luttaient pour une théocratie, un État dans lequel Dieu est le souverain, et la religion est la loi.

Durant la période des *Juges*, ils atteignirent leur but dans une certaine mesure, car ils *étaient* naturellement les Juges. Ce dont eux-mêmes, ainsi que Juda isolée, avaient le plus besoin était l'union avec Israël. Israël, qui se méfiait de ces prêtres législateurs, ne voulait pas entendre parler d'unification, à moins qu'elle ne se fasse sous l'autorité d'un roi ; tous les peuples environnants avaient des rois.

Les Lévites se saisirent de cette opportunité. Ils virent que si un roi était nommé, la classe dirigeante désignerait le candidat, et ils étaient la classe dirigeante. Samuel, à leur tête, mit en place une monarchie fantoche, derrière laquelle les prêtres exerçaient le véritable pouvoir ; cela fut accompli en stipulant que le roi règnerait seulement pour la vie, ce qui signifiait qu'il ne serait pas capable de fonder une dynastie. Samuel choisit un jeune paysan benjaminite, Saül, qui s'était fait un nom dans les guerres tribales et dont on pensait, sans doute, qu'il avait toutes les chances d'être malléable (le choix d'un benjaminite suggère qu'Israël refusait de songer à tout homme de Juda pour la royauté). Ce fut alors le début du royaume unifié d'Israël ; en vérité, il ne survécut qu'à ce seul règne, celui de Saül.

Dans le destin de Saül (c'est-à-dire dans le compte rendu qui en fut donné dans les Écritures postérieures), on peut discerner la nature sinistre du judaïsme, tel qu'on devait lui donner forme. On lui ordonna de commencer la guerre sainte en attaquant les Amalécites « et de *détruire complètement* tous leurs biens, et de ne pas les épargner ; mais de massacrer homme et femme, enfant et nourrisson, bœuf et mouton,

chameau et âne ». Il détruisit « homme et femme, enfant et nourrisson » mais épargna le roi Agag et les meilleurs des moutons, bœufs, jeunes chevaux et agneaux. Il fut excommunié pour cela par Samuel, qui choisit secrètement un certain David, de *Juda*, comme successeur de Saül. Par la suite, Saül s'évertua en vain à exercer son zèle à la « destruction totale » afin d'apaiser les Lévites, puis essaya d'attenter à la vie de David afin de sauver son trône. Finalement, il mit fin à ses jours.

Il est possible que rien de tout ceci ne se soit passé ; ceci est le compte rendu donné dans le livre de *Samuel*, que les Lévites produisirent des siècles plus tard. Que cela soit vrai ou allégorique, l'importance réside dans l'évidente implication : Jéhovah exigeait une obéissance absolue quand il ordonnait la « destruction totale », et la miséricorde ou la pitié étaient des crimes capitaux. Cette leçon est soulignée dans de nombreuses autres descriptions d'événements qui furent peut-être historiques ou peut-être imaginaires.

Ce fut vraiment la fin, il y a trois mille ans, du royaume uni, car Israël refusa d'accepter pour roi David, l'homme de Juda. Le Dr Kastein raconte que « le reste d'Israël l'ignora » et proclama roi le fils de Saül, Ishbosheth, sur quoi la re-division entre Israël et Juda « eut vraiment lieu ». Selon *Samuel,* Ishbosheth fut tué et sa tête envoyée à David, qui là-dessus restaura une union nominale et fit de Jérusalem sa capitale. Il ne réunifia jamais véritablement le royaume ou les tribus ; il fonda une dynastie qui survécut un règne de plus.

Le judaïsme officiel maintient à ce jour que l'apogée messianique se produira sous un roi mondial de « la maison de David » ; et l'exclusion raciale est le premier principe du judaïsme officiel - et la loi de la terre dans l'État sioniste. Les origines de la dynastie fondée par David sont donc en rapport direct avec ce récit.

La discrimination et la ségrégation raciales étaient clairement inconnues des tribus, en ces temps de l'association entre Israël et Juda, car l'Ancien Testament raconte que David, le Judaïte, du haut de son toit, vit « une très belle femme » en train de se baigner, lui ordonna de venir vers lui et lui fit un enfant, puis fit envoyer son mari, un Hittite, se battre en première ligne, en ordonnant qu'il soit tué.

Quand il fut mort, David ajouta la femme - Bethsabée - à ses épouses, et son second fils devint le prochain roi - Salomon (cette histoire de David

et Bethsabée telle que relatée dans l'Ancien Testament est sortie en version expurgée dans un film hollywoodien de notre époque).

Ainsi était l'origine raciale de Salomon, le dernier roi de la confédération déchirée, selon les scribes lévitiques. Il commença son règne par trois meurtres, incluant celui de son frère, et chercha vainement à sauver sa dynastie par la méthode des Habsburg - le mariage, bien que sur une plus grande échelle. Il épousa des princesses venues d'Égypte et de nombreuses tribus voisines, et eut des centaines de concubines, si bien qu'en son temps aussi la ségrégation raciale devait être inconnue. Il construisit le Temple et établit une haute caste de prêtres héréditaires.

Ainsi fut l'histoire, terminée en 937 av. J.-C., de la brève association entre Israël et Juda. Quand Salomon mourut, les associés incompatibles se séparèrent finalement, et au nord Israël reprit sa vie indépendante. Le Dr Kastein raconte :

**« Les deux États n'avaient pas plus en commun, en bien ou en mal, que deux pays quelconques ayant une frontière commune.**

**Occasionnellement, ils se faisaient la guerre ou signaient des traités, mais ils étaient entièrement séparés. Les Israélites cessèrent de croire qu'ils avaient une destinée différente de celle de leurs prochains, et le roi Jéroboam établit la séparation totale d'avec Juda aussi bien religieusement que politiquement ».**

Puis, le Dr Kastein ajoute à propos des Judaïtes :

**« ils décidèrent qu'ils étaient destinés à évoluer en tant que race à part… ils exigeaient un état d'existence fondamentalement différent de celui des gens autour d'eux. Ces différences n'admettaient aucun procédé d'assimilation aux autres. Elles exigeaient la séparation, la différenciation absolue. »**

Ainsi, la cause de la rupture et de la séparation devient-elle claire. Israël croyait que sa destinée était celle de la participation à l'humanité, et rejeta Juda sur les bases mêmes qui, de manière récurrente dans les trois mille ans qui suivirent, incitèrent d'autres peuples à se détourner du judaïsme avec inquiétude, ressentiment et rejet. Juda « exigeait la séparation, la différenciation absolue ».

(Toutefois, le Dr Kastein, bien qu'il dise « Juda », veut parler des « Lévites ». Comment, à ce stade, les membres de la tribu de Juda auraient-ils même pu exiger « la séparation, la différenciation absolue », alors que Salomon avait eu un millier d'épouses ?) C'étaient les Lévites, avec leur doctrine raciste, qu'Israël rejetait.

Les deux cents ans qui suivirent, durant lesquels Israël et Juda existèrent séparément, et souvent en ennemis mais côte à côte, sont remplis des voix des « prophètes » hébraïques accusant les Lévites et la doctrine qu'ils étaient en train d'élaborer. Ces voix continuent d'interpeller l'humanité depuis les ténèbres tribales qui obscurcissent une grande partie de l'Ancien Testament, car elles éreintaient la doctrine qui était en cours d'élaboration tout comme Jésus l'éreinta sept ou huit cents ans plus tard - alors qu'elle était établie depuis longtemps - au Temple de Jérusalem.

Ces prophètes étaient presque tous des Israélites ; la plupart d'entre eux étaient des Joséphites. Ils étaient en route vers le Dieu unique de tous les peuples et la participation à l'humanité. En cela, ils n'étaient pas les seuls : bientôt, le Bouddha en Inde devait opposer à Bénarès son Sermon et ses Cinq Commandements de Droiture, à la doctrine de Brahma - le créateur de la ségrégation des castes - et à l'adoration des idoles. Ces hommes étaient des Israélites protestant contre les enseignements lévitiques qui seraient plus tard identifiés au nom de Juda. Le terme « prophètes hébraïques » est inadapté, parce qu'ils ne prétendaient pas au pouvoir de la divination, et étaient irrités par cette description (« Je n'étais pas prophète, je n'étais pas non plus fils de prophète », *Amos*). C'étaient des protestataires de leur époque et ils donnaient un simple avertissement contre les conséquences calculables de la doctrine raciale ; leurs avertissements restent valides aujourd'hui.

Les prétentions des prêtres lévites les conduisirent à ces protestations, en particulier la prétention des prêtres aux premiers-nés (« Ce qui ouvre le sein maternel est à moi », l'*Exode*), et l'insistance des prêtres sur les rites sacrificiels. Les protestataires israélites (pour qui cette « soit disant loi de Moïse » était inconnue, selon M. Montefiore) ne voyaient aucune vertu dans les bains de sang des prêtres, le sacrifice sans fin d'animaux et les « holocaustes », dont le « parfum suave » était censé plaire à Jéhovah. Ils reprochaient à la doctrine des prêtres le massacre et l'asservissement des « païens ». Dieu, criaient-ils, désirait une conduite morale, un comportement

amical et la justice envers les pauvres, l'orphelin, la veuve et l'opprimé - et non les sacrifices sanglants et la haine envers les païens.

Ces protestations amenèrent les premières lueurs de l'aube qui arriva quelque huit cents ans plus tard. Elles se trouvaient en étrange compagnie parmi les injonctions au massacre dont l'Ancien Testament regorge. Ce qui est étrange est que ces protestations aient survécu à la compilation - alors qu'Israël était partie et que les Lévites, suprêmes en Juda, rédigeaient les Écritures.

Le chercheur d'aujourd'hui ne peut expliquer, par exemple, pourquoi le roi David tolère que Nathan le réprimande publiquement pour avoir pris la femme d'Uriah et avoir fait assassiner Uriah. Il est possible que parmi les scribes suivants qui compilèrent le récit historique, bien après le départ d'Israël et des protestataires israélites, il y en eût quelques-uns qui étaient du même esprit, et qui s'arrangèrent pour continuer leurs protestations de cette manière.

Inversement, ces passages bienveillants et éclairés sont souvent suivis par des passages fanatiques - attribués au même homme - qui annulent les passages précédents ou y mettent à la place leur opposé.

La seule explication raisonnable est que ce sont des interpolations faites plus tard, pour aligner les hérétiques sur le dogme lévitique.

Quelle que soit l'explication, ces protestations israélites contre l'hérésie de Juda ont un attrait intemporel et constituent le monument à Israël disparue. Elles forcent leur chemin, telles de petites lames de vérité, entre les sombres pierres de la saga tribale. Elles montrent la voie vers la route qui monte et s'élargit, la route de la participation commune à l'humanité - loin de l'abîme tribal.

Élie et Élisée officiaient tous les deux en Israël, et Amos parlait uniquement aux Joséphites. Ce dernier, en particulier, attaqua les sacrifices sanglants et les rites des prêtres : « Je hais, je méprise vos fêtes et je ne prends aucun plaisir à vos assemblées solennelles. En vérité, même si vous me présentez des holocaustes et des offrandes, je ne les accepte pas ; Et les veaux engraissés que vous sacrifiez en actions de grâces, je ne les regarde pas. Éloignez de moi le bruit de vos chants » (les liturgies psalmodiées des Lévites) « et épargnez-moi le son de vos luths. Mais que la justice soit comme un courant d'eau, et la droiture comme un torrent puissant ». Puis vient le reproche éternel envers la doctrine du « peuple particulier » : «

N'êtes-vous pas pour moi comme les enfants des Éthiopiens, Ô enfants d'Israël ? dit L'Éternel ».

Osée, un autre Israélite, dit : « Je désirais la miséricorde et pas le sacrifice, et la connaissance de Dieu plus que les holocaustes ». Osée exhorte à la pratique de « la justice et de la droiture », de « la charité, de la compassion et de la loyauté », et non de la discrimination et du mépris.

Du temps de Michée, les Lévites exigeaient apparemment toujours le sacrifice de tous les premiers-nés à Jéhovah : « Avec quoi me présenterai-je devant L'Éternel, et me prosternerai-je devant le Dieu très haut ? Me présenterai-je devant lui avec des holocaustes, avec des veaux d'un an ? L'Éternel agréera-t-il de milliers de béliers ou de dix mille fleuves d'huile ? *Donnerai-je pour mes transgressions mon premier-né, pour le péché de mon âme le fruit de mes entrailles ?* On t'a fait connaître, Ô homme, ce qui est bien et ce que L'Éternel demande de toi : seulement que tu pratiques la justice, que tu aimes la miséricorde, et que tu marches humblement avec ton Dieu ».

Ces hommes luttèrent pour l'âme des membres des tribus pendant les deux siècles où Israël et Juda co-existèrent - quelquefois à couteaux tirés. Pendant cette période, les Lévites, disséminés auparavant parmi les douze tribus, furent amenés de plus en plus à se rassembler au sein de la minuscule Juda et à Jérusalem, et à concentrer leurs énergies sur les Judaïtes.

Puis, en 721 av. J.-C., Israël fut attaquée et conquise par l'Assyrie et les Israélites furent emmenés en captivité. Juda fut épargnée sur le moment, et pendant encore un siècle demeura un vassal insignifiant, de l'Assyrie d'abord et ensuite de l'Égypte, ainsi que le bastion de la secte lévitique.

À ce moment, les « enfants d'Israël » disparaissent de l'histoire, et si les promesses qui leur ont été faites doivent être acquittées, cette rédemption devra de toute évidence se faire depuis les rangs de l'humanité, à laquelle ils se mirent à participer et à laquelle ils se mélangèrent. Étant donné que l'ouest fut la destination prédominante dans les mouvements de populations durant les derniers deux mille sept cents ans, il est probable que beaucoup de leur sang coule dans les veines des peuples européens et américains.

La prétention judaïste, d'autre part, fut qu'Israël était totalement et à juste titre « perdue », parce qu'elle rejetait la doctrine lévitique et choisit le «

rapprochement avec les peuples voisins ». Le Dr Kastein, dont voici les paroles, se réjouissait ardemment - presque vingt-sept siècles plus tard - de leur chute, pour cette raison précise :

**« Les dix tribus du Nord, avec leur développement à part, s'étaient tellement éloignées de leur famille du Sud que la chronique de leur chute prend la forme d'une brève et simple déclaration factuelle dénuée de toute expression de chagrin. Aucun poème épique, aucun hymne funèbre, aucune condoléance ne marquèrent l'heure de leur chute ».**

Celui qui étudie la controverse de Sion doit chercher laborieusement avant de commencer à dévoiler ses mystères, mais très vite il découvre qu'en toutes choses, elle parle en deux langues : une pour « les païens », et une pour les initiés.

Les Lévites de cet ancien temps ne croyaient pas, de même que les sionistes d'aujourd'hui, que les Israélites « avaient disparu sans laisser de trace » (pour reprendre les termes du Dr Kastein). On les *déclara «* morts », de la même manière qu'aujourd'hui un juif se mariant hors de la communauté est déclaré mort (comme par exemple le Dr John Goldstein) ; ils furent excommuniés, et seulement dans ce sens ils « disparurent ».

Les peuples ne disparaissent pas comme ça ; les Indiens d'Amérique du Nord, les Blackfellows d'Australie, les Maoris de Nouvelle-Zélande, les Bantous d'Afrique du Sud et d'autres en sont la preuve. D'ailleurs, les Israélites n'auraient pas pu être « emmenés prisonniers » s'ils avaient été exterminés physiquement. Leur sang et leur pensée survivent dans l'humanité, quelque part, aujourd'hui.

Israël resta séparée de Juda de sa propre volonté et pour les raisons mêmes qui depuis ont suscité la méfiance et l'appréhension de la part des autres peuples. Les Israélites « n'étaient pas des juifs » ; les Judaïtes étaient « en toute probabilité non-israélites ».

On trouve la véritable signification de l'assertion qu'Israël « disparut » dans le Talmud - plus récent - qui affirme : « Les dix tribus n'ont pas de rôle à jouer dans le monde à venir ». Donc, « les enfants d'Israël » sont bannis du paradis par la secte dirigeante de Juda parce qu'ils refusèrent de s'exclure de l'humanité terrestre.

En 1918, le Grand rabbin de l'Empire britannique - le très révérend J.H. Herz, en réponse à une question sur ce point répondit explicitement :

**« Le peuple connu présentement en tant que Juifs est le descendant *des tribus de Juda et de Benjamin*, avec un certain nombre de descendants de la tribu de Lévi ».**

Cette déclaration fait bien comprendre qu'« Israël » n'eut aucun rôle dans ce qui devint plus tard le judaïsme (aucune autorité, judaïste ou autre, ne soutiendrait la prétention de descendre de Juda par le sang, pour les juifs d'aujourd'hui, mais cela importe peu).

Par conséquent, l'utilisation du nom « Israël » par l'État sioniste créé en Palestine durant ce siècle est de la nature de la falsification.

Une raison sérieuse doit avoir imposé l'utilisation du nom d'un peuple qui n'était pas juif et qui n'acceptait aucune doctrine émanant de ce qui est devenu depuis le judaïsme. Une théorie défendable vient à l'esprit. L'État sioniste a été mis en place avec l'accord tacite des grandes nations de l'Occident - qui est aussi le territoire de la chrétienté. Le calcul fut peut-être que ces peuples seraient soulagés dans leurs consciences si on pouvait les amener à croire qu'ils accomplissaient la prophétie biblique et la promesse de Dieu à « Israël », quel que soit le coût de la « destruction » de peuples innocents.

Si telle était la motivation pour l'usage abusif du nom « Israël », l'expédient a sans doute, pour l'heure, été couronné de succès ; la multitude a été plus que facilement « convaincue » ? Cependant, la vérité finira par sortir, comme les protestations survivantes des prophètes israélites le montrent.

Si l'État sioniste de 1948 pouvait prétendre à quel que nom que ce soit tiré de la haute Antiquité, cela ne pourrait être que celui de « Juda », comme ce chapitre vient de le montrer.

# Chapitre 3

## LES LÉVITES ET LA LOI

Durant les cent ans qui suivirent la conquête assyrienne d'Israël, les Lévites de Juda commencèrent à compiler la Loi écrite. En 621 av. J.-C., ils produisirent le *Deutéronome* et le lurent au peuple au Temple de Jérusalem.

Ce fut la naissance de la « loi mosaïque », que Moïse - s'il a jamais vécu - ne connut jamais. On l'appelle la loi mosaïque parce qu'elle lui est attribuée, mais les autorités s'accordent sur le fait qu'elle était le produit des Lévites, qui à l'époque et par la suite, firent sans cesse dire à Moïse (et donc, à Jéhovah) ce qui les arrangeait. La description correcte serait « la loi lévitique » ou « la loi judaïque ».

Le *Deutéronome* est au judaïsme et au sionisme officiels ce que le Manifeste communiste fut à la révolution destructrice de notre siècle.

Il est le fondement de la Torah (« la Loi ») contenue dans le Pentateuque, qui lui-même forme la matière première du Talmud, qui donna naissance aux « commentaires » et aux commentaires-des-commentaires qui ensemble constituent la « loi » judaïque.

Par conséquent, le *Deutéronome* est aussi la base du programme politique de domination mondiale sur les nations spoliées et asservies, programme qui fut largement réalisé en Occident durant ce XXe siècle.

Le *Deutéronome* est en rapport direct avec les événements actuels, et beaucoup de la confusion qui entoure ces événements se dissipe si on les étudie à sa lumière.

Le *Deutéronome* fut lu, en 621 av. J.-C., à un si petit auditoire, dans un si petit endroit, que ses conséquences énormes pour le monde entier, durant les siècles qui suivirent jusqu'à notre époque, sont par contraste des plus frappantes.

Avant que le *Deutéronome* ne soit compilé, seule la « tradition orale » des paroles de Dieu à Moïse existait. Les Lévites prétendaient être les gardiens consacrés de cette tradition et les tribus devaient les croire sur parole (leur prétentions à cet égard provoquaient particulièrement la colère

des « prophètes » israélites). Si quoi que ce soit avait été rédigé avant qu'on ait lu le *Deutéronome,* de tels manuscrits étaient fragmentaires et sous la garde des prêtres, et aussi peu connus des membres des tribus que les poètes grecs ne le sont des paysans des collines du Kentucky aujourd'hui.

Que le *Deutéronome* fût *différent* de tout ce qu'on avait connu ou compris auparavant est implicite de par son nom, qui signifie « seconde Loi ». En fait, le *Deutéronome* était du *judaïsme* lévitique, révélé pour la première fois ; les Israélites (tel qu'on l'a déjà montré) « n'étaient pas des juifs » et n'avaient jamais connu *cette* « Loi ».

De manière significative, le *Deutéronome* qui apparaît en tant que cinquième livre de la Bible actuelle, avec l'air d'être naturellement issu des livres précédents, fut le premier livre à être terminé en entier.

Même si la *Genèse* et l'*Exode* fournissent un contexte historique et l'accentuent, ils furent rédigés plus tard par les Lévites, et le *Lévitique* et les *Nombres,* les autres livres de la Torah, furent compilés encore plus tard.

Le *Deutéronome* prenait le contre-pied de la tradition ancienne, si celle-ci était en accord avec les commandements moraux. Toutefois, les Lévites étaient dans leur droit auto-accordé de faire tous les changements qu'ils souhaitaient, car ils déclaraient qu'ils pouvaient, par autorisation divine, modifier la Loi telle que révélée oralement par Dieu à Moïse, afin de répondre aux « conditions d'existence en perpétuelle évolution, dans l'esprit de l'enseignement traditionnel » (le Dr Kastein).

À cet égard, ils prétendaient aussi que Moïse avait reçu au Mont Sinaï une Torah orale *secrète,* qui ne devait *jamais* être consignée par écrit. Au vu de l'inclusion postérieure de l'Ancien Testament en un seul volume avec le Nouveau Testament chrétien, et la supposition du gentil [non-juif, païen - NdT] moyen qu'il a donc devant lui la « loi mosaïque » dans son intégralité, ce qualificatif est définitivement intéressant.

Le Talmud, tel que cité par le Dr Funk, dit : « Dieu a prévu qu'un jour viendrait où les païens s'empareraient de la Torah et diraient à Israël, “Nous aussi sommes fils de Dieu”. Alors L'Éternel dira : “Seul celui qui connaît mes secrets est mon fils”. Et quels sont les secrets de Dieu ? Les enseignements oraux ».

On dit aux quelques personnes qui entendirent le *Deutéronome* tel que lu en 621 av. J.-C., et qui ensuite apprirent les premiers ce que serait « la loi

mosaïque », que les manuscrits avaient été « découverts ».

Les autorités judaïstes actuelles rejettent cela et s'accordent sur le fait que le *Deutéronome* fut l'œuvre indépendante des Lévites dans la Juda isolée après le rejet de Juda par les Israélites et la conquête d'Israël. Le Dr Kastein explique l'affaire ainsi :

**« En 621 av. J.-C., un manuscrit recouvert par la poussière des siècles fut découvert parmi les archives. Il contenait une *étrange version des lois* qui avaient été codifiées jusqu'alors, une sorte de répétition et de *variation* de ces lois, donnant une foule d'instructions concernant le devoir de l'homme envers Dieu et envers son prochain. Il était rédigé sous la forme de discours *censés* avoir été délivrés à Moïse juste avant sa mort de l'autre côté du Jourdain. *Qui en était l'auteur, cela est impossible à dire* ».**

Ainsi, le Dr Kastein, un zélote en attente de l'accomplissement littéral de « la loi mosaïque » dans chaque détail, ne croit pas que son auteur fût Jéhovah ou Moïse. Cela lui suffit qu'elle fût produite par les prêtres législateurs, qui pour lui *sont* l'autorité divine.

Nul aujourd'hui ne peut dire jusqu'à quel point le *Deutéronome* tel que nous le connaissons ressemble au *Deutéronome* tel qu'il fut lu en 621 av. J.-C., car les livres de l'Ancien Testament furent sans cesse modifiés jusqu'à l'époque de la première traduction, où d'autres modifications diverses furent faites, sans doute pour éviter une agitation excessive parmi les gentils. Nul doute que quelque chose fut supprimé alors, si bien que le *Deutéronome* dans sa forme originelle devait être vraiment violent, car ce qui demeure est déjà bien assez brutal.

L'intolérance religieuse est la base de cette « seconde Loi » (l'intolérance raciale allait suivre plus tard, dans une autre « nouvelle Loi »), et le meurtre au nom de la religion est son principe caractéristique. Cela nécessite la destruction des Commandements moraux, qui sont en fait mis en place pour mieux être démolis.

Seulement ceux se rapportant à la vénération exclusive du Jéhovah « jaloux » sont laissés intacts. Les autres sont enterrés sous un grand monticule de « lois et jugements » (règlements institués pour ainsi dire sous une Loi dirigeante) qui les annulent de fait.

Ainsi, les commandements moraux contre le meurtre, le vol, l'adultère, la convoitise, la haine du prochain et autres du même genre, sont-ils viciés par une multitude de « lois » enjoignant expressément à massacrer les autres peuples, assassiner les apostats individuellement ou communautairement, prendre des concubines parmi les femmes captives, « détruire totalement » en ne laissant « rien en vie », « exclure l'étranger » de la remise de dettes, et autres exemples du même acabit.

Quand on arrive à la fin du *Deutéronome*, les commandements moraux ont été invalidés de cette manière, dans le but d'installer, sous l'apparence d'une religion, l'idée politique grandiloquente d'un peuple envoyé spécialement dans le monde pour détruire et « posséder » les autres peuples et pour dominer la Terre. L'idée de destruction est essentielle au *Deutéronome*. Si elle est enlevée, nul *Deutéronome*, ou loi mosaïque, ne subsiste.

Ce concept de destruction en tant qu'article de foi est unique, et son apparition en pensée politique (par exemple, dans la philosophie communiste) pourrait à l'origine provenir de l'enseignement du *Deutéronome*, car il n'y a pas d'autre source vérifiable.

Le *Deutéronome* est avant tout un programme *politique* complet : l'histoire de la planète, créée par Jéhovah pour ce « peuple spécial », doit se terminer par le triomphe de ce peuple et la ruine de tous les autres. Les *récompenses* offertes aux fidèles sont exclusivement matérielles : massacres, esclaves, femmes, butins, terres, empires. La seule condition imposée pour ces récompenses est l'*observance* des « lois et jugements » qui commandent essentiellement la destruction des autres. La seule *culpabilité* définie réside dans la non-observance de ces lois. L'intolérance est spécifiée en tant qu'*observance*, la tolérance en tant que *non-observance* - par conséquent, culpabilité. Les châtiments prescrits sont de ce monde et matériels, non spirituels. La conduite morale, pour peu qu'elle soit exigée, est requise uniquement envers les coreligionnaires, et les « étrangers » en sont exclus.

Cette forme unique de nationalisme fut présentée pour la première fois aux Judaïtes dans le *Deutéronome*, en tant que « Loi » de Jéhovah et parole littérale, adressée par ce dernier à Moïse. La notion de domination mondiale par la destruction est introduite au début (chapitre 2) de ces « discours censés avoir été délivrés » par un Moïse agonisant :

**« L'Éternel m'adressa la parole, et dit… À partir d'aujourd'hui, je répandrai la terreur et la crainte de toi parmi les peuples qui sont sous tous les cieux, qui entendront parler de toi, et trembleront, et seront dans l'angoisse à cause de toi ». En témoignage de cela, le destin de deux peuples est en même temps montré. Le roi de Sihon et le roi de Bashân « sorti[ren]t se battre contre nous, lui et tout son peuple », sur quoi ils furent « totalement *détruits*, les hommes et les femmes et les petits enfants », seul le bétail fut épargné et « le butin » emporté « en guise de proie pour nous » (l'insistance sur la destruction *totale* est un thème récurrent et significatif de ces anecdotes illustratives).**

Ces premiers exemples du pouvoir de Jéhovah à détruire les païens sont suivis par le premier des nombreux avertissements stipulant qu'à moins que « les lois et jugements » ne soient observés, Jéhovah punira son peuple spécial en le dispersant parmi les païens.

L'énumération de ces « lois et jugements » suit les Commandements, dont la validité morale est détruite en même temps par une promesse de massacre tribal :

**« Sept nations plus grandes et plus puissantes que toi » doivent être livrées aux mains des Judaïtes, et : « Tu les *détruiras entièrement ;* tu ne feras aucune alliance avec elles, et tu ne leur montreras aucune pitié… tu *détruiras* leurs autels… car tu es un peuple saint pour L'Éternel ton Dieu ; L'Éternel ton Dieu t'a choisi pour que tu sois un peuple spécial à ses yeux, entre tous les peuples qui sont sur la surface de la terre… Tu seras béni entre tous les peuples… Et tu *consumeras* tous les peuples que L'Éternel ton Dieu te livrera ; tes yeux seront *sans pitié* envers eux… L'Éternel ton Dieu enverra les frelons contre eux, jusqu'à ce que ceux qui restent et qui se cachent de toi, soient *détruits*… Et L'Éternel ton Dieu expulsera ces nations devant toi petit à petit… Mais L'Éternel ton Dieu te les livrera, et les *détruira* par une *destruction* puissante jusqu'à ce qu'il soient *détruits*… Et il livrera leurs rois entre tes mains, et tu *détruiras* leur nom de dessous les cieux ; aucun homme ne sera capable de se tenir devant toi, jusqu'à ce que tu l'aies *détruit*… »**

Arrivés au XX$^{e}$ siècle de notre ère, les peuples de l'Occident, dans l'ensemble, avaient cessé d'attacher toute signification actuelle à ces incitations, mais les peuples directement concernés ne pensaient pas la

même chose. Par exemple, la population arabe de Palestine fuit en masse sa terre d'origine après le massacre de Deir Yassin en 1948, parce que cet événement signifiait pour eux (tel que ses auteurs l'avaient voulu) que s'ils restaient, ils seraient « entièrement détruits ».

Ils savaient que les dirigeants sionistes, en train de palabrer avec les politiciens britanniques et américains du lointain Occident, avaient déclaré à plusieurs reprises que « la Bible est notre Mandat » (le Dr Chaim Weizmann), et ils savaient (si les populations occidentales ne le réalisaient pas) que l'allusion se référait à des passages tels que ceux ordonnant la « destruction totale » des populations arabes. Ils savaient que les dirigeants occidentaux avaient soutenu et continueraient à soutenir les envahisseurs et ainsi, ils n'avaient même pas l'espoir d'une simple survie, sinon dans la fuite. Ce massacre de 1948 ap. J.- C. se rapporte directement aux « loi et jugements » stipulés au chapitre 7 du livre de la Loi, que les Lévites terminèrent et lurent en 621 av. J.- C.

Les incitations et la séduction du *Deutéronome* continuent : « … Va *prendre possession* des nations plus grandes et plus puissantes que toi… L'Éternel ton Dieu ira lui-même devant toi ; tel un feu dévorant il les *détruira*, et il les terrassera devant toi ; alors tu les chasseras, et les *détruiras* promptement, comme L'Éternel te l'a dit… Car si tu observes avec zèle tous ces commandements que je t'ordonne… alors L'Éternel *chassera* devant toi toutes ces nations, et tu *posséderas* des nations plus grandes et plus puissantes que toi-même… même les côtes de la mer occidentale seront tiennes. Aucun homme ne sera capable de se tenir devant toi : car L'Éternel ton Dieu répandra la crainte et la terreur de toi sur toute terre que tu fouleras… » Ensuite, Moïse, dans ce compte rendu, énumère les « lois et jugements » qui doivent être « observés » si l'on veut que toutes ces récompenses soient obtenues, et une fois encore « la Loi » est de détruire :

**« Voici les lois et jugements, que tu observeras et pratiqueras… Tu *détruiras entièrement* tous les lieux dans lesquels les nations que tu *posséderas* ont servi leurs dieux… Quand L'Éternel ton Dieu aura *exterminé* les nations devant toi , où tu iras pour les *posséder,* que tu prendras leur place, et t'installeras sur leur terre : prends garde à ne pas tomber dans le piège en les suivant… et ne t'enquiers pas de leurs dieux. »**

Ce principe de « la Loi » exige du fidèle qu'il détruise les autres religions. Impartiale quand elle fut promulguée, elle acquit une application spécifique dans les siècles qui suivirent, du fait que la foi chrétienne se répandait, et la majorité des juifs à l'époque évoluait dans la même zone géographique : l'Occident. (Cela faisait de la chrétienté l'objectif premier de l'ordre de « destruction totale des lieux… », et le dynamitage des cathédrales russes, l'ouverture des « musées anti-Dieu », la canonisation de Judas et autres actions des premiers gouvernements bolchevistes, qui étaient constitués aux neuf dixième de juifs de l'Est, furent à l'évidence des actes d'« observance » sous cette « loi » du *Deutéronome*).

Les idées d'inquisition des hérétiques et des dénonciateurs, que l'Occident utilisa dans ses périodes rétrogrades et renia dans ses périodes éclairées, trouvent aussi leur source originelle (à moins que quelqu'un puisse en localiser une plus ancienne) dans le *Deutéronome.* De peur qu'un tel hérétique ne remette en question la Loi de la destruction, résumée dans les paragraphes précédents, le *Deutéronome* stipule ensuite que « si parmi vous s'élève un prophète ou un rêveur de rêves… (il) sera mis à mort » ; la crucifixion de Jésus (et la mort de nombreux protestataires contre le judaïsme littéral) tombent sous le coup de cette « loi ».

La dénonciation des proches qui s'attirent la suspicion d'hérésie est exigée. Ce fut le moyen terroriste introduit en Russie par les bolchevistes en 1917 et copié en Allemagne par les nazis en 1933. À l'époque, le monde chrétien exprima son horreur devant ces innovations barbares, mais la méthode est clairement stipulée dans le *Deutéronome*, qui exige que quiconque déclare « Allons servir d'autres dieux » soit dénoncé par ses frères, sœurs, fils, filles, épouses et ainsi de suite, et lapidé à mort.

De manière caractéristique, le *Deutéronome* ordonne que la main du parent génétique ou de l'épouse soit « la première levée » sur la victime de la dénonciation au moment de la mise à mort, et seulement ensuite, « la main de tous ». Cette « ordonnance de la Loi » est toujours observée de nos jours, dans une certaine mesure dictée par les conditions locales et autres circonstances. Les apostats ne peuvent être publiquement lapidés à mort dans l'environnement de communautés étrangères, où la loi de « l'étranger » pourrait considérer cela comme un meurtre, si bien qu'une déclaration officielle de « mort » et de cérémonie de deuil remplace symboliquement la peine judiciaire ; voir le compte rendu du Dr John Goldstein sur le rite

symbolique et la tentative récente d'exiger la peine littérale, qui durant des siècles fut souvent infligée à l'intérieur de communautés juives fermées où la loi de « l'étranger » n'avait pas prise.

La Loi ordonne aussi que des communautés entières soient massacrées sous l'accusation d'apostasie : « Tu châtieras avec assurance les habitants de cette ville avec le tranchant de l'épée, *la détruisant totalement*, et tout ce qui s'y trouve ».

Concernant la destruction des villes, le *Deutéronome* fait la distinction entre les villes proches (c'est-à-dire palestiniennes) et les villes lointaines. Quand une « ville lointaine » a été prise, « tu en châtieras tous les mâles avec le tranchant de l'épée, mais les femmes, et les petits enfants, et le bétail, et tout ce qui se trouve dans la ville, même tout le butin, tu les prendras pour toi… ». Cette incitation concernant les femmes faites prisonnières est un thème récurrent, et le *Deutéronome* décrète la loi selon laquelle un ravisseur judaïte qui voit parmi les prisonnières « une belle femme » a le droit de l'emmener chez lui, mais que s'il n'en avait « aucune jouissance », il aurait le droit de la renvoyer.

Le cas d'une ville proche est différent ; la loi de destruction *totale* (que Saül transgressa) prévaut. « Mais à propos des villes de ces gens que L'Éternel ton Dieu te donne en héritage, tu ne *laisseras en vie rien qui respire ; Mais tu les détruiras entièrement…* comme L'Éternel ton Dieu te l'a ordonné ». (Ce verset 16 du chapitre 20, une fois encore, explique la fuite massive des Arabes palestiniens après Deir Yassin, où rien de ce qui respirait ne fut épargné. Ils virent que cet accomplissement littéral de la Loi de 621 av. J.-C. était à l'ordre du jour en 1948 ap. J.-C., et que les puissances occidentales étaient derrière cet accomplissement de la Loi de « destruction totale »).

La Seconde Loi continue : « Tu es un peuple saint pour L'Éternel ton Dieu, et L'Éternel t'a choisi pour être un peuple cher à ses yeux, entre toutes les nations qui sont sur la terre ». D'autres « lois et jugements » stipulent ensuite que « tout ce qui meurt de lui-même », étant impur, ne peut être mangé, mais « tu le donneras à l'étranger… ou tu pourras le lui vendre ; car tu es un peuple saint pour L'Éternel ton Dieu ».

Tous les sept ans, un créancier devra remettre la dette de son « voisin », mais « celle d'un étranger, tu pourras encore l'exiger ». Le chapitre 10 (étonnamment dans ce contexte) dit : « Tu aimeras donc l'étranger ; car tu

étais toi-même étranger en terre d'Égypte », mais le chapitre 23 apporte l'annulation habituelle : « Tu ne prêteras pas avec intérêt à ton frère… à un étranger tu pourras prêter avec intérêt » (et des exemples plus graves de cette discrimination légale entre le « voisin » et « l'étranger » apparaissent dans les livres postérieurs, comme on le verra).

Le *Deutéronome* se termine par le thème prolongé, houleux et rageur de la-malédiction-ou-la-bénédiction. Moïse, sur le point de mourir, exhorte une fois de plus « le peuple » à choisir entre les bénédictions ou les malédictions, et les deux sont énumérées.

Les bénédictions sont exclusivement matérielles : la prospérité par l'augmentation de la famille, des récoltes et du bétail ; la défaite des ennemis ; et la domination mondiale. « L'Éternel ton Dieu t'élèvera au dessus de toutes les nations de la terre… L'Éternel fera de toi un peuple saint pour lui… Et tous les peuples de la terre verront que tu es appelé du nom du Seigneur ; et ils te craindront… *tu prêteras à de nombreuses nations, et tu n'emprunteras pas*. Et L'Éternel fera de toi la tête, et pas la queue ; et tu seras uniquement au dessus, et pas en dessous… » Ces bénédictions s'étendent sur treize versets ; les malédictions sur quelque cinquante ou soixante. La divinité au nom de laquelle les malédictions sont clairement prononcées était considérée comme capable de faire le mal (en fait, cela est explicitement mentionné dans un livre postérieur, *Ézéchiel*, comme on le montrera).

Le judaïsme littéral est en définitive basé sur la terreur et la peur, et la liste des malédictions exposées au chapitre 23 de la seconde Loi montre l'importance que les prêtres attachaient à cette pratique de la malédiction (dont les judaïstes littéraux considèrent l'usage efficace jusqu'à ce jour). Ces malédictions, qu'on s'en rappelle, sont les peines pour *non-observance*, pas pour transgression morale ! « Si tu ne prêtes pas l'oreille à la voix de L'Éternel ton Dieu, si tu n'observes pas et n'appliques pas tous ses commandements et lois… toutes ces malédictions s'abattront sur toi… » Les villes et les habitations, les enfants, les récoltes et le bétail, seront maudits « jusqu'à ce que tu sois *détruit* et que tu *périsses* entièrement ». La peste, la lèpre, les inflammations, le mildiou, les ulcères, les hémorroïdes, les croûtes, les démangeaisons, la démence, la famine, le cannibalisme et la sécheresse sont spécifiés. Les épouses des hommes coucheront avec d'autres hommes ; leurs enfants mourront en esclavage ; tout ceux qui

resteront chez eux seront dévorés par leurs parents, le père et la mère se disputant leur chair et refusant que les enfants encore en vie y touchent. (Ces malédictions étaient inclues dans le Bannissement ultime quand il était prononcé contre les apostats jusqu'à une époque relativement récente, et sont probablement en usage aujourd'hui dans les places fortes de la communauté juive talmudique).

Les maladies et les catastrophes devaient punir le peuple « si tu n'observes pas et ne mets pas en pratique toutes les paroles de cette loi qui sont écrites dans ce livre, dans la crainte de ce nom glorieux et redoutable, L'Éternel Ton Dieu… J'en appellerai au ciel et à la terre pour témoigner contre toi, j'ai mis devant toi la vie et la mort, la bénédiction et la malédiction ; alors choisis la vie, afin que toi et ta progéniture viviez à jamais ».

Telles étaient la vie et la bénédiction que les Judaïtes, rassemblés au Temple en 621 av. J.-C., furent exhortés par leur chef de clan Josias - le porte-parole des prêtres - à choisir, au nom de Jéhovah et de Moïse. Le but et la signification de l'existence, sous cette « Loi mosaïque », étaient la destruction et l'asservissement des autres par amour du pillage et du pouvoir. À compter de ce moment-là, Israël dut sans doute s'estimer heureuse d'avoir été déclarée morte et d'avoir été exclue d'un tel monde à venir. Les Israélites s'étaient mêlés au courant plein de vie de l'humanité ; les Judaïtes restèrent échoués sur ses rives, aux mains du pouvoir de prêtres fanatiques qui leur ordonnaient, sous peine de « toutes ces malédictions », de *détruire.* À la terreur inspirée par « toutes ces malédictions », les Lévites ajoutèrent aussi la séduction. Si « le peuple répondait et obéissait à la voix du Seigneur et accomplissait tous ses commandements… », alors « toutes ces malédictions » seraient *transférées à leurs « ennemis »* (non parce qu'ils avaient péché, mais simplement pour gonfler la mesure de la bénédiction accordée aux Judaïtes réhabilités !) Dans ce principe, le *Deutéronome* révélait on ne peut plus clairement le statut attribué aux païens par la seconde Loi. En dernière analyse, « les païens » n'ont pas d'existence légale sous cette Loi ; comment pourraient-ils en avoir une, quand Jéhovah ne « connaît » que son « peuple saint » ? Pour autant que leur existence réelle soit admise, elle l'est seulement pour des raisons telles que celles mentionnées au verset 65, chapitre 28 et au verset 7, chapitre 30 : à savoir, accueillir les Judaïtes quand ils sont dispersés pour leurs transgressions et ensuite, quand leurs hôtes se repentent et sont pardonnés,

hériter des malédictions levées de sur les Judaïtes régénérés. Il est vrai que le second verset cité donne le prétexte que « toutes ces malédictions » seront transférées aux païens parce qu'ils « haïssaient » et « persécutaient » les Judaïtes, mais comment pourrait-on les blâmer pour cela, quand la seule présence des Judaïtes parmi eux n'était que le résultat de « malédictions » punitives infligées par Jéhovah ? Car Jéhovah lui-même, selon un autre verset (64, chapitre 28), s'attribuait le mérite d'infliger la malédiction de l'exil sur les Judaïtes :

**« Et L'Éternel te dispersera parmi tous les peuples, d'un bout à l'autre de la terre… et parmi ces nations, tu ne trouveras aucun réconfort, et la plante de ton pied ne trouvera pas le repos… »**

Le *Deutéronome* emploie ce double language - pour utiliser un idiome moderne - d'un bout à l'autre : L'Éternel prive le peuple spécial de foyer, et le met parmi les païens, à cause de ses transgressions ; les païens, qui ne sont à blâmer ni pour cet exil ni pour ces transgressions, sont ses « persécuteurs » ; par conséquent, les païens seront détruits.

On comprend mieux l'attitude judaïste envers le reste de l'humanité, la création et l'univers en général, quand on considère ce point et les passages qui s'y rapportent - tout particulièrement la plainte constante que les juifs sont « persécutés » partout, plainte qui dans une tonalité ou dans une autre se retrouve dans quasi toute la littérature juive. Pour quiconque acceptant ce livre comme la Loi, la simple existence des autres est en fait persécution ; le *Deutéronome* laisse clairement entendre cela.

Le juif le plus nationaliste et le juif le plus éclairé s'accordent souvent sur une chose : ils ne peuvent réellement considérer le monde et ses affaires que sous un angle juif, et vu de cet angle, « l'étranger » semble insignifiant. Ils le pensent, donc c'est vrai ; ceci est l'héritage de vingt-cinq siècles de pensée juive ; même les juifs qui se rendent compte de l'hérésie ou de l'illusion ne sont pas toujours capables de se défaire totalement de ce cauchemar jeté sur leurs esprits et leurs âmes.

Le passage du *Deutéronome* cité en dernier montre que la secte dirigeante décrivit l'absence de terre en même temps que la loi décrétée par le dieu du peuple spécial, et comme une persécution commise par les ennemis du peuple spécial, méritant « toutes ces malédictions ».

Pour des esprits d'un égotisme aussi extrême, un attentat politique dans lequel 95 gentils et 5 juifs perdent la vie ou leurs biens est tout bonnement une catastrophe anti-juive, et en cela ils ne sont pas consciemment hypocrites. Au XX^e siècle, ce critère de jugement a été propulsé dans les vies des autres peuples et appliqué à tous les événements majeurs, concernant les épreuves de l'Occident. Ainsi, vivons-nous au siècle de l'illusion lévitique.

Ayant entrepris de jeter « toutes ces malédictions » sur des innocents, si les Judaïtes devaient revenir à l'observance de « toutes ces lois et jugements », le Moïse ressuscité du *Deutéronome* promit une bénédiction de plus : « L'Éternel ton Dieu viendra devant toi, et il *détruira* ces nations devant toi, et tu les *posséderas…* », et enfin, on lui permit de mourir en terre de Moab.

C'est dans « la Loi mosaïque » que l'idée destructrice a pris forme - idée qui devait menacer la civilisation chrétienne et l'Occident (qui étaient tous les deux inconcevables à l'époque). Durant l'ère chrétienne, une assemblée de théologiens décida que l'Ancien et le Nouveau Testament devaient être réunis dans un seul livre, sans aucune différenciation, tels la tige et la fleur, et non tels un objet immobile et une puissance irrésistible. L'encyclopédie que j'ai sous les yeux au moment où j'écris déclare laconiquement que les églises chrétiennes acceptent l'Ancien Testament comme étant « d'autorité divine égale » à celle du Nouveau Testament.

Cette acceptation inconditionnelle couvre la totalité du contenu de l'Ancien Testament et pourrait être la source originelle de beaucoup de confusion au sein des églises chrétiennes et de beaucoup d'affolement parmi les masses qui recherchent le christianisme, car le dogme exige la croyance simultanée en des choses contraires. Comment le même Dieu, par commandement à Moïse, peut-il avoir ordonné aux hommes d'aimer leur prochain et de « détruire totalement » leur prochain ? Quel rapport peut-il y avoir entre le Dieu universel et aimant de la révélation chrétienne et la divinité maudissante du *Deutéronome* ? Mais si en réalité, tout l'Ancien Testament - y compris ces commandements ainsi que d'autres - est « d'autorité divine égale » au Nouveau Testament, alors l'Occidental d'aujourd'hui a le droit de l'invoquer pour justifier les actes par lesquels la chrétienté s'est reniée le plus : l'importation d'esclaves africains en Amérique par les colons britanniques, le traitement des Indiens d'Amérique

du Nord par les colons américains et canadiens, et la domination sévère des Afrikaners sur les Bantous d'Afrique du Sud. Il peut à juste titre faire directement porter la responsabilité de toutes ces choses à son curé ou à son évêque chrétien, si ce dernier enseigne que l'Ancien Testament, avec son injonction continuelle à massacrer, asservir et piller est « d'autorité divine égale ». Aucun ecclésiastique chrétien ne peut s'estimer irréprochable s'il enseigne cela. La décision théologique qui mit en place ce dogme projeta sur la chrétienté et sur les siècles à venir l'ombre du *Deutéronome* tel qu'il retomba sur les Judaïtes eux-mêmes quand on le leur lit en 621 av. J.-C.

Seul un autre écrit eut jamais un effet comparable sur les esprits des hommes et sur les générations futures ; si l'on s'autorise quelque simplification, la plus tentante est de voir l'histoire entière de l'Occident, et en particulier de ce XX^e^ siècle décisif, comme une bataille entre la Loi mosaïque et le Nouveau Testament et entre les deux corps de l'humanité qui se rangent derrière l'un ou l'autre de ces deux messages respectifs de haine et d'amour.

Dans le *Deutéronome,* le judaïsme est né, mais il serait mort-né, et on aurait peut-être plus jamais entendu parler du *Deutéronome,* si cette question n'avait dépendu que des Lévites et de leurs Judaïtes prisonniers. Ils n'étaient pas nombreux ; et une nation cent fois plus nombreuse n'aurait jamais pu espérer imposer cette doctrine barbare au monde par la force de son seul pouvoir. Il n'y avait qu'une façon pour que « la Loi mosaïque » puisse gagner en vie et en puissance et devenir une influence perturbatrice dans la vie des autres peuples durant les siècles à venir. C'était si un « étranger » influent (parmi tous ces étrangers qu'il fallait encore maudire), un roi puissant de ces « païens » qu'il fallait encore détruire, la défendait avec armes et richesses.

Justement, cela était sur le point d'arriver quand Josias lut la seconde Loi au peuple en 621 av. J.-C., et cela devait se répéter continuellement au cours des siècles jusqu'à nos jours : l'invraisemblance gigantesque de la chose se confronte au fait tout aussi important et démontrable que c'est pourtant bien ce qui se passa ! À maintes reprises, les dirigeants de ces « autres nations » qui devaient être dépossédées et détruites épousèrent la doctrine destructrice, firent les volontés de la secte dominante, et au détriment de leur propres peuples l'aidèrent à servir son étrange ambition.

Environ vingt ans après la lecture du *Deutéronome* à Jérusalem, Juda fut conquise par le roi babylonien, en 596 av. J.-C. environ. À l'époque, l'affaire avait tout l'air d'être terminée, et à vrai dire c'était une affaire insignifiante en elle-même, parmi les grands événements de cette période. Juda n'exista plus jamais en tant qu'État indépendant, et n'étaient les Lévites, leur seconde Loi et l'aide étrangère, les Judaïtes - comme les Israélites - auraient fini par s'impliquer dans l'humanité.

Au lieu de cela, la victoire babylonienne fut le début de l'affaire - ou de ses conséquences énormes pour le monde. La Loi, au lieu de mourir, devint plus forte à Babylone, où pour la première fois un roi étranger lui donna sa protection. Le permanent État-dans-les-États, nation-dans-les-nations fut projeté - une première - dans la vie des peuples ; la première expérience d'usurpation de pouvoir et de contrôle sur eux fut acquise. Beaucoup de souffrance pour les autres peuples se tramait alors.

Concernant les Judaïtes, ou les judaïstes et les juifs qui en émergèrent, il semble qu'ils héritèrent de l'avenir le plus malheureux qui soit. En tous les cas, ce n'est pas un homme heureux (même s'il s'agit d'un écrivain juif actuel, M. Maurice Samuel) qui, 2500 ans plus tard, écrivit : « … nous les juifs, les destructeurs, resteront les destructeurs à jamais… rien de ce que les gentils feront ne répondra à nos besoins et nos exigences ».

À première vue cela semble railleur, venimeux, éhonté. L'étudiant appliqué de la controverse du sionisme découvre que cela ressemble plus à un cri de désespoir, tel que la « Loi mosaïque » doit en arracher à tout homme qui sent qu'il ne peut échapper à son impitoyable doctrine de destruction.

# Chapitre 4

# LA FORGE DES CHAÎNES

L'épisode babylonien fut décisif dans ses conséquences, à la fois pour l'insignifiante tribu de Juda à l'époque et pour le monde occidental aujourd'hui.

Au cours de cette période, les Lévites accomplirent des choses qui devaient affecter définitivement la vie des peuples. Ils ajoutèrent quatre livres au *Deutéronome* et élaborèrent une Loi d'intolérance racialo-religieuse qui, si elle pouvait être imposée, couperait à tout jamais les Judaïtes de l'humanité. Par l'expérience de Babylone, ils trouvèrent des manières d'imposer cette Loi, c'est-à-dire de maintenir leurs adeptes isolés de ceux parmi lesquels ils vivaient. Ils acquirent de l'autorité parmi leurs géôliers, et finalement ils « abattirent » et « détruisirent entièrement » la maison de ces derniers ; ou, si cela n'arriva pas réellement, ils transmirent du moins cette version de l'Histoire à une postérité qui l'accepta, et qui avec le temps commença à voir en ce peuple une force destructrice irrésistible.

La première « captivité » (l'égyptienne) semble avoir été complètement légendaire ; en tout cas, ce que l'on sait sur le sujet réfute cette captivité, et comme la rédaction de l'*Exode* fut terminée après l'incident babylonien, les scribes lévitiques ont pu imaginer l'histoire de l'ancienne « captivité » et de la punition des Égyptiens par Jéhovah pour soutenir la version de la période babylonienne qu'ils étaient en train de préparer.

En tous les cas, ce qui se passa vraiment à Babylone semble avoir été considérablement différent de l'image d'une captivité de masse, plus tard suivie d'un retour en masse, qui fut transmise par les écritures lévitiques.

Aucun exode massif de captifs de Jérusalem jusqu'à Babylone ne peut avoir eu lieu, parce que la majorité du peuple judaïte, d'où une nation juive émergea plus tard, s'était déjà dispersée de tous côtés dans le monde connu (c'est-à-dire, autour de la Méditerranée, dans les terres à l'ouest et à l'est de Juda), étant allée partout où les conditions pour le commerce étaient les plus favorables.

À cet égard, le tableau était dans ses proportions très semblable à celui d'aujourd'hui. À Jérusalem, il y avait juste un noyau, comprenant surtout les dévots les plus zélés du culte du Temple et des gens dont les activités les liaient à la terre. Les autorités s'accordent sur le fait que seulement quelques dizaines de milliers de personnes furent emmenées à Babylone, et qu'elles représentaient une petite fraction de l'ensemble.

Les Judaïtes n'étaient pas non plus les seuls dans cette Diaspora, même si la littérature des lamentations le laisse entendre. Les Parsis d'Inde représentent un cas presque identique et sur la même période.

Eux aussi survécurent à la perte d'un État et d'un pays, en tant que communauté religieuse en dispersion. Les siècles suivants offrent de nombreux exemples de la survie de groupes raciaux ou religieux loin de leur contrée d'origine. Au fil des générations, de tels groupes raciaux en viennent à penser à la terre de leurs ancêtres simplement comme « le vieux pays » ; ceux qui sont religieux tournent leurs yeux vers une ville sainte (par exemple, Rome ou la Mecque), alors qu'ils se trouvent à un endroit différent sur la terre.

La différence dans le cas des Judaïtes était que vieux pays et ville sainte étaient la même chose ; que le Jéhovisme exigeait un retour triomphant et le rétablissement de l'adoration du Temple, par-dessus les corps des païens détruits ; et que cette religion était aussi leur loi de vie quotidienne, de sorte qu'une ambition politique mondiale, du genre tribal ancien ou nationaliste, était aussi un acte de foi premier.

D'autres doctrines semblables des temps primitifs se sont fossilisées ; celle-ci a survécu pour troubler la vie des peuples au cours des siècles jusqu'à aujourd'hui, où elle a atteint son effet le plus perturbateur.

C'est le résultat direct des essais menés et de l'expérience acquise par les Lévites à Babylone, où ils purent d'abord tester la doctrine dans un environnement étranger.

Le comportement bienveillant des conquérants babyloniens envers leurs prisonniers judaïtes fut l'exact opposé de celui ordonné aux Judaïtes, dans des circonstances inverses, par la seconde Loi qu'on leur avait lue juste avant leur défaite : « Ne laisse en vie rien qui respire… » Le Dr Kastein dit que les captifs « bénéficiaient d'une liberté totale » de résidence, de culte, d'activité et d'autogestion.

Cette libéralité permit ainsi aux Lévites de rendre prisonniers des gens qui étaient en grande partie libres ; sur l'insistance des prêtres, ils furent contraints de s'installer en communautés fermées, et ce fut ainsi la naissance du ghetto et du pouvoir des Lévites. La domination talmudique de l'ère chrétienne, qui décrétait l'excommunication des juifs s'ils vendaient sans permission « des biens de leurs prochains » à des « étrangers » est issue de cette première expérience dans l'auto-ségrégation, à Babylone.

Le soutien du dirigeant étranger était nécessaire pour ce parcage des expatriés par leurs propres prêtres, et il fut donné à cette première occasion, comme à d'autres innombrables occasions depuis lors.

Avec leur peuple fermement sous leur coupe, les Lévites entreprirent alors d'achever la compilation de « la Loi » Les quatre livres qu'ils ajoutèrent au *Deutéronome* constituent la Torah, et ce mot, qui à l'origine signifiait doctrine, est maintenant reconnu comme signifiant « la Loi ». Toutefois, « achèvement » est un mot des plus trompeurs à ce sujet.

Seule la *Torah* (au sens des cinq livres) a été achevée. La *Loi* n'a pas été achevée à l'époque et ne pourra jamais l'être, étant donné l'existence de la « Torah secrète » rapportée par le Talmud (qui lui-même n'était que la continuation postérieure de la Torah), et la prétention des prêtres au droit divin d'interprétation. En fait, « la Loi » fut constamment modifiée, souvent pour combler quelque lacune qui aurait pu permettre à « l'étranger » de jouir d'un droit revenant seulement à « un prochain ». Des exemples de ce procédé continu de révision ont déjà été donnés, et d'autres suivront dans ce chapitre. La conséquence était habituellement de faire que la haine ou le mépris pour « l'étranger » soient partie intégrante de « la Loi » par la prévision de peines discriminatoires ou d'immunités.

Quand la Torah fut achevée, une grande clôture, unique en son genre mais toujours inachevée, avait été construite entre tout être humain qui - peu importe quand - acceptait cette « Loi » et le reste de l'humanité. La Torah n'autorisait aucune distinction entre cette Loi de Jéhovah et celle de l'homme, entre la loi religieuse et la loi civile. La loi de « l'étranger », théologiquement et juridiquement, n'avait pas d'existence, et toute prétention à en faire valoir une était de la « persécution » puisque la loi de Jéhovah était la *seule* loi.

Les prêtres prétendaient que la Torah gouvernait chaque acte de la vie quotidienne, jusqu'au plus trivial. Toute objection selon laquelle Moïse ne

pouvait avoir reçu de Jéhovah, sur la montagne, des instructions détaillées concernant toutes les actions imaginables accomplies par l'homme, rencontrait le dogme selon lequel les prêtres, tels des messagers-relais, transmettaient de génération en génération « la tradition orale » de la révélation de Jéhovah à Moïse, et le pouvoir infini de la réinterprétation. Toutefois, de telles objections étaient rares, puisque la Loi ordonnait la peine de mort pour les sceptiques.

M. Montefiore fait remarquer fort justement que l'Ancien Testament est « la législation révélée, et non la vérité révélée » et dit que les prophètes israélites ne peuvent avoir connu quoi que ce soit de la Torah, puisque les Lévites l'achevèrent à Babylone. Les paroles de Jérémie : « la plume des scribes est vaine », se réfèrent de toute évidence à ce procédé de la révision lévitique et à l'attribution d'innombrables nouvelles « lois et jugements » à Jéhovah et Moïse.

Le « péché » n'était pas un concept de la Torah au moment où celle-ci prenait forme. C'est logique, car dans la loi il ne peut y avoir de « péché », juste des crimes ou des infractions. La seule offense connue de cette Loi était la *non-observance*, ce qui voulait dire le crime ou l'infraction. Ce qui est généralement compris comme le « péché », à savoir la transgression morale, était quelquefois expressément ordonné par la Loi, ou bien rachetable par le sacrifice d'un animal.

L'idée du « retour » (avec les idées apparentées de destruction et de domination) était fondamentale au dogme, qui tenait ou tombait par elle. Aucune impulsion puissante de départ de Babylone avec un retour à Jérusalem n'existait au sein du peuple (pas plus qu'aujourd'hui, où l'instinct de la vaste majorité des juifs est totalement contre le « retour », si bien qu'il est beaucoup plus facile pour l'État sioniste de trouver de l'argent que des immigrants, à l'étranger).

L'accomplissement littéral était le principe suprême, et cela voulait dire que la possession de la Palestine, le « centre » de l'empire dominant à venir, était essentielle (comme elle l'est toujours) ; son importance dans le schéma global était politique, pas résidentielle.

Ainsi, les Lévites à Babylone ajoutèrent-ils l *'Exode,* la *Genèse*, le *Lévitique* et les *Nombres* au *Deutéronome.* La *Genèse* et l'*Exode* fournissent une version de l'Histoire façonnée pour correspondre à « la Loi » que les Lévites avaient à l'époque déjà promulguée dans le *Deutéronome*.

Cela remonte tout droit à la création, dont les scribes connaissaient la date exacte (bien que les deux premiers chapitres de la *Genèse* donnent des comptes rendus quelque peu différents de la création ; et l'influence lévitique, ainsi que le pensent les érudits, est plus visible dans le second chapitre que dans le premier).

Tout ce qui a survécu de l'ancienne tradition israélite se trouve dans la *Genèse* et l *'Exode*, et dans les passages éclairés des prophètes israélites. Ces passages plus bienveillants sont invariablement neutralisés par des passages postérieurs fanatiques, qui sont sans doute des interpolations lévitiques.

L'énigme est de deviner pourquoi les Lévites permirent que demeurent ces aperçus d'un Dieu aimant de tous les hommes - puisqu'ils invalidaient la Nouvelle Loi et qu'ils auraient pu être retirés.

Une théorie défendable pourrait être que la tradition ancienne était trop bien connue des tribus pour être simplement supprimée, si bien qu'on a dû la conserver et la neutraliser par des épisodes allégoriques et des modifications.

Bien que la *Genèse* et l *'Exode* aient été produits après le *Deutéronome*, le thème du tribalisme fanatique est faible dans ces deux livres. La montée et le crescendo arrivent avec le *Deutéronome*, le *Lévitique* et les *Nombres*, qui portent l'empreinte manifeste des Lévites de la Juda isolée puis de Babylone.

Ainsi, dans la *Genèse* le seul écho avant-coureur du bruit et de la fureur ultérieurs est : « Et je ferai de toi une grande nation et je te bénirai, et ton nom sera grand ; et tu seras une bénédiction ; et je bénirai ceux qui te bénissent, et maudirai celui qui te maudit ; et en toi toutes les familles de la terre seront bénies… et L'Éternel apparut à Abraham, et dit : Je donnerai cette terre à ta progéniture… » L'*Exode* n'est pas bien différent : par exemple, « Si tu fais vraiment… tout ce que je dis, alors je serai un ennemi pour tes ennemis… et je les exterminerai » ; et même ces passages pourraient être des interpolations lévitiques.

Mais dans l'*Exode* une chose de première importance apparaît : cette promesse est *scellée dans le sang,* et à partir de là le sang coule comme une rivière tout au long des livres de la Loi. Moïse est décrit comme « prenant le sang et en aspergeant le peuple » en disant : « Voici le sang de l'alliance que L'Éternel a faite avec vous concernant toutes ces paroles ». L'office

héréditaire et perpétuel des prêtres aaronites est fondé sur ce rituel de sang : Jéhovah dit à Moïse, « Et prends avec toi Aaron ton frère et ses fils avec lui, pour qu'il me serve dans la prêtrise ».

La manière de consacrer un prêtre est alors exposée en détails par Jéhovah lui-même, d'après les scribes lévitiques : Il doit prendre un bœuf et deux béliers « sans imperfection », les faire égorger « devant L'Éternel », et sur l'autel brûler un bélier et les entrailles du bœuf. Le sang du second bélier doit être mis « sur le bout de l'oreille droite d'Aaron et sur le bout de l'oreille droite de ses fils et sur le pouce de leur main droite et sur le gros orteil de leur pied droit » et aspergé « sur l'autel de manière circulaire… et sur Aaron, et sur ses vêtements, et sur ses fils et les vêtements de ses fils ».

L'image de prêtres éclaboussés de sang qui nous est donnée mérite contemplation. Même après tout ce temps, la question se pose : pourquoi cette insistance appuyée sur le sacrifice de *sang* dans les livres de la Loi produits par les Lévites ? La réponse semble se trouver dans l'aptitude extraordinaire et troublante de la secte à faire naître la peur par la terreur ; car la mention même du « sang » dans un tel contexte faisait trembler le Judaïte fidèle ou superstitieux pour son propre fils ! Cette revendication des prêtres fanatiques aux premiers-nés de leurs disciples est entièrement expliquée dans l'*Exode* :

**« Et L'Éternel s'adressa à Moïse, et lui dit : Consacre-moi tous les premiers-nés, tout ce qui ouvre le sein maternel parmi les enfants d'Israël, tant de l'homme que de l'animal : cela est à moi ».**

D'après le passage de *Michée* cité plus tôt, cette pratique du sacrifice des premiers-nés humains continua pendant longtemps, et la vue d'un Lévite ensanglanté dut avoir un impact terrible sur l'humble homme de tribu, car dans les paroles attribuées à Dieu citées ci-dessus, les premiers-nés « de l'homme et de l'animal » sont mis ensemble. Cet impact demeura longtemps après que les prêtres (d'une manière des plus ingénieuses qui sera décrite plus tard) eurent trouvé le moyen d'abandonner les sacrifices humains tout en maintenant leurs prérogatives. Même là, pour l'assemblée des fidèles, le sang qui était aspergé sur le prêtre, même si c'était celui d'un animal, était symboliquement toujours celui de sa propre progéniture ! De plus, dans les places fortes talmudiques de la communauté juive, ce bain de sang rituel a continué jusqu'à notre époque ; ce n'est pas une réminiscence de l'Antiquité. Vingt-quatre siècles après que l'*Exode* eut été compilé, les

Reform Rabbis of America[1] (à Pittsburgh, en 1885) déclarèrent : « Nous n'espérons ni un retour en Palestine, *ni un culte sacrificiel sous l'administration des fils d'Aaron ;* ni la restauration d'aucune des lois concernant l'État juif ». L'importance de cette déclaration se trouve dans le besoin, qui était ressenti en 1885, de la faire publiquement ; elle montre que l'école rivale de la communauté juive pratiquait toujours l'observance littérale, y compris le rituel du « culte sacrificiel ». (Dans les années 1950, les Reform Rabbis of America avaient perdu beaucoup de terrain et battaient en retraite devant les forces du chauvinisme sioniste).

La paternité lévitique de la Torah est indiquée, une fois encore, par le fait que plus de la moitié des cinq livres est consacrée à des instructions extrêmement détaillées, attribuées directement à L'Éternel, concernant la construction et l'aménagement des autels et des tabernacles, le tissu et la conception des vêtements sacerdotaux, des mitres, des ceintures, le genre de chaînes en or et de pierres précieuses avec lesquelles le prêtre baptisé de sang doit être revêtu, ainsi que le nombre et l'espèce des bêtes à sacrifier pour les diverses transgressions, les usages à faire de leur sang, le paiement de la dîme et du sicle, et en général les privilèges et avantages annexes des prêtres. Un grand nombre de chapitres est consacré au sacrifice de sang, en particulier.

Dieu n'accorde probablement pas autant d'importance au sang des animaux ou aux vêtements raffinés des prêtres. C'était la chose même contre laquelle les « prophètes » israélites avaient protesté.

C'était la momification d'une religion tribale primitive ; et pourtant, c'est toujours la Loi de la secte dirigeante et elle a un grand pouvoir dans notre monde actuel.

Quand ils compilèrent ces Livres de la Loi, les scribes lévitiques inclurent de nombreux épisodes allégoriques ou illustratifs des terribles résultats de la « non-observance ». Ce sont les paraboles de l'Ancien Testament, et leur morale est toujours la même : la mort pour le « transgresseur ». L'*Exode* contient la plus connue de ces paraboles, celle du veau d'or. Alors que Moïse était sur la montagne, Aaron fabriqua un veau d'or ; quand Moïse redescendit et le vit, il ordonna aux « fils de Lévi » de traverser le campement « et de massacrer chaque homme *son frère*, et chaque homme *son compagnon*, et chaque homme *son voisin* », ce que ces

Lévites consciencieux firent, si bien que « parmi le peuple ce jour-là, trois mille homme tombèrent ».

La chrétienté a également hérité de cette parabole du veau d'or (puisqu'elle a hérité de l'Ancien Testament) et la considère comme un avertissement contre le culte des idoles. Toutefois, une raison tout à faite différente a pu provoquer quelque tendance parmi le peuple, qui décida les Lévites à inventer cette parabole. À cette époque, de nombreux Judaïtes, et peut-être aussi des prêtres, ont pu penser que Dieu serait plus satisfait de l'offrande symbolique d'un veau *d'or* que du bêlement permanent d'animaux égorgés, de l'aspersion de leur sang, et du « parfum suave » de leurs carcasses brûlantes. Les Lévites luttaient sans cesse avec acharnement contre de tels affaiblissements de leur rituel, ainsi toutes ces paraboles sont-elles toujours dirigées contre quiconque cherche à le modifier dans quelque détail que ce soit.

Un exemple similaire est la « révolte de Koré » (les *Nombres*), où « deux cent cinquante princes de l'assemblée, célèbres parmi la congrégation des fidèles - des hommes de renom - se rassemblèrent contre Moïse et Aaron et leur dirent : Vous en faites trop, en voyant que toute l'assemblée des fidèles est sainte, chacun d'eux l'est, et L'Éternel est parmi eux ; alors pourquoi vous placez-vous au dessus de l'assemblée des fidèles de L'Éternel ? » Les « prophètes » israélites s'étaient plaints de la même chose, à savoir que les Lévites en faisaient trop, et la parabole des *Nombres* est clairement destinée à décourager tout autre opposant : « Alors la terre s'ouvrit et avala Koré et ses deux cent cinquante hommes de renom » (cependant, l'assemblée « continua à grommeler», sur quoi L'Éternel la punit en lui envoyant la peste, et quand Aaron intercéda, « quatorze mille sept cents » d'entre eux gisaient morts.) La leçon de ces paraboles - le respect envers les prêtres - est renforcée immédiatement après cette anecdote, par l'énumération, selon les paroles attribués à L'Éternel, des avantages annexes des Lévites : « Le meilleur de l'huile, le meilleur de la vigne et du blé, dont ils offrent les premiers fruits à L'Éternel, je te l'ai donné ».

Peut-être parce que la tradition ancienne imposait certaines restrictions dans l'écriture de l'Histoire, la *Genèse* et l'*Exode* sont relativement contenus. La note fanatique, qui résonne fortement pour la première fois dans le *Deutéronome*, devient ensuite de plus en plus forte dans le

*Lévitique* et les *Nombres*, jusqu'à la fin, où une parabole de conclusion décrit un massacre racialo-religieux comme un acte de la plus haute piété dans « l'observance », choisi pour être récompensé par Dieu ! Ces deux derniers livres, comme le *Deutéronome*, sont censés avoir été laissés par Moïse et rapporter ses communions avec Jéhovah. En ce qui les concerne, aucune déclaration ne fut faite qu'« un manuscrit recouvert par la poussière des siècles » avait été découvert ; ils furent simplement publiés.

Ils montrent le développement du fanatisme de la secte à cette période, et la fougue grandissante de ses exhortations à la haine raciale et religieuse. Le *Deutéronome* avait d'abord décrété : « Tu aimeras donc l'étranger » et avait ensuite annulé ce « jugement » (qui venait probablement de la tradition ancienne israélite) par le jugement postérieur qui excluait l'étranger de l'interdit concernant l'usure.

Le *Lévitique* alla beaucoup plus loin. Il commence lui aussi par l'injonction à aimer : « L'étranger qui demeure avec vous sera pour toi comme s'il était né parmi vous, et tu l'aimeras comme toi-même » (chapitre 19). Le renversement arrive au chapitre 25 : « Les enfants de l'étranger qui séjournent parmi vous, tu les achèteras, et leurs familles qui sont parmi vous, qu'ils ont engendrées sur ta terre, elles seront ta propriété. Et tu les prendras comme héritage pour tes enfants après toi, pour qu'ils en héritent comme propriété ; ils seront tes esclaves à jamais : mais pour tes frères, les enfants d'Israël, vous ne régnerez pas les uns sur les autres avec dureté ».

Cela faisait du servage héréditaire des « étrangers » et de la possession d'esclaves un principe de la Loi (qui est toujours valide). Si l'Ancien Testament est « d'autorité divine égale » au Nouveau Testament, les chrétiens évangélistes du genre pionnier, homme de la Frontière ou Voortrekker, étaient en droit à leur époque d'invoquer de tels passages quant à l'esclavage en Amérique ou en Afrique du Sud.

Le *Lévitique* a introduit (dans tous les cas par insinuation claire) ce qui est peut-être la plus significative de toutes les discriminations que la Loi ait faites entre « ton prochain » et « l'étranger ». Au début, le *Deutéronome* avait rapporté (chapitre 22) que « si un homme trouve une jeune fille fiancée dans les champs, et l'homme la force à coucher avec lui : alors seul l'homme qui a couché avec elle mourra ; mais à la jeune fille rien ne sera fait ; il n'y a dans la jeune fille aucun péché qui mérite la mort ; car il en est de même quand un homme s'élève contre son prochain, et le tue ». C'est le

genre de clause, concernant le viol, qu'on aurait probablement trouvé dans n'importe quel code de loi qui était en train de prendre forme alors, et d'ailleurs il trouverait sa place dans quasi n'importe quel code de loi aujourd'hui, hormis pour la nature extrême de la peine. Ce passage, une fois encore, pourrait très bien représenter l'attitude ancienne israélite envers cette transgression particulière ; elle était impartiale et ne variait pas selon l'identité de la victime.

Puis, le *Lévitique* (chapitre 19) rapporta qu'un homme qui « connaît charnellement » une *esclave* fiancée peut s'acquitter de sa faute en apportant un bélier au prêtre « comme offrande pour son offense », où « le péché qu'il a commis lui sera pardonné » mais la femme « sera châtiée ». Sous cette Loi, la parole d'une femme *esclave* contre celle de son maître ne comptait absolument pas, pour une accusation de viol, si bien que ce passage semble être une modification d'ordre discriminatoire apportée à la clause du *Deutéronome.* Certaines allusions du Talmud soutiennent cette interprétation, comme nous le montrerons.

Le *Lévitique* contient aussi sa part de parabole décrivant les conséquences terribles de la non-observance, et cet exemple particulier montre jusqu'à quelles extrémités les Lévites sont allés. La transgression commise par les deux personnages allégoriques dans cet exemple (eux-mêmes deux Lévites : Hadab et Abihu) était simplement qu'ils avaient brûlé la mauvaise sorte de feu dans leurs encensoirs.

C'était un crime capital sous « la Loi » et ils furent immédiatement dévorés par L'Éternel ! Les *Nombres*, le dernier des cinq livres à avoir été produit, est le plus extrême. Dans ce dernier, les Lévites trouvèrent un moyen de laisser tomber leur première prérogative (la revendication du premier-né) tout en perpétuant « la Loi », son principe suprême. Ce fut une manœuvre politique de génie. La revendication du premier-né était de toute évidence devenue une source d'embarras sérieux pour eux, mais ils ne pouvaient décemment pas abandonner le premier article d'une Loi littérale qui n'admettait aucune latitude quelle qu'elle fût dans « l'observance » ; abandonner cela aurait été une transgression majeure en soi. Par une nouvelle réinterprétation de la Loi, ils se rendirent les mandataires du premier-né, et ainsi revendiquèrent le droit permanent à la gratitude du peuple sans aucun risque pour eux-mêmes :

**« Et L'Éternel s'adressa à Moïse, et lui dit : Voici. J'ai pris les Lévites parmi les enfants d'Israël *au lieu de tous les premiers-nés* qui ouvrent le sein maternel parmi les enfants d'Israël : par conséquent les Lévites seront à moi ; parce que tous les premiers-nés sont à moi… »**

(Comme le nombre des premier-nés rachetés de cette manière dépassait leurs rédempteurs Lévites de 273, le paiement de cinq sicles pour chacun de ces 273 fut requis, l'argent devant être remis « à Aaron et ses fils »).

Procédant selon ce nouveau statut de rédempteurs, les Lévites rédigèrent encore plus de « lois et jugements » dans les *Nombres.* Ils gouvernaient par la terreur et concevaient de manière ingénieuse de nouvelles façons d'instiller celle-ci ; un exemple est leur « épreuve de jalousie ». Si « l'esprit de la jalousie » s'abattait sur un homme, il était légalement obligé (par « L'Éternel s'adressant à Moïse et lui disant ») de traîner sa femme devant le Lévite, qui, devant l'autel, lui présentait une préparation « d'eau amère » qu'il avait faite, en disant : « Si aucun homme n'a couché avec toi et si tu ne t'es pas détournée et rendue impure avec un autre que ton mari, tu ne subiras pas l'effet de cette eau qui cause la malédiction. Mais si tu t'es tournée vers un autre homme que ton mari, et si tu t'es souillée, et qu'un homme autre que ton mari a couché avec toi… L'Éternel fera de toi une calamité et une injure au milieu de ton peuple, quand L'Éternel fera flétrir ta cuisse, et enfler ton ventre. » Ensuite la femme devait boire l'eau amère et si son ventre enflait, les prêtres « appliquaient la loi » : la mort pour elle. Le pouvoir qu'un tel rite plaçait entre les mains des prêtres était évident ; attribué au commandement direct de Dieu, il évoque les pratiques des sorciers d'Afrique.

La touche finale est donnée à « la Loi » dans les derniers chapitres des *Nombres* - le dernier livre à avoir été compilé. Elle est apportée par la parabole de Moïse et des Madianites. Le lecteur aura remarqué que la vie et les actes de Moïse, tels que relatés dans l'*Exode*, en font à plusieurs reprises un transgresseur majeur de la « seconde Loi » du *Deutéronome* et des nombreuses autres modifications du *Lévitique* et des *Nombres.* En se réfugiant auprès des Madianites, en épousant la fille du Grand prêtre madianite, en recevant de lui des instructions concernant les rites sacerdotaux, et en commettant d'autres actes, Moïse était « parti se prostituer auprès d'autres dieux », avait « pris femme parmi leurs filles » et ainsi de suite. Comme la structure entière de la Loi reposait sur Moïse, au

nom de qui les commandements contre ces actes furent dictés dans les livres postérieurs, quelque chose devait de toute évidence être fait à son sujet avant que les Livres de la Loi ne soient achevés, sans quoi toute la structure s'écroulerait.

La courte dernière partie des *Nombres* montre comment les scribes surmontèrent la difficulté. Dans ces derniers chapitres de « la Loi », on fit en sorte que Moïse se conforme à « toutes les lois et jugements » et soit racheté de ses transgressions en massacrant toute la tribu madianite, excepté les vierges ! Par ce qu'on appellerait dans le langage idiomatique moderne une fantastique « distorsion », Moïse fut ressuscité afin qu'il puisse déshonorer ses sauveurs, sa femme, ses deux fils et son beau-père. À titre posthume, on le fit « revenir de sa méchanceté » pour valider le dogme racialo-religieux que les Lévites avaient inventé, et par la transfiguration totale du patriarche bienveillant de la légende ancienne, il devint le père fondateur de leur Loi de haine et de meurtre ! Dans le chapitre 25, on fait raconter à Moïse que « la colère de L'Éternel s'enflamma » parce que le peuple se tournait vers d'autres dieux. L'Éternel lui ordonne : « Prends tous les chefs du peuple et pends-les devant L'Éternel au soleil », sur quoi Moïse ordonne aux juges : « Tuez ceux de leurs gens qui ont rejoint Baal Peor » (le culte de Baal était beaucoup pratiqué dans tout Canaan, et la compétition de ce culte avec celui de Jéhovah était un sujet de plainte particulier chez les Lévites).

Le thème de la haine *religieuse* est ainsi introduit dans le récit.

Celui de la haine *raciale* lui est joint quand, dans la suite immédiate, un homme amène « une femme *madianite* sous les yeux de Moïse ».

Phinées (le petit-fils d'Aaron, frère de Moïse) les attaque « et les transperce tous les deux, l'homme d'Israël, et la femme par le ventre ».

À cause de cet acte, « la peste fut enrayée » et « L'Éternel s'adressa à Moïse, et lui dit : Phinées a détourné ma colère des enfants d'Israël, *en faisant preuve de zèle pour moi…* Et pour cette raison, je dis : Voici, je lui offre mon alliance de paix ! » Ainsi, l'alliance entre Jéhovah et les prêtres héréditaires aaronites fut-elle à nouveau scellée (par les prêtres lévitiques) dans le sang, cette fois le sang d'un meurtre racialo-religieux, que « L'Éternel » décrit alors comme « une expiation pour les enfants d'Israël ». L'Éternel ordonne alors à Moïse, le témoin du meurtre : « Provoque les Madianites et frappe-les. » Le symbolisme est évident. Il lui est ordonné,

dans sa résurrection, de porter atteinte de la même manière aux « autres dieux » (le dieu du Grand prêtre Jéthro, de qui il avait reçu des enseignements) et aux « étrangers » (la race de sa femme et de son beau-père).

Les Lévites firent même du massacre qui suivit le dernier acte de Moïse sur terre ; il fut réhabilité à deux doigts de l'éternité !

**« Et L'Éternel s'adresse à Moïse, et lui dit : Venge les enfants d'Israël des Madianites ; ensuite tu seras réuni à ton peuple ». Ainsi, sur ces ordres, les hommes de Moïse « firent la guerre aux Madianites comme L'Éternel l'ordonnait à Moïse ; et ils tuèrent tous les hommes… et emmenèrent toutes les femmes de Madian prisonnières, et leurs petits enfants, et prirent le butin de leurs villes, et tous leurs troupeaux, et tous leurs dieux, et brûlèrent leurs villes ».**

Ça ne suffisait pas. Moïse, époux d'une femme madianite aimante et père de ses deux fils, se mit en « colère » contre ses officiers parce qu'ils avaient « laissé la vie sauve à toutes les femmes madianites. Voyez, ce sont elles qui ont incité les enfants d'Israël… à commettre des offenses envers L'Éternel dans l'affaire de Peor, et il y a eu la peste parmi les communautés de L'Éternel. Ainsi donc maintenant, *tuez chaque mâle parmi les petits enfants et tuez chaque femme qui ait connu un homme en couchant avec.* Mais tous les enfants femelles, qui n'ont pas connu d'homme en couchant avec, *gardez-les en vie pour vous-mêmes.* » (La liste du butin est ensuite dressée ; *après* l'énumération des moutons, des bœufs et des ânes suivent « trente-deux mille personnes en tout, de femmes qui n'ont pas connu d'homme en couchant avec ». Elles furent partagées entre les Lévites, les soldats et la communauté ; « l'or » fut apporté aux Lévites « pour L'Éternel ».)

Avec ça, il fut finalement permis à Moïse de reposer et les Livres de la Loi furent achevés. On n'aurait guère pu donner forme plus démoniaque à l'incitation. Les chapitres 25 et 31 des *Nombres* ont besoin d'être comparés aux chapitres 2, 3 et 18 de l'*Exode* pour qu'apparaisse la pleine portée des actes imputés à Jéhovah et Moïse par les Lévites. C'était un avertissement clair au peuple spécial de ce que le Jéhovisme devait signifier pour eux ; il demeure aujourd'hui un avertissement pour les autres.

La Loi se conclut sur cette note. Ses auteurs étaient une petite secte à Babylone, avec quelques milliers d'adeptes là-bas. Toutefois, la puissance de leur idée perverse devait se révéler très grande. En donnant à l'ambition matérielle la forme la plus large qu'elle puisse avoir sur terre, ils se sont à jamais identifiés à la plus vile des deux forces qui luttent perpétuellement pour l'âme humaine : l'attraction vers le bas que représentent les instincts charnels, en guerre contre l'élan inspirateur de l'esprit.

Les théologiens de la chrétienté se réclament plus de cette Loi que les érudits de la communauté juive. J'ai devant moi une Bible chrétienne publiée récemment, avec une note explicative qui dit que les cinq livres de la Torah sont « reconnus comme vrais », et à cet égard les livres historiques, prophétiques et poétiques également. Ceci découle logiquement du dogme, cité plus tôt, que l'Ancien Testament est « d'autorité divine égale » au Nouveau Testament.

Les érudits judaïstes ne disent pas la même chose. Le Dr Kastein, par exemple, dit que la Torah était « le travail d'un *compilateur anonyme* » qui « produisit une œuvre historique *pragmatique* ». Cette description est exacte ; le scribe ou les scribes rapportèrent une *version* de l'Histoire, écrite subjectivement pour soutenir le compendium de lois qui était fondé dessus ; et à la fois l'Histoire et les lois furent conçues pour servir un « but *politique* » . « Une idée unificatrice sous-tendait l'ensemble », rapporte le Dr Kastein, et cette idée unificatrice était le nationalisme tribal, dans une forme plus fanatique que le monde ait par ailleurs connue. La Torah n'était pas une religion révélée mais, comme le remarqua M. Montefiore, « la législation révélée » promulguée dans un but précis.

Alors que la Loi était en train d'être compilée (elle ne fut pas achevée avant la fin de la « captivité » babylonienne), les deux derniers protestataires, Isaïe et Jérémie, faisaient entendre leurs voix.

L'influence des Lévites peut être retrouvée dans les interpolations qui furent faites dans leurs livres, afin de les aligner sur « la Loi » et sa « version corroborante de l'Histoire ». La falsification apparaît le plus clairement dans le livre d'Isaïe, qui est le cas le plus connu parce qu'il est le plus facilement démontrable. Quinze chapitres du livre furent écrits par quelqu'un qui connaissait la captivité babylonienne, alors qu'Isaïe avait vécu quelque deux cents ans plus tôt. Les érudits chrétiens contournent cela en appelant l'homme inconnu « Deutéro-Isaïe », ou le second Isaïe.

Cet homme laissa les paroles célèbres (souvent citées hors de leur contexte) : « L'Éternel a dit… Je te donnerai aussi comme lumière pour les gentils, pour que tu sois mon salut jusqu'au bout de la terre ». Cela était hérésie sous la Loi qui était en préparation, et apparemment le Lévite rajouta (puisque le même homme ne l'aurait sans doute pas écrit) les passages prédisant que « les rois et reines » des gentils « s'inclineront devant toi la face contre terre et lécheront la poussière de tes pieds… Je ferai manger à ceux qui t'oppriment leur propre chair et ils seront enivrés avec leur propre sang, comme avec le vin doux ; et toute chair saura que je suis L'Éternel ton Sauveur et ton Rédempteur » (cela sonne comme du Ézéchiel, qui fut le vrai père de la Loi lévitique, comme on le verra).

Le livre de Jérémie semble avoir reçu la modification lévitique au début, car le passage d'introduction habituel présente une forte dissonance avec d'autres pensées de Jérémie : « Vois, je t'ai en ce jour placé au-dessus des nations et au-dessus des royaumes, pour les *chasser*, et les *terrasser*, et les *détruire*… » Cela ne ressemble pas à l'homme qui écrivit, au chapitre suivant : « La parole de L'Éternel est venue à moi en disant, Va et crie à l'oreille de Jérusalem, Ainsi dit L'Éternel : Je me souviens de toi, la bonté de ta jeunesse, l'amour de tes épousailles, quand tu me suivis dans le désert, sur une terre inculte… Quelle iniquité tes pères ont-ils trouvée en moi, pour qu'ils soient partis loin de moi… mon peuple m'a abandonné, moi la source des eaux vives… » Jérémie identifiait alors la coupable, Juda (et à cause de cette offense, il trouva probablement la mort) : « Israël l'infidèle s'est montrée plus juste que *Juda la perfide* » . Israël était tombée en disgrâce, mais Juda avait *trahi ;* c'est à l'évidence une allusion à la nouvelle Loi des Lévites. Ensuite vient la protestation passionnée, commune à tous les protestataires, contre les rites et sacrifices des prêtres :

**« Ne faites pas confiance aux paroles mensongères, en disant : Le Temple du Seigneur, le Temple du Seigneur, le Temple du Seigneur... » (les incantations rituelles répétitives) « ... mais réformez complètement vos habitudes et vos faits et gestes, n'opprimez pas l'étranger, l'orphelin et la veuve, et ne répandez pas de sang innocent dans ce lieu » (le rituel du sacrifice de sang et le meurtre ordonné des apostats)… « ne volez-vous pas, n'assassinez-vous pas, ne commettez-vous pas l'adultère, et ne prêtez-vous pas de faux serments ?… et vous venez, et vous vous tenez devant moi dans cette maison, qui est appelée de mon nom, et dites :**

**“Nous sommes envoyés pour commettre toutes ces abominations” (l'absolution rituelle après le sacrifice animal). « Est-ce que cette maison, qui est appelée de mon nom, est devenue un repaire de bandits à vos yeux ?… Je n'ai pas parlé à vos pères, ni ne leur ai donné d'ordre, le jour où je les emmenés hors de la terre d'Égypte, concernant des holocaustes ou des sacrifices… »**

Par ces paroles, Jérémie, comme Jésus plus tard, protestait contre la « destruction » de la Loi au nom de son accomplissement. Il semble probable que même au temps de Jérémie, les Lévites exigeaient toujours le sacrifice des enfants premiers-nés, car il ajoute : « Et ils ont construit le haut lieu… pour brûler leurs fils et filles dans le feu ; ce que je n'ai pas ordonné, et qui n'est pas venu à mon cœur non plus ».

À cause de ces « abominations » mêmes, continuait Jérémie, L'Éternel ferait « cesser dans les villes de Juda, et dans les rues de Jérusalem, les cris d'allégresse, les cris de joie, les voix du fiancé et de la fiancée ; car le pays sera désolé ».

Ceci est le célèbre pronostic politique, qui fut confirmé ; les Lévites, avec leur génie de la perversion, l'invoquèrent plus tard pour soutenir leur déclaration que Juda était tombée parce que leur Loi n'avait pas été observée, alors que l'avertissement de Jérémie était que leur Loi détruirait « Juda la perfide». Si Jérémie sortait de terre aujourd'hui, il pourrait utiliser ces mots exacts à propos du sionisme, car la situation est similaire et la conséquence ultime semble tout aussi prévisible.

Quand Juda tomba, Jérémie transmit son message le plus célèbre de tous, celui vers lequel les populations juives se tournent souvent instinctivement aujourd'hui, et dont la secte dirigeante leur interdit de temps à autre de tenir compte : « *Recherchez la paix de la ville* où je vous ai faits emmener prisonniers, et priez L'Éternel pour cela ; *car dans sa paix vous aurez la paix* ». Les Lévites donnèrent leur réponse pleine de colère dans le 137ème *Psaume* :

**« Près des eaux de Babylone nous nous sommes assis et nous avons sangloté… Nos *tourmenteurs* nous ont demandé de les réjouir : Chantez-nous un des cantiques de Sion. Comment pouvons-nous chanter le cantique du Seigneur dans une terre étrangère ? Si je t'oublie, Ô Jérusalem, laisse ma main droite oublier son adresse, laisse**

**ma langue se fendre jusqu'à la voûte de mon palais… Ô fille de Babylone, *qui doit être détruite*, bienheureux celui qui te récompensera comme tu nous as servis. *Bienheureux celui qui prendra tes petits enfants et les fracassera contre les pierres.*»**

Dans l'avertissement de Jérémie et la réponse des Lévites se trouve toute l'histoire de la controverse de Sion et de ses conséquences pour les autres, jusqu'à nos jours.

Jérémie, qui fut apparemment mis à mort, serait aujourd'hui attaqué comme « cinglé », « paranoïaque », « anti-Sémite » et autres noms du même genre ; l'expression utilisée alors était « prophète et rêveur de rêves ». Il décrit les méthodes de diffamation utilisées contre de tels hommes, dans des termes qui s'appliquent exactement à notre époque et à de nombreux hommes dont les vies publiques et les réputations furent détruites par ces méthodes (tel que ce récit le montrera quand il atteindra le siècle actuel) : « Car j'en ai entendus beaucoup diffamer, la peur de tous côtés. Rapporte, disent-ils, et nous le rapporterons. Tous mes familiers guettaient ma faiblesse, se disant : d'aventure il se laissera entraîner, et nous aurons l'avantage sur lui, et nous nous vengerons de lui ».

Alors que Jérémie s'était réfugié en Égypte, le Second Isaïe, à Babylone, écrivit ces mots bienveillants qui brillent comme la dernière lueur du jour sur le fond ténébreux de l'enseignement qui était sur le point de triompher : « Ainsi dit L'Éternel, Garde le jugement, et sois juste… ne laisse pas le fils de *l'étranger*, qui a rejoint L'Éternel, dire : L'Éternel m'a complètement séparé de son peuple… Les fils de l'étranger, qui rejoignent L'Éternel, pour le servir, et pour aimer le nom de L'Éternel, pour être ses serviteurs… même eux je les amènerai à ma montagne sainte, et les réjouirai dans ma maison de prière… *car ma maison sera appelée maison de prière pour tous les peuples* ».

Les protestations s'achèvent sur cet aperçu d'un Dieu aimant de toute l'humanité. Les Lévites et leur Loi gardèrent le pouvoir suprême et à partir de là, la vraie captivité « des juifs » commença, car leur asservissement à la loi de la haine raciale et religieuse est la seule véritable captivité dont ils aient souffert.

Jérémie et le Second Isaïe, comme les anciens protestataires israélites, parlaient pour l'humanité, qui avançait lentement à tâtons vers la lumière quand les Lévites retournaient aux ténèbres. Avant même que la Loi ne fût

achevée, le prince Siddhartha Gautama, le Bouddha, avait vécu et était mort, et avait fondé la première religion de toute l'humanité, basée sur sa Première Loi de l'Existence : « Du bien vient le bien, et du mal vient le mal ». C'était la réponse à la seconde Loi des Lévites, même s'ils n'en entendirent probablement jamais parler. C'était aussi la réponse inévitable du temps et de l'esprit humain au brahmanisme, au racisme hindou et au culte de la perpétuelle caste dominante (qui ressemble fortement au judaïsme littéral).

Cinq cents ans plus tard apparaîtrait une seconde religion universelle, et cinq cents ans après cela, une troisième. La petite nation de Juda fut retenue par les chaînes de la Loi, hors de ce mouvement de l'humanité ; elle s'arrêta au stade fossile de l'évolution spirituelle, et pourtant sa doctrine tribale primitive resta vivante et vigoureuse. La Loi lévitique, toujours puissante au XX$^{e}$ siècle, est de par sa nature un vestige des temps engloutis.

Une telle Loi était destinée à provoquer la curiosité d'abord, et l'inquiétude ensuite parmi les peuples avec lesquels les Judaïtes cohabitaient, ou parmi leurs voisins, s'ils vivaient seuls. Quand les Judaïtes quittèrent Babylone pour retourner à Jérusalem, en 538 av. J.-C. environ, cet impact sur les autres peuples commença. À ce stade, il fut seulement ressenti par les petits clans et tribus, les voisins immédiats des Judaïtes rapatriés à Jérusalem. Il continua depuis à se répandre en cercles excentriques, à être ressenti par un nombre de plus en plus important de peuples, et au cours de notre siècle il causa ses plus grands troubles parmi ces derniers.

---

## NOTES DU CHAPITRE 4

1 Les rabbins non orthodoxes d'Amérique - NdT

# Chapitre 5

# LA CHUTE DE BABYLONE

Avant que les autres peuples n'aient pu ressentir ce premier impact de « la Loi mosaïque », l'événement de 536 av. J.-C. eut lieu, qui établit le schéma pour le XX$^{e}$ siècle ap. J.-C. : la chute de Babylone.

La ressemblance entre le schéma des événements actuels (c'est-à-dire la forme prise par l'issue des deux Guerres mondiales) et celui de la chute de Babylone est trop grande pour être accidentelle, et peut en fait maintenant se révéler comme ayant été délibérément créée. Les peuples occidentaux de notre siècle, encore eût-il fallut qu'ils s'en rendent compte, furent gouvernés sous « la Loi judaïque », pas sous une quelconque loi qui leur fût propre, mais par les puissances qui contrôlaient les gouvernements.

Le groupement des personnages et le dénouement final sont similaires dans les trois cas. Sur un côté de la scène, se trouve le potentat étranger qui a opprimé et outragé les Judaïtes (ou aujourd'hui, les juifs). À Babylone, c'était le « Roi Balthazar » ; dans la Première Guerre mondiale, c'était le tsar russe ; dans la Seconde, c'était Hitler. En face de ce « persécuteur », on trouve l'autre potentat étranger, le libérateur. À Babylone, c'était le roi Cyrus de Perse ; dans le deuxième cas, c'était un certain M. Balfour ; dans le troisième, c'était un certain président Truman.

Entre ces adversaires, se tient le prophète jéhovien triomphant, le grand homme à la cour du dirigeant étranger, qui prédit, et survit au désastre qui est sur le point d'arriver au « persécuteur ». À Babylone, c'était Daniel. Dans les Première et Seconde Guerres mondiales de notre siècle, c'était un certain Dr Chaim Weizmann, le prophète sioniste des cours étrangères.

Voilà pour les personnages. Ensuite, vient le dénouement, une vengeance jéhovienne sur « les païens » et un triomphe juif sous forme de « restauration » symbolique. Le « roi Balthazar », après que Daniel lui eut prédit sa ruine, est tué « la même nuit » et son royaume tombe aux mains de l'ennemi. Les ravisseurs juifs qui assassinèrent le tsar russe et sa famille, à la fin de la Première Guerre du XX$^{e}$ siècle, citèrent ce précédent dans un distique « écrit sur le mur » de la chambre où le massacre eut lieu ; les

dirigeants nazis, à la fin de la Seconde Guerre du XX^e^ siècle, furent pendus le Jour juif du Grand pardon.

Ainsi, les deux Guerres mondiales de ce siècle se conformèrent-elles dans leurs issues au schéma de la guerre babylo-perse de l'Antiquité telle que dépeinte dans l'Ancien Testament.

Peut-être que les peuples qui firent cette guerre antique pensaient que quelque chose de plus que la cause des Judaïtes était en jeu, et qu'ils luttèrent pour quelque but ou intérêt propres. Mais dans le récit qui a traversé les siècles, tout le reste a été supprimé. Les seules conséquences significatives, dans l'image qui fut gravée dans l'esprit des peuples, sont la vengeance jéhovienne et le triomphe judaïte, et les deux guerres mondiales de ce siècle suivirent le même modèle.

Le roi Balthazar survit seulement en tant que « persécuteur » étranger symbolique des Judaïtes (même si c'est Jéhovah qui les a fait ses prisonniers en guise de punition, il est néanmoins leur « persécuteur », et par conséquent doit être détruit cruellement). Le roi Cyrus, de la même manière, n'est que l'instrument d'accomplissement de la promesse de Jéhovah d'infliger « toutes ces malédictions » à « tes ennemis » une fois qu'ils auront accompli leur rôle de ravisseurs (il n'a donc aucun mérite propre, en tant que conquérant ou en tant que libérateur ; il n'est pas vraiment mieux que le roi Balthazar, et sa maison sera à son tour détruite).

Le roi Cyrus, d'après ce que nous raconte la véritable histoire, semble avoir été un homme éclairé, ainsi que le fondateur d'un empire qui s'étendit sur toute l'Asie occidentale. D'après les encyclopédies, « il laissa les nations qu'il avait soumises libres d'observer leurs religions et de maintenir leurs institutions ». Ainsi, les Judaïtes purent-ils profiter d'une politique qu'il appliqua impartialement pour tous, et peut-être le roi Cyrus, s'il pouvait revenir sur terre aujourd'hui, serait-il surpris de découvrir que son portrait historique est celui d'un homme dont le seul exploit notable et durable fut de rendre quelques milliers de Judaïtes à Jérusalem.

Toutefois, si par hasard il considérait cette question particulière comme étant d'importance cruciale parmi ses actions (tels que les politiciens du XX^e^ siècle le pensent manifestement), il serait très satisfait à son retour sur terre aujourd'hui, car il découvrirait que par cet acte, il exerça probablement une influence plus grande sur les événements humains dans les 2500 ans qui suivirent, que n'importe quel dirigeant temporel de

n'importe quel siècle. Aucun autre fait de l'Antiquité n'a eu de conséquences actuelles aussi grandes ou aussi évidentes à retracer.

Au XXe siècle ap. J.-C., deux générations de politiciens occidentaux en quête de soutien juif rivalisèrent entre elles pour jouer le rôle du roi Cyrus. Le résultat fut que les deux Guerres mondiales produisirent seulement deux résultats durables et significatifs : la vengeance jéhovienne envers le « persécuteur » symbolique et le triomphe juif sous forme de nouvelle « restauration ». Ainsi, la légende symbolique de ce qui se passa à Babylone avait au XXe siècle acquis la puissance de la « Loi » suprême - outrepassant toutes les autres lois - et celle de la vérité et de l'Histoire.

La légende elle-même semble avoir été au deux tiers fausse, ou ce que l'on appellerait aujourd'hui de la propagande. Le roi Balthazar lui-même fut apparemment inventé par les Lévites. Le livre historique qui rapporte la chute de Babylone fut compilé plusieurs siècles plus tard et attribué à un certain « Daniel ». Le livre déclare que ce dernier était un captif judaïte à Babylone, qui s'y éleva à la place la plus haute à la cour et « se tint à la porte du roi » (Nabuchodonosor) par sa faculté à interpréter les rêves. La tâche lui fut dévolue d'interpréter « l'écriture sur le mur » *(Daniel*, 5 *)*.

Le roi « Balthazar, fils de Nabuchodonosor » est ensuite décrit comme faisant un affront aux Judaïtes en utilisant « les vases d'or et d'argent » rapportés par son père du temple de Jérusalem, pour un banquet avec ses princes, épouses et concubines. Suite à cela, les doigts d'une main d'homme écrivent sur le mur les mots « Mene, Mene, Tekel, Upharsin ». Daniel, appelé pour en faire l'interprétation, dit au roi qu'ils signifient : « Dieu a compté ton royaume, et y a mis fin ; tu es pesé dans la balance et tu es insuffisant ; ton royaume sera divisé et donné aux Mèdes et aux Perses ». De là, le roi Balthazar est assassiné « *la même nuit* », et le conquérant perse arrive, qui doit « restaurer » les Judaïtes.

Ainsi, la fin d'un roi et d'un royaume est en rapport direct avec un affront commis envers Juda et prend l'apparence d'un châtiment jéhovien et d'une vengeance juive. Qu'importe si Daniel et le roi Balthazar n'ont jamais existé : par son inclusion dans les écritures lévitiques, cette anecdote gagna le statut de précédent judiciaire ! Quand le meurtre du tsar Russe, de sa femme, de ses filles et de son fils en 1918 fut directement mis en rapport avec cette légende à cause de mots qui en étaient tirés, gribouillés sur un

mur éclaboussé de sang, ce fut en même temps un aveu de la paternité de l'acte, et une citation de l'autorité légale pour cet acte.

Quand une légende ancienne peut produire de tels effets, vingt-cinq siècles plus tard, il n'y a guère d'avantage à démontrer sa fausseté, car les politiciens tout comme les masses qu'ils manipulent aiment leurs légendes plus que la vérité. Toutefois, des trois protagonistes de cette version de la chute de Babylone, seul le roi Cyrus exista certainement ; le roi Balthazar et Daniel semblent être des personnages issus de l'imagination lévitique !

L'*Encyclopaedia Juive*, qui fait remarquer que le roi Nabuchodonosor n'eut aucun fils du nom de Balthazar et qu'aucun roi du nom de Balthazar ne régnait à Babylone quand le roi Cyrus la conquit, déclare impartialement que « l'*auteur* de *Daniel* n'avait simplement pas les données correctes sous la main », et donc elle ne croit pas que Daniel ait écrit *Daniel*. De toute évidence, si un favori judaïte important à la cour, et nommé Daniel, avait écrit ce livre, il aurait au moins su le nom du roi dont il prédit la fin, et aurait donc eu « les données correctes ».

Manifestement, le livre de Daniel, comme les livres de la Loi attribués à Moïse, était le produit des scribes lévitiques, qui par lui continuèrent patiemment à rendre l'Histoire conforme à leur Loi, qui était déjà établie. Si un roi Balthazar a pu être inventé dans un but d'illustration et de précédent, alors un prophète Daniel aussi. Ce Daniel apparemment mythique est le prophète le plus populaire d'entre tous chez les sionistes fervents d'aujourd'hui, qui se réjouissent de l'anecdote de la vengeance et du triomphe judaïtes prédits sur le mur, et voient en elle le précédent judiciaire pour tous les temps à venir. L'histoire du siècle présent a fait plus qu'aucune autre histoire des siècles précédents pour les renforcer dans cette croyance, et pour eux Daniel, avec son « interprétation » accomplie « la même nuit », donne la réponse concluante et accablante aux anciens prophètes israélites qui avaient eu la vision d'un Dieu aimant de tous les hommes. La chute de Babylone (telle que dépeinte par les Lévites) donnait la preuve concrète de la vérité et de la puissance de la Loi « mosaïque ».

Cependant, cela n'aurait rien donné sans le roi Cyrus, qui fut le seul parmi les trois protagonistes à *vraiment* exister et à *vraiment* autoriser - ou contraindre - quelques milliers de Judaïtes à retourner à Jérusalem. À ce moment de l'histoire, la théorie politique des Lévites, dont le but était

l'exercice du pouvoir par l'acquisition de la domination sur les souverains étrangers, fut appliquée concrètement pour la première fois et avec succès.

Le roi perse fut le premier d'une longue succession d'oracles gentils manipulés par la secte dirigeante, qui à travers lui démontra qu'elle avait trouvé le secret pour d'abord infester, puis diriger les actions des gouvernements étrangers.

Arrivée à notre siècle, cette domination des gouvernements avait atteint un tel degré de pouvoir que ces derniers étaient tous, dans une large mesure, soumis à un contrôle suprême, pour que leurs actions, à la fin, servent toujours l'ambition de ce parti suprême. Vers la fin de ce livre, le lecteur verra comment les oracles gentils furent manipulés afin que les antagonismes des peuples soient déclenchés et amenés à entrer en collision pour ce but supranational.

Toutefois, le lecteur devra regarder au fond de sa propre âme pour découvrir, s'il le peut, la *raison* pour laquelle ces oracles, ses propres dirigeants, se soumirent.

Le roi Cyrus était le premier d'entre eux. Sans son soutien, la secte n'aurait pas pu se réinstaller à Jérusalem et convaincre les masses judaïtes incrédules - qui observaient depuis toutes les régions du monde connu - que la Loi raciale *était* puissante et serait accomplie de manière littérale. La succession de causes et d'effets s'est déversée directement et clairement depuis la chute de Babylone jusqu'aux grands événements de ce siècle ; l'Occident d'aujourd'hui doit ses déboires successifs et son déclin encore plus au roi Cyrus, le premier des pantins gentils, qu'aux ingénieux et furtifs prêtres eux-mêmes.

« Le judaïsme a pris naissance par le roi perse et par l'autorité de son Empire, ainsi les conséquences de l'Empire des Achéménides se répercutent avec beaucoup de force, pratiquement comme à nulle autre pareille, directement sur notre époque », déclare le professeur Eduard Meyer, et la conclusion de cette autorité en la matière est manifestement vraie. Cinq cents ans avant même la naissance de l'Occident, les Lévites mirent en place la Loi, et ensuite par le roi Cyrus, établirent le précédent et le schéma pour l'effondrement de l'Occident lui-même.

Les cinq livres de la Loi n'étaient toujours pas achevés quand le roi Cyrus entra dans Babylone et la conquit. La secte de Babylone était encore en train d'y travailler, ainsi qu'à la version corroborante de l'histoire qui, par

des exemples tels que celui du « roi Balthazar », devait rendre crédible l'incroyable et fournir le précédent à des actes barbares commis vingt-cinq siècles plus tard. La population des Judaïtes ne savait encore rien de la Loi d'intolérance *raciale* qui était en train de leur être préparée, même si l'intolérance *religieuse* leur était devenue familière à cette époque.

La secte devait encore achever la Loi, et ensuite l'appliquer à son propre peuple. Quand cela arriva en 458 av. J.-C., sous un autre roi perse, la controverse de Sion prit finalement la forme sous laquelle elle continue encore de défier implacablement son propre peuple et le reste de l'humanité. Le cordon ombilical entre les Judaïtes et les autres hommes fut alors finalement rompu.

Ces gens isolés, devant lesquels les prêtres brandirent tel un étendard leur version de la chute de Babylone, furent alors mis en route vers un avenir qui les affronterait comme une force compacte au sein des autres peuples, à la perte desquels leur Loi les avait voués.

# Chapitre 6

# LA FOULE PLEURAIT

Le premier peuple à ressentir l'impact de cette « Loi mosaïque » que les Lévites étaient en train de développer à Babylone fut les Samaritains, qui en 538 av. J.-C. accueillirent chaleureusement les Judaïtes de retour à Jérusalem et en gage d'amitié leur offrirent leur aide pour reconstruire le Temple, détruit par les Babyloniens en 596 av. J.-C. Sur ordre des Lévites, les Samaritains furent repoussés avec rudesse, et suite à cet affront devinrent hostiles, si bien que la restauration du Temple fut retardée jusqu'en 520 av. J.-C. (la querelle avec les Samaritains a traversé les siècles jusqu'à aujourd'hui, alors qu'ils sont maintenant réduits à quelques dizaines ou vingtaines d'âmes).

Leur approche amicale montre que la nouvelle « Loi » des Judéens était inconnue de leurs voisins, qui furent surpris par cette rebuffade.

La Loi semblait à cette période être aussi peu connue ou comprise des Judéens eux-mêmes. Les livres de la Loi étaient encore en cours de compilation à Babylone, et, malgré tout ce que les prêtres pouvaient leur dire, ils ne réalisaient pas du tout à cette époque qu'ils allaient être racialement, aussi bien que religieusement, exclus de leurs semblables.

La rebuffade envers les Samaritains donnait le premier aperçu de ce qui allait suivre. Les Samaritains étaient des Israélites, probablement de sang mêlé. Ils pratiquaient le culte de Jéhovah, mais ne reconnaissaient pas la suprématie de Jérusalem, et pour cette seule raison se seraient attiré la haine des Lévites, qui voyaient probablement en eux le danger d'une renaissance et d'une absorption israélites de Juda. Aussi, les Samaritains furent-ils placés sous Bannissement majeur ; même en prenant un morceau de pain à un Samaritain, un Judaïte enfreignait toutes les lois et jugements des Lévites et se souillait d'une manière abominable.

Après cette première rupture avec leur voisins, les Judéens contemplèrent autour d'eux Jérusalem en ruine et dépeuplée. Aucun d'entre eux, hormis les anciens, ne pouvait l'avoir connue avant. Ils étaient peu nombreux : ceux qui étaient « revenus » étaient à peu près quarante mille,

ce qui était peut-être un dixième ou un vingtième du total, qui s'était dispersé depuis des siècles sur d'autres terres.

Ce n'était pas un retour heureux ou triomphant pour ces gens, bien que ce fût un succès politique majeur pour les prêtres. Les Lévites rencontrèrent la même difficulté que les sionistes en 1903, 1929 et 1953 : le peuple élu ne voulait pas aller sur la Terre promise. De plus, les chefs n'avaient pas l'intention de prendre la tête du « retour » : ils souhaitaient rester à Babylone (de même que les dirigeants sionistes d'aujourd'hui souhaitent rester à New York).

La solution trouvée en 538 av. J.-C. fut similaire à celle trouvée en 1946 : les fanatiques étaient prêts à partir, et quelques infortunés qui étaient trop pauvres pour avoir le choix furent rassemblés pour les accompagner. Ceux qui souhaitaient avoir le privilège de rester à Babylone (sous leur propre prince, l'exilarque, dans sa propre capitale !) furent frappés d'amendes (tout comme aujourd'hui, les juifs fortunés d'Amérique sont poussés à fournir des fonds pour l'État sioniste).

La *nation* juive était déjà, et définitivement, dispersée ; de toute évidence, elle ne pourrait jamais plus être rassemblée en Canaan.

C'était un fait, certain et permanent ; « d'exil, la nation n'est pas revenue, mais seulement une secte religieuse », déclare le professeur Wellhausen. Mais ce « retour » symbolique était de la plus haute importance pour les prêtres afin d'asseoir leur pouvoir mystique sur les masses éparpillées. Il pouvait être brandi comme la preuve que « la Loi » était vraie et valide, et que la destinée du « peuple spécial » *était* de détruire et de dominer.

Le « retour » signifiait des choses bien différentes pour le petit nombre qui était revenu, et pour les nombreux autres qui observaient depuis leur Diaspora. Pour le petit nombre, il signifiait la possibilité de pratiquer le culte de Jéhovah de la manière et à l'endroit prescrits par « la Loi ». Pour les nombreux autres, c'était un triomphe du nationalisme judaïte et le présage du triomphe final prévu par la Loi.

Cette foule qui observait avait vu les moyens par lesquels le succès avait été atteint, le conquérant défait et vaincu, et la « captivité » transformée en « retour ». La ségrégation s'était avérée efficace, et les méthodes-clés pour imposer cette ségrégation étaient le ghetto et la synagogue. Le ghetto (un concept essentiellement lévitique) avait été testé

à Babylone, sous la forme de la communauté fermée dans laquelle les Judaïtes vivaient.

La lecture collective de la Loi s'était aussi révélée un substitut efficace au rituel du culte qui, sous la Loi, ne pouvait être accompli qu'au Temple de Jérusalem (ce fut le début de la synagogue). Les institutions du ghetto et de la synagogue furent adoptées par les communautés de la Diaspora ; cela leur donnait un sentiment d'union avec les Judaïtes exilés et les Judéens revenus.

Ainsi, la « secte religieuse » qui était « de retour » dans une Jérusalem inconnue était-elle aussi le noyau de la nation-dans-les-nations et de l'État-dans-les-États. Les prêtres s'étaient montrés capables de maintenir leur théocratie sans territoire propre et sous un roi étranger. Ils avaient gouverné leurs disciples sous leur propre Loi ; et de cette Loi telle qu'elle fut d'abord imposée en exil aux Judaïtes de Babylone, le Dr Kastein nous dit : « Au lieu de la constitution de l'État défunt, une autonomie communautaire fut établie et, au lieu du pouvoir de l'État, un autre pouvoir prit naissance, plus sûr et plus durable : *le régime sévère et inexorable imposé par l'obligation de rendre obéissance absolue aux règles du rituel.* » Ces mots méritent un examen attentif ; beaucoup des « règles du rituel » ont été citées dans ce livre. Les Lévites avaient réussi, en « captivité » et sur une terre étrangère, à « imposer » un « régime sévère et inexorable ». L'exploit est unique, et il a continué depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui.

Les « étrangers » ont souvent du mal à imaginer les moyens par lesquels la secte dirigeante a pu maintenir une poigne aussi ferme sur une communauté dispersée de par le monde. Ce pouvoir est basé, en définitive, sur la terreur et la crainte. Ses mystères sont tenus cachés de l'étranger, mais par un examen minutieux, ce dernier peut s'en faire une idée.

L'arme de l'excommunication est une arme redoutable, et la crainte qu'elle inspire repose dans une certaine mesure sur la croyance littérale judaïte en l'efficacité matérielle des malédictions énumérées dans le *Deutéronome* et d'autres livres ; l'*Encyclopaedia Juive* témoigne de cette croyance continue. À cet égard, il y a une forte ressemblance avec la croyance de l'indigène africain qu'il mourra s'il est « tagati'd », et avec la peur du Noir américain des sortilèges vaudous. Le bannissement de la communauté est une peine très redoutée (et jadis était souvent fatale), dont on peut trouver des exemples dans la littérature actuelle.

De plus, pour les judaïstes pieux (ou à cet égard superstitieux) la Torah-Talmud est la *seule* Loi, et s'ils se soumettent officiellement aux lois des pays dans lesquels ils vivent, c'est avec cette réserve en leur for intérieur. Sous cette seule Loi, les prêtres exercent tous les pouvoirs judiciaires et de la magistrature (et souvent se les sont fait déléguer officiellement par les gouvernements), et littéralement la Loi inclut la peine capitale pour de nombreux chefs d'accusation ; en pratique, les prêtres au sein des communautés fermées de la Diaspora ont souvent exigé cette peine.

La Jérusalem où un petit nombre retourna était loin de Babylone, en ces temps, et après leur premier coup (le rejet de l'offre d'amitié des Samaritains), les Lévites se trouvèrent apparemment incapables, à distance, de réfréner les élans normaux du genre humain. Les Judaïtes, sur leur lopin de terre appauvri, commencèrent à s'adapter et à se marier avec leurs voisins, malgré tout. Ils ne violèrent aucune loi qu'ils comprenaient. Les livres de la Loi étaient encore en cours de compilation à Babylone ; ils étaient au courant pour les centaines d'épouses de Salomon et le beau-père madianite de Moïse, mais ils ne savaient pas encore que Moïse avait été ressuscité pour exterminer tous les Madianites excepté les vierges. Par conséquent, ils se marièrent avec les fils et les filles de leurs voisins et ce mélange continua pendant à peu près quatre-vingts ans après leur retour.

Durant cette période, les Lévites de Babylone achevèrent la Loi, dont l'impact continue d'être ressenti par toutes les nations. Ézéchiel, de la famille du Grand prêtre, en fut l'architecte en chef, et probablement la totalité des cinq livres de la Loi, tels qu'ils furent transmis, porte sa marque. Il fut le père fondateur de l'intolérance, du racisme et de la vengeance en tant que religion, et du meurtre au nom de Dieu.

Le livre d'Ézéchiel est le plus significatif de tous les livres de l'Ancien Testament. Il est encore plus significatif que le *Deutéronome,* le *Lévitique* et les *Nombres*, car il semble être la source d'où les idées obscures des livres de la Loi surgirent d'abord. Par exemple, celui qui étudie les malédictions énumérées dans le *Deutéronome* ne peut que soupçonner que la divinité au nom de laquelle elles étaient proférées était de nature diabolique et non divine ; le nom « Dieu », dans le sens qu'on lui a donné, ne peut être associé à de telles menaces. Dans le livre d'Ézéchiel, le chercheur trouvera ce soupçon expressément confirmé. Ézéchiel met dans la bouche même de Dieu la déclaration qu'il a créé des lois *malfaisantes*

afin d'inspirer la souffrance et la crainte ! Cela apparaît dans le chapitre 20 et donne la clé du mystère entier de « la Loi mosaïque ».

Dans ce passage, Ézéchiel semble répondre à l'attaque de Jérémie contre les Lévites sur la question du sacrifice du premier-né : « Et ils ont construit les hauts lieux pour brûler leurs fils et filles dans le feu ; *ce que je n'ai pas ordonné, et qui n'est pas venu à mon cœur non plus* ».

Ézéchiel ne fait pas grand cas du sort des fils et filles, mais il est manifestement mis en rage par l'accusation que L'Éternel n'a *pas* ordonné le sacrifice du premier-né, alors que les scribes lui avaient à plusieurs reprise attribué ce commandement. Sa riposte n'a que le souci de montrer que Dieu *avait* ordonné cela et donc de justifier les prêtres ; l'admission que le commandement était malfaisant est désinvolte et nonchalante, comme si cela n'avait aucune importance :

**« Je suis L'Éternel ton Dieu ; suis mes lois et observe mes jugements, et applique-les… Mais les enfants se sont rebellés contre moi ; ils n'ont pas suivi mes lois, ni n'ont gardé mes jugements pour les appliquer… ainsi j'ai dit que je déverserais ma fureur sur eux, pour épuiser ma colère contre eux dans le désert… *C'est pourquoi je leur ai* aussi donné des lois qui n'étaient pas bonnes et des jugements par lesquels ils ne pouvaient vivre ; Et je les ai souillés dans leurs propres offrandes, en ce qu'ils passèrent par le feu tout ce qui ouvrait le sein maternel, de sorte que je pus les affliger, afin qu'ils sachent que je suis *L'Éternel.* »**

Le jugement des théologiens chrétiens selon lequel l'Ancien Testament est « d'autorité divine égale » au Nouveau Testament inclut sans doute ce passage ! Ézéchiel, à son époque, interdit toute protestation en ajoutant rapidement : « Et je me laisserais consulter par toi, Ô maison d'Israël ? Moi vivant, a dit L'Éternel, je ne serai pas consulté par toi ».

Ézéchiel a connu la chute de Juda et la déportation de la secte à Babylone, si bien que son livre est à certains endroits le récit d'un témoignage oculaire des événements. Les autres parties - les parties « prophétiques » - montrent que ce père fondateur du judaïsme littéral fut un homme d'obsessions noires, voire démoniaques ; à vrai dire, certaines parties du livre d'Ézéchiel ne pourraient probablement pas être publiées publiquement en tant qu'autre chose que les Écritures.

Au début du livre, il dépeint (dans des termes qu'il attribue aussi au Seigneur Dieu) un siège de Jérusalem durant lequel il lui est donné l'ordre, à lui, Ézéchiel, afin d'expier « l'iniquité du peuple », de manger des excréments humains cuits devant ses yeux. À la supplication selon laquelle il a toujours observé scrupuleusement les lois alimentaires et n'a jamais rien mis d'abominable dans sa bouche, cela est atténué par de la bouse de vache. Puis il menace les transgresseurs de cannibalisme, une malédiction sur laquelle les Lévites mettaient l'accent :

**« .. les pères mangeront les fils en ta présence et les fils mangeront leurs pères… et une troisième partie tombera par l'épée… et je disperserai une troisième partie à tous les vents… famine et bêtes sauvages… peste et sang… »**

Tout ceci est censé être le châtiment pour la non-observance, non pour les actes malfaisants. Des pages d'imprécations suivent, et Jéhovah promet d'utiliser les gentils comme bâton de correction : « Ainsi j'amènerai les pires des païens… et ils posséderont vos maisons ».

En dressant le portrait de ce qui arrivera à ceux qui adorent « d'autres dieux », Ézéchiel, dans une vision caractéristique, « les voit qui attaquent la ville » (Jérusalem) « s'approchent, chaque homme avec son arme destructrice à la main ». L'un d'eux, avec un cornet d'encre d'écrivain à son côté, est exhorté par L'Éternel : « traverse le centre de Jérusalem et marque les fronts des hommes qui soupirent et qui pleurent pour toutes les abominations qui y sont faites » (ces hommes sont les fanatiques en « observance »). Les fronts ayant été marqués, Ézéchiel cite L'Éternel, « en ma présence » disant aux hommes :

« Parcours la ville et frappe ; que ton œil n'épargne pas, n'aie pas de pitié non plus ; tue, détruis vieux et jeunes, jeunes filles et petits enfants et femmes ; mais n'approche aucun homme sur lequel se trouve la marque… et ils partirent et assassinèrent dans la ville ».

Après l'époque d'Ézéchiel les hommes trouvèrent sans doute sage d'être vus en train de soupirer et de pleurer à Jérusalem ; d'où, peut-être, le Mur des Lamentations. Des chapitres et des chapitres de menaces suivent, toujours avec la condition séduisante que si les transgresseurs reviennent de leur méchanceté et se tournent vers l'observance, des choses encore pires seront alors infligées aux païens :

**« Je vous enlèverai d'entre les païens, et vous rassemblerai de tous les pays, et vous amènerai sur votre propre terre… Et vous vivrez sur cette terre que j'ai donnée à vos pères, et vous serez mon peuple, et je serai votre Dieu… Réunissez-vous, et venez ; rassemblez-vous de tous côtés pour le sacrifice que j'accomplis pour vous, c'est même un grand sacrifice pour vous, un grand sacrifice sur les montagnes d'Israël, où vous mangerez de la chair et boirez du *sang*. Vous mangerez la chair des puissants, et boirez le *sang* des princes de la terre… Et vous mangerez de la graisse à satiété, et boirez du sang jusqu'à en être ivre… et je mettrai ma gloire parmi les païens, et tous les païens verront mon jugement, que j'ai exécuté, et ma main, que j'ai mise sur eux. »**

Pendant que les écoles de scribes fondées par Ézéchiel continuaient à compiler leur Loi (cela prit quatre-vingts ans) à Babylone, les Judaïtes rapatriés à Jérusalem se mettaient à développer graduellement des relations normales avec leurs voisins. Ils n'avaient jamais connu le régime de fanatisme et d'exclusion qui était en cours de préparation pour eux à Babylone. Beaucoup parmi le peuple priaient toujours « d'autres dieux » pour la pluie, les récoltes, le soleil et les troupeaux, et Jéhovah dans les fiefs tribaux.

Alors, en 458 av. J.-C., les Lévites frappèrent.

Leur Loi était prête, ce qui n'avait en soi pas grande importance.

*Le Roi Perse était prêt à l'imposer pour eux*, et cela était des plus important alors, et encore actuellement. Pour la première fois, la secte dirigeante accomplit le prodige qu'ils ont depuis réussi à maintes reprises : par quelque moyen, ils persuadèrent un dirigeant étranger, qui était leur prétendu maître et selon toutes apparences extérieures, un potentat puissant par lui-même, à mettre ses soldats et son argent à leur disposition.

En ce jour de 458 av. J.-C., les Judaïtes de Jérusalem furent finalement coupés de l'humanité et asservis d'une manière qu'ils n'avaient jamais connue à Babylone. Ce fut le véritable « début de l'affaire ». L'histoire est racontée dans les livres d'Esdras et de Néhémie, les émissaires lévitiques de Babylone qui furent envoyés à Jérusalem pour imposer la loi d'Ézéchiel.

Esdras, de la haute-prêtrise, alla de Babylone à Jérusalem avec quelque 1500 disciples. Il venait au nom du roi perse Artaxerxès à-la-longue-main, avec des soldats perses et de l'or perse. Il arriva exactement comme le Dr

Chaim Weizmann arriva en Palestine en 1917, soutenu par les armes britanniques et l'or britannique, et en 1947, soutenu par l'argent et la puissance américains. Juridiquement, Esdras était un émissaire perse (juridiquement, le Dr Weizmann, un juif né russe, était un émissaire britannique en 1917).

Quels moyens la secte trouva-t-elle pour plier le roi Artaxerxès à sa volonté, nul ne pourrait le découvrir actuellement ; après le roi Cyrus, il était le second potentat à jouer le rôle du pantin, et à notre époque cet empressement est devenu un critère de sélection rigoureux pour les affaires publiques.

Esdras avait emporté la *nouvelle* Loi raciale avec lui. Il l'imposa d'abord à ses propres compagnons de voyage, n'autorisant à l'accompagner que ceux qui pouvaient prouver qu'ils étaient de descendance judaïte, ou Lévites. Quand il arriva à Jérusalem, il fut « rempli d'horreur et de désarroi » (nous dit le Dr Kastein) en voyant la prédominance des mariages mixtes. Les Judaïtes étaient en train de trouver le bonheur à leur manière ; « en tolérant le *croisement* avec les tribus voisines, ils avaient établi *des relations paisibles basées sur les liens familiaux* ».

Le Dr Kastein (qui était tout aussi horrifié par ce tableau de nombreux siècles plus tard) doit admettre que les Judaïtes, par ces mélanges, « observaient leur tradition telle qu'elle était comprise à l'époque » et ne violaient aucune loi connue d'eux. Esdras apporta la *nouvelle Loi* d'Ézéchiel, qui une nouvelle fois supplanta la « tradition » ancienne. Dans son statut d'émissaire du roi de Perse, il fit rassembler les Jérusalémites et leur dit que tous les mariages mixtes devaient être dissous ; dès lors, les « étrangers » et tout ce qui était étranger devaient être rigoureusement exclus. Une commission de sages fut mise en place pour défaire tous les liens maritaux qui avaient été forgés, et donc pour détruire les « relations paisibles basées sur les liens familiaux ».

Le Dr Kastein nous dit que « la mesure d'Esdras était sans aucun doute *réactionnaire ;* elle conférait la *dignité d'une loi* à un décret qui à cette époque *n'était pas inclus dans la Torah »* (que les Lévites, à Babylone, étaient encore en train de rédiger). L'utilisation du mot « dignité » par le Dr Kastein présente un intérêt à ce propos ; son livre fut publié à Berlin l'année où Hitler promulgua exactement le même genre de loi, vingt-quatre siècles plus tard ; elle fut à l'époque qualifiée d'« infâme » par les sionistes,

et les armées occidentales, prenant le rôle inverse des soldats perses de 458 av. J.-C., furent mobilisées pour la détruire !

La conséquence de cet acte était naturelle, en 458 av. J.-C. comme en 1917 ap. J.-C. : les peuples voisins furent outragés et alarmés par cette innovation inouïe. Ils virent la menace que cela leur posait, et ils attaquèrent Jérusalem, démolissant le symbole de l'infériorité dont on les avait affublés - à savoir, les murs de cette ville.

Entre-temps, Esdras, comme n'importe quel sioniste du XXe siècle, était manifestement retourné chez lui à l'étranger, car une fois de plus la structure artificielle commença à s'écrouler et les tendances naturelles resurgirent : les intermariages reprirent et menèrent de nouveau à des « relations paisibles basées sur les liens familiaux ».

Seul l'usage de la force peut empêcher que ce genre de choses n'arrive.

Treize ans plus tard, en 445 av. J.-C., les sages de Babylone frappèrent encore. Néhémie était un autre personnage, aussi typique de notre siècle que de cette époque à Babylone. Il était de descendance judaïte et était haut placé dans les faveurs du roi perse (de même qu'aujourd'hui, les « conseillers » sionistes se tiennent habituellement à la droite des Premiers ministres britanniques et des présidents américains ; le parallèle ne pourrait être plus étroit). Il était l'échanson d'Artaxerxès lui-même. Il arriva de Babylone à Jérusalem muni du pouvoir dictatorial et avec assez d'hommes et d'argent pour re-fortifier la ville (aux frais des *Perses ;* le parallèle avec aujourd'hui continue), et ainsi elle devint le premier véritable ghetto. C'était un ghetto vide, et quand les murs furent prêts, Néhémie ordonna qu'un dixième des Judaïtes soit tiré au sort pour y résider.

La race devint donc le principe suprême de la Loi, même si ce principe n'était pas encore rédigé. Les adorateurs de Jéhovah qui ne purent convaincre les officiels perses et les sages lévites qu'ils descendaient de Juda par Benjamin ou Lévi furent rejetés « avec horreur » (le Dr Kastein). Chaque homme dut établir « la pureté incontestable de sa souche » d'après les registres des naissances (le décret hitlérien du XXe siècle sur les grands-mères aryennes était moins extrêmiste).

Puis, en 444 av. J.-C., Néhémie chargea Esdras de formuler l'interdit sur les mariages mixtes dans la Torah, pour qu'enfin ce qui avait été accompli fasse partie de la « Loi » aux multiples modifications (et David et Salomon

furent sans doute bannis à titre posthume). Les chefs de clans et de familles furent rassemblés et enjoints de signer un pacte selon lequel eux-mêmes et leurs gens observeraient toutes les lois et jugements de la Torah, avec un accent particulier sur cette nouvelle loi.

Dans le *Lévitique,* on fit l'insertion nécessaire : « Je t'ai *coupé* des autres peuples pour que tu sois à moi ». Dès lors, aucun Judaïte ne pourrait se marier en dehors de son clan, sous peine de mort ; tout homme se mariant à une femme étrangère commettait un péché contre Dieu ( *Néhémie,* 13:27 ; ceci est la loi de l'État sioniste aujourd'hui). Les « étrangers » furent défendus d'entrer dans la ville, afin que les Judaïtes « puissent être *purifiés* de tout ce qui était étranger ».

Néhémie et Esdras furent tous les deux des témoins oculaires.

Néhémie est le narrateur idéal et incontestable : il était là, il était le dictateur, ses actes étaient l'acte. Il raconte que quand Esdras lut pour la première fois cette nouvelle Loi aux Jérusalémites :

« Toute la foule pleura quand elle entendit les paroles de la Loi »

Ces douze mots empreints de journalisme contemporain portent la scène aux yeux du lecteur d'aujourd'hui aussi clairement que si elle avait eu lieu vingt-quatre heures, et non vingt-quatre siècles, plus tôt.

Il voit la foule en pleurs et ghettoïsée de 444 av. J.-C. par les yeux de l'homme qui, les guerriers perses à ses côtés, leur imposa leur première véritable captivité, la captivité spirituelle qui par la suite devait enfermer tout homme qui se prononcerait « juif ».

Néhémie resta treize ans à Jérusalem et retourna ensuite à la cour babylonienne. Immédiatement, la structure artificielle qu'il avait mise en place à Jérusalem commença à se désintégrer, si bien que quelques années plus tard, il envahit de nouveau la ville, où une fois encore des mariages mixtes avaient eu lieu. Il « défit » ceux-ci « par la force » et mit aussi en place « les peines les plus sévères » pour d'autres transgressions du même genre. Ensuite, « avec en vue l'application rigoureuse du principe de sélection, il réexamina attentivement les registres des naissances » et expulsa tous ceux, y compris même les familles aaronites, dont le moindre défaut dans la descendance pouvait être détecté. Enfin, il « purgea sans pitié » la communauté de tous ceux qui avaient failli à « l'allégeance

absolue et immédiate à l'ordre établi et à la Loi » et fit renouveler son pacte au peuple entier.

Cela est connu comme « la *Nouvelle* Alliance » (tout comme le *Deutéronome* était la seconde Loi ; ces qualificatifs sont les jalons de cette hérésie usurpatrice). Elle dut être signée, sur ordre des Lévites et sous la contrainte perse, par chaque homme à Jérusalem, séparément, comme pour un contrat d'affaire. Puis, Néhémie repartit enfin à Babylone, chez lui, ayant « accompli la tâche d'isolation », et « laissa derrière lui une communauté qui, *s'accordant dorénavant* sur toutes les questions fondamentales, était capable de se débrouiller toute seule. Il avait organisé pour eux leur vie quotidienne et édifié leurs fondations spirituelles ». Ces mots sont du Dr Kastein ; le lecteur vient juste de voir, également dans les mots de ce dernier, par quels moyens on amena ces Jérusalémites à « s'accorder sur toutes les questions fondamentales ».

À cette époque, environ quatre cents ans avaient passés depuis la répudiation de Juda par Israël, et trois cents depuis la conquête assyrienne d'Israël. Les Lévites avaient utilisé cette période de temps pour achever la perversion de la tradition ancienne, pour mettre leur Loi racialo-religieuse par écrit, et enfin pour l'attacher, comme des fers, aux Judaïtes dans la petite province perse de Judée. Ils *avaient* réussi à installer leur croyance tribale et invraisemblable et à établir leur petite théocratie. Ils avaient mis en route l'agent catalyseur pour qu'il effectue son voyage à travers les siècles.

Depuis plus de cent générations, depuis ce jour où la Nouvelle Alliance fut imposée par les armes perses et où la foule qui avait pleuré fut contrainte de signer à nouveau cette dernière, une multitude d'êtres humains, d'un sang différent mais étroitement ou lâchement pris dans les liens de cette Loi, porte le fardeau et l'héritage de cette Loi, dans l'isolation spirituelle du reste de l'humanité. Ce singulier paradoxe demeure : bien que leur emprisonnement fût imaginé par les Lévites, les chaînes étaient perses. À ce jour et continuellement depuis lors, bien que ce soit la secte fanatique qui exigeât leur captivité ininterrompue, ce sont des armes étrangères et de l'argent étranger qui les ont maintenus captifs.

À qui incombe la responsabilité, entre ceux qui incitent à une action et ceux qui la commettent ? Si la réponse est que la responsabilité finale, la plus importante, incombe à l'auteur de l'action, alors le verdict de l'histoire

est incontestablement, bien qu'étrangement, que la responsabilité de l'hérésie du judaïsme incombe aux gentils, qui depuis l'époque des rois perses jusqu'à notre siècle, font la volonté de la secte qui l'ont conçue.

C'*était* une hérésie : le jour où les soldats du roi Artaxerxès obligèrent les Jérusalémites à signer la Nouvelle Alliance d'Ézéchiel, la perversion de la tradition ancienne israélite fut achevée *et l'affirmation* de Dieu fut supplantée par la négation de Dieu.

Aucune ressemblance ne subsista entre le Dieu des commandements moraux et la divinité malveillante d'Ézéchiel qui se vantait d'avoir ordonné à des hommes de tuer leurs premiers-nés afin de les maintenir dans la crainte de lui ! Cela n'était pas Dieu révélé, mais une divinité créée par l'homme, l'incarnation du tribalisme primitif. Ce que cet ancien peuple signa sous la contrainte, dans la Nouvelle Alliance, fut la négation officielle de Dieu ou la déclaration officielle que Dieu était Juda, et cela est en fait ce qui est affirmé expressément dans de nombreuses déclarations sionistes à notre époque, aussi l'hérésie est-elle ouvertement proclamée :

**« Dieu est absorbé dans le nationalisme d'Israël. Il devient l'éthique nationale… Il créé le monde dans la langue hébraïque. Il est le Dieu National » (rabbin Solomon Goldman).**

**« Nous et Dieu avons grandi ensemble… Nous avons un Dieu national… Nous croyons que Dieu est un Juif, qu'il n'y a aucun Dieu anglais ou américain » (M. Maurice Samuel).**

**"Ce n'était pas Dieu qui voulait ce peuple et ce qu'il signifiait. C'était ce peuple qui voulait ce Dieu et cette signification » (le Dr Kastein).**

Ces déclarations sont explicites, et on peut facilement écrire de telles expressions à notre époque, à New York ou Chicago, à Londres ou Berlin. Mais au début de cette affaire, ainsi que le rapporta Néhémie :

**« Toute la foule pleura quand elle entendit les paroles de la Loi ».**

Et depuis ce jour, la Loi a donné bien des raisons de pleurer.

# Chapitre 7

# LA TRADUCTION DE LA LOI

L'événement le plus important (tel qu'il se révéla être) des quatre cents ans qui suivirent fut la première traduction des écritures judaïques - qui seraient connues plus tard comme l'Ancien Testament - dans une langue étrangère, le grec. Cela permit, et permet encore, « aux païens » de connaître partiellement la Loi qui décrétait leurs propres asservissement et destruction et la suprématie de Juda. N'eût été cette traduction, la nature du judaïsme littéral serait sûrement restée sujette à conjecture, alors que la traduction la rendit évidente et probante.

Pour cette raison, il est à première vue surprenant que la traduction fût jamais réalisée (d'après la tradition, par soixante-douze érudits juifs, à Alexandrie, entre 275 et 150 av. J.-C.). Le Dr Kastein explique qu'elle fut entreprise « avec un but précis en vue, celui de la rendre compréhensible aux Grecs ; cela mena à la *déformation et à la distorsion de mots, aux modifications de sens, et au fréquent remplacement d'idées et de termes purement locaux et nationaux par d'autres plus généraux* ».

Si l'intention du Dr Kastein était de dissimuler ce qui se passa, les mots employés dans cet exemple ont été choisis négligemment : un sujet n'est pas rendu « compréhensible » aux autres en le déformant et en le distordant, en en changeant le sens, et en remplaçant des termes précis par des termes ambigus. Qui plus est, un érudit judaïque aussi savant que lui devait savoir ce que l'*Encyclopaedia Juive* rapporte, qui est que le Talmud postérieur « interdisait même l'enseignement de la Torah à un gentil, quiconque l'enseignant “méritant la mort” ». En fait, le Talmud voyait un tel danger dans l'acquisition par les païens de la connaissance de la Loi, qu'il mit en place la Torah *orale* en tant que dernier dépositaire des secrets de Jéhovah, à l'abri de tout œil gentil.

Si à l'époque les écritures judaïques furent traduites en grec, ce n'était pas dans l'intérêt des Grecs (le Dr Kastein écrivait pour un public en majorité gentil). La raison, très certainement, était que les juifs eux-mêmes avaient besoin de la traduction. Les Judaïtes avaient perdu leur langue

hébraïque à Babylone (par la suite, elle devint un mystère sacerdotal, « un des liens spirituels secrets grâce auquel les judaïstes de la Diaspora sont restés unis », selon le Dr Kastein), et parlaient l'araméen. Or, le plus grand groupe homogène de juifs se trouvait à Alexandrie, où le grec devint leur langue quotidienne ; nombre d'entre eux ne comprenaient plus l'hébreu et une version grecque de leur Loi était nécessaire en tant que base pour les interprétations rabbiniques de cette dernière.

Surtout, les anciens ne pouvaient pas prévoir que des siècles plus tard, s'élèverait une nouvelle religion dans le monde, qui reprendrait leurs écritures comme faisant partie de sa propre Bible, et porterait ainsi « la Loi mosaïque » au regard de toute l'humanité. Si cela avait été anticipé, la traduction grecque aurait bien pu ne jamais être réalisée.

Néanmoins, les prêtres rappelèrent manifestement aux traducteurs que leur travail soumettrait « la Loi » pour la première fois au regard scrutateur des gentils ; d'où les distorsions, déformations, modifications et remplacements mentionnés par le Dr Kastein. Un exemple de cela est apparemment donné par le *Deutéronome* 32:21 ; la traduction qui a été transmise aux païens fait vaguement allusion à « une nation insensée », alors que dans l'original hébreu, d'après l'*Encyclopaedia Juive*, il est fait référence aux « infâmes et vicieux gentils ».

Qu'est-ce qui fut traduit ? D'abord, les cinq livres de la Loi - la Torah. Après que la « Nouvelle Alliance » eut été imposée par la force sur les Jérusalémites par Esdras et Néhémie, les prêtres à Babylone avaient encore apporté une autre révision : « Une fois encore, *des éditeurs anonymes prêtèrent à leur histoire passée, leurs traditions, lois et coutumes, une signification* totalement conforme à la théocratie et applicable à ce système de gouvernement… La forme que la Torah reçut alors était la forme finale et concluante qui ne devait pas être altérée d'un iota ; pas une seule pensée, un seul mot ou une seule lettre ne devait en être changé. » Quand, à maintes reprises, des hommes mortels « prêtent un sens » à quelque chose qui est déjà censé être immuable, et font entrer de force toute la tradition spirituelle dans le cadre de leur ambition politique mondiale, ce qui reste ne peut être une révélation originelle de Dieu. Ce qui s'était passé était que la tradition ancienne israélite avait été supprimée et annulée, et à sa place la loi raciale judaïque avait adopté une « forme finale et concluante ».

La même méthode fut suivie pour la compilation des autres livres, historiques, prophétiques ou lyriques. Le livre de *Daniel*, par exemple, fut achevé à peu près à ce moment-là, c'est-à-dire environ quatre cents ans après les événements qui y sont rapportés ; pas étonnant que l'auteur anonyme se soit trompé sur tous les faits historiques. Le Dr Kastein est franc sur la manière dont ces livres furent produits :

**« Les éditeurs qui donnèrent la forme finale aux livres de *Josué*, des *Juges*, de *Samuel* et des *Rois* rassemblèrent *chaque fragment »* (des anciens enseignements et traditions) et « les *interprétèrent* de manière créative… Il était impossible, une fois pour toutes, d'attribuer des paroles spécifiques à des personnes spécifiques, car elles avaient travaillé *de manière anonyme* tellement souvent, et, *comme les éditeurs, étaient plus concernées par le sujet que par l'exactitude philologique*, qu'elles se contentèrent d'enchaîner les dires des prophètes du mieux qu'elles le purent. » (Cette méthode pourrait expliquer l'attribution de la même prophétie « messianique » à deux prophètes, *Isaïe* 2, 42-4, et *Michée* 4, 1-4, et les nombreuses répétitions qu'on trouve dans les autres livres).**

Le *sujet*, alors, était ce qui importait, et non la vérité historique ou « l'exactitude philologique », ou la parole de Dieu. Le sujet était le nationalisme politique dans la forme la plus extrémiste que l'homme ait jamais connue, et la conformité à ce dogme était la seule règle qui devait être observée. La manière dont ces livres furent compilés, après qu'Israël se fut affranchie de Juda, et les raisons de cela, sont évidentes pour quiconque étudie leur origine.

Ce qui en sortit, le développement sur cinq ou six cents ans et le travail de générations de prêtres politiques, fut le livre traduit en grec aux alentours de 150 av. J.-C. Après la période où vécut Jésus, ce livre et le Nouveau Testament furent traduits en latin par saint Jérôme, quand tous les deux « en vinrent à être considérés par l'Église comme étant d'égale autorité divine et comme faisant partie d'un seul Livre. » (d'après une encyclopédie moderne typique) ; une affirmation philosophique qui fut officiellement confirmée par le Concile de Trente au XVI^e siècle de notre ère et adoptée par presque toutes les églises protestantes, bien que sur ce sujet elles auraient pu trouver des raisons valides de protester.

Au vu des changements apportés dans la traduction (voir les dires du Dr Kastein cités plus haut), nul hormis des érudits judaïstes ne pourrait aujourd'hui dire dans quelle mesure l'Ancien Testament dans l'original hébreu-araméen se rapproche de la version transmise, à partir de la première traduction en grec, comme l'une des deux parties de la Bible de la chrétienté. Des modifications nettement considérables furent apportées, et outre cela, il y a la « Torah orale » et la continuation talmudique de la Torah, si bien que le monde gentil n'a jamais connu toute la vérité de la Loi judaïque.

Néanmoins, toute son essence se trouve dans l'Ancien Testament tel qu'il a été transmis à la chrétienté, et cela est une chose surprenante. Quoi qu'on ait pu supprimer ou modifier, la divinité tribale et vengeresse, la doctrine sauvage et la loi de la destruction et de l'asservissement restent évidentes pour tous, suffisamment pour être sujet à réflexion. Le fait est qu'aucun montant de déformation, de distorsion, de modification ou autre subterfuge ne put dissimuler la nature de la Loi judaïque, une fois traduite ; même si du vernis y fut déposé, l'écriture en dessous reste claire, et ceci est la meilleure preuve que, quand la première traduction fut autorisée, le public universel qu'elle atteindrait finalement n'était pas prévu.

Avec cette traduction, l'Ancien Testament, tel que nous l'appelons et le connaissons maintenant, pénétra en Occident, son enseignement de haine raciale et de destruction quelque peu mitigé par les corrections. C'était avant que l'histoire de l'Occident n'ait même véritablement débuté.

Quand l'âge de l'Occident (et du christianisme) atteignit dix-neuf siècles et demi, ses dirigeants politiques, craignant fortement la secte centrale du judaïsme, avaient déjà commencé à parler de l'Ancien Testament de manière craintive et pieuse, comme s'il était la meilleure moitié du Livre selon lequel ils professaient de vivre. Néanmoins, ce Livre était, comme il l'avait toujours été, la Loi de la destruction et de l'asservissement de leurs propres peuples, et tous leurs actes, sous *la servitude qu'ils acceptaient*, menaient vers ce but.

# Chapitre 8

# LA LOI ET LES IDUMÉENS

Tandis que les écritures judaïques, ainsi compilées et ainsi traduites, faisaient leur chemin depuis les juifs alexandrins, en passant par les Grecs, jusqu'aux autres païens, les chefs suprêmes perses, grecs et romains se succédaient dans la petite Judée.

Ces siècles chaotiques amenèrent dans leur sillon le second événement significatif de cette période : la conversion forcée des Iduméens au jéhovisme (« judaïsme » est un mot apparemment utilisé pour la première fois par l'historien judéen Josèphe pour indiquer la culture et le mode de vie en Judée - tout comme « l'hellénisme » décrivait ceux de la Grèce - et n'avait à l'origine aucune connotation religieuse. À défaut d'un terme plus approprié, il sera dorénavant utilisé dans ce livre pour identifier la religion raciale installée par les Lévites dans leur perversion de la « Loi mosaïque » ).

Seule une autre conversion de masse au judaïsme est attestée par l'Histoire, elle eut lieu huit ou neuf siècles plus tard, et fut d'importance immédiate pour notre génération actuelle, comme on le montrera. La conversion individuelle, d'autre part, était fréquente à cette époque, et apparemment encouragée même par les rabbins, car Jésus lui-même, selon saint Matthieu, dit aux scribes et aux pharisiens, sur un ton de réprimande, qu'ils « parcour[ai]ent terre et mer pour faire un prosélyte ».

Ainsi, pour une raison quelconque, l'interdit racial introduit par la seconde Loi et la Nouvelle Alliance n'était-il pas imposé à l'époque.

Peut-être l'explication est-elle d'ordre numérique ; si la loi raciale avait été strictement imposée, la petite tribu de Juda se serait éteinte et les prêtres, avec leur doctrine, seraient restés comme des généraux avec un plan de bataille, mais sans armée.

De toute évidence et quelle qu'en soit la raison, il y eut beaucoup de mélanges. L'*Encyclopaedia Juive* dit que « la Juda du début et la Juda d'après tirèrent leurs force de l'absorption d'étrangers », et d'autre autorités

en conviennent, si bien que toute tribu de Juda ayant un semblant de race pure dut disparaître plusieurs siècles avant le Christ, au plus tard.

Néanmoins, la *Loi* raciale resta pleine de vigueur, non affaiblie par ces exceptions, de sorte que durant l'ère chrétienne, le prosélytisme cessa pratiquement et les Judaïtes du monde, même si manifestement ils ne descendaient pas de Juda, redevinrent une communauté séparée de l'humanité par un interdit racial rigide. L'exclusion raciale demeura, ou redevint, le principe suprême du sionisme officiel, et le jugement talmudique était que « les prosélytes sont autant nuisibles au judaïsme que les ulcères à un corps en bonne santé ».

Les sionistes fervents se tapent toujours la tête contre un mur de lamentations quand ils examinent le cas des Iduméens, ce qui, déclarent-ils, confirme la maxime citée au-dessus. La question de savoir ce qu'il fallait faire d'eux résultait apparemment des propres tours de passe-passe réalisés par les prêtres sur l'Histoire et La Loi.

Dans le premier livre historique, la *Genèse*, les Iduméens sont décrits comme la tribu descendant d'Ésaü (« Ésaü le père des Édomites »), qui était le propre frère de Jacob-dit-Israël. La parenté entre Juda et Édom faisait apparemment partie de la tradition originelle, si bien que le statut spécial des Iduméens était encore reconnu quand le *Deutéronome* fut produit en 621 av .J.-C., L'Éternel « disant [alors] à Moïse » :

**"Et ordonne au peuple, dis-leur : Vous allez passer sur la frontière de vos frères les enfants d'Édom… Ne les attaquez pas ; Car je ne vous donnerai pas leur terre, non, pas même une largeur de pied… Et nous *passâmes à distance* de nos frères les enfants d'Ésaü… »**

Quand les *Nombres* furent écrits, environ deux cents ans plus tard, cette situation avait changé. À l'époque, Esdras et Néhémie, escortés par les soldats perses, avaient imposé leur Loi raciale sur les Judaïtes, et les Iduméens, comme les autres peuples voisins, étaient devenus hostiles (pour exactement les mêmes raisons qui causent l'hostilité arabe aujourd'hui).

Ils apprirent dans les *Nombres* que, loin de ne pas être « attaqués », ils étaient dorénavant marqués pour la « destruction totale ». Ainsi, dans les *Nombres,* Moïse et ses disciples « [ne] passent [plus] à distance de nos frères les enfants d'Ésaü » ; ils exigent de passer *par* le territoire iduméen. Le roi d'Idumée leur refuse la permission, sur quoi Moïse prend un autre

itinéraire et L'Éternel lui promet qu'« Édom deviendra une *possession* » . D'après d'autres passages de La Loi, les Iduméens en vinrent à apprendre le sort des villes ainsi appropriées ; dans ces dernières, rien qui respire ne devait rester en vie. (Les scribes traitèrent les Moabites de la même manière ; dans le *Deutéronome*, il est ordonné à Moïse : « N'afflige pas les Moabites, ne mène pas bataille contre eux non plus ; car je ne te donnerai pas leur terre pour possession » ; dans les *Nombres*, le commandement divin est que les Moabites soient détruits).

À partir d'environ 400 av. J.-C., donc, les tribus voisines - y compris les Iduméens - commencèrent à craindre et à se méfier des Judéens. Les faits leurs donnèrent raison, car durant le bref renouveau de Juda sous les Hasmonéens, Jean Hyrcan, qui était le roi et le Grand prêtre de Judée, s'abattit sur eux, et à la pointe de l'épée les força à se soumettre à la circoncision et à la Loi mosaïque. Sur les deux versions de La Loi (« ne pas attaquer » et « s'approprier »), il obéit à la seconde, ce qui aurait pu être une solution satisfaisante si l'affaire s'était terminée là, car tout bon rabbin aurait pu lui dire que l'un ou l'autre décret, ou aucun, ou les deux, étaient justes (« Si les rabbins appellent la gauche la droite et la droite la gauche, on doit le croire », le Dr William Rubens).

Mais l'affaire n'en resta pas là. Une loi mise en place de cette façon, pour un seul problème résolu, en crée un nouveau. Ayant « pris possession », Jean Hyrcan devait-il « détruire totalement » et « ne rien laisser qui respire en vie » de « nos frères, les enfants d'Ésaü » ? Il désobéit à *cette* loi-*là*, et se contenta d'une conversion forcée. Mais en agissant ainsi, il se rendait transgresseur majeur, comme longtemps avant lui Saül, le premier roi du royaume uni d'Israël et de Juda. Pour exactement la même chose, en arrêtant brusquement la destruction totale (en épargnant le roi Agag et quelques bêtes), Saül avait été répudié, détrôné et détruit (d'après la version lévitique de l'histoire).

Jean Hyrcan avait affaire à deux partis politiques. Parmi ces deux partis, les modérés sadducéens, qui soutenaient la monarchie, soumirent sans doute au Conseil la décision d'épargner les Iduméens, et simplement d'en faire des juifs par la force. L'autre parti était celui des pharisiens, qui représentaient l'ancienne caste despotique des prêtres lévites, et désiraient la restaurer dans sa pleine souveraineté.

On peut supposer que ces pharisiens fanatiques, en tant qu'héritiers des Lévites, lui auraient fait exiger la rigueur totale de la Loi, et « détruire totalement » les Iduméens. Ils continuèrent à s'opposer à lui avec acharnement (tout comme Samuel s'opposa à Saül), et à œuvrer pour renverser la monarchie. Ce qui est d'intérêt particulier aujourd'hui, c'est qu'il prétendirent par la suite que sa clémence envers les Iduméens entraîna l'entière catastrophe qui s'ensuivit pour la Judée ! Ils virent dans la seconde destruction du Temple et l'extinction de la Judée en 70 ap. J.-C., la peine ordonnée pour l'échec de Jean Hyrcan à observer la Loi ; comme Saül, il avait « enfreint ».

Les pharisiens durent attendre environ 150 ans pour avoir la preuve de cet argument, et si tant est que c'était une preuve, elle l'était pour eux uniquement. Issu des Iduméens convertis, arriva un certain Antipater, qui obtint les hautes faveurs à la petite cour de Jérusalem (tout comme le Daniel légendaire s'était élevé à la cour bien plus importante de Babylone et à la cour tout aussi importante de Perse).

Les pharisiens eux-mêmes firent appel au triumvir, Pompée, pour intervenir en Judée et restaurer l'ancienne caste des prêtres tout en abolissant la petite monarchie. Leur plan tourna mal ; bien que la dynastie hasmonéenne fût certes exterminée durant les décennies chaotiques de petites guerres et insurrections qui suivirent, Antipater l'Iduméen s'éleva au point où César le fit procureur de Judée, et son fils, Hérode, fut fait roi de Judée par Antoine ! Suite à cela, la confusion totale régna dans la petite province, si bien que même l'ombre de l'indépendance disparut, et Rome, ne laissant plus d'autres choix, se mit à gouverner le pays directement.

Les pharisiens, en tant qu'auteurs de l'intervention romaine, étaient apparemment à blâmer pour ce dénouement. Ils rejetèrent la faute sur « la demie caste » et « l'esclave iduméen », Hérode. Si Jean Hyrcan avait juste « observé la Loi » et « détruit totalement » les Iduméens 150 ans plus tôt, tout cela ne serait pas arrivé, disaient-ils.

Il est éclairant de voir avec quelle colère amère le Dr Josef Kastein, deux mille ans plus tard, a repris ce reproche, comme si c'était un évènement de la veille. En tant que sioniste du XX^e^ siècle, qui écrivait au temps de la montée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, il était convaincu que cette offense envers la loi raciale avait amené la seconde calamité sur la Judée.

Toutefois, la calamité de Judée fut aussi la victoire des pharisiens, comme on le verra - et cela est typique des paradoxes dont l'histoire de Sion abonde depuis son début.

# Chapitre 9

## LA MONTÉE DES PHARISIENS

Ces pharisiens, qui formaient le parti politique le plus nombreux de la petite province romaine de Judée, comprenaient la secte interne dominante, auparavant représentée par les prêtres lévites. Ils se firent les messagers de l'idée lévitique dans sa forme la plus fanatique, telle qu'elle avait trouvé son expression chez Ézéchiel, Esdras et Néhémie ; ils prêtèrent serment à « l'observance stricte de la pureté lévitique », nous dit l'*Encyclopaedia Juive.* Tout comme les Lévites avaient triomphé des protestataires israélites et avaient réussi à couper Juda de ses voisins, leurs successeurs, les pharisiens, se tenaient prêts comme eux à écraser toute tentative de réintégrer les Judéens dans l'humanité. Ils étaient les gardiens de l'idée destructrice, et le prochain chapitre dans l'histoire de Sion devait être celui de leur victoire ; comme dans le cas des Lévites, l'arrière-plan devait être celui de Jérusalem détruite.

Parmi les prêtres eux-mêmes, le passage des générations avait produit une sorte de révolte envers le procédé de modification continuelle de la Loi, commencé par les scribes de l'école d'Ézéchiel et d'Esdras. Ces prêtres maintenaient que la Loi était dorénavant immuable et ne devait pas être « réinterprétée » plus avant.

À ce défi (qui porte atteinte au fondement même du nationalisme judaïste), les pharisiens, en ennemis mortels, opposèrent leur réponse : *ils* étaient les gardiens des « traditions » et de cette Loi *orale* directement transmise par Dieu à Moïse, qui ne devait jamais être mise par écrit mais qui régissait tout le reste de la Loi. Cette déclaration de posséder les secrets de Dieu (ou, en vérité, d'*être* Dieu) est au cœur de la crainte mystique avec laquelle tant de générations de juifs considèrent « les sages » ; elle possède un pouvoir de terrifier auquel même les êtres éclairés se trouvant à la périphérie de la communauté juive ne peuvent échapper.

Néanmoins, l'élan instinctif de se libérer de cette servitude a de tous temps produit un parti modéré dans le judaïsme, et à cette époque-là, c'était celui des sadducéens, qui représentaient la majeure partie des prêtres et

militaient pour « maintenir la paix de la ville » et éviter les conflits violents avec les chefs suprêmes romains. Les pharisiens et les sadducéens étaient des ennemis jurés. Cette dissension interne parmi les juifs dure depuis deux-mille cinq cents ans, et continue à notre époque.

Elle est surtout d'un intérêt théorique pour le reste de l'humanité (même si on doit en tenir compte), parce que l'Histoire montre que lorsqu'un conflit pour ou contre « la recherche de la paix de la ville » a atteint son paroxysme, le parti de la ségrégation et de la destruction l'a toujours emporté, et les rangs judaïstes ont fermé la marche. Le présent siècle a donné le dernier exemple de cela. Au début de celui-ci, les communautés juives d'Allemagne, d'Angleterre et d'Amérique (qui peuvent être comparées aux sadducéens) étaient implacablement hostiles aux sionistes de Russie (les pharisiens), mais en cinquante ans le parti extrémiste s'était rendu le porte-parole exclusif des « juifs » auprès des gouvernements occidentaux, et avait réussi à réduire presque toute opposition parmi les communautés juives du monde.

Les pharisiens occupent la seconde place dans la lignée de la secte qui a provoqué d'aussi importants événements à notre époque. La descendance commence par les Lévites de Babylone, puis passe par les pharisiens de Jérusalem, les talmudistes d'Espagne et les rabbins de Russie, jusqu'aux sionistes d'aujourd'hui.

Le nom « pharisien », selon les autorités judaïstes, signifie « celui qui se détache » ou qui reste à l'écart des personnes ou des choses impures, afin d'atteindre le niveau de la sainteté et de la droiture requises de ceux qui veulent communier avec Dieu. Les pharisiens formaient une ligue ou une fraternité propres, admettant au sein de leurs assemblées les plus secrètes seuls ceux qui, en présence de trois membres, faisaient vœu de stricte observance de la pureté lévitique. Ils furent les spécialistes les plus anciens de la conspiration secrète en tant que science politique.

L'expérience et le savoir acquis par les pharisiens peuvent être retracés clairement dans les méthodes utilisées par les partis conspirationnistes ayant émergé en Europe au cours des deux siècles derniers, en particulier dans les méthodes de la révolution destructrice d'Europe, qui fut organisée par les juifs et menée par les juifs.

Par exemple, à l'origine, les pharisiens imaginèrent la méthode de base, reposant sur la peur et la suspicion mutuelles ; méthode par laquelle de nos

jours les conspirateurs restent unis et les groupes de conspirateurs sont renforcés. C'est le système d'espionnage-des-espions et d'informateurs-parmi-les-informateurs sur lequel le Parti communiste est fondé (ainsi que son Armée rouge, dont les règlements officiels montrent que le « commissaire politique du peuple » et « l'informateur » sont partie reconnue de la structure militaire, depuis le niveau de haut commandement jusqu'à celui des adjudants).

Les pharisiens employèrent d'abord ce moyen, en le fondant sur un passage du *Lévitique* : « Tu mettras un garde autour de mon garde » (cité par l'*Encyclopaedia Juive* d'après l'original en hébreu, en usage parmi les juifs). On ne peut guère comprendre la nature de la machine révolutionnaire qui fut mise en place en Europe au XIX^e siècle si l'on ne prend pas en compte le savoir et l'instruction talmudiques, dont la plupart des organisateurs et chefs ont hérité ; et les pharisiens furent les premiers talmudistes. Ils se réclamaient de l'autorité divine pour toute décision de leurs scribes, *même en cas d'erreur*, et ceci est un concept souverain du Talmud.

L'idée messianique, qui devait avoir d'importantes conséquences au cours des siècles, émergea d'abord sous la domination des pharisiens. Cette idée était inconnue des anciens prophètes israélites ; ils n'avait jamais admis la notion d'une race supérieure exclusive, et donc n'avaient pu être au courant du concept consécutif qui en découlerait, celui d'un visiteur qui viendrait en personne installer sur terre le royaume suprême de cette race supérieure exclusive.

La nature de cet événement messianique est claire, pour les autorités judaïstes. L'*Encyclopaedia Juive* dit que la conception qu'en avaient les pharisiens était que « la royauté de Dieu sera[it] *universellement reconnue* dans le futur… La royauté de Dieu *excluait* toutes les autres ». Comme Jéhovah, d'après la Torah ancienne, ne « connaissait » que les juifs, cela signifiait que le monde appartiendrait aux juifs. Si un quelconque doute subsistait, le Talmud, plus récent, en apportait la confirmation en déclarant que « les non-juifs sont, en tant que tels, exclus de l'admission à un monde futur » (l'ancien rabbin Laible).

La masse des Judéens s'attendait indubitablement à ce que « l'Oint », quand il viendrait, réinstaure leur gloire nationale ; dans le parfait État théocratique, il serait leur chef spirituel mais aussi leur chef temporel, qui

réunirait le peuple dispersé dans un royaume suprême de ce monde. L'idée messianique, tandis qu'elle prenait forme sous les pharisiens, n'était pas une attente d'un quelconque royaume céleste sans rapport avec le triomphe matériel sur terre, ou en tout cas ce n'était pas cela pour les masses.

L'attente messianique, à vrai dire, devait en un sens être le résultat logique et naturel du propre enseignement de la secte. Les pharisiens, comme les Lévites dont ils perpétuaient le message, prétendaient tout savoir, depuis la date de la création du monde, et son but, à la manière dont devait triompher le peuple spécial.

Il n'y avait qu'une chose qu'ils ne déclaraient jamais : le moment de ce glorieux couronnement. Le fardeau de l'observance qu'ils déposaient sur le dos du peuple était dur, néanmoins, et il n'était que naturel que, tels des détenus purgeant leur peine, le peuple réclame de savoir *quand* il serait libre.

Cela semble être l'origine du messianisme. La foule qui avait autrefois « pleuré » en entendant les paroles de la Nouvelle Loi supportait maintenant sa rigueur depuis quatre cents ans.

Spontanément, la question jaillissait d'eux : Quand ? Quand le glorieux couronnement, la fin miraculeuse, viendraient-ils ? Ils « accomplissaient tous les lois et jugements », et cet accomplissement signifiait une lourde tâche et un fardeau quotidiens. Ils faisaient tout cela sous « une alliance » qui promettait une récompense spécifique.

Quand cette récompense serait-elle leur ? Leurs dirigeants étaient en communion directe avec Dieu et connaissaient les mystères de Dieu ; ils devaient être capables de répondre à cette question, *Quand ?* C'était la seule question à laquelle les pharisiens ne savaient pas répondre. Ils semblent qu'ils donnèrent la réponse la plus ingénieuse qu'ils purent concevoir : même s'ils ne diraient pas *quand*, ils diraient qu'un jour « le Messie, le Prince » apparaîtrait ( *Daniel*), et *alors* il lui serait donné « domination et gloire, et un royaume, et tous les peuples, nations et langues devraient le servir ».

Ainsi, l'esprit comprimé et ghettoïsé judéen fut-il anesthésié par la promesse d'un visiteur ; le messianisme apparut et produisit les vagues récurrentes d'anticipation frénétique, dont la dernière en date est celle dont notre XX^e^ siècle fait actuellement l'expérience.

Tel était le décor de la scène quand, il y a presque deux mille ans, l'homme de Galilée apparut. À cette époque, les Judéens qui étaient restés en Judée avaient passé les derniers six cents ans depuis leur expulsion par Israël, dans ce que de nos jours le Dr John Goldstein appelle « l'obscurité juive », et à la fin de cette période ils en étaient venus à attendre et à espérer le Messie libérateur.

Le visiteur qui apparut alors déclara leur montrer la voie du « royaume des cieux ». Il était exactement le chemin opposé à celui qui menait par-dessus les nations en ruines à un temple rempli d'or, vers lequel les pharisiens leur faisaient signe en criant « Rendez observance ! » Les pharisiens étaient puissants, et le « gouverneur » étranger reculait devant leurs menaces (le tableau ressemblait beaucoup à celui d'aujourd'hui) ; et parmi le peuple, ceux qui voyaient en ce nouveau venu le Messie qu'ils espéraient, malgré son mépris des récompenses de ce monde, se mettaient en danger de mort en l'affirmant. Ils « transgressaient », et le dirigeant romain, comme le roi perse cinq cents ans plus tôt, était prêt à faire respecter « la Loi ».

De toute évidence, beaucoup parmi ces gens n'étaient que trop prêts à écouter - si on le leur permettait - quiconque pourrait leur montrer la voie hors de leur obscurité, pour entrer dans la lumière et la communauté de l'humanité. Cependant, la victoire était avec les pharisiens (comme avec les Lévites de jadis), si bien qu'encore une fois, beaucoup parmi ces gens eurent des raisons de pleurer, et la force catalytique fut préservée intacte.

# Chapitre 10

## L'HOMME DE GALILÉE

À la naissance de Jésus, l'espoir vibrant qu'un être merveilleux était sur le point d'apparaître était généralisé parmi les Judéens. Ils se languissaient d'avoir la preuve que Jéhovah avait l'intention de maintenir l'Alliance avec son peuple élu, et les scribes, réagissant à la pression de ce désir populaire, avaient progressivement introduit dans les écritures l'idée de l'Oint, du Messie, qui viendrait remplir son engagement.

Les *Targams* - les commentaires rabbiniques de la Loi - disaient : « Comme il est beau, le roi Messie qui s'élèvera de la maison de Juda.

Il se préparera et s'avancera pour la bataille contre ses ennemis, et *de nombreux rois seront tués* ».

Ce passage montre que les Judéens avaient été amenés à espérer.

Ils attendaient un Messie militant et vengeur (dans la tradition de « tous les premiers-nés d'Égypte » et de la destruction de Babylone) qui briserait les ennemis de Juda « avec une verge de fer » et « les mettrait en pièces comme un vase de potier », qui leur amènerait l'empire de ce monde et l'accomplissement littéral de la Loi tribale ; car c'était ce que des générations de pharisiens et de Lévites avaient prédit.

L'idée d'un Messie humble qui dirait « *aime* tes ennemis » et serait « méprisé et rejeté des hommes, un homme de douleur » n'était pas du tout présente dans l'opinion publique et aurait été « méprisée et rejetée » si quiconque avait amené l'attention sur ces paroles d'Isaïe (qui ne prirent leur sens qu'après que Jésus eut vécu et fut mort).

Pourtant, l'être qui apparut, même s'il était humble et enseignait l'amour, prétendait apparemment être ce Messie, et fut acclamé comme tel par de nombreuses personnes ! En quelques mots, il balaya la totalité de la politique raciale, que la secte dirigeante avait entassée par-dessus l'ancienne loi morale, et tel un archéologue, ramena au grand jour ce qui avait été enterré. Les pharisiens reconnurent immédiatement un « prophète et rêveur de rêves » des plus dangereux.

Le fait qu'il trouva tant de disciples parmi les Judéens montre que, même si la majorité des gens voulaient un Messie militant et nationaliste qui les libérerait des Romains, beaucoup parmi eux devaient réaliser inconsciemment que leur véritable captivité était d'ordre spirituel et pharisaïque, plutôt que romain. Néanmoins, le peuple répondit mécaniquement à l'accusation des politiciens pharisaïques selon laquelle l'homme était un blasphémateur et un faux Messie.

Par cette réponse, ils léguèrent à toutes les futures générations de juifs un doute torturant, et pas moins insistant parce qu'il ne devait pas être prononcé (car le nom de Jésus ne peut même pas être mentionné dans une maison juive pieuse) : le Messie apparut-il uniquement pour se faire rejeter par les juifs, et si ce fut le cas, quel est leur avenir, sous la Loi ? Quel genre d'homme était-il donc ? Un autre paradoxe dans l'histoire de Sion est que les ecclésiatiques et théologiens chrétiens de notre génération soutiennent souvent que « Jésus était un juif », alors que les sages judaïstes refusent de permettre cela (les rabbins sionistes qui racontent occasionnellement aux publics politiques ou « inter-religieux » que Jésus était un juif ne font pas vraiment exception à la règle ; ils ne feraient pas cette déclaration parmi les juifs et cherchent à produire un effet parmi les auditeurs non-juifs, pour des raisons politiques).[2]

Cette affirmation publique, « Jésus était un juif », est toujours utilisée à notre époque pour des raisons politiques. Elle est souvent employée pour étouffer les objections à l'influence sioniste en politique internationale ou à l'invasion sioniste de la Palestine, la suggestion étant que, comme Jésus était un juif, nul n'a le droit de s'opposer à quoi que ce soit se présentant comme étant fait au nom des juifs.

L'absurdité du raisonnement est évidente, mais les foules sont touchées par de telles expressions, et le résultat paradoxal, une fois encore, est que cette déclaration, des plus offensantes pour les juifs littéraux, est le plus fréquemment faite par des hommes politiques et des ecclésiastiques non-juifs qui recherchent les faveurs des juifs.

L'abréviation anglaise, « Jew » (« juif « ), est récente et ne correspond à rien qui soit dénoté par les termes « Judaïte » ou « Judéen » en araméen, grec ou romain - termes utilisés au temps de Jésus. En fait, le nom anglais « Jew » (et le français « juif » - NdT) ne peut être défini - si bien que les dictionnaires, qui sont très scrupuleux concernant tous les autres mots, en

sont réduits à des absurdités aussi flagrantes que « Personne de *race hébraïque* » ; et l'État sioniste n'a aucune définition légale du terme (ce qui est naturel, puisque la Torah, qui est *la* Loi, exige une descendance judaïte pure, et on aurait du mal à trouver une personne d'un tel lignage dans le monde entier).

Si la déclaration « Jésus était un juif » a une signification, donc, elle doit s'appliquer aux conditions qui prévalaient à son époque. En ce cas, elle signifierait une de ces trois choses, ou toutes les trois : que Jésus était de la tribu de Juda (donc un Judaïte) ; qu'il demeurait en Judée (donc un Judéen) ; qu'il était religieusement parlant « un juif », si une quelconque religion dénotée par ce terme existait à son époque.

Donc, la race, le lieu de résidence et la religion.

Ce livre n'est pas le lieu pour débattre de la question de la descendance raciale de Jésus, et ce qui est surprenant, c'est que les théologiens chrétiens se permettent de faire certaines déclarations. Le lecteur devrait se former sa propre opinion, s'il désire en avoir une sur la question.

La généalogie de Marie n'est pas donnée dans le Nouveau Testament, mais trois passages sembleraient sous-entendre qu'elle était de descendance davidique ; saint Matthieu et saint Luc remontent la descendance de Joseph à David et Juda, mais Joseph n'était pas le père biologique de Jésus. Les autorités *judaïstes* discréditent toutes ces références de descendance, affirmant qu'elles furent insérées pour faire correspondre le récit à la prophétie.

Quant au lieu de résidence, saint Jean déclare que Jésus est né à Bethléem en Judée, par le hasard que sa mère dut y venir depuis la Galilée pour se faire enregistrer ; les autorités *judaïstes,* encore, maintiennent que cela fut ajouté pour que le compte rendu concorde avec la prophétie de Michée qu'« un souverain viendrait de Bethléem ».

L'*Encyclopaedia Juive* soutient que Nazareth était la ville *natale* de Jésus, et à vrai dire, le consensus général est qu'il était Galiléen, quelle que soit la possibilité de son véritable lieu de naissance. La Galilée, où il passa presque toute sa vie, était d'un point de vue politique entièrement séparée de la Judée, sous son propre tétrarque romain, et avait avec la Judée des relations de « pays étranger » (Graetz). Les mariages entre Judéens et Galiléens étaient interdits et même avant la naissance de Jésus, tous les

Judéens vivant en Galilée avaient été contraints par Siméon Tharsi, un des princes Maccabées, d'émigrer en Judée.

Donc, les Galiléens étaient racialement et politiquement distincts des Judéens.

Ce Galiléen était-il, religieusement parlant, ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui « un juif » ? Les autorités judaïstes, évidemment, le rejettent des plus vigoureusement ; cette déclaration, souvent entendue dans les tribunes et les chaires, pourrait causer une émeute à la synagogue.

Il est difficile de savoir ce que des hommes publics responsables peuvent bien signifier quand ils utilisent cette expression. Il n'y avait du temps de Jésus aucune religion « juive » (ou même judaïte, judaïste ou judéenne). Il y avait le jéhovisme, et il y avait les diverses sectes - les pharisiens, sadducéens et Ésseniens - qui se disputaient violemment entre eux et luttaient, autour du Temple, pour le pouvoir sur le peuple. Ils n'étaient pas seulement des sectes, mais aussi des partis politiques, et le plus puissant d'entre eux était les pharisiens avec leurs « traditions orales » de ce que Dieu avait dit à Moïse.

Si aujourd'hui les sionistes sont « les juifs » (et c'est la déclaration acceptée par toutes les grandes nations occidentales), alors le parti qui en Judée correspondait aux sionistes du temps de Jésus était celui des pharisiens. Jésus consacra toute ses forces à attaquer ces pharisiens.

Il s'en prit aussi aux sadducéens et aux scribes, mais les Évangiles montrent qu'il considérait les pharisiens comme l'ennemi de Dieu et de l'homme, et qu'il s'exprimait envers eux avec un mépris particulièrement éreintant. Les choses qu'il choisit d'attaquer, chez eux et dans leur doctrine, sont les choses mêmes que les sionistes d'aujourd'hui prétendent être les traits caractéristiques des juifs, de la judaïté et du judaïsme.

Religieusement, Jésus semble à n'en pas douter avoir été l'opposé et l'adversaire de tout ce qui aujourd'hui ferait un juif littéral ou aurait fait alors un pharisien littéral.

Nul ne peut dire avec certitude qui ou ce qu'il était, et les déclarations suggestives des politiciens non-juifs sonnent aussi faux que les pamphlets railleurs qui circulaient dans les ghettos juifs à propos du « bâtard ».

***Ce qu'il a dit et fait est d'une telle importance transcendantale que rien d'autre ne compte. Sur une échelle beaucoup moins grande, le cas de

Shakespeare est quelque peu comparable. La qualité de l'inspiration dans ses œuvres est claire, si bien qu'il importe peu qu'il les ait écrites ou de savoir qui les a écrites si ce n'est pas lui, et pourtant la vaine querelle continue.

Le fils du charpentier venu de Galilée n'avait manifestement pas d'instruction formelle : « Les juifs s'émerveillaient, disant, Comment cet homme peut-il connaître les lettres, lui qui n'a jamais appris ? » Ce qui est encore plus significatif : il n'avait connu aucune école rabbinique, ni aucune éducation sacerdotale. Ses ennemis, les pharisiens, en témoignent ; aurait-il été de leur clan ou de leur famille, ils n'auraient pas demandé : « D'où cet homme tient-il cette sagesse, et ces miracles ? » Ce qui donne à l'enseignement de ce jeune homme illettré son effet de révélation aveuglante, la qualité de la lumière qu'on rencontre pour la première fois, c'est le fond noir de la Loi lévitique et de la tradition pharisaïque, sur lequel il évolua quand il partit en Judée. Même encore aujourd'hui, la soudaine plénitude de l'illumination, dans le Sermon sur la Montagne, éblouit le chercheur qui émerge d'une lecture critique de l'Ancien Testament ; c'est comme si le plein midi arrivait à minuit.

La Loi, quand Jésus arriva pour l'« accomplir », était devenue une énorme masse de législations, étouffante et fatale dans son immense complexité. La Torah n'était que le début ; empilés dessus, se trouvaient toutes les interprétations, tous les commentaires et les jugements rabbiniques ; les sages, tels de pieux vers à soie, tissaient le fil toujours plus loin dans l'effort d'y prendre toutes les actions humaines imaginables ; des générations de législateurs avaient peiné pour en arriver à la conclusion qu'un œuf ne doit pas être mangé le jour du Sabbat si la plus grande partie en avait été pondue avant qu'une seconde étoile ne soit visible dans le ciel.

Déjà, la Loi et tous les commentaires nécessitaient une bibliothèque à eux seuls, et un comité de juristes internationaux, à qui on aurait fait appel pour donner leur opinion, auraient mis des années à passer au crible les couches accumulées.

Le jeune homme sans instruction venu de Galilée tendit un doigt et balaya la pile entière, révélant en même temps la vérité et l'hérésie.

Il réduisit « toute la Loi et les Prophètes » à ces deux commandements : Aime Dieu de tout ton cœur et ton prochain comme toi-même.

C'était l'exposition et la condamnation de l'hérésie fondamentale que les Lévites et les pharisiens, au cours des siècles, avaient entrelacée dans la Loi.

Le *Lévitique* contenait l'injonction, « Aime ton prochain comme toi-même », mais elle était régie par la limitation du « prochain » à ses semblables Judéens. Jésus rétablit alors la tradition ancienne et oubliée de l'amour du prochain sans distinction de race ou de croyance ; c'était clairement ce qu'il signifiait par les mots : « Je ne suis pas venu pour détruire la loi, mais pour accomplir ». Il en rendit la signification évidente quand il ajouta : « Vous avez entendu qu'il a été dit… tu haïras ton ennemi. Mais je vous dis, Aimez vos ennemis ».

(On fait quelquefois l'objection rusée que le commandement spécifique, « tu haïras ton ennemi », n'apparaît nulle part dans l'Ancien Testament. Ce que Jésus voulait dire était clair ; les innombrables injonctions au meurtre et au massacre des voisins qui n'étaient pas des « prochains », dont l'Ancien Testament abonde, requéraient assurément la haine et l'hostilité).

C'était un défi direct à la Loi telle que les pharisiens la représentaient, et Jésus amena le défi plus loin en refusant délibérément de jouer le rôle du libérateur et du conquérant nationaliste du territoire pour lequel les prophéties avaient lancé l'idée du Messie. Il aurait probablement pu avoir beaucoup plus de disciples, et peut-être le soutien des pharisiens, s'il avait accepté ce rôle.

Son reproche, à nouveau, fut laconique et clair : « Mon royaume n'est *pas de ce monde*… Le royaume des Cieux est *en vous*… Ne vous amassez pas de trésors sur la terre… mais amassez vous des trésors dans les cieux, où ni les mites ni la rouille ne détruisent, et où les voleurs ne percent ni ne dérobent ».

Tout ce qu'il disait, avec des mots aussi simples que ceux-là, était un défi calme mais franc aux hommes les plus puissants de son temps et de son lieu, et un coup porté aux fondations de la doctrine que la secte avait élaborée au cours des siècles.

Ce que la totalité de l'Ancien Testament enseignait dans des centaines des pages, le Sermon sur la Montagne le réfutait en quelques mots. Il opposait l'amour à la haine, la miséricorde à la vengeance, la charité à la malveillance, l'amitié entre voisins à la ségrégation, la justice à la discrimination, l'affirmation (ou la réaffirmation) au déni, et la vie à la

mort. Il commençait (comme les chapitres du *Deutéronome* sur les « bénédictions-ou-malédictions ») par les bénédictions, mais la ressemblance s'arrêtait là.

Le *Deutéronome* offrait des bénédictions matérielles, sous forme de territoire, de butin et de massacre, en retour de l'observance stricte de milliers de « lois et jugements », certains d'entre eux prescrivant le meurtre. Le Sermon sur la Montagne n'offrait aucune récompense matérielle, mais enseignait simplement que la conduite morale, l'humilité, l'effort pour bien agir, la miséricorde, la pureté, la paix et la force d'âme seraient bénis pour eux-mêmes et recevraient une récompense spirituelle.

Le *Deutéronome* faisait suivre ses « bénédictions » par des « malédictions ». Le Sermon sur la Montagne ne prononçait aucune menace ; il n'exigeait pas que le transgresseur soit « lapidé à mort » ou « pendu à un arbre », ou soit absous de la non-observance au prix d'un lavage de mains dans le sang d'une génisse. Le pire qui pouvait arriver au pécheur était qu'il soit « le plus petit au royaume des cieux » ; et ce à quoi l'obéissant pouvait s'attendre le plus était d'être « appelé grand au royaume des cieux ».

Le jeune Galiléen n'enseigna jamais la servilité, seulement une humilité *intérieure*, et il fut invariablement et constamment méprisant dans une seule direction : son attaque envers les pharisiens.

Le nom, pharisiens, dénotait qu'ils « restaient à l'écart des personnes et des choses impures ». L'*Encyclopaedia Juive* dit : « Seulement quant aux relations avec la populace impure et sale, Jésus différa grandement des pharisiens ». L'écho pourrait répondre : « Seulement ! » C'était bien sûr le grand clivage, entre l'idée de la divinité tribale et l'idée du Dieu universel ; entre la doctrine de la haine et l'enseignement de l'amour. Le défi était clair et les pharisiens l'acceptèrent immédiatement. Ils commencèrent à garnir leurs pièges, de la manière exacte décrite par Jérémie longtemps auparavant : « Tous mes familiers guettaient ma faiblesse, se disant, D'aventure il se laissera entraîner, et nous aurons l'avantage sur lui, et nous vengerons de lui ».

Les pharisiens l'observaient et demandèrent : « Pourquoi votre Maître mange-t-il avec des publicains et des pécheurs ? » (une infraction pénale sous leur Loi). Il leur était autant supérieur en débat qu'en l'art d'échapper à leurs pièges appâtés, et répondit, promptement mais avec calme : « Ce n'est pas ceux qui sont en bonne santé qui ont besoin d'un médecin, mais les

malades… Je ne suis pas venu appeler les justes à la repentance, mais les pécheurs ».

Ils le suivirent plus loin et virent ses disciples en train d'égrener des épis de maïs pour les manger pendant le Sabbat (une autre infraction sous la Loi) : « Vois, tes disciples font ce qu'il est illégal de faire le jour du Sabbat ».

Ils le poursuivaient avec de telles interrogations, toujours en rapport au rite, et jamais à la foi ou à la conduite ; « pourquoi tes disciples transgressent-ils la tradition des anciens, car ils ne se lavent pas les mains quand ils mangent du pain ? », « Hypocrites, Isaïe a bien prophétisé sur vous, quand il a dit : Ce peuple s'approche de moi par la parole et m'honore des lèvres ; mais son cœur est éloigné de moi.

C'est en vain qu'ils me vénèrent, en enseignant des préceptes qui sont *des commandements d'hommes*. » C'était le mensonge absolu : la Loi, accusait-il, n'était pas la loi de *Dieu* mais la loi des Lévites et des pharisiens : « des commandements d'hommes » ! À partir de cet instant, il ne put y avoir aucun compromis, car Jésus se détourna des pharisiens et « appela la multitude, et leur dit : Écoutez, et comprenez : Ce n'est pas ce qui entre dans sa bouche qui souille l'homme, mais ce qui sort de la bouche, cela souille l'homme ».

Par ces paroles, Jésus jetait le dédain public sur l'une des prérogatives des prêtres les plus jalousement gardées, impliquant la grande masse des lois alimentaires avec le rituel entier du massacre, de l'exsanguination, du rejet de « ce qui meurt de lui-même », et ainsi de suite. Tout ceci était sans nul doute un « commandement de l'homme », bien qu'attribué à Moïse, et la stricte observance de ce rituel alimentaire était considérée comme étant de la plus haute importance par les pharisiens ; Ézéchiel (le lecteur s'en souviendra) recevant l'ordre du Seigneur de manger des excréments « pour expier les iniquités du peuple », avait plaidé son observance inébranlable des lois alimentaires et avait vu son supplice quelque peu adouci pour cette raison. Même les disciples étaient, apparemment, tellement sous l'influence de cette tradition alimentaire qu'ils ne purent comprendre comment « ce qui sort de la bouche » pouvait souiller un homme, plutôt que ce qui y entrait, et demandèrent une explication, remarquant que les pharisiens « étaient offensés, après avoir entendu ce dicton ».

La simple vérité que Jésus leur donna alors fut une abominable hérésie pour les pharisiens : « Ne comprenez-vous pas que tout ce qui entre par la bouche va dans le ventre, et est rejeté dans les lieux secrets ? Mais ces choses qui sortent de la bouche proviennent du cœur ; et elles souillent l'homme. Car du cœur sortent les mauvaises pensées, les meurtres, les adultères, la fornication, les vols, le faux témoignage, les blasphèmes : ce sont les choses qui souillent un homme ; *mais manger les mains sales ne souille pas un homme* ».

Cette dernière remarque était une autre infraction pénale sous la Loi, et les pharisiens commencèrent à se rassembler pour la mise à mort. Ils préparèrent les fameuses questions pièges : « Alors les pharisiens allèrent se consulter sur les moyens de surprendre Jésus par ses propres paroles. » Les deux questions-clés étaient : « À qui devons-nous payer le tribut ? » et « Qui donc est mon prochain ? » Une mauvaise réponse à la première le livrerait au châtiment du souverain étranger, Rome. Une mauvaise réponse à la seconde permettrait aux pharisiens de le dénoncer au souverain étranger comme contrevenant à leur propre Loi, et d'exiger son châtiment.

Ceci est la méthode décrite antérieurement par Jérémie et toujours en usage aujourd'hui, au XX$^{e}$ siècle. Tous ceux qui ont eu affaire à un débat public de nos jours connaissent la question piège, préparée soigneusement à l'avance, et la difficulté d'y répondre sur l'impulsion du moment. Des méthodes diverses pour éviter le piège sont connues des débatteurs professionnels (par exemple, dire : « pas de commentaires », ou répondre par une autre question). Donner une réponse *complète* au lieu d'avoir recours à de telles dérobades, et en faisant cela éviter le piège de l'incrimination et pourtant maintenir le principe en jeu, est une des choses les plus difficiles connues de l'homme. Cela exige les qualités les plus hautes de vivacité d'esprit, de présence d'esprit et de clarté de pensée. Les réponses données par Jésus à ces deux questions restent pour toujours des modèles, que l'homme mortel ne peut qu'espérer imiter.

« Dis-nous donc, Que penses-tu ? Est-il légal de payer tribut à César, ou non ? (on peut presque entendre le ton affable de cette honnête question). « Mais Jésus perçut leur méchanceté et dit : Pourquoi me tentez-vous, hypocrites ?… Rendez à César ce qui appartient à César ; et à Dieu ce qui appartient à Dieu. Quand ils entendirent ces mots, ils furent étonnés, le quittèrent et reprirent leur chemin ».

À la seconde occasion, « un certain homme de loi se leva et le tenta, en disant : que dois-je faire pour hériter de la vie éternelle ? » Dans sa réponse, Jésus écarta à nouveau l'énorme masse de la Loi lévitique et répéta les deux choses essentielles : « Tu aimeras L'Éternel ton Dieu de tout ton cœur… et ton prochain comme toi-même ». Alors vint le piège : « Et qui *est* mon prochain ? » Quel homme mortel aurait-il donné la réponse que Jésus donna ? Nul doute qu'un homme mortel, sachant comme Jésus que sa vie était en jeu, aurait dit ce qu'il croyait, car les martyres ne sont en aucune façon rares. Mais Jésus fit beaucoup plus que cela : il désarma son interrogateur comme un épéiste accompli qui, sans effort, envoie la rapière de son adversaire tournoyer dans les airs. On était en train de l'attirer afin qu'il se déclare ouvertement - qu'il dise que « les païens » étaient aussi des « prochains » et donc qu'il se rende coupable de transgresser la Loi. À vrai dire, il répondit dans ce sens, mais d'une manière telle que l'interrogateur fut défait ; rarement un juriste ne fut aussi confondu.

L'enseignement lévitique-pharisaïque était que seuls les Judéens étaient des « prochains », et de tous les païens exclus, ils abhorraient particulièrement les Samaritains (pour les raisons indiquées plus tôt).

Le simple contact d'un Samaritain était une souillure, et une « transgression » majeure (cela continue à être vrai à ce jour). Le but de la question posée était d'entraîner Jésus à faire une déclaration qui le qualifierait pour le Bannissement majeur ; en choisissant, entre tous les peuples, les Samaritains pour réponse, il fit preuve d'une audace - ou d'un génie - qui était plus qu'humain : Il dit qu'un certain homme tomba aux mains de voleurs et fut laissé pour mort. Vint alors « un prêtre » et « ensuite un Lévite » qui - reproche habituel cinglant envers ceux qui cherchaient l'occasion pour le mettre à mort - « passèrent de l'autre côté ». En dernier, vint « un certain Samaritain » qui banda les blessures de l'homme, l'amena dans une auberge, et paya pour ses soins : « maintenant lequel de ces trois, pensez-vous, était-il le prochain de celui qui tomba aux mains des voleurs ? » Le juriste, coincé, ne put se résoudre à prononcer le nom avilissant « Samaritain » ; il dit : « Celui qui lui montra de la pitié », et de ce fait se joignit (comme il le réalisa probablement trop tard) à la condamnation de ceux pour lesquels il parlait, tels que « le prêtre » et « le Lévite ». « Alors Jésus lui dit : Va, et agis de même ». Par ces quelques mots, et sans allusion directe, il fit détruire à son interrogateur, de sa propre bouche, l'entière hérésie raciale sur laquelle la Loi avait été fondée.

Critique judaïste modéré, M. Montefiore s'est plaint que Jésus ait fait une exception à cette règle d'« aime tes ennemis » ; il n'eut jamais une bonne parole pour les pharisiens.

Les experts pourraient débattre sur ce point. Jésus savait qu'ils le tueraient, lui ou tout homme qui les démasquerait. Il est vrai qu'il mettait particulièrement en cause les pharisiens, ainsi que les scribes, et voyait clairement en eux la secte responsable de la perversion de la Loi, si bien que toute la littérature de la dénonciation ne contient rien de comparable à cela :

**« Malheur à vous, scribes et pharisiens, hypocrites ! Car vous fermez aux hommes le royaume des cieux ; vous n'y entrez pas vous-mêmes, et vous n'y laissez pas entrer ceux qui veulent entrer… vous parcourez la mer et la terre pour faire un prosélyte, et quand il l'est devenu, vous en faites deux fois plus que vous un fils de l'enfer… vous payez la dîme de la menthe, de l'anis et du cumin, et vous laissez *ce qui est plus important dans la loi, la justice, la miséricorde et la foi*… vous nettoyez le dehors de la coupe et du plat, mais au-dedans ils sont pleins de rapines et d'excès… vous ressemblez à des sépulcres blanchis, qui paraissent beaux au-dehors, et qui, au-dedans, sont pleins d'ossements de morts et de toutes sortes d'impuretés… vous construisez les tombeaux des prophètes et ornez les sépulcres des justes, et vous dites : si nous avions vécu du temps de nos pères, *nous ne nous serions pas joints à eux pour répandre le sang des prophètes. Vous témoignez ainsi contre vous-mêmes que vous êtes les fils de ceux qui ont tué les prophètes. Comblez donc la mesure de vos pères.* Serpents, race de vipères… »**

Certains critiques déclarent trouver ces quatre derniers mots étonnamment durs. Toutefois, si on les lit dans le contexte des trois phrases qui les précèdent, on peut y voir une allusion explicite à la fin prochaine d'un homme, un homme sur le point de mourir, qui lança cette allusion à ceux qui allaient le mettre à mort - et à un tel moment, aucun mot ne pourrait être assez dur. (Toutefois, même le reproche implacable : « Comblez donc la mesure de vos pères » eut une suite plus tard : « Père, pardonne-leur ; car ils ne savent pas ce qu'ils font ».)

La fin approchait. Les « archiprêtres, et les scribes, et les sages » (le Sanhédrin) se rencontrèrent sous l'autorité du Grand prêtre Caïphe pour prendre des mesures contre l'homme qui contestait leur autorité et leur Loi.

Seul Judéen parmi les disciples galiléens, Judas Iscariote mena la « foule nombreuse avec des épées et des bâtons » envoyés par les « archiprêtres et les sages du peuple » au jardin de Gethsémani, et identifia l'homme qu'ils cherchaient par le baiser de la mort.

Ce Judas mérite un coup d'œil au passage. Il fut par deux fois canonisé au XX^e^ siècle, une fois en Russie après la révolution bolcheviste, et ensuite en Allemagne après la défaite d'Hitler, et ces deux épisodes indiquèrent que la secte qui était plus puissante que Rome à Jérusalem au début de notre ère, était une fois de plus suprêmement puissante en Occident au XX^e^ siècle.

D'après saint Matthieu, Judas se pendit plus tard, et s'il choisit ainsi la forme de mort « maudite de Dieu », on peut supposer que son acte ne lui apporta aucun bonheur. Pour les historiens sionistes de l'école du Dr Kastein, Judas est un personnage sympathique ; le Dr Kastein explique que c'était un homme bon qui fut déçu par Jésus, et donc, « rompit secrètement » avec lui (il n'y a que dans la littérature sioniste qu'on pourrait trouver des mots tels que « rompit secrètement »).

Les pharisiens, qui contrôlaient le Sanhédrin, jugèrent Jésus d'abord, devant ce que l'on appellerait aujourd'hui « une cour juive ».

Peut-être « une cour populaire » serait-elle une description plus exacte dans l'idiome actuel, car il fut « mouchardé » par un informateur, saisi par une foule, hélé devant un tribunal sans autorité légitime, et condamné à mort après que des faux témoins eurent soutenu des accusations inventées de toutes pièces.

Toutefois, les « sages » qui à partir de là prirent les événements en main de la manière exacte dont les « conseillers » de notre époque contrôlent les événements, imaginèrent l'accusation qui méritait la peine de mort sous leur « Loi », ainsi que sous la loi du dirigeant romain. Sous « la Loi mosaïque », Jésus avait commis un blasphème en déclarant être le Messie ; sous la loi romaine, il avait commis une trahison en déclarant être le roi des juifs.

Le gouverneur romain, Pilate, tenta plusieurs moyens pour éviter d'accéder à la demande de ces « sages » impérieux, demande qui était que l'homme soit mis à mort.

Ce Pilate était le prototype de l'homme politique britannique et américain du XX$^{e}$ siècle. En dernier ressort, il craignait plus que tout le pouvoir de la secte. Sa femme le pressa de refuser de prendre part à cette affaire. Il tenta, à la manière des politiques, de repasser la responsabilité à un autre, Hérode Antipas, dont la tétrarchie incluait la Galilée ; Hérode la lui renvoya. Pilate essaya ensuite de faire en sorte que Jésus en soit quitte pour une flagellation, mais les pharisiens exigeaient la mort et menacèrent de dénoncer Pilate à Rome : « Tu n'es pas l'ami de César ».

Ce fut la menace à laquelle Pilate céda, exactement comme les gouverneurs britanniques, les uns après les autres, et les représentants des Nations unies, les uns après les autres, cédèrent au XX$^{e}$ siècle à la menace qu'ils seraient diffamés à Londres ou à New York. Manifestement, Pilate, comme ces hommes dix-neuf siècles plus tard, savait que son gouvernement d'origine le désavouerait ou le destituerait s'il refusait de faire ce qu'on lui demandait.

La ressemblance entre Pilate et certains gouverneurs britanniques de la période de l'entre-deux guerres est forte (et au moins un de ces hommes le savait, car il raconte que quand il téléphona à un puissant rabbin sioniste de New York, il demanda en plaisantant que le Grand prêtre Caïphe soit informé que Ponce Pilate était en ligne).

Pilate fit encore une tentative pour que l'acte en question soit accompli par d'autres mains : « Prenez-le, vous, et jugez-le selon *votre* loi ». Cela fut déjoué avec l'aisance due à une longue expérience : « il ne *nous* est pas permis de mettre quiconque à mort ».

Après cela, il tenta même de sauver Jésus en donnant « au peuple » le choix entre gracier Jésus ou Barabbas, l'assassin et brigand. Sans doute Pilate avait-il peu d'espoir de ce côté-là, car « le peuple » et « la foule » sont synonymes, et justice et miséricorde ne sont encore jamais venues d'une foule, comme Pilate devait le savoir ; le rôle de la foule est toujours de faire la volonté des sectes puissantes.

Ainsi, « les archiprêtres et les sages *persuadèrent la foule* qu'ils devaient demander la grâce de Barabbas et la destruction de Jésus ».

Dans cette persuasion de la multitude, la secte est toujours aussi puissante de nos jours.

Plus le temps passe, plus les couleurs de cette scène finale unique flamboient. La robe écarlate, le faux sceptre, la couronne d'épines et le simulacre moqueur des hommages ; seuls des esprits pharisaïques auraient pu imaginer cette parodie de rituel qui de nos jours renforce tant l'impact de la victoire de la victime. Le chemin du Calvaire, la crucifixion entre les deux voleurs : Rome, ce jour-là, fit la volonté des pharisiens, comme la Perse, cinq cents ans plus tôt, avait fait celle des Lévites.

Ces pharisiens avaient appris au peuple de Judée à attendre un Messie, et ensuite avaient crucifié le premier prétendant. Cela signifiait que le Messie était encore à venir. Selon les pharisiens, le roi davidique devait encore apparaître et prétendre à son empire mondial, et c'est toujours le cas aujourd'hui.

Le Dr Kastein, dans son étude du judaïsme depuis son début, consacre un chapitre à la vie de Jésus. Après avoir expliqué que Jésus était un raté, il écarte l'épisode par ces mots caractéristiques : « Sa vie et sa mort sont *notre* affaire ».

---

**NOTES DU CHAPITRE 10**

2 Le rabbin Stephan Wise, l'organisateur en chef sioniste aux États-Unis pendant la période 1910-1950, utilisa cette expression pour le motif politique évident d'embrouiller les auditeurs non-juifs. Prenant la parole lors d'une telle réunion « inter-religieuse » au Carnegie Hall durant la période de Noël 1925, il déclara que « Jésus était un juif, pas un chrétien » (le christianisme est né à la *mort* de Jésus). À cause de cela, il fut excommunié par l'Orthodox Rabbis Society of the United States [la Société des rabbins orthodoxes des États-Unis – NdT], mais une Association de Pasteurs Chrétiens « m'acclama comme un frère ». Le rabbin Wise ajoute le commentaire caractéristique : « Je ne sais pas ce qui m'a fait le plus mal, être accepté en tant que frère et accueilli dans le giron chrétien, ou la violente diatribe des rabbins ».

# Chapitre 11

# LE PHÉNIX PHARISAÏQUE

C'est là qu'arrive le paradoxe familier et récurrent ; la catastrophe de Judée, qui arriva quelques décennies après la mort de Jésus, fut le triomphe des pharisiens, car elle les rendit suprêmes dans la communauté juive. Par la crucifixion de Jésus, ils se débarrassèrent d'un « prophète et rêveur » qui aurait jeté leur Loi à terre. Les brèves années qui restaient à la Judée les débarrassèrent de tous les autres partis qui luttaient contre eux pour le pouvoir *sous* cette Loi.

Après la mort de Jésus, les pharisiens, selon l'*Encyclopaedia Juive*, trouvèrent un « soutien et ami » en la personne du dernier roi hérodien de Judée, Agrippa 1er. Agrippa les aida à se débarrasser des sadducéens, qui disparurent de la scène judéenne, y laissant toutes les affaires entre les mains des pharisiens (dont la plainte concernant le lignage iduméen semble, par conséquent, peu fondée). Ils devinrent ainsi tout puissants à Jérusalem, comme les Lévites après la séparation de Juda d'avec Israël, et comme lors de ce précédent événement, le désastre s'ensuivit immédiatement. En se relevant, tel un phénix, des cendres de tout cela, les pharisiens répétèrent aussi l'histoire des Lévites.

Durant les quelques années qui restaient à la minuscule province déchirée, les pharisiens révisèrent une fois de plus « la Loi », ces « commandements d'*hommes* » que Jésus avait attaqués de la manière la plus cinglante. Le Dr Kastein dit : « *La vie juive était régie par les enseignements des pharisiens ; toute l'histoire du judaïsme fut reconstruite à partir du point de vue pharisaïque. Le pharisaïsme forma l'identité du judaïsme, et la vie et la pensée du juif pour l'avenir entier… Il fait du « séparatisme » sa caractéristique principale* ».

Ainsi, immédiatement après la vie de Jésus et son accusation des « commandements d'hommes », les pharisiens, comme les Lévites auparavant, intensifièrent la nature raciale et tribale et la rigueur de la Loi ; la doctrine de la destruction, de l'asservissement et de la domination fut aiguisée à la veille de l'ultime dispersion du peuple.

Les paroles du Dr Kastein sont d'un intérêt tout particulier. Il avait auparavant déclaré (comme déjà cité) qu'après que Néhémie eut infligé la « Nouvelle Alliance » aux Judaïtes, la Torah reçut une mise au point « finale », et qu'« aucun mot » ne devait en être changé par la suite. De plus, au temps de cette « reconstruction » pharisaïque, l'Ancien Testament avait déjà été traduit en grec, si bien que les changements supplémentaires apportés par les pharisiens n'auraient pu se faire que dans l'original.

Il semble plus probable que la déclaration du Dr Kastein se réfère au Talmud, l'immense continuation de la Torah qui fut apparemment commencée durant les dernières années de la Judée, bien qu'elle ne fût consignée par écrit que bien plus tard. Quoiqu'il se passât, « la vie et la pensée du juif » furent une fois encore établies « pour l'avenir entier », et le « séparatisme » fut réaffirmé en tant que principe suprême de la Loi.

En 70 ap. J.-C., peut-être trente-cinq ans après la mort de Jésus, tout s'écroula. La confusion et le désordre en Judée étaient incurables, et Rome intervint. Les pharisiens, qui avaient à l'origine sollicité l'intervention romaine et étaient suprêmes en Judée sous les Romains, ne réagirent pas.

D'autres peuples de Palestine, et plus particulièrement les Galiléens, refusèrent de se soumettre à Rome, et après de nombreux soulèvements et campagnes, les Romains entrèrent dans Jérusalem et la rasèrent. La Judée fut déclarée territoire conquis, et le nom disparut de la carte. Pendant de longues périodes durant les mille neuf cents ans qui suivirent, aucun juif ne vécut à Jérusalem (les Samaritains, un minuscule noyau de ceux qui avaient survécu à toutes les persécutions, sont le seul peuple ayant vécu en Palestine en continu depuis les temps de l'Ancien Testament).

Le Dr Kastein appelle les soixante-dix ans qui se terminèrent par la destruction romaine de Jérusalem « l'Âge héroïque », sans doute à cause du triomphe pharisaïque sur tous les autres dans la lutte pour l'âme du judaïsme. Il pourrait difficilement vouloir appliquer cet adjectif au combat contre les Romains, puisqu'il fut mené en grande partie par les étrangers galiléens, dont il n'est guère l'admirateur.

# Chapitre 12

# LA LUMIÈRE ET L'OMBRE

Deux groupes de voyageurs passèrent les portes de Jérusalem, avant qu'elle ne tombe, en 70 ap. J.-C. Les disciples portaient un nouveau message à l'humanité, car le christianisme était né. Les pharisiens, prévoyant le sort qu'ils avaient amené sur Jérusalem, se retirèrent dans un nouveau siège depuis lequel (comme à Babylone jadis) la secte dirigeante pourrait exercer son autorité sur « les juifs », où qu'ils vivent dans le monde.

Ces deux petits groupes de voyageurs étaient l'avant-garde des partis de la lumière et des ténèbres qui, comme un homme et son ombre, ont traversé les siècles, toujours plus en direction de l'ouest.

La crise actuelle de « l'Occident » remonte directement à ce départ de la Jérusalem maudite dix-neuf siècles plus tôt, car les deux groupes amenèrent en Occident des idées qui ne pourraient jamais se réconcilier. L'une devait l'emporter sur l'autre, tôt ou tard, et notre génération est actuellement le témoin de l'ultime tentative pour la victoire de l'idée destructrice.

Au cours des siècles précédents, l'histoire de l'Occident fut toujours, de manière générale, celle de la lutte entre les deux idées.

Quand « la Loi » selon les Lévites et les pharisiens était dominante, l'Occident rendit les hommes esclaves, amena les hérétiques devant l'Inquisition, mit les apostats à mort, et se soumit aux visions primitives de la race supérieure ; ainsi, le XX$^{e}$ siècle fut-il la période de la pire récidive en Occident. Quand l'Occident libéra les hommes et les nations, établit la justice entre eux, mit en place le droit à un procès équitable et juste, désavoua la race supérieure et reconnut la paternité universelle de Dieu, elle suivait l'enseignement de celui qui était venu « *accomplir* la Loi ».

Les Romains, quand ils prirent Jérusalem, frappèrent des médailles avec l'inscription : « Judaea devicta, Judaea capta »[3]. C'était un péan prématuré ; Jérusalem était peut-être en ruine et la Judée désertée des juifs,

mais la secte dirigeante était libre et victorieuse. Ses opposants autour du Temple avaient été balayés par le conquérant, et elle était déjà installée dans son nouveau « centre », où elle s'était retirée avant la chute de la ville.

Les pharisiens étaient aussi suprêmes dans cette nouvelle citadelle que les Lévites autrefois à Babylone, mais ils aperçurent un nouvel ennemi venu du monde extérieur. La secte qui croyait que le Messie était apparu, et qui se donnait le nom de chrétienne, ne tint pas compte de cette hostilité ; au contraire, son principe souverain était « aime tes ennemis ». Mais comme le principe premier de la loi pharisaïque était « hais tes ennemis », c'était en soi un affront délibéré et un défi aux sages dans leur retraite.

Ils virent dès le début que la nouvelle religion devrait être détruite s'ils voulaient que leur « Loi » l'emporte, et ils ne furent pas dissuadés par les mises en garde qui - à ce moment-là comme à chaque fois lors des occasions passées et futures - se faisaient entendre dans leurs propres rangs ; par exemple, les paroles de Gamaliel quand le Grand prêtre et le Conseil étaient sur le point de faire flageller Pierre et Jean pour avoir prêché dans le temple : « Réfléchissez bien à ce que vous êtes sur le point de faire. Si c'est l'œuvre des hommes, elle sera bientôt réduite à néant ; mais si c'est l'œuvre de Dieu, vous ne pourrez pas la détruire ». La majorité des pharisiens se sentaient assez forts, avec leur propre Loi artificielle, pour « la détruire », et si nécessaire, pour œuvrer durant des siècles à cette tâche.

Ainsi, les pharisiens, quand ils abandonnèrent à leur sort les Judéens survivants et installèrent leur nouveau siège à Yavné (toujours en Palestine), emmenèrent leurs sombres secrets du pouvoir sur les hommes dans un monde différent de tout autre monde avant lui.

Auparavant, leur doctrine tribale n'avait été qu'une doctrine parmi de nombreuses doctrines tribales. La vengeance par le sang avait été la règle parmi tous les hommes et tous les clans. Les « païens » alentour avaient peut-être été alarmés par la violence et le caractère vindicatif particuliers de la doctrine judaïque, mais ils n'avaient guère offert grand chose de plus éclairé. À partir de cet instant, cependant, la secte dirigeante fut confrontée à une doctrine qui s'opposait directement à chaque principe de leur propre « Loi », comme le blanc s'oppose au noir. De plus, cette nouvelle idée dans le siècle, par les caractéristiques et le lieu de sa naissance, était un reproche éternel envers eux.

Les pharisiens dans leur place-forte se préparèrent à vaincre cette nouvelle force qui était venue au monde. Leur tâche était plus grande que celle des Lévites à Babylone. Le Temple était détruit, et Jérusalem était dépeuplée. La tribu de Juda avait été dispersée depuis longtemps ; la race des Judéens était alors en train de disparaître. Il restait une « nation juive », composée de personnes au sang maintes fois mélangé, qui étaient dispersées dans tout le monde connu, et qui devaient être maintenues dans l'unité par le pouvoir de l'idée tribale et du « retour » sur une terre, « promise » à un « peuple spécial » ; cette nation dispersée devait également rester convaincue de sa mission destructrice parmi les nations où elle vivait.

« La Loi » sous la forme qui commençait déjà à être connue du monde extérieur, ne pouvait plus être modifiée, ni se voir ajouter de nouveaux chapitres historiques. De plus, Jésus avait spécifiquement adressé ses reproches à la falsification par les scribes de ces « commandements d'hommes ». Il avait été tué, mais pas contesté, et on ne lui avait pas non plus donné le coup de grâce (comme le développement de la secte chrétienne le montra). Aussi, son accusation de la Loi subsistait-elle, et elle était si probante que pas même les pharisiens ne pouvaient espérer convaincre qui que ce soit en traitant simplement Jésus de transgresseur de la Loi.

Néanmoins, la Loi avait besoin d'être réinterprêtée continuellement et appliquée aux événements des temps changeants, de sorte qu'il soit toujours montré au « peuple spécial » que chaque événement, peu importe s'il était paradoxal à première vue, était en fait un des accomplissements de Jéhovah. Les pharisiens à Yavné invoquèrent une fois de plus leur prétention de posséder les secrets de Dieu et commencèrent, sur cette prétention, à réinterpréter les « lois et commandements » afin qu'ils puissent se montrer applicables au christianisme. Ce fut l'origine du Talmud, qui dans les faits est l'extension anti-chrétienne de la Torah.

Le Talmud devint, au cours des siècles, « la clôture autour de la Loi » ; la palissade tribale extérieure autour de la palissade tribale intérieure. La signification se trouve dans la période où il fut commencé : quand la Judée n'était plus, quand « le peuple » était dispersé parmi toutes les nations, et au moment où une nouvelle religion était en train de prendre forme,

enseignant que Dieu était le père de tous les hommes, et pas seulement le patron d'une tribu désignée.

Si l'on observe cette période depuis notre siècle, la tâche que les pharisiens entreprirent nous semble impossible, car le désir de faire partie de l'humanité devait sûrement avoir un attrait puissant pour un peuple dispersé.

Les pharisiens, comme les événements l'ont prouvé, réussirent leur immense entreprise. Le Talmud fut efficace pour interposer une barrière entre les juifs et les forces d'intégration libérées par le christianisme.

Deux exemples actuels illustrent les effets du Talmud, de nombreux siècles après sa compilation. Les frères Thoreau, dans leurs ouvrages, donnent à l'étudiant appliqué quelques rares aperçus de ce qui se trouve derrière les murs talmudiques ; dans l'un de ces ouvrages, ils décrivent ce petit garçon juif de Pologne à qui l'ont avait appris à cracher tout à fait mécaniquement quand il passait le long du Calvaire, et à dire : « Maudit sois-tu qui a créé une autre religion ». En 1953, à New York, un jeune missionnaire de l'Église morave de Jérusalem décrivit la saisie par les sionistes, à Jérusalem, du dispensaire morave pour les lépreux, appelé « La Mission de Jésus » ; leur premier acte fut de couvrir de mastic le nom de « Jésus », qui pendant plus de cent ans avait été inscrit au-dessus de la porte.

De tels incidents (et l'interdit de mentionner le nom de Jésus) proviennent directement de l'enseignement du Talmud, qui de fait était une autre « Nouvelle Loi », d'application spécifiquement anti-chrétienne. Pour cette raison, la période suivante dans l'histoire de Sion ne peut qu'être décrite comme celle des talmudistes, les périodes précédentes ayant été celles des pharisiens et des Lévites.

Tandis que les talmudistes pharisaïques, dans leur nouvelle académie à Yavné, étaient en train de travailler sur la nouvelle Loi, les nouvelles de la vie et des leçons de Jésus se répandaient à travers les territoires de Rome.

Un pharisien aida grandement à les répandre ; Saül de Tarse se mit en route depuis Jérusalem (avant sa chute) pour exterminer les hérétiques à Damas, et avant qu'il n'arrive là-bas, devint un disciple de Jésus. Il prêchait autant au juif qu'au gentil, jusqu'à ce qu'on l'en empêche, et il dit aux juifs : « Il était nécessaire que la parole de Dieu vous soit d'abord annoncée à vous ; mais en voyant que vous la rejetez et que vous vous jugez indignes de la vie éternelle, nous nous tournons vers les gentils ».

Le Dr Kastein dit de Saül, ou Paul, qu'« il fit de tous ceux qu'il persuada de croire en sa prophétie des renégats au sens le plus large, qu'ils soient juifs ou gentils ».

Cependant, ce que Paul (et d'autres) dirent était en fait inévitable à ce moment-là, car partout les hommes avançaient à tâtons vers le Dieu universel, et se tournaient vers l'enseignement de Jésus comme les plantes qui croissent se tournent vers la lumière. Peut-être cet élan chez l'homme était-il aussi la raison pour laquelle Jésus devait apparaître *parmi* les Judéens ; la doctrine judaïque était le tribalisme dans sa forme la plus fanatique, même à cette époque-là, et, comme toute action produit sa réaction, la contre-idée était destinée à apparaître là où la pression était la plus forte.

Ce fut un moment fatidique pour ce grand territoire, alors peu connu ou peuplé, qu'on appelle aujourd'hui l'Occident. Si les disciples n'avaient pas tourné leurs regards vers l'ouest, le terme « l'Occident », et ce qu'il dénote, aurait pu ne jamais naître.

Ce que l'on appelle la « civilisation occidentale » ne peut se concevoir sans le christianisme. Durant les mille neuf cents ans qui suivirent la mort de Jésus, l'Occident s'améliora tellement qu'il laissa le reste du monde derrière lui. Sur les questions matérielles, son avancée fut si grande qu'à l'époque où ce livre fut écrit, il était à deux doigts de conquérir l'espace ; il était sur le point d'ouvrir l'univers à l'exploration humaine. Mais ce fut là la moindre de ses réussites.

Sa plus grande amélioration fut dans le domaine de l'esprit et du comportement de l'homme envers son semblable. L'Occident mit en place le droit des hommes à une inculpation officielle et à un procès ou une libération publics (un droit qui fut à nouveau menacé au XX^e^ siècle), et ceci fut la plus grande avancée de toute l'Histoire humaine ; de la survie ou de la destruction de cet accomplissement dépend son avenir.

L'ombre qui suivit les disciples au-delà des portes de Jérusalem, avant l'entrée des Romains, suivit aussi le christianisme jusqu'en Occident, et la secte talmudique suivit de près le christianisme durant tous ces siècles. Au XX^e^ siècle, l'Occident devint la scène de la bataille entre les nations qui s'étaient levées avec le christianisme, et la secte dédiée à l'idée destructrice.

L'Occident n'est pas le seul impliqué dans cette affaire. Environ cinq cents ans après la vie de Jésus, l'élan instinctif des hommes à rechercher un Dieu unique produisit un autre défi au racisme talmudique, et cette fois il vint des populations sémitiques. Les Arabes, eux aussi, parvinrent au concept d'un Dieu unique de tous les hommes.

Mahomet (écarté par le Dr Kastein comme « un Bédouin à moitié inculte »), comme Saül sur le chemin de Damas, eut une vision de Dieu. Son enseignement, de bien des manières, ressemble à celui de Jésus. Il considérait Jésus comme ayant été, de même qu'Abraham ou Moïse, un prophète de Dieu (et non le Messie). Il se voyait lui-même comme le successeur de Moïse et de Jésus, et comme le prophète de Dieu, qu'il appelait Allah. Il n'y avait qu'*un* Dieu, Allah, le créateur de l'humanité, et Allah n'était *pas* le dieu tribal des Arabes, mais *le Dieu de tous les hommes.*

Cette religion, comme le christianisme, n'enseignait nullement la haine des autres religions. Mahomet ne faisait que rendre hommage à Jésus et à sa mère (qui sont tous deux objets de dérision blasphématoire dans la littérature talmudique).

Cependant, Mahomet considérait les juifs comme une force destructrice et œuvrant pour ses propres buts. Le Coran dit d'eux : « Toutes les fois qu'ils allument un feu pour la guerre, Dieu l'éteint. Et leur but est de semer le désordre sur terre ; mais Dieu n'aime pas les semeurs de désordre ». Tout au long des siècles, les hommes les plus sages parlèrent ainsi de la doctrine tribale et de la secte, jusqu'au XX$^{e}$ siècle de notre ère, où le débat public sur cette question fut quasiment supprimé.

Ainsi naquit l'islam, et il se répandit dans les régions méridionales du monde connu, tandis que le christianisme se répandit en Occident, et le bouddhisme, auparavant, en Orient. De grands courants commencèrent à se déplacer, comme vers un confluent qu'ils atteindraient un jour lointain, car ces religions universelles ne sont sur aucun principe majeur comme l'huile et l'eau, et elles s'accordent sur la condamnation de la doctrine de la race-maître et de l'idée destructrice.

Le christianisme et l'islam se déployèrent et embrassèrent de grandes portions de l'humanité ; l'élan qui évoluait en l'homme devint clair. Loin derrière ces religions universelles, se tenait le judaïsme, dans son enceinte tribale, jalousement gardé par la secte interne.

Au XX[e] siècle, cette secte puissante fut capable d'amener les populations de la chrétienté et de l'islam au bord d'une bataille mutuelle destructrice. Si la génération actuelle est témoin de cette rupture, le spectacle sera celui d'une grande religion universelle luttant contre une autre dans le but d'établir la doctrine de la « race supérieure ».

Dix-neuf siècles auparavant, les deux groupes d'hommes quittèrent autrefois Jérusalem, s'acheminant vers cet étrange dénouement.

---

## NOTES DU CHAPITRE 12

3 Judée vaincue, Judée prise - NdT

# Chapitre 13

## LA CLÔTURE AUTOUR DE LA LOI

L'histoire de Sion, depuis son début, connaît cinq phases distinctes : celles des Lévites, des pharisiens, des talmudistes, de l'interlude « d'émancipation », et des sionistes. Ce récit a maintenant atteint la troisième phase.

La phase lévitique fut celle de Juda isolée, de la « captivité » babylonienne et du « retour », et de la réalisation et imposition de la « Loi mosaïque ». La phase pharisaïque, qui suivit et coïncida en gros avec la souveraineté romaine sur la province de Judée, prit fin avec la seconde destruction de Jérusalem, la dispersion des derniers Judéens, la suprématie pharisaïque et le retrait du « gouvernement » dans son nouveau « centre » à Yavné.

La troisième phase, ou phase talmudique, fut de loin la plus longue car elle dura dix-sept siècles, de 70 ap. J.-C. à environ 1800 ap. J.-C. Durant cette période, les juifs arrivèrent en Occident, et le « gouvernement », depuis une succession de « centres », travailla sans relâche à maintenir la nation dispersée sous son contrôle, assujettie à « la Loi » et séparée des autres peuples.

Comme ce fut aussi la période de la civilisation occidentale et de la montée du christianisme, il était inévitable que la chrétienté en particulier (et pas seulement les « païens » ou « étrangers », ou « autres dieux » génériques) devienne la cible principale des commandements destructeurs de la Loi.

Aux yeux de la secte dominante et de ses adeptes, cette période, qui paraît si longue et importante aux esprits occidentaux, fut pour l'essentiel aussi insignifiante que la période babylonienne. Le fait que l'une durât dix-sept siècles et l'autre cinquante ans ne faisait pas vraiment de différence : toutes deux furent simplement des périodes « d'exil » pour le peuple spécial ; et sous la Loi, le long épisode occidental, comme le court épisode babylonien, était destiné à finir par un désastre pour les « ravisseurs », un

triomphe juif et un nouveau « retour », toutes choses qu'un nouveau Daniel interpréterait en ces termes.

Les dix-sept siècles représentaient une nouvelle « captivité » sous la Loi, qui décrétait qu'où que vive le peuple élu - hors de Jérusalem - il était en captivité, et cette captivité était en elle-même une « persécution ».

Par conséquent, pour un sioniste littéral comme le Dr Kastein, les dix-sept siècles qui virent se produire la montée de la chrétienté forment une page de l'Histoire qui reste blanche, excepté pour le récit de la « persécution juive » qui y est inscrit. Le reste fut tout de bruit et de fureur, ne signifiant rien ; ce fut une période de temps durant laquelle Jéhovah utilisa les païens pour tourmenter les juifs pendant qu'il préparait le triomphe de son peuple spécial ; et les païens n'ont toujours pas payé pour ce qu'ils ont fait (pleure-t-il). Le seul résultat positif des dix-sept siècles chrétiens, pour lui, est que les juifs en émergèrent toujours isolés de l'humanité, grâce à leurs gouverneurs talmudiques.

C'était assurément un exploit stupéfiant ; dans toute l'histoire des accomplissements négatifs, rien ne peut approcher les résultats obtenus par les sages de Sion. Dans le Talmud, ils construisirent cette « clôture autour de la Loi », qui réussit à résister, pendant dix-sept siècles, aux forces centrifuges qui attiraient les juifs vers l'humanité.

Pendant qu'ils renforçaient leur palissade, les Européens, ayant accepté le christianisme, peinèrent durant des siècles pour appliquer la loi morale du christianisme dans la vie quotidienne, en abolissant le servage et l'esclavage, en réduisant les privilèges et les inégalités, et plus généralement en élevant la dignité de l'homme. Ce processus fut connu comme « l'émancipation », et en l'an 1800, elle était sur le point de l'emporter sur le système des souverains absolus et des castes privilégiées.

Les juifs, dirigés par leurs chefs talmudiques, jouèrent un rôle majeur dans la lutte pour l'émancipation. En soi, c'était très bien. Les populations de la chrétienté considéraient depuis le début que les libertés à acquérir devaient au final revenir à tous les hommes, sans distinction de race, de classe ou de foi ; c'était la signification exacte de la lutte elle-même, et quoi que ce soit d'autre - ou moins que ça - lui aurait fait perdre tout son sens.

Néanmoins, dans le cas des juifs, il y avait un paradoxe évident, qui déconcertait et alarmait de manière répétée les peuples au milieu desquels ils vivaient : la Loi juive exprimait la théorie de la race supérieure dans la

forme la plus arrogante et vindicative que l'imagination humaine pût concevoir ; comment alors les juifs pouvaient-ils attaquer la nationalité chez les autres ? Pourquoi les juifs demandaient-ils l'abaissement des barrières entre les hommes, alors qu'ils construisaient une barrière encore plus forte entre les juifs et les autres hommes ? Comment un peuple, qui prétendait que Dieu avait créé pour eux le monde lui-même, afin qu'ils le dominent, et leur interdisait de se mélanger aux races inférieures, pouvait-il se plaindre de discrimination ? Maintenant que cent-cinquante ans de plus ont passé, les événements ont apporté la réponse à de telles questions.

Il est vrai que la revendication juive à l'émancipation n'était pas vraiment concernée par le grand idéal ou principe en question - la liberté humaine. La Loi judaïque niait cet idéal et principe. Les gouverneurs talmudiques de la communauté juive virent que le moyen le plus rapide de supprimer les barrières entre eux-mêmes et le pouvoir sur les nations, était de détruire les gouvernements légitimes de ces nations ; et le moyen le plus rapide pour atteindre ce but était de crier « émancipation ! ».

Ainsi, la porte ouverte par l'émancipation pourrait-elle être utilisée pour introduire la force révolutionnaire permanente dans la vie des nations ; avec la destruction de tous les gouvernements légitimes, les révolutionnaires arriveraient au pouvoir, et ces révolutionnaires seraient formés par le Talmud, et contrôlés par le Talmud. Ils agiraient toujours selon la Loi mosaïque, et de cette façon, la fin de Babylone pourrait être reproduite en Occident.

Les événements du XX$^{e}$ siècle nous montrent que cela fut le plan auquel les sages talmudiques travaillèrent durant la troisième phase de l'histoire de Sion, de 70 ap. J.-C. à environ 1800 ap. J.-C. Ainsi, la différence fut-elle des plus grande entre la compréhension de « l'émancipation » par les peuples européens christianisés au milieu desquels vivaient les juifs, et celle des dirigeants talmudiques des juifs.

Pour la majorité des populations, l'émancipation représentait une fin : la fin de la servitude. Pour la puissante secte secrète, elle représentait un moyen pour une fin opposée : l'imposition d'une nouvelle servitude, plus sévère.

Un grand danger accompagnait cette entreprise. C'était le fait que la destruction des barrières entre les hommes pourrait aussi détruire la barrière entre les juifs et les autres hommes ; cela aurait détruit le plan lui-

même, car cette force qui devait être utilisée, une fois l'émancipation obtenue, pour « terrasser et détruire » les nations, aurait été dispersée.

Cela faillit arriver durant la quatrième phase de l'histoire de Sion ; le siècle de l'émancipation (disons, de 1800 à 1900 ap. J.-C.) amena le péril de « l'assimilation ». Au siècle de la « liberté », un grand nombre de juifs, en Europe de l'Ouest et dans le nouvel « Occident » outre-atlantique, manifestèrent le désir de se libérer des chaînes de la Loi judaïque et de se mêler à la vie des peuples. Pour cette raison, notre historien sioniste, le Dr Kastein, considère le XIXe siècle comme étant l'âge le plus sombre de toute l'histoire juive, marqué par le danger mortel de l'implication dans l'humanité, qui heureusement fut évité. Il ne peut contempler sans horreur la destruction, par l'assimilation, des barrières judaïques de la race et de la croyance. Ainsi, qualifie-t-il de « rétrograde » le mouvement vers l'émancipation au XIXe siècle, et remercie-t-il Dieu que « l'idéologie sioniste » ait préservé les juifs du sort de l'assimilation.

Cela nous amène à la cinquième phase, celle qui commença en 1900 environ, et dans laquelle nous vivons actuellement. La palissade talmudique tint bon, et à la fin de la quatrième phase, les juifs, complètement « émancipés » selon l'acception occidentale, étaient toujours isolés sous leur propre Loi. Ceux qui avaient tendance à s'échapper, en allant vers « l'assimilation », étaient alors ramenés dans l'enceinte tribale par la puissance mystique du nationalisme.

En utilisant le pouvoir sur les gouvernements, pouvoir qu'elle avait acquis par l'émancipation, la secte dirigeante accomplit un second « retour » en terre élue, et rétablit ainsi la Loi de 458 av. J.-C., avec sa mission impériale et destructrice. Une fièvre chauvine, qui doit encore suivre son cours, fut injectée dans les veines de la communauté juive mondiale ; l'important pouvoir exercé sur les gouvernements occidentaux fut utilisé dans un but concerté ; et toute l'épreuve destructrice de l'Occident au XXe siècle fut liée à, et dominée par l'ancienne ambition de Sion, ravivée depuis l'Antiquité pour devenir le dogme de la politique occidentale.

Cette cinquième phase a environ cinquante-cinq ans, à l'heure où ce livre est rédigé, et ses premiers résultats sont redoutables. La « Loi mosaïque » a été superposée à la vie des peuples occidentaux, vie qui est en fait gouvernée par cette Loi, et par aucune loi qui lui soit propre.

Les opérations politiques et militaires des deux guerres mondiales ont été détournées pour promouvoir l'ambition sioniste, et la vie et le trésor de l'Occident ont été déversés en sa faveur.

Quarante ans de carnage continu en Palestine n'ont manifestement été que le prélude à ce qui est encore à venir là-bas.

Une troisième guerre mondiale pourrait débuter et se répandre hors de la Palestine, et si une guerre devait commencer ailleurs, on peut prévoir que sur sa route, elle cernerait et attaquerait l'ambition de Sion, qui ne sera pas atteinte avant qu'une partie beaucoup plus importante du Moyen-Orient n'ait été conquise, que les « autres Dieux » n'aient été jetés à terre, et que « toutes les nations » n'aient été asservies.

Le Dr Kastein voit dans cette cinquième phase l'âge d'or durant lequel « l'Histoire pourra reprendre » (après l'interrègne insignifiant connu sous le nom d'ère chrétienne), et le sionisme, en tant que « possesseur d'une mission mondiale », se rappropriera un héritage destiné, culminant dans la domination mondiale - héritage dont il fut scandaleusement dépossédé en 70 ap. J.-C. (quand « l'Histoire » fut interrompue).

Ce récit a maintenant atteint la troisième de ces cinq phases, la longue phase durant laquelle les scribes talmudiques de l'académie de Yavné commencèrent avec une application infinie à tisser la Loi en une toile beaucoup plus grande, aux ramifications infinies, d'où un juif aurait du mal à s'échapper sans pénalité désastreuse. Par ce moyen, ce qui paraissait impossible fut accompli : une race de gens dispersée à travers le monde fut maintenue pendant mille sept-cents ans à l'écart de l'humanité, et formée à une tâche destructrice au XX$^{e}$ siècle de l'ère chrétienne.

Un compte rendu de cette remarquable période de préparation et d'organisation, durant laquelle une clôture fut élevée autour de la Loi judaïque afin que la « liberté » n'absorbe pas le peuple spécial ou n'affaiblisse pas sa force destructrice, semble ici approprié.

# Chapitre 14

# LE GOUVERNEMENT MOBILE

Les sages pharisiens qui quittèrent Jérusalem avant sa destruction en 70 ap. J.-C. et s'installèrent à Yavné, avaient l'intention, comme les Lévites à Babylone auparavant, de mettre en place un centre de pouvoir et de contrôle à distance, duquel ils pourraient maintenir sous leur joug une organisation tribale, à cette époque-là disséminée sur la terre. Ils emportèrent avec eux à Yavné l'expérience accumulée à Jérusalem et à Babylone et les secrets conservés des siècles, et réussirent à établir un gouvernement mobile qui continua à exercer son autorité sur les juifs jusqu'à aujourd'hui.

Avant les dernières batailles contre Rome (raconte le Dr Kastein), « un groupe d'enseignants, d'érudits et d'éducateurs se rendit à Yavné, prenant le sort de leur peuple sur leurs épaules afin d'en être responsables au cours des siècles… À Yavné, le corps central pour l'administration du peuple juif fut établi… En règle générale, quand on fixe totalement le parcours d'une nation comme ce fut le cas avec les juifs en cette occasion, elle périt complètement. Mais le peuple juif n'a pas péri… Ils avaient déjà appris comment modifier leur attitude durant la captivité babylonienne… Et ils suivaient la même trajectoire dorénavant ».

À Yavné, l'Ancien Sanhédrin, source de toute l'autorité législative, administrative et judiciaire, fut établi sous un nouveau nom. En sus, une académie fut créée pour développer la Loi plus avant. Les scribes y continuèrent la révélation de l'esprit de Jéhovah et l'interprétation de la Loi, si souvent annoncée comme ayant reçu sa forme finale. En fait, comme le dogme est que la Loi gouverne chaque acte de la vie humaine dans des circonstances qui changent constamment, elle ne peut - et ne pourra - jamais être définitivement codifiée, et doit être développée à l'infini.

En dehors de ce motif permanent de révision, le nouveau facteur - le christianisme - avait surgi, et on devait définir l'application de la Loi concernant le christianisme. Donc, la Torah (la Loi) commença à recevoir

son énorme supplément, le Talmud, qui était d'autorité égale, voire supérieure.

La Loi était appliquée depuis Yavné ; elle « éleva une barrière insurmontable contre le monde extérieur », imposa une discipline « *mortellement rigide* » et « garda les prosélytes à distance ». Le but était de « rendre la vie du juif totalement différente de celle des gentils ».

Toute loi qui recevait une majorité de votes de la part du Sanhédrin devenait exécutoire auprès de toutes les communautés judaïstes partout dispersées ; « les opposants étaient menacés de bannissement, ce qui signifiait être exclus de la communauté ».

De cette façon, « le centre du cercle fut finalement fixé, et le cercle lui-même très bien décrit sous la forme de la Loi et du treillage installé autour du peuple ». Durant cette période (avant que le christianisme ne devienne la religion de Rome), un décret secret quitta le « centre » de Yavné, autorisant les juifs à feindre le reniement de leur foi et à déclarer leur conversion aux « religions païennes » si les circonstances l'indiquaient.

La période du gouvernement de Yavné dura environ un siècle, puis il fut transféré à Usha en Galilée, où le Sanhédrin fut à nouveau établi. « Le judaïsme fixa les limites autour de lui-même et *devint encore plus exclusif* » ; à cette période, la malédiction particulière sur les chrétiens juifs fut prononcée. En 320 ap. J.-C., l'empereur romain Constantin se convertit au christianisme, et promulgua les lois qui interdisaient les mariages entre chrétiens et juifs et qui interdisaient aux juifs d'avoir des esclaves chrétiens. C'était la réponse naturelle à la Loi de l'exclusion et de l'asservissement de « l'étranger » appliquée par le gouvernement talmudique à Usha, mais elle fut considérée comme de la « persécution », et pour échapper à son atteinte, « le centre » fut déplacé à Babylone, où la colonie judéenne - qui huit siècles plus tôt avait préféré y rester plutôt que « retourner » à Jérusalem - « était toujours intacte ». On installa le gouvernement talmudique à Sura, et des académies furent fondées à Pumbédita.

Le Talmud, commencé à Yavné puis Usha, fut achevé à Sura et à Pumbédita. « Un anneau de dimension immense et d'élasticité colossale » fut construit partout autour des juifs ; le cercle mystique de la peur et de la superstition fut resserré. Depuis Sura, un exilarque (prince de la captivité de la maison de David) gouvernait, mais avec le temps, il ne devint qu'un homme de paille. Par la suite, « le président de l'académie » (de fait, le

Grand prêtre et Premier ministre) « posa les règles et les règlements, pas seulement pour les juifs babyloniens, mais aussi pour la totalité du judaïsme… Les juifs *de par le monde* reconnaissaient les académies de Babylone comme étant le centre officiel du judaïsme, et considéraient toute loi passée là-bas comme obligatoire ».

Ainsi, la nation-dans-les-nations, l'État-dans-les-États, fut-il enchaîné et dirigé par le gouvernement talmudique de Babylone.

Le cœur du dogme demeurait tel qu'Ézéchiel, Esdras et Néhémie lui avaient donné forme et l'avaient imposé ; mais le Talmud, dans les faits, avait pris la place de la Torah, tout comme la Torah plus tôt avait supplanté les « traditions orales ». Les chefs des académies de Sura et Pumbédita étaient appelés les Gaonim, et ils commencèrent à exercer un pouvoir autocratique sur les juifs dispersés. Les mystérieux exilarques (plus tard nassim, ou princes) étaient dépendants de leur approbation, et le Sanhédrin leur abandonna ses fonctions - ou bien en fut dépossédé. Quand un doute, où que ce fût dans le monde, s'élevait parmi les juifs, à propos des interprétations ou de l'application de la Loi dans n'importe quelle affaire quotidienne, la question était soumise au Gaonate. Les verdicts et les jugements rendus (au nom de Jéhovah) depuis le gouvernement distant étaient les Réponses gaoniques, ou lois promulguées depuis Babylone, auxquelles, partout, les juifs se soumettaient, sans quoi ils encouraient le danger d'être excommuniés.

De cette façon, la servitude talmudique se répandit parmi les juifs dispersés, où qu'ils vivent, « comme un filet étroitement tissé… au-dessus des jours ordinaires et des jours fériés, au-dessus de leurs actions et de leurs prières, au-dessus de leurs vies entières et de chaque pas qu'ils faisaient… Rien dans leur vie extérieure ne fut plus autorisé à être le simple amusement d'une décision arbitraire ou du hasard ». C'est l'image d'un despotisme absolu, uniquement différent des autres despotismes par le facteur de la distance entre les despotes et leurs sujets. Dotée d'une mission bienveillante, une communauté de gens si étroitement contrôlée pourrait faire fructifier énormément la vie des peuples ; dotée d'une mission destructrice, sa présence au sein des autres peuples ressemble à celle d'une attaque d'explosifs dans la roche, actionnée manuellement à distance par un piston.

Pendant six cents ans, le gouvernement talmudique à Yavné, Usha et Sura, resta au sein ou proche du climat oriental d'origine, où sa nature était comprise des autres peuples ; ceux-ci savaient comment faire face et s'opposer à la doctrine sauvage tribale, et, tant qu'ils n'étaient pas entravés ou gênés par des puissances étrangères dans leurs relations avec elle, ils étaient toujours à même de trouver un compromis quotidien, qui permettait à tous de vivre côte à côte en quasi amitié.

Puis, vint l'événement qui a produit de si violents résultats à notre époque : le gouvernement talmudique *se déplaça en Europe christianisée* et s'établit parmi des populations pour lesquelless la nature de son dogme et ses méthodes étaient étranges, et même incompréhensibles. Cela mena, au cours des nombreux siècles, au conflit répété entre l'ambition et la doctrine étrangère, et l'intérêt du pays d'origine - rupture dont notre siècle fait à nouveau l'expérience.

La nature des Occidentaux (plus spécialement sous les latitudes Nord) est d'être franc, de déclarer ses intentions, d'utiliser la parole pour exprimer son but, et le christianisme développa ces traits originels. La force qui apparut parmi eux était du caractère opposé, oriental, infiniment subtil, secret, conspirateur, et pratiquait l'utilisation du langage pour dissimuler ses véritables intentions. En cela réside sa plus grande force dans sa rencontre avec l'Occident.

Le déplacement en Europe se fit par les conquêtes islamiques. Les Arabes, sous la bannière du Prophète, chassèrent les Romains de Palestine. De cette façon, les habitants originels de Palestine, qui y avaient vécu quelque deux mille ans avant que les premières tribus hébraïques n'arrivent, devinrent les souverains de leur propre pays, et le demeurèrent pendant neuf cents ans (jusqu'en 1517, où les Turcs le conquirent). On pourrait faire une comparaison instructive entre le traitement islamique et le traitement judaïque des prisonniers : L'ordre du calife aux conquérants arabes en 637 ap. J.-C. fut: « Vous n'agirez pas traîtreusement, malhonnêtement, ne commettrez aucun excès ou mutilation, ne tuerez aucun enfant ou vieillard ; ne couperez ou ne brûlerez ni les palmiers ni les arbres fruitiers, ne tuerez aucun mouton, vache ou chameau, et laisserez en paix ceux que vous trouvez en train de se consacrer à leurs dévotions dans leurs cellules ». L'ordre de Jéhovah, selon le *Deutéronome* 20.16, est : « Des villes de ces

gens, que L'Éternel ton Dieu te donne en héritage, tu ne laisseras en vie rien qui respire ».

Depuis la Palestine, l'islam étendit ensuite ses frontières d'un bout à l'autre de l'Afrique du Nord, si bien que la grande majorité des juifs tomba à l'intérieur des frontières de la même autorité extérieure.

Ensuite, l'islam se tourna vers l'Europe et envahit l'Espagne. Avec cela, l'ombre du sionisme tomba sur tout l'Occident. La conquête maure fut « soutenue à la fois par des hommes et par de l'argent » par les juifs, qui en tant que civils accompagnant une armée, furent traités avec une indulgence remarquable par les conquérants, ville après ville tombant sous leur contrôle ! Le Coran lui-même dit : « Leur but est de semer le désordre sur terre » ; les armées islamiques facilitèrent certainement ce but.

Le christianisme fut ainsi submergé en Espagne. Dans ces circonstances propices, le gouvernement talmudique fut transféré de Babylone en Espagne, et le processus commença, dont les résultats sont apparus pendant notre génération. Le Dr Kastein dit :

**« Le judaïsme, dispersé comme il l'était sur la surface du globe, fut toujours enclin à mettre en place un État fictif à la place de celui qui avait été perdu, et donc aspira toujours à se tourner vers un centre commun en guise de guidance… Ce centre fut à l'époque considéré comme étant situé en Espagne, où l'hégémonie nationale fut transférée depuis l'Orient. Tout comme Babylone avait providentiellement pris la place de la Palestine, dorénavant l'Espagne remplaçait opportunément Babylone, qui,** ***en tant que centre du judaïsme*****, avait cessé d'être capable de fonctionner. Tout ce qui pouvait être fait là-bas avait déjà été accompli ; il avait forgé les chaînes - le Talmud - avec lesquelles l'individu pouvait se ligoter lui-même pour éviter d'être englouti par son environnement ».**

Le lecteur remarquera la description des événements : les « individus » n'ont en général pas l'habitude de se ligoter eux-mêmes, par choix, avec des chaînes forgées pour eux. Quoi qu'il en soit, la captivité juive fut plus rapprochée que jamais, ou peut-être l'avait on rendue plus rapprochée. C'était aux juifs d'y réfléchir.

Ce qui allait devenir d'une importance vitale pour l'Occident était que le gouvernement juif était *dorénavant en Europe*. Le centre dirigeant et l'idée

destructrice s'étaient tous deux introduits en Occident.

Le gouvernement talmudique de la nation-dans-les-nations continua depuis le sol espagnol. Le Gaonate donna ses directives ; l'académie talmudique fut établie à Cordoue ; et quelquefois au moins, un vague exilarque régna sur la communauté juive.

Cela fut accompli sous la protection de l'islam ; les Maures, comme Babylone et la Perse auparavant, firent preuve d'une remarquable bienveillance envers cette puissance qui se trouvait parmi eux. Pour les Espagnols, l'envahisseur en vint à prendre un visage de moins en moins mauresque et de plus en plus juif ; les Maures avaient conquis, mais le pouvoir du conquérant passa en des mains juives. L'histoire que le monde avait vue se dérouler plus tôt à Babylone se répéta en Espagne, et des siècles plus tard, devait se dérouler à nouveau dans chaque grand pays occidental.

Les Maures restèrent en Espagne pendant presque huit cents ans. Quand la reconquête espagnole, après cette longue épreuve, fut achevée en 1492, les juifs, tout comme les Maures, furent expulsés. Ils avaient fini par s'identifier à l'autorité des envahisseurs et furent chassés quand elle prit fin, puisqu'ils l'avaient suivie.

Le « centre » du gouvernement talmudique fut alors transféré en Pologne.

À cet instant-là, moins de quatre siècles avant notre propre génération, un mystère significatif pénètre l'histoire de Sion : *pourquoi* le gouvernement fut-il installé *en Pologne* ? Jusqu'à cette période, les annales ne révèlent aucune trace de migration importante de juifs en Pologne. Les juifs qui étaient entrés en Espagne avec les Maures venaient d'Afrique du Nord et quand ils partirent, la plupart d'entre eux retournèrent en Afrique du Nord, ou allèrent en Égypte, en Palestine, en Italie, dans les îles grecques et en Turquie. D'autres colonies étaient apparues en France, en Allemagne, en Hollande et en Angleterre, et celles-ci furent agrandies par l'arrivée parmi elles de juifs de la péninsule ibérique. *Il n'y a aucun compte rendu de l'arrivée d'un nombre important de juifs espagnols en Pologne, ou d'une quelconque migration de masse de juifs en Pologne à n'importe quelle période précédente*.

Pourtant, dans les années 1500, quand le « centre » fut installé en Pologne, « une population juive *y avait pris naissance* par millions », selon

le Dr Kastein. Mais des millions de personnes ne « prennent [pas] naissance » soudainement. Le Dr Kastein semble se montrer conscient qu'une explication s'impose ici, et se montre réticent à investir la question, car il balaie cette étrangeté avec la remarque désinvolte comme quoi la taille de cette communauté, dont nul ne savait rien auparavant, « était plus due à l'immigration, apparemment depuis la France, l'Allemagne et la Bohème, *qu'à aucune autre cause* ». Il n'explique pas quelle autre cause il pourrait avoir à l'esprit et, pour un expert appliqué, il se satisfait étrangement d'une hypothèse hasardeuse sur ce point particulier.

Mais quand un historien sioniste passe ainsi quelque chose sous silence, celui qui est en quête de savoir peut quasiment être sûr que la racine du problème pourrait être découverte à force de persévérance.

Il en est ainsi de ce cas ; derrière la conjecture ingénue du Dr Kastein, le fait le plus important de l'histoire ultérieure de Sion se dissimule. Le « centre » du gouvernement juif fut à cette époque planté au milieu d'une large communauté de gens que le monde ne connaissait pas en tant que juifs, et qui n'étaient, en réalité, en aucune façon juifs au sens littéral. Ils n'avaient absolument aucun sang judaïte (d'ailleurs, le sang judaïte devait à cette époque avoir presque disparu, même parmi les juifs d'Europe de l'Ouest), et leurs ancêtres n'avaient jamais connu la Judée, ou aucun sol autre que celui de la Tartarie.

Ce peuple était les Khazars, une race turco-mongole qui avait été convertie au judaïsme au VII$^{e}$ siècle de notre ère environ. C'est le seul cas de conversion au judaïsme d'un important groupe de gens de sang très différent (les Iduméens étaient des « frères »). On ne peut que faire des suppositions sur la raison pour laquelle les sages talmudiques la permirent ou l'encouragèrent ; sans elle, toutefois, la « question juive » aurait maintenant rejoint les problèmes que le temps a résolus.

Ce développement (qui sera discuté plus avant dans un prochain chapitre) fut d'une importance vitale, et peut-être même fatale pour l'Occident. L'instinct naturel de l'Europe fut toujours de s'attendre à ce que le plus grand danger pour sa survie vienne de l'Asie. Dès le moment où « le centre » fut transféré en Pologne, ces Asiatiques commencèrent à s'approcher, et plus tard à pénétrer en Occident sous l'apparence de « juifs », et ils amenèrent l'Europe à sa plus grande crise. Bien que leur conversion ait eu lieu très longtemps auparavant, ils vivaient si éloignés que le monde

aurait pu ne jamais entendre parler d'eux, si le centre talmudique n'avait pas été installé parmi eux, de sorte qu'ils vinrent se regrouper autour de lui.

Quand on apprit leur existence en tant que « juifs de l'Est », ils profitèrent de l'effet de confusion provoqué par la contraction du mot Judaïte, ou Judéen, en « juif » ; nul n'aurait jamais cru qu'ils étaient *judaïtes* ou *judéens*. Dès le moment où ils prirent la direction de la communauté juive, le dogme du « retour » en Palestine fut prêché au nom d'un peuple qui n'avait aucun sang sémitique ou qui n'avait en aucune façon de lien ancestral avec la Palestine ! À partir de cette période, le gouvernement talmudique opéra avec une *masse de manœuvre* d'un tout autre ordre asiatique.

Une fois encore, un État quasiment indépendant fut formé à l'intérieur de l'État polonais, qui, comme tant d'États auparavant et par la suite, montra la plus grande bienveillance envers la nation-dans-les-nations qui prenait forme à l'intérieur de ses murs. Comme dans les cas précédents et suivants, cela ne mitigea aucunement l'hostilité des juifs talmudiques envers cet État, ce qui était proverbial.

Le Dr Kastein dépeint ce gouvernement juif indépendant durant la phase polonaise. Les talmudistes furent autorisés à rédiger « une constitution », et au cours des années 1500 et 1600, les juifs de Pologne vécurent sous « un gouvernement autonome ». Ce dernier administrait « un système d'économie *de fer* et une discipline religieuse *de fer,* ce qui inévitablement conduisit à la formation d'un corps oligarchique d'administrateurs, et au développement d'une forme extrême de mysticisme » (cela donne une image de l'instruction reçue sous une discipline rigide et sous bonne garde, qui produisit les révolutionnaires communistes et sionistes de notre siècle).

Ce gouvernement autonome talmudique était appelé le Kahal. Au sein de son propre territoire, le Kahal était un gouvernement aux pleins pouvoirs, sous suzeraineté polonaise. Il avait autorité indépendante sur les impôts dans les ghettos et les communautés, et était chargé du paiement d'une somme globale au gouvernement polonais. Il passait des lois réglant tout acte et transaction d'homme à homme, et avait le pouvoir d'inculper, de juger, de déclarer coupable ou d'acquitter.

Ce pouvoir s'arrêtait *seulement théoriquement* à la peine capitale ; d'après le professeur Salo Baron : « En Pologne, où la cour juive n'avait

aucun droit d'infliger la peine de mort, *le lynchage en tant que mesure préventive extra-judiciaire était encouragé par les autorités rabbiniques telles que Salomon Luria* ». (Cette citation révèle le sens intime des allusions fréquentes mais prudentes du Dr Kastein à la « discipline de fer », « l'inexorable discipline », « la discipline mortellement rigide », et ainsi de suite).

Dans les faits, un État juif, gouverné par le Talmud, fut recréé sur le sol de Pologne.

Comme le dit le Dr Kastein, « Telle était la constitution de *l'État juif*, planté sur un sol étranger, cerné par un mur de lois étrangères, avec une structure en partie choisie et en partie imposée… Il avait *sa propre loi juive*, ses propres prêtres, ses propres écoles, ses propres institutions sociales, et ses propres représentants au gouvernement polonais… En fait, il possédait tous les éléments nécessaires à la formation d'un État ». La réalisation de ce statut fut due « en large mesure à la coopération du gouvernement polonais ».

C'est alors qu'en 1772, la Pologne fut partagée, et cette importante communauté de « juifs de l'Est » organisée en État-dans-l'État, fut divisée par les frontières nationales, la plus grande partie tombant sous autorité russe. À ce stade, pour la première fois en plus de 2500 ans, et moins de deux cents ans avant aujourd'hui, le « centre » du gouvernement juif fut perdu de vue. Jusqu'en 1772, il y en avait toujours eu un : en Pologne, en Espagne, à Babylone, en Galilée, en Judée, à Babylone et en Juda.

Le Dr Kastein dit que « le centre cessa d'exister ». La suggestion est faite que le contrôle centralisé de la communauté juive prit fin à ce moment-là, mais la durée et la force de sa survie antérieure, de même que les événements significatifs du siècle suivant, réfutent cela. Dans un passage postérieur, le Dr Kastein lui-même révèle la vérité, quand il rapporte avec jubilation qu'au XIX^e^ siècle « une internationale juive prit forme ».

Manifestement, « le centre » continua, mais en secret à partir de 1772. On peut déduire la raison de ce retrait dans la dissimulation d'après la forme que prirent par la suite les événements.

Le siècle qui suivit fut celui de la conspiration révolutionnaire communiste et sioniste, se terminant par l'apparition publique de ces deux

mouvements, qui ont dominé le présent siècle. Le « centre » talmudique fut aussi le centre de cette conspiration. S'il était resté public, la source de la conspiration aurait été visible, et son association avec les juifs de l'Est talmudiques aurait été évidente.

Ainsi, cela ne devint-il évident que quand la révolution de 1917 résulta en un gouvernement presqu'entièrement juif en Russie ; et à cette époque-là, le pouvoir sur les gouvernement occidentaux était devenu si grand que la nature de ce nouveau régime fut peu discutée, une quasi loi d'hérésie étant entrée en vigueur là-bas. Si l'institution visible avait continué, les populations d'Occident se seraient rendues compte à temps que le gouvernement talmudique de la communauté juive, bien qu'à la tête de la revendication « d'émancipation », était également en train d'organiser une révolution pour détruire tout ce que les peuples pourraient acquérir par cette émancipation.

Les Russes, parmi lesquels cette communauté la plus importante de juifs vivaient à l'époque, savaient ce qui était arrivé. Le Dr Kastein dit : « Les Russes se demandaient quelle pouvait bien être la raison pour laquelle les juifs ne se mélangeaient pas au reste de la population, et en vinrent à la conclusion que *dans leurs Kahals secrets,* ils possédaient une réserve importante, et qu'*un "Kahal mondial"* existait ». Le Dr Kastein confirme plus tard ce que les Russes croyaient, par sa propre allusion à « l'internationale juive » du XIX^e siècle.

En d'autres mots, le « gouvernement » continua, mais en cachette, et probablement sous une forme différente suggérée par le terme « internationale » du Dr Kastein. La forte présomption est qu'aujourd'hui, le « centre » n'est situé dans aucun pays et que, bien que son siège de pouvoir principal soit manifestement aux États-Unis, il prend maintenant la forme d'un conseil d'administration réparti parmi les nations et œuvrant à l'unisson, par-dessus les gouvernements et les peuples.

Il s'avère que les Russes, qui à l'époque de la disparition du « centre » de la vue publique étaient mieux informés qu'aucun autre peuple sur la question, avaient raison.

La façon dont ce conseil d'administration international acquiert et exerce son pouvoir sur les gouvernements gentils n'est plus tout à fait mystérieuse ; suffisamment d'informations authentiques publiées sont

sorties ces dernières cinquante années pour expliquer tout cela, comme ce livre le montrera plus tard.

Le mystère de son emprise de plusieurs siècles sur les « juifs » est plus difficile à pénétrer. Comment une secte a t-elle été capable de maintenir des gens répartis sur tout le globe dans les griffes d'un tribalisme primitif pendant vingt-cinq siècles ? Le chapitre suivant cherche à donner quelque aperçu des méthodes utilisées pendant la troisième et plus longue phase de l'histoire de Sion - la période talmudique, qui s'étend de 70 ap. J.-C. à environ 1800. Ces méthodes ont en elles-mêmes tant de l'Orient et de l'Asie qu'elles paraissent curieuses aux esprits occidentaux, et sont mieux comprises par ceux dont la propre expérience les mena fréquemment parmi les communautés des « juifs de l'Est » avant la Seconde Guerre mondiale, et au sein des États de police secrète, où l'on gouverne aussi par la peur et la terreur.

# Chapitre 15

## LE TALMUD ET LES GHETTOS

Peu importe ce qui est contesté, une chose est indiscutable : cette grande puissance doit reposer sur une Loi qui pendant dix-neuf siècles obtient l'obéissance d'un peuple dispersé sur toute la terre, alors que par un effort de volonté, il pourrait s'échapper de cette servitude. Le Talmud était (et est) une telle loi, et la seule dans son genre.

« Le Talmud était presque considéré comme l'autorité suprême par la majorité des juifs… Même la Bible fut reléguée à une place secondaire » (l'*Encyclopaedia Juive*). « La supériorité absolue du Talmud sur la Bible de Moïse doit être reconnue par tous » (les Archives israélites, citées par Mgr. Landrieux). « Les paroles des sages sont plus importantes que les paroles des Prophètes » (le Talmud, Traité de Berachot, i.4.).

La compilation du Talmud commença à Yavné, le rôle joué à Babylone par Ezéchiel et Esdras étant dévolu, dans cette nouvelle révision de la Loi, au rabbin connu sous le nom de Juda le Saint ou le Prince.

Ce fut de fait une addition massive aux « lois et jugements » du *Deutéronome*, du *Lévitique* et des *Nombres*. Toute les lois que « le centre » promulgua furent ajoutées à la Torah en tant que « Torah orale », étant d'égale origine divine. Puis, elles furent rédigées dans la *Mishna*. Encore plus tard (sous le prétexte souvent utilisé de « compléter » l'œuvre), d'immenses archives de discussions et de jugements rabbiniques furent ajoutées dans la *Gémara*, mais comme la *Gémara* était le produit de deux communautés juives distinctes, celle de Jérusalem au V^e^ siècle et celle de Babylone au VII^e^ siècle, il y a deux Talmud, connus sous les qualificatifs de palestinien et de babylonien.

Le Talmud, qui donc fut produit sous l'ère chrétienne, est anti-chrétien. Il est censé provenir de la même source originelle que la Torah ; les prêtres scribes qui le compilèrent prétendirent une fois encore réviser ou développer, selon les pouvoirs conférés « oralement » sur le Mont Sinaï.

La copie de la Bible chrétienne que j'ai en ma possession déclare que « les églises de toutes confessions reçoivent et acceptent » l'Ancien Testament « comme étant délivré par l'inspiration de Dieu, par conséquent, il est à leurs yeux une loi ou un guide de foi et de pratique divin » - une décision qui remonte au Concile de Trente. Une question s'impose alors : en quoi l'inspiration du Talmud était-elle différente de celle de la Torah ? Si elle n'était *pas* différente, alors pourquoi ne pas ajouter le Talmud anti-chrétien à la Bible chrétienne ? Si cela était fait, l'œuvre entière s'étendrait sur plusieurs étagères d'une bibliothèque, et le Nouveau Testament serait un minuscule pamphlet, excommunié et perdu au milieu de la masse talmudique, dont l'enseignement est résumé ainsi par l'érudit talmudique Drach :

**« Les préceptes de justice, d'égalité, de charité envers son prochain, non seulement sont inapplicables au chrétien, mais constituent un crime pour quiconque agirait différemment… Le Talmud interdit expressément à quiconque de sauver un non-juif de la mort… de lui restituer des biens perdus etc., d'avoir pitié de lui ».**

La décision théologique concernant « l'autorité divine égale » de la Torah semble avoir introduit un élément de confusion dans la leçon chrétienne, confusion dont le christianisme lui-même pourrait au bout du compte ne pas se remettre.

Les préceptes talmudiques cités à l'instant ne sont pas forcément différents dans leur nature de ceux inclus dans le *Deutéronome* quand *cette* « seconde Loi » fut rendue publique mille ans avant que le Talmud palestinien ne soit achevé ; on leur a seulement conféré une application tout spécialement anti-chrétienne.

Pourquoi le Talmud était-il autant nécessaire ? Les raisons semblent évidentes. Les Judéens avaient finalement été dispersés de par le monde, en tout cas jusqu'au moment où ces « exilés » seraient « rassemblés et ramenés », et se réuniraient à nouveau autour du Temple. Le monde dans lequel ils étaient dispersés contenait un nouvel « ennemi », sous la forme d'une religion qui était née avec la déclaration même que le pharisaïme était une hérésie : « Malheur à vous, scribes et pharisiens, hypocrites ! ». De plus, grâce à la traduction, la Loi judaïque s'était fait connaître du monde païen, qui avait même pu y trouver quelques éléments qu'il pourrait utiliser.

Donc, le peuple spécial, s'il devait rester à l'écart, avait besoin d'une nouvelle Loi qui lui fût propre, loin du regard des gentils. La Torah avait besoin d'une « clôture » autour d'elle-même, assez solide pour préserver les exilés à la fois de l'absorption par les autres peuples, et aussi de « la prostitution auprès d'autres dieux ».

Le Talmud fut essentiellement la réponse hostile au christianisme, la bataille en règle revue à la lumière des nouvelles dispositions de « l'ennemi ». Les encyclopédies laïques (auxquelles notre génération ne peut se fier sur les questions liées au judaïsme) dissimulent ce fait aux lecteurs gentils. Celle qui se trouve actuellement devant moi, par exemple, dit : « Le Talmud a été par moments accusé par les chrétiens - très injustement - d'être anti-chrétien ». L'insertion de ces deux termes suggestifs [« anti-chrétien » – NdT] par quelque scribe partisan, fait que ce volume fournit une contrevérité démontrable, et transforme une déclaration factuelle en propagande. C'est l'attaque du christianisme qui donna au Talmud son ton caractéristique, et c'est en fait la seule nouveauté du Talmud. Son autre enseignement reste celui d'Ézéchiel et des pharisiens.

L'*Encyclopaedia Juive* dit : « C'est dans la tendance des légendes juives du Talmud, des Midrash » (les sermons à la synagogue), « et de la Vie de Jésus Christ ( *Toledoth Jeshua*) qui émergèrent au Moyen Âge, de rabaisser la personne de Jésus en lui attribuant une naissance illégitime, de la magie et une mort honteuse ». On fait généralement allusion à lui comme « cet anonyme », « menteur », « imposteur » ou « bâtard » (l'attribution de la bâtardise est destinée à le faire tomber sous le coup de la Loi telle que stipulée dans le *Deutéronome* 23.2 : « Un bâtard n'entrera point dans l'assemblée du Seigneur »).

Mentionner le nom de Jésus est défendu dans les maisonnées juives.

L'œuvre citée par l'*Encyclopaedia Juive* comme ayant « émergé au Moyen Âge » n'est pas seulement la mémoire déshonorante d'un passé ancien, comme cette allusion pourrait le suggérer ; elle est utilisée dans les écoles hébraïques de nos jours. C'était une production rabbinique de la période talmudique, et elle répétait tous les rituels de moquerie du Calvaire lui-même sous une forme différente. Jésus y est décrit comme le fils illégitime de Marie, la femme d'un coiffeur, et d'un soldat romain du nom de Panthéra. Jésus lui-même est appelé par un nom que l'on pourrait

traduire par « Jœy Virgo »[4]). On le montre comme étant amené en Égypte par son beau-père et y apprenant la sorcellerie.

Ce qui est significatif à propos de cette fausse biographie (les seules informations sur Jésus que les juifs étaient censés lire) est que Jésus n'y est *pas* crucifié par les Romains. Après son apparition à Jérusalem et son arrestation là-bas comme agitateur et sorcier, il est livré au Sanhédrin et passe quarante jours au pilori avant d'être lapidé et pendu à la Fête de la Pâque ; cette façon de mourir exécute parfaitement la Loi établie dans *le Deutéronome* 21.22 et 17.5, tandis que la crucifixion n'aurait *pas* été conforme à cette Loi *judaïque*. Le livre déclare ensuite qu'il souffre en enfer de la torture de la boue en ébullition.

Le Talmud se réfère aussi à Jésus comme « Bouffon », « sorcier », « impie », « idolâtre », « chien », « enfant de la luxure », et ainsi de suite ; les effets de cet enseignement, sur une période de plusieurs siècles, sont montrés dans le livre du juif espagnol Moïse de Léon, réimprimé en 1880, qui parle de Jésus comme d'un « chien mort » qui gît « enterré sous un tas de fumier ». Les textes hébreux originaux de ces allusions talmudiques apparaissent dans le *Jesus Christus im Talmud* de Laible.

Cet érudit raconte que durant la période des talmudistes, la haine de Jésus devint « le trait le plus national du judaïsme », qu'« à l'approche du christianisme, les juifs furent de temps à autre saisis d'une fureur et d'une haine qui relevaient de la folie », que « la haine et le mépris des juifs furent toujours dirigés en premier contre la personne de Jésus », et que « la haine des juifs envers Jésus est un fait fermement établi, mais ils veulent le montrer aussi peu que possible ».

Ce désir de dissimuler au monde extérieur ce qui était enseigné derrière la clôture talmudique mena au cours du XVII$^{e}$ siècle à la censure des passages susmentionnés. La connaissance du Talmud devenait alors assez répandue (il fut fréquemment dénoncé par les juifs protestataires), et l'embarras ainsi causé aux sages talmudiques mena au décret suivant (cité dans l'hébreu original et traduit par P.L.B. Drach, qui fut élevé dans une école talmudique et se convertit plus tard au christianisme) :

**« C'est pourquoi nous vous enjoignons, sous peine d'excommunication majeure, à ne rien imprimer dans les éditions futures, que ce soit de la Mishna ou de la Gémara, qui se rapporte en bien ou en mal aux actes**

**de Jésus le Nazaréen, et à y substituer à la place une directive telle que celle-ci : Ô, qui avertira les rabbins et les maîtres d'école d'enseigner aux jeunes ces passages uniquement de *vive voix*. Au moyen de cette précaution, les savants parmi les Nazaréens n'auront plus aucun prétexte pour nous attaquer sur ce sujet ».**

(Extrait du décret du Synode judaïste, qui se réunit en Pologne en 1631. À l'heure actuelle, où les investigations publiques (ou leur objection) concernant de telles questions ont été quasiment interdites par les gouvernements gentils, ces passages, d'après ce qu'on rapporte, ont été réintroduits dans les éditions hébraïques du Talmud).

Cette diffamation du fondateur d'une autre religion distingue le judaïsme des autres croyances, et distingue le Talmud des autres littératures publiées au nom de la religion. Les musulmans, les bouddhistes, les confucianistes, les chrétiens et les autres ne haïssent pas les autres croyances ou leurs fondateurs *en tant que tels.* Ils se contentent de diverger et de croire que les chemins se rencontreront peut-être un jour, Dieu décidant du lieu de la rencontre.

Par exemple, le Coran décrit Jésus comme « fortifié par l'Esprit Saint », et reproche aux juifs de rejeter « l'Apôtre de Dieu », à qui fut donné « l'Évangile avec sa guidance et sa lumière ». De sa mère, le Coran dit : « Ô Marie ! En vérité Dieu t'a choisie et purifiée, et t'a choisie entre toutes les femmes de ce monde », et : « Jésus, le fils de Marie, illustre ici-bas et dans l'autre monde, l'un de ceux qui peuvent approcher Dieu ».

Le message central du Talmud, la « nouvelle Loi » la plus récente, est clair : il développa la Loi spécifiquement pour l'appliquer au christianisme, et ne laissa aucun doute sur le devoir d'un juif envers ce dernier.

Un autre motif pour ce nouveau compendium fut le problème posé à la secte interne par le fait que les gentils avaient trouvé dans la traduction de la Torah beaucoup de choses qui leur parlaient (malgré le fait évident que cela était dirigé mortellement contre eux). Les anciens scribes lévitiques n'avaient pu prévoir cela (car ils n'avaient pu prévoir la traduction elle-même). La secte dirigeante avait besoin d'une nouvelle Loi propre, dans laquelle les « étrangers » ne pourraient mettre leur nez, et elle avait besoin de faire comprendre aux juifs que, même si les païens avaient de manière inexplicable attaché la Loi racialo-religieuse à la Bible chrétienne, cette Loi

était néanmoins toujours la Loi des juifs seuls, et elle était inexorablement en vigueur.

Donc, le Talmud entreprit d'élargir la brèche et de réhausser la barrière entre les juifs et les autres. Un exemple du langage différent que la Torah employait, pour les juifs et pour les gentils, a été donné précédemment : l'allusion obscure et apparemment inoffensive à « une nation insensée » (le *Deutéronome*, 32.21). D'après l'article sur la *Discrimination envers les gentils* dans l'*Encyclopaedia Juive,* l'allusion dans l'original hébreu est faite aux « infâmes et vicieux gentils », si bien que juifs et gentils reçurent des significations très différentes du même passage dans l'original et dans la traduction. Cependant, le Talmud, qui ne devait atteindre que des yeux juifs, supprima tout doute qui aurait pu survenir dans les esprits juifs en parcourant la traduction plus modérée ; il relia particulièrement le passage du *Deutéronome* à celui d'*Ézéchiel*, 23.20, et par ce fait définit les gentils comme ceux « dont la chair est comme celle des ânes et dont l'approche comme celle des chevaux » ! Dans cet esprit était « l'interprétation » de La Loi continuée par les talmudistes.

Les décrets talmudiques allaient tous dans le même sens. La Loi (stipulait le Talmud) autorisait la restitution d'un article perdu à son propriétaire si c'était « un frère ou un prochain », mais pas si c'était un gentil. L'incinération des livres (gentils) était recommandée (l'incinération des livres est une invention talmudique, comme la chasse aux sorcières prescrite par la Torah). La bénédiction : « Béni sois Tu… qui ne m'as pas fait goy » devait être récitée quotidiennement. Les éclipses étaient de mauvais augure seulement pour les gentils. Le rabbin Lévi posa que l'injonction à ne pas se venger ( *Lévitique* 19.18) ne s'appliquait pas aux gentils, et invoqua apparemment *Ecclésiaste* 8.4 pour supporter son jugement (une interprétation discriminatoire étant alors donnée à un passage dans lequel le gentil ne pouvait suspecter une telle intention).

Le juif qui vend à un gentil un bien foncier attenant au terrain d'un autre juif doit être excommunié. Un gentil ne peut être tenu pour témoin fiable dans une action criminelle ou civile, parce qu'on ne pourrait pas compter sur lui pour tenir parole comme un juif. Un juif témoignant à une cour gentile subalterne en tant que témoin unique contre un juif doit être excommunié. L'adultère commis avec une femme non-juive n'est pas un adultère, « car les

païens n'ont pas de femme mariée légalement, elles ne sont pas vraiment leurs femmes ».

Les gentils sont en tant que tels exclus de l'admission à un monde futur.

Et enfin, l'interprétation talmudique du commandement moral originel, « Tu aimeras L'Éternel ton Dieu de tout ton cœur », est que « l'homme se consacrera à l'étude de l'Écriture sainte et de la Mishna, et aura des relations avec des hommes savants et sages ». En d'autres termes, l'homme qui prouve le mieux son amour de Dieu est celui qui étudie le Talmud et fuit son semblable gentil.

Un aperçu illustratif contemporain est parfois le meilleur exemple pour montrer l'effet produit sur les esprits humains par des siècles d'autorité talmudique. En 1952, un certain M. Frank Chodorov publia cette anecdote : « Une nuit très froide, le rabbin entra chez nous en chancelant, dans un état pitoyable ; il fallut une demi-douzaine de verres de thé bouillant pour le décongeler. Il raconta alors comment un sympathique goy lui avait offert une paire de gants, et pourquoi il avait refusé ce cadeau ; un juif ne doit pas être l'instrument susceptible d'amener une *mitvah*, ou bénédiction, sur un non-croyant. Ce fut la première fois, je crois, que je tombai en plein sur la doctrine du “peuple élu”, et elle me parut stupide et mesquine ».

Voilà pour la « clôture » que le Talmud éleva entre les juifs et l'humanité, et pour le sentiment de mépris et de haine qu'il entreprit d'instiller chez les juifs envers les « étrangers ». Que fit-il aux juifs eux-mêmes ? Sur ce sujet, l'*Encyclopaedia Juive* dit : « Les talmudistes transformèrent la Torah en *code pénal* ». Pour une fois, dans cet ouvrage minutieusement exact, le sens n'est pas très clair ; la Torah *était déjà* un code pénal (comme la lecture contemporaine de cette dernière le montre), et ses peines avaient parfois été appliquées (par Esdras et Néhémie, contre les juifs ; et d'ailleurs aussi par les Romains, sur l'ordre du Sanhédrin, contre le « prophète et rêveur de rêves », Jésus). Il est possible que la signification soit que, sous les talmudistes, le code pénal fut régulièrement appliqué, et ses clauses renforcées.

Ceci est certainement vrai ; la pratique rabbinique, citée précédemment, d'« encourager le lynchage en tant que mesure préventive extra-judiciaire », parce que les talmudistes n'étaient pas autorisés par les gouvernements d'accueil à prononcer la peine de mort, montre à quel point le Talmud pouvait être appliqué dans le réel en tant que « code pénal ». Il y avait une

grande distance entre les quelques commandements moraux de la tradition lointaine et les lois et régulations innombrables du Talmud, qui interdisaient souvent la conduite morale, et assignaient des châtiments drastiques pour les « transgressions ». L'observation de ces lois, et non la conduite morale, demeurait la base.

La Loi talmudique gouvernait chaque action imaginable de la vie d'un juif, n'importe où dans le monde : mariage, divorce, constitution de biens, transactions commerciales, jusqu'aux détails les plus insignifiants de l'habillement et de la toilette. Comme des choses imprévues surviennent souvent dans la vie quotidienne, la question de ce qui était légal ou illégal (non de ce qui était bien ou mal) dans toutes sortes de circonstances originales devait constamment être débattue, et cela produisit les énormes archives de débats et de décisions rabbiniques dont le Talmud abonde.

Était-ce un crime équivalent d'écraser une puce ou de tuer un chameau le jour saint ? Tel rabbin savant autorisait que la puce soit pressée avec douceur, et tel autre pensait que l'on pouvait même lui couper les pattes. Combien de poils blancs une vache rousse sacrificielle pouvait-elle avoir et rester quand-même une vache rousse ? Quelles sortes de croûtes nécessitaient-elles ce rituel-ci ou ce rituel-là de purification ? À quelle extrémité d'un animal l'opération d'abattage devait-elle être accomplie ? Le Grand prêtre devait-il mettre d'abord sa chemise ou ses bas ? Les méthodes de mise à mort des apostats étaient débattues ; ils doivent être étranglés, disaient les sages, jusqu'à ce qu'ils ouvrent la bouche, dans laquelle du plomb bouillant devait être versé. Là-dessus, un pieux rabbin recommandait vivement que la bouche de la victime soit maintenue ouverte avec des pinces afin qu'il ne suffoque pas avant que le plomb fondu n'entre et ne consume son âme et son corps. Le mot « pieux » n'est pas ici utilisé de manière sardonique ; cet érudit cherchait à découvrir l'intention précise de « la Loi ».

Le Dr Johnson était-il familier, ou bien ignorant du Talmud ? Le sujet pourrait se révéler fascinant pour un cercle de débats littéraires.

Il donna le coup de grâce à un argument en déclarant : « Il n'y a pas à régler la question de la priorité entre un pou et une puce ». Cette question précise avait été discutée, et réglée, par les érudits talmudiques. Pouvait-on tuer un pou ou une puce pendant le Sabbat ? La réponse talmudique fut que

l'on était autorisé à tuer le premier, et que tuer la seconde était un péché mortel.

« Le Talmud devint l'enveloppe incassable autour d'un grain déterminé à survivre ; il enferma le cœur du juif avec une spiritualité qui, bien que froide comme de la glace, était forte comme de l'acier pour le protéger… Le Talmud, qu'ils emportaient partout avec eux, devint leur maison ». Une maison faite de glace et d'acier, enclose et entourée de murs, avec toutes les fenêtres obturées et les portes barrées ; l'image est du Dr Kastein.

Dans cette maison, les juifs, « en raison de l'acceptation de l'idée de Peuple élu et de salut… ne pouvaient interpréter tout ce qui arrivait *que du point de vue d'eux-mêmes en tant que centre* ». La planète flottait dans l'espace, parmi les myriades d'étoiles, uniquement pour les introniser sur un tas d'or, dans un Temple encerclé par les païens morts ; « la Loi leva une barrière insurmontable contre le monde extérieur ».

Nul juif, hormis un érudit talmudique, ne pourrait connaître tout cet immense compendium. Probablement nul gentil ne pourrait accéder à une version non éditée. Il faudrait une académie de spécialistes et une vie entière de travail pour comparer les traductions aux originaux, si on rendait ceux-ci disponibles. Jusqu'à récemment, de nombreux chercheurs trouvaient que le manque de traductions était significatif, mais le présent auteur ne peut considérer cela comme étant important. On en sait suffisamment sur le Talmud (et pour la plupart, par des sources juives ou converties au judaïsme) pour que sa nature soit claire, et on ne gagne rien à entasser preuve sur preuve indéfiniment. On peut obtenir un éclairage solide avec l'*Encyclopaedia Juive*, la traduction allemande des Talmud de Jérusalem et de Babylone (Zurich 1880 et Leipzig 1889), *Der alte und der neue Glaube im Judentum* de William Ruben, *Einleitung in den Talmud* de Strack, *Jesus Christus im Talmud* de Laible, *De l'Harmonie entre l'Église et la Synagogue* de Drach, et *L'Histoire des Juifs* de Graetz.

Il est *admis* que le Talmud est une création humaine. La Torah fut *attribuée* à la voix de Jéhovah, rapportée par Moïse. Cela est d'une grande portée significative.

La raison de cette différence est évidente : les manuscrits mosaïques « recouverts par la poussière des siècles » ne pouvaient être indéfiniment découverts. Les scribes devaient accepter leur responsabilité, en déclarant simplement qu'ainsi, ils utilisaient le pouvoir absolu d'interprétation donné

« oralement » au premier de leur lignée. Ainsi, ils révélaient la vérité : qu'*Ils*, et personne d'autre, étaient Dieu ! Le Dr Kastein avait raison en disant : « Ce n'était pas Dieu qui voulait ce peuple et ce qu'il signifiait. C'était ce peuple qui voulait ce Dieu et cette signification », ou il aurait eu raison s'il avait dit, « ces scribes » au lieu de « ce peuple ». L'ancienne génération des scribes avait voulu la révélation faite dans le *Deutéronome ;* la plus récente voulait le Dieu talmudique et exigeait que « ce peuple » accepte le Talmud en tant que continuation de la révélation « voulue » antérieurement.

Quand le Talmud fut achevé, la question à laquelle l'avenir dut répondre fut de savoit si la secte centrale réussirait à imposer cette nouvelle Loi aux juifs dispersés – de la même manière qu'Esdras et Néhémie, avec l'aide des Perses, avaient imposé la Nouvelle Alliance aux Judaïtes de Jérusalem, en 444 av. J.-C.

Elle réussit. En 1898, au second Congrès sioniste international à Bâle, un sioniste de Russie, le Dr Mandelstamm, de Kiev, déclara : « Les juifs rejettent énergiquement l'idée de fusion avec les autres nationalités et s'accrochent fermement à leur espoir historique, c.-à-d. celui de l'empire mondial ».

Le XX$^{e}$ siècle est actuellement témoin de la tentative d'accomplir cet espoir. C'est probablement l'institution du ghetto qui aida le plus les talmudistes dans cette réussite.

Au XX$^{e}$ siècle, les masses ont été induites en erreur en imaginant le « ghetto » comme une sorte de camp de concentration pour juifs, mis en place par les persécuteurs gentils. La même exploitation des faits a été pratiquée envers l'histoire entière de l'oppression en Occident ; au XX$^{e}$ siècle, tout le reste a été expurgé, jusqu'à ce que ne subsiste que ce qui est présenté comme « la persécution juive ».

Les nombreuses persécutions des *hommes* durant les derniers 1900 ans concernèrent les juifs proportionnellement à leur nombre, si bien que leur part sur la masse totale de souffrance fut petite (dans le cas le plus notoire de notre siècle - celui de la Russie - ils furent les oppresseurs, non les opprimés). Je ne sais pas si j'aurais jamais obtenu cette information, si ma propre expérience ne m'y avait confronté si nettement.

Le ghetto n'était pas quelque chose d'infligé aux juifs par les gentils. Il était le produit logique de la Loi talmudique, et dérivait directement de l'expérience de Babylone. Le Dr Kastein décrit le Talmud comme « le chez-soi » que les juifs emmenaient partout avec eux. Cependant, pour la vie matérielle, ils avaient aussi besoin de quatre murs et d'un toit. Le Talmud lui-même décrétait que les gentils n'étaient pas des « prochains », et qu'un juif n'avait pas le droit de vendre à un gentil un bien foncier attenant au terrain d'un juif. Le but délibéré de telles clauses était la ségrégation des juifs par rapport aux autres, et leur isolation dans des ghettos.

Le premier ghetto fut celui que les chefs babyloniens permirent aux Lévites d'installer à Babylone. Le suivant fut la Jérusalem autour de laquelle Néhémie, accompagné par les soldats du roi perse, construisit de nouveaux murs, d'où il chassa tous les non-judaïtes. À partir de ces modèles, le ghetto européen prit forme. Cette institution est probablement la partie plus pénible de l'héritage spirituel du juif moderne :

**« Le ghetto, ami, le ghetto, où tous les espoirs sont désintégrés dès la naissance ».**

Les juifs qui n'ont jamais vu de ghetto en portent une mémoire à demi-consciente en eux, comme une peur qui les hante ; pourtant, le ghetto était essentiellement une conception talmudiste, à laquelle leurs ancêtres s'étaient soumis. C'était le moyen parfait de regrouper une congrégation dispersée, d'emprisonner l'esprit des gens, et d'exercer le pouvoir sur eux.

La demande d'un ghetto vint souvent des talmudistes (c'est-à-dire en dehors de la Pologne, où toute existence juive était évidemment une existence de ghetto). La suggestion moderne que le ghetto signifiait l'infériorité fait partie de la légende de « persécution », dont le but est principalement d'intimider les juifs, afin qu'ils craignent toujours de s'aventurer à l'extérieur de la communauté ; le mythe actuel de « l'antisémitisme » est destiné à produire le même effet sur eux.

Dans l'ancienne Alexandrie (le New York de l'époque) et dans le Caire et le Cordoue médiévaux, les quartiers juifs furent établis sur l'insistance des rabbins, désireux de maintenir leur troupeau isolé des autres. En 1084, les juifs de Spire adressèrent une pétition au prince dirigeant allemand pour installer un ghetto ; en 1412, sur requête juive, une loi du ghetto fut

promulguée au Portugal. L'érection des murs du ghetto à Vérone et à Mantoue fut célébrée chaque année pendant des siècles par les juifs de là-bas, durant une fête de la victoire (Pourim). Les ghettos de Russie et de Pologne furent une composante essentielle et intégrale de l'organisation talmudique, et toute tentative pour les abolir aurait été dénoncé comme persécution.

Quand le ghetto romain fut détruit sur ordre de Mussolini au début des années 1930, la presse juive (tel que le rapporta M. Bernard J. Brown) se lamenta sur l'événement en ces termes :

**« Un des phénomènes les plus uniques de la vie juive en Goluth [en exil – NdT] est terminé. Là où quelques mois seulement auparavant une vie juive animée palpitait, ne reste maintenant que quelques bâtiments à moitié détruits comme dernier vestige du ghetto d'autrefois. Il est devenu la victime de la rage fasciste contre la beauté, et sur ordre de Mussolini, le ghetto a été rasé… »**

L'implication de ceci est que le rasement du ghetto était du « fascisme », tout comme la création originelle des ghettos (sur demande juive) est présentée comme une persécution par les historiens sionistes contemporains.

Avec l'émancipation, le ghetto disparut ; son maintien aurait montré de manière trop manifeste que les dirigeants de la communauté juive n'avaient aucune véritable intention de prendre part à l'émancipation comme les autres.

L'*Encyclopaedia Juive* rapportait dans son édition de 1903 que « dans tout le monde civilisé, il n'y a maintenant pas un seul ghetto, *au sens originel du mot.* » Cette précision est importante, car dans de nombreux endroits et de nombreuses manières, les juifs poursuivent leur vie en communauté fermée, même s'il n'y a pas les murs caractéristiques, et la loi interdisant la vente sans autorisation de la terre d'un prochain à un gentil n'est pas tombée en désuétude (pour donner un exemple, illustratif pour ceux qui connaissent cette ville : par de telles méthodes, à Montréal, un quartier entier à l'est de la Montagne est devenu tout ce qu'il y a de plus juif, pratiquement comme si c'était un ghetto).

Le déclin du ghetto, au siècle de l'émancipation, était un coup porté au pilier principal du pouvoir talmudique. Un substitut devait être trouvé, sous

peine que le ghetto spirituel (en tant que distinct du ghetto matériel) se désagrège, et ce substitut fut trouvé dans le sionisme, qui est la nouvelle méthode destinée à regrouper à nouveau les communautés :

**« Beaucoup *désirent un contrôle plus grand des juifs par les juifs,* et n'acceptent pas la dissolution de ce contrôle en Russie, où autrefois le ghetto rendait un tel contrôle facile et absolu » (le rabbin Elmer Berger). « Seuls les aveugles intellectuels ne peuvent remarquer que la promotion de la vie en groupe, centrée autour des anciennes cultures et traditions religieuses, est *un retour au ghetto*… Il ne peut y avoir aucune gloire dans un groupe de gens s'évertuant à *perpétuer la vie de ghetto*… Même une lecture superficielle de l'Histoire *montre que le juif a construit ses propres ghettos* » (M. Bernard J. Brown).**

Le sionisme est la véritable renaissance du ghettoïsme, comme l'affirment ces deux autorités juives. Il est destiné à défaire le travail d'émancipation, à isoler à nouveau les juifs, et à leur réimposer en force la doctrine de la « séparation ». L'attrait chauvin de la conquête et de l'empire au Moyen-Orient est utilisé pour dissimuler la véritable signification du processus.

On peut voir la direction dans laquelle les juifs étaient en train d'évoluer avant que le sionisme n'entreprît de les capturer à nouveau, en examinant cette citation tiré d'un article sur *L'Attitude du judaïsme moderne* dans l'*Encyclopaedia Juive,* 1916 :

**« Le judaïsme moderne tel qu'inculqué au catéchisme et expliqué dans les déclarations des diverses conférences rabbiniques, et tel qu'interprété dans les sermons des rabbins modernes, est basé sur la reconnaissance de l'unité des races humaines ; la loi de vertu et de vérité étant suprême sur tous les hommes, sans distinction de race ou de croyance, et son accomplissement étant possible pour tous. La vertu n'est pas conditionnée par la naissance. Les gentils peuvent atteindre à une vertu aussi parfaite que les juifs… Dans les synagogues modernes, « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » ( *Lévitique* 29) signifiait chaque être humain ».**

Beaucoup de choses ont changé depuis 1916, et en cette année 1955, ces mots ne sont que l'image de ce qui aurait pu être. Sans aucun doute, les rabbins continuent-ils individuellement à « interpréter leurs sermons » en

ce sens, mais à moins qu'ils ne soient de l'étoffe dont sont faits les héros et les martyres, ils ne peuvent défier longtemps leurs congrégations, et ces dernières ont été ramenées des siècles en arrière par l'attrait du sionisme.

Les sionistes ont acquis un contrôle politique sur les gouvernements gentils tout comme sur les populations juives, si bien que ce que le protestataire individuel peut dire n'a que peu de poids.

Les sionistes ont restauré en force la Loi lévitique, dans ses interprétations pharisaïques et talmudiques. Leurs actes envers les autres dans le passé ont été, et à l'avenir seront, guidées par cela, et non par ce que « l'attitude du judaïsme moderne » était en 1916.

Le grand changement arriva en l'an 1917, qui suivit la publication des mots cités plus haut. La tradition du Talmud et des ghettos était encore trop forte, parmi les populations de la communauté juive, pour que « l'attitude du judaïsme moderne » l'emporte sur les sages fanatiques qui apparurent alors.

---

### NOTES DU CHAPITRE 15

4 Terme péjoratif, que l'on pourrait traduire par « le gars de la Vierge » - NdT

# Chapitre 16

## L'ATTENTE MESSIANIQUE

Le régime talmudique dans l'environnement fermé des ghettos fut de par sa nature un règne essentiellement basé sur la terreur, et employa les méthodes reconnaissables de la terreur : espionnage des espions, informateurs, dénonciateurs, malédiction et excommunication, et mort. Le régime de la police secrète et du camp de concentration de la période communiste tira de toute évidence sa nature de ce modèle, qui était familier à ses organisateurs talmudiques.

Au cours des nombreux siècles du gouvernement talmudique, la terreur - et le dogme qu'elle renfermait - produisit deux résultats significatifs. Ce furent les accès messianiques récurrents, qui exprimaient le désir ardent des captifs d'échapper à la terreur, et les protestations récurrentes contre le dogme, venant des juifs eux-mêmes.

C'étaient les symptômes modernes du sentiment exprimé jadis, en ce jour où « la foule pleura » à la lecture de la Loi. Le Talmud interdisait au juif presque toute activité autre que celle d'amasser de l'argent (« ils accordaient aux gens de leur communauté juste assez de libertés pour rendre possibles leurs activités économiques » ; le Dr Kastein) et d'étudier le Talmud (« à chaque fois que la Loi ne pouvait être appliquée sans équivoque aux relations de la vie quotidienne, ils s'efforçaient de découvrir son interprétation »).

Les énergies du peuple étaient dirigées de manière à ce qu'ils tissent encore plus étroitement autour d'eux-mêmes la toile dans laquelle ils étaient pris : « Ils installèrent non seulement une clôture autour de la Loi, mais, en s'isolant encore plus radicalement que jamais du monde extérieur, et en s'attachant encore plus exclusivement à un cercle de lois donné, ils installèrent aussi une clôture autour d'eux-mêmes. À chaque inspiration qu'il prenaient et à chaque mouvement qu'ils faisaient, ils devaient se demander : « Le Talmud autorise-t-il ou interdit-il cela ? », et la secte dirigeante en décidait.

Même le plus docile en venait à questionner les références d'une telle Loi, demandant : « Est-il réellement vrai que chaque nouveau décret et interdit proviennent de la révélation de Dieu au Sinaï ? » C'était ce que prétendaient leurs dirigeants : « Selon la vision juive, Dieu avait donné à Moïse sur le Mont Sinaï la Loi orale tout comme la loi écrite, c'est-à-dire la Loi *avec toutes ses interprétations et applications* », raconte M. Alfred Edersheim. Les gens se soumettaient, mais ne pouvaient pas toujours accepter intérieurement une déclaration aussi manifestement politique, et cette rébellion intérieure contre quelque chose qui était professé extérieurement mena souvent à d'étranges événements.

Par exemple, un marrane portugais (un juif converti ou quelquefois secret) du nom d'Uriel da Costa se reconvertit un jour au judaïsme, et fut consterné par le Talmud. En 1616, à Hambourg, il publia ses *Thèses contre la Tradition* dans lesquelles il attaquait « les pharisiens », alléguant que les lois talmudiques étaient leur création et en aucune manière d'origine divine. Le traité fut adressé aux juifs de Venise, sur quoi son rabbin, un certain Léon de Modène, ordonna que le redouté « Bannissement » soit prononcé envers da Costa. À la mort du rabbin de Modène, des documents trouvés parmi ses effets personnels montrèrent qu'il avait eu exactement les mêmes vues que da Costa, mais qu'il n'avait pas osé affirmé ce pour quoi il avait excommunié da Costa.

À notre époque et en tant que communiste, Léon de Modène serait un personnage familier. Dans les faits, il condamna à mort l'homme dont il partageait les croyances. Da Costa revint à la charge en 1624 avec son *Examen des Traditions Pharisiennes en les Comparant à la Loi Écrite*. Les talmudistes d'Amsterdam, où da Costa se trouvait alors, le dénoncèrent aux tribunaux *hollandais* au motif que son traité était subversif de la foi *chrétienne*, et l'ouvrage fut brûlé sur ordre de ces autorités gentiles, qui appliquèrent ainsi la Loi talmudique ! Cet acte de soumission gentile à la secte dirigeante se répète à travers toute l'Histoire, depuis l'époque de Babylone jusqu'à nos jours.

Da Costa fut littéralement harcelé à mort et se suicida en 1640.

L'histoire juive présente de nombreux épisodes semblables. Celui qui étudie ce sujet est pris de terreur en tournant ses pages. Le « Grand bannissement » était de fait une condamnation à mort, et était voulue ainsi. Il appelait sur la tête de la victime les « malédictions » énumérées dans le

*Deutéronome,* et la malédiction était considérée (et l'est toujours par les adeptes littéraux de cette secte) comme étant *littéralement* accomplie.

L'article sur la « Malédiction » dans l'*Encyclopaedia Juive* dit : « La littérature talmudique trahit une croyance, équivalant à de la superstition pure et simple, envers le simple pouvoir du mot… *Une* malédiction prononcée par un érudit n'est pas seulement infaillible, *même si elle n'est pas méritée*… Les érudits maudissaient parfois non seulement par la parole, mais aussi *en regardant méchamment et* fixement. La conséquence infaillible d'un tel regard était soit la mort *immédiate, soit la misère* ».

On reconnaît en cela la pratique connue aujourd'hui en tant que « mauvais œil », à propos de laquelle mon encyclopédie dit : « Cette superstition est de date ancienne, et on la rencontre parmi pratiquement toutes les races, de même qu'elle est présente parmi les peuples illettrés et les sauvages ». L'*Encyclopaedia Juive* montre que cela est une peine judiciaire prescrite sous la Loi judaïque, car cette même autorité (telle que citée précédemment) déclare que « même la Bible » est secondaire au Talmud. De plus, M. M.L. Rodkinson, l'érudit qui fut sélectionné pour réaliser une traduction anglaise du Talmud, dit que « pas une seule ligne » du Talmud n'a été modifiée. D'ailleurs, le Talmud, dans ce cas, ne fait que perpétuer la loi de la malédiction telle que stipulée auparavant par les Lévites dans le *Deutéronome*.

La pratique de la malédiction et du mauvais œil, par conséquent, fait toujours partie de « la Loi », comme le montrent les citations plus haut. (Le chercheur pourra trouver un exemple contemporain du « regard méchant et fixe » talmudique en action, en se référant au récit de M. Whittaker Chambers de sa confrontation avec les avocats de M. Alger Hiss ; et le chercheur pourra se faire sa propre opinion sur le fait que peu de temps après, M. Chambers se sentit poussé au suicide, échouant seulement par hasard dans cette tentative).

Ainsi, l'excommunication était-elle une affaire mortelle. M. Rodkinson y fait remarquablement allusion :

**« On peut concevoir leur » (le rabbinat talmudique) « vengeance terrible envers un homme ordinaire ou un érudit qui osait exprimer des opinions *différentes de la leur à un quelconque degré,* ou transgresser le Sabbat en portant un mouchoir ou en buvant du vin gentil, ce qui selon leur opinion est contre la loi. Qui, alors, pouvait résister à *leur arme***

***terrible d'excommunication*, qu'ils utilisaient dans le but de transformer un homme en *loup vorace que tous les êtres* humains fuyaient et évitaient comme un pestiféré ? Nombreux parmi ceux qui burent de cette coupe amère furent menés au tombeau, et *beaucoup d'autres tombèrent dans la folie* ».**

Ce sort échut à certains grands protestataires. Moïse Maïmonide (né au centre talmudique de Cordoue, en 1135) dressa un célèbre code des principes du judaïsme et écrivit : « Il est interdit d'escroquer ou d'abuser *quiconque* en affaire. *Judaïstes et non-judaïstes doivent être* traités de manière égale… Ce que certaines personnes imaginent, qu'il est permis de duper un gentil, est une erreur, et est basé sur *l'ignorance*… La tromperie, la duplicité, l'escroquerie et le détournement envers un gentil sont méprisables au Tout-Puissant, de même que “tout ceux qui agissent injustement sont une abomination pour L'Éternel ton Dieu” ».

Les talmudistes dénoncèrent Maïmonide *à l'Inquisition*, en disant : « Voyez, il y a parmi nous des hérétiques et des infidèles, car ils ont été séduits par Moïse Maïmonide… vous qui purgez votre communauté des hérétiques, purgez aussi la nôtre ». Sur cet ordre, ses livres furent brûlés à Paris et à Montpellier, le décret sur l'incinération des livres de la Loi talmudique étant ainsi accompli. Sur sa tombe, les paroles : « Ci-gît un juif excommunié » furent gravées.

L'Inquisition, comme les dirigeants gentils de la période antérieure et les politiciens gentils contemporains, accomplit souvent la volonté de la secte invétérée. La falsification de l'Histoire, dans sa relation à ce sujet particulier, a laissé l'impression sur les esprits gentils que l'Inquisition fut essentiellement un instrument de « la persécution juive ».

La présentation du Dr Kastein est typique : il dit que l'Inquisition persécuta « les hérétiques et les peuples de croyance étrangère », et ajoute ensuite : « c'est-à-dire, *principalement* les juifs », et à partir de là, il communique l'impression d'une persécution *uniquement* juive.

(De la même manière, durant notre siècle, la persécution par Hitler subit-elle quatre phases de déformation propagandiste, passant de la persécution des « opposants politiques » à celle des « opposants politiques et des juifs », puis des « juifs et des opposants politiques », et enfin, « des juifs).

L'Inquisition brûla parfois le Talmud ; elle aurait mieux fait de traduire et de publier les parties significatives, ce qui serait encore judicieux. Cependant, elle brûla aussi les protestations contre le Talmud, à la demande de la secte dirigeante. Par exemple, en 1240, le Talmud fut dénoncé à l'Inquisition par un juif converti, le dominicain Nicolas Donin, à Paris, et rien ne fut fait, alors qu'en 1232, sur dénonciation des talmudistes, l'Inquisition avait ordonné que l'ouvrage anti-talmudique de Maïmonide soit brûlé publiquement ! Un autre grand contestateur du Talmud fut Baruch Spinoza, né à Amsterdam en 1632. Le bannissement prononcé à son encontre par le rabbinat d'Amsterdam découle directement des « malédictions » du *Deutéronome* :

**« À l'aide du jugement des saints et des anges, nous excluons, chassons, maudissons et exécrons Baruch de Spinoza avec le consentement de toute la sainte communauté, en présence de nos saints livres et des six-cent treize commandements qui y sont enfermés, avec l'anathème dont Josué frappa Jéricho ; Nous le maudissons comme Élisée maudit les enfants et avec *toutes les malédictions que l'on trouve dans la Torah* ; Qu'il soit maudit le jour, qu'il soit maudit la nuit ; qu'il soit maudit à son entrée et qu'il soit maudit à sa sortie ; Veuille L'Éternel ne jamais lui pardonner ; Veuille L'Éternel allumer contre cet homme toute sa colère et déverser contre lui tous les maux mentionnés dans la Torah. Que son nom soit effacé dans ce monde et à tout jamais et qu'il plaise à Dieu de le séparer de toutes les tribus d'Israël, en l'affligeant de toutes les malédictions que contient la Torah. Que personne ne lui parle, ni ne lui écrive, ni ne lui montre aucune bienveillance, ni ne demeure sous le même toit que lui, ni ne l'approche ».**

Spinoza fut banni d'Amsterdam et exposé à « une persécution qui menaça sa vie », comme le mentionne une encyclopédie. En réalité, cela lui coûta la vie, de la manière décrite par M. Rodkinson (cité précédemment). Fui et indigent, il mourut à quarante-quatre ans dans une ville gentile, loin du centre du gouvernement talmudique, mais pas assez loin pour le sauver.

Deux cents ans plus tard, au siècle de l'émancipation, Moïse Mendelssohn proclama l'hérésie selon laquelle les juifs, tout en conservant leur foi, devaient s'intégrer à leurs semblables. Cela signifiait se libérer du Talmud et revenir à l'ancienne idée religieuse que les protestataires israélites avaient entr'aperçue. Son idée directrice était : « Oh, mes frères,

suivez l'exemple de l'amour, comme vous avez jusqu'à maintenant suivi celui *de la haine* ». Mendelssohn avait grandi dans l'étude du Talmud. Il prépara pour ses enfants une traduction allemande de la Bible, qu'il publia ensuite à l'usage général des juifs.

Le rabbinat talmudique, déclarant que « par la traduction de Mendelssohn, la jeunesse juive apprendrait la langue allemande, plutôt qu'une compréhension de la Torah », l'interdit : « Tous ceux qui sont fidèles au judaïsme sont défendus sous peine d'excommunication d'utiliser cette traduction ». Puis, ils firent brûler la traduction publiquement à Berlin.

Les grands contestateurs du judaïsme ont toujours ébranlé la communauté juive, mais ont toujours échoué ; la secte dirigeante l'a toujours emporté. Il y avait deux raisons à cela : le soutien invariable donné par les gouvernement gentils à la secte dominante et à son dogme, et un élément d'auto-capitulation parmi les populations juives.

En cela, la population - ou foule - juive n'était pas différente de toutes les foules ou populations de toutes les périodes historiques. La foule se soumit passivement à la Révolution française, au communisme en Russie, au national-socialisme en Allemagne, son inertie étant plus grande que toute volonté de résister ou la peur du danger qui s'ensuivrait. Il en a toujours été ainsi avec les juifs et la terreur talmudique.

Au cours de notre siècle, des juifs protestataires affirmèrent, trop tôt, que la terreur n'était plus convaincante. En 1933, M. Bernard J. Brown écrivit : « La piqûre de l'excommunication a perdu son dard… Les rabbins et les prêtres ont perdu leur emprise sur la pensée humaine, et les hommes sont libres de croire en ce qu'ils veulent à leur gré » ; et en 1946, le rabbin Elmer Berger déclara : « Le juif moyen n'est plus sujet au châtiment de l'excommunication ».

Tous les deux anticipaient. Les années qui suivirent ces déclarations montrent que la secte primordiale était toujours capable d'imposer la soumission des juifs du monde entier.

Néanmoins, la férocité de la Loi talmudique dans les ghettos provoqua souvent les pleurs, les gémissements et le cliquetis des chaînes. Cela inquiéta suffisamment les talmudistes pour qu'ils introduisent ce qui semblait être une atténuation. En 900 ap. J.-C. environ, « des discussions à propos du Talmud et du dogme religieux furent autorisées » (le Dr Kastein). Sous cette lumière, cela semblait être en soi une réversion du

dogme, sous lequel aucun point ni virgule ne pouvaient être remis en question dans aucune décision rabbinique, et aucun doute ne pouvait être exprimé à propos de la dérivation [des révélations] du Mont Sinaï.

Un véritable débat aurait permis à de l'air pur d'entrer dans les ghettos, mais si une quelconque intention de permettre cela avait existé, on n'aurait jamais eu besoin de persécuter Maïmonide et Spinoza. Ce qui fut en fait autorisé dans les synagogues et les écoles était une forme unique de dialectique, destinée à renforcer encore plus l'édifice de la Loi. On autorisa seulement les controversistes à prouver que *quoi que ce soit* était légal sous le Talmud ; un débatteur formulait une proposition et un autre son contraire, chacun démontrant que la Loi l'autorisait ! Cette pratique (les frères Thoreau en donnent plusieurs aperçus dans leurs livres) fut appelée le « pilpoulisme »**5**. Elle donne la clé qui déconcerte souvent les gentils : l'agilité avec laquelle les sionistes sont souvent capables de justifier, chez eux-mêmes, précisément ce qu'ils reprochent aux autres. Un polémiste exercé en pilpoulisme n'aurait aucune difficulté à prouver la Loi judaïque décrétant l'asservissement des familles gentiles comme étant juste, et l'interdit romain sur l'asservissement des chrétiens par les maîtres juifs comme étant de la « persécution » ; l'interdit judaïque sur les intermariages comme étant une « séparation volontaire », et tout contre-interdit gentil comme étant de la « discrimination basée sur des préjugés » (selon les termes du Dr Kastein) ; un massacre d'Arabes comme étant légitime sous La Loi, et un massacre de juifs comme étant illégitime sous n'importe quelle loi.

Un exemple de pilpoulisme est fourni par la propre description du pilpoulisme par le Dr Kastein : « Un genre de gymnastique spirituelle fréquemment pratiquée là où l'intellect des hommes, *menacé de suffocation par la pression du monde extérieur*, ne trouve aucun débouché pour l'expression créatrice dans la vie réelle ».

Les mots en italique sont l'interjection suggestive du pilpouliste ; ces débatteurs étouffaient sous la pression exercée venant de *l'intérieur* de leurs communautés, et non « du monde extérieur » (que leur Loi excluait).

Ces « débats [pilpoulistes] sur le Talmud » donnèrent peut-être aux communautés fermées un léger - et illusoire - sentiment de participation au despotisme qui les gouvernait (comme le fait que l'on ne puisse voter que pour un parti, dans les États dictatoriaux d'aujourd'hui). Leur véritable

attente - échapper à leur captivité - trouvait son issue dans les accès messianiques ; il est possible que la permission de « débattre du Talmud » fut autorisée dans l'espoir de réfréner ces derniers.

Parfois, le cri montait des communautés retenues à l'intérieur de la palissade tribale : « Nous accomplissons *bien* toutes les lois et tous les jugements ; maintenant, donnez-nous la Fin promise et miraculeuse ! ». Alors, les séries de Messies apparaissaient, et à chaque fois jetaient les communautés dans un état d'anticipation frénétique. Il furent toujours dénoncés comme de « faux Messies » (ils devaient être dénoncés comme tels, puisque la secte dirigeante ne pouvait pas réaliser le couronnement triomphant à Jérusalem que La Loi promettait), et à chaque fois les populations des ghettos retombèrent dans l'espoir différé.

Les premiers Messies furent Abou Isa d'Ispahan au VII$^{e}$, Serenus de Syrie au VIII$^{e}$, et Saadia Ben Joseph au X$^{e}$ siècles. Le plus célèbre d'entre tous fut Sabbataï Tsevi de Smyrne, qui en 1648, proclama que le Millenium était proche en prononçant le nom terrible de Dieu à la Synagogue, sur quoi le Bannissement fut prononcé à son encontre, et « pour échapper à ses conséquences », il s'enfuit, et resta à l'écart pendant de nombreuses années. Cependant, son impact sur les communautés juives, se languissant de la Fin promise, fut immense.

Elles convinrent qu'il *était* le Messie ; si bien qu'il revint à Smyrne en 1665, au mépris des talmudistes, qui voyaient en lui la plus grande menace à leur autorité depuis bien des siècles.

Ensuite, Sabbataï Tsevi *se déclara* être le Messie. Le désir d'échanger les chaînes du Talmud contre l'accomplissement triomphal à Jérusalem était si fort que la congrégation de Smyrne, suivie par les populations juives du monde entier, balaya l'interdit des talmudistes et acclama Tsevi. Il proclama alors que 1666 serait l'année messianique, distribua les couronnes du monde entre ses amis, et se mit en route pour Constantinople pour détrôner le sultan de Turquie (alors dirigeant de la Palestine). Partout, les juifs se mirent à vendre leurs commerces, maisons et biens, en préparation du « retour » et du jour de la domination mondiale. À Londres (tel que Samuel Pepys le rapporta en février 1666), des paris étaient faits parmi les juifs sur les chances qu'il soit proclamé « Roi du Monde et véritable Messie ».

Comme on devait s'y attendre, il fut arrêté quand il atteignit Constantinople, et jeté en prison. Cela ne fit qu'accroître sa renommée et

ses partisans ; la prison fut assiégée par des foules véhémentes, si bien qu'on le déplaça dans une forteresse à Gallipoli, qui en retour fut transformée en résidence royale grâce à des cadeaux offerts par les juifs. Des émotions collectives furent provoquées ; dans l'imagination d'une nation dispersée, isolée de l'humanité depuis longtemps, il était le Roi du Monde, venu les libérer en les plaçant au-dessus de toute l'humanité.

À ce moment-là, Sabbataï Tsevi avait fait exactement ce que les sages de la secte avaient eux-mêmes fait : il avait promis ce qu'il ne pouvait accomplir (ceci est la faille fondamentale de la doctrine, et qui finira par la détruire). Contrairement aux sages prudents, il s'était fixé une limite de temps : le dernier jour de l'an 1666 ! Alors que l'année touchait à sa fin (et le gouvernement talmudique de Pologne, dorénavant certain de l'issue, par le biais d'un émissaire le dénonça au sultan comme étant « un faux Messie »), il décida, dans son palais-prison, d'assurer son salut. En grande cérémonie, il se fit convertir à l'islam et finit ses jours à la cour du sultan, comme n'importe quel sioniste actuel à New York. Pendant un temps, il avait ébranlé même le gouvernement talmudique, qui décida alors le « Grand bannissement » de ses adeptes. Un tout petit nombre d'entre eux survit à ce jour ; ils croient que Sabbataï reviendra et que son exemple doit être imité, y compris la conversion à l'islam.

On voit que le sionisme, de nos jours, est une nouvelle forme de messianisme, menant à la même inévitable désillusion. Après la mort de Sabbataï Tsevi - et de l'espoir qu'elles avaient placé en lui - les populations juives retombèrent dans la captivité des ghettos. Privées de l'espoir de la libération, elles retournèrent, sous le regard sévère de leurs maîtres, à l'étude de la Loi et de son message destructeur. On les préparait à une tâche.

---

### NOTES DU CHAPITRE 16

5 De l'hébreu « pilpel », « poivre » ; on peut approximativement traduire le terme « pilpoul » par « analyse pointue » - NdT

# Chapitre 17

# LA MISSION DESTRUCTRICE

L'étude de centaines de volumes, pendant de nombreuses années, a graduellement amené la réalisation que la vérité essentielle de l'histoire de Sion est entièrement résumée dans les vingt-cinq mots de M. Maurice Samuel : « Nous les juifs, les destructeurs, resteront les destructeurs à jamais… rien de ce que les gentils feront ne répondra à nos besoins et nos exigences ».

À la première écoute, ces paroles semblent orgueilleuses ou névrotiques, mais en accroissant la connaissance du sujet, elles s'avèrent avoir été prononcées dans une intention honnête et choisies avec attention. Elles signifient qu'un homme qui est né juif et continue de l'être acquiert une mission destructrice qu'il ne peut éviter. S'il dévie de cette « Loi », il n'est pas un bon juif, aux yeux des sages ; s'il souhaite ou qu'on l'oblige à être un bon juif, il doit s'y conformer.

C'est la raison pour laquelle le rôle joué par ceux qui dirigèrent « les juifs » dans l'Histoire était voué à être destructeur ; et pour notre génération du XX^e^ siècle, la mission destructrice a atteint sa force la plus grande, avec des résultats qu'on ne peut même pas encore totalement prédire.

Ceci n'est pas une opinion de l'auteur. Les scribes sionistes, les rabbins apostats et les historiens gentils *s'accordent* sur l'objectif destructeur ; il n'est pas contesté parmi les chercheurs sérieux et est probablement le seul point sur lequel l'accord est unanime.

L'Histoire entière est présentée au juif en ces termes : la destruction est la condition de l'accomplissement de la Loi judaïque et de l'ultime triomphe juif.

« L'Histoire entière » signifie différentes choses pour le juif et pour le gentil. Pour le gentil, elle signifie, approximativement, les annales de l'ère chrétienne et tout ce qui remonte plus loin, avant qu'elles ne commencent à se fondre dans la légende et le mythe.

Pour le juif, elle signifie le compte rendu des événements donné dans la Torah-Talmud et les sermons rabbiniques, et cela remonte à 3760 av. J.-C., date exacte de la création. La Loi et « l'Histoire » sont la même chose, et seule l'histoire juive existe ; ce récit se déroule, sous les yeux du juif, uniquement comme une histoire d'exploit destructeur et de vengeance juive, à notre époque comme il y a trois mille ans ou plus.

Par cette manière d'évoquer les choses, l'image entière de l'existence des autres nations s'effondre, pratiquement réduite à néant, comme la structure de bambou et de papier d'une lanterne chinoise. Il est salutaire pour le gentil de contempler son monde, passé et présent, par ces yeux [juifs], et de découvrir que ce qu'il avait toujours pensé être significatif, digne de fierté ou honteux, n'existe même pas, sauf en tant qu'arrière-plan flou à l'histoire de Sion. C'est comme si d'un œil, il se regardait par le mauvais bout d'un télescope, et de l'autre, il regardait Juda à travers une loupe grossissante.

Pour le juif littéral, la terre est toujours plate, et Juda, son héritière, est le centre de l'univers. La secte dirigeante a réussi, dans une large mesure, à imposer cette théorie de l'existence aux grandes nations de l'Occident, de même qu'elle imposa originellement la Loi aux Judaïtes eux-mêmes.

Le commandement : « détruis » forme la base même de la Loi créée par les Lévites. S'il était supprimé, ce qui resterait n'est pas « la Loi mosaïque » ou la même religion, mais quelque chose de différent ; l'impératif « détruis » est la marque de l'identité. Il dut être choisi délibérément. De nombreux autres termes auraient pu être utilisés ; par exemple, conquiers, défais, vaincs, soumets ; mais c'est *détruis* qui fut choisi. On le mit dans la bouche de Dieu, mais c'était visiblement le choix des scribes.

C'était le genre de perversion que Jésus attaquait : « enseigner comme doctrine *des commandements d'hommes* ».

Ce commandement apparaît d'abord au tout début de l'histoire, étant directement attribué à Dieu dans la promesse originelle de la Terre promise : « Je… *détruirai* tous les peuples vers lesquels tu iras ».

Même avant cela, le premier acte de destruction est imputé à Dieu, sous la forme de la première « vengeance » sur les païens : « J'étendrai la main et je frapperai l'Égypte… Et les serviteurs de Pharaon lui dirent… Ne sais-tu pas encore que l'Égypte est *détruite* ? » (l'*Exode*) Depuis ces débuts,

l'enseignement « détruis » traverse toute la Loi, d'abord, et toutes les descriptions des événements historiques ensuite.

L'acte de destruction fait quelquefois l'objet d'un marchandage entre Dieu et le peuple élu, selon le principe « Si… alors » ; ou bien Dieu se propose de détruire, ou le peuple élu lui demande de détruire. Dans les deux cas, l'acte de destruction est dépeint comme quelque chose de tellement méritoire qu'il exige un service équivalent élevé. Ainsi : « *Si tu* fais vraiment… tout ce que je dis, *alors* je serai un ennemi pour tes ennemis… et je détruirai tous les peuples vers lesquels tu iras » (l'*Exode*). (Dans cet exemple, Dieu est cité comme promettant la destruction en retour de « l'observance » ; en priorité parmi les « statuts et jugements » qui doivent être observés, on trouve : « Tu *détruiras* totalement tous les lieux dans lesquels les nations que tu vas posséder ont servi d'autres Dieux » ; le *Deutéronome*).

Inversement : « Et Israël prêta serment à L'Éternel, et dit, *Si* tu livres vraiment ce peuple entre mes mains, *alors* je détruirai totalement leurs villes ; Et L'Éternel prêta l'oreille à la voix d'Israël, et livra les Canaanéens ; et ils les *détruisirent totalement*, eux et leurs villes » (les *Nombres*).

Comme on le verra, le marché à propos de la « destruction » dépend, dans les deux cas, de l'exécution d'un contre-service par le peuple ou par Dieu.

Le commandement « détruis totalement » étant souverain parmi les principes de la Loi inflexible, tout exercice de clémence, ou autre défaut de destruction totale, est une faute *légale* grave, pas seulement une erreur de jugement. Pour ce crime même (sous cette Loi, *c'est* un crime, et non un écart de conduite), Saül, le premier et véritable roi du royaume uni d'Israël et de Juda, fut détrôné par les prêtres, et David - l'homme de Juda - mis à sa place. Cette raison de l'accession au trône de David est significative, puisque le « roi du monde », qui reste à venir, doit être de la maison de David. La même leçon est appuyée à plusieurs reprises dans les livres de la Loi, particulièrement dans le massacre allégorique des Madianites qui conclut le récit de Moïse (les *Nombres*).

Ceci est la base sur laquelle toute la Loi, ainsi que l'histoire entière de cette période et des périodes qui suivirent, fut construite.

Du moment où Israël les rejeta et qu'ils restèrent seuls avec les Lévites, les Judaïtes furent dirigés par des prêtres qui affirmaient que la destruction

était la commande principale de Jéhovah et qu'ils étaient élus divinement pour détruire. Ainsi, ils devinrent le seul peuple de l'Histoire expressément consacré à la destruction *en tant que telle*. La destruction en tant que *résultat dû à* la guerre est une caractéristique familière de toute l'histoire humaine. La destruction en tant qu'objectif déclaré n'avait jamais été connue avant, et la seule source qu'on ait pu découvrir pour cette idée unique est la Torah-Talmud.

L'intention était clairement d'organiser une force destructrice ; en cela se trouve la grande vérité des paroles de M. Samuel à notre époque.

Du moment qu'un quelconque large groupe de gens répartis parmi les nations se soumettait à une telle Loi, leurs énergies, où qu'ils se trouvassent, étaient destinées à être dirigées vers un but destructeur.

De l'expérience de 458-444 av. J.-C. - où les Lévites, avec l'aide des Perses, bâillonèrent un peuple en pleurs avec leur Loi - naquit la nation, qui depuis continue de remplir sa fonction catalytique qui est de changer les sociétés qui les entourent, tout en restant elle-même inchangée.

Les juifs devinrent le catalyseur universel, et les changements qu'ils produisirent furent destructeurs. Le processus causa beaucoup de souffrance aux gentils (souffrance qu'ils amenèrent sur eux par leur soumission à la secte dirigeante) et n'amena aucune véritable satisfaction aux juifs (qui héritèrent d'une triste mission).

Les gentils ont survécu et survivront ; malgré les Daniel, les Mardochée et leurs successeurs modernes, « l'anéantissement total » de ces nations « parmi lesquelles je t'ai conduit » est plus lointain que jamais.

La Loi a expressément ordonné au peuple élu de ruiner les autres peuples parmi lesquels Jéhovah les a « dispersés » en punition de leurs propres « transgressions ».

Par exemple, l'*Exode* ne peut être considéré comme autre chose qu'une légende qui reçut une révision de la part des prêtres à Jérusalem et à Babylone, de nombreux siècles après toute période où quoi que ce soit ressemblant aux événements qui y sont décrits ait pu se produire. Par conséquent, les scribes n'avaient aucun besoin d'attribuer aux Égyptiens la crainte du projet destructeur que nourrissaient ceux qui séjournaient parmi eux. S'ils firent cela, dès le premier chapitre de l'*Exode* (« Allons, montrons-nous habiles à leur égard ; empêchons qu'ils ne s'accroissent, et

que, s'il survient une guerre, *ils ne se joignent à nos ennemis, pour nous combattre…* »), ce fut manifestement pour imprimer l'idée de cette mission destructrice dans l'esprit du peuple sur lequel ils régnaient.

Ici, l'idée que « le peuple » s'unirait aux ennemis de ses hôtes, afin de détruire ses hôtes, apparaît pour la première fois. Quand l'histoire atteint un événement plus ou moins vérifiable (la chute de Babylone), il est décrit de manière telle à entretenir la même notion. Les Judaïtes sont décrits comme se joignant aux ennemis de Babylone et accueillant dans la jubilation l'envahisseur perse. La destruction de Babylone est montrée comme un acte de vengeance assouvi par Jéhovah au nom des Judaïtes, tout spécialement ; cette vengeance est étendue également à un roi et à la façon dont il mourut (tous les deux apparemment inventés, mais valides en tant que précédents historiques).

La présentation de l'histoire dans l'Ancien Testament se termine par l'acte de vengeance suivant, commis sur les libérateurs perses ! Les dirigeants politiques occidentaux de notre siècle, qui ont souvent été flattés d'être comparés par les visiteurs sionistes au bon roi Cyrus de Perse, le libérateur des Judaïtes, n'ont peut-être pas lu « la Loi » avec attention ni remarqué ce qui arriva alors aux Perses.

Logiquement, les Perses, à leur tour, devaient souffrir d'avoir des Judaïtes parmi eux.

Pour les besoins de cette anecdote allégorique, un « persécuteur » païen symbolique, Haman, fut créé, qui conseilla le roi perse Assuérus : « Il y a un certain peuple dispersé à l'étranger et réparti parmi les peuples dans toutes les provinces de ton royaume, et ses lois sont différentes de celles de tous les peuples ; ils n'appliquent pas non plus les lois du roi ; par conséquent, il ne profite guère au roi de les tolérer » ( *Esther*, 3). Jusque-là, les paroles d'Haman ne sont pas bien différentes de l'opinion que n'importe quel homme d'État pourrait proférer, et que de nombreux hommes d'État au cours des siècles jusqu'à nos jours ont proférée à l'égard du peuple « retranché » et de sa Loi unique. Mais ensuite, d'après *Esther,* Haman ajoute : « Si cela plaît au roi, qu'on écrive l'ordre de les *détruire* », et le roi Assuérus en donne l'ordre. (Haman se doit de parler ainsi, et le roi Assuérus d'agir ainsi, afin que la vengeance juive qui s'ensuit puisse avoir lieu.) Des lettres sont délivrées à tous les gouverneurs de province, disant

que tous les juifs doivent être tués en un jour, « même le treizième jour du douzième mois ».

Les scribes qui composèrent par la suite le livre d'*Esther* souhaitaient apparemment varier le thème du puissant Judaïte à la cour du roi étranger, et conçurent le personnage d'Esther la Juive secrète, concubine favorite du roi perse, élevée pour être son épouse.

Sur l'intercession d'Esther, le roi annule l'ordre et fait pendre Haman et ses dix fils à des gibets qu'Haman lui-même avait construits pour Mardochée le juif (cousin et tuteur d'Esther). Le roi donne aussi carte blanche à Mardochée, sur quoi Mardochée charge les gouverneurs des « cent-vingt provinces » d'Inde jusqu'en Éthiopie de faire « se rassembler les juifs dans chaque ville, et de défendre leur vie, de *détruire*, de tuer et d'exterminer toutes les forces de la population… aussi bien les petits enfants que les femmes… » Ce décret de contrordre une fois publié, « il y eut parmi les juifs de la joie et de l'allégresse, un festin et un jour de fête », et (détail intéressant) « beaucoup parmi les gens du pays devinrent juifs ; car la crainte des juifs les avait saisis ».

Puis, au jour convenu, les juifs « frappèrent tous leurs ennemis à coup d'épées, de massacre et de destruction, et firent ce qu'ils voulaient à ceux qui les haïssaient, tuant « soixante-quinze mille » de leurs ennemis. Mardochée ordonna ensuite que les quatorzième et quinzième jours du mois d'Adar soient à l'avenir maintenus comme « jours de fêtes et de joie », et il en fut ainsi, jusqu'à nos jours.

Apparemment, Haman, Mardochée et Esther étaient tous imaginaires. Aucun « roi Assuérus » n'a d'existence historique, bien qu'une encyclopédie (peut-être dans le but d'insuffler la vie dans les veines des paraboles) raconte qu'Assuérus « a été identifié avec Xerxès ». Si c'est le cas, il était le père du roi Artaxerxès, qui envoya des soldats à Jérusalem avec Néhémie pour y imposer la « Nouvelle Alliance » raciale, et dans cet événement, à nouveau, Artaxerxès agit ainsi après avoir assisté dans son propre pays à un massacre de 75.000 sujets perses par les juifs ! On n'a découvert aucun fondement historique à cette histoire, et elle a toutes les marques d'une propagande chauvine.

Ce qui demeure embarrassant, c'est que, si cette histoire fut inventée, elle pourrait être vraie dans chaque détail aujourd'hui, où la Loi fondée sur de telles anecdotes a été imposée à l'Occident.

Aujourd'hui, les gens ne peuvent pas « devenir juifs » (ou très rarement), mais un portrait familier de notre temps est communiqué par les mots « beaucoup parmi les gens du pays devinrent juifs ; car la crainte des juifs les avait saisis » ; à notre époque, ils deviennent « des sympathisants sionistes » pour le même motif.

Un portrait fidèle du politicien du XX^e siècle, à Washington ou Londres, est donné dans ce passage : « et tous les dirigeants des provinces, et les lieutenants, et les députés, et les officiers du roi, aidèrent les juifs ; car la crainte de Mardochée les avait saisis ». Si ni le roi Assuérus, ni « Mardochée se tenant à la porte du roi », n'existèrent réellement en 550 av. J.-C., néanmoins, à notre époque, Mardochée est réel et puissant, et deux générations d'hommes publics ont administré leurs cabinets par crainte de lui plus que par souci envers les intérêts de leur peuple.

C'est notre présent qui rend ce passé lointain et invraisemblable aussi vraisemblable. À sa lumière, Balthazar et Daniel, Assuérus et Mardochée semblent être des personnages symboliques, créés pour le projet de programme politique lévitique, et non des hommes qui existèrent un jour. Mais… le massacre du tsar et de sa famille, à notre siècle, fut perpétré selon le verset 30, chapitre 5 de *Daniel* : la pendaison des leaders nazis suivit le précepte posé dans les versets 6 et 10, chapitre 7, et versets 13 et 14, chapitre 9, d'*Esther*.

Que ces anecdotes aient été réelles ou imaginaires, elles sont devenues la Loi de notre siècle. Les fêtes les plus enjouées de l'année juive commémorent les légendes anciennes de destruction et de vengeance sur lesquelles la Loi est basée : le massacre de « tous les premier-nés d'Égypte », et le massacre commis par Mardochée.

Ainsi, peut-être est-il même vrai que dans les cinquante ans qui suivirent la conquête babylonienne, les juifs provoquèrent la destruction du royaume babylonien par la Perse ; et que dans les cinquante ans qui suivirent leur libération par le roi perse, ils s'emparèrent à leur tour du royaume perse, au point que les gouverneurs du roi « d'Inde à l'Éthiopie », par peur des juifs, perpétrèrent un pogrom de 75.000 personnes, et que la mort « maudite de Dieu » fut infligée à des « ennemis » choisis. Dans ce cas, le libérateur perse, aux mains des captifs, fit encore pire que le ravisseur babylonien avant lui.

Alors que ce récit se déroule, avec ses allusions inévitables aux « juifs », il est important de se rappeler qu'il y a toujours eu deux esprits dans le judaïsme, et des citations de notre époque servent à illustrer cela.

Un rabbin de Chicago, M. Solomon B. Freehof, cité par M. Bernard J. Brown, considère l'histoire d'Haman, Mardochée et Esther comme étant « l'essence de toute l'histoire du peuple juif » ; alors que M. Brown lui-même (lui aussi de Chicago) dit que la célébration de Pourim doit être interrompue et oubliée, étant aujourd'hui « un simulacre » des « fêtes qui étaient elle-mêmes si écœurantes » pour les prophètes israélites. (Pourim n'avait pas encore été inventé quand Isaïe et Osée faisaient leur protestations passionnées contre les « jours solennels » et « les jours de fête »).

M. Brown écrivait en 1933, et l'événement de 1946, où les leaders nazis furent pendus un jour de fête juif, montra que son reproche était aussi vain que les anciens reproches cités par lui. En 1946, comme vingt-sept siècles auparavant, la vision exprimée par le rabbin Freehof l'emporta. Les caractéristiques essentielles de l'événement commémoré par Pourim sont celles qui se répètent invariablement durant les premières comme durant les plus récentes périodes de l'histoire de Sion : l'utilisation d'un dirigeant gentil pour détruire les gentils et rendre effective la vengeance judaïque.

Depuis l'époque de Mardochée, puisque l'Ancien Testament ne fournit pas d'autre histoire, le chercheur doit se tourner vers les autorités judaïstes pour apprendre si les événements postérieurs furent aussi présentés aux juifs sous le même jour - à savoir, comme une série d'épreuves juives subies aux mains des « païens », chacune menant à la ruine de la nation païenne concernée, et à une vengeance judaïque.

Cette recherche mène à la conclusion que toute l'Histoire, jusqu'à aujourd'hui, est vue de cette manière par les sages de la secte et présentée de cette manière aux populations juives. De la même façon que l'Égypte, Babylone et la Perse, dans l'Ancien Testament, n'existent que tant qu'elles emprisonnent, oppriment, ou autres comportements de ce genre envers les juifs - qui sont alors vengés par Jéhovah, dans la présentation de la période plus récente par les érudits, tout le reste s'évanouit aussi. Dans cette description, Rome, la Grèce et tous les empires suivants ont une existence et une histoire uniquement dans la mesure où le comportement des juifs

envers eux ou leur propre comportement envers les juifs leur prêtent existence.

Après Babylone et la Perse, la nation suivante à ressentir l'impact de la force catalytique fut l'Égypte. La communauté juive d'Alexandrie (qui avait été large même avant son renforcement par des fugitifs issus de l'invasion babylonienne) était à cette époque le groupe le plus large de juifs dans le monde connu ; l'Égypte se trouvait à cet égard dans la position de la Russie avant la guerre de 1914-1918, et des États-Unis aujourd'hui. L'attitude des juifs, ou en tout cas des sages, envers les Égyptiens fut la même que leur attitude antérieure envers les Perses et les Babyloniens.

Le Dr Kastein dit, d'abord, que l'Égypte était « le refuge historique » des juifs, ce qui sonne comme un hommage reconnaissant, jusqu'à ce que les paroles qui suivent révèlent qu'« un refuge » est un endroit à détruire. Il décrit le sentiment des juifs à l'égard des Égyptiens dans des termes très semblables à ceux concernant les juifs, que l'*Exode* attribue aux Égyptiens à l'égard de la « captivité » antérieure. Il dit que les juifs d'Égypte « constituaient une communauté fermée… ils menaient une vie retirée et construisaient leurs propres temples… les Égyptiens sentaient que l'exclusivité des juifs montrait qu'ils méprisaient et rejetaient leur propre forme de croyance». Il ajoute que les juifs soutinrent « naturellement » la cause perse parce que la Perse les « avait précédemment aidés à restaurer Juda ».

Ainsi, le fait que l'Égypte leur ait donné refuge et qu'elle ait été « le refuge historique » ne lui donnait droit à aucune gratitude ou loyauté.

L'hostilité envers le peuple d'accueil prit la forme du soutien à l'ennemi des Égyptiens, et par conséquent éveilla les soupçons égyptiens : « D'autres causes d'hostilité étaient la détermination que les juifs montraient à ne pas s'assimiler au peuple qui les entourait ou à ne pas *s'identifier à leur pays d'adoption*… La profonde nécessité spirituelle de rester en contact avec chaque branche de la nation, l'appel à la loyauté envers chaque groupe de leur propre peuple, même fragmentaire, *étaient destinés à affecter l'intégrité de leur citoyenneté envers un État particulier* ».

« Comme à Babylone autrefois », conclut le Dr Kastein, les juifs d'Égypte ouvrirent « grand leurs bras » au conquérant perse. Pourtant, l'Égypte n'avait montré envers les juifs que de l'hospitalité.

Babylone, la Perse, l'Égypte… puis vint la Grèce. En 332 av. J.-C., la Grèce conquit la Perse, et la domination grecque de l'Égypte commença ; Alexandrie devint la capitale grecque. De nombreux juifs alexandrins auraient volontiers suivi le conseil de Jérémie de « rechercher la paix de la ville ». Mais le pouvoir de la secte et l'enseignement destructeur l'emportèrent.

Adepte de la secte, le Dr Kastein dit seulement de la Grèce et de sa civilisation qu'« elle était intellectuellement brillante… mais le prototype de tout ce qui était mensonger, cruel, calomnieux, fourbe, indolent, vain, corruptible, avide et injuste ». Il écarte l'épisode de la Grèce par cette remarque triomphante : « *Les juifs alexandrins amenèrent la désintégration de la civilisation hellénique* ».

Babylone, la Perse, l'Égypte, la Grèce… Jusqu'au début de l'ère chrétienne, par conséquent, l'Histoire remontant à la création fut présentée aux juifs, par leurs écritures et leurs érudits, comme une affaire exclusivement juive, qui ne prenait note des « païens » que dans la mesure où ils affectaient l'existence juive, et comme un récit de la destruction accomplie envers ces païens, en temps de paix comme en temps de guerre.

Cette évocation des événements de l'ère pré-chrétienne fut-elle authentique, et continua t-elle à l'être concernant les événements postérieurs, jusqu'à nos jours ? Ce que notre propre génération a déduit, et elle a certainement raison, est que cette évocation a été toujours été vraie. À notre siècle, les conflits entre les nations - sur le modèle babylo-perse - même s'ils semblent à leur début concerner des problèmes éloignés de toute question juive, ont été transformés en triomphes judaïques et en vengeances judaïques, si bien que la destruction qui les accompagna est devenu un acte d'accomplissement sous la Loi judaïque, comme le massacre du premier-né d'Égypte, la destruction de Babylone et le pogrom de Mardochée.

Rome succéda à la Grèce, et lors de l'ascension de Rome, Cicéron partageait manifestement la même opinion, à propos du rôle joué par les juifs dans la désintégration de la civilisation grecque, que celle que devait exprimer un Dr Kastein vingt siècles plus tard. En effet, au procès de Flaccus, Cicéron regardait craintivement derrière lui quand il parlait des juifs ; il savait (disait-il) qu'ils étaient coalisés et qu'ils savaient comment

causer la perte de celui qui s'opposait à eux, et il conseillait la prudence quand on avait affaire à eux.

Fuscus, Ovide et Persius prononcèrent des avertissements semblables, et, du temps de Jésus, Sénèque raconte : « Les coutumes de cette nation criminelle gagnent du terrain si rapidement qu'ils ont déjà des adeptes dans chaque pays, *et ainsi, les conquis imposent leurs lois au conquérant* ». À cette même époque, le géographe romain Strabon commenta la répartition et le nombre de juifs (qui à notre époque est de toute évidence bien plus grand qu'aucune statistique n'est autorisée à le révéler), en disant qu'il n'y avait aucun endroit sur terre où ils n'étaient pas.

La Grèce et Rome, selon l'opinion commune gentile, créèrent des valeurs durables sur lesquelles la civilisation d'Europe fut construite.

De Grèce, vint la beauté, et derrière tout art et toute poésie, on trouve des fondations grecques ; de Rome, vint la loi, et on trouve des fondations romaines sous la Grande Charte, l'habeas corpus et le droit de l'homme à un jugement équitable et public, qui fut la plus grande réalisation de l'Occident.

Pour l'érudit sioniste, la Grèce et Rome ne furent que des manifestations païennes éphémères, tout aussi abjectes les unes que les autres. Le Dr Kastein dit avec dédain que « dès le début, la Judée ne vit [en Rome], à juste titre, que le représentant d'une puissance brutale, sans intelligence et stupide ».

Pendant les trois cents ans qui suivirent la vie de Jésus, Rome persécuta les chrétiens. Après la conversion de l'empereur Constantin au christianisme en 320 ap. J.-C., on interdit aux juifs de circoncire leurs esclaves, de posséder des esclaves chrétiens, ou de faire des mariages mixtes ; cette application de la Loi judaïque à l'envers est considérée par le Dr Kastein comme de la persécution.

Après la division de l'Empire romain en 395, la Palestine devint une partie de l'Empire byzantin. Le bannissement des juifs à Jérusalem n'avait été levé qu'après que Rome fut devenue en majorité chrétienne, si bien que la ville aurait peut-être toujours été exempte de juifs, sans le christianisme. Cependant, quand les Perses, en 614, remportèrent leur guerre contre Byzance en Palestine, les juifs « se regroupèrent de tous côtés autour de l'armée perse », puis prirent part, « avec la rage des hommes résolus à se venger de *trois cents ans d'oppression* », à « un massacre systématique des

chrétiens » (toujours d'après le Dr Kastein, pour qui, comme on l'a vu ci-dessus, l'interdit sur l'asservissement des chrétiens est considéré comme de l'oppression).

L'enthousiasme pour les Perses s'éteignit avec la vengeance sur les chrétiens ; quatorze ans plus tard, les juifs « étaient plus que prêts à négocier avec l'empereur byzantin Héraclius » et à l'aider à reconquérir Jérusalem.

Puis vinrent Mahomet et l'islam. Mahomet partageait l'opinion de Cicéron et d'autres autorités plus anciennes ; son Coran, outre l'allusion citée antérieurement dans ce livre, dit : « Tu trouveras certainement que les juifs et les idolâtres sont les ennemis les plus acharnés des croyants… » Néanmoins, l'islam (comme le christianisme) ne montra aucune hostilité envers les juifs, et le Dr Kastein trouva relativement les mots justes pour décrire cela : « l'islam autorisait une liberté économique absolue et une administration autonome à l'infidèle… L'islam pratiquait assurément la tolérance envers ceux d'une autre foi… Jamais le christianisme n'offrit au judaïsme d'aussi belles chances et opportunités de prospérer ».

Ces « opportunités de prospérer » furent fournies par l'islam pour les juifs sur le sol européen, en Espagne, comme il est dit précédemment ; ce fut l'entrée en Occident, rendue possible aux « plus acharnés » de tous les hommes, grâce à l'islam. Dans le sillage du conquérant islamique, le gouvernement talmudique (après que le calife Omar eut pris Jérusalem en 637 et mis le cap vers l'ouest avec ses armées) déménagea en Espagne ! Les rois wisigoths y avaient déjà développé, envers les juifs se trouvant parmi eux, des sentiments similaires à ceux exprimés par Cicéron, Mahomet et d'autres. Un de leurs derniers rois, Flavius Ervigius (Ervige), au Douzième Concile de Tolède, supplia les évêques « de faire un dernier effort pour extraire cette peste juive à la racine » (environ 680). Après cela, la période wisigoth prit rapidement fin, l'envahisseur islamique s'établissant au sud et au centre de l'Espagne en 712.

Le Dr Kastein nous dit : « Les juifs fournirent des détachements et des troupes de garnison pour l'Andalousie ». Le professeur Graetz décrit plus en détails la première rencontre entre les juifs et les peuples de souche Nord-*européenne* :

**« Les juifs d'Afrique… et leur malchanceux coreligionnaires de la péninsule *firent cause commune avec le conquérant mahométan*, Tariq…**

**Après la bataille de Xérès en juillet 711 et la mort de Rodéric, le dernier roi wisigoth, les Arabes victorieux avancèrent et *furent partout soutenus par les juifs*. Dans chaque ville qu'ils conquirent, les généraux musulmans furent à même de ne laisser qu'une petite garnison de leurs propres troupes, car ils avaient besoin de chaque homme pour la sujétion de leur pays ; *ils les confièrent donc à la bonne garde des juifs. De cette façon, les juifs, qui avaient jusqu'alors été des serfs, devinrent les maîtres des villes de Cordoue, Grenade, Malaga et beaucoup d'autres. Quand Tariq apparut devant la capitale,Tolède, il la trouva occupée seulement par une petite garnison… Alors que les chrétiens étaient à l'église, priant pour le salut de leur pays et de leur religion, les juifs ouvrirent brusquement les portes aux Arabes victorieux, les recevant par des acclamations, et ainsi se vengèrent des nombreux malheurs qui leur étaient arrivés… La capitale fut aussi confiée à la garde des juifs…* Finalement, quand Musa ben Nusayr, le gouverneur d'Afrique, amena une seconde armée en Espagne et conquit d'autres villes, *il les remit aussi à la garde des juifs…* »**

Le tableau est identique à celui de tous les événements antérieurs, historiques ou légendaires, dans lesquels les juifs furent impliqués :

un conflit entre deux peuples « étrangers » fut transformé en triomphe *judaïque* et en vengeance *judaïque*.

Les juifs (comme à Babylone et en Égypte) se retournèrent contre le peuple au sein duquel ils vivaient, et une fois encore « ouvrirent brusquement les portes » à l'envahisseur étranger. L'envahisseur étranger, à son tour, « livra » aux juifs les villes qu'il avait prises.

En temps de guerre, la capitale et les autres grandes villes, le pouvoir et le contrôle de celles-ci, sont les fruits de la victoire ; ils revinrent aux juifs, et non au vainqueur. Les généraux du calife payèrent aussi peu d'attention aux avertissements du Coran que les politiciens occidentaux d'aujourd'hui n'en payent à l'enseignement du Nouveau Testament.

Quant aux « malheurs » desquels les juifs tirèrent vengeance, le professeur Graetz précise que le plus cruel de ceux-ci était la dénégation du droit de posséder des esclaves : « le plus *oppressif* fut la restriction concernant la possession d'esclaves ; désormais, les juifs ne devaient ni acheter d'esclaves chrétiens ni en accepter en tant que cadeaux » ! Si les

conquérants arabes comptaient sur la gratitude de ceux à qui ils avaient « confié la capitale » et les grandes villes, ils se méprenaient. Après la conquête, Juda Halevi de Cordoue chantait :

**« .. comment réaliser mes vœux sacrés, mériter ma consécration, Alors que Sion demeure l'esclave de Rome, et moi un laquais des Arabes ? Tout le trésor espagnol, les biens ou la richesse espagnols sont pour moi autant d'immondices, Quand je chéris comme l'or le plus pur la poussière où autrefois se tenait notre Temple ! »**

Cet esprit inquiéta les conseillers du calife, comme il avait inquiété les rois wisigoths, Mahomet et les diplomates romains. Abou Ishak d'Elvira parla au calife de Cordoue en des termes qui encore rappellent ceux de Cicéron :

**« Les juifs… sont devenus de grands seigneurs, et leur orgueil et leur arrogance ne connaissent aucune limite… Ne prenez pas de tels hommes pour ministres… car la terre entière proteste contre eux ; sous peu elle tremblera et nous périrons tous… Je suis allé à Grenade et j'ai vu que les juifs y occupent des postes dirigeants. Ils se sont partagé la capitale et les provinces. Partout, ces maudits sont à la tête de l'administration. Ils collectent les impôts, font bonne chère, sont somptueusement vêtus, pendant que vous, Ô Musulmans, vous portez des haillons. Tous les secrets d'État leur sont connus ; c'est pourtant folie que de faire confiance à ces traîtres ! »**

Néanmoins, le calife continua à choisir ses ministres parmi les candidats désignés par le gouvernement talmudique de Cordoue. La période espagnole montre, peut-être plus clairement qu'aucune autre, que la description juive de l'Histoire pourrait bien être plus proche de la vérité historique que le récit rapporté par les gentils ; car assurément, la conquête de l'Espagne se révéla être *judaïque* plutôt que maure. La domination maure officielle continua pendant 800 ans et à la fin, se conformant à la tradition, les juifs aidèrent les Espagnols à chasser les Maures.

Néanmoins, le sentiment général envers eux était trop profondément méfiant pour être apaisé. Ce soupçon populaire était particulièrement dirigé contre les *conversos*, ou marranes. On ne croyait pas à l'authenticité de leur conversion, et en cela les Espagnols avaient raison, car le Dr Kastein dit qu'entre les juifs et les marranes « une atmosphère secrète de conspiration »

régnait ; manifestement, on faisait usage de la dérogation talmudique concernant la conversion feinte.

En dépit de ce sentiment populaire, les rois espagnols, pendant la reconquête progressive, prirent habituellement des juifs ou des marranes comme ministres des finances, et nommèrent un certain Isaac Abravanel administrateur des finances de l'État, avec pour instruction de lever des fonds pour la reconquête de Grenade. Les sages, à cette époque, appliquaient consciencieusement l'important principe de la Loi concernant le fait de « prêter à toutes les nations et [de] n'emprunter à aucune », car le Dr Kastein rapporte qu'ils apportèrent une « aide financière » au Nord chrétien dans son dernier assaut contre le Sud mahometan.

Après la reconquête, le sentiment de rancœur accumulé envers les juifs, né de 800 ans d'occupation maure et de participation à celle-ci, éclata ; en 1492, les juifs furent chassés d'Espagne et en 1496, du Portugal.

Pour cette raison, les historiens sionistes d'aujourd'hui montrent une haine remarquable envers l'Espagne et une croyance ferme en une vengeance jéhovienne non encore accomplie. Le renversement de la monarchie espagnole presque cinq siècles plus tard, et la guerre civile des années 1930, sont parfois décrits comme des acomptes provisionnels de ce jugement. Cette croyance fut reflétée dans les termes impérieux utilisés par un important sioniste – le juge Brandeis de la Cour suprême des États-Unis - devant le rabbin Stephen Wise, en 1933 : « Que l'Allemagne *partage le sort de l'Espagne !* ». Le traitement accordé à l'Espagne dans les décennies qui suivirent, en particulier sa longue exclusion des Nations unies, doit être considéré sous cette lumière.

À ce stade, mille cinq cents ans d'ère chrétienne avaient passé, et les événements s'étaient conformés au modèle de l'ère pré-chrétienne tel qu'établi dans les parties historiques de l'Ancien Testament, ainsi qu'aux exigences de la Loi judaïque. Les juifs, dans leur impact sur les autres peuples, avaient continué, sous la direction talmudique, à agir en force destrutrice… « Captifs » et « persécutés » où qu'ils aillent (sous leur propre Loi, et non par la faute des peuples parmi lesquels ils séjournaient), leur rôle fut toujours celui que la Loi leur ordonnait : « terrasser et *détruire* ». Ils furent bel et bien utilisés par leurs dirigeants pour « semer le désordre » parmi les autres, tel que le dit le Coran, et par ces désordres ainsi semés,

leurs dirigeants atteignirent le pouvoir civil, assouvirent leurs vengeances, soutinrent les envahisseurs et financèrent les contre-coups.

Durant tout ce temps, cela fut le commandement de leurs maîtres talmudiques, et constamment, des juifs s'élevèrent pour protester contre cela ; mais la Loi était trop forte pour eux. Il n'y avait aucune joie ni aucun épanouissement pour les juifs dans cette mission, mais ils ne pouvaient y échapper.

À la fin de cette première rencontre avec l'Occident, huit siècles plus tard, la terre les « vomit ».

Ce moment, si décisif pour notre génération actuelle, est celui auquel un des chapitres précédents fait référence. N'eût été le secret qui était conservé au fin fond de la Russie, cela aurait bien pu être la fin de la force catalytique.

L'expérience de cette expulsion fut très dure pour le groupe de juifs qui la subit, et eux-mêmes et leurs descendants donnèrent de nombreux signes selon lesquels ils en acceptaient la déduction et trouveraient en leur temps un moyen de rester juif tout en s'impliquant dans l'humanité. Cela aurait signifié la fin de l'idée destructrice et de la secte qui la nourrissait.

Au lieu de cela, l'idée destructrice survécut et fut projetée dans les affaires du monde par le biais d'un nouveau groupe de gens qui n'avaient physiquement aucune origine venant des Hébreux, ou des « enfants d'Israël », ou de la tribu de Juda. Ils utilisèrent le nom « juif » simplement comme un signe d'allégeance à un programme politique.

Le stade que nous atteignons maintenant, dans le parcours de l'idée destructrice tout au long des siècles, demande une description plus détaillée de ces gens (mentionnés dans le chapitre *Le Gouvernement Mobile*).

Même au début de la période des 800 ans en Espagne (de 711 à 1492), les juifs de là-bas (la plus grande communauté de juifs) n'étaient plus judaïtes ou judéens ; ils ne pouvaient même pas prétendre être de la pure lignée de Juda, ou d'ascendance palestinienne. Le professeur Graetz dit d'eux : « La première colonie de juifs dans la belle Hespérie est enfouie dans une sombre obscurité », et il ajoute que les juifs de là-bas « désiraient se réclamer de la haute Antiquité » pour leur ascendance, si bien qu'ils affirmaient simplement « qu'ils avaient été transportés là après la destruction du Temple par Nabuchodonosor ».

Au cours des nombreux siècles, les processus naturels et humains avaient imposé un métissage. L'idée d'un peuple élu pour gouverner le monde par-dessus les corps des païens déchus séduisait les tribus primitives dans de nombreux endroits ; l'Arabe déjà circoncis pouvait devenir juif et à peine remarquer un changement ; les rabbins des déserts et des villes d'Afrique du Nord étaient éloignés du « centre », et étaient heureux d'étendre leurs congrégations. Quand les empereurs romains commencèrent à persécuter les « religions païennes », le judaïsme ne subit jamais de prohibition générale, si bien que de nombreux adorateurs d'Isis, de Baal et d'Adonis, s'ils ne devinrent pas chrétiens, entrèrent à la synagogue. La sévère loi de ségrégation tribale ne pouvait à cette époque être imposée dans des lieux éloignés de Babylone.

Ainsi, les juifs qui s'introduisirent en Espagne avec les Maures étaient-ils, racialement parlant, une foule déjà métissée. Durant les 800 ans passés *en* Espagne, l'enseignement raciste fut imposé plus strictement, le « gouvernement » ayant été transféré en Espagne, et de cette façon, le juif « séfarade » prit forme en tant que type national distinct. Puis, lors de l'expulsion d'Espagne, le gouvernement - comme il a été dit précédemment - fut soudain transplanté en Pologne. À ce moment, qu'advint-il de ces juifs séfarades, qui seuls avaient pu conserver quelque faible trace de la descendance originelle judaïte ou judéenne ? L'*Encyclopaedia Juive* est explicite : « Les séfarades sont les descendants des juifs qui furent expulsés d'Espagne et du Portugal et qui s'installèrent dans le sud de la France, l'Italie, l'Afrique du Nord, l'Asie Mineure, la Hollande, l'Angleterre, l'Amérique du Nord et du Sud, l'Allemagne, le Danemark, l'Autriche et la Hongrie ». *La Pologne n'est pas mentionnée ;* le gouvernement talmudique y alla, mais la majorité de ces juifs séfarades se répartit en Europe de l'Ouest ; ils se déplacèrent vers l'ouest, non vers l'est. Le « gouvernement » fut soudainement séparé du peuple, et la population commença à se dissoudre.

L'*Encyclopaedia Juive* nous dit, à propos de ces séfarades qui se dispersèrent ainsi :

**« Parmi ces migrants, se trouvaient de nombreux descendants ou chefs de familles aisées qui, comme les marranes, avaient occupé des positions importantes dans les pays qu'ils avaient quittés… Ils se considéraient comme une classe supérieure, la noblesse de la**

**communauté juive, et pendant longtemps leurs coreligionnaires, qu'ils regardaient avec mépris, les considérèrent comme tel… Les séfarades ne s'impliquaient jamais dans des activités de marchandage ou dans l'usure, et ils ne se mêlaient pas aux classes inférieures. Même si les séfarades avaient des relations paisibles avec les autres juifs, ils se mariaient rarement avec eux…** ***Au cours de*** **l'époque moderne, les séfarades ont perdu l'autorité qu'ils avaient exercée pendant plusieurs siècles sur les autres juifs ».**

Ainsi, les séfarades n'allèrent jamais en Pologne, ni ne se mêlèrent aux autres juifs quand ils quittèrent la péninsule ibérique et se répandirent en Europe de l'Ouest. Ils demeurèrent distants et isolés, « regardaient avec mépris » les autres qui se déclaraient juifs, et perdirent leur autorité. (Les ouvrages de référence des judaïstes donnent également des estimations curieuses de la diminution de leur proportion dans la communauté juive, d'une large minorité à une petite minorité ; ces estimations semblent dépasser l'explication biologique, *et ne sont probablement pas fiables*).

Ainsi, lors de ce retrait du « centre », l'ensemble du peuple au nom duquel il avait revendiqué l'autorité pendant deux mille ans changea brusquement de nature, comme par magie.

Les juifs jusqu'alors connus du monde, qui venaient d'émerger de leur première collusion entre leur Loi et les peuples de *l'Occident*, et qui étaient *dans une humeur propre à la réflexion*, commencèrent soudain à déchoir au sein de la communauté juive et à diminuer en nombre ! Le gouvernement talmudique se mit à préparer sa seconde rencontre avec l'Occident à partir d'un nouveau siège planté parmi un peuple asiatique, les Khazars, converti au culte de Jéhovah de nombreux siècles auparavant. La secte dirigeante allait dès lors opérer par l'entremise de cet autre groupe de gens ; c'était un peuple sauvage, qui n'avait pas connu l'expérience édifiante d'Espagne.

En 1951, un éditeur new-yorkais qui envisageait de publier un des livres du présent auteur, en fut fortement dissuadé par le directeur d'un bureau politique juif, qui lui dit : « M. Reed a inventé les Khazars ».

Cependant, *les autorités judaïstes s'accordent sur leur existence* et conversion, et les atlas historiques montrent le développement du royaume khazar, qui à son apogée s'étendait de la mer Noire à la mer Caspienne (environ 600 ap. J.-C.). Ils sont décrits comme un peuple tartare ou turco-mongol, et l'*Encyclopaedia Juive* dit que leur chagan, ou chef, « avec ses

grands personnages et une grande partie de son peuple païen, embrassa le judaïsme, probablement en 679 ap. J.-C. environ ».

Le fait est attesté par la correspondance entre Hasdai ibn Shapnet, ministre des Affaires étrangères d'Abdel Rahman, sultan de Cordoue, et le roi Joseph des Khazars, échangée en 960 ap. J.-C. environ. L'*Encyclopaedia Juive* dit que les érudits judaïstes n'ont *aucun doute* quant à l'authenticité de cette correspondance, dans laquelle le mot *ashkénaze* apparaît pour la première fois pour dénoter ce groupe - hautement distinctif et jusqu'alors inconnu - de « juifs de l'Est », *et pour indiquer une connotation slave.*

Cette communauté d'ashkénazes turco-mongols, donc, était distincte sur tous les points - hormis celui de la doctrine - des juifs jusqu'alors connus du monde occidental, les séfarades.

Dans les siècles qui suivirent, l'emprise du gouvernement talmudique sur les communautés dispersées à l'Ouest se desserra ; mais il gouverna cette nouvelle communauté compacte de l'Est d'une main de fer.

Le juif de physionomie sémitique devint de plus en plus rare (aujourd'hui, le visage typique du juif a des traits mongoloïdes, tout naturellement).

Nul gentil ne saura jamais pourquoi cette conversion de masse d'une population nombreuse de « païens » au judaïsme talmudique fut permise, il y a mille trois cents ans de cela. Était-ce le hasard, ou les sages étaient-ils capables d'envisager toutes les éventualités possibles ? En tous les cas, une fois que les séfarades furent dispersés et que l'idée destructrice eut rencontré, en Espagne, son échec le plus cuisant, cette force de réserve se tint à disposition, et pour les besoins de cette mission destructrice, elle était le meilleur matériau possible.

Longtemps avant leur conversion au judaïsme, les Khazars furent hostiles à l'immigrant russe venu du Nord qui finit par les conquérir, établit la monarchie russe et accepta le christianisme.

Quand les Khazars se convertirent, le Talmud était achevé, et après l'effondrement de leur royaume (en 1000 ap. J.-C. environ), ils restèrent les sujets politiques du gouvernement talmudique - leur totale résistance envers la Russie étant gouvernée par la Loi talmudique anti-chrétienne. Ensuite, ils émigrèrent en Russie, particulièrement à Kiev (la « ville sainte

» traditionnelle du christianisme russe), en Ukraine, en Pologne et en Lituanie.

Bien qu'ils n'eûrent aucun sang judaïte, ils devinrent sous cette direction talmudique la typique nation-dans-la-nation en Russie. Les lieux où ils se rassemblaient, sous la direction talmudique, devinrent les centres de cette révolution anti-russe qui devait devenir « la révolution mondiale » ; dans ces lieux, par ces gens, de nouveaux instruments de destruction furent forgés, en particulier pour la destruction du christianisme et de l'Occident.

Ce peuple sauvage des recoins les plus profonds de l'Asie vivait selon le Talmud comme n'importe quel juif de Babylone ou de Cordoue, et pendant des siècles, il « observa la Loi » afin de pouvoir « revenir » sur une « Terre promise » - dont leurs ancêtres n'avaient sans doute jamais entendu parler - pour y gouverner le monde. Au XX$^{e}$ siècle, alors que les politiciens d'Occident étaient tout en émoi du fait de ce projet de retour, aucun d'entre eux n'avait une seule fois entendu parler des Khazars. Seuls les Arabes, dont les vies et les terres étaient directement en jeu, avaient entendu parler d'eux, et tentèrent en vain d'informer la Conférence sur la Paix en 1919, et les Nations unies en 1947.

Après l'an 1500, ainsi, les juifs se séparèrent en deux groupes distincts : les communautés dispersées à l'Ouest, qui étaient d'origine séfarade, et cette population étroitement regroupée de Slaves « juifs » talmudiques à l'Est. Le temps devait montrer si le centre talmudique serait à même de faire des ashkénazes une force destructrice aussi puissante dans le futur que la force précédente ne l'avait été dans le passé, et s'il pourrait maintenir son emprise sur les communautés de l'Ouest, avec leur tradition différente et leur mémoire de l'expulsion ibérique.

En l'an 1500 environ, donc, le gouvernement talmudique déménagea d'Espagne en Pologne, s'établissant parmi un groupe de « juifs » jusque-là inconnus à l'Ouest et relâchant son emprise sur les juifs séfarades, qui commencèrent à diminuer en nombre et à se désintégrer en tant que force cohésive (selon les sages judaïques).

Seulement 450 ans séparent cet événement et ce stade dans l'histoire de l'époque actuelle, où l'on a pu constater les conséquences du retrait des talmudistes en Pologne, conséquences qui ont répondu aux deux questions soulevées dans le paragraphe précédent.

Ces 450 ans virent la cessation de l'existence du « centre » talmudique *visible* (selon les termes du Dr Kastein), et simultanément, l'entrée en Europe de l'idée destructrice sous une nouvelle forme, qui portait le nom de « révolution ».

Ces 450 ans virent passer trois de ces « révolutions » (en comptant seulement les principales). Chacune fut plus destructrice que la précédente. Chacune fut reconnaissable en tant qu'héritière de la précédente par ses caractéristiques principales, ces dernières étant, une fois encore, les caractéristiques principales de la Loi judaïque telle que rédigée dans la Torah-Talmud. L'assaut le plus important dans chaque cas porta sur le gouvernement légitime, la nationalité et le christianisme. Sous la Loi judaïque, le seul gouvernement légitime est celui de Jéhovah, et la seule nation légitime est celle du peuple élu de Jéhovah ; sous le supplément talmudique de cette Loi, le christianisme est spécifiquement le chef de ces « autres dieux », auprès desquels il est interdit aux élus de « se prostituer » ; et la « destruction », comme on l'a montré, est un principe suprême de cette Loi.

Quand ces révolutions commencèrent, elles étaient supposées être dirigées contre les « rois et les prêtres », en tant que figures symboliques d'oppression. Maintenant que le pouvoir des rois et des prêtres n'existe plus mais que la révolution est établie en permanence, on peut voir que ces prétextes étaient faux, et destinés à tromper « la multitude ». L'attaque portait sur la *nationalité* (l'assassinat du roi en étant dans chaque cas le symbole) et la *religion* (la destruction des églises en étant l'acte symbolique).

C'étaient des marques reconnaissables de paternité. La Torah-Talmud est la seule source originale que les recherches aient pu découvrir, concernant de telles idées. « Il livrera leurs rois entre tes mains, et tu *détruiras* leur nom… Tu *détruiras entièrement* tous les lieux où les nations que tu *posséderas* ont servi leurs dieux ». Au moment même où le gouvernement talmudique disparut de la vue, après s'être installé parmi un peuple d'Asiatiques barbares, cette doctrine de destruction pénétra en Europe de l'Ouest et entama sa marche dévastatrice.

Ces trois révolutions, donc, tout comme les événements historiques de l'ère pré-chrétienne dépeints dans l'Ancien Testament et ceux s'étendant de l'ère chrétienne à l'expulsion d'Espagne, furent aussi en conformité avec la

Loi judaïque, qu'elles accomplirent. Toutes les trois portent la marque commune du triomphe judaïque comme conséquence. Furent-elles à l'origine fomentées, organisées et dirigées par les talmudistes ? À cet égard, il y a une grande différence entre les deux premières et la dernière.

On n'a pu découvrir l'incitation et le contrôle talmudiques des révolutions anglaise et française - en tout cas, pas en ce qui concerne les recherches du présent auteur. Dans les trois cas, les *résultats* portèrent les signes familiers du triomphe judaïque (le « retour » des juifs en Angleterre ; l'émancipation des juifs en France), même si au début des deux révolutions, la question juive n'avait pas été présente dans l'opinion publique en tant qu'intérêt en jeu. Pour autant que le chercheur puisse le confirmer à notre époque, la projection de « la question juive » au sein même de ces enjeux, et son accession à une place principale parmi ces derniers, s'accomplit pendant le déroulement des révolutions, et dans les faits, les sages judaïques qui accomplirent cela n'amenèrent pas ces révolutions.

Le troisième cas, celui de la révolution russe, est entièrement différent. Elle se termina par le plus grand triomphe et la plus grande vengeance judaïques jamais attestés - que ce soit dans l'histoire de l'Ancien Testament ou dans l'histoire postérieure - et fut organisée, dirigée et contrôlée par les juifs qui avaient grandi dans les régions contrôlées par le Talmud. Ceci est un fait de notre époque actuelle, démontrable et indéniable, et c'est le fait le plus significatif de toute l'histoire de Sion, illuminant le passé entier et donnant la clé de l'avenir entier.

Car notre siècle, qui produisit cet événement, a aussi vu le mot « révolution » prendre un nouveau sens, ou plus exactement, prendre son *vrai* sens : la destruction sans fin jusqu'à l'accomplissement de la Loi. Quand le mot « révolution » devint pour la première fois courant en Occident, on lui donna une définition limitée : un soulèvement violent dans un lieu défini, causé par des conditions spécifiques à ce lieu, à un certain moment. L'oppression insoutenable produisait une réaction explosive, plutôt à la manière d'une bouilloire qui fait exploser son couvercle : c'était la conception populaire, instillée au sein de « la multitude » par les sages qui en savaient long.

La révolution russe montra que la révolution avait été organisée comme quelque chose de *permanent :* une force destructrice *en permanence*,

organisée *en permanence,* avec un siège et un personnel *permanents*, et des objectifs mondiaux.

Ainsi, cela n'avait rien à voir avec des *conditions* ici ou là, ou de temps à autre, ou une oppression locale. Elle promouvait la destruction en tant que but en soi, ou en tant que moyen de retirer du monde tout gouvernement légitime et de mettre à sa place un autre gouvernement, d'autres gouvernants. De qui d'autre pouvait-il s'agir que les talmudistes eux-mêmes, étant donné la nature talmudique de la révolution russe et les objectifs visiblement talmudiques de « la révolution mondiale » ? Ce qui était visé était manifestement l'apogée ultime de la Loi, dans sa forme littérale : « Tu régneras sur chaque nation, mais elles ne régneront pas sur toi… L'Éternel ton Dieu t'élèvera au-dessus de toutes les nations de la terre ».

Sans ce motif, les trois révolutions n'auraient jamais pris le cours qu'elles prirent ; le cours qu'elles prirent préfigure la forme que prendra l'avenir. Elle représentent des étapes et des phases vers l'accomplissement de La Loi, et, une fois encore, ceux qui en leur temps semblaient être des hommes grands ou puissants par eux-mêmes, comme le roi Cyrus et le mystérieux roi Assuérus, ne ressemblent aujourd'hui qu'à des marionnettes dans le grand drame de l'histoire judaïque tandis qu'il s'avance vers son final miraculeux à Jérusalem.

Cromwell fut une autre de ces marionnettes. Pour l'écolier anglais moyen, on ne se le rappelle que comme l'homme qui décapita un roi et qui ramena les juifs en Angleterre. Ajoutez à cela son massacre tant vanté des prêtres à Drogheda (un événement qui n'a pas son pareil dans l'histoire britannique), et que reste-t-il d'autre que l'image typique de la marionnette de l'histoire sioniste, uniquement créée pour aider à accomplir la Loi ? Cromwell fut l'un des premiers parmi les nombreux autres qui, depuis son époque, se font appeler les chrétiens du Vieux Testament, dont la rhétorique masque la réalité de l'anti-christianisme, puisque d'autorité, on ne peut servir à la fois Dieu et Mammon. Il interdit la célébration du Jour de Noël, brûla des églises et assassina des prieurs, et pendant un temps fut candidat pour être le Messie juif !

Il était au pouvoir au temps où Sabbataï Tsevi jetait les populations juives dans un état frénétique d'anticipation sioniste et faisait trembler les fondations du gouvernement talmudique. En fait, l'inquiétude des

talmudistes concernant Sabbataï Tsevi suscita peut-être l'idée qu'ils devaient utiliser Cromwell pour le détruire. En tous les cas, des émissaires juifs furent envoyés en urgence d'Amsterdam jusqu'en Angleterre pour découvrir s'il était possible que Cromwell fût de descendance judaïque ! Si leurs recherches avaient produit des résultats positifs, Cromwell aurait bien pu être proclamé Messie, car il avait une aptitude des plus séduisantes pour les sages : son zèle à la « destruction totale ». (Si jamais un Messie devait être proclamé, le choix pourrait se révéler surprenant ; quand j'étais à Prague en 1939, un rabbin y prêchait qu'Hitler était le Messie juif, si bien qu'une connaissance juive inquiète me demanda ce que je pensais de cela.)

L'arbre généalogique de Cromwell ne révélait aucune ascendance davidique, auquel cas il aurait probablement été heureux de remplir le rôle. Ses partisans de la Bible et de l'épée prétendaient par leurs actions sanguinaires accomplir la prophétie, ainsi que, par le retour des juifs en Angleterre, les étapes prescrites pour préparer le Millénium. Pour cette raison, ils proposèrent même que le Conseil d'État de Cromwell suive le modèle de l'ancien Sanhédrin et soit composé de soixante-dix membres ! (Cromwell lui-même méprisait quelque peu ces « millénaristes », mais en tant que « politicien pragmatique », du genre de ceux qui sont familiers à notre époque, il était heureux de discourir sur la « liberté religieuse » et l'accomplissement de la prophétie, tout en pourchassant les prêtres et les pasteurs).

Pour sa part, le véritable but de Cromwell était de s'assurer le soutien financier des riches juifs d'Amsterdam (l'histoire entière de l'Occident semble avoir été créée sous ce principe de la Loi judaïque qui commande de prêter à toutes les nations et de n'emprunter à aucune). M. John Buchan dit des juifs d'Amsterdam qu'« ils contrôlaient le commerce espagnol, portugais et la plupart du commerce du Levant… Ils contrôlaient la circulation des lingots ; ils l'aidèrent dans les difficiles finances de son gouvernement ». Le rabbin Manasseh ben Israël d'Amsterdam (qui avait prédit la venue du Messie et le retour des juifs en Palestine) vint à Londres, et l'affaire fut arrangée.

La requête de Manasseh ben Israël auprès de Cromwell rappelle le genre d'argument, officiellement respectueux et implicitement menaçant, qui fut utilisé à notre époque par le Dr Chaim Weizmann dans ses relations avec les Premiers ministres britanniques et les présidents américains ; il

demanda d'un trait « la réadmission » des juifs en Angleterre, fit ensuite une allusion obscure au châtiment jéhovien attendant ceux qui résistaient à de telles demandes, puis décrivit les récompenses qui suivraient l'obéissance. L'image ressemble beaucoup à celle d'un sioniste new-yorkais informant un candidat présidentiel américain de notre époque qu'il ne peut espérer le « vote de l'État de New York » que s'il s'engage à soutenir l'État sioniste dans la paix comme dans la guerre, par l'argent et les armes.

Ce qu'on demandait à Cromwell était en fait un acte de soumission publique à la Loi judaïque, et non « la réadmission » des juifs, puisqu'ils n'avaient jamais quitté l'Angleterre ! Ils avaient été expulsés sur le papier mais étaient restés sur place, et cette situation requérait une légalisation officielle. L'opposition publique empêcha Cromwell de faire cela (bien que selon une autorité judaïque - M. Margoliouth - on lui offrît £ 500.000 pour vendre aux juifs le plus important monument chrétien d'Angleterre, la Cathédrale de saint Paul, avec la Bibliothèque Bodleian en plus !) Ensuite, le court interrègne de Cromwell prit fin (néanmoins, l'esprit populaire insiste pour se le remémorer comme l'homme qui réadmit les juifs !), et au cours de cette première tentative en Occident, l'idée destructrice gagna peu de terrain. L'Angleterre fut capable de digérer sa révolution comme si rien de vraiment important n'était arrivé et de continuer son chemin, et si elle n'était point revigorée, en tous les cas elle ne s'en portait guère plus mal. Le gouvernement légitime fut restauré immédiatement, et la religion ne fut en tous les cas pas plus endommagée par cette tentative étrangère que par l'inertie nationale qui commençait à l'affaiblir à cette époque.

Néanmoins, ce nouveau phénomène de « révolution » était entré en Europe, et 150 ans après l'expulsion d'Espagne, « la question juive » domina l'événement.

La conséquence de l'interrègne de Cromwell mérite un bref commentaire à cause de la manière dont le roi restauré fut utilisé pour l'objectif juif, comme si rien n'était arrivé. À la mort de Cromwell, les juifs transférèrent leur aide financière à Charles II qui, peu après sa restauration, fit les amendements nécessaires, légalisant officiellement la position des juifs en Angleterre. Ils ne servirent pas le moins du monde sa dynastie, car les juifs d'Amsterdam financèrent ensuite l'expédition de Guillaume d'Orange contre son frère et successeur, Jacques II, qui fut détrôné et s'enfuit en France, la dynastie Stuart prenant alors virtuellement fin. Ainsi,

la réponse à la question « Qui a gagné ? », d'entre Cromwell et les Stuarts, semble avoir été : les juifs.

Cent-cinquante ans plus tard, la révolution frappa de nouveau, en France cette fois. Cela avait tout l'air d'une révolution distincte, différente à l'époque, mais était-ce vraiment le cas ? Elle portait les mêmes signes distinctifs que la révolution anglaise plus tôt (et la révolution russe plus tard) : la nationalité et la religion furent attaquées sous le prétexte de réfréner la tyrannie des « rois et des prêtres » et quand cela fut fait, un despotisme beaucoup plus dur fut mis en place.

À cette époque, après la partition de la Pologne, le gouvernement talmudique avait tout bonnement « cessé d'exister » (selon les mots du Dr Kastein), mais manifestement, il opérait dans la dissimulation ; son activité n'aurait pu prendre fin de manière aussi soudaine, après plus de 2500 ans. À cause de ce retrait dans l'obscurité, le chercheur d'aujourd'hui ne peut retracer quel rôle il joua, s'il en joua aucun, dans l'incitation et l'organisation de la Révolution française par le biais de ses adeptes en France. Cependant, la révolution russe, 120 ans plus tard, donna la preuve d'un contrôle talmudique-juif direct, dans une proportion jamais suspectée auparavant, si bien que cette influence, concernant les étapes préparatoires de la Révolution française, a peut-être été plus importante que l'Histoire ne le révèle de nos jours.

Ce qui est certain, c'est que la Révolution française, alors qu'elle était en train de se tramer, était supposée être pour « les droits de l'homme » (ce qui, on le suppose, signifiait tous les hommes, de manière égale), mais quand elle commença, « la question juive » se manifesta immédiatement, comme par magie. L'un des premiers actes de la révolution (1791) fut l'émancipation totale des juifs (tout comme la loi contre « l'anti-sémitisme » fut l'un des premiers actes de la révolution russe).

Par conséquent, l'issue de la Révolution française, rétrospectivement, prend l'apparence - commune à son prédécesseur anglais et à tant d'événements violents de l'Histoire - d'un triomphe juif ; si cela ne fut pas le cas en réalité, alors « l'Histoire » l'a rendu tel.

Les populations concernées s'attendaient sans doute à quelque chose d'assez différent à son début (et à cet égard, elles ressemblent aux populations qui plus tard s'engagèrent dans les deux guerres du XX^e^ siècle).

L'émancipation des juifs fut le résultat durable d'une révolution qui n'accomplit pas grand-chose d'autre de permanent, et qui laissa la France dans un état d'apathie spirituelle dont elle ne s'est jamais véritablement remise. L'histoire de France depuis la Révolution est celle d'un long interrègne, durant lequel elle expérimenta presque toutes les formes de gouvernement connues de l'homme, mais n'a jusqu'à maintenant toujours pas retrouvé le bonheur ou la stabilité.

De la chute de Babylone à la Révolution française, les dirigeants juifs talmudiques ont toujours agi comme une force destructrice parmi les peuples « parmi lesquels je t'ai conduit ». C'était inévitable, étant donné la doctrine à laquelle ils adhéraient, et le fait que cette religion était aussi la Loi gouvernant chaque acte de leur vie quotidienne. Sous la Loi judaïque, ils ne pouvaient agir différemment, et étaient véritablement condamnés à rester « les destructeurs à jamais » : « Vois, je t'ai en ce jour placé au-dessus des nations et au-dessus des royaumes, pour les *chasser*, et les *terrasser*, et les *détruire*. » L'histoire des juifs, sous ce contrôle, fut la même à Babylone, en Perse, en Égypte, en Grèce, à Rome et en Espagne, et n'aurait pu être différente, étant donné la Loi judaïque unique.

Néanmoins, ce ne sont pas tous « les juifs » qui écrivirent cette histoire, et cette histoire n'est pas non plus celle de tous « les juifs » ; omettre cette restriction serait comme de condamner « les Allemands » pour le national-socialisme ou « les Russes » pour un communisme essentiellement étranger.

La résistance à la Loi de destruction fut continuelle dans la communauté juive, comme ce récit l'a montré. À toutes les époques et en tous lieux, les juifs ont émis des protestations amères contre cette destinée de destruction qui leur était imposée, bien plus que les gentils ne l'ont fait contre cette menace de destruction, qui était dirigée contre eux.

Le terme « les juifs », où qu'il soit utilisé dans cette discussion, doit toujours être lu en ayant à l'esprit cette restriction.

Ainsi, dans les trois cents ans qui suivirent l'expulsion d'Espagne, « la question juive » vint deux fois au premier plan durant de violentes guerres civiles : les révolutions anglaise et française, qui semblaient, à leur début, avoir été causées par la rupture d'intérêts nationaux (ce récit en viendra par la suite au sujet ô combien significatif de la révolution russe, et du rôle joué par les juifs dans celle-ci).

Les retombées de la Révolution française apportèrent un homme qui tenta aussi de régler la controverse de Sion. L'Histoire rapporte des tentatives de résoudre « la question juive » par presque toutes les méthodes imaginables, depuis la force et la suppression jusqu'à l'apaisement, au compromis et à la capitulation. Elles échouèrent toutes, laissant cette question comme une épine dans le pied des gentils (et aussi des juifs, qui étaient en quelque sorte dans la condition d'un peuple envoyé parcourir le monde avec un gros caillou dans la chaussure).

La méthode qu'il choisit fut la plus simple qu'on pût concevoir, et c'est peut-être pour cette raison que même aujourd'hui, les partisans de Sion l'évoquent avec consternation ; cet arriviste fut presque trop intelligent pour eux ! Il échoua, apparemment parce que cette question ne peut être résolue par aucun homme ; seulement par Dieu, quand bon lui semblera.

Cet homme était Napoléon, et il serait utile d'examiner sa tentative avant de poursuivre l'étude de la révolution qui le lança.

# Chapitre 18

# L'INTERROGATION NAPOLÉONIENNE

Quand Napoléon atteignit le sommet vertigineux de son pouvoir, il espérait vraisemblablement faire de grandes choses pour la France et les Français, ainsi que pour lui (et sa famille.) Peu de temps après être devenu Empereur (et probablement même auparavant), il constata qu'un des problèmes les plus difficiles auquel il devrait faire face n'était pas du tout une affaire française, mais une affaire étrangère : « la question juive » ! Elle avait torturé la vie des peuples pendant des siècles ; à peine le Pape fut-il persuadé et la couronne impériale posée sur la tête de Napoléon, qu'elle surgit de derrière le trône de Napoléon pour le harceler.

À la manière napoléonienne, il la prit à la gorge et tenta de lui soutirer une réponse à la question éternelle : les juifs désiraient-ils vraiment faire partie de la nation et vivre selon sa loi ou reconnaissaient-ils secrètement une autre loi, qui leur commandait de détruire et de dominer les peuples parmi lesquels ils demeuraient ? Cependant, cette Interrogation célèbre était la *seconde* tentative par Napoléon de résoudre l'énigme juive, et l'histoire de la première tentative, peu connue, devrait être brièvement rapportée.

Napoléon fut l'un des premiers hommes à concevoir l'idée de conquérir Jérusalem pour les juifs, et ainsi « accomplir la prophétie », selon l'expression actuellement à la mode. Il créa ainsi un exemple imité à notre siècle par tous ces leaders britanniques et américains qui n'aimeraient probablement pas être comparés à lui : Messieurs Balfour et Lloyd George, Woodrow Wilson, Franklin Roosevelt et Harry Truman, et Sir Winston Churchill.

L'entreprise de Napoléon fut de si courte durée que l'Histoire n'en dit presque rien, et pas davantage de ses motifs. Étant donné qu'à l'époque il n'était pas encore le dirigeant de la France, mais le commandant en chef, il espérait peut-être simplement gagner par ce moyen le soutien militaire des juifs du Moyen-Orient, pour sa campagne sur leurs terres. S'il s'imaginait déjà Premier consul et Empereur, il recherchait peut-être (comme

Cromwell) le soutien monétaire des juifs d'Europe pour cette plus grande ambition.

En tout cas, il fut le premier potentat européen (il le fut vraiment en tant que commandant militaire suprême) à courtiser la faveur des dirigeants juifs en leur promettant Jérusalem ! Ce faisant, il soutenait la théorie de la nationalité juive séparée qu'il dénonça plus tard.

L'histoire est authentique, et brève. Elle repose entièrement sur deux rapports publiés en 1799 à Paris dans *le Moniteur* de Napoléon, alors qu'il commandait l'expédition française envoyée pour attaquer la puissance anglaise via l'Égypte.

Le premier, daté du 17 avril 1799 à Constantinople, et publié le 22 mai 1799, disait : « Buonaparte proclame qu'il invite tous les juifs d'Asie et d'Afrique à venir se placer sous son drapeau pour *rétablir la Jérusalem antique.* Il en a déjà armé un grand nombre et leurs bataillons menacent Alep. » C'était explicite ; Napoléon entreprenait « d'accomplir la prophétie » sur la question du « retour ».

Le deuxième rapport, paru dans le *Moniteur* quelques semaines plus tard, disait : « Ce n'est pas seulement pour donner Jérusalem aux juifs que Buonaparte a vaincu la Syrie ; il a de plus vastes desseins… » Napoléon avait probablement reçu les nouvelles de l'effet que le premier rapport avait produit en France, où cette suggestion que la guerre contre l'Angleterre (tout comme la révolution contre « les rois et les prêtres ») pouvait être tournée principalement à l'avantage des juifs, n'avait pas été bien reçue ; alternativement, cela aurait peut-être fait plus de bien aux Anglais auprès des autres peuples d'Arabie, que cela ne pourrait jamais en faire à Buonaparte auprès des juifs.

La bulle s'évapora à ce moment-là, car Napoléon n'atteignit jamais Jérusalem. Deux jours avant que le premier rapport fut publié par le lointain *Moniteur,* il était déjà en retraite vers l'Égypte, contrarié à Acre[6] par un Anglais obstiné.

Le chercheur d'aujourd'hui se sent quelque peu amer que l'offre sioniste de Napoléon ait été si vite interrompue, car s'il avait été capable de la poursuivre, il aurait bien pu se faire qu'une députation de sages sionistes examine promptement sa généalogie (comme Cromwell antérieurement) pour trouver quelque trace de descendance davidienne qui le qualifiât pour être proclamé Messie.

Ainsi, tout ce qu'il reste aujourd'hui de cette entreprise de Napoléon se résume à un commentaire significatif fait à notre époque par M. Philip Guedalla (1925) : « Un homme en colère avait manqué, pensait-il, sa destinée. Mais une race patiente attendait toujours ; et au bout d'un siècle, après que d'autres conquérants eurent foulé les mêmes routes poussiéreuses, on a vu que nous n'avions pas manqué la nôtre. » Il s'agit d'une référence aux troupes britanniques de 1917 : dans cette présentation sioniste typique de l'histoire, elles sont de simples instruments dans l'accomplissement du destin juif - ce point fut omis par Napoléon. M. Guedalla prononça ces paroles en présence de M. Lloyd George, Premier ministre britannique de 1917, qui avait envoyé ces soldats sur ces mêmes « routes poussiéreuses ». M. Lloyd George se mit ainsi en valeur sous le regard approbateur d'un auditoire qui le voyait comme « un instrument dans les mains du Dieu juif » (Dr Kastein.) Napoléon fut couronné Empereur en 1804 ; et, en 1806, « la question juive » prenait une si grande place dans ses soucis qu'il fit sa célèbre seconde tentative pour y répondre.

Au milieu de toutes ses campagnes, il était absorbé par cette question, comme beaucoup de potentats avant lui ; il essaya alors la méthode inverse pour y répondre : après avoir brièvement entrepris de rétablir la « Jérusalem antique » (et ainsi, la nation juive), il exigea que les juifs choisissent publiquement entre la nationalité séparée et l'intégration au sein de la nation où ils demeuraient.

Il était alors en mauvais termes avec les Français à cause de la faveur (disaient-ils) qu'il montrait envers les juifs. Plaintes et appels à protection contre eux se déversaient sur lui au point qu'il dit au Conseil d'État : « Ces juifs sont des sauterelles et des chenilles, ils dévorent ma France… Ils sont *une nation dans la nation*. » À l'époque, même le judaïsme *orthodoxe* niait énergiquement cette description.

Le Conseil d'État lui-même était divisé et doutait, à tel point que Napoléon fit appel à 112 représentants principaux du judaïsme, de France, d'Allemagne et d'Italie, pour venir à Paris répondre à une liste de questions.

Le monde étrange dans lequel Napoléon mit alors les pieds est peu compris des gentils. Il est éclairé par les deux citations suivantes :

**« Parce qu'il acceptait l'idée de Peuple élu et de salut, le monde juif était judéocentrique, et les juifs pouvaient interpréter tout ce qui**

**arrivait du seul point de vue d'*eux-mêmes en tant que centre* » (Dr Kastein).**

**« Le juif a bâti une Histoire globale du monde dont il *s'* est fait *le centre ;* et depuis ce moment, c'est-à-dire le moment où Jéhovah conclut l'alliance avec Abraham, le destin d'Israël forme l'Histoire du monde, et, en vérité, l'Histoire du cosmos tout entier, pour laquelle le Créateur du monde se donne du mal. C'est comme si les cercles se rétrécissaient toujours plus ; finalement, *seul reste le point central : l'Ego* » (M. Houston Stewart Chamberlain).**

La première de ces autorités est un juif sioniste, et l'autre est ce que la première appellerait un antisémite ; le lecteur verra qu'elles sont en accord total sur l'essence de la doctrine judaïque.

En effet, celui qui étudie ce sujet constate qu'il n'y a vraiment aucun désaccord sur de telles questions entre les érudits juifs talmudiques et leurs opposants, qu'ils accusent d'avoir des préjugés ; ce dont se plaignent réellement les extrémistes juifs est le fait que la critique vienne de milieux « extérieurs à la loi » ; cela est pour eux intolérable.

Les questions formulées par Napoléon montrent qu'à la différence des Anglais et des politiciens américains de ce siècle qui ont adopté le sionisme, il comprenait parfaitement la nature du judaïsme et le problème des rapports humains qu'il engendre. Il savait que, selon la Loi judaïque, le monde avait été créé à une date décidée avec précision, seulement pour les juifs, et que tout ce qui y arrivait (y compris les épisodes de sa propre gloire et de son pouvoir) était uniquement calculé pour amener le triomphe juif.

Napoléon comprit à son époque la théorie judaïque telle qu'elle est expliquée à notre siècle par le Dr Kastein, à propos du roi Cyrus de Perse et de sa conquête de Babylone en 538 av. J.-C. :

**« Si le plus grand roi de l'époque devait être *un instrument dans les mains du Dieu juif,* cela signifiait que ce Dieu était celui qui déterminait le destin non seulement d'un peuple , *mais de tous les* peuples ; qu'il déterminait le destin des nations, le destin du monde *entier*. »**

Napoléon avait provisoirement offert d'être « un instrument dans les mains du Dieu juif » sur la question de Jérusalem, mais il avait été déjoué

par le défenseur d'Acre. Maintenant, il était Empereur et ne se résignait pas à être « un instrument », ni n'en acceptait la proposition.

Il entreprit de faire en sorte que les juifs manifestent leur allégeance, et il formula astucieusement des questions auxquelles il était aussi impossible de répondre sans désavouer l'idée centrale, que de les éluder sans encourir un reproche ultérieur d'hypocrisie. Le Dr Kastein qualifie ces questions d'« infâmes », mais c'est seulement dans l'esprit mentionné précédemment *que toute* question d'un être extérieur à la Loi est infâme.

Dans un autre passage, le Dr Kastein dit, avec une admiration involontaire, qu'à travers ses questions, Napoléon « saisit correctement le principe du problème », et ceci est un éloge supérieur à ceux accordés par le Dr Kastein aux autres dirigeants gentils.

Et c'était vrai : si un homme mortel avait été capable de trouver une réponse « à la question juive », Napoléon l'aurait trouvée, car ses investigations atteignirent le fond même du problème et ne laissèrent aux hommes sincères que le choix entre un gage de fidélité et une admission déclarée d'infidélité invétérée.

Les délégués élus par les communautés juives vinrent à Paris. Ils étaient confrontés à un dilemme. D'une part, ils avaient tous été élevés dans la croyance séculaire qu'ils devaient toujours rester un peuple « séparé », choisi par Dieu pour « terrasser et détruire » d'autres nations, et finalement « revenir » sur une Terre promise ; d'autre part, ils étaient les premiers parmi ceux que la Révolution avait émancipés, et le général qui les interrogeait, le plus célèbre de cette Révolution, avait autrefois entrepris de « rétablir la Jérusalem antique. » Maintenant, cet homme, Napoléon, leur demandait de dire s'ils faisaient partie ou non de la nation qu'il dirigeait.

Les questions de Napoléon, telles des flèches vers une cible, visaient directement les principes de la Torah-Talmud, sur la base desquels avait été érigé un mur entre les juifs et les autres hommes.

Ces principes majeurs étaient : la Loi juive permettait-elle les mariages mixtes ? Les juifs considéraient-ils les Français comme des « étrangers » ou comme des frères ? Considéraient-ils la France comme leur pays natal, aux lois duquel ils devraient nécessairement obéir ? La Loi judaïque faisait-elle une distinction entre débiteurs juifs et chrétiens ? Toutes ces questions attaquaient les lois raciales et religieuses discriminatoires que les Lévites

(comme les chapitres précédents l'ont montré) avaient empilées sur les commandements moraux, les annulant ainsi.

Napoléon, avec un art de la publicité et une formalité extrêmes, confronta les représentants juifs *aux questions* que le monde avait posées pendant des siècles.

Sous cette lumière crue qui les frappait, les notables juifs n'avaient que deux alternatives : désavouer la Loi raciale en toute sincérité, ou déclarer leur reniement, tout en le niant secrètement (un expédient autorisé par le Talmud.) Comme le dit le Dr Kastein : « Les érudits juifs à qui l'on fit appel pour réfuter ces accusations se retrouvèrent dans une position extrêmement difficile, *car pour eux, tout dans le Talmud était sacré, même ses légendes et ses anecdotes*. » C'est une façon pour le Dr Kastein de dire qu'ils ne pouvaient qu'éluder ces questions par le mensonge, car on ne fit pas « appel [à eux] pour réfuter les accusations » ; on leur demanda simplement une réponse sincère.

Les délégués juifs *professèrent ardemment* qu'une chose telle qu'une nation juive n'existait plus ; qu'ils ne désiraient pas vivre dans des communautés fermées, auto-gouvernées ; qu'ils étaient en tous points des Français, et rien de plus. Ils éludèrent seulement la question des mariages mixtes ; ceux-ci, dirent-ils, étaient permis « sous le droit *civil*. » Même le Dr Kastein se voit contraint d'appeler la manœuvre suivante de Napoléon « un coup de génie. »

Il établit historiquement que si on les force publiquement à répondre à ces questions essentielles - pour les peuples avec lesquels ils vivent - les représentants du judaïsme donneront des réponses fausses ou qu'ils ne peuvent appliquer.

Les événements des décennies qui suivirent montrèrent que la revendication de séparer la nationalité-dans-les-nations ne fut jamais abandonnée par ceux qui exerçaient réellement le pouvoir au sein de la communauté juive.

Aussi Napoléon gagna-t-il, dans son échec, une victoire historique pour la vérité, qui garde sa valeur de nos jours.

Il chercha à donner aux réponses qu'il avait obtenues une forme officielle des plus contraignante, qui lierait les juifs, en tout lieu et pour tout l'avenir, aux engagements donnés par leurs sages : il souhaita que l'on

convoque le Grand Sanhédrin ! De toutes les régions d'*Europe*, les 71 membres traditionnels du Sanhédrin, 46 rabbins et 25 laïcs, se pressèrent alors à Paris et se réunirent en février 1807, au milieu de scènes d'une grande magnificence. Même si le Sanhédrin, en tant que tel, ne s'était pas réuni depuis des siècles, le « centre » talmudique de Pologne n'avait que récemment cessé de fonctionner publiquement, si bien que l'idée d'un corps dirigeant issu de la communauté juive était réelle et bien vivante.

Le Sanhédrin alla plus loin que les notables juifs dans la perfection et l'ardeur de ses déclarations ; (incidemment, il commença par prononcer des remerciements aux églises chrétiennes pour la protection dont ils avaient bénéficié dans le passé, et cet hommage vaut la peine d'être comparé à la version sioniste habituelle de l'histoire de l'ère chrétienne, qui prétend qu'elle ne fut qu'une longue épreuve de « persécution juive » par les chrétiens).

Le Sanhédrin reconnut *l'extinction de la nation juive comme un fait accompli.* Cela résolut le dilemme central créé par le fait que la Loi, qui avait été jusque-là toujours considérée comme imposée aux juifs exclusivement, ne permettait pas de distinction entre le droit civil et le droit religieux. Comme la « nation » avait cessé d'exister, *on proclama* que les lois talmudiques de la vie quotidienne ne s'appliquaient plus, mais la Torah, en tant que loi de la Foi, restait immuable ; ainsi parla le Sanhédrin. Si un conflit ou un débat venait à survenir, les lois religieuses devraient alors être considérées comme *subalternes* à celles de l'État dans lequel les juifs vivaient en tant qu'individus. Israël n'existerait à dater de ce moment *qu'en tant que religion*, et *ne chercherait plus aucune réhabilitation nationale*.

Ce fut un triomphe unique pour Napoléon (et qui sait dans quelle mesure cela contribua à sa chute ?). Les juifs furent libérés du Talmud ; la voie de la réintégration au sein de leurs semblables, leur participation à l'humanité, fut rouverte là où les Lévites l'avaient fermée plus de deux mille ans auparavant ; l'esprit de discrimination et de haine fut abandonné et exorcisé.

Ces déclarations formèrent la base sur laquelle la revendication de libertés civiques pleines et entières fut réalisée partout en Occident durant les années qui suivirent. Toutes les sections du judaïsme connues de l'Occident les soutinrent.

Dès lors le judaïsme orthodoxe, le visage tourné vers l'Occident, nia toute suggestion que les juifs formeraient une nation dans les nations. Avec le temps, le judaïsme non orthodoxe « élimina chaque prière exprimant ne serait-ce que le soupçon d'un espoir ou d'un désir d'une quelconque forme de résurrection nationale juive » (rabbin Moses P. Jacobson).

Au Parlement britannique, l'herbe fut coupée sous le pied des adversaires de l'émancipation juive, qui affirmaient que « les juifs attendent avec impatience l'arrivée d'un grand libérateur, leur retour en Palestine, la reconstruction de leur Temple, la renaissance de leur culte antique ; ils considéreront donc toujours l'Angleterre non comme leur pays, mais simplement comme leur lieu d'exil » (cité par M. Bernard J. Brown.) Pourtant, ces mises en garde étaient pertinentes. En moins de quatre-vingt-dix ans, les déclarations du Sanhédrin napoléonien avaient dans les faits été annulées, ce qui amena M. Brown à écrire :

**« Maintenant, bien que l'égalité civique ait été fermement établie par la loi dans presque chaque pays, le nationalisme juif *est devenu la philosophie d'Israël*. Les juifs ne devraient pas être étonnés si les gens nous accusent d'avoir obtenu l'égalité devant la loi sous de faux prétextes ; *d'être toujours une nation au sein des nations, et que les droits qui nous ont été accordés devraient être révoqués.* »**

Napoléon rendit inconsciemment un service à la postérité en révélant le fait important que les réponses qu'il avait obtenues étaient sans valeur. La seule et unique Loi, pour toutes pensées et actions, fut à nouveau infligée aux juifs durant le reste du XIXe siècle par leurs dirigeants talmudiques et par les politiciens gentils qui leur apportèrent la même aide que le roi Artaxerxés avait apportée à Néhémie.

Les réponses étaient-elles sincères ou fausses quand elles furent données ? La réponse pourrait bien se révéler partagée, de même que le judaïsme lui-même a toujours été partagé.

Nul doute que les délégués avaient fermement à l'esprit l'effet d'accélération que leurs réponses, telles qu'elles furent formulées, auraient sur l'octroi d'une égalité complète dans d'autres pays. D'autre part, beaucoup d'entre eux durent sincèrement espérer que les juifs pourraient enfin entrer dans l'humanité sans reniement secret, car dans la communauté

juive, cette impulsion de forcer l'interdiction tribale a toujours existé, bien qu'elle fût combattue par la secte dirigeante.

Il est probable que certains délégués étaient sincères dans leurs paroles, et que d'autres « rompirent secrètement » (selon l'expression du Dr Kastein) avec une loyauté qu'ils avaient publiquement affirmée.

Le Sanhédrin de Napoléon avait un défaut de fond. Il représentait les juifs d'*Europe* et ceux-ci (qui étaient en majorité séfarades) étaient en train de perdre leur autorité au sein de la communauté juive. Le centre talmudique et la grande majorité des « juifs de l'Est » (les ashkénazes slaves) étaient en Russie ou en Pologne russe, et pas même Napoléon ne réfléchit à ce fait, si même il en était conscient. Les talmudistes n'étaient pas représentés au sein du Sanhédrin, et les réponses données étaient hérésie sous leur Loi, car ils étaient les gardiens des traditions des pharisiens et des Lévites.

Les aveux du Sanhédrin mirent fin à la troisième période talmudique de l'histoire de Sion. Ce fut celle qui commença avec la chute de la Judée en 70 ap. J.-C., quand les pharisiens léguèrent leurs traditions aux talmudistes, et à la fin de ces dix-sept siècles, l'éternelle question semblait, d'après les réponses du Sanhédrin, être résolue.

Les juifs étaient prêts à rejoindre l'humanité et à suivre le conseil d'un juif français, Isaac Berr, lorsqu'il disait qu'ils devaient se débarrasser « de cet esprit étroit de corporation et de congrégation, dans toutes les questions civiles et politiques non directement connectées à notre loi spirituelle. Sur ces sujets, nous devons absolument apparaître comme de simples individus, comme des Français uniquement guidés par un vrai patriotisme et par l'intérêt général des nations. » Cela signifiait la fin du Talmud, et de la « clôture autour de la Loi ».

C'était une illusion. Aux yeux des chercheurs gentils d'aujourd'hui cela ressemble à une grande occasion manquée. Aux yeux du juif littéral ce fut un danger épouvantable évité de justesse : celui d'une participation commune à l'humanité.

La quatrième période de ce récit débute alors - le siècle de « l'émancipation », le XIX$^{e}$ siècle. Au cours de ce siècle, les talmudistes de l'Est entreprirent d'annuler ce que le Sanhédrin avait affirmé, et d'utiliser tous les privilèges gagnés par l'émancipation, non pour mettre les juifs et

tous les autres hommes sur un pied d'égalité, mais pour parquer à nouveau les juifs, réaffirmer leur « séparation » d'avec les autres et leur revendication à une nationalité séparée, qui était en fait la revendication à être une « nation au-dessus de toutes les nations », et non une « nation au sein des nations. » Les talmudistes réussirent, avec des résultats dont nous sommes les témoins à notre génération - qui est la cinquième période de la controverse de Sion. L'histoire de leur succès ne peut être séparée de celle de la révolution, à laquelle notre récit revient maintenant.

---

## NOTES DU CHAPITRE 18

6 Aujourd'hui Akko ; ville d'Israël sur la Méditerranée - NdT

# Chapitre 19

# LA RÉVOLUTION MONDIALE

Pour avoir une suite ordonnée, ce récit a été conduit jusqu'au Sanhédrin de Napoléon ; les réponses données par ce dernier clôturèrent la troisième période de l'histoire de Sion et en ouvrirent la quatrième, qui commença par la renonciation publique à la nationalité séparée, et finit, quatre-vingt-dix ans plus tard, par la réaffirmation publique de la nationalité séparée dans sa forme la plus extrême.

Avant de poursuivre cette quatrième phase, le récit doit maintenant reculer de vingt ans, jusqu'au début de la *révolution mondiale,* et considérer quel rôle, s'il en fut, jouèrent « les juifs ».

Le XIX$^{e}$ siècle, en Occident, différa des dix-huit siècles précédents de l'ère chrétienne de par l'apparition de deux mouvements au but convergent, qui, arrivés à la fin du siècle, dominaient toutes les affaires de l'Occident.

Le premier mouvement, le sionisme, visait au rassemblement d'une nation dispersée au sein d'un territoire promis à cette dernière par *le Dieu juif ;* le second mouvement, le communisme, visait à la destruction de la nationalité séparée en tant que telle.

Ainsi, ces deux mouvements semblaient-ils, à première vue, opposés l'un à l'autre de manière fixe, car le premier faisait du nationalisme sa religion, et même son Dieu, et l'autre déclarait la guerre à mort au nationalisme. Cet antagonisme était seulement apparent, et en vérité les deux mouvements œuvrèrent sur des pistes parallèles, non vers une collision sur la même ligne. Car le Dieu qui promit la terre à la nation devant être rassemblée, promit aussi de l'installer « par-dessus tous les peuples qui sont sur la surface de la terre », et de détruire toutes les autres nations « par une destruction puissante jusqu'à ce qu'elles soient détruites ». La révolution mondiale, qui poursuivait le deuxième de ces buts, remplit ainsi les conditions posées pour le premier ; par accident ou par intention, elle aussi fit la volonté de Jéhovah.

Cela étant, la tâche de l'historien est de découvrir, s'il le peut, quel rapport existait entre les organisateurs du sionisme et ceux de la révolution mondiale. S'il n'y en avait aucun, et que le parallélisme dans les intentions était une coïncidence, alors l'Histoire faisait manifestement une petite plaisanterie à l'Occident. Mais si on peut démontrer la relation entre les deux, le modèle des 170 dernières années préfigure la forme des événements à venir ; dans ce cas, la révolution mondiale fut la servante de Sion.

Ces 170 ans furent probablement les plus dissolus et les moins louables dans l'histoire de l'Occident. Au début du XIX^e siècle, l'Occident avait derrière lui dix-sept siècles d'accomplissement chrétien ; le monde n'avait jamais vu auparavant l'homme améliorer autant sa propre condition et sa conduite envers les autres ; même la guerre faisait l'objet d'un code civilisé, et il semblait certain que l'avenir continuerait selon ce processus ascendant. Au milieu du XX^e siècle, une grande partie de cet accomplissement avait été perdue ; une partie importante de l'Occident avait été livrée à la barbarie asiatique ; la question de savoir si le reste de l'Occident et sa foi pouvaient ne serait-ce que survivre était clairement dans la balance et trouverait probablement une réponse au cours des dernières décennies du siècle.

La période qui vit cette détérioration fut celle de la montée du pouvoir judaïste jusqu'à un sommet d'influence dans les affaires de l'Occident, sommet que pratiquement aucun potentat ou pontife, doctrine ou dogme européens n'avait jamais atteint. L'image de ce pouvoir en expansion, s'étendant sur l'Europe tel un nuage noir oriental, est illustrée dans deux citations du début et de la fin du XIX^e siècle. En 1791, le grand historien allemand Johann Gottfried von Herger, contemplant les cent dernières années qui venaient de s'écouler, écrivait :

**« Les nations les plus primitives de l'Europe *sont des esclaves volontaires* de l'usure juive… Le peuple juif est et reste en Europe un peuple asiatique étranger à notre partie du monde, *attaché à cette antique loi qu'il a reçue dans un climat lointain* et que selon sa propre confession, il ne peut abolir… Il est indissolublement lié à *une loi étrangère qui est hostile à tous les peuples étrangers*. »**

Le lecteur de journaux de 1807, quand il apprit les aveux fervents de non-nationalité de la part du Sanhédrin, aurait probablement rejeté von

Herder comme « fanatique » (ou même comme « antisémite »), mais les années et les événements montrèrent que, comme d'autres avant lui, il n'était qu'un érudit disant la vérité. Cent ans plus tard, en 1899, un autre érudit, M. Houston Stewart Chamberlain, revint sur ce que Herder avait écrit, et rapporta, à propos de l'usurpation grandissante et continue du pouvoir:

**« Un grand changement a eu lieu : les juifs jouent, en Europe et partout où l'influence européenne s'étend, un rôle différent de celui qu'ils jouaient il y a cent ans ; tel que Viktor Hohn l'exprime, nous vivons aujourd'hui dans “une ère juive” ; nous pouvons penser ce que nous voulons de l'histoire passée des juifs, leur histoire actuelle prend en réalité tant de place dans notre propre histoire que nous ne pouvons décemment refuser de les remarquer : l'élément “étranger” souligné par Herder est devenu de plus en plus saillant… L'influence directe du judaïsme sur le XIXe siècle apparaît pour la première fois comme une nouvelle influence dans l'histoire de la culture ; cela devient ainsi l'un des sujets brûlants du jour.**

**Ce peuple étranger est devenu précisément, au cours du XIXe siècle, un constituant important de notre vie, de manière disproportionnée, et *dans de nombreuses sphères véritablement dominantes*…**

**Herder dit que “les nations d'Europe plus primitives étaient des esclaves volontaires de l'usure juive”. Aujourd'hui, Herder pourrait dire la même chose de *la partie de loin la plus importante de notre monde civilisé… nos gouvernements, notre loi, notre science, notre commerce, notre littérature, notre art, pratiquement toutes les branches de notre vie sont devenues les esclaves plus ou moins volontaires des juifs, et traînent des chaînes féodales enferrées à un pied, en attendant qu'elles le soient aux deux*…**

**L'influence directe du judaïsme sur le XIXe siècle devient ainsi l'un des sujets brûlants du jour. Nous avons à traiter ici d'une question affectant non seulement le présent, mais aussi l'avenir du monde… Si l'influence juive devait prendre le dessus en Europe dans la sphère intellectuelle et culturelle, nous aurions un nouvel exemple de pouvoir négatif et destructeur. »**

**Telle fut l'évolution des choses sur cent ans, de von Herder à Chamberlain. Les trois dernières phrases sont un pronostic brillant, car Chamberlain n'avait pas vu les *preuves*, que notre siècle apporta, de la vérité de ce qu'il disait ; à savoir, il ne vit pas cet exploit fantastique d'orchestration internationale à grande échelle, en octobre 1917, où le communisme (le destructeur de la nationalité) et le sionisme (le créateur de la nation dominante) triomphèrent au même instant !**

Au cours des soixante ans qui ont passé depuis les propos de Chamberlain, le processus observé par lui-même et Herder a pris de l'ampleur et de la puissance. La question n'affecte plus simplement « l'avenir du monde » ; elle nous accompagne chaque jour, et nous n'avons aucun *présent* qui ne soit pas façonné par elle ; elle a déjà changé la nature du monde et de la destinée de l'homme au sein de ce dernier. « Nos gouvernements », dans le demi-siècle qui s'est écoulé, sont devenus de tels « esclaves volontaires » de la secte dominante judaïque qu'ils sont en fait les intendants, ou agents, d'une nouvelle classe dirigeante internationale, et en aucun cas de vrais gouverneurs.

L'Occident en est venu à ce dilemme par la pression de deux rouleaux-compresseurs : le communisme et le sionisme, la révolution mondiale destructrice des nations et la nouvelle classe dirigeante créatrice de nations. L'une a incité la foule ; l'autre a acquis le pouvoir sur les dirigeants. Ces deux organisateurs sont-ils les mêmes ? Ce livre cherche à répondre à cette question dans les chapitres qui suivent. Ce qui est clair est que chaque étape de la ruine de l'Occident, pendant ces 170 ans, fut accompagnée par les étapes successives du « retour » en Terre promise. C'est une indication d'un directorat commun qui est trop forte pour être mise de côté, à moins qu'elle ne puisse être définitivement réfutée.

Pour les masses « païennes » de la chrétienté, le processus qui commença par l'apparition de la révolution mondiale en 1789 fut surtout un processus de bruit et de fureur, ne signifiant rien ; mais le chercheur perçoit que, sur un rythme majestueux, ce processus accomplit la Loi et les Prophètes de Juda.

Le XIX$^{e}$ siècle fut un siècle de conspiration, dont ce que nous observons au 20ème siècle est le résultat. La conspiration engendra le communisme et le sionisme, et ceux-ci prirent l'avenir de l'Occident entre des tenailles. Quelles sont leurs origines ? Pourquoi ont-ils germé dans

l'obscurité avant de percer ensemble à la surface au XIX$^{e}$ siècle ? Avaient-ils une racine commune ? La manière de répondre à la question est d'examiner les racines de chacun séparément, et de découvrir si elles se rejoignent ; et le but de ce chapitre et du chapitre suivant est de suivre à la trace l'idée-racine de la révolution mondiale.

La Révolution française fut la révolution *mondiale* en action, non une révolution *en France*. Dès l'apparition de cet événement en France, aucun doute ne subsiste à cet égard. Auparavant, les gens pouvaient se permettre d'avoir des notions sur les paysans qui souffraient, incités au soulèvement soudain par des aristocrates arrogants, et ainsi de suite, mais l'étude attentive du contexte de la Révolution française dissipe de telles illusions. Elle fut le résultat d'un plan et l'œuvre d'une organisation secrète, œuvre révélée avant que cela n'arrive ; ce ne fut *pas* simplement une explosion française provoquée par des causes françaises. Le plan la sous-tendant est le même que celui du communisme aujourd'hui ; et le communisme d'aujourd'hui, qui est la révolution mondiale permanente, a hérité de l'organisation qui développa ce plan.

La Révolution française de 1789 est celle qui fournit la clé du mystère. Elle forme le lien entre la révolution anglaise de 1640 et la révolution russe de 1917, et révèle le processus entier comme étant un processus planifié et ininterrompu qui, une fois passé par ces trois étapes, atteindra clairement son paroxysme final à un moment pas si éloigné que cela, probablement au cours de ce siècle. Cette apogée, de manière prévisible, prendra la forme d'une tentative de consommer et d'accomplir la révolution mondiale en installant un gouvernement mondial sous le contrôle de l'organisation qui guide le processus révolutionnaire depuis son origine. Cela établirait l'emprise d'une nouvelle classe dirigeante sur les nations submergées. (Comme dirait le Dr Kastein, elle « détermine[rait] le destin du monde entier »).

Cette image, qui n'est apparue que lentement à mesure que les trois siècles s'écoulaient, est aujourd'hui claire dans sa perspective historique, où chacune des trois grandes révolutions est vue à la lumière projetée sur elle par la suivante :

(1) La révolution anglaise *sembla* être à l'époque un épisode anglais spontané, uniquement dirigé contre les prétentions, à ce moment-là, d'une maison royale particulière - les Stuart - et contre une forme particulière de

religion, appelée « papisme ». Aucun contemporain ne rêva ne serait-ce que de considérer cela comme le début d'un mouvement mondial dirigé contre *toute* religion et *tout* gouvernement légitime. (La secte dirigeante de la communauté juive fournit des fonds au dictateur révolutionnaire et, par ce rôle traditionnel « d'incitation », les leaders juifs devinrent les bénéficiaires principaux de la révolution ; s'ils eurent aucun rôle dans l'instigation originale de cette dernière, on ne peut le démontrer, de même que n'a survécu aucune preuve d'un plan supérieur à long terme sous-tendant la révolution).

(2) La nature et le cours de la Révolution française, cependant, placent la révolution anglaise sous une lumière différente. Ce ne fut *pas*, et même à cette époque ne sembla pas être, un épisode français interne causé par les simples conditions prévalant en France. Au contraire, elle suivit un plan pour une révolution *universelle*, plan découvert et rendu public quelques années auparavant ; et l'organisation secrète révélée alors avait des membres dans de nombreux pays et dans toutes les classes. Par conséquent, on considéra ses actes les plus caractéristiques (le régicide et le sacrilège), quoiqu'ils répétassent ceux de la révolution en Angleterre, non comme des actes spontanément vengeurs commis dans l'agitation du moment, mais comme des actions délibérément symboliques d'un plan et d'un but *ininterrompus* : la destruction de toute religion et de tout gouvernement légitime, en tout lieu. Inévitablement, cette révélation mène à la conjecture que la révolution anglaise puisse aussi avoir été préparée par cette organisation secrète, dans le but de détruire toute nationalité. (Dans la Révolution française comme dans l'anglaise, la secte judaïste en émergea comme le principal bénéficiaire ; elle utilisa l'émancipation générale des juifs qui résulta de la Révolution comme une couverture pour son travail de conspiratrice, au cours des décennies qui suivirent. À ce jour, aucune preuve découverte n'est en mesure de démontrer l'instigation judaïste originelle).

Ainsi, la Révolution française, à la différence de la révolution anglaise, était-elle manifestement le produit d'une conspiration majeure, aux buts mondiaux et aux racines profondes. Dès cet instant, la nature du plan devenait claire, mais les conspirateurs, partout où ils étaient démasqués, semblaient être une horde d'individus sans lien entre eux, excepté la rage qu'éprouve le pyromane pour la destruction. Le but ne faisait aucun doute, mais l'identité des organisateurs restait mystérieuse. Cette scène en partie

clarifiée fut dépeinte en des termes célèbres par une autorité reconnue en la matière, Lord Acton *:*

**« Ce qui est épouvantable dans la révolution, ce n'est pas le tumulte, *mais le dessein*. Par delà le feu et la fumée, nous percevons la *preuve d'une organisation calculatrice. Les administrateurs* restent soigneusement cachés et masqués, *mais il n'y a aucun doute sur leur présence dès le départ.* »**

La Révolution française révéla donc un *dessein* derrière la révolution, et c'était le dessein d'un but placé à une échelle *mondiale*. Ce qui avait semblé être quelque chose de non planifié au moment de la révolution anglaise était maintenant visible, ou était devenu le résultat d'un plan et d'un pattern, et la conspiration était clairement d'une telle force et d'un telle ancienneté que cela avait dû lui permettre sa complicité dans la révolution précédente. Cependant, cette deuxième révolution laissa toujours « les administrateurs » masqués, si bien que seule la moitié du mystère avait été résolue (Lord Acton mourut en 1902, et ne vit donc pas la troisième révolution).

(3) La révolution russe, à nouveau, laissa la place à de nouvelles théories à propos des révolutions française et anglaise. Les actes de régicide et de sacrilège étaient une carte d'identité aussi caractéristique que les salutations du musulman sont le signe de sa foi ; par ces actes, la révolution informa tous ceux qui voulaient l'entendre qu'elle travaillait toujours « au dessein » de la destruction mondiale, révélé pour la première fois par la Révolution française. De plus, le secret, qualifié pendant cent ans de « mensonge », n'était même plus nié ; à partir de 1917, la révolution mondiale fut, de son propre aveu, *permanente*, et mondiale dans ses intentions, et la conspiration secrète d'autrefois devint un parti politique, opérant dans tous les pays sous les ordres d'un siège central à Moscou.

Ainsi, la révolution russe jeta-t-elle une lumière plus brillante sur la Révolution française, clarifiant ses contours et ses origines.

Cependant, sur la question des *administrateurs* « soigneusement cachés » et « masqués », la révolution russe jeta une lumière entièrement différente sur les deux révolutions précédentes, ou du moins elle offrit des conjectures sur leurs origines possibles, auxquelles personne n'avait beaucoup réfléchi précédemment. « Les administrateurs » de la révolution russe étaient

presque tous des juifs de l'Est. À cette occasion, les actes significatifs et symboliques de régicide et de sacrilège furent commis par des juifs, et une loi fut ordonnée, qui dans les faits interdisait complètement toute discussion du rôle joué par les juifs, ou par « la question juive », dans ces événements ou dans toute autre affaire publique.

Ainsi, des questions essentielles trouvèrent-elles une réponse, et ce qui était un grand mystère en 1789 devint-il clair en 1917. Le grand avantage que le chercheur d'aujourd'hui tire de la Révolution française est la preuve, fournie par elle, de l'existence d'un *dessein* pour une révolution mondiale, et d'une *organisation* qui poursuivit cette ambition destructrice. Son existence et son activité firent du XIX^e siècle le siècle de la grande conspiration. Une impression d'entités maléfiques s'agitant dans des lieux sombres, comme les bruits auxquels s'attend un prisonnier la nuit dans son cachot, inquiétèrent les hommes et les nations. Ceci était le sentiment que la conspiration transmettait tout autour d'elle, empestant l'air environnant. Depuis l'époque de la Révolution française, les hommes savaient intuitivement qu'ils vivaient avec la conspiration parmi eux ; à notre époque, qui en a subi les effets, nous pouvons au moins voir à quoi nous avons affaire, si nous regardons bien, et nous pouvons dire que c'est un démon qui nous est familier.

Peut-être que le plus grand tort de Napoléon fut de distraire, par ses campagnes et exploits brillants, les pensées des hommes du danger beaucoup plus grand qui les menaçait : la révolution mondiale et ses « administrateurs » secrets. Sans lui, ils auraient peut-être accordé plus d'attention à la conspiration, car ils avaient la preuve de son existence.

# Chapitre 20

# LE DESSEIN

Cette preuve fut donnée quand les documents de la société secrète des « Illuminati » d'Adam Weishaupt furent saisis par le gouvernement bavarois en 1786, et publiés en 1787. Le plan originel de la révolution *mondiale* et l'existence d'une organisation puissante aux membres très haut-placés furent alors révélés. Dès ce moment, il ne subsista aucun doute que tous les pays et les classes de la société comprenaient des hommes qui s'étaient ligués entre eux pour détruire *tout* gouvernement légitime et *toute* religion. L'organisation conspiratrice repassa dans la clandestinité après son exposition, mais elle survécut et poursuivit son plan, faisant irruption à la vue du public en 1917. Depuis lors, comme le communisme, elle poursuit ouvertement les buts dévoilés par le gros coup du gouvernement bavarois en 1786 - utilisant les méthodes révélées également à l'époque.

La publication des documents Weishaupt survint par un hasard aussi curieux que celui de la conservation des documents de M. Whittaker Chambers en 1948[7]. Seul un reliquat subsistait après que l'essentiel eut été détruit, car une partie des faits et gestes et des plans des Illuminati avait été connue avant 1786, en partie de par les vantardises de ses membres, et en partie de par les révélations de certains qui (comme M. Chambers 160 ans plus tard) se révoltèrent contre la compagnie en laquelle ils se trouvaient, quand ils comprirent sa véritable nature. Ainsi, la duchesse douairière Maria Anna de Bavière reçut-elle en 1783 l'information d'anciens Illuminés selon laquelle l'ordre enseignait que la religion devait être considérée comme une absurdité (« l'opium du peuple » de Lénine) et le patriotisme comme de la puérilité, que le suicide était justifiable, que la vie devait être gouvernée par la passion plutôt que la raison, que l'on pouvait empoisonner ses ennemis, et ainsi de suite. Suite à cela et à d'autres informations, le duc de Bavière publia en 1785 un décret contre les Illuminati ; l'ordre fut accusé d'être une branche de la franc-maçonnerie, et les représentants gouvernementaux, les membres des forces armées, les professeurs, les enseignants et les étudiants avaient interdiction de le rejoindre. Un interdit

général fut posé sur la formation des sociétés secrètes (c'est-à-dire les corps qui se rassemblaient sans se faire enregistrer, comme la loi l'exigeait).

Cet interdit (qui ne pouvait manifestement pas être appliqué - les organisations *secrètes* ne pouvant être supprimées par décret) mit en garde les conspirateurs, de sorte que (ainsi que le relatent les deux historiens des Illuminati, Messieurs C.F. Forestier et Leopold Engel) « une quantité considérable de documents de la plus haute importance appartenant à l'ordre fut soit cachée soigneusement, soit brûlée » et « peu de documents survécurent, car la plus grande partie fut détruite, et les relations externes furent interrompues, afin de détourner les soupçons » ; autrement dit, l'ordre entra dans la clandestinité. Ainsi les documents qui *furent* trouvés en 1786 ne représentent-ils qu'une toute petite partie de l'ensemble. M. Forestier dit qu'en 1784 (la dernière année au cours de laquelle l'ordre eut plutôt tendance à vanter son pouvoir qu'à le cacher), l'ordre s'étendait depuis sa base bavaroise « sur toute l'Europe Centrale, du Rhin à la Vistule et des Alpes à la Baltique ; ses membres comprenaient : des jeunes gens qui devaient appliquer par la suite les principes qu'on leur avaient inculqués, des fonctionnaires de toutes sortes qui mettaient leur influence à son service, des membres du clergé à qui il inspirait la “tolérance”, et des princes dont il pouvait revendiquer la protection et qu'il espérait contrôler. » Le lecteur se rendra compte que ceci est une image du communisme aujourd'hui, à l'exception de l'allusion aux « princes », dont le nombre s'est presque réduit à néant depuis 1784.

Cependant, les documents qui furent découverts et publiés, s'ils n'indiquaient pas l'étendue complète des membres et des connexions des llluminati, particulièrement en France, en Grande-Bretagne et en Amérique, révélaient néanmoins la nature de la société secrète et son ambition totalement destructrice. Un émissaire illuministe fut frappé par la foudre lors d'un voyage en Silésie en 1785. Les papiers trouvés sur lui provoquèrent la fouille des maisons de deux leaders illuministes. La correspondance entre « Spartacus » (Adam Weishaupt) et les « aréopagites » (ses associés les plus proches dans l'ordre), ainsi que d'autres papiers trouvés alors révélèrent le plan complet pour la révolution mondiale, dont nous sommes au 20ème siècle devenus familiers de par ses consequences, et sous le nom de “Communisme”.

Nul ne peut croire aujourd'hui que ce plan grandiose de destruction prit naissance dans le cerveau d'un professeur bavarois, ni résister à la conclusion que (comme le suggère Mme Nesta Webster), Weishaupt et ses alliés ne *créèrent* pas, mais ne firent que lâcher sur le monde une force vive et terrible restée inerte pendant des siècles.

Quand il fonda ses Illuminati, le 1er mai 1776, Weishaupt était doyen de la faculté de droit à l'université d'Ingolstadt (à notre époque, les professeurs d'université secrètement communistes se trouvent souvent dans les facultés de droit). Il avait été élevé par les jésuites, qu'il en vint à détester, et il leur emprunta leur secret d'organisation, qu'il pervertit à des fins contraires : la méthode (comme le disait son associé Mirabeau) grace à laquelle « sous un seul chef *, les hommes dispersés dans tout l'univers se retrouvaient à tendre vers le même but.* » Cette idée de liguer des hommes ensemble au sein d'une conspiration secrète et de les utiliser pour réaliser un but qu'ils ne comprennent pas, transparaît dans l'ensemble des lettres et autres documents illuministes saisis par le gouvernement bavarois.

L'idée est présentée de manière passionnée, et les nombreuses façons de la réaliser sont d'une grande ingéniosité. L'expérience de la conspiration, accumulée au cours des âges, devait être l'inspiratrice, et les recherches de Mme Nesta Webster pour déterminer l'origine de cette doctrine morbide et perverse la firent remonter jusqu'au début de l'ère chrétienne et même avant. Par exemple, M. Silvestre de Sacy dit que la méthode utilisée par les Ismaéliens (une secte subversive au sein de l'Islam au VIIIe siècle) était d'enrôler des « partisans en tout lieu et dans toutes les classes de la société », dans une tentative de destruction de leur foi professée et de leur gouvernement ; le leader ismaélien, Abdullah ibn Maymun, entreprit d'« unifier, sous la forme d'une vaste société secrète aux nombreux degrés d'initiation, des libre-penseurs qui ne considéraient la religion que comme un frein pour le peuple, et des fanatiques de toutes les sectes. » L'accomplissement d'Abdullah ibn Maymun, selon une autre autorité, M. Reinhart Dozy, fut que « par de tels moyens, le résultat extraordinaire fut qu'une multitude d'hommes aux croyances diverses travaillèrent tous ensemble à un objectif connu seulement de quelques-uns d'entre eux ». Ces citations décrivent exactement à la fois les buts, les méthodes et l'accomplissement d'Adam Weishaupt, et ceux du communisme, et on

pourrait les multiplier par des extraits de la littérature des kabbalistes, des gnostiques et des manichéens.

Les documents de Weishaupt sont incontestablement authentiques ; le gouvernement bavarois devança involontairement toute tentative de crier à la « contrefaçon » (d'une manière que nous connaissons bien dans notre siècle), en invitant quiconque serait intéressé à examiner les originaux aux Archives de Munich.

Ceux-ci révélaient trois choses principales : premièrement, les buts de la société ; deuxièmement, la méthode d'organisation ; et troisièmement, les membres - du moins sur une region relativement limitée (principalement, les États allemands du Sud). Ces trois questions seront discutées séparément ici.

L'idée de base, rendue parfaitement claire dans la correspondance entre « Spartacus » et ses compagnons-conspirateurs à pseudonymes, était la destruction de toute autorité, nationalité et religion établies, permettant ainsi d'ouvrir la voie à l'ascension d'une nouvelle classe dirigeante, celle des Illuminés.

Les buts de la société, tels que résumés par Henri Martin, étaient « l'abolition de la propriété, de l'autorité sociale et de la nationalité, et le retour de la race humaine à l'état heureux dans lequel elle ne formait qu'une seule famille, sans besoins artificiels, sans sciences inutiles, chaque père étant prêtre et magistrat ; prêtre de nous ne savons quelle religion, car malgré leurs fréquentes invocations du Dieu de la Nature, beaucoup d'indications nous amènent à conclure que Weishaupt n'avait d'autre Dieu que la Nature elle-même. » Ceci est confirmé par Weishaupt ; « Les princes et les nations disparaîtront… La raison sera le seul code de l'homme. » Dans tous ses écrits, il élimina complètement toute idée de pouvoir divin en dehors de l'Homme.

L'attaque contre « les rois et les princes » n'était qu'une « couverture » de la véritable attaque contre toute *nationalité* (comme le temps l'a montré - maintenant que l'offre en rois et princes fait défaut, le communisme détruit de manière impartiale les Premiers ministres comme les politiciens prolétaires) ; et l'attaque contre les « prêtres » était un déguisement de l'attaque réelle, contre *toute* religion. Le vrai but, dans les deux cas, est révélé dans la correspondance même de Weishaupt avec ses intimes ; le

faux but était professé aux agents inférieurs de la société, ou au public, au cas où il aurait eu vent des activités illuministes. La grande habileté de Weishaupt dans l'enrôlement de gens importants, qui le rejoignaient en croyant qu'ils se montraient ainsi « progressistes » ou « libéraux », est démontrée par le nombre de princes et de prêtres retrouvés sur ses listes secrètes d'adhésion.

Le meilleur exemple de son succès et de la faculté d'adaptation rapide de sa méthode se retrouve dans le cas de la religion. Son attaque de la religion fut une chose beaucoup plus audacieuse et ahurissante à son époque qu'à la nôtre, où nous avons vécu suffisamment longtemps avec le communisme ouvertement déclaré pour savoir reconnaître une proposition qui, à l'époque de Weishaupt, devait sembler à peine crédible : celle que l'homme, après avoir trouvé la voie menant à l'idée de Dieu, devrait de son propre chef rebrousser chemin ! L'idée première de Weishaupt était de faire de l'Adoration du Feu la religion de l'Illuminisme. Il était peu probable que cette idée puisse jamais amener des recrues venant des rangs du clergé, et il eut une meilleure idée, qui les fit venir en nombre. Il déclara que Jésus avait eu « une doctrine secrète », jamais révélée ouvertement, mais que toute personne assidue pouvait lire entre les lignes des Évangiles. Cette doctrine secrète devait supprimer la religion et la remplacer par la raison : « quand enfin la Raison deviendra la religion de l'homme, alors le problème sera résolu. » L'idée de rejoindre une société secrète dont Jésus avait été le vrai fondateur et de suivre un exemple établi par Jésus en utilisant des mots pour cacher le vrai sens, se révéla irrésistible pour de nombreux ecclésiastiques qui franchirent alors la porte qui leur était ainsi ouverte. C'étaient des personnages d'un nouveau genre pour leur époque ; de nos jours le clerc communiste est devenu familier.

Les leaders illuministes les raillaient en privé. Philo, le principal collaborateur de « Spartacus » (le Baron von Knigge de Hanovre) écrivit : « Nous disons donc que Jésus n'a pas souhaité introduire une nouvelle religion, mais seulement rétablir la religion naturelle et la raison dans leurs anciens droits… De nombreux passages de la Bible peuvent être utilisés et expliqués, et ainsi toute querelle entre les sectes cesse si on peut trouver une signification raisonnable à l'enseignement de Jésus, *qu'elle soit vraie ou non…* Donc, maintenant que les gens voient que *nous sommes les seuls vrais et fidèles chrétiens*, nous pouvons nous prononcer plus particulièrement contre les prêtres et les princes, mais je me suis arrangé de

telle façon qu'après avoir accompli des tests préalables, *je puisse admettre des pontifes et des rois à ce degré de l'ordre*. Dans les Mystères supérieurs, nous devons alors (a) *dévoiler la pieuse imposture* et (b) *révéler* parmi toutes les écritures l'origine de *tous* les mensonges *religieux* et leur connexion… » « Spartacus » commenta avec bonheur : « Vous ne pouvez pas imaginer la sentiment suscité par notre rang de Prêtre. Le plus merveilleux est que les grands théologiens protestants et réformés qui font partie de l'Illuminisme croient toujours que l'enseignement religieux qui y est communiqué contient l'esprit juste et authentique de la religion chrétienne. Ô, homme, de quoi ne peut-on te convaincre !

Je n'ai jamais pensé devoir devenir le fondateur d'une nouvelle religion. » Weishaupt fit de grands progrès en Bavière après avoir persuadé avec succès les ecclésiastiques que l'irréligion était la vraie foi et l'Antéchrist le vrai christianisme. Il nota que tous les professeurs non-illuministes avaient été éconduits de l'université d'Ingolstadt, que la société avait fourni à ses membres cléricaux « de bons bénéfices, des paroisses, des postes à la cour », que les écoles étaient contrôlées par les Illuministes et qu'ils s'empareraient bientôt du séminaire pour les jeunes prêtres, à partir de quoi « nous serons à même de pourvoir toute la Bavière en prêtres appropriés. » L'attaque de Weishaupt contre la religion était la caractéristique la plus distinctive de sa doctrine. Ses idées à propos du « Dieu de la Raison » et du « Dieu de la Nature » rapprochent fortement sa pensée de la pensée judaïque, dans sa relation aux gentils, et puisque l'Illuminisme devint le communisme et que le communisme tomba sous leadership juif, ceci pourrait être significatif. La Loi judaïque établit également que les gentils (qui en tant que tels sont exclus du monde à venir) n'ont droit qu'à la religion de la nature et de la raison que Weishaupt enseignait. Moses Mendelssohn[8], cité dans ses mémoires, dit :

Ainsi, dans cette vision autoritaire, Dieu lui-même a exclu les Gentils de sa congrégation et leur a ordonné de vivre simplement selon les lois de la nature et de la raison. Ainsi, Weishaupt leur ordonnait de faire exactement ce que le Dieu juif leur avait ordonné de faire. Si les rabbins talmudiques n'eurent aucun rôle dans l'inspiration de l'Illuminisme (et les recherches n'en découvrent aucun), la raison pour laquelle ils prirent plus tard part à la direction du communisme semble ici devenir évidente.

Voilà les *buts* des Illuminati. Ce sont ceux - inchangés - du communisme aujourd'hui. Quant à la méthode, toute bassesse dont sont capables les êtres humains fut répertoriée pour ensuite être utilisée pour le recrutement. Parmi les documents, se trouvaient deux paquets qui horrifièrent particulièrement l'opinion publique à l'époque.

Ils contenaient des documents stipulant que l'ordre pouvait exercer le droit de vie et de mort sur ses membres, et présentant un éloge de l'athéisme, ainsi que la description d'une machine à détruire automatiquement les documents secrets, et des prescriptions pour l'avortement, pour contrefaire les sceaux, pour fabriquer des parfums toxiques et de l'encre sympathique, entre autres choses. Aujourd'hui, le contenu d'un laboratoire communiste est familier à quiconque s'intéresse à de telles affaires, mais en 1787, l'effet de cette révélation, dans la Bavière catholique, fut celui d'un aperçu de l'antichambre des Enfers.

Les documents de Weishaupt incluaient un diagramme illustrant la manière dont il exerçait le contrôle de son organisation. Ce diagramme montre ce qui pourrait être un morceau de cotte de mailles, ou de nid d'abeilles, et est identique au célèbre système de « cellule » sur lequel le communisme est construit aujourd'hui. C'est le produit d'une intelligence supérieure (et manifestement de siècles d'expérience ; de telles méthodes ne sont pas inventées sans un long processus de tâtonnements). Le secret est qu'un dommage sur une telle structure ne peut être que local, le tissu principal restant toujours intact et susceptible d'être réparé. Si quelques liens, ou cellules, sont détruits, ils peuvent être réparés en temps voulu, et pendant ce temps l'organisation continue, en grande partie indemne.

Weishaupt siégeait au centre de cette toile et en tirait toutes les ficelles. « Il faut montrer combien il serait facile pour un chef intelligent de diriger des centaines et des milliers d'hommes », avait–il écrit au-dessus du diagramme, et il avait ajouté en dessous : « Il y en à deux immédiatement sous moi à qui j'insuffle tout mon esprit, et chacun d'eux en a encore deux autres, etc… De cette façon, je peux mettre mille hommes en mouvement et les enflammer de la manière la plus simple, et c'est de cette façon qu'on doit transmettre les ordres et opérer en politique. » Quand les documents illuministes furent publiés, la plupart des membres apprit pour la première fois que Weishaupt en était le chef, car il n'était connu que de ses proches associés. La majorité savait seulement que, quelque part au-dessus d'eux, se

trouvait un « leader bien-aimé » ou « grand frère », un Être plein de sagesse, bienveillant mais sévère, qui par eux, refaçonnerait le monde. Weishaupt avait en fait accompli le « résultat extraordinaire » attribué à Abdullah ibn Maymun au sein de l'islam : sous le contrôle de ce dernier, « une multitude d'hommes aux croyances diverses travaillèrent tous ensemble vers un objectif connu seulement de quelques-uns. » Le fait que chaque dupe ne connût que ses deux dupes immédiats n'aurait pu à lui seul provoquer ce résultat. Comment les Illuminés étaient-ils *maintenus* ensemble ? La réponse est que Weishaupt découvrit, ou reçut d'une intelligence supérieure, le secret sur lequel la force cohésive de la révolution mondiale repose aujourd'hui, sous le communisme : la terreur ! Tous les Illuminés prenaient des noms « illuminés », qu'ils utilisaient dans les relations qu'ils avaient entre eux et dans toute leur correspondance. Cette pratique du pseudonyme, ou « nom de couverture », continue à ce jour. Les membres des gouvernements communistes qui usurpèrent le pouvoir en Russie en 1917 furent, pour la première fois dans l'Histoire, connus du monde par des pseudonymes (et sont également connus ainsi pour la postérité). Les révélations de 1945-1955 en Amérique, en Angleterre, au Canada et en Australie montrèrent que les hommes qui travaillaient comme agents communistes dans les gouvernements de ces pays utilisaient des « noms de couverture », selon la manière initiée par Weishaupt.

Weishaupt organisait sa société en échelons ou cercles, dont les anneaux extérieurs comprenaient les nouvelles recrues et les dupes de moindre importance. L'avancement dans les échelons était censé amener l'initiation aux chapitres suivants du mystère central.

Weishaupt préférait l'enrôlement de jeunes hommes à un âge où ils sont le plus impressionnables, entre 15 et 30 ans. (Cette pratique fut poursuivie jusqu'à notre époque ; Messieurs Alger Hiss, Harry Dexter White, Whittaker Chambers, Donald Maclean, Guy Burgess et d'autres furent tous « pris au filet » dans leurs universités américaines ou anglaises). D'autres échelons ou degrés étaient ajoutés à mesure que le cercle de recrutement s'élargissait, ou qu'on y découvrait des obstacles particuliers ; on a déjà donné l'exemple de la religion, et dans ce cas également, le communisme, en insinuant que Jésus fut le premier communiste, a suivi le précédent de Weishaupt, en changeant simplement « Illuministe » par « communiste. »

Dans cette approche des membres potentiels, le mode d'invitation : « Si vous voulez bien me suivre au salon », variait pour s'adapter aux cas particuliers.

On faisait prêter serment aux jeunes hommes qui étaient recrutés pour la conspiration au cours d'un cérémonial intimidant qui comprenait une parodie significative du sacrement chrétien. On leur demandait de fournir un dossier sur leurs parents, énumérant leurs « passions dominantes », et de s'espionner mutuellement. Ces deux idées sont fondamentales au communisme, et l'une des sources originelles possibles est la « Loi mosaïque », dans laquelle l'obligation de dénoncer un proche soupçonné d'hérésie, et de placer « un garde autour de mon garde », fait partie des « lois et jugements ».

On faisait en sorte que le jeune Illuminé ne sache jamais combien de regards de supérieurs inconnus étaient posés sur lui (il ne *connaissait* que ses supérieurs immédiats) ; on lui apprenait à dénoncer son entourage, et il en déduisait que son entourage le dénonçait aussi.

C'est le principe de base de la terreur, que l'on ne peut jamais totalement instaurer uniquement par le meurtre, la torture ou l'emprisonnement ; seul le fait de savoir qu'elle ne peut faire confiance à personne, pas même à son propre fils, ou père, ou ami, réduit la victime humaine à une soumission totale. Depuis l'époque de Weishaupt, cette terreur secrète s'est établie en Occident. Ceux qui n'en ont aucune expérience personnelle peuvent comprendre le pouvoir qu'elle exerce de nos jours, même à des milliers de kilomètres de son siège central, à la lecture de la description que fait M. Whittaker Chambers de sa fuite dans la clandestinité après qu'il eut résolu de rompre avec ses maîtres communistes.

Quant au nombre de membres des Illuminati, les documents découverts montrèrent qu'après dix ans d'existence, l'ordre comptait plusieurs milliers de membres, dont beaucoup occupaient des postes importants dans l'administration, où ils pouvaient exercer une influence sur l'action des dirigeants et des gouvernements. Ils *incluaient* même des dirigeants : le marquis de Luchet, un contemporain, relate qu'environ trente princes régnants et non-régnants avaient lâchement rejoint un ordre dont les maîtres avaient juré de les détruire ! Étaient inclus les ducs de Brunswick, Gotha et Saxe-Weimar, les princes de Hesse et Saxe-Gotha, et l'Électeur de

Mayence ; Metternich, le pédagogue Pestalozzi, des ambassadeurs, des politiciens et des professeurs.

Au-dessus de tous, se trouvait celui qui vingt ans plus tard, devait écrire le chef-d'œuvre le plus célèbre au monde sur le thème du jeune homme qui a vendu son âme au diable. Il est difficile de résister à la conclusion que *Faust* était en vérité l'histoire de Gœthe et de l'Illuminisme ; son thème est essentiellement le même que celui de *Witness* et d'autres œuvres contemporaines dont les auteurs ont échappé au communisme.

Ces listes étaient manifestement incomplètes, pour la raison précédemment évoquée selon laquelle des précautions avaient déjà été prises avant que les autorités bavaroises ne fassent une incursion aux domiciles des principaux associés de Weishaupt, en 1786. Pour la même raison, les documents découverts ne révèlent qu'une partie du territoire sur lequel s'étaient étendus les Illuminati ; le diagramme de Weishaupt montra que l'ordre secret était construit de façon telle que plus d'un segment ne puisse jamais être découvert ou endommagé. Il est possible, toujours pour la même raison, que Weishaupt n'ait été qu'un chef de groupe ou de région, et que la haute administration de ce qui était manifestement une organisation mondiale-révolutionnaire ne fut jamais démasquée.

Ce qui est sûr, c'est que bien que les documents illuministes ne contiennent aucun nom ou autre indication de nature à révéler son pouvoir en France, la Révolution française, lorsqu'elle débuta trois ans plus tard, devint une attaque contre toute autorité civile et toute religion, une attaque identique à celle planifiée par Weishaupt et ses associés. Depuis ce jour, les écrivains au service de la révolution mondiale (leur nom est légion dans tous les pays) n'ont jamais cessé de nier toute connexion quelle qu'elle soit entre l'Illuminisme et la Révolution française ; ils soutiennent ingénument que puisque la société secrète fut interdite en 1786, elle ne put avoir de rapport avec un événement de 1789.

La vérité est que l'Illuminisme, bien qu'interdit, ne fut pas plus éradiqué que le communisme ne le serait aujourd'hui par une interdiction légale, et que ses agents donnèrent à la Révolution française ses marques de fabrique qui l'identifient comme l'œuvre de révolutionnaires *mondiaux*, et non de Français mécontents. Les actes commis sous la Terreur étaient d'une nature inimaginable avant qu'ils ne soient commis, mais ils étaient depuis longtemps familiers, en imagination, aux Illuminati. Dans quels autres

esprits l'idée que les récipients du souper sacramentel devaient être transportés sur un âne en procession publique dans les rues de Paris aurait-elle pu prendre forme ? Ils étaient éduqués dans la tradition antique d'une telle parodie, et leurs propres initiés étaient admis au cours d'une cérémonie parodiant le sacrement. Dans quel cerveau, sinon celui de Weishaupt, l'idée d'introniser à Notre-Dame une actrice comme Déesse de la Raison aurait-elle pu naître ? « Pour les besoins d'évocation diabolique… il est requis… de profaner les cérémonies de la religion à laquelle on appartient, et de piétiner ses symboles les plus sacrés » ; c'est la description que fait M. A.E. Waite de la formule de magie noire, et la magie noire et le satanisme étaient deux des ingrédients du breuvage illuministe.

Weishaupt et ses proches, ou peut-être ses maîtres, proposèrent de s'introduire en France par leurs agents - des Illuminés secrets – et ce, en haut lieu. Au cours de ce siècle, nous avons vu quels formidables résultats peuvent être obtenus par cette méthode ; le résultat avorté de la Seconde Guerre mondiale, et l'état de trêve armée dans lequel elle a laissé le monde, fut provoqué par des hommes tels que Hiss et White, et les hommes haut-placés qui les protégeaient.

Weishaupt choisit la manière parfaite pour obtenir un tel pouvoir sur les affaires et les événements français : passer par une autre société secrète très puissante, qu'il infiltra et dont il s'empara selon les méthodes exposées dans ses documents. Cette société était le Grand Orient de la franc-maçonnerie.

Le plan pour prendre le contrôle de la franc-maçonnerie par le biais d'agents illuministes, et le succès accompli, est exposé clairement dans les documents de Weishaupt. Il note d'abord : « J'ai réussi à obtenir un aperçu en profondeur des secrets des francs-maçons ; je connais leur but global et l'annoncerai au bon moment à l'un des degrés supérieurs ». Par la suite, il donna l'ordre général à ses « aréopagites » de s'engager dans la franc-maçonnerie : « Nous aurons alors notre propre loge maçonnique… nous la considérerons comme notre pépinière… à chaque occasion, nous nous *protégerons* grâce à elle… ».

Cette technique d'avance « à couvert » (qui est toujours fondamentale au communisme aujourd'hui) était le principe directeur : « Du moment que le but est atteint, peu importe sous quelle *couverture* cela se passe ; et une *couverture* est toujours nécessaire. Car dans la dissimulation se trouve une grande partie de notre force. Pour cette raison, nous devons toujours nous

*couvrir* avec le nom d'une autre société. Les loges sous les ordres de la franc-maçonnerie sont pour le moment la couverture la plus appropriée à notre but ultime … on ne peut œuvrer contre une société dissimulée de cette manière… En cas de poursuites ou de trahison, *les supérieurs ne peuvent pas être découverts*… Nous serons *enveloppés* dans une obscurité impénétrable qui nous protégera des espions et des émissaires d'autres sociétés. »

Une fois de plus, on reconnaît clairement la méthode communiste d'aujourd'hui dans ces mots ; ils pourraient s'appliquer à la « capture » de partis, d'associations et de sociétés actuels, sans en changer une syllabe. L'étendue du succès de Weishaupt se retrouve clairement dans un extrait d'une complainte prononcée cinq ans après le début de la Révolution Française, par le duc de Brunswick, Grand Maître de la franc-maçonnerie allemande, qui fut aussi un Illuminé.

En 1794, il dissout l'ordre, disant avec des accents de surprise attristée :

**« … Nous voyons notre édifice » (la franc-maçonnerie) « s'écrouler et recouvrir la terre de ruines ; nous voyons la *destruction* que nos mains ne peuvent plus arrêter… Une *grande secte* a surgi qui, en prenant pour devise le bien et le bonheur de l'homme, a travaillé dans l'obscurité de la conspiration pour faire du bonheur de l'humanité une proie pour elle-même. Cette secte est connue de tous ; ses frères ne sont pas moins connus que son nom. Ce sont eux qui ont sapé les bases de l'Ordre au point de le renverser complètement ; c'est par eux que toute l'humanité a été intoxiquée et égarée pour plusieurs générations… Ils ont commencé en jetant la réprobation sur la religion… le plan qu'ils avaient formé pour briser tous les liens sociaux et *détruire tout ordre* a été révélé dans tous leurs discours et leurs actes… ils ont recruté des apprentis de tous les rangs et dans tous les postes ; *ils ont trompé les hommes les plus* perspicaces en prétextant faussement des intentions différentes… Leurs maîtres n'avaient en vue rien moins que les trônes terrestres, et le gouvernement des nations devait être dirigé par leurs cercles nocturnes. C'est ce qui s'est passé, *et se passe encore*. Mais nous remarquons que les princes et les peuples ignorent la manière et les moyens dont cela est accompli. C'est pourquoi nous leur disons en toute franchise : l'usage impropre de notre Ordre… a causé tous les troubles politiques et moraux dont le monde est rempli aujourd'hui. Vous qui**

**avez été initiés, vous devez vous joindre à nous en élevant vos voix, afin d'apprendre aux peuples et aux princes que les sectaires, *les apostats de notre Ordre, ont été et seront les seuls auteurs des révolutions présentes et futures*… Afin d'extraire jusqu'à la racine l'abus et l'erreur, nous devons dès ce moment dissoudre l'Ordre entier… »**

Avec cette citation, le présent récit à fait un bond, ce qui nous amène cinq ans avant les événements, afin de montrer que l'un des plus importants francs-maçons de cette génération, lui-même un pénitent, identifia les Illuminati comme les auteurs de la Révolution française et des révolutions *futures*. Le succès de Weishaupt dans son intention déclarée de s'emparer de la franc-maçonnerie de l'intérieur, et le rôle joué alors par les agents illuministes à l'intérieur de la franc-

maçonnerie afin de dirigier la révolution, ne pouvaient être certifiés par une meilleure autorité que le Grand maître de la franc-maçonnerie allemande lui-même.

Sous cette influence insufflée, la franc-maçonnerie, très puissante en France, suivit un cours extrême et engendra les clubs jacobins ; ceux-ci, toujours sous influence illuministe, présidèrent à la Terreur, où les auteurs masqués de la révolution révélèrent sa vraie nature par leurs actions. Tout comme la révolution russe 130 ans plus tard, la Révolution française afficha alors sa haine des pauvres et des faibles plus que celle des riches, des paysans de Vendée plus que de leurs prétendus oppresseurs, de toute beauté en tant que telle, des églises et de la religion, de tout ce qui pouvait élever l'âme humaine au-dessus des besoins et des désirs animaux.

Adam Weishaupt devint lui-même franc-maçon en 1777, l'année suivant la fondation de ses Illuminati, en intégrant une loge de Munich. Le comte Mirabeau, qui fut plus tard le dirigeant révolutionnaire français, était au courant tant de l'intention que de la raison secrète de Weishaupt de rejoindre les francs-maçons, car ses *Mémoires* incluaient un document daté de 1776 qui présentait un programme identique à celui des Illuminati, et dans son Histoire de la Monarchie Prussienne, il se réfère nommément à Weishaupt et aux Illuminati, et dit :

**« La Loge Théodore de Bon Conseil à Munich, au sein de laquelle il y avait quelques hommes ayant de l'intelligence et du cœur, était fatiguée d'être ballottée par les vaines promesses et querelles de la Maçonnerie.**

**Les chefs se résolvèrent à *greffer sur leur branche une* autre association secrète qu'ils nommèrent l'Ordre des Illuminés. Ils la modelèrent sur la Compagnie de Jésus, tout en proposant des vues *diamétralement opposées.* »**

Ce sont précisément l'intention et la méthode décrites par Weishaupt dans sa propre correspondance, et c'est la preuve que Mirabeau, le dirigeant révolutionnaire, les connaissait à l'époque, c'est-à-dire en 1776. De plus, ses mots suggèrent que la société secrète des Illuminati fut fondée dans l'intention explicite de prendre le contrôle de la franc-maçonnerie et, à travers elle, de provoquer et de diriger la révolution. La complicité de Mirabeau concernant toute l'entreprise depuis le début est suggérée par le fait que le document daté de 1776 (l'année de la fondation des Illuminati) lui attribue le « nom de couverture » illuministe « Arcesilas », si bien qu'il dut être un membre fondateur, avec Adam Weishaupt, et par la suite un Illuminé important. Mirabeau, en tant que lien entre Weishaupt et la Révolution Française, est incontournable. L'éditeur de ses *Mémoires*, M. Barthou, fait observer que « le plan de réforme » de 1776, trouvé dans les documents de Mirabeau, « ressemble beaucoup, dans certaines parties, à l'œuvre accomplie plus tard par l'Assemblée Constituante » (le Parlement révolutionnaire de 1789). C'est une autre façon de dire que le travail de l'Assemblée Constituante ressemblait beaucoup au plan d'Adam Weishaupt de 1776, lorsque Mirabeau et lui étaient en train de fonder les lluminati et prévoyaient ensemble de prendre le contrôle de la franc-maçonnerie.

Les autres étapes de la capture clandestine de la franc-maçonnerie par Weishaupt sont également claires dans ces archives.

Au congrès général de 1782 (sept ans avant la Révolution) à Wilhelmsbad, les Illuminati attirèrent tant de recrues que l'Ordre de la Stricte Observance, auparavant le corps le plus puissant de la franc-maçonnerie, cessa d'exister. La voie vers la victoire totale dans le monde maçonnique fut ouverte quand les Illuminati recrutèrent les deux personnages les plus importants de la franc-maçonnerie allemande, le duc Ferdinand de Brunswick (futur pénitent) et le prince Carl de Hesse.

En 1785, des émissaires illuministes assistèrent à un autre congrès général à Paris, et dès ce moment, il semble que la planification détaillée de la Révolution devint la tâche de la Loge des Amis réunis, qui était une « couverture » pour les Illuminati.

L'effacement des traces à ce stade est le résultat de la notoriété que l'ordre acquit en Bavière, de sa proscription l'année suivante, en 1786, et de la destruction des preuves. Néanmoins, en 1787, les mêmes émissaires vinrent en visite à Paris, sur invitation du comité secret de la Loge.

Même avant que la Révolution ne se soit vraiment étendue, le fait qu'elle était provoquée et dirigée par l'Illuminisme était connu et public. L'acte d'accusation et l'avertissement prononcés par le marquis de Luchet se révèlent être aujourd'hui une prédiction étonnamment exacte, non seulement concernant le cours que la révolution prendrait en France, mais aussi le cours ininterrompu de la révolution *mondiale* jusqu'à nos jours. Déjà en 1789, il écrivait :

**« Sachez qu'il existe une conspiration en faveur du despotisme contre la liberté, de l'incompétence contre le talent ; du vice contre la vertu, de l'ignorance contre l'instruction… Cette société vise à diriger *le monde*… Son but est la domination universelle… Aucune calamité de ce genre n'a encore jamais affligé le monde… »**

De Luchet décrivait précisément le rôle que le monarque serait forcé de jouer pendant la phase des Girondins (« le voir condamné à servir les passions de tout ce qui l'entoure… à élever des hommes avilis au pouvoir, à prostituer son jugement par des choix qui déshonorent sa sagesse ») et la situation critique dans laquelle la Révolution laisserait la France (« Nous ne voulons pas dire que le pays où règnent des Illuminés cessera d'exister, mais il tombera dans un tel degré d'humiliation qu'il ne comptera plus dans la politique, que la population diminuera… »). Si l'on ne tenait pas compte de son avertissement, s'écriait de Luchet, il y aurait « une série de désastres dont la fin se perd dans l'obscurité des temps… *un feu souterrain* couvant éternellement et éclatant périodiquement en explosions violentes et dévastatrices. »

Les événements des 165 dernières années ne furent pas mieux décrits que dans ces paroles de de Luchet, qui les avait prédits. Il prévit également le mécène « libéral et progressiste » de la révolution, qui devait grandement aider à provoquer les « explosions violentes et dévastatrices » de ces 165 années : « il y a trop de passions qui voient un intérêt à soutenir le système des Illuminés, trop de dirigeants trompés, s'imaginant eux-mêmes éclairés, prêts à précipiter leur peuple dans l'abîme. » Il prévit la force et l'emprise ininterrompues de la conspiration : « les chefs de l'Ordre n'abandonneront

jamais l'autorité qu'ils ont acquise ni le trésor dont ils disposent. » De Luchet appela la franc-maçonnerie à nettoyer ses écuries tant qu'il en était encore temps : « Ne serait-il pas possible de diriger les francs-maçons eux-mêmes contre les Illuminés, en leur montrant que pendant qu'ils travaillent à maintenir l'harmonie dans la société, les autres sèment partout les graines de la discorde et préparent la destruction finale de leur ordre ? ». 165 ans plus tard, en Grande-Bretagne et en Amérique, les hommes appelèrent leurs gouvernements en ces termes exacts, et tout aussi vainement, à « purger » les fonctions et services publics en expulsant les Illuminés, appelés alors communistes.

La portée de la prédiction de de Luchet est donnée par le fait qu'il écrivait en 1789, alors que la Révolution française était à peine une révolution : elle était universellement considérée comme une simple réforme modérée et salutaire qui laisserait au monarque un pouvoir raisonnable, corrigerait des maux évidents et établirait la justice et la liberté pour toujours dans une France heureuse et régénérée ! C'était encore la croyance générale en 1790 lorsque, de l'autre côté de la Manche, un autre homme vit la vraie nature de la Révolution et « prédit avec une étrange exactitude le cours des événements », pour citer M. John Morley, son biographe plus d'un siècle plus tard.

Edmond Burke, un Irlandais, fut l'un des plus grands orateurs que la Chambre des communes britannique ait jamais connus. Le temps est le révélateur de la qualité d'un tel homme et, au fil des années, les expressions utilisées dans son attaque contre la Révolution française résonnent encore plus magnifiquement ; comme dans le cas de de Luchet, ce qui est frappant est que cette attaque fut publiée en 1790, alors que les noms de Robespierre et de Danton étaient à peine connus, avant que le mot « république » n'ait été entendu, alors que le roi attendait avec impatience de longues années de règne constitutionnel, alors que la France entière célébrait joyeusement l'amélioration pacifique qui venait d'être réalisée. L'ombre du doigt tendu de Burke traversa soudainement cette scène heureuse, pointant « comme un prophète inspiré » vers la ruine prochaine. Son biographe dit : « Il n'est pas étonnant que quand le nuage éclata et que la ruine fut accomplie, des hommes se tournèrent vers Burke comme ils se tournaient autrefois vers Ahitopheth, à qui ils demandaient conseil comme s'ils demandaient l'oracle de Dieu ».

Malheureusement, ce n'est pas l'image exacte de ce qui se produisit quand l'avertissement de Burke se réalisa. De nombreux hommes se retournèrent *contre* Burke, et non vers lui, précisément *parce qu*'il avait dit la vérité ; en effet, le pouvoir que la conspiration, même à cette époque, exerçait sur la presse et le débat public est très clairement montré dans la manière dont la flatterie à son égard se transforma subitement en attaque et en diffamation après qu'il eut publié ses *Réflexions* sur la Révolution. Les IIlluminés et les organes et orateurs « libéraux et progressistes » contrôlés par ces derniers avaient beaucoup compté sur Edmund Burke, car il avait soutenu la cause des colons américains une décennie plus tôt. Comment pouvait-il soutenir une révolution et en attaquer une autre, demandérent-ils avec colère, et Burke fut l'objet d'une attaque générale que la presse unie, à notre époque, garde en réserve pour tout homme qui exige publiquement une enquête sur le communisme-au-sein-du-gouvernement.

Si Burke avait suivi la ligne « progressiste » et avait prétendu que la Révolution française aiderait « l'homme du commun », la flatterie à son égard aurait continué, mais dans ce cas, rien de ce qu'il eût dit n'aurait eu de valeur durable, ou ne serait resté dans les mémoires aujourd'hui. Les choses étant ce qu'elles sont, les paroles inspirées de son attaque contre la révolution ont la lueur impérissable de l'or : « Elle s'en est allée, cette sensibilité de principe, cette chasteté d'honneur, qui ressentait la souillure comme une blessure… L'âge de la chevalerie a disparu. Celui des sophistes, des économistes et des calculateurs lui a succédé ; et la gloire de l'Europe s'est éteinte pour toujours. » Si ces mots, eux aussi, étaient une prophétie inspirée (et en 1955, ils semblent plus exacts qu'ils ne l'étaient même en 1790), au moins, la chrétienté et l'Occident trouvèrent en Raymond Burke un pleureur éloquent et noble. Car il connaissait la différence entre les « révolutions » aussi clairement qu'il vit la veritable nature de l'événement de France. Il n'était pas prêt d'être embobiné par le fait que quelqu'un avait qualifié trompeusement de « révolution » une guerre coloniale d'indépendance, menée par des propriétaires terriens.

En véritable ami de la liberté, il avait soutenu l'offre des colons de s'auto-gérer et d'être maîtres chez eux. Il n'y avait pas la moindre ressemblance entre leurs motivations et celles des hommes secrets qui, comme Burke le décela, étaient derrière la Révolution française. Il tendit donc un doigt accusateur et ne tint aucun compte des reproches des « libéraux » et des « progressistes », tout comme il n'avait pas tenu compte

de leur flatterie auparavant (Edmund Burke savait assurément que leur éloge n'avait alors pas été animé par une quelconque sympathie pour les marchands de Nouvelle Angleterre ou les planteurs du Sud).

En Amérique, à ce moment-là, le sentiment général à propos de l'événement en France était une sensation d'illusion, provoquée par la confusion des idées que Burke rejetait. Il y avait, pour lors, la notion populaire qu'une autre « révolution » bienveillante s'était produite, quelque peu semblable à la « révolution américaine ». Il y eut une « frénésie française » transitoire, où les Américains portèrent des cocardes et des bonnets phrygiens, dansèrent, festoyèrent et défilèrent sous des drapeaux français et américains entremêlés, et crièrent « Liberté, Égalité, Fraternité. » Avec la Terreur, cette phase d'illusion fut suivie d'une phase de dégoût et d'horreur.

Les leaders jacobins dirigèrent la Terreur et, comme de bons Illuminés, ils utilisaient des pseudonymes classiques tel que l'avait initié « Spartacus » Weishaupt lui-même : Chaumette était Anaxagoras, Clootz (décrit comme un baron prussien) était Anarcharsis, Danton Horace, Lacroix Publicola et Ronsin Scaevola. Lorsqu'ils eurent réussi la phase-Kerenski, ces terroristes exécutèrent fidèlement le plan des Illuminati, et par le meurtre d'un roi et la profanation des églises, exprimèrent les deux notions principales de ce plan : la destruction de tout gouvernement légitime et de toute religion. Cependant, ils n'étaient eux-mêmes que des outils, car un contemporain, Lombard de Langres, écrivit sur cette « convention la plus secrète qui dirigea tout après le 31 mai, un pouvoir occulte et épouvantable dont l'autre Convention était devenue l'esclave et qui était composée des principaux *initiés de l'Illuminisme. Ce pouvoir était au-dessus de Robespierre et des comités du gouvernement…* Ce fut ce pouvoir occulte qui s'appropria les trésors de la nation et les distribua aux frères et amis qui avaient contribué au grand-œuvre. » C'est cette image d'hommes hauts placés faisant la volonté d'une *secte* suprême, dissimulée mais manifestement dirigeante, qui donne à la Révolution l'aspect d'un spectacle de marionnettes démoniaque, joué sur fond de flammes rouges vacillantes dans une odeur de soufre.

*La* révolution, non pas la Révolution *française* ; quelle que soit la véritable nature de la révolution anglaise, il n'y a eu depuis 1789 qu'*une* seule révolution permanente. Il n'y a pas eu d'éruptions épisodiques,

déconnectées, en 1848 et 1905 et ainsi de suite, mais des éruptions récurrentes « d'un feu souterrain couvant éternellement », que de Luchet et Burke avaient prédit *avant* l'événement. Toutefois, ce qui a une grande valeur historique dans les annales de la Révolution Française est la preuve fournie par elle de l'utilisation d'hommes dans un but incompris de ceux-ci. Ceci donne à la révolution, jadis et maintenant, son empreinte singulière et satanique ; elle est, comme Lombard de Langres l'écrivit, « le code de l'enfer ».

Alors que la révolution déclinait, trois hommes émergèrent, en France, en Angleterre et en Amérique, qui virent clairement trois choses la concernant : ils virent que son cours avait suivi le diagramme révélé par les documents Illuminati en 1787 ; que cette société secrète avait été capable, au travers de la franc-maçonnerie, de la provoquer et de la diriger ; et que la ligue secrète des conspirateurs, avec son plan ininterrompu pour la révolution *mondiale,* avait survécu et préparait les prochaines « explosions violentes et dévastatrices » prédites par de Luchet. Ces trois hommes étaient l'abbé Baruel, jésuite et témoin oculaire de la Révolution ; le professeur John Robison, un scientifique écossais qui pendant plus de vingt ans avait été secrétaire général de la Société Royale d'Edimbourg ; et le Révérend Jedediah Morse, ecclésiastique et géographe de Nouvelle Angleterre. Ils étaient tous trois des hommes distingués. Les ouvrages de l'abbé Baruel et du professeur Robison, et les sermons du révérend Morse (tous de 1797-98) connurent de nombreuses éditions et sont encore indispensables aux étudiants de notre époque. Leurs œuvres et leurs paroles attirèrent énormément l'attention du public et ils furent soutenus depuis Philadelphie par William Cobbett, dans son journal *Porcupine's Gazette* ; il semble que M. Cobbett fut conduit à l'exil par le même pouvoir occulte qui avait entrepris de détruire Messieurs Baruel, Robison et Morse.

Le verdict de l'abbé Baruel sur ce qui s'était produit était identique à la prophétie de de Luchet auparavant, et à l'analyse de Lord Acton beaucoup plus tard :

**« … Nous démontrerons que, même pour les actes les plus horribles commis pendant la Révolution française, *tout fut prédit et déterminé, combiné et prémédité ;* qu'ils furent le résultat d'une infamie mûrement pensée, puisqu'ils avaient été préparés et produits par des hommes qui possédaient seuls la clef de ces complots et conspirations, se cachant**

**dans les réunions secrètes où ces derniers avaient été conçus… Bien que les événements quotidiens ne semblent pas avoir été combinés, il existait néanmoins un agent secret et une cause secrète, provoquant chaque événement et détournant chaque circonstance vers le but longtemps recherché… La grande cause de la révolution, ses caractéristiques principales, ses crimes atroces, resteront toujours une chaîne continue d'infamie profondément ancrée et *préméditée*. »**

Les trois hommes en arrivèrent à la même conclusion : « Une conspiration anti-chrétienne… pas seulement contre les rois, mais contre chaque gouvernement, contre toute société civile, même contre toute propriété quelle qu'elle soit » (abbé Baruel) ; « Une association a été formée dans le but exprès de déraciner tous les établissements religieux et de renverser tous les gouvernements existants d'Europe » (prof. Robison) ; « Le but exprès est de “déraciner et supprimer le christianisme, et de renverser tous les gouvernements civils”. » (M. Morse). Ils convinrent que ce qui était arrivé n'était pas simplement un épisode en France, né de circonstances françaises, mais l'œuvre d'une organisation au plan continu dans tous les pays : un plan *universel*. Ils convinrent que cette organisation était la société secrète des lluminati, qu'elle avait inspiré et contrôlé la phase terroriste de la Révolution, qu'elle avait survécu et qu'elle était établie et forte en Angleterre et aux États-Unis. L'abbé Baruel en particulier donna un avertissement sur ce dernier point.

Les paroles et les écrits de ces trois hommes furent soutenus par les hommes publics importants de leur époque, et furent si pleinement corroborés par les événements, particulièrement à notre siècle, qu'historiquement, ils servent simplement à montrer que la révolution mondiale fut reconnue par certains, et son déroulement futur prédit, au moment de sa seconde apparition en Occident. Les efforts de ces trois hommes furent tout aussi vains à prévenir les ravages qui seraient provoqués plus tard par la conspiration, et c'est pourquoi les arguments de Messieurs Barruel, Robison et Morse présente un intérêt particulier.

Ce qui leur arriva prouve de manière plus concluante que n'importe laquelle de leurs propres paroles la chose même qu'ils s'efforcèrent de démontrer : l'existence et la puissance d'une société secrète travaillant, dans tous les pays, au dessein destructeur qu'ils décrivaient. Messieurs Barruel, Robison et Morse furent couverts d'injures. À leur époque, les journaux

n'en étaient qu'à leurs premiers balbutiements et appartenaient d'ordinaire à un seul homme, qui en était également l'éditeur. Il devait donc être beaucoup plus difficile qu'aujourd'hui de prendre le contrôle d'une grande partie d'entre eux.

L'attaque concentrée portée contre les trois hommes, dès l'instant où ils dirent que l'Illuminisme avait provoqué la Révolution française et qu'il existait toujours, démontre que même en 1797, les Illuminés contrôlaient de façon effective la presse en Amérique et en Angleterre.

Ce fut l'une des découvertes les plus surprenantes accomplies grâce aux recherches qui ont permis d'écrire ce livre. À mon époque, j'ai été forcé de me rendre compte que ce contrôle existe et qu'un auteur qui écrit sur la révolution mondiale dans l'esprit d'Edmond Burke verra toutes les voies de la publication se fermer à lui. Mme Nesta Webster relate la même expérience. Quand elle commença à écrire sur la révolution, au début des années 1920, un célèbre éditeur londonien lui dit : « Rappelez-vous que si vous adoptez un parti anti-révolutionnaire, vous aurez tout le monde littéraire contre vous. » Elle dit qu'elle trouva cela extraordinaire, mais constata alors par l'expérience que l'éditeur avait raison, et mon observation a été identique. Cependant, je pensais que c'était une condition apparue au cours des trente dernières années, jusqu'à ce que j'étudie l'histoire de Messieurs Barruel, Robison et Morse ; je constatai alors que « le monde littéraire dans son ensemble » était tombé sur eux comme un seul homme en 1798, alors que la Terreur était récente. Rien ne m'a si clairement démontré que la ligne qui part de l'Illuminisme de 1789 pour arriver au communisme d'aujourd'hui n'est rien d'autre qu'une ligne d'héritage ; la *même* organisation poursuit le même but avec les mêmes méthodes, et même avec les mêmes *mots*.

Il y avait une autre chose curieuse à propos de l'attaque envers ces trois auteurs qui avaient adopté « un parti anti-révolutionnaire. » Peu après qu'il eurent attiré l'attention du public, les attaques dans les journaux commencèrent ; des attaques presque toujours anonymes. Elles utilisaient exactement le même langage (un double langage) que celui utilisé aujourd'hui dans des attaques semblables. Les trois hommes furent accusés d'entamer une « chasse aux sorcières », d'être des fanatiques et des alarmistes, de persécuter « la liberté d'opinion » et « la liberté d'enseignement », de déformer la pensée « libérale » et « progressiste », et

autres choses du même genre. Après cela, l'attaque se poursuivait en calomnies et insinuations haineuses, et j'ai souvent retrouvé certaines expressions récurrentes qui furent employées dans la campagne menée contre un membre du Conseil américain, M. James Forrestal, en 1947-49 ; on disait leurs vies privées dissolues et leurs habitudes financières louches ; tout cela pour finir par l'insinuation familière qu'ils étaient « fous. » Cette insinuation est fréquente aujourd'hui, dans les étapes culminantes d'une campagne contre n'importe quel personnage anti-révolutionnaire ; elle est manifestement considérée comme une médecine particulièrement puissante dans le domaine de la diffamation. Cette forme particulière d'attaque pourrait trouver sa source originelle dans le Talmud, qui l'utilise contre Jésus (l'*Encyclopaedia Juive*, dans son article sur Jésus, renvoie ses lecteurs à l'ouvrage d'un auteur juif qui « est d'avis que des processus mentaux anormaux ont dû intervenir dans les propos et le comportement de Jésus. »)

En résumé, ces attaques contre Messieurs Barruel, Robison et Morse utilisaient un vocabulaire politique limité, identifiable aujourd'hui à celui de la révolution et de ses agents, et ce vocabulaire est maintenant si rebattu qu'il doit être communiqué à tous les initiés par quelque figure centrale de l'organisation. La campagne dirigée contre eux fut efficace, si bien que leurs avertissements, tout comme ceux de Burke, furent oubliés des foules. Cependant, la bande secrète (qui doit éprouver envers la vérité la même horreur que le diable éprouve envers la croix) continua à les craindre, si bien que la diffamation continua longtemps bien après leur mort ! Déjà, en 1918, l'université Columbia de New York alloua des fonds pour un travail de recherche coûteux conçu pour démontrer que les Illuminati étaient vraiment morts lorsqu'ils furent proscrits en 1786 et qu'ils ne pouvaient en aucun cas avoir provoqué ou survécu à la Révolution française ; dans cette publication toutes les qualificatifs en stock furent ressortis et utilisés à nouveau, comme si les trois morts étaient des « chasseurs de sorcières » encore en vie !

En 1918, la révolution russe n'avait qu'un an, et le moment fut apparemment considéré favorable pour une nouvelle tentative de démontrer que la Révolution française n'avait été qu'une affaire indépendante, n'ayant laissé aucune racine qui aurait pu surgir en Russie en 1917. Si Messieurs Barruel, Robison et Morse, où qu'ils se trouvassent à l'époque, purent observer ces événements, ils remarquèrent sans nul doute qu'en 1918 et au

cours des années suivantes, le communisme avait trouvé dans l'université Columbia de New York un très bon terrain de chasse. (Parmi les malheureux jeunes hommes qui se firent piéger pour la cause, se trouvait M. Whittaker Chambers, dont le repentir et l'avertissement de 1939, s'ils avaient été pris en compte par le président Franklin Roosevelt, auraient pu changer le cours de la Seconde Guerre mondiale et de ce siècle pour le meilleur.)

Les deux premiers présidents de la République américaine, bien qu'ils n'aient pas agi efficacement contre la société secrète, en étaient profondément alarmés et savaient très bien que ce que Barruel, Robison et Morse avaient dit était vrai. L'un des derniers actes de George Washington fut, dans une lettre à M. Morse, d'exprimer l'espoir que son travail aurait « une diffusion plus générale… car il contient une information importante, peu connue, *en dehors d'un petit cercle*, mais sa dissémination serait utile, si elle était répandue dans la communauté. » (On peut supposer que le général Washington n'aurait pas dit à un Whittaker Chambers « d'aller se faire voir ailleurs »). Peu de temps auparavant, Washington avait informé un autre correspondant qu'il était tout à fait satisfait que « les doctrines des Illuminati et les principes du jacobinisme » se soient « propagés aux États-Unis. » Pour tout dire, cela ne faisait aucun doute, car des sociétés secrètes étaient apparues aux États-Unis en 1793 - c'est-à-dire dans les dix années qui avaient suivi la naissance de la République - sous l'apparence de « Clubs Démocratiques. » Leur véritable nature fut clairement révélée par l'attitude du ministre français, Genet, à leur égard ; il afficha ouvertement une sympathie similaire à celle que les ambassadeurs soviétiques de notre génération affichent envers les organisations communistes, ou peut-être plus exactement, envers celles qui servent de « couverture » au communisme (le rapport entre les ambassades soviétiques et le parti révolutionnaire au sein du pays d'accréditation fut constaté par la masse de preuves documentaires recueillies au cours des enquêtes canadiennes et australiennes, respectivement en 1945-46 et 1954-55). George Washington, alors président en 1794, accusa ces « sociétés auto-créées » d'avoir provoqué l'émeute insurrectionnelle de Pennsylvanie connue sous le nom de Whiskey Rebellion. L'autorité de Washington était trop grande pour que l'on puisse l'accuser de mener une chasse aux sorcières, et les clubs s'enfoncèrent rapidement dans la clandestinité, mais à partir de ce moment, la présence sur le sol américain d'une organisation œuvrant à la révolution

mondiale fut connue de tous ceux qui voulaient savoir et étaient capables de résister au « lavage de cerveau » de la presse.

Le rôle qui, il est vrai, fut joué par le Grand-Orient de la franc-maçonnerie, sous infiltration illuministe, dans la Révolution française fit que la franc-maçonnerie américaine se vit aussi suspectée, mais un débat franc sur cette question fut entravé par le fait que le grand Washington était le chef de la fraternité maçonnique. Les défenseurs de la franc-maçonnerie mirent fortement l'accent sur ce fait (manifestement selon le principe de « l'innocence par association »), et à l'occasion des obsèques de Washington en 1799, ils firent un grand étalage de leur fraternité avec le héros décédé. Par respect pour lui, plutôt que par une curiosité satisfaite, le débat public déclina alors, mais au moins deux éminents maçons, Amos Stoddard et le révérend Seth Payson, tout comme le duc de Brunswick en Europe, déclarèrent publiquement que les Illuminati avaient pénétré la franc-maçonnerie et travaillaient sous son nom. Le successeur de Washington, le président John Adams, adressa en 1798 un avertissement sévère à la franc-maçonnerie :

**« … la société des Maçons a découvert une science du gouvernement, ou un art de diriger la société, qui lui est particulière, et inconnue de tous les autres législateurs et philosophes du monde ; je veux dire non seulement l'habileté de se reconnaître mutuellement par des marques ou des signes que personne ne peut deviner, mais aussi le formidable pouvoir de permettre et de contraindre tous les hommes, et je suppose toutes les femmes, à tout instant, à garder un secret. Si cet art peut être appliqué, pour mettre de côté les maximes ordinaires de la société, et qu'il peut introduire la politique et la désobéissance au gouvernement, et toujours garder le secret, il doit être évident qu'une telle science et *de telles sociétés peuvent être perverties à tous les desseins néfastes qui ont été suspectés*… »**

Après cette réprimande publique, il est probable que seule la mort de Washington, qui eut lieu l'année suivante, aurait pu apaiser le désir public d'une enquête approfondie ; comme bien souvent dans ces affaires, les opposants à l'enquête profitèrent d'un événement sans aucun rapport qui détourna ou désarma l'attention publique. Néanmoins, le soupçon public dura pendant trois décennies, et mena à la formation d'un Parti anti-maçonnique, en 1827, qui, lors de sa convention d'État dans le

Massachusetts, en 1829, déclara : « il y a la preuve d'une connexion étroite entre les ordres supérieurs de la franc-maçonnerie et l'Illuminisme français ». Ce fut quasiment la dernière ruade du parti en faveur de l'investigation, car la convention d'État suivante, qui eut lieu dans le Vermont, en 1830, enregistra la suite dont notre siècle est aujourd'hui devenu familier : « … l'esprit d'investigation… fut rapidement et inexplicablement réprimé ; la presse était muette, comme si les voix de la sentinelle étranglée et de toute la population gardaient dans l'ignorance le fait qu'une alarme au sujet de la maçonnerie avait jamais été sonnée ».

En d'autres termes, les cris de l'appel à l'enquête avaient été couverts, tout comme aujourd'hui, par les cris opposés hurlant « chasse aux sorcières ». De ce moment à aujourd'hui, les Américains n'ont jamais réussi à pousser aucun gouvernement à mener une enquête en profondeur, et l'infiltration du gouvernement et des départements publics a continué, avec des résultats dévoilés seulement en partie par les révélations de 1948 et d'après. La situation en Angleterre s'est révélée similaire.

Dans les derniers paragraphes, ce récit a fait un bond de quelques années pour suivre le cours de l'embarras public américain concernant la franc-maçonnerie, jusqu'à sa fin en 1830 (le Parti anti-maçonnique est en réalité mort en 1840). Le récit retourne maintenant aux répercussions immédiates de la Révolution française, et ses conséquences sur le monde.

Le président Adams, comme le montre son livre *Works*, était tout à fait informé et persuadé de l'existence d'une conspiration *universelle* et permanente contre tout gouvernement légitime et toute religion. Il fit l'erreur, naturelle à son époque, de penser que le plan était un plan *français*, de même que les gens aujourd'hui, sans aucune excuse, parlent de communisme *russe*, bien que la nature internationale de la révolution se soit révélée depuis longtemps comme évidente, incontestablement.

Par sa Loi de sédition de 1798, le président Adams essaya de sauvegarder l'avenir de la République, mais le temps a montré depuis que les lois contre les sociétés secrètes et les conspirations (même si elles *devraient* être promulguées, pour établir l'illégalité de l'entreprise) sont inefficaces pour les contrôler, d'autant que l'organisation secrète a des siècles d'expérience pour se soustraire à de telles lois. La seule mesure efficace contre la conspiration secrète est l'enquête, la révélation publique et le remède, et cela n'a jamais été totalement employé.

L'homme public américain qui perçut le plus nettement la forme globale que prendrait l'avenir fut le confident de Washington, Alexander Hamilton. Il laissa parmi ses papiers un mémoire non daté (probablement de 1797-1800) qui disait :

**« … l'ère actuelle est parmi les plus extraordinaires qui se soient produites dans l'histoire des affaires humaines. Certaines opinions, depuis longtemps maintenant, gagnent peu à peu du terrain ; ce sont celles qui menacent les bases de la religion, de la moralité et de la société. Une attaque a d'abord été lancée contre la révélation chrétienne, pour laquelle la religion naturelle fut proposée comme remplacement… L'existence même d'une Déité a été mise en doute et niée parfois. Le devoir de piété a été ridiculisé, la nature périssable de l'homme affirmée et ses espoirs limités à la courte durée de son état terrestre. La Mort a été proclamée comme un sommeil éternel, le dogme de l'immortalité de l'âme comme une duperie inventée pour tourmenter les vivants pour le bien des morts… Une connivence a été cimentée à tous les niveaux entre les apôtres et disciples de l'irréligion, et l'anarchie. La religion et le gouvernement ont tous deux été “stigmatisés” comme des abus…**

On a vu en France le développement pratique de ce système pernicieux. Il a servi de moteur pour corrompre toutes les institutions françaises historiques, civiles et religieuses, avec tous les freins mis en place pour atténuer la rigueur de l'autorité ; il a précipité la France tête la première dans une série de révolutions terribles, qui ont dévasté la propriété, fait des ravages dans les arts, ruiné les villes, désolé les provinces, dépeuplé les régions, rougi son sol de sang, et l'ont noyée dans le crime, la pauvreté et la misère ;…

Ce système terrible a semblé pendant quelques temps menacer *de subversion la société civilisée et d'introduire le désordre général parmi l'humanité.* Et quoique les maux épouvantables qui furent ses seuls et uniques fruits mirent un frein à son progrès, il est à craindre que *le poison ne se soit répandu trop largement et n'ait pénétré trop profondément pour être éradiqué à ce jour.* Son activité a été suspendue *mais les éléments demeurent, concoctant de nouvelles éruptions quand l'occasion le permettra.*

Il est important de comprendre que l'humanité est loin de la fin des malheurs que ce système est supposé produire, et qu'il présage toujours une longue suite de convulsions, de révolutions, de carnages, de dévastations et de malheurs. Les symptômes de la trop grande prédominance de ce système aux États-Unis sont visibles de manière alarmante. C'est par son influence que des efforts ont été faits pour embarquer ce pays dans une cause commune avec la France, au début de la présente guerre ; pour inciter notre gouvernement à approuver et à promouvoir ses principes et opinions détestables avec le sang et le trésor de nos citoyens. C'est par son influence que chaque révolution qui réussit a été approuvée ou excusée ; que toutes les horreurs commises ont été justifiées ou atténuées ; que même la dernière usurpation, qui contredit tous les prétendus principes de la Révolution, a été considérée avec complaisance, et que la constitution despotique qu'elle a engendrée a été ingénieusement citée comme un modèle digne d'être imité. Dans le développement de ce système, l'impiété et l'infidélité ont progressé à pas de géants. On voit parmi nous des crimes prodigieux jusqu'ici inconnus … »

Pour nous, contemporains des années 1950, les résultats prédits ici nous sont si familiers que nous avons du mal à réaliser la compétence qu'il fallut, dans les années 1790, pour les prévoir si nettement ! De de Luchet, avant la Terreur (« une série de désastres dont le but se perd dans l'obscurité des temps… un feu souterrain couvant éternellement et éclatant périodiquement en explosions violentes et dévastatrices. ») à Alexander Hamilton, après la Terreur (« les éléments demeurent, concoctant de nouvelles éruptions quand l'occasion le permettra… l'humanité est loin de la fin des malheurs que ce système est supposé produire... une longue suite de convulsions, de révolutions, de carnages, de dévastations et de malheurs »), la forme que prendrait notre siècle fut prédite de la manière la plus exacte et la plus claire.

Le résultat final de toute cette prescience, en termes de précaution, fut nul.

Inutilement, mais massivement, tout arriva tel que ces hommes, et les Burke et Barruel, les Robison et Morse, l'avaient prédit ; comme un somnambule, l'Occident posa le pied sur toutes les mines qui avaient été placées. Les prophètes anti-révolutionnaires furent minimisés ; les orateurs et les auteurs révolutionnaires s'emparèrent du débat et furent applaudis.

Les guerres de Napoléon aidèrent à détourner l'attention du public du complot et de l'organisation qui avait été découverts. Dix ans après la Révolution française, les documents des Illuminati et la Révolution française étaient en passe d'être oubliés ; les foules commençaient à croire que la société secrète était vraiment morte, ou qu'elle n'avait jamais eu de rôle dans la Révolution, ou bien cela leur était égal. Vingt ans après la Révolution française, les Illuminati s'affairaient plus que jamais. Rien n'avait changé, sauf que les disciples de la secte en Angleterre et en Amérique avaient réussi, par leur pouvoir sur les informations publiées, à tromper l'opinion publique et à diffamer tous ceux qui avaient lancé un avertissement.

Cette connaissance tardive concernant les Illuminati est récente ; Mme Nesta Webster la découvrit grâce à ses recherches. Elle provient des coffres de la police de Napoléon, qui ont maintenant livré leur contenu au chercheur et à l'historien. Ils montrent que, deux décennies après la Révolution et à la veille de la propre chute de Napoléon, les Illuminati étaient bien vivants et poursuivaient leur but inchangé.

François Charles de Berckheim était commissaire spécial de police à Mayence sous l'Empire, et franc-maçon. Il signala en 1810 que les Illuminati avaient des initiés partout en Europe et travaillaient dur pour introduire leurs principes au sein des loges de la franc-maçonnerie : « L'Illuminisme est en train de devenir un grand et formidable pouvoir… les rois et les peuples en souffriront beaucoup, à moins que la prévoyance et la prudence ne brisent son mécanisme effrayant. » Un rapport ultérieur de 1814 confirme entièrement l'affirmation principale de Messieurs Barruel, Robison et Morse en 1797-99, à propos de la continuation de la société secrète :

**« L'association la plus ancienne et la plus dangereuse qui est généralement connue sous la dénomination des Illuminés et dont la fondation remonte au milieu du siècle dernier… la doctrine de l'Illuminisme est subversive pour toute forme de monarchie ; la liberté sans limites, le nivellement absolu par le bas, tel est le dogme fondamental de la secte ; briser les liens qui lient le souverain au citoyen d'un État, voilà l'objet de tous ses efforts. »**

Vingt ans après l'acte public de pénitence du Duc de Brunswick, Berckheim notait que « parmi les principaux chefs… se trouvent de

nombreux hommes se distinguant par leur fortune, leur naissance et les dignités dont ils sont investis. » Il croyait que certains d'entre eux n'étaient « *pas* dupes de ces rêves démagogiques » mais « espèrent trouver dans les émotions populaires qu'ils suscitent les moyens de se saisir des rênes du pouvoir, ou en tout cas d'augmenter leurs richesses et leur crédit ; mais la foule des adeptes y croit religieusement… »

L'image évoquée dans ces mots (qui rappellent ceux de de Luchet, vingt-cinq ans auparavant) est, ou devrait être, familière aujourd'hui, car notre génération a montré à nouveau que l'avidité pour le pouvoir mène toujours les gens riches ou bien connus à s'associer avec des mouvements apparemment hostiles à leur richesse ou renommée, dans la croyance que, par eux, ils pourront peut-être devenir encore plus riches ou plus célèbres.

Berckheim donne ensuite une description de l'organisation et des méthodes des Illuminati qui reproduit l'image évoquée par la correspondance de Weishaupt en 1786, et pourrait être également une photographie du communisme à l'œuvre au siècle présent. L'extrait suivant montre un groupe de personnages reconnaissables du XX^e siècle, et quiconque étudiant attentivement notre époque pourrait attribuer un nom à chacun d'eux, cependant il fut écrit en 1813 :

**« Comme la force principale des Illuminés se trouve dans le pouvoir des opinions, ils ont eux-mêmes entrepris dès le début de faire du prosélytisme auprès des hommes qui de par leur profession exercent une influence directe sur les esprits, tels que les littérateurs, les érudits et par-dessus tout, les professeurs. Ces derniers dans leurs chaires, et les premiers dans leurs écrits, propagent les principes de la secte en masquant le poison qu'ils font circuler sous mille formes différentes. Ces germes, souvent imperceptibles aux yeux du commun des mortels, sont ensuite développés par les adeptes des Sociétés qu'ils fréquentent, et la formulation la plus obscure est ainsi portée à la compréhension des moins avertis. »**

C'est par-dessus tout dans les universités que l'Illuminisme a toujours trouvé et trouvera toujours de nombreuses recrues ; les professeurs qui appartiennent à l'Association entreprennent dès le début d'étudier le caractère de leurs élèves. Si un étudiant témoigne d'un esprit vigoureux, d'une imagination ardente, les sectaires se saisissent immédiatement de lui ; ils prononcent à ses oreilles les mots Despotisme, Tyrannie, Droits du

peuple, etc, etc. Avant même qu'il puisse attacher une quelconque signification à ces mots, à mesure qu'il avance en âge, en lisant des ouvrages choisis pour lui, et par des conversations habilement arrangées, il développe le germe déposé dans son jeune cerveau. Bientôt, son imagination fermente… Enfin, une fois qu'il a été complètement captivé, quand plusieurs années de tests garantissent à la Société le secret inviolable et la dévotion absolue, on lui apprend que des millions d'individus disséminés dans tous les États d'Europe partagent ses sentiments et ses espoirs, qu'un lien secret lie fermement tous les membres dispersés de cette famille immense, et que les réformes qu'il désire si ardemment devront arriver tôt ou tard.

Cette propagande est facilitée par les associations d'étudiants existantes, qui se rencontrent pour étudier la littérature, pour faire de l'escrime, pour le jeu ou même la simple débauche. Les Illuminés s'insinuent dans tous ces cercles et les transforment en foyers pour la propagation de leurs principes. Tel est alors le mode continuel de progression de l'Association depuis ses origines jusqu'à l'instant présent ; c'est en introduisant dès l'enfance le germe du poison dans les classes les plus élevées de la société, en nourrissant les esprits des étudiants d'idées diamétralement opposées à cet ordre des choses sous lequel ils doivent vivre, en brisant les liens qui les lient aux souverains, que l'Illuminisme a recruté le plus grand nombre d'adeptes… »

Ainsi, l'Illuminisme survécut-il et prospéra-t-il dans l'obscurité après que ses « adeptes » dans les bureaux de rédaction, les chaires d'université et les classes eurent fait taire la clameur publique réclamant son éradication. Depuis lors, la chose perdure depuis environ cinq générations : une proportion d'hommes renommés et une proportion de jeunes hommes dans les universités ont été, à chaque génération, attirés dans ce filet. La seule contre-mesure qui ferait réfléchir les aînés et ouvrirait les yeux aux jeunes imprudents serait une information publique complète sur le monde de la révolution et ses méthodes, et cela a été refusé de génération en génération, si bien que la secte secrète a maintenu son pouvoir et son emprise. Il ne peut y avoir qu'une seule explication à ce refus des gouvernements, de génération en génération, d'examiner et de démasquer : à savoir qu'à notre époque comme à celle de Weishaupt, la secte a ses « adeptes » dans les gouvernements eux-mêmes ; notre siècle en a donné suffisamment de preuves.

Quid de Weishaupt lui-même, vingt ans et plus après son exposition et l'interdiction de son ordre ? En 1808, il cherchait à s'informer sur un point du rituel maçonnique, et ses recherches attirèrent l'attention d'un membre éminent du Grand Orient, le marquis de Chef-de-Bien, qui écrivit alors dans une lettre à un ami que l'Illuminisme avait fourni les hommes qui « poussèrent à la révolte, la dévastation, l'assassinat » : Quand Weishaupt mourut, en 1830, son ordre était probablement plus fort qu'il l'avait jamais été, mais était sur le point de changer de nom ; la même organisation, avec les mêmes buts, devait émerger dans les années 1840 en tant que communisme. La suite de cette histoire appartient aux chapitres ultérieurs, et à ce stade, le présent récit prend congé d'Adam Weishaupt, l'homme dont le nom est identifié pour toujours à l'apparition de la révolution mondiale en tant qu'idée et ambition permanentes, propagée par une organisation permanente de conspirateurs secrets dans tous les pays, et n'ayant absolument rien à voir avec le fait de remédier à l'oppression ou l'injustice ; ces maux, elle désirait les aggraver et les perpétuer.

Quels que soient ses inspirateurs, quelle que soit la source originelle de sa grande connaissance de la faiblesse humaine, Weishaupt, comme le dit Mme Nesta Webster, « rassembla dans ses mains les fils de toutes les conspirations, et fut en mesure de les tisser ensemble en une gigantesque combinaison pour la destruction de la France et du monde. » Au sein de son armée, des hommes de toutes classes et d'opinions les plus diverses furent soudés ensemble par des liens d'infamie qui semblaient aussi forts que ceux de la foi et de l'honneur : « L'admirable système de compartiments étanches de Weishaupt les mettait dans l'impossibilité d'avoir connaissance de ces différences, et ils marchaient tous, inconsciemment ou pas, vers le même but. »

S'il y eut de multiples courants de mécontentement auparavant, Weishaupt les fusionna en un seul. Avec lui et l'Illuminisme, « la vague théorie subversive devint une révolution active » ; l'État-major fut formé, l'ordre de bataille établi, l'objectif clarifié. Aujourd'hui, presque deux cents ans plus tard, la conséquence en est également claire : la révolution mondiale destructrice doit l'emporter sur la chrétienté et l'Occident, les réduisant tous deux en ruines, ou alors elle sera elle-même écrasée et brisée. Il n'y a aujourd'hui pas de troisième solution ou de moyen terme ou de fin différente au conflit révélé en 1786. Les hommes publics de premier

plan, tout comme les partisans de la secte le virent dès le début. Dès 1875, Mgr Dillon énonça avec concision ce fait inaltérable :

**« Si Weishaupt n'avait pas vécu, la Maçonnerie aurait pu cesser d'être un pouvoir après la réaction consécutive à la Révolution française. Il lui donna une forme et un caractère qui lui permirent de survivre à cette réaction, *de la stimuler jusqu'à aujourd'hui, et qui la feront* progresser jusqu'à ce que son conflit ultime avec le christianisme détermine qui, de Christ ou de Satan, régnera finalement sur cette *terre*. »**

Le présent livre est une étude de « la question juive » en tant que question la plus importante dans les affaires du monde à l'heure actuelle ; pourtant, le présent chapitre (le plus long jusqu'ici) sur la révolution mondiale n'a fait aucune mention de la question juive ou des juifs. Il y a une raison à cela. Cinquante ans *après* la Révolution française, la révolution mondiale était sous direction judaïste, mais l'instigation judaïste originelle de la révolution mondiale dans sa phase française *ne peut* être démontrée. La possibilité reste donc ouverte que la révolution mondiale n'était pas au départ une entreprise judaïste, mais une entreprise dont la secte dirigeante du judaïsme devint par la suite l'actionnaire principal. Rien de défini ne peut être établi d'une façon ou d'une autre ; la dissimulation des pistes est le premier principe des tactiques révolutionnaires.

*Apparemment*, les juifs ne prirent pas part, ou très peu, à la conspiration-maîtresse (celle de Weishaupt et de ses Illuminati), et jouèrent simplement un rôle proportionnel, comme tous les autres acteurs, dans la Révolution française. Quant à la première conspiration, l'autorité principale sur ce sujet, Mme Nesta Webster, dit : « il semble que les juifs n'aient été admis au sein de l'Ordre que dans de rares cas ». Leopold Engel, un personnage mystérieux qui réorganisa l'Ordre en 1880, va plus loin, en déclarant que le recrutement des juifs était *interdit*. D'autre part, Mirabeau, un Illuminé et révolutionnaire majeur, s'identifia aux exigences et prétentions judaïstes, si bien que toute restriction sur la présence effective de juifs au sein de l'Ordre fut peut-être une méthode de « couverture » du genre de celles que Weishaupt considérait comme étant d'une importance suprême.

Les meilleures autorités à l'époque reconnurent que les Illuminati étaient les instigateurs de la Révolution et qu'ils comptaient des hommes de

tous les pays. Le chevalier de Malet dit : « Les auteurs de la Révolution ne sont pas davantage français qu'allemands, italiens, anglais, etc. Ils forment une nation particulière qui a pris naissance et a grandi dans l'obscurité, au milieu de toutes les nations civilisées, avec pour objet de les soumettre à leur domination. » C'est également l'image que le chercheur d'aujourd'hui tire d'une étude de la littérature de la Révolution française ; elle diffère entièrement de l'image de la révolution russe de 1917, à laquelle ces mots ne peuvent s'appliquer.

Dans la Révolution française *elle-même* (en tant que distincte de la conspiration sus-mentionnée), le rôle joué par les juifs est assez clair, mais semble avoir été celui d'une « incitation au désordre » - que le Coran leur attribuait - plutôt que celui d'un contrôle ou d'une direction. À vrai dire, il est souvent difficile de distinguer les juifs, en tant que tels, dans les rapports de l'époque, car les auteurs de l'époque ne les distinguaient pas comme tels. De plus, la révolution dans sa phase française *semblait* être contre *toute* religion et *toute* nationalité (dans la phase russe, une fois encore, ce n'était plus le cas). Ainsi, la foule qui apporta des croix et des calices à l'assemblée révolutionnaire, pendant que les églises de Paris étaient consacrées aux « Banquets de la Raison », comprenait-elle aussi des juifs qui fournirent des ornements de la synagogue pour l'étalage de la profanation. Aussi, au « Temple de la Liberté », un citoyen « élevé dans les préjugés de la religion juive » entreprit de prouver « que toutes les formes de cultes sont des impostures pareillement dégradantes pour l'homme. » Alexandre Lambert *fils* exprima alors cette protestation contre l'esclavage du Talmud :

**« La mauvaise foi, citoyens, dont la nation juive est accusée, ne vient pas d'eux mais de leurs prêtres. Leur religion, qui leur permettrait uniquement de prêter à leurs compatriotes à un taux de 5 pour cent, leur dit de prendre tout ce qu'ils peuvent des catholiques ; il est même sanctifié comme une tradition dans nos prières du matin que de solliciter l'aide de Dieu pour prendre un chrétien en défaut. Il y a plus, citoyens, et c'est le sommet de l'abomination ; si une erreur est commise dans le commerce entre juifs, on leur ordonne de faire réparation : mais si sur 100 louis, un chrétien devait en payer 25 de trop, on n'est pas obligé de les lui rendre. Quelle abomination ! Quelle horreur ! *Et d'où tout cela vient-il, si ce n'est des rabbins ?* Qui a suscité**

**des interdictions contre nous ? Nos prêtres ! Ah, citoyens, plus que tout au monde nous devons renoncer à une religion qui… en nous soumettant à des pratiques abêtissantes et serviles, nous rend impossible le fait d'être de bons citoyens[9]. »**

Si les juifs sont où que ce soit identifiés *en tant que juifs* (pas simplement en tant que participants) dans les pires actes de la révolution, c'est par vantardise juive, et non une accusation gentile. Par exemple, un auteur tel que M. Léon Kahn se donne du mal pour associer les juifs, nommément, à l'attaque contre le roi et la religion et ce, cent ans après les événements. C'est un exemple de l'effort laborieux - qui peut être retracé dans une bonne partie de la littérature judaïste - pour démontrer que rien de tel ne *peut* arriver dans le monde, sauf de la main de Jéhovah, c'est-à-dire des juifs. M. Léon Kahn ne pouvait apparemment dépeindre la Révolution française en d'autres termes que ceux de Daniel et Balthazar. N'eût été la révolution russe, on pourrait oublier M. Léon Kahn ; une fois de plus, c'est l'époque actuelle qui donne à ces descriptions d'événements anciens leur allure de vérité.

Durant la période suivant la Révolution française, il semble que les juifs, par leurs leaders, semblèrent uniquement tirer profit de la situation, comme ils en avaient le droit. Cependant, à la lumière de ce qui s'ensuivit, il est significatif que les juifs qui en profitèrent furent les « juifs de l'Est », et que ces convertis au judaïsme non-sémitiques ouvrirent à ce moment-là une première bréche dans les murs de l'Occident.

La plupart des juifs de France étaient séfarades, descendants de ces juifs espagnols et portugais qui avaient au moins quelque tradition ténue les liant à la Palestine. Tous les handicaps dont ces juifs établis depuis longtemps souffraient encore prirent fin par le décret de 1790, qui leur accordait tous les droits des citoyens français. En Alsace, une communauté d'ashkénazes, les juifs slaves, était apparue, et ces visiteurs venus de Russie n'étaient pas du tout appréciés, au point que la proposition de leur accorder la citoyenneté provoqua des débats orageux au sein de l'assemblée révolutionnaire, et une insurrection chez les paysans alsaciens. À cette occasion, les avertissements devenus familiers à l'Occident au cours des siècles précédents se firent à nouveau entendre. L'abbé Maury dit aux députés citoyens : « Les juifs ont traversé dix-sept siècles sans se mélanger aux autres nations… Ils ne doivent pas être persécutés, ils doivent être

protégés en tant qu'individus et non en tant que Français, puisqu'ils ne peuvent être citoyens… Quoique vous fassiez, ils resteront toujours des étrangers parmi nous. » L'évêque de Nancy acquiesca : « On doit leur accorder protection, sécurité, liberté ; mais devrions-nous accepter dans la famille une tribu qui lui est étrangère, qui sans cesse tourne les yeux vers un pays commun, qui aspire à abandonner la terre qui la porte ? Le bien-être des juifs eux-mêmes nécessite cette protestation. » Les juifs séfarades protestèrent aussi : « Nous osons croire que notre condition en France ne serait pas aujourd'hui remise en question si certaines demandes des juifs d'Alsace, de Lorraine et des Trois-Évêchés n'avaient pas causé une confusion d'idées qui semble se refléter sur nous… À en juger par les documents officiels, elles semblent assez extraordinaires, puisque ces juifs aspirent à vivre en France sous un régime spécial, à avoir des lois qui leur seraient particulières, et à constituer une classe de citoyens séparée de toutes les autres. »

Cette protestation *juive* (une protestation récurrente à travers les siècles jusqu'à aujourd'hui, et toujours ignorée par les dirigeants gentils) fut aussi vaine que celle des marchands de Paris, trente ans auparavant, contre l'ouverture de leurs corporations aux juifs :

« Le marchand français dirige son commerce seul ; chaque maison commerciale est en un sens isolée ; tandis que les juifs sont des particules de mercure, qui à la moindre inclinaison se rassemblent en un bloc. »

Malgré toutes les oppositions, le décret émancipant les juifs d'Alsace fut adopté en 1791. Au moment où Napoléon accéda au pouvoir, un problème juif de premier ordre avait ainsi été créé pour lui, et - après son échec à le résoudre - pour le monde.

Dès ce moment, la secte dirigeante de la communauté juive employa tous ses efforts à réduire l'autorité des juifs originels, les séfarades, et à accroître celle de leurs groupe compact d'ashkénazes à l'Est ; à partir de là, les ashkénazes commencèrent à s'installer en Europe (et plus tard en Amérique), pour assumer la direction de la révolution mondiale et emporter partout avec eux l'attaque contre tout gouvernement, religion et nationalité légitimes.

Ce développement suivit la Révolution française, c'est-à-dire la première phase de la révolution mondiale, qui fut comme l'ouverture d'une porte ou la rupture d'une digue. À l'époque, tout ce que l'on pouvait

raisonnablement dire sur les juifs eu égard à la Révolution, c'est qu'ils y avaient été impliqués comme les autres hommes, et en avaient profité plutôt plus que les autres hommes. La suite projeta une lumière différente sur tout cela, et commença à montrer une *direction* judaïste, et non une simple participation.

Car au cours du demi-siècle qui suivit la révélation du projet de révolution mondiale et l'éruption en France, les processus historiques de la communauté juive et de la révolution mondiale ne restèrent plus séparés ou distincts ; ils convergèrent. La conspiration ininterrompue et « les juifs » (dans le sens de la secte dominante) devinrent alors identiques et ne purent plus être regardés séparément. À partir du milieu du XIXe siècle, la révolution mondiale fut sous leadership juif ; quelle que fut la réalité des faits auparavant, elle passa alors entre ces mains-là.

Le témoin d'autorité, dont les paroles (tout comme celles de de Luchet, d'Alexander Hamilton et d'Edmund Burke auparavant) furent pleinement confirmées par les événements, fut un certain Benjamin Disraeli, Premier ministre d'Angleterre.

---

### NOTES DU CHAPITRE 20

7 M. Whittaker Chambers, jeune Américain assez morbide et impressionnable fut « capturé » par les communistes à l'Université de Columbia à New York en 1925, et devint agent et courrier qui, travaillant sous un pseudonyme, transmit des documents officiels volés à ses supérieurs communistes. En 1938, dégoûté de son esclavage, il fuit le parti. En 1939, épouvanté par l'alliance entre le communisme et l'hitlérisme, il essaya d'informer le président Roosevelt de l'infestation des départements du gouvernement par des agents communistes et de l'espionnage qui y avait lieu, mais fut grossièrement repoussé, un émissaire présidentiel lui disant « d'aller se jeter dans le lac ». Par précaution, il avait dissimulé ses preuves (les photographies de centaines de documents officiels secrets) dans une cage d'ascenseur désaffectée, et au fil des années les oublia, car il n'en entendit plus parler avant 1948 ! Puis, son nom fut mentionné au cours d'une enquête provenant de révélations faites par un autre ancien agent communiste, et il fut cité à témoigner. C'est ce qu'il fit, et il fut immédiatement poursuivi en justice

pour diffamation par un haut représentant gouvernemental, M. Alger Hiss, qu'il incrimina d'avoir volé des documents ultra secrets et de les avoir transmis, via M. Chambers, aux communistes. Pour sa propre protection, il contacta alors son parent à New York, et demanda si le paquet, dissimulé dans le cage d'ascenseur désaffecté dix ans auparavant, s'y trouvait toujours. Couvert de poussière, il était toujours là, et l'énormité de son contenu, réexaminé après dix ans, effraya M. Chambers lui-même. Il cacha le paquet dans un potiron, à sa ferme, où il apparut finalement à la lumière du jour lorsque M. Chambers dut présenter sa défense face à l'accusation de diffamation. Cela mena à la condamnation de son accusateur, M. Hiss, et à la révélation *partielle* d'un état d'infestation communiste au sein du gouvernement américain, si profond et si répandu que manifestement, la politique nationale américaine, pendant toute la période de la Seconde Guerre mondiale, devait être en grande partie sous l'influence directe des leaders de la révolution mondiale à Moscou.

**8** Moses Mendelssohn écrivit ce texte il y a presque deux cents ans, et il définit correctement l'attitude judaïste de Kipling envers les « races inférieures qui n'ont pas la Loi ». À notre époque (1955), une proposition se répand dans la communauté juive pour amener théoriquement les races inférieures *dans* le giron des judaïstes, tout en perpétuant leur infériorité et leur exclusion. Comme le lecteur de ce livre se le rappellera, à l'ère pré-chrétienne, on cherchait les prosélytes, mais dès le début de la période chrétienne, l'hostilité judaïste à la conversion devint ferme et même féroce (à l'exception de la conversion massive des Khazars mongols, desquels viennent les ashkénazes d'aujourd'hui), et le Talmud dit que les « prosélytes, pour Israël, sont aussi irritants que la gale. » En 1955, un jeune rabbin non-orthodoxe, né en Allemagne mais vivant en Amérique, suggéra que le temps était venu que le judaïsme entreprenne le travail du missionnaire parmi les gentils. Les bases qu'il posa étaient identiques au dicton de Moses Mendelssohn ; ce rabbin, M. Jakob Petuchowski, réussit simplement à trouver une solution à ce qui avait semblé être une difficulté insoluble pour Mendelssohn (« Conformément aux principes de ma religion, je ne dois pas chercher à convertir quelqu'un qui n'est pas né selon nos lois ; … la religion juive y est diamétralement opposée » - c'est-à-dire, la conversion).M. Petuchowski proposa en fait que les conversions faites par sa mission telle qu'il l'exposait soient fondées sur une base qui donnerait un statut au converti, par rapport aux juifs originels, assez

comparable à celui du Noir américain pendant l'ère esclavagiste, par rapport au Blanc dans sa grande plantation. On exigerait (en d'autres mots, on leur permettrait) des convertis qu'ils obéissent uniquement « aux Sept Lois de Noé, » (c'est vraisemblablement une allusion au neuvième chapitre de la *Genèse*) et non aux centaines de commandements et vetos attribués à Dieu par « la Loi mosaïque. ». De cette façon « les races inférieures » recevraient apparemment des mains du judaïsme la « religion de la nature et de la raison » recommandée pour eux par Adam Weishaupt, tout comme par Moses Mendelssohn. S'ils s'appelaient alors « juifs », ce serait plutôt comme le Noir de la plantation qui a pris le nom de famille de son propriétaire. Cette proposition ingénieuse fut peut-être suscitée par la réflexion que le pouvoir juif dans le monde est maintenant si grand qu'une solution au problème de statut des « races inférieures » devra être trouvée, si on veut que « La Loi » soit littéralement « observée ». Les propres mots de M. Petuchowski furent, « les juifs religieux croient vraiment que les plans pour le royaume de Dieu sur la terre ont été livrés à leur garde... Ces gentils qui ont donc à cœur ce plus grand salut, devraient être mis au courant de ce que le judaïsme a à offrir, et devraient être invités à unir leur destinée à la maison d'Israël. » Ce qui était « offert » là était en fait « la religion de la nature et de la raison. » « Nos rabbins enseignent unanimement que les lois écrites et orales qui forment conjointement notre religion révélée sont de rigueur *dans notre nation seule :* “Moïse nous a ordonné une loi, et même l'héritage de la congrégation de Jacob”. Nous croyons que toutes les autres nations de la terre ont été *dirigées par Dieu pour adhérer aux lois de la nature…* Ceux qui règlent leurs vies selon les préceptes de *cette religion de la nature et de la raison* sont appelés les hommes vertueux d'autres nations… »

**9** La ligne en italique de cette citation offre une occasion opportune de faire remarquer que lorsqu'Alexandre Lambert *fils* prononça ces mots, la période rabbinique de l'histoire judaïste venait de commencer. Avant 1772 – date à laquelle la Pologne fut divisée - il y avait toujours eu une autorité visible, centrale, gouvernante ou dirigeante pour toute la communauté juive. Au début c'était le sacerdoce lévitique à Jérusalem et à Babylone. Sous Rome, c'était le parti politique dominant, les pharisiens, qui était dans les faits le gouvernement. Après la chute de Jérusalem et la diaspora, c'était le « gouvernement mobile » talmudique en Palestine, Babylonie, Espagne et Pologne. Après qu'il eut disparu de la vue en 1772, la période «

rabbinique » commença, où l'autorité sur la congrégation entière de la communauté juive, pour autant qu'elle fût exercée, l'était via les rabbins, en tous lieux. Parmi ceux-ci, naturellement, se trouvaient des hommes de chaque degré de croyance et de tempérament, du plus extrême au plus modéré ; mais le présent siècle a montré que la majorité d'entre eux, comme à toutes les périodes précédentes de l'histoire juive, suivait « la Loi » littérale du judaïsme, qui du point de vue des gentils, évidemment, est l'extrémisme à son extrême.

# Chapitre 21

# LES AVERTISSEMENTS DE DISRAELI

Benjamin Disraeli, qui deviendrait plus tard Lord Beaconsfield, mit en garde à maintes reprises la chrétienté contre la révolution mondiale. Tout comme de Luchet, Alexander Hamilton et Edmond Burke cinquante ans auparavant, il détecta le « dessein » derrière celle-ci ; à la différence de Lord Acton, qui cinquante ans plus tard n'évoqua que de simples « dirigeants », Disraeli identifia ces organisateurs en tant que *juifs*. Le siècle qui s'est écoulé depuis qu'il lança ces avertissements lui a donné raison ; quelles qu'en soient ses origines, la révolution mondiale organisée était sous leadership judaïste au milieu du XIX$^{e}$ siècle et le resta au moins jusqu'aux années 1920 (de l'avis de l'auteur, cette situation a ensuite perduré et prévaut aujourd'hui).

Pourquoi la secte talmudique reprit la direction de l'organisation révolutionnaire établie par Weishaupt, ou est-ce qu'elle incita l'entreprise révolutionnaire d'origine, sont deux questions auxquelles on ne peut répondre aujourd'hui.

Si l'ambition de la domination mondiale judaïque, instillée au cours des siècles par le Talmud et encore plus par la Kabbale[10], doit toujours s'accomplir, l'asservissement des « païens » à la Sainte Nation devra se faire par l'intermédiaire d'une organisation destructrice comme celle établie par Weishaupt ; le fait que Weishaupt ait fondé les Illuminati au moment même où le « centre » juif de Pologne disparut de la vue, après une existence ininterrompue de plus de deux mille ans, pourrait être plus qu'une coïncidence. D'autre part, il est également possible que la secte dominante, pour l'objectif de l'accomplissement talmudique, ait repris le contrôle d'une organisation destructrice déjà mise en place par des non-juifs à d'autres fins.

Les deux avertissements les plus significatifs de Disraeli précédèrent et suivirent les émeutes révolutionnaires qui se produisirent dans de nombreuses régions d'Europe en 1848. En se fondant sur l'expérience acquise en France un demi-siècle auparavant, celles-ci représentèrent la

seconde des « éruptions, concoctées comme l'occasion le permettra », et « les explosions périodiques » que l'organisation révolutionnaire-mondiale allait provoquer (comme de Luchet et Alexandre Hamilton l'avaient prédit). Elles échouèrent partout, probablement en raison du fait que le souvenir de la Révolution française était suffisamment récent pour que les gouvernements et les peuples s'y attaquent de manière résolue. Leur répression laissa Disraeli sans aucune illusion sur l'avenir. Il avait décrit ce qui arriverait avant que cela n'arrive ; ensuite, il prédit la poursuite de la conspiration et le retour des violentes émeutes.

Disraeli écrivit des romans (avec plus de succès que deux imitateurs à venir, le colonel House du Texas et M. Winston Churchill dans sa jeunesse) dans lesquels il se décrivait comme un imprésario des affaires humaines, distant, courtois, omniscient et un peu moqueur. Dans *Coningsby* il est le personnage principal, Sidonia, un juif hispano-musulman, maître de la finance, pouvoir derrière tous les pouvoirs et manipulateur sans passion des affaires, celui qui est « aidé par cette caractéristique d'être absolument libre de préjugés, ce qui est l'acquis compensatoire d'un homme apatride. »

Sidonia fit remarquer en 1846 (l'année où *Coningsby* fut publié) : « Cette vaste révolution qui se prépare en ce moment en Allemagne et... dont on sait encore si peu de choses en Angleterre, *se construit* entièrement sous les auspices des juifs. »

Puis, après les émeutes de 1848, Disraeli revint sur le sujet, en déclarant à la Chambre des communes en 1852 : « *L'influence des juifs* peut être retracée dans la dernière éruption du *principe destructeur* en Europe. Une insurrection se déroule contre la tradition et l'aristocratie, contre la religion et la propriété... L'égalité naturelle des hommes et l'abrogation de la propriété sont proclamées par *les sociétés secrètes* qui forment des gouvernements temporaires, et *on trouve des hommes de race juive à la tête de chacune d'entre elles* » (exactement la même chose s'est reproduite en Russie, en 1917, c'est-à-dire soixante-dix ans après les émeutes de 1848).

Disraeli ajouta : « Les manipulateurs les plus habiles de la propriété s'allient aux communistes ; le peuple spécial et élu touche les mains de toute la vermine et de toutes les basses castes de l'Europe. » Ceci, dit-il, parce qu'ils voulaient détruire le christianisme.

Le travail de recherche, dans une tâche comme celle-ci, est laborieux et offre peu de compensations, mais la rencontre avec Disraeli fut un réconfort. Le lecteur a déjà rencontré quelques vrais prophètes parmi les nombreux faux, au cours de ce voyage à travers les siècles, mais il n'en rencontrera aucun tel que Benjamin Disraeli, dont la libération des liens talmudiques lui donnait « cette caractéristique d'être absolument libre de préjugés ». Son nom était significatif, car il était de la race des prophètes israélites qui avaient dénoncé Juda. Il était fier de son ascendance, et pourtant son détachement lui permit d'éprouver un amour pour l'Angleterre que ceux qui sont d'ascendance anglaise peuvent rarement égaler. Ses commentaires ironiques sur les affaires publiques et les événements humains sont rafraîchissants à lire à notre époque, où les politiciens fuient la vérité comme le diable fuirait l'eau bénite.

Il déclara de manière sincère que « le monde est dirigé par des personnages très différents de ce que peuvent imaginer ceux qui ne sont pas dans les coulisses » et par ces paroles, il affirma publiquement que le véritable gouvernement se faisait en sous-main.

Tous les observateurs bien informés savent que c'est la réalité, mais n'importe quel président américain ou Premier ministre britannique actuel dénoncerait cette déclaration comme « chasse aux sorcières ».

« Je pense », dit Sidonia, « qu'il n'y a pas d'erreur aussi vulgaire que de croire que les révolutions surviennent pour des raisons économiques ».

Ainsi parlait Disraeli ; à notre époque, les Lloyd George et Woodrow Wilson, les Roosevelt et Truman ont prétendu que les révolutions en France, en Russie ou ailleurs furent des protestations massives spontanées du « peuple », exaspéré, contre la « tyrannie. » Disraeli appliquait l'enseignement du christianisme ; il n'était pas seulement « un juif baptisé ».

Il n'aurait pas associé son nom, ni celui de son pays, à la vengeance de Nuremberg venue de l'Ancien Testament, car voici ce qu'il dit après la révolte indienne de 1857, alors que l'esprit de vengeance était à son comble dans le pays : « Je proclame sans la moindre hésitation mon humble désapprobation des personnes de haute autorité annonçant que sur la norme élevée de l'Angleterre, la “vengeance”, non la “justice”, devrait être gravée... je proteste contre les atrocités suivies par des atrocités. J'ai entendu des choses et vu des choses écrites dernièrement qui me feraient

presque supposer que les opinions religieuses du peuple d'Angleterre ont soudainement changé et que, au lieu de s'incliner devant le nom de Jésus, *nous nous préparerions à rétablir le culte de Moloch.* Je ne peux croire que notre devoir soit de céder à un tel esprit. » Ces paroles contiennent une allusion qui atteint chaque juif et gentil. Le judaïsme talmudique *est* « l'adoration de Moloch », et Disraeli le savait lorsqu'il choisit ces mots. Toute la querelle enragée entre l'Israël antique et la Juda des Lévites avait tourné autour de ce faux dieu et de ses exigences, et Israël avait tourné le dos à Juda pour cette raison même ; c'est là l'origine de la controverse de Sion, il y a trois mille ans comme aujourd'hui.

Elle se retrouve dans les deux passages les plus significatifs de l'Ancien Testament : l'accusation de Jérémie comme quoi Dieu n'a jamais ordonné aux enfants d'Israël « de passer leurs fils et filles par le feu jusqu'à Moloch... ni ne m'est venu à l'esprit qu'ils devaient commettre cette abomination pour pousser Juda au péché » ; et la réponse d'Ézéchiel comme quoi Dieu *avait* donné à Israël ces « lois qui ne sont pas bonnes » et le sacrifice du premier-né. Le dieu d'amour et de miséricorde, contre le dieu de haine, de vengeance et de sacrifice humain : depuis le début, ce fut la question, et ça l'est aujourd'hui, et si Disraeli avait vécu cent ans plus tard, la chrétienté aurait peu-être pu, par ce greffon de la communauté juive, être épargnée du stigmate de la vengeance talmudique à Nuremberg.

De même, on ne peut pas imaginer Disraeli se prêtant lui-même, ainsi que son ministère et la force de son pays, au soutien et à l'expansion de la révolution mondiale, comme les dirigeants de la Grande-Bretagne et de l'Amérique s'y prêtèrent lors de la Première et de la Seconde Guerres mondiales ; toute sa vie publique fut passée à avertir son pays contre la conspiration destructrice que les leaders promouvaient par leurs actes.

En 1955, un certain Lord Samuel (qui à l'âge d'or du libéralisme est passé du simple citoyen M. Herbert Samuel, par le biais de divers offices politiques, à l'anoblissement) déclara fièrement être le premier juif à avoir jamais occupé un statut de ministre en Angleterre. C'était vraisemblablement une moquerie au sujet de la conversion de Disraeli ; néanmoins, le monde au XX$^{e}$ siècle aurait pu être meilleur s'il y avait eu plus de Disraeli. Ce qui est frappant à propos de Disraeli, examiné avec un siècle de recul, c'est son habitude de dire la vérité absolue, l'exactitude de ses prédictions, son immense connaissance instinctive et acquise, son

amour profond - mais dénué de passion - pour l'Angleterre, et sa charité chrétienne. Dans les faits, il eut toujours raison ; dans les affaires d'opinion, il fut toujours du côté des anges. Son mépris pour les « libéraux » était immense, quoique exprimé avec délicatesse (« l'infanticide est pratiqué aussi largement et légalement en Angleterre qu'il l'est sur les bords du Gange, une situation qui n'a apparemment pas encore retenu l'attention de la Société pour la propagation de l'Évangile »). Le présent auteur pense qu'il s'est trompé sur un point, à savoir son idée que les doctrines de Jésus constituaient la réalisation, non pas le désaveu, du judaïsme.

C'est le contraire qui me paraît exact, à savoir que le judaïsme était cette même hérésie (« l'adoration de Moloch ») que Disraeli rejetait et que Jésus était venu changer.

Disraeli était à la fois le produit de la communauté juive séfarade et de l'Angleterre à cette période ; il n'aurait pu, sans *ces deux* influences, atteindre cette « caractéristique d'être absolument libre de préjugés ». Son père, Isaac D'Israeli, écrivit, « Une religion qui n'admet pas *la tolérance* ne peut être tolérée sans risque, s'il y la moindre chance qu'elle obtienne une ascendance politique », et selon *l'Encyclopaedia Britannica*, la raison pour laquelle Isaac se retira de la synagogue était que le judaïsme talmudique, avec ses lois rigides, « coupe les juifs de la grande famille de l'humanité ». Le biographe de son fils, M. Hesketh Pearson, dit que les anciens condamnèrent Isaac D'Israeli à une amende de quarante livres lorsqu'il refusa de devenir Gardien de la Congrégation, et déclara qu'il ne pourrait jamais participer à leur culte public « car, telle qu'il est mené actuellement, il perturbe, au lieu de susciter les sentiments religieux. » Isaac n'aurait pu défier ainsi les anciens, s'il avait vécu dans une communauté talmudique en Russie ou en Pologne ; il aurait été proscrit, et peut-être tué.

Ainsi, le père et le fils (qui devint membre de l'Église anglicane à l'âge de douze ans) furent-ils façonnés par l'atmosphère de liberté de l'Angleterre à cette époque. Benjamin Disraeli devait accomplir la suppression des derniers handicaps posés pour les Juifs en Angleterre, et proclamer ensuite publiquement – dans la suite immédiate de cette émancipation – que les Juifs étaient en passe de reprendre partout le contrôle de la révolution mondiale. Pour un homme dont la caractéristique était d'être « absolument libre de préjugés », la campagne contre les handicaps juifs et le franc exposé de ce résultat étaient tous deux des devoirs inévitables, même si le

second développement confirmait les avertissements des ennemis de cette émancipation juive, pour laquelle Disraeli s'était battu.

Avant de conclure le récit des mises en garde de Disraeli, le cours de la révolution mondiale à son époque doit être suivi à la trace, c'est-à-dire durant le siècle qui suivit le début des hostilités en France.

Quand Weishaupt mourut en 1830, laissant derrière lui le plan et l'organisation d'abord révélés par la découverte des documents des Illuminati en 1786, Disraeli avait 26 ans. Les cinquante ans suivants furent consacrés à la lutte pour la succession de Weishaupt ; pendant cette période, Disraeli lança nombre de mises en garde. À l'issue de cette période, le contrôle juif de la révolution mondiale était néanmoins fermement établi et avait reçu l'empreinte des Juifs de l'Est, des Khazars mongoloïdes, sous la férule de leurs rabbins talmudiques.

Le résultat aurait pu être différent, car des hommes de toutes sortes luttèrent pour succéder à Weishaupt, et beaucoup d'entre eux étaient des gentils. Au début il n'y avait pas d'organisation révolutionnaire unique ; il y avait des sociétés secrètes révolutionnaires, pas encore unies, dans divers pays. La première d'entre elles, et celle qui était le plus clairement dans la droite ligne des lllluminati de Weishaupt, était Alta Vendita en Italie, dont certains documents, saisis et publiés par le gouvernement pontifical, révélèrent une identité de but et de méthode avec les documents Illuminati antérieurs d'un demi-siècle (ainsi que Mme Nesta Webster l'a démontré à partir des travaux de Crétineau Joly.) En France, la franc-maçonnerie continuait à servir de manteau pour la révolution, et en Allemagne, la « Ligue de Vertu » (Tugendbund) était dirigée par les lieutenants de Weishaupt.

Divers hommes travaillèrent à la fusion de ces mouvements nationaux, apparemment distincts, en un seul, et en assumèrent la direction, en remplacement d'Adam Weishaupt. Parmi eux se trouvaient un Français, Louis Blanc (dont le lecteur gardera le nom en mémoire, pour une raison qui apparaîtra plus tard ; il parut susceptible un moment donné de remplir le rôle de Lénine, avant même la naissance de celui-ci) ; un Russe, Michel Bakounine ; et un juif né en Allemagne, Karl Marx.

La lutte fut menée entre ces deux derniers, car Louis Blanc s'effaça bientôt de la scène. Michel Bakounine et Karl Marx étaient aux antipodes l'un de l'autre. Bakounine, « le père de l'anarchie », était « un disciple de

Weishaupt », selon le socialiste révolutionnaire français Benoît Malon. Il représentait cette jeune race de révolutionnaires idéalistes qui pensaient avoir trouvé dans la révolution un instrument pour détruire la tyrannie. Il voyait le danger que l'État confiscatoire, installé sur les ruines de la propriété privée, reproduise tout simplement la propension tyrannique du capitalisme privé sous une forme gargantuesque ; il chercha donc des façons de réconcilier la propriété conjointe de la terre et du capital avec la diminution la plus extrême possible des pouvoirs de l'État, et même en définitive, avec *l'abolition complète de l'État.* Ainsi était-il l'opposé même de Karl Marx, dont la proposition similaire, concernant la propriété conjointe de la terre et du capital, visait à la simple installation d'une super-tyrannie à la place de petits tyrans.

La passion dominante (et la motivation première) dans tout le travail de Bakounine était l'horreur du despotisme ; Marx avait planifié la destruction d'une classe dirigeante pour établir un despotisme tel que le monde n'en avait jamais connu. C'était-là la différence profonde entre les deux hommes, et elle soulève une question à laquelle on n'a jamais répondu : si à la place du communisme de Marx, l'anarchisme de Bakounine avait pris en main la direction de la révolution mondiale, quelles en auraient été les conséquences sur le monde ? Car l'anarchisme était opposé à toute forme de gouvernement énergique et à l'État en tant qu'incarnation de la force utilisée pour administrer la communauté ; le communisme était la déification de la force exercée par l'État.

Tout à propos de Bakounine est sincère : sa lutte, ses souffrances et sa mort. Tout à propos de Marx est faux : ses trente années d'incitation depuis la salle de lecture du British Museum, sa vie confortable grâce à la générosité de Friedrich Engels, son mariage manifestement calculé avec *une « von »*, ses obsèques distinguées avec oraisons funèbres ; tout est typique du petit bourgeois qui déclamait contre la *bourgeoisie.* Le plus faux de tout fut son Manifeste communiste, qui diagnostiquait un mal (« Le prolétaire est sans propriété ») et prescrivait le suicide comme remède (« la théorie des communistes peut se résumer à cette seule phrase : Abolition de la propriété privée. ») C'était une indication claire au prolétariat qu'il n'avait rien à gagner du communisme sauf des chaînes, et si des émeutes révolutionnaires dans toute l'Europe suivirent la publication du Manifeste en janvier 1848, les masses opprimées ne peuvent s'être soulevées selon cette simple logique. Après quelques semaines de publication, des émeutes

se produisirent dans toute l'Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Italie, en France et au Danemark. C'était la preuve que les « sociétés secrètes » dans les différents pays étaient en plein fusionnement, que des moyens avaient été trouvés pour coordonner et synchroniser leurs révoltes, et ainsi, pour la première fois, montrer la révolution *mondiale* en action, via des soulèvements *simultanés* dans de nombreux pays.

Il est probable qu'une seule organisation, existant déjà à cette époque, disposait du réseau international qui pouvait rendre cette synchronisation et cette coordination possibles ; c'était le rabbinat talmudique d'Europe de l'Est. Théoriquement, la vaste organisation de l'Église catholique aurait pu être utilisée dans le même but, mais l'Église vit dans la révolution son ennemi le plus mortel et ne fut donc *pas* utilisée ainsi ; sur ce point, l'Histoire est claire. Ce que Disraeli avait su et révélé deux ans auparavant devint un fait historique : « Cette vaste révolution qui se prépare en ce moment en Allemagne... *se construit entièrement sous les auspices des juifs* ». Karl Marx et son Manifeste communiste furent les signes extérieurs et visibles d'un événement historique significatif : le judaïsme talmudique avait pris le contrôle de la révolution mondiale.

Des trois hommes qui à cette époque semblaient rivaliser pour diriger la révolution, Louis Blanc fut rapidement hors course. Il était membre du gouvernement provisoire mis en place à Paris après la révolte de 1848, et en qualité de ministre, semblait avoir l'occasion de mettre ses théories en pratique. Il maintenait que l'individualisme et la compétition étaient les cancers du corps social, et, comme Marx, souhaitait mettre en place l'État entièrement despotique (bien que du genre « État providence » qui fut privilégié par les socialistes britanniques un siècle plus tard). Il fut le héraut du « droit au travail » qui, en Russie au présent siècle, s'avéra être le droit de l'État d'infliger le travail obligatoire. Pendant ses brèves fonctions, il entreprit de « garantir le gagne-pain des ouvriers par le travail » et fut autorisé à convoquer une assemblée de délégués des ouvriers pour préparer un plan pour le « plein emploi » Ce rassemblement était dans la forme une anticipation des Soviets, et il représente la revendication principale de Louis Blanc, dont il faudra se rappeler. Après la répression de la révolte, il s'enfuit en Angleterre, dont il ne revint que vingt-trois ans plus tard, ayant perdu toute importance.

Restaient Marx et Bakounine. De façon typique, Karl Marx, expulsé de Prusse et de France après 1848, s'installa confortablement à Londres jusqu'à sa mort, trente-quatre ans plus tard. Seul Bakounine courut pour tenir « les barricades. » Bakounine était de par sa naissance un aristocrate russe et avait renoncé à son insigne dans un régiment tsariste en 1832, après la répression de l'insurrection polonaise de 1830 ; le spectacle d'une Pologne terrorisée inspira dans le cœur de ce jeune officier russe l'horreur du despotisme, horreur qui domina sa vie par la suite. Il rencontra Marx avant 1848 et laissa une description de leurs différences : « Marx m'a qualifié d'idéaliste sentimental et il avait raison ; je l'ai qualifié de vaniteux, perfide et rusé et j'avais également raison ».

Bakounine était à Paris lors des combats de 1848, et en mai 1849, il était membre du gouvernement temporaire mis en place par les révolutionnaires en Saxe, conduisant la défense de Dresde jusqu'à ce que les troupes prussiennes l'emportent, lorsqu'il fut capturé en essayant de s'échapper (avec Richard Wagner). Il fut condamné à mort et gracié, successivement par les gouvernements saxon et autrichien.

« Il fut enchaîné à un mur pendant une année et livré ensuite au gouvernement russe. Après six années d'emprisonnement, il fut renvoyé, édenté, atteint du scorbut et vieilli prématurément, « vers la liberté tout relative de Sibérie », d'où, en 1861, après douze ans de captivité, il s'enfuit vers le Japon, l'Amérique et finalement l'Angleterre.

Resté indemne après ces épreuves, il recommença aussitôt à prêcher l'esprit de révolte anarchiste, et en 1864, il fonda en Suisse son Internationale ( *l'Alliance Internationale Sociale Démocratique*).

Vers la même époque, Karl Marx fonda *son* Internationale (l'Association Internationale des Travailleurs) à Londres, et les années qui suivirent furent occupées par la lutte décisive entre Bakounine et Marx pour diriger la révolution. Pendant la longue absence de Bakounine dans les prisons saxonnes, autrichiennes et russes puis en Sibérie, Marx avait établi à Londres son emprise sur l'organisation révolutionnaire internationale (dans plusieurs pays, ses gendres étaient ses lieutenants, sur le modèle napoléonien), mais la renommée de Bakounine était grande et il ne fut privé de « leadership » que par une série de ruses que Marx, grâce au contrôle qu'il exerçait sur le Conseil Général, put utiliser contre son rival. En 1872, le Conseil Général convoqua un congrès de l'Internationale à La

Haye, où Bakounine et ses amis ne purent se rendre en raison de l'hostilité gouvernementale. Lors de ce congrès, des accusations furent portées contre Bakounine (rappelant celles qui soixante ans plus tard devaient être portées contre tout dirigeant communiste dont Staline voulait se débarrasser) et il fut chassé de l'Internationale par un vote du Conseil, composé principalement d'hommes triés sur le volet par Marx.

Brisé par la maladie, Bakounine mourut quelques années plus tard, et provoqua semble-t-il sa fin en refusant de se nourrir. Avec lui disparut tout espoir (si un tel espoir avait jamais existé) que la révolution mondiale organisée puisse servir à vaincre la tyrannie et libérer les hommes ; à partir du moment où elle passa « entièrement sous les auspices des Juifs » (Disraeli), son but fut d'asservir les hommes et d'établir une tyrannie indestructible. L'idée de Bakounine était d'organiser la force contre l'oppression, et le pire oppresseur d'entre tous, à ses yeux, était l'État. Telles étaient ses paroles :

**« l'État n'est pas la société, ce n'en est qu'une forme historique, aussi brutale qu'abstraite. Il est né historiquement, dans tous les pays, du mariage de la violence, de la rapine, du pillage, en un mot, de la guerre et de la conquête... Il est depuis son origine, et il en est encore ainsi, la sanction divine de la force brutale et de l'inégalité triomphante. L'État est l'autorité; il est la force ; il représente l'ostentation et la fatuité de la force... »**

De fait, un État tel que celui-ci fut conçu et mis en place par Karl Marx grâce à son mouvement révolutionnaire international, et il fallait que ce fut un État *mondial*. Bakounine, en 1869, lorsque sa lutte avec Karl Marx atteignit son apogée, tout comme Disraeli en 1846 et 1852, identifia la direction de la révolution mondiale comme étant juive et il y vit, en y réfléchissant, la cause de la perversion de l'idée révolutionnaire. Sa *Polémique contre les Juifs*, écrite en 1869, était principalement dirigée contre les Juifs de l'Internationale, et d'après ce que nous avons vu depuis concernant ces questions, nous pouvons supposer que son renvoi par le Conseil Général Marxiste en 1872 devint une certitude au moment de cette publication en 1869.

Lorsque Disraeli mourut en 1881, il avait passé entre trente et quarante ans à mettre en garde ses concitoyens et le monde contre « les sociétés secrètes » :

**« Ce n'étaient ni les parlements, ni les populations, ni le cours de la nature, ni le cours des événements, qui renversèrent le trône de Louis Philippe... Le trône a été surpris par *les sociétés secrètes,* toujours prêtes à ravager l'Europe... Agissant à l'unisson avec un grand mouvement populaire, elles peuvent détruire la société... » (1852).**

**« Il y a en Italie un pouvoir que nous mentionnons rarement dans cette Chambre... je veux parler *des sociétés secrètes.* Il est inutile de nier, car ce fait est impossible à cacher, qu'une grande partie de l'Europe est couverte *d'un réseau de sociétés secrètes, tout comme la surface de la terre est maintenant couverte de chemins de fer...* Elles ne veulent pas d'un gouvernement constitutionnel ; elles ne veulent pas d'institutions améliorées... elles veulent changer la propriété de la terre, chasser les propriétaires actuels du sol et mettre fin aux établissements ecclésiastiques... » (1856).**

Disraeli vit clairement, et il fut peut-être le premier à en reconnaître l'essence, la nature frauduleuse du libéralisme : « ce sont les manœuvres de ces hommes qui attaquent la propriété et le Christ, que les bonnes gens de ce pays, si matérialistes et si religieux, reconnaissent et applaudissent comme le progrès de la cause libérale. » S'il était dans le pouvoir de l'homme, par des avertissements bien informés, d'empêcher des événements désastreux, les avertissements répétés de cette autorité exceptionnelle auraient évité les troubles que la révolution a fait subir à des millions d'êtres humains au siècle suivant. Mais, « Par un instinct divin, les esprits des hommes pressentent le danger imminent » [William Shakespeare, *Richard III* - NdT] ; la non prise en compte des avertissements de Disraeli prouva ce que tous les siècles précédents avaient démontré : aucune mise en garde orale ne peut dissuader les êtres humains d'une entreprise périlleuse, ou les tirer d'une dangereuse léthargie. Seule l'expérience peut les pousser à agir avec le temps, et en cela, le XX^e^ siècle les a gâtés.

Au cours des décennies vers le milieu du siècle dernier, Disraeli parla en vain. Il ne pouvait être simplement diffamé comme « chasseur de sorcières » et fut donc raillé avec des airs de dédain affectueux : « on pensait généralement de lui » (selon M. Hesketh Pearson) « qu'il avait une idée fixe au sujet des sociétés secrètes, *dont l'existence était niée ;* mais nous pouvons maintenant les voir comme les graines d'un mouvement qui,

ayant trouvé la formule, *fusionna et couva l'éclosion du communisme.* » Ce jugement de 1951 est manifestement vrai et en accord avec le jugement contemporain du témoin révolutionnaire Benoît Malon : « Le communisme fut transmis dans l'ombre au travers des sociétés secrètes du XIXe siècle. » Ainsi, à la mort de Disraeli, ce qu'il s'était efforcé d'éviter arriva : « les sociétés secrètes » étaient unies dans un mouvement révolutionnaire mondial sous contrôle juif, et ce mouvement se préparait à faire exploser les fondations du XXe siècle. Il avait trouvé la description parfaite de cette organisation : « Un réseau » qui recouvrait l'Europe « tout comme la surface de la Terre est maintenant recouverte de chemins de fer ». Les hommes informés commencèrent à utiliser de plus en plus fréquemment cette expression, « le réseau », et à parler de « la main cachée » qui dirigeait les gouvernements. Dans les années précédant les révolutions de 1848, l'ancien rabbin Drach, qui comme Disraeli avait prévu ce qui était sur le point d'arriver, publia son acte d'accusation du Talmud en tant que source de ce processus perturbateur ; la persécution qui s'ensuivit à son égard fut décrite par un auteur juif nommé Morel, qui entre autres choses déclara : « que peuvent faire les mesures les plus sages prises par les autorités de tous les pays contre *la vaste et permanente conspiration d'un peuple qui, comme un réseau aussi étendu que puissant, et qui s'étend sur tout le globe, emploie toute son énergie à donner le nom d'Israélite à tout événement d'intérêt où qu'il se produise*.»

Cette suite d'événements est significative. En 1772, la Pologne fut divisée et, après plus de 2500 ans, le « centre » du gouvernement juif « cessa d'exister » (selon le Dr Kastein) ou devint un gouvernement juif secret (comme les autorités russes le pensaient). En 1776, Adam Weishaupt fonda ses Illuminati. Vers 1846, Disraeli écrivait que « la révolution se développe entièrement sous des auspices juifs. » En 1869, Michel Bakounine, le disciple de Weishaupt, attaqua les juifs au sein du mouvement révolutionnaire. En 1872, Bakounine fut chassé et le mouvement communiste uni émergea clairement, sous Karl Marx (en 1917, le communisme produisit un gouvernement bolchevique presque exclusivement juif).

Tel fut le résultat, prévu par Disraeli, de la suppression des handicaps juifs et de quelques décennies d'émancipation juive.

L'abaissement des barrières resta sans effet sur l'intégration des Juifs au sein du comité des peuples ; ses conséquences furent de donner à « la secte la plus redoutable » (selon les paroles de Bakounine) la liberté de travailler à la ruine de ces peuples par la révolution. Les réponses apportées par le Sanhédrin aux questions de Napoléon au début du siècle, se révélèrent dénuées de force au milieu du siècle. À dater de ce moment, les Juifs ne seraient *pas* autorisés à s'engager avec les autres hommes, dans les nationalités et les lois des pays où ils demeuraient ; au contraire, l'identification avec la révolution mondiale les mit encore plus à l'écart des autres qu'ils ne l'avaient jamais été auparavant. Le siècle de l'émancipation avait été transformé en supercherie avant même qu'il ne se termine.

C'est au cours du XX$^{e}$ siècle (comme le rapporte à nouveau le Dr Kastein), que le terme « antisémitisme » est né. Puisqu'il ne fallait plus dire que la « persécution » existait, il fallait trouver un nouveau mot, capable d'intimider les gentils et de terrifier les juifs, le deuxième but étant plus important que le premier, et « antisémitisme » fut inventé.

« Abracadabra » aurait pu aussi bien faire l'affaire, car le terme « antisémitisme » est particulièrement absurde par rapport aux gens qui ne sont manifestement pas des Sémites et dont la Loi ordonne l'éradication des Sémites (les peuples arabes de Palestine ; toute manifestation de sympathie envers les Arabes sémitiques, expulsés de leur pays natal par les intrus sionistes en 1948, fut à la longue qualifiée d'« antisémitisme »).

On peut supposer que les auteurs de ce terme désiraient préserver des mots tels que juif et anti-juif de la controverse publique, et comptaient sur l'intimidation des esprits grâce à l'introduction d'un mot obscurantiste. Ce que la secte dominante signifiait par « antisémitisme » était en fait la combinaison de lèse-majesté (offenses à la dignité du pouvoir souverain) et d'hérésie (opposition à la doctrine religieuse suprême) ; et au milieu du présent siècle, les esprits s'étaient en grande partie soumis à cette idée ; cette famille peuplée de nombreuses âmes qui auraient jadis enlevé leur chapeau à l'approche du régisseur du châtelain, ou qui se seraient signées à un simple regard du prêtre dès que ce dernier tournait le dos, cette famille tenait maintenant sa langue et prenait un air respectueux à l'évocation de toute affaire juive.

L'expression « antisémitisme » fut inventée à l'époque où « les hommes de race juive », ainsi que le soulignèrent Disraeli et Bakounine, reprirent la

direction de la révolution mondiale, et l'objectif principal de son invention était de dissuader par l'intimidation tout débat public concernant ce développement remarquable ; les événements du siècle présent l'ont abondamment prouvé, comme ce livre le montrera. À une époque récente, une autorité juive, M. Bernard Lazare, proposa une définition de « l'antisémitisme » dans un livre intitulé ainsi. Cette définition n'avait aucun rapport avec le prophète Sem et sa tribu, avec le sang, le discours ou la lignée sémitiques, ou avec quoi que ce soit de sémitique ; M. Lazare associait entièrement « l'antisémitisme » à une opinion défavorable du rôle joué par les juifs dans la Révolution. Il écrivit :

**« Voici ce qui doit distinguer l'historien impartial de l'antisémite. L'antisémite dit : 'le juif est le préparateur, le conspirateur, l'ingénieur en chef des révolutions ; l'historien impartial se confine à l'étude du rôle que le juif, étant donné son esprit, son caractère, la nature de sa philosophie et sa religion, peut avoir joué dans les processus et les mouvements révolutionnaires.' »**

Ce que M. Lazare exprime clairement, c'est que seul un simple « rôle » dans les processus révolutionnaires pourrait être attribué aux juifs, et que celui qui disait que le juif était « le préparateur, le conspirateur, l'ingénieur en chef des révolutions », commettait un crime de lèse-majesté et d'hérésie.

Pourtant, c'est en substance ce que disait Disraeli (qui avait d'ailleurs peut-être une ou deux gouttes de sang sémitique coulant dans ses veines, et en cela il était différent des juifs de l'Est auxquels il faisait allusion) : « cette vaste révolution... se développe *entièrement sous les auspices des juifs », « l'influence des juifs* peut être retracée dans la dernière éruption du principe destructeur *», « on retrouve des hommes de race juive* à la tête de chacune d'elles » (c'est-à-dire, les sociétés secrètes).

Étant lui-même de race juive, Disraeli ne ressentit vraisemblablement pas le besoin d'insister sur le fait que beaucoup de juifs étaient aussi vaillamment opposés que lui « à la vaste révolution » et « au principe destructeur ». À son époque, cela aurait paru évident et il n'aurait pas eu à blinder ses paroles contre le propagandiste qui, aujourd'hui, l'accuserait d'incriminer *tous* les Juifs par ses allusions aux « auspices *des juifs »* et à « l'influence *des juifs »* (ce qui, selon la définition de M. Lazare, ferait de lui un « antisémite » !).

Depuis la période révolutionnaire française (où les juifs vivant depuis longtemps en France mirent en garde contre les nouveaux venus de l'Est qui causaient des troubles en Alsace), les juifs séfarades de l'Ouest résistèrent fortement au vent mauvais qui soufflait vers eux depuis l'Est. L'émancipation avait desserré leurs liens ; ils étaient prêts à perdre tout ce qu'ils avaient gagné, si jamais « le principe destructeur », « manigancé » par la secte talmudique et les ashkénazes à l'Est, devait l'emporter sur l'Occident.

Les mises en garde de Disraeli s'adressaient à cette population séfarade, qui était alors la partie dominante de la communauté juive, tout autant qu'aux gentils ; peut-être même plus. On peut dire aussi que les juifs séfarades y prêtèrent plus d'attention que les foules de gentils autour d'eux. Leur punition serait l'excommunication ; par l'une des plus formidables opérations jamais réalisées par des statisticiens sur un groupe de gens, les séfarades allaient sous cent ans être déclarés comme étant pratiquement disparus (tout comme « les dix tribus perdues » longtemps auparavant).

---

## NOTES DU CHAPITRE 21

**10** *L'Encyclopaedia Juive* dit que la Kabbale (la connaissance orale, traditionnelle, par opposition à la loi écrite, ou Torah), à partir du XIIIe siècle, s'est élargie en une vaste littérature, parallèlement et en opposition au Talmud, et n'étant confiée qu'à quelques élus. Mme Nesta Webster, cependant, cite un autre passage de l'*Encyclopaedia Juive* disant que « la Kabbale n'est pas vraiment en opposition avec le Talmud ».

# Chapitre 22

# LES ADMINISTRATEURS

Quand la direction juive de la révolution mondiale devint perceptible au milieu du siècle dernier, c'était une direction par les juifs ashkénazes (de l'Est, ou slaves.) Les juifs séfarades (de l'Ouest, ou ibériens) y étaient en majorité fortement opposés. Elle était dirigée contre eux autant que contre la chrétienté, car l'émancipation en Europe avait conduit dans leur cas à une assimilation assez profonde ; ils échappaient à l'emprise des dirigeants aînés du judaïsme, étaient confrontés à la perte de leur pouvoir du fait de l'intégration juive dans l'humanité. La ségrégation était vitale au judaïsme talmudique, et l'intégration fatale.

À ce moment, ils firent entrer les « juifs de l'Est » dans l'arène ; leur apparition en tant que groupe distinct de juifs coïncida avec le début de la révolution mondiale. Avant cela, l'Occident connaissait seulement les « juifs », et ceux-ci étaient les juifs séfarades. Faisant allusion à la période où Disraeli commença à parler de leadership juif de la révolution, le docteur Kastein dit : « Désormais, il est possible de parler des juifs de l'Ouest et de l'Est. » En fait, les lignées distinctes existaient depuis environ mille ans ; le docteur Kastein veut dire par là que ce sont les juifs de l'Est qui, à ce moment-là, apparurent comme un groupe distinct, mobilisé par le gouvernement rabbinique pour une action contre les juifs séfarades de l'Occident émancipés, et contre l'Occident lui-même.

Jusqu'à cette époque, les juifs occidentaux ne connaissaient que vaguement ces juifs de l'Est, et ils étaient inconnus de l'Occident chrétien. Leur cohésion de masse, ainsi que l'énergie qu'on avait stockée en eux au cours des nombreux siècles d'absolutisme rabbinique dans les ghettos, faisaient d'eux, lorsqu'ils entrèrent en Occident, la plus puissante des forces qui modelèrent les événements du XX$^{e}$ siècle. Ils correspondaient bien au but auquel ils étaient destinés. Racialement d'origines asiatiques barbares, ils avaient reçu pendant des siècles une formation talmudique d'une discipline aussi stricte que celle de n'importe quel despotisme oriental de l'Antiquité.

Dans la grande stratégie qui se déploya au XX$^{e}$ siècle, ils furent employés dans un double objectif, et utilisés avec compétence pour l'atteinte de buts si contradictoires que n'importe quel observateur sensé devait considérer leur accomplissement simultané comme impossible, avant qu'il n'arrive. En Russie même, ils furent utilisés, par leur masse, pour détruire l'émancipation (car il n'y aurait eu aucun espoir de reprendre les juifs émancipés d'Europe de l'Ouest si ceux-ci avaient vu que les juifs de l'Est, eux aussi, devenaient émancipés)., Alors même qu'ils bloquaient le processus d'émancipation en Russie, ils furent décrits au monde extérieur comme les victimes d'une persécution cruelle et « antisémite » qui leur refusait arbitrairement l'émancipation ! Étant donné le contrôle par les médias modernes de la propagande et de la suggestion de masse, il est possible d'imprimer dans l'esprit de la multitude une image faussée de ce qui arrive ailleurs, et, ensorcelé par ces notions erronées, de l'entraîner vers la guerre elle-même. Au cours du siècle dernier, les politiciens occidentaux commencèrent à prendre l'habitude de s'opposer à la persécution des juifs en Russie, tandis que ces mêmes juifs étaient poussés sous un leadership rigoureux à abolir l'émancipation par tous les moyens imaginables.

De peur que le lecteur n'entretienne des doutes, je dois ajouter que l'image donnée ici est authentique au regard de l'Histoire, et confirmée par les autorités judaïstes. Le docteur Kastein, entre autres, déclare : « La grande majorité des juifs offrait *une résistance passive et amère* à toute “tentative d'amélioration”. » Cependant, cette résistance n'était pas simplement « passive », elle prit aussi des formes meurtrières. Le Dr Chaim Weizmann est probablement la meilleure autorité concernant cette période, et son travail sera largement cité dans ce qui va suivre. Les ashkénazes ghettoïsés (tant dans leurs organisations communistes que sionistes) reçurent l'inspiration d'entraver l'émancipation par tous les moyens possibles (y compris l'assassinat en dernier recours), tandis que l'histoire de leur persécution était martelée telle une menace d'intimidation dans la conscience des juifs de l'Ouest, et telle une demande légitime d'assistance dans celle de l'Occident chrétien.

Les politiciens gentils d'Occident présentèrent à leurs peuples ces fictions comme une vérité, car ils avaient constaté que des juifs puissants, dans tous les pays, trouvaient le moyen de prêter assistance aux partis qu'ils favorisaient – et ce, par de l'argent et le soutien de la presse, et par des voix

aux élections ; ils exigeaient en retour un soutien à la cause des juifs « persécutés » en Russie, et au « retour » en Palestine. Dans les faits, cela signifiait que les politiciens qui recherchaient ces faveurs devaient subordonner l'intérêt national à deux causes ultimement destructrices de tous les États-nations : la révolution, et l'ambition d'acquérir des territoires pour la race dominante. Tel fut le processus par lequel, comme Disraeli le dit dans *Lothair* (1870), « la démocratie a rabaissé les hommes d'État au rang de politiciens. » De cette même façon, cet état d'esprit de masse commença à prendre forme, qui ne tolérait aucune réfutation — peu importe qu'elle soit entièrement prouvée — de la légende d'une persécution juive permanente et d'une maladie endémique chez l'homme gentil (épidémie appelée, à ce moment-là en Russie, « antisémitisme » ). Quand il était dangereux de croire que la terre était ronde, la multitude soutenait énergiquement qu'elle était plate ; cette situation fut reproduite au XIX^e^ siècle – en ce qui concerne la propagande du judaïsme talmudique — avec les résultats que l'on a pu observer au cours de ce siècle-ci.

Les juifs occidentaux furent beaucoup moins sensibles que les politiciens occidentaux à ces deux courants venus de l'Est. Ces juifs originels, en qui la tradition et la pression séfarades se perpétuaient, avançaient vers l'intégration ou au moins vers une implication au sein de l'humanité, avec de moins en moins de frictions. Ils craignaient intuitivement la pression grandissante venue de Russie et, se rappelant la fin malheureuse des longs siècles prospères en Espagne, étaient saisis d'appréhension à la pensée de ses conséquences possibles. Je me rappelle, du temps où j'étais en Europe, combien les juifs occidentaux se méfiaient et avaient peur de ces juifs de l'Est, en qui ils voyaient la menace spectrale d'un retour forcé aux ghettos et à l'absolutisme rabbinique. Le juif allemand avait alors coutume de faire allusion avec aversion à « *diese Ostjuden* » (ces juifs de l'Est !) ; le juif de l'Est pour sa part, quand, après la Première Guerre mondiale, il quitta la Russie et la Pologne et se mit en route pour l'Allemagne, parlait avec mépris des juifs installés là-bas, les qualifiant de « *diese Berliner* » (ces Berlinois !).

La direction rabbinique de la communauté juive entreprit, de l'intérieur des places fortes orientales, d'utiliser ces Tartares judaïsés venus de Russie, contre les juifs émancipés d'Occident et contre l'Occident lui-même.

L'existence impénétrable de la communauté juive a toujours empêché le dénombrement des juifs, à toutes les périodes.

Ce manque de tout recensement fiable des populations juives permit à la secte dirigeante, il y a un siècle, de commencer, et à présent de pratiquement achever, une opération biologique stupéfiante : ils ont transformé presque tous les juifs en ashkénazes ! À la fin du XVIII$^{e}$ siècle, les juifs connus de l'Occident étaient les séfarades, qui avaient au moins hérité d'une tradition ténue, mince fil qui, par l'Espagne, conduisait en Afrique, et se fondait alors en une légende d'origine cananéenne. Arrivés au milieu de notre siècle, ces juifs ont été déclarés par les sages de la communauté juive comme ayant pratiquement disparu ! Un rapport présenté à la Deuxième Conférence Séfarade mondiale qui s'est tenue à New York en 1954, a déclaré que la population juive mondiale était de 11.763.491 ; que *seulement* 1.744.883 (soit 15 pour cent) de ces juifs étaient séfarades ; et que *seuls* 52.000 de ces séfarades vivaient en Europe (qui *autrefois*

ne connaissait *que* les juifs séfarades) et dans tout l'hémisphère occidental.

Les processus normaux de naissance et de mort n'ont pu accomplir cette magie. Manifestement, les séfarades, comme les dix tribus d'Israël il y a presque trois mille ans, ont été déclarés « disparus » parce qu'ils « [ont cessé] de croire qu'ils avaient une destinée différente de celle de leurs prochains ». On a accordé aux ashkénazes la succession de Juda, « un ordre d'existence fondamentalement différent de celui des gens alentour… aucun processus d'assimilation aux autres… une différentiation absolue » ; et presque *tous* les juifs sont maintenant déclarés ashkénazes ! Ainsi les sages du judaïsme ont-ils par deux fois supprimé des populations à coup de stylo. Les séfarades ont été excommuniés pour la même raison que les Israélites, mais ils continuent manifestement à survivre, en vérité, certains intégrés dans l'humanité, certains dans la ségrégation du judaïsme originel.

L'identification des juifs de l'Est avec la révolution mondiale, il y a un siècle, n'a pu arriver par hasard ou du fait de penchants individuels, parce qu'ils étaient gouvernés de façon despotique. Le régime des rabbins à l'Est était presque absolu, et les communautés ghettoïsées obéissaient à leurs ordres, en tant que législateurs et magistrats de droit divin, dans chaque acte de la vie quotidienne.

Pendant les années 1930, où je vis beaucoup de ces communautés juives de l'Est, en Pologne et en Ruthénie, ils menaient toujours une existence de reclus, inimaginable pour l'esprit occidental jusqu'au jour où elle fut constatée. Un mouvement massif de ces juifs de l'Est vers le camp révolutionnaire (ou un autre camp) n'aurait pu arriver sans guidance rabbinique, car les peines pour désobéissance, dans ces prisons talmudiques, étaient extrêmes (j'ai déjà cité l'autorité juive qui témoigne que les rabbins encourageaient parfois au lynchage si les circonstances locales les empêchaient de prononcer ouvertement la peine de mort prescrite par la Loi).11

Par conséquent, le mouvement massif vers le camp révolutionnaire doit être considéré comme une manœuvre politique de haut niveau, dirigée après maintes considérations par ce gouvernement juif qui avait été transféré en Pologne après l'expulsion d'Espagne, et avait disparu aux yeux des hommes lors de la partition de la Pologne en 1772. Envisagé dans cette perspective historique, le triple objectif du grand dessein s'éclaire, et les événements l'ont démontré. Primo, par la révolution, le processus d'émancipation (et avec lui, d'assimilation des juifs en Occident) pouvait être inversé, et la suprématie de la secte dirigeante au sein de la communauté juive maintenue. Secundo, par la révolution, une vengeance pouvait être exercée sur la chrétienté pour l'expulsion d'Espagne, ou peut-être pour l'existence de la chrétienté (car elle est l'affront auquel le Talmud est, dans les faits, la réponse.) Tertio, la révolution promouvait l'accomplissement de la Loi, qui décrétait la ruine des gentils et le triomphe du Peuple élu ou, en tout cas, de la secte qui utilisait ce terme séduisant.

Une ambition, qui peut-être n'était pas si ridicule aux yeux des tribus du Proche-Orient et à l'intérieur du petit territoire du monde connu en 500 av. J.-C., devint ainsi l'ambition mégalomane de notre ère universelle, qui est actuellement témoin d'une tentative d'imposer au monde une loi tribale antique, née dans les fiefs insignifiants de petits territoires anciens. Le gentil a tendance à imaginer que la Loi qui dirige cette entreprise est celle qu'il peut trouver dans la Torah, ou Ancien Testament, qu'il partage avec le juif, mais cela n'est le cas.

L'Ancien Testament contient une loi noble de justice et de comportement altruiste, et des notions inspirées de l'universelle « maison de prière de tous les peuples ». Cette Loi fut rejetée par Juda, et la Torah

inclut des interpolations et annulations qui la rendent caduque ; mais en tout cas, elle contient *les deux ;* ce sont deux livres, et tout homme peut choisir celui qui lui semble être la parole de Dieu.

En fait, c'est ce que le christianisme a fait ; Il a pris dans l'Ancien Testament, et s'est appliqué à lui-même ces parties de la Torah qui sont d'application universelle, et a ignoré les insertions lévitiques qui annulaient les commandements moraux.

Mais la Loi judaïque, sous laquelle le rabbinat oriental dirigea les juifs de l'Est vers le camp révolutionnaire, est celle du Talmud, dont « le juif moderne est le produit » (M. Rodkinson, précédemment cité). Le Talmud ne contient aucune loi noble de justice applicable *à tous* les hommes, mais installe le credo de Moloch dépourvu d'application universelle ; c'est *un* livre, pas deux. C'est la réponse intransigeante au christianisme : « les préceptes de justice, d'équité ou de charité envers son prochain, non seulement ne sont pas applicables en ce qui concerne le chrétien, mais constituent un crime pour quiconque agirait différemment. Le Talmud interdit expressément de sauver un non-juif de la mort… de lui restituer des biens perdus, etc., de le prendre en pitié » (l'ex-rabbin Drach, déjà cité.) C'était la Loi des ashkénazes slaves dans leurs ghettos ; les ashkénazes, sous une direction sévère, devinrent les instigateurs de la révolution mondiale ; et selon les autorités judaïques, les ashkénazes sont aujourd'hui « les juifs », ou 85 pour cent d'entre eux.

Ainsi, dans des régions de Russie peu connues du monde extérieur, une redoutable secte secrète forma-t-elle une masse compacte d'êtres humains en vue d'une attaque envers les États-nations de la chrétienté et de l'Occident, et au XIXe siècle, commença à libérer la force qu'elle avait générée. Pendant les cent cinquante ans suivants (jusqu'à ce jour), la force révolutionnaire travailla, avec un effet de propagation, à semer la confusion en Occident, en suivant toujours le plan exposé à l'origine dans les documents de Weishaupt, et des « hommes de race juive » se trouvèrent constamment à sa tête.

Les résultats ont démontré que l'Europe, autrefois un bloc continental d'États-nations prospères et virils, est aujourd'hui devenue un endroit où vivent des peuples déconcertés, qui luttent pour sortir d'un nouvel Âge des ténèbres et entrer à nouveau dans la lumière. Les effets s'en sont étendus bien au-delà de l'Europe ; le « principe destructeur » de Disraeli frappe

aujourd'hui aux portes du monde entier. Probablement, encore cent ans devront passer avant que la force libérée ne s'épuise et que les ashkénazes (comme les séfarades avant eux) ne trouvent l'attrait de l'humanité trop fort pour eux, entraînant la disparition du rêve de domination mondiale des kabbalistes.

Sous la Loi, cette destruction n'était pas une fin en soi ; c'était un moyen *d'arriver à* la fin établie dans la Loi. L'extirpation des États-nations était le prélude essentiel à l'établissement de l'État-nation triomphant, celui du peuple élu sur sa Terre promise. Ainsi, au milieu du siècle dernier, une seconde force fut-elle aussi créée dans ces mêmes régions régies par le Talmud, à l'Est, où la révolution mondiale avait reçu sa forme et son impulsion.

C'était le sionisme, force qui fut mise en mouvement pour accomplir « le retour » et poser les fondations de l'État-nation suprême en Palestine. Cette force de domination, à chaque étape du processus de ces cent dernières années, avança au même rythme que la force de révolution, et aucune n'aurait pu réaliser sans l'autre ce qu'elles réalisèrent ensemble. L'accomplissement en est clair : « le retour » *a* été accompli, et l'État-nation du peuple élu *a* été fondé ; simultanément, les États-nations des autres peuples, ces races à l'extérieur de la Loi, ont été réduits ou éteints. La force dominante a corrompu les gouvernements de ces États aux niveaux supérieurs ; la force révolutionnaire a érodé leurs fondations aux niveaux inférieurs.

Le docteur Kastein ayant affirmé que le gouvernement juif (« le centre », avec son histoire intacte de plus de deux mille ans) « cessa d'exister » après la partition de la Pologne en 1772, note que cent ans plus tard, « une Internationale juive » existait. Il voulait manifestement dire que le gouvernement juif *des juifs* avait cédé la place à un gouvernement juif *des gouvernements,* et c'est manifestement la vérité aujourd'hui.

Disraeli parlait d'« un réseau » d'organisations révolutionnaires qui couvraient la terre comme un système de chemins de fer ; c'est la description parfaite du mécanisme destructeur qui fut construit. Pour réaliser le but supérieur, il devait y avoir un autre réseau au sommet, et bien que Disraeli n'eût pas utilisé ce mot dans son argumentation, il s'y rapportait quand il disait : « Le monde est dirigé par des personnages très différents de ce que peuvent imaginer ceux qui ne sont pas dans les

coulisses ». C'est vraisemblablement « l'Internationale juive » dont parle le docteur Kastein, une ligue de responsables puissants et riches, sous l'autorité desquels les rois et les princes, d'abord, et les présidents républicains et les politiciens, ensuite, se retrouvèrent de la même manière.

Ces deux machines travaillèrent de manière synchrone, chacune promouvant le but de l'autre. Dans leurs relations avec les masses, les dirigeants gentils furent forcés, sous la menace d'une révolution venue « d'en dessous », d'exercer toujours plus d'autorité, jusqu'à leur chute ; dans leurs relations avec les pays étrangers et à l'occasion des guerres auxquelles celles-ci menèrent, ils furent contraints, par le « pouvoir du porte-monnaie », de soutenir le plan du « retour » symbolique en Palestine. Le gentil se demande souvent pourquoi des hommes riches devraient promouvoir la révolution. Disraeli pose la même question, et donne cette réponse : « ils veulent détruire le christianisme ». Il savait précisément ce qu'il voulait dire ; la réponse peut être rendue plus compréhensible au gentil en disant qu'ils obéissent à la Loi talmudique, qui exige la destruction des États-nations païens, comme prélude au « retour » triomphant.

Ainsi, l'histoire de l'apparition du sionisme venu des ghettos de la Russie et de l'interaction délicate entre deux forces, l'une s'enroulant autour des dirigeants de l'Occident, l'autre sapant la structure des États-nations, forme-t-elle le chapitre suivant de la controverse de Sion.

---

## NOTES DU CHAPITRE 22

11 Cette administration rabbinique de la Loi Judaïque dans les communautés juives continue aujourd'hui aux États-Unis, en Angleterre et dans d'autres pays occidentaux. En 1955, un marchand juif de Leeds, en Angleterre, fut soupçonné par les juifs d'avoir permis à quelque 223 vieux chars britanniques, dont il s'était débarrassé, d'atteindre l'Égypte, un des voisins de l'État sioniste. Aucune plainte ne fut prononcée par rapport à cette vente à d'autres pays, et la transaction, indépendamment de sa destination, était légale sous la loi britannique. La vente égyptienne présumée, fut *seule* portée devant une cour juive, dont le président déclara, dans la presse anglaise, que si l'homme était disculpé, le verdict de la cour « sera[it] accepté sans poser de questions par la communauté juive », mais s'il ne l'était pas, « nous avons nos propres moyens, en tant que

communauté, de nous occuper d'un transgresseur. » Le mot « transgresseur » se réfère à la loi rabbinique judaïque, si bien qu'il était de notoriété publique qu'un homme déclaré « transgresseur » de cette loi serait puni, sans égard pour son innocence ou sa culpabilité sous la loi du pays dont il était citoyen. Dans ce cas, la mesure prise touche à la politique d'État à ses plus hauts niveaux, ceux de la politique étrangère et de la défense nationale : car la politique étrangère et la défense nationale ne peuvent être menées dans l'intérêt national si des parties de la communauté sont en mesure d'annuler la politique gouvernementale en dictant le choix de pays étrangers auxquels des armes peuvent être vendues, et en punissant les « transgresseurs ». Ce cas, toutefois, fut exceptionnel du seul fait de la publicité qu'il reçut. Pour autant que je sois capable d'en juger, cela ne suscita pas un grand intérêt ou émotion publics, ou si ce fut le cas, on le lui offrit pas de tribune dans les journaux. C'était un exemple de l'extrémité à laquelle on était arrivé, en 1955, au point de supprimer le débat ou la critique publics concernant toute mesure prise par les pouvoirs dirigeants de la communauté juive en Occident.

# Chapitre 23

## « LE PROPHÈTE »

Le XIX$^{e}$ siècle s'avançait inexorablement vers le reniement des aveux du Sanhédrin à Napoléon, vers la re-ségrégation des juifs, vers le rétablissement de cet État théocratique au sein des États, le danger que Tibère avait dépeint avant que l'ère chrétienne ne commence. La lutte n'était pas entre « les juifs » et « les gentils » ; comme le jour ancien où les soldats du roi perse ont permis à Esdras et Néhémie d'imposer « la nouvelle Loi » sur les Judaïtes, c'était encore une fois entre quelques juifs et quelques gentils, et les autres juifs et les autres gentils. Le mystère fut toujours qu'à de telles jonctions, les dirigeants gentils s'allièrent à la secte dirigeante du judaïsme contre les masses juives, et ainsi contre leurs propres peuples, parmi lesquels ils encourageaient une force perturbatrice. Ce paradoxe s'est répété au XIX$^{e}$ siècle et a produit le climatère de notre époque présente, dans lequel toutes les nations sont lourdement impliquées.

Les juifs émancipés d'Occident furent défaits à cette occasion, avec la population de l'humanité gentile, par les politiciens occidentaux, qui s'enrôlaient, comme une Garde suisse, dans le service du sionisme. Ce récit doit donc faire une pause pour examiner « les libéraux » du XIX$^{e}$ siècle qui lui permirent, en soutenant le sionisme, de perturber les affaires et de faire dévier les politiques nationales des peuples.

Ils peuvent être étudiés le mieux en regardant le fondateur de leur lignée. « Le Prophète » (il revendiqua le titre qu'Amos avait rejeté avec colère) était Henry Wentworth Monk, dont peu se souviennent aujourd'hui. Il fut le prototype du président américain ou du Premier ministre britannique du XX$^{e}$ siècle, le vrai modèle d'un politicien occidental moderne.

Pour représenter cet homme, on devrait réanimer toutes les pensées et impulsions du siècle dernier. C'est suffisamment récent pour faire une tentative plausible. Un effet de l'émancipation fut de faire croire à chaque penseur indiscipliné qu'il était un leader de causes. La diffusion de la parole écrite permit aux démagogues de répandre des pensées considérées comme

malades : la vitesse et la distance croissantes des transports les amenèrent à rechercher des causes bien au-delà de leur horizon natal. L'irresponsabilité pouvait passer pour de la charité chrétienne quand elle accusait ses voisins d'indifférence envers la situation critique des orphelins éthiopiens, et qui pouvait vérifier les faits ? Dickens dépeignit ce type de personnage par Stiggins, avec sa société de fourniture de mouchoirs de poche moraux à des bébés noirs ; Disraeli fit remarquer que l'existence affreuse des mineurs du Nord de l'Angleterre avaient « échappé à l'attention de la Société pour l'abolition de l'esclavage noir. » La nouvelle façon d'acquérir une réputation publique était trop facile pour que de telles réprimandes dissuadent ceux qui étaient tentés par le séduisant terme « libéral », et bientôt la passion de la réforme remplit l'espace libéral, qui ne tolérait pas le vide. « Les droits de l'homme » devaient être affirmés ; et les injustices survivantes se découvraient plus facilement chez les peuples lointains (et, pour la ferveur, plus c'est loin, meilleur c'est). Ce fut l'âge d'or des vertueux, de ceux qui voulaient seulement le bien des autres et qui ne se souciaient pas du mal qu'ils pouvaient faire sous cette bannière. Les bonnes âmes fondèrent une génération et aussi une industrie (car cette vocation n'était pas exempte de récompense matérielle, tout comme d'applaudissements). Au nom de la liberté, ces gens allaient à notre époque applaudir, et aider à provoquer, le ré-asservissement de la moitié de l'Europe.

C'est à une telle époque qu'Henry Wentworth Monk est né (en 1827) dans une ferme agricole sur la rivière Ottawa, au Canada, en ce temps-là loin de tout. À sept ans, il fut violemment arraché à ses parents et amis et transféré à la Bluecoat School de Londres, à cette époque un endroit strict pour un enfant solitaire. Les garçons portaient la tenue de l'époque de leur fondateur (Édouard VI), le long manteau bleu, le foulard de prêtre, les collants jaunes et les chaussures à boucle. Ils vivaient comme une secte à part, mangeaient une nourriture monastique, en petite quantité, la baguette n'était pas épargnée, et ils étaient sévèrement exercés aux Saintes Écritures.

Ainsi, le jeune Monk avait-il beaucoup de besoins émotionnels, pleurant pour être apaisé, et son esprit d'enfant commença à trouver des applications modernes dans l'Ancien Testament, vers lequel son esprit d'enfant était si diligemment dirigé. Par « bêtes rapides », déduisait-il, Isaïe voulait dire chemins de fer et par « messagers rapides », navires à vapeur. Il décida ensuite, à cet âge précoce, qu'il avait trouvé les clés de la « prophétie » et pouvait interpréter l'esprit de Dieu en termes de son époque.

Il ignora les avertissements des prophètes israélites et du Nouveau Testament contre cette tentation même ; ce qu'il trouva était simplement l'enseignement du sacerdoce lévitique, qu'un jour le gentil serait détruit, et le peuple élu rassemblé à nouveau dans son royaume suprême sur la Terre promise.

Les hommes de rang et d'influence jouaient aussi avec cette idée que le temps était venu pour eux de représenter l'esprit de Dieu.

Quand Monk avait onze ans, un certain Lord Shaftesbury proposa que les grandes puissances achètent la Palestine au sultan de Turquie et « la restituent aux juifs ». L'Angleterre avait alors un homme d'État, Lord Palmerston, qui ne laissait pas de telles notions perturber son devoir, et rien ne fut fait. Mais dans l'esprit du jeune Monk, une idée s'enflamma, et le Prophète était né ; à dater de ce moment, sa vie ne comporta aucun autre intérêt jusqu'à sa mort soixante ans plus tard ! À quatorze ans, il obtenut un congé spécial pour assister à un sermon prêché par « le premier évêque anglais à Jérusalem » (dont le nom, l'histoire le rapporte, était Solomon Alexander). Le petit garçon retourna à l'école les yeux brillants, consacrant sa vie à procurer la Palestine, sans égard pour le peuple qui s'y trouvait déjà, à un quelconque groupe d'autres gens tout à fait inconnus de lui. L'idée ne voulut pas le laisser en paix, à la ferme canadienne de son père, quand il y retourna ; elle se tenait entre lui et le ministère chrétien, quand il devint candidat à ce dernier. Il étudia de près l'Ancien Testament, et il constata que ce n'était qu'un code, qui s'éclairait devant ses yeux.

Ainsi, il tomba dans l'irrévérence que l'étude des Écritures lévitiques produit parfois chez les hommes qui se décrivent comme des chrétiens et ignorent pourtant le Nouveau Testament. Une fois qu'ils acceptent le concept de prévisions qui doivent être *littéralement* accomplies, ils cèdent, en fait, à la Loi judaïque d'un contrat politique qui ne laisse aucune latitude à Dieu, sauf sur le point du *moment* d'accomplissement. De cela ils passent, d'un seul bond, à la conclusion *qu'ils* connaissent le moment (que Dieu, vraisemblablement, a oublié). À cette étape, de tels hommes croient qu'ils sont Dieu. C'est la fin à laquelle le processus doit les mener : le déni du christianisme et de toute divinité. C'est le blasphème auquel tous les politiciens principaux de l'Occident, à notre siècle, se sont prêtés ; Monk fut l'original d'une multitude.

Même dans son habitat canadien retiré, il trouva d'autres prophètes. Un juif américain, un certain Major Mordecai Noah, essayait de construire une « ville de refuge » juive sur une île de la rivière Niagara, préparatoire « au retour » ; de quoi les juifs d'Amérique du Nord avaient-ils besoin de se réfugier, jusqu'à ce qu'ils « retournent », lui seul le savait. Également, un certain M. Warder Cresson, le premier consul des États-Unis à Jérusalem, devint si passionné pour le « rétablissement» qu'il embrassa le judaïsme et publia un livre, *Jerusalem The Centre And Joy Of The Whole World* [Jérusalem le centre et la joie du monde entier - NdT] . En retournant en Amérique, il répudia son épouse gentile, se renomma Michel Boas Israel, alla en Palestine et s'y arrangea pour épouser une juive avec qui il ne pouvait communiquer que par signes.

Tout cela excita d'autant plus l'ardeur de Monk. Il décida, dans la tradition de l'Ancien Testament, de ne plus se couper les cheveux ni de se parer le corps jusqu'à ce que « Sion soit rétablie. » Tandis que ses cheveux poussaient abondamment, il devint complètement hirsute ; comme il vendit sa petite propriété et ensuite ne travailla jamais, il dépendit des autres pour le restant de ses jours. À vingt-six ans, il partit pour Jérusalem et l'atteignit après beaucoup d'épreuves. N'ayant que la pilosité et l'aspect miteux pour témoigner de la vérité de son message, il trouva peu d'auditeurs.

Monk aurait pu disparaître des annales à ce moment-là, mais une rencontre fortuite le fit connaître publiquement. À notre siècle de guerres mondiales, de projectiles transcontinentaux et transocéaniques et d'explosifs de destruction massive, le XIX^e^ siècle est estimé être une période stable, paisible, non assombrie par la crainte du lendemain. Le chercheur, particulièrement de cette controverse de Sion, est stupéfié de trouver combien d'hommes instruits vivaient apparemment dans la peur de l'annihilation et décidèrent qu'ils pourraient seulement être sauvés si un groupe d'habitants de la planète était transporté en Arabie. Le chemin du Prophète croisa celui d'un autre de ces êtres craintifs.

Un jeune peintre anglais, Holman Hunt, apparut à Jérusalem. Lui était aussi prêt pour « une cause », car il menait la querelle caractéristique du jeune artiste contre les académiciens, et cela produisait un état d'esprit inflammable. Il jouissait d'une mauvaise santé et pensait souvent que sa fin était proche (il vécut jusqu'à quatre-vingt-trois ans). Il venait de peindre *The Light of the* World [La Lumière du Monde - NdT] , qui dépeignait

Jésus, la lanterne à la main, à la porte du pécheur, et l'apparition soudaine de Monk barbu frappa son imagination. Il s'empara avidement de l'idée du Prophète de menacer l'humanité (incluant les académiciens) d'extermination si elle ne faisait pas ce que la Prophétie ordonnait.

Ainsi, ces deux-là, le Prophète et le préraphaélite, arrangèrent-ils un plan pour faire sursauter le monde indifférent. Monk dépeignit « le bouc émissaire » à Holman Hunt comme le symbole de la persécution juive par l'humanité. Ils étaient d'accord pour que Holman peigne un tableau « du bouc émissaire », et que Monk écrive simultanément un livre expliquant que le temps était venu pour que le persécuté soit rétabli, en accomplissement de la prophétie.

(En fait, le bouc émissaire était une technique lévitique ingénieuse, par laquelle le prêtre était autorisé à absoudre la congrégation de ses péchés en prenant deux chevreaux à la chèvre, tuant l'un pour un sacrifice expiatoire et emmenant l'autre dans le désert pour qu'il expie par sa souffrance « toutes leurs transgressions et tous leurs péchés… en les mettant sur le dos de la chèvre. » Le Prophète et Holman Hunt transformèrent la signification en son opposé. Le bouc émissaire pour les péchés des juifs devait devenir le symbole des juifs eux-mêmes ; ses tourmenteurs, les prêtres lévitiques, devaient implicitement être changés en oppresseurs gentils !) Holman Hunt se mit au travail ; c'était une voie délicieuse, à la fois pour donner une gifle à l'Académie Royale (« tableaux à problème ») et pour s'identifier à une cause. Son tableau en dirait plus que n'importe quelle parole, et elle serait suivie par la parole écrite de Monk. L'Image et le Livre, le Symbole et l'Interprétation, le Héraut et le Prophète : une fois que le monde aurait contemplé « *The Scapegoat* » [Le Bouc émissaire – NdT], le travail de révélation de Monk trouverait un auditoire, éveillé à ses transgressions et désireux de s'amender.

Les Bédouins virent alors Hunt, vêtu de robes arabes et portant chevalet et fusil, en train de mener une chèvre blanche vers la mer Morte. Il peignit un tableau excellent d'une chèvre (en réalité, de deux chèvres, comme la première chèvre, de zèle excessif, mourut, et une remplaçante dut être trouvée). Pour un plus grand effet, le squelette d'un chameau fut apporté de Sodome et le crâne d'une chèvre emprunté, et ceux-ci furent disposés à l'arrière-plan. La peinture produit certainement l'impression que les Lévites devaient être cruels (l'agonie de l'animal fut graphiquement représentée) et

méchants, pour prétendre que par sa souffrance ils pourraient laver toutes les iniquités de leur peuple : Holman Hunt l'emporta en Angleterre, s'engageant d'abord avec Monk « à la restauration du Temple, l'abolition de la guerre parmi les hommes et l'arrivée du Royaume de Dieu sur la Terre » ; probablement aucun peintre n'eut jamais d'aussi grands buts à l'esprit quand il conçut un tableau.

Monk produisit alors son *Simple Interpretation of the Revelation* [Interprétation simple de la révélation - NdT] et l'entreprise conjointe fut achevée ; le monde n'avait qu'à répondre. Dans ce premier livre, Monk essayait toujours de marier la politique lévitique avec la doctrine chrétienne. Historiquement il se trouvait sur un terrain sûr ; il fit remarquer, avec justesse, que « les dix tribus » ne pouvaient pas s'être éteintes, mais survivaient dans la masse de l'humanité : Cela le mena à son « interprétation », qui était dans le sens où « les vrais Israélites », juifs et chrétiens, devaient émigrer en Palestine et y établir un État modèle (à ce moment-là, il était loin du sionisme littéral et courait le risque d'être jugé comme « antisémite »). Sa représentation des conséquences était clairement démagogique ; si cela était fait, dit-il, la guerre serait terminée. Mais alors, vint l'idée primordiale (et qui sait d'où Monk l'obtint-il ?) : un gouvernement international devait être installé à Jérusalem. Ici, Monk touche à la véritable intention du sionisme. Monk fut seulement capable de faire publier son travail par le biais d'une relation qu'il devait à Holman Hunt : John Ruskin, le critique d'art célèbre, l'emporta sur l'éditeur Constable pour l'imprimer. Le Livre (comme L'Image) manqua son effet, mais Ruskin aida le Prophète avec de l'argent et d'autres moyens et le sauva ainsi de l'oubli.

Ruskin aussi était le produit des premières pressions et des déceptions intérieures. Comme Wilkie Collins (un artisan excellent qui ne put se satisfaire de l'écriture de bons romans et essaya en vain d'imiter le don de Dickens à réveiller l'indignation morale), il ne fut pas satisfait de rester dans le domaine où il était éminent, mais était toujours prêt à prendre la défense (et moins prêt à examiner) tout ce qui ressemblait à une cause morale. Comme Monk, il avait été éduqué dans l'Ancien Testament étant enfant (quoique par une mère puritaine possessive), et il était malheureux en amour de manière récurrente, parfois de manière humiliante. Il était donc à tout moment à la recherche d'un exutoire pour des impulsions émotionnelles non assouvies. Il craignait la vie et l'avenir, au point que les

avertissements incessants de la colère à venir, de la part du Prophète, le déconcertèrent et lui firent mettre la main à la poche. Il avait un grand auditoire, et céda à la même impiété que Monk et Holman ; comme le dit son biographe (M. Besketh Pearson), « il succomba à l'illusion, commune à tous les Messies, que sa parole était celle de Dieu » et à la fin sa raison déclina, mais pour l'instant, il avait permis au Prophète de prêcher et d'errer.

Après l'échec du livre de Monk, Holman Hunt essaya à nouveau. Il commença une peinture de Jésus, à la synagogue, lisant les prophéties messianiques et annonçant leur accomplissement en lui-même. Pour rendre claire sa signification, il utilisa Monk comme modèle pour le personnage de Jésus, et l'indignation des sages devait symboliser le rejet du monde par le Prophète. L'étude préliminaire de Holman Hunt pour ce tableau est à la National Gallery à Ottawa, et montre Monk tenant dans une main la Bible (ouverte au Livre de la Révélation) et dans l'autre, une copie du *Times* de Londres . (Je travaillais dans une solitude monastique à Montréal, quelque peu courbé par la nature et le poids de la tâche, quand je découvris le tableau, et mes voisins furent alors étonnés par le fort bruit d'hilarité qui éclata dans la pièce d'habitude silencieuse, où un ancien correspondant du *Times* était penché sur ses travaux).

Ensuite, la nature humaine suivit lentement son cours. Holman Hunt vendit un tableau de *Finding of Christ in the Temple* [Découverte du Christ au Temple - NdT] pour 5.500 (livres) et son ressentiment contre la vie (et les académiciens) s'adoucit. Il se trouva incapable de demander au Prophète en lambeaux de l'accompagner aux excellentes maisons telles que celles de Val Prinsep et Tennyson. Ruskin était pris par des amours nées sous une mauvaise étoile, et devenait aussi sceptique. Néanmoins, ces deux hommes sédentaires ne pouvaient pas tout à fait oublier les avertissements du Prophète qu'ils seraient détruits à moins qu'ils n'aient bientôt effectué le rétablissement des juifs en Palestine. Il leur disait toujours que « le jour » était à portée de la main et désignait quelque épisode guerrier, en Afrique, Asie Mineure, dans les Balkans ou en Europe, comme étant le début prévu de la fin ; les escarmouches et les campagnes mineures ne manquaient jamais. Finalement, Holman Hunt et Ruskin trouvèrent un plan qui était susceptible d'apaiser leurs craintes, d'apaiser leur conscience et de les débarrasser du Prophète ; ils lui recommandèrent vivement d'aller à Jérusalem et (comme Sabbataï Tsevi) de proclamer l'approche du

Millénium ! Il était sur le point d'y aller quand une autre guerre éclata, le confondant complètement parce que elle n'était en aucun des lieux où, en interprétant la prophétie, il avait prévu le commencement de la fin des jours. Elle était dans la région même d'où, selon son interprétation proclamée, le salut devait venir : l'Amérique.

Après un regard aux autorités, le Prophète annonça qu'il avait localisé l'erreur dans ses calculs : la Guerre de Sécession était en fait le grand événement prémonitoire. Maintenant quelque chose devait être fait à propos de la Palestine sans retard ! John Ruskin l'attendait de pied ferme. Si le Prophète était vraiment un prophète, dit-il, qu'il aille en Amérique avant d'aller à Jérusalem, et qu'il demande quelque signe du ciel qui arrêterait la guerre civile. Lui, Ruskin, financerait le voyage. Et le Prophète partit arrêter la guerre civile.

La tradition prévalait alors en Amérique qu'un président républicain devait être accessible à tous, et M. Abraham Lincoln était ainsi assiégé trois jours par semaine. Un jour, alors que les portes présidentielles étaient ouvertes, le Prophète fut poussé à l'intérieur avec une foule de chercheurs de soutien, de pétitionnaires et de touristes.

Son aspect lui valut quelques paroles de conversation avec le président. L'œil harcelé de M. Lincoln fut arrêté par la vue de quelque chose le regardant fixement à travers les broussailles. Il demanda qui était le visiteur, apprenant ensuite que c'était un Canadien venu pour mettre fin à la guerre. Questionné au sujet de sa proposition, le Prophète recommanda vivement que le Sud libère ses esclaves contre une compensation, et que le Nord soit d'accord avec la sécession du Sud, une suggestion qui (rapporta Monk) « sembla amuser le président. M. Lincoln demanda, « Vous les Canadiens ne considérez-vous pas ma Proclamation d'Émancipation comme une grande étape dans le progrès social et moral du monde ? » Monk dit que ce n'était pas assez : « Pourquoi ne pas faire suivre l'émancipation du Noir par une étape encore plus urgente : l'émancipation du juif ? » M. Lincoln fut déconcerté (les juifs avaient toujours été émancipés en Amérique) et demanda avec étonnement, « Le juif, pourquoi le juif ? Ne sont-ils pas déjà libres ? » Monk dit, « Certainement, M. le président, le juif américain est libre et de même le juif britannique, mais pas l'européen. En Amérique, nous vivons tellement en retrait que nous sommes aveugles à ce qui se passe en Russie, en Prusse et en Turquie. Il ne

peut y avoir une paix permanente dans le monde avant que les nations civilisées, menées, je l'espère, par la Grande-Bretagne et les États-Unis, n'expient ce qu'elles ont fait aux juifs, pendant leurs deux mille ans de persécution, en les rétablissant dans leur patrie nationale en Palestine, et en faisant de Jérusalem la capitale d'une chrétienté réunifiée. » Typiquement, Monk n'avait jamais été en « Russie, Prusse ou Turquie » ; il était cette genre de « libéral ». En Russie, le rabbinat talmudique s'opposait à l'émancipation par tous les moyens, et deux ans avant que Monk ne voit M. Lincoln, le tsar Alexandre II avait été assassiné quand il avait annoncé une constitution parlementaire ; en Prusse, les juifs *étaient* émancipés et pour cette raison même étaient l'objet d'attaques de la part des juifs en Russie ; les juifs sous l'autorité turque (qui opprimait impartialement *toutes* les nationalités soumises) étaient déjà *en* Palestine et ainsi ne pouvaient y être rétablis.

Du temps de M. Lincoln, la notion que toutes les guerres, partout où elles étaient menées et pour n'importe quelle raison, devaient être détournées dans le but d'établir un État juif en Palestine était nouvelle (aujourd'hui, c'est généralement admis et mis en pratique, comme les deux guerres mondiales l'ont montré) et le président fut de nouveau déconcerté.

Il avait en main la guerre la plus cruelle de l'histoire occidentale, jusque-là. Étant un homme de ressource et versé dans le traitement des gens importuns, il se débarrassa du Prophète avec une plaisanterie de bon aloi. « Mon pédicure est un juif », dit-il, « et il m'a remis si souvent sur pieds que je n'aurais aucune objection à donner un coup de pouce à ses concitoyens. » Puis, rappelant à Monk la guerre en cours, il pria le Prophète d'en attendre la fin : « alors nous pourrons recommencer à voir des visions et à rêver des rêves. » (Un autre sujet pour une société de débats : l'utilisation de cette phrase fut-elle faite par hasard ou par intention ? M. Lincoln savait certainement quel destin l'Ancien Testament prescrit pour « les faux prophètes et les rêveurs de rêves. ») Monk retourna à Londres et Ruskin paya ses dépenses à la Palestine, d'où, à l'arrivée, il fut expulsé comme un fléau en 1864.

Destitué, il s'engagea comme marin à bord d'un clipper de Boston et, ayant fait naufrage, nagea la dernière partie de l'Atlantique. Il s'échoua en sang et presque nu, au point que, ressemblant à un ours, il se fit tirer dessus comme tel, dans la pénombre, par un fermier. Il perdit la mémoire et l'esprit

et rentra finalement chez lui dans cet état. Il se remit après quelques années, et retourna immédiatement à son obsession. « Le jour de la détresse », prévu depuis si longtemps, ne venait toujours pas ; la planète gardait sa place habituelle. Il examina de nouveau la prophétie et décida qu'il s'était trompé dans la recommandation de l'union des juifs et des chrétiens dans l'État-mondial devant être installé à Jérusalem. Il vit alors que la prophétie que Dieu requérait de faire était d'abord de mettre les juifs en possession de la Palestine, *et d'ensuite fonder une organisation mondiale avec le pouvoir de mettre en application la soumission des nations à sa loi*.

Après toute une vie, Monk tomba ainsi par hasard sur l'ampleur du plan politique de domination du monde qui est contenu dans l'Ancien Testament, et pensa toujours qu'il interprétait la prophétie divine. Aucune preuve n'existe qu'il soit jamais entré en contact avec les initiés et les illuminés du grand dessein. Le seul argent juif rapporté qu'on lui ait jamais offert fut un don charitable de cinq livres « si vous êtes personnellement dans le besoin. » Il se déplaçait toujours en compagnie et aux dépens des « libéraux » gentils déconcertés.

Il était oublié dans la vallée d'Ottawa quand, en 1870, son espoir (il faut utiliser le mot) que « le jour de la détresse » était enfin à portée de main fut ranimé par un énorme feu de forêt, qu'il prit comme un signe du ciel que les temps étaient venus. D'une façon ou d'une autre, il alla à Londres (1872) et vers Hunt et Ruskin, qui le pensaient mort.

Ruskin courtisait Rose La Touche, de sorte que pour le moment, il fut insensible aux avertissements de destruction et écrivit au Prophète, « Je reconnais les merveilles dans beaucoup de ce que vous me dites, mais je ne crois pas que vous puissiez comprendre autant de Dieu, quand vous comprenez si peu de l'homme… vous me semblez fou, mais autant que je sache, je peux être fou moi-même » (ces derniers mots, malheureusement, étaient prescients).

De telles remontrances n'étaient pas nouvelles pour le Prophète.

Ses parents et amis l'avaient toujours imploré, s'il se sentait appelé à améliorer l'humanité, de regarder autour de lui, chez lui : le lot des Indiens canadiens ou même des Canadiens, pouvait être amélioré.

Pour un homme qui tenait la clé de la révélation divine, un conseil de cette sorte était sacrilège, et Monk, au moyen de divers pamphlets, en vint en détail à l'idée d'un « Fonds de Restauration de la Palestine. » Pour cela il

emprunta une notion à Ruskin, à l'origine inventée pour aider le propre pays de Ruskin ; à savoir que les gens riches devraient renoncer à une dîme de leurs revenus afin de viabiliser des terres anglaises désolées. Monk décida que la dîme devait servir un meilleur objetif : « le retour » !

À ce moment-là (1875), Ruskin était encore une fois déconcerté, d'abord par la mort de Rose La Touche, et ensuite par l'imminence apparente d'une nouvelle guerre éloignée (cette fois, russo-britannique). Il était clair que le Prophète avait raison après tout ; « le jour de la détresse » était arrivé. Ruskin signa le manifeste de Monk et dédia un dixième de son revenu au fonds du Prophète pour l'achat de la Palestine au sultan, tandis que les terres désolées anglaises restèrent non viabilisées. Quand cela fut réalisé, un congrès de toutes les nations devait établir une fédération mondiale à Jérusalem.

Le Prophète, ainsi remis sur pieds, fut aidé en plus par Laurence Oliphant, un lion des salons victoriens qu'il avait rencontré par hasard quand il avait fait son parcours de l'Amérique en vagabond. Oliphant était un homme d'un genre différent, un aventurier hardi et cynique.

L'idée d'acheter la Palestine lui plaisait, mais il n'avait aucune illusion à ce propos. Il écrivit à Monk, « N'importe quelle somme d'argent peut être collectée pour ça, dû à la croyance que les gens ont qu'ils accompliraient la prophétie et amèneraient la fin du monde. Je ne sais pas pourquoi ils tiennent autant à ce dernier événement, mais cela *facilite la spéculation commerciale*. » Oliphant, comme on le verra, ne se préoccupa pas de cacher son dédain pour le message du Prophète.**12**

En 1880, Holman Hunt, jouissant de nouveau d'une santé détériorée, était si alarmé par de petits épisodes guerriers en Égypte et en Afrique du Sud, qu'il pensa l'extinction à portée de main, et rejoignit Monk dans la publication d'un manifeste qui anticipait les plans du gouvernement mondial dirigé par les sionistes de ce siècle. Il était intitulé « L'abolition de la guerre nationale », invitait tous les hommes de bonne volonté à souscrire un dixième de leur revenu à la réalisation du « Royaume de Dieu » sous forme d'un gouvernement mondial à installer en Palestine devant s'appeler « *les Nations unies* », et proposait que l'on donne l'argent à M. Monk dans le but d'acquérir la Palestine.

C'était fini. Ruskin, approchant de sa fin, refusa grossièrement tout nouveau rôle dans cette fantaisie. Oliphant abandonna. « La Banque

d'Israël » ne bougea pas. Samuel Butler montra la porte au Prophète. Même Holman Hunt l'appela finalement à prêcher « qu'il y a un Dieu dans le Ciel, qui jugera chaque homme sur la terre » et à renoncer à prétendre dans les faits que lui, Monk, était Dieu. Les juifs parlèrent de la même façon : un lui dit, « La terre de nos ancêtres est morte et la Palestine est sa tombe… *essayer de former une nation du peuple polyglotte du judaïsme aujourd'hui n'aboutirait qu'à un échec total.* »

Monk était irrécupérable. En 1884, le garçon au costume bleu retourna à Ottawa pour la dernière fois et passa ses dernières années à démarcher, faire des pamphlets et haranguer les membres de la Chambre des communes canadienne quand ils étaient assis, entre les sessions, dans leur jardin près de la rivière Ottawa. Ils l'écoutèrent avec une indulgence amusée ; soixante ans plus tard, des ministres canadiens, à Ottawa et à New York, devaient répéter toutes les choses que Monk avait dites, en tant que principes inattaquables de haute politique, et aucun membre n'y ferait objection.

La vie de Monk fut misérable et ne fut rachetée par aucune vraie foi ou mission véritable. On en donne ce récit pour montrer combien on vit que le grand projet était faux et stupide, et combien étaient trompés les hommes qui le reprirent, dans le contexte du siècle dernier. Le sophisme de toute la notion, du sionisme menant au gouvernement mondial despotique, est immédiatement affiché quand on le considère dans ce cadre, avec Monk et ses amis déclamant sur scène. On voit alors tout cela comme une comédie picaresque ; une farce, pas simplement parce qu'elle échoua, mais parce qu'elle ne fut jamais sérieuse. Ce que l'on recommandait ne pouvait pas être considéré sérieusement parce que manifestement, on n'avait pas considéré ses conséquences et, si elles avaient été calculées, elles auraient été prévues immédiatement comme désastreuses. Dans le contexte d'un temps où le débat était libre et où l'opinion, étant informée, pouvait être présentée pour faire pression sur la question, ces hommes se pavanèrent sottement, ne laissant que l'écho faible de bruits clownesques dans les couloirs du temps.

Néanmoins, au présent siècle, tout le plan vaniteux, inchangé, a été importé dans la vie des peuples comme une entreprise sérieuse et urgente, dépassant les besoins des nations. En effet, on en a fait un plan sacro-saint, car une loi tacite d'hérésie a été installée autour de lui, qui a dans les faits vérifié la force antiseptique de la discussion publique et à l'intérieur de

cette palissade, les politiciens d'Occident ont fait du boniment du Prophète une pièce de moralité. John Ruskin et Holman Hunt, de quelqu'au-delà où les amis victoriens de l'opprimé puissent habiter maintenant, peuvent regarder en bas et voir les tombes de beaucoup de morts et les tombes vivantes de presque un million de fugitifs, comme premiers résultats de leur grand plan, maintenant en train de s'accomplir.

S'il avait vécu à ce siècle, Monk aurait fait des études pour avoir un statut politique important, car le soutien à cette cause est devenu la première condition pour l'admission aux hauts postes temporels. Sa vie fut passée à la poursuite de l'appât d'une vanité excessive et l'année même de sa mort, 1896, la fantaisie qui le menait devint une réalité politique et pratique, dominant notre temps. Tandis qu'il suivait son chemin, errant entre Ottawa, Washington, Londres et Jérusalem, des hommes très différents, en Russie, créaient la réelle force du sionisme. En 1896, elle fut lancée dans la vie des peuples, et ses détonations explosives sont devenues de plus en plus fortes et destructrices jusqu'à aujourd'hui, même les scribes de presse s'y rapportent généralement comme la question qui peut mettre l'étincelle à la troisième guerre mondiale.

---

### NOTES DU CHAPITRE 23

12 Oliphant mit le doigt sur un point intéressant. Une interprétation des nombreuses prophéties est que la fin du monde suivra le « retour » des Juifs en Palestine, de sorte que les gens qui promeuvent cette migration présument même déterminer le moment où Jéhovah mettra fin à la planète. La mystification exprimée par Oliphant fut ressentie par un politicien français rendu perplexe à la Conférence de la Paix de 1919, qui demanda à M. Balfour pourquoi il désirait tant provoquer le « retour » des Juifs en Palestine ; si c'était vraiment l'accomplissement de la prophétie, alors la prophétie décrétait aussi que la fin du monde s'ensuivrait. M. Balfour répondit indolemment. « Précisément, c'est ce qui rend tout cela tellement intéressant. »

# Chapitre 24

## L'ARRIVÉE DU SIONISME

Dans la seconde moitié du siècle dernier, où le communisme et le sionisme commencèrent leur assaut simultané sur l'Occident, l'Europe était un endroit d'États forts et confiants, fort capables de résister aux effets de troubles intérieurs et de guerres à l'étranger. Les émeutes révolutionnaires de 1848 avaient été surmontées sans grand effort.

L'Autriche-Hongrie et la France n'étaient pas très affaiblies par leurs défaites prussiennes en 1866 et en 1871 ; elles reprirent leurs existences nationales, comme les pays vaincus l'avaient fait pendant des siècles, côte à côte avec le vainqueur d'hier, et furent bientôt tranquilles à nouveau. Les peuples balkaniques, émergeant de cinq siècles d'autorité turque, avançaient aussi vers la prospérité, dans l'air plus bienveillant de la liberté nationale. Aux frontières orientales de l'Europe, la Russie, sous le drapeau de la chrétienté, semblait rejoindre ce processus d'amélioration nationale et individuelle.

L'apparence était trompeuse, car les deux vers étaient dans la pomme et la scène actuelle montre le résultat. Les dix-huit siècles chrétiens qui, malgré des hauts et des bas, montraient une somme totale d'amélioration humaine plus grande que celle de n'importe quelle époque précédente connue de l'homme, arrivaient à une fin ou à un interrègne ; lequel, nous l'ignorons encore, quoique les croyants n'aient aucun doute sur la bonne reprise, à un certain moment. Cependant, un homme éminent de cette période, dont on aurait pu attendre qu'il fût confiant dans le résultat, prévit ce qui devait arriver à notre siècle et pensa que ce serait la *fin,* non un Âge des Ténèbres passager.

C'était Henry Edward Manning, le pasteur anglais qui se convertit à Rome, devint cardinal archevêque de Westminster et, s'il avait accepté la nomination par ses pairs cardinaux, aurait pu devenir Pape.

Edmond Burke, John Adams et Alexander Hamilton avaient tous perçu les buts mondiaux de la révolution et avaient prévu ses éruptions extensives. Disraeli, Bakounine et d'autres, un demi-siècle plus tard,

avaient témoigné de, et avaient averti contre l'usurpation juive du leadership révolutionnaire. Manning se joignit à ces avertissements mais prévit aussi l'arrivée du sionisme et le rôle qu'il jouerait dans le processus duel.

À propos de la révolution, il dit, « Les *sociétés secrètes* du monde, *dont les hommes moquent l'existence et la nient* dans la plénitude de leur assurance ; les sociétés secrètes sont en train d'imposer leur existence et leur réalité à la conscience de ceux qui, jusqu'à hier, ne croyaient pas qu'elles existassent » (1861). Il s'attendait au succès total du plan original de Weishaupt et pensait que l'époque à laquelle il vivait était « le prélude à la période anti-chrétienne de la destitution finale de la chrétienté, et de la restauration de la société sans Dieu dans le monde. » Aujourd'hui la révolution anti-chrétienne possède le pouvoir temporel dans la moitié de l'Europe, la croix chrétienne a été enlevée des drapeaux de toutes les grandes nations européennes sauf la nation anglaise, et de beaucoup de ceux des petites nations, et « une société sans Dieu » a été installée comme gouvernement mondial potentiel, de sorte qu'on voit ces mots vieux de quatre-vingt-dix ans comme une prévision impressionnante partiellement réalisée.

Puis (et en cela il dépassa les autres voyants) il dépeignit le rôle que le sionisme jouerait dans ce processus : « Ceux qui ont perdu la foi en l'Incarnation, comme les humanitaristes, rationalistes et panthéistes, pourraient bien être trompés par n'importe quelle personne de grand pouvoir et succès politique, *qui devrait rétablir les juifs sur leur propre terre…* et il n'y a rien dans l'aspect politique du monde qui ne rende une telle combinaison impossible. » Finalement, il dit qu'il s'attendait à la venue *personnelle* de l'Antéchrist sous l'apparence d'un juif. (Dans ces mots, il dévia du terrain du calcul politique, où il était expert, comme les événements l'ont montré, vers celui de la prophétie d'interprétation ; il relia le message de saint Paul aux Thessaloniciens, 2.1.iii-xi, aux temps à venir, en disant, « C'est une loi de l'Écriture Sainte que quand on prophétise sur les personnes, les personnes apparaissent. ») Ainsi, tandis que l'Europe semblait être apparemment en train de s'avancer lentement vers un avenir en amélioration sur le chemin qui l'avait bien servie pendant dix-huit siècles, dans les régions talmudiques de la Russie, le sionisme rejoignit le communisme comme la deuxième des deux forces qui devaient intercepter ce processus. Le communisme était destiné à corrompre les foules ; c'était

le « grand mouvement populaire » prévu par Disraeli, au moyen duquel « les sociétés secrètes » devaient œuvrer à l'unisson pour la rupture de l'Europe. Le sionisme entreprit de renverser les dirigeants au sommet.

Aucune force n'aurait pu avancer sans l'autre, car les dirigeants à l'autorité intacte auraient freiné la révolution comme elle avait été freinée en 1848.

Le sionisme fut essentiellement la réplique du centre talmudique de Russie à l'émancipation des juifs d'Occident. C'était l'allusion qu'ils ne devaient pas s'impliquer dans l'humanité, mais devaient rester à part.

Jamais depuis Babylone, la secte dirigeante ne s'était risquée à jouer cette carte. Elle ne peut jamais être rejouée, si la tentative présente se termine finalement par un fiasco. C'est pourquoi les talmudistes se sont toujours abstenus de la jouer, et le firent seulement quand ils furent confrontés à l'émancipation dans un cas d'urgence vitale : la perte de leur pouvoir sur la communauté juive. En effet, ils avaient toujours dénoncé comme « de faux Messies » ceux qui clamaient à cor et à cri que le jour de l'accomplissement était venu. Si Sabbataï Tsevi, ou à cet égard Cromwell ou Napoléon, avait été capables de leur livrer la Palestine, ils auraient pu proclamer l'un d'entre comme étant le Messie. À cette occasion, ils se proclamèrent *eux-mêmes* Messie, et cette entreprise hardie ne peut guère être répétée. Historiquement donc, nous sommes probablement en train d'avancer vers la fin du plan destructeur, parce que de manière évidente, il ne peut être accompli, mais la génération présente, et peut-être quelques générations à venir, d'après tous les signes a encore un lourd prix à payer pour avoir encouragé la tentative.

Le livre du Dr Chaim Weizmann est la meilleure source d'information unique sur les racines jumelles du communisme et du sionisme et leurs buts convergents. Il était présent à la naissance du sionisme, il devint son plénipotentiaire vagabond, il fut pendant quarante ans le chéri des cours occidentales, des bureaux présidentiels et des cabinets, Il devint le premier président de l'État sioniste et raconta toute l'histoire avec une sincérité stupéfiante. Il montre comment, dans ces communautés talmudiques distantes il y a presque cent ans, la stratégie prit forme, qui dans ses conséquences devait prendre, comme dans un tourbillon, tous les peuples de l'Occident. Les Américains et les Britanniques, les Allemands et les Français, les Italiens, les Polonais, les Scandinaves, les Baltes, les peuples

balkaniques et tous les autres devaient être impliqués. La force de vie et le trésor de l'Occident devaient être employés à la promotion de ces deux buts complémentaires, comme de l'eau coulant d'un robinet ouvert.

Des millions de personnes, vivantes et mortes, furent impliquées durant deux guerres dans la poursuite de ces buts. Les hommes nés actuellement héritent d'une part dans les bouleversements finaux auxquels ils doivent inexorablement mener. Les juifs partagèrent toutes ces tribulations, en petite proportion par rapport aux populations affectées. Le récit du Dr Weizmann permet au chercheur d'aujourd'hui de voir les débuts de tout cela ; et maintenant, ce récit atteint notre propre époque, qui reçoit la forme quotidienne de ce qui arriva alors.

Il explique que les juifs en Russie étaient divisés en trois groupes.

Le premier groupe était celui des juifs qui, cherchant « la paix de la ville », voulaient simplement devenir des citoyens russes paisibles, tout comme les juifs de l'Occident, en majorité, étaient à ce moment-là Allemands, Français ou autres citoyens loyaux. L'émancipation était pour ce groupe le but final, et il comprenait principalement ces juifs qui, par talent, diligence et crainte de l'autorité talmudique, s'étaient échappés des ghettos.

Le Dr Weizmann l'écarte comme un petit groupe, non représentatif et « renégat », et comme il fut balayé, il doit aussi disparaître de ce récit, qui appartient aux deux autres groupes. Par le décret des talmudistes il a « disparu de la surface de la terre », ou a été excommunié.

La masse restante des juifs en Russie, (c'est-à-dire ceux qui vivaient dans les ghettos conformément à la règle talmudique) était divisée en deux groupes par une ligne verticale qui divisait les ménages et les familles, y compris la propre maison du Dr Weizmann et sa famille. Les deux groupes étaient révolutionnaires ; c'est-à-dire qu'ils étaient d'accord pour travailler à la destruction de la Russie. La dissension portait uniquement sur la question du sionisme. Le groupe « révolutionnaire-communiste » tenait à ce que la pleine « émancipation » soit réalisée quand la révolution mondiale aurait supplanté partout les États-nations. Le groupe « révolutionnaire-sioniste », tout en étant d'accord que la révolution mondiale était indispensable au processus, tenait à ce que la pleine « émancipation » soit seulement réalisée quand une nation juive serait établie dans un État juif.

De ces deux groupes, le sioniste était clairement le groupe supérieur dans l'orthodoxie talmudique, comme la destruction, conformément à la Loi, n'est qu'un moyen pour une fin, celle de la domination, et la nation dominante est celle à qui il est ordonné de s'établir à Jérusalem. Dans les ménages, la discussion était féroce. Les communistes maintenaient que le sionisme affaiblirait la révolution, qui professait de nier « la race et la doctrine » ; les sionistes affirmaient que la révolution devait mener à la restauration du peuple élu, dont la race *était* la doctrine. Les membres individuels de ces ménages croyaient probablement que le point en question était valide, mais en fait il ne l'était pas.

*Aucun* de ces groupes n'aurait pu prendre forme, dans ces communautés gouvernées sévèrement, contre la volonté du rabbinat.

Si les rabbins avaient passé le mot que le communisme était la « transgression » et le sionisme « l'observance » des « lois et des jugements », il n'y aurait eu aucun communiste dans les ghettos, seulement des sionistes.

La secte dirigeante, examinant l'avenir par-dessus les têtes des masses enrégimentées, vit manifestement que les deux groupes étaient essentiels pour le but en vue ; et Disraeli, dans un des passages cités précédemment, nomma la motivation. Depuis le milieu du siècle dernier, l'histoire de la révolution est celle du communisme et du sionisme, dirigés à partir d'une seule source et travaillant à un but convergent.

Le Dr Weizmann donne un aperçu éclairé de cette dissension apparente parmi les membres d'un ménage juif conspirateur, mais divisé, où l'on ne voyait pas la forme ultime de la stratégie supérieure et où l'on débattait avec acharnement de la question entre « communisme-révolutionnaire » et « sionisme-révolutionnaire. » Il cite sa mère, la matrone juive, disant avec contentement que si le fils révolutionnaire-communiste avait raison, elle serait heureuse en Russie, et que si le fils révolutionnaire-sioniste avait raison, alors elle serait heureuse en Palestine. Au final, il s'avéra que tous deux avaient raison selon leurs critères ; après avoir passé quelques années à Moscou bolchevisée, elle alla finir ses jours en Palestine sionisée.

C'était après que les deux conspirations, ayant grandi en secret côte à côte, eurent triomphé dans la même semaine, en 1917.

Le communisme était déjà un parti organisé, quoique toujours secret et conspirateur dans les ghettos, quand le sionisme prit une forme organisée

(quoique également secrète) dans le mouvement *Chibath Zion* (l'Amour de Sion). Il fut fondé à Pinsk, où le Dr Weizmann allait à l'école, si bien qu'étant enfant, son chemin le mena dans l'aile révolutionnaire-sioniste de la conspiration anti-russe. Dans son enfance (1881), quelque chose arriva qui menaça de détruire toute la légende « de la persécution en Russie » sur laquelle la propagande talmudique dans le monde extérieur était basée.

En 1861, le tsar Alexandre II, le célèbre Libérateur, avait libéré 23.000.000 de serfs russes. Dès ce moment, la perspective de liberté et d'amélioration sur le modèle occidental s'ouvrit pour les citoyens russes de toutes les nationalités (la Russie comprenait environ 160 nationalités et les juifs formaient environ 4 pour cent de la population totale). Puis, durant les vingt années suivant la libération des serfs, les juifs commencèrent, sous la direction talmudique, à offrir « la résistance passive violente à toute “tentative d'amélioration” » (le Dr Kastein). En mars 1881, Alexandre II entreprit de terminer l'œuvre de sa vie en proclamant une constitution parlementaire. Le commentaire du Dr Kastein parle de lui-même : « Il n'est pas surprenant de découvrir qu'une juive participa à la conspiration qui mena à l'assassinat d'Alexandre II. » Cet événement, le premier d'une série similaire, fut le premier succès majeur des révolutionnaires dans la prévention de l'émancipation. Il rétablit la condition idéale dépeinte par Moses Hess (un des tout premiers propagandistes sionistes) l'année *suivant* la libération des serfs : « Nous les juifs, resterons toujours des étrangers parmi les nations ; celles-ci, il est vrai, nous accorderont des droits par sentiment d'humanité et de justice, mais ils ne nous respecteront jamais tant que nous ne placerons pas nos grands souvenirs au deuxième rang et que n'accepterons pas comme principe premier, “Où je fleuris, là est mon pays”. »

Pendant cette période, Léon Pinsker, un autre héraut du sionisme, publia son livre *Auto-émancipation.* Le titre était une menace (pour l'initié) ; cela signifiait : « Nous n'accepterons aucune sorte d'émancipation qui nous serait accordée par d'autres ; nous nous émanciperons et donnerons à “l'émancipation” notre propre interprétation. » Il dit : « Il y a un conflit inexorable et inéluctable entre les humains connus en tant que juifs et les autres humains » et il décrivit la méthode maîtresse à utiliser pour provoquer cette « auto-émancipation » et « rétablir la nation juive » : la lutte pour réaliser « ces buts, dit-il, *doit être prise en main dans un esprit*

*adapté pour manifester une pression irrésistible sur la politique internationale du moment*. »

Ces mots de 1882 sont quelques-uns des plus significatifs de toute cette histoire. Ils montrent une préconnaissance supérieure, comme le lecteur pourrait le soupçonner s'il essaye d'imaginer, disons, un patriote-en-exil polonais ou ukrainien, alors ou maintenant, parlant « d'exercer une pression irrésistible sur la politique internationale. » L'émetteur politique est un homme triste à l'espoir différé, un habitué du Café des Exilés qui est d'habitude reconnaissant si le deuxième secrétaire d'un sous-secrétaire d'État daigne lui accorder une demi-heure. Pinsker était un obscur émigré juif à Berlin, peu connu hors des cercles révolutionnaires, quand il écrivait ces mots, qui sembleraient être d'une prétention des plus ridicules si les événements des soixante-dix années suivantes n'avaient pas prouvé qu'il savait exactement de quoi il parlait. Il savait *comment* le sionisme prévaudrait. Clairement, la conspiration, longtemps avant que sa nature ne soit même soupçonnée dans le monde extérieur, bénéficiait d'un soutien puissant bien au-delà de la Russie, et ce Pinsker inconnu était conscient des méthodes par lesquelles les affaires du monde devaient être réarrangées.

Tel était l'état de la conspiration à deux têtes en Russie quand le Dr Weizmann devint adulte et commença à jouer son rôle. Le mot « conspiration », fréquemment utilisé ici, ne vient pas de l'auteur ; le Dr Weizmann l'emploie franchement. Détestant la Russie, il alla (sans entraves) en Allemagne. La vue des juifs « émancipés » là-bas le rebuta tellement qu'il se languit des ghettos de la Russie, et y retourna pendant ses vacances, reprenant ensuite son rôle dans « la conspiration », comme il dit. Puis, dans les diverses universités de l'Occident émancipé, il continua son « combat déclaré» pour désémanciper les juifs d'Europe. Ils avaient reconnu le danger, et présentaient un visage craintif et hostile à ces *Ostjuden.* Ainsi, en Allemagne, Gabriel Rieser dit-il aux révolutionnaires-sionistes de Russie : « Nous n'avons pas immigré ici, nous sommes nés ici, et parce que nous sommes nés ici, nous n'émettons aucune revendication à un foyer quelque part ailleurs ; soit nous sommes des Allemands, soit nous sommes sans foyer. » De même, les rabbins du judaïsme réformé [non-orthodoxe - NdT] décidèrent que « l'idée du Messie mérite la plus grande considération dans nos prières, mais il faut abandonner toutes les requêtes disant que nous pouvons être ramenés sur la terre de nos pères et que l'État juif peut

être rétabli ». Ces juifs luttaient pour garder foi en les promesses du Sanhédrin.

Ils avaient fait la paix avec l'humanité, et il paraissait impossible que les talmudistes puissent jamais les ramener dans une nouvelle captivité néhémienne. Le Dr Kastein rapporte avec horreur que vers la fin du XIXe siècle « un juif sur cinq épousait un gentil », et, avec une horreur plus grande, qu'à la guerre, « sur tous les fronts, le juif se retrouvait face au juif ; c'était une tragédie… qui sera répétée… tant que les juifs seront *contraints* d'accomplir leurs devoirs comme citoyens de leurs pays d'adoption. » L'ombre de la nouvelle captivité talmudique était beaucoup plus proche des juifs d'Occident que même eux ne pouvaient le soupçonner.

Les sages de Russie s'étaient organisés pendant toutes ces décennies, et alors que la fin du siècle approchait, ils étaient prêts « à exercer une pression irrésistible sur la politique internationale du moment. » Le spécialiste qui eut le plus de succès dans cet effort de pression, un Premier ministre sioniste nomade, fut le jeune Chaim Weizmann, qui pendant les dernières années de la vie de Monk, parcourut les villes et les universités européennes, de Darmstadt à Berlin, et plus tard de Berlin à Genève, y plantant les bombes à retardement de l'avenir et se préparant à sa tâche du XXe siècle.

Alors que le siècle touchait à sa fin, il y eut une accélération soudaine de ce processus, comme si une machine en construction depuis longtemps était achevée et commençait à fonctionner à pleine puissance, et ses pulsations palpitantes furent immédiatement ressenties dans toute la communauté juive, quoique les populations gentiles, moins sensibles à de telles vibrations, ne remarquassent rien du tout. À la suite de Moses Hess, un autre juif de Russie, Asher Ginsberg (Ahad Ha'am), proclama que les juifs, non seulement formaient une nation, mais devaient avoir un État juif en Palestine.

Cependant, ce n'était qu'une voix de plus venue de la lointaine Russie, et la faiblesse des juifs en Occident fut qu'ils ne comprenaient pas le pouvoir et la force de la masse compacte et organisée dans les ghettos de l'Est ou, en tout cas, ils ne pouvaient pas voir comment elle pourrait se faire ressentir en Europe.

L'avertissement leur parvint en 1896, l'année de la mort du Prophète Monk, où Theodor Herzl publia *l'État juif*. Du coup, le chat était dans leur

pigeonnier, et peu de temps après, les pigeons étaient à l'intérieur du chat. Leurs rangs étaient divisés, car ce Theodor Herzl ne faisait pas partie des juifs de l'Est, il n'était pas un juif de Russie. Il était l'un d'entre eux ou, en tout cas, ils le considéraient comme tel. Il semblait être le modèle même du juif occidental émancipé, et pourtant, il était du côté des sionistes. Un tremblement prémonitoire parcourut la communauté juive. La chrétienté, qui avait tout autant de raisons d'être perturbée, resta dans une inconscience béate pendant encore soixante ans.

# Chapitre 25

## L'ORGANISATION SIONISTE MONDIALE

Si le simple hasard, à tout moment, produit des hommes tels que Karl Marx et le Dr Theodor Herzl aux moments où leurs actes peuvent mener à des conséquences destructrices hors de proportion avec leur propre importance, alors le hasard, au siècle passé, a été enrôlé dans la conspiration contre l'Occident. L'explication la plus probable est qu'un contrôle supérieur était déjà en charge de ces événements, et qu'il choisit, ou en tout cas utilisa Herzl pour le rôle qu'il joua. La brièveté de sa course à travers le firmament (comme celui d'une étoile filante), la manière dédaigneuse avec laquelle il fut rejeté une fois sa tâche terminée, et sa fin malheureuse appuieraient tous cette explication.

Ceux qui ont connu Vienne et son atmosphère à notre siècle comprendront Herzl et l'effet qu'il eut. Une monarchie déclinante et une noblesse chancelante ; une classe de juifs s'élevant soudainement et rapidement dans les sphères les plus hautes ; ces choses faisaient grande impression parmi les populations juives. Le Dr Herzl, plutôt que la *Neue Freie Presse* (Nouvelle Presse Libre - NdT) , leur disait maintenant comment allait le monde et informait les politiciens sur ce qu'il fallait faire. Des *Obers* (garçons de café – NdT) obséquieux, dans les cafés où l'on bavardait, s'empressaient de servir « Herr Doktor ! » C'était entièrement nouveau, et excitant. Les Herzl et les de Blowitz de cette époque étaient remplis de suffisance, et quand le Dr Herzl émergea comme le faux héraut auto-proclamé de Sion, les juifs de l'Ouest en restèrent frappés d'une crainte révérentielle et incertains. Si le Dr Herzl pouvait parler de cette manière aux Grandes Puissances, peut-être avait-il raison et le Sanhédrin napoléonien avait-il eu tort ! Était-il vrai que la politique se faisait dans le bureau du Dr Herzl, et non sur la Ballhausplatz ? Si un juif de Russie avait écrit *l'État juif*, ou avait essayé de fonder une Organisation sioniste mondiale, les juifs de l'Ouest l'auraient ignoré, car ils craignaient la conspiration de l'Est et suspectaient au moins ses implications. Mais si le Dr Herzl, un juif occidental entièrement émancipé, pensait que les juifs devaient s'isoler de nouveau, l'affaire devenait sérieuse.

Herzl affirmait que l'affaire Dreyfus l'avait convaincu de la réalité de « l'antisémitisme ». L'invention du terme était alors assez récente, bien que le Dr Kastein cherche à montrer que l'état d'âme dénoté par ce terme est immémorial, disant : « il existe depuis l'époque où le judaïsme entra en contact avec d'autres peuples d'une façon un peu plus forte que l'hostilité de bon voisinage. » (Selon cette définition, dans la guerre, la résistance est de « l'antisémitisme », et « les voisins », dans les guerres tribales des époques antiques, auxquels il se réfère, étaient des Sémites. Cependant, les mots « un contact dépassant une hostilité de bon voisinage » offrent un bon exemple de pilpoulisme sioniste.) Quoi qu'il en soit, le Dr Herzl déclara que « le procès de Dreyfus a fait de moi un sioniste », et ces mots sont aussi vides que les mots ultérieurs de M. Lloyd George : « L'acétone m'a converti au sionisme » (ce qui était évidemment faux). L'affaire Dreyfus donna aux juifs la preuve complète de la validité de l'émancipation et de l'impartialité de la justice sous cette dernière. Jamais un homme ne fut défendu aussi publiquement par autant de personnes, ou aussi pleinement réhabilité. Aujourd'hui, des nations entières, à l'Est de Berlin, n'ont aucun droit à un procès légal et l'Occident, qui a signé l'acte de leur bannissement, est indifférent à leur situation critique ; ils peuvent être emprisonnés ou tués sans charges ni procès. Pourtant, en Occident aujourd'hui, le cas Dreyfus, l'exemple classique de justice, continue à être cité par les propagandistes comme un exemple terrible d'injustice.

Si les arguments pour ou contre le sionisme reposaient sur l'affaire Dreyfus, le mot aurait dû disparaître de l'histoire à ce moment-là.

Néanmoins, le Dr Herzl exigeait que « *la souveraineté nous soit accordée sur une partie du globe assez grande pour satisfaire les pré-requis légitimes d'une nation* » (il ne spécifiait aucun territoire particulier et ne pencha pas particulièrement pour la Palestine). Pour la première fois, l'idée de ressusciter un État juif fit l'objet de discussions vives parmi les juifs.**13** Le *Jewish Chronicle* de Londres décrivit son livre comme étant « l'une des déclarations les plus étonnantes qui aient jamais été avancées. » Herzl, ainsi encouragé, vint à Londres, qui était alors le centre du pouvoir, pour faire campagne pour son idée. Après des conférences réussies dans le East End de Londres, il décida d'appeler à un Congrès des juifs pour soutenir cette dernière.

En conséquence, en mars 1897, les juifs « du monde entier » furent invités à envoyer des délégués à un « congrès sioniste », un contre-Sanhédrin, à Munich, en août. Les juifs occidentaux s'y opposèrent catégoriquement. Les rabbins d'Allemagne et ensuite les juifs de Munich, protestèrent, et le lieu du rassemblement fut déplacé à Bâle, en Suisse. Les Reform Jews of America [les juifs non-orthodoxes d'Amérique – NdT] avaient annoncé deux ans plus tôt qu'ils ne s'attendaient « ni au retour en Palestine, ni au rétablissement d'aucune des lois concernant l'État juif. » (Une chose des plus curieuses à relater aujourd'hui : quand le rabbin Stephen Wise, *en 1899*, suggéra un livre sur le sionisme à la Jewish Publication Society of America, le secrétaire répondit, « la Société ne peut se risquer à publier un livre sur le sionisme. »).

Quand le congrès d'Herzl eut lieu, la plupart des 197 délégués venaient d'Europe de l'Est. Ce groupe d'hommes fonda alors « une Organisation sioniste mondiale », qui a proclama comme objectifs la nationalité juive et « un foyer obtenu officiellement, garanti légalement » et Herzl déclara : « l'État juif existe. » En fait, quelques juifs, prétendant parler pour *tous* les juifs, mais désavoués de manière véhémente par de nombreux corps représentatifs de la communauté juive occidentale, avaient tenu une réunion à Bâle, et c'était tout.

Néanmoins, la proposition, pour ce qu'elle valait dans ces circonstances, avait enfin été mise sur la table des affaires internationales. Le congrès fut en fait un Sanhédrin convoqué pour annuler les aveux faits par le Sanhédrin napoléonien quatre-vingts ans auparavant. Ce Sanhédrin-là avait rejeté la nationalité séparée et toute ambition de former un État juif ; celui-ci proclama une nationalité séparée et l'ambition d'un d'État. Revenant là-dessus cinquante ans plus tard, le rabbin Elmer Berger fit observer : « C'était cela, le fossé du nationalisme juif, qu'on devait creuser entre les juifs et les autres êtres humains. C'était cela, le moule permanent du ghettoïsme, à l'intérieur duquel l'existence juive au sein des nations non émancipées devait rester comprimée pour que les processus auto-générés d'émancipation et d'intégration ne puissent pas entrer en jeu. »

Le Sanhédrin napoléonien avait un défaut de base, maintenant révélé, dont Napoléon put bien ne pas être conscient. Le Sanhédrin représentait les juifs *de l'Ouest*, et on ne peut raisonnablement s'attendre à ce que Napoléon connût la force de cette masse compacte de juifs de Russie gouvernés par le

Talmud, car le Dr Herzl, qui aurait dû savoir cela, l'ignorait ! Il en fit la découverte à ce premier Congrès sioniste mondial, convoqué par lui dans une telle attente confiante de soutien massif : « et alors… une communauté juive russe s'éleva sous nos yeux, *dont nous n'avions pas même soupçonné la force.* Soixante-dix de nos délégués venaient de Russie, et il était évident à chacun d'entre nous qu'ils représentaient les opinions et les sentiments des cinq millions de juifs de ce pays. *Quelle humiliation pour nous, qui prenions notre supériorité pour acquise !* » Le Dr Herzl se retrouva face à face avec ses maîtres et avec la conspiration, qui par lui était sur le point d'entrer en Occident. Il avait déclaré la guerre à l'émancipation et, comme de nombreux successeurs, était inconscient de la nature de la force qu'il avait libérée. On le laissa bientôt sur le bord de la route, joueur de clairon dont la tâche avait été accomplie, tandis que les véritables « administrateurs » prenaient la main.

Il avait forgé l'instrument qu'ils devaient utiliser dans leur attaque contre l'Occident. Le Dr Weizmann, qui devint le véritable leader, voit clairement que : « Ce fut la contribution durable du Dr Herzl au sionisme que d'avoir créé une autorité parlementaire centrale pour le sionisme… C'était la première fois dans l'histoire de l'exil de la communauté juive qu'un grand gouvernement avait officiellement négocié avec les représentants élus des juifs. L'identité, la personnalité légale des juifs, avaient été rétablies. » Le Dr Weizmann sourit probablement intérieurement quand il inclut les mots « parlementaire » et « élus ». La phrase du milieu contient le fait important. On ne pouvait prêter autorité aux juifs réunis à Bâle – et qui étaient évités par la majorité des juifs de l'Ouest - ainsi qu'à leurs déclarations, que par le biais d'un événement, qui à ce moment-là semblait inimaginable ; à savoir, qu'ils soient reconnus par une grande puissance. Cette chose inconcevable arriva quelques années plus tard, quand le gouvernement britannique offrit l'Ouganda au Dr Herzl, et ceci est l'événement auquel le Dr Weizmann se réfère. À partir de ce moment, toutes les grandes puissances de l'Occident acceptèrent de fait les talmudistes de Russie comme représentants de tous les *juifs* et, dès ce moment, la révolution sioniste entra aussi en Occident.

Ainsi finit le siècle de l'émancipation, qui avait commencé par une si brillante perspective de participation commune, et les mots prescients de M. Houston Stewart Chamberlain (écrits juste avant le congrès du Dr Herzl à Bâle) devinrent immédiatement vrais, et une réalité vivante. Revenant sur

les mots de Gottfried von Herder cent ans auparavant : « Les nations plus primitives d'Europe sont des esclaves volontaires de l'usure juive », Chamberlain écrivit qu'au cours du XIXe siècle, « un grand changement a eu lieu… aujourd'hui, Herder pourrait dire la même chose de ce qui est, de loin, la plus grande partie de notre monde civilisé… L'influence directe du judaïsme sur le XIXe siècle devient ainsi l'un des sujets brûlants du jour. Nous devons traiter ici d'une question affectant non seulement le présent, mais aussi l'avenir du monde. » Avec la formation de l'Organisation sioniste mondiale, avec laquelle les grands gouvernements de l'Occident devaient traiter, dans les faits, comme une autorité supérieure à eux, le sujet brûlant commença à modeler la forme entière des événements. On peut clairement remarquer, en 1956 - à l'heure où ce livre est achevé - qu'elle a affecté « l'avenir du monde » ; depuis le début de cette année, les leaders politiques des grands pouvoirs qui restent en Occident, la Grande-Bretagne et l'Amérique ont fait observer avec des airs de surprise affligée que la prochaine guerre mondiale pourrait à tout moment éclater à l'endroit où ils avaient installé « l'État juif », et ils se sont hâtés de traverser et retraverser l'océan dans l'effort de se mettre d'accord sur quelque moyen d'empêcher cette réalisation.

---

## NOTES DU CHAPITRE 25

**13** À ce moment-là, cela n'atteignit guère l'esprit de la multitude des gentils. En 1841, un certain colonel Churchill, consul anglais à Smyrne - à la conférence des États d'Europe Centrale, destinée à déterminer l'avenir de la Syrie - avait avancé une proposition pour fonder un État juif en Palestine, mais apparemment elle avait été écartée sans grande considération.

# Chapitre 26

# L'HÉRÉSIE DU DR HERZL

Pendant les six années de 1897 à 1903, le Dr Theodor Herzl de la *Neue Freie Presse* de Vienne fut une figure mondiale d'un genre entièrement nouveau. Il avait créé le sionisme comme une force politique organisée (et cela allait provoquer sa fin, et celle de quelques autres qui le suivirent suivi sur ce chemin). Il l'avait lancé au milieu des affaires de l'Occident comme un pétard chinois. Pourtant, il n'était qu'une ombre sans substance, le produit des cafés, des *Sachertorte* [gâteau au chocolat, spécialité viennoise – NdT] et des *Kaffee mit Schlagsahne* [café avec de la crème fouettée – NdT]. Il était comme homme utilisé pour ses « relations » par l'astucieux fondateur d'une société, et abandonné quand la création était lancée. Il ne fut jamais réellement le leader, et commença à s'en rendre compte, avec un choc d'alarme, à son premier congrès de 1897, quand « une communauté juive russe s'éleva sous nos yeux, *dont nous n'avions pas même soupçonné la force.* » ; en 1904, la pleine réalisation de sa captivité l'avait tué.

Il écrivit un jour qu'à Bâle, en 1897 : « J'ai fondé l'État juif… *j'ai traqué les gens* dans le sentiment d'État et *leur ai transmis l'émotion qu'ils étaient l'assemblée nationale. »* Les six années suivantes montrèrent, par des événements factuels, ce que Léon Pinsker avait voulu dire *en 1882* par « exercer une pression irrésistible sur la politique internationale du moment. » Herzl, le journaliste viennois né à Budapest, entreprit un tour triomphal des grandes capitales ; il se lança dans un vol scintillant, comme s'il allait de trapèze à trapèze, à travers le *haut* monde [en français dans le texte – NdT] . Les empereurs, potentats et hommes d'État le reçurent comme le porte-parole de tous les juifs, et le contraste entre ce qu'ils pensaient et ce qu'il aurait dû savoir est impressionnant, comme son premier lieutenant, Max Nordau, le dit après sa mort : « Notre peuple avait Herzl, mais Herzl n'eut jamais de peuple » ; le rabbinat talmudique à l'Est, qui dédaignait ce faux Messie, se tenait entre lui et toutes les foules qui le suivaient.

Le monde dans lequel il évoluait semblait ferme et bien fondé. La Veuve de Windsor [la reine Victoria, allusion au poème de Rudyard Kipling, *The Widow at Windsor* - NdT], et le Vieux Monsieur [l'empereur François-Joseph Ier] de Schönbrunn, étaient aimés de leurs peuples ; le Jeune Homme de Berlin [l'empereur Guillaume II - NdT] grandissait et mûrissait ; le tsar était toujours le père de son peuple ; le droit des hommes à la procédure judiciaire était partout affirmé ; le servage industriel cédait graduellement la place à de meilleures conditions.

Mais partout, les dirigeants et les politiciens connaissaient et craignaient le danger que ce processus, estimé comme bénéfique si on lui donnait du temps, soit arrêté et détruit par la révolution mondiale, car à ce moment-là, la société secrète de Weishaupt s'était transformée, par « le réseau des sociétés secrètes » de Disraeli, en Parti communiste organisé dans tous les pays.

La méthode d'Herzl fut d'exploiter cette crainte générale pour son but particulier, l'État juif. Herzl offrait la paix intérieure si l'État était soutenu, et la révolution s'il ne l'était pas, et il prétendait parler au nom de tous les juifs. En cela, il est bien sûr implicite qu'il savait que la direction révolutionnaire était juive et il confirmait ainsi, plusieurs décennies plus tard, ce que Disraeli et Bakounine avaient dit. Sa croyance en la méthode qu'il utilisait s'exprime dans son expression célèbre : « Quand nous coulons, nous devenons un prolétariat révolutionnaire ; quand nous nous élevons, s'élève le pouvoir terrible de notre porte-monnaie ».

Il dit ainsi à un grand duc de Baden qu'il diminuerait la propagande révolutionnaire en Europe proportionnellement au soutien que son ambition territoriale recevrait de la haute autorité. Puis, il fut reçu par le Kaiser casqué, monté sur un destrier, aux portes mêmes de Jérusalem, et l'empereur consentit à présenter au sultan l'offre de Herzl d'une société sioniste agréée en Palestine sous protection allemande. Quand rien n'en sortit, Herzl menaça le Kaiser, lui aussi, de révolution : « Si notre travail n'aboutit pas, *des centaines de milliers de nos partisans rejoindront d'un seul coup les partis révolutionnaires.* »

Puis, en Russie, il fut reçu par le tsar lui-même, à qui il parla en termes semblables. Vers cette période, le troisième Congrès sioniste mondial eut lieu, et la décision fut prise que chaque juif qui en devenait membre *reconnaissait la souveraineté de l'État juif encore mythique*. Le rabbin

Elmer Berger dit d'un air découragé qu'en conséquence, cette « existence juive collective et ghettoïsée, redevenait une réalité, et existait maintenant à une échelle plus grande qu'elle n'avait jamais atteinte auparavant. » Puis Herzl vit un autre potentat, le sultan de Turquie. Rien de tangible ne sortit de tous ces voyages, mais le coup de maître était à portée de main, car Herzl transféra alors ses activités en Angleterre.

Là, aussi, il avait apparemment accès aux plus hautes sphères, car l'une des actions décisives de l'histoire mondiale se préparait ; les Britanniques qui étaient alors dans leurs berceaux, et leurs enfants et petits-enfants allaient être pris au piège des conséquences de ces entrevues non archivées.

Qui permit au Dr Herzl de Vienne d'ordonner d'être reçu par les grands de tous les pays et qui s'assura qu'ils écoutent des demandes qui étaient impérieuses, et également intimidatrices ? Évidemment, les « portails royaux » (sa propre expression) ne se seraient pas ouverts à lui simplement parce qu'il avait appelé à un congrès de 197 hommes à Bâle, et que ce dernier avait passé une résolution. D'autres, plus puissants que lui, durent intercéder pour mettre de côté porteurs, portiers, laquais, secrétaires, chambellans et ceux dont la tâche est de maintenir les importuns loin de leurs maîtres.

À ce point, le présent récit entre dans le domaine le plus secret et jalousement gardé d'entre tous. On peut maintenant montrer les origines de la révolution mondiale, ses buts et la supposition juive de son leadership, d'après la masse de preuves écrites qui s'est accumulée ; l'existence du « réseau » de Disraeli, s'étendant sur la superficie de la Terre, est connue de tous ; la nature du « prolétarien révolutionnaire » est claire. Mais il y a aussi ce second réseau, d'hommes influents au niveau supérieur, où « le pouvoir du porte-monnaie » peut être utilisé pour exercer « une pression irrésistible sur la politique internationale du moment » via les dirigeants et politiciens.

Ce réseau d'hommes, œuvrant dans tous les pays à une fin commune, est celui qui doit avoir permis à Herzl de pénétrer, avec ses demandes, dans les plus hautes sphères.

Tous les observateurs expérimentés connaissent l'existence de cette force au niveau le plus haut des affaires internationales. Les propagandistes sionistes prétendent que l'opposition juive au sionisme est seulement venue de « notables juifs », de « magnats juifs » et de « riches juifs » (ces

expressions se retrouvent à plusieurs reprises, par exemple dans le livre du Dr Weizmann). En fait, la division au sein du judaïsme était verticale, chez les riches comme chez les pauvres, et quoique la majorité des juifs occidentaux fût à cette époque violemment opposée au sionisme, la minorité comprenait des juifs riches et célèbres. Seuls ces derniers ont pu permettre au spectre du sionisme, en la personne du Dr Herzl, de s'introduire soudainement, par un saut à la Nijinski, dans les cours et les cabinets, d'où il se mit à entrer et sortir comme s'il était né privilégié. Ceux qui l'aidèrent étaient clairement alliés avec le corps compact et organisé des sionistes : les communautés talmudiques de Russie.

Le Dr Kastein dit que l'« exécutif » mis en place par les 197 hommes à Bâle « était la première *incarnation* d'une véritable *Internationale juive*. » Autrement dit, quelque chose qui existait déjà reçut une expression visible. Une « Internationale juive » était existait déjà et était assez puissante pour ordonner partout des audiences royales, princières et ministérielles pour le Dr Herzl.

Le chercheur ne pourra se faire une idée de ce « réseau » international d'hommes à la même vision, au plus haut niveau, à l'époque du Dr Herzl, qu'en rassemblant soigneusement des aperçus et des fragments significatifs (à notre époque, son existence et ses actions concertées sont clairement démontrables à partir de la masse croissante de littérature, comme ce livre le montrera dans ses chapitres suivants). Par exemple, le Dr Weizmann raconte qu'il dit au Dr Herzl que Sir Francis Montefiore (un juif de premier plan en Angleterre) était « un imbécile », ce à quoi Herzl répondit : « Il m'ouvre les portails royaux. » À nouveau, un certain baron de Hirsch était le protecteur financier en chef d'Herzl, et un partisan. De ce baron de Hirsch, le comte Carl Lonyay (en citant des documents des archives secrètes de la cour impériale à Vienne) dit que le prince héritier Rodolphe d'Autriche, souhaitant faire un don à une amie avant son suicide à Mayerling, obtint 100.000 guldens « du banquier, le baron Hirsch, en retour d'un acte de gentillesse qu'il avait fait en décembre, quand il invita le banquier à rencontrer le prince de Galles » (le futur roi Edouard VII).

Le baron de Hirsch, suite à cette introduction, devint un proche du prince de Galles, et le banquier privé et conseiller financier du futur roi d'Angleterre. Il était aussi le beau-frère d'un certain M. Bischoffsheim, de la maison financière juive de Bischoffsheim et Goldschmidt à Londres,

dont un juif allemand très riche, Sir Ernest Cassel, était membre. Sir Ernest, comme le dit M. Brian Connell dans une étude biographique, hérita de l'amitié du baron de Hirsch avec le futur roi : « là où Hirsch avait été un intime, Cassel devait devenir l'ami personnel le plus proche d'Edouard VII». Il fut en effet le dernier proche du roi à l'avoir vu vivant, le roi, le jour de sa mort, insistant pour maintenir un rendez-vous avec Sir Ernest, et se levant pour s'habiller pour l'occasion.

Dans la suite de ce récit, M. Connell dit : « La *petite fraternité internationale* dont il » (Sir Ernest Cassel) « est devenu peut-être le membre principal se composait de tous les hommes avec des passés semblables au sien, des gens qu'il approchait au cours de ses voyages prolongés. Il y avait Max Warburg, le chef de la grande banque privée à Hambourg ; Edouard Nœtzlin, le président honoraire de la Banque de Paris et des Pays-Bas, à Paris ; Franz Philippson à Bruxelles ; Wertheim et Gompertz à Amsterdam et, par-dessus tout, Jacob Schiff de la société de Kuhn, Loeb & Company à New York. *Les liens de race et d'intérêt liait ces hommes. La toile de leurs communications tremblait au contact le plus léger. Ils entretenaient entre eux un réseau incroyablement précis d'intelligence économique, politique et financière au niveau le plus haut. Ils pouvaient retirer leur soutien ici, fournir des fonds complémentaires là, déplacer des sommes d'argent immenses avec la rapidité de la foudre et la dissimulation, d'un bout à l'autre de leurs empires financiers, et influencer les décisions politiques de nombre de pays.* »

« Les liens de race et d'intérêt… la toile… le réseau… l'intelligence au niveau le plus haut… déplacer des sommes d'argent immenses… influencer les décisions politiques… » : Il ne peut raisonnablement y avoir aucun doute que c'était « l'Internationale juive » sur laquelle le Dr Kastein écrivit, et le mécanisme qui fonctionnait, par-delà toutes les frontières nationales, pour soutenir le Dr Herzl. Rien de moins ne pourrait expliquer l'action que prit le gouvernement britannique, et s'il y avait un doute antérieurement, à propos de l'action concertée de cette force, supérieure et distincte des nations, les événements de notre milieu de siècle l'ont supprimé. Avec un tel pouvoir derrière lui, le Dr Herzl était dans une position pour faire des demandes et des menaces totales. Les hommes puissants qui formaient ce directoire international (le terme n'est pas trop fort) pouvaient bien, à ce moment-là, en tant qu'individus, ne pas croire au sionisme et y étaient peut-être même opposés, en privé. De l'avis de l'auteur, ils n'étaient même pas

assez puissants pour s'opposer ou nier le soutien d'une politique fixée par les sages de la communauté juive.

Pendant que les conséquences des voyages du Dr Herzl prenaient secrètement forme, il continuait ses périples. Il était pris d'une fierté innocente envers son élévation soudaine, et aimait l'élégance de la société, l'habit et les gants blancs, les lustres et les réceptions. Les sages talmudiques de Russie, qui avaient grandi avec le caftan et les peyotes [papillotes – NdT], et se préparaient à le renverser, dédaignaient, mais utilisèrent ce personnage typique de « l'émancipation occidentale. » En 1903, il eut des expériences stupéfiantes, ressemblant à celles de Sabbataï Tsevi en 1666. Il alla en Russie, et tout au long de son parcours des villes juives, fut l'objet d'ovations messianiques venant des masses peu éclairées. À cette occasion, il chercha à persuader la Russie de mettre la pression sur le sultan, sur la question de l'offre d'une société agréée en Palestine. Il fit quelque impression sur le ministre de l'Intérieur russe, von Plehve, à qui il dit qu'il parlait pour « tous les juifs de la Russie. » S'il croyait cela, il fut bientôt détrompé. Il fit quelque chose qui révéla soit qu'il fut imprudemment courageux, soit tout à fait inconscient de ce qui se passait vraiment autour de lui (cela arrive parfois avec de tels hommes). Vraisemblablement, pour renforcer ses arguments auprès de von Plehve, avec qui il dut utiliser l'argument « le sionisme ou la révolution », il recommanda vivement aux juifs de Russie de *s'abstenir d'activités révolutionnaires* et discuté de leur « émancipation » avec les autorités russes !

Ainsi, écrivit-il son propre arrêt de mort politique, et en effet, il mourut bientôt. Pour les sages talmudiques, c'était l'hérésie ; il était entré dans la pièce interdite. Ils œuvraient à empêcher l'émancipation juive en Russie, parce qu'ils y voyaient la perte de leur pouvoir sur la communauté juive. Si ses négociations avec le gouvernement russe avaient réussi, la pacification en Russie aurait suivi, et cela aurait signifié la fin de la légende propagandiste de la « persécution juive » en Russie.

Quand il revint pour s'adresser au Sixième congrès de son Organisation sioniste mondiale, sa destinée vint à lui sous la forme d'une masse compacte de juifs russes qui n'était plus simplement « humiliante » envers lui, mais menaçante. À l'instant de son fiasco, il pensa qu'il avait l'as d'atout dans sa poche, et il le sortit. Suite à ces entrevues à Londres et à « la

pression irrésistible » qui le soutenait, le gouvernement britannique avait offert au Dr Herzl de la *Neue Freie Presse* de Vienne, un territoire en Afrique, l'Ouganda ! Si l'histoire rapporte quelque chose de plus étrange, je ne l'ai pas encore découvert. Pourtant, l'atout s'avéra être un deux. 295 délégués votèrent pour accepter l'offre, mais 175 la rejetèrent ; clairement, le Dr Herzl ne parlait pas au nom de « tous les juifs ». La grande majorité des 175 « non » vint des juifs de Russie. Les foules juives entassées là avaient salué Herzl comme le Messie ; ces 175 émissaires du rabbinat de l'Est le maudirent, car l'Ouganda signifiait la ruine de leur plan. Ils se jetèrent à terre, dans la posture traditionnelle de la lamentation des morts, ou de la destruction du Temple. L'un d'entre eux, une femme, appela le Dr Herzl de renommée mondiale « un traître » et, quand il partit, déchira la carte de l'Ouganda derrière l'estrade des orateurs.

Si ce qu'il disait et écrivait était entièrement sincère, le Dr Herzl ne comprit jamais pourquoi les émissaires juifs de Russie refusèrent de considérer un autre endroit que la Palestine, et, si c'est vrai, il devait être des plus naïfs. Il avait créé son mouvement entier sur la revendication qu'« un lieu de refuge » était immédiatement nécessaire pour « les juifs persécutés », et ces derniers étaient les juifs de Russie ; les juifs étaient entièrement émancipés ailleurs. Si c'était vrai, alors n'importe quelle bon endroit ferait l'affaire, et là, il s'en était procuré un pour eux ; de plus, si n'importe lequel d'entre eux préférait rester en Russie, et que ses négociations avec le gouvernement russe réussissaient, ils pourraient avoir tout ce qu'ils voulaient en Russie aussi ! Du point de vue du rabbinat talmudique de Russie la question était entièrement différente. Ils avaient aussi créé la légende de la « persécution en Russie », tout en y travaillaient contre l'émancipation, mais c'était dans le but d'accomplir la Loi antique, qui signifiait la possession de la Palestine et tout ce qui s'ensuivait, tel que la Loi prescrivait. L'acceptation de l'Ouganda aurait signifié le Jour du Jugement dernier pour le judaïsme talmudique.

Le Dr Weizmann décrit l'humiliation finale du Dr Herzl. Après le vote, Herzl alla voir les juifs de Russie, qui s'étaient détournés de lui et étaient partis, dans la salle de leur comité. « Il entra, semblant défait et épuisé. Il fut reçu dans un silence de mort. Personne ne se leva de sa place pour le saluer, personne ne l'applaudit quand il termina… C'était probablement la première fois que Herzl était ainsi reçu à une réunion sioniste : lui, l'idole de tous les sionistes. » C'était aussi la dernière fois. Dans l'année, le Dr

Herzl était mort, à l'âge de quarante-quatre ans. On ne peut offrir aucune conclusion quant à sa mort. Des auteurs judaïstes s'y réfèrent en termes énigmatiques. *L'Encyclopaedia juive* dit que c'était le résultat de ce qu'il avait enduré, et d'autres autorités font des allusions tout aussi façon obscure, quoique significatives. Ceux qui au cours des siècles ont été l'objet d'anathème ou d'excommunication par la secte dirigeante, sont souvent morts peu après, et misérablement. Le chercheur en vient à estimer que dans ces affaires, il approche des choses mystérieuses, fermées à toute recherche ordinaire.

Ce qui est curieux, c'est que le bras droit intime, et orateur principal de Herzl, vit ce qui se tramait, à ce moment-là et pour plus tard, avec une clarté totale. Il fit montre d'une préconnaissance aussi grande que celle de Léon Pinsker quand il décrivit la série d'événements auxquels mènerait « la pression irrésistible sur la politique internationale » de Pinsker. Au même congrès où Herzl subit son humiliation, Max Nordau (un alias ou pseudonyme ; son nom était Suedfeld) donna ce pronostic exact :

**« Laissez-moi vous dire les mots suivants comme si je vous montrais les barreaux d'une échelle menant toujours plus vers le haut : Herzl, le congrès sioniste, la proposition anglaise de l'Ouganda, *la future guerre mondiale, la conférence sur la paix où, avec l'aide de l'Angleterre, une Palestine libre et juive sera créée »* (1903).**

Ici parla l'initié, l'illuminé, l'homme qui connaissait la force et le but « de l'Internationale. » (Max Nordau aida le processus, dont il prévoyait le cours, en écrivant des best-sellers des années 1890 tels que *Dégénérescence*, dans lequel il dit à l'Occident qu'il était irrémédiablement corrompu). Même Max Nordau n'expliqua pas clairement sa conclusion jusqu'à sa fin logique. Un autre délégué le fit, le Dr Nahum Sokoloff, qui dit : « *Jérusalem deviendra un jour la capitale de la paix mondiale*. » Que l'ambition soit d'en faire la capitale du monde apparaît clair en 1956, alors que les gouvernements occidentaux sont dans la crainte quotidienne que le monde soit annexé à l'État sioniste ; que l'humanité constate que c'est la capitale de la *paix*, cela reste à voir.

Après la mort du Dr Herzl, le Dr Chaim Weizmann, le leader sioniste suivant, mena l'attaque contre l'offre de l'Ouganda, et au Septième congrès de 1905, l'acceptation fut révoquée à son instigation.

Dès ce moment, le sionisme fut l'instrument du rabbinat talmudique de l'Est.

L'histoire de l'offre de l'Ouganda et son rejet méprisant montre l'indifférence de la secte dirigeante au bien-être et aux vœux des foules juives, au nom de qui ils prétendaient parler ; en effet, quand on considère soigneusement la question, « hostilité » vient à l'esprit comme un mot plus vrai qu'« indifférence. » On le voit en examinant, à son tour, le sentiment exprimé, concernant l'offre, par les trois principaux groupes de juifs : ceux de l'Occident, ceux de Russie et (une partie de la communauté juive jamais ne serait-ce que mentionnée dans tous ces échanges bruyants) les juifs déjà en Palestine.

Les juifs d'Occident étaient à ce moment-là fortement opposés au sionisme en tant que tel, qu'il mène à l'Ouganda, la Palestine ou n'importe où ailleurs ; ils voulaient juste rester où ils étaient. Les juifs de Russie étaient dépeints comme ayant simplement besoin « d'un lieu de refuge » contre « la persécution », et si c'était vrai, l'Ouganda aurait pu leur plaire ; de toute façon, les ovations frénétiques avec lesquelles ils reçurent le Dr Herzl suggèrent qu'ils auraient suivi n'importe quelle direction qu'il aurait donnée, si le rabbinat le leur avait permis.

Restent les juifs qui étaient déjà en Palestine.

Cette communauté de juifs originels était ardemment en faveur du déplacement en Ouganda, comme les recherches permettent de le découvrir, et pour cette raison, ils furent dénoncés comme « traîtres » par les Khazars judaïsés de la Russie qui avaient pris en main le sionisme ! C'est ce que l'Organisation sioniste à Tel-Aviv disait toujours d'eux *en 1945* :

« C'était une vision dégradante et affligeante, de voir tous ces gens qui… avaient été les premiers à construire la Palestine juive de cette époque-là, niant et désavouant publiquement leur propre passé… *La passion pour l'Ouganda devint associée à une haine mortelle pour la Palestine…* Dans les foyers communautaires des premières colonies juives, de jeunes hommes instruits dans les écoles de l'Alliance israélite dénonçaient la Palestine comme “une terre de cadavres et de tombes”, une terre de malaria et de maladies des yeux, une terre qui détruit ses habitants. *Ce n'était pas non plus l'expression de quelques individus.* En effet, ce n'était que quelques individus ici et là… qui restaient loyaux… Toute la

Palestine était en état d'effervescence… *Toute l'opposition à l'Ouganda venait de l'extérieur de la Palestine. Dans Sion même, tous étaient contre Sion.* »

Ce que les masses voulaient, juives ou gentiles, ne comptait pas depuis 1903. L'acceptation ou le refus ne faisaient aucune différence ; *l'offre* avait été faite, et par elle l'Occident et son avenir furent impliqués dans une entreprise désastreuse, de manière prévisible.

Comme le dit le Dr Weizmann, un gouvernement britannique s'engagea *par cet acte* à reconnaître les talmudistes de Russie comme le gouvernement de tous les juifs ; ainsi, il engagea aussi les générations futures de son peuple, et l'engagement semblable des Américains était de suivre une décennie plus tard, quand le chemin avait été préparé.

De cet acte de 1903, vint le début des tourments de ce siècle.

L'histoire de Sion devint par la suite celle des politiciens occidentaux qui, sous « une pression irrésistible », exécutèrent les ordres d'une secte puissante. 1903 fut l'année triomphante de la conspiration, et pour l'Occident, cela devait s'avérer aussi sinistre que 1914 et 1939, années qui prirent toute deux forme à l'ombre de cette conspiration.

# Chapitre 27

# LES « PROTOCOLES »

Tandis que le sionisme prenait ainsi forme dans les ghettos de l'Est durant le siècle dernier, et apparaissaient au début de celui-ci comme une nouvelle force dans les affaires internationales (quand le gouvernement britannique lui offrit l'Ouganda), la révolution mondiale, dans ces mêmes régions talmudiques, prépara sa troisième « éruption ». Les deux forces avançaient ensemble en synchronisation (car le sionisme, comme on l'a montré, utilisait la menace du communisme en Europe pour avoir l'oreille des dirigeants européens concernant sa demande territoriale à l'extérieur de l'Europe). C'était comme si des turbines jumelles commençaient à tourner, produisant ce qui était dans les faits *une* force, dont le nouveau siècle allait recevoir des chocs galvaniques.

Selon Disraeli et Bakounine, la révolution mondiale était passée sous le leadership juif autour du milieu du siècle, et ses buts changèrent alors. Les disciples de Bakounine, qui cherchaient à supprimer l'État en tant que tel parce qu'ils prévoyaient que l'État révolutionnaire pourrait devenir plus despotique que n'importe quel despotisme précédent, furent évincés et oubliés. La révolution mondiale prit suite à cela la forme du Manifeste communiste de Karl Marx, qui visait au super-État fondé sur le travail d'esclave et « la confiscation de la liberté humaine » (comme de Tocqueville l'écrivait en 1848).

Ce changement de leadership et d'objectifs détermina le cours du XX$^{e}$ siècle. Cependant, les *méthodes* par lesquelles l'ordre existant devait être détruit ne changèrent pas ; elles continuèrent d'être celles révélées par les papiers de Weishaupt publiés en 1787. De nombreuses publications du XIX$^{e}$ siècle montrèrent que le plan illuministe original avait traversé les générations pour être le manuel des révolutionnaires de tous les camps, quant *à la méthode*. Ces travaux propageaient ou exposaient le plan destructif de façons diverses, parfois allégoriques, mais toujours reconnaissables en comparant avec l'original - les documents de Weishaupt. En 1859, Crétineau Joly attaqua le leadership juif des « sociétés secrètes ».

Son livre reproduisait des documents (communiqués par le Pape Grégoire XVI) de la société secrète italienne, la Haute Vente Romaine ; leur authenticité est incontestable. La Haute Vente Romaine était dirigée par un prince italien qui avait été initié par un des propres intimes de Weishaupt (Knigge), et était une réincarnation des Illuminati. Le cercle extérieur des initiés, les dupes, était persuadé que « l'objet de l'association était quelque chose de haut et de noble, que c'est l'Ordre de ceux qui désirent une moralité plus pure et une piété plus forte, l'indépendance et l'unité de leur pays. » Ceux qui gravissaient les échelons internes apprenaient progressivement les buts réels et juraient de détruire toute religion et gouvernement légitime ; puis, ils recevaient les secrets d'assassinat, de poison et de faux serment divulgués la première fois par les documents de Weishaupt.

En 1862, Karl Marx (dont le Manifeste communiste est manifestement illuministe) fonda sa première Internationale, et Bakounine forma son Alliance sociale démocratique (dont le programme, comme Mme Nesta Webster l'a montré par ses citations de passages corrélatifs, étaient du pur Illuminisme). La même année, Maurice Joly publia une attaque contre Napoléon III, à qui il attribuait les méthodes identiques de corruption et de ruine du système social (ce livre était écrit sous forme allégorique). En 1868, l'Allemand Gœdsche reproduisit les mêmes idées sous la forme d'une attaque contre le leadership juif de la révolution, et en 1869, le catholique et royaliste français Gougenot Des Mousseaux reprit le même thème.

Cette année-là, Bakounine publia aussi sa *Polémique Contre les Juifs*.

Dans tous ces ouvrages, sous une forme ou une autre, la continuité de l'idée de base d'abord révélée par les documents de Weishaupt apparaît : à savoir, celle de la destruction de tout gouvernement, religion et nationalité légitimes, et de l'installation d'un despotisme universel pour gouverner les masses asservies par la terreur et la violence. *Certains* d'entre eux attaquaient l'usurpation - ou la succession - juive du leadership de la révolution.

Après cela, il y eut une pause dans la littérature publiée sur la conspiration révélée pour la première fois en 1787, jusqu'en 1905, où un certain professeur Sergyei Nilus, fonctionnaire au Département des religions étrangères à Moscou, publia un livre, dont le British Museum à Londres possède une copie portant un cachet de la poste daté du 10 août

1906. On attribuerait un grand intérêt à tout ce qui pourrait être découvert sur Nilus et son livre, qui n'a jamais été traduit ; le mystère qui les entoure lui et son livre bloque la recherche. *Un chapitre* a été traduit en anglais en 1920. Cela mérite d'être mentionné ici, parce que la publication originale eut lieu en 1905, même si le tumulte violent ne commença que quand elle fut diffusée en anglais, en 1920.

Cet unique chapitre fut publié en Angleterre et en Amérique sous le nom « *The Protocols of the Learned Elders of Zion* » [ *Les Protocoles des Sages de Sion – NdT*] ; je n'ai pas réussi à savoir si c'était le titre du chapitre original, ou s'il fut fourni pendant la traduction. Aucune preuve n'est donnée que le document est ce qu'il prétend être - un compte rendu d'une réunion secrète de « sages » juifs. À cet égard, il est donc sans valeur.

À tout autre égard, il est d'une importance inestimable, car il s'avère, par le test conclusif (celui des événements suivants) être un document authentique de la conspiration mondiale révélée en premier lieu par les papiers de Weishaupt. Beaucoup d'autres documents dans la même série avaient suivi cette première révélation, comme je l'ai montré, mais celui-ci les dépasse tous. Les autres étaient fragmentaires et donnaient des aperçus ; celui-ci donne l'image entière de la conspiration, la motivation, la méthode et l'objectif. Il n'ajoute rien de nouveau à ce qui avait été révélé par morceaux (sauf l'attribution non prouvée aux sages juifs *eux-mêmes*), mais il met en place toutes les pièces et expose le tout. Il dépeint exactement tout ce qui est arrivé en cinquante ans depuis sa publication, et ce qui suivra clairement dans les cinquante ans suivants, à moins que d'ici là, la force que la conspiration a générée ne produise la contre-force . Il est informé par une masse de connaissance (particulièrement des faiblesses humaines) qui ne pouvait venir que de l'expérience accumulée et de l'étude continuelle des siècles, ou des âges. Il est écrit dans un style de supériorité élevée, comme par des êtres perchés sur quelque pinacle olympien de sagesse sardonique et antique et de dédain moqueur pour les masses se tortillant tout en bas (« la foule. ».. « animaux alcoolisés. ».. « bétail. ».. « bêtes sanguinaires »), qui luttent en vain pour échapper « aux pinces » qui se referment sur elles ; ces pinces sont « le pouvoir de l'or » et la force brutale de la foule, incitée à détruire ses seuls protecteurs, et par conséquent, elle-même.

L'idée destructrice est présentée sous la forme d'une théorie scientifique, presque d'une science exacte, discutée avec ferveur et

éloquence. En étudiant les *Protocoles*, je suis constamment rappelé à quelque chose qui attira mon regard dans le dicton de Disraeli, cité plus tôt. Disraeli, qui était prudent dans le choix des mots, parla du « *principe* destructeur » (non l'idée, l'arrangement, la notion, le plan, le complot ou autre), et les *Protocoles* élèvent la théorie de la destruction à ce statut « d'une vérité fondamentale, une loi primaire ou fondamentale, une loi directrice de conduite » (pour citer les diverses définitions du dictionnaire du terme « principe »). Dans de nombreux passages, les *Protocoles* paraissent, à première vue, recommander la destruction comme une chose vertueuse en soi et justifiant par conséquent toutes les méthodes explicitement recommandées pour la promouvoir (subornation, chantage, corruption, subversion, sédition, incitation des foules, terreur et violence), qui deviennent ainsi vertueuses également.

Mais un examen attentif montre que ce n'est pas le cas. En fait, l'argument présenté commence à la fin, la puissance mondiale, et revient en arrière sur les moyens, qui sont préconisés simplement comme étant les meilleurs pour cette fin. La fin est celle révélée en premier lieu dans les documents de Weishaupt, et il est apparent que tous les deux viennent d'une source bien plus ancienne, bien que les *Protocoles*, dans le temps, se situent, par rapport aux papiers de Weishaupt, comme le petit-fils par rapport au grand-père. Le but final est la destruction de toute religion et nationalité, et l'établissement du super-État, gouvernant le monde par une terreur impitoyable.

Quand les *Protocoles* parurent en anglais, l'attaque juive enragée du document lui-même donna l'impression trompeuse que le point mineur - qui était l'auteur de ce document particulier ? – était d'une importance majeure. L'affirmation solennelle de leadership juif de la conspiration révolutionnaire n'était pas nouvelle du tout ; le lecteur a vu que Disraeli, Bakounine et plusieurs autres l'affirmèrent plus tôt.

Dans ce cas, les allégations concernant une réunion spécifique de leaders juifs de la conspiration étaient infondées, et auraient pu être ignorée (en 1913, une publication quelque peu semblable accusa les Jésuites d'inciter à une conspiration mondiale ressemblant à ce qui est dépeint de la même façon dans les *Protocoles* et dans les papiers de Weishaupt ; les Jésuites firent tranquillement remarquer que cela était faux, et la question fut oubliée).

La réponse de la communauté juive officielle en 1920 et par la suite fut différente. Elle attaqua, avec rage, la *substance* entière des *Protocoles* ; elle ne s'arrêta pas à la négation d'un complot juif, mais nia l'existence de *tout* complot, ce qui était manifestement faux.

L'existence de la conspiration avait été reconnue et affirmée par une longue chaîne d'autorités supérieures, d'Edmond Burke, George Washington et Alexandre Hamilton à Disraeli, Bakounine et plusieurs autres mentionnés dans un chapitre précédent. De plus, quand les *Protocoles* apparurent en anglais, la preuve conclusive avait été donnée par l'événement de Russie. Ainsi, la nature de l'attaque juive ne pouvait-elle que renforcer les doutes publics ; elle protestait beaucoup trop.

Cette attaque était la répétition de celle qui avait réduit au silence ces premiers leaders de la demande publique d'investigation et de recours, Robison, Barruel et Morse, mais cette fois, c'était une attaque juive. Ces trois hommes n'avaient aucunement imputé le leadership juif, et ils furent seulement diffamés parce qu'ils attiraient l'attention publique sur la nature *ininterrompue* de la conspiration, et sur le fait que la Révolution française n'était clairement que sa première « éruption ». L'attaque des *Protocoles* dans les années 1920 prouvait par-dessus tout la vérité de leur affirmation ; elle montrait que l'organisation permanente pour la suppression du débat public sur la conspiration avait été perfectionnée au cours des 120 ans écoulés.

Probablement autant d'argent et d'énergie n'avaient jamais été dépensés auparavant, dans l'Histoire, dans l'effort de supprimer un seul document.

Il fut apporté en Angleterre par l'un des deux correspondants britanniques à Moscou, importants à l'époque : Victor Marsden du *Morning Post* (l'histoire significative de l'autre correspondant appartient à un chapitre postérieur). Marsden était une autorité en ce qui concernait la Russie, et était fortement sous l'effet persistant de la Terreur. Il fut dans les faits sa victime, car il mourut peu après avoir achevé ce qu'il ressentait comme un devoir, une évidence : la traduction des *Protocoles* au British Museum.

La publication en anglais éveilla l'intérêt du monde entier. Cette période (1920 et après) marque la fin de l'époque où les questions juives pouvaient être impartialement discutées en public. Le débat initial fut libre et vigoureux, mais dans les années qui suivirent, l'attaque réussit à imposer la

loi de lèse-majesté sur cette question, et aujourd'hui, on ne trouve guère d'homme ou de document public qui se risque à mentionner les Protocoles, sauf pour les déclarer « contrefaits » ou « infâmes » (un acte de soumission qui fut aussi prédit chez eux).

La première réaction fut naturelle. Les *Protocoles* furent reçus comme la preuve formidable d'une conspiration internationale contre la religion, la nationalité, le gouvernement légitime et la propriété. Tous reconnurent que l'attribution de la paternité juive était infondée, mais que le sujet était si grave et si fortement corroboré par les événements postérieurs à la publication originale, qu'une enquête complète était nécessaire. Ce recours, « l'investigation », était celui préconisé par beaucoup d'hommes importants, 120 ans auparavant. Dans ce cas, l'attaque porta dans les faits à nouveau sur la demande *d'investigation*, pas sur la simple allégation contre « les Sages de Sion ».

Le *Times* (de Londres) dit le 8 mai 1920, dans un long article : « Une *enquête* impartiale sur ces supposés documents et sur leur histoire est des plus souhaitables… Allons-nous écarter la question entière sans enquête, et laisser invérifiée l'influence d'un livre tel que cet ouvrage ? » Le *Morning Post* (alors le plus ancien et le plus sobre journal britannique) publia vingt-trois articles, appelant aussi à une *investigation*.

Dans *The Spectator*, du 27 août 1921, Lord Sydenham, une autorité première à l'époque, recommanda aussi une *investigation :* « La question principale est, bien sûr, la source d'où Nilus a obtenu les *Protocoles*. Les Russes qui connaissaient Nilus et ses écrits n'ont pu être tous exterminés par les bolcheviques. Son livre… n'a pas été traduit, alors qu'il pourrait donner une certaine idée de l'homme… Quelle est la caractéristique la plus saisissante des *Protocoles* ? La réponse est une *connaissance* d'un ordre rare, embrassant le domaine le plus large. La solution à ce “mystère”, si c'en est un, doit être trouvée là où cette connaissance étrange, *sur laquelle sont basées les prophéties maintenant littéralement accomplies*, se révèle résider. » En Amérique, M. Henry Ford, déclarant que « les *Protocoles* ont correspondu à la situation mondiale jusqu'à maintenant ; ils y correspondent aujourd'hui », poussa son *Dearborn Independent* à publier une série d'articles dont un million et demi de réimpressions furent vendues.

En l'espace de deux ans, le propriétaire du *Times* fut reconnu fou (par un docteur anonyme dans un pays étranger ; un chapitre postérieur décrira cet épisode) et se vit retirer de force le contrôle de ses publications, et *The Times* publia un article balayant les *Protocoles* comme un plagiat du livre de Maurice Joly. Le propriétaire du *Morning Post* devint l'objet de vitupérations prolongées jusqu'à ce qu'il vende le journal, qui cessa alors toute publication. En 1927, M. Henry Ford fit publier une excuse adressée à un juif bien connu d'Amérique ; quand je me trouvais aux États-Unis des années plus tard, des informateurs crédibles me dirent qu'on l'avait persuadé de le faire - à un moment où un nouveau modèle d'automobile Ford était sur le point d'être commercialisé - par des menaces hostiles de la part de revendeurs, dont il dépendait de la fortune.

La campagne contre les *Protocoles* n'a jamais cessé depuis lors. En Russie communiste, toutes les copies susceptibles d'être découvertes avaient été détruites à la révolution, et la possession du livre devint un crime capital sous la loi contre « l'antisémitisme ». Dans la suite directe de cela, bien que vingt-cinq ans plus tard, les autorités américaines et britanniques en Allemagne occupée, après la Seconde Guerre mondiale, contraignirent le gouvernement allemand occidental à promulguer des lois contre « l'antisémitisme », sur le modèle bolchevique ; et en 1955, un imprimeur de Munich qui reproduisit les *Protocoles* se vit confisquer son affaire. En Angleterre, au moment de la publication, la vente du livre fut temporairement arrêtée par l'autorité, sous la pression décrite, et au cours des années, l'attaque continua si violemment que les éditeurs en eurent peur, et seules quelques petites sociétés locales se risquèrent jamais à l'imprimer. En Suisse, entre les deux guerres, un procès juif fut intenté contre le livre comme « littérature incorrecte » ; L'affaire fut gagnée, mais le verdict fut cassé par une cour supérieure . La situation ainsi provoquée après 1920, et continuant aujourd'hui, fut prédite par les *Protocoles en 1905* :

**« À travers la presse, nous avons acquis le pouvoir d'influencer tout en demeurant dans l'ombre…**

**Le principal facteur de succès dans la politique est le secret de ses entreprises : les paroles ne doivent pas être en accord avec les actions des diplomates… Nous devons contraindre les gouvernements… à agir dans le sens favorable à notre plan aux larges perspectives, qui**

**approche déjà de sa consommation désirée. [Nous le ferons] par [le biais de] ce que nous présenterons comme étant l'opinion publique, secrètement orientée par nous au moyen de ce qu'on appelle la “grande puissance” - la Presse, qui, à quelques exceptions négligeables près, est déjà entièrement entre nos mains.**

**Envers la presse, nous nous conduirons de la manière suivante : Nous la mettrons sous le joug et la conduirons avec des rênes solides… nous devrons également nous assurer le contrôle de toutes les formes de publications. Il ne serait d'aucune utilité pour nous de contrôler les journaux, si nous restions exposés aux attaques des brochures et des livres… Nul ne pourra impunément toucher au prestige de notre infaillibilité politique. Pour interdire une publication, nous trouverons le prétexte suivant : la publication qui vient d'être supprimée excitait, dirons-nous, l'opinion publique, sans aucune raison ou aucun fondement.**

**Les restrictions que nous imposerons - comme je l'ai dit - aux publications privées nous permettront de rendre certaine la défaite de nos ennemis, parce qu'ils n'auront aucun organe de presse à leur disposition au moyen duquel ils pourraient donner libre cours à leurs opinions. »**

Telle est l'histoire des *Protocoles* jusqu'à présent. Leur attribution aux « sages » juifs est infondée et devrait être rejetée, sans préjuger de toute autre preuve de leadership juif de la révolution mondiale, en tant que telle. L'attaque juive contre les *Protocoles* était résolue, non à disculper la communauté juive, mais à stopper la publication sur l'allégation qu'elle « excitait l'opinion publique, sans aucune raison ou aucun fondement ». Les arguments avancés étaient faux ; ils disaient que les *Protocoles* ressemblaient étroitement à plusieurs publications précédentes et étaient ainsi des « plagiats » ou des « contrefaçons », alors que, ce que cela montrait était en vérité une chose évidente : ils faisaient partie de la littérature ininterrompue de la conspiration. Ils pouvaient aussi bien avoir été produits par des non-juifs ou des révolutionnaires antisémites, et cela est d'importance secondaire. Ce qu'ils prouvèrent, c'est que *l'organisation* révélée en premier lieu par les documents de Weishaupt existait 120 ans plus tard, et utilisait toujours les méthodes, et poursuivait le but alors exposés ; et quand ils furent publiés en anglais, la révolution bolchevique

avait fourni la preuve . À mon avis, les *Protocoles* fournissent le manuel essentiel pour les chercheurs de l'époque et du sujet. Si Lord Sydenham, en 1921, fut bloqué par la « connaissance étrange » qu'ils affichaient, « sur laquelle sont basées les prophéties maintenant littéralement accomplies », combien il serait davantage impressionné aujourd'hui, en 1956, où beaucoup plus ont été accomplies de manière tout aussi littérale. Par ce livre, n'importe quel homme peut voir comment les bouleversements des 150 ans passés furent provoqués, et comment ceux des cinquante ans suivants le seront ; il saura d'avance comment les « actes » de ses représentants élus différereront de leur « parole ».

Sur un point, je suis en mesure par ma propre expérience de tester le dicton de Lord Sydenham sur les prophéties accomplies. Les *Protocoles*, parlant de contrôle de l'information publiée, disent : « Aucune information n'atteindra la société sans passer par notre contrôle. Ceci est déjà pour nous un point acquis par le fait que toutes les nouvelles sont reçues de toutes les parties du monde par un petit nombre d'agences qui les centralisent. Lorsque nous serons arrivés au pouvoir, ces agences nous appartiendront entièrement et ne publieront que les nouvelles qu'il nous plaira de laisser paraître. » Ce n'était pas cette situation en 1905, ou à l'époque de Lord Sydenham, ou en 1926, quand je devins journaliste, mais elle était en train de se développer, et c'*est* aujourd'hui la situation. Le flot de « nouvelles » qui se déverse sur l'opinion publique par les journaux vient de quelques agences, comme si sortant d'une demi-douzaine de robinets. N'importe quelle main pouvant contrôler ces valves peut contrôler les « nouvelles », et le lecteur peut observer par lui-même la forme filtrée sous laquelle les nouvelles l'atteignent.

Quant aux *vues* éditoriales, basées sur cette livraison de nouvelles, on peut comprendre la transformation qui a été provoquée, en se référant aux articles impartialement critiques publiés dans le *Times*, le *Morning Post*, le *Spectator*, le *Dearborn Independent* et des milliers d'autres journaux, il y a environ vingt-cinq ans. Cela ne pourrait pas arriver aujourd'hui. La subjugation de la presse a été accomplie comme les *Protocoles* l'avaient prédit, et par le hasard de ma génération et de ma vocation, je l'ai vue arriver.

L'étude comparative des *Protocoles* et des papiers de Weishaupt mène à la forte déduction que les deux proviennent d'une source commune et bien

plus ancienne. Ils ne peuvent avoir été le produit d'aucun homme seul ou d'un seul groupe d'hommes dans la période où ils furent publiés ; la « connaissance étrange » qu'ils exposent repose manifestement sur l'expérience cumulative des âges. Cela s'applique particulièrement (dans les papiers de Weishaupt tout comme dans les *Protocoles*) à la connaissance des faiblesses humaines, qui sont sélectionnées avec une exactitude analytique, la méthode d'exploitation de chacune d'entre elles étant décrite avec une jubilation dédaigneuse.

L'instrument à utiliser pour la destruction des États-nations chrétiens et de leur religion est « la foule. » Le mot est utilisé avec un mépris virulent pour décrire les masses (qui en public sont flattées en se faisant appeler « le peuple »).

**« Il faut remarquer que le nombre des hommes aux instincts corrompus est plus grand que celui des gens aux instincts nobles. C'est pourquoi les meilleurs résultats s'obtiennent, dans le gouvernement du monde, en employant la violence et l'intimidation...**

**Il faut se rendre compte que la force de la foule est aveugle, dépourvue de raison dans le discernement et qu'elle prête l'oreille tantôt à droite, tantôt à gauche. »**

À partir de là, il est développé l'argument qu'« un despotisme absolu » est nécessaire pour gouverner « la foule », qui est « sauvage », et que « notre État » emploiera « la terreur [qui tend à] produire une soumission aveugle. » « L'accomplissement littéral » de ces préceptes en Russie communiste doit être évident à tous aujourd'hui.

Ce « despotisme absolu » doit être investi dans le super-État international au bout du chemin. Entre-temps des despotes-marionnettes régionaux sont dépeints comme l'élément essentiel au processus de destruction de la structure des États et des défenses des peuples :

**« De la part de leurs élus dictateurs actuels, Présidents du Conseil et ministres, ils supportent des abus pour le moindre desquels ils auraient assassiné vingt rois. Comment expliquer un tel état de choses ?... Parce que les despotes persuadent le peuple, par l'intermédiaire de leurs agents, que, même s'ils faisaient un mauvais usage du pouvoir et portaient préjudice à l'État, ce serait dans un but élevé, c'est-à-dire en vue de la prospérité du peuple pour la cause de la fraternité, de l'union**

**et de l'égalité internationales. Certes, ils ne leur disent pas qu'une telle unification ne peut être obtenue que sous notre domination. »**

Ce passage est d'un intérêt particulier. Les termes « dictateurs, Présidents du Conseil et ministres » n'aurait pas été généralement compris en 1905, où les peuples d'Occident croyaient que leurs représentants élus exprimaient et dépendaient de *leur* approbation. Cependant, ils sont devenus applicables pendant les Première et Seconde Guerres mondiales, lorsque des présidents américains et des Premiers ministres britanniques se firent, en fait, « élus dictateurs » et utilisèrent des pouvoirs extraordinaires au nom « de la prospérité du peuple… la fraternité… l'égalité internationales... » De plus, ces élus dictateurs, durant les deux guerres, dirent *vraiment* aux peuples que la fin ultime de tout serait « l'unification » sous un gouvernement mondial d'un certain type. La question, qui dirigerait ce gouvernement mondial, fut une question qui ne ne reçut jamais de réponse directe ; tant d'autres points des *Protocoles* ont été accomplis, que leur affirmation que ce serait l'instrument de la conspiration pour gouverner le monde « par la violence et l'intimidation » mérite qu'on y réfléchisse à deux fois.

La caractéristique particulière des deux guerres du XX^e^ siècle est la déception que chacune apporta aux peuples qui *semblaient* être victorieux. « La connaissance étrange », donc, semble à nouveau avoir inspiré la déclaration, *faite en 1905 ou avant* :

**« Depuis cette époque » (la Révolution française) « nous avons *mené les peuples de désillusion en désillusion* », suivi ensuite de : « Par ce procédé, tous les gouvernements sont torturés ; ils hurlent pour réclamer le repos ; et, pour l'amour de la paix, ils sont prêts à tous les sacrifices. Mais nous ne leur laisserons aucune paix jusqu'à ce qu'ils aient reconnu notre Supergouvernement international, et avec soumission. »**

Ces mots, écrits avant 1905, semblent exactement décrire le cours du XX^e^ siècle.

De nouveau, le document dit : « Il est indispensable à nos desseins que les guerres n'amènent aucun gain territorial. » On fit de cette expression, de 1905 ou antérieure, le slogan principal ou le principe moral apparent, proclamé par les leaders politiques de l'Amérique et de la Grande-Bretagne

dans les *deux* guerres mondiales, et dans ce cas, les résultats ont montré la différence entre « la parole » et « l'acte » « du diplomate. » Le résultat principal de la Première Guerre fut d'établir le sionisme révolutionnaire et le communisme révolutionnaire en tant que nouvelles forces dans les affaires internationales, le premier par « une patrie » promise, et le second par un État résident. Le résultat principal de la Seconde Guerre fut que d'autres « gains territoriaux » se sont accumulés pour, et seulement pour, le sionisme et le communisme ; le sionisme a reçu son État résident, et le communisme la moitié de l'Europe. « L'exactitude mortelle » (des mots de Lord Sydenham) des prévisions des *Protocoles* semble apparente dans ce cas, où une expression spécieuse utilisée dans les *Protocoles* de 1905 devint le langage quotidien des présidents américains et des Premiers ministres britanniques en 1914-1918 et 1939-1945.

La raison pour laquelle les auteurs des *Protocoles* considérèrent ce slogan comme aussi important, pour tromper les peuples, est aussi expliqué. Si on refuse des « gains territoriaux » aux nations impliquées dans les guerres, les seuls vainqueurs seront alors « notre *agentur* internationale… nos droits internationaux balayeront les lois du monde entier, et gouverneront les nations comme les gouvernements individuels leurs sujets. » Pour provoquer cet état de choses, des politiciens dociles sont nécessaires et les *Protocoles* disent à leur sujet :

**« Nous choisirons parmi le public des administrateurs aux tendances *serviles*. Ils seront inexpérimentés dans l'art de gouverner. Nous les transformerons facilement en pions sur notre échiquier où ils seront mus par nos savants et sages *conseillers, tout spécialement formés dès la plus tendre enfance pour diriger les affaires du monde.* »**

Le lecteur peut juger par lui-même si cette description correspond à certains des « administrateurs » de l'Occident durant les cinq dernières décennies ; le test est leur attitude envers le sionisme, la révolution mondiale et le gouvernement mondial, et les chapitres suivants apporteront l'information sur ces trois aspects. Mais « l'exactitude mortelle » semble résider encore plus dans l'allusion aux « conseillers. » Revoilà « la connaissance étrange », exposée il y a plus de cinquante ans. En 1905, « le conseiller » non-élu mais puissant était inconnu du public. Des hommes véritablement éclairés, tels que Disraeli, savaient que « le monde est dirigé par des personnages très différents de ce qui peuvent imaginer ceux qui ne

sont pas dans les coulisses », mais pour le grand public, ce passage n'aurait rien signifié.

Cependant, durant les Première et Seconde Guerres mondiales, le « conseiller » non-élu, officieux mais impérieux, devint un personnage public familier. Il apparut à visage découvert (sous des « pouvoirs d'urgence ») et devint connu et accepté passivement par le public ; le mépris affiché des *Protocoles* pour « la foule » était probablement justifié par cette soumission à l'autorité exercée dans les coulisses, même quand celle-ci était exercée ouvertement. Aux États-Unis, par exemple, « les conseillers sur les affaires juives » devinrent résidents à la Maison Blanche et dans les sièges des armées américaines d'occupation. Un financier (qui recommanda publiquement des mesures drastiques pour « diriger les affaires du monde ») fut le conseiller de tant de présidents que la presse le surnomma de manière permanente « l'Homme d'État sage », et les Premiers ministres anglais en visite se rendaient également chez lui, comme s'il était un siège d'autorité suprême.

Les *Protocoles* prévirent ce régime des « conseillers » quand nul ne comprenait ce que cela signifiait, et peu auraient cru qu'ils apparaîtraient ouvertement dans les hautes sphères.

Les *Protocoles* affirment à plusieurs reprises que le premier objectif est la destruction de la classe dirigeante existante (« l'aristocratie », le terme employé, était toujours applicable en 1905) et la saisie de la propriété par l'exhortation de la « foule » inhumaine et brutale. De nouveau, les événements suivants donnent à la « prévision » son « exactitude mortelle » :

**« En politique, n'hésitons pas à confisquer la propriété, si nous pouvons ainsi acquérir soumission et pouvoir… Notre appel « Liberté, Égalité, Fraternité » amena dans nos rangs, des quatre coins du monde, grâce à nos agents inconscients, des légions entières qui portèrent nos bannières avec extase. Pendant ce temps, ces mots, comme autant de vers rongeurs, dévoraient la prospérité des chrétiens, détruisaient leur paix, leur tranquillité et leur solidarité, ruinant ainsi les fondations des États.**

**Ce fut cette action qui amena notre triomphe. Elle nous donna, entre autres choses, la possibilité de jouer notre as d'atout : l'abolition des privilèges, en d'autres termes, l'existence de l'aristocratie des peuples,**

**seule protection qu'avaient contre nous les nations et les pays. Sur les ruines de l'aristocratie naturelle et héréditaire, nous élevâmes, en lui donnant des bases ploutocratiques, une aristocratie à nous. Nous l'établîmes sur la richesse tenue sous notre contrôle et sur la science promue par nos savants… Le seul fait que les représentants de la nation peuvent être déposés les livra à notre pouvoir et mit pratiquement leur choix entre nos mains.**

**Nous tenons à passer pour les libérateurs du travailleur, venus pour le délivrer de cette oppression en lui suggérant d'entrer dans les rangs de nos armées de socialistes, d'anarchistes et de communistes… Nous gouvernerons les masses en tirant parti des sentiments de jalousie et de haine allumés par l'oppression et le besoin. Et, au moyen de ces sentiments, nous nous débarrassons de ceux qui entravent notre marche.**

**La populace, dans son ignorance, croit aveuglément tout ce qui est imprimé et les fallacieuses illusions dûment inspirées par nous, et elle est hostile à toutes les classes qu'elle croit au-dessus d'elle, car elle ne comprend pas l'importance de chaque caste.**

**Ces masses seront alors heureuses de se précipiter sur ceux que, dans leur ignorance, elles ont jalousés dès l'enfance : elles répandront leur sang et pourront ensuite s'emparer de leurs biens. On ne “nous” fera pas de mal, parce que le moment de l'attaque nous**

**sera connu et que nous prendrons des mesures pour protéger nos intérêts.**

**Le mot « liberté » met la société en conflit avec toutes les puissances, même avec celle de la Nature et avec celle de Dieu. C'est pourquoi, lorsque nous arriverons au pouvoir, ils nous faudra effacer le mot « liberté » du dictionnaire humain, comme étant le symbole du pouvoir bestial qui transforme les hommes en animaux sanguinaires… La liberté pourrait être inoffensive et exister dans les gouvernements et les pays sans être préjudiciable à la prospérité du peuple, si elle reposait sur la religion et sur la crainte de Dieu… C'est pourquoi nous devons arracher de l'esprit des masses jusqu'à la conception même de Dieu et la remplacer par des calculs arithmétiques et des besoins matériels… »**

**« Nous avons mis en désaccord les uns avec les autres tous les intérêts personnels et nationaux des peuples pendant près de vingt siècles, en y mêlant des préjugés de religion et de tribu. De tout cela, il résulte que pas un seul gouvernement ne trouvera d'appui chez ses voisins lorsqu'il fera contre nous appel à leur aide, parce que chacun d'eux pensera qu'une action intentée contre nous pourrait être désastreuse pour son existence individuelle. Nous sommes trop puissants - le monde doit compter avec nous. Les gouvernements ne peuvent même pas faire un traité de peu d'importance sans que nous y soyons secrètement impliqués…**

**Pour s'assurer l'opinion publique, il faut, tout d'abord, l'embrouiller complètement en lui faisant entendre de tous côtés et de toutes manières des opinions contradictoires, jusqu'à ce que les masses soient perdues dans leur labyrinthe. Ils comprendront alors que le meilleur parti à prendre est de n'avoir aucune opinion en matière politique ; matière qui n'a pas été comprise du public, mais qui doit être exclusivement réservée à ceux qui dirigent les affaires. Ceci est le premier secret. Le second secret, nécessaire au succès de notre gouvernement, consiste à multiplier à un tel degré les fautes, les habitudes, les passions et les lois conventionnelles du pays que personne ne soit plus capable de penser clairement dans ce chaos ; les hommes cesseront ainsi de se comprendre les uns les autres…**

**Par tous ces moyens nous opprimerons tant les populations qu'elles seront contraintes de nous demander de les gouverner internationalement. Dès que nous aurons atteint une telle position, nous pourrons aussitôt absorber toutes les puissances gouvernementales du monde entier et former un Super-gouvernement universel. Nous remplacerons les gouvernements**

**existants par un monstre que nous appellerons l'administration du Super-gouvernement. Ses mains s'étendront au loin comme de longues tenailles et il aura à sa disposition une organisation telle qu'il ne pourra manquer de soumettre toutes les nations. »**

Que les *Protocoles* révèlent la source commune d'inspiration du sionisme et du communisme est montré par les parallèles significatifs qui peuvent être tracés entre les deux méthodes principales qui y sont stipulées,

et les méthodes principales suivies par le Dr Herzl et Karl Marx : Les *Protocoles* mettent à plusieurs reprises l'accent sur l'exhortation de « la foule » contre la classe dirigeante comme le moyen le plus efficace de détruire les États et les nations et de réaliser la domination mondiale. Le Dr Herzl, comme il a été montré dans le chapitre précédent, utilisa précisément cette méthode pour gagner l'écoute des dirigeants européens.

Ensuite, Karl Marx. les *Protocoles* disent:

**« L'aristocratie des masses, comme puissance politique, n'est plus… mais, comme *propriétaires fonciers*, les aristocrates sont encore dangereux pour nous, parce que leur indépendance est assurée par leurs ressources. Il nous est donc indispensable *de dépouiller à tout prix l'aristocratie de ses terres*… Il faut qu'en même temps nous protégions le plus possible le commerce et l'industrie… Il est essentiel que l'industrie draine toutes les richesses de la terre et que la spéculation verse entre nos mains ces mêmes richesses ainsi captées… »**

Karl Marx suivit exactement cette formule dans son *Manifeste communiste*. Il est vrai qu'il déclara que le communisme pourrait se résumer en une phrase, « l'abolition de la propriété privée », mais par la suite, il nuança ce dicton en limitant la réelle confiscation à la *terre* et en impliquant que d'autres types de propriété privée devraient rester intacts. (Dans l'événement marxiste postérieur, bien sûr, toute propriété privée fut confisquée, mais je parle ici du strict parallèle entre la stratégie fixée *avant* l'événement à la fois par les *Protocoles* et par Marx).

Un passage d'intérêt particulier pour aujourd'hui, bien qu'il fût écrit avant 1905, dit :

**« Actuellement, si quelques gouvernements se rendent répréhensibles à notre égard, ce n'est que pure *formalité*, et tout se passe avec notre connaissance et notre plein consentement, car nous avons besoin de leurs débordements antisémites pour maintenir dans l'ordre nos frères inférieurs. »**

Une caractéristique différente de notre ère est la manière dont l'accusation « d'antisémitisme » est continuellement transférée d'un pays à un autre, le pays ainsi accusé devenant automatiquement l'ennemi spécifié dans la guerre suivante. Ce passage pourrait susciter chez la personne

prudente un regard sceptique sur les rapports périodiques actuels de soudains retournements « antisémites » en Russie communiste ou ailleurs.

La ressemblance avec les documents de Weishaupt est très forte dans les passages qui touchent à l'infiltration des départements publics, des professions et des partis, par exemple :

**« Nous sommes la source d'une terreur s'étendant au loin. Nous avons à notre service des gens de toutes opinions et de tous les partis : des hommes désireux de rétablir les monarchies, des socialistes, des communistes et des partisans de toutes sortes d'utopies. Nous les avons tous mis sous le harnais ; chacun, à sa manière, mine le reste du pouvoir et essaye de détruire les lois existantes. Par ce procédé, tous les gouvernements sont torturés ; ils hurlent pour réclamer le repos ; et, pour l'amour de la paix, ils sont prêts à tous les sacrifices. Mais nous ne leur laisserons aucune paix jusqu'à ce qu'ils aient reconnu notre Supergouvernement international, *et avec soumission.* »**

Les allusions à la pénétration des universités en particulier et de l'éducation en général, proviennent aussi directement de Weishaupt, ou de la source antérieure, quelle qu'elle fût, dont il les reçut :

**« … nous transformerons les universités… Les chefs et les professeurs des universités seront spécialement préparés au moyen de programmes d'action perfectionnés et secrets, dont ils seront instruits et ne pourront s'écarter sans châtiment. Ils seront désignés avec soin et dépendront entièrement du gouvernement. »**

Cette pénétration secrète des universités (qui fut réussie chez les Allemands à l'époque de Weishaupt, comme le montrent ses documents) fut en très grande partie efficace durant notre génération.

Les deux représentants gouvernementaux britanniques qui, après leur vol pour Moscou, paradaient devant la presse internationale en 1956, pour déclarer qu'ils avaient été capturés par le communisme dans leurs universités, étaient des produits typiques de cette méthode, décrite par les *Protocoles* au début de ce siècle et par Weishaupt en 1787.

Les documents de Weishaupt parlent de la franc-maçonnerie comme de la meilleure « couverture » à utiliser par les agents de la conspiration. Les *Protocoles* attribuent la fonction de « couverture » au « libéralisme » : « Lorsque nous eûmes injecté le poison du libéralisme dans l'organisation de

l'État, sa complexion politique changea ; les États furent infectés d'une maladie mortelle : la décomposition du sang. Il ne reste plus qu'à attendre la fin de leur agonie. » Le terme « rêveurs utopiques », utilisé plus d'une fois, s'applique aux libéraux, et sa source originale réside probablement dans l'allusion de l'Ancien Testament aux « rêveurs de rêves » et aux « faux prophètes » qui doivent être mis à mort. La fin du libéralisme, donc, serait apparente au chercheur même si les *Protocoles* ne le spécifièrent pas : « Nous déracinerons toute tendance libérale de chacune des institutions de propagande importantes dans notre gouvernement, institutions dont peut dépendre la formation de tous ceux qui seront nos sujets. »

Les régimes « Big Brother » de notre siècle sont prédits de manière très juste dans le passage : « Notre gouvernement aura *l'apparence* d'une mission patriarcale dévolue à la personne de notre souverain. »

Le républicanisme, aussi, doit être une « couverture » pour la conspiration. Les *Protocoles* sont particulièrement dédaigneux du républicanisme, en lequel (et dans le libéralisme) ils voient l'arme d'autodestruction forgée à partir de « la foule » : « … L'institution d'une ère républicaine devint alors possible, et nous remplaçâmes le souverain par sa caricature en la personne d'un président tiré par nous de la foule et choisi parmi nos créatures et nos esclaves. »

Puis, les scribes inconnus de cette époque précédant 1905, décrivent la position à laquelle les présidents américains ont été réduits à notre siècle. Le passage commence par : « Dans un avenir prochain, nous rendrons *les présidents responsables*. » Cela, comme la suite le montre, signifie responsabilité *personnelle*, par opposition à responsabilité restreinte par des contrôles constitutionnels ; le président doit devenir l'un des « élus dictateurs » prévus antérieurement, dont la fonction doit être de démolir les défenses constitutionnelles des États et se préparer ainsi à l'« unification… sous notre domination »

Pendant les Première et Seconde Guerres mondiales, les présidents américains devinrent vraiment, de fait, des « présidents-dictateurs » dans ce sens-là, prétendant que « l'urgence » et le besoin de la « victoire » dictaient cette saisie des pouvoirs de responsabilité *personnelle* ; pouvoirs qui seraient restitués « au peuple » quand « l'urgence » serait passée. Les lecteurs suffisamment âgés se rappelleront à quel point cela paraissait

inconcevable avant que cela n'arrive, et de quelle manière passive cela fut ainsi accepté. Le passage continue ensuite :

**« La Chambre des députés élira, protégera et masquera le président ; mais nous retirerons à cette Chambre son pouvoir d'introduire et de modifier les loi. Nous donnerons ce pouvoir au président responsable, qui sera comme une marionnette entre nos mains…**

**De plus, nous conférerons au président le pouvoir de proclamer l'état de guerre. Nous expliquerons cette prérogative par le fait que le**

**président, étant le chef de l'armée, doit la tenir sous son autorité en cas de besoin… Il est clair que, dans de telles conditions, la clef de la situation intérieure sera entre nos mains, et nul autre que nous ne contrôlera la législation…**

**Sous notre direction, le président interprétera les lois qui pourraient être comprises de plusieurs manières. De plus, il annulera les lois au cas où cela nous paraîtrait opportun. Il aura également le droit de proposer de nouvelles lois temporaires et même des modifications dans l'œuvre constitutionnelle du gouvernement, invoquant pour cela les exigences de la prospérité du pays. De telles mesures nous permettront de retirer graduellement tous les droits et toutes les concessions que nous aurions pu être tout d'abord contraints d'accorder en nous arrogeant le pouvoir. Nous aurons été obligés de les introduire dans la Constitution des gouvernements pour dissimuler l'abolition progressive de tous les droits constitutionnels, lorsque l'heure viendra de substituer notre autocratie à tous les gouvernements existants. »**

Cette prévision de 1905, ou d'avant, mérite particulièrement le titre d'« exactitude mortelle » de Lord Sydenham ». Les présidents américains, dans les deux guerres de ce siècle, agirent comme il est montré ici. Ils prirent bien le droit de déclarer et de faire la guerre, et cela fut utilisé au moins une fois (en Corée) depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ; toute tentative au Congrès ou à l'extérieur de les priver de ce pouvoir ou de les restreindre dans leur utilisation se heurte à une attaque violemment hostile.

Les *Protocoles* continuent ainsi. On n'accordera pas aux peuples, dans leur progression « de désillusion en désillusion», « un moment de répit. » Tout pays « qui ose s'opposer à nous » trouvera la guerre, et toute opposition collective, la « guerre universelle. » On ne permettra pas aux

peuples « de lutter par la sédition » (voici la clé des attaques furieuses des années 1790, 1920 et d'aujourd'hui contre toutes les demandes d'« investigation», la « chasse aux sorcières », le « maccarthysme », et ainsi de suite).

Dans le super-État à venir, l'obligation incombera aux membres d'une famille de dénoncer les dissidents à l'intérieur du cercle familial (la dispense de l'Ancien Testament mentionnée antérieurement). « La destruction complète de la religion chrétienne » ne sera pas retardée longtemps. Les peuples seront maintenus dans la distraction par des amusements insignifiants (« des palais populaires ») pour les empêcher de devenir gênants et de poser des questions. L'histoire sera réécrite pour les besoins de leur illusion (un autre précepte accompli depuis, en Russie communiste), car « nous effacerons de la mémoire humaine le passé qui pourrait nous être défavorable, ne laissant subsister que les faits où s'affirment indubitablement les erreurs des gouvernements nationaux. » « Tous les rouages du mécanisme de l'État sont mus par une force qui est entre nos mains, à savoir : l'or. »

**Et à la fin de tout cela : Il faut que nous arrangions les choses de façon qu'en dehors de nous, il n'y ait dans tous les pays qu'un immense prolétariat, quelques millionnaires dévoués à notre cause, des policiers et des soldats... La reconnaissance de notre despote… partira du moment où le peuple, déchiré par les discordes et souffrant de la faillite de ses dirigeants… vociférera : “Déposez-les, et donnez-nous un chef mondial qui puisse nous unir et détruire toutes les causes de dissensions, c'est-à-dire les frontières, les nationalités, les religions, les dettes d'État, etc., un chef qui puisse nous donner la paix et le repos que nous ne pouvons trouver sous le gouvernement de nos souverains et de nos représentants”. »**

Dans deux ou trois de ces passages, j'ai substitué « peuple » ou « masses » à « *Goy* », parce que l'utilisation de ce mot touche à l'affirmation infondée contenue dans le titre du livre, et je ne veux pas embrouiller les questions ; la preuve de l'identité des auteurs de la conspiration doit être cherchée ailleurs que dans une allégation non prouvée. Les auteurs pouvaient être juifs, non-juifs ou antisémites.

C'est sans importance. Quand il fut publié, cet ouvrage était le manuscrit dactylographié d'un drame qui n'avait pas encore été joué ;

aujourd'hui, cela fait cinquante ans qu'il se déroule, et son titre est *Le Vingtième siècle*. Les personnages qui y sont dépeints évoluent sur notre scène contemporaine, jouent les rôles prédits et génèrent les événements prévus.[14]

Seul reste le dénouement - fiasco ou accomplissement. C'est un plan grandiose, et selon moi, il ne peut réussir. Mais il existe depuis au moins 180 ans, et probablement depuis beaucoup plus longtemps, et les *Protocoles* ont fourni une nouvelle preuve dans une suite de preuves qui s'est depuis grandement allongée. La conspiration pour la domination mondiale via un État esclave mondial *existe* et ne peut être, à cette étape, brusquement stoppée ou interrompue ; avec l'élan qu'elle a pris, elle doit maintenant continuer jusqu'à l'accomplissement ou l'échec. L'un ou l'autre sera destructeur pendant un temps, et difficile pour ceux vivant à l'époque où se produira le dénouement.

---

### NOTES DU CHAPITRE 27

**14** La traduction française des *Protocoles des Sages de Sion* peut être trouvée en ligne sur Wikipédia : http://fr.wikisource.org/wiki/Les_Protocoles_des_Sages_de_Sion - NdT

# Chapitre 28

# L'ABERRATION DE M. BALFOUR

Alors que s'achevait la première décennie du XX$^{e}$ siècle, les signes des tempêtes à venir se multiplièrent. En 1903, le gouvernement britannique avait offert l'Ouganda au sionisme, et Max Nordau avait publiquement prévu « la future guerre mondiale », à la suite de laquelle l'Angleterre procurerait la Palestine au sionisme. En 1905, les *Protocoles* révélèrent de façon prophétique l'orgie destructrice du communisme. Puis en 1906, un certain M. Arthur James Balfour, Premier ministre de l'Angleterre, rencontra le Dr Weizmann dans une chambre d'hôtel, et fut captivé par la notion d'offrir la Palestine - qui ne lui appartenait pas - « aux juifs ».

La forme que prendrait « la future guerre mondiale » fut alors décidée. M. Balfour montait la garde autour du nouveau siècle et cédait le passage. Un autre homme, à sa place, aurait pu le protéger ; ou un autre aurait pu faire de même, car en 1906, le mécanisme caché pour exercer « une pression irrésistible sur les affaires internationales du moment » (Léon Pinsker, 1882) avait apparemment été perfectionné.

Le rabbin Elmer Berger dit de cette époque :

**« Ce groupe de juifs qui s'était engagé dans le sionisme… entra dans une sorte de diplomatie ambulante qui le mena dans de nombreux chancelleries et Parlements, explorant les voies labyrinthiques et détournées de la politique internationale dans une partie du monde où l'intrigue politique et les accords secrets étaient synonymes. Les juifs commencèrent à jouer le jeu de la “politique pratique”. » L'ère des « administrateurs » malléables et des « élus dictateurs » dociles, tous poursuivant le grand plan, commençait. Par conséquent, un autre politicien, s'il avait été à la place de M. Balfour à ce moment-là, aurait pu agir de la même façon. Cependant, son nom est attaché au méfait initial.**

Ses actions sont presque inexplicables pour un homme de cette naissance, éducation, et de ce genre. Les recherches ne peuvent découvrir

la preuve d'une motivation autre que l'engouement, du genre « libéral », pour une entreprise qu'il n'examina même pas à la lumière du devoir et de la sagesse. Les considérations « dures » de la « politique pratique » (c'est-à-dire, le calcul froid que l'on pourrait obtenir de l'argent ou des votes en soutenant le sionisme) peuvent difficilement être soupçonnées en lui. Ses collègues et lui appartenaient aux familles les plus vieilles d'Angleterre, qui perpétuaient une longue tradition de service public. La diplomatie était dans leur sang ; la compréhension du gouvernement et la connaissance des affaires étrangères leur étaient instinctives ; ils représentaient la classe dirigeante la plus couronnée de succès que l'Histoire ait rapportée ; et ils étaient riches.

Pourquoi, alors, l'instinct, la tradition et la sagesse les abandonnèrent–ils soudainement sur cette question, au moment où leur Parti conservateur, sous son ancienne forme, gouvernait pour la dernière fois l'Angleterre, et où leurs familles dirigeaient toujours les fortunes du pays venues des grandes maisons de Piccadilly et de Mayfair, et des abbayes de campagne ? Furent-ils alarmés par la menace qu'on exciterait « la foule » contre eux s'ils ne se soumettaient pas ? Ils se rendirent compte que la naissance et le privilège seuls ne pourraient continuer à donner la qualification aux fonctions directrices. Le monde avait beaucoup changé au siècle précédent, et ils savaient que ce processus continuerait. Dans la tradition britannique, ils travaillaient à assurer la continuité, ininterrompue par la violence et apaisée par la conciliation. Ils étaient trop sages pour résister au changement ; leur objectif était de guider le changement. Peut-être à cet égard furent-ils trop avides de serrer la main au Progrès, quand il frappa à la porte, sans examiner les lettres de créance des émissaires.

M. Balfour, leur leader, était un célibataire, grand, distant et érudit, impassible et pessimiste ; il était d'apparence glaciale, mais ses intimes affirmaient qu'il avait le cœur tendre. Sa liaison amoureuse d'un certain âge avec le sionisme pourrait être le symptôme d'un célibat involontaire. Jeune homme, il différa sa demande à sa bien-aimée, jusqu'à ce qu'elle se fiance avec un autre ; avant leur mariage, son amoureux mourut ; et, alors que M. Balfour était sur le point de rattraper son retard précédent, *elle* mourut. Il se résolut alors à rester célibataire.

Les femmes ne sont peut-être pas bons juges d'un célibataire distingué qui porte son cœur brisé comme un livre ouvert, mais nombre de

commentaires contemporains le concernant viennent de femmes, et je cite les avis de deux des femmes les plus belles à cette époque. Consuelo Vanderbilt (une Américaine, plus tard duchesse de Marlborough) a écrit : « Les avis qu'il exprimait et les doctrines qu'il défendait semblaient être les produits de la *pure logique*… il était doué d'une largeur de compréhension que je n'ai jamais vue égalée » ; et Lady Cynthia Asquith dit : « Quant au fait d'être exempt d'indignation morale, je l'ai souvent vu blanc de colère ; n'importe quelle *injustice personnelle* le mettait en colère. » Les mots mis en italique ne pourraient donner une image plus entièrement fausse de M. Balfour, si le résultat de ses actions constitue un test. S'il est un processus de pensée qui ne peut pas l'avoir guidé, en engageant son pays envers le sionisme, c'est bien la *logique*, car aucun bien *logique* ne pouvait en sortir, pour aucune des parties concernées, son propre pays, les habitants natifs de la Palestine, ou (à mon avis) les populations juives, qui n'avaient pas l'intention d'aller là-bas. Quant à l'injustice (à moins que Lady Cynthia n'ait eu l'intention de faire la distinction entre l'injustice « personnelle » et l'injustice de masse), le million d'êtres innocents qui ont aujourd'hui été conduits dans le désert d'Arabie (à la façon « du bouc émissaire » lévitique) offrent une réponse évidente.

Quoi qu'il en soit, le voilà donc, Premier ministre de l'Angleterre, ayant succédé au « cher Oncle Robert » (Lord Salisbury, de la grande maison de Cecil) en 1902. Il est clair qu'à cet instant, il n'a pu concevoir, à partir de rien, la notion de donner l'Ouganda aux sionistes, de sorte qu'« une pression irrésistible » devait être à l'œuvre avant qu'il n'entre en fonction. Ce qui se passa au cours de cette période précédente est un mystère total, ou, en vérité, une conspiration (« l'intrigue labyrinthique »). Quand il devint Premier ministre, la mine avait déjà été posée, et à la fin de ses jours, M. Balfour ne se rendit apparemment jamais compte qu'il *était* la mine dont tous sont aujourd'hui conscients.

Le Dr Herzl, désespérant du tsar, du Kaiser et du sultan (les trois potentats avaient été aimables, mais prudents et évasifs ; ils savaient, ce que M. Balfour n'a apprit jamais, que le sionisme était de la dynamite) avait déclaré : « l'Angleterre, la grande Angleterre, l'Angleterre libre, l'Angleterre commandant les mers, comprendra nos buts » (le lecteur percevra dans quel but, selon cette vision[15], l'Angleterre était devenue grande, libre et commandait les mers).

Quand l'offre de l'Ouganda montra à la direction talmudique en Russie que le Dr Herzl avait tort de penser que l'Angleterre « comprendrait » leurs besoins, le Dr Weizmann fut envoyé à Londres. Il se préparait à renverser le Dr Herzl, et il devient maintenant notre témoin principal des événements cachés de cette période.

Un jeune Anglais, porteur de quelque requête modeste, aurait grand peine, même aujourd'hui, à pénétrer les défenses du portier et du secrétariat du salon privé d'un membre du Conseil des ministres.

Le jeune Dr Weizmann de Russie, qui voulait la Palestine, fut rapidement conduit dans celui de Lord Percy (« responsable des Affaires africaines »).

Lord Percy était un autre scion d'une grande famille dirigeante avec une tradition antique de service public et de sage administration.

Selon le Dr Weizmann, il « exprima un étonnement sans bornes face au fait que les juifs puissent considérer avec intérêt la proposition de l'Ouganda, qu'il considérait comme peu pratique d'une part, et comme un déni de la religion juive d'autre part. Lui-même *profondément religieux,* il fut abasourdi à la pensée que les juifs puissent ne serait-ce que considérer l'idée d'un autre pays que la Palestine comme centre de leur renouveau ; et il fut enchanté d'apprendre par moi qu'il y avait eu autant de juifs qui avaient refusé catégoriquement. Il ajouta : “Si j'étais juif, je ne donnerais pas un demi-penny pour la proposition.” » Vraisemblablement, le Dr Weizmann n'informa pas Lord Percy du désir unanime *des juifs en Palestine* de s'installer en Ouganda. Ce qu'il avait entendu, si son récit est correct, était pratiquement une invitation à se débarrasser du Dr Herzl, et une promesse de soutenir la revendication de la Palestine. Il s'en alla préparer la déconfiture du Dr Herzl. Il ne partit pas les mains vides.

Probablement, durant les cinquante ans qui se sont écoulés, les ministres britanniques ont-ils appris que le papier à lettres officiel devait être gardé à l'endroit où seules ceux qui y sont autorisés pourraient l'utiliser. En quittant le salon de Lord Percy, le Dr Weizmann prit du papier à lettres du ministère des Affaires étrangères et y écrivit un compte-rendu de la conversation, qu'il envoya en Russie (où, sous les Romanov comme sous les tsars communistes, on ne laisse pas traîner la papeterie du gouvernement). En Russie, ce document, écrit sur le papier officiel du ministère des Affaires étrangères, dut réveiller des sentiments apparentés à

ceux qu'une icône sainte provoquerait chez un moujik. Cela signifiait clairement que le gouvernement britannique n'avait plus besoin du Dr Herzl, et procurerait la Palestine aux sionistes de Russie. Lord Percy, selon l'idiome actuel, avait activé quelque chose.

Tout le reste suivit comme si c'était arrangé par des dieux grecs : le triomphe des sionistes de Russie sur le Dr Herzl, sa ruine et sa mort, le rejet de l'offre de l'Ouganda. Puis, le Dr Weizmann se rendit en Angleterre, « le pays qui semblait susceptible de montrer une sympathie véritable à un mouvement comme le nôtre », et où il pourrait « vivre et travailler en toute liberté, *au moins théoriquement »* (n'importe quelle compilation de litotes classiques pourrait inclure ce passage en première place).

Le Dr Weizmann choisit Manchester comme résidence. Il dit « par hasard », mais la crédulité rechigne. Manchester détenait l'électorat de M. Balfour ; Manchester était le quartier général sioniste en Angleterre ; le président du parti de M. Balfour à Manchester était un sioniste (aujourd'hui, le parti conservateur britannique est toujours empêtré dans ces rets).

Le drame grec continua. La fonction de Premier ministre de M. Balfour aboutit à un fiasco pour son parti, lorsqu'aux élections de 1906, il perdit huit sièges sur neuf à Manchester. Il déclina alors temporairement dans sa fonction. À ce moment, un autre personnage apparut dans le présent récit. Parmi les candidats libéraux triomphants, se trouvait un jeune homme plein d'avenir au nez fin pour sentir la direction du vent en politique, un certain M. Winston Churchill. Il cherchait aussi à être élu à Manchester, et s'imposa au quartier général sioniste là-bas, d'abord en attaquant les projets de lois étrangères du gouvernement Balfour (qui mettaient un frein à l'immigration à grande échelle venant d'endroits tels que la Russie) et ensuite en soutenant le sionisme. Là-dessus, « les juifs de Manchester s'alignèrent promptement derrière lui comme s'il était une sorte de Moïse moderne ; un de leurs leaders se leva lors d'une réunion entièrement juive, et annonça que “tout juif qui vote contre Churchill est un traître à la cause commune” » (M. R.C. Taylor). M. Churchill, une fois élu, devint sous-secrétaire aux Colonies. Son adhésion publique au sionisme fut un simple épisode significatif à ce moment-là ; trois décennies plus tard, après la mort de M. Balfour, elle devait avoir des conséquences aussi fatidiques que la propre aberration de M. Balfour.

Pour revenir à M. Balfour : ses pensées intimes concernaient beaucoup le sionisme. À aucun moment, d'après ce que les annales révèlent, il ne pensa aux habitants natifs de la Palestine, dont il allait provoquer l'expulsion dans le désert. Par coïncidence, l'élection tournait autour de la question du traitement prétendument cruel de quelques humbles êtres éloignés (c'est un exemple de la méthode propre à exciter les passions de « la foule », recommandée par le Dr Herzl et les *Protocoles*). Les électeurs ne connaissaient rien du sionisme et, quand ils y devinrent familiers par la suite, ils ne se soucièrent aucunement des Arabes menacés, parce que cet aspect de la question n'était pas mis sous leurs yeux par la presse alors « docile ». Cependant, en 1906, leurs sentiments s'enflammèrent à propos de « l'esclavage chinois » et (Manchester étant ce qu'elle est) ils en furent fortement indignés. À cette époque, des coolies chinois étaient liés par contrat à un travail de trois années dans les mines d'or sud-africaines. Ceux qui étaient choisis s'estimaient heureux, mais pour les buts électoraux propres à « inciter à la révolte » à Manchester, c'était de « l'esclavage », et la bataille fut menée et gagnée sur ce point.

Les libéraux victorieux oublièrent « l'esclavage chinois » immédiatement après le dépouillement des votes, (et quand leur tour d'être au pouvoir arriva, ils surpassèrent les conservateurs dans leur enthousiasme pour le sionisme).

Ainsi, tandis que les cris sur l'« esclavage chinois » résonnaient à ses fenêtres, M. Balfour, enfermé avec un émissaire sioniste de Russie, prépara quelque chose de pire que l'esclavage pour les Arabes de Palestine. Sa fascination était complète avant que l'entrevue ne commence, comme sa nièce et confidente de toute une vie (Mme Dugdale) le montre :

**« Son intérêt sur le sujet fut *aiguisé*… par le refus des juifs sionistes d'accepter l'offre de l'Ouganda… L'opposition réveilla en lui *une curiosité* qu'il ne trouvait aucun moyen de satisfaire… Il avait demandé à son président à Manchester de comprendre les raisons de l'attitude sioniste… L'intérêt de Balfour pour les juifs et leur histoire… trouva son origine *dans l'instruction à l'Ancien Testament* de sa mère, et dans son éducation écossaise. À mesure qu'il grandissait, son admiration intellectuelle et sa sympathie pour certains aspects des juifs dans le monde moderne lui semblèrent d'une importance immense. Je me revois, alors enfant, en train d'absorber de lui l'idée que la religion et la**

**civilisation chrétiennes étaient redevables au judaïsme d'*une dette incommensurable, mal remboursée*. »**

Tel était l'état d'esprit de M. Balfour quand il reçut le Dr Weizmann dans une pièce du Queen's Hotel, dans l'humidité et la brume de Manchester, en 1906. La proposition qui était devant lui, si elle était acceptée, signifiait l'ajout de la Turquie, en 1906, aux ennemis de l'Angleterre dans toute « future guerre mondiale », et, si la Turquie y était défaite, l'engagement par la suite dans une guerre perpétuelle avec le monde arabe.

Mais les calculs d'intérêt national, de principe moral et de diplomatie, si les citations ci-dessus représentent le test, avaient déserté l'esprit de M. Balfour.

Il était sous l'emprise d'un intérêt « aiguisé » et d'une « curiosité » insatisfaite ; on dirait les impressions romantiques qu'une jeune fille aurait sur l'amour. Il n'avait pas été élu pour décider de quelle « dette » le christianisme devait au judaïsme, ou s'il décidait qu'une dette était due, pour effectuer son remboursement, avec les fonds d'une tierce partie, à quelque démarcheur électoral prétendant au titre pour récolter des fonds. S'il *y avait* une quelconque dette identifiable et une quelconque cause rationnelle qui liait son pays à cette dette, et qu'il pouvait l'en convaincre, il aurait pu avoir un bon argument. Au lieu de cela, il décida à titre privé qu'il y avait une dette, et qu'il avait le droit de choisir, parmi des prétendants, en faveur d'un visiteur de Russie, quand la masse des juifs d'Angleterre rejetait toute notion d'une telle dette. L'Histoire ne mentionne pas chose plus étrange.

Le Dr Weizmann, quarante ans plus tard, rapporta que M. Balfour, qu'il avait rencontré, « n'avait que la notion la plus naïve et rudimentaire du mouvement » ; il ne connaissait même pas le nom du Dr Herzl, le plus proche auquel il pouvait arriver étant « Dr Herz ». M. Balfour était déjà emporté par son enthousiasme pour la cause inconnue. Il posa des objections formelles, mais apparemment uniquement pour le plaisir de les entendre repoussées, comme une fille pourrait objecter à la fugue amoureuse qu'elle désire secrètement.

Il fut très impressionné (comme le dit le Dr Weizmann) quand son visiteur dit : « M. Balfour, supposons que je doive vous offrir Paris au lieu de Londres, le prendriez-vous ? » « Mais, Dr Weizmann, nous avons

Londres », répondit-il. Le Dr Weizmann répliqua : « Mais nous, nous avions Jérusalem, quand Londres n'était qu'un marécage. » M. Balfour estima apparemment que c'était la raison concluante pour laquelle les juifs ashkénazes de Russie devaient être déplacés en Palestine. Cependant, le seul groupe de juifs dont il avait un droit quelconque de considérer l'intérêt, ceux d'Angleterre, avaient travaillé dur pour le dissuader de se faire empêtrer dans le sionisme, et il émit une dernière et faible objection: « C'est curieux, Dr Weizmann, les juifs que je rencontre sont tout à fait différents ». Le Dr Weizmann répondit : « M. Balfour, vous rencontrez le mauvais type de juif. » M. Balfour ne remit plus jamais en doute la prétention des sionistes de Russie à être le bon type de juif. « Ce fut par cette conversation avec Weizmann que je vis que la forme juive du patriotisme était unique. C'était le refus absolu de Weizmann de ne serait-ce que l'examiner » (la proposition de l'Ouganda) « qui m'impressionna » ; à ces mots, Mme Dugdale ajoute le commentaire : « plus Balfour pensait au sionisme, plus son respect pour lui et sa croyance en son importance grandissait. Ses convictions prirent forme avant la défaite de la Turquie dans la Grande Guerre, *transformant l'avenir entier pour les sionistes.* » Il transforma aussi l'avenir entier pour tout l'Occident et pour deux générations de ses fils. À cette réunion dans une chambre d'hôtel en 1906, la prophétie faite par Max Nordau en 1903 sur la forme de « la future guerre mondiale » reçut son accomplissement.

À mesure que cette guerre approchait, le nombre des hommes publics de premier plan qui soutenaient en secret le sionisme grandit rapidement. Ils se firent en fait co-conspirateurs, car ils n'informèrent le public d'aucune intention concernant la Palestine. Personne à l'extérieur du cercle intérieur de « l'intrigue labyrinthique » ne savait qu'ils avaient une intention à l'esprit, et qu'elle serait menée dans la confusion d'une grande guerre, quand l'examen parlementaire et populaire des actes de la politique nationale serait en suspens. Le dissimulation observée estampille le processus comme étant un processus conspirateur, originaire de Russie, et il porta ses fruits en 1917.

La réunion suivante entre le Dr Weizmann et M. Balfour eut lieu le 14 décembre 1914**16**. La Première Guerre mondiale venait alors de commencer. L'armée de métier britannique avait presque été anéantie en France, et la France elle-même risquait la catastrophe, tandis que seule la marine britannique se tenait entre l'Angleterre et les dangers les plus

graves. Une guerre, coûtant à la Grande-Bretagne et à la France environ trois millions de vies, se profilait, et la jeunesse de Grande-Bretagne se précipitait pour rejoindre la bataille. On supposait que la grande cause était celle du renversement du « militarisme prussien », la libération des « petites nations » et le rétablissement de « la liberté et de la démocratie. »

M. Balfour devait bientôt être rétabli à son poste. Ses pensées, quand il rencontra de nouveau le Dr Weizmann, étaient apparemment loin de la grande bataille en France. Son esprit n'était pas avec son pays ou son peuple. Il était avec le sionisme et la Palestine. Il débuta sa conversation avec le Dr Weizmann en disant : « Je pensais à cette conversation que nous avions eue » (en 1906) « et je crois que quand les armes se seront tues, *vous pourrez obtenir votre Jérusalem.* »

Les gens qui vécurent cette époque-là peuvent se rappeler du moment et voir combien ces pensées de M. Balfour étaient éloignées de tout ce qu'eux même supposaient être en jeu. En la personne de M. Balfour, le prophète Monk réapparut, mais cette fois armé du pouvoir de former le destin des nations. Évidemment, la « pression irrésistible » dans les coulisses avait acquis un grand pouvoir et était déjà des plus efficaces en 1914.

À ce moment-là, les Américains étaient également empêtrés dans cette toile de « l'intrigue labyrinthique », cachée à la vue générale, bien qu'ils ne la soupçonnassent pas. Ils craignaient les « enchevêtrements avec l'étranger » ; ils voulaient rester hors de la guerre et avaient un président qui promettait de les y maintenir éloignés. En fait, ils étaient quasiment dedans, car à ce moment-là, une « pression irrésistible » travaillait aussi efficacement à Washington qu'à Londres.

---

## NOTES DU CHAPITRE 28

15 À cet égard, les successeurs des tsars étaient exactement du même avis. Lénine écrivait en 1903 : « Cette idée sioniste est entièrement fausse et réactionnaire en essence. L'idée d'une nation juive séparée, qui est totalement intenable scientifiquement, est réactionnaire dans ses implications politiques… La question juive est : assimilation ou séparation ? Et l'idée d'un peuple juif est manifestement réactionnaire. » Et en 1913,

Staline réaffirmait ces propos. Le destin des Juifs, dit-il, était l'assimilation (dans un monde communiste, évidemment, selon son avis).

**16** Un exemple de la difficulté de tirer les faits au clair dans cette affaire : Mme Dugdale cite le Dr Weizmann comme ayant dit : « ne le revit pas avant 1916 », mais contredit cette déclaration par une autre déclaration faite par elle : « Le 14 *décembre* 1914, le Dr Weizmann avait un rendez-vous avec Balfour. » Cette mention implicite d'une seconde rencontre à cette date semble être confirmée par la propre déclaration du Dr Weizmann, qu'après avoir vu M. Lloyd George le 3 décembre 1914, il « donna immédiatement suite à la proposition de Lloyd George de voir M. Balfour. »

# Chapitre 29

# L'AMBITION DE M. HOUSE

Tandis que dans cette entreprise toujours secrète, M. Balfour et ses associés s'avançaient vers le pouvoir en Angleterre pendant la Première Guerre mondiale, un groupe semblable d'hommes prenait secrètement forme dans la République américaine. La machine politique qu'ils construisirent produisit son plein effet presque cinquante ans plus tard, quand le président Truman fonda réellement l'État sioniste en Palestine.

En 1900, les Américains s'accrochaient toujours à leur « rêve américain », et l'essence de cela était d'éviter les « enchevêtrements avec l'étranger. » En fait, l'attaque contre l'Espagne à Cuba en 1898 les avait déjà séparés de cet ancrage sécurisé, et les origines mystérieuses de cette petite guerre sont donc d'un intérêt continu. On provoqua le public américain pour qu'il explose en une frénésie guerrière, de la façon familière, quand on raconta que le *Maine* avait explosé dans le port de la Havane à cause d'une mine espagnole. Quand il fut renfloué, de nombreuses années plus tard, on découvrit que ses plaques avaient été soufflées vers l'extérieur par une explosion intérieure (mais à ce moment-là, « la foule » avait depuis longtemps perdu son intérêt pour la question).

L'effet de la guerre hispano-américaine (« l'enchevêtrement» ininterrompu des américains dans les affaires des autres) prêta une importance majeure à la question : qui devait exercer le pouvoir exécutif en Amérique, car la nature de n'importe quel « enchevêtrement » en dépendait clairement. La réponse à cette question, de nouveau, fut gouvernée par l'effet d'une guerre précédente, la Guerre de Sécession américaine de 1861-1865. Ses conséquences principales (peu comprises par les Nordistes et les Sudistes en lutte) furent de changer sensiblement la nature, d'abord de la population, ensuite du gouvernement de la République.

Avant la Guerre de Sécession, la population américaine était principalement irlandaise, irlando-écossaise, écossaise, britannique, allemande et scandinave, et à partir de cet amalgame, un individu distinctement « américain » se développa. Dans la suite directe de cette

guerre, l'ère de l'immigration sans restriction commença, qui en quelques décennies amena en Amérique des millions et des millions de nouveaux citoyens d'Europe de l'Est et du Sud. Ceux-ci comprenaient une grande masse de juifs des régions talmudiques de Russie et de la Pologne russe. En Russie le rabbinat s'était tenu entre eux et « l'assimilation », et cela continua quand ils atteignirent l'Amérique.

Ainsi, le XX^e siècle, à son début, lança-t-il la question : quel rôle leurs leaders acquérraient-ils dans le contrôle politique de la République et de ses entreprises étrangères ? Les événements postérieurs montrèrent que la conspiration de l'Est, sous ses deux formes, entra en Amérique par cette immigration massive. Le processus d'acquisition d'une mesure sans cesse croissante de pouvoir politique démarra dans les coulisses, vers 1900, et devait devenir le sujet principal de la vie nationale américaine durant les cinquante années suivantes.

L'homme qui le premier impliqua l'Amérique dans ce processus fut un certain M. Edouard Mandell House (populairement connu comme le colonel House, mais il n'avait fait aucun service militaire), un gentleman du Sud, principalement de descendance hollandaise et anglaise, qui grandit au Texas durant la période amère de la Reconstruction, qui suivit la Guerre de Sécession. Il constitue un personnage remarquable dans cette histoire. Comme d'autres connaisseurs exulteraient au goût d'un cognac rare, il adorait l'exercice secret du pouvoir par le biais des autres, et le confia avec franchise à son journal. Il fuyait la publicité (dit son éditeur, M. Charles Seymour) « par un sens de l'humour sardonique qui était chatouillé par la pensée qu'invisible et souvent insoupçonné, sans grande richesse ni poste élevé, par le simple pouvoir de la personnalité et du bon sens, il *détournait en réalité les courants de l'Histoire.* » Peu d'hommes ont exercé un si grand pouvoir en si totale irresponsabilité : « Il est assez facile pour quelqu'un *sans responsabilité* de s'asseoir autour d'un cigare et d'un verre de vin, et de décider de ce qu'il y a de mieux à faire », écrivit M. House.

Le choix des mots de son éditeur est exact ; M. House ne *guida* pas la politique nationale américaine, mais *la détourna vers* le sionisme, le soutien de la révolution mondiale et la promotion de l'ambition du gouvernement mondial. *Le fait* qu'il exerca le pouvoir secrètement est prouvé. *Ses motivations* pour l'avoir exercé dans cette direction-là sont difficiles à découvrir, car ses pensées (telles que révélées par son journal et

son roman) semblaient être si confuses et contradictoires qu'aucune image claire n'émerge d'elles.

L'immense rapport quotidien de son règne secret (les *Papiers Intimes)* exposa entièrement *comment* il travaillait. Il laisse sans réponse la question de ce qu'il voulait, en fin de compte, ou s'il savait même ce qu'il voulait ; quant à cela, son roman montre seulement un esprit rempli de notions démagogiques insensées, jamais clairement étudiées dans le détail. L'apostrophe ampoulée sur la page de garde est typique : « Ce livre est dédié aux nombreux malheureux qui ont vécu et sont morts en ayant manqué les opportunités, parce que dès le départ, la structure sociale mondiale était injuste » ; cela signifie apparemment que M. House, qui se prenait pour un homme religieux, avait une piètre opinion du travail d'une autorité précédente, décrite en ces mots : « Au commencement, Dieu créa le ciel et la terre ».

Dans la recherche des origines des idées politiques de M. House (qui furent d'abord apparentées au communisme ; plus tard dans sa vie, quand les dégâts étaient faits, il devint plus modéré), le chercheur est lancé sur des pistes significatives. Son éditeur trouve dans sa première pensée une note « réminiscente *de Louis Blanc et des révolutionnaires de 1848*. » Gardant cela en mémoire, j'ai dirigé antérieurement l'attention des lecteurs vers Louis Blanc, le révolutionnaire français qui, pendant un moment, en 1848, sembla susceptible de jouer le rôle de Lénine, et convoqua l'Assemblée des délégués des travailleurs, qui était une anticipation des Soviétiques de 1917.

De telles notions, chez un Texan de la fin du XIX$^{e}$ siècle, sont aussi inattendues que le bouddhisme chez un Esquimau. Néanmoins, M. House acquit ces idées dans sa jeunesse ; quelqu'un les avait implantées en lui. Son deuxième prénom, Mandell, était celui « d'un marchand juif de Houston, qui était l'un des amis les plus intimes de son père ; le fait que le père ait donné un nom juif à son fils *indique l'attitude de la famille envers cette race.* » (M. Arthur D. Howden, son biographe) Dans le roman de M. House, le héros refuse tout avancement pour aller vivre dans une chambre modeste de l'East Side avec un juif polonais, arrivé en Amérique après des émeutes antisémites à Varsovie, causées par le meurtre du fils d'un haut représentant gouvernemental, commis par « un jeune juif, harcelé au-delà de l'endurance. » Plus tard, le beau-frère et conseiller de M. House fut un

juif, le Dr Sidney Mezes, qui fut l'un des initiateurs du plan du gouvernement mondial de ce siècle dans sa toute première forme (The League to Enforce Peace (La Ligue d'Imposition de la Paix - NdT)).

C'est tout ce qui peut être mis à jour sur l'atmosphère intellectuelle de la période formatrice de l'esprit de M. House. Dans un de ses passages les plus révélateurs, M. House lui-même commente la suggestion d'idées faite à d'autres, et montre, apparemment sans le comprendre, à quel point il était impuissant en fin de compte, lui qui pensait être tout-puissant : « Avec le président, comme avec tous les autres hommes que j'ai cherché à influencer, c'était invariablement mon intention de lui faire penser que les idées qu'il tirait de moi étaient les siennes propres… Normalement, pour dire la vérité, *l'idée ne m'était pas originale… La chose la plus difficile au monde est de suivre à la trace n'importe quelle idée jusqu'à sa source*… Nous pensons souvent qu'une idée nous est originale quand, à la simple vérité, *elle a été inconsciemment absorbée de quelqu'un d'autre.* »

Il commença à apprendre la politique au Texas, quand il n'avait que dix-huit ans, percevant alors, pendant une élection présidentielle (1876), que :

**« …deux ou trois hommes au Sénat et deux ou trois à la Chambre, et le président lui-même, dirigeaient le gouvernement. Les autres n'étaient que des hommes de paille…**

**Par conséquent, je n'avais aucune ambition d'avoir une fonction, ni n'avais aucune ambition de parler. » (Il met la même idée dans la bouche d'un politicien, dans son roman de 1912)**

**« À Washington… j'ai constaté que le gouvernement était dirigé par quelques hommes ; qu'à l'extérieur de ce petit cercle, personne n'avait beaucoup d'importance. C'était mon ambition d'y faire irruption si cela était possible, et mon ambition a maintenant fait un bond, au point de vouloir, non seulement en faire partie, mais plus tard, être CELA…**

**Le président m'a demandé d'entreprendre la direction de sa campagne… Il a été nommé et réélu à une écrasante majorité… et j'étais maintenant bien à l'intérieur du cercle enchanté, et à portée de mon désir suivant de n'avoir aucun rival…** ***J'enroulai un fil presque invisible autour du peuple, qui le maintenait fermement…*** **)**

Dans cet esprit, M. House entra en politique au Texas :

**« Je commençai en haut plutôt qu'en bas… cela est mon habitude de mettre *quelqu'un d'autre à la tête théoriquement,* de sorte que je puisse faire le véritable travail sans être dérangé par les demandes qui sont faites à un président… Chaque responsable des campagnes que je dirigeai recevait publicité et applaudissements tant de la presse que du peuple, pendant la campagne… ils quittaient l'attention du public en quelques mois… et pourtant, quand la campagne suivante arrivait, le public et la presse acceptaient avec autant d'impatience un autre homme de paille. »**

M. House utilisa le Texas plus ou moins comme un jeune acteur prometteur pourrait utiliser la province. Il réussit si bien comme organisateur de parti qu'au changement de siècle, il était le vrai dirigeant de l'État, et était assis quotidiennement dans le bureau de son gouverneur (nommé par M. House et oublié depuis longtemps) au Capitole, où il choisissait des sénateurs d'État et des membres du Congrès, et traitait les requêtes des nombreux officiels qui assiègent habituellement un gouverneur d'État. La tournée provinciale accomplie, il se prépara à conquérir la capitale. En 1900, il était « lassé du poste que j'occupais au Texas » et était « prêt à participer aux affaires nationales. » Après une préparation supplémentaire, il commença en 1910, alors que la Première Guerre mondiale approchait, *« à rechercher un candidat approprié à la nomination démocrate pour l'élection présidentielle.* »

Ainsi M. House, âgé de cinquante ans, était-il un faiseur de présidents. Avant de lire ses *Papiers Intimes,* j'étais très impressionné par « la connaissance étrange » affichée par un sioniste américain majeur, le rabbin Stephen Wise, qui en 1910, dit devant un auditoire du New Jersey : « Mardi, M. Woodrow Wilson sera élu gouverneur de votre État ; il n'achèvera pas son mandat comme gouverneur ; en novembre 1912, il sera élu président des États-Unis ; il sera investi président pour la deuxième fois. » C'était de la préconnaissance, à la manière de celle révélée par les *Protocoles,* Léon Pinsker et Max Nordau, mais une recherche approfondie révéla que le rabbin Wise la tenait du colonel House !

Apparemment, M. Wilson avait été étudié de près par le groupe d'hommes secrets qui était en passe de fusionner, car ni M. House, ni le rabbin Wise à ce moment-là ne l'avaient rencontré ! Mais M. House «

devint convaincu qu'il avait trouvé son homme, bien qu'il ne l'eût jamais rencontré… “Je me suis tourné vers Woodrow Wilson… comme étant le seul homme… qui en tous points se montrait à la hauteur de la tâche” » (M. Howden). La mesure standard utilisée est indiquée dans un passage postérieur : « L'ennui avec l'obtention d'un candidat à la présidence, c'est que l'homme qui est le mieux adapté pour cette place ne peut être désigné, et, s'il était désigné, il ne pourrait être élu. Le Peuple prend rarement le meilleur homme adapté au poste ; il est donc nécessaire de travailler pour le meilleur homme qui puisse être désigné et élu, et en ce moment, Wilson semble être cet homme. » (Cette description, de nouveau, est qualifiée par l'allusion, dans le roman de M. House, aux méthodes utilisées par un groupe puissant pour élire « sa *créature* » à la présidence).

L'idée sioniste s'associa à l'idée révolutionnaire - parmi le groupe d'hommes qui était en train de secrètement choisir M. Woodrow Wilson pour la présidence - en la personne de ce rabbin Stephen Wise (né à Budapest, comme Herzl et Nordau). Il était l'organisateur sioniste en chef en Amérique, et en tant que tel, représentait encore une sorte de curiosité parmi les juifs d'Amérique, qui à cette époque rejetaient le sionisme et se méfiaient « des juifs de l'Est. » Jusqu'en 1900, comme le dit le rabbin Wise, le sionisme en Amérique se limitait aux juifs immigrants de Russie, qui l'avaient amené avec eux des ghettos talmudiques de là-bas ; la masse des juifs américains était d'origine allemande, et rejetaient catégoriquement le sionisme.

Entre 1900 et 1910, un million de nouveaux immigrants juifs arrivèrent de Russie, et, sous organisation sioniste, commencèrent à former un corps important d'électeurs ; là était le lien entre M. House (dont la stratégie électorale sera décrite) et le rabbin Wise. Le rabbin Wise, qui était principalement connu comme orateur militant, pour ne pas dire agitateur, concernant les questions relatives au travail, n'était alors pas un personnage juif représentatif, et néanmoins (comme le Dr Weizmann en Angleterre), il était l'homme à qui les potentats politiques donnaient *secrètement* les entrées et prêtaient l'oreille.

La force de ce groupe secret est montrée par le fait qu'en 1910, quand M. House eut confidentiellement décidé que M. Wilson devait être le prochain président, le rabbin Wise proclama publiquement qu'il le *serait*, et pour deux mandats. Cela nécessitait un remaniement la politique du rabbin,

car il soutenait toujours le Parti républicain ; après la sélection secrète de M. Wilson par M. House, le rabbin Wise passa au Parti démocrate. Ainsi, les idées « révolutionnaires » confuses de M. House et celles parfaitement claires du sionisme arrivèrent-elle ensemble sur le seuil de la Maison Blanche. L'entente au sein du groupe était cordial : M. Wise déclare (après l'élection) que « nous avons reçu une aide chaleureuse et encourageante de la part du colonel House, ami intime du président… *House a non seulement fait de notre cause l'objet de son attention particulière, mais a servi d'officier de liaison entre l'administration de Wilson et le mouvement sioniste.* » Le parallèle étroit entre le cours de ces procédés secrets en Amérique et ceux en Angleterre est montré ici.

Le secret de la mainmise de M. House sur le Parti démocrate repose sur la stratégie qu'il avait inventée pour gagner les élections. Le Parti démocrate n'avait pas été au pouvoir depuis presque cinquante ans sans interruption, et House avait inventé une méthode qui faisait de la victoire une quasi-certitude mathématique. Le Parti démocrate devait, en fait, devoir ses victoires en 1912 et 1916, aussi bien que les victoires du président Roosevelt et du président Truman en 1932, 1936, 1940, 1944 et 1948, à l'application du plan de M. House. Dans ce plan électoral, qui dans son domaine mérite peut-être le nom de génie, se trouve l'effet persistant de M. House sur la vie de l'Amérique ; ses *idées* politiques n'étaient jamais formées de façon claire, et il les changeait fréquemment, si bien qu'il forgea un instrument par lequel les idées *des autres* furent mises en application ; *l'instrument* lui-même fut brillamment conçu.

En essence, c'était un plan pour obtenir le vote massif des « natifs de l'étranger » - les nouveaux immigrés – en faveur du Parti démocrate, en faisant appel à leurs sentiments raciaux et leur réflexes émotionnels particuliers. Il fut mis au point de façon très détaillée, et réalisé d'une main de maître, dans cette branche particulière que sont les sciences politiques.

Ce qui est unique et prodigieux dans ce plan, c'est que M. House le publia anonymement, la même année 1912, où M. Wilson, secrètement « choisi », fut officiellement désigné et élu. Au cours de cette année chargée, M. House trouva le temps d'écrire en trente jours un roman intitulé *Philip Dru : Administrator* (ce terme inhabituel rappelle l'allusion des *Protocoles* aux « administrateurs [que] nous choisirons… »). Le chapitre intitulé « La fabrication d'un président », qui n'est manifestement pas une fiction,

transforme ce roman presque illisible en un document historique de première importance.

Dans ce chapitre de son roman (que M. House fut poussé à publier par son mentor assidu, le Dr Sidney Mezes), un sénateur américain du nom de Selwyn est décrit comme se préparant à « diriger la Nation d'une main absolue, et pourtant, on ne saurait pas que c'est lui, le pouvoir dirigeant. » Selwyn est M. House. Apparemment, il ne put résister à la tentation de donner un indice de son identité, et fit en sorte que « Selwyn » invite l'homme qu'il avait choisi comme président-marionnette (« Selwyn recherche un Candidat ») à « dîner chez moi, dans mes salons à *Mandell House*. »

Auparavant, Selwyn invente « un plan infâme », de concert avec un certain John Thor - « le grand prêtre de la finance » - plan par lequel « une organisation complète et compacte », utilisant *« une tromperie des plus ignobles eu égard à ses opinions et intentions réelles,* pourrait « élire *sa créature* à la présidence ». Le financement de cette ligue secrète était « simple. » « L'influence de Thor dans toute l'Amérique commerciale était absolue… Thor et Selwyn choisirent les mille » (millionnaires) « qui devaient donner chacun dix mille dollars… Thor devait dire à chacun d'eux qu'il y avait une question, touchant au bien commun de la fraternité des affaires, qui nécessitait vingt mille dollars, et que lui, Thor, en fournirait dix, et voulait que chacun en fournisse autant… Il n'y avait que quelques hommes d'affaire… qui ne s'estimaient pas heureux de se voir convoqués à New York par Thor, et qu'on leur demande de le rejoindre aveuglément dans un financement dont le but était la sauvegarde des richesses ». L'argent de ce « grand fonds de corruption » est placé par Thor dans différentes banques, versé sur demande, par Selwyn, sur les comptes d'autres banques, et depuis ces dernières, transféré à la banque personnelle du gendre de Selwyn ; « le résultat fut que le public n'aurait aucune chance d'être au courant du fonds, ni de la manière dont il était dépensé. »

Sur cette base de financement, Selwyn choisit sa « créature », un certain Rockland, (M. Wilson), qui, en dînant avec Selwyn à « Mandell House », s'entend dire que sa responsabilité en tant que président sera « diffuse » : « bien qu'un président possède le droit constitutionnel d'agir seul, il n'a aucun droit moral d'agir en contradiction des principes et traditions de son parti, *ou des conseils* des leaders du parti, car le pays

accepte le candidat, le parti et *les conseillers* du parti comme un tout, et non séparément » (ce passage ressemble fortement aux allusions des *Protocoles* à « la responsabilité des présidents » et à l'autorité suprême de leurs « conseillers. »)

Rockland acquiesce humblement à cela. (Après l'élection, « enivré par le pouvoir et l'adulation des flagorneurs, à une ou deux reprises, Rockland s'affirme et agit sur des questions importantes sans s'être d'abord entretenu avec Selwyn. Mais, après avoir été violemment attaqué dans les journaux de Selwyn… *il ne fit aucune nouvelle tentative d'indépendance.* Il se sentait tout à fait impuissant entre les mains de cet homme fort, et en effet, il l'était. »

Ce passage du roman de M. House *de 1912*, écrit avant l'investiture de M. Wilson, pourrait être comparé à un passage des *Papiers Intimes* de M. House, *de 1926*, rapportant sa véritable relation avec le candidat pendant la campagne électorale. Ce passage affirme que M. House rédigea les discours du candidat à la présidentielle, et le chargea de ne tenir compte d'aucun autre conseil, sur quoi M. Wilson admit des imprudences, et promit *« de ne pas agir en indépendant à l'avenir.* » Dans le roman, on voit Selwyn en train de raconter à Thor la tentative de Rockland d'échapper à la sujétion : « Quand il raconta les efforts de Rockland pour se libérer, et la manière dont il l'avait ramené, se tordant sous son échec, ils rirent joyeusement » ; ce chapitre est intitulé « Les conspirateurs jubilants »).

Un autre chapitre montre *comment* l'élection de la « créature » fut accomplie. Le plan qui est décrit transforme pratiquement la campagne électorale en une science exacte, et gouverne toujours la campagne électorale en Amérique. Il est basé sur le calcul fondamental de M. House selon lequel environ 80 pour cent des électeurs voteraient, quelles que soient les circonstance, pour un des deux partis rivaux dans des proportions à peu près égales, et cette dépense d'argent et d'effort doit donc se concentrer sur les « 20 pour cent fluctuants. » Puis, il analyse ces 20 pour cent en détail, jusqu'à ce que le petit résidu soit isolé, sur lequel l'effort extrême doit être appliqué. Chaque once ou centime de dépenses inutiles est éliminé, et une masse d'énergie est libérée, qui doit être dirigée contre le petit corps d'électeurs qui peut faire pencher le résultat. Ce plan a tant fait pour « détourner » le cours des événements en Amérique et dans le monde qu'il faut ici le résumer en détail.

Selwyn commence la campagne d'investiture en éliminant tous les États dans lesquels l'un ou l'autre parti est sûr de gagner. De cette façon, il est libre de consacrer toute ses pensées aux douze États indécis, sur les votes desquels l'élection se déciderait. Il divise ceux-ci en groupes de cinq mille électeurs, nommant pour chaque groupe un homme sur place, et un autre au siège national. Il calcule que sur les cinq mille, quatre mille, en parts égales, ne pourraient probablement pas être détournés de son propre parti ou de l'autre, et cela fait tomber son analyse *à mille* électeurs indécis - dans chaque groupe de cinq mille dans les douze États - sur lesquels se concentrer. L'homme local est chargé d'obtenir toute les informations possibles sur leur « race, religion, profession et anciens liens de parti », et de les expédier à l'homme national responsable du groupe en question, qui est alors chargé d'atteindre *chaque individu* au moyen de « la littérature, de la persuasion ou peut-être par quelque argument plus subtil. » Le devoir des deux agents pour chaque groupe, un sur le terrain et l'autre au siège, est à eux deux de « ramener une majorité, sur les mille votes qui étaient à leur charge. »

Entre-temps, les directeurs de l'autre parti envoyaient « des tonnes d'imprimés à leur siège de l'État, qui, à son tour, les distribuait aux organismes de province, où ils étaient déposés dans un coin et donnés aux visiteurs quand il le demandaient. Le comité de Selwyn en utilisait le quart, mais chaque imprimé arrivait dans une enveloppe scellée, avec une lettre cordiale, adressée à un électeur qui n'avait pas encore décidé pour qui voter. L'opposition envoyait à grands frais des orateurs d'un bout à l'autre du pays… Selwyn envoyait des hommes au sein de ses groupes pour persuader personnellement chacun des mille électeurs hésitants de soutenir la liste Rockland. »

Par cette méthode des plus habiles d'analyse, d'élimination et de concentration, Rockland, dans le roman, (et M. Wilson, dans la réalité) fut élu en 1912. L'appel concentré aux « mille électeurs hésitants » de chaque groupe fut particulièrement axé sur l'émotion de la « race, du credo et de la couleur », et les objets d'attention furent évidemment choisis en ayant cela à l'esprit. « Ainsi, Selwyn gagna-t-il et Rockland devint la pierre angulaire de la voûte qu'il avait entrepris de construire. »

Le reste du roman est sans importance, mais contient quelques autres points significatifs. Son sous-titre est « Une Histoire de Demain, 1920-

1935 ». Le héros, Philip Dru, est un jeune sorti de West Point et influencé par Karl Marx, qui est élu leader d'un mouvement de masse par acclamation lors d'un rassemblement d'indignation après que la conspiration de Selwyn et Thor fut devenue connue. La façon dont cela est révélé est également intéressante ; Thor fait poser un microphone dans sa pièce (chose peu connue en 1912, mais aujourd'hui presque aussi familière en politique que le Stateman's Yearbook[17]) et, oubliant de le débrancher, sa « jubilante » conversation avec Selwyn après l'élection de Rockland est découverte par sa secrétaire, qui la donne à la presse ; un épisode des plus invraisemblables est que la presse la publie ! Alors, Dru rassemble une armée (armée, apparemment par magie, de fusils et d'artillerie), défait les forces du gouvernement en une seule bataille, marche sur Washington et se proclame « Administrateur de la République ». Sa première action majeure (et celle du président Wilson) est d'introduire « un impôt progressif sur le revenu, n'exemptant aucun revenu quelqu'il soit » (le Manifeste communiste de Karl Marx exigeait « un lourd impôt sur le revenu, progressif ou graduel » ; les *Protocoles*, « un impôt progressif sur la propriété »).

Dru attaque ensuite le Mexique et les républiques de l'Amérique Centrale, les vainquant aussi lors d'une seule bataille et les unissant ensuite sous le drapeau américain, qui dans le chapitre suivant devient également « l'emblème incontesté de l'autorité » sur le Canada et les Anglais, les Français et d'autres possessions des Antilles. Selwyn et Philip Dru sont manifestement tous deux M. House. Selwyn est l'organisateur de parti superbement efficace et le secret détenteur du pouvoir ; Dru est « le rêveur utopique » (les *Protocoles*) embrouillé qui ne sait pas quoi faire du pouvoir quand il l'obtient. Inévitablement, à la fin, M. House ne savait pas quoi faire avec deux personnages qui étaient en vérité un seul homme, et fut contraint de les fusionner, pour ainsi dire, en faisant de Selwyn, à l'origine le scélérat de l'histoire, le confident et compagnon intime de Dru. Après cela, il semble également clair qu'il ne savait pas quoi faire avec Dru, hormis le faire poursuivre par des ours. Il le mit donc sur un bateau se dirigeant vers une destination inconnue, avec Gloria (une fille en mal d'amour qui pendant cinquante chapitres doit écouter les plans incohérents de Dru pour refaire le monde), et conclut : « Heureuse Gloria ! Heureux Philip !… Où partaient-ils ? Reviendraient-ils ? C'étaient les questions que tous se posèrent, mais auxquelles personne ne put donner de réponse ».

En fait, rares sont ceux qui ont pu réussir à terminer ce roman, et personne ne se serait soucié de savoir où allaient Philip et Gloria, à une exception près. Il y avait au monde un être solitaire pour qui l'histoire dut comporter une signification aussi terrible et vraie que le Portrait de Dorian Gray pour Dorian : M. Woodrow Wilson. À cet égard, *Philip Dru : Administrator* est un ouvrage unique. Deux questions hantent le chercheur. M. Wilson le lit-il ? Qui souffla à M. House (ou à *son* souffleur) de publier cette illustration exacte de ce qui se passait, au moment même où « la créature » était désignée et élue ? Considéré sous cette lumière, le livre devient un ouvrage de moquerie sadique, et le lecteur prend conscience que le groupe d'hommes qui entourait M. House devait être aussi malveillant que ceux qui sont décrits dans le chapitre « Les conspirateurs jubilants ».

Peut-on envisager que M. Wilson ne l'ait *pas* lu ? Parmi ses ennemis et ses amis, au cours d'une campagne électorale, quelqu'un a dû le mettre dans ses mains. Le chercheur en Histoire doit nécessairement demander si la lecture de ce livre, à cette période-là ou par la suite, put causer l'état mental et physique dans lequel il tomba peu après. On peut en donner quelques descriptions contemporaines en guise d'illustration (bien qu'elles anticipent un peu la chronologie du récit). M. House écrivit plus tard à propos de l'homme qu'il avait « choisi » et avait fait élire (« le seul qui en tout point se montrait à la hauteur du poste ») : « Je pensai *à ce moment-là* » (1914) « et à plusieurs occasions par la suite, que le président voulait mourir ; certainement, son attitude et son état mental indiquaient qu'il n'avait *aucun appétit de vivre*. » Alors que M. Wilson était président depuis peu, M. Horace Plunkett, l'ambassadeur britannique, écrivit à M. House : « J'ai présenté mes respects au président, et j'ai été *choqué* de lui voir l'air si épuisé ; le changement depuis janvier dernier est terriblement marqué. » Six ans plus tard, William Wiseman, un émissaire gouvernemental britannique, dit à M., House : « J'ai été *choqué* par son aspect… Son visage était tiré et d'une couleur grise, et se convulsait fréquemment dans un effort pitoyable pour contrôler ses nerfs qui avaient lâché. » (1919)**18**

Apparemment, la clé du chagrin est de recevoir une haute fonction en tant qu'instrument d'autres personnes qui restent dans l'ombre. M. Wilson prend inévitablement un air spectral quand on l'examine à la lumière de ce récit en cours de déroulement. M. House, le rabbin Wise et d'autres autour de lui semblèrent le contempler de la même façon que les collectionneurs contempleraient un spécimen épinglé. Vu l'état des choses, il dût être guidé

par la conjecture, plutôt que par la révélation, lorsqu'à l'âge de vingt ans il décida qu'il serait un jour président. On le savait, et le rabbin Wise lui demanda un jour :

« Quand avez-vous pensé ou rêvé pour la première fois à la présidence ? » Comme le rabbin en savait tellement plus que le président sur la manière dont le rêve avait été réalisé, il était peut-être ironique, et fut manifestement surpris dans sa déférence habituelle quand M. Wilson répondit : « Il n'y eut jamais un moment après mon diplôme obtenu à l'université Davidson en Caroline du Sud où je ne m'attendais pas à devenir président », si bien que le rabbin demanda sardoniquement : « Même quand vous étiez enseignant dans une université de filles ! » M. Wilson, apparemment toujours inconscient, répéta : « Il n'y eut jamais un moment où je ne m'attendai pas et ne me préparai pas à devenir président. »

Entre « le choix » secret de M. Wilson par M. House en 1910 et sa nomination publique pour la présidentielle en 1912, il fut poussé à rendre un hommage public au sionisme ; à ce moment, les Américains commencèrent à s'impliquer, de même que le peuple britannique s'était effectivement engagé à partir de l'offre de l'Ouganda en 1903. M. Wilson, dans sa préparation à la campagne, fit un discours sur « Les droits des juifs », dans lequel il dit : « Je ne suis pas ici pour exprimer notre sympathie envers nos concitoyens juifs, mais pour *rendre évident notre sentiment d'identité avec eux. Ceci n'est pas leur cause ; c'est celle de l'Amérique. »*

Cela ne pouvait signifier qu'une chose ; c'était une déclaration de politique étrangère, si M. Wilson était élu. Il n'y avait aucune nécessité de « rendre évident le sentiment d'identité » entre les Américains et les Américains, et les juifs en Amérique étaient en tous points libres et égaux ; seul un refus de s'identifier à l'Amérique pouvait altérer cela, et M. Wilson proclama dans les faits ce refus. Il déclarait spécifiquement que « l'identité » juive était différente et séparée, et que l'Amérique, sous lui, soutiendrait cette auto-ségrégation comme une cause.

Pour les initiés, c'était un engagement envers le sionisme. C'était aussi une allusion et une menace indirectes à la Russie, car l'implication des mots de M. Wilson était qu'il reconnaissait les juifs en Russie (qui étaient alors les seuls sionistes organisés) en tant que représentants de *tous* les juifs. Ainsi, il reprit le rôle de Balfour dans la production américaine de ce drame.

À cette époque, toute la propagande sioniste était dirigée contre la Russie. Environ trente ans avaient passé depuis l'assassinat du tsar Alexandre II, qui s'était attiré l'hostilité des révolutionnaires par sa tentative de présenter une constitution parlementaire (le Dr Kastein fit remarquer que la participation juive à l'assassinat était « naturelle. ») Son successeur, Alexandre III, fut forcé de se consacrer au combat contre la révolution. À l'époque de M. Wilson, le tsar Nicolas II reprenait la tentative d'Alexandre le Libérateur de pacifier et d'unifier son pays en accordant le droit de vote au peuple, et rencontrait une fois encore une opposition acharnée de la part des sionistes talmudiques.

Puis, au moment même où M. Wilson fit son attaque implicite envers « l'intolérance » russe, l'assassinat fut à nouveau utilisé en Russie afin de détruire l'œuvre de Nicolas II. Pendant la révolution de 1906, il avait publié un décret impérial faisant de la Russie une monarchie constitutionnelle, et en 1907, il introduisit le *suffrage universel.* Les révolutionnaires craignaient cette mesure de libération plus qu'ils ne craignaient n'importe quel Cosaque, et utilisèrent l'Assemblée populaire, quand elle se réunit pour la première fois, pour déclencher un tumulte déchaîné, si bien qu'on dut la dissoudre. Le tsar choisit alors pour Premier ministre un diplomate éclairé, le comte Stolypine, qui par décret ordonna *une réforme agraire suivie par de nouvelles élections.* Le résultat fut qu'au second parlement, il reçut une grande ovation, et les révolutionnaires furent mis en déroute (environ 3.000.000 de paysans sans terre devinrent propriétaires de leur terre).

L'avenir de la Russie à ce moment-là semblait plus brillant que jamais auparavant. Stolypine était un héros national et écrivait : « Notre but principal est de fortifier la population agricole. Toute la force du pays repose dessus… *Donnez à ce pays dix ans de tranquillité intérieure,* et vous ne reconnaîtrez pas la Russie ».

Ces dix années tranquilles auraient changé le cours de l'histoire pour le mieux ; au lieu de cela, la conspiration intervint et provoqua les dix jours qui bouleversèrent le monde. En 1911, le comte Stolypine se rendit à Kiev, où le tsar devait inaugurer un monument au libérateur assassiné, Alexandre II, et il fut abattu lors d'une représentation de gala au théâtre, par un révolutionnaire juif, Bagroff (en 1917 un commissaire juif, découvrant

qu'une jeune fille, parmi certains fugitifs, était la fille du comte Stolypine, se hâta de l'abattre).

C'est arrivé *en septembre 1911 ; en décembre 1911,* M. Wilson, le candidat, faisait son discours exprimant « un sentiment d'identité » avec « la cause » juive. *En novembre 1911,* M. Wilson avait pour la première fois rencontré l'homme, M. House, qui l'avait « choisi » en 1910 (et qui avait alors déjà « aligné tous mes amis politiques et partisans » sur le soutien de M. Wilson). M. House annonça à son beau-frère : « Jamais auparavant n'ai-je trouvé *à la fois l'homme et l'opportunité. »*

Avant l'élection, M. House dressa une liste de membres du Conseil des ministres (voir *Philip Dru),* en concertation avec un certain M. Bernard Baruch, qui entre maintenant dans ce récit. Il se pourrait bien qu'il soit le plus important de tous les personnage qui y apparaîtront au cours des cinquante années suivantes, car il devait se faire connaître comme « conseiller » de plusieurs présidents, et dans les années 1950, il conseillait toujours le président Eisenhower et M. Winston Churchill. En 1912, il n'était publiquement connu qu'en tant que financier qui avait hautement réussi. Son biographe déclare qu'il contribua pour $ 50.000 à la campagne de M. Wilson.

Puis, pendant la campagne électorale, on fit sentir le mors à M. Wilson. Après des imprudences initiales, il promit à M. House (tel que cité plus tôt, et comparé à *Philip Dru)* « de ne pas agir en indépendant à l'avenir. » Immédiatement après l'élection, il reçut le rabbin Stephen Wise « pour une longue session » au cours de laquelle ils discutèrent « des affaires russes, en se référant spécialement au traitement des *juifs »* (M. Wise). Au même moment, M. House déjeunait avec un certain M. Louis D. Brandeis - juriste éminent, et juif - et rapporta que « son esprit et le mien sont en accord concernant la plupart des questions *qui se posent maintenant à nous*. »

Ainsi, trois des quatre hommes dans l'entourage de M. Wilson étaient des juifs et tous les trois, à une étape ou une autre, jouèrent des rôles majeurs en promouvant la re-ségrégation des juifs par le biais du sionisme et de son ambition palestinienne. À ce moment-là, M. Brandeis et le rabbin Wise étaient les sionistes principaux en Amérique et M. Brandeis, alors qu'il fait son entrée dans l'histoire, mérite un paragraphe.

Il était distingué en apparence et en intellect, mais ni lui ni un autre avocat n'auraient pu définir ce qui, en lui, constituait « un juif ». Il ne

pratiquait pas la religion judaïste, que ce soit dans sa version orthodoxe ou réformée, et écrivit une fois : « Durant la plus grande partie de ma vie, mon contact avec les juifs et le judaïsme fut léger, et je pensai peu à leurs problèmes. » Sa conversion était du genre irrationnel et romantique (rappellant M. Balfour) : un jour, en 1897, il lut au petit déjeuner un compte-rendu du discours du docteur Herzl au Premier Congrès sioniste, et dit à sa femme : « Voilà une cause à laquelle je pourrais donner ma vie. »

Ainsi, le juif américain totalement assimilé fut-il transformé en un clin d'œil. Il afficha l'ardeur du converti dans ses attaques ultérieures contre « l'assimilation » : « L'assimilation ne peut être *évitée* à moins que, *dans la Patrie*, un centre soit rétabli, à partir duquel l'esprit juif puisse rayonner . » Les sionistes de la Russie ne firent jamais confiance à ce produit de l'assimilation qui voulait maintenant se désassimiler.

Ils détestaient ses discours fréquents sur « l'américanisme. » Il disait : « Mon approche du sionisme se fit par l'américanisme », et pour les talmudistes cela revenait à dire que le sionisme pouvait être approché par le « russianisme », qu'ils étaient résolus à détruire. En fait, il était illogique de préconiser la forme la plus féroce de ségrégation raciale tout en prétendant admirer l'assimilationisme américain, et M. Brandeis, avec toute ses compétences d'avocat, semble ne jamais avoir vraiment compris la nature du sionisme. Il devint le Herzl des sionistes américains (le rabbin Stephen Wise était leur Weizmann), et fut brutalement abandonné après avoir rempli son rôle. Cependant, au moment décisif, en 1917, il joua un rôle décisif.

Tel était le regroupement autour d'un président captif tandis que la République américaine s'avançait vers l'engagement dans la Première Guerre mondiale, et telle était la cause qui allait être poursuivie à travers lui, et à travers l'engagement de son pays. Après son élection, M. House prit en main sa correspondance, décida qui il devait voir ou ne pas recevoir, dit aux membres du cabinet ce qu'ils devaient dire ou ne pas dire, etc… Entre temps, il avait aussi trouvé le temps d'écrire et de publier ce roman étonnant. Il voulait *le pouvoir* et l'obtint, mais ce qu'il voulait d'autre, suite à cela, il ne le décida jamais. Ainsi, son ambition était-elle sans but, et rétrospectivement, il ressemble maintenant à Savrola, le héros du roman d'un autre politicien, dont l'auteur, M. Winston Churchill, dit : « L'ambition

était la force motrice, et Savrola était impuissant à y résister ». À la fin de sa vie, M. House, seul et oublié, détestait Philip Dru.

Mais entre 1911 et 1919, la vie fut délicieuse pour M. House. Il adorait le sentiment de pouvoir pour le pouvoir, et de plus était trop gentil pour vouloir nuire à Rockland à la Maison Blanche : « C'était invariablement mon intention, avec le président comme avec tous les autres hommes que j'ai cherché à influencer, qu'il pense que les idées qu'il tirait de moi étaient les siennes. Dans la nature des choses, j'ai plus réfléchi à de nombreuses choses que le président, et j'avais eu l'occasion d'en discuter plus en profondeur que lui. Mais aucun homme n'aime honnêtement voir un autre homme diriger ses conclusions. Nous sommes tous un peu vaniteux sur ce point. La plupart des gens sont bien trop guidés par la vanité personnelle, dans leurs actes. Il se trouve que ce n'est pas mon cas. Ca m'est égal qui obtient le mérite pour une idée que j'ai transmise. Le principal est que l'idée fonctionne. Habituellement, à dire vrai, *l'idée n'était pas de moi…* » (M. Howden, déjà cité).

Ainsi, quelqu'un « dirigea » M. House, qui dirigea M. Wilson, vers la conclusion qu'un groupe d'hommes dans les régions talmudiques de Russie devaient être mis en possession de la Palestine, avec la conséquence évidente qu'une source permanente de guerre mondiale serait établie là-bas, et que les juifs du monde seraient à nouveau isolés de l'humanité. Dans ce plan, la destruction de la Russie et la diffusion de la révolution mondiale étaient aussi impliquées de manière prévisible.

À cette période (1913), un événement se produisit, qui sembla peu important alors, mais qu'il faudrait rapporter ici, à cause de sa conséquence importante par la suite. En Amérique, il y avait une organisation appelée *B'nai B'rith* (« les Enfants de l'Alliance », en hébreu). Fondée en 1843 comme loge fraternelle exclusivement réservée aux juifs, on la qualifia d'« institution purement américaine », mais elle créa des branches dans de nombreux pays, et prétend aujourd'hui « représenter tous les juifs du monde entier », au point qu'elle semble faire partie de l'arrangement que le Dr Kastein décrit comme « l'Internationale juive. » En 1913 B'nai B'rith créa une minuscule ramification, l'« Anti-Defamation League » [Ligue Anti-Diffamation – NdT]. Elle devait prendre une taille et un pouvoir immense ; avec elle, l'État-dans-les-États se dota d'une sorte de police secrète, et elle réapparaîtra dans cette histoire.

Avec l'accession de M. Wilson et du groupe derrière son siège de président, le décor fut installé pour la guerre qui était sur le point de commencer. La fonction de l'Amérique, dans sa promotion du grand « dessein » supranational par le biais de cette guerre, devait être celle d'auxiliaire. Dans cette première étape, l'Angleterre fut choisie pour le premier rôle, et l'objectif principal - le contrôle du gouvernement britannique - n'avait pas été entièrement acquis quand la guerre commença.

Ainsi, l'histoire retraverse maintenant l'Atlantique jusqu'en Angleterre, où M. Balfour était en passe de reprendre à nouveau ses fonctions. Les personnages marquants d'Angleterre étaient toujours résistants au but et plan secrets, et avaient l'intention de faire la guerre, et de la gagner aussi rapidement que possible, à l'endroit où elle avait commencé - l'Europe. Ils fallait les ramener dans le rang si on voulait que le processus prédit par Max Nordau en 1903 soit accompli. Donc, les hommes récalcitrants devaient être disciplinés, ou bien éliminés.

De 1914 à 1916, ainsi, l'histoire devient celle de la lutte pour destituer ces hommes en Angleterre, et les supplanter par d'autres qui, comme M. Wilson, s'aligneraient.

---

## NOTES DU CHAPITRE 29

17 Ouvrage qui paraît depuis le milieu du 19e siècle environ, utilisé dans les milieux politiques et diplomatiques anglo-saxons de l'époque. On y trouve pour chaque pays, les événements historiques marquants, le type de constitution et de gouvernement, les institutions sociales y compris l'organisation judiciaire et les religions - NdT

18 * De fortes ressemblances se retrouvent dans les descriptions contemporaines de M. Roosevelt, dont M. House croyait aussi qu'il l'avait choisi comme « homme de paille ». M. Robert E. Sherwood dit avec insistance que M. Roosevelt était toujours hanté « par le fantôme de Wilson ». Alors que M. Roosevelt était président depuis deux ans, le directeur de son parti, M. James Farley, écrivit : « le Président semblait aller mal... visage tiré et réactions lentes » (1935) et deux ans plus tard, il fut « *choqué* par l'aspect du président » (1937). En 1943, Madame Tchang Kai-chek fut « *choquée* par l'apparence du président » ; en 1944, dit M.

Merriman Smith, « Il semblait plus vieux que je l'ai jamais vu et il fit un discours hors de propos », et M. John T. Flynn dit que les photos du président *« choquèrent* la nation ». En 1945, Mlle Françoise Perkins, un membre de son cabinet, sortit de son bureau en disant : "Je ne peux pas supporter ça, le président a une apparence affreuse. »

# Chapitre 30

## LA BATAILLE DÉCISIVE

La guerre de 1914-1918 fut la première guerre entre nations, par opposition aux armées ; les mains qui la dirigèrent atteignirent chaque foyer de la plupart des pays européens, et ceux de nombreux autres non-européens. C'était une chose nouvelle dans le monde, mais elle avait été prédite par les conspirateurs du communisme et du sionisme. Les *Protocoles* de 1905 disaient que la résistance au plan qui y était exposé rencontrerait une « guerre universelle » ; Max Nordau dit en 1903 que l'ambition sioniste en Palestine serait réalisée par « la prochaine guerre mondiale. »

Pour que de telles paroles s'accomplissent et acquièrent ainsi le statut de « connaissance étrange » révélée en avance sur l'événement, il fallait que la conspiration prenne le contrôle des gouvernements impliqués afin que leurs mesures de politique nationale, et par conséquent leurs opérations militaires, puissent être détournées pour servir aux fins de la conspiration, et non celle des intérêts nationaux. Le président américain était déjà (c'est-à-dire, depuis 1912) prisonnier de « conseillers » secrets, comme on l'a montré ; et la description qu'en fit M. House (comme dans le roman anonyme et *les Papiers Intimes* reconnus *)* est correcte, il correspond à l'image donnée antérieurement dans les *Protocoles* : « … nous remplaçâmes le souverain par sa caricature en la personne d'un président tiré par nous de la foule et choisi parmi nos créatures et nos esclaves ».

Cependant, on n'exigea pas de M. Wilson qu'il joue un rôle actif dans la poursuite du grand « dessein », au début de la Première Guerre mondiale ; il accomplit sa fonction par la suite. À son début, l'objectif principal était d'obtenir le contrôle du gouvernement britannique. La lutte pour accomplir cela dura deux ans et aboutit à la victoire pour les intrigants, dont les activités étaient inconnues du public.

Cette bataille, menée dans le « labyrinthe » de la « politique internationale », fut la bataille décisive de la Première Guerre mondiale. C'est-à-dire - comme aucune décision n'est jamais finale et peut toujours

être modifiée par une décision ultérieure - qu'elle produisit les effets les plus importants et les plus durables par la suite, au cours du XX^e siècle ; ces effets continuèrent à dominer les événements entre les deux guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale, et en 1956, on peut les voir comme constituant la cause la plus probable de n'importe quelle troisième « guerre universelle ». Aucun fracas d'armes pendant la guerre de 1914-1918 ne produisit un effet sur l'avenir comparable à celui provoqué par la capture du gouvernement britannique en 1916. Ce processus fut dissimulé aux foules impliquées. Du début à la fin, les Britanniques crurent simplement qu'ils avaient affaire à un impétueux chef militaire teuton - et les Américains, que le penchant des peuples européens pour la querelle était la cause première de cette crise.

En Angleterre en 1914, la situation provoquée en Amérique par la captivité secrète du président Wilson n'avait pas cours. Les postes politiques et militaires importants étaient détenus par des hommes qui soumettaient au test chaque proposition de conduite politique et militaire de la guerre : pourrait-elle les aider à gagner la guerre et était-ce dans l'intérêt de leur pays ? Par ce test, le sionisme échoua. L'histoire des deux premières années de la guerre de quatre ans est celle de la lutte en coulisse pour déloger ces hommes obstructionnistes et les supplanter par d'autres hommes dociles.

Avant 1914, la conspiration n'avait pénétré que les antichambres (excepté pour la démarche fatale du gouvernement Balfour en 1903). Après 1914, un cercle croissant d'hommes importants s'associa à l'entreprise de diversion, le sionisme. Aujourd'hui, « les considérations pratiques » (la popularité ou l'hostilité publique, les votes, le soutien financier et le pouvoir) qui influencent les politiciens à cet égard sont bien connues, parce qu'elles ont été révélées par de nombreuses publications authentiques. À cette époque-là, il aurait fallu qu'un politicien anglais soit exceptionnellement intelligent ou prévoyant pour voir dans les sionistes les détenteurs des clés de l'avancement politique. Par conséquent, le motif balfouréen d'engouement romantique *a pu* les inciter ; les annales sur cette période sont peu claires, et n'expliquent pas l'inexplicable. De plus, les Anglais ont toujours eu tendance à donner à leurs actions l'apparence d'un but moral élevé, et à se persuader de croire en ce dernier ; Cela amena Macaulay à faire remarquer : « On ne connaît pas spectacle plus ridicule

que celui du public britannique dans un de ses accès périodiques de moralité ». Il est alors probable que *certains* des hommes qui se joignirent à cette intrigue (c'en était une, indubitablement) *pensèrent* qu'ils agissaient bien. Ce processus d'aveuglement est montré par la déclaration (découverte par moi) qui identifie clairement un groupe de pro-sionistes dans les hautes sphères anglaises de l'époque, et qui suggère une motivation du même genre que celui dont Lord Macaulay fit la satire.

Cette déclaration vient d'un certain M. Olivier Locker-Lampson, un député conservateur du début de ce siècle. Il ne joua aucun grand rôle et ne se distingua, si tant est, que par son soutien postérieur fanatique au sionisme au sein et en dehors du Parlement, mais c'était un ami proche des dirigeants qui mirent le sionisme sur le dos du peuple britannique. En 1952, il écrivait dans un hebdomadaire londonien :

**« Winston, Lloyd George, Balfour et moi avons été élevés comme de vigoureux protestants, qui croient en l'arrivée d'un nouveau Sauveur quand la Palestine sera restituée aux juifs. »**

C'est l'idée messianique des millénaristes de Cromwell, imposée au XX^e siècle. Seuls les hommes cités pourraient dire si cette déclaration est vraie, et seul l'un d'entre eux est encore en vie. Si c'est cela la véritable base du protestantisme, qu'il soit vigoureux ou autre, les lecteurs peuvent en juger par eux-mêmes. Nul n'oserait prétendre que c'est une base saine pour la conduite de la politique nationale ou des opérations militaires en temps de guerre. De même, bien sûr, elle exprime la même idée impie qui mena le Prophète Monk et tous les hommes dans son genre : celle que Dieu a oublié son devoir et, ayant manqué à ses engagements, il doit le faire faire par d'autres à sa place. Quoi qu'il en soit, un groupe s'était formé, et nous pourrions tout aussi bien le désigner par le nom que cet homme lui donna : les Protestants Vigoureux.

La Première Guerre mondiale commença, avec ces Protestants Vigoureux ambitionnant d'accéder au pouvoir, afin qu'ils puissent détourner les opérations militaires en Europe en faveur de la cause qui avait pour but de procurer la Palestine aux sionistes. Le Dr Weizmann, qui n'avait pas chômé depuis la dernière fois que nous l'avions vu, enfermé avec M. Balfour à Manchester, en 1906, passa immédiatement à l'action : « Il est temps maintenant… les considérations politiques seront favorables », écrivait-il en octobre 1914. Il alla voir M. C.P. Scott, éditeur du *Manchester*

*Guardian* - journal qui se passionnait beaucoup (à l'époque comme aujourd'hui) pour toute cause non-nationale. M. Scott fut enchanté d'apprendre que son visiteur était « un juif qui détestait la Russie » (la Russie, alliée de l'Angleterre, était à ce moment-là en train de sauver les armées anglaises et françaises à l'Ouest, en attaquant par l'Est), et l'emmena immédiatement prendre le petit déjeuner avec M. Lloyd George, alors ministre des Finances.

M. Lloyd George (que le Dr Weizmann trouva « extraordinairement désinvolte » concernant la guerre en Europe) fut « chaleureux et encourageant » à propos du sionisme, et proposa une autre réunion avec M. Balfour. Elle eut lieu le 14 décembre 1914. M. Balfour, se rappelant la conversation de 1906, demanda « tout à fait nonchalamment » s'il pouvait aider le Dr Weizmann de façon pratique, recevant la réponse : « Pas tant que les armes grondent ; quand la situation militaire deviendra plus claire, je reviendrai » (Mme Dugdale, dont le Dr Weizmann corrobore le récit : « Je n'ai pas donné suite à cette ouverture, le temps et le lieu n'étaient pas propices. » Ce fut au cours de cette rencontre que M. Balfour dit d'une façon gratuite que « quand les armes se seront tues, vous pourrez obtenir votre Jérusalem »).

Le Dr Weizmann ne se saisit pas avidement de l'offre « tout à fait nonchalante » de M. Balfour pour une bonne raison. Le quartier général sioniste, à ce moment-là, était *à Berlin*, et les collègues du Dr Weizmann y étaient convaincus que l'Allemagne gagnerait la guerre. Avant de jouer cartes sur table, ils voulaient en être sûrs. Quand, plus tard, ils se résolurent à miser sur la carte alliée, « les armes » « grondaient » toujours. La pensée du carnage en Europe ne dissuada pas le Dr Weizmann de « donner une suite à l'ouverture ». Comme il le dit franchement à M. Balfour (et M. Balfour ne compris certainement pas ce que son visiteur avait exactement à l'esprit), « le moment… n'était pas propice », et le Dr Weizmann avait l'intention d'attendre que « la situation militaire devienne plus claire. »

De façon significative, il semble que certains des hommes concernés par ces entrevues inconnues du public cherchèrent à dissimuler leurs rendez-vous ; à l'époque, le destin de l'Angleterre était censé être leur seule préoccupation. J'en ai déjà donné un exemple apparent : la confusion à propos de la date de la seconde rencontre de M. Balfour avec le Dr Weizmann, celle qui vient d'être décrite. M. Lloyd George, écrivit de même

que sa *première* rencontre avec le Dr Weizmann eut lieu *en 1917*, quand il était Premier ministre, et la qualifia de « fortuite. » Le Dr Weizmann corriga cela dédaigneusement : « en réalité, le plaidoyer de M. Lloyd George en faveur de la patrie juive *précéda de loin son accession à la fonction de Premier ministre, et nous nous nous rencontrâmes plusieurs fois entre-temps.* »

Une troisième rencontre avec M. Balfour suivit, « une grande conversation qui dura plusieurs heures » et se passa « extraordinairement bien. » Le Dr Weizmann, encore une fois, exprima sa « haine de la Russie », l'alliée en difficulté de l'Angleterre. M. Balfour se demandait modérément « comment un ami de l'Angleterre pouvait être aussi anti-russe quand la Russie faisait tant pour aider l'Angleterre à gagner la guerre ». Comme à l'occasion précédente, quand il fit allusion aux convictions anti-sionistes des juifs britanniques, il semble qu'il n'eut aucune véritable intention de protester, et conclus, « C'est une grande cause, celle à laquelle vous œuvrez ; vous devez revenir *à maintes reprises*. »

M. Lloyd George avertit aussi le Dr Weizmann qu'« il y aurait sans aucun doute une forte opposition venant de certains milieux juifs », et le Dr Weizmann fit sa réponse de réserve, comme quoi en fait, « les juifs riches et puissants étaient pour la plupart contre nous. » Étrangement, cette insinuation sembla impressionner énormément les Protestants Vigoureux, qui étaient surtout des hommes riches et puissants, et ils devinrent bientôt aussi hostiles envers leurs compatriotes, les juifs d'Angleterre, que celui qui les importunait, le Dr Weizmann de Russie.

L'opposition au sionisme se développa à partir d'une autre source. Aux postes les *plus hauts* placés, se tenaient encore des hommes qui ne pensaient qu'au devoir national et à la victoire. Ils ne pardonneraient pas la « haine » d'un allié militaire ni ne soutiendraient des « points de détails » dispendieux en Palestine. Ces hommes étaient M. Herbert Asquith (Premier ministre), Lord Kitchener (Secrétaire à la guerre), Sir Douglas Haig (qui devint le Commandant en Chef en France) et Sir William Robertson (chef d'état-major en France, plus tard Chef de l'état-major impérial).

M. Asquith était le dernier leader libéral en Angleterre qui cherchait à donner au « libéralisme » une signification concordante avec l'intérêt national et la croyance religieuse, par opposition à la signification que l'on avait donnée à ce terme dans les quatre dernières décennies (celle que lui

avait attribuée les *Protocoles* : « Lorsque nous eûmes injecté le poison du libéralisme dans l'organisation de l'État, sa complexion politique changea ; les États furent infectés d'une maladie mortelle : la décomposition du sang. »).

Avec son renversement postérieur, le libéralisme, au sens premier, mourut en Angleterre ; et en fait, le parti lui-même tomba dans le déclin et s'effondra, ne laissant qu'un nom utilisé principalement comme « couverture » par le communisme et sa légion de « rêveurs utopiques ».

M. Asquith découvrit l'intrigue qui se tramait quand il reçut une proposition pour un État juif en Palestine, de la part d'un ministre juif, M. Herbert Samuel, qui avait été présent au petit déjeuner de Weizmann et Lloyd George en décembre 1914 ; ces deux-là en furent informés à l'avance. M. Asquith écrivit : « … La proposition de Samuel en faveur de l'annexion britannique de la Palestine, un pays de la taille du Pays de Galles, essentiellement de montagnes stériles, et partiellement aride ; il pense que nous pourrions planter dans ce territoire pas très prometteur *environ trois ou quatre millions de juifs*… Je ne suis guère attiré par cette proposition de supplément à nos responsabilités… Le seul autre partisan de cette proposition est Lloyd George, et je n'ai pas besoin de dire qu'il se contrefiche des juifs ou de leur rôle dans l'avenir… »

M. Asquith (qui a correctement résumé M. Lloyd George) resta du même avis jusqu'à la fin. Dix ans plus tard, alors qu'il n'était plus en fonction depuis longtemps, il visita la Palestine et écrivit : « Parler de transformer la Palestine en un Foyer national juif me semble aussi fantastique que cela l'a toujours été. » En 1915, par sa réponse défavorable - et son retrait du gouvernement - il devint l'objet de l'intrigue. Tant qu'il le pouvait, il maintint son pays hors de l'aventure palestinienne ; il accepta l'opinion des leaders militaires que la guerre ne pouvait être gagnée (si elle pouvait l'être) que sur le principal champ de bataille, en Europe.

Lord Kitchener, qui était de cet avis, avait une autorité immense et une popularité publique. L'objectif militaire primordial, qu'il visait à cette étape, était de garder la Russie dans la guerre (les sionistes voulaient la destruction de la Russie, et en informèrent les Protestants Vigoureux). Lord Kitchener fut envoyé en Russie par M. Asquith en juin 1916. Le croiseur *Hampshire*, et Lord Kitchener à son bord, disparurent. Les bonnes autorités s'entendent que c'était un homme qui aurait pu soutenir la Russie. Un

obstacle formidable, tant à la révolution mondiale là-bas qu'à l'entreprise sioniste, disparut. Le sionisme ne pourrait probablement pas avoir été imposé à l'Occident, s'il avait vécu. Je me rappelle que les soldats sur le front occidental, quand ils entendirent la nouvelle, sentirent qu'ils avaient perdu une bataille majeure. Leur intuition était plus vraie qu'ils ne le savaient.

Après cela, seuls Asquith, Robertson, Haig et les juifs d'Angleterre se tenaient entre le sionisme et son but. Le cercle d'intrigue s'élargit. Le *Times* et le *Sunday Times* rejoignirent le *Manchester Guardian* dans son enthousiasme pour le sionisme, et à l'intérieur ou autour du Cabinet, de nouveaux hommes s'ajoutèrent à Balfour et Lloyd George. Lord Milner (sur le point de les rejoindre) annonça que « si les Arabes pensent que la Palestine deviendra un pays arabe, ils se trompent lourdement » ; à ce moment-là, le colonel Lawrence incitait les Arabes à se révolter contre un ennemi des Alliés, les Turcs. M. Philip Kerr (qui devint Lord Lothian par la suite, à cette époque secrétaire de M. Lloyd George) décida qu'« une Palestine juive » devait résulter du châtiment « du chien enragé de Berlin » (tel que le Kaiser était dépeint « à la foule »). Sir Mark Sykes, secrétaire en chef du Cabinet de guerre, était « une de nos plus grandes trouvailles » (Dr Weizmann), et élargit l'idée à « la libération des juifs, des Arabes et des Arméniens ».

Au moyen de telles fausses suggestions, « la multitude » est à tout moment « persuadée ». Les Arabes et les Arméniens étaient là où ils avaient toujours été, et n'aspiraient pas à être déplacés ailleurs. Les juifs en Europe étaient aussi libres ou non libres que les autres hommes ; les juifs *de Palestine* avaient montré leur impatience d'aller en Ouganda, les juifs d'Europe et d'Amérique voulaient rester là où ils étaient, et seuls les Khazars judaïsés de Russie, sous leurs directeurs talmudiques, voulaient posséder la Palestine. L'invention de cette formule de Sir Mark était une infortune de plus pour la postérité, car cela impliquait que l'aventure palestinienne n'était qu'une aventure parmi d'autres, toutes apparentées. À la différence des autres Protestants Vigoureux, c'était un expert dans les affaires du Moyen-Orient, et il aurait pu réfléchir un peu plus.

Une autre recrue, Lord Robert Cecil, utilisa aussi cette formule trompeuse : « l'Arabie pour les Arabes, la Judée pour les juifs, l'Arménie pour les Arméniens » (la libération arménienne fut tout à fait perdue de vue

dans les événements postérieurs), et argument aussi est curieux, car la diplomatie est innée chez les Cecil. Le sionisme avait le pouvoir étrange de produire des aberrations chez les hommes sages. M. Balfour (un demi Cecil) eut une sagesse cecilienne sur d'autres questions ; il présenta un document sur la réorganisation *de l'Europe* après la guerre qui est considéré aujourd'hui comme un modèle de diplomatie prudente, tandis que sur la question du sionisme, il était comme un drogué.

Le cas de Lord Cecil est tout aussi inexplicable. Je me rappelle une conférence qu'il donna à Berlin (dans les années 1930), sur la Société des Nations. Grand, voûté, au visage de faucon, héréditairement doué, il émit des avertissements sur l'avenir, comme du haut d'une montagne de révélation, et invoqua de manière sépulcrale « les prophètes hébreux. » En tant que jeune journaliste, je fus très impressionné sans comprendre ce qu'il voulait dire. Aujourd'hui, alors que j'en sais un peu plus, c'est toujours mystérieux pour moi ; si Jérémie, par exemple, était quoi que ce soit, c'était bien anti-sioniste.

Pourtant, le Dr Weizmann dit spécifiquement de Lord Robert : « Pour lui, le rétablissement d'une patrie juive en Palestine *et l'organisation du monde en une grande fédération étaient les caractéristiques complémentaires de l'étape suivante dans la gestion des affaires humaines… En tant que l'un des fondateurs de la Société des Nations, il considérait la patrie juive comme étant d'importance égale à la Société elle-même*. »

Ici, le grand secret est révélé ; mais Lord Robert le discernait-il ? La conquête de la Palestine pour les sionistes de Russie n'était pas que « l'étape suivante » dans *« la gestion* des affaires humaines » (le dicton de Lord Acton à propos du « dessein » et des « administrateurs » revient à l'esprit). « La fédération mondiale » est dépeinte comme une partie concomittante du *même* plan. La théorie de base de cette ligue, sous ses diverses formes, s'est avérée être que *les nations* devaient abandonner leur *souveraineté,* pour que la nationalité séparée disparaisse (cela, bien sûr, est aussi le principe de base des *Protocoles*). Mais si les nations doivent disparaître, pourquoi le processus de leur destruction commence-t-il par la création *d'une* nouvelle nation, si ce n'est pour qu'elle soit l'autorité suprême dans « la gestion des affaires humaines » (cette conception d'une

nation *suprême* s'étend de la même façon sur tout l'Ancien Testament, le Talmud, les *Protocoles* et le sionisme littéral).

Ainsi l'adhésion de Lord Robert au sionisme devient-il incompréhensible, car sa sagesse héritée le rendait totalement conscient des périls du despotisme mondial, et à cette même période, il écrivit à M. House en Amérique :

**« Que nous devrions faire un effort réel pour établir un dispositif de paix quand cette guerre sera finie, je n'en ai aucun doute… Un danger me semble être de viser à trop de choses….. Rien n'a fait plus de mal à la cause de la paix que l'échec des efforts dans ce sens après Waterloo. De nos jours, on oublie généralement que la Sainte Alliance commença à l'origine en tant que *Ligue pour Imposer la Paix.* Malheureusement, elle a permis que ses énergies soient détournées d'une façon telle qu'elle est vraiment devenue *une ligue pour soutenir la tyrannie,* avec la conséquence qu'elle fut généralement discréditée*, en plus de faire un mal infini par d'autres façons*… L'exemple montre à quel point les plans les mieux intentionnnés peuvent facilement mal tourner. »**

La citation montre que Lord Cecil devait être conscient du danger de « détournement des énergies » ; elle montre aussi qu'il avait mal compris la nature du sionisme, si l'opinion que lui attribua le Dr Weizmann est correcte. Quand il écrivait ces mots, une nouvelle « Ligue pour Imposer la Paix » était en train d'être organisée en Amérique par le propre beau-frère de M. House, le Dr Mezes ; elle fut le précurseur des diverses actions de lancement d'un gouvernement mondial qui ont suivi, dans lesquelles l'intention de groupes puissants de fonder « une ligue pour soutenir la tyrannie » dans le monde a été clairement révélée.

Ainsi, alors que la seconde année de la Première Guerre mondiale finissait, les Protestants Vigoureux, qui regardaient vers la Palestine, et non vers l'Europe, étaient une bande importante de compagnons décortiquant le noyau russo-sioniste. Messieurs Leopold Amery, Ormsby-Gore et Ronald Graham rejoignirent les « amis » nommés plus haut. Le sionisme avait son pied dans chaque département du gouvernement, sauf le ministère de la Guerre. Quelle que soit la nature originale de leur enthousiasme pour le sionisme, les récompenses matérielles, à ce stade, séduisaient indéniablement ; l'intrigue était destinée à déloger des hommes de leurs fonctions et à prendre leur place.

Le Premier ministre qui faisait obstruction, M. Asquith, fut écarté à la fin de 1916. Les pages d'hier révèlent maintenant la manière dont cela fut réalisé et le passage du temps permet de juger des résultats.

Le motif donné au public fut que M. Asquith était inefficace à poursuivre la guerre. La sincérité de l'affirmation peut être testée par ce qui suivit ; le premier acte de ses successeurs fut de détourner des forces vers la Palestine, et suite à cela, M. Lloyd George perdit presque entièrement la guerre.

Le 25 novembre 1916, M. Lloyd George recommanda que son chef se retire de la présidence du Conseil de guerre, en faveur de M. Lloyd George. Normalement, une telle demande aurait été suicidaire, mais c'était un gouvernement de coalition, et le libéral M. Lloyd George fut soutenu dans sa demande par les leaders conservateurs, M. Bonar Law et Sir Edward Carson, si bien que cela était un ultimatum. (Ces deux-là avaient problablement une foi honnête dans les aptitudes supérieures de M. Lloyd George ; ils ne peuvent être soupçonnés d'une duplicité tory [diminutif de « conservateur » - NdT] suffisamment profonde pour prévoir qu'il finirait par détruire le Parti libéral !)

M. Lloyd George exigea aussi que l'incompétent (et conservateur) M. Balfour soit évincé du titre de Premier Lord de l'Amirauté. Le Premier ministre libéral refusa avec indignation d'abandonner le Conseil de guerre ou de licencier M. Balfour *(le 4 décembre*). Il reçut alors *la démission de M. Balfour,* sur quoi il envoya immédiatement à M. Balfour une copie de sa propre lettre refusant de licencier M. Balfour. Là-dessus, M. Balfour, bien que bloqué chez lui par un gros rhume, trouva la force d'envoyer une autre lettre dans laquelle il *insistait* pour démissionner, comme M. Lloyd George l'avait exigé, et M. Lloyd George démissionna également.

M. Asquith restait seul. *Le 6 décembre,* M. Balfour (qui avait démissionné sur l'ordre de M. Lloyd George) se sentit suffisamment bien pour recevoir M. Lloyd George. Cet après-midi-là, les leaders de parti se rencontrèrent et annoncèrent qu'ils serviraient *volontiers sous M. Balfour.* M. Balfour déclina, mais offrit volontiers de servir *sous M. Lloyd George.* M. Lloyd George devint alors Premier ministre et nomma l'incompétent M. Balfour secrétaire des Affaires étrangères. Ainsi, les deux hommes qui s'étaient engagés en secret à soutenir le sionisme accédèrent-elles aux fonctions politiques les plus hautes, et à partir de ce moment-là, les

énergies du gouvernement britannique furent dirigées sur l'obtention de la Palestine pour les sionistes, au-dessus de tous les autres buts. (En 1952, je lis une lettre dans le journal juif *Commentary*, de New York, annonçant que les juifs du Nord du Pays de Galles avaient joué par leurs votes un rôle décisif dans l'accomplissement de l'élection de M. Lloyd George. J'ai aussi été informé de façon crédible que dans sa pratique de procureur, il reçut de nombreuses affaires sionistes, mais je ne peux le garantir. Dans son cas, l'explication de motivations vénales ne peut être écartée, selon moi ; l'inexactitude de ses déclarations concernant ses relations avec le sionisme, que le Dr Weizmann corrige par deux fois, suggère cela.

Ainsi, les personnages centraux se regroupèrent-ils sur la scène. M. Lloyd George, petit avocat élégant en jaquette au milieu de ses collègues plus grands, dont beaucoup portaient encore la vieille redingote, ressemblait à un moineau au milieu de corbeaux. À côté de lui, se trouvait M. Balfour, grand, mou, toujours prêt à répondre de façon cynique, d'un air las, à une question honnête, donnée au cours d'un petit tennis léger ; je l'imagine là, flânant rêveusement le long de Saint James's Park jusqu'à la Chambre. Entourant ces deux hommes, le chœur grec des membres du Conseil des ministres, des sous-secrétaires d'État et de hauts fonctionnaires qui avaient découvert leur Protestantisme Vigoureux. Il se peut que certains de ces compagnons de voyage de Sion aient été vraiment trompés et n'aient pas compris dans quelle galère ils s'engageaient. M. Lloyd George était le premier personnage majeur d'une longue série d'autres personnages qui savaient prendre le train en marche quand ils en voyaient un ; par eux, ces innocents mots, « politicien du vingtième siècle » - acquirent une signification sinistre, et le siècle leur doit beaucoup ses épreuves.

Quant à la diversion de la force militaire britannique vers un but étranger, un vaillant résistant restait seul après la mort de Lord Kitchener et la destitution de M. Asquith. La silhouette robuste de Sir William Robertson faisait face au groupe entourant M. Lloyd George. S'il l'avait rejoint, il aurait pu avoir des titres, des réceptions, des libertés, des ordres, des loges dorées, et des rubans descendant jusqu'à la ceinture ; il aurait pu avoir des fortunes pour « les droits » de tout ce qu'il (ou n'importe quel nègre à sa place) écrivait; il aurait pu avoir des boulevards à son nom et défiler dans des villes qui l'auraient acclamé en Europe et en Amérique ; il aurait pu faire se lever pour lui le Congrès et la Chambre des Communes,

et entrer dans Jérusalem sur un cheval blanc. Il ne reçut même pas de pairie, ce qui est rare parmi les maréchaux britanniques.

Il était le seul homme à avoir jamais accédé à ce rang supérieur depuis le rang de soldat. Dans l'Angleterre de la petite armée professionnelle, c'était un grand accomplissement. Il était simple, honnête, lourd, taillé à coups de serpe ; il était du peuple et ressemblait à un beau sergent-major. Son seul soutien, dans sa lutte, se trouvait chez le commandant des armées en France, Sir Douglas Haig, qui était de la caste des officiers de cavalerie, beau et à l'allure militaire - l'idéal, pour le soldat, de ce qu'un officier devrait être. Robertson, le vieux soldat bourru, dut (à contrecœur) assister à plusieurs fêtes caritatives dont s'occupent les dames de la société en temps de guerre, et à l'une d'elle, vit Lady Constance Stewart Richardson, qui se sentit poussée à interpréter des danses dans les étoffes et à la manière d'Isadora Duncan. Un général, remarquant l'impatience de Robertson, dit : « Il faut reconnaître qu'elle a de très belles jambes. » « Bof, comme n'importe quelles autres foutues jambes », grogna Robertson.

C'est à ce dernier qu'incomba la tâche de contrecarrer la diversion des armées britanniques vers la Palestine, s'il le pouvait. Il considéra toutes les propositions exclusivement du point de vue de leur influence militaire sur la guerre et la victoire ; si elles aidaient à gagner la guerre, la motivation lui était indifférente ; sinon, il s'y opposait, sans égard pour aucune autre considération. Sur cette base, il décida que la proposition sioniste concernait un « point de détail » dangereux qui ne pouvait que retarder et compromettre la victoire. Il ne discuta jamais, et ne soupçonna même peut-être jamais, une quelconque implication politique ; cela était pour lui hors de propos.

Il avait dit à M. Asquith, en 1915 : « Manifestement, la méthode la plus efficace » (pour vaincre les puissances centrales) « est de *vaincre de façon décisive les principales armées allemandes, qui sont toujours sur le front occidental. »* Il mit donc instamment en garde contre *« les campagnes auxiliaires sur des théâtres mineurs et l'affaiblissement des forces en France… La pierre de touche par laquelle tous les plans et propositions doivent être testés est leur rapport avec l'objet de la guerre.* »

Les peuples engagés dans la guerre sont chanceux si leurs leaders raisonnent de cette façon, et malheureux s'ils dévient de ce raisonnement. Par cette logique concluante, l'entreprise palestinienne (une entreprise

*politique*) était hors sujet. Quand M. Lloyd George devint Premier ministre, il concentra *immédiatement* tous ses efforts sur le détournement des forces militaires vers une campagne majeure en Palestine :

**« Quand j'ai formé mon gouvernement, j'ai *immédiatement* soulevé au ministère de la Guerre la question *d'une nouvelle campagne en Palestine.* Sir William Robertson, qui tenait beaucoup à prévenir le danger d'envoyer des troupes depuis la France jusqu'en Palestine… *s'y est fortement opposé et a pour l'instant marqué le point.* »**

Sir William Robertson corrobore :

**« *Jusqu'en décembre 1916* » (quand M. Lloyd George devint Premier ministre) « les opérations au-delà du canal de Suez avaient été pour l'essentiel défensives en principe, *le gouvernement, de même que l'état-major…* reconnaissant l'importance primordiale de la lutte en Europe et le besoin d'apporter le plus grand soutien aux armées là-bas. Cette unanimité entre ministres et soldats n'eut plus cours après le changement de gouvernement…**

La différence fondamentale d'opinion était particulièrement importune dans le cas de la Palestine…

**Le nouveau cabinet de guerre existait depuis seulement quelques jours quand il ordonna à l'état-major d'examiner la possibilité d'étendre les opérations en Palestine… L'état-major porta les exigences à trois divisions additionnelles, et celles-ci ne pouvaient être obtenues que des armées sur le front occidental… L'état-major dit que le projet s'avérerait être une grande source d'embarras et compromettrait nos perspectives de succès en France…**

**Ces conclusions furent décevantes pour les ministres… *qui voulaient* voir la Palestine occupée immédiatement, mais elles ne pouvaient pas *être réfutés…* En février, le cabinet de guerre s'adressa de nouveau au chef d'état-major, demandant quels progrès étaient faits dans la préparation d'une campagne d'automne en Palestine. »**

Ces passages montrent comment le cours de la politique nationale et des opérations militaires en cas de guerre peut être « dévié » par la pression politique dans les coulisses. Dans ce cas, la question de la bataille entre

politiciens et militaires affecte les vies des nations à l'heure actuelle - les années 1950.

M. Lloyd George se renforça alors par une manœuvre qui, une fois encore, montre la longue réflexion qui dut être consacrée à la préparation de cette entreprise et au préalable, à la sélection prudente « d'administrateurs » pour la soutenir. Il proposa que le cabinet de guerre « faire entrer les dominions au sein du conseil, dans une mesure beaucoup plus large que jusqu'alors, dans la poursuite de la guerre. » Présentée de cette façon, l'idée séduisait beaucoup les populations en Angleterre. Des combattants du Canada, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Afrique du Sud faisaient campagne coude à coude avec leurs propres fils. La réponse immédiate des pays d'outre-mer au danger du « vieux pays » avait touché le cœur des Britanniques de souche, et ils étaient très heureux que leurs leaders [de ces pays] se joignent plus étroitement à leur propre leader dans la « poursuite de la guerre. »

Cependant, « la parole du diplomate » (et son intention) différait grandement de ses actes ; la proposition de M. Lloyd George n'était qu'une « couverture » pour faire venir le général Smuts à Londres depuis l'Afrique du Sud, vu qu'il était considéré par les sionistes comme leur « ami » le plus précieux à l'extérieur de l'Europe et de l'Amérique, et on fit venir le général pour qu'il propose la conquête de la Palestine !

La population des électeurs en Afrique du Sud est divisée de manière tellement égale entre les Afrikaners et les Sud-Africains anglophones que les « 20 pour cent fluctuants » y étaient plus décisifs, si tant est, qu'en Amérique. Les sionistes se sentaient capables - et il est possible que le général Smuts les en crut capables – d'« apporter » un vote permettant de remporter l'élection. Un de ses collègues, un certain M. B.K. Long (un député de Smuts, et anciennement du *Times* de Londres) écrivit que « le vote juif substantiel, qui était fermement loyal à Smuts et son parti », l'aida énormément dans de telles victoires électorales. Sa biographie mentionne un legs important venant « d'un juif riche et puissant » (un exemple de la fausseté de l'accusation du Dr Weizmann concernant les juifs riches et puissants ; à propos, le même Sir Henry Strakosch légua un cadeau similaire à M. Winston Churchill), et des cadeaux anonymes consistant en une maison et une voiture. Ainsi, les considérations politiques de parti qui pesaient dans sa balance étaient-elles semblables à celles de M. Lloyd

George, M. House et d'autres par la suite, et les facteurs matériels sont raisonnablement évidents dans son cas.

Cependant, le motif religieux (ou pseudo-religieux) est fréquemment invoqué dans ses biographies (de même qu'il fut parfois revendiqué par M. Lloyd George). Elles affirment qu'il *préférait* l'Ancien Testament au Nouveau, et le citent comme ayant dit : « Plus je vieillis, plus je deviens hébraïste. » Je le rencontrai bien des années plus tard, alors que je savais quel rôle important il avait joué dans cette ancienne histoire. Il était alors (en 1948) très troublé par la situation déclinante du monde et le rôle explosif de la Palestine dans celle-ci. Il était de belle apparence, en bonne forme et droit à presque quatre-vingts ans, avec des yeux perçants et une petite barbe. Il était impitoyable, et à l'occasion, aurait pu être dépeint sous une lumière cruelle (si les grands journaux s'étaient rangés contre lui au lieu d'être derrière lui), et sa finesse politique égalait celle de M. Lloyd George. La propagande le décrivit comme le grand architecte de la réconciliation anglo-boer ; quand il mourut dans sa ferme solitaire du Transvaal, les deux races étaient plus que jamais en désaccord, si bien que la réalisation de la véritable réconciliation incomba aux générations suivantes. En Afrique du Sud, il fut une force séparatrice, et tous savaient que la véritable puissance derrière son parti était celle de l'or et du groupe d'exploitation des mines de diamants, et non la puissance de l'Angleterre ; Johannesburg était la base de sa force politique. En 1948, quand le test eut lieu, il fut le premier à soutenir le sionisme contre un gouvernement britannique en difficulté.

Le 17 mars 1917, le général Smuts atteignit Londres, au milieu d'ovations sans précédent, et le renversement de Sir William Robertson parut enfin proche. L'accueil triomphal du général Smuts était un premier exemple du « battage» maintenant familier autour de personnages publics choisis par une presse bouton-poussoir. La méthode est connue, sous une autre forme, chez les peuples primitifs de son Afrique natale, où « M'Bongo », le Faiseur de Louanges, s'avance devant le chef, le proclamant « Grand Éléphant, Celui qui fait trembler la Terre, qui poignarde le Ciel », et autres choses de ce genre.

Le général Smuts fut présenté au cabinet de guerre impérial comme « un des généraux les plus brillants de la guerre » (M. Lloyd George). Le général Smuts avait en fait conduit une petite campagne coloniale en

Afrique du Sud-Ouest et, quand il fut appelé à Londres, menait une campagne inachevée en Afrique orientale, contre « une armée petite, mais efficacement formée à la brousse, de 2.000 officiers allemands et 20.000 ascaris indigènes » (son fils, M. J.C. Smuts). L'hommage était ainsi généreux (M. Lloyd George avait une piètre opinion des soldats professionnels : « Il n'y a aucune profession où l'expérience et l'entraînement comptent moins, comparé au jugement et au flair. »)

À cette période, afin de mieux s'isoler « des généraux » (autres que le général Smuts), M. Lloyd George et son petit comité en guerre avaient pris une maison particulière « où ils siégeaient deux fois par jour et occupaient tout leur temps à la politique militaire, ce qui est mon travail ; un petit corps de politiciens, tout à fait ignorants de la guerre et de toutes ses nécessités, essaye de mener la guerre eux-mêmes » (Sir William Robertson). À ce corps cloîtré, *en avril 1917*, le général Smuts, sur invitation, présenta ses recommandations pour gagner la guerre. Cela fut formulé en ces termes :

**« La campagne de Palestine présente des possibilités militaires et même politiques très intéressantes… Il reste à considérer la question beaucoup plus importante et compliquée du front occidental. J'ai toujours vu cela comme un malheur… que les forces britanniques soient devenues si entièrement absorbées par ce front. »**

(Quand ce conseil fut donné, la Russie était en train de s'effondrer, le transfert des armées allemandes vers le front occidental était un événement évident et imminent, et la menace posée à ce front avait soudainement pris l'ampleur d'un péril mortel).

Cette recommandation donna à M. Lloyd George le fort soutien militaire (venant d'Afrique orientale) dont il avait besoin, et il fit immédiatement ordonner au cabinet de guerre que le commandant militaire en Égypte attaque en direction de Jérusalem. Le général Murray objecta que ses forces étaient insuffisantes *et fut limogé*. Là-dessus, on offrit le commandement au général Smuts, que M. Lloyd George considérait comme « susceptible de poursuivre une campagne *dans cette région* avec une grande détermination ».

Sir William Robertson gagna alors sa plus grande victoire dans cette guerre. Il eut une conversation avec le général Smuts. On ne pourra jamais

évaluer les qualités de général de son visiteur, parce qu'il n'eut jamais l'occasion de les tester, au cours des petites campagnes dans lesquelles il servit. Ses qualités en tant que politicien, cependant, sont au-delà de tout soupçon ; il était le plus circonspect des hommes, et peu disposé à échanger les triomphes de Londres pour le risque d'un fiasco sur le champ de bataille, qui pourrait détruire son avenir *politique* en Afrique du Sud. Donc, après sa conversation avec Sir William Robertson, il déclina l'offre de M. Lloyd George. (Vu la tournure que prirent les événements, le fiasco lui aurait été épargné, mais cela était impossible à prévoir, et ainsi, un conquérant de plus manqua la chance d'entrer dans Jérusalem sur un destrier. Comme, habituellement, les politiciens adorent de tels moments, malgré l'aspect comique que le temps leur donne souvent, il regretta cela par la suite : « Être entré dans Jérusalem ! Quel souvenir ! »). À l'époque, il dit à M. Lloyd George : « Ma forte conviction est *que notre présente situation militaire ne justifie pas vraiment de campagne offensive pour la prise de Jérusalem et l'occupation de la Palestine*. »

M. Lloyd George ne se laissa pas décourager par cette volte-face, ni même par l'effondrement de la Russie et le nouveau danger à l'Ouest. *En septembre 1917*, il décida que « les troupes requises pour une grande campagne en Palestine *pourraient être prises sur le front* occidental pendant l'hiver 1917-1918, et pourraient accomplir la tâche en Palestine à temps pour être de retour en France pour le déclenchement *du travail actif au printemps.* »

Seul Dieu aurait pu préserver les compatriotes de M. Lloyd George des pleines conséquences de cette décision. La guerre ne pouvait pas être gagnée en Palestine ; elle pouvait encore être perdue en France et le danger était grave. Mais M. Lloyd George, abandonné même par le général Smuts, avait enfin trouvé un soutien militaire, car à ce moment-là, un autre personnage, criant « mois boueux »[19], était sorti des coulisses et s'était avancé sur la scène centrale.

C'était un certain Sir Henry Wilson, qui se décrit lui-même ainsi, pendant une mission de guerre en Russie, en janvier 1917 :

**« Le dîner de gala au Foreign Office[20]… je portais le Grand officier de la Légion d'honneur et l'Étoile et Collier du Bain, et aussi des pattes d'épaule russes et un calot d'astrakan gris, et somme toute, j'avais toute l'apparence d'un homme superbe. J'ai créé une véritable sensation au**

**dîner du Foreign Office et ensuite à la réception. J'étais beaucoup plus grand que le grand duc Serge, et en tout point “remarquable”, comme on m'a dit. Superbe ! »**

C'est à cet homme, prenant la pose sur un arrière-plan russe tragique, que M. Lloyd George et le sionisme doivent leur occasion en or enfin arrivée, et l'Angleterre, une quasi-catastrophe. Sir Henry Wilson était très grand, mince, lisse et souriant ; un de ces élégants de l'état-major, pimpants, tout en cuir poli, aux ferrets rouges, enrubanné et bardé de cuivre, qui décourageaient les soldats de tranchée épuisés et couverts de boue, en France. Il parlait couramment le français (grâce à une gouvernante française), et à cet égard, « Henri » était le chéri des généraux français, qui le trouvaient agréablement exempt de la rigidité anglaise (en effet, c'était un Irlandais, et sur les questions irlandaises, il n'était pas d'accord avec les autres Irlandais, dont deux d'entre eux le tuèrent sur le pas de sa porte à Londres, en 1922 ; et furent pendus).

19 Traduction littérale de l'expression anglaise «mud month», elle-même traduite du vieil anglais «solmonath», qui désigne le mois de février – NdT
20 Ministère des Affaires étrangères – NdT

Sir Henry avait précédemment été d'accord avec tous les autres leaders militaires concernant la souveraineté du front principal et la folie des « points de détails » inutilement excessifs, et surpassa les autres par sa vigueur dans l'affirmation de ce principe :

**« Le moyen de finir cette guerre est de tuer des Allemands, non des Turcs… L'endroit où nous pouvons tuer le plus d'Allemands est ici, » (en France) « et donc, chaque livre de munitions que nous possédons dans le monde doit venir ici. Toute l'histoire montre que les opérations sur un théâtre secondaire et inefficace n'ont aucune influence sur les opérations principales, sauf celle d'affaiblir les forces engagées là. » (1915)**

Aucun diplômé de l'état-major, ni aucun soldat au champ de bataille, ne le contesteraient. Sir Henry n'a pu, en 1917, découvrir de raison *militaire* d'abandonner ce principe de base de la guerre, pour son opposé. L'explication de *sa* volte-face ne peut être qu'évidente. Il avait observé la montée de Sion et la nature de la dispute entre M. Lloyd George et son propre chef, Sir William Robertson. Sir Henry vit le moyen de prendre la

place de Sir William. D'où le fait que le récit du Dr Weizmann sur ses « découvertes d'amis » à cette période, comporte une allusion à la « sympathie » du général Wilson, « un grand ami de Lloyd George. » *Le 23 août 1917*, Sir Henry annonça à M. Lloyd George « la forte croyance que si un plan vraiment bon était mis au point dans les détails, nous pourrions chasser les Turcs de la Palestine et probablement les écraser complètement *pendant les mois boueux, sans* interférer en aucune façon avec les opérations de Haig au printemps et à *l'hiver prochains* » (en France).

Dans ce rapport, M. Lloyd George trouva enfin le soutien dont il avait besoin pour son ordre de *septembre 1917*, cité six paragraphes plus haut. Il saisit l'expression charmante de « mois boueux » ; il lui donna un argument *militaire !* Le général Wilson lui expliqua que ces « mois boueux » en France, qui, en embourbant les armées, écarteraient une offensive allemande majeure tandis qu'elles avançaient, comprenaient « cinq mois de boue et de neige, de la mi-novembre à *la mi-avril* » (1918). Sur ce conseil, M. Lloyd George fonda sa décision de prendre en France « les troupes requises pour une grande campagne en Palestine », et de les renvoyer en France à temps en cas d'urgence là-bas. Sur ce point, le général Wilson, seul parmi les leaders militaires, avisa M. Lloyd George que la grande attaque allemande n'arriverait probablement jamais (elle arriva à *la mi-mars).*

Sir William Robertson fit remarquer en vain que le planning était illusoire ; le mouvement des armées entraînait des problèmes majeurs de transport et de navigation, et au moment où les dernières divisions débarqueraient en Palestine, les premières ré-embarqueraient ! En *octobre,* il avertit de nouveau que les troupes prises en France ne pourraient *pas* être de retour à temps pour la bataille en été : « la juste décision militaire à prendre est d'agir *sur la défensive en Palestine…* et de continuer à chercher une décision à l'Ouest… *toutes les réserves devraient être envoyées sur le front occidental.* »

À cet instant fatidique, le hasard, le grand conspirateur de toujours dans cette histoire, frappa en faveur des sionistes. Les membre du Conseil des ministres à Londres (qui avaient apparemment presque oublié le front occidental) harcelaient Sir William Robertson pour « nous donner Jérusalem comme étrennes » (l'expression semble révéler à nouveau « la désinvolture extraordinaire » à propos de la guerre, que le Dr Weizmann

avait attribué antérieurement à M. Lloyd George). En Palestine, le général Allenby, sous une pression semblable, fit une tentative de pénétration, découvrit à sa surprise que les Turcs offraient peu d'opposition, et marcha sans trop de difficulté sur Jérusalem.

La récompense n'avait aucune valeur militaire, dans la totalité de la guerre, mais dès lors, M. Lloyd George n'allait plus se contenir. Les troupes furent détournées de la France sans égard pour ce qui était imminent là-bas. *Le 6 janvier 1918,* Sir Douglas Haig se plaignit de l'affaiblissement de ses armées en France à la veille de la plus importante bataille ; il lui manquait « 114.000 fantassins ». Le 10 *janvier 1918,* le ministère de la Guerre fut forcé d'émettre des ordres pour réduire toutes les divisions de 12 à 9 bataillons d'infanterie.

Une presse libre aurait pu à cette période donner à Sir William Robertson le soutien dont il avait besoin, dans l'opinion publique, pour empêcher tout cela. On lui refusa cela aussi, car à ce stade, la situation prédite par les *Protocoles* de 1905 était en train d'être provoquée :

**« Nous devons contraindre les gouvernements… à agir dans le sens favorable à notre plan aux larges perspectives, … par [le biais de] ce que nous présenterons comme étant l'opinion publique, secrètement orientée par nous au moyen de ce qu'on appelle la “grande puissance” - la Presse, qui, à quelques exceptions négligeables près, est déjà entièrement entre nos mains. »**

Des auteurs de grande réputation étaient prêts à informer le public du danger imminent ; on ne leur permit pas de parler.

Le colonel Repington, du *Times,* était l'auteur militaire le mieux connu à cette époque ; sa réputation dans ce domaine était la plus haute au monde. Il nota dans son journal :

**« C'est épouvantable, et cela signifiera la réduction d'un quart de notre infanterie en France et une confusion dans toute notre infanterie *au moment de la prochaine crise.* Je ne me suis jamais senti si malheureux depuis que la guerre a commencé… Je ne peux pas dire grand chose, parce que l'éditeur *du Times manipule souvent mes critiques ou ne les publie pas.*. Si *le Times* ne retourne pas à sa ligne indépendante et n'agit pas comme le chien de garde du public, je m'en laverai les mains. »**

Alors que l'accomplissement de ses avertissements était à portée de main, Sir William Robertson fut limogé. M. Lloyd George, résolu à obtenir l'autorité pour son aventure palestinienne, imposa son plan au Comité interallié de Versailles, que les conseillers techniques approuvèrent en janvier 1918, « *sous réserve de la sécurisation du front occidental* ». Sir William Robertson, à la requête de M. Clemenceau, réitéra son avertissement que cela mettrait en *danger mortel* le front occidental. Quand la réunion se termina, M. Lloyd George le réprimanda violemment, et il fut immédiatement supplanté par Sir Henry Wilson.

Avant qu'il ne quitte son poste, il y utilisa ses derniers moments à faire une dernière tentative pour empêcher le désastre prochain. Il se rendit à Paris (également en janvier) pour demander l'aide du général Pershing, le commandant américain, pour réapprovisonner le front épuisé (seules quatre divisions américaines et demi avaient alors atteint la France). Le général Pershing, un soldat fidèle à son devoir, donna la réponse que Sir William attendait et qu'il aurait lui-même donnée à la place du général Pershing : « Il fit astucieusement observer qu'il était difficile de réconcilier ma demande d'aide à la défense du front occidental *avec le désir de M. George d'agir offensivement en Palestine*. Il n'y avait, malheureusement, aucune réponse à cet argument, sauf que, en ce qui me concernait personnellement, aucun homme ou fusil ne seraient envoyés en Palestine de quelque endroit que ce soit. »

Après cela, Sir William Robertson ne fut plus « concerné ». Son récit diffère des mémoires de M. Lloyd George et d'autres politiciens, en ce qu'il ne montre aucune rancœur ; son unique thème est *le devoir*. De la façon dont il fut traité, il dit simplement : « Cela avait fréquemment été mon devoir désagréable, au cours de l'année 1917, que de protester contre les entreprises militaires que le Premier ministre voulait que l'armée mène à bien, et cette opposition l'avait sans aucun doute décidé à essayer un autre chef de l'état-major impérial… Sur le point du remplacement, donc, *il n'y avait rien à dire et je n'ai rien dit*. » Ainsi, un homme admirable disparaît de cette histoire d'hommes nombreux de moindre mérite, mais son travail est resté, parce que, jusqu'au moment de son renvoi, il sauva peut-être juste assez d'hommes et de fusils pour que la ligne qui s'effondrait tienne jusqu'à la dernière extrémité, en mars, comme une haussière qui se déchire pourrait tenir par un seul fil.

Quand il partit, deux hommes hors du gouvernement et de l'armée continuèrent la lutte, et leurs efforts méritent d'être rapportés, parce que ces derniers firent partie des dernières tentatives pour préserver le principe du reportage libre, indépendant et vigilant. Le colonel Repington était un ancien officier de cavalerie, admirateur de jolies femmes, amateur de discussions de qualité, un *beau sabreur (en français dans le texte - NdT*) . Ses carnets donnent une image durable de la vie superficielle des salons qui se tenaient tandis que les armées se battaient en France, et qu'à Londres les intrigants conspiraient dans les antichambres politiques. Cela lui plaisait, et bien qu'il en sentît l'incongruité, il réalisait que la morosité seule n'était pas un remède. Il était aussi honnête et patriotique que Robertson, et incorruptible ; les généreuses offres (qui aurait pu l'inciter à se taire, et étaient probablement faites dans cette intention) n'avaient aucun effet sur lui. Il écrivit :

**« Nous nourrissons plus d'un million d'hommes sur les théâtres de guerre mineurs, et faisons faux bond à nos forces en France, à un moment où toutes les forces boches de Russie peuvent arriver contre nous… Je n'arrive pas à obtenir le soutien de l'éditeur du Times pour réveiller le pays, et je ne pense pas que je serai capable de continuer avec lui bien plus longtemps. »**

(J'ai découvert les journaux du colonel Repington en travaillant sur ce livre, et je me suis ensuite rendu compte que son expérience fut identique à la mienne, avec le même éditeur, exactement vingt ans plus tard).

Un mois plus tard, il écrivait :

**« Au cours d'une entrevue orageuse, j'ai dit à M. Geoffrey Dawson que son obséquiosité envers le cabinet de guerre au cours de cette année était *en grande partie la cause de la posture dangereuse de notre armée*… Je ne veux plus avoir quoi que ce soit à faire avec le *Times*. » Il restait un homme en Angleterre qui était capable et désireux de publier la vérité. M. H.A. Gwynne du *Morning Post* publia l'article du colonel Repington, qui exposait l'affaiblissement du front français à la veille de son attaque, sans le soumettre au censeur. Lui et le colonel Repington furent alors poursuivis, jugés et condamnés à une amende (l'opinion publique était apparemment trop de leur côté pour un châtiment plus dur). Sir William Robertson écrivit au colonel Repington :**

**« Comme vous, j'ai fait ce qui était le mieux dans les intérêts généraux du pays et le résultat a été exactement ce à quoi je m'attendais…** ***Mais l'important est de garder le cap, et ainsi, on pourra*** **être sûr que la bonne volonté sortira finalement de ce qui peut** ***actuellement paraître néfaste.*** **»21**

Ainsi, les deux ans de guerre sous la direction de M. Lloyd George en Angleterre furent-ils importants dans leurs effets sur le présent, et je crois avoir montré comment il obtint son poste et quel but primordial il poursuivit par ce biais. Au bout de dix-huit mois, il avait surmonté toute opposition, avait détourné une multitude d'hommes de la France vers la Palestine, et était enfin prêt pour la grande entreprise.

*Le 7 mars 1918,* il donna des ordres pour *« une campagne décisive »* afin de conquérir toute la Palestine, et y envoya le général Smuts pour donner des instructions en conséquence au général Allenby.

*Le 21 mars 1918,* l'attaque allemande tant attendue en France commença, incorporant tous les hommes, armes et avions libérés du front russe.

La « campagne décisive » en Palestine fut immédiatement suspendue, et chaque homme qui pouvait être extirpé de Palestine fut envoyé d'urgence en France. Le nombre total d'hommes employés en Palestine était de *1.192.511* jusqu'en octobre 1918 (le général Robertson).

*Le 27 mars 1918,* le colonel Repington écrivit : « C'est la pire défaite dans l'histoire de l'armée. » Le 6 juin, les Allemands déclarèrent 175.000 prisonniers et plus de 2.000 fusils.

À ce point, la vérité apparut par les derniers mots ci-dessus, extraits de la lettre de Sir William Robertson au colonel Repington, et ils sont un présage d'espoir continu pour les hommes de bonne volonté aujourd'hui. En gardant le cap, il *avait* sauvé suffisamment pour que la ligne tienne, au point de rupture, jusqu'à l'arrivée en force des Américains. Avec cela, la guerre était pratiquement terminée. Il est clair que si la Russie avait été soutenue, l'excursion palestinienne évitée et la force concentrée en France, elle aurait pu se conclure plus tôt, et probablement sans « l'enchevêtrement » de l'Amérique. Cependant, cela n'aurait pas favorisé le grand plan pour « la gestion des affaires humaines. »

À ce stade du récit, j'écris avec les sentiments d'un participant, et ces derniers influencent probablement ce que j'ai écrit sur la longue histoire plus ancienne, parce que les effets, tels que je les ai vus à ma génération, m'apparaissent mauvais. Je me rappelle la grande attaque allemande du 21 mars 1918 ; je la vis dans le ciel et sur le terrain, et avait combattu le premier mois, jusqu'à ce qu'on m'emporte sur une civière. Je me rappelle l'ordre de Sir Douglas Haig, que chaque homme doit se battre et mourir là où il se tenait ; c'était affiché sur les murs du mess de mon escadron. Je n'ai aucune plainte concernant l'expérience, et ne l'effacerais pas de ma vie si je le pouvais. Maintenant que j'en suis *venu* à voir par quels moyens et motifs secrets tout cela fut provoqué, je pense que les générations à venir pourraient être un peu plus à même de garder le « cap » de Sir William Robertson, et ainsi de s'assurer que la bonne volonté finisse par sortir de ce qui leur semble néfaste, s'ils en savent un peu plus sur ce qui se passa alors, et qui a continué depuis. Voilà ma raison d'écrire ce livre.

Suite à la victoire en Europe, le territoire convoité en Palestine fut enfin acquis. Mais c'est une chose d'acquérir une terre, et une autre d'y construire quelque chose. Sur cette terre, une « patrie » sioniste devait être érigée, et ensuite un « État » (et au final, un « Commonwealth » ?). Aucune de ces choses ne pouvait être réalisée par l'Angleterre seule. Aucun précédent n'existait pour la donation d'un territoire arabe, par un conquérant européen, à un bénéficiaire asiatique. Pour une telle transaction, d'autres nations devaient être cooptées - de nombreuses nations - et une société promue, afin que l'on puisse lui donner l'apparence d'une affaire honnête. En fait, une « Société des Nations » était requise, et l'Amérique, par-dessus tout, devait être « enchevêtrée. » Cette autre partie du plan était aussi en préparation ; tandis que les armées britanniques s'emparaient de l'étendue de terre désirée, les avocats malins cherchaient le moyen d'y amender les titres de propriété légitimes, de lancer une société et de promouvoir l'entreprise en général.

M. Lloyd George avait rempli son rôle et son temps était bientôt terminé. Le lecteur peut maintenant tourner les yeux de l'autre côté de l'Atlantique et voir à quoi s'emploient M. House, M. Brandeis et le rabbin Stephen Wise. Un certain M. Woodrow Wilson joue un vague rôle dans ces opérations.

---

## NOTES DU CHAPITRE 30

21 À la suite à tout cela, Sir Edward Carson, qui avait involontairement aidé M. Lloyd George à devenir Premier ministre, avait démissionné du gouvernement et avait dit à l'éditeur du *Times* qu'il n'était que le porte-parole de M. George Lloyd, le *Morning Post* étant le journal véritablement indépendant. M. Gwynne dit au Colonel Repington que le gouvernement voulait détruire *le Morning Post*, « comme c'est l'un des quelques journaux indépendants qui restent ». Avant que la Seconde Guerre n'arrive, il *fut* « détruit », comme on l'a déjà relaté. Après cela, seule une publication hebdomadaire survécut en Angleterre, qui, à mon avis, chercha à soutenir durant de nombreuses d'années le principe du reportage impartial et indépendant, mais en 1953, *Truth* aussi fut ramené dans le rang, par un changement de propriétaire.

# Chapitre 31

## LA TOILE D'INTRIGUE

Les mots tels que « conspiration » et « intrigue », souvent utilisés dans ce récit, ne sont pas de moi ; ils viennent de sources autorisées. M. Arthur D. Howden, qui écrivit sa biographie en consultation avec l'homme qui y est dépeint, fournit le titre du chapitre ci-dessus ; il décrit le processus dont M. House fut le centre (en Amérique) au cours de la guerre 1914-1918, en ces termes : « *une toile d'intrigue fut tissée* par-delà de l'Atlantique. »

En Angleterre, le gouvernement de Lloyd George, et en Amérique, le président, furent d'abord empêtrés dedans séparément. Entre 1914 et 1917, ces « toiles » à Londres et Washington furent réunies par les fils transocéaniques que M. Howden dépeint en cours de filage. Par la suite, les deux gouvernements furent pris dans la même toile et ne s'en sont jamais libérés depuis.

Dans l'Amérique du président Wilson, le vrai président était M. House (« l'officier de liaison entre l'administration de Wilson et le mouvement sioniste », le rabbin Wise). le juge Brandeis, qui avait décidé de « donner sa vie » au sionisme, était le « conseiller présidentiel sur la question juive » (Dr Weizmann) ; c'est la première apparition dans la famille présidentielle d'une autorité jusque-là inconnue et dorénavant apparemment permanente. L'organisateur sioniste en chef était le rabbin Wise, en contact constant avec les deux autres hommes.

M. House (et M. Bernard Baruch) choisit les membres du cabinet présidentiel, si bien que l'un d'entre eux dut se présenter ainsi à M. Wilson : « Mon nom est Lane, M. le président, je crois que je suis secrétaire à l'Intérieur **22**. » Le président vivait à la Maison Blanche à Washington, mais on le voyait fréquemment rendre visite à un petit appartement de la 35e rue Est à New York, où vivait un certain M.House. Par la suite, cela mena à des questions ciblées, et un homme de parti s'entendit dire : « M. House est ma deuxième personnalité ; il est mon moi indépendant. Ses pensées et les miennes sont unes. » M. House était souvent à Washington, où il dirigeait les entrevues et la correspondance présidentielles, et, arrêtant

des membres du cabinet à l'entrée de celui-ci, les instruisait sur ce qu'il fallait dire une fois à l'intérieur. Même depuis New York, il dirigeait l'Amérique au moyen de lignes téléphoniques privées le reliant à Washington : « il n'y a qu'à décrocher le combiné, et je suis immédiatement en ligne avec le bureau du secrétaire d'État. »

L'assentiment présidentiel concernant les mesures de politique nationale n'était pas requis. M. House ne s'attendait pas à « une approbation… si le président ne s'opposait pas, je savais qu'on pouvait continuer sans risque. » Ainsi, M. Wilson devait-il exprimer un *dissentiment*, pour que soit retardée ou modifiée n'importe quelle action (et immédiatement après l'élection, on lui avait fait promettre « de ne pas agir de manière indépendante à l'avenir. »)

En 1914, M. House, qui s'était résolu en 1900 à étendre son pouvoir, de la politique texane à la politique *nationale*, se prépara à prendre en main les affaires *internationales* : « Il voulait employer son énergie à un domaine plus large… Dès le début de 1914, il réfléchit de plus en plus à ce qu'il considérait comme la plus haute forme de politique, celle pour laquelle il était particulièrement fait : les affaires internationales. » En fait, l'éducation texane de M. House ne lui en donnait pas les compétences. Au Texas, dans l'opinion publique, les mots « affaires internationales » sonnaient comme « canaille », et là-bas, plus que n'importe où en Amérique, « les traditions du XX$^{e}$ siècle avaient toujours prise sur l'opinion publique ; des traditions qui posaient comme principe primordial de la politique américaine *une abstention totale des affaires politiques de l'Europe* » (M. Seymour). M. House, qui, quelque part au Texas, avait absorbé « les idées des révolutionnaires de 1848 », devait détruire cette tradition, mais cela ne prouvait pas qu'il fût « particulièrement fait » pour intervenir dans « les affaires internationales. »

M. House était d'une espèce différente de celle du languissant M. Balfour avec son arrière-plan de collines et de brumes écossaises, et de celle de M. Lloyd George, l'Artful Dodger**23** gallois du sionisme, mais il agissait comme si eux et lui avaient terminé leurs études ensemble dans quelque collège occulte de machination politique. En 1914, il commença à nommer des ambassadeurs américains (comme il dit), et fit ses premières visites aux gouvernements européens, en tant qu'« ami proche du président. »

M. Seymour, son éditeur, dit :

**« Il serait difficile dans toute l'Histoire de trouver un autre exemple de diplomatie si peu conventionnelle et si efficace. Le colonel House, un simple particulier, étend cartes sur table et *concerte avec l'ambassadeur d'une puissance étrangère sur les dépêches à envoyer àl'ambassadeur américain et au ministre des Affaires étrangères de cette puissance.* »**

M. Howden, son confident, s'étend :

**« M. House avait l'initiative dans ce qui était fait… Le département d'État était *relégué au statut d'intermédiaire pour ses idées, un dépôt d'archives publiques.* Une grande partie de la correspondance diplomatique plus confidentielle passait directement par le petit appartement de la 35ᵉ rue Est. Les ambassadeurs des belligérants lui rendaient visite quand ils *voulaient influencer l'administration* ou demandaient de l'aide dans *la toile d'intrigue qui était en train de se* tisser par-delà l'Atlantique. »**

M. House :

**« La vie que je mène dépasse en intérêt et en excitation n'importe quelle histoire romanesque… L'information venant de chaque coin du globe se déverse à l'intérieur de ce petit bureau discret. » M. Seymour, de nouveau : « Les membres du cabinet à la recherche de candidats, les candidats à la recherche de positions, transformèrent son bureau en chambre de compensation. Les éditeurs et les journalistes recherchaient son avis, et les dépêches à la presse étrangère étaient quasi rédigées sous sa dictée. Les représentants du ministère des Finances des États-Unis, les diplomates britanniques… et *les financiers métropolitains* venaient à son bureau pour discuter leurs plans. »**

Un homme à l'avenir prometteur de l'autre côté de l'Atlantique s'intéressait lui aussi aux « financiers ». Mme Béatrice Webb dit que M. Winston Churchill, un peu plus tôt, lui confia lors d'un dîner qu'« il compte sur *la haute finance (en français dans le texte - NdT)* pour maintenir la paix, et pour cette raison est contre *un Empire indépendant,* car il pense que cela détruirait ce capitalisme cosmopolite, le *financier cosmopolite* étant le pacificateur professionnel du monde moderne, et à son avis, le summum de la civilisation ». Les événements postérieurs ne soutinrent pas cette notion

que les financiers importants (« métropolitains » ou « cosmopolites ») étaient des « pacificateurs professionnels. »

Telle était la scène américaine, dans les coulisses en 1915 et 1916. Le but du groupe dirigeant, dont la toile commençait maintenant *à traverser* l'Atlantique, apparaît grâce aux événements qui suivirent. M. Asquith fut renversé sous prétexte que son incompétence mettait la victoire en danger ; M. Lloyd George risqua une défaite totale en détournant des armées en Palestine. M. Wilson fut réélu sous le prétexte que, dans la tradition ancienne, il « maintiendrait l'Amérique hors de la guerre » ; une fois élu, il impliqua immédiatement l'Amérique dans la guerre. « La parole du diplomate » et ses « actes » étaient différents.

Le *30 mai 1915*, M. House « conclut [confidentiellement] que la guerre avec l'Allemagne est inévitable » , et en *juin 1916*, il inventa le slogan gagnant pour l'élection, pour la seconde campagne de M. Wilson : « Il nous a préservés de la guerre ». Le rabbin Stephen Wise, *avant* l'élection, appuya les efforts de M. House : dans des lettres au président, le rabbin « déplorait sa recommandation d'un programme de préparation », et sur les tribunes publiques, il prêchait contre la guerre. Tout se passa comme prévu: « la stratégie de House fonctionna parfaitement » (M. Howden), et M. Wilson fut triomphalement réélu.

Il semble qu'à ce stade, M. Wilson ait cru aux mots qu'on mettait dans sa bouche. Immédiatement après l'élection, il s'établit comme pacificateur et rédigea une note aux belligérants, dans laquelle il utilisait l'expression : *« les causes et les objectifs de la guerre sont obscurs*. » C'était un acte coupable « d'indépendance » de la part du président, et M. House fut furieux. Le président harcelé changea l'expression en « les objectifs que les hommes d'État et les belligérants *des deux côtés* ont à l'esprit dans cette guerre *sont pratiquement les mêmes. »* Cela rendit M. House encore plus furieux, et les efforts de M. Wilson pour exposer la nature de « la toile » dans laquelle il était pris cessèrent sur ces entrefaites. Pendant un certain temps, il resta dans l'ignorance de ce que devait être sa prochaine action, informant M. House *le 4 janvier 1917* : *« Il n'y aura aucune guerre. Ce pays n'a pas* l'intention de s'impliquer dans la guerre… Ce serait un crime contre la *civilisation, si nous y entrions*. »

Le groupe de pouvoir manœuvra pour dissiper ces illusions aussitôt après la cérémonie de seconde investiture de M. Wilson *(le 20 janvier*

*1917),* qui se passa sans encombre. Le rabbin Stephen Wise informa le président d'un changement d'avis ; il était maintenant « convaincu *que le temps était venu pour les Américains de comprendre que cela était peut-être notre destin de prendre part à la bataille.* » M. House (qui pendant l'élection « anti-guerre » avait noté : « Nous sommes au bord de la guerre ») confia à son journal *le 12 février 1917* : « Nous dérivons vers la guerre aussi rapidement que je m'y attendais » (ce qui donnait une nouvelle signification au verbe « dériver »).

Puis, *le 27 mars 1917,* le président Wilson demanda à M. House « s'il devait *demander au Congrès de déclarer la guerre* ou s'il devait *dire qu'ils étaient en état de guerre* », et M. House « conseilla la deuxième option », si bien que les Américains furent informés, le 2 avril 1917, qu'ils étaient en état de guerre.**24** Entre novembre 1916 et avril 1917, donc, « la toile d'intrigue » en traversant l'océan, réalisa ces buts décisifs : le renversement de M. Asquith en faveur de M. Lloyd George, l'engagement des armées britanniques dans la diversion palestinienne, la réélection d'un président qui serait contraint de soutenir cette entreprise, et l'implication de l'Amérique.

La déclaration d'*état de guerre* faite au Congrès dit que *l'objectif* de la guerre (que M. Wilson, quelques semaines auparavant, avait déclaré être « obscur » dans son projet de lettre) devait *« établir un nouvel ordre international*. » Ainsi, *un nouvel* objectif fut-il révélé ouvertement, bien que de façon énigmatique. Pour le public, les mots pouvaient signifier tout et son contraire. Pour les initiés, ils rapportaient un engagement de soutenir le plan, dont le sionisme et le communisme étaient les instruments, pour l'établissement d'une « fédération mondiale » fondée sur la force et la destruction de la nationalité, à l'exception d'une « nation » qui devait être recréée.

Dès ce moment, les groupes de pouvoir en Amérique et en Angleterre travaillèrent dans une synchronisation parfaite, de sorte que les deux histoires se fondent en une histoire, ou une « toile » unique. Les hommes apparemment puissants à Washington et à Londres coordonnèrent leurs actions à l'instigation des sionistes communiquant entre eux des deux côtés de l'océan. La préconnaissance de ce qui devait arriver avait été affichée auparavant par le Dr Weizmann, à Londres, *qui en mars 1915* avait écrit à son allié, M. Scott du *Manchester Guardian,* qu'il « comprenait » le désir du gouvernement britannique de soutenir les aspirations sionistes à la

prochaine Conférence de Paix (l'événement également prédit par Max Nordau en 1903). C'était exactement ce que M. Asquith refusait de considérer, si bien que le Dr Weizmann, en mars 1915, décrivait déjà comme « le gouvernement britannique » ceux qui allaient supplanter M. Asquith, en décembre 1916.

Ce « gouvernement britannique », dit le Dr Weizmann, laisserait « l'organisation *du Commonwealth juif* » en Palestine « entièrement au soin des juifs ». Cependant, les sionistes n'aurait décemment pas pu, même dans une Palestine qu'on avait conquise[25] pour eux, fonder « un Commonwealth » contre les habitants d'origine. Ils ne pouvaient le faire que sous la protection d'une grande puissance et de ses armées.

Donc, le Dr Weizmann (prévoyant exactement, en 1915, ce qui devait arriver en 1919 et les deux décennies suivantes) considérait-il qu'« un protectorat » britannique devait être installé en Palestine (pour protéger les intrus sionistes). Cela signifierait, dit-il, que « les juifs reprendraient le pays ; *tout le fardeau* de l'organisation leur incombe, mais pendant les dix ou quinze prochaines années, ils travailleront sous protectorat britannique *provisoire*. »

Le Dr Weizmann ajoute que cela était « une anticipation du système de mandat », si bien que le chercheur d'aujourd'hui apprend aussi d'où vient la notion de « mandat ». L'idée de gouverner des territoires conquis sous un « mandat » accordé par une « Société des Nations » auto-proclamée fut uniquement inventée en ayant en vue la Palestine. (Les événements l'ont prouvé. Tous les autres « mandats » distribués après la guerre de 1914-1918 afin de donner l'apparence d'une procédure applicable de façon générale, ont disparu, soit par la renonciation du territoire en faveur de ses habitants, soit par sa conversion, dans les faits, en possession pour le conquérant. Le concept de « mandat » fut maintenu aussi longtemps que cela était nécessaire aux sionistes, pour qu'ils puissent amasser assez d'armes afin de prendre possession de la Palestine pour eux-mêmes).

Ainsi, après l'accession au pouvoir de M. Lloyd George et la seconde élection de M. Wilson, la forme qu'allait prendre l'avenir, bien au-delà de la fin de la guerre, était pleinement connue du Dr Weizmann au centre de la toile, qui passa à l'action. Dans un mémorandum au gouvernement britannique il exigea que *« la population juive de Palestine…* soit officiellement reconnue par le gouvernement suzerain comme *Nation juive.*

» « La première conférence officielle menant à la Déclaration Balfour » eut alors lieu. Ce comité, réuni pour préparer un projet de document gouvernemental britannique, se réunit dans une maison privée juive et se composait de neuf leaders sionistes et d'un représentant du gouvernement concerné, Sir Mark Sykes (qui était présent « à titre personnel »). Suite à cela, M. Balfour s'arrangea immédiatement pour se rendre en Amérique afin de discuter de la question.

Le Dr Weizmann et ses associés devaient naviguer serré entre deux difficultés à ce moment-là, et auraient bien pu échouer, si « la toile » ne leur avait pas permis de dicter ce que les hommes pour lesquels M. Balfour avait traversé l'océan, diraient à ce dernier. Le gouvernement britannique, malgré tout son zèle, paniqua à la perspective d'agir en tant que protecteur unique des sionistes, et voulut que l'Amérique partage l'occupation armée de la Palestine. Les sionistes savaient que cela bouleverserait violemment l'opinion américaine (si cela s'était produit, il aurait été beaucoup plus dur de rallier l'Amérique lors de l'acte de 1948, du fait de la pénible expérience partagée), et ne voulaient pas que la question de la co-occupation américaine soit soulevée. Les appréhensions du Dr Weizmann augmentèrent lorsqu'au cours d'« une longue conversation » avant le départ de M. Balfour, il découvrit que ce dernier désirait vivement « *un protectorat anglo-américain.* »

Le Dr Weizmann écrivit immédiatement au juge Brandeis pour le conseiller de s'opposer à un tel plan, mais d'assurer M. Balfour du soutien américain pour la proposition d'un protectorat uniquement britannique (8 avril 1917), et cette lettre à M. Brandeis « dut lui parvenir à peu près au moment de l'arrivée de Balfour. » M. Brandeis, qui s'était élevé jusqu'à la Cour suprême des États-Unis, s'était retiré de la direction *publique* du sionisme en Amérique. Dans la tradition de sa fonction, il aurait dû rester à l'écart de toutes les affaires politiques, mais en fait, en tant que « conseiller de M. Wilson sur la question juive », il informa le président qu'il était *« en faveur d'un protectorat britannique et s'opposait totalement à un condominium »* (c'est-à-dire, un contrôle commun anglo-américain).

Quand M. Balfour atteignit l'Amérique (alors en « état de guerre » depuis tout juste dix-huit jours) il ne discuta apparemment jamais de la Palestine avec le président américain. Le rôle de M. Wilson à ce stade « se limitait à une humble promesse au rabbin Wise ». « Quand le moment

arrivera, et que *vous et le juge Brandeis estimerez qu'il est temps pour moi de parler et d'agir, je serai prêt.* » À cette période, le rabbin avait déjà « mis au courant » M. House : « Il est engagé dans notre cause. Il n'y a aucun doute là-dessus. La chose sera votée à Washington, je pense, sans délai » *(8 avril 1917,* six jours après la proclamation d'« état de guerre »).

M. Balfour vit M. Brandeis. Manifestement, il aurait aussi bien pu rester chez lui avec le Dr Weizmann, puisque M. Brandeis se contenta de répéter le contenu des lettres du Dr Weizmann ; M. Balfour n'avait fait que se déplacer à l'autre bout de la « toile d'intrigue ». M. Brandeis (ainsi que le rapporte Mme Dugdale) « se mit *à insister de plus en plus* sur le désir des sionistes de voir *une administration britannique en Palestine*. » M. Balfour, ajoute sa biographe, « s'engagea à soutenir personnellement le sionisme ; il l'avait fait auparavant pour le Dr Weizmann, *mais maintenant, il était ministre des Affaires étrangères britannique*. »

Un commentaire américain postérieur, concernant le rôle joué par M. Brandeis dans cette affaire, est ici approprié. Le professeur John O. Beaty, de l'Université méthodiste du sud des États-Unis, dit que le jour de la confirmation de la nomination de M. Brandeis à la Cour suprême fut « un des jours les plus significatifs de *l'histoire* américaine , *car nous avions pour la première fois,* depuis la première décennie du XIX$^{e}$ siècle, *un fonctionnaire de statut supérieur dont l'intérêt le plus cher portait sur quelque chose d'autre que les États-Unis.* »

M. Brandeis « fit plus qu'appuyer l'idée d'une Palestine juive sous protectorat britannique » (Dr Weizmann). Lui et M. House publièrent (sous la signature du président) la célèbre déclaration rejetant les traités secrets. Cette déclaration était populaire auprès des masses, pour qui cela sonnait comme la voix du Nouveau Monde Parfait réprimandant l'ancien monde mauvais. Les mots évoquaient des images de diplomates masqués montant jusqu'à des chancelleries secrètes par de sombres escaliers dérobés ; maintenant que l'Amérique était en guerre, ces machinations féodales cesseraient et tout se ferait au grand jour.

Tant pis pour l'agréable illusion ; la noble réprimande était une autre soumission au sionisme. Il fallait encore vaincre la Turquie, si bien que les gouvernements français et britannique (dont les hommes étaient engagés au combat) souhaitèrent convaincre les Arabes, et conclurent avec eux « l'accord Sykes-Picot »**26**, qui prévoyait une confédération indépendante

d'États arabes et, parmi eux, *une administration internationale* pour la Palestine. Le Dr Weizmann eut vent de cet accord et vit qu'il ne pourrait y avoir aucun *État* sioniste si la Palestine était sous contrôle *international* ; « la protection » britannique exclusive était essentielle. On appliqua la pression, et la dénonciation retentissante du président Wilson des « traités secrets » visa uniquement les Arabes de Palestine et leurs espoirs pour l'avenir. L'Amérique *insistait* pour repasser le bébé à l'Angleterre.

Concernant cet accomplissement secret, la biographe de M. Balfour rapporte avec bonheur que cet accord montrait qu'« *une diplomatie nationale juive était maintenant existante* » ; ces mots pourraient être utilisés comme titre alternatif à ce chapitre, si on veut bien. Le ministère des Affaires étrangères britannique « finit par reconnaître, avec une légère inquiétude, que le gouvernement britannique était pratiquement *engagé*. » L'Amérique, bien qu'entrée en guerre, n'était pas en guerre avec la Turquie, et pourtant s'était secrètement engagée (par le biais de M. Brandeis) à soutenir le transfert du territoire turc à un tiers extérieur. La participation américaine dans l'intrigue devait donc rester inconnue du public pour le moment, bien que M. Balfour en eût été informé sur un ton impérieux.

L'été 1917 passa tandis qu'on préparait la Déclaration Balfour, l'Amérique s'étant ainsi secrètement impliquée dans l'aventure sioniste. La seule opposition restante, hormis celle des généraux et de quelques fonctionnaires supérieurs du ministère des Affaires étrangères ou du département d'État, venait des juifs d'Angleterre et d'Amérique. Elle fut sans effet, parce que les politiciens importants, dans les deux pays, étaient encore plus hostiles à leurs concitoyens juifs que ne l'étaient les sionistes. (Le rôle joué par les non-juifs dans toute cette affaire fut si grand, même si ce fut un rôle de marionnettes, que cela nous rappelle constamment la nécessité de considérer comme suspecte l'attribution des *Protocoles* à une paternité uniquement juive).

En Angleterre, en 1915, l'Association anglo-juive, par le biais de son Comité conjoint, déclara que « les sionistes ne considèrent pas l'émancipation civile et politique comme un facteur suffisamment important dans la victoire sur la persécution et l'oppression des juifs, et pensent qu'une telle victoire ne peut être réalisée que par l'établissement d'un foyer légalement sécurisé pour le peuple juif. Le Comité conjoint considère le postulat “national” des sionistes comme étant d'un

antisémitisme aussi dangereux et provocant que les privilèges spéciaux accordés aux juifs en Palestine. Le Comité n'a pu débattre de la question d'un protectorat britannique avec *une* organisation internationale incluant des éléments différents, voire *ennemis.* »

Durant n'importe quelle époque rationnelle, les gouvernements anglais et américain auraient parlé ainsi, et ils auraient été soutenus par les citoyens juifs. Cependant, en 1914, le Dr Weizmann avait écrit que de tels juifs « doivent se rendre compte *que nous, et non eux, sommes les maîtres de la situation.* » Le Comité conjoint représentait les juifs établis en Angleterre depuis longtemps, mais le gouvernement britannique *acceptait* la revendication des révolutionnaires de Russie d'être « les maîtres » de la communauté juive.

En 1917, alors que le moment irrévocable approchait, le Comité conjoint déclara de nouveau que les juifs étaient une communauté religieuse et rien de plus, qu'ils ne pouvaient pas revendiquer « un foyer national », et que les juifs de Palestine n'avaient besoin de rien d'autre que de « l'assurance de la liberté religieuse et civile, de moyens raisonnables pour l'immigration, et autre choses de ce genre. »

À cette période, de telles déclarations exaspéraient les *goys* engagés dans la bataille autour du Dr Weizmann de Russie. M. Wickham Steed, du *Times*, exprima « un mécontentement pur et simple » après avoir discuté « pendant une bonne heure » (avec le Dr Weizmann) « du genre de leader qui était le plus susceptible de plaire au public britannique », et suscita « une magnifique présentation de l'argument sioniste. »

En Amérique, M. Brandeis et le rabbin Stephen Wise étaient tout aussi vigilants contre les juifs d'Amérique. Le rabbin (de Hongrie) demanda au président Wilson : « Que ferez-vous quand leurs protestations arriveront jusqu'à vous ? » Il resta un petit moment silencieux. Puis, il indiqua une grande corbeille à papier près de son bureau. « Cette corbeille n'est elle pas assez grande pour contenir toutes leurs protestations ? »

En Angleterre, le Dr Weizmann était mis en rage par *« l'interférence extérieure, entièrement venue des juifs.* » À ce stade, il se sentait comme un membre du gouvernement, ou peut-être *le* membre du gouvernement, et par le pouvoir qu'il exerçait, il l'était apparemment. Il ne se contenta pas d'écarter comme « interférence extérieure » les objections des juifs britanniques ; il dicta ce dont le Conseil des ministres devait discuter, et

exigea d'assister aux réunions du Conseil afin de pouvoir attaquer un ministre juif ! Il exigea que M. Lloyd George mette la question « à l'ordre du jour du cabinet de guerre *pour le 4 octobre 1917* », et, *le 3 octobre,* écrivit au ministère des Affaires étrangères britannique pour protester contre les objections qu'il s'attendait à voir levées, au cours de cette réunion, « par un Anglais éminent de confession juive. »

M. Edwin Montagu était un membre du Conseil des ministres, et un juif. Le Dr Weizmann insista de façon implicite qu'il ne soit pas entendu par ses collègues, ou que s'il *était* entendu, on devrait faire venir le Dr Weizmann pour qu'il réponde ! Le jour de la réunion, le Dr Weizmann apparut dans le bureau du secrétaire du Premier ministre, M. Philip Kerr (un autre « ami »), et proposa de rester là, dans le cas où le Conseil « déciderait de me poser quelques questions avant de prendre une décision. » M. Kerr dit : « Depuis que le gouvernement britannique est gouvernement, aucun particulier n'a été admis à l'une de ses sessions », et sur ce, le Dr Weizmann s'en alla.

Sans cela, M. Lloyd George aurait créé un précédent, car le Dr Weizmann était à peine parti qu'après l'audition de M. Montagu, M. Lloyd George et M. Balfour envoyèrent chercher le Dr Weizmann. M. Montagu parvint alors, au grand dam des gentils rangés contre lui, à obtenir des modifications mineures du projet, et le Dr Weizmann réprimanda par la suite M. Kerr pour ce petit compromis : « Le Conseil, et même vous-même, attachez une importance excessive à l'opinion de “*la soit-disant Communauté juive britannique*”. » Deux jours plus tard *(le 9 octobre)*, le Dr Weizmann câbla triomphalement au juge Brandeis que le gouvernement britannique avait formellement entrepris d'établir « un foyer national pour la race juive », en Palestine.

Le projet connut des péripéties révélatrices entre le 9 octobre et le 2 novembre, date à laquelle il fut publié. Il fut envoyé en Amérique, où il fut révisé par M. Brandeis, M. Jacob de Haas et le rabbin Wise, avant d'être montré au président Wilson pour son « approbation finale ». Il se contenta de l'envoyer à M. Brandeis (qui l'avait déjà obtenu du Dr Weizmann), qui le fit passer au rabbin Stephen Wise, « afin de le remettre au colonel House, pour une transmission au Conseil des ministres britannique. »

C'est de cette manière que fut préparée l'une des actions les plus décisives jamais prises par un gouvernement britannique. Le projet,

incorporé à une lettre adressée à Lord Rothschild par M. Balfour, devint « la Déclaration Balfour ». La famille Rothschild, comme de nombreuses familles juives importantes, était nettement divisée à propos du sionisme. Le nom d'un Rothschild sympathisant, en tant que destinataire de la lettre, fut apparemment utilisé pour impressionner la communauté juive occidentale en général, et détourner l'attention des origines juives orientales du sionisme. Le véritable destinataire était le Dr Weizmann. Il semble qu'il était devenu un habitué de l'antichambre du cabinet de guerre, et le document lui fut délivré, Sir Mark Sykes l'informant : « Dr Weizmann, c'est un garçon ! » (aujourd'hui, on peut voir la forme qu'a pris l'homme).

On n'a jamais donné d'explication raisonnable sur l'action de soutien des politiciens occidentaux majeurs envers cette entreprise étrangère, et comme l'entreprise était jusque-là secrète et conspiratrice, on *ne peut* donner aucune véritable explication ; si une entreprise est bonne, la conspiration n'est pas nécessaire, et la dissimulaion elle-même indique des motivations qui ne peuvent être divulguées. Si d'aucun parmi ces hommes donna jamais quelque raison officielle, c'était généralement sous la forme de quelque vague invocation de l'Ancien Testament. Cela donne un ton moralisateur, et peut être considéré comme susceptible d'intimider les opposants. M. Lloyd George aimait dire aux visiteurs sionistes (ainsi que le rapporte ironiquement le rabbin Wise) : « Vous aurez la Palestine de Dan à Beer-Sheva » et ainsi, se présenter comme l'instrument de la volonté divine. Il demanda un jour à Sir Charles et Lady Henry de convoquer ensemble les membres juifs anxieux du Parlement, au petit déjeuner, « pour que je puisse les convaincre de la légitimité de ma position de sioniste ». *Un minyan* (quorum religieux juif de dix personnes) se rassembla en conséquence dans la petite salle à manger du Premier ministre britannique, où M. Lloyd George lut une série de passages qui, selon son opinion, prescrivaient la transplantation des juifs en Palestine en 1917. Puis il dit : « Maintenant, messieurs, vous savez Ce que dit votre Bible ; la question est réglée. »

À d'autres occasions, il donna des explications différentes et mutuellement destructrices. Il dit à la Commission royale pour la Palestine, en 1937, qu'il agissait pour acquérir « le soutien de la communauté juive américaine », et qu'il avait « la promesse ferme » des leaders sionistes « que si les Alliés s'engageaient à fournir des moyens pour l'établissement d'un foyer national pour les juifs en Palestine, ils feraient de leur mieux

pour rallier le sentiment et le soutien juif dans le monde entier à la cause alliée. ».

C'était un mensonge éhonté à la barre de l'Histoire. L'Amérique était déjà *en guerre* quand M. Balfour s'y rendit pour accepter la Déclaration Balfour, et la biographe de M. Balfour explore la notion d'un tel marché. Le rabbin Elmer Berger, un commentateur juif, dit que la promesse présumée de leaders sionistes lui inspire « … une indignation irrépressible, pour moi, ma famille, mes amis juifs, dont tous ne sont que des juifs ordinaires… cela constitue l'une des diffamations les plus obscènes de toute l'Histoire. Seuls l'inhumanité et le cynisme pourraient impliquer que les juifs des nations alliées ne donnaient pas déjà leur maximum dans la poursuite de la guerre. » La *troisième* explication de M. Lloyd George (« L'acétone m'a converti au sionisme ») est la mieux connue. Selon cette version, M. Lloyd George demanda au Dr Weizmann comment il pourrait le récompenser pour une découverte chimique utile faite pendant la guerre (lorsque le Dr Weizmann travaillait pour le gouvernement, durant le temps libre que lui laissait son travail pour le sionisme). Le Dr Weizmann est cité comme ayant répliqué : « Je ne veux rien pour moi, mais tout pour mon peuple », sur quoi M. Lloyd George décida de lui donner la Palestine ! Le Dr Weizmann lui-même raille cette histoire (« L'Histoire n'a rien à voir avec les lampes d'Aladin. Le *plaidoyer* de M. Lloyd George *en faveur de la patrie juive précéda de loin son accession à la fonction de Premier ministre* ») . À cet égard, c'est une coutume britannique de donner des récompenses en liquide pour de tels services, et le Dr Weizmann, loin de ne rien vouloir pour lui, reçut dix mille livres. (Si la recherche chimique était habituellement récompensée par des terres, il aurait pu réclamer un duché mineur *à l'Allemagne*, eu égard à un brevet d'invention vendu antérieurement au German Dye Trust (industrie de la teinture allemande - NdT), brevet qu'on trouva vraisemblablement utile en temps de guerre comme en temps de paix ; il fut naturellement heureux du revenu qu'il en tira pendant plusieurs années).

On ne peut échapper à la conclusion : si l'on pouvait trouver une explication honnête à ses actions dans cette affaire, M. Lloyd George l'aurait donnée. À partir de cette période en 1916-1917, la décrépitude du gouvernement parlementaire et représentatif peut être retracée, tant en Angleterre qu'en Amérique. Si des hommes secrets pouvaient dicter les actes majeurs de la politique nationale américaine et les opérations

majeures des armées britanniques, alors il est clair qu'« élection » et « fonction responsable » étaient des termes dépourvus de signification.

Les distinctions de parti commencèrent à disparaître dans les deux pays, une fois que cette autorité cachée et suprême fut acceptée par les politiciens occidentaux majeurs, et les électeurs américains et britanniques commencèrent à être privés de tout véritable choix. Aujourd'hui, cette condition est générale, et elle est maintenant publique. Les leaders de *tous* les partis, avant les élections, font la révérence au sionisme, et la sélection par l'électeur du président, du Premier ministre ou du parti ne fait aucune véritable différence.

En novembre 1917, la République américaine devint ainsi impliquée, de manière égale avec la Grande-Bretagne, dans le sionisme, qui s'est avéré être une force destructive. Cependant, il n'était qu'un intermédiaire du « principe destructeur ». Le lecteur se rappellera que dans la jeunesse russe du Dr Weizmann, la masse des juifs de là-bas, sous leurs directeurs talmudiques, était unie dans le but révolutionnaire, et seulement divisée entre le sionisme révolutionnaire et le communisme révolutionnaire.

Dans la semaine même de la Déclaration Balfour, l'autre groupe de juifs en Russie réalisa son but, la destruction de l'État-nation russe. Les politiciens occidentaux élevèrent ainsi un monstre bicéphale, une tête étant le pouvoir du sionisme dans les capitales occidentales, et l'autre étant le pouvoir du communisme progressant depuis la Russie captive.

La soumission au sionisme affaiblit le pouvoir de l'Occident à se préserver contre la révolution mondiale, car le sionisme œuvrait pour maintenir les gouvernements occidentaux dans la soumission, et dévier leur politique des intérêts nationaux ; en effet, à cet instant, le cri que l'opposition à la révolution mondiale était aussi de « l'antisémitisme » s'éleva pour la première fois.

Des gouvernements entravés par des capitulations secrètes dans toutes les directions ne peuvent agir fermement dans aucune autre direction, et la timidité de Londres et Washington dans leurs relations avec la révolution mondiale, pendant les quatre décennies suivantes, vint manifestement de leur soumission initiale à « la toile d'intrigue » tissée par-delà l'Atlantique entre 1914 et 1917.

Après 1917, par conséquent, la question à laquelle le reste du XXe siècle devait répondre était si l'Occident pourrait encore trouver en lui-même la force de se libérer, ou d'extirper ses leaders politiques, de ce double esclavage. En considérant la suite de ce récit, le lecteur devrait garder à l'esprit à quoi on incita les politiciens britanniques et américains au cours de la Première Guerre mondiale.

---

## NOTES DU CHAPITRE 31

22 Le département de l'Intérieur des États-Unis est un département du gouvernement américain qui contrôle et préserve la plupart des terres appartenant à l'État. Ces responsabilités sont tout à fait différentes des départements ou ministères de l'Intérieur d'autres pays, qui tendent à se concentrer sur la politique ou la sécurité, fonctions ici notamment détenues par le département de la Sécurité intérieure – Ndt, source : Wikipédia

23 Personnage du roman de Charles Dickens, *Oliver Twist*. Le Dodger (roublard, rusé) est un pickpocket, surnommé ainsi pour son adresse et sa ruse. L'expression « Artful Dodger » est toujours utilisée pour désigner quelqu'un d'habile à éviter les responsabilités ou les conséquences de ses actes – Ndt, source : Wikipédia

24 Cf p.280, l'extrait des *Protocoles* sur le droit du président à declarer l'état de guerre.

25 Lord Sydenham, quand il écrivit sur « l'exactitude mortelle » de la prévision des *Protocoles* » de 1900 (environ), avait peut-être particulièrement en tête ce passage : « … nous conférerons au président le pouvoir de proclamer l'état de guerre. Nous expliquerons cette prérogative par le fait que le président, étant le chef de l'armée, doit la tenir sous son autorité en cas de besoin… » La situation décrite ici est devenue une pratique établie au cours du présent siècle. En 1950, le Président Truman envoya des troupes américaines en Corée, « pour freiner l'agression communiste », sans consulter le Congrès. Plus tard, on déclara que c'était une guerre des « Nations unies », et elles furent rejointes par les troupes de dix-sept autres pays sous un commandant américain, le général MacArthur. Ce fut la première expérience d'une guerre de type « gouvernement mondial » - et le cours qu'elle prit suscita la question du

sénateur Taft, en 1952 : « Sommes nous vraiment sincères concernant notre politique anti-communiste ? » Le général MacArthur fut licencié après avoir protesté contre un ordre lui interdisant de poursuivre l'aviation communiste jusque dans leur sanctuaire chinois, et en 1953, sous le président Eisenhower, la guerre fut interrompue, laissant la moitié de la Corée entre les mains de « l'agresseur ». Le général MacArthur et d'autres commandants américains portèrent des accusations par la suite, selon lesquelles l'ordre interdisant la poursuite avait été communiqué à l'ennemi par « un cercle d'espions responsables du vol de mes rapports secrets supérieurs destinés à Washington » *(Life,* 7 février 1956), et le commandant communiste chinois confirma cela ( *New York Daily News,* 13 février 1956). En juin 1951, deux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères britannique, Burgess et Maclean, disparurent, et en septembre 1955, le gouvernement britannique, après avoir refusé l'information pendant quatre ans, confirma la croyance générale qu'ils étaient à Moscou et qu'ils « avaient espionné pour l'Union soviétique sur une longue période. » Le général MacArthur accusa alors ces deux hommes d'avoir révélé l'ordre de non-poursuite à « l'agresseur » communiste *(Life,* cité plus haut). Le 4 avril 1956, un journaliste demanda au président Eisenhower, lors de sa conférence de presse habituelle, s'il donnerait l'ordre d'envoyer à la guerre un bataillon de US marines, alors récemment envoyé en Méditerranée, « sans d'abord demander au Congrès » (à ce moment-là, la guerre au Moyen-Orient était une possibilité évidente). Il répondit avec colère : « J'ai annoncé maintes fois que je ne serai jamais coupable d'aucune sorte d'action qui puisse être interprétée comme une guerre, jusqu'au Congrès, qui possède l'autorité constitutionnelle. » Le 3 janvier 1957, premier acte important de son second mandat, il envoya au Congrès un projet de résolution, destiné à l'investir d'une autorité illimitée et permanente pour agir militairement au Moyen-Orient, « afin de *prévenir* l'agression communiste armée. »

**26** Les accords de Sykes-Picot sont des accords secrets signés le 16 mai 1916, entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie tsariste, prévoyant le partage du Moyen-Orient, c'est-à-dire l'espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerrannée, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne et ces puissances, à la fin de la guerre, suivant le dicton « diviser pour régner » - NdT, source : Wikipédia.

# Chapitre 32

# ENCORE LA RÉVOLUTION MONDIALE

Les triomphes simultanés du bolchevisme à Moscou et du sionisme à Londres la même semaine de 1917 furent des événements distincts seulement en apparence. On a montré l'identité de leur source originelle dans un chapitre précédent, et les hommes cachés qui promouvaient le sionisme via les gouvernements occidentaux soutenaient aussi la révolution mondiale. Les deux forces accomplissaient les principes corrélatifs de la Loi antique : « terrasse et détruis… règne sur sur toutes les nations » ; l'une détruisait à l'Est, et l'autre gouvernait secrètement à l'Ouest.

1917 apporta la preuve du dicton de Disraeli sur la révolution dans sa phase de 1848, quand il dit que les juifs dirigeaient « chacune » des sociétés secrètes et aspiraient à détruire le christianisme. Le groupe dirigeant qui apparut en 1917 était si principalement juif qu'il peut être qualifié de juif. La nature de la force instigatrice devint alors une question de fait historique, et non de nouveau débat polémique. Elle fut davantage identifiée par ses actes : le caractère de ses toutes premières promulgations, une parodie symbolique du christianisme, et une marque spéciale de paternité délibérément donnée au meurtre du monarque. Tous ces points portaient les traits d'une vengeance talmudique.

Au cours des quarante années qui ont passé, de grands efforts ont été faits pour supprimer la connaissance publique de ce *fait,* qui a été définitivement établi, par des reproches non-séquentiels envers quiconque revendique le droit de débattre de l'Histoire. Par exemple, en Amérique, dans les années 1950, un auteur juif compétent (et respecté à sa juste valeur), M. George Sokolsky, en critique d'un livre précédemment cité, écrivait : « Il est impossible de le lire sans atteindre à la conclusion que le professeur Beaty cherche à prouver que le communisme est un mouvement juif. » Concernant la direction, il *le fut* pendant une longue période avant 1917 (quant à plus tard, et à la situation actuelle, les chapitres suivants examineront les preuves). Ce ne fut *pas* une conspiration de tous les juifs, mais la Révolution française, le fascisme et le national-socialisme ne furent

pas non plus des conspirations de tous les Français, Italiens ou Allemands. La force d'organisation et la direction furent tirées des régions juives de la Russie sous contrôle talmudique, et en ce sens, le communisme fut manifestement juif de l'Est.

Quant aux buts révélés quand la révolution frappa en 1917, ceux-ci ont montré qu'elle ne fut pas épisodique ou spontanée, mais la troisième « éruption » de l'organisation révélée en premier par le biais de Weishaupt. Les deux caractéristiques principales réapparurent : l'attaque contre tout gouvernement légitime de quelque sorte qu'il fût, et contre la religion. Depuis 1917, la révolution mondiale a dû rejeter l'ancien prétexte de n'être dirigée que contre les « rois » ou le pouvoir politique des prêtres.

Une autorité de cette période savait cela, et l'affirma. Dans la tradition d'Edmond Burke et John Robison, de George Washington, Alexandre Hamilton et Disraeli, M. Winston Churchill écrivit :

**« Il semblerait presque que l'évangile du Christ et *l'évangile de l'Antéchrist* aient été destinés à être originaires du même peuple ; et que cette race mystique et mystérieuse ait été choisie pour les manifestations suprêmes, à la fois du divin *et du diabolique…* De l'époque de “Spartacus” Weishaupt à celle de Karl Marx, jusqu'à Trotski (Russie), Bela Kun (Hongrie), Rosa Luxembourg (Allemagne) et Emma Goldman (États-Unis), *cette conspiration mondiale pour le* renversement de la civilisation et pour la reconstitution de la société sur la base d'un arrêt de croissance, d'une malveillance envieuse et d'une *égalité impossible s'est développée sans interruption.* Elle a joué, ainsi qu'un auteur moderne, Mme Nesta Webster, l'a si habilement montré, un rôle définitivement reconnaissable dans la tragédie de la Révolution française. *Elle fut le mobile principal de chaque mouvement* subversif au cours du dix-neuvième siècle ; Et maintenant, enfin, cette bande de personnalités extraordinaires de la pègre des grandes villes d'Europe et d'Amérique a saisi le peuple russe par les cheveux, et est devenue pratiquement le maître incontesté de cet énorme empire. Il n'est aucun besoin d'exagérer le rôle joué dans la création du bolchevisme et dans la provocation de la révolution russe par ces juifs internationaux et pour la plupart athées. Il est certainement très grand ; il dépasse probablement tous les autres. »**

C'est la dernière déclaration sincère (que j'aie pu découvrir) d'un homme public majeur sur cette question. Après elle, l'interdiction du débat public tomba, et un grand silence s'ensuivit, qui continue à ce jour. En 1953, M. Churchill refusa la permission (requise sous la loi anglaise) qu'un photostat de cet article soit fait *(Illustrated Sunday Herald*, du 8 février 1920), sans en dire la raison.

Le fait établi concernant la direction juive était un savoir d'une importance suprême, et sa suppression postérieure, là où le débat public aurait été thérapeutique, produisit d'immenses effets en ce qu'elle affaiblit l'Occident. La formulation de toute politique nationale raisonnable devient impossible quand de tels éléments majeurs de connaissance sont exclus du public ; c'est comme si l'on jouait au billard avec des queues tordues et des balles elliptiques. Son succès à cet égard, plus que toute autre chose, montre la force de la conspiration (comme dans la période précédente, de Messieurs Robison, Barruel et Morse). À l'époque, les faits étaient disponibles. Le Livre blanc du gouvernement britannique de 1919 (Russia, No. 1, a Collection of Reports on Bolshevism) citait le rapport envoyé à M. Balfour, à Londres en 1918, par le ministre des Pays-Bas à Saint Petersbourg, M. Oudendyke :

**« Le bolchevisme est organisé et dirigé par des juifs qui n'ont aucune nationalité et dont l'unique objectif est de *détruire* pour leurs propres fins l'ordre existant des choses. »**

L'ambassadeur des États-Unis, M. David R. Francis, rapporta de la même façon :

**« Les leaders bolcheviques ici, dont la plupart sont juifs et dont 90 pour cent sont des exilés de retour, se soucient peu de la Russie ou d'un autre pays, mais sont internationalistes, et ils essaient de commencer *une révolution sociale mondiale*. »**

Le rapport de M. Oudendyke fut supprimé des éditions postérieures de la publication officielle britannique, et tous les documents authentiques similaires de cette période sont maintenant difficiles à obtenir. Heureusement pour le chercheur, un témoin préserva le rapport *officiel*. C'était M. Robert Wilton, le correspondant du *Times* de Londres , qui vécut la révolution bolchevique. L'édition *française* de son livre incluait *les listes*

*bolcheviques officielles* des membres des corps révolutionnaires dirigeants (ils furent *omis* dans l'édition anglaise).

Ces rapports montrent que le Comité central du parti bolchevique, qui exerçait le pouvoir suprême, comprenait 3 Russes (dont Lénine) et 9 juifs. Le corps suivant par ordre importance, le Comité central de la commission exécutive (ou police secrète) comprenait 42 juifs et 19 Russes, Lettons, Géorgiens et autres. Le Conseil des commissaires du peuple consistait en 17 juifs et cinq autres. La Tchéka (police secrète) de Moscou était formée de 23 juifs et 13 autres. Parmi les noms de 556 hauts fonctionnaires de l'État bolchevique officiellement publiés en 1918-1919, se trouvaient 458 juifs et 108 autres. Parmi les comités centraux de petits groupes, des partis censément « socialistes » ou autres partis non-communistes (durant cette première période, le semblant « d'opposition » était autorisé, pour tromper le peuple, habitué sous le tsar aux partis d'opposition), se trouvaient 55 juifs et 6 autres. Tous les noms sont donnés dans les originaux reproduits par M. Wilton. (Entre parenthèses, la composition des deux gouvernements bolcheviques de courte durée *à l'extérieur* de la Russie en 1918-1919, à savoir ceux de Hongrie et de Bavière, était similaire).

M. Wilton fit un grand effort ingrat pour dire aux lecteurs du journal ce qui se passait en Russie (brisé, il vécut seulement quelques années de plus et mourut dans la cinquantaine). Il ne *choisit* pas la tâche de rapporter l'événement le plus capital qui croisa jamais le chemin du devoir d'un journaliste ; elle lui incombait. Eduqué en Russie, il connaissait parfaitement le pays et sa langue, et était tenu en haute estime par les Russes, tout comme par l'ambassade britannique. Il observa les émeutes de la fenêtre du bureau du *Times*, contiguë à la préfecture, où les ministres du régime en effondrement avaient trouvé refuge. Entre l'apparition du gouvernement Kerenski, au printemps 1917, et la prise de pouvoir par les bolcheviques en novembre 1917, son devoir fut de rapporter un phénomène entièrement nouveau dans les affaires mondiales : l'accession d'un régime juif à une suprématie despotique en Russie et au contrôle déclaré de la révolution mondiale. À ce moment, il en vint à se rendre compte qu'on ne lui permettrait pas de rapporter fidèlement ce fait.

L'histoire secrète est relatée, avec une sincérité surprenante, dans *The Offical History* [L'Histoire Officielle – Ndt] de son journal, *le Times*, publiée en 1952. Elle montre le mécanisme caché qui fonctionna, dès 1917,

pour empêcher que la vérité sur la révolution parvienne jusqu'aux peuples d'Occident.

Ce volume rend hommage à la qualité du rapport de M. Wilton, et à sa position en Russie, *avant 1917.* Puis, le ton des références le concernant change brusquement. Les premiers avertissements de M. Wilton sur ce qui allait arriver en 1917, dit le livre, *« n'affectèrent pas immédiatement la politique du journal, en partie parce que leur auteur n'inspirait pas une totale confiance. »*

Pourquoi, si son travail et sa réputation antérieurs étaient si bons ? La raison transpire.

Le récit continue sur le fait que M. Wilton commença à se plaindre de « l'étouffement » ou de la suppression de ses messages. Puis, le *Times* commença à publier des articles sur la Russie écrits par des hommes qui avaient peu de connaissance du pays. En conséquence, les éditoriaux sur la Russie prirent le ton - exaspérant pour M. Wilton - dont les lecteurs de journaux devinrent familiers durant les décennies suivantes : « ceux qui croient en l'avenir de la Russie en tant que *démocratie libre et efficace observeront la justification du nouveau régime avec une confiance patiente et une compassion fervente.* » (Chaque incident de l'expérience de M. Wilton à Moscou, que le colonel Repington était en train de partager à Londres, se répéta au cours de ma propre expérience et celle d'autres correspondants, à Berlin, en 1933-1938).

« L'interrègne de cinq mois commença, durant lequel un régime juif devait reprendre le pouvoir à Kerenski. À ce moment même, son journal perdit « confiance » en M. Wilton. Pourquoi ? L'explication émerge. *The Official History* du *Times* dit : « Il ne fut pas *heureux pour Wilton* qu'un de ses messages… répandit l'idée, jusqu'*aux cercles sionistes* et même jusqu'au ministère des Affaires étrangères, *qu'il était antisémite.* »

« Cercles sionistes », le lecteur observera ; pas même « cercles communistes » ; ici, la relation devient claire. Pourquoi les « sionistes » (qui voulaient que le gouvernement britannique leur procure « une patrie » en Palestine) devaient-ils être outragés parce qu'un correspondant britannique à Moscou rapportait qu'un régime juif s'apprêtait à prendre le pouvoir en Russie ? M. Wilton rapportait la nature du régime à venir ; c'était son travail. De l'avis des « sionistes », c'était de « l'antisémitisme », et rien que l'allégation était suffisante pour détruire la « confiance » qu'on

plaçait en lui, à son agence centrale. Comment, alors, aurait-il pu rester « heureux » et conserver la « confiance » ? Manifestement, simplement en rapportant de manière inexacte les événements en Russie. En effet, on attendait de lui qu'il ne mentionne pas les faits déterminants des nouvelles du jour !

En lisant ce compte-rendu éclairant, je me demandai par quel itinéraire les « cercles sionistes » avaient répandu jusqu'au « ministère des Affaires étrangères », et du ministère des Affaires étrangères à Printing House Square, « l'idée » que M. Wilton était « un antisémite ». Le chercheur, comme le prospecteur solitaire, apprend à attendre peu pour beaucoup de labeur, mais dans ce cas, je fus consterné par la grosse pépite de vérité que je trouvai dans *The Official History* du *Times* trente-cinq ans après l'événement. Elle disait que « *le chef de la propagande* au ministère des Affaires étrangères fit envoyer à l'éditeur, par un membre de son personnel », un papier répétant « l'allégation », (qui fut apparemment d'abord imprimée sur quelque feuille sioniste). *The Official History* révélait même l'identité de cet « individu » assidu.

C'était un jeune M. Reginald Leeper, qui trois décennies plus tard (comme Sir Reginald) devint ambassadeur britannique en Argentine. Je regardai alors le *Who's Who* pour trouver des informations sur la carrière de M. Leeper, et je constatai que son *premier* emploi archivé avait commencé (quand il avait vingt-neuf ans) *en 1917* : « entré au Bureau international, département des informations, en 1917 ». Le mémorandum de M. Leeper sur M. Wilton fut envoyé au *Times début mai 1917*. Donc, s'il entra au ministère des Affaires étrangères le jour de l'An 1917, il n'y était que depuis quatre mois quand il transmit *au Times* son « allégation » concernant l'exceptionnellement qualifié M. Wilton, avec ses dix-sept ans de service dans ce journal, et l'effet fut immédiat ; *The Official History* dit que les dépêches de M. Wilton par la suite, pendant la période décisive, furent soit égarées, soit « *ignorées* ». (L'éditeur était le même dont se plaignit le colonel Repington en 1917-1918, et à qui le présent auteur envoya sa démission en 1938, sur le même principe fondamental de journalisme honorable.)

M. Wilton lutta pendant quelques temps, protestant continuellement contre « l'étouffement » et la suppression de ses dépêches et ensuite, en guise de dernier service au journalisme qui dit la vérité, mit tout ce qu'il

savait dans son livre. Il reconnut et rapporta les actes qui identifiaient la nature particulière du régime : la loi contre « l'antisémitisme », les mesures anti-chrétiennes, la canonisation de Judas Iscariote, et les empreintes digitales talmudiques laissées de façon narquoise dans la chambre mortuaire des Romanov.

La loi contre « l'antisémitisme » (qu'on ne peut définir) était en soi une empreinte digitale. Un gouvernement illégal, principalement juif, avertit par cette mesure la population russe, sous peine de mort, de ne pas s'intéresser aux origines de la révolution. Cela signifiait dans les faits que le Talmud était devenu la loi de la Russie, et dans les quatre décennies suivantes, on a fait en sorte que cette loi, dans les faits et à un degré croissant, fasse partie de la structure de l'Occident.

Les brefs actes anti-chrétiens de la phase française de la révolution réapparurent sous une forme plus ouverte. Le dynamitage des églises et l'installation d'un musée anti-Dieu dans la Cathédrale Sainte-Basile furent les indications les plus ostentatoires de la nature du régime, dont fit part M. Wilton : « Calculé d'après les chiffres de la population, les juifs représentaient *un* sur dix ; parmi les commissaires qui gouvernent la Russie bolcheviste, ils sont *neuf* sur dix ; actuellement, la proportion des juifs est encore plus grande. » C'était un rapport clair, et si celui-ci avait concerné les « Ukrainiens », par exemple, au lieu des « juifs », personne n'aurait levé d'objection ; le simple acte de rapporter un fait devint le motif d'une dénonciation secrète, parce que ce fait était lié aux juifs.

Le mémorial consacré à Judas Iscariote, rapporté par M. Wilton, fut une autre allusion délibérée à la chrétienté. Si les dirigeants juifs voulaient simplement créer une société égalitaire en 1917, il n'y avait aucunement lieu de conférer une aura héroïque à un acte de 29 ap. J.- C. ; la révolution de Russie ne peut absolument pas être comprise si l'on ne saisit pas le symbolisme de cet acte.

L'aspect de vengeance talmudique sur « le païen » fut indubitablement donné aux massacres de cette période. En août 1918, un juif, Kannegisser, abattit un juif, Ouritsky ; là-dessus, un juif, Peters, à la tête de la Tchéka de Petrograd ordonna qu'une « terreur de masse » soit exercée sur les *Russes*, et un autre juif, Zinoviev, exigea que dix millions de Russes soient « annihilés » ; le Livre blanc du gouvernement britannique sur le bolchevisme (1919) rapporte le massacre des paysans russes qui suivit.

De loin, l'acte le plus significatif fut la forme donnée au meurtre de la famille Romanov. Sans M. Wilton, cette histoire n'aurait jamais atteint le monde, qui jusqu'à ce jour croit peut-être que la femme et les enfants du tsar finirent leurs vies naturellement, sous garde « protectrice. »

Le tsar agit *de façon constitutionnelle* jusqu'à la fin, abdiquant sur le conseil de ses ministres (le 5 mars 1917). Ensuite (pendant la période Kerenski et ses premières retombées), il fut relativement bien traité pendant une année, comme prisonnier d'un commandant *russe* et de gardes *russes*, à Tobolsk. En avril 1918, alors que le régime juif avait pris le contrôle, il fut transféré, sur l'ordre de Moscou, à Ekaterinbourg. Les gardes russes furent alors limogés, et leur place à l'intérieur de sa maison-prison fut prise par des hommes dont l'identité n'a jamais été établie : les Russes locaux s'en souvinrent plus tard comme de « Lettons » (les seuls soldats rouges parlant une langue étrangère qu'ils eussent connu), mais il semble qu'ils furent amenés de Hongrie.

La place du commandant russe fut prise par un juif, Iakov Iourovski (le 7 juillet). Cela compléta la chaîne de ravisseurs juifs depuis le sommet, Moscou, en passant par le Soviet régional de l'Oural, jusqu'à sa prison à Ekaterinbourg (qui se trouve en Oural). Le véritable dirigeant de la Russie était alors le terroriste Iakov Sverdlov, le président de la Tchéka de Moscou, qui était juif. La Tchéka d'Ekaterinbourg était dirigée par sept juifs, l'un d'entre eux étant Iakov Iourovski. Le 20 juillet, le Soviet de l'Oural annonça qu'il avait abattu le tsar et envoyé sa femme et ses fils dans « un endroit sûr ». La Tchéka de Moscou publia une annonce semblable, signée par Sverdlov, « approuvant l'action du Soviet régional de l'Oural ». À ce moment-là, toute la famille était morte.

La vérité ne devint connue que par le hasard qui fit qu'Ekaterinbourg tomba aux mains des Armées blanches le 25 juillet, que M. Wilton les accompagnait, et que leur commandant - le général Dieterichs - un célèbre criminologue russe - M. Sokoloff - et M. Wilton révélèrent les preuves enterrées. Quand les troupes Blanches se retirèrent, M. Wilton emporta les preuves ; elles apparaissent dans son livre, et incluent de nombreuses photographies.

Les meurtres avaient été perpétrés sur ordre de, et en consultation constante avec Sverdlov à Moscou ; on découvrit des enregistrements de conversations téléphoniques entre les tchékistes et lui à Ekaterinbourg.

Parmi ceux-ci, se trouvait un rapport qui lui était adressé, venant d'Ekaterinbourg et disant : « Hier, un courrier est parti avec les documents qui vous intéressent ». Ce courrier était l'assassin en chef, Iourovski, et les investigateurs pensèrent que « les documents » étaient les têtes des Romanov, étant donné qu'on n'avait retrouvé aucun crâne ou os de crâne**27**.

L'acte fut décrit par les témoins qui n'avaient pas réussi à s'échapper, et au moins l'un d'entre eux était un participant. Le 16 juillet, à minuit, Iourovski réveilla le tsar et sa famille, les emmena dans une pièce du sous-sol et les abattit. Les véritables meurtriers étaient Iourovski, ses sept complices étrangers non identifiés, un certain Nikouline, de la Tchéka locale, et deux Russes, apparemment des bandits armés professionnels employés par la Tchéka. Les victimes étaient le tsar, sa femme, leur fils souffrant (que son père tenait dans ses bras, comme il ne pouvait pas marcher), leurs quatre filles, leur docteur russe, leur valet de chambre, leur cuisinier et leur bonne. La pièce était encore dans le chaos, à cause des coups de feu et de baïonnette, quand M. Sokolov et M. Wilton la visitèrent, et on en trouve une photo dans son livre.

Les circonstances ayant été déterminées, les enquêteurs faillirent désespérer de retrouver les corps, ou leurs restes ; ils apprirent que Iourovski, avant de fuir la ville, s'était vanté que « le monde ne saura jamais ce que nous avons fait des corps ». Cependant, la terre délivra son secret en détails. Les corps avaient été emportés par cinq camions dans une carrière de fer désaffectée dans les bois, puis découpés et brûlés, 150 gallons d'essence étant utilisés ; un certain Voikov, de la Tchéka de l'Oural (un compagnon de voyage de Lénine dans le train en provenance d'Allemagne) en tant que commissaire des approvisionnements, avait fourni 180 kg d'acide sulfurique pour dissoudre les os. Les cendres et les fragments avaient été jetés dans le puits, la glace au fond d'abord été brisée afin que la masse coule ; puìs, un dallage avait été descendu et fixé sur l'endroit. Quand ce dernier fut enlevé, la recherche toucha à sa fin. Au sommet, reposait le cadavre d'un épagneul appartenant à l'une des princesses ; dessous, se trouvaient des fragments d'os et de peau, un doigt, et de nombreux effets personnels identifiables qui avaient échappé à la destruction. Une trouvaille curieuse fut une petite collection de clous, de pièces de monnaie, de morceaux de papier d'aluminium et d'autres choses de ce genre. On aurait dit le contenu des poches d'un écolier, et ça l'était ; le précepteur anglais du petit garçon, M. Sidney Gibbes, l'identifia. Les

précautions prises pour se débarrasser des corps et des autres preuves étaient du genre que seuls des criminels ayant une longue expérience de leur métier auraient pu inventer ; elles ressemblent aux méthodes utilisées dans la guerre des gangs, pendant la période de la Prohibition, aux États-Unis.

Ces découvertes, devenant connues du monde extérieur, exposèrent le mensonge de l'annonce de Sverdlov disant que seul le tsar avait été « exécuté », et sa famille envoyée dans « un endroit sûr ». Les meurtriers mirent en scène un faux procès de « 28 personnes, sur l'accusation d'avoir assassiné le tsar et sa famille ». Seuls huit noms furent publiés, tous inconnus en ce qui concernait le crime, et on déclara que cinq personnes à avaient été abattues, qui, si même elles existaient, n'auraient pu y prendre part. L'assassin principal, Sverdlov, fut tué peu après au cours de quelque querelle de parti, et des milliers d'innocents moururent dans les massacres aveugles qui suivirent. Ekaterinbourg fut renommée Sverdlovsk, pour conférer une renommée permanente au rôle joué dans cet acte symbolique.

La raison principale du récit des détails du pogrom des Romanov est de pointer vers « l'empreinte digitale » qui fut laissée dans la pièce où ce pogrom s'accomplit. Un des assassins, vraisemblablement leur leader, resta pour exulter et inscrire une signature significative sur le mur, qui était couvert d'inscriptions obscènes ou railleuses en hébreu, magyar et allemand. Parmi celles-ci, se trouvait un distique qui reliait délibérément l'acte à la Loi de la Torah-Talmud, et qui l'offrait ainsi à la postérité, comme exemple de l'accomplissement de cette loi et de la vengeance juive telle que comprise par les Lévites. Il fut écrit en allemand par quelqu'un qui parodia le poète juif, les vers de Heinrich Heine sur la mort de Balthazar, le potentat imaginaire dont le meurtre est décrit dans *Daniel* comme la punition de Dieu pour un affront fait à Juda :

Belsazar ward aber in selbiger Nacht

Von selbigen Knechten umgebracht.

( *Dans la même nuit Balthazar fut assassiné par ces-mêmes serviteurs - NdT*)

Le parodiste, passant sardoniquement en revue les dégâts, adapta ces vers à ce qu'il venait de faire :

Belsa *tsar* ward in selbiger Nacht

Von *seinen* Knechten umgebracht.

( *Dans la même nuit Baltha* tsar *fut assassiné par* ses *serviteurs - NdT*)

Aucun indice plus clair du motif et de l'identité ne fut jamais laissé.

La révolution n'était pas russe ; l'éruption fut provoquée en Russie, mais la révolution avait partout ses amis en haut lieu. À cette période (1917-1918), le chercheur est capable pour la première fois d'établir que des hommes majeurs commencèrent à apporter ce soutien secret au communisme, qu'ils donnaient déjà à son frère de sang, le sionisme. Cela arriva des *deux* côtés de la ligne de combat ; une fois que les buts secrets, mais prépondérants, de la guerre entrèrent en jeu, la distinction entre « ami » et « ennemi » disparut. Les sionistes, bien qu'ils concentrassent une « pression irrésistible » sur les politiciens de Londres et de Washington, gardèrent longtemps leur siège *à Berlin ;* les communistes obtenaient un soutien décisif de l'Allemagne à un moment, et des ennemis de l'Allemagne le moment suivant.

Par exemple, quand la guerre de 1914-1918 commença, l'Allemagne se mit à « renvoyer en Russie des Russes aux tendances révolutionnaires, qui en Allemagne étaient des détenus, avec de l'argent et des passeports, afin qu'ils puissent provoquer des troubles chez eux » (l'ambassadeur Gerard à Berlin à M. House). M. Robert Wilton dit que la décision *de fomenter la révolution* en Russie fut prise formellement à une réunion de l'état-major allemand et autrichien, à Vienne, vers la fin de 1915. Le chef de l'état-major allemand, le général Ludendorff, le regretta plus tard : « En envoyant Lénine en Russie, notre gouvernement assuma… une grande responsabilité. D'un point de vue *militaire,* son voyage était justifié, car la Russie devait faire profil bas ; mais notre gouvernement aurait dû veiller à ce que nous ne soyons pas impliqués dans sa chute. »

Cela, pris comme un cas isolé, pouvait être une simple erreur humaine : ce qui semblait être une manœuvre *militaire* sensée produisit des conséquences *politiques* catastrophiques non prévues quand elle fut réalisée. Mais quelle explication peut-on trouver pour les politiciens américains et britanniques, dont le principe premier *militaire et politique* aurait dû être de soutenir la Russie, et qui pourtant soutinrent les révolutionnaires étrangers qui firent adopter « un profil bas à la Russie » ?

J'ai déjà cité l'éditorial sur la révolution (« … une démocratie libre et efficace… la justification du nouveau régime… ») qui parut dans le *Times* de Londres tandis que les dépêches de son correspondant expérimenté étaient « ignorées », et que la « confiance » lui était retirée parce que le journal avait reçu « une allégation » qu'il était « un antisémite. »

De l'autre côté de l'Atlantique, le vrai dirigeant de la République, M. House, confiait à son journal des sentiments semblables. Pour lui, les révolutionnaires étrangers passés en Russie clandestinement, en période de guerre, *depuis l'Occident* (« cette bande de personnalités extraordinaires de la pègre des grandes villes d'Europe et d'Amérique », M. Churchill) étaient d'honnêtes réformateurs agraires : « les bolchevistes sont apparus aux Russes affamés de paix et de terres comme les premiers leaders qui faisaient un effort sincère pour satisfaire leurs besoins. »

Aujourd'hui, nous savons tous ce qui est arrivé à la « soif de terres » des Russes sous le bolchevisme. En 1917, les tsars et leurs ministres travaillaient dur depuis cinquante ans pour satisfaire cette « soif de terre », et avaient été contrecarrés par l'assassinat. Apparemment, M. House l'ignorait. Quand la révolution fut accomplie, il donna ses instructions au président fantôme : « que littéralement rien d'autre ne soit fait que l'offre d'une expression de compassion pour les efforts *de la Russie* pour se cimenter en *une démocratie virile*, et *l'offre de notre appui financier, industriel et moral de toutes les façons possibles* ».[28]

On peut noter la ressemblance entre la première partie de cette phrase et l'éditorial du *Times* de Londres ; des groupes puissants agissant en coulisse dans les deux capitales étaient apparemment d'accord pour présenter au public cette fausse image d'une *démocratie* « virile » et « efficace » en cours d'élaboration. La deuxième partie annulait la politique initialement recommandée de « littéralement, ne rien faire » de plus que de prononcer des mots compatissants, par l'ordre de littéralement *tout* faire ; car que peut on faire de plus que de donner « un appui financier, industriel et moral de toutes les façons possibles ? » Ce fut la politique nationale américaine à partir du moment où M. House instruisit ainsi le président, et elle décrit exactement la politique poursuivie par le président Roosevelt pendant la *Seconde* Guerre mondiale, comme on le montrera.

Ainsi, l'Occident, ou des hommes puissants en Occident, commença-t-il à se ranger du côté de la révolution mondiale contre les Russes, c'est-à-dire,

contre tous les hommes qui abhorraient la révolution. Tous les hommes puissants, ou les hommes qui deviendraient puissants par la suite, ne se prêtérent pas à cette entreprise cachée. À cette période, M. Winston Churchill affirma de nouveau la nature de la révolution :

**« Certainement, je conteste le titre des bolchevistes à représenter la Russie… Ils méprisent une notion aussi commune que la nationalité. Leur idéal est une révolution prolétaire mondiale. Les bolcheviques ont volé d'un coup à la Russie deux choses des plus précieuses : la paix et la victoire, la victoire qui était à sa portée, et la paix qui était son désir le plus cher.**

**Les Allemands ont envoyé Lénine en Russie avec l'intention délibérée d'œuvrer à la chute de la Russie… À peine Lénine est-il arrivé là qu'il a commencé *à faire signe d'un doigt ici, et signe d'un doigt là, pour* protéger des personnes dans des retraites protégées à New York, à *Glasgow, à Berne et dans d'autres pays* » (le lecteur percevra d'où venaient les révolutionnaires « russes » qu'on fit venir en Russie) *« et il* a réuni les esprits principaux d'une secte formidable, la secte la plus *formidable au monde…* »**

**Avec ces esprits l'entourant, il s'est mis en devoir, avec une compétence démoniaque, de mettre en pièces chaque institution dont l'État russe et la nation dépendaient. On a fait adopter à la Russie un profil bas. La Russie devait adopter un profil bas… Ses souffrances sont plus épouvantables que ne le disent les rapports modernes, et on l'a privée de sa place parmi les grandes nations du monde. » (Chambre des communes, le 5 novembre 1919).**

La description de M. Churchill reste valable, particulièrement l'expression, « la secte la plus formidable au monde », qui ressemble à l'expression utilisée par Bakounine dans son attaque contre l'usurpation juive de la révolution cinquante ans plus tôt. Le passage de l'article de M. Churchill cité plus haut dans ce chapitre montre qu'il était tout aussi conscient de l'identité de cette secte.

Ainsi, les jeunes co-conspirateurs du Dr Chaim Weizmann de la région talmudique de Russie, triomphaient-ils en Russie au même moment où lui-même triomphait à Londres et Washington. La seule différence entre lui et eux, depuis le début, était celle entre le « sionisme révolutionnaire » et le «

communisme révolutionnaire », comme il le montre. Au cours de sa période d'étudiant à Berlin, Fribourg et Genève, il avait mené plus d'un débat animé sur ce point de différence, qui, pour ceux qui rejettent la révolution en tant que telle, est une distinction qui n'a pas de sens. La secrétaire de M. Balfour, Mme Dugdale, dépeint le débat entre les frères de sang de la révolution au cours des années où leur triomphe simultané était en préparation :

**« Lénine et Trotski prirent le pouvoir la même semaine de novembre 1917 où le nationalisme juif gagna sa reconnaissance. Des années auparavant, à Genève, Trotski et Weizmann avaient exposé, nuit après nuit, dans les cafés rivaux de la résidence universitaire, leurs croyances politiques opposées. Tous deux nés en Russie… ils avaient influencé *les foules d'étudiants juifs* d'un côté à l'autre de la rue ; Léon Trotski, apôtre de la révolution Rouge ; Chaim Weizmann, apôtre d'une tradition intacte depuis deux mille ans. Et là, par une coïncidence des plus étrange, la même semaine, chacun d'eux réalisa l'accomplissement de son rêve. »**

En vérité, les tenailles entre lesquelles l'Occident devait être pris avaient été forgées, et chaque poignée était tenue par un des deux groupes de révolutionnaires « nés en Russie » (mais pas russes).

Pour le Dr Weizmann et ses associés à Londres et Washington, l'événement à Moscou était un embarras passager, d'un certain côté.

Ils avaient basé leur réclamation de la Palestine sur la légende qu'« un lieu de refuge » devait être trouvé pour les juifs « persécutés en Russie » (manifestement hors-de-propos, mais assez bon pour « la foule ») et maintenant, il n'y *avait* pas de « persécution en Russie. » Au contraire, à Moscou, un régime juif gouvernait, et « l'antisémitisme » était un crime capital. Où, alors, étaient les juifs qui avaient besoin « d'un lieu de refuge » ? (C'est apparemment la raison pour laquelle on devait empêcher M. Robert Wilton de rapporter la nature du nouveau régime à Moscou).

Le rabbin Elmer Berger dit,

**« Le gouvernement soviétique favorisa même les juifs en tant que juifs.… D'un seul coup, la révolution émancipa ces mêmes juifs pour qui, auparavant, aucune solution autre que le sionisme ne pouvait être efficace, selon des porte-paroles sionistes. Les juifs soviétiques n'avaient**

**plus besoin de la Palestine ou d'un autre refuge. Le levier de la souffrance de la communauté juive russe, que Herzl utilisa souvent pour tenter d'obtenir de quelque pouvoir une charte pour la Palestine, n'existait plus. »**

Cela ne dissuada pas le Dr Weizmann. Il informa immédiatement les juifs qu'ils ne devaient s'attendre à aucun répit :

**« Certains de nos amis… sont très rapides à tirer des conclusions quant à ce qui arrivera au mouvement sioniste après la révolution russe. Maintenant, disent-il, le stimulant le plus fort pour le mouvement sioniste a été supprimé. La communauté juive russe est libre… Rien ne peut être plus superficiel et faux que cela.** ***Nous n'avons jamais construit notre mouvement sioniste sur les souffrances de notre peuple en Russie ou ailleurs. Ces souffrances ne furent jamais***

***la cause du sionisme.*** **La cause fondamentale du sionisme était, et est, la lutte indéracinable de la communauté juive pour avoir un foyer en propre. »**

Le Dr Weizmann disait la vérité tout en mentant. Il était vrai que les organisateurs du sionisme, en leur for intérieur, n'avaient jamais en réalité construit leur mouvement sur « les souffrances de notre peuple en Russie ou ailleurs » ; ils étaient indifférents à toute souffrance, juive ou autre, causée par le sionisme. Mais ils *avaient utilisé*, nul doute là-dessus, « les souffrances de notre peuple en Russie » comme argument pour assiéger les politiciens occidentaux, qui depuis M. Wilson en 1912, s'y référaient constamment.

Au cours de cette semaine cruciale, la fausseté de cette entière assertion, bien que révélée, ne fit aucune différence, car le gouvernement britannique, comme Mme Dugdale le rapporta, était grandement *engagé.* Pas même le prétexte qu'un juif – n'importe lequel - avait besoin d'« un lieu de refuge » ne pouvait être maintenu, mais M. Lloyd George avait entrepris de conquérir la Palestine pour « les juifs ».

L'illusion fondamentale de l'entreprise fut exposée au moment même où elle était accrochée comme un boulet au pied de l'Occident. Même si ce défaut irréparable dans sa fondation finira par causer son effondrement, comme celui du messianisme de Sabbataï Tsevi en 1666, la tragi-comédie, à partir de ce moment, devait se dérouler jusqu'à sa fin désastreuse.

Sans un événement qui eut lieu plus tard, l'entreprise serait morte de mort naturelle en quelques années, et ne survivrait aujourd'hui dans les annales que comme la Folie de Balfour. Cet événement fut l'arrivée d'Hitler, qui pendant quelques temps combla le vide laissé par l'effondrement de la légende de la « persécution en Russie », et suscita chez certains juifs un désir de se rendre en Palestine. Pour les sionistes, si Hitler n'avait pas surgi, il aurait fallu le créer ; il réalisa un plan d'effondrement, qui pendant un temps sembla presque réaliste. L'épisode hitlérien appartient à un chapitre ultérieur de ce récit.

---

## NOTES DU CHAPITRE 32

27 Le 12 avril 1989, des nouvelles ahurissantes arrivèrent d'Union soviétique, disant que les os de la famille royale Romanov avaient été trouvés dans un charnier, dans la forêt de Koptiaki. En fait, des historiens amateurs les avaient découverts, guidés par Alexandre Avdonine et Geli Ryabov, en 1979. En 1991, les autorités soviétiques ouvirent la tombe peu profonde (guère plus d'un mètre de profondeur), où les squelettes gisaient depuis des décennies. Ils découvrirent les squelettes enchevêtrés de neuf personnes, ainsi que des bouts de corde et des pots d'acide sulfurique brisés. En 1989, une équipe d'anthropologues, travaillant à partir de photographies et du rapport écrit par Iakov Iourovski, localisa la tombe. Sous la surveillance du Dr Maples, presque 1000 fragments d'os furent assemblés en cinq squelettes féminins et quatre masculins. L'équipe médico-légale américaine, menée par Maples et plus tard soutenue par Falsetti, analysa les dents et les os, et conclut que la femme qui manquait était la jeune Anastasia de 17 ans. Les Américains furent abasourdis par la brutalité du crime. Depuis, la controverse fait rage à propos des résultats des tests ADN et de l'identification positive des restes. Le test ADN suivant réalisé par une équipe anglaise a confirmé que les neuf corps trouvés étaient ceux du tsar et de la plupart de sa famille et de ses domestiques. Les corps manquants étaient ceux d'Alexis et d'une des grandes-duchesses, probablement Maria – Note de l'Éditeur.

28 Le fait que le président Eisenhower, en 1955, de sa chambre d'hôpital à Denver, envoya un message personnel de félicitations au Premier ministre soviétique Boulganine, à l'anniversaire de la révolution *bolchevique*, le 7

novembre, pourrait être révélateur des influences qui continuèrent à prévaloir dans l'entourage des présidents américains pendant les deux générations qui suivirent la révolution russe. La révolution démocratique et parlementaire, légitimée par l'abdication des tsars, eut lieu en mars 1917; le 7 novembre fut le jour où les bolcheviques renversèrent le régime légitime. Avant 1955, les présidents américains *alertaient* habituellement leur peuple contre la menace de l'agression « soviétique » ou « communiste » (c'est-à-dire, bolchevique).

# Chapitre 33

# LA LIGUE D'IMPOSITION DE LA PAIX

Au moment même, en 1917, où les deux forces analogues de Russie, le communisme révolutionnaire et le sionisme révolutionnaire, apparurent en pleine lumière, le troisième but secret de la guerre, celui dont ils étaient les instruments, fut aussi révélé. C'était le projet pour une « fédération mondiale » de prendre en main « la gestion des affaires humaines » et de régner *par la force.*

À l'époque (comme dans la Seconde Guerre, vingt-cinq ans plus tard), on incitait les masses à détruire « un fou à Berlin » [l'empereur Guillaume II – NdT] pour cette raison même - qu'il cherchait à dominer le monde par la force. En Angleterre, M. Eden Philpotts (un des nombreux oracles d'alors et de la guerre suivante) tonnait :

**« Vous pensiez *vous emparer du monde ;* mais vous ne garderez que ses malédictions, comme une couronne sur votre front… », et c'était le cri universel. Pourtant, le plan secret promu en Occident était également pour « s'emparer du monde par la force » et mettre à sa tête de nouveaux « seigneurs de la guerre ».**

On l'avait simplement paré avec d'autres mots. Ce qui était qualifié de militarisme réactionnaire prussien en Allemagne était une des « idées avancées » de M. House à Washington ; ce qui était ambition mégalomane chez le Kaiser était un concept éclairé d'un « nouvel ordre mondial » à Londres. Les politiciens d'Occident devinrent des dissimulateurs professionnels. Même Disraeli ne pouvait prévoir en 1832 (« la pratique de la politique en Orient peut être définie par un mot : la dissimulation ») que cela deviendrait la définition de la pratique politique en *Occident* au XX$^{e}$ siècle ; mais cela arriva quand les leaders politiques occidentaux, en soutenant le sionisme et la révolution mondiale, cédèrent à l'incitation d'Asiatiques ; leurs actes revêtirent une duplicité asiatique à la place de leur sincérité natale.

Étrangement, M. Woodrow Wilson, le plus docile d'entre tous, se rebella au début, de la façon la plus plaintive, contre les contraintes secrètes. Il essaya de déclarer, comme on l'a montré, que « les causes et les objectifs de la guerre sont obscurs », et quand M. House lui interdit cela, il avoua quand-même que les belligérants des deux côtés poursuivaient « les mêmes » objectifs. Il alla plus loin au tout début de sa présidence, quand il écrivit :

**« C'est une chose intolérable que le gouvernement de la République soit devenu à ce point hors d'atteinte du peuple ; qu'il ait été capturé par des intérêts qui sont spécifiques et non généraux. Nous savons**

**que quelque chose intervient entre le peuple des États-Unis et le contrôle de ses propres affaires à Washington. »**

Vraisemblablement, il apprit la nature de ces « intérêts » et de ce « contrôle », et cette connaissance exaspérante causa peut-être sa chute (et celle de M. Roosevelt à la génération suivante).

Néanmoins, il fut utilisé pour lancer le plan destiné à établir « une fédération mondiale », basée sur la force. L'idée lui fut « insufflée » par d'autres ; l'expression est utilisée par le biographe de M. House pour décrire la méthode par laquelle M. House incitait d'autres hommes à certaines actions (méthode par laquelle il était lui-même incité à ses propres actions). *En novembre 1915*, alors que les Américains s'enflammaient toujours pour le président qui les maintenait hors de la guerre, M. House lui donna ces instructions :

**« Nous devons projeter l'influence de cette nation au nom d'un plan par lequel les obligations internationales doivent être respectées et maintenues, et au nom de quelque plan par lequel *la paix mondiale* pourra être maintenue. »**

C'était toujours l'argumentaire du vendeur : que « le plan » « maintiendrait la paix mondiale ». Depuis longtemps, M. House discutait du plan avec Sir Edward Grey (le ministre des Affaires étrangères de M. Asquith ; il devint aveugle en 1914, mais dans un moment de clairvoyance spirituelle, il employa les mots qui sont devenus encore plus vrais depuis : « les lumières sont en train de s'éteindre partout en Europe »). Sir Edouard Grey fut captivé par « le plan », et écrivit à M. House : « Le droit international n'a jusqu'ici reçu *aucune sanction* ; la leçon de cette guerre est

que les Forces de l'Entente doivent se lier entre elles pour lui donner une *sanction.* » La « sanction » était l'euphémisme utilisé par les dissimulateurs pour éviter d'alarmer les masses avec des paroles de « guerre » ou de « force ». La définition du dictionnaire, dans un tel contexte, est une « mesure coercitive », et le seul moyen de coercition entre nations est, en dernier ressort, la guerre : aucune « sanction » ne peut être efficace si elle n'est pas soutenue par cette menace. Par conséquent, Sir Edward Grey pensa que l'on pourrait mettre fin à la guerre en faisant la guerre. C'était un homme incorruptible, mais apparemment induit en erreur ; les créateurs de la grande « idée » savaient de quoi ils parlaient (et actuellement, cela a été également révélé).

En 1916, M. House avait déjà instruit M. Wilson quant à son devoir, et en mai, le président annonça publiquement son soutien au « plan » lors d'une réunion d'un nouveau groupe ouvertement dénommé « La Ligue *d'mposition* de la Paix ». M. Wilson ne savait rien de sa nature : *« il n'apparaît pas que Wilson Woodrow ait étudié sérieusement le programme de la Ligue d'Imposition de la Paix »* [les *Papiers Intimes* de M. House - NdT].

C'était une réincarnation de l'ancienne « Ligue d'imposition de la paix » qui (comme Lord Cecil l'avait rappelé à M. House) « devint vraiment *une ligue pour soutenir la tyrannie*. » En 1916, le nom révéla toute l'affaire ; l'opinion américaine n'était alors pas prête à tomber dans un piège si évident. Le sénateur George Wharton Pepper rappelle :

***« Une organisation lourdement financée* habilement intitulée “La Ligue d'Imposition de la Paix” rendait notre tâche plus facile en soulignant, comme son titre l'indiquait, que l'Accord » (de la Société des Nations) « était destiné à devenir effectif *par la force*… Notre affirmation constante, en opposition avec la leur, était *que faire appel à la force* était au mieux futile, au pire… dangereux. J'ai comparé la futilité certaine *d'un appel à la force internationale* avec la possible espérance résultant de la confiance en la conférence internationale, et me suis déclaré favorable à toute association de ce genre, et me suis invariablement opposé à une ligue qui serait basée sur le premier postulat. »**

Les dissimulateurs révélèrent vite le nom, « la Ligue d'Imposition de la Paix », mais « le plan », qui engendra « La Société des Nations », resta le même, de façon transparente : c'était un plan pour transférer le contrôle des

armées nationales à un certain comité supranational qui pourrait les utiliser pour « la gestion des affaires humaines », de manière à servir ses propres buts spécifiques, et le motif a continué jusqu'à nos jours. Comme dans le cas précédent du sionisme, le président Wilson s'engagea bien avant le moment crucial (par sa déclaration publique de mai 1916), et aussitôt que l'Amérique fut en guerre (avril 1917), il annonça qu'il était impliqué dans une entreprise destinée à fonder *« un nouvel ordre international » ;* cette déclaration fut faite au moment de la première révolution en Russie et de la préparation de la Déclaration Balfour.

Ainsi, les trois grands « plans » avancèrent-ils ensemble jusqu'en Occident, et ce projet-là était le couronnement du travail effectué par les deux autres. Son principe de base était la destruction des États-Nations et de la nationalité, si bien qu'il était l'expression, sous forme moderne, du conflit antique entre l'Ancien et le Nouveau Testament, entre la Loi lévitique et le message chrétien. La Torah-Talmud est la seule source originale qu'on puisse découvrir, concernant cette *idée* de « destruction des nations » ; M. House pensait qu'il était presque impossible de suivre à la trace une « idée » jusqu'à sa source, mais dans ce cas, la piste *peut* être remontée tout au long des siècles jusqu'à 500 av. J.-C. et nulle part elle n'a été effacée au cours de ces deux mille cinq cents ans. Si, avant cette époque, quiconque au sein du monde connu avait transformé ce « principe destructif » en code et en doctrine, ils sont tous tombés dans l'oubli. *L'idée* contenue dans la Torah-Talmud est restée intacte à travers toutes les générations. Le Nouveau Testament la rejette et parle de *« duperie* des nations », non de leur destruction. La *Révélation* prévoit un jour où ce processus de duperie des nations prendra fin. Ceux qui cherchent à interpréter la prophétie pourraient très bien voir en la Ligue d'Imposition de la Paix, sous ses pseudonymes successifs, l'instrument de cette « duperie », condamnée à échouer au final.

M. House ayant décidé, et M. Wilson ayant déclaré, qu'« un nouvel ordre international » devait être établi, M. House (selon M. Howden) fondit un groupe connu comme « The Inquiry » (« l'Enquête » - NdT) pour établir un plan. Son chef était son beau-frère, le Dr Sidney Mezes (alors président du Collège de la Ville de New York) et son secrétaire, un certain M. Walter Lippmann (écrivant alors pour *The New Republic).* Un certain docteur Isaiah Bowman (alors directeur de la Société géographique américaine) apportait « conseil et aide personnels. »

Le groupe d'hommes placés comme responsables de The Inquiry était donc principalement juif (bien que dans ce cas, il ne s'agissait pas de juifs-russes : cela pourrait indiquer la véritable nature de l'autorité supérieure mentionnée par l'allusion du Dr Kastein à « une Internationale juive »), et on peut ainsi raisonnablement voir l'inspiration juive apparaissant dans le plan qu'il produisit. C'était (dit M. Howden) un projet de « Convention pour une Société des Nations » auquel *M. House* apposa sa signature en juillet 1918 : « Le président Wilson *n'était pas* et n'a jamais prétendu être, *l'auteur de l'Accord.* » C'est donc ici que se trouvent les origines de la Société des Nations.

La Conférence de Paix se profilait au loin quand M. House se préparait à lancer ce « nouvel ordre mondial », et ses premiers actes pointèrent vers l'identité du groupe de contrôle derrière les gouvernements occidentaux. Parmi les problèmes à traiter à la conférence qui conclut la guerre de 1914-1918, le sionisme et la Palestine (questions inconnues des masses au début de la guerre) se retrouvèrent en position élevée, sinon primordiale.

Le président Wilson, pour cette raison, sembla connaître des moments d'exaltation entrecoupés de longues périodes de découragement. Le rabbin Stephen Wise, de son côté, dépeignit l'entreprise palestinienne en des termes tels que le président, ravi, soliloqua : « Penser que moi, un fils de presbytère, je puisse être à même d'aider à rendre la Terre Sainte à son peuple. » Tandis qu'il se contemplait ainsi dans le miroir de la postérité, le rabbin à ses côtés le compara au roi perse Cyrus, qui avait permis aux juifs exilés sur sa terre de retourner à Jérusalem. Le roi Cyrus avait permis aux natifs judaïtes, s'ils le souhaitaient, de revenir en Juda après quelque cinquante années ; on exigea du président Wilson qu'il transplante les Khazars judaïsés de Russie sur une terre laissée par les juifs originels quelque dix-huit siècles auparavant.

De l'autre côté de l'Atlantique, le Dr Weizmann se préparait pour la Conférence de Paix. Il était alors apparemment l'un des hommes les plus puissants au monde, un potentat (ou l'émissaire de potentats) à qui « les élus dictateurs » de l'Occident rendaient d'humbles hommages. À un moment, en 1918, où le destin de l'Angleterre était en jeu sur le front occidental, une audience du roi d'Angleterre fut reportée. Le Dr Weizmann se plaignit si impérieusement que M. Balfour rétablit immédiatement le rendez-vous ; excepté pour le lieu de la rencontre, qui était le Palais de

Buckingham, il semble en fait que M. Weizmann accorda une audience au monarque. Pendant la Seconde Guerre mondiale le dictateur soviétique Staline, pressé par les leaders occidentaux de tenir compte de l'influence du Pape, demanda avec rudesse : « Combien de divisions a le Pape ? » Tout du moins, telle était l'anecdote, racontée maintes fois dans les clubs et les pubs, et pour les gens simples, cela semblait exprimer une vérité essentielle en quelques mots. Le cas du Dr Weizmann montre à quel point c'était essentiellement faux. Il n'avait pas un seul soldat, mais lui et l'Internationale qu'il représentait étaient capables d'obtenir des capitulations jamais gagnées auparavant, sauf par des armées conquérantes.

Il dédaignait les capitulants, tout comme la scène de ses triomphes. Il écrivit à Lady Crewe : « Nous détestons de la même façon les antisémites *et les philosémites.* » M. Balfour, M. Lloyd George et les autres « amis » étaient philosémites au premier degré, dans l'acception du mot selon le Dr Weizmann, et se surpassaient en obséquiosité envers l'homme qui les méprisaient. Quant à l'Angleterre elle-même, le Dr Weizmann, deux décennies plus tard, alors qu'il contemplait les bêtes sauvages du Parc national Kruger, soliloqua : « Ce doit être chose merveilleuse d'être *un animal* dans la réserve naturelle sud-africaine ; beaucoup mieux que d'être un juif à Varsovie *ou même à Londres*. » En 1918, le Dr Weizmann décida d'inspecter son royaume d'élection. Quand il atteignit la Palestine, l'attaque allemande en France avait commencé, les armées britanniques épuisées battaient en retraite, et « la plupart des troupes européennes en Palestine étaient évacuées pour renforcer les armées en France. » À un moment comme celui-là, il exigea que la première pierre d'une université hébraïque soit posée avec toute la pompe officielle. Lord Allenby protesta que « les Allemands sont presque aux portes de Paris ! » Le Dr Weizmann répondit que ce n'était « qu'un épisode. » Lord Allenby s'entêta ; le Dr Weizmann persista ; Lord Allenby, contraint et forcé, en référa à M. Balfour, *et reçut immédiatement, par télégramme, l'ordre d'obéir.* Avec une grande panoplie d'officiers d'état-major, de troupes et de « présenter armes » (uniquement perturbés par le bruit des combats britannico-turcs au loin), le Dr Weizmann tint alors sa cérémonie sur le Mont Scopus.

(Je me rappelle ces jours en France. Même un demi-million de soldats britanniques en plus aurait transformé la bataille ; une multitude de vies aurait été sauvées, et la guerre probablement terminée plus tôt. L'épreuve

française et britannique en France faisait des vacances sionistes en Palestine).

Quand la guerre se termina finalement, le 11 novembre 1918, nul hormis le Dr Weizmann ne fut au déjeuner l'invité *unique* de M. Lloyd George, qu'il trouva « en train de lire les Psaumes, et presque en pleurs. » Ensuite, le chef de clan sioniste observa depuis le Dix Downing street historique, alors que le Premier ministre disparaissait, porté par une foule en joie vers l'abbaye de Westminster pour un service d'action de grâces.

Foules et « administrateurs » ; quelqu'un parmi la foule remarqua-t-il la tête haute, en forme de dôme, au visage barbu et aux paupières lourdes, observant par la fenêtre, au Dix Downing street ?

Puis, le Dr Weizmann mena une délégation sioniste à la Conférence de Paix de 1919, où « le nouvel ordre mondial » devait être établi. Il informa l'auguste Conseil des Dix que *« les juifs avaient été frappés plus durement par la guerre que n'importe quel autre groupe »* ; les politiciens de 1919 n'émirent aucune objection face à cette insulte à leurs millions de morts. Cependant, un juif protestataire, M. Sylvain Levi, de France, tenta au dernier moment de leur instiller la prudence. Il leur dit :

**Premièrement, que la Palestine était un petit pays pauvre à la population existante de 600.000 Arabes, et que les juifs, ayant un standard de vie plus élevé que les Arabes, *auraient tendance à les déposséder ;* deuxièmement, que les juifs qui iraient en Palestine seraient *principalement des juifs russes, qui avaient des tendances explosives ;* troisièmement, que la création d'un foyer national juif en Palestine introduirait *le principe dangereux de doubles loyautés juives.***

Ces trois avertissements furent accomplis à la lettre, et furent entendus avec hostilité par les politiciens gentils réunis à la Conférence de Paix de 1919. M. Lansing, le secrétaire d'État américain, porta immédiatement le coup de grâce à M. Lévi. Il demanda au Dr Weizmann : « Qu'entendez-vous par foyer national juif ? » Le Dr Weizmann dit qu'il signifiait qu'*en sauvegardant toujours les intérêts des non-juifs,* la Palestine deviendrait *au bout du compte « aussi juive que l'Angleterre est anglaise.* » M. Lansing dit que cette réponse absolument obscure était « absolument claire », le Conseil des Dix inclina la tête en signe d'accord, et M. Lévi, comme tous les protestataires juifs depuis vingt-cinq siècles, fut défait. (On l'entendit

uniquement pour maintenir un semblant de considération impartiale ; le rabbin Wise, inquiété par « les difficultés auxquelles nous dûmes faire face à Paris », s'était déjà assuré de la docilité du président Wilson. Approchant le président en privé, il dit : « M. le président, *la communauté juive mondiale* compte sur vous en cas de besoin et d'espoir », excommuniant ainsi M. Lévi et les juifs qui pensaient comme lui. M. Wilson, posant sa main sur l'épaule du rabbin, « dit tranquillement et fermement : “N'ayez aucune crainte, la Palestine sera vôtre.” » )

Un autre homme essaya d'empêcher l'acte que ces hommes étaient en train de préparer, avec légereté. Le colonel Lawrence aimait les Sémites, car il avait vécu avec les Arabes et les avait soulevé dans le désert contre leurs dirigeants turcs. Il était tout autant un ami des juifs (le Dr Weizmann dit « on l'a présenté *par erreur* comme un antisioniste ») et croyait qu'« une patrie juive » (dans le sens, d'abord donné au terme, d'un centre *culturel*) pourrait bien être incorporé à l'État arabe uni pour lequel il avait œuvré.

Lawrence vit à Paris que ce qui était planifié était de planter le nationalisme sioniste comme une bombe à retardement parmi un désordre d'États arabes faibles, et cette réalisation le brisa. M. David Garnett, qui édita ses *Lettres*, dit : « Lawrence gagna ses victoires sans mettre en danger plus qu'une poignée d'Anglais, et elles furent gagnées, non pour ajouter des provinces soumises à notre empire, mais par le fait que les Arabes avec lesquels il avait vécu et qu'il avait aimés devaient être un peuple libre, et que la civilisation arabe devait renaître. »

C'était la foi de Lawrence pendant sa « Révolte dans le Désert », et c'est ce que les hommes qui l'envoyèrent en Arabie lui dirent. Quand la Conférence de Paris commença, il « contrôlait entièrement ses nerfs et était positivement aussi normal que la plupart d'entre nous » (M. J.M. Keynes). Il arriva en croyant à la promesse du président Wilson (le discours des Quatorze Points, le 8 janvier 1918) : « Les nationalités sous autorité turque devraient être assurées *d'une sécurité d'existence incontestable et d'une opportunité absolument indépendante de développement autonome. »* Il ne pouvait pas savoir que ces mots étaient faux, parce que M. Wilson était secrètement engagé envers le sionisme, par le biais des hommes qui l'entouraient.

Après la réponse du Dr Weizmann à M. Lansing, et son approbation par le Conseil des Dix, la trahison devint claire à Lawrence, et il montra « la

désillusion, l'amertume et la défaite résultant de la Conférence de Paix ; il avait une foi totale sur le fait que le président Wilson assurerait l'autodétermination pour les peuples arabes, quand il se rendit à la Conférence de Paix ; il était complètement désillusionné quand il en revint » (M. Garnett). Lawrence lui-même écrivit plus tard :

**« Nous avons vécu de nombreuses vies dans le tourbillon de ces campagnes, » (dans le désert) « ne nous épargnant jamais aucun bien ni mal ; pourtant, quand nous avons atteint le but et que le nouveau monde est né, *les vieillards sont sortis de nouveau et nous ont pris notre victoire, et l'ont remodelée d'après l'ancien monde qu'ils connaissaient…* Mon intention était de faire une nouvelle nation, de redonner au monde une influence perdue, de donner à vingt millions de Sémites les bases sur lesquelles construire un palais de rêve inspiré de leurs pensées nationales. »**

Lawrence, qui fut brisé par cette expérience, était alors parmi les hommes les plus célèbres au monde. S'il avait rejoint les dissimulateurs, il n'y a guère de rangs ou d'honneurs qui lui auraient été refusés. Il abandonna son rang et ses décorations, et tenta même, par honte, de perdre son identité ; il s'enrôla sous un faux nom dans le rang le plus bas de la Royal Air Force, où il fut découvert par la suite par un homme assidu du milieu de la presse. Cette dernière phase de sa vie et l'accident de motocyclette qui y mit fin, a un aspect suicidaire (ressemblant à la phase et à la fin similaires de M. James Forrestal après la Seconde Guerre), et on doit s'en souvenir comme faisant partie des martyrs de cette histoire.

Les hommes publics principaux étaient d'accord pour promouvoir l'aventure sioniste via « l'ordre mondial international » qu'ils étaient sur le point de fonder, quel que soit le coût en honneur et en souffrances humaines. Sur presque toutes *les autres* questions, ils divergeaient, si bien qu'à Paris, la guerre à peine finie, les réputations commencèrent à éclater comme des bulles, et les amitiés à se fissurer comme du plâtre. Une rupture eut lieu entre le président Wilson et sa « deuxième personnalité, son moi indépendant » (une brouille semblable et mystérieuse devait diviser le président Roosevelt et *son* autre moi, M. Harry Hopkins, à la fin d'une autre guerre).

M. House était à son zénith. Les Premiers ministres, les ministres, les ambassadeurs et les délégués l'assiégeaient à l'Hôtel Crillon ; en un seul

jour, il donna quarante-neuf audiences à de tels grands personnages. Une fois, le Premier ministre français, M. Clemenceau, passa quand M. Wilson était avec M. House ; on exigea du président qu'il se retire, tandis que les deux grands hommes s'entretenaient en privé. Peut-être l'humiliation finit-elle par briser M. Woodrow Wilson ; il fut frappé d'une maladie mortelle à Paris (comme M. Franklin Roosevelt à Yalta, bien que M. Wilson vécût plutôt plus longtemps). Apparemment, plus jamais les deux hommes ne se revirent ni ne communiquèrent entre eux ! M. House se contenta de rapporter : « Ma séparation de Woodrow Wilson fut, et est toujours pour moi un mystère tragique, un mystère qui ne pourra maintenant jamais être dissipé, car son explication est enterrée avec lui. »

Les illusions de pouvoir étaient en train de se dissoudre. Ces hommes ne furent jamais véritablement puissants, parce qu'ils agissaient en tant qu'instruments d'autres hommes. Ils ont déjà un air fantomatique dans les annales, et si les places et les boulevards nommés d'après eux portent toujours leurs noms, peu se souviennent de qui ils étaient. M. Wilson retourna en Amérique et mourut peu après. Il ne fallut pas longtemps pour que M. House devienne solitaire et oublié, dans l'appartement de la 35e rue Est. M. Lloyd George se retrouva dans un désert politique et fut seulement capable d'achever la ruine d'un Parti libéral qui avait autrefois été grand ; en une décennie, il se retrouva à la tête de quatre disciples. M. Balfour, pendant encore quelques années, hanta distraitement Saint James's Park.

Ils ne furent pas capables d'accomplir tout ce que leurs mentors souhaitaient. Secoué par la violence des objections américaines, M. Wilson « refusa absolument d'accepter la demande française pour la création d'une force internationale qui devait fonctionner *sous le contrôle exécutif de la Ligue.* » La Constitution américaine (se souvint soudainement le président) ne permettait pas une telle reddition de souveraineté.

Ainsi, le pire fut évité, au cours de cette génération. Les hommes secrets, *qui continuèrent* à être puissants quand ces « élus dictateurs » et ces « administrateurs » flexibles furent dépouillés de leur *semblant* de pouvoir, durent attendre la Seconde Guerre mondiale pour mettre la main sur les armées des États-Nations. Alors, ils réalisèrent leur « Ligue d'Imposition de la Paix », presque (mais encore pas tout à fait) dans l'intégralité du pouvoir despotique qu'ils convoitaient. En 1919 ils ont dû se contenter d'une première expérience modeste : la Société des Nations.

Les États-Unis ne la rejoindraient même pas ; les masses en Amérique, inquiétées par les résultats de la guerre et luttant instinctivement pour regagner la zone de sécurité d'« aucun enchêtrement étranger », n'acceptaient rien de tout cela. La Grande-Bretagne rejoignit la Ligue, mais sous d'autres Premiers ministres que M. Lloyd George, refusaient de céder le contrôle de ses armées. La voie vers le genre de « nouvel ordre mondial » prévu par M. House et ses souffleurs était bloquée pour l'instant. Néanmoins, une voie fut trouvée, via la Société des Nations, pour ouvrir une brêche fatidique, et probablement fatale, dans la souveraineté britannique.

L'autorité de cette « Société des Nations », quel que fût ce qu'elle représentât, fut utilisée pour couvrir l'utilisation de troupes britanniques comme gardes du corps pour les sionistes ayant l'intention de s'emparer de la Palestine. Le système employé pour donner ce semblant d'air légal à l'acte fut appelé « le mandat », et j'ai montré précédemment où naquit ce dernier. Par ce moyen, la Société des Nations fut capable d'installer les sionistes de Russie en Arabie, où ils révélérent « les tendances explosives » prédites par M Sylvain Lévi en 1919, et apparentes à tous aujourd'hui, en 1956. Ce fut le seul accomplissement du « nouvel ordre mondial » installé en 1919, et par le test antique, *Cui bono ?* [à qui profite le crime ? – NdT], on peut juger de la paternité de cette « idée. »

L'histoire du « mandat » (et d'un homme qui tenta de l'empêcher) constitue donc le chapitre suivant de ce récit.

# Chapitre 34

# LA FIN DE LORD NORTHCLIFFE

Pendant les trois années qui suivirent la Conférence de Paix de 1919, il fallut trouver le moyen de maintenir les armées britanniques en Palestine, de faire en sorte qu'elles aient l'air d'y accomplir un devoir honorable, et de les utiliser en fait comme une couverture pour un acte qui avait le caractère d'un assassinat. Ce problème, d'une complexité infinie, fut efficacement résolu. Une image impressionnante de la manipulation secrète de grands gouvernements pour un but abominable émerge des annales ; la méthode pour exercer « une pression irrésistible sur la politique internationale » s'améliora constamment avec la pratique.

Après que la Conférence de Paix eut approuvé la revendication sioniste en Palestine (et ainsi nié la masse des juifs occidentaux émancipés, incarnés par M Sylvain Lévi), on passa à l'étape suivante à la Conférence de San Remo de 1920, où les puissances victorieuses se réunirent pour démembrer l'Empire turc vaincu. Cette conférence adopta la tromperie ingénieuse inventée par le Dr Weizmann en 1915, et convint que la Grande-Bretagne devait administrer la Palestine sous « un mandat ».

Les protestations contre l'entreprise retentissaient alors de plus en plus, parce que sa véritable nature commençait à être comprise, mais M. Balfour assura le Dr Weizmann qu'« elles étaient considérées comme étant sans importance, et *n'affecteraient certainement pas la décision politique, qui avait été fixée de manière définitive*. »

Voilà la déclaration énigmatique, qui se reproduira souvent par la suite, comme quoi sur cette question, la politique ne doit pas, ne peut pas et ne changera jamais, si bien que l'intérêt national, l'honneur et toutes les autres considérations sont hors de propos. Je ne connais aucun autre cas où un principe inaltérable de haute politique nationale a été établi sans respect pour l'intérêt national ou la consultation de l'opinion publique, à n'importe quelle étape. À San Remo, Mr Lloyd George était anxieux que « le gel » de la paix ne survienne avant que le but secret n'ait été accompli et dit au Dr Weizmann : « Vous n'avez pas de temps à perdre. Aujourd'hui, le monde

ressemble à la Baltique *avant le gel.* Pour l'instant, il est toujours en mouvement. Mais s'il se fige, vous devrez vous cogner la tête contre les blocs de glace et attendre un deuxième dégel. » Si M. Lloyd George avait dit « la seconde guerre », il aurait été dans le vrai, et peut-être était-ce ce qu'il signifiait par « dégel. » En ces circonstances, la Conférence de San Remo « confirma la Déclaration Balfour *et la décision de donner le mandat à la Grande-Bretagne.* » Après cela, une seule étape restait entre les sionistes et leur but ; la Société des Nations devait inventer « des mandats », s'accorder le droit d'accorder des mandats, et ensuite , « ratifier » *ce* mandat-*là*.

Cela arriva en 1922, comme on le verra, mais pendant l'intervalle, des protestations contre l'acte vinrent *de toutes les autorités ou communautés responsables directement impliquées.* Les forces engagées à le promouvoir étaient triples : les sionistes dirigeants de Russie, « les philosémites » dans les hautes sphères, que le Dr Weizmann « détestait » tout en se servant d'eux, et, parmi les masses, ce groupe de libéraux sentimentaux dépeints d'une manière cinglante dans les *Protocoles*. Des avis autorisés et avertis s'étaient rangés contre cet acte, dans une proportion tellement accablante que, si la question avait été une autre que celle-ci, envers laquelle les « administrateurs » étaient secrètement engagés, elle se serait effondrée. La masse des protestations était si grande qu'elle est énumérée dans ses parties ici, pour comparaison avec le résumé qui suit. Elles venaient : (1) des Arabes palestiniens ; (2) des juifs palestiniens ; (3) du leader *sioniste* en chef en Amérique, de même que des juifs antisionistes d'Amérique et d'Angleterre ; (4) des officiels et des soldats britanniques en Palestine ; (5) des enquêteurs officiels britanniques et américains ; (6) d'une grande partie de la presse, à l'époque pas encore sous contrôle occulte concernant cette question.

(l) Les Arabes virent dès le début ce qui les attendait, car ils connaissaient la Torah. Le Dr Weizmann avait dit à la Conférence de Paix : « la Bible est notre Mandat », et ils connaissaient « le Dieu des juifs » et ses promesses de pogrom et de récompense : « Lorsque l'éternel, ton Dieu, t'aura fait entrer dans le pays dont tu vas prendre possession, et qu'il chassera devant toi beaucoup de nations, … Sept nations plus grandes et plus puissantes que toi ; et lorsque l'Eternel, ton Dieu, te les aura livrées et que tu les auras frappées, Tu les *détruiras entièrement ;* tu ne feras aucune

alliance avec elles, et tu ne leur montreras aucune pitié… . *(Deutéronome* 7, 1-3).

Ainsi, le sionisme - et son soutien occidental - signifiait l'extermination pour eux, sous une Loi datant de 2500 ans (et les événements de 1948 prouvèrent cela). En 1945, le Roi Ibn Saoud dit au président Roosevelt : « Vous avez mené deux guerres mondiales pour découvrir ce que nous savons depuis deux mille ans », et en 1948, l'intention d'accomplir *littéralement* « la loi et le commandement » cités plus haut fut prouvée par les actes. De façon significative, même les juifs antisionistes ne pouvaient pas croire, avant qu'il n'arrive, que cet « accomplissement » littéral était planifié. En 1933, M. Bernard J. Brown cita correctement le passage mentionné ci-dessus comme étant la raison des craintes arabes, et dit : « Bien sûr, les Arabes incultes ne comprennent pas *que le juif moderne ne prend pas sa Bible au sens littéral et ne serait pas si cruel envers son semblable,* mais ils soupçonnent que si les juifs fondent leur revendication en Palestine sur leurs droits historiques à cette terre, *ils ne peuvent le faire que sur* l'autorité de la Bible, et les Arabes refusent d'en rejeter une seule *partie* ». M. Brown de Chicago ne connaissait pas les Khazars).

Les Arabes, en 1920, ne furent pas dupes de l'engagement *public* de M. Balfour (dans la Déclaration) que leur « droits civils et religieux » seraient protégés, ni de l'engagement *public* de M. Wilson (les Quatorze Points) qu'ils auraient « une sécurité d'existence incontestable » et « une opportunité absolument indépendante de développement autonome. » S'ils ne le savaient pas, ils devinèrent que M. Balfour, M. Lloyd George et M. Wilson avaient *secrètement* promis *la Palestine* aux sionistes . Connaissant la Torah, ils ne crurent pas non plus à la déclaration *publique* de M. Winston Churchill, en 1922 (lorsqu'il était secrétaire colonial) : « Des déclarations non autorisées ont été faites, impliquant que l'objectif visé est de créer une Palestine complètement juive. Des expressions ont été utilisées comme “la Palestine doit devenir aussi juive que l'Angleterre est anglaise” » (un reproche direct au Dr Weizmann). « Le gouvernement de Sa Majesté considère toute suggestion de ce genre comme irréalisable, et n'a aucun but semblable en vue. De même, il n'a à aucun moment envisagé la disparition ou la subordination de la population, de la langue ou de la culture arabes en Palestine » (pendant la Seconde Guerre mondiale, comme Premier ministre, et ensuite comme leader de l'opposition, M. Churchill apporta son soutien au processus nié ici).

(2) La communauté juive originelle de Palestine (jamais prise en considération à aucune étape dans tous ces procédés) était violemment antisioniste. Le Dr Weizmann, presque seul parmi ses compagnons sionistes et les politiciens occidentaux associés avec eux, avait quelque relation avec ces juifs originels, ayant fait une ou deux brèves visites en Palestine ; il dit que la plupart de ses compagnons sionistes de Russie étaient *« complètement ignorants »* à leur sujet. À cette période, en 1919-1922, les leaders sionistes apprirent d'abord que les juifs de Palestine les considéraient comme « païens, impies, cruels, ignorants et malveillants. » Le Dr Weizmann (dont l'attitude familière était qu'il agissait uniquement pour leur bien ; « nous tenions seulement à rendre les conditions un peu modernes et confortables pour eux ») fut « plutôt horrifié de découvrir *à quel point nous étions éloignés d'eux*. » Il les écarta comme de vieux conservateurs qui bombardaient de façon agaçante les organisations juives en Amérique de plaintes à propos des sionistes, « exactement quatre-vingt dix pour cent » de leurs lettres étant violemment hostiles. (Typiquement, le Dr Weizmann fut informé du contenu de ces lettres par un censeur britannique, négligeant dans ses responsabilités, qui les lui montra). Ces protestations des Arabes natifs et des juifs natifs de Palestine furent ignorées des politiciens de Paris et de San Remo.

(3) En 1919, M. Louis Brandeis visita le pays qui alors, depuis vingt ans, constituait l'objet de son intérêt ravivé pour le judaïsme. Il fut immédiatement désillusionné par la rencontre effective avec la terre inconnue, et décida qu'« il serait *mauvais* d'encourager l'immigration ». Il recommanda vivement la réduction importante, sinon la suppression, de l'Organisation sioniste mondiale, et la limitation de l'activité future à la tâche modeste de fonder une « patrie juive » par le biais d'associations sionistes séparées, dans les divers pays. Dans les faits, cela serait un simple « centre culturel » en Palestine, consistant peut-être en une université et des académies, ainsi que des installations agricoles un peu plus nombreuses, avec des moyens d'immigration raisonnables pour le petit nombre de juifs qui, de leur propre volonté, désireraient aller en Palestine.

Cela signifiait l'abandon du concept de nationalité juive séparée symbolisée par *un État* juif, et c'était une trahison. C'était (comme le dit le Dr Weizmann) une renaissance du vieux clivage entre « l'Est » et « l'Ouest » ; entre *les « Ostjuden »* et les juifs de l'ouest émancipés ; entre «

Washington » et « Pinsk » (le nom de l'auteur de l'expression concernant la « pression internationale » était significatif, et non une coïncidence).

Les sionistes de Russie renversèrent M. Brandeis aussi facilement que le Dr Herzl en 1903-4. Au Congrès des sionistes américains, à Cleveland, en 1921, M. Brandeis exposa la proposition résumée ci-dessus. Le Dr Weizmann, s'y opposant, insista sur « un fonds *national* » (c'est-à-dire un revenu collecté par le gouvernement auto-désigné d'une *nation* juive, à partir d'un impôt obligatoire qui serait payé par les membres de l'organisation sioniste) et « un budget *national* ». La faiblesse de M. Brandeis était précisément celle du Dr Herzl en 1903 ; les grands gouvernements occidentaux étaient *engagés* envers les sionistes de Russie. Le congrès, qui, s'il était « élu » d'une quelconque manière, l'était par environ un dixième des juifs d'Amérique, soutint le Dr Weizmann, et le Dr Brandeis quitta les hautes sphères.

(4) En Palestine, les soldats et les officiels britanniques virent qu'une tâche impossible allait leur être imposée. Ils étaient d'une race qui avait acquis plus d'expérience dans l'administration de territoires étrangers qu'aucune autre dans l'Histoire, et l'expérience, de même que l'instinct, les avertirent. Ils savaient comment administrer un pays de façon juste au nom de tous ses peuples indigènes, et l'avaient souvent fait. Ils savaient qu'aucun pays ne pouvait être administré de façon juste, ni même être maintenu dans le calme, si on y faisait entrer de force des immigrants étrangers, et qu'on contraignait les peuples indigènes à l'accepter. Leurs protestations, aussi, commencèrent à remonter jusqu'à Londres, et jusqu'à la fin, trente ans plus tard, furent ignorées. Dès le début, les Arabes acceptèrent l'amère vérité et commencèrent (en 1920) à résister par des émeutes, des révoltes et tous les moyens à portée de la main ; depuis, ils n'ont jamais arrêté, et manifestement ne s'arrêteront pas avant que leurs griefs soient amendés, ou qu'ils soient tous mis en captivité armée, de façon permanente.

(5) Comme les « politiciens de premier plan » (expression du Dr Weizmann), à Londres et Washington, étaient résolus d'implanter les sionistes en Palestine à n'importe quel prix, sans tenir compte d'aucun conseil, opinion ou protestation, le chercheur d'aujourd'hui pourrait se demander pourquoi le président Wilson et M. Lloyd George envoyèrent des commissions d'enquête dans le pays qu'ils marchandaient. S'ils espéraient recevoir des rapports encourageants (à la manière du conseil de Sir Henry

Wilson sur les « mois boueux »), ils furent déçus, car ces enquêteurs se contentèrent de confirmer ce que les Arabes, juifs et Britanniques en Palestine avaient tous dit. La commission King-Crane du président Wilson (1919) annonça que « les sionistes attendent avec impatience une expropriation pratiquement complète des *habitants non-juifs actuels de la Palestine.* » Cette commission a ajouté : « par diverses formes *d'achat* » *;* les officiers britanniques plus expérimentés entendus par la commission l'informèrent de façon correcte que « le programme sioniste ne pouvait pas être réalisé, excepté *par la force des armes*. » La Commission Haycraft de M. Lloyd George (1921) annonça que la véritable racine des troubles qui commençaient alors en Palestine se trouvait dans la croyance arabe *justifiée* que les sionistes *avaient l'intention de dominer en Palestine.*

(6) De loin, l'obstacle le plus grand à l'ambition sioniste vint du rapport factuel dans la presse de ce qui se passait en Palestine, et des commentaires éditoriaux défavorables au sionisme. À tout moment jusqu'à la guerre de 1914-1918, les gouvernements américains et britanniques, avant qu'ils n'aillent trop loin, devraient compter avec l'opinion publique, informée de façon exacte par les journaux. La corruption de la presse (prédite par les *Protocoles*) commença avec la censure introduite pendant la Première Guerre mondiale ; la montée du pouvoir dirigeant dans les coulisses avait été révélée par le cas du colonel Repington, de M. H.A. Gwynne et de M. Robert Wilton en 1917-1918 ; des correspondants expérimentés furent poussés à démissionner ou à écrire des livres, parce que leurs comptes-rendus étaient ignorés, étouffés ou supprimés ; un éditeur qui publiait un compte-rendu fidèle sans se soumettre à la censure était poursuivi.

En 1919-1922, la censure était en train de prendre fin, et en général, les journaux retournaient de façon naturelle à la pratique antérieure du reportage authentique et du commentaire impartial des faits rapportés. Cela rétablit l'ancienne surveillance de la politique gouvernementale, et si elle avait continué, elle aurait sans aucun doute contrecarré le projet sioniste, qui ne pouvait être maintenu s'il était ouvert à l'examen public. Par conséquent, l'avenir entier pour les sionistes, à ce moment crucial où « le mandat » n'était pas encore « ratifié », déclencha la suppression des informations et des commentaires défavorables de la presse. À ce moment précis, un événement eut lieu, qui produisit ce résultat. À cause de ce grand impact sur l'avenir, et de par sa propre nature singulière, l'événement (dénoté dans le titre du chapitre présent) mérite ici d'être relaté en détail.

À ce stade de l'affaire, l'Angleterre était d'importance primordiale pour les conspirateurs (j'ai montré que le Dr Weizmann et M. House utilisèrent tous les deux ce mot), et en Angleterre, l'énergique Lord Northcliffe était un homme puissant. L'ex-Alfred Harmsworth, large, arborant un toupet napoléonien humide, possédait les deux quotidiens les plus largement lus, divers autres journaux et périodiques, et était de plus le propriétaire majoritaire du journal le plus influent au monde, à ce moment-là, le *Times* de Londres. Ainsi, il avait l'accès direct à des millions de gens chaque jour, et, malgré son sens des affaires, c'était par nature un grand *éditeur* de presse, courageux, combatif et patriote. Il avait parfois raison et parfois tort, dans les causes qu'il lançait ou soutenait, mais il était *indépendant* et incorruptible. Il ressemblait quelque peu à M. Randolph Hearst et au colonel Robert McCormick en Amérique, c'est-à-dire qu'il aurait fait beaucoup pour augmenter la circulation de ses journaux, mais seulement dans les limites de l'intérêt national ; il refusait de colporter des blasphèmes, des obscénités, de la diffamation *ou de la sédition.* Il n'avait peur de rien, et c'était une force dans le pays.

Lord Northcliffe se fit l'adversaire de la conspiration de Russie de deux façons. En mai 1920, il fit imprimer dans le *Times* l'article, mentionné précédemment, sur les *Protocoles*. Il s'intitulait « le Péril Juif, un Opuscule Inquiétant, Appel à l'Enquête. » Il concluait : « Une *enquête* impartiale sur ces supposés documents et sur leur histoire est des plus souhaitables… Allons-nous écarter la question entière sans enquête, et laisser invérifiée l'influence d'un livre tel que cet ouvrage ? »

Puis, en 1922, Lord Northcliffe visita la Palestine, accompagné par un journaliste, M. J.M.N. Jeffries (dont le livre qui en résulta, *Palestine : The Reality,* demeure l'ouvrage classique de référence sur cette période). C'était une association d'un genre différent de celui formé par les rédacteurs du *Times* et du *Manchester Guardian,* qui écrivaient leurs articles de Une sur la Palestine en Angleterre, et en consultation avec le chef de clan sioniste, le Dr Weizmann. Lord Northcliffe, sur place, arriva à la même conclusion que tous les autres enquêteurs impartiaux et écrivit : « À mon avis, sans y réfléchir suffisamment, nous avons garanti que la Palestine serait un foyer pour les juifs, malgré le fait que 700.000 musulmans arabes y vivent et la possèdent… Les juifs semblaient être sous l'impression que toute l'Angleterre était dédiée à la cause du sionisme, et même qu'en fait, elle s'enthousiasmait pour elle ; et je leur ai dit que ce n'était pas le cas, et qu'ils

devaient prendre garde à ne pas excéder notre peuple par l'importation secrète d'armes pour se battre contre 700.000 Arabes… Il y aura des troubles en Palestine… les gens n'osent pas dire la vérité aux juifs d'ici. Par moi, ils viennent d'en recevoir une partie. »

En révélant *cette* vérité, Lord Northcliffe faisait une *double* offense *;* il était déjà entré dans la chambre interdite en réclamant une « enquête » sur les origines des *Protocoles*. De plus, il fut à même de publier cette vérité dans les journaux à grand tirage qui lui appartenaient, de sorte qu'il devint, pour les conspirateurs, un homme dangereux. Il rencontra un obstacle sous la forme de M. Wickham Steed, qui était l'éditeur du *Times*, et dont la défense du sionisme est rapportée par le Dr Weizmann.

Dans ce combat, Lord Northcliffe avait un talon d'Achille. Il voulait particulièrement que la vérité sur la Palestine paraisse dans le *Times*, mais il n'était pas l'*unique* propriétaire de ce journal, juste le propriétaire principal. Ainsi, ses propres journaux publièrent sa série d'articles sur la Palestine, mais *le Times*, effectivement, refusa de le faire. M. Wickham Steed, bien qu'il eût fait de grandes propositions concernant l'avenir de la Palestine, refusait de s'y rendre, et refusait de faire de la publicité à l'argumentation antisioniste.

Ces faits, et tout ce qui suit maintenant, sont relatés (à nouveau, avec une sincérité surprenante) dans *The Official History* du *Times* (1952). Elle rapporte que M. Wickham Steed « éluda » la visite de la Palestine quand Lord Northcliffe le pria de s'y rendre ; elle rapporte aussi « l'inaction » de M. Wickham Steed après le télégramme de Lord Northcliffe dans lequel il exprimait le souhait « d'un article de Une attaquant l'attitude de Balfour envers le sionisme ».

Dans ce qui suit, l'attention du lecteur est particulièrement dirigée *sur les dates*.

En mai 1920, Lord Northcliffe avait suscité la publication de l'article sur les *Protocoles* dans le *Times.* Au début de l'année 1922, il visita la Palestine et produisit la série d'articles mentionnée plus haut. Le 26 février 1922, il quitta la Palestine, après sa requête - qui fut ignorée - à l'éditeur *du Times.* Il était exaspéré contre l'éditeur intransigeant, et fit lire un message, critiquant fortement sa politique éditoriale, lors d'une conférence de la rédaction qui se réunit le 2 mars 1922. Lord Northcliffe souhaitait la démission de M. Wickham Steed et fut étonné qu'il reste, après ce reproche

public. L'éditeur, au lieu de démissionner, décida « de prendre l'avis d'un avocat sur le degré de provocation qui était nécessaire pour constituer un renvoi illégal. » À cette fin, il consulta *le propre conseiller juridique particulier de Lord Northcliffe* (le 7 mars 1922), qui informa M. Wickham Steed que Lord Northcliffe était « anormal », « inapte aux affaires », et, à en juger par son apparence, « peu susceptible de vivre longtemps », et conseilla à l'éditeur *de continuer sa fonction !* L'éditeur se rendit alors à Pau, en France, pour voir Lord Northcliffe, et à son tour décida que Lord Northcliffe était « anormal » (le 31 mars 1922), et informa un directeur du *Times* que Lord Northcliffe était en train de « devenir fou ».

L'insinuation de folie fut ainsi lancée par un éditeur que Lord Northcliffe désirait destituer, et les impressions d'autres personnes sont donc manifestement pertinentes. Le 3 mai 1922, Lord Northcliffe participa à un déjeuner d'adieu à Londres, donné pour l'éditeur de l'un de ses journaux partant à la retraite, et « *était en excellente forme* ». Le 11 mai 1922, il fit *« un discours excellent et efficace »* à l'Empire Press Union, et *« la plupart des personnes qui l'avaient jugé “anormal” crurent qu'elles s'étaient trompées. »* Quelques jours plus tard, Lord Northcliffe télégraphia des instructions au directeur général du *Times*, afin qu'il prenne des dispositions pour la démission de l'éditeur. Ce directeur général ne vit rien « d'anormal » dans cet ordre et n'était *« pas le moins du monde inquiet concernant la santé de Northcliffe*. » Un autre directeur, qui le vit alors, *« considéra[i] qu'il avait autant de risques de mourir que lui » ;* il *« ne remarqua[i] rien d'inhabituel dans l'attitude ou l'apparence de Northcliffe »* (le 24 mai 1922).

Le *8 juin* 1922, Lord Northcliffe, depuis Boulogne, demanda à M. Wickham Steed de venir le voir à Paris ; ils s'y rencontrèrent le 11 *juin* 1922, et Lord Northcliffe dit à son visiteur que lui, Lord Northcliffe, assumerait la direction éditoriale du *Times*. Le 12 *juin* 1922, le duo partit pour Évian-les-Bains, M. Wickham Steed ayant fait monter un docteur en cachette dans le train - jusqu'à la frontière suisse. Arrivé en Suisse, « un brillant neurologue français » (anonyme) fut appelé, et dans la soirée, déclara Lord Northcliffe fou. En vertu de quoi, M. Wickham Steed câbla des instructions au *Times*, disant de ne pas tenir compte, ni de publier quoi que ce soit provenant de Lord Northcliffe, et le 13 *juin* 1922, il partit, sans jamais revoir Lord Northcliffe. Le 18 *juin* 1922, Lord Northcliffe retourna à Londres, et on lui retira en effet totalement le contrôle de ses entreprises,

et même la communication avec ces dernières (particulièrement le *Times ;* son téléphone fut coupé). Le manager fit poster la police devant la porte pour l'empêcher d'entrer au bureau du *Times*, s'il était capable de l'atteindre. Tout cela, selon *The Official History*, était sur la foi d'un certificat établi dans un pays étranger (la Suisse) par un docteur (français) anonyme. Le 14 août 1922, Lord Northcliffe mourut ; la cause déclarée de la mort fut une endocardite ulcérative, et son âge était de cinquante-sept ans. Il fut enterré, après un service à l'abbaye de Westminster, au milieu d'une large assemblée de rédacteurs en pleurs.

Voilà l'histoire telle que je l'ai prise dans la publication officielle. Rien de tout cela n'était connu, à l'extérieur d'un petit cercle, à l'époque ; elle n'apparut dans *The Official History* qu'après trois décennies, et si elle avait été publiée entièrement en 1922, elle aurait problablement suscité de nombreuses questions. Je doute qu'aucun remplacement comparable d'un homme puissant et riche puisse être cité, en tout cas dans des circonstances mystérieuses telles que celles-ci.

Pour la première fois, j'apparais maintenant dans ce récit comme témoin personnel des événements. Dans la guerre de 1914-1918, je fus un participant parmi des millions d'autres perplexes, et ne commençai à voir sa véritable forme que longtemps après. En 1922, je me trouvai un instant dans le cercle des intimes, bien que n'y appartenant pas ; rétrospectivement, je me revois proche de Lord Northcliffe (qui était sur le point de mourir), et totalement ignorant du sionisme, de la Palestine, des *Protocoles* ou de toute autre question au sujet de laquelle il avait élevé la voix. Mon témoignage peut avoir un certain intérêt ; je ne peux personnellement juger de sa valeur.

En 1922, j'étais un jeune homme revenant tout juste de la guerre qui luttait pour trouver une place dans le monde, et j'étais devenu employé au bureau du *Times*. De là, je fus convoqué, en cette première semaine de juin où Lord Northcliffe se préparait à destituer M. Wickham Steed et à lui-même assurer la direction éditoriale du *Times*, pour partir comme secrétaire chez Lord Northcliffe, qui était à Boulogne. On m'avertit à l'avance que c'était un homme peu commun dont chaque ordre devait être rapidement exécuté. Probablement pour cette raison, tout ce qu'il faisait ne me sembla être que la simple expression de sa nature inhabituelle. Aucun soupçon de quelque autre nature que ce soit ne me vint jamais à l'esprit, une semaine avant qu'il ne soit « déclaré », et dans les fait, mis en captivité.

J'étais complètement ignorant des conditions « anormales », si bien que l'expert pourrait ne pas tenir compte de mon témoignage. Quoi qu'il en soit, le comportement que j'observai fus exactement ce à quoi ceux qui avaient travaillé avec lui durant de nombreuses années m'avaient dit de m'attendre. Il y eut une exception à cela. Lord Northcliffe était convaincu que sa vie était en danger, et le dit plusieurs fois ; en particulier, il dit qu'on l'avait empoisonné. Si cela est, en soi, de la folie, alors il était fou, mais dans ce cas, de nombreuses victimes d'empoisonnement sont mortes de folie, et non de ce qu'on leur a donné. Si par tous les hasards c'était vrai, il n'était *pas* fou. Je me rappelle avoir pensé qu'il était plausible qu'un tel homme dût avoir des ennemis dangereux, bien qu'à ce moment-là, je n'avais aucun soupçon d'une quelconque hostilité particulière qu'il aurait pu s'être attiré. Sa croyance en faisait certainement l'objet de soupçons de la part de ceux qui l'entouraient, mais si par hasard il y avait une raison à cela, alors une fois encore, ce n'était pas de la *folie* ; Si tout cela avait transpiré à la lumière du jour, de telles choses auraient pu être résolues.

Je ne peux en juger, et peux seulement rapporter ce que je vis et pensai à l'époque, en tant que jeune homme qui n'avait pas plus d'idée de ce qui se passait autour de lui qu'un bébé ne connaît la forme du monde. Quand je retournai à Londres, je fus interrogé à propos de Lord Northcliffe, par son frère, Lord Rothermere, et l'un de ses associés principaux, Sir George Sutton. La pensée de la folie devait déjà être dans leurs esprits à ce moment-là (« le certificat » en avait résulté), et dût donc sous-tendre leurs questions, mais pas même à ce moment-là, je n'eus un quelconque soupçon, bien que je fusse l'une des dernières personnes à l'avoir vu avant qu'il ne soit déclaré fou et évincé du contrôle de ses journaux. Je n'étais pas au courant de cela quand je les rencontrai, ni ne le fus pendant longtemps par la suite. Tout cela fut accompli dans un tel secret que, bien que je restai au service du *Times* pendant seize ans, je ne fus mis au courant de la « folie » et du « certificat » que *trente ans plus tard*, par *The Official History.* À ce moment-là, je fus à même de voir quelles énormes conséquences avaient résulté d'une affaire dans laquelle j'avais été un spectateur non initié, à l'âge de vingt-sept ans.

Lord Northcliffe, donc, était hors de la circulation et du contrôle de ses journaux, au cours de la période décisive précédant la ratification « du mandat » par la Société des Nations, qui conclut la transaction palestinienne et en légua les conséquences à notre présente génération :

l'opposition d'une série de journaux à grand tirage à cette période aurait pu changer le cours entier des événements. Après la mort de Lord Northcliffe, la possibilité d'éditoriaux dans le *Times* « attaquant l'attitude de Balfour envers le sionisme » disparut. Désormais, la soumission de la presse, de la manière décrite par les *Protocoles*, devint toujours plus apparente, et avec le temps, atteignit la condition qui prévaut aujourd'hui, où le reportage fidèle et le commentaire impartial sur cette question sont depuis longtemps en suspens.

Lord Northcliffe fut évincé du contrôle de ses journaux et mis sous contrainte le 18 juin 1922 ; le 24 juillet 1922, le Conseil de la Société des Nations se réunit à Londres, à l'abri de toute possibilité de forte protestation publique par Lord Northcliffe, afin d'accorder à la Grande-Bretagne un « mandat » pour rester en Palestine, et d'y installer les sionistes par la force des armes (je décris ce que les événements révélèrent être la réalité ; la question ne fut pas présentée ainsi au public, bien sûr).

Cet acte de « ratifier » le « mandat » fut dans de telles circonstances une formalité. Le véritable travail, rédiger le document et s'assurer qu'il reçoive l'approbation, avait été fait à l'avance, sur le premier point par des auteurs inspirés par le Dr Weizmann, et sur le deuxième, par le Dr Weizmann lui-même dans les antichambres de nombreuses capitales. Les membres de « The Inquiry » de M. House avaient rédigé l'Accord de la Société des Nations ; le Dr Weizmann, M. Brandeis, le rabbin Stephen Wise et leurs associés avaient rédigé la Déclaration Balfour ; maintenant, le troisième document essentiel devait être rédigé, unique en son genre dans l'Histoire. Le Dr Weizmann fit à Lord Curzon (alors ministre des Affaires étrangères britannique) le compliment formel de dire qu'il était « responsable de l'élaboration effective du mandat », mais ajoute, « de notre côté nous avions l'aide précieuse de M. Ben V. Cohen… l'un des rédacteurs les plus compétents *en Amérique.* » Ainsi, un sioniste en Amérique (M. Cohen devait jouer un rôle important bien plus tard, dans une étape postérieure de ce processus) rédigea en fait un document sous lequel le « nouvel ordre mondial » devait dicter la politique britannique, l'utilisation de troupes britanniques et l'avenir de la Palestine.

Le rôle de Lord Curzon fut simplement de modérer les termes du « mandat » s'il le pouvait, et il effecuta en effet des modifications mineures, bien que celles-ci eurent peu d'effet sur les événements, dans le long terme.

Homme d'État compétent ( *pas* un politicien) qui ressemblait à un empereur romain, il était « entièrement loyal envers la politique adoptée, et voulait rester fidèle à la Déclaration Balfour » (Dr Weizmann), mais était connu personnellement pour sa désapprobation du projet que le devoir lui imposait de poursuivre (cela pourrait être la raison pour laquelle il ne devint jamais Premier ministre, une fonction pour laquelle il était hautement qualifié). Il trouva le moyen de supprimer un mot du projet. Le Dr Weizmann et M. Cohen désiraient que ce dernier commence par : « Reconnaissant *les droits historiques* des juifs à la Palestine… » Lord Curzon dit : « Si vous le formulez comme ça, je peux déjà voir Weizmann venir me voir chaque jour pour dire qu'il a le *droit* de faire ceci, cela, ou autre chose en Palestine ! Je ne l'accepte pas. » Ainsi, « droits historiques » devint-il « lien historique », une fausse déclaration moins grave ; Lord Curzon, un érudit, ne croyait certainement pas que les Khazars de Russie avaient un quelconque lien historique avec la péninsule arabe.

Le Dr Weizmann, tandis que le projet se préparait ainsi, se mit en route pour un autre périple international, afin de s'assurer que tous les membres du Conseil de la Société des Nations inaugureraient « le nouvel ordre mondial » en votant pour « le mandat ». Il rendit d'abord visite au ministre des Affaires étrangères italien, un certain Signore Schanzer, qui dit que le Vatican s'inquiétait de l'avenir, sous le sionisme, du Cénacle de Jérusalem. Le Dr Weizmann, avec le ton habituel parmi ses associés quand ils parlaient de choses qui étaient sacrées pour d'autres, dit : « Mon éducation en histoire de l'Église ayant été déficiente, je ne savais pourquoi les Italiens mettaient un tel accent sur le Cénacle ».**29**

Le Dr Weizmann fut à même de rassurer Signore Schanzer, et quitta Rome assuré du soutien italien. Après cela, la chose devint une victoire écrasante, et depuis lors, les « votes » de la Société des Nations (et des futures « Nations unies ») sur les questions essentielles furent, en général toujours arrangés à l'avance par cette méthode de démarchage, lobbying et « pression irrésistible » secrets. Le Dr Weizmann poursuivit avec Berlin, et y trouva un ministre juif célèbre, le Dr Walter Rathenau, violemment opposé au sionisme. Il « déplorait toute tentative de transformer les juifs d'Allemagne “en corps étranger sur les sables du Brandebourg” : c'était tout ce qu'il pouvait voir dans le sionisme. » Le Dr Rathenau fut assassiné peu après, si bien que la cause des juifs occidentaux émancipés fut privée d'un autre éminent champion.

Par ses voyages et visites, le Dr Weizmann s'assura finalement lui-même, en avance sur la réunion, de tous les votes qui seraient mis sur la table du Conseil, sauf deux, ceux de l'Espagne et du Brésil. Il se rendit alors à Londres, pour voir le dignitaire espagnol qui devait représenter l'Espagne, et dit : « Voilà l'occasion pour l'Espagne de rembourser *en partie* la dette impayée depuis longtemps qu'elle doit aux juifs. Le mal dont vos ancêtres se rendirent coupables contre nous, vous pouvez l'effacer *en partie.* »

Le Dr Weizmann fut vigilant, utilisant par deux fois les mots « en partie ». Il attirait son hôte, dont le devoir était envers l'Espagne contemporaine, avec l'allusion qui avait auparavant fasciné M. Balfour ; que l'Espagne devait quelque « dette » indéterminée « aux juifs », pour lesquels son visiteur prétendait parler, et qu'en anéantissant les espoirs arabes en Palestine, il pourrait anéantir (en partie) cette dette supposée avoir été encourue par l'Espagne. Considérées à l'aune des critères de la raison, ces conversations ressemblent à quelque chose comme le Thé du Chapelier Fou. En tout cas, le représentant espagnol promit le vote de l'Espagne, et, pour faire bonne mesure, *également celui de Brésil*, si bien que la chaîne des « oui » fut complète. Même le Dr Weizmann ne put dire si la fin heureuse de sa visite était le résultat de sa propre éloquence ou de la pression appliquée à un niveau supérieur (celui des supérieurs du délégué espagnol à Madrid).

En Angleterre, alors que le moment approchait, une dernière tentative fut faite pour prévenir l'implication britannique dans cette entreprise. Lords Sydenham, Islington et Raglan menèrent une attaque contre « le mandat » à la Chambre des Lords, et *à une large majorité*, *firent passer leur motion pour l'abrogation de la Déclaration Balfour*. Cependant, la Chambre haute, ses pouvoirs antérieurs abolis, ne pouvait à cette époque que protester, et M. Balfour (qui allait bientôt devenir Lord) rassura immédiatement le Dr Weizmann : « Quelle importance si quelques stupides Lords passent une telle motion ? »

Après toute cette préparation secrète, la scène fut installée pour la réunion du Conseil de la Société, à Londres, le 24 juillet 1922, et « tout démarra sans à-coup quand M. Balfour introduisit le sujet de la ratification du mandat de la Palestine ». Sans aucune objection, on attribua à la Grande-Bretagne « le mandat » pour rester en Palestine et pour fournir un

cordon armé pour les sionistes quand ils arriveraient.30 Ainsi, en 1922, l'avenir britannique resta avec une entreprise sur les bras, entreprise qui n'avait jamais subi un examen public, et pendant les trois décennies suivantes, les projets de loi croissants commencèrent à se déverser. Tôt dans le processus, l'Amérique fut aussi re-impliquée, même si le grand public ne s'en rendit pas compte pendant trente autres années.

Le président Wilson était mort, et son Parti démocrate n'était plus au pouvoir. Le président Harding était à la Maison Blanche, et le Parti républicain était à nouveau au pouvoir. Il avait été poussé par la vague d'émotion populaire contre le résultat décevant de la guerre, et celle du désir instinctif d'être libre « d'enchevêtrement » outre-mer. Le pays se sentait bien, hors de la Société des Nations et de ses mystérieuses activités dans le monde entier.

Puis, le Parti républicain ramena la République vers les participations dans lesquelles le Parti démocrate l'avait d'abord impliquée. Vraisemblablement, les managers de parti, ces architectes du malheur public, pensaient rivaliser avec l'autre parti pour obtenir la faveur de ces groupes puissants, ainsi que le « vote fluctuant » contrôlé par eux, décrit dans le journal et le roman de M. House.

En juin 1922, juste avant que le Conseil de la Société à Londres n'accorde le « mandat » palestinien à la Grande-Bretagne, le Congrès des États-Unis passa une résolution commune des deux chambres, résolution dont la formulation était *presque identique à celle de la Déclaration Balfour* de 1917. Ensuite, le licou sioniste fut fermement réajusté autour du cou de la politique nationale américaine, et même si l'électeur américain ne fit que réaliser cela, cela devint sans importance pour lui de savoir quel parti l'emporterait aux élections.

---

## NOTES DU CHAPITRE 34

29 *En 1950, les sionistes avaient ouvert un « Cellier de la Catastrophe » à un étage inférieur du même bâtiment, comme endroit de pèlerinage pour les Juifs. Une légende à l'entrée disait : « Entrée interdite à ceux qui n'ont pas les nerfs solides ». Le Grand Rabbin d'Afrique du Sud, après avoir inspecté cet endroit, écrivit. « Tout est fait pour développer et encourager ce nouveau culte du Mont Sion ; pour fournir un substitut au Mur des

Lamentations, et un exutoire émotionnel pour les sentiments religieux du peuple. Il m'a semblé qu'il y avait quelque chose de non-juif dans cela, quelque chose qui appartenait plus à la superstition qu'à la vraie foi religieuse... Je tremble en pensant à l'effet de ces histoires complètement apocryphes » (de guérisons miraculeuses) « sur les juifs simples, pieux et superstitieux du Yémen, est-on en train de développer un Lourdes juif ? J'espère que non, mais les signes sont de mauvaise augure ».

---

**30** « Les mandats » également accordés à la Grande-Bretagne, eu égard à l'Irak et la Transjordanie, et à la France, eu égard à la Syrie, furent bientôt abandonnés, ces territoires devenant des États indépendants. D'autres pays reçurent des « mandats » eu égard aux divers territoires coloniaux et océaniques, qui avec le temps et dans les faits devinrent leurs possessions. Ces autres « mandats » étaient factices depuis le début et faisaient office de chaperons pour couvrir les mandats douteux qui avaient besoin d'une compagnie respectable. Dans tout cet arrangement faux, seul le « mandat » palestinien continua jusqu'à ce que, les sionistes étant assez nombreux et suffisamment fournis en armes, elle soit abandonnée, et le pays laissé aux envahisseurs alors capables de s'en emparer et de le conserver par la force : les « Nations Unies » postérieures, pour des raisons évidentes, ne ressuscitèrent pas le terme « mandat ». Elles trouvèrent un autre mot, « tutelle », pour la même idée, qui est de façon transparente celle de transferer des territoires d'un propriétaire à un autre, par un procédé contrefait du « droit » et de la légalité « internationaux ».

# Chapitre 35

# LE FOYER NATIONAL

Pendant dix ans après l'imposition du « mandat » au peuple britannique, on continua le prétexte que le « Foyer national juif » en Palestine, sous protection britannique, serait « un [simple] centre culturel » du judaïsme, inoffensif pour les Arabes ; une Mecque judaïste avec université, bibliothèque et installations agricoles. Les Arabes ne s'y trompèrent jamais ; ils virent qu'ils faisaient l'objet d'une tentative pour renforcer, au XXe siècle ap. J.-C., la violente Loi d'expropriation établie par les Lévites au Ve siècle av. J.-C. Ils répondirent par des protestations rebelles et des soulèvements guerriers qui n'ont jamais cessé depuis, si bien que « la guerre pour finir la guerre » fut le début d'une guerre sans fin.

Il devint tout de suite apparent que le sionisme avait été inséré comme une charge explosive dans la vie des peuples, et que dans « un petit pays de la taille du Pays de Galles ou du Vermont » (tout juste « libéré » des Turcs), le détonateur à retardement d'un futur conflit mondial avait été planté. Néanmoins, un nouveau secrétaire colonial britannique, M. Leopold Amery, se rendit en Palestine en 1925 et (dit-il) : « j'ai dit franchement aux Arabes qu'il n'y avait *aucune possibilité de changement* dans la politique britannique » ( *Jewish Telegraph Agency*).

Ces paroles (comme la déclaration précédente de M. Balfour disant que la politique britannique sur cette question était *« fixée de manière définitive »*) contiennent le mystère et le défi centraux. Pour quelle autre question dans l'Histoire déclara-t-on jamais qu'un renversement de politique était *impossible* ? Cette politique s'était avérée être impossible *à accomplir* et désastreuse. Quel pouvoir dictait qu'elle devait être poursuivie dans ces circonstances, ou dans n'importe quelles autres ? Aucun leader politique britannique ou américain n'expliqua jamais cette capitulation secrète, ni à l'électorat, ni au Parlement, ni au Congrès (dans les années 1950, des déclarations semblables à celles de M. Balfour et de M. Amery furent souvent faites en Amérique, comme on le verra).

Durant cette décennie, quand le projet de « foyer national » s'avéra être un fiasco, les politiciens occidentaux continuèrent à se féliciter de ce qu'ils avaient fait. M. Lloyd George dit à un auditoire sioniste l'applaudissant à Londres : « J'ai été élevé dans une école où l'on m'a appris plus sur l'histoire des juifs que sur l'histoire de mon propre pays ». Son temps touchait à sa fin, mais les candidats qui voulaient prendre sa place s'empressèrent de déclarer leur allégeance. Futur Premier ministre, M. Ramsay Macdonald, bien que dans l'incapacité d'assister à ce meeting, envoya un message déclarant son soutien au sionisme ; un autre, M. Stanley Baldwin, rejoignit le cercle « d'amis » (Dr Weizmann) ; en Afrique du Sud, le général Smuts vit dans son « travail pour les juifs la justification de sa vie. »

Lord Balfour considérait sa Déclaration comme le grand accomplissement de sa vie, et en 1925, alla pour la première fois visiter le pays qu'il marchandait en privé depuis vingt ans. Il n'avait pas le pied marin – ce qui était typique - et ressortit pâle de sa cabine, à Alexandrie. À Tel-Aviv, il dit - dans l'intention de flatter - que les garçons de l'école Herzliah « auraient pu venir de Harrow »**31**, et que le maire « pourrait facilement être maire de Liverpool ou de Manchester », et il « ouvrit » l'Université hébraïque pas encore construite. Il visita la Palestine sous bonne escorte, et dit que son accueil cordial lui rappelait des élections législatives « où tout le monde serait du même côté ». Puis (malgré le conseil pressant du Dr Weizmann), il continua jusqu'en Syrie, où il fut assiégé par une foule arabe réclamant sa vie, à l'Hôtel Victoria de Damas, d'où il fut emmené en hâte vers la côte, solidement escorté par la cavalerie française, et renvoyé (toujours avec le mal de mer) par bateau en Angleterre.

M. J.M.N. Jeffries rapporte ce qui se passa en Palestine pendant cette décennie. Les sionistes commencèrent à rafler les terres arabes (qui, sous la Loi talmudique, ne devaient jamais, sous n'importe quelle condition, être revendues aux Arabes). Les Arabes leur vendirent joyeusement *des* terres, mais connaissaient trop bien la Torah pour en céder suffisamment pour permettre qu'on leur prenne la Palestine par un simple achat (tel que la simpliste Commission King-Crane l'avait prévu). De plus, ils se multipliaient rapidement, et montrèrent bientôt que l'immigration sioniste, dans n'importe quelles circonstances normales, ne pourrait jamais générer une population quasi-égale à la leur. Dès le début, il apparut clair, comme

tous les observateurs expérimentés l'avaient déclaré, qu'ils ne pourraient être dépossédés que par une nouvelle guerre mondiale.

L'intention de les déposséder n'était pas reconnue, à cette époque. En effet, le Livre blanc de M. Churchill, en 1922, proposait qu'on leur permette d'organiser des élections dans leur propre pays ! Le Dr Weizmann interdit cela, et fut ainsi placé « dans la curieuse position de *sembler* s'opposer aux droits démocratiques des Arabes » ; il se plaignit alors que les Arabes, qui avaient tiré les conclusions naturelles de son refus d'élections, étaient les victimes de « la présentation délibérément déformée des buts sionistes ».

Le tumulte en Palestine poussa le gouvernement britannique à envoyer plus « d'enquêteurs » (et à nouveau, on se demande pourquoi, s'il n'y avait « aucune possibilité de changement » dans la politique britannique). Les Commissions Shaw et Simpson suivirent les précédentes Commissions King-Crane et Haycraft, et, après avoir vu la réalité des faits, présentèrent en grande partie les mêmes comptes-rendus. À cet égard, le Dr Weizmann demande plaintivement pourquoi « dès qu'une commission était envoyée pour enquêter en Palestine », c'était « pratiquement une règle universelle que de tels administrateurs, qui se montraient favorablement enclins, se retournaient contre nous en quelques mois. »

Le fiasco du « foyer national » était si évident que même les politiciens commencèrent à se dérober. M. Lloyd George, en 1925, dit publiquement aux sionistes que « toute politique d'expropriation ou quoi que ce soit la suggèrant ne fera que créer des difficultés sur le chemin du sionisme ». Le Dr Weizmann répondit immédiatement : « M. Lloyd George me croira si je dis que les juifs sont le dernier peuple au monde à *construire leur maison sur le dos de quelqu'un d'autre.* Les juifs ont tellement souffert de l'injustice *qu'ils ont appris leur leçon,* et je peux vous assurer *que les Arabes ne souffriront pas de notre fait.* » À nouveau, « la parole » invite à la comparaison avec « l'acte » qui s'ensuivit plus tard.

Cependant, ce qui arriva en Palestine pendant cette décennie était très secondaire par rapport au but plus important, qui était de conserver le contrôle des politiciens de Londres et Washington, afin que « la politique » continue d'y être « impossible à changer ». C'est cela, et non le succès ou l'échec du « foyer national » en Palestine, qui était décisif, et le Dr Weizmann finit par triompher de nouveau.

À cette période, il dut faire face à une difficulté plus grande que toutes celles présentées par les politiciens occidentaux : l'inquiétude et l'hostilité de cette « communauté juive mondiale », que lui et ses associés de Russie prétendaient représenter. Les juifs émancipés auraient pu représenter une opposition efficace aux sionistes, s'ils avaient formé une organisation antisioniste. Ils eurent peur de le faire, et ce fut leur perte. Ils ne voulaient pas du nationalisme sioniste et d'un État juif, mais ils voulaient *vraiment* la Mecque judaïste, le centre culturel et religieux, et craignaient que le terme « antisioniste » n'implique une hostilité envers cela. Par ce défaut de la cuirasse, le Dr Weizmann ne manqua pas de les atteindre.

Toute son entreprise en Palestine était alors près de s'effondrer. Le « mandat » stipulait que le gouvernement britannique reconnaîtrait l'Organisation sioniste du Dr Weizmann comme « une agence juive pertinente destinée à conseiller et à collaborer à l'administration de la Palestine » sur des questions touchant à « l'établissement du Foyer national juif ». Cependant, il y avait une restriction : cette agence devait « prendre des mesures, en consultation avec le gouvernement de Sa Majesté britannique, *pour obtenir la coopération de tous les juifs* qui désirent aider à l'établissement du Foyer national juif. »

Comme des foules de juifs étaient ouvertement opposées au sionisme du Dr Weizmann, il ne pouvait même pas prétendre parler pour eux. Ainsi, il transféra son démarchage, des antichambres gentiles vers les juifs, et pendant *huit ans,* fit le tour du monde à toute vitesse, à la recherche d'une solution à ce problème. La grande masse des juifs émancipés d'Occident était résolument opposée à tout projet qui pourrait se révéler être pour la recréation « d'une nation juive ».

Alors, le Dr Weizmann trouva la réponse à l'énigme. Il inventa le terme « non-sioniste ». Les juifs de Grande-Bretagne gardèrent leur distance, mais ceux d'Amérique tombèrent dans le piège. « Non-sioniste » semblait offrir le meilleur des deux mondes ; il leur permettrait de s'opposer au nationalisme sioniste, tout en soutenant l'idée de la Mecque judaïste. En 1928, un groupe de juifs annonça qu'ils représentaient « les non-sionistes », et travailleraient avec le Dr Weizmann pour « la construction de la Palestine ». Sur cette base, le Dr Weizmann fonda en 1929 son « Agence juive *agrandie* », prétendant par la suite que, par l'inclusion des « non-sionistes », il remplissait toutes les clauses du « mandat », et qu'une fois

encore, il représentait « tous les juifs ». Le dilemme dont le Dr Weizmann fut sauvé est montré par ses paroles : il dit qu'il considérait la situation sioniste comme « *désespérée et impuissante*, à moins que les non-sionistes ne viennent à la rescousse ».

Les Arabes virent immédiatement que cette agence juive « agrandie » serait le véritable gouvernement de la Palestine, et intensifièrent leur résistance. Le résultat fut qu'enfin, un gouvernement britannique fut forcé d'admettre le fiasco, et, en 1930, le Livre blanc Passfield entreprit *de suspendre l'immigration sioniste et de limiter l'autorité de l'Agence juive.* La politique « fixée » *avait* « changé » ! Le Dr Weizmann, son autorité renforcée par le recrutement « des non-sionistes », frappa immédiatement. Il donna audience au Premier ministre britannique, alors M. Ramsay MacDonald, qui se comporta comme un homme menacé par une arme à feu ; non seulement révoqua-t-il le Livre blanc, mais il demanda humblement au Dr Weizmann qui il devait nommer comme prochain Haut-commissaire en Palestine.

Ainsi, les années que les sionistes avaient « mangées » continuèrent-elles. Ce que ces politiciens craignaient, nul ne peut le dire avec assurance ; leurs souvenirs sont uniformément silencieux, concernant ce mystère central, et leurs capitulations sont uniques dans l'Histoire. La reddition de M. MacDonald rétablit le principe que la « politique » dans cette affaire était « fixée » et immuable, et pendant les vingt ans qui suivirent, cela devint le principe primordial de toute la politique nationale britannique et américaine. Les politiciens des deux pays considéraient manifestement le Dr Weizmann comme l'émissaire d'un pouvoir auquel ils n'osaient pas désobéir ; leur comportement ressemblait à celui de l'indigène africain apeuré roulant des yeux devant le sorcier.

La soumission de M. MacDonald ramena la situation à Londres à son ancienne forme, mais en Palestine, le « foyer national » - une pousse artificielle implantée de force sur un sol hostile - continua à se flétrir. En dix ans, la population juive augmenta de moins de cent mille immigrants. En 1927, il y eut trois mille départs de plus que d'arrivées d'immigrants. Une petite reprise suivit en 1928, mais l'exode annuel moyen depuis la Palestine, jusqu'en 1932, représenta presque un tiers de l'immigration.

L'aventure sioniste était en train de s'effondrer, comme toutes les parties qualifiées l'avaient prédit. Si on les laissait tranquilles, il est clair que les

juifs du monde ne se rendraient jamais d'eux-mêmes en nombres importants en Palestine ; si les événements suivaient leur cours naturel, la population arabe augmenterait manifestement sa supériorité numérique.

Rien ne devait suivre son cours naturel. À ce moment exact, le mystérieux Hitler surgit en Allemagne (et au même instant, M. Roosevelt en Amérique), et la Seconde Guerre mondiale se profila au loin.

---

## NOTES DU CHAPITRE 35

**31** Harrow school, connue aussi sous le nom de Harrow, est l'une des écoles les plus célèbres du monde. C'est une école privée réservée aux garçons, située sur la colline Harrow-on-the-Hill au nord-ouest de Londres, en Angleterre – Ndt, source : Wikipédia.

# Chapitre 36

# L'ÉTRANGE RÔLE DE LA PRESSE

Les années qui suivirent, 1933-1939, furent celles où se trama la Seconde Guerre mondiale. « Le militarisme prussien », censé avoir été mis à bas en 1918, se releva plus redoutable que jamais, et le spectacle absorba tellement l'esprit des hommes qu'ils perdirent leur intérêt pour l'affaire en Palestine, qui semblait sans rapport avec les grands événements en Europe. En fait, elle allait prendre une place très grande dans la Seconde Guerre, parmi ces « causes et objectifs » - que le président Wilson avait qualifiés d'« obscurs » dans la Première Guerre. Le vide laissé par l'effondrement, en 1917, de la légende de « la persécution juive en Russie » fut rempli par « la persécution juive en Allemagne », et, juste au moment où le sionisme était « impuissant et désespéré », les sionistes furent à même, par un nouveau cri, d'effrayer les juifs et d'assiéger les politiciens occidentaux. Les conséquences apparurent à l'issue de la guerre qui s'ensuivit, où le sionisme révolutionnaire et le communisme révolutionnaire s'avérèrent être les uniques bénéficiaires.

Ma propre expérience au cours de ces années-là finit par produire ce livre. Quand ces années commencèrent, en 1933, j'avais monté en grade, passant d'employé de bureau à correspondant du *Times* à Berlin, et j'étais heureux dans cette vocation. Quand elles prirent fin, en 1939, j'étais complètement désabusé, et me sentis contraint d'abandonner mon gagne-pain. Le récit des années intermédiaires en montrera la raison.

Dès 1927, je rapportai la montée d'Hitler, et je passais par hasard devant le Reichstag lorsqu'il prit soudainement feu, en 1933. Cet événement (utilisé pour installer le système de police secrète et de camps de concentration en Allemagne, sur le modèle bolcheviste), cimenta le pouvoir d'Hitler, mais quelque prescience, cette nuit-là, me dit que cela signifiait beaucoup plus que cela. En fait, l'épreuve non terminée que subit actuellement l'Occident date de cette nuit-là, et non de la guerre qui suivit. Sa véritable signification fut que le territoire d'occupation de la révolution mondiale s'étendit jusqu'au milieu de l'Europe, et le transfert effectif de

propriété aux communistes, en 1945, ne fit que confirmer un fait accompli, jusque-là dissimulé aux masses sous la forme de l'antagonisme fictif entre le national-socialisme et le communisme ; un fait que la guerre, à son début, était censée réparer. La seule question authentique à laquelle l'avenir doit encore répondre est si la révolution mondiale sera repoussée, ou si elle s'étendra encore plus à l'ouest, par rapport à la position que, de fait, elle occupait la nuit du 27 février 1933.

Dès le début du règne d'Hitler (cette nuit-là), tous les observateurs professionnels à Berlin, les diplomates et les journalistes, savaient que ce règne signifiait une nouvelle guerre, *à moins qu'on ne l'empêche*. La prévention, à cette époque, était relativement simple ; M. Winston Churchill, dans ses mémoires, qualifia fort justement la Seconde Guerre de « guerre inutile ». Elle aurait pu être évitée par une ferme opposition occidentale aux incursions belliqueuses préliminaires d'Hitler (en Rhénanie, Autriche et Tchécoslovaquie), à tout moment avant 1938, date à laquelle (ainsi que le confirme également M. Churchill) les généraux allemands, sur le point de renverser Hitler, furent eux-mêmes défaits par la capitulation occidentale devant ce dernier, à Munich.

Les observateurs aguerris, à Berlin, convenaient qu'Hitler ferait la guerre si on le laissait faire, et en avisèrent leurs supérieurs gouvernementaux et éditoriaux à Londres. Le correspondant en chef du *Times* à Berlin, M. Norman Ebbutt (j'étais le second correspondant) rapporta début 1933 qu'on devait s'attendre à une guerre *dans les cinq ans environ*, à moins qu'elle ne soit contrecarrée à l'avance, et ce compte-rendu particulier fut publié. Lui, moi et beaucoup d'autres reporters au cours des années suivantes, devînmes de plus en plus inquiets et stupéfaits que les dépêches fussent supprimées ou ignorées, et qu'au Parlement et dans les journaux, Hitler fût décrit comme un homme naturellement bon qui resterait pacifique si ses justes réclamations étaient satisfaites (aux dépens des autres)

Cette période s'est fait connaître comme celle de la « politique d'apaisement », mais *encouragement* serait un mot plus juste, et cette politique transforma la probabilité de la guerre en certitude. La pression provoqua l'effondrement physique de M. Ebbutt. À partir de 1935, je fus correspondant en chef à Vienne, ce qui n'était alors qu'un autre poste d'observation pour surveiller la scène allemande. De là, vers la fin de 1937,

j'informai le *Times* que Hitler et Goering avaient dit que la guerre commencerait « à l'automne 1939 » ; je tenais cette information du chancelier autrichien. J'étais à Vienne durant l'invasion d'Hitler, et ensuite, après une brève arrestation par les divisions d'assaut [les SA - NdT] alors que je quittais la ville, je fus transféré à Budapest, où je me trouvais lorsqu'eut lieu la capitulation suprême de Munich, en septembre 1938. Réalisant alors qu'un reporter fidèle ne pouvait rien faire contre la « politique d'apaisement », et que sa tâche était vide de sens, je démissionnai en envoyant une lettre de reproche, et je possède encore l'accusé de réception de l'éditeur, formulé dans un style décousu.

Quatorze années plus tard, le *Times* confessa publiquement son erreur, eu égard à sa « politique d'apaisement », dans cette *Official History* étonnamment franche, en 1952. Cette dernière contient une référence rancunière à moi-même : « Il y eut des démissions de jeunes membres subalternes de l'équipe » (j'avais quarante-trois ans en 1938, j'étais correspondant en chef pour l'Europe centrale et les Balkans, j'avais travaillé pour le *Times* pendant dix-sept ans, et je crois bien que je fus le seul correspondant à démissionner). Dans ce volume, le *Times* entreprit également de ne plus jamais se tromper de cette manière : « il n'est pas inconsidéré de dire que l'agression ne sera plus jamais rapportée à Printing House Square simplement en termes de “Munich”. » Les articles et rapports éditoriaux du *Times* sur des événements tels que la division de l'Europe en 1945, la communisation de la Chine, la sionisation de la Palestine et la guerre de Corée me semblent montrer que sa politique n'a pas du tout changé.

Ainsi, ma démission de 1938 fut-elle inspirée par un motif semblable à celui du colonel Repington (dont je ne savais alors rien) en 1918. Il y avait un danger militaire majeur en Angleterre, et les journalistes qualifiés ne furent pas autorisés à le révéler au public : le résultat, de mon opinion, fut la Seconde Guerre mondiale. Le journaliste ne devrait pas se prendre trop au sérieux, mais si on ne tient pas compte de ses rapports concernant les affaires les plus importantes du jour, alors il sent que sa vocation est une imposture, et alors, qu'il ferait mieux d'y renoncer, peu importe le prix. C'est ce que je fis, et je fus réconforté, bien des années plus tard, quand je lus les mots de Sir William Robertson au colonel Repington : « l'important est de garder le cap, et ainsi, on pourra être sûr que la bonne volonté sortira finalement de ce qui peut actuellement paraître néfaste ».

Quand je démissionnai, en 1938, j'avais une deuxième raison, non présente en 1933, d'être perplexe concernant la manière dont la presse était dirigée. Sur cette question, aussi, je ne pouvais que supposer que quelque engouement travaillait à déformer l'image véridique des événements. L'issue de la guerre qui s'ensuivit, cependant, montra qu'une puissante motivation se trouvait derrière cette déformation particulière.

Dans le cas de « la persécution juive » en Allemagne, je découvris que la présentation impartiale des faits cédait progressivement la place à une description si partisane que la vérité était perdue. Cette transformation fut effectuée en trois étapes subtiles. D'abord, la persécution des « opposants politiques et des juifs » fut rapportée ; puis, cela fut imperceptiblement changé en « juifs et opposants politiques » ; et à la fin, la presse en général ne parlait que de « la persécution des juifs ». Par ce moyen, une fausse image fut projetée dans l'esprit du public, et la situation critique de la majorité écrasante des victimes, par cette fixation du projecteur sur un groupe, fut perdue de vue. Le résultat apparut en 1945, lorsque, d'une part, on fit de la persécution des juifs l'objet d'un acte d'accusation officiel à Nuremberg, et que, d'autre part, la moitié de l'Europe et tous les peuples qui y vivaient furent abandonnés à la même persécution, que les juifs avaient partagée dans leur petite proportion par rapport aux populations du monde entier.

À cette période, ce qui était typique des Anglais de ma génération, je n'avais jamais considéré les juifs comme étant différents de moi, ni n'aurais su dire ce qui pouvait rendre un juif (d'après lui) différent de moi. Si je pris conscience plus tard d'une différentiation, ou du désir d'un groupe puissant d'en affirmer une, ce ne fut pas le résultat des actes d'Hitler, mais du nouvel obstacle au reportage impartial que je commençais alors à observer.

Quand la persécution générale commença, je la rapportai telle que je la voyais. Si j'apprenais l'existence d'un camp de concentration contenant mille prisionniers, c'est ce que je rapportais ; si j'apprenais que sur ces mille, il y avait trente ou cinquante juifs, je le rapportais.

Je fus le témoin de la première terreur, parlai à de nombreuses victimes, examinai leurs blessures, et fut averti que ce faisant, j'attirais l'hostilité de la Gestapo. Les victimes étaient dans leur grande majorité allemandes - certainement bien plus de quatre-vingt dix pour cent - et quelques-unes étaient juives. Cela reflétait la proportion de la population en Allemagne, et

plus tard dans les pays envahis par Hitler. Mais avec le temps, la façon de rapporter les faits, dans la presse internationale, mit de côté la grande masse souffrante, ne gardant que le cas des juifs.

J'illustre cela par des épisodes et des passages issus de mes propres expériences et reportages. Le rabbin Stephen Wise, dans ses écrits *de 1949*, donna la version suivante d'événements personnellement rapportés par moi *en 1933,* et fournit sans aucun doute la même version au cercle présidentiel, dont il faisait partie à cette époque :

« Les mesures contre les juifs continuèrent *à surpasser en cruauté systématique et en destruction planifiée la terreur exercée contre d'autres groupes.* Le 29 janvier 1933, Hitler fut mandé pour être chancelier… *immédiatement,* le régime de terreur commença *par le passage à tabac et l'emprisonnement des juifs…* Nous organisâmes une manifestation à New York le 10 mai, le jour *de l'incinération ordonnée des livres juifs* en Allemagne… *le plus gros* de l'attaque fut enduré par *les juifs…* les camps de concentration furent établis et *remplis avec des juifs.* » Toutes ces déclarations sont fausses. Les mesures contre les juifs ne surpassèrent *pas* la terreur exercée contre d'autres groupes ; les juifs étaient impliqués dans un nombre beaucoup plus grand d'autres groupes. Le régime de terreur ne débuta *pas* le 29 janvier 1933, mais la nuit de l'incendie du Reichstag, le 27 février. Aucune « incinération de livres juifs » ne fut ordonnée ; j'assistai à cette incinération et la rapportai, et j'ai relu mon rapport publié dans le *Times,* pour vérifier mes souvenirs. Une masse de livres « marxistes » fut brûlée, incluant les travaux de nombreux auteurs allemands, anglais et d'autres auteurs non-juifs (mes livres, s'ils avaient été publiés alors, en auraient fait partie, sans aucun doute) ; l'incinération inclut *quelques* livres juifs. Les juifs n'endurèrent *pas* « le plus gros » de la terreur, les camps de concentration ne furent pas non plus « remplis de juifs ». Le nombre de victimes juives fut proportionnel à leur taux dans la population.

Néanmoins, cette fausse image, par itération, en vint à dominer l'opinion publique pendant la Seconde Guerre. À l'époque de ma démission, qui fut seulement provoquée par la « politique d'apaisement » et l'apparition imminente de « la guerre inutile », cette autre entrave au reportage fidèle n'était qu'une irritation mineure et secondaire. Plus tard, je discernai que la motivation derrière cela était d'importance majeure en ce qu'elle modela le cours et l'issue que prendrait la Seconde Guerre. Quand

j'en vint à étudier l'histoire de M. Robert Wilton, je me rendis compte qu'il y avait aussi une forte ressemblance entre mon expérience et la sienne. Il chercha à expliquer la nature d'un événement en Russie, et fut ainsi inévitablement amené à « la question juive ». Vingt ans plus tard, je remarquai qu'il était en fait impossible d'attirer l'attention publique sur la déformation du reportage sur la nature de la persécution en Allemagne, et d'expliquer que les juifs ne formaient qu'une petite fraction des victimes.

Cette question n'avait aucun rapport avec ma démission, mais j'étais en train d'en prendre conscience vers cette période, et cette l'élargissement de cette perception est reflétée dans les deux livres que je publiai après mon renoncement au journalisme. Le premier, *Insanity Fair* [la foire de la folie – NdT] , traitait entièrement de la menace de la guerre. Je pensais, quelque peu vaniteusement, qu'il était encore possible de l'éviter grâce à une voix, et le lecteur d'aujourd'hui peut encore vérifier cette motivation. Pour expliquer cet excès de zèle chez moi, le lecteur indulgent, s'il est assez âgé, pourrait se rappeler le sentiment d'horreur que la pensée d'une autre guerre mondiale provoquait chez ceux qui avaient connu la première. Ce sentiment ne pourra jamais être totalement compris de ceux qui appartiennnent aux générations suivantes, et qui se sont familiarisés avec la pensée d'une suite de guerres, mais à l'époque, une telle pensée était accablante.

Le second livre, *Disgrace Abounding* [la digrâce en abondance – NdT], à la veille de la guerre, poursuivait le thème de l'avertissement, mais, pour la première fois, j'accordai une certaine attention à « la question juive ». Mon expérience s'élargissait, et j'avais commencé à discerner le rôle majeur qu'elle jouerait, en modelant la forme et le résultat de la Seconde Guerre, qui alors se profilait nettement. Ma pensée, à partir de ce moment-là, se concentra sur cette question ; de cette façon, je suis arrivé à point pour écrire le présent livre, et c'est sous cette lumière qu'ont été rédigés les chapitres restants sur la préparation, le cours et les conséquences de la Seconde Guerre.

# Chapitre 37

# LES ADMINISTRATEURS, LES MESSIES ET LES MASSES

Les deux règnes de douze ans débutèrent au milieu de scènes de triomphe à Washington et Berlin, durant deux jours consécutifs (les 4 et 5 mars 1933) - ils devaient finir presque au même moment en 1945. Aujourd'hui, un historien impartial aurait du mal à estimer quel règne produisit la plus grande somme de souffrances humaines. Au début, les deux hommes qui apparurent sur la scène centrale furent tous deux acclamés comme des Messies. En Amérique, un certain rabbin Rosenblum décrivit le président Roosevelt comme « un messager divin, le bien-aimé de la destinée, le Messie de l'avenir de l'Amérique » ; ainsi parla un flatteur politique, en des termes destinés à « persuader la multitude ». En 1937, dans une Prague menacée par Hitler, une connaissance juive me dit que son rabbin prêchait dans la synagogue qu'Hitler était « le Messie juif » (un pieux aîné qui cherchait à interpréter les événements en termes de prophétie lévitique). Tout au long de ces années, les masses dans les deux pays (et à cet égard, en Russie aussi) virent leur « dictateur président » particulier leur être dépeint en de tels termes, ou en ceux de « Big Brother » [Grand Frère – NdT], « Papa », « Oncle », « Leader Bien-aimé », ou d'« Ami » au coin du feu. Les antagonistes apparents, M. Roosevelt et Herr Hitler, promouvaient tous deux, de façons différentes, « le principe destructeur » dans ses trois formes reconnaissables : le communisme révolutionnaire, le sionisme révolutionnaire et le « gouvernement mondial d'imposition de la paix » qui en résultait.

Le règne de M. Roosevelt débuta par une tromperie significative. Il utilisait un fauteuil roulant, mais on ne permit jamais au public de le voir, en chair et en os ou en photo, avant qu'il ne se mette debout (avec de l'aide). Son infirmité était connue ; néanmoins, quelque intelligence directrice décréta que l'on devait présenter à la multitude la fausse image d'un homme robuste, et ce jusqu'à son dernier jour (et même ensuite, car le

sculpteur qui réalisa plus tard son monument à Londres dut le représenter dans cette pose d'homme solide).

M. Roosevelt créa un précédent en faisant assermenter son cabinet par la main d'un juif distingué, le juge Cardozo, un sioniste engagé. En 1918, M. Roosevelt avait en effet cédé à M. Brandeis et au rabbin Stephen Wise, par ces paroles découragées : « Utilisez mon nom comme il vous plaira » ; à la suite de quoi, le rabbin Wise avait exigé pour lui un poste de juge à la Cour suprême – fonction qu'il avait reçue d'abord du gouverneur Al Smith de l'État de New York, et ensuite du président Herbert Hoover. Ainsi, l'ombre de la « double allégeance » s'abattit-elle dès le départ sur l'administration de M. Roosevelt (comme sur celle de M. Wilson, via la personne de M. Brandeis).

M. Roosevelt, après l'interrègne républicain de 1921-1933, reprit la politique de Wilson, et c'est dans cet esprit qu'il aborda le problème majeur de l'avenir de l'Amérique à ce moment-là : à savoir, si les forces représentées par l'importante immigration juive venant d'Europe de l'Est, qui s'était produite durant les six décennies suivant la guerre de Sécession, devaient ou non *gouverner* l'Amérique. Toutes les autorités compétentes avaient observé, généralement avec un pressentiment, la montée rapide de ce nouveau problème dans la vie américaine, et avaient dépeint les effets de la transplantation sur le sol américain d'une large population qui, sous ses directeurs religieux, avait rejeté le concept de « melting-pot » et d'« assimilation. » M. James Truslow Adams le mentionna dans son *Epic of America* [l'épopée de l'Amérique – NdT], et Rudyard Kipling, qui vivait en Nouvelle Angleterre dans les années 1890, écrivit :

**« Le pays se dépouillait de sa population habituelle et leurs places n'avaient pas encore été prises par les survivants des décombres d'Europe de l'Est… Les immigrants arrivaient dans les États à une cadence d'environ un million de têtes par an… Quelque part à l'arrière-plan, bien qu'il ne le sût pas, se trouvait l'Américain “représentatif”, qui avait retracé ses origines sur trois ou quatre générations et qui, ne contrôlant rien et n'influant sur rien, protestait que… tous les éléments étrangers pourraient être assimilés, et le seraient bientôt, à de “bons Américains”. Et pas une âme ne ne se soucia de ce qu'il disait…**

**Ce qui me frappa… c'était le gaspillage et l'inefficacité apparents, face à l'irruption étrangère, de tous les efforts indigènes de la génération passée. Ce fut là que je commençai à me demander pour la première fois si Abraham Lincoln n'avait pas tué trop “d'Américains” autochtones pendant la guerre de Sécession, au bénéfice de leurs partisans continentaux importés en hâte. C'est de l'hérésie noire, mais depuis, j'ai rencontré des hommes et des femmes qui la respiraient. Le plus faible des immigrants de l'ancien type avait été passé au crible et salé par les longs voyages en bateau de cette époque-là. Mais tout démarra vraiment à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, quand des cargaisons humaines purent être livrées avec toutes leurs imperfections en quinze jours ou presque. Et un million d'Américains plus ou moins acclimatés avaient été tués. »**

Ce problème était seulement nouveau *en Amérique ;* c'était le problème le plus vieux des annales de l'Histoire, et, comme ce récit l'a montré, il s'était reproduit pays après pays, au cours des siècles, chaque fois que l'immigration juive atteignait la proportion d'une marée. Le Dr Weizmann en est témoin, car il l'évoque dans son récit de l'assaut qu'il mena contre un fonctionnaire britannique, Sir William Evans Gordon, qui se débattit avec ce problème en Angleterre, vingt ans avant que celui-ci ne suscite l'inquiétude du Congrès des États-Unis. En 1906, Sir William chercha à le résoudre par un projet de loi sur les étrangers, l'Alien Bill (comme les 67^e^ et 68^e^ Congrès des États-Unis, par des lois de quota). Le Dr Weizmann dit qu'en remplissant son devoir, Sir William (comme le sénateur Pat McCarran et le représentant Francis E. Walter en Amérique, dans les années 1950) en vint à être « généralement considéré comme responsable de toutes les difficultés placées sur la route des immigrants juifs vers l'Angleterre. » Le Dr Weizmann continue ensuite :

**« Chaque fois que le nombre de juifs, quel que soit le pays, atteint *le point de saturation,* ce pays *réagit contre eux…* L'Angleterre avait atteint le point où elle pouvait ou voulait absorber tel nombre de juifs, et pas plus… La réaction contre cela *ne peut être considérée comme de l'antisémitisme* dans le sens ordinaire ou vulgaire du terme ; c'est un événement à la fois social, économique et universel concomitant à l'immigration juive, et nous ne pouvons nous en affranchir. Sir William n'avait aucun préjugé antisémite particulier. Il a agi… de la façon la**

**plus bienveillante possible, *dans les intérêts de* son pays… Selon son opninion, il était physiquement impossible à l'Angleterre de réparer les torts que la Russie avait infligés à sa *population juive*… Je suis assez convaincu qu'elle se serait opposée de la même manière à l'afflux massif de n'importe quel élément étranger ; mais, il se trouve qu'aucun autre élément étranger n'insista pour être admis dans de telles proportions. » (Quarante ans plus tard, le Dr Weizmann s'adressa de la même façon aux juifs d'Amérique : « Certains pays peuvent digérer un certain nombre de juifs ; une fois que l'on a passé ce nombre, *quelque chose de radical doit avoir lieu ; les juifs doivent partir*. »)**

Le Dr Weizmann présenta ainsi sobrement l'argument valable contre l'immigration juive libre seulement parce qu'il parlait principalement aux juifs, et martelait en eux l'argument talmudique que les juifs *ne peuvent pas* être assimilés ; cet argument est essentiel au sionisme, mais n'est pas vrai en soi. Les passages cités montrent qu'en 1906, un homme d'autorité était encore capable de déclarer que son pays ne pouvait pas réparer des « torts » censés avoir été infligés aux juifs dans un autre pays, et que « les intérêts de son pays » dirigeaient sa tâche. Dans les décennies suivantes, tous les élus dictateurs d'Occident en firent une politique nationale pour remédier aux torts supposés, faits par un tiers, au grand dam d'une quatrième partie innocente. La dernière remarque du Dr Weizmann, dans l'extrait cité au-dessus, montre l'absurdité affirmant que quand le nombre de juifs digérables est dépassé dans n'importe quel pays « quelque chose de radical doit avoir lieu ; les juifs doivent partir. » Lui et ses associés, pendant un demi-siècle, avaient utilisé tout leur pouvoir en Amérique pour gagner un accès libre pour les juifs, de sorte que, selon ses propres mots, ils menaient délibérément les juifs d'Amérique au désastre ; le temps viendra, si ce qu'il dit était vrai, où les gouvernements des autres pays du monde seront sous pression d'accepter de grands nombres de juifs venant d'Amérique à cause « des torts » qu'on leur fait là-bas.

Tel était le contexte de la question dominante dans la vie américaine quand M. Roosevelt devint président. Entre 1881 et 1920, plus de trois millions d'immigrants venant de Russie, et légalement enregistrés, entrèrent aux États-Unis, la plupart d'entre eux étant des juifs. Selon le Bureau du recensement des États-Unis, le pays contenait 230.000 juifs en 1877 et environ 4.500.000 en 1926. Seules des « estimations » sont disponibles à

tout moment eu égard à la population juive, étant donné que les « aînés » s'opposent au recensement réalisé par d'autres, et ces chiffres sont généralement considérés comme ayant été largement sous-estimés. Dans la décennie suivante, les chiffres échappèrent à toute vérification, principalement par suite de changements dans la classification des immigrants ordonnée par le président Roosevelt, et même les autorités compétentes n'essaient pas d'évaluer le taux de l'immigration non enregistrée et illégale (des observateurs compétents jugent que le nombre total des juifs aux États-Unis tourne peut-être autour de dix millions actuellement). En tout cas, la plus importante communauté unique de juifs dans le monde se trouve aujourd'hui en République américaine, y ayant été transplantée au cours des deux dernières générations.

Proportionnellement à la population américaine totale, même l'évaluation la plus haute n'atteindrait pas un dixième. En soi, c'est un groupe relativement petit ; politiquement organisé pour faire pencher l'équilibre des forces, il est d'une importance décisive. Ce problème fut reconnu et le Comité sur l'immigration déclara au Congrès en 1921 :

**« Les processus d'assimilation et d'amalgamation sont lents et difficiles. Avec la population des parties brisées de l'Europe qui se sont dirigées ici en nombres toujours plus croissants, pourquoi ne pas vérifier péremptoirement le flot par cette mesure provisoire, et essayer en attendant l'expérience unique et nouvelle d'imposer toutes les lois sur l'immigration à nos statuts ? »**

Une loi de quota adoptée alors limita le nombre de toute nationalité pénétrant aux États-Unis à trois pour cent des personnes nées à l'étranger possédant cette nationalité et résidant aux États-Unis en 1910. Le Congrès suivant alla beaucoup plus loin que la déclaration générale citée ci-dessus ; elle spécifia le danger, le même Comité rapportant :

**« Si le principe de liberté individuelle, gardé par un gouvernement constitutionnel et créé sur ce continent il y a presque un siècle et demi, *est de continuer*, la tendance de base de notre population doit être maintenue et nos standards économiques préservés… Les Américains n'admettent pas le droit *d'un groupe étranger quel qu'il soit… à dicter le caractère de notre législation.* »**

Les années qui suivirent alors montrèrent que la conséquence de la présidence de M. Roosevelt serait de briser le principe exposé, changer « la tendance de base », et permettre à « un groupe étranger » de dicter la politique nationale.

M. Roosevelt (comme M. Wilson, M. Lloyd George et le général Smuts) fut manifestement choisi avant d'être élu. M. Howden dit que M. House « choisit Roosevelt comme candidat naturel à la présidence bien avant tout autre politicien responsable », le choisit comme secrétaire adjoint à la Marine en 1913, et ensuite, au fil des années, le prépara pour la présidence, s'attendant à gouverner à travers lui, comme à travers le président Wilson. Puis, quelque chose tourna mal. M. House était certain que le président Roosevelt lui rendrait visite, mais se rendit alors compte que « certaines personnes ne veulent pas que le président m'écoute ». Ces gens étaient manifestement trop forts, car M. House fut abandonné sans aucune courtoisie, et disparaît de l'histoire à ce moment-là (1933).

On ne peut qu'offrir une conjecture raisonnable concernant les raisons. M. House, à soixante-quinze ans, regrettait le jeune *Philip Dru* de 1912, qui pensait que la Constitution américaine était « démodée et grotesque », s'était emparé du pouvoir par la force, et avait ensuite gouverné par décret extraordinaire. Il avait un nouvel ensemble d'idées plus sobres et responsables prêtes pour M. Roosevelt et, depuis sa relégation, il « observa [ensuite] avec interdiction » la concentration de pouvoir irresponsable se trouvant entre les mains de M. Roosevelt. M. House avait poussé le président Wilson, pour son premier acte majeur, à écrire dans la Constitution américaine (comme Seizième amendement) la mesure destructrice principale proposée dans le Manifeste communiste de Karl Marx de 1848, « l'impôt sur le revenu progressif », mais dans les années 1930, M. House fut alarmé par le contrôle complètement non entravé du trésor public obtenu par son second « Rockland ».

Vraisemblablement, alors, M. House fut écarté parce qu'il avait reculé devant ses idées précédentes, car ces idées originales gouvernèrent la politique de M. Roosevelt tout au long de ses douze années à la présidence. Il soutint la révolution mondiale ; son premier acte majeur de politique nationale fut de reconnaître le gouvernement communiste, et, dans la guerre qui s'ensuivit, il reprit la politique de House-Wilson de « soutien à tout ». Il soutint le sionisme révolutionnaire. Finalement, il reprit l'ancienne

l'idée de la « Ligue d'imposition de la paix » et la réimposa à l'Occident sous un nouveau nom, celui des « Nations unies. »

M. Roosevelt mit ainsi les idées de « Philip Dru » en pratique, de façon plus étendue. À propos de M. Wilson à la génération précédente, son secrétaire à l'Intérieur, M. Franklin K. Lane, avait dit, « Tout ce que Philip Dru avait préconisé va arriver ; le président en revient à Philip Dru, finalement ». Quant à M. Roosevelt, vingt ans plus tard, le biographe de M. House (M. Howden) dit : « Il est impossible de comparer la législation suggérée par Dru avec celle de M. Roosevelt et ne pas être impressionné par leur similitude. »

Ceci est un exemple illustrant la transmission d'idées de génération en génération, parmi un groupe dirigeant. Les idées de M. House étaient celles « des révolutionnaires de 1848 », qui provenaient à leur tour de Weishaupt et des révolutionnaires de 1789, qui les tenaient de quelque source précédente. Quand M. House les abandonna, elles furent transmises sans accroc au groupe dirigeant qui entourait un autre président, et l'homme même qui avait modifié ces idées fut laissé de côté.

M. House fut le seule perte au sein du cercle intérieur. M. Bernard Baruch était conseiller de M. Roosevelt avant même que celui-ci ne devienne président. Mme Eleanore Roosevelt rapporte que « M. Baruch était un conseiller digne de confiance de mon mari, tant *à Albany* qu'à Washington », c'est-à-dire au cours du mandat de quatre ans de M. Roosevelt en tant que gouverneur de l'État de New York, avant sa nomination présidentielle. Pendant cette période pré-présidentielle, M. Roosevelt (selon un des biographes de M. Baruch, M. Morris V.Rosenbloom), bien que l'Amérique eût désavoué la Société des Nations, avait rédigé le plan d'un nouvel organisme qui devait s'appeler les Nations unies. Le rabbin Stephen Wise et M. Brandeis - du groupe précédent entourant le président Wilson - se regroupèrent autour du président Roosevelt (les mesures antisémites d'Hitler en Allemagne à cette période ravivèrent le désir de M. Brandeis de chasser les Arabes de Palestine).

Dès le début des douze années de M. Roosevelt, il est possible que quelque doute ait surgi concernant sa docilité, et que des moyens aient été trouvés pour s'en assurer (le lecteur se rappellera la tentative de « Rockland » d'affirmer son indépendance en 1912, et l'allégresse des « conspirateurs jubilant » devant sa capitulation). Cela expliquerait le fait curieux que le

rabbin Stephen Wise, qui avait fait campagne pour M. Roosevelt comme sénateur en 1914, et comme gouverneur de l'État de New York en 1928, ne le soutint *pas* pour la présidence en 1932.

Quelque chose se produisit alors qui rassura le rabbin, car immédiatement après l'élection de M. Roosevelt, il proclama que le nouveau président avait « regagné mon admiration sans bornes », et en 1935, il était redevenu un intime à la Maison Blanche.

À la lumière de l'expérience antérieure, l'identité des hommes entourant le président Roosevelt indiquait clairement la politique qu'il poursuivrait. Il rendit cela plus clair en élargissant le cercle de ses conseillers juifs. En 1933, cela prit une nouvelle signification. En 1913, les conseillers juifs du président Wilson furent publiquement acceptés en tant qu'Américains, comme n'importe quels autres Américains, et simplement de religion juive. En 1933, la question de leur allégeance avait été soulevée par l'aventure sioniste en Palestine. De plus, les questions de la révolution mondiale et de gouvernement mondial avaient surgi depuis 1913, et ces deux questions projetèrent aussi la question de l'intérêt *national* américain, si bien que les sentiments entretenus à leur égard dans le cercle immédiat du président devinrent une affaire de première importance.

Tout cela prêta une signification spécifique à la déclaration précédente du Congrès (1924), niant le droit « d'un groupe étranger quel qu'il soit… à dicter le caractère de notre législation ». Parmi les « conseillers » présidentiels, plusieurs étaient de naissance étrangère ou devinrent « étrangers » dans les faits, de par leur dévotion au sionisme ou leur attitude envers la révolution mondiale et le gouvernement mondial. Dans ce sens, un « groupe étranger », incarnant l'immigration massive des cent années précédentes, se forma autour du président américain et « dirigea » le cours des événements. Les douze ans qui suivirent montrèrent que tout « conseil » mis en pratique par le président devait être à l'avantage du principe destructeur dans ses trois formes associées : communisme, sionisme, gouvernement mondial.

Éminent parmi ses conseillers (en plus des trois hommes puissants nommés ci-dessus) se trouvait le professeur viennois Felix Frankfurter. Le biographe de M. House, M. Howden, qui exprime l'avis de M. House, pense qu'il était le plus puissant de tous : « Le professeur Frankfurter était le double de M. Roosevelt, plus que tout autre… le jeu que M. House avait

joué pour le président Wilson. » Le rôle joué par des conseillers officieux est toujours difficile à déterminer, et cet avis pourrait placer le professeur Frankfurter trop haut dans la hiérarchie. Cependant, il était sans aucun doute important (lui aussi pénétra d'abord dans le cercle consultatif sous M. Wilson).

Comme M. Brandeis et M. Cardozo, il devint juge à la Cour suprême et n'apparut jamais *ouvertement* dans la politique américaine ; pourtant, les effets de son influence sont plus évidents à retracer que ceux d'autres hommes, qu'on doit chercher profondément.

Il était le directeur de la faculté de droit de Harvard pendant les années 1930, et à ce titre, forma une génération entière de jeunes hommes qui devaient donner une forme définie aux événements des années 1940 et 1950. Par la suite, ils reçurent une préférence marquée pour des postes élevés, au cours de leurs carrières.

Ils comprenaient en particulier M. Alger Hiss, qui par procès et condamnation fut exposé comme un agent communiste, bien qu'il fût un haut « conseiller » du président Roosevelt (le juge Frankfurter apparut volontairement au procès pour témoigner du caractère de M. Hiss), M. Dean Acheson, qui en tant que secrétaire d'État américain à cette période, déclara qu'il « ne tournerait pas le dos » à M. Hiss, ainsi que d'autres. M. Hiss joua un rôle important à la Conférence de Yalta, où l'abandon de la moitié de l'Europe aux mains de la révolution fut décidée ; la période de M. Acheson au gouvernement coïncida avec l'abandon de la Chine à la révolution.

À part ce groupe distinct de jeunes hommes apparemment formés, pendant les premières années de fonction du président Roosevelt, pour reprendre le département d'État, le président fut accompagné au plus haut niveau par un groupe de conseillers juifs. M. Henry Morgenthau junior (un sioniste majeur, dont le « Plan Morgenthau » de 1944 fut la base originale du partage en deux de l'Europe en 1945) fut son ministre des Finances pendant onze des douze années. D'autres associés intimes étaient le sénateur Herbert Lehman (un autre sioniste majeur qui prit une grande part à la promotion du « deuxième exode » de l'Europe en 1945-1946, qui mena à la guerre en Palestine), le juge Samuel Rosenmann (un résident hôte de la Maison Blanche, qui aidait à écrire les discours de M. Roosevelt), M. David Niles (de parentée russe, et pendant de nombreuses années « le

conseiller sur les affaires juives » de M. Roosevelt et de son successeur), M. Benjamin Cohen (un auteur de la Déclaration Balfour en 1917, et un autre sioniste important), et trois juifs de Russie, Messieurs Sidney Hillman, Isador Lubin et Léo Pasvolsky.

Ces noms principaux, de l'entourage personnel du président, ne représentent que le pinacle d'un édifice qui fut installé autour de toute la vie politique américaine. Cette croissance soudaine d'influence juive, dans les coulisses du pouvoir, n'était manifestement pas un phénomène naturel spontané. La sélection était discriminatoire ; les juifs antisionistes, anti-révolutionnaires et « anti-gouvernement mondial » en étaient exclus. La formation de cette « garde de palais » était impopulaire, mais les conseillers officieux sont difficiles à attaquer sur des points spécifiques, et M. Roosevelt ignora toutes les protestations et, ainsi escorté, commença sa présidence renouvelée trois fois. Hitler apparut simultanément comme le symbole, à ce moment, de la persécution juive mathématiquement récurrente, et selon les calculs des conseillers du président Roosevelt, prit la place occupée par « le tsar » vingt ans auparavant, selon les calculs des conseillers de M. Wilson.

La longue durée de M. Roosevelt au pouvoir fut principalement due au plan-maître de M. House pour gagner les élections. Conformément à cette stratégie d'appel intensif au vote « fluctuant », « la discrimination » devint le slogan principal. Elle fut soulevée au nom des Noirs, qui furent utilisés comme un prétexte[32] ; et fut en fait utilisée pour écraser l'objection à l'influence excessive du « groupe étranger » représenté par la « garde de palais ». Couplé avec elle, était l'appel aux pauvres sous forme de promesses de faire payer les riches. Cette stratégie s'avéra si efficace que les républicains battirent en retraite et commencèrent à rivaliser avec les démocrates pour la faveur du « groupe étranger », qui était considéré comme l'arbitre des élections. De cette façon, l'emprise secrète sur le pouvoir fut verrouillée et l'électeur américain fut en fait privé de véritable choix entre les partis. M. Roosevelt se fortifia par sa politique de « déficit de dépense », dont la théorie de base était que la quantité de dette publique était sans importance, comme l'État la devait seulement à lui-même. À ce stade, les Américains perdirent et n'ont depuis jamais regagné le contrôle du trésor public, et l'occupant de la Maison Blanche est devenu à même, d'un trait de plume, d'ordonner des dépenses qui auraient à une époque précédente couvert les budgets annuels d'une demi-douzaine d'États

économes. M. Roosevelt acquit ces pouvoirs en invoquant le besoin de vaincre « la Crise », et il provoqua l'Urgence permanente dans laquelle son pays vit toujours.

Sa présidence suivit un dessein manifestement prédéterminé, et le cours des événements dans le monde aurait bien pu être entièrement différent si elle avait été plus courte. Cependant, le mécanisme caché était si efficace et l'emprise de ses mentors sur lui était si assurée, qu'il fut maintenu en fonction par trois réélections. Une seule fois, sa position permanente fut menacée d'interruption inattendue, dangereuse pour ces plans.

Dans un État du Sud, la Louisiane, surgit un politicard du genre de M. Roosevelt. M. Huey Long, un jeune démagogue au visage charnu et aux cheveux bouclés, issu d'un foyer de pauvres péquenauds, devint populaire (comme M. Wilson et M. Roosevelt) en attaquant « les intérêts » (dans sa campagne, les intérêts pétroliers en général et la Standard Oil en particulier). Idole des Blancs pauvres, il fut élu gouverneur en 1928, et essaya immédiatement de se procurer de l'argent pour construire des écoles en plaçant un impôt sur le pétrole, sur quoi, à l'ouverture de la Législature de la Louisiane, un certain rabbin Walter Peiser refusa d'invoquer une bénédiction, le traitant de « gouverneur indigne. »

M. Long devint encore plus populaire et fut élu au Sénat des États-Unis où (en mars 1935) il consacra « la grande partie » d'un discours « à une attaque contre M. Bernard Baruch », en qui il voyait apparemment le représentant suprême des « intérêts » (concernant la seule accusation jamais faite contre M. Long, qui avait beaucoup d'associés juifs, était celle qu'il était « antisémite »). M. Long devenait une force dans le pays, et il écrivit un livre intitulé *My First Week in the White House* [ *Ma Première Semaine à la Maison Blanche – NdT*] , contenant les illustrations qui montraient M. Roosevelt, ressemblant beaucoup au Roosevelt de Yalta, écoutant humblement la sagesse d'un Huey Long vigoureux et exubérant.

Il avait l'intention de battre M. Roosevelt en le surpassant dans la compétence particulière de M. Roosevelt : dépenses prodigues et promesses prodigues. Il le fit d'une façon ingénieuse (il était probablement plus rusé que M. Roosevelt). M. Long, avec son programme « Partager la richesse » et « Chaque homme un roi », contrôla la machine politique en Louisiane. Quand l'argent de Roosevelt commença à se déverser dans les États (pour des dépenses concernant toutes sortes de « projets » de crise, et

incidemment, concernant les votes) M. Long le détourna calmement à ses propres fins similaires. Il fit adopter par la Législature de la Louisiane une loi interdisant aux autorités locales de recevoir tout argent de Washington sans le consentement d'un Conseil d'État de Louisiane. Comme il contrôlait ce conseil, il intercepta le flot de la corne d'abondance, et l'argent fut dépensé pour augmenter sa force de vote, et non celle de M. Roosevelt. Il fit avec l'argent public ce que M. Roosevelt faisait, mais pour son propre compte politique.

En 1935, la deuxième campagne électorale de M. Roosevelt pointait à l'horizon. Soudain, ses conseillers prirent conscience du fait que M. Long était populaire bien au-delà de sa Louisiane natale ; c'était une figure nationale. Le Comité national démocrate « fut stupéfait quand un sondage secret révéla que Long pouvait réunir sur une liste tierce entre trois et quatre millions de votes, et que son plan Partager la Richesse avait entamé profondément la force démocrate dans les États industriels et agricoles » (M. John T. Flynn).

Donc, M. Long, même s'il n'aurait pu devenir président à cette période, aurait certainement *pu* empêcher la réélection de M. Roosevelt, et la petite minorité dirigeante contemplait soudainement un perturbateur de leur régime. Cependant, comme le dit M. Flynn : « le destin était devenu démocrate, et il le resta » ; le 8 septembre 1935, M. Long fut abattu dans le Capitole de la Louisiane par un jeune juif, le Dr Carl Austin Weiss. On ne connaîtra jamais le mobile parce que le Dr Weiss, qui aurait pu l'expliquer, fut tué par le garde du corps peu rapide de M. Long.**33**

L'effet politique était clair ; la réélection de M. Roosevelt était assurée. La suggestion habituelle « d'un fou » fut transmise à l'opinion publique, et divers autres mobiles, n'impliquant pas la folie, furent aussi suggérés. Aucune enquête publique ne fut menée, comme dans les cas d'autres assassinats politiques des cent dernières années, pour lesquels l'enquête fut refusée ou écourtée. Des enquêtes telles que celles qui ont été faites (par exemple, dans les cas du président Lincoln, de l'archiduc François Ferdinand et du roi Alexandre de Yougoslavie) n'ont jamais corroboré la théorie (toujours avancée) du « fou » solitaire, mais ont révélé une organisation minutieuse et un soutien puissant. L'élimination de M. Long détermina le pattern des événements pendant une décennie, de sorte qu'elle

fut aussi importante dans ses effets que les meurtres d'hommes plus haut-placés.

M. Roosevelt fut réélu en 1936. Sa tâche assignée était manifestement de re-impliquer son pays dans les « enchevêtrements étrangers » de M. House et de M. Wilson, et, comme M. Wilson, il promit d'élection en élection de maintenir le pays en-dehors de ces derniers. Entre-temps, le tumulte à propos d'Hitler grandit, et, comme je l'ai montré, sa persécution des hommes fut subtilement transformée en « persécution des juifs ». M. Roosevelt, juste deux ans avant la Seconde Guerre, fit une déclaration *publique*, quoique énigmatique, qui, pour les initiés, était un engagement à impliquer son pays dans la guerre, et à la faire principalement pour la cause représentée par sa garde de palais. M. Wilson avait fait sa déclaration publique, contenant sa menace contre la Russie, en décembre 1911, environ trois ans avant la Première Guerre mondiale ; M. Roosevelt fit la sienne, contenant sa menace contre l'Allemagne, en octobre 1937, environ deux ans avant la Seconde Guerre mondiale. Les deux déclarations sont implicitement identiques dans l'identification de la cause américaine avec la cause juive dans sa représentation déformée par les sionistes.

M. Roosevelt dit (le 5 octobre 1937) :

**« Que personne n'imagine que l'Amérique y échappera… que cet hémisphère occidental ne sera pas *attaqué*… *Quand une épidémie de maladie physique* commence à s'étendre, la communauté approuve et *se joint à une quarantaine des patients* pour protéger la santé de la communauté de la diffusion du désastre. »**

Les personnes écrivant les discours présidentiels ne furent pas assez énigmatiques à cette occasion. L'allusion à « se joindre à une quarantaine » fut immédiatement comprise également par le public comme une menace de guerre. Cela causa une telle consternation que M. Roosevelt fut obligé, jusqu'au dernier moment même, quatre ans plus tard, alors que l'Amérique était réellement impliquée dans la guerre, de promettre « encore et encore » que « nous n'enverrons vos fils dans aucune guerre étrangère. » (En octobre 1937, il savait certainement que la guerre commencerait à l'automne 1939 ; à ce moment-là, j'avais informé le *Times*, depuis Vienne, qu'Hitler et Goering avaient dit cela, et il n'est pas possible que le président américain n'ait pas été informé de façon aussi précise).

En 1937, la falsification de la présentation des nouvelles venant d'Allemagne, qui fut décrite dans le dernier chapitre, se déroulait depuis quatre ans. J'ai donné plusieurs cas, et j'en apporte un autre ici. Le rabbin Stephen Wise raconte qu'immédiatement après la venue d'Hitler au pouvoir, le Congrès juif américain débuta les mouvements de boycott de l'Allemagne sur la base des « rapports câblés » venant d'Allemagne et affirmant qu'*« un pogrom des juifs à l'échelle nationale »* était « en préparation »[34]. Il mentionne ensuite négligemment que le pogrom « rapporté » « n'eut pas lieu », mais le boycott, oui.[35]

En commençant avec ce pogrom imaginaire à Berlin, la campagne propagandiste en Amérique forma la base sur laquelle M. Roosevelt appuya son discours sur la « quarantaine ». Les sionistes autour du président n'étaient pas vraiment concernés par la souffrance des juifs ; au contraire, elle était nécessaire à leur politique en Amérique et à l'entreprise entière, et ils craignaient son allègement. En cela, ils continuaient la politique des révolutionnaires talmudiques de la Russie tsariste, qui allait jusqu'à l'assassinat pour empêcher l'émancipation des juifs, comme on l'a montré.

Ainsi, le rabbin Wise rapporte que lui et ses compagnons sionistes ne furent pas dissuadés par les protestations et appels urgents des juifs en Allemagne à arrêter le boycott. La perspective d'un accord entre Hitler et les juifs d'Allemagne, en effet, les épouvantait, et le rabbin Wise informa ses associés de ses « deux craintes » à cet égard :

**« … que nos frères juifs en Allemagne puissent se sentir incités ou contraints à accepter un accord de paix ou un pacte *qui pourrait signifier une légère amélioration ou réduction de leurs maux*… que le régime nazi puisse décider d'empêcher certaines des conséquences néfastes de son régime *par un tel traitement palliatif des juifs, ce qui désarmerait la protestation juive mondiale. »* (Il décrit la deuxième possibilité comme le danger « plus grave »).**

Ainsi, ils *craignaient* que « la persécution » ne s'effondre ; les mots sont spécifiques. Le rabbin Wise, à New York, préférait que les juifs en Allemagne souffrent plutôt que de voir cela arriver : « Mourir aux mains du nazisme est cruel ; *survivre par sa grâce serait dix mille fois pire. Nous* survivrons au nazisme à moins *que nous* ne commettions le péché inexpiable de marchandage ou de trafic avec lui *pour sauver quelques*

*victimes juives* » (1934, à la Conférence juive mondiale). « *Nous* rejetons d'emblée avec dédain et mépris toute proposition *qui assurerait la sécurité de quelques juifs* par la honte de tous les juifs » (1936). M. Brandeis, à Washington, était également résolu au martyr en Allemagne : « Toute entente qui aboutit à la création d'un marché à l'étranger pour les marchandises allemandes renforce Hitler… Soulager ainsi la détresse économique d'Hitler *afin de sauver par l'émigration certains des juifs d'Allemagne* serait une diplomatie déplorable… »**36**

Pour les sionistes en Amérique, le danger spectral d'une réconciliation entre Hitler et les juifs devint des plus aigus en 1938. Le général Smuts envoya alors en Allemagne son ministre de la Défense, M. Oswald Pirow, pour soulager la tension sur la question juive, s'il le pouvait. Le Premier ministre britannique, M. Neville Chamberlain, accueilli bien la tentative ; il dit à M. Pirow que la pression de la communauté juive internationale était un des obstacles principaux à une compréhension anglo-allemande, et dit qu'on l'aiderait à résister à cette pression (« la pression irrésistible » de Leon Pinsker) si Hitler pouvait être incité à modérer sa mauvaise humeur.

M. Pirow se rendit alors en Allemagne. Il dit avoir fait une proposition spécifique, qu'Hitler répondit favorablement, et qu'un accord était en vue.

À cet instant précis, le destin intervint de nouveau, comme dans le cas de M. Huey Long, du comte Stolypine, du tsar Alexandre II et d'autres ; chaque fois qu'une chance de pacification apparaissait, le destin intervenait. Un jeune juif abattit un diplomate allemand, Herr von Rath, à Paris. Des émeutes suivirent en Allemagne, des synagogues furent brûlées, et la mission de M. Pirow prit brusquement fin. Aucune enquête sur le meurtre, ou toute organisation qui aurait pu se trouver derrière cela, ne fut menée, ou si l'on en commença une, elle ne produisit jamais aucun résultat informatif ; le rabbin Wise présente l'image familière (trouvée aussi dans le roman de M. House) du « jeune homme devenu à moitié fou », exaspéré au-delà de l'endurance.

M. Roosevelt répondit immédiatement : « Les nouvelles d'Allemagne des derniers jours passés ont profondément choqué l'opinion publique aux États-Unis… *je pouvais moi-même à peine croire que de telles choses puissent arriver dans une civilisation du vingtième siècle…* J'ai demandé à notre ambassadeur à Berlin de revenir immédiatement pour un rapport et une consultation. »

Ces mots faisaient référence à l'incendie des synagogues. (M. Roosevelt ne fit pas de commentaire sur le meurtre) et la phrase centrale est manifestement fausse, parce que M. Roosevelt, et tous ses contemporains, avaient vu antérieurement la destruction arbitraire des édifices religieux. Il est vrai que ce n'était pas des synagogues, mais M. Roosevelt avait « vu » le dynamitage d'églises et de cathédrales chrétiennes en Russie communiste, et en devenant président, s'était empressé de reconnaître le gouvernement qui l'avait fait. De plus, quand il fit cette déclaration, il venait d'envoyer un télégramme approuvant cordialement la capitulation imposée de la Tchécoslovaquie face à Hitler, et n'avait trouvé dans cet acte rien d'inapproprié à la civilisation du XX^e^ siècle. Ce fut le moment où j'abandonnai mon poste, me sentant incapable de continuer dans le journalisme à une époque où le mensonge était le maître « des nouvelles ».

Les États-Unis furent impliqués de fait dans la Seconde Guerre quand le président Roosevelt fit ces déclarations en 1937 et 1938, non le jour de Pearl Harbor, et une ligne droite en partit, menant à sa déclaration postérieure du 17 juillet 1942, où il promit implicitement la vengeance contre l'Allemagne sur la seule cause de son traitement des juifs ; les hommes qui l'incitèrent à cette menace publique s'étaient véhémentement opposés depuis le début à toute réduction de souffrance juive en Allemagne.

Le meurtre de von Rath à Paris fut le coup de feu de Sarajevo qui démarra de fait la Seconde Guerre, tel que le révèle maintenant l'écoulement fluide du temps. À la différence de M. Wilson, M. Roosevelt ne crut jamais, en privé, qu'il garderait son pays neutre ; en 1938, son mentor, M. Bernard Baruch, déclarait : « Nous allons aplatir ce type, Hitler ; il ne va pas s'en sortir comme ça » (général George C. Marshall). À moins que quelque changement n'arrive, et aucun n'est encore prévisible, le président américain, dans n'importe quelle troisième guerre, se retrouverait pris entre les mêmes tenailles que ses prédécesseurs de 1914-1918 et 1939-1945.

Pendant ces six ans où « la guerre inutile » se tramait, j'observai la scène turbulente et de plus en plus sombre, depuis Berlin, Vienne, et toutes les grandes villes sur lesquelles la longue nuit devait bientôt tomber : Prague et Budapest, Belgrade et Bucarest, Sofia et Varsovie. Je suppose en avoir vu autant que n'importe quel homme, concernant l'alimentation du

four d'où le lingot, la guerre, sortit ; et d'autant plus que je n'étais confiné à aucun pays ou faction, mais que je voyais l'évolution de tous. Je connaissais le son des bravos dans le *Stammkneipen* des *divisions d'assaut,* la conversation furtive et amère de leurs adversaires dans des logements privés, et le murmure nerveux d'hommes en cavale, qui jetaient toujours un coup d'œil par-dessus leur épaule. Je vis le visage de la foule, ce dinosaure sans cavité cérébrale, dans ses deux états d'esprit : celui enflammé d'espoir illusoire (à Berlin) et celui aux joues creuses, aux yeux enfoncés de désillusion désespérée (à Moscou). Je rencontrai la peur à chaque niveau, du balayeur de rue au chef d'État ou de gouvernement ; je vis la terreur dans ses deux villes-sièges.

Je connus ou rencontrai de nombreux hommes qui *semblaient* être puissants et soutenir des causes opposées, et pourtant, par leurs actes, tous précipitèrent « la guerre inutile ». Je parlai avec Hitler, Goering et Gœbbels ; je déjeunai tranquillement au bord du lac de Genève avec un Maxim Litvinoff potelé, un personnage typique du Café des Exilés, et je me demandai ce qu'il connaissait de la Russie, lui qui sur la Russie en savait si peu, bien qu'il fût ministre des Affaires étrangères de ce pays communisé. Je vis Mussolini et Ramsay MacDonald, un des Premiers ministres britanniques qui passa comme une ombre fuyante durant ces années. Je parlai pendant de longues heures avec Edouard Benesh dans le vieux château à Prague, avec des chanceliers autrichiens et des Premiers ministres hongrois, avec des rois et des politiciens balkaniques. J'allai observer la Société des Nations, avec de grandes espérances alors (car j'étais toujours inexpérimenté) et je fus repoussé par la manière indigne de ses débats, par les pressions et le démarchage dans les coulisses, et par la foule de parasites et d'intrigants qui y pénétraient de force ; je pense que l'on trouverait peu d'enthousiastes pour les « Nations Unies » chez ceux qui connaissaient la Société des Nations. Je me rendis à Moscou, comme garde du corps journalistique d'un jeune ministre naissant nommé Anthony Eden, et j'y vis un régime qui était le fac-similé du national-socialiste en Allemagne dans chaque aspect majeur, excepté le statut des juifs, qui me semblèrent être prédominants dans les positions-clefs de l'État soviétique.

Ce ne fut que confusion tourbillonnante, au centre de laquelle se trouvait un fait évident : Hitler ferait la guerre à moins qu'on ne l'en empêche, et cette guerre était proche, parce qu'on ne l'en empêcherait pas. Il y eut un autre Premier ministre britannique, M. Stanley Baldwin (une

source d'ennuis pour les correspondants de presse en Allemagne) qui refusa à ses concitoyens la vérité des intentions guerrières d'Hitler parce que, comme il le dit plus tard, il aurait « perdu l'élection » s'il l'avait dit. Si son successeur, M. Neville Chamberlain, pensait qu'en continuant la politique d'encouragement d'Hitler, il pourrait « guider » Hitler pour qu'il dirige sa guerre contre les Soviétiques (je n'en ai aucune preuve, mais cela pouvait être le calcul de M. Chamberlain), c'était au moins *une politique,* là où auparavant, il n'y avait aucune politique du tout. Mais c'était une politique erronée, car tous les observateurs qualifiés en Allemagne prévirent que quand il frapperait, Hitler se joindrait à Staline pour faire la guerre, au lieu de faire la guerre contre lui (je l'écrivis dans mes livres d'avant-guerre).

Quand je fis l'expérience des deux premières invasions d'Hitler, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, je me rendis compte que le dernier espoir de prévenir la guerre inutile était parti. J'avais l'impression de vivre dans un monde de fou, ce qui explique le titre, *Insanity Fair,* que je donnai au livre que j'écrivis à cette période. Tout ce que je voyais alors, c'était un manque fou de politique. Dix-huit ans plus tard, à la lumière de tout ce qui est arrivé et est devenu connu, la possibilité que la guerre inutile ne fut pas considérée comme inutile dans tous les milieux ne peut manifestement pas être écartée.

---

## NOTES DU CHAPITRE 37

**32** L'agitation à propos du sort du Noir américain, dont on entend tellement parler dans le monde extérieur, est maintenue, depuis New York, presque entièrement par les deux organisations principales juives de publicité (le Comité juif américain et la Ligue Anti-Diffamation, tous deux disposant de larges fonds) et l'Association nationale pour l'Avancement des Gens de Couleur [N.A.A.C.P.], qui dès son commencement fut en grande partie dirigée par des Juifs. Le Noir lui-même y joue un rôle passif. Son désir est celui de meilleures opportunités d'avancement *à côté* de la population blanche ; il ne désire *pas* se mélanger. L'énergie des organisations juives qui prétendent intercéder dans sa cause est entièrement dirigée vers *un mélange* obligatoire qu'aucune race ne désire. Ainsi, l'influence de ces groupes non-noirs fut-elle l'influence principale derrière le litige menant à la décision de la Cour suprême de 1955, qui

considéra comme illégal le système existant d'école séparée, et ordonna son abolition et rendit les écoles mixtes obligatoires (ce jugement ne peut guère être mis en application dans le Sud sans guerre civile, et il fut suivi par divers épisodes violents, y compris l'utilisation de la Garde nationale et de chars pour *imposer* les écoles mixtes). Je fus capable à même de voir le budget du Comité juif américain pour 1953, dont les estimations étaient de 1.753.000 dollars. Cela dit, par rapport aux Noirs, « le statut des Juifs est plus garanti dans la plupart des domaines des droits civils et politiques que celui de certains autres groupes, particulièrement les Noirs. Mais tant qu'une menace réussie est posée à la jouissance de droits par les Noirs, les droits des Juifs sont dangereusement en jeu. En conséquence, une grande proportion de notre travail a été dirigée vers la garantie de l'égalisation plus grande d'opportunités pour de tels groupes, plutôt que pour nous... Un exemple de cela est notre relation avec le N.A.A.C.P., qui vient nous aider dans certaines questions où nous avons une compétence spéciale... Une arme fructueuse est l'action de la justice... Nous participons directement au litige... Nous avons présenté des dossiers attaquant la ségrégation... et avons préparé des dossiers contestant la discrimination envers les Noirs. » La Cour suprême est composée de préposés politiques, pas de juristes professionnels; c'est un facteur important dans ce qui pourrait évoluer en situation grave.

**33** M. Long avait prédit son assassinat en juillet, disant au Sénat que les ennemis avaient projeté sa mort, avec comme moyen « un homme, une arme et une balle ». Il dit qu'un dictaphone, caché dans une chambre d'hôtel de la Nouvelle Orléans où ses « ennemis » s'étaient réunis, avait enregistré cette conversation. Un auteur contemporain qui prétend avoir été présent à la réunion, M. Hodding Carter, dit : « Le “complot” se limita à des commentaires exprimés avec espoir, tels que : “Si seulement quelqu'un pouvait tuer ce...” ».

**34** Les nazis ont toujours prétendu que leur boycott juif d'un jour, 1er avril 1933, était en réponse à cette provocation venant de New York, et le livre du rabbin Wise de 1949 confirme ainsi leur déclaration.

**35** Le mot « pogrom » (un mot russe signifiant « massacre ») joue un rôle particulier dans cette propagande. Il s'applique à toute sorte de perturbation dans laquelle les Juifs sont impliqués et par insinuation, on lui a donné cette signification spécifique, quoique fausse, si bien que le

lecteur occasionnel pourrait soupçonner une faute d'impression s'il devait lire quelque chose sur « un pogrom des Russes » (ou des Arabes). Le Dr Weizmann dit qu'il « il n'y a jamais eu de pogroms » dans sa campagne russe natale, mais utilise le mot continuellement, expliquant qu'« il n'est pas nécessaire de vivre au milieu des pogroms pour savoir que le monde gentil est empoisonné ». En incitant un gouverneur militaire britannique de la Palestine à des mesures sévères contre des Arabes, le Dr Weizmann dit qu'il avait « ressenti un peu l'atmosphère qui précède les pogroms », bien que par sa propre déclaration précédente, il n'en eût aucune expérience. Il décrit comme un pogrom des désordres dans lesquels cinq ou six Juifs furent blessés, et comme « terrorisme arabe » les événements de 1938, dans lesquels 69 britanniques, 92 Juifs et 1500 Arabes furent tués. Un officier britannique distingué, Sir Adrian Carton de Wiart V.C., qui vivait en Pologne entre les deux guerres, dit : « la question juive semblait sans réponse... Les pogroms étaient censés avoir lieu *selon la rumeur*, mais j'ai considéré que les rumeurs avaient été extrêmement exagérées, car il n'y ait aucune preuve oculaire du massacre de milliers de Juifs ».

**36** En fait, ces sionistes étaient tout à fait prêts à « trafiquer avec les nazis » et à faire des accords financiers avec eux quand cela convenait à leur but. Sept ans plus tard, quand la Seconde Guerre était à son apogée, le rabbin Stephen Wise reçut une offre d'« un groupe de fonctionnaires nazis » pour permettre aux juifs d'aller de Pologne en Hongrie, contre paiement. Ces deux pays étaient occupés par l'Allemagne, si bien que l'avantage pour les Juifs concernés n'est pas apparent, et M. Wise devait avoir quelque motif secret (probablement lié à « l'exode » ultérieur en Palestine) de vouloir transférer des juifs depuis la Pologne occupée jusqu'en Hongrie occupée *en temps de guerre*, alors qu'il s'était opposé si violemment à leur *libération d'Allemagne en temps de paix.* Il exigea du président Roosevelt qu'il sorte des dollars en guise de pot-de-vin, pour qu'ils soient déposés sur le compte de ces nazis en Suisse, ce à quoi le président répondit « immédiatement » : « Pourquoi ne le faites-vous pas vous-même, Stephen ! » On donna alors des instructions à un autre sioniste en vue, M. Henry Morgenthau du Trésor, et, malgré les protestations du Département d'État et du ministère des Affaires étrangères britannique, l'argent fut transféré au bureau de Genève du Congrès juif mondial pour créditer les leaders nazis !

# Chapitre 38

# LE PETIT PAYS LOINTAIN

Dans la Palestine oubliée, pendant la décennie 1930-1940, tandis que « Le Chef » et *« Der Führer »* régnaient à Washington et à Berlin, les choses allaient de mal en pis, et finalement, un gouvernement britannique était sur le point d'abandonner la tâche désespérée que M. Balfour lui avait imposée (ce dernier mourut en 1930 après des adieux au Dr Weizmann sur son lit de mort), quand, à la veille d'une autre guerre, un certain M. Winston Churchill ré-engagea son pays envers cette tâche. Ainsi, le peuple britannique, croyant que son seul problème était Hitler, entra encore une fois en guerre sur des ordres scellés, parmi lesquels se trouvait le but - dont il ne soupçonnait rien - qui l'avait mené au bord de la défaite en 1918.

Les gouvernements britanniques successifs, dans cette affaire, se retrouvèrent dans la situation critique du clown de cirque qui n'arrive pas à se débarrasser du papier tue-mouches ; chaque fois qu'ils pensaient qu'ils s'en étaient débarrassés, le Dr Weizmann le fixait à un nouvel endroit. En Palestine, les administrateurs britanniques et les soldats, auxquels « le mandat » avait été imposé, ne pouvaient faire leur devoir. Les Arabes se rebellaient obstinément ; les sionistes à Londres harcelaient le gouvernement pour qu'il emploie la force contre les Arabes ; si les hommes sur place essayaient d'agir impartialement entre les différentes parties, les ordres venus du pays les restreignaient.

L'histoire britannique à l'étranger est probablement justifiée par des résultats dans chaque cas, sauf celui-ci. Elle produisit des nations libres étrangères dans des pays vides ; et dans des pays conquis peuplés par d'autres, l'intention souvent proclamée (et toujours raillée) qui est de relever le vaincu, et de partir ensuite, est mise en application ; l'Inde n'en est qu'une preuve parmi d'autres. Dans le cas de la Palestine, toutes les règles précédemment suivies par la Grande-Bretagne à l'étranger furent violées, et toute l'expérience ramenée à rien, sous la « pression » exercée à Londres, ou depuis d'autres capitales si jamais Londres hésitait.

Ainsi, les fonctionnaires et les troupes britanniques envoyés en Palestine étaient-ils les plus malheureux dans l'histoire britannique (de manière caractéristique, le seul homme parmi ces derniers qui fut publiquement honoré après leur départ était un traître). Ils savaient comment administrer un véritable « protectorat » ; ce mot possède une signification honnête, de même que le faux nom qu'Hitler lui donna d'un ton moqueur en Tchécoslovaquie. L'occupation avec le consentement ou sur l'invitation d'habitants indigènes peut être une chose admirable. J'ai voyagé dans un tel authentique « protectorat », le Basutoland[37]. Les Anglais s'y rendirent sur la requête des Basotho, et la conséquence fut que les Basotho ont survécu comme une nation libre, là où ils auraient autrement été asservis par des voisins plus forts. Leur sort et leurs perspectives sont aujourd'hui meilleurs qu'ils auraient pu le devenir de toute autre façon, et ils le comprennent, si bien que quelques douzaines d'administrateurs blancs dirigent 660.000 Bashotos dans une estime mutuelle.

On exigea des Anglais en Palestine, pour la première fois dans l'histoire de leur nation, qu'ils répriment le peuple qu'ils étaient venus « protéger » et qu'ils en protègent un autre qui était en fait un peuple d'envahisseurs venu de Russie. La corruption du « pouvoir civil » en Angleterre, depuis l'époque de M. Balfour, atteignit ce résultat. La maxime suprême du constitutionalisme occidental est que le « pouvoir civil » doit toujours être supérieur au pouvoir militaire, afin que les régimes militaristes ne puissent pas émerger. Mais si le pouvoir civil cède aux préceptes d'un tiers secret aux buts militaires, il devient en fait *inférieur* à un pouvoir militaire, bien qu'il ne devienne pas inférieur à ses généraux natifs. De cette façon, on prend le contre-pied de la maxime suprême, parce que les forces armées d'une nation peuvent alors être mises au service d'intérêts étrangers et destructeurs pour les siens propres. C'est ce qui arriva en Palestine.

La répression des Arabes locaux comme « rebelles » n'aida pas le sionisme *en Palestine.* Au début de la décennie 1930-1940, la montée d'Hitler renforça la position du sionisme dans les groupes de pression de Londres et Washington, mais cette amélioration fut contrebalancée par la nouvelle détérioration qui eut lieu en Palestine même, à mesure que la décennie s'avançait. Pendant cette période postérieure, le Dr Weizmann, qui de 1904 à 1919 avait concentré ses efforts sur le gouvernement britannique, étendit ses activités à deux nouveaux endroits ; son orbite couvrait «

Jérusalem, Londres et New York », et il traitait avec les Premiers ministres britanniques comme un homme taillant des bâtons au couteau.

Sa victime suivante fut encore une fois M. Ramsay MacDonald, qui, après la désertion de ses collègues socialistes, devint Premier ministre d'un gouvernement de coalition de tous les autres partis. Le jeune Jimmy MacDonald de Lossiemouth, pauvre garçon d'Écosse qui avait fait son chemin, était à ce moment-là M. Ramsay MacDonald, aux cheveux flottants grisonnants. Il fit nommer son fils, M. Malcolm Macdonald, sous-secrétaire aux colonies, et sur ce, les deux MacDonald quittèrent le pays de rêve heureux de la rhétorique des tribunes socialistes pour le monde froid et dur de « la pression irrésistible. » M. MacDonald avait de nouveau l'intention d'arrêter les combats et les troubles sans fin en Palestine, qui avaient à ce moment-là fait beaucoup de victimes britanniques, et annonça rapidement que son gouvernement suspendrait l'immigration sioniste, réglerait les achats sionistes de terres, et punirait les incitations au désordre *« d'où qu'elles puissent provenir*. »

M. MacDonald devint immédiatement l'objet d'attaques violentes et commença à prendre la mine perplexe pour laquelle il devint célèbre (et que je pus observer quand je le rencontrai en 1935). Il reçut la visite du Dr Weizmann et de trois associés sionistes, et fut accusé de « traiter de de façon quelque peu frivole » « *les implications morales des promesses* faites aux juifs » (Dr Weizmann). Les politiciens principaux dans son propre pays, en Amérique et en Afrique du Sud, commencèrent une campagne furieuse contre lui. Intimidé une seconde fois, il nomma un Comité de cabinet extraordinaire pour reconsidérer la maintes-fois-considérée « politique de la Palestine ». Un ministre socialiste, M. Arthur Henderson, en était le président, et M. Malcolm MacDonald en était le secrétaire ; le Dr Weizmann et six sionistes majeurs formaient « le comité » ; les Arabes, comme d'habitude, n'étaient pas représentés.

Le Dr Weizmann attaqua violemment l'engagement de punir les incitations au désordre *d'où qu'ils viennent ;* le désordre, la violence et le massacre, dit-il, provenaient *uniquement* des Arabes indigènes. M. MacDonald capitula de nouveau dans une lettre au Dr Weizmann, sous les termes de laquelle l'immigration sioniste en Palestine en 1934 et 1935 excédait tous les chiffres précédents.

S'étant occupé de M. MacDonald, le Dr Weizmann entreprit le grand tour. Tandis que la Seconde Guerre s'approchait, il était partout, en Afrique du Sud, Turquie, France, Italie, Belgique et d'autres pays. En France, il rencontra « tous les Premiers ministres entre les deux guerres », et parmi ceux-ci, il trouva que M Léon Blum, un coreligionnaire, était particulièrement compatissant. M. Aristide Briand, le ministre des Affaires étrangères, était également bien disposé « bien qu'un peu vague quant à ce qui se passait » (le Dr Weizmann se réfère souvent en de tels termes aux politiciens occidentaux qui obéissaient à ses ordres). Il vit Mussolini trois fois. Il parla, devant des auditoires distingués, des iniquités d'Hitler et leur dit qu'à cet égard, il en était « de la responsabilité du monde civilisé » d'expulser les Arabes palestiniens (il ne l'exprima pas de façon si claire).

Néanmoins, vers la fin des années 1930, le sionisme en Palestine se désagrégeait à nouveau. Sans la Seconde Guerre, il serait tombé dans l'oubli, comme un raid de Jameson[38] arabe entrepris dans l'irresponsabilité et terminé de façon ignominieuse.

En 1936, les émeutes arabes devinrent encore plus violentes.

Jusque-là, les gouvernements britanniques successifs, sur l'ordre des sionistes, avaient refusé pendant quatorze ans de permettre aux Arabes d'avoir des élections. Avec le temps, l'argument du Dr Weizmann comme quoi ce refus était l'essence de la « démocratie », perdit son attrait, et le gouvernement britannique se trouva face à un dilemme de plus en plus difficile. M. Stanley Baldwin (succédant à M. MacDonald) recourut à la vieille procédure du « casier des affaires en souffrance » ; il envoya une nouvelle commission d'enquête (la cinquième ?) en Palestine, et, à ce stade, la chose devint une farce grotesque.

Le Dr Weizmann et son garde du corps avait effrayé M. MacDonald pour lui faire annuler une « politique de la Palestine » annoncée après une pleine consultation avec ses conseillers responsables. Et là, alors que M. Baldwin envoyait une commission en Palestine pour découvrir une politique alternative, elle était reçue par le Dr Weizmann ! Avec agilité, il fit un aller-retour Londres-Jérusalem, disant au gouvernement britannique à Londres ce qu'il fallait faire, à leurs commissaires en Palestine ce qu'il fallait rapporter, et au gouvernement britannique à Londres, à nouveau, ce qu'il devrait faire avec le rapport quand il arriverait. (Dans l'intervalle, il se

rendit à New York pour prendre des dispositions pour que plus de « pression » vienne de cette zone).

Cette Commission Peel reçut de quelque milieu une proposition selon laquelle le dilemme éternel pourrait être résolu en divisant la Palestine, et elle consulta promptement le Dr Weizmann. Jusqu'à ce moment, le prétexte avait été entretenu, à travers les années, que les sionistes ne revendiquaient pas un État juif, mais seulement le « foyer national. » Le Dr Weizmann savait que si un gouvernement britannique pouvait être amené un jour à soutenir la « partition », il s'engagerait au final à un *État* juif séparé .

Sa maîtrise asiatique de l'art de la négociation force l'admiration. En invoquant l'Ancien Testament, il établit fermement *l'idée* de la partition sans s'engager à aucune frontière. Il dit qu'il serait peut-être capable de faire quelques concessions à propos du territoire réel qui devait être pris pour ses sionistes, puisque Jéhovah n'avait pas indiqué de frontières précises dans ses révélations aux Lévites. Ce qui acceptait l'offre de territoire en laissant ouverte la question entière des frontières, de sorte que même la « partition », manifestement, ne serait pas une solution. Les mots par lesquels le Dr Weizmann soutint la division présentent un intérêt, à la lumière des événements postérieurs : « Les Arabes ont peur que nous absorbions toute la Palestine. Peu importe ce que nous pouvons dire sur *la conservation de leurs droits,* la crainte les domine et on ne leur fera pas entendre raison. Un État juif aux frontières définies internationalement garanties serait quelque chose de définitif ; la transgression de ces frontières serait *un acte de guerre que les juifs ne commettraient pas, pas simplement à cause de ses implications morales, mais parce qu'il soulèverait le monde entier contre eux.* »

La Commission Peel recommanda la partition et déclara que « le mandat » était inapplicable. Si le gouvernement britannique s'était conformé à ce rapport et s'était promptement retiré de la Palestine, beaucoup aurait été épargné à l'humanité, mais en deux ans, la Seconde Guerre mondiale la réimpliqua dans le problème insoluble.

Alors que la guerre approchait, le Dr Weizmann continuait à assiéger les politiciens occidentaux avec l'argument que « le Foyer national juif jouerait un rôle vraiment considérable dans cette partie du monde, en tant qu'allié fiable des démocraties. » Par cela il voulait dire que la demande d'armes par les sionistes pour s'emparer de force de la Palestine, ce qui était

sur le point de s'accomplir, serait présentée de cette façon, par les politiciens et la presse, au public de l'Occident.

En 1938, il proposa alors à M. Ormsby-Gore, le secrétaire colonial britannique, que l'on permette aux sionistes de former une force de l'ordre de 40.000 hommes. Cela présupposait que la guerre inutile arriverait (une attente sur laquelle les hommes importants dans les coulisses étaient apparemment tous d'accord), et le Dr Weizmann fit tout ce qu'il pouvait pour s'en assurer, utilisant la cause des juifs comme seul argument. Après le meurtre de von Rath et les désordres antisémites en Allemagne, il dit à M. Anthony Eden :

**« Si on permet à un gouvernement de détruire une communauté entière qui n'a commis aucun crime… cela signifie le début de l'anarchie et la destruction du fondement de la civilisation. Les puissances qui restent là à observer sans prendre aucune mesure pour empêcher le crime recevront un jour une punition sévère. »**

La persécution des *hommes* par Hitler était ignorée dans ces entrevues privées et fatidiques des antichambres politiques ; la situation critique d'une *seule* « communauté » fut avancée comme l'argument pour faire la guerre. Les sionistes, comme les événements l'ont montré, étaient déterminés à détruire « une communauté entière qui n'avait commis aucun crime » (les Arabes de Palestine, qui ne savaient rien d'Hitler), et les armes qu'ils exigeaient furent utilisées dans ce but. De façon significative, le Dr Weizmann formule son argument en termes de doctrine *chrétienne ;* dans cet enseignement, la destruction d'une communauté innocente de crime *est* un crime qui apportera une « punition sévère. » Sous la Loi lévitique, cependant, que le Dr Weizmann invoquait comme base de sa demande de la Palestine, c'est (la destruction) « la loi et le commandement » principal, qui doit être récompensé par le pouvoir et le trésor, et non puni.

Au cours des derniers douze mois avant la Seconde Guerre, les arbitres secrets du pouvoir exercèrent leur effort maximal afin de gagner le contrôle des hommes et des événements. M. Roosevelt était « engagé », mais ne pouvait être utilisé qu'à une étape postérieure. En Angleterre, M. Baldwin, le châtelain et industriel du Worcestershire, céda la place à l'homme d'affaires de Birmingham, M. Neville Chamberlain, en qui surgit un obstacle sérieux à l'exercice de la « pression irrésistible » dans les coulisses.

Le nom de M. Chamberlain est lié à l'acte ultime et fatal d'encouragement pour Hitler : l'abandon et la reddition imposée de la Tchécoslovaquie à Munich. Pendant quelques semaines, les foules publiques pensèrent qu'il avait sauvegardé la paix par cet acte, et à ce instant-là, à Budapest et Prague, je compris pour la première fois ce ce que Thomas Jefferson voulut dire quand il déclara : « Je regarde vraiment avec commisération la grande masse de mes concitoyens qui, lisant les journaux, vivent et meurent dans la croyance qu'ils ont su quelque chose de ce qui s'est passé dans le monde à leur époque. »

Néanmoins, M. Chamberlain s'estima peut-être contraint d'agir ainsi à cause de l'état de faiblesse et du manque de préparation britanniques, son prédécesseur, M. Baldwin, ayant permis que cela arrive. Je crois qu'il avait tort, si c'est bien ce qu'il estimait ; même à ce dernier moment, la fermeté aurait sauvé la situation, parce que les généraux allemands étaient prêts à renverser Hitler ; mais il fut peut-être honnêtement convaincu qu'il ne pouvait agir autrement. Là où il se trompa de façon inexcusable, ce fut dans sa description de l'acte de Munich comme quelque chose de *moralement* juste, et dans son renforcement de cette affirmation avec des allusions à « un petit pays très lointain avec lequel nous n'avons rien à faire », ou des paroles similaires.

Cependant, il était au moins cohérent dans cette dernière attitude.

Il voulait désenchevêtrer l'Angleterre de son imbroglio dans un autre petit pays lointain, où elle n'avait trouvé que les épreuves léguées par M. Balfour. Ce qu'il fit lui attira l'hostilité acerbe des puissants derrière les scènes politiques, et à mon avis, la vraie source de son renversement pourrait bien avoir été la même que celle de M. Asquith en 1916.

1938, quand le mot « partition » retentit, fut l'année la plus sanglante en Palestine qui avait eu lieu jusque-là ; 1.500 Arabes furent tués. La Commission Peel avait recommandé la partition, mais ne put suggérer comment elle pouvait être effectuée. Pourtant, on envoya un autre groupes d'enquêteurs, cette fois à la recherche du moyen de couper en deux le nouveau-né sans le tuer. Cette Commission Woodhead rapporta en octobre 1938 qu'elle ne pouvait pas concevoir de plan faisable ; en novembre, le meurtre de von Rath et les désordres antisémites qui le suivirent en Allemagne furent utilisés par les sionistes pour intensifier leurs exhortations contre les Arabes en Palestine.

M. Chamberlain fit alors une chose extraordinaire, selon les critères dominants. Il convoqua une conférence sur la Palestine à Londres, à laquelle *les Arabes* (pour la première fois depuis la Conférence de Paix de 1919) étaient représentés. De cette conférence, sortit le Livre blanc de mars 1939, dans lequel le gouvernement britannique s'engagea à *« l'établissement en dix ans d'un État palestinien indépendant »* et à *« la terminaison du mandat.* » Dans cet État, les natifs arabes et les sionistes immigrants devaient *partager* le gouvernement d'une façon propre à garantir que les intérêts essentiels de *chaque* communauté soient sauvegardés. L'immigration juive devait être limitée à 75.000 annuellement pendant cinq ans, et les achats de terre irrévocables devaient être limités.

Ce plan, s'il était réalisé, signifiait enfin la paix en Palestine, mais aucun État juif séparé. À ce moment, la figure de M. Winston Churchill s'avança au premier rang des affaires britanniques. Il avait été éclipsé politiquement pendant dix ans, et le futur chercheur sera peut-être intéressé de savoir ce que les contemporains ont déjà oublié : que pendant cette période, cet homme fut fortement impopulaire, non à cause d'actes ou de traits spécifiques, mais parce qu'on lui donna constamment « mauvaise presse », ce qui est l'arme la plus forte entre les mains de ceux qui contrôlent l'avancement politique. Cette hostilité organisée fut particulièrement claire pendant la crise d'abdication de 1937, où ses réclamations de plus de temps reçurent une attaque beaucoup plus violente qu'elles ne le méritaient en soi, et où il fut hué à la Chambre des communes. Ses biographes le dépeignent comme souffrant de dépression pendant ces années, se pensant lui-même « fini » politiquement. Son sentiment à cet égard est peut-être reflété dans ses mots publiés (écrits en privé) destinés à M. Bernard Baruch, au début de 1939 : « La guerre est imminente. Nous y serons et vous y serez. Vous ferez *marcher l'affaire* là-bas, mais *je serai sur le banc de touche ici*. »

Peu après avoir écrit ceci, les fortunes politiques de M. Churchill prirent une tournure heureuse soudaine, et (comme dans le cas de M. Lloyd George en 1916), il semble que son attitude envers le sionisme eut beaucoup à voir avec cela, à en juger par ce qui a été publié. Ses archives suggèrent à cet égard que M. Churchill, le produit de Blenheim et Brooklyn, fut en quelque sorte « une charade à l'intérieur d'un mystère enveloppé dans une énigme », pour utiliser les mots qu'il employa à propos de l'État communiste en 1939. En 1906, comme on l'a montré, il fut parmi

les premiers politiciens à soutenir le sionisme pendant la campagne électorale, si bien qu'un orateur sioniste dit que tout juif qui votait contre lui était un traître. Cependant, alors qu'il était en fonction pendant la Première Guerre, il prit peu part à cette affaire, et le Dr Weizmann ne le mentionne qu'une fois à cette période, et non comme « un ami ». Puis, comme secrétaire colonial en 1922, il offensa Sion par son Livre blanc, que le Dr Weizmann qualifie de « grave réduction de la Déclaration Balfour ». Ce Livre proposait pour la Palestine « un Conseil législatif *avec une majorité de membres élus »,* et cela aurait signifié non seulement que ces élections - que le Dr Weizmann interdit jusqu'à la fin - auraient lieu, mais que l'on autoriserait aux Arabes autochtones de Palestine de diriger leur propre pays !

Ainsi, les dix années de M. Churchill dans le désert politique, 1929-1939, furent-elle aussi les années pendant lesquelles il fut en défaveur auprès des sionistes, et le récit du Dr Weizmann ne le mentionne jamais jusqu'à la veille de la Seconde Guerre, quand soudainement il est « découvert » (comme les dramaturges avaient l'habitude de dire) comme un champion du sionisme des plus ardents. Ce qui est des plus plus curieux, parce que le 20 octobre 1938, M. Churchill parlait toujours comme l'auteur du Livre blanc de 1922 : « Nous devrions… donner aux Arabes une garantie solennelle… que le quota annuel d'immigration juive ne devrait pas excéder un certain chiffre pour une durée d'au moins dix ans. » Très peu de temps après, il réapparaît dans le récit du Dr Weizmann comme un homme acceptant, implicitement et *en privé*, de soutenir une immigration sioniste par millions.

Tout à fait soudainement, le Dr Weizmann dit qu'en 1939, il « rencontra[i] M. Winston Churchill » (ignoré dans son histoire pendant dix-sept ans) « et il me dit qu'il participerait au débat, en s'exprimant *bien sûr contre le Livre blanc proposé.* » Le lecteur devra deviner pourquoi M. Churchill s'engagea « bien sûr » à s'exprimer contre un document qui, de par son accent sur le besoin de rendre justice aux Arabes, était en accord avec son propre Livre blanc de 1922 et avec ses discours qui suivirent pendant dix-sept ans.

Puis, le jour de ce débat, le Dr Weizmann fut invité à déjeuner avec M. Churchill « qui nous lut à haute voix son discours » et demanda si le Dr Weizmann avait des modifications à suggérer. Le lecteur se rappellera que

les éditeurs du *Times* et du *Manchester Guardian* écrivaient des articles éditoriaux à propos du sionisme après consultation avec le chef d'une partie concernée ; là, M. Churchill approchait un débat sur une question majeure de politique nationale de la même manière. Il était renommé pour la qualité de ses discours, et le devint en Amérique à cause du fait étrange (tel qu'il était considéré là-bas) qu'il les écrivait lui-même. Cependant, dans les circonstances décrites au-dessus par le Dr Weizmann, la question de l'identité réelle du calligraphe apparaît d'importance mineure.

À ce moment-là, le « patronage» de M. Churchill (pour citer le Dr Weizmann) était vain ; le grand débat aboutit à la victoire de M. Chamberlain et de son Livre blanc, par une majorité de 268 contre 179. C'était substantiel, mais de nombreux politiciens sentaient déjà la direction du vent, et leur instinct de navigateurs est reflété par le nombre inhabituellement grand d'abstentions : 110. Ce qui donnait un premier avertissement à M. Chamberlain de la méthode d'abandon au sein de son propre parti, par laquelle il devait être renversé. Le débat montra une autre chose intéressante, à savoir, que le parti d'opposition à ce moment-là considérait le sionisme comme un principe suprême de sa politique et, en fait, le test suprême par lequel un homme pouvait prouver qu'il était un « socialiste » ou non ! Le Parti socialiste naissant avait oublié depuis longtemps les maux de l'homme au travail, la situation critique de l'opprimé et le triste sort du « perdant » ; il était pris dans l'intrigue internationale et voulait être du côté du patron. Ainsi, M. Herbert Morrison, un leader socialiste, pointait-t-il un doigt accusateur vers M. Malcolm MacDonald (dont le département était étroitement identifié avec le Livre blanc) et se lamentait sur l'hérésie d'un homme qui « était autrefois un socialiste ». Le socialisme signifiait aussi à ce moment-là chasser les Arabes de Palestine, et les notables des syndicats, avec leurs montres en or offertes, ne se souciaient pas du fait que ce peuple lointain soit pauvre ou opprimé.

La Seconde Guerre éclata peu après l'édition du Livre blanc et le débat. Immédiatement, toute idée « d'établissement d'une Palestine indépendante » et de « terminaison du mandat » fut suspendue, pour la durée de la guerre (et quand elle prit fin, une image très différente devait être dévoilée). À son début, M. Roosevelt en Amérique s'était « publiquement et officieusement engagé » à soutenir le sionisme (M. Harry Hopkins). En Angleterre, M. Chamberlain était un obstacle, mais il était proche de la sortie. M.

Churchill était, lui, proche de l'entrée. Le peuple le voulait, parce qu'il était « l'homme qui avait eu raison » à propos d'Hitler et de la guerre ; ils ne savaient rien de ses pourparlers avec le Dr Weizmann et des effets que ceux-ci pourraient produire.

---

## NOTES DU CHAPITRE 38

37 Le Basutoland fut l'ancien nom du Lesotho jusqu'à son indépendance face au Royaume-Uni en 1966 - NdT

38 Leander Starr Jameson (1853-1917) était un colonialiste britannique et Premier ministre de la colonie du Cap en Afrique du Sud. En 1895, suite aux conflits politiques entre Rhodes et Kruger, Jameson rassembla une armée privée pour renverser le gouvernement du Transvaal sous prétexte de protéger les travailleurs étrangers en révolte contre le gouvernement autoritaire de la république. Le 29 décembre 1895, il lança depuis le Bechuanaland un raid contre le Transvaal - connu sous le nom de raid Jameson. Le 2 janvier 1896, le général Cronjé le fit prisonnier mais à la suite de tractations entre le Transvaal et la Grande-Bretagne, il fut remis en liberté et expulsé. L'échec de cette tentative de coup d'État fut cuisant. Jugé en Grande-Bretagne pour avoir conduit le raid, Jameson fut condamné à 15 mois de prison mais obtint vite son absolution. Son échec au Transvaal rejaillit cependant sur son ami Cecil Rhodes qui fut alors contraint de démissionner de son poste de Premier ministre du Cap - NdT source : Wikipédia

# Chapitre 39

## L'ARMEMENT DE SION

Pendant six ans, les masses en lutte déferlèrent et refluèrent sur trois continents, et à la fin, ceux qui se croyaient les vainqueurs étaient plus loin du saint Graal qu'au début ; dans les pourparlers des politiciens-vainqueurs, le coq chanta une seconde fois. Trois décennies avant, le président Wilson s'était efforcé de crier que « les causes et les objectifs sont obscurs… les objectifs des hommes d'État des deux côtés sont pratiquement les mêmes » et le résultat lui donna raison. Les leaders allemands avaient alors décidé de « fomenter », et M. House de « soutenir », la révolution mondiale ; les sionistes gardèrent leur siège à Berlin tant qu'ils pensaient qu'une Allemagne victorieuse pourrait installer la « patrie juive » en Palestine, et ne le transférèrent que quand ils virent que la victoire se trouvait à l'Ouest.

La Seconde Guerre confirma de nouveau la vérité du cri étouffé de M. Wilson. Elle n'aurait jamais pu commencer sans la complicité de la révolution mondiale dans l'attaque du nouveau « fou de Berlin », et les peuples alors envahis ne purent discerner aucune différence entre l'oppression communiste et l'oppression nazie. Puis, quand les deux se retournèrent l'un contre l'autre, M. Hopkins (à la place de M. House) commença à « soutenir » à nouveau la révolution mondiale, si bien que la victoire ne pouvait apporter aucune « libération ». Hitler voulait ré-isoler les juifs ; M. Brandeis en Amérique voulait la même chose, et décréta impérialement qu'« Aucun juif ne doit vivre en Allemagne ». M. Churchill désirait que « trois ou quatre millions de juifs » soient transplantés en Palestine ; l'État communiste, antisioniste de son état, fournit le premier contingent de ceux-ci.

Quand la fumée de la bataille s'éclaircit, seuls trois buts avaient été réalisés, aucun d'eux n'ayant été révélé à son début : la révolution mondiale, avec les armes et le soutien de l'Occident, s'était avancée au centre de l'Europe ; le sionisme avait été armé pour s'établir en Palestine par la force ; le « gouvernement mondial », manifestement le résultat que ces deux forces convergentes étaient destinées à produire, avait été établi à

nouveau sous forme embryonnaire, cette fois à New York. La guerre derrière la guerre fut la véritable guerre ; elle fut menée pour détourner les armes, la main d'œuvre et le trésor de l'Occident vers ces buts. À travers le brouillard guerrier qui se dissipait, la forme du grand « dessein » d'abord révélé par les papiers de Weishaupt et exposé de nouveau dans les *Protocoles*, apparut clairement.

Quand la guerre commença, l'intention d'abandonner le « mandat » inapplicable et de se retirer de la Palestine, après s'y être assuré de la représentation équitable de toutes les parties, était la politique britannique officielle, approuvée par le Parlement. Les sionistes virent qu'aucun gouvernement britannique, dans tout avenir prévisible, ne pourrait être amené à exécuter le véritable acte d'assassinat : c'est-à-dire, expulser les Arabes de leur propre Palestine par les armes. Ils commencèrent à se procurer des armes pour eux-mêmes sous couvert de la guerre.

La guerre était à peine commencée quand le Dr Weizmann apparut dans le bureau de M. Churchill. Inconnu du grand public, cet homme remarquable, pendant trente-trois ans (depuis le jour de son entrevue avec M. Balfour) avait exercé sa maîtrise sur les politiciens d'Angleterre et d'Amérique. Sa personne ne pouvait inspirer une telle crainte respectueuse, si bien qu'ils durent voir en lui le représentant d'une force qui les effrayait ; celle que le Dr Kastein appelait « l'Internationale juive », et M. Neville Chamberlain « la communauté juive internationale. »

M. Churchill, revenu au gouvernement après avoir servi dix ans comme Premier lord de l'Amirauté, aurait vraisemblablement dû être absorbé par la guerre en mer, mais le Dr Weizmann était préoccupé par d'autres choses. Il dit : « après la guerre, nous voudrions créer *un État de trois ou quatre millions de juifs en Palestine* » et affirme que M. Churchill répondit *: « Oui, en effet, je suis tout à fait d'accord avec cela.* » M. Churchill, douze mois plus tôt, avait exigé que des « garanties solennelles » soient données aux Arabes que l'immigration sioniste serait réglementée et limitée. Même aujourd'hui, en 1956, la Palestine n'a que 1.600.000 juifs, et un état de guerre permanente existe en Arabie par suite de leur introduction ; si leur nombre doit être doublé ou triplé, la forme que prendra l'avenir est claire, et M. Churchill, en 1939, la vit apparemment.

M. Churchill n'avait alors aucune responsabilité concernant la Palestine. Le Dr Weizmann s'attendait manifestement à ce que M. Churchill

soit bientôt Premier ministre. Il se rendit alors en Amérique et expliqua son plan au président Roosevelt, le trouvant « intéressé » mais prudent (sa troisième campagne électorale était imminente), et retourna en Angleterre, où M. Churchill avait supplanté M. Chamberlain au poste le plus haut-placé.

Ainsi, la situation de 1916 fut-elle recréée, à une petite différence près. On avait exigé de M. Lloyd George qu'il détourne des *armées* britanniques en Palestine, pour la conquête initiale de la terre désirée, et c'est ce qu'il fit. On demanda à M. Churchill de détourner des *armes* vers les sionistes en Palestine, pour qu'ils puissent s'y établir, et il souhaita se conformer à ces demandes. En effet, il donnait des ordres dans ce sens depuis cinq mois quand il revit le Dr Weizmann, et les conserve dans les annexes de ses mémoires de guerre.

Il devint Premier ministre le 10 mai 1940, alors que la France s'effondrait et que l'île britannique se retrouvait seule, défendue seulement par le reste de ses armées de l'air et sa marine ; l'armée avait été détruite en France. Le 23 mai, il informa son secrétaire colonial, Lord Lloyd, que les troupes britanniques en Palestine devaient être retirées, et que « *les juifs [devaient être] armés* pour leur propre défense et organisés correctement aussi rapidement que possible. » Il répéta l'ordre le 29 mai (tandis que l'évacuation de Dunkerque battait son plein) et le 2 juin. Le 6 juin il se plaignit d'opposition militaire, et à la fin du mois de juin, de « difficultés » avec deux ministres responsables, particulièrement Lord Lloyd (« qui était un antisioniste convaincu et un pro-Arabe ; je voulais *armer* les colons juifs. »)

Ainsi, la question était déjà débattue en termes, non d'intérêt national, mais de « pro » ceci et « anti » cela - le langage des harangueurs de rue. M. Churchill continua sur ce ton, disant à Lord Lloyd que le grand nombre de troupes en Palestine était « le prix que nous devons payer pour *la politique antisémite* qui persiste depuis plusieurs années » (la politique de son propre Livre blanc de 1922). Si les juifs étaient correctement armés, dit-il, les troupes britanniques seraient libérées pour servir ailleurs, *« et il n'y aurait aucun danger que les juifs attaquent les Arabes.* » Il refusa d'informer le Parlement de l'opinion du ministre *responsable* : « Je ne pouvais certainement pas m'associer à une réponse comme celle que vous avez formulée pour moi. »

À cette période, les armes étaient plus précieuses en Angleterre que des diamants. Les armées délivrées en France étaient sans armes et désorganisées ; M. Churchill rapporte que l'île entière contenait à peine 500 canons et 200 chars de tout âge ou type ; des mois plus tard, il faisait toujours instamment appel au président Roosevelt pour 250.000 fusils pour « des hommes entraînés et en uniforme », qui n'en avaient pas. À cette époque, je parcourus la campagne pour obtenir, enfin, un vieux pistolet de quarante ans qui tirait seulement coup par coup. Les mots enthousiastes de M. Churchill parlant de combat éternel sur les côtes et dans les rues, et de ne jamais abandonner, ne me firent pas frémir, parce que je savais que, si une invasion prenait pied, ces mots étaient vides ; les hommes ne peuvent se battre contre des chars à mains nues. L'état désarmé du pays était sinistre. J'aurais été abasourdi si j'avais su que M. Churchill, à un tel moment, pensait aussi obstinément à armer les sionistes en Palestine.

Le danger d'invasion était en train de reculer quand le Dr Weizmann revit M. Churchill, en août 1940. Il proposa alors que les sionistes forment une armée de 50.000 hommes, et en septembre, présenta à M. Churchill « un programme à cinq points », dont le point principal était « le recrutement du plus grand nombre possible de juifs en Palestine pour le service au combat ». Il dit que M. Churchill « consentit à ce programme. »

Lord Lloyd (comme Sir William Robertson, M. Edwin Montagu et plusieurs autres dans la Première Guerre) fit de son mieux pour prévenir tout cela. Il fut poursuivi par le destin prématuré qui suivit à la trace de nombreux hommes qui tentèrent de faire leur devoir dans cette histoire : il mourut en 1941, âgé seulement de 62 ans. Cependant, les officiels et les soldats responsables n'eurent de cesse d'essayer de maintenir les « politiciens-têtes d'affiche » en-dehors de cette nouvelle diversion. Le Dr Weizmann se plaint que, malgré le soutien de M. Churchill, « exactement quatre ans devaient passer avant que la Brigade juive, en septembre 1944, ne soit officiellement formée », et attribue ce retard à la résistance obstinée des *« experts* » (son propre mot). M. Churchill se plaignit de la même façon : « J'ai voulu *armer les juifs* à Tel-Aviv… Ici, j'ai rencontré toutes sortes de résistance » (juillet 1940, juste avant que l'attaque aérienne sur la Grande-Bretagne ne commence).

Le Dr Weizmann pensait manifestement que le temps était venu de soumettre cette résistance par la « pression » venue d'un autre milieu, car

au printemps 1941, il se rendit de nouveau en Amérique. À cette période (comme dans la Première Guerre) il offrait (en théorie) à « l'effort de guerre » britannique l'avantage de sa connaissance scientifique - à cette occasion dans le domaine de l'isoprène. Il dit qu'il était « absorbé par ce travail », mais il s'arrangea pour s'en libérer, et, comme il était le Dr Weizmann, aucune difficulté ne surgit concernant le fait de traverser l'Atlantique en temps de guerre.

Le terrain avait été préparé pour lui en Amérique, où le rabbin Stephen Wise instruisait le président Roosevelt (comme il avait instruit le président Wilson, mort depuis longtemps) de son devoir envers le sionisme : « Le 13 mai 1941, je constatai qu'il était nécessaire d'envoyer au président des rapports de première main de Palestine » (les rapports de première main du rabbin à propos d'un pogrom « rapporté » en 1933 avaient provoqué le boycott à New York) « et d'écrire sur le statut risqué des juifs désarmés… Le gouvernement britannique *doit être amené à comprendre à quel point le choc serait énorme et son effet nuisible à la cause démocratique*, s'il devait y avoir un massacre général à cause de l'échec d'*armer convenablement les juifs* aussi bien que de renforcer les défenses de la Palestine par *des canons, des chars et des avions.* »

Le président répondit : « Je ne peux que porter à l'attention des Britanniques notre intérêt profond pour la défense de la Palestine et notre souci concernant *la défense de la population juive là-bas ;* et, du mieux que je puisse, fournir aux forces britanniques les moyens matériels par lesquels la protection maximale en Palestine sera assurée. » Muni de cette lettre (comme le Dr Weizmann muni autrefois du compte-rendu d'une entrevue écrite sur du papier à lettres à entête du ministère des Affaires étrangères britannique) le rabbin Stephen Wise « partit le lendemain pour Washington, et, après une conférence avec de hauts représentants gouvernementaux se sentit plus confiant que les Anglais *seraient amenés à comprendre qu'il devait y avoir un équipement adéquat (des canons, des chars et des avions) pour notre peuple en Palestine…* Et, probablement grâce à l'intervention de M. Roosevelt, l'affaire de *parité* avait été en grande partie abandonnée » (la dernière allusion concerne l'insistance d'administrateurs britanniques responsables que, si des armes étaient remises, les Arabes et les sionistes devraient être armés *en nombre égal* en Palestine ; même M. Churchill avait eu des difficultés à résister à cette proposition).

Ces potentats sionistes dans les divers pays appliquèrent une « pression irrésistible sur la politique internationale », en parfaite synchronisation. Si Londres traînait à se soumettre, Washington lui « faisait comprendre » ; si les positions avaient été inverses, la processus contraire aurait eu lieu. Ainsi, le mécanisme était déjà bien huilé quand le Dr Weizmann arriva, et il s'assura vite que « les leaders politiques supérieurs » montraient « une sympathie réelle à nos aspirations sionistes ».

À Washington comme à Londres, il trouva que les officiels responsables étaient une plaie : « L'ennui commençait toujours quand on en venait *aux experts* du département d'État ». En-dessous des « politiciens-têtes d'affiche », à Washington, les ministres standards et les hauts fonctionnaires, et en Palestine, les professeurs, les missionnaires et les hommes d'affaires américains, essayaient tous de préserver la politique nationale américaine de cet incube. Le principal officiel responsable à Washington est décrit par le Dr Weizmann en termes identiques à ceux utilisés par M. Churchill pour Lord Lloyd : « le chef de la division orientale du département d'État était *un antisioniste* avéré et *un pro-Arabe » ;* cela indique la source originelle du vocabulaire politique au niveau supérieur.

Le Dr Weizmann se rendit compte à partir de cette période que Washington était l'endroit d'où la pression pourrait le mieux être maintenue sur Londres, et au début de 1942, il se transféra là-bas. Sa libération du travail scientifique qui « l'absorbait » en Angleterre fut facilement arrangée, le président Roosevelt découvrant que le Dr Weizmann était instamment nécessaire en Amérique, pour travailler sur le problème du caoutchouc synthétique. L'ambassadeur américain à Londres, M. John G. Winant, flaira des ennuis et « conseilla sérieusement » le Dr Weizmann, à son arrivée en Amérique, de se consacrer « aussi complètement que possible à la chimie ». M. Winant était inquiet des conséquences de toutes ces machinations, et ce pressentiment finit par le briser ; sa mort, peu après, fut de nature tragique. Quant à son conseil, le Dr Weizmann fait remarquer qu'« en réalité, je divisai mon temps de façon presque égale entre la science et le sionisme », et si tel était le cas, « la chimie » réussit mieux que l'aurait prévu tous ceux qui connaissaient le docteur Weizmann.

Avant de partir, il « passa » au Dix Downing street - où, en 1942, cela maintenant faisait presque trente ans qu'il y venait en visite de courtoisie -

pour dire au revoir au secrétaire de M. Churchill, comme il dit. Fait non surprenant, il vit M. Churchill, qui lui dit (selon le Dr Weizmann) :

**« Quand la guerre sera finie, je voudrais voir Ibn Saoud souverain du Moyen-Orient, le patron des patrons, *pourvu qu'il s'arrange avec vous*… bien sûr que nous vous aiderons. Gardez cela confidentiel, mais vous pourriez en discuter avec Roosevelt quand vous arriverez en Amérique. Il n'y a rien que lui et moi ne pouvons faire si nous y appliquons notre réflexion. »**

(Le Dr Weizmann, après l'entrevue, prit note de cette confidence et la donna au secrétaire politique sioniste, avec instruction de la révéler à l'administration sioniste si quoi que ce soit devait arriver au Dr Weizmann ; il la publia aussi plus tard dans son livre).

M. Churchill se trompait s'il s'attendait à ce que le Dr Weizmann aide à installer un Arabe comme « souverain du Moyen-Orient », car cette fonction de potentat est manifestement réservée au sionisme. D'où le fait que, le Dr Weizmann ne transmis même pas le message de M. Churchill quand il vit le président Roosevelt, et il ne lui parla que de son travail scientifique. Dans d'autres milieux, il insista pour que « l'Amérique envoie *le nombre maximal d'avions et de chars sur ce théâtre* » (l'Afrique, où ils seraient le plus accessibles aux sionistes en Palestine). À ce stade, il débuta une proche coopération avec M. Henry Morgenthau junior, du cercle intérieur présidentiel, qui devait s'avérer être « d'une aide particulière » au moment décisif ultérieur.

Le Dr Weizmann rencontra de nouveau des entraves agaçantes : « Nos difficultés n'étaient pas *liées aux hommes d'État de premier rang.* Ceux-ci, en grande majorité, avaient toujours compris nos aspirations, et leurs déclarations en faveur du *Foyer national* juif constituent réellement une littérature. Ce fut toujours *dans les coulisses* et aux niveaux inférieurs, que nous rencontrâmes *une opposition obstinée, sournoise et dissimulée… Toute les informations venant du Moyen-Orient délivrées aux autorités à Washington travaillaient contre nous*. »

Cela faisait maintenant presque quarante ans que le Dr Weizmann travaillait « dans les coulisses », de façon sournoise et dans le secret ; l'Histoire ne présente aucun cas comparable. À une autre de ces réunions dans les coulisses avec le président Roosevelt, il communiqua alors le

message de M. Churchill, ou plutôt (selon son propre récit) un message différent : il dit que M. Churchill l'avait assuré que « la fin de la guerre verrait un changement dans le statut du Foyer national juif, et que le Livre blanc de 1939 serait abandonné. » Il le décrit comme le « plan » de M. Churchill, mais ce n'est pas le message précédemment cité, bien qu'il puisse dépeindre l'esprit de M. Churchill. Ce qui est significatif, c'est que le Dr Weizmann omit la proposition principale de M. Churchill, faire du roi Ibn Saoud le « seigneur du Moyen-Orient… pourvu qu'il s'arrange avec vous. »

Le Dr Weizmann dit que la réponse du président Roosevelt au plan de M. Churchill (tel qu'il lui fut présenté de façon déformée) fut « complètement affirmative », ce qui en sioniste signifie qu'il dit « Oui » à un *État* juif (« un changement dans le statut du Foyer national juif »). Le président, selon le Dr Weizmann, introduisit alors lui-même le nom d'Ibn Saoud, et se montra « conscient du problème arabe. » Le Dr Weizmann, si son récit est correct, ne dit alors *pas* que M. Churchill recommandait « un arrangement » avec Ibn Saoud. Au contraire, le Dr Weizmann « maintin[t] la thèse selon laquelle nous *ne pouvions pas faire reposer notre cause sur le consentement des Arabes* ».

C'était l'opposé de l'« arrangement » envisagé par M. Churchill, et c'était spécifique : cela signifiait la *guerre* contre les Arabes et le soutien américain pour une telle guerre. Là-dessus, M. Roosevelt se contenta de « m'assurer à nouveau de sa sympathie et de son désir d'arranger le problème. »

Il y a un certain mystère dans cette réserve du président Roosevelt sur la question du « problème arabe », mystère qui aurait pu avoir des conséquences importantes s'il n'était pas mort, deux ans plus tard, presque immédiatement après sa *rencontre* avec Ibn Saoud. Cependant, ce qu'il disait prudemment et pensait officieusement n'était plus d'une importance vitale en 1943, parce que la véritable décision avait été prise. Dans les coulisses, sous couvert d'une guerre en Europe, les armes étaient en route vers les sionistes, et ce processus secret devait déterminer la forme que prendrait l'avenir. Dès ce moment, ni les politiciens-têtes d'affiche, s'ils se rebellaient, ni les officiels responsables aux abois n'eurent le pouvoir d'empêcher le sionisme de planter en Palestine une bombe à retardement qui pourrait encore bien faire exploser la deuxième moitié du XX^e^ siècle.

Pour lors, le Dr Weizmann, en juillet 1943, retourna à Londres, assuré que la « pression » de Washington serait maintenue.

# Chapitre 40

# L'INVASION DE L'AMÉRIQUE

Tandis que les invasions et contre-invasions militaires se multipliaient pendant les six années de la Seconde Guerre, absorbant toute les pensées et énergie des foules enfermées dans le conflit, une invasion silencieuse continua, qui produisit des effets plus importants que les invasions armées. C'était l'invasion politique de la République américaine, et son succès fut révélé par la forme de la politique nationale américaine à la fin de la guerre, qui fut dirigée pour s'assurer que les seules invasions *militaires* qui produisaient des « gains territoriaux » permanents étaient celles de la révolution en Europe et des sionistes en Arabie. Examiné historiquement, on peut maintenant voir que l'accomplissement de M. Roosevelt fut triple, et sur chaque point, périlleux pour l'avenir de son pays : il aida à armer le sionisme, il arma la révolution dans la citadelle de cette dernière, à Moscou, et il ouvrit les portes de sa citadelle américaine aux agents de la révolution.

Il commença le processus au début de sa présidence, par sa reconnaissance des Soviétiques, quand l'ambassadeur de la révolution, Maxime Litvinov, s'engagea à ce que l'État révolutionnaire garde son nez en dehors des affaires intérieures américaines ; les mentors de M. Roosevelt n'étaient pas hommes à lui rappeler qu'une fois que le renard a entré son museau, il trouve vite le moyen de faire suivre son corps. L'histoire de son soutien à l'État révolutionnaire par l'argent et les armes appartient à un chapitre postérieur ; le but de celui-ci est de raconter l'histoire de sa pénétration de la République américaine sur son propre sol, durant la longue présidence de M. Roosevelt.

M. Roosevelt commença par détruire les barrières contre l'immigration incontrôlée que les Congrès juste avant lui s'étaient efforcés de mettre en place, parce qu'ils y voyaient le danger de la capture de l'administration américaine par « un groupe étranger ». Sous certains des décrets de M. Roosevelt, la surveillance de l'immigration fut grandement affaiblie. On interdit aux fonctionnaires de l'immigration de poser des questions sur les

associations communistes, et la classification séparée des immigrants juifs fut interrompue. Cela fut soutenu par une campagne de presse continue contre toutes les demandes d'enquête sur l'allégeance ou le passé politique, vues comme de la « discrimination contre ceux nés à l'étranger. »

Nul ne peut dire combien de gens entrèrent aux États-Unis pendant cette période. En 1952, le sénateur Pat McCarran, président de la Comission judiciaire du Sénat des États-Unis, estima qu'en dehors de l'immigration légale, cinq millions d'étrangers étaient entrés *illégalement* dans le pays, incluant un grand nombre « de communistes militants, de bandits siciliens et autres criminels ». L'officier principal d'investigation du Service de l'immigration refusa ne serait-ce que d'estimer le nombre de participants illégaux, mais dit qu'à cette période (lorsqu'une certaine norme de contrôle avait été rétablie), « plus d'un demi-million [de personnes] par an » était interceptées et renvoyées à la *seule* frontière mexicaine . On interdit aux autorités de la Sécurité sociale, qui fournissaient les cartes nécessaires à l'obtention d'un emploi, de donner toute information sur les demandeurs aux autorités de l'immigration ou de la police.

Cette masse d'immigrants s'en alla gonfler la taille du « vote fluctuant », sur lequel le parti de M. Roosevelt (suivant toujours la stratégie de M. House) concentrait son effort électoral et son cri d'« aucune discrimination ». Conformément aux restrictions présidentielles concernant les interrogatoires sur l'allégeance, la voie de la fonction publique et des forces armées fut ouverte aux communistes américains ou étrangers légalement domiciliés. Les résultats auxquels cela mena furent montrés en partie par les nombreuses révélations de la période de l'après-guerre, dont la littérature remplirait une encyclopédie de nombreux volumes. Tout l'Occident fut aussi impliqué (comme les révélations canadiennes, britanniques et australiennes le montrèrent le moment en leur temps), et la chose significative est que, à l'exception canadienne, aucune enquête gouvernementale ne mena jamais à ces révélations partielles, qui furent toujours l'œuvre de contestataires privés entêtés ; une authentique action réparatrice ne fut jamais entreprise non plus, si bien que la situation provoquée pendant les années 1930 et 1940 continue aujourd'hui sans beaucoup de changement, source de faiblesse grave pour l'Occident dans toute nouvelle guerre.

Le renouvellement de l'immigration à grande échelle constituait l'arrière-plan de l'invasion politique de la République. C'était un mouvement triple qui visait à la capture des trois points essentiels aux défenses d'un État : la politique nationale au niveau supérieur, les fonctions publiques au niveau moyen et « l'opinion publique » ou l'esprit de masse à la base. On a déjà montré la manière dont le contrôle des actions de la politique nationale fut atteint (par le biais des « postes de conseiller », qui firent partie de la vie politique américaine après 1913), cette partie du processus ayant précédé les autres. Les méthodes utilisées pour essayer de capturer les services du gouvernement seront discutées plus tard dans ce chapitre. Dans ce qui suit immédiatement, la capture de l'esprit de masse en Amérique, via le contrôle de l'information diffusée, sera décrite ; elle était indispensable aux deux autres forces de propulsion.

Cette forme d'invasion politique est qualifiée par le Dr Weizmann, qui l'étudia de façon exhaustive dans sa jeunesse, quand il se préparait en Russie pour l'œuvre de sa vie en Occident, « la technique de la propagande et l'approche des masses ». L'opération ainsi décrite peut maintenant être étudiée dans ses applications réelles :

Bien plus haut dans ce livre, on a invité le lecteur à noter que « B'nai B'rith » avait créé une branche. B'nai B'rith, jusque-là, pouvait être comparé à des groupes d'autres affiliations religieuses, tels que la Young Men's Christian Association [les YMCA - NdT] ou les Knights of Columbus [les Chevaliers de Colomb - NdT] ; ses objectifs déclarés étaient l'aide aux pauvres, malades et orphelins de père, et les bonnes actions en général. La petite ramification de 1913, « l'Anti-Defamation League », était en 1947 devenue une police secrète au pouvoir formidable en Amérique.[39]

En double langage, « anti-diffamation » signifie « diffamation », et ce groupe vivait par la calomnie, en utilisant des termes tels qu'antisémite, fasciste, agitateur, persécuteur de juif, oppresseur de Rouge, paranoïaque, dément, fou, réactionnaire, conservateur, fanatique, et ainsi de suite. Le vocabulaire est fixe et peut être suivi à la trace jusqu'aux attaques contre Barruel, Robison et Morse après la Révolution française ; la vraie nature de l'allégeance de n'importe quel auteur ou journal peut être détectée en faisant le compte du nombre de fois où ces mots à la signature reconnaissable sont utilisés.

L'accomplissement de cette organisation (habituellement connue comme l'A.D.L.) fut d'en faire des mots-fétiches, par la répétition, si bien que les politiciens de parti s'empressent de nier être une seule de ces choses. Sous ce régime, le débat raisonné est devenu hors-la-loi ; il y a quelque chose de l'ordre de la sorcellerie dans cette subjugation de deux générations d'hommes occidentaux par le charabia des conspirateurs asiatiques.

Quand l'A.D.L. est née *en 1913,* elle n'avait qu'une officine dans le bureau du B'nai B'rith parent, et un budget minuscule. *En 1933,* M. Bernard J. Brown écrivit : « Par l'intervention de l'A.D.L., nous avons réussi à *museler la presse non-juive* au point que les journaux en Amérique s'abstiennent de faire remarquer que toute personne mentionnée non favorablement est un juif. » *En 1948, le Menorah Journal* juif de New York écrivit : « Si une expression dans *la réédition d'un classique littéraire* donne une image injuste des juifs, l'A.D.L. invectivera promptement l'éditeur innocent jusqu'à ce qu'il censure le passage offensant. Qu'un producteur de film innocent incorpore un prototype juif, même inoffensif, dans son film, et l'agitation soulevée par l'A.D.L. le fera regretter d'avoir jamais entendu parler des juifs. Mais quand les juifs subissent une subtile propagande destinée à leur faire accepter la doctrine communiste… *l'A.D.L. reste silencieuse. Aucun mot, aucun avertissement, aucune allusion d'avertissement, encore moins d'exposition et de condamnation :* Bien qu'il y ait des hommes *hauts-placés dans les conseils de l'organisation qui devraient savoir par leur propre expérience comment les communistes "s'infiltrent". » ( Le Menorah Journal* parlait pour les nombreux juifs qui étaient alarmés parce que l'A.D.L. attaquait *l'anti-communisme* comme *antisémitisme*).

Ces citations montrent la croissance du pouvoir de l'A.D.L en trente-cinq ans. Elle a imposé la loi d'hérésie sur le débat public en Amérique. On ne permet à aucune critique du sionisme ou du plan du gouvernement mondial de passer sans attaque virulente ; la critique du communisme n'est tolérée que dans la compréhension tacite que toute guerre avec le communisme mènerait à l'État mondial communisé ; et quant à cela, « Jérusalem n'est pas moins la capitale du monde que la capitale d'Israël » (le maire sioniste de Jérusalem, 1952).

L'Amérique possède aujourd'hui quelques auteurs survivants qui se battent pour un débat et des commentaires indépendants. Ils discuteront de n'importe quelle question publique, à la lumière de la politique et de l'intérêt américains traditionnels, sauf du sionisme, que pratiquement aucun d'entre eux n'acceptera d'effleurer. J'en ai discuté avec quatre des principaux écrivains, qui tous ont donné la même réponse : on ne pouvait pas le faire. Les auteurs employés perdraient leurs postes, s'ils en faisaient la tentative. Les indépendants ne trouveraient aucun éditeur pour leurs livres, parce qu'aucun critique ne les mentionnerait autrement que par les épithètes énumérées plus haut.

L'A.D.L., avec ce démarrage modeste en 1913, avait un budget en 1948 de trois millions de dollars (ce n'est qu'une organisation parmi plusieurs organisations juives poursuivant les buts sionistes en Amérique à un niveau de dépense semblable). Le *Menorah Journal,* discutant de « l'hystérie de l'anti-diffamation », dit : « Le combat contre l'antisémitisme s'est développé en une grande entreprise, aux budgets annuels atteignant des millions de dollars. » Il dit que l'objectif était de « continuer à battre le tambour antisémite » et « de ficher la frousse aux donateurs éventuels » afin de lever des fonds. Il mentionna certaines des méthodes utilisées (« du pur chantage en affaires ; si vous ne pouvez pas vous permettre de donner $ 10.000 à cette cause, vous pouvez emporter votre affaire ailleurs ») et dit que les juifs américains étaient « poussés à un état d'hystérie collective par leurs soi-disant défenseurs**40**.

Le *Menorah Journal* attira aussi l'attention sur la falsification des nouvelles par des agences d'information juives subventionnées par les grandes organisations. Il montra qu'une bagarre mineure parmi des adolescents à Manhattan avait été dépeinte dans « des unes alarmistes qui auraient poussé un étranger à croire qu'un pogrom tsariste avait lieu » (par ces mêmes moyens « les [anciens] pogroms tsaristes » et « le pogrom à Berlin » rapporté par le rabbin Stephen Wise en 1933 atteignirent le monde). À partir de ce « titre alarmiste » particulier, un meeting monstre se rassembla à Madison Garden, où un autre politicien aspirant à la présidence (un certain M. Wendell Willkie à ce moment-là) déclara : « la vague montante d'antisémitisme dans mon pays me choque… etc., etc. »

« L'hystérie collective » n'est pas seulement provoquée chez les juifs et les politiciens opportunistes par cette méthode ; elle produit une autre sorte

d'hystérie collective chez les gens sérieux mais non informés du type « libéral » : l'hystérie collective d'autosatisfaction, qui est une forme tentante d'autocomplaisance. Le feu M. George Orwell fut de ceux qui contribua à répandre « l'hystérie collective » de cette façon. C'était un homme bon, parce qu'il ne se contenta pas d'inciter les autres à secourir les faibles et à venger l'injustice, mais partit lui-même se battre quand la guerre civile éclata en Espagne, découvrant ensuite que le communisme, quand il le vit, était pire que la chose qu'il (tel qu'il le pensait) avait l'intention de détruire. Il mourut avant de pouvoir se rendre en Palestine et faire l'expérience d'une illumination semblable, si bien que ce qu'il écrivit à propos de « l'antisémitisme » n'était que l'écho de « l'hystérie de l'anti-diffamation. » C'en est un si bon exemple que je le cite ; ici, un homme de bonne volonté présenta, comme si elles étaient issues de sa propre sagesse, des expressions que d'autres avaient déversées dans son oreille.

Il explora « l'antisémitisme en Grande-Bretagne » (1945) et découvrit « une tendance perceptiblement antisémite chez Chaucer ». M. Hilaire Belloc et M. G.K. Chesterton étaient des « oppresseurs de juif littéraires ». Il trouva des passages chez Shakespeare, Smollett, Thackeray, Shaw, T.S. Eliot, Aldous Huxley et d'autres « *qui s'ils étaient écrits* maintenant seraient *stigmatisés* comme de l'antisémitisme » (il avait raison sans le savoir ; écrits *maintenant*, ilsauraient été *stigmatisés*). Puis, il subit ce que les Américains appellent une chute sur le derrière. Il dit que « spontanément, les seuls auteurs anglais auxquels je peux penser qui, avant les jours d'Hitler, firent un effort net pour défendre les juifs, sont Dickens et Charles Reade ». Ainsi, il vanta l'un des « oppresseurs de juifs » de l'A.D.L comme champion des juifs ; en Amérique, le film *Oliver Twist* fut interdit à cause de Fagin ! C'était l'œuvre de l'A.D.L. ; son représentant, un certain M. Arnold Forster, annonça :

**« Les distributeurs de film américains ont refusé d'être impliqués dans la distribution et la présentation du film au cinéma après que l'A.D.L. et d'autres ont exprimé la crainte que le film était nuisible ; l'Organisation Rank *a retiré* le film aux États-Unis. »**

Plus tard le film, sortit après la censure par l'A.D.L. ; « soixante-douze coupures » furent faites sur son ordre et un prologue fut ajouté, assurant les spectateurs qu'ils pourraient l'accepter comme « une transposition de Dickens au cinéma sans intentions antisémites. » (Dans Berlin occupé,

l'interdiction d'A.D.L. fut définitive ; les autorités *britanniques* ordonnèrent que *Dickens* soit retiré aux regards *allemands*).

J'étais en Amérique à ce moment-là, et je vis ainsi l'accomplissement d'une prédiction faite dans un livre de 1943, où j'écrivais qu'au rythme où allait la censure secrète, Chaucer, Shakespeare et Dickens seraient diffamés un jour comme « antisémites ». Je pensais forcer la probabilité afin de donner du poids à mon affirmation, mais cela se produisit dans les trois cas : on ordonna à un directeur-acteur shakespearien en visite à New York de ne pas jouer *le Marchand de Venise*, Dickens fut interdit et les diffamateurs mirent Chaucer sur leur liste noire.

Une organisation privée qui peut produire de tels résultats est manifestement puissante ; il n'y a rien de comparable dans le monde. M. Vincent Sheehan écrivit en 1949 : « Il n'y a guère de voix aux États-Unis qui osent s'élever pour les droits, n'importe quels droits, des Arabes ; toute critique légère du haut commandement sioniste est immédiatement étiquetée comme antisémite. » Mlle Dorothy Thompson, dont la photo et les articles étaient à cette époque publiés quotidiennement dans des centaines de journaux, protesta de la même façon. La popularité de M. Sheehan auprès des critiques littéraires s'effondra immédiatement ; on voit rarement le portrait et les écrits de Mlle Thompson dans la presse américaine aujourd'hui.

Comment l'oracle fonctionne-t-il ? Par quels moyens l'Amérique (et tout l'Occident) ont-ils été amenés au point qu'aucun homme public n'aspire au pouvoir ou qu'aucun éditeur ne se sente en sécurité à son bureau, avant d'avoir étendu sa natte de prière et de s'être prosterné devant Sion ? Comment les présidents et les Premiers ministres ont-ils été amenés à rivaliser pour l'approbation de cette faction, comme des demoiselles d'honneur pour le bouquet de la jeune mariée ? Pourquoi des hommes majeurs se donnent-ils la peine de parader à des banquets pour Sion « à cent dollars le plat », ou d'être rassemblés en troupeau sur des tribunes sionistes pour recevoir des « plaques » pour les services rendus ?

Le pouvoir de l'argent et la perspective des votes sont manifestement des appâts puissants, mais, selon mon jugement, de loin, l'arme la plus forte est ce pouvoir du contrôle de l'information diffusée ; mettre l'accent sur ce que veut une faction et en exclure tout ce que la faction n'aime pas, et ainsi être capable de donner à toute personne choisie une « bonne » ou une «

mauvaise » presse. C'est en fait le contrôle de « la foule ». En langage d'aujourd'hui, c'est « la technique de propagande et l'approche des masses », tel que dit le Dr Weizmann, mais c'est un art asiatique ancien, qui fut décrit, lors d'une occasion célèbre, par St Matthieu et St Marc : « Les principaux sacrificateurs et les anciens *persuadèrent [les] foules*... Les principaux sacrificateurs *excitèrent* le peuple… »

En quarante ans, l'A.D.L. perfectionna une machine à persuader les foules. C'est une méthode de contrôle de la pensée dont la masse soumise est ignorante, et sa capacité à détruire quiconque proteste est grande. L'un des premiers à être politiquement détruit fut le chef de la Commission du Congrès chargée de surveiller la sédition (le Commission sur les activités anti-américaines). Les *Protocoles* de 1905 prédirent que l'on ne permettrait pas aux États-nations de « combattre la sédition » en la traitant comme un crime, et cette « prédiction » fut aussi accomplie. M. Martin Dies relate qu'il fut enjoint par investigation secrète de limiter la définition de « subversion » à « fascisme » et de mettre sur le même pied « fascisme » et « antisémitisme ». « La subversion », si ces perturbateurs avaient pu soumettre Dies, serait devenue toute sorte de résistance au « principe destructeur », et non le renversement de l'État-nation. Il refusa de plier, mais fut chassé de la vie politique par la diffamation.

L'A.D.L. (et le Comité juif américain) « se mit en devoir de rendre les Américains *conscients* de l'antisémitisme ». Elle informa les juifs que « 25 Américains sur 100 sont *infectés* par l'antisémitisme » et que 50 autres pourraient développer la maladie. Avant 1945, elle effectuait « un programme éducatif très puissant, conçu pour atteindre chaque homme, femme et enfant » en Amérique par la presse, la radio, la publicité, les magazines de bandes dessinées d'enfant et les livres scolaires, les cours, les films, « les églises » et les syndicats. Ce programme incluait « 219 émissions par jour », publicité pleine page dans 397 journaux, affiches publicitaires dans 130 villes et « persuasions » subtilement incorporées dans les imprimés sur buvards, les couvertures de boîte d'allumettes et les enveloppes. Toute la presse nationale (« 1900 quotidiens au tirage de 43.000.000 exemplaires ») et provinciale, les journaux noirs, de langue étrangère et travaillistes étaient approvisionnés avec ces matériaux, « et les utilisaient », sous forme d'« informations, d'articles généraux, de dessins humoristiques et de bandes dessinées. » De plus, l'A.D.L. distribua en 1945 « plus de 330.000 exemplaires de livres importants *porteurs de notre*

*message* aux bibliothèques et autres institutions », fournirent à des auteurs « des idées complètes et pertinentes », et diffusa neuf millions de brochures « toutes façonnées pour être adaptées au public auquel elles sont adressés ». Elle constata que les « magazines de bandes dessinées » étaient une façon particulièrement efficace d'atteindre les esprits des jeunes, des soldats, des marins et des aviateurs, et mit en circulation « des millions d'exemplaires » de propagande sous cette forme. Son organisation était constituée d'un siège national, de comités de relations publiques dans 150 villes, de onze bureaux régionaux, et de « 2.000 hommes-clés dans 1.000 villes. »

Le nom du groupe qui fournit cette masse de matériel suggestif n'atteignit jamais le public. Pendant les années 1940, le système « d'auteurs d'agence » à New York ou Washington enveloppait toute la presse américaine. La colonne d'un tel auteur peut apparaître dans mille journaux chaque jour ; les éditeurs apprécient ce système - qui leur économise le coût d'employer leurs propres auteurs - pour son bas prix. Par le biais de quelques douzaines d'auteurs comme ceux-ci, tout le flot d'information peut être teinté à sa source (la méthode prédite dans les *Protocoles*). Par tous ces moyens, une génération a été élevée en Amérique (et cela s'applique également à l'Angleterre) dans l'absence d'informations authentiques et de commentaires indépendants sur la nature du sionisme, sa connexion originale avec le communisme, l'infestation des administrations et la capture des « administrateurs », et la relation de tout cela avec le projet ultime du gouvernement mondial.

L'opposition à ce contrôle rampant était forte au début, et fut progressivement écrasée pendant deux décennies (j'ai donné des exemples en Angleterre) par diverses méthodes, y compris l'achat de journaux, mais principalement par une pression ininterrompue et organisée, persuasive ou menaçante. En Amérique, un journal qui publie des rapports ou des commentaires inacceptables pour l'A.D.L. peut s'attendre à recevoir une visite de ses représentants. Les menaces de retrait de la publicité sont fréquemment faites. Le groupe d'auteurs « d'agence » se joint à l'attaque contre n'importe quel auteur ou journaliste individuel qui devient gênant ; beaucoup de commentateurs américains ont été exclus « de l'antenne » ou des listes des éditeurs de cette façon. Un exemple illustratif :

Le *Chicago Tribune,* en 1950, rapporta l'opinion *d'un haut fonctionnaire du département d'État,* comme quoi les États-Unis étaient gouvernés par « un gouvernement secret » composé de trois membres du cercle de feu M. Roosevelt : M. Henry Morgenthau junior, le juge Felix Frankfurter et le sénateur Herbert Lehman. Le mot « juif » n'était pas utilisé ; l'article exprimait l'avis d'un haut fonctionnaire sur un sujet considéré par lui comme étant d'une grande importance nationale. Cet article souleva beaucoup d'agitation dans la presse sioniste et juive du monde entier (peu de journaux non-juifs y prêtèrent attention, la raison en étant évidente). J'étais en Afrique du Sud, mais je devinai ce qui suivrait, et quand je me rendis ensuite en Amérique j'appris que j'avais raison ; la Tour du *Tribune* de Chicago était assiégée de demandes péremptoires d'excuses par l'A.D.L. À cette occasion particulière, aucune excuse n'eut lieu ; le journal était à cette période un survivant solitaire de l'époque des reportages et commentaires indépendants. (Un détail piquant ; l'auteur de cet article « antisémite » s'était intéressé, peu avant, à des efforts pour obtenir la mise en liberté conditionnelle d'un juif emprisonné à vie pour meurtre, sur les motifs qu'on pouvait raisonnablement considérer que l'expiation avait été accomplie).

Même les chiffres concernant les dépenses, le personnel et les activités, mentionnés plus haut, ne donnent aucune véritable idée du pouvoir et de l'omniprésence de l'A.D.L. Moi-même, je n'aurais pas cru, avant de le voir, qu'un groupe d'une telle force pourrait fonctionner de façon quasi invisible dans un État toujours théoriquement dirigé par le président et le Congrès. Il est clair que les nombreux bureaux et sous-bureaux ne sont que les centres d'un grand réseau d'agents et de sous-agents, car son œil voit tout, comme celui du N.V.D.[41] en Russie captive ou de la Gestapo en Allemagne autrefois, comme je pus le découvrir par mon expérience personnelle :

Je suis quelqu'un d'assez peu connu, et quand je me rendis en Amérique en 1949, j'y étais presque inconnu du public, la publication de la plupart de mes livres ayant été empêchée par les méthodes décrites plus haut. Je constatai que l'A.D.L., tel un faucon, m'observait depuis mon arrivée et de là, j'en déduisis son étendue et sa vigilance immenses ; je n'avais pas soupçonné qu'elle scrutait chaque toit et chaque moineau dessus. Une connaissance américaine qui avait lu certains de mes livres me présenta à un collègue qui exprima son plaisir à rencontrer leur auteur. Cet homme me demanda de dîner avec lui et un ami, qu'il présenta comme « mon cousin ».

Le cousin était un type amusant ; j'appris une année plus tard qu'il était le chef du bureau de New York de l'A.D.L et le véritable organisateur de ce petit dîner[42]. Ce dernier eut lieu quelques jours après mon atterrissage, et par la suite, l'A.D.L. sut chacun de mes mouvements. Ils étaient au courant pour le livre que j'écrivais, et quand il fut prêt pour la publication, « le cousin » adressa à l'éditeur américain d'un de mes livres précédents une requête ciblée pour savoir s'il *envisageait* de publier celui-ci ; homme de discrétion, il répondit que non.

Trois ans plus tard, en 1952, quand ce livre parut en Angleterre, le magazine de la Légion américaine à Hollywood en publia environ cinq cents mots. L'A.D.L. exigea immédiatement une rétractation du commandant de la Légion à Hollywood, qui mentionnait l'éditeur du magazine. Aucune inexactitude n'était prétextée ; la députation qualifia juste le livre d'« antisémite. » L'éditeur refusa de se rétracter à moins qu'une déclaration fausse ou autre raison valable ne fussent prouvées, et démissionna quand le commandant, l'ignorant, publia « les excuses » familières devant la menace que « tous les juifs » boycotteraient le Hollywood Stadium, qui était dirigé par la Légion. L'éditeur, en partant, dit que cela prouvait la vérité de ce qui était exposé dans le livre. Les excuses ne servirent à rien au commandant, car l'American Broadcasting Company nationale, qui télévisait les événements de la Légion au Stadium, avait immédiatement annoncé qu'elle terminerait son contrat avec la Légion et téléviserait des événements rivaux ; Le commandant dit d'un air piteux que cela « est un véritable choc pour moi ».

Lors de ma visite suivante en Amérique, en 1951, une autre connaissance, qui pensait que mes livres étaient instructifs et voulait que j'écrive pour des journaux américains, refusa de croire ce que je lui disais. Il dit qu'il était sûr qu'une certaine publication accueillerait un de mes articles sur un sujet alors d'actualité (pas le sionisme) et écrivit à son éditeur. On lui dit, à son étonnement, que la publication de quoi que ce soit venant de moi, était « *verboten* », et quand il suggéra une publication à titre anonyme, on l'informa que cela ne servirait à rien : « il y a probablement un représentant de l'A.D.L. sur notre registre du personnel » (je possède cette lettre).

Une autre connaissance, le chef d'une grande entreprise de librairie, ordonna à son bureau de se procurer l'un de mes livres au Canada, et on lui

dit que le grossiste de Toronto avait rapporté une impossibilité de livraison. Je fis une enquête et appris qu'aucune commande n'était arrivée à Toronto. Ma connaissance enquêta alors et ne put découvrir qui, *dans son propre bureau*, avait intercepté la commande, me disant que maintenant il se rendait compte que mes livres étaient « à l'index ».

Le lecteur a juste besoin de multiplier ces quelques exemples de l'expérience personnelle d'un seul homme pour voir l'effet sur la totalité de l'information fournie au public. Les peuples des États-nations occidentaux sont privés d'information sur les questions qui affectent de la façon la plus vitale leur présent et leur futur, par une presse qui (leur dit-on constamment) est « la plus libre du monde. » Une autre méthode utilisée par l'A.D.L. pour maintenir les juifs dans « l'hystérie collective » et les non-juifs dans un état d'illusion, est celle de *l'agent provocateur* ( *en français dans le texte* – NdT), le faux « antisémite » (« le cousin » mentionné plus haut en est un exemple).

Une partie de cette méthode est la distribution de « documents » exposant « tout le complot mondial » et habituellement attribuée à une assemblée de rabbins invérifiable. Le chercheur sérieux de la véritable entreprise talmudique, qui peut être documentée d'après des sources talmudiques authentiques, reconnaît immédiatement ces fabrications.

« Un admirateur » m'envoya un jour un de ces « documents », trouvé (dit-il) dans un tiroir secret d'un vieux bureau de famille qui ne pouvait pas avoir été ouvert depuis cent ans. Je fis examiner le papier et je demandai ensuite à mon correspondant de me dire comment son arrière-grand-père mort depuis longtemps s'était arrangé pour obtenir un papier fabriqué dans les années 1940. La correspondance s'arrêta là.

Un exemple de l'emploi du faux « antisémite » par l'A.D.L. est archivé, authentifié par l'organisation elle-même. Un auteur prolifique de livres attaquant « l'antisémitisme » en Amérique est un homme d'origine arménienne, un certain Avedis Boghos Derounian, dont le pseudonyme le plus connu est John Roy Carlson. Plusieurs actions en diffamation furent menées contre un de ses livres publiés pendant la Seconde Guerre, dans lequel il attaquait plus de sept cents personnes, et un juge, accordant des dommages et intérêts, dit : « je pense que ce livre a été écrit par une personne complètement irresponsable qui désirait dire n'importe quoi pour l'argent ; je ne le croirais pas sous serment, ni à aucun moment après ; je

pense que le livre a été publié par un éditeur désireux de publier n'importe quoi pour l'argent ». En novembre 1952, un interviewer de radio confronta cet homme à un correspondant à l'étranger américain renommé, M. Ray Brock, qui taxa Carlson d'avoir autrefois publié « un feuillet *méchamment antisémite* intitulé *The Christian Defendeur* [le défenseur chrétien – NdT]. » Cela ne pouvait être nié, comme la chose était connue, donc Carlson dit qu'il l'avait fait *« avec l'approbation de la Ligue Anti-Diffamation.* » L'interviewer-hôte l'interrompit alors pour dire que l'A.D.L., auprès de laquelle il s'était enquis, confirmait cela (la confirmation était inévitable, l'A.D.L. ayant admis au *Chicago Tribune* en 1947 qu'elle avait employé l'homme entre 1939 et 1941 et « avait trouvé ses services satisfaisants »).

Le fait que cet homme fut ensuite capable (1951) de publier un autre livre *attaquant* les « antisémites », et de le faire louer haut et fort dans les journaux new-yorkais principaux (malgré le commentaire juridique cité plus haut) est un signe du grand changement que cette organisation a provoqué dans la vie américaine ces vingt dernières années. La toile dont l'A.D.L. formait le centre s'est étendue à d'autres pays anglophones, afin qu'aucun auteur indépendant ne puisse y échapper, où qu'il se trouve. Je donne des exemples de mes propres expériences dans ce cadre plus large :

En mars 1952, *Truth* (qui n'était pas assujetti à l'époque) rapporta que le Congrès juif canadien avait demandé à un libraire canadien de retirer de ses étagères un de mes livres. En visitant le Canada cette année-là, je menai l'enquête et constatai que cette pression sur les libraires canadiens était générale, beaucoup d'entre eux s'y étaient soumis. À la même période, un journal sioniste en Afrique du Sud déclara : « Avant que le temps ne vienne où les groupes raciaux seront protégés par la loi, *aucune librairie n'a le droit de dire qu'elle vendra des livres… tels que certains livres de Reed* » ; je passai plus tard quelques temps en Afrique du Sud et constatai que la position y était identique à celle du Canada.

La « protection raciale » prédite dans la citation ci-dessus est la « Convention du génocide » des Nations unies, rédigée par les sionistes, qui contient une disposition prescrivant des pénalités légales pour toute action considérée par quelque faction comme causant un « tort mental » ; cette disposition, si elle était mise en application pendant une autre guerre, rendrait la censure de l'A.D.L. permanente et mondiale. Je ne me rendis jamais en Australie, mais je pense que j'y aurais trouvé l'interférence

secrète qui prévalait dans les librairies du Canada et de l'Afrique du Sud. Cependant, à peu près au même moment, un sénateur australien, dont même le nom m'était inconnu, en attaquant une organisation « antisémite » également inconnue de moi, dit qu'elle était « en contact étroit » avec moi ; des journaux australiens publièrent ce message de diffamation, mais refusèrent d'imprimer la correction factuelle. Durant ces années, je reçus de nombreuses plaintes de lecteurs disant que le bibliothécaire en chef d'une grande bibliothèque de Toronto avait collé sur la page de garde de mes livres un « avertissement » aux lecteurs à leur sujet ; Les protestations n'eurent aucun effet.

De toutes ces façons, un rideau fut abaissé entre les masses publiques et l'information factuelle concernant leurs affaires. La capture de l'esprit de masse est devenue aussi complète que celle des « politiciens-têtes d'affiche ».

Cela laissait une position invaincue au moyen niveau, entre les politiciens captifs et la multitude-persuadée. C'était la classe dont le Dr Weizmann se plaint à plusieurs reprises : les fonctionnaires permanents, les professionnels et les experts. Dès le début, l'opposition la plus forte à l'empiétement du sionisme vint de ce groupe (et de « l'interférence extérieure, entièrement venue des juifs » dont le Dr Weizmann se plaignait aussi). L'officiel non-élu, le fonctionnaire de carrière, le soldat professionnel, l'expert étranger sont presque tous impossibles à suborner. Le fonctionnaire permanent ne dépend pas des élections et se sent lui-même partie intégrante de la nation. Le soldat professionnel sent instinctivement que la nation et son devoir sont un et répugne à la pensée que des opérations militaires soient perverties pour un motif ultérieur et politique. L'expert ne peut étouffer son savoir sur l'ordre d'hommes de parti, pas plus qu'un artisan expert ne peut être tenté de fabriquer une montre qui marche à rebours.

En fait, seule la capture *complète* d'un État, comprenant le pouvoir de licenciement, d'exclusion d'un emploi et d'arrestation, pourra jamais entièrement surmonter la résistance des fonctionnaires, des professionnels et des experts à quelque chose qui est clairement en conflit avec leur devoir. L'A.D.L., selon moi, montra qu'elle attendait avec impatience le jour où elle surmonterait cet obstacle, par une tentative faite en 1943.

L‘intelligence supérieure aux commandes derrière ce groupe sait manifestement que le meilleur moment pour atteindre ses buts se trouve dans les étapes postérieures et les conséquences d'une grande guerre. Au début, les masses impliquées sont encore concentrées sur les objectifs professés, et après la période de confusion qui suit la guerre, elles regagnent quelque clarté de vision et commencent à poser des questions sur ce qui a été fait sous couvert de la guerre ; si le but secret n'a pas alors été atteint, l'occasion est perdue. Ces buts secrets progressèrent entre 1916 et 1922 (pas entre 1914 et 1918) pour la Première Guerre, et entre 1942 et 1948 (pas 1939-1945) pour la Seconde Guerre. Si une troisième guerre devait commencer, disons, en 1965 et continuer jusqu'en 1970, prétendument dans le but de « détruire le communisme », l'effort secret pour réaliser la pleine ambition du sionisme et l'État mondial communiste aurait lieu pendant la période de confusion la plus grande, disons, de 1968 à 1974.

La tentative pour capturer la fonction publique en Amérique fut faite en 1943, la quatrième année de la Seconde Guerre, et fut partiellement révélée (par hasard) en 1947, quand le brouillard s'éclaircissait. Le but était d'interposer entre les Américains et leurs services publics une liste noire secrète et diffamatoire qui empêcherait les hommes de devoir patriotique d'entrer dans la fonction publique, et qui ouvrirait en grand les portes de cette dernière aux agents approuvés de la conspiration. À une période, les listes ainsi compilées s'étendaient si rapidement qu'elles auraient bientôt inclus chaque personne aux États-Unis dont l'emploi au sein du service public n'était pas souhaité par les arbitres secrets. Les dossiers diffamatoires de l'A.D.L. étaient incorporés dans les fichiers officiels de la fonction publique américaine. Cela aurait pu fournir la base pour une action de police secrète à une étape supérieure (« les adversaires politiques » furent regroupés sur la foi de telles listes par la nouvelle police secrète de Goering la nuit de l'incendie du Reichstag). Complètement inconnu des Américains, alors et aujourd'hui, un coup d'État de premier ordre était bien avancé dans sa préparation.

M. Martin Dies décrivit un jour l'A.D.L., qui fournissait ces listes, comme « une organisation terroriste utilisant ses ressources, non pour défendre la réputation des juifs, mais pour forcer et imposer la soumission aux objectifs de leur organisation par des méthodes terroristes ; c'est une ligue de diffamation.[43] » Cette description fut confirmée par les révélations

du Sous-comité d'enquête sur la Commission de la fonction publique, fondé par le Comité des dépenses de la Chambre des représentants américaine, qui se réunit les 3, 6 et 7 octobre 1947 sous la présidence du représentant Clare E. Hoffman du Michigan.

De même, cette enquête fut provoquée par les seuls efforts d'individus ; l'effort entier du gouvernement fut exercé à empêcher celle-ci. Quelque fonctionnaire loyal vit ce qui était en train de se faire en secret, et informa certains membres du Congrès que des listes noires étaient insérées dans les fichiers de la fonction publique. Même cela n'aurait peut-être pas mené à une action, si ces membres du Congrès n'avaient pas appris qu'eux-mêmes se trouvaient sur la liste noire ! Dû aux contraintes léguées par la longue administration Roosevelt, même à l'époque, ne put mettre en route l'enquête que sur les motifs que « les fonds votés par le Congrès étaient mal utilisés » (d'où l'intervention du Comité des dépenses).

Environ une centaine de sénateurs américains et de membres du Congrès apprirent alors qu'ils étaient décrits (et certaines de leurs épouses) comme des « nazis » sur les fiches des dossiers de la fonction publique. Ils parvinrent à obtenir des copies de ces fiches, qui comportaient une note disant que les informations diffamatoires les concernant étaient des « copies de dossiers subversifs » appartenant à une firme privée d'avocats sionistes. Ces dossiers, continuait la note, « ont été constitués en coopération avec le Comité juif américain et la Ligue Anti-Diffamation ; les sources de ces informations ne doivent être *révélées en aucune circonstance ;* cependant, *davantage d'* informations au sujet de la personne susmentionnée peuvent être obtenues… » (des avocats sionistes).

L'officier supérieur de ce département de la Commission de recrutement de la fonction publique des États-Unis, qui était chargée d'examiner les candidatures d'emploi, fut assigné à comparaître devant le sous-comité. En tant que fonctionnaire directement responsable, il dit que ces dossiers étaient secrets, et que l'existence venait de lui être révélée (probablement, quand il reçut l'assignation).

Les seuls dossiers jusque-là connus de lui étaient ceux qui étaient normalement conservés par son département ; ils archivaient les candidatures d'emploi examinées dont les postulant, pour des raisons diverses, devaient être rejetés. Il avait confirmé que les dossiers secrets contenaient « 750.000 fiches » et avaient été préparés dans *le bureau de*

*New York* de la Commission (son propre bureau, au siège, était à Washington), et que des copies des fiches avaient été envoyées et incorporées aux dossiers *de chaque succursale de la Commission de recrutement de la fonction publique, dans tous les États-Unis.* Il dit qu'il n'avait pas le pouvoir de présenter les dossiers secrets ; ce pouvoir appartenait uniquement aux trois commissaires de la fonction publique (les chefs mêmes de la fonction publique, en dessous du président). Ces commissaires (un certain M. Mitchell, M. Flemming et Mlle Perkins), cités alors à comparaître, refusèrent de présenter les dossiers, déclarant que le président l'avait interdit (les dossiers secrets avaient été introduits sous le président Roosevelt ; cet ordre de non-divulgation venait du président Truman). Là-dessus, M. Hoffmann dit : *« C'est la première fois que j'ai jamais entendu reconnaître que nous avons une Gestapo dans ce pays*. » Les commissaires ne protestèrent pas. M. Hoffmann demanda alors si même les personnes *qui n'avaient aucune intention de postuler pour un emploi dans la fonction publique* étaient sur la liste noire. Le commissaire supérieur, M. Mitchell, confirma que c'était le cas, admettant ainsi explicitement que la portée de la liste noire était *illimitée*. M. Hoffmann dit : « Alors cela n'a aucun rapport avec le cas immédiat d'une personne postulant pour un emploi ? », et M. Mitchell en convint. M. Hoffmann continua : « Vous revendiquez le droit d'inscrire dans vos fichiers les noms *de tout un chacun dans ce pays ?* Est-ce bien exact ? », et les trois commissaires acquiescèrent en silence.

Les enquêteurs découvrirent que *rien qu*'en juin et juillet 1943 (c'est-à-dire, durant la période de confusion d'une grande guerre), 487.033 fiches avaient été ajoutées aux dossiers secrets, ce travail ayant occupé un grand nombre d'employés de bureau. Un membre du Congrès rappela aux commissaires que l'année même (1943) où ces fiches secrètes furent incorporées, la Commission de recrutement de la fonction publique avait spécifiquement interdit à ses investigateurs de même poser des questions sur les affiliations *communistes* de tout postulant (une politique généralement introduite par le président Roosevelt). Les commissaires firent preuve d'un grand zèle à éviter de discuter le rôle joué par la Ligue Anti-Diffamation dans cette affaire, et à plusieurs reprises éludèrent les questions concernant ce point.

Le rapport officiel, si étonnant d'après les anciens standards, montre que l'A.D.L. avait la charge d'introduire secrètement dans les archives

officielles des dossiers diffamatoires, s'étendant rapidement à des fichiers de police secrète couvrant tout le pays. C'était manifestement une tentative pour prendre le contrôle de la fonction publique américaine et rendre l'allégeance, telle que définie par les anciens standards, disqualifiante. Comme aucune promesse d'action réparatrice ne fut obtenue, le résultat de cette enquête publique peut être comparé à un examen chirurgical réalisé par des docteurs qui, ayant ouvert le patient et trouvé une tumeur maligne près d'un organe vital, déclarent qu'ils ont l'ordre de ne pas l'enlever, et recousent l'incision. Ainsi, l'état de maladie demeura-t-il.

Les utilisations concevables que l'on pourrait faire de ce genre de listes noires secrètes et nationales, furent illustrées par certains épisodes étranges de 1951 et 1952, où des corps de troupes fondirent soudainement sur de petites villes de Californie, dans l'État de New York et au Texas, et les « occupèrent » au nom des « Nations unies » ou du « gouvernement militaire ». Les hôtels de ville, les sièges de police et les centraux téléphoniques furent réquisitionnés ; des maires, des fonctionnaires et des particuliers furent arrêtés ; on fit défiler des bandes appartenant à « l'ennemi » (vêtues d'uniformes « fascistes » par quelque costumier) ; des procès furent tenus par des cours militaires, et on installa des camps de concentration ; on fit des proclamations menaçant les « résistants » et les « conspirateurs » de pénalités sévères, etc…

Ces mesures ressemblent beaucoup à une répétition du genre de chose que le monde pourrait bien voir, au cours de la période de confusion de toute troisième guerre, si « la ligue d'imposition de la paix » faisait sa troisième tentative pour obtenir l'autorité mondiale. À cette occasion, aussi, des enquêteurs privés indignés furent tout à fait incapables de découvrir quelle autorité avait ordonné ces affaires. Le porte-parole militaire officiel, un certain colonel au Pentagone, alors qu'il était poussé dans ses retranchements par un enquêteur, fut juste autorisé à dire que la question avait « *une signification* locale *et politique, sur laquelle l'armée n'exerce aucun contrôle* » ! Cela désignait le président, le gouvernement et le département d'État, mais toutes ces autorités restèrent aussi silencieuses que les commissaires de la fonction publique avaient été peu éclairants.

Vers la fin de la Seconde Guerre, cette invasion secrète, sous toutes ses formes, avait détérioré la structure interne de la République américaine à un point tel qu'un changement dans sa forme externe, telle qu'elle était

connue du monde depuis 150 ans, était susceptible de se produire durant la période de confusion d'une quelconque troisième guerre. La lutte instinctive de la population originale pour se préserver elle-même ainsi que ses traditions contre une usurpation, dont il ne lui était pas permis de comprendre la nature, était en passe d'échouer. Cette résistance gagnerait en force et réparerait certaines brèches, à mesure que la Seconde Guerre reculait, mais il resterait des faiblesses graves qui allaient fatalement se révéler sous la tension de la nouvelle guerre, dont l'idée était jour après jour rendue familière à l'esprit de masse américain, par le biais des politiciens et de la presse sous contrôle.

À partir de 1943, la faiblesse de la République américaine se trouva plus dans ses propres fondations mises à mal que dans n'importe quelle armée de l'air ou flotte étrangères.

---

## NOTES DU CHAPITRE 40

39 Dans les faits, bien que pas dans la forme. La police secrète dans les pays où l'institution est d'origine (la Gestapo d'Hitler fut copiée sur le modèle asiatique, qui avait une tradition vieille d'un siècle en Russie et en Turquie) a tout le pouvoir et les ressources de l'État derrière elle ; à vrai dire, elle *est* l'État. En Amérique, le sionisme construisit le noyau d'une police secrète presque aussi efficace - de bien des manières - que ces prototypes-là. Elle ne pouvait devenir *aussi* efficace qu'en obtenant le plein contrôle des ressources de l'État, y compris le pouvoir d'arrestation et d'emprisonnement, et d'après moi, c'était le but *suprême*.

40 Nul besoin pour le lecteur de trouver une quelconque contradiction entre cette citation et mon affirmation dans le paragraphe précédent. Le débat et les commentaires sont en grande partie libres dans la presse *juive*, qui est destinée principalement à être lu « entre nous », et le lecteur de journaux, n'importe où dans le monde, qui prend régulièrement la peine de se procurer des journaux juifs de toutes opinions se trouvera beaucoup mieux informé de ce qui se passe dans le monde. Le black-out est dans la presse non-juive.

41 Équivalent russe du FBI - NdT

**42** La matière pour les dossiers et pour les attaques « calomnieuses » est souvent obtenue par ce moyen. En 1956, l'A.D.L. publia un de ces volumes de « calomnies », intitulé *Cross-Currents,* et décrit comme « le livre qui raconte comment l'antisémitisme est utilisé aujourd'hui comme une arme politique ». Il était rempli d'attaques contre des « antisémites » et contenait de nombreux extraits de lettres et de conversations supposées avoir eu lieu entre les personnes nommées. Le critique du livre dans le « *New-York Times* », bien que bienveillant (ce qui ne serait pas antagonique, en écrivant pour ce journal,) dit : « les auteurs ne mettent pas le lecteur dans le secret de la manière dont ils sont entrés en possession de ces documents intrigants... *cette réticence à propos des sources est une faiblesse majeure, et c'est particulièrement grave lorsque les déclarations citées viennent d'une entrevue orale* ». Qui étaient ces interviewers, demandait-il, et comment avaient-il entrepris leur tâche ? J'aurais pu lui dire, et le lecteur de ce livre connaît la réponse. Si mon « entrevue orale » avec le « cousin », qui prétendait être un ferme « antisémite », ne fournit pas de matériau pour ce volume, la raison en est intéressante. Tard lors d'une soirée conviviale, il me demanda soudainement à quel point je pensais que « l'antisémitisme » était fort aux États-Unis. Le croyant être ce qu'il prétendait être, je répondis exactement ce que j'aurais répondu si j'avais su son identité. Je dis que j'avais voyagé dans plus de trente des quarante-huit États, et que je n'avais jamais entendu le mot « juif » mentionné par quiconque sur les milliers de gens que j'avais rencontrés, ce qui était la réalité des faits.

**43** En 1956, le président Eisenhower envoya à la convention annuelle de l'A.D.L. un message élogieux la louant de « rappeler à la nation que les idéaux de la religion doivent s'appliquer dans tous les domaines de la vie ».

# Chapitre 41

# « L'EXTENSION » DE LA RÉVOLUTION

La Seconde Guerre mondiale suivit le cours défini par les *Protocoles* de 1905, bien plus clairement que la Première. Les populations aveuglées œuvrèrent à la vengeance et à la destruction mutuelles, non pas pour leur propre salut, mais pour la poursuite du plan d'esclavage généralisé sous le contrôle d'un « gouvernement mondial » despotique. Les objectifs initialement avancés (« libération », « liberté » et la destruction des « militarisme », « nazisme », « fascisme », « dictature totalitaire » et assimilés) ne furent jamais atteints ; au contraire, les territoires où ces conditions régnaient s'élargirent fortement.

Lénine, dans *Collected Works*, écrivit : « La guerre mondiale (1914-1918) verra l'avènement du communisme en Russie, *une seconde guerre mondiale étendra son emprise jusqu'en Europe*, et une troisième guerre mondiale sera nécessaire pour le rendre mondial », la proposition centrale de cette prévision fut presque littéralement réalisée suite à la Seconde Guerre. La révolution étendit son emprise jusqu'au centre de l'Europe et se retrouva donc dans une position lui permettant de contrôler militairement l'intégralité de l'Europe, au moins à l'issue d'une troisième guerre. En 1956, le général américain Gruenther, qui portait alors le grade de « commandeur suprême des forces alliées - grade apparemment rendu permanent » par quelque action obscure d'« élus dictateurs » durant la guerre - déclara dans un journal ouest-allemand : « Si nous devions aboutir à une bataille terrestre, alors nous serions bien évidemment incapables de tenir la ligne de front européenne actuelle ».

En 1956, cela faisait dix ans que les populations occidentales s'étaient habituées, du fait des suggestions quasi quotidiennes émanant de leurs leaders, à l'idée que la guerre avec la « Russie » était inévitable. C'étaient les conséquences de l'issue de la Guerre ; cette issue, à nouveau, était le résultat du détounement des actions de politique intérieure et d'opérations militaires à des fins de destruction des États-nations et d'asservissement des

populations ; et ce détournement, à son tour, était la conséquence du processus d'«'invasion de l'Amérique », décrit dans le chapitre précédent.

La force et la richesse de l'Amérique furent décisives au cours de la Seconde Guerre, et elles permirent d'aboutir à un dénouement faisant d'une troisième guerre une menace permanente.

Ainsi, l'histoire de l'imbroglio américain au cours de la Seconde Guerre démontra la puissance du « groupe étranger » qui était arrivé à diriger Washington, et conféra une réalité palpable au discours d'adieu de George Washington lui-même : « Contre les volontés insidieuses de l'influence étrangère, (je vous prie de me croire, chers concitoyens), la jalousie d'un peuple libre doit être constamment éveillée; car l'Histoire et l'expérience montrent que l'influence étrangère est l'un des ennemis les plus funestes d'un Gouvernement Républicain ». G. Washington fit cette déclaration en 1796, alors que le régime de la Terreur avait révélé la vraie nature de la révolution qui avait lieu en France et que la présence d'agents conspirateurs était identifiée en Amérique pour la première fois.

Les archives publiques relatives à la Seconde Guerre démontrent que la conspiration avait acquis le pouvoir de contrôler les principales actions de politique nationale américaine, le cours des opérations militaires ainsi que les mouvement d'armes, de munitions, de stocks et de fonds. Ses agents conscients étaient nombreux et hauts-placés. La plupart des dirigeants qui soutinrent ou se soumirent à ces agents n'avaient peut être pas conscience du but ultime que servaient leurs actions.

Ce chapitre représente trois ans et demi de l'histoire de la République, de Pearl Harbour à Yalta. Une grande similitude apparaît dans la manière dont l'Amérique entra en guerre en 1898 et en 1941. Dans les deux cas, la provocation nécessaire à l'embrasement des foules fut fournie, et la difficulté de convaincre le Congrès ou l'« opinion publique » fut ainsi éludée. En 1898, le *Maine* fut « coulé par une mine espagnole » dans le port de la Havane, et la guerre suivit dans la foulée ; De nombreuses années plus tard, quand le *Maine* fut remonté à la surface, on découvrit que sa coque avait explosé suite à une explosion interne. En 1941, l'attaque de Pearl Harbour par les japonais « en ce jour qui restera marqué par l'infamie » permit au président Roosevelt d'annoncer à ses concitoyens que suite à une attaque complètement inattendue, le pays était « en guerre ». Les révélations ultérieures démontrèrent que Washington était informé depuis

longtemps d'une attaque imminente, et n'avait pas informé les forces basées à Pearl Harbour.

Dans ces deux cas, la population demeura indifférente quand les révélations eurent lieu. (Cela reste d'actualité en 1956, alors qu'un autre président américain a juré publiquement qu'il ne se « rendra jamais coupable » d'envoyer son pays à la guerre « sans l'accord du Congrès », mais en ajoutant que les troupes américaines pourraient avoir à mener des « *opérations guerrières locales* pour se protéger », sans agrément parlementaire).

Au cours de la Première Guerre, le président Wilson, réélu sur la promesse de garder son pays hors du conflit, déclara immédiatement après sa réélection qu'« un état de guerre *existe* ». Pendant la Seconde Guerre, le président Roosevelt fut réélu en 1940 sur la promesse maintes fois répétée que « nous n'enverrons vos fils dans aucune guerre étrangère.». Son programme électoral incluait, néanmoins, une clause de cinq mots : « nous ne déploierons pas notre armée de terre, notre marine ou notre armée de l'air en terre étrangère *sauf en cas d'attaque* ». Ces cinq mots furent ajoutés (selon M. Rosenbloom, l'un des biographes officiels de M. Bernard Baruch) « par le sénateur James F. Byrnes, qui était tellement proche de Baruch qu'il était parfois impossible de savoir de qui émanait l'idée que tout deux exprimaient ».

L'importance de cette clause fut prouvée le *7 décembre 1941*, lorsque les Japonais attaquèrent Pearl Harbour. Douze jours plus tard, M. Henry L. Stimson, secrétaire d'État à la Défense, à l'issue d'une réunion avec les membres de son cabinet le *25 novembre 1941*, nota dans son journal : « La question est comment devons nous *les manipuler* (les Japonais) *afin qu'ils initient la première attaque* sans que celle-ci ne soit trop dangereuse pour nous ; c'est un projet difficile ».

Les antécédents de cette note remontent au *27 janvier 1941*, lorsque l'ambassadeur des États-Unis à Tokyo avait rapporté à son gouvernement que « dans le cas d'une détérioration soudaine de la situation entre les États-Unis et le Japon, les Japonais envisageaient de mener une attaque surprise contre Pearl Harbour » ; que l'espion soviétique à Tokyo, le Dr Richard Sorge, informa en *octobre 1941* le gouvernement soviétique que « les Japonais avaient l'intention d'attaquer Pearl Harbour d'ici six semaines » et fut informé que son renseignement avait été transmis au président

Roosevelt (selon les confessions de Sorge dans le *New York Daily News* du 17 mai 1951) ; que le gouvernement Roosevelt avait livré un quasi-ultimatum au Japon le *26 novembre 1941* ; que les communications secrètes des Japonais, de septembre 1941 jusqu'au moment de l'attaque, qui furent interceptées et décodées par les services secrets des États-Unis, offraient des preuves incontestables d'une attaque à venir contre Pearl Harbour, mais ne furent pas transmises aux officiers américains en poste là-bas ; que le *1er décembre*, le chef des renseignements de la marine, section Extrême-Orient, rédigea une note officielle pour le commandant en chef de la flotte du Pacifique, précisant que « la guerre entre le Japon et les États-Unis est imminente » et qui fut annulée par les autorités supérieures ; que le *5 décembre*, le colonel Sadtler des Communications militaires américaines, fort des informations qu'il avait reçues, rédigea un document officiel destiné aux officiers supérieurs : « la guerre avec le Japon est imminente ; éliminez toute possibilité d'un nouveau Port Arthur » (allusion à l'autre « attaque surprise » qui avait déclenché le conflit russo-japonais), qui fut également détruit ; qu'une réponse japonaise, clairement équivalente à une déclaration de guerre, à l'ultimatum de Roosevelt fut reçue à Washington le *6 décembre 1941*, mais aucun message ne fut envoyé aux forces basées à Pearl Harbour. Un communiqué spécifiant que « les forces japonaises ont fait à une heure de l'après midi ce jour (horaire côte Est) une déclaration qui équivaut à un ultimatum… soyez en état d'alerte » fut enfin diffusé aux environs de midi le *7 décembre 1941* et atteignit le commandement de Pearl Harbour six à huit heures *après* l'attaque japonaise.

Aujourd'hui, les archives suggèrent que *seuls* les Américains basés à Hawaï furent laissés dans l'ignorance de l'assaut imminent qui détruisit deux cuirassés et deux destroyers (sans compter les nombreux navires endommagés) et 177 avions, et fit 4575 morts, blessés et disparus. Une conséquence directe et immédiate fut aussi le désastre que connut la marine britannique au large de la Malaisie, où les cuirassés *Prince of Wales* et *Renown* furent coulés, emportant avec eux les vies de nombreuses victimes.

Les leaders politiques qui sont prêts à obtenir l'entrée de leur pays dans la guerre en facilitant l'attaque d'un ennemi ne peuvent être considérés comme ayant agi dans l'intérêt national. Le peuple américain dans son intégralité n'a toujours pas conscience de la vérité concernant Pearl

Harbour, une introduction sinistre qui mena en droite ligne à un sinistre dénouement.

Huit enquêtes furent diligentées, sept menées par la marine ou l'armée pendant la guerre et une par le Congrès à la fin de la guerre. Ainsi, le secret inhérent aux temps de guerre les entourait-il tous et aucune de ces enquêtes ne fut vraiment publique ou exhaustive. En outre, toutes furent conduites sous les auspices du parti politique dont le représentant était président au moment de Pearl Harbour. Les faits essentiels (que le président savait au moins huit semaines à l'avance, grâce à l'interception d'un message des Japonais, qu'« une attaque surprise » était prévue, et que ces messages interceptés ne furent pas transmis au commandement de Pearl Harbour pendant une longue période) furent dissimulés du début à la fin. Le journal du secrétaire d'État à la Guerre (dont l'extrait lourd de sens est mentionné ci-dessus) ne fut pas considéré comme une preuve, et M. Stimson lui-même ne fut pas convoqué en raison de problèmes de santé. Le contrôle de la presse permit de présenter ce long processus (six mois) au public d'une manière confuse et trompeuse.

Néanmoins, les trois amiraux directement concernés publièrent leur version des faits. Le contre-amiral Kimmel, commandant en chef de la flotte du Pacifique à cette époque, mentionne l'opinion d'un autre amiral pensant que « le plan du président Roosevelt *nécessitait* qu'aucune information ne soit envoyée pour alerter la flotte d'Hawaï », que « les individus haut-placés à Washington qui ont *volontairement* freiné la transmission de l'alerte vers nos forces basées à Pearl Harbour sont à jamais inexcusables. Les officiers de Pearl Harbour n'ont jamais été informés de… la circulaire gouvernementale transmise le 26 novembre 1941 aux ambassadeurs japonais, qui mettait un arrêt effectif à toute possibilité de négociation supplémentaire, et rendait donc la guerre du Pacifique inévitable. Aucune mention des messages critiques interceptés, décodés et envoyés aux officiels de Washington les 6 et 7 décembre 1941 ne fut transmise aux officiers supérieurs de la marine et de l'armée localisés dans la région d'Hawaï ».

L'amiral de Flotte Halsey, qui était à l'époque l'un des trois haut gradés responsables de l'amiral Kimmel, déclare : « tous nos renseignements pronostiquaient une attaque ciblée sur les Philippines ou le sud de la Malaisie ou les Indes ordientales néerlandaises. Alors même que le cas de

Pearl Harbour fut étudié mais exclus, l'ensemble des données *mis à notre disposition* nous orienta vers une autre direction. *Si nous avions eu connaissance* du communiqué officiel japonais et de leur intérêt incessant pour la position et les déplacements exacts de nos navires à Pearl Harbour » (comme le précisait le message qui fut dissimulé) « des plus logiquement, nous aurions focalisé nos réflexions sur la perspective inévitable d'une attaque sur Pearl Harbour ».

Le contre-amiral Theobald, commandant les destroyers de la flotte de combat de Pearl Harbour, écrivit en 1954 : « Les règles patriotiques imposant la confidentialité relative à une certaine ligne de conduite nationale, *afin de la préserver pour une éventuelle répétition ultérieure,* ne s'appliquent pas dans ce cas puisque, à une époque où l'arme atomique est largement diffusée, *faciliter une attaque surprise par l'ennemi, en tant que méthode permettant de déclencher une guerre*, est impensable ».

(L'amiral voulait probablement dire qu'il *espérait* qu'une répétition était « impensable »). Il ajouta : « le fait récurrent dans la vraie histoire de Pearl Harbour fut la dissimulation répétée d'informations aux yeux de l'amiral Kimmel et du général Short » (les officiers dirigeant les forces navales et militaires de Pearl Harbour, à qui l'on donna le rôle de bouc émissaires) « … jamais auparavant dans l'Histoire connue, un officier supérieur basé sur les lieux d'un conflit ne s'était vu cacher les informations démontrant que son pays serait en guerre d'ici quelques heures et que tous les indices menaient à une attaque surprise contre ses troupes peu après le crépuscule ».

L'amiral Theobald cite la dernière déclaration de l'amiral Stark (qui dirigeait en décembre 1941 les opérations navales à Washington et qui refusa d'informer l'amiral Kimmel de la déclaration de guerre des Japonais), qui affirme avoir exclusivement suivi les ordres de la haute hiérachie, « qui ne peut être que le président Roosevelt. La chose la plus surprenante qu'il fit, pendant cette affaire, fut de cacher ces informations à l'amiral Kimmel ».

L'amiral de Flotte Halsey, dans ses écrits de 1953, décrivit l'amiral Kimmel et le général Short comme étant « de remarquables martyrs militaires ». Ils furent mis à la retraite, pour cacher au public, au milieu de la confusion et des secrets de la guerre, la vraie nature des responsables du désastre de Pearl Harbour, mais ils n'étaient que « les premiers » martyrs

militaires plutôt que « les remarquables » martyrs militaires, selon l'expression de l'amiral Halsey. Ils furent les premiers d'une liste, maintenant bien longue, d'officiers américains de la marine et de l'armée qui firent l'expérience de quelque chose de nouveau dans l'histoire de leur carrière et de leur pays. Ils découvrirent qu'ils risquaient le limogeage ou la rétrogradation s'ils œuvraient à la victoire en utilisant les meilleures solutions militaires, ou s'ils s'opposaient à des stratégies venant d'en haut et qui étaient manifestement préjudiciables à une victoire militaire. Leurs stratégies devaient se conformer à des plans venant de sphères plus élevées et dont ils ne pouvaient pas comprendre totalement la nature, mais qui n'était clairement pas celle de la victoire militaire pour l'intérêt national, qui leur avait été enseignée dès le début comme la seule et ultime raison d'être d'un soldat.

Alors, quel était ce plan supérieur, auquel tous les efforts militaires américains de Pearl Harbour à Yalta devaient se conformer ? Il s'agissait en fait de « l'extension » de la révolution de Lénine. L'histoire de ces trois ans et demi ne devient compréhensible qu'à travers cette grille de lecture.

Au cours de la Première Guerre mondiale, l'entrée en guerre de l'Amérique coïncida avec la révolution en Russie, et M. House recommanda immédiatement au président « d'offrir de toutes les manières possibles notre soutien financier, industriel et moral » à la nouvelle « démocratie ». Au cours de la Seconde Guerre, l'attaque d'Hitler contre son complice moscovite eu lieu peu de temps après la réélection de M. Roosevelt, et avant Pearl Harbour, l'Amérique était déjà en guerre, car le « soutien financier, industriel et moral » destiné à l'État révolutionnaire était en préparation, par le biais de « prêts-bails », et atteignait des montants jusqu'alors inimaginables.**44**

Pas plus tard qu'en juin 1942, un certain M. Harry Hopkins, proche de Roosevelt, déclara publiquement à l'adresse de l'État communiste (au cours d'une grande conférence au Madison Square Garden) : « *Nous sommes résolus à ce que rien ne nous empêche de partager avec vous tout ce que nous avons et tout ce que nous sommes* ». Ces mots reflètent une directive présidentielle diffusée auparavant (le 7 mars 1942) au sein des services de l'armée (et rendue publique bien plus tard) précisant que les munitions devraient être fournies en priorité à l'Union soviétique, et ce *avant de fournir tout autre Allié et même les forces armées des États-Unis*. Le

général de division John R. Deane, chef de la mission militaire américaine à Moscou, décrivit dans un livre publié en 1947 ses vains efforts pour réduire ce soutien, et déclara que cette directive venant du président Roosevelt marquait « le début d'une politique d'apaisement vis-à-vis de la Russie, dont nous ne nous sommes jamais remis et dont nous payons encore les conséquences ».

Le terme « apaisement » utilisé par le général Deane était inadapté, dans la mesure où cette politique alla bien au-delà du simple « apaisement », et avait manifestement pour objectif *d'accroître* la puissance industrielle et militaire de l'État révolutionnaire *après* la guerre.

Il ressort explicitement de ce passage que M. Roosevelt avait l'intention d'accorder à l'État révolutionnaire un soutien plus important qu'à aucun autre Allié, qu'il soit libre ou occupé, et implicitement, qu'il était résolu à soutenir les agresseurs de la Pologne et demeurait indifférent à la « libération » des autres pays menacés. Les grandes causes invoquées face aux populations occidentales avaient en fait été abandonnées à partir du moment où elles furent entièrement plongées dans la guerre, et le projet supranational d'extension de la révolution, de destruction des États-nations et de matérialisation des ambitions du gouvernement mondial leur fut substitué. (Je commençai à développer cette thèse en 1942, et c'est à ce moment-là que mon élimination de la presse quotidienne commença ; jusqu'alors, j'avais été un « nom » dans la presse écrite, avec un salaire élevé).

En 1941, la politique de soutien à l'État révolutionnaire était clairement destinée à générer des effets bien plus importants qu'en 1917. En 1917, le soutien américain ne put avoir un impact que sur « l'*établissement* » du communisme en Russie.

En 1941, la situation était totalement différente. Le communisme était « *établi* » depuis longtemps. Le soutien, s'il était apporté sans aucune limitation, tel que promis par M. Hopkins, était destiné à permettre son « *extension* », et ce, en accord avec la directive de Lénine. Le soutien apporté fut si prodigieux qu'il permit au communisme de « s'étendre » sur une vaste zone géographique, et aussi de se préparer à une nouvelle guerre ; la perspective de cette troisième guerre, apparaissant immédiatement après la fin de la seconde, fut à l'époque décrite aux masses occidentales comme le fruit de la perfidie soviétique.

Les montants transférés depuis l'Amérique vers l'État révolutionnaire dépassent quasiment l'entendement. Élu en 1932 afin d'annuler les « déficits », le président Roosevelt dépensa en 12 ans plus que tous les précédents présidents réunis, et cela dans une souveraine irresponsabilité. Aujourd'hui, les dépenses publiques de l'Amérique, 11 ans après sa mort [1956 – NdT] demeurent incompréhensibles même pour une école de comptables ; c'est un ensemble plein de zéros avec quelques chiffres répartis parmi ceux-ci. Comparé à cet univers décoré de zéros, le montant des « prêts-bails » accordés à l'État révolutionnaire par le président Roosevelt pourrait paraître dérisoire : $ 9.500.000.000. En fait, des armes et des *biens* dont le montant atteint cette valeur furent envoyés, en théorie sur la base d'un achat ou d'un retour de la marchandise ; il s'agissait du transfert d'un important trésor, qui quelques décennies auparavant aurait permis à plusieurs nouveaux États de mettre en place leurs affaires courantes sans avoir à se soucier de l'avenir.

Ce flux de richesses fut dirigé par un individu, décrit par son biographe officiel (M. Robert E.Sherwood) comme étant « la seconde personnalité la plus importante des États-Unis ». M. Harry Hopkins joua ainsi le rôle du potentat, dans la distribution de matériel de guerre, rôle initialement occupé par M. Bernard Baruch en 1917. L'idée initiale vient de M. Baruch, qui demanda avec insistance en 1916 qu'« un homme » soit nommé en tant qu'« administrateur » du tout puissant Bureau des industries d'armement qui, lorsque l'Amérique entra en guerre, sortit du statut précédent de « Commission consultative » attachée au « Conseil de la Défense » du cabinet présidentiel.

Le cheminement menant à la nomination de M. Hopkins est révélateur, puisqu'il démontre la méthode et le pouvoir permanents du groupe qui entoura les présidents américains en mandat au cours des deux guerres mondiales. En 1919, une Commission d'enquête parlementaire, dirigée par M. William J. Graham, déclara au sujet de la « Commission consultative » qui fut à l'origine du groupement de l'industrie militaire de 1918, qu'elle « joua le rôle *de gouvernement secret des États-Unis*… Une commission constituée de sept membres choisis par le président semble avoir défini tout le système d'achat de stocks d'armes, planifié une censure de la presse, conçu un système de contrôle de la nourriture…et en résumé, élaboré quasiment toutes les actions militaires qui furent ensuite actées par le Congrès, *et elle fit tout cela derrière des portes closes* durant des semaines

et même des mois, avant que le Congrès des États-Unis ne déclare la guerre à l'Allemagne… Il n'y a pas une loi relative à la soit-disant législation sur la guerre qui ne fut pas au préalable discutée et mise au point par cette Commission consultative, avant la véritable déclaration de guerre ».

M. Baruch lui-même, témoignant face à une Commission parlementaire extraordinaire au sujet des activités ayant eu lieu pendant la guerre au sein de cette autorité « autocratique » dont il avait lui-même déclenché la mise en place, déclara : « les décisions finales étaient de mon ressort… que ce soit l'armée de terre ou bien la marine qui reçoivent des locomotives… l'administration ferroviaire… ou les Alliés, ou bien que ce soit le général Allenby qui les obtienne, ou bien si elles devaient être utilisées en Russie ou en France… J'avais probablement plus de pouvoir que tout autre individu… » (C'est avec cet aspect de la Première Guerre à l'esprit que M. Churchill déclara à M. Baruch en 1939 : « La guerre est imminente… Vous ferez marcher l'affaire là-bas ». La portée du pouvoir de M. Baruch au cours de la Première Guerre est encore mieux illustrée par un incident qui eut lieu en 1919, quand le président Wilson fut ramené en Amérique dans un état de grande faiblesse. Alors, M. Baruch « devint un des membres du groupe qui prit les décisions pendant la maladie du président » (M. Rosenbloom). Ce groupe devint connu sous le nom de « Conseil de régence », et quand le chef de cabinet du président souffrant, M. Robert Lansing, secrétaire d'État, convoqua des réunions de cabinet de son propre chef, le président, depuis son lit de convalescent, le renvoya - bien qu'il rompit aussi avec d'autres proches, dont M. House, « Wilson continua à avoir pleinement confiance en Baruch »).

Au cours de la Seconde Guerre, le président Roosevelt utilisa son pouvoir de la même manière que le président Wilson, et mit en place un « Conseil de la Défense » incluant une « Commission consultative » (1940), et en 1942, celui-ci fut élargi à un « Bureau de la production d'armements », pendant du « Bureau des industries d'armement » de 1918. À nouveau, M. Baruch conseilla qu'« un homme » soit nommé à la tête de cet organe au pouvoir immense, mais dans ce cas précis, ce n'est pas lui qui fut choisi. Son biographe rapporte qu'il fut déçu, mais le lecteur ne devrait pas accepter d'emblée cette information.

Dans cet ouvrage, les rares références relatives à M. Baruch n'illustrent pas l'étendue de son influence. Parmi les meilleurs observateurs que je

connaisse, tous pensaient qu'il fut l'homme le plus puissant dans l'entourage des présidents américains pendant plus de quarante ans, jusqu'à aujourd'hui. Son biographe avance qu'il conseilla chacun des présidents américains (y compris les trois présidents républicains de 1920, 1924 et 1928) à partir du président Wilson, et écrivant en 1952, prédit qu'il « conseillerait » également le président Eisenhower, et donna même les grandes lignes de la teneur de ces conseils. La place réelle de M. Baruch dans cette histoire, ou son estimation par le présent auteur, sera exposée ultérieurement, lorsque celui-ci fit son apparition *publique* la plus révélatrice.

Même si M. Baruch se décrivit, avec une justesse manifeste, comme l'homme le plus puissant en 1917-1918, sa capacité à façonner les événements et les cartes du monde fut en fait bien moindre que celui qui occupa son poste pendant la Seconde Guerre, pour la raison patente que « la détermination de ce que chacun pouvait recevoir » incluait désormais l'État *révolutionnaire établi comme une grande puissance militaire aux objectifs territoriaux importants et évidents.* Même le groupement de la production militaire devint un organe secondaire lorsque l'administration du « prêt-bail » fut mise en place, et M. Harry Hopkins fut nommé « administrateur » et aussi président du « Comité du protocole soviétique » du président Roosevelt, avec le pouvoir de « *déterminer les quotas d'approvisionnement destinés à la Russie* ». À partir de ce moment, le destin et l'avenir de l'Occident étaient entre les mains d'un individu connu par un large cercle comme « Harry the Hop ».

Ce n'est qu'au cours du XX^e^ siècle que M. Hopkins aurait pu occuper un poste aussi haut-placé ; auparavant, l'opinion publique informée par une presse libre et impartiale l'aurait difficilement toléré, dans la mesure où il ne disposait d'aucune qualification lui permettant de gérer des dossiers importants, en particulier dans le domaine des affaires étrangères. Même son biographe, pourtant bien disposé à l'égard d'un collègue de la Maison Blanche (environnement respectable au sein duquel M. Hopkins, d'après son propre journal, se comporta à une certaine occasion comme un maquereau auprès d'un certain M. Molotov, notable communiste en visite), se demandait comment cette homme, « dont les origines sont si obscures et qui est si peu préparé aux grandes responsabilités », avait pu devenir « conseiller spécial du président ».

À ce sujet, un chercheur contemporain ne pourrait découvrir qui « choisit » M. Hopkins pour ce poste. Toutefois, il trouvera qu'au cours de sa jeunesse M. Hopkins avait ingurgité le même type d'idées (celles de « Louis Blanc et des révolutionnaires de 1848 ») que celles que M. House découvrit au cours de *sa* jeunesse texane. M. Hopkins avait étudié auprès d'un défenseur de la cause communiste, appartenant à la Société fabienne de Londres (qui soutenait que les États-nations devaient disparaître au profit des « États-Unis du Monde ») et auprès d'un enseignant juif d'origine bohémienne et russe qui avait été un disciple de Tolstoï, le héros des bolcheviques. À nouveau, apparaît ce phénomène de transmission d'« idées ». À priori, ce sont ces éléments qui permirent à M. Sherwood de le qualifier de « chouchou *inévitable* de Roosevelt ». Auparavant, il avait été connu pour ses rôles de « nettoyeur », de collecteur de fonds et de « petit frère des riches ». L'Université d'Oxford lui décerna l'un des doctorats les plus douteux de son histoire et les commentaires faussement flatteurs de M. Churchill à son propos, notés dans ses souvenirs de guerre, laissent un sentiment étrange.

Quand M. Hopkins entama sa présidence du Comité du protocole soviétique initié par le président Roosevelt, il découvrit que certains membres n'avaient pas du tout confiance en la politique de soutien illimité accordé à l'État révolutionnaire. Il leur adressa cet ordre impérieux :

« Les États-Unis font des choses *qu'ils ne feraient pas pour d'autres Nations unies* sans avoir toutes les informations à leur sujet. Cette décision d'agir sans disposer de toutes les informations a été prise… après les délibérations requises… *Aucun amendement* n'a été apporté à la politique menée actuellement, mais sa modification a constamment été demandée par différentes personnes. Il a proposé que *ces demandes de modification ne soient plus prises en compte* » (1942).

Ainsi, l'État révolutionnaire, via M. Hopkins, se révéla être le « chouchou inévitable de Roosevelt ». Dans ce passage, le mystère que j'avais souligné au sujet des ministres britanniques et du sionisme réapparaît : la « politique » a été « fixée » et *ne peut* être modifiée. Qui participa à la « délibération » de cette politiqie, et qui décida qu'elle ne devait pas être réévaluée quelles que soient les circonstances, fait partie des secrets de M. Hopkins, et tout cela se déroula à nouveau « derrière des portes closes », en ce qui concernait les peuples entraînés dans cette

histoire. Le sénateur Robert E. Taft, leader du Parti républicain, protesta en vain lorsqu'il vit ce qui se tramait : « comment peut-on gober l'idée que la Russie se batte pour des principes démocratiques… pour répandre les quatre libertés dans le monde [référence aux quatre libertés présentées dans le discours de Franklin D. Roosevelt le 6 janvier 1941 – NdT], nous allons fournir des avions et des chars à la Russie communiste. Mais aucun autre pays n'est plus responsable de la guerre actuelle et de l'agression allemande ». Une violente campagne médiatique fut immédiatement déclenchée dans la presse et continua jusqu'à la mort du sénateur Taft. La situation actuelle des cartes du monde ainsi que son état justifient son message d'alerte, et ceux qui aujourd'hui lisent la déclaration de M. Hopkins, citée plus haut, peuvent deviner que l'issue de la guerre fut déterminée par ces activités secrètes menées en 1942 et auparavant.

Pour ce qui est « des avions et des chars », respectivement 15.000 et 7.000 unités furent *données*. Une flotte de 581 navires fut également cédée (127 unités furent rendues pendant une période étalée sur de nombreuses années, et en 1956, les Soviétiques proposèrent d'en payer 31 ; les navires restants, plus de 300, furent déclarés perdus, coulés ou inutilisables). Une flotte marchande fut également offerte.

Cela représente seulement une petite partie du transfert total de biens qui prit de nombreuses formes. Le gouvernement américain n'a jamais publié les détails de ces livraisons. Le fait qu'elles soient connues, et que la plupart d'entre elles étaient visiblement destinées à renforcer les capacités industrielles et militaires de l'État révolutionnaire *après la fin de la guerre*, est dû à l'un de ces incidents qui aident les historiens, bien que, étant donnée la situation actuelle des médias, ils n'atteignent plus le public et ne produisent pas par conséquent de résultats bénéfiques.

En mai 1942, un capitaine dénommé George Racey Jordan produisit un rapport de mission depuis le fameux aéroport de Newark dans le New Jersey. Il fut soldat appelé pendant la Première Guerre et n'oublia jamais le conseil que lui donna un sergent en 1917, au Texas : « Garde tes yeux et tes oreilles bien ouverts, ferme ta grande gueule, et *garde une copie de tout* ». La postérité doit à ces cinq derniers mots le livre le plus étonnant (à mon avis) de la Seconde Guerre mondiale.

Le capitaine Jordan reçut l'instruction de faire ses rapports auprès du « dépôt n°8 des Nations unies », alors que c'est l'aéroport de Newark qui était

mentionné dans ses instructions. L'organisation dénommée « Nations unies » fut créée trois années plus tard, il s'agissait d'une anticipation, révélant le projet des hommes qui entouraient le président. Le capitaine Jordan, quand il fit son rapport de service en tant qu'officier de transmission, ne se doutait pas du pouvoir dont les Soviétiques disposaient en Amérique, mais il le comprit rapidement à travers trois événements. En mai 1942, sur la piste d'atterrissage, après qu'un avion de ligne d'American Airlines eut éraflé le carter moteur d'un bombardier à moyen rayon d'action en attente d'être livré en prêt-bail au gouvernement soviétique, un officier soviétique demanda avec colère qu'American Airlines soit interdite sur ce grand aéroport américain. Lorsque cette demande fut refusée, l'officier soviétique dit qu'il allait « appeler M. Hopkins » et quelques jours plus tard, un ordre provenant du bureau de l'aviation civile des États-Unis interdisait *toutes* les compagnies civiles américaines sur l'aéroport.

Alors le Capitaine Jordan commença à tenir un journal très complet, et put démontrer grâce à celui-ci (quand il découvrit comme le reste du monde la réalité des « bombes atomiques ») qu'au cours de l'année 1942, près de quinze millions de dollars de graphite, de tubes d'aluminium, de cadmium et de thorium (tous les matériaux nécessaires à la création d'un réacteur nucléaire) furent envoyés au gouvernement soviétique depuis Newark. À cette époque, le « Projet Manhattan » (fabrication de la première bombe atomique) était supposé être totalement secret, à tel point que son responsable, le général de division Leslie R. Groves, attesta ultérieurement que, sans son accord personnel, son service aurait refusé de transmettre des documents même au président Roosevelt. En 1942, lorsqu'il nota ces informations dans son journal, le capitaine Jordan n'avait aucune idée de la manière dont ces matériaux seraient utilisés, étant donné qu'il n'avait jamais entendu parler du « Projet Manhattan » ou de la « bombe atomique ».

Son expérience suivante concernant l'autorité exercée par les officiers soviétiques eut lieu lorsque l'un d'entre eux prit ombrage en voyant une étoile rouge sur un avion appartenant à l'entreprise pétrolière Texaco, et menaça d'« appeler Washington » et de la faire enlever. Le Capitaine Jordan eut des difficultés à expliquer que l'entreprise pétrolière Texaco utilisait l'emblème de son État (l'« État de l'étoile solitaire ») depuis de nombreuses années, bien avant la révolution de 1917 !

À partir de ce moment, le capitaine Jordan commença à réaliser que tout ce matériel destiné à l'État communiste ne faisait pas le moins du monde partie de l'accord central de prêt-bail (« Le gouvernement des États-Unis continuera de fournir à l'URSS des moyens de *défense*, des services de *défense* et des informations de *défense* dans la mesure où le président… autorisera leur transfert ») mais incluait beaucoup d'équipements qui n'avaient rien à voir avec la « défense », et tout en commun avec le renforcement de l'Union soviétique d'après-guerre. Il nota, par exemple, la fourniture « de tracteurs et d'équipements agricoles, d'usines de fabrication d'aluminium, d'ateliers de fabrication de wagons, d'équipements de fonderie d'acier » et de nombreux autres biens similaires. Ces envois (qui, selon un témoin enthousiaste, « aideront à “fordiser” notre pays ») sont listés dans les décomptes globaux qui constituent les seuls documents issus du gouvernement américain qui fassent mention de ces transferts. Le « vingt-et-unième rapport au Congrès sur les opérations de prêt-bail » du président Truman fait état dans le chapitre intitulé « Non militaire » de la somme faramineuse de 1.674.586 milliards de dollars pour des *équipements agricoles* et de 3.040.423 milliards de dollars pour des *équipements et des produits industriels*.

En 1943, la perte de nombreux convois maritimes entraîna l'envoi croissant de matériel inclus dans le Prêt-bail par avion, un aéroport américain dédié à ces mouvements de marchandises fut mis en place à Great Falls dans le Montana, et le capitaine Jordan fut transféré sur ce lieu en tant qu'« expéditeur dans le cadre du Prêt-bail ». À nouveau, son ordre de mission provenant de l'armée de l'air des États-Unis le désignait comme « représentant des Nations unies », bien qu'aucun organisme de ce nom n'existât, et il découvrit qu'une directive *présidentielle* l'attendait, intitulée « rotation d'avions russes », et précisant que « … *la modification, l'équipement et la rotation des avions Russes sont absolument prioritaires, avant même les avions de l'armée de l'air des U.S.A* ». Il fit alors et pour la troisième fois l'expérience du pouvoir des Soviétiques : l'officier soviétique avec qui il était en relation estima que son grade de capitaine était insuffisant, et demanda sa promotion au rang de major ; lorsque les feuilles de chêne dorées [NdT : insigne relatif au grade de major – NdT] arrivèrent comme convenu, elles furent épinglées aux épaulettes du major Jordan par le colonel Kotikov, événement probablement sans précédent dans l'histoire militaire de l'Amérique.

C'est alors que le major Jordan remarqua qu'un nombre étonnant de valises noires, fermées par des cordes et protégées par des sceaux, empruntaient son « ascenseur vers Moscou ». Ses doutes étaient désormais grands et il tira profit d'une opportunité favorable (et du seul pouvoir qui lui restait, celui de donner ou de retirer l'autorisation de vol des avions du Prêt-bail pilotés par des Américains pour leur dernier convoi vers Fairbanks en Alaska) pour esquiver des agents armés de la police secrète soviétique, pénétrer dans un avion et ouvrir approximativement dix-huit valises parmi les cinquante entreposées. Il prit quelques notes sur le contenu des valises ouvertes.

Au milieu d'une grande quantité de documents, de plans, de courriers et de dessins, il fit deux découvertes qui, des années plus tard, cadrent bien avec la situation de l'espionnage et du complot qui éclata au grand jour suite aux différentes révélations ayant eu lieu sur la période 1948-1956. L'une des découvertes était un ensemble de dossiers à onglet du département d'État. L'un était intitulé, « De Hiss », et un autre, « De Sayre ». Le major Jordan n'avait jamais entendu ces noms, mais il s'agissait du chef du département d'État qui plus tard fut condamné (Alger Hiss) et d'un autre responsable du département d'État impliqué dans la même affaire. Ces dossiers contenaient des copies de transmissions secrètes provenant des attachés diplomatiques américains en service à Moscou, envoyés à Washington par valise diplomatique, et retournées sous forme de copies à ceux à qui le secret devait être caché.

La découverte la plus importante continue d'affecter tous les Occidentaux, autant aujourd'hui que lorsqu'elle fut révélée. Il s'agissait d'une lettre adressée à Mikoyan, commissaire soviétique au Commerce extérieur. Le major Jordan en nota un extrait : « … ai eu de grandes difficultés à le soutirer à Groves » (le responsable du projet de bombe atomique). La lettre était signée « H. H. ». Étaient jointes une carte de l'usine nucléaire de Oak Ridge dans le Tennessee, et la copie carbone d'un rapport, estampillé « Harry Hopkins », contenant une quantité de mots tellement étranges aux yeux du major Jordan qu'il écrivit également une note à leur sujet, ayant l'intention d'en découvrir le sens. Parmi ces mots, figuraient les termes « cyclotron », « proton » et « deutéron », et des phrases comme « l'énergie produite par fission » et « des murs de cinq pieds d'épaisseur, constitués d'eau et de plomb, afin de contrôler les projections de neutrons ». M. Hopkins, comme démontré précédemment,

était « le chouchou inévitable de Roosevelt », « le conseiller spécial du président », « le second homme le plus important des États-Unis ».

(Au cours des quelques années qui suivirent la Seconde Guerre, les dirigeants américains et anglais affirmèrent au public que leur meilleure protection contre une nouvelle guerre, et la défense la plus efficace face à une « agression soviétique », étaient de se munir de la bombe atomique. Le 23 septembre 1949, l'Union soviétique fit exploser une bombe atomique, ne surprenant en rien ceux qui avaient suivi l'affaire avec attention. Alors, le major Jordan ne put se contenir plus longtemps et contacta un sénateur, qui fut suffisamment ému pour convaincre le célèbre animateur radio Fulton Lewis de révéler cette histoire. Elle fut ainsi rendue publique à travers ce média et ensuite sous la forme d'un livre, et elle fut l'objet de deux audiences du Congrès en décembre 1949 et en mars 1950. La presse, unie comme un seul homme, déforma les accusations les plus graves contenues dans l'affaire, et, comme dans tous les exemples de ce type, aucune décision véritablement curative ne fut prise, aucune action efficace ne fut appliquée afin d'éviter qu'une situation similaire ne se reproduise au cours de la prochaine guerre).

En 1944, le major Jordan, plus soucieux que jamais, essaya de rencontrer l'officier de liaison en charge du Prêt-bail au sein du département d'État, mais il fut interpellé par un responsable subalterne qui lui dit : « Les officiers qui sont trop indiscrets sont susceptibles de se retrouver sur une île quelque part dans les mers du Sud ». Peu de temps après, sa mission à White Falls fut arrêtée. Son livre contient la liste complète des envois réalisés dans le cadre du Prêt-bail, à laquelle il eut accès et qu'il put copier en raison de son statut d'officier de liaison. Cette liste faisait mention de tous les produits chimiques, métaux et minéraux nécessaires à la fabrication d'une pile atomique, qui furent transférés, et certains de ces composants peuvent être également utilisés pour la fabrication de la bombe à hydrogène ; il s'agit de bérylium, de cadmium, de cobalt en minerai ou en concentré (15,2 tonnes), de cobalt sous forme métallique et de déchets contenant du cobalt (366 tonnes), d'uranium sous forme métallique (1 kg), de tubes d'aluminium (5790 tonnes), de graphite (3350 tonnes), de thorium, de nitrate d'uranium, d'oxyde urano-uranique, d'aluminium et d'alliages (166.000 tonnes), de barres d'aluminium (6230 tonnes), de plaques d'aluminium (56.300 tonnes), de lingots et barres en bronze et en laiton (34.700 tonnes), de câbles en bronze et en laiton (7320

tonnes), de plaques en bronze et en laiton (243.000 tonnes), de câbles isolés en cuivre (181.000 tonnes), etc.

Ces listes incluent également les « approvisionnements russes exclusivement liés à l'après-guerre » (d'après le général Groves), tels que raffinerie de pétrole, équipements et pièces de forge ($ 53.856.071), tours, perceuses de précision, équipements pour conserveries, équipements pour laiteries industrielles, machines pour scieries, machines pour l'industrie textile, machines de puissance ($ 60.313.833), équipements de fonderie, équipements pour centrale électrique, équipements et matériels de télécommunication ($ 32.000.000), générateurs ($ 222.020.760), équipements cinématographiques, appareils et équipement radiophonique ($ 52.072.805), 9594 wagons de transport de marchandise, 1168 locomotives à vapeur ($ 101.075.116), navires marchands ($ 123.803.879), camions ($ 508.367.622), et ainsi de suite.

Parmi les dons les plus importants visiblement dédiés au renforcement industriel de l'Union soviétique d'*après*-guerre, les notes du major Jordan incluent une usine de réparation d'instruments de précision ($ 550.000), deux usines agroalimentaires ($ 6.924.000), trois unités de production de gaz ($ 21.390.000), une raffinerie de pétrole avec machinerie et équipement ($ 29.050.000), 17 machines à vapeur et trois centrales hydro-électriques ($ 273.289.000).

Les listes des biens soviétiques reproduites par le major Jordan laissent penser qu'un vent d'hystérie affecta M. Hopkins et ses partenaires dans leur dynamique de dons, dans la mesure où ces listes incluent des objets pour lesquels aucune explication rationnelle ne peut être trouvée, par exemple : lunettes ($ 169.000), dents ($ 956), 9126 montres avec pierres précieuses ($ 143.922), 2820 kg de savon, $ 400 de rouge à lèvres, 1410 litres d'alcool, $ 57.444 de leurres pour la pêche, $ 161.046 de lanternes magiques, $ 4352 d'objets de « fêtes foraines », 6010 kg de papier carbone, deux « pianos neufs », $ 60.000 d'instruments de musique et (un objet qui évoque des visions du « leader bien-aimé », l'« Oncle Jœ » cher à M. Roosevelt et M. Churchill), « une pipe », évaluée à dix dollars !

Le passé de M. Hopkins en tant que collecteur de fonds professionnel et intervenant bénévole semble se refléter dans les donations de $ 88.701.103, étalés sur quatre ans, à des fins de « soutien ou charité » ; ceux qui ont visité la Russie soviétique peuvent essayer d'imaginer cet argent distribué

au peuple par les commissaires ! Ce n'était pas la fin des dons pécuniaires sous les termes du « Prêt-bail ». En 1944, M. Henry Morgenthau junior, secrétaire au Trésor de M. Roosevelt, ainsi que son secrétaire assistant, M. Harry Dexter White (dont les activités d'agent pour les Soviétiques furent ultérieurement révélées), commandèrent l'expédition vers le gouvernement soviétique de copies des plaques d'impression de billets appartenant au Trésor des États-Unis afin d'imprimer des billets à destination des forces occupant l'Allemagne *après* la guerre. Cela signifiait que les billets imprimés par le gouvernement soviétique pour ses troupes étaient payés par le gouvernement américain, puisqu'aucune distinction n'était faite entre les différents billets imprimés. Fin 1946, les protestations du public obligèrent le gouvernement américain à arrêter de payer ses propres troupes avec ces billets, empêchant ainsi l'utilisation de ces devises par le gouvernement soviétique, le gouvernement militaire des États-Unis en Allemagne découvrit alors qu'il avait financé approximativement 250 millions de dollars *de plus que le montant total des billets imprimés par son propre département des Finances*. (Le gouvernement soviétique ignora une demande de paiement pour la modeste somme de $ 18.000, prix des plaques et du matériel qui lui avaient été fournis, et qui lui avaient permis de soutirer directement $ 250 millions au Trésor des États-Unis).

Ainsi, pendant quatre à cinq ans, un transfert illimité de matériel de guerre, de biens pour l'industrie d'après-guerre, et de dons de diverses natures eut lieu à destination de l'État révolutionnaire, et l'interdiction de « re-négocier » cette politique venait du plus haut niveau. De plus, les « préférences » et les « priorités » de cette politique, par rapport au besoin des Américains et des Alliés, furent explicitement ordonnées depuis ce même niveau.

Il y avait deux autres moyens de « soutenir » et d'aider l'« expansion » de l'État révolutionnaire : (1) l'organisation d'opérations militaires ; (2) l'orientation des politiques d'État au cours de conférences de dirigeants, ayant pour thème ces opérations militaires. La politique de fourniture d'armes et de richesse en faveur de l'État révolutionnaire était menée d'une manière tellement ferme, voire fanatique, qu'il était logique de s'attendre à ce que la *même* politique fût poursuite par le biais d'opérations militaires et des conférences en découlant. En fait, cela se produisit comme les observateurs perspicaces de l'époque l'avaient annoncé et conformément à ce que le bilan de la guerre démontre désormais pleinement. Ceci était

également le résultat d'une large prise de pouvoir en coulisse, au cœur de la République américaine, par les méthodes d'invasion décrites dans le chapitre précédent.

La démarche de détournement de toutes les opérations militaires en faveur de l'État révolutionnaire, qui avait déclenché la guerre en complicité avec Hitler au cours de l'attaque concertée de la Pologne, débuta juste après Pearl Harbour. Ce fut un échec alors, mais ce fut un succès total au cours des dernières étapes de la guerre, comme ses fruits le prouvent. Le rôle majeur dans ce processus fut joué par le personnage le plus énigmatique de la Seconde Guerre, le général George C. Marshall, chef des troupes de l'armée des États-Unis. C'est à lui que le sénateur Joseph MacCarthy attribua, dans son discours du 14 juin 1951 (un réquisitoire bien documenté qui constitue une source de référence majeure dans ce domaine) « l'évitement systématique et *planifié* de la victoire, qui commença bien avant la fin de la Seconde Guerre mondiale », et le fait que l'Amérique, détenant le pouvoir de faire basculer la balance, s'engagea, entre les politiques prônées par M. Churchill d'une part et par le dictateur soviétique Staline d'autre part, « de manière quasi systématique en faveur de la ligne soviétique ».

Au vu des conséquences majeures induites par les interventions du général Marshall, les circonstances de sa promotion initiale sont intéressantes. Le président Roosevelt le nomma chef des troupes en 1939, supérieur hiérarchique de vingt généraux de division et de quatorze généraux de brigade (six ans plus tôt, sa nomination au grade de général, violemment décriée par l'inspecteur général, avait été bloquée par celui qui était à l'époque chef d'état-major, le général Douglas MacArthur). L'une des premières actions entreprises par le général Marshall fut, en 1941, de demander au sénateur James F. Byrnes (un proche de M. Bernard Baruch) de proposer un amendement à un projet de loi militaire qui permettrait au chef d'état-major de passer outre la règle de l'ancienneté et de nommer des officiers plus jeunes qu'il considérerait comme disposant de « capacités exceptionnelles ». L'amendement du sénateur Byrnes fut adopté, sachant qu'« en temps de guerre ou d'état d'urgence national… tout officier de l'armée régulière peut être promu temporairement à un grade supérieur… », et fort de ce droit, le général Marshall effectua 4088 promotions au cours de l'année 1941 - parmi les promus, le colonel Dwight Eisenhower, âgé alors de cinquante ans, qui n'avait alors aucune expérience de combat ou de

commandement mais allait devenir en l'espace de trois ans le commandant suprême des forces alliées. Le duo constitué du général Marshall et du général Eisenhower fut essentiel quant à l'orientation de l'issue de la guerre en 1945.

En décembre 1941, juste après Pearl Harbour et l'entrée en guerre de l'Amérique, les propagandistes soviétiques basés à Moscou et à l'Ouest commencèrent à bruyamment encourager une invasion immédiate de l'Europe par les Alliés occidentaux. Lorsque peu de temps après Pearl Harbour M. Churchill rencontra M. Roosevelt, il obtint un accord global stipulant qu'une invasion avant 1943, au plus tôt, était militairement impossible. Dès avril 1942, le général Eisenhower, conformément aux instructions du général Marshall, avait préparé un plan d'invasion devant avoir lieu *en 1942*, et on avait persuadé M. Roosevelt d'envoyer un télégramme allant dans ce sens à M. Churchill ( *The Hinge of Fate [Le Tournant du Destin – NdT]*). Le général Marshall et M. Hopkins se rendirent à Londres, où M. Churchill leur dit que l'hécatombe qui aurait lieu sur les côtes françaises suite à une invasion précipitée et irraisonnée était probablement « la seule manière possible de perdre la guerre » (M. Sherwood) Le général Marshall, eu égard à son grade, était supposé avoir la légitimité d'être considéré comme le meilleur stratège des États-Unis.

Ce qu'il proposa était qu'en fait, le seul Allié solide engagé dans le conflit, à ce moment là, se suicide et que la guerre soit perdue, en tout cas pour l'Angleterre. M. Churchill déclara que si une telle tentative était menée, la Manche serait transformée en une « rivière de sang des Alliés », mais en réalité, les trois quart de ce sang auraient été britanniques ; le chef des forces américaines basées dans les îles britanniques, à qui ultérieurement l'on demanda quels effectifs ils pourrait fournir, « souligna que tout ce sur quoi l'on pouvait compter était la 34e division alors localisée en Irlande ». Le général Clark ajouta que même cette division manquait de soutien anti-aérien, de chars et d'entraînement (les premières troupes américaines à s'engager dans les combats, en Afrique du Nord fin 1942, montrèrent leur manque de préparation). M. Hanson W. Baldwin, l'important critique militaire américain, écrivit plus tard, « rétrospectivement, il est maintenant évident que notre projet d'invasion de l'Europe occidentale durant l'année 1942 était grotesque ».

Malgré tout cela, le général Marshall, de retour à Washington, proposa au président Roosevelt que les États-Unis *se retirent de la guerre en Europe si les Britanniques n'acceptaient pas son plan* (d'après le secrétaire Stimson). Le général Marshall fut envoyé à nouveau en Angleterre pour rencontrer M. Churchill (il refusa brusquement de séjourner à *Chequers*) [ *Chequers* est la résidence secondaire des premiers ministres britanniques, il s'agit d'un château situé dans le Buckinghamshire - NdT]. Son plan s'effondra suite au rapport envoyé d'Irlande par le général Mark Clark, qui spécifiait qu'il ne pourrait fournir qu'une division sous-entraînée et sous-équipée. Mais la proposition et la menace avaient été émises, et toute la suite du conflit doit être analysée en gardant à l'esprit ces actions initiées par l'officier le plus haut-gradé des États-Unis.

Au printemps 1942, les Allemands avaient encore 1.300.000 soldats en France et aux Pays-Bas, et les Alliés occidentaux n'avaient pas de force comparable à leur opposer, même s'ils avait disposé d'une supériorité aérienne, de navires de débarquement, de véhicules amphibies, et d'entraînement aux techniques d'invasion. M. Roosevelt dut abandonner le dangereux projet, et l'Angleterre, pour la troisième fois durant cette guerre, survécut à une menace mortelle. La guerre continua en 1942 et en 1943, alors que les armées britanniques, et plus tard les armées américaines, écrasaient les Allemands en Afrique du Nord - c'est alors que le tournant décisif dans cette guerre fut pris. Les Alliés occidentaux étaient prêt à frapper ; comment et où allaient ils frapper ? À ce moment, la seconde brillante décision du général Marshall détermina l'issue de la guerre.

Le compte rendu de M. Churchill, et les récits émanant de toutes les autres autorités, convergent sur le point qu'il fut cohérent du début à la fin, en tout cas concernant cette question majeure. Parmi les dirigeants occidentaux, il était le seul à disposer d'une longue expérience militaire et politique, et il vit clairement que la guerre n'apporterait ni une vraie victoire ni la paix si l'État révolutionnaire, l'agresseur du début du conflit, était autorisé à avancer profondément au cœur du territoire européen. Il souhaitait que les opérations militaires soient menées de manière à ce qu'il ne puisse pas s'étendre au-delà de ses frontières naturelles.

Dans cette controverse, son opposant majeur se révéla plus être le général Marshall que le président Roosevelt, dont l'état de santé au cours de la dernière année de la guerre l'empêcha peut être d'avoir les idées claires, à

moins qu'il n'ait simplement été la victime de la pression qui l'entourait. M. Churchill souhaitait attaquer au sud et au nord et occuper les Balkans et les pays d'Europe de l'Est avant qu'ils ne passent du joug hitlérien à celui de l'Armée rouge ; cette politique aurait mené à une vraie victoire, aurait donné au monde une perspective de paix pour le reste du XXe siècle et aurait largement atteint les objectifs « initiaux » de la guerre, parmi lesquels la « libération » était le plus important. Le général Marshall était résolu à concentrer l'attaque sur la France et à laisser toute l'Europe de l'Est, l'Europe Centrale et les Balkans à l'État révolutionnaire, et M. Roosevelt, qu'il fût lucide ou non, poursuivit cette politique jusqu'au tragique dénouement que le monde constata à Yalta, où la « défaite fut arrachée de la gueule de la victoire »

Les combats continuèrent pendant dix-huit mois, mais les dès étaient jetés, comme les faits le prouvèrent, à la première conférence de Québec en août 1943, lorsque les armées anglo-américaines, après avoir totalement conquis l'Afrique du Nord, étaient revenues en Europe et étaient en passe de repousser les armées allemandes hors de l'Italie. À Québec, sous la pression du général Marshall, il fut décidé de retirer les troupes d'Italie pour un second débarquement en France, complémentaire du débarquement principal en Normandie. Cela signifiait l'arrêt des forces alliées du général d'armées Alexander en Italie (qui après la prise de Rome étaient devenues une « formidable machine de guerre…aux perspectives illimitées » - général Clark), arrêtant la progression là-bas, et surtout abandonnant toute idée de poussée à travers l'Adriatique, qui aurait porté les armées alliées jusqu'à Vienne, Budapest et Prague. Cela aurait totalement modifié la situation d'après–guerre à l'avantage de l'Occident et de la paix ; si le lecteur jette un coup d'œil à une carte, le problème lui sautera aux yeux. Au moment où une vraie « victoire » était à portée de main, elle fut abandonnée au profit d'une invasion du Sud de la France, entraînant une dispersion des forces militaires aux conséquences encore plus préjudiciables que la dispersion des armées britanniques vers la Palestine pendant la Première Guerre.

Le débarquement complémentaire dans le Sud n'apporta aucun avantage militaire justifiant ce choix, qui était visiblement politique ; pendant la conférence de Québec, le document sur lequel le général Marshall basa son argumentaire en faveur de cette décision le démontre. Il

était intitulé « La position russe », et fut attribué à « une évaluation provenant d'un très haut niveau au sein de l'organe militaire des États-Unis » (M. Sherwood), ce qui veut dire le général Marshall lui-même. Il mentionnait que : « La Russie aura une position dominante en Europe pendant l'après-guerre… Puisque la Russie est l'élément-clé dans cette guerre, elle doit recevoir tous les soutiens possibles, et tous les efforts doivent être entrepris pour obtenir ses faveurs. Ainsi, puisqu'elle dominera sans aucun doute l'Europe après la défaite de l'Axe, il est d'autant plus essentiel de développer et de conserver les meilleures relations possibles avec la Russie ».

Ici, la « politique » de fond mise en place au sujet des approvisionnements via le Prêt-bail réapparait dans le domaine des opérations *militaires* ; elle consistait en une soumission inconditionnelle aux objectifs et intérêts suprêmes des Soviétiques. Staline s'était opposé à la percée à travers les Balkans, et avait argué que « la seule manière d'attaquer directement le cœur de l'Allemagne était de passer par le cœur de la France » ; l'« évaluation militaire de haut niveau » présentée à Québec mettait en fait le plan de Staline en avant. Ce document, comme le lecteur pourra le constater, présentait à deux reprises des *hypothèses* comme étant des faits, nommément, qu'après la guerre « La Russie aura une position dominante en Europe… elle dominera sans aucun doute l'Europe ». C'était précisément cette question qui, en 1943, devait encore être décidée par encore deux années d'opérations militaires, et la politique de M. Churchill avait pour objectif d'éviter cette perspective qui était présentée comme un fait accompli. Il souhaitait voir les Soviétiques victorieux mais il ne voulait *pas* les voir « dominer » l'Europe. Il fut dépassé, et à ce moment de 1943, en raison de décisions politiques prises dans le secret, la guerre fut politiquement perdue pour les Occidentaux.

Ce fut l'intervention la plus importante du général Marshall. M. Churchill, bien qu'il ne critiquât jamais le général Marshall, y fait implicitement allusion dans ses mémoires de guerre, et il pleura l'opportunité manquée dans *Triomphe et Tragédie*. Le général Mark Clark, qui en 1943 commandait les forces américaines en Italie, écrivit en 1950 :

**« Si nous transférions nos forces d'Italie en France, il était clair pour Staline… que nous abandonnerions l'Europe Centrale. « Anvil » (nom de code du débarquement dans le Sud de la France) nous mena dans**

**une impasse. Il est aisé de comprendre pourquoi Staline soutint Anvil… Après la chute de Rome, l'armée de Kesselring aurait pu être détruite si nous avions été capables de lancer toutes nos forces dans une ultime bataille. De l'autre côté de l'Adriatique se trouvaient la Yougoslavie…et au-delà de la Yougoslavie, Vienne, Budapest et Prague… Après la chute de Rome, nous poursuivîmes un objectif erroné, autant d'un point de vue politique que stratégique… si nous avions évité cette erreur grossière qui nous éloigna des Balkans et les fit tomber sous le contrôle de l'Armée rouge, la campagne de la Méditerranée aurait pu être la plus décisive de toutes dans l'histoire de l'après-guerre. Une campagne qui aurait pu modifier toute la teneur des relations entre le Monde occidental et la Russie soviétique fut amenée à disparaître… le retrait de la campagne d'Italie fut l'un des ratés politiques majeurs du conflit ».**

Le général Mark Clark (un brillant soldat américain qui fut par la suite relégué à des postes de commandement secondaires et démissionna de l'armée) parle de « ratés » et d'« erreurs », mais les documents cités plus haut ainsi que de nombreuses autres sources qui sont désormais accessibles démontrent que la décision n'était ni un raté ni une erreur au sens habituel de ces mots, c'est-à-dire un mauvais choix dû à une évaluation erronée des conséquences. Les conséquences furent prévues et voulues, il n'y a aucun doute là-dessus. La décision était politique, et non pas militaire, et elle fut prise par les hommes qui entouraient le président. C'était, dans le domaine militaire, une analogie parfaite avec les décisions prises au sujet des opérations de Prêt-bail : subordonner toute autre considération à l'intérêt de l'État révolutionnaire.

Ainsi, la guerre, qui aurait pu être terminée (probablement en 1944) grâce à la libération des pays envahis par Hitler, laissant l'État soviétique à l'intérieur des frontières russes naturelles ou un peu au-delà, et l'Europe dans un état de stabilité, continua en 1944 et jusqu'en 1945, tandis qu'on accorda un répit aux armées allemandes localisées en Italie et que le débarquement inutile dans le Sud de la France n'apporta aucune puissance supplémentaire au débarquement principal qui eut lieu en Normandie.

La tournure que prit la guerre au cours de ses dix derniers mois fut celle dictée par le gouvernement soviétique, et elle fut superposée à la stratégie militaire des Occidentaux, via son agent au sein du gouvernement

américain, l'homme connu sous le nom de Harry Dexter White. Celui-ci étant décédé, il ne peut témoigner, mais il est habituellement décrit par les autorités les plus fiables que je connaisse comme étant l'auteur du plan, visant à la destruction de l'Allemagne et à l'abandon de l'Europe à la « domination » soviétique, qui passa à la postérité sous le nom de « Plan Morgenthau ».

Dans l'ombre de ce plan (comme nous allons le voir), les armées occidentales avancèrent progressivement jusqu'aux frontières de l'Allemagne. Jusqu'au dernier moment, M. Churchill (qui avait auparavant été défait par le général Marshall dans sa tentative de voir l'aile droite des armées alliées déferler dans les Balkans, pour frapper au « ventre mou[45] » de l'ennemi) lutta pour tirer profit de ce qui avait été perdu suite à une grande offensive de dernière minute menée par l'aile gauche vers Berlin et au-delà. Cette histoire est narrée dans ses mémoires et dans celles du général Eisenhower.

Le général Eisenhower y décrit son refus quant à la proposition du général d'armée Montgomery de mener une attaque massive jusqu'à Berlin, fin 1944. Il considérait que ce projet était trop risqué, ou déraisonnable ; plus tôt dans son livre il reproche gentiment à Montgomery d'être trop prudent. Il mena au cours des mois suivants une progression globale dispersée qui laissa le temps à l'Armée rouge de mettre la main sur l'Europe, et en mars 1945 (alors que la conférence de Yalta était terminée, que l'intention des Soviétiques d'annexer la Roumanie et la Pologne plutôt que de les libérer était déjà révélée, et que le président Roosevelt faisait part à Staline de ses protestations officielles par télégramme), le général Eisenhower télégraphia directement son plan au dictateur soviétique, intitulant son message « Message personnel pour le maréchal Staline ». Cette communication avec Staline avant même qu'elle ne soit validée par les dirigeants alliés déclencha les furieuses protestations de M. Churchill, qui essaya jusqu'à la fin de sauver ce qui pouvait encore être sauvé du fiasco en préparation, en insistant à ce qu'au moins Vienne, Prague et Berlin soient prises.

Ses démarches furent vaines. Le général Marshall, à Washington, notifia Londres qu'il approuvait totalement le « concept stratégique » du général Eisenhower et sa « procédure de communication avec les Russes ». À partir de ce moment-là, le déploiement des Alliés à l'Ouest fut, en fait,

conçu pour obtenir l'approbation des Soviétiques, et les conseils britanniques furent ignorés. Le général Eisenhower avait *directement* informé Staline le 28 mars qu'il s'arrêterait juste *avant Vienne*. Le 14 avril, il informa les chefs d'états-majors qu'il s'arrêterait soixante dix miles *avant Berlin* au niveau de l'Elbe, et ajouta : « Si vous le voulez bien, je me propose d'en informer le maréchal Staline » ; comme les objections britanniques avait été écartées, ces cinq premiers mots n'avaient qu'un rôle formel. Il restait Prague, capitale de la Tchécoslovaquie occupée. Le général Eisenhower conseilla à Staline d'avancer jusqu'à Prague « si la situation le nécessitait » ; il disposait de forces substantielles en attente au niveau de la frontière tchèque. Staline répondit (9 mai 1945), exigeant que le général Eisenhower « s'abstienne de faire progresser les forces alliées au-delà de… la ligne constituée par les villes de Karlsbad, Pilsen et Budweis ». Le général Eisenhower ordonna immédiatement au général Patton de s'arrêter sur cette ligne.

Ainsi, « l'horrible partition » de l'Europe fut mise en place ; au sujet de cette situation, M. Churchill ajouta le commentaire laconique suivant, « ça ne pourra pas durer ». Cinq années plus tard, le général Eisenhower déclara qu'il était le seul responsable de ces trois décisions fatales : « Je dois clarifier un point. Votre question semble sous-entendre que la décision de ne pas prendre Berlin était *une décision politique*. Au contraire, il y a une seule personne au monde responsable de cette décision. Je suis cette personne. Personne d'autre ne fut impliqué ne serait-ce que dans les plus infimes détails ».

Cette déclaration fut faite en réponse à une question posée lors d'un dîner de l'Association du Barreau de la ville de New York, le 3 mars 1949 ; L'interlocuteur dit « l'impression générale est que si notre armée avait pris Berlin… et Prague, la situation pendant la période d'après-guerre aurait pu être différente… Si nos dirigeants politiques… s'étaient abstenus d'interférer avec votre application des procédures militaires normales qui consistent à conquérir autant de territoires que vos armées le permettent… ne pensez vous pas que la situation d'après-guerre aurait été différente ? »

La déclaration du général Eisenhower *ne pouvait pas* être vraie, même s'il y croyait. L'ordre d'arrêter la progression des Alliés jusqu'à ce que l'Armée rouge prenne le contrôle de l'Allemagne et de l'Europe Centrale, avec ses trois principales capitales, découlait clairement de la « politique »

qui, manifestement, animait le Prêt-bail : celle de privilégier les demandes des Soviétiques par rapport à celles des autres Alliés, et même par rapport aux besoins de l'Amérique. À ce sujet, le capitaine Harry C. Butcher, qui était le biographe et le conseiller personnel du général Eisenhower pour les affaires navales, déclara précisément que lorsque le général Eisenhower (malgré les protestations de M. Churchill) initia des communications directes avec Moscou à propos de la ligne d'arrêt de la progression alliée, la question de « l'occupation des frontières et des territoires *avait été discutée bien au-dessus de la sphère des quartiers généraux militaires* ». Les actions du général Eisenhower suivirent clairement un plan politique prédéfini acté au plus haut niveau ; quand il devint président, les conséquences de ce plan étaient déjà totalement visibles, et il put se sentir « hanté » par l'exemple du président Roosevelt (comme le président Roosevelt fut toujours « hanté » par celui du président Wilson).

M. Churchill fit (le 11 mai 1953) le discours de conclusion relatif au bilan de la Seconde Guerre, et qui constitua le second grand « désenchantement » pour des troupes qui se croyaient victorieuses : « Si notre recommandation avait été appliquée par les États-Unis après l'armistice avec l'Allemagne, les Alliés occidentaux n'auraient pas quitté le front que leur armées avaient atteint - et ce dans le respect des lignes d'occupation convenues - *avant qu'un accord ne soit conclu* avec la Russie au sujet des nombreux différents concernant l'occupation *des territoires ennemis*, dont l'Allemagne ne représente, évidemment, qu'une portion. Notre proposition ne fut pas retenue, et une grande partie de l'Allemagne fut cédée à l'occupation soviétique *sans qu'aucun accord global ne soit conclu entre les trois puissances victorieuses* ».

Ainsi, la politique suivie en termes de transfert d'armes, de richesse et de biens, et en termes de gestion des opérations militaires pendant la Seconde Guerre mondiale, servit l'« extension » de la révolution. Restait une autre manière de faire avancer à travers la guerre le processus d'extension de la révolution : la capitulation de la politique menée par les dirigeants des États occidentaux, au plus haut niveau, au cours des pourparlers et des conférences tenus par ces derniers, à mesure que la situation militaire se concrétisait.

Les sentiments du lecteur pourraient être inutilement tourmentés si l'histoire de toutes ces conférences (Atlantique, Le Caire, Casablanca,

Téhéran, Yalta) lui était contée. Le contraste, entre les premières déclarations pleines de grandes ambitions et l'acceptation finale de toutes les abominations initialement dénoncées, est démontré suffisamment douloureusement dans une brève description de la première rencontre (la charte de l'Atlantique) et de la dernière (la conférence de Yalta).

La charte de l'Atlantique fut précédée par le troisième discours d'investiture du président Roosevelt, le 6 janvier 1941, où il déclara à une Amérique qui n'était pas encore en guerre qu'il « espérait un monde fondé sur quatre libertés essentielles : la liberté d'expression, la liberté de culte, la liberté de moyens et la liberté de paix ».

Ainsi, la charte de l'Atlantique du 14 août 1941, fruit des efforts conjoints de M. Churchill et du président Roosevelt, reprenait une phraséologie dont les lecteurs des *Protocoles* de 1905 étaient depuis longtemps familiers (on se demande si les « élus dictateurs » les ont jamais lus). Cette charte présente « certains principes de base », censés gouverner les « politiques respectives » de l'Amérique et de la Grande-Bretagne, sur lesquelles les deux signataires « reposent leur espoir d'un avenir meilleur pour le monde » ; le premier principe spécifie « aucune expansion territoriale ou autre », le suivant, « aucune modification de frontière qui ne serait pas en accord avec les souhaits librement exprimés des peuples concernés ». Le troisième, « le droit de tous les peules de choisir le type de gouvernement dont ils dépendront ; et le souhait de voir droits souverains et gouvernement indépendant rendus à tous les peuples qui en aurait été privés par la force ».

L'abandon de ces nobles intentions suivit au cours des conférences de Casablanca et de Téhéran de 1943 (Staline était présent à Téhéran, et fut cité dans la « déclaration » comme « se consacrant… à l'élimination de la tyrannie et de l'esclavage, de l'oppression et de l'intolérance »), et connut son point d'orgue en février 1945 à Yalta, seulement trois ans et demi après la « charte de l'Atlantique ».

Au moment de cette conférence, les armées anglo-américaines en Europe étaient mises en attente, afin que l'Armée rouge se déploie en profondeur au cœur de l'Europe. La déchéance de la diplomatie occidentale (si le mot n'est pas trop doux) depuis sa grandeur passée fut brutalement mise en lumière par la conférence de Yalta, et l'examen des archives pourrait réveiller chez les occidentaux d'aujourd'hui une nostalgie de

l'époque où les plénipotentiaires et les ambassadeurs, portant leur costumes protocolaires et conscients de leurs responsabilités, se rencontraient dans la dignité pour améliorer la situation des nations après une guerre : en comparaison avec le congrès de Vienne ou de Berlin, la conférence de Yalta ressemble en quelque sorte à un concert enfumé dans un bistrot.

Comme le dictateur soviétique refusait de quitter ses terres, les dirigeants occidentaux le rencontrèrent en Crimée. Lorsque l'on négocie avec des Orientaux, il s'agit dès le début d'une capitulation.

Le président américain et son confident, M. Hopkins, étaient moribonds, et dans le cas de M. Roosevelt, cela était manifeste de par les images diffusées par les médias et vues par la population. Je me souviens des cris d'exclamation qui s'élevèrent du public au cours d'une projection à laquelle je participais. Certains des plus hauts dignitaires étaient accompagnés de leurs proches, ainsi cet événement prit-il l'apparence d'une excursion en famille, une escapade plutôt plaisante loin des contraintes pesantes de la guerre. Mais l'élément de loin le plus terrible est que les invités furent exposés à (et nombre d'entre eux furent victime de) l'une des plus anciennes ruses de négociation connue de l'astucieuse civilisation asiatique : l'étourdissement par l'alcool. Un des hauts dignitaires, le général de division Laurence S. Kuter, qui représentait l'armée de l'air des États-Unis, déclara :

**« Le *petit déjeuner* débuta par un verre de cognac de taille moyenne… du cognac de Crimée. Après les toasts d'ouverture et le cognac, il y eut plusieurs services de caviar accompagné de vodka… Puis un assortiment de tranches de viandes froides … avec du vin blanc… Pour terminer, de petites pommes fermes de Crimée et avec celles-ci un champagne demi-sec de Crimée… Le plat final de ce petit déjeuner consistait en des verres hauts et fins remplis de thé bouillant avec lesquels des verres à liqueur remplis de cognac furent servis ». Il s'agissait seulement du petit déjeuner ! Comment un homme avec le ventre plein des substances décrites ci-dessus peut-il prendre des décisions rationnelles ou logiques au sujet de la prospérité des États-Unis d'Amérique… Elliott Roosevelt, qui accompagnait son père à la conférence, déclara que « presque tout le monde était ivre ». Concernant le repas qui eut lieu le soir, M. Charles E. Bohlen, qui participa en tant qu'adjoint au secrétaire d'État et interprète auprès du**

**président Roosevelt, déclara que « le maréchal Staline se comporta en hôte, l'atmosphère du dîner fut *des plus cordiale,* et en tout, quarante-cinq toasts furent bus ».**

En plus de tout cela, le président Roosevelt mourant arriva à Yalta en tant que signataire du « Plan Morgenthau », conçu par un agent soviétique au sein même de son département d'État (M. Harry Dexter White) ; et il était accompagné par un autre agent soviétique, démasqué et condamné ultérieurement, M. Alger Hiss de son département d'État, qui à cet instant critique était le conseiller spécial du président pour les « affaires politiques ». Par conséquent, le gouvernement soviétique était représenté sur deux des trois côtés de cette table, et le résultat de la conférence en fut sa conclusion logique.

Jusqu'au tout début de la rencontre, M. Churchill poursuivit son effort pour sauver l'Europe Centrale et les Balkans du destin auquel ils avaient été abandonnés à Yalta. Lorsqu'il rencontra à Malte le président Roosevelt, qui était en route pour Yalta, il proposa une fois de plus des opérations militaires à partir de la Méditerranée ; le général Marshall, dans la lignée de sa menace de 1942, annonça alors que « si le plan britannique était approuvé… il exliquerait à Eisenhower qu'il ne disposait plus d'autre choix que d'être relevé de ses fonctions » (M. Sherwwod).

Un mois avant la rencontre de Yalta, M. Churchill envoya un télégramme au président Roosevelt : « À ce jour, je pense que la fin de la guerre pourrait bien se révéler comme étant plus décevante que ne le fut la précédente ». Bien du chemin avait été parcouru depuis les « heures de gloire » de 1940, année durant laquelle il était devenu Premier ministre et avait écrit : « Le pouvoir détenu au cours d'une crise nationale, quand un homme pense savoir quels ordres doivent être donnés, est une bénédiction ». Il connaissait désormais le peu de pouvoir dont disposent les « élus dictateurs » et ne pouvait espérer, au mieux, que sauver une infime partie des ruines de la victoire, qui à ce moment-là était en train d'être rejetée alors qu'elle était sur le point d'être remportée.

Ce qu'il savait, et qu'il rapporta au président Roosevelt, fut totalement ignoré par les populations tourmentées. Ce contrôle total de la presse, dont les *Protocoles* se prévalent avec arrogance, empêcha la vérité de les atteindre, et elles furent progressivement emportées par une puissante vague d'enthousiasme brûlant pour la grande « victoire » qu'elles étaient en

train de gagner. Le « pouvoir » de M. Churchill ne pouvait changer cela. Quelques mois auparavant (le 23 août 1944), il avait demandé à son ministre de l'Information : « Y a-t-il eu un *arrêt de la médiatisation des faits relatifs à l'agonie de Varsovie*, qui semblent, d'après les journaux, avoir été *quasiment supprimés* ? » ( *Triomphe et Tragédie*). Cette demande semble sincère, et dans ce cas, M. Churchill ignorait ce que tout journaliste indépendant aurait pu lui dire, que de tels faits *étaient* « quasiment supprimés ». Il ne nota pas la réponse qu'il obtint, si réponse il y eut.

L'« agonie » à laquelle M. Churchill fait référence concerne la rébellion héroïque de l'armée polonaise clandestine, commandée par le général Bors, contre les Allemands alors que l'Armée rouge s'approchait de Varsovie. La progression de l'armée soviétique fut immédiatement stoppée sur ordre de Moscou, et Staline refusa que les avions britanniques et américains utilisent les aéroports soviétiques afin de porter secours aux Polonais. M. Churchill déclara : « Je n'en crus quasiment pas mes yeux lorsque je lus sa réponse cruelle », et il raconte qu'il pressa le président Roosevelt d'ordonner l'utilisation des aéroports par les avions américains, car Staline « n'aurait jamais osé les faire abattre ». M. Roosevelt refusa, et les Polonais furent abandonnés aux griffes des troupes SS de Hitler, qui rasèrent Varsovie, tuèrent 200.000 habitants et déportèrent les 350.000 survivants. Le 1er octobre, après huit semaines de résistance, Radio Varsovie émit ce dernier message : « C'est la cruelle vérité ; nous avons été encore plus maltraités que les alliés d'Hitler, plus maltraités que l'Italie, plus maltraités que la Roumanie, plus maltraités que la Finlande… Dieu est juste et dans son omnipotence, il punira tous les responsables des terribles blessures infligées à la nation polonaise » (ces mots rappellent le message tchèque « nous léguons notre souffrance à l'Ouest » après que la Tchécoslovaquie fut abandonnée en 1939 à Hitler).

Le pouvoir gagné par la révolution au sein de l'Ouest infesté fut suffisant pour empêcher la publication de tels faits pendant la Seconde Guerre, et la requête de M. Churchill auprès de son ministre de l'Information s'évanouit dans les airs. L'« agonie de Varsovie » fut rendue publique trois ans exactement après que M. Roosevelt eut signé la « déclaration de principes » précisant qu'il souhaitait « voir droits souverains et gouvernement indépendant rendus à tout peuple qui en aurait été privé par la force ».

Tel était l'arrière-plan de la conférence de Yalta, où, au cours de son premier échange avec Staline, le président Roosevelt, un homme qui était à l'article de la mort, dit au dictateur soviétique qu'il « était encore plus assoiffé de sang allemand qu'il ne l'était il y a un an, et qu'il espérait que le maréchal Staline *proposerait à nouveau* un toast à l'exécution de 50.000 officiers de l'armée allemande ». Le terme « *à nouveau* » fait allusion à la conférence de Téhéran de décembre 1943, au cours de laquelle Staline avait proposé un tel toast, et M. Churchill avait vertement protesté et quitté la pièce. Le président Roosevelt avait alors suggéré que seulement 49.500 soient exécutés, et son fils, Elliott, d'humeur joviale, avait fait part de son espoir d'en voir des centaines de milliers abattus au cours des combats ; « Oncle Jœ », rose de plaisir, s'était alors levé pour embrasser Elliott Roosevelt.

À travers cette suggestion, M. Roosevelt souhaitait ennuyer M. Churchill (qu'il en était apparemment venu à considérer comme un ennemi, en 1945) ; à Téhéran, il avait dit à son fils Elliott : « le problème est que le Premier ministre pense *trop à l'après-guerre* et à la position que l'Angleterre y occupera ; il a peur de *laisser les Russes devenir trop puissants* »), et il clarifia cela auprès de Staline en lui disant qu'il « allait maintenant lui faire part d'une indiscrétion, car il ne souhaitait pas en parler devant le Premier ministre Churchill ». Parmi les choses qui ne furent pas dites en face de M. Churchill, figurait celle-ci : « Le président a dit qu'il pensait que les armées se rapprochaient suffisamment pour prendre contact, *et il espérait que le général Eisenhower pourrait communiquer directement avec le commandement soviétique plutôt que par l'intermédiaire des chefs d'état-major à Londres et à Washington, comme cela fut fait dans le passé* » (4 février 1945).

Ceci explique le sort de Vienne, Berlin et Prague ; en *mars*, *avril* et *mai*, le général Eisenhower, dans les messages qu'il envoya comme convenu *directement* à Moscou, ce dont M. Churchill s'était plaint, proposait son plan de progression et acceptait d'arrêter les forces alliées à l'ouest de ces capitales.

Staline ne réitéra pas sa proposition de faire exécuter 50.000 Allemands. Les enregistrements de Yalta suggèrent qu'il montra quelque réserve à l'égard des propositions que lui fit M. Roosevelt en privé (et qui incluait la proposition d'abandon de Hong-Kong par les Britanniques),

l'image qui apparaît de lui dans ces archives est celle d'un homme plus digne, et pour tout dire au moins plus scrupuleux que le président ! Les explications pourraient être, d'une part, que la déclaration de M. Roosevelt était tellement froide et cynique qu'elle produisit un sentiment de dégoût chez le lecteur ; d'autre part, même Staline hésita peut-être à croire que le président américain irait aussi loin qu'il le prétendait en soutenant l'expansion soviétique et suspecté peut-être un piège, de sorte qu'il fit alors preuve de plus de réserve qu'à l'accoutumée. Dans tous les cas, celui qui fit exécuter des millions de personnes apparaît, dans ces documents spécifiques, plutôt moins repoussant que son invité.

Le test ultime de l'honneur occidental à Yalta concernait le traitement de la Pologne. L'invasion de la Pologne par l'association des États soviétiques et nazis avait déclenché la Seconde Guerre ; clairement, il s'agissait du pays principalement visé par les déclarations de MM. Roosevelt et Churchill en 1941 (la charte de l'Atlantique), comme quoi « droits souverains et gouvernement indépendant » doivent être « rendus à tout peuple qui en aurait été privé par la force ». Pendant la conférence de Yalta, alors que la guerre en Europe allait encore durer dix semaines, la Pologne avait en fait été offerte à la révolution ; cela apparaissait implicitement dans la fuite des Polonais de Varsovie, et aussi explicitement que possible dans l'ordre donné par M. Roosevelt au général Eisenhower de subordonner son plan de déploiement aux souhaits soviétiques. Cela signifiait que la Pologne, ainsi que tous les pays européens situés à l'Est et au Sud-Est de Berlin, seraient en fait annexés par les Soviétiques, ou bien inclus dans les territoires de la révolution.

Bien que M. Churchill n'ait pas abandonné le dernier espoir de l'éviter, l'imminence de cette annexion était patente à Yalta, et la déchéance finale de l'Ouest réside dans l'acceptation de cet événement, même par M. Churchill à la fin. Car c'était bien une *acceptation* : l'affirmation que seule la moitié du territoire polonais serait cédée aux Soviétiques, que la Pologne recevrait en « compensation » une partie de l'Allemagne, et que des « élections libres » seraient organisées dans l'État ainsi constitué, était un prétexte obscène alors que tout le monde savait que la *totalité* de la Pologne, et la moitié de l'Allemagne que la Pologne devait recevoir en « compensation », allaient passer de l'esclavage nazi à l'esclavage communiste et que les armées alliées allaient être neutralisées afin de permettre l'exécution de ce plan.

Ainsi, lorsque M. Roosevelt demanda l'autorisation de « s'occuper de la Pologne », il avait abandonné les nobles « principes » de la charte de l'Atlantique. Il commença par affirmer qu'« il y a six ou sept millions de Polonais aux États-Unis », suggérant donc que pour lui, le seul problème était celui des votes relatifs aux élections américaines, et non pas celui de la Pologne, et il proposa ensuite l'amputation de la Pologne au niveau de la ligne Curzon, ajoutant la curieuse remarque comme quoi « la plupart des Polonais, comme les Chinois, veulent sauver la face » (de nombreux témoins à l'époque remarquèrent qu'il était parfois incohérent, et il n'expliqua pas en quoi la perte d'une partie de leur territoire permettrait aux Polonais de sauver la face). M. Roosevelt avait été bien préparé en vue de cette proposition. M. Edward Stettinius, qui était théoriquement son secrétaire d'État à l'époque mais qui ne semble pas avoir joué de rôle dans l'élaboration de la politique suivie, raconte que « le président me demanda de trouver un avocat pour le conseiller au sujet de la rédaction de sa déclaration relative à la frontière polonaise ; je contactai *Alger Hiss* ».

M. Churchill se retrouva seul à émettre les dernières protestations arguant des « principes » et des objectifs initiaux de la Seconde Guerre mondiale :

**« C'est la raison pour laquelle nous sommes entrés en guerre contre l'Allemagne : pour que la Pologne redevienne libre et souveraine. Chacun sait ce que cela nous a rapporté, mal préparés comme nous l'étions, nous y avons presque perdu notre nation. La Grande-Bretagne n'avait aucun intérêt matériel en Pologne. Son seul intérêt est celui de l'honneur, parce que nous nous sommes élevés contre la brutale attaque menée par Hitler en Pologne. Je ne pourrai jamais être satisfait d'une solution qui ne ferait pas de la Pologne un État libre et indépendant »…**

(Puis plus tard, lorsque la pression exercée par MM. Roosevelt et Staline se révéla trop forte pour lui) :

**« L'histoire retiendrait que le gouvernement britannique a totalement cédé sur le sujet des frontières, a accepté le point de vue soviétique et l'a soutenu… La Grande-Bretagne serait accusée d'avoir abandonné la cause polonaise… »**

Mais finalement, il signa (et ensuite, les troupes polonaises, les premières qui combattirent Hitler, restèrent à porter le deuil dans leurs

casernes pendant que la grande « célébration de la victoire » retentissait à Londres).

Ainsi fut achevée l'œuvre, et en lieu et place de la liberté d'expression et de culte, de la liberté de moyen et de paix, les peuples d'Europe de l'Est furent abandonnés à la police secrète et au régime carcéral qu'Hitler avait initialement mis en place suite à la nuit de l'incendie du Reichstag. Il sembla que rien de pire ne pouvait arriver, et pourtant, une abomination encore plus grande *fut* réalisée. Selon le « protocole de la réparation allemande » [la conférence de Potsdam du 2 août 1945 - NdT], le procédé de base du terrorisme soviétique, c'est-à-dire *l'esclavage des travailleurs*, fut approuvé et étendu aux territoires conquis, puisque ce document autorisait « les trois gouvernements » à obtenir réparation de l'Allemagne sous la forme de « l'utilisation de la main d'œuvre allemande ».

Dans le cadre de certains accords complémentaires, les Alliés occidentaux convinrent de considérer *tous* les prisonniers russes comme des « déserteurs » devant être reconduits vers l'État soviétique. Sur le papier, ces choses-là semblent très dignes ; leurs *conséquences* sur les êtres humains apparaissent dans ces mots du révérend James B. Chuter, un aumônier de l'armée britannique et l'un des 4000 prisonniers d'un camp de prisonniers de guerre allemand démantelé qui rejoignirent les Alliés en progression en 1945 :

« Le long de la rive Est de la Mulde [rivière allemande, affluent de l'Elbe - NdT], un grand nombre de gens vivait dans des camps. C'était la fin du voyage pour des dizaines de milliers de réfugiés. La Mulde était la limite convenue où les Américains s'arrêtèrent et jusqu'à laquelle les Russes devaient avancer. Les Américains ne laissaient personne traverser la rivière à l'exception du personnel militaire allemand et des prisonniers de guerre alliés. De temps en temps, quelque âme désespérée se jetait dans les flots, tentant en vain d'échapper à la furie insoupçonnée accompagnant l'arrivée des Russes. *C'était afin de prévenir et de décourager de tels incidents que les salves occasionnelles de mitrailleuses américaines positionnées sur la rive Ouest se faisaient entendre… sonnant, de la plus effrayante des manières, comme un avertissement à tous ceux qui songeraient à traverser la limite de la rivière* ».

Telle fut l'issue de la Seconde Guerre mondiale, et l'accord qui conclut le tout (dans lequel Staline fut ajouté aux deux signataires de la charte de

l'Atlantique de 1941) précisait : « *Par cette déclaration, nous réaffirmons notre foi dans les principes de la charte de l'Atlantique* ».

Ainsi se termina la conférence de Yalta, à l'exception d'un détail important. Au cours d'une dernière rencontre « en aparté » entre le président Roosevelt et Staline, juste avant le départ du président pour sa visite du roi Ibn Saoud, Staline déclara que « le problème juif était compliqué, qu'ils avaient essayé d'établir un foyer national pour les juifs dans le Birobidzhan**46**, mais qu'ils n'y étaient restés que deux ou trois ans avant de s'éparpiller dans les grandes villes ». Alors, le président Roosevelt, avec les manières d'un membre d'un club exclusif qui serait sûr que son hôte en fait également partie, « déclara qu'il était sioniste et demanda au maréchal Staline s'il l'était aussi ».

Cet échange génère chez le lecteur le sentiment de deux hommes appréhendant finalement le cœur du sujet. Staline répondit qu'« il l'était dans les principes, *mais il en reconnut la difficulté* ». Dans cet échange, le voleur de banque géorgien sonne plus comme un homme d'État et parle encore plus prudemment que tout leader occidental au cours des quarante dernières années, aucun d'entre eux n'ayant admis l'existence d'une quelconque « difficulté ».

(M. Churchill avait l'habitude de dénoncer toute mention d'une « difficulté » comme étant antijuive et antisémite). Il ne s'agissait pas de la totalité de la conversation à ce sujet, bien que ce soit tout ce que révèle l'enregistrement officiel. Le même jour, le dernier sur la totalité de la conférence, Staline demanda à Roosevelt s'il entendait faire aucune concession au Roi Ibn Saoud, et le président répondit qu'« il n'y avait qu'une concession qu'il pensait pouvoir proposer » et qu'elle consistait à lui » (Ibn Saoud) donner *« les six millions de juifs des États-Unis* ». (Cette dernière citation est authentique mais elle fut *retirée* de l'enregistrement officiel).

Toutes les déclarations ci-dessus, à l'exception d'une seule, sont issues de l'ouvrage officiel, « The Conferences at Malta and Yalta, 1945 » publié par le département d'État américain le 16 mars 1955. Le lendemain matin, les journaux en firent leurs grands titres, parmi lesquels celui du *Montreal Star* est typique : « les Capitales du Monde sont Outrées, Choquées par la Révélation des Secrets de Yalta ». C'était une absurdité ; en 1955, la population était déjà devenue insensible à ce sujet, ayant été menée par le

contrôle de la presse à l'état de confusion impotente prédit dans les *Protocoles* de 1905.

D'un point de vue historique, le contenu de ces documents relatifs à Yalta est suffisamment accablant , *pourtant ils ne sont pas complets.* L'essentiel a été retiré (j'en ai donné un exemple) et il s'agissait probablement des informations les plus choquantes. En mai 1953, sous la pression du Sénat des États-Unis, le département d'État américain s'engagea dans la publication avant juin 1956 de la version exhaustive de *chacune des douze* conférences ayant eu lieu pendant la guerre. En mai 1956, seule la version censurée de Yalta avait été publiée. Le Dr Donald M. Dozer et M. Bryton Barron, deux dirigeants du département d'État en charge de la préparation de la publication, insistèrent sur une publication rapide et exhaustive et furent respectivement licenciés et mis à la retraite, début 1956, et ce en totale contradiction avec la déclaration du président Eisenhower faite en avril 1955 : « Je pense que le fait de conserver un quelconque document de guerre dans le secret même s'il inclut certaines de mes erreurs… relève de la folie. Toute information doit être rendue publique afin que le peuple des États-Unis puisse apprendre des erreurs du passé et puisse prendre des décisions aujourd'hui ».

Avant sa retraite, M. Barron fut « l'objet d'exténuantes sessions de lavage de cerveau afin de s'assurer de son consentement concernant l'effacement de documents importants », et informa sa hiérarchie que le recueil qu'ils s'apprêtaient à publier serait « une version modifiée, incomplète et fortement censurée tendant à protéger le gouvernement précédent et à induire le peuple américain en erreur ».

Ce récit relatif aux documents de Yalta démontre que, dix ans après la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir était toujours entre les mains du « groupe occulte » qui durant la guerre avait été capable de détourner les ressources, les opérations militaires et les décisions politiques dans l'objectif d'« étendre » la révolution. Ils étaient encore en mesure de contrôler les initiatives publiques prises par les présidents et de contrarier la volonté du Congrès ; ils tenaient toujours les rênes. Cela signifie que le noyautage du gouvernement américain et de ses départements par des agents de la révolution, qui commença en 1933 pendant le premier mandat de M. Roosevelt, n'était pas terminé en 1955, et ce malgré de nombreuses révélations. Cela signifie aussi que, comme cela fut déjà le cas, la

dynamique américaine dans l'éventualité d'une troisième guerre pourrait être détournée de la même manière que précédemment afin de promouvoir le projet hégémonique d'une société mondiale communisante (la troisième étape dans le processus de Lénine). Une fois de plus, les peuples impliqués se battraient pour atteindre des objectifs, diamétralement opposés aux causes qui leur seraient présentées à l'occasion d'un quelconque nouveau « Pearl Harbour ».

Ce sabotage de l'Occident n'était pas restreint aux États-Unis ; il touchait l'intégralité du monde occidental, et ce chapitre ne traite que du cas américain parce que, étant donné la situation actuelle, la force et la richesse de l'Amérique sont si grandes que leur utilisation à bon ou à mauvais escient détermineront probablement les résultats. Une situation similaire existait dans le pays - la Grande-Bretagne - à partir duquel s'étaient originellement développées les grandes nations outre-mer, et parmi elles, dans les deux plus grandes, le Canada et l'Australie.

La première révélation eu lieu au Canada, immédiatement après la fin de la guerre, et c'est la seule affaire parmi quatre pour laquelle une enquête gouvernementale complète et une communication totale du rapport auprès du public eurent lieu ; elle permit aussi d'entraîner toutes les révélations ultérieures qui touchèrent l'Amérique, l'Australie et la Grande-Bretagne. Un *Russe*, au risque de sa vie, fit part au gouvernement canadien du réseau d'infiltration et d'espionnage gouvernemental dont l'ambassade soviétique à Ottawa était le centre (malgré le rôle majeur joué par les *Russes* dans ce processus de mise en garde, les dirigeants occidentaux et la presse continuèrent à monter les masses contre les « Russes », et non contre les comploteurs révolutionnaires dont la Russie était captive). Cette enquête publique exhaustive, qui serait normalement inimaginable, semble être due au fait que le Premier ministre canadien de l'époque, M. Mackenzie King, bien qu'étant un homme politique rusé, était dans tous les autres domaines un homme simple, plus intéressé par la communication avec le monde des esprits que par toute autre chose. Quand il fut convaincu, grâce à la consultation de différents documents, de la véracité des déclarations d'Igor Gouzenko, il réalisa qu'elles révélaient « *la situation la plus grave que le Canada ait jamais connue* » et informa en hâte le président américain (le successeur de M. Roosevelt) et le Premier ministre britannique d'alors (M. Clement Attlee) que la situation se présentait comme *« étant encore plus grave en Amérique et en Angleterre* ».

À cette période, les preuves écrites de M. Whittaker Chambers démontrant que M. Alger Hiss était au centre d'un réseau soviétique au cœur du département d'État américain étaient disponibles, mais ignorées par deux présidents américains depuis six ans, et trois ans plus tard, M. Truman allait publiquement rejeter ces histoires-là les qualifiant de « diversions ». Les révélations relatives à M. Hiss et à ses partenaires s'ensuivirent au cours d'un procès qui fut le résultat exclusif des efforts d'individus patriotes (dont M. Richard Nixon qui allait plus tard devenir vice-président) pour extirper la vérité à un gouvernement récalcitrant et pour forcer sa divulgation. De nombreuses révélations suivirent l'affaire Hiss, démontrant que les départements du gouvernement américain avaient été noyautés par des agents soviétiques, et ce à tous les niveaux. Les documents traitant de cette époque et de ce sujet sont désormais trop nombreux ne serait-ce que pour être résumés dans cet ouvrage, mais ils sont sans équivoque, et pour la plupart officiels bien que rendus publics laborieusement.

En Angleterre, pendant les six années qui suivirent l'avertissement du Premier ministre canadien, rien ne fut fait pour régler la situation révélée par la plus haute autorité. Puis, en 1951, deux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, l'un d'entre eux cadre supérieur et jeune homme prometteur, et toux deux des personnages connus qui avaient manifestement été protégés et promus au cours de leur carrière par quelque puissant allié, disparurent soudainement. On sut qu'ils avaient fui en Russie, effrayés par une révélation similaire à celle qu'avait connue M. Hiss. Pendant quatre années supplémentaires, les gouvernements britanniques (socialiste et conservateur) refusèrent toute enquête ou information publique sous le prétexte que « toutes les recherches possibles sont en cours ». Et puis, en 1955, le ministère des Affaires étrangères britannique annonça tout à coup que les deux individus étaient suspectés d'avoir transmis *dès 1949* des informations secrètes au gouvernement soviétique (ils disparurent en 1951). Cette déclaration tardive n'avait rien de spontané, elle fut extirpée du gouvernement britannique seulement grâce au fait qu'à nouveau, un *Russe*, Vladimir Petrov de l'ambassade soviétique à Canberra, avait fui sa captivité et avait révélé que ces deux individus, Burgess et Maclean, avaient été recrutés en tant qu'espions pour le compte des Soviétiques au cours de leurs années d'études à Cambridge vingt ans auparavant (1930-1935 ; séduire et capturer des hommes pendant leur

jeunesse insouciante est la méthode sur laquelle les documents de Weishaupt et les *Protocoles* insistent ; la carrière d'Alger Hiss en Amérique en offre une parfaite analogie). Immédiatement après cet aveu tardif émis par le ministère des Affaires étrangères, Burgess et Maclean furent fièrement exhibés à la presse internationale basée à Moscou comme étant des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères (et immédiatement après cet événement, les dirigeants soviétiques d'alors, Khrouchtchev et Boulganine furent invités à participer à une visite officielle à Londres).

Les révélations faites par Petrov déclenchèrent une enquête en Australie, la quatrième grande nation infiltrée, enquête menée par une commission royale composée de trois juges. De toutes les investigations, seule celle-ci peut être comparée à celle qui eut lieu au Canada neuf ans plus tôt. Elle *fut* relativement approfondie, et le rapport public (14 septembre 1955) spécifiait qu'à partir de 1943, l'ambassade soviétique à Canberra « dirigea et géra un réseau d'espionnage en Australie » ; il mettait également en garde contre les espions soviétiques qui continuaient à être actifs en Australie grâce à l'apport d'agents secrets pénétrant dans le pays en se faisant passer pour des immigrants. M. R. Casey, ministre des Affaires étrangères de l'époque, déclara qu'« un nid de traîtres » vivait parmi les serviteurs de la nation. Ses mots confirmaient ce que M. Mackenzie King avait déclaré dix ans plus tôt. Et au cours de cette décennie, aucune mesure véritablement efficace ne fut prise dans chacun des quatre pays affectés, ou infectés, afin de remédier à la situation mortellement dangereuse qui avait été révélée.

Une des raisons principales expliquant ceci réside dans le fait que toutes les enquêtes gouvernementales, parlementaires ou judiciaires (à l'exception d'une seule) induisirent l'opinion publique en erreur plus qu'elles ne l'informèrent, en se focalisant uniquement sur la notion d'« espionnage », qui représente en fait un élément *mineur*. Le fait que de grands pays essayent d'obtenir des informations, via leurs espions et leurs agents, sur des dossiers militaires et d'autres sujets que d'autres grands pays veulent conserver secrets est généralement bien connu, si bien que les populations qui découvrirent l'étendue des activités d'espionnage ne furent pas émues outre mesure, cela relevant simplement, selon leurs opinions, des responsabilités du contre-espionnage.

Ainsi, les enquêtes détournèrent-elles l'attention publique de la situation réellement alarmante qui était rapportée. Il ne s'agissait pas d'un simple vol de documents , *mais du contrôle de la politique d'État à ses plus hauts niveaux*, qui fut obtenu par l'infiltration des pays occidentaux. Ce contrôle permit d'orienter les armes, les biens, les richesses, les opérations militaires et le comportement des hommes politiques occidentaux durant les grandes conférences internationales dans une dynamique où ils produiraient un gain maximum en terme de territoire et de puissance militaire, pour l'État révolutionnaire.

Cette situation ne fut révélée qu'au cours du procès de Hiss et des nombreuses enquêtes et révélations annexes. Elles démontrèrent que la révolution disposait d'agents placés au sommet de la *pyramide politique*, d'où ils étaient en mesure de diriger la politique d'État et tous les efforts consentis par les nations ; chacun des deux hommes transmit des documents secrets, mais il s'agissait de tâches minimes et secondaires eu égard à leur œuvre principale, qui consista à élaborer la carte et la configuration de l'Europe auxquelles le Monde fait aujourd'hui face.

Les noms de M. Alger Hiss et M. Harry Dexter White sont inséparables de ce dénouement. M. Hiss, après son passage à l'université dans les années 30, progressa rapidement au sein du service public, grâce à certains appuis, de la même manière que le fit Donald Maclean dans l'administration britannique. Il fut dénoncé en 1939 comme agent soviétique par un camarade communiste qui prit conscience de ses responsabilités lorsque l'État communiste se joignit à Hitler pour attaquer la Pologne, et cette preuve fut ignorée pendant des années, au cours desquelles deux présidents américains poursuivirent son avancement. À Yalta, il était en permanence aux côtés de M. Roosevelt (parfois durant ses entretiens particuliers avec Staline), et l'abandon de l'Europe de l'Est à la révolution ne peut être dissocié de son nom ; les révélations faites au sujet de ses activités pendant son procès rendent cette conclusion inévitable. Après Yalta, comme preuve de la confiance exceptionnelle placée en lui par le groupe international qui contrôlait les événements au cours de cette période troublée, il fut nommé premier secrétaire général des Nations unies, qui virent ainsi le jour en avril 1945, à San Francisco, sous la direction d'un agent de la révolution.

Le rôle décisif que joua Hiss à Yalta est illustré par quelques citations marquantes. À la veille de Yalta, M. Edward Stettinius, secrétaire d'État en

titre, indiqua à son personnel que « tous les mémorandums destinés au président et traitant des sujets qui devaient être débattus lors de la rencontre entre les Trois Grands *devaient parvenir à M. Hiss* avant le lundi 15 janvier ». Ainsi, M. Hiss devint-il le responsable des recommandations écrites faites par le département d'État au président pour tout ce qui touchait aux questions abordées à Yalta. M. James F. Byrnes, un ex-secrétaire d'État qui participa à Yalta (en sa qualité de directeur du Bureau de mobilisation militaire et de reconversion) déclara : « De ce que j'en perçus, le président avait peu préparé la conférence de Yalta… Ce n'est que le jour où nous débarquâmes à Malte que je découvris que nous avions à bord des dossiers d'études et de recommandations très complets préparés par le département d'État … Plus tard, lorsque je pris connaissance de certains de ces excellents dossiers, je regrettai grandement qu'ils n'aient pas été étudiés lorsque nous étions à bord. Je suis persuadé que l'incapacité à les étudier pendant le voyage fut *due à la maladie du président* ».

Ces documents préparés par des experts et des fonctionnaires du département d'État décrivaient une vision des relations à venir avec les Soviétiques qui ne correspondait pas à la manière dont Roosevelt s'exprima à Yalta, ce qui est normal puisqu'il n'avait pas lu lesdits documents. C'est en fait M. Hiss qui élabora la politique américaine à Yalta. M. Stettinius relate la présence de M. Hiss « derrière le président » pendant les conférences officielles, et affirme que lui-même se « consultait » systématiquement Hiss avant et après ces discussions. Le rapport américain officiel - mais expurgé – de la conférence de Yalta fut apparemment rédigé en gardant à l'œil la dissimulation du rôle de Hiss ; toutes les notes et les commentaires sont les siens et ceux-ci n'ont aucun sens si on les extrait de leur contexte fondamental : son appartenance au complot. M. Bryton Barron (l'un des deux historiens du département d'État dont le refus d'« altérer l'histoire » et de « supprimer les données officielles » entraîna leur destitution) déclara publiquement en février 1956 à Chicago que, s'il en avait l'autorisation, il pourrait « rapporter des incidents qui démontrent le pouvoir dont disposait Alger Hiss…et la manière dont il agissait dans les hautes sphères », ajoutant que le rapport officiel « ne mentionnait pas la plupart des actions les plus marquantes qu'il entreprit au cours de cette conférence capitale »

Le nom d'Alger Hiss est le plus connu dans ce contexte, à cause de son procès et de sa condamnation. Selon M. Whittaker Chambers, qui est l'expert faisant autorité sur ce sujet, c'est l'homme connu sous le nom de «

Harry Dexter White », qu'il qualifie comme étant « l'un des hommes les plus puissants de la planète », qui pourrait avoir joué un rôle encore plus important en terme d'élaboration de la politique d'État américaine au service des intérêts soviétiques.

Selon les journaux américains, il n'existe aucun certificat de naissance au nom de « Harry Dexter White » et personne ne sait d'où il venait ![47] Juste après sa nomination, M. Henry Morgenthau junior (le seul membre du cabinet à avoir officié tout au long des douze années de mandat présidentiel de M. Roosevelt), introduisit « Harry Dexter White » (1934) au sein du Trésor des États-Unis. Sa progression (comme celle de M. Hiss au département d'État) y fut rapide, ce qui suggère l'existence d'un puissant soutien. Immédiatement après Pearl Harbour, il fut investi des « pleins pouvoirs sur tous les dossiers du département du Trésor *ayant un lien avec les relations internationales* », et il fut ensuite nommé adjoint du secrétaire d'État en personne.

Durant toutes ces années, l'homme dont l'identité ne sera apparemment jamais connue fut un agent soviétique, et la preuve fut fournie au président Roosevelt, qui l'ignora. M. Whittaker Chambers déclare qu'il reçut pour la première fois des documents secrets du Trésor de la part de M. White (pour transmission au gouvernement soviétique) *en 1935*, et *en 1939* (après l'alliance entre Hitler et Staline), il était prêt à présenter les documents prouvant les activités de M. White (et de M. Hiss) ; ces documents furent alors conservés en lieu sûr par ses soins pendant *neuf années* supplémentaires, jusqu'à ce qu'il les ressorte afin d'anéantir le procès en diffamation que M. Hiss lui avait intenté. Du début à la fin, aucune entité gouvernementale ne les prit en considération. En 1941, le F.B.I interrogea M. Chambers qui donna le nom de M. White, mais aucune procédure ne s'ensuivit ; le F.B.I fut également incapable de mettre en branle une quelconque mécanique gouvernementale sur ce dossier, et les révélations qui suivirent, grâce à des agences *privées*, n'eurent lieu qu'*en 1948*.

La première intervention notable de M. White dans la politique nationale américaine eut lieu en 1941 . Selon les déclarations de deux sources au dessus de tout soupçon (les professeurs William Langer et S. Everett Gleason de l'université d'Harvard dans l'ouvrage *The Undeclared War – la Guerre non déclarée - NdT),* il est celui qui rédigea l'ultimatum américain du 26 novembre, par lequel le Japon fut « manipulé afin qu'il tire

le premier » à Pearl Harbour (phrase du secrétaire Stimson). Ainsi, l'on peut retrouver sa patte dans l'action initiale lors de l'entrée de l'Amérique dans la Seconde Guerre, ainsi que l'influence soviétique derrière cette action.

Ayant façonné le début de la Seconde Guerre, il en façonna aussi la fin, dans l'intérêt du même parti, celui de ses maîtres. Il est généralement considéré comme étant l'auteur du « plan Morgenthau ». Dans chacun de ces cas, par conséquent, la politique nationale américaine fut élaborée par le Trésor des États-Unis, et non par le département d'État ou le ministère de la Défense, qui, sous le président, sont les organes constitutionnellement responsables des Affaires étrangères en temps de guerre ; et au sein du Trésor, comme on l'a montré, M. White était « entièrement responsable » de tout ce qui touchait aux affaires étrangères.

Depuis la fin de la Seconde Guerre, la tendance générale est de considérer M. White comme étant l'auteur de ces actions désastreuses. Sans beaucoup d'hésitations, on peut désigner le chef de cabinet lui-même, M. Henry Morgenthau junior. M. Morgenthau fut celui qui nomma initialement M. White, signa l'ultimatum contre le Japon en novembre 1941 et le plan de démantèlement de l'Allemagne en septembre 1944, et dans les deux cas, le président Roosevelt agit selon les plans présentés. Il est par conséquent difficile de séparer les responsabilités de MM. Morgenthau et White, et nous pouvons aller jusqu'à conjecturer que le cerveau de ce plan fut celui de la personne portant le pseudonyme « M. Harry Dexter White ».

La genèse du « plan Morgenthau » relatif au démantèlement de l'Allemagne en petites provinces, de la destruction de son industrie et de l'inondation de ses mines et de sa rétrogradation au rang de « pâturage pour les chèvres » fut décrite en 1947 par M. Fred Smith, un autre adjoint au secrétaire du Trésor. Il déclara que la première discussion sur ce sujet (à laquelle il assista) impliqua le général Eisenhower, M. Morgenthau et M. White, et eut lieu dans la tente de campagne du général au sud de l'Angleterre le 7 août 1944. Selon M. Smith, M. White mit le sujet de l'Allemagne sur la table ; le général Eisenhower dit qu'il souhaitait « leur mener la vie dure pendant un moment… l'ensemble de la population allemande joue les paranoïaques » ; et M. White fit remarquer : « nous pourrions avoir besoin de vous citer à propos de la manière dont gérer le peuple allemand », que quoi le général Eisenhower déclara qu'il était

d'accord. Sur cette base, M. Morgenthau conçut le « plan » et se rendit à Londres pour l'analyser avec MM. Churchill et Eden, puis il revint en Amérique par avion et le présenta au président Roosevelt.

Jusque-là, d'après M. Smith, le département d'État n'avait pas été informé des activités de M. Morgenthau dans cette affaire. M. Roosevelt nourrissait apparemment des suspicions et mit en place un comité dédié à l'élaboration du plan, comité au sein duquel les secrétaires d'État et de la Défense rejoignirent finalement M. Morgenthau du Trésor. La présentation du plan Morgenthau au comité « entraîna la plus violente explosion qui ait jamais eut lieu dans les glorieux appartements de la Maison Blanche » ; M. Hull et M. Stimson l'attaquèrent violemment. Pourtant, lorsque le président Roosevelt « se rendit à Québec pour rencontrer M. Churchill, M. Morgenthau se trouva » être à ses côtés, et M. Hull ainsi que M. Stimson furent laissés pour compte. M. Churchill relate sa surprise à ce sujet, mais ensuite, comme M. Roosevelt, il signa « le plan Morgenthau », qu'il serait peut-être plus approprié d'appeler plan White-Morgenthau.

Ainsi, le président Roosevelt (malgré les vives protestations de ses hauts fonctionnaires responsables au cabinet, les secrétaires d'État et à la Défense) et M. Churchill approuvèrent-ils une paix emplie de vengeance. Les deux hommes s'exprimèrent par la suite en feignant l'incompréhension quant à leur acte. M. Churchill déclara « regretter » avoir signé, mais il n'expliqua jamais comment il en vint à ce consentement (M. James F. Byrnes remarque poliment qu'il s'agit de quelque chose de « difficile à comprendre »). M. Roosevelt parla comme s'il avait paraphé par inadverstance un mémorandum interministériel sans le lire. Il déclara avoir cédé aux sollicitations d'« un vieil ami respectable » (M. Sherwood), ce qui désigne M. Morgenthau ; il ajouta qu'il était « franchement stupéfait » et qu'il « n'avait aucune idée » de comment il avait pu parapher cela ; il l'avait manifestement fait sans réfléchir » (M. Stimson).

Les populations furent laissées dans la croyance que l'erreur avait été identifiée à temps et que le « plan Morgenthau » était abandonné ; les usines ne seraient *pas* détruites et les mines ne seraient *pas* inondées. Ceci était un artifice pour faire avaler la pilule, mais ce n'était pas la vérité. L'*esprit* de cette paix emplie de vengeance, proposée dans le plan Morgenthau, *prévalut*. M. Morgenthau ne réussit pas à faire accepter sa proposition (celle que M. Roosevelt fit en plaisantant à Staline pendant la

conférence de Yalta) de faire exécuter par les militaires les « grands criminels » sans aucun procès, mais les procès qui eurent lieu restent un déshonneur pour la justice occidentale. La partition de l'Allemagne (qui consistait en fait en la partition de l'Europe, qu'elle soit amie ou ennemie) fut plus menaçante pour l'avenir qu'un quelconque démantèlement de l'Allemagne en provinces. Par-dessus tout, en acceptant l'esclavage des travailleurs, l'Occident inversa la dynamique de progrès vieille de dix-neuf siècles. (De façon significative, onze ans après la fin de la guerre, le gouvernement des États-Unis s'abstint de signer une convention internationale, proposée par l'Organisation mondiale du travail, qui interdisait le travail forcé ; son adhésion fut manifestement entravée par sa signature des accords de Yalta).

Ainsi, le fantôme de « Harry Dexter White » continue-t-il à hanter la scène, car la conformation que cet agent soviétique et ses associés donnèrent à la politique du gouvernement américain laissa l'avenir de l'Occident plus incertain que jamais. À la fin de la guerre, sa côte de popularité auprès des présidents américains continuait à monter, puisqu'il obtint la présidence de la seconde des deux grandes conférences de planification au cours desquelles l'avenir des États nations devait être immergé dans celui d'un directoire mondial. La première fut la conférence inaugurale des Nations unies, qui fut présidée par M. Alger Hiss. La seconde fut la conférence de Bretton Woods sur la monnaie, qui permit la mise en place de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. M. White fut l'organisateur de cette conférence pilote, et fut ensuite nommé directeur exécutif américain du Fonds monétaire international. Ainsi, au cours de chacune de ces rencontres préparatoires à l'établissement du nouveau directoire mondial, le représentant en chef du gouvernement des États-Unis fut un agent soviétique.

Avant que M. White n'obtienne ce dernier mandat (annoncé publiquement le 23 janvier 1946 par M. Harry Truman, successeur de M. Roosevelt), le F.B.I. avait alerté la Maison Blanche à plusieurs reprises au sujet des activités secrètes de M. White, la dernière alerte ayant pris la forme d'un message spécial envoyé le 8 novembre 1945 au conseiller militaire personnel du président, message dans lequel M. White était spécifiquement mentionné comme étant un agent soviétique et un espion. Après l'annonce publique faite par le président au sujet de la nomination de M. White, le responsable du F.B.I., M. J. Edgar Hoover, envoya un ferme

avertissement de plus (le 1er février 1946), précisant que White, si sa nomination était confirmée, « aurait le pouvoir d'influencer grandement sur les délibérations relatives à toutes les négociations internationales liées à la finance ». Malgré cela, la nomination de M. White fut confirmée le 1er mai 1946 (cette histoire fur rendue publique le 17 novembre 1953 par M. Herbert Brownell junior, procureur général des États-Unis) ; la réponse de M. Truman ne fit pas mention de l'alerte de novembre 1945 et affirma qu'il avait autorisé la nomination de White *après* avoir étudié la mise en garde de février 1946.

En avril 1947 (date à laquelle les révélations sur M. Hiss devenaient imminentes), M. White démissionna « pour raisons de santé ». En août 1948, lorsque les preuves de sa culpabilité furent établies et qu'elles étaient sur le point d'être rendues publiques, il fut convoqué par la Commission parlementaire sur les activités anti-américaines et contesta avoir jamais fait partie du complot. Il fut alors confronté en privé à certaines des preuves les plus accablantes (qui aujourd'hui sont toutes archivées) ; il fut retrouvé mort trois jours plus tard, et reçut des funérailles juives. Aucun rapport d'autopsie ne fut enregistré et les circonstances de sa mort demeurent aussi mystérieuses que son identité.

Près de sept années plus tard (le 3 janvier 1955), la Commission de sécurité interne du Congrès des États-Unis rapporta :

**« 1. Alger Hiss, Harry Dexter White, et leurs associés au sein du réseau communiste infiltrant le gouvernement, avaient le pouvoir d'exercer une grande influence sur la politique américaine et sur les politiques des organisations internationales pendant la Seconde Guerre mondiale et les années qui suivirent ; (il s'agit de la période cruciale et extrêmement dangereuse appelée « période de confusion » à laquelle j'ai fait précédemment référence ; les dernières années de la guerre et les premières années qui suivent sa conclusion) ;**

**2. Ils avaient le pouvoir d'exercer une profonde influence sur la création et le fonctionnement des Nations unies et de ses agences spécialisées ;**

**3. Ce pouvoir n'était pas limité à leur sphère d'autorité telle qu'officiellement définie. Leur pouvoir était inhérent à leur contact et à leur influence sur les individus les plus hauts placés, et aux**

**opportunités de mettre en avant ou de dissimuler les informations sur lesquelles les choix politiques de leurs supérieurs étaient basées ;**

**4. Il a été prouvé que Hiss, White et un nombre considérable de leurs collègues qui contribuèrent à l'élaboration de la politique étrangère américaine et de la politique d'organisations internationales pendant les années charnières, sont des agents secrets communistes.**

Cela pourrait ressembler à la belle fin d'une mauvaise histoire, étant donné que dans le passé, la découverte et la publication de telles informations par une commission parlementaire aurait signifié, premièrement, l'ouverture d'une procédure judiciaire, et deuxièmement, des actions curatives. En fait, comme je peux en témoigner (étant donné que j'ai vécu en Amérique pendant la majeure partie de cette période), l'effet curatif fut très faible - s'il a jamais existé. La raison principale en est que tout le processus d'enquête et de divulgation fut accompagné d'une campagne de presse des plus violentes à l'encontre des enquêteurs et des propagateurs, et non à l'encontre des coupables et du complot.

Ici, l'histoire de l'ère post-révolutionnaire française et de l'inquisition diffamatoire subie par MM. Morse, Barruel et Robison, se répéta. Si, à l'avenir, un historien devait examiner les pages jaunissantes des journaux de ces années-là, il trouverait des dizaines de milliers de termes injurieux dirigés contre ceux qui initièrent les enquêtes, et un recours pour chacun des mots ciblant un membre présumé ou avéré du complot ; il découvrirait des colonnes entières faisant l'éloge de M. Hiss, par exemple, juste à côté de colonnes réprobatrices à l'encontre de M. Whittaker Chambers, l'agent pénitent dont l'acte d'auto-défense entraîna l'inculpation de M. Hiss. Avec le temps, cet orage se retrouva au dessus de la tête du sénateur Joseph McCarthy (comme au cours de la décennie précédente, il avait éclaté au dessus de celle de M. Martin Dies, jusqu'à ce qu'il soit exclu des sphères politiques), et un nouvel épithète fut créé pour manipuler les masses : par des répétitions infinies, le terme « maccarthysme » (le fait de solliciter des enquêtes et des recours en justice) devint à l'oreille des masses plus répugnant que « sédition ».

En raison de ces événements, le moment le plus important pour l'histoire de l'Amérique d'après-guerre eut lieu en 1954, lorsque le Sénat désavoua le sénateur McCarthy. En 1952, pour la première fois depuis vingt ans, le candidat nommé par le Parti républicain, le général

Eisenhower, fut élu. Le retour aux commandes, après deux décennies, exalta les républicains, et la victoire du général Eisenhower fut largement due à son engagement à éliminer le noyautage communiste du gouvernement, noyautage qui, d'après les différentes révélations, eut lieu pendant le long mandat de Roosevelt, et dont son successeur hérita. En 1954, le nouveau président fit savoir qu'il n'appréciait pas les « méthodes » du sénateur McCarthy et donna ainsi son accord implicite à la motion de censure (en outre, le Comité juif américain exigea impérieusement que le Sénat l'approuve), qui fut finalement votée. Comme beaucoup avant lui, le sénateur McCarthy commença à disparaître de la scène politique, et le principe selon lequel les « enquêtes » étaient pernicieuses fut rétabli.

Ainsi, l'électeur américain réalisa que le choix apparent entre les candidats, au cours des élections présidentielles, ne lui offrait pas de possibilité réelle pour lutter contre la sédition. Avec cette motion de censure, approuvée par le président de l'époque, toutes les enquêtes et toutes les révélations furent enterrées. À partir de ce moment, les agents conspirateurs furent implicitement autorisés à reprendre les activités souterraines, qui, pendant la Seconde Guerre, avaient abouti aux situations orchestrées par MM. Alger Hiss et Harry Dexter White. C'est cette dimension qui confère à la politique américaine une puissance démesurée et redoutablement explosive dans la perspective d'une guerre future.

Dans le domaine de la sédition, les « élus dictateurs » de notre époque jouent le rôle qui leur a été assigné par les *Protocoles* de 1905, ce document majeure d'une conspiration dont des individus tels qu'Harry Dexter White firent manifestement partie. Le protocole n° 19 spécifie que lorsque le super gouvernement sera mis en place, la sédition sera placée dans la catégorie des « vols, meurtres et autres sortes de crimes abominables et répugnants », et il ajoute que « nous avons fait de notre mieux pour arriver à ce que les *États-nations n'acquièrent pas les moyens de lutter contre la sédition*. C'est pour cette raison qu'au travers de la presse et des discours et indirectement… nous avons *promu le martyr des conspirateurs servant le concept de bien public* ».

Pendant une longue période, M. Hiss fut décrit comme un martyr dans la presse du monde entier, et ce quelque soit le parti concerné ; le sénateur McCarthy, qui avait réussi « à acquérir les moyens de lutter contre la sédition » fut présenté comme une brute. Ce contrôle de la presse, établi au

cours des deux dernières décennies, permet à la conspiration de se tenir entre les États-nations et leur volonté d'en finir avec la sédition. Les *Protocoles* de 1905 prédirent : « Nous vaincrons avec certitude nos ennemis, car ils ne disposeront pas des organes de presse au sein desquels il pourraient exprimer leur point de vue d'une manière complète et définitive ».

En Amérique, par laquelle aujourd'hui passe l'avenir de l'Occident, le sujet est encore plus complexifié par la présence d'un organe capable de réaliser des interventions drastiques dans ce domaine. La Cour suprême des États-Unis, ayant mandat d'arbitrer sur des questions constitutionnelles entre le gouvernement fédéral et les gouvernements spécifiques des quarante-huit États, traite généralement de points qui, dans d'autres démocraties parlementaires, relèveraient de la sphère législative, et non de la sphère juridique. En outre, les membres de cette cour sont des hommes politiques (c'est-à-dire des membres de partis), pas forcément des juristes professionnels ou des individus ayant suivi une formation en droit. Le danger induit par ce contrôle politique est évident, et il fut illustré par un vote majoritaire effectué le 2 avril 1956, au cours duquel la Cour suprême annula la condamnation d'un communiste dans le cadre de la loi de l'État de Pennsylvanie contre la sédition. Au cours de ce jugement, la Cour suprême estima que « le domaine de la sédition » relève exclusivement des compétences du Congrès, et qu'« il n'existe pas de légitimité » pour des législations ou des procès menés par les États contre la sédition. À cette époque, quarante-deux des quarante-huit États disposaient de lois contre la sédition, et ce jugement, s'il n'est pas annulé par une loi spécifique émanant du Congrès, réduirait considérablement les barrières à la sédition en Amérique émanant des pouvoirs distincts de ces quarante deux États, ne laissant comme seule défense que l'administration fédérale, qui, à plusieurs reprises au cours des dix dernières années, s'était révélée être infestée de révolutionnaires. En outre, ce jugement peut être rapproché de l'extrait des *Protocoles* cité précédemment.

Enfin, la Seconde Guerre entraîna la renaissance de la Ligue des nations, qui avait émergé de la « Ligue d'imposition de la paix ». Cet organe ne fut manifestement jamais une alliance entre nations, mais un instrument de contrôle des nations, manipulé par quiconque réussissait à en prendre le contrôle. Les conclusions de la commission sénatoriale citées plus haut témoignent du rôle joué par MM. Alger Hiss, Harry Dexter White

et leurs associés dans la conception et l'organisation de cette ligue. Leur intention était clairement « une extension de la révolution » mondiale, en accord avec la directive de Lénine, et la création du « super gouvernement » annoncé par les *Protocoles*. L'ombre du régime de camps de concentration planétaire plane déjà à travers sa « Convention sur les génocides », où l'infliction de « souffrance mentale » est définie comme un crime contre des « groupes » indéfinis.

Ce qu'il en adviendra dépend du succès ou de l'échec futur des États-nations dans leur « lutte contre la sédition ». Au cours de la Seconde Guerre, comme pendant la première, tous les « plus grands leaders » et « élus dictateurs » apparurent dès le début comme ayant convenu secrètement du projet de mise en place d'une « organisation mondiale » à laquelle les États-nations seraient subordonnés. C'était leur propre projet, non celui de leurs peuples, qui ne furent jamais consultés. Aucune nation n'a jamais manifesté le désir de noyer son identité dans un quelconque État mondial, dirigé par on ne sait qui. Au contraire, l'amour durable de la nation, malgré toutes les difficultés et toutes le défaites, est le sentiment humain le plus évident qu'ait révélé le XX$^{e}$ siècle, et cela augmentera certainement jusqu'à ce que la « manipulation des nations » cesse et que l'idée d'annihiler les nations disparaisse.

Néanmoins, durant la guerre, les dirigeants, libres de tout contrôle public relatif à leurs rencontres, échanges de télégrammes et conversations téléphoniques, poussèrent le projet d'un nouvel ordre mondial, qui à la fin de la guerre se retrouva entre les mains de secrétaire de MM. Hiss et White. Le biographe de M. Baruch note que M. Roosevelt étudia cette idée bien avant de devenir président, et il choisit le nom, « Nations unies ». M. Baruch lui-même, le conseiller permanent des présidents, brûlait d'une immense ambition ; le même biographe cite la déclaration qu'il fit à de nombreuses reprises : « Bien sûr nous pouvons sauver le monde ».

"L'absence d'humilité est le trait le plus marquant chez chacun de ces individus. À cet égard, M. Churchill est aussi décevant aux yeux du chercheur qu'il est rassurant en ce qui concerne la triste conclusion de la guerre en Europe, qu'il tenta incontestablement d'éviter. Pour ce qui est de remodeler le monde, il fut aussi incorrigible que tous les autres, et les courageuses déclarations qu'il proféra parfois (« Je ne suis pas devenu le Premier ministre de Sa Majesté pour présider à la liquidation de l'Empire

britannique ») sont difficilement conciliables avec son enthousiasme à l'égard d'un concept basé sur la « liquidation » à terme de tous les États nations.

Ainsi, à l'époque où la conclusion désastreuse de la guerre en cours était concoctée, ces dirigeants se penchaient-ils sur les notions de gouvernement mondial. Ils ne pouvaient ou ne voulaient tirer de ce conflit une vraie victoire, mais ils étaient prêt à réorganiser le monde !

« Les questions relatives à une Organisation mondiale » (déclaration de M. Churchill en octobre 1944) « occupaient désormais chacune de nos pensées »

Depuis la lointaine Afrique du Sud, une nouvelle fois, le général Smuts éleva la voix, déclarant que la Russie soviétique devait être invitée aux discussions, et, depuis Washington, le président Roosevelt confirma que l'État révolutionnaire qui avait aidé Hitler à déclencher la guerre devait être « un membre à part entière dans toute association de grandes puissances créée afin de *prévenir les conflits internationaux* ». M. Roosevelt prévit une période de « différences » et de « compromis » au cours de laquelle « l'enfant » apprendrait à marcher. M. Churchill commenta que l'enfant était « l'instrument mondial », et par conséquent, ce terme semble avoir été le favori parmi les dirigeants de l'époque.

De cette manière, grâce à une guerre mondiale de plus, la « Ligue d'imposition de la paix » fit à nouveau surface, et les agents de la conspiration occupaient de nombreux postes-clefs dans l'organe central et dans ses agences auxiliaires, comme on pouvait le prévoir étant donné les circonstances qui sont désormais connues. MM. Hiss et White étaient les chefs de ce vaste clan. La première grande action menée par le nouvel « instrument mondial » fut dans les faits d'approuver l'annexion de la moitié de l'Europe par les révolutionnaires, en intégrant les gouvernements fantoches des pays captifs du communisme au sein de cette organisation.

Ainsi, dans tous les domaines, la directive de Lénine au sujet de l'« extension » de la révolution par une Seconde Guerre mondiale fut-elle appliquée. Ce ne fut pas le résultat de la volonté populaire (dans les deux cas ayant eu lieu jusque-là, celui de la Hongrie en 1919 et celui de l'Espagne, où les États-nations eurent la possibilité de combattre le communisme, celui-ci fut éradiqué). Ce fut le résultat de l'infestation de l'Occident par les membres de la conspiration, de l'interdiction virtuelle des

lois anti-sédition sur lesquelles ils parvinrent à influer, et du contrôle de la politique, des approvisionnements et des opérations militaires dont ils s'accaparèrent.

---

## NOTES DU CHAPITRE 41

44 * Les trois formes de soutien énumérées par M. House incluent le soutien « financier ». La question à laquelle il est le plus difficile de répondre est, combien de *fonds* furent transférés. Un nombre incalculable d'ouvrages font allusion à un important soutien financier provenant des « organismes bancaires de Wall Street » et assimilés, mais je n'en ai cité aucun parce que je ne pouvais pas vérifier les faits ; de telles transactions, dans tous les cas, sont quasiment impossibles à retrouver, car elles sont menées avec la plus grande discrétion. Toutefois, une allusion non négligeable est faite dans une lettre de Lénine lui-même à Angelica Balabanoff (son émissaire à Stockholm à l'époque où le communisme se « mettait en place » à Moscou) : « Dépensez des millions, des dizaines de millions s'il le faut. Nous avons un tas d'argent à notre disposition ». Il n'y a plus de doutes au sujet du soutien financier *allemand* accordé aux comploteurs bolcheviques. Les archives du ministère allemand des Affaires étrangères saisies par les alliés en 1945 incluent un télégramme envoyé le 3 décembre 1945 par le ministre des Affaires étrangères allemand, Richard Von Kuehlmann, au Kaiser et qui précise, « C'est seulement à partir du moment où les bolcheviques ont reçu un flux financier constant via différents réseaux et sous différents libellés qu'ils ont été en mesure de créer leur outil principal, la *Pravda*, qui leur a permis de mener une propagande musclée et d'élargir notablement la base initialement réduite de leur parti ». Le ministre des Affaires étrangères, anticipant les illusions qui habiteraient les politiciens occidentaux au cours de la prochaine génération, ajouta : « Il est totalement dans notre intérêt d'exploiter la période au cours de laquelle ils sont au pouvoir, cette période pourrait être éphémère… » (Quelqu'un ajouta un commentaire dans la marge, « il n'est pas question de soutenir les bolcheviques à l'avenir », une directive qui ne fut pas prise en compte par Hitler). Les documents allemands incluent un rapport rédigé en août 1915 par le comte Brockdorff-Rantzau, ambassadeur d'Allemagne à Copenhague, au sujet

des activités d'un « expert de la Russie », un certain Dr Helphand, qui aida à l'organisation du complot bolchevique. Ce rapport précise que « le Dr Parvus » (pseudonyme de Helphand) « a fourni à l'organisation une somme permettant de couvrir les dépenses en cours… même les personnes les plus haut-placées et travaillant pour l'organisation ne réalisent pas que c'est notre gouvernement qui est derrière tout cela ». Helphand évalua le montant de l'organisation « complète » de la révolution à « approximativement vingt millions de roubles ». Berlin mandata Brockdorff-Rantzau pour qu'il fasse une avance, et le reçu de Helphand se trouve dans les archives : “Ai reçu de l'ambassade d'Allemagne à Copenhague, le 29 décembre 1915, la somme d'un million de roubles en billets de banque russes afin de promouvoir le mouvement révolutionnaire en Russie ; signé Dr A. Helphand" ( *Royal Institute of International Affairs journal*, Londres, avril 1956).

**45** L'Italie telle que surnommée par Churchill, qui la considérait comme le point faible de l'Axe - NdT

**46** Région du sud-est de la Russie - NdT

**47** Selon Wikipedia: Harry Dexter White (octobre 1892 – 16 août 1948) était un économiste américain, haut fonctionnaire du département du Trésor des États-Unis, et fut reconnu comme étant un agent soviétique. Il fut l'un des principaux initiateurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Fils d'immigrés juif lithuaniens. M. White est né à Boston dans le Massachusetts. Pendant sa jeunesse, il rejoignit l'US Army et combattit en France durant la Première Guerre mondiale. Après avoir quitté l'armée, il entama des études à l'université de Columbia, puis rejoignit Stanford où il obtint un diplôme en économie. Il obtint son doctorat en économie de l'université d'Harvard à trente ans.

M. White prit un poste d'enseignant à l'université Lawrence d'Appleton dans le Wisconsin. En 1934, Jacob Viner, un professeur de l'université de Chicago travaillant au département du Trésor, le contacta pour lui proposer un poste au sein de ce département. M. White accepta et à la fin des années 30, il fit la rencontre de John Maynard Keynes et d'autres économistes célèbres. Lorsque les États-Unis entrèrent dans la Seconde Guerre mondiale, M. White reçut la responsabilité de gérer les affaires internationales pour le Trésor. Il eut des échanges approfondis avec les

Alliés, y compris avec l'Union soviétique, dont les représentants participèrent à la conférence de Bretton Woods qui fut dominée par White et Keynes.

# Chapitre 42

# LA VENGEANCE TALMUDIQUE

Malgré les protestations de MM. Hull et Stimson, les responsables du cabinet américain, et des experts au sein du ministère des Affaires étrangères britannique, la Seconde Guerre se conclut par « une paix nourrie de vengeance » ; ou plutôt (puisque la vengeance est une négation de la paix et ne peut jamais apporter la paix), par une vengeance qui portait les germes de la prochaine guerre.

Les deux « élus dictateurs » occidentaux, MM. Roosevelt et Churchill, prirent la responsabilité de la vengeance puisque, malgré leur reniement ultérieur, ils en signèrent tous deux la charte : le Protocole de la conférence de Yalta. De cette manière, l'Occident chrétien se joignit à l'Orient impie pour assouvir une vengeance barbare envers l'Europe. L'objectif de ce chapitre est d'identifier qui sont les vrais responsables (puisque d'après les déclarations de chacun d'entre eux, ils agirent sous l'influence ou sous la pression d'individus restés dans l'ombre, ou bien dans l'ignorance de ce qu'ils signaient, ici l'incapacité ultime de ces grands chefs de guerre apparemment tout puissants est révélée).

À Casablanca, en janvier 1943, M. Roosevelt joua pour la première fois la partition de la « vengeance aveugle », lorsqu'il « établit soudain le principe de la capitulation sans condition » (M. Hull). Ces mots, sonnant comme l'Ancien Testament, signifiaient que la paix ne serait pas accordée à l'ennemi, et ce, quelqu'en soit le prix, ce qui était diamétralement opposé à tous les « principes » précédemment prônés par les dirigeants occidentaux. M. Hull, membre du cabinet américain en charge de ce dossier, déclara que lui et son cabinet n'avaient pas été informés de cette pirouette politique et que « M. Churchill était atterré » ; en outre, le ministère des Affaires étrangères britannique demanda que ce terme soit modifié. M. Churchill (comme il le déclara après le conflit qui eut lieu à la Chambre des communes) soutint néanmoins l'utilisation de ce terme, « mais seulement après que le président l'eut utilisé sans m'avoir consulté ». M. Churchill ajouta que « si le Cabinet britannique avait eu connaissance de ces mots, il

s'y serait opposé » (pourtant, et malgré cette expérience, il continua pendant des années à provoquer des rencontres au « sommet » entre le dictateur moscovite et les deux dirigeants occidentaux).

Ainsi, en 1943, à Casablanca, la décision de mettre en œuvre la *vengeance* fut prise pour la première fois. Cela constitua la trame de fond du « plan Morgenthau » datant de septembre 1944 (manifestement, il fut d'abord élaboré à Moscou, puis rédigé par M. Harry Dexter White à l'attention de son supérieur, puis transmis à M. Roosevelt par M. Morgenthau, qui le parapha avec M. Churchill), et dont l'esprit se diffusa au cours de la conférence de Yalta et de son Protocole. La déclaration d'étonnement ultérieure de M. Roosevelt (« il n'avait aucune idée de comment il avait pu parapher cela ») et les expressions de regret de M. Churchill « je n'avais pas eu le temps d'examiner le plan Morgenthau en détail… je suis désolé de l'avoir signé » sont toutes deux anéanties par le fait que tous deux signèrent ensuite le protocole de Yalta, qui en constituait la descendance et représentait une véritable charte de la vengeance.

En y associant leurs noms, les deux dirigeants occidentaux firent plus de mal à l'Occident qu'aucune guerre ; ce qui est détruit par des bombes peut être reconstruit, mais lorsque des valeurs spirituelles forgées par les efforts des nations pendant dix neuf siècles sont ruinées, elles sont plus difficiles à rétablir. L'Est ne perdit rien, car la vengeance faisait partie de sa tradition barbare, en partie abolie pendant le dernier siècle de règne des tsars, mais rétablie en 1917. En Occident, terre du christianisme, la situation était différente.

Au cours des siècles, l'Occident avait progressivement amélioré la gestion des conflits depuis la sauvagerie des temps primitifs jusqu'au code civilisé qu'il avait atteint à la fin du règne de Louis XIV. Les nations acceptèrent de plus en plus ce code suprême, qui prohibait les meurtres inhumains et les mauvais traitements infligés aux civils ainsi que le pillage de leurs biens, qui offrait l'immunité d'un drapeau blanc, et qui établissait que les ennemis morts ou blessés et les prisonniers devaient être traités comme ceux de son propre camp. Après quelques temps, de tout cela surgit une organisation internationale, sous le signe de la croix, qui prit soin de tous les soldats, quels que soient leur nationalité ou leur grade. Ce code de la guerre civilisée constituait probablement la meilleure première étape possible dans la perspective de l'abolition des guerres, espoir ultime de

l'homme. Il est inspirant d'étudier les archives des guerres menées dans le respect de ce code, et il est rebutant d'étudier celles des guerres qui le nièrent.

Les guerres du 19e siècle qui eurent lieu en Europe furent menées, dans une proportion grandissante, selon ce code, ainsi leurs récits démontrent-ils l'effort de l'homme à être digne même durant la guerre. Cela s'applique à la guerre de Crimée, et aux trois guerres prussiennes, contre le Danemark, l'Autriche et la Prusse. Elles furent conduites et conclues honorablement. (Le seul grand conflit de ce siècle-là dont l'image est plus obscure est la guerre civile en Amérique, où la vengeance, après la victoire, *fut* assouvie sur le vaincu. Cela n'aurait pas eu lieu sans l'assassinat du président Lincoln, le pacificateur et l'unificateur, qui eut lieu à quelques jours de la victoire ; dans l'ombre ténébreuse de ce crime sont peut-être tapis les mêmes conspirateurs révolutionnaires qui ont incontestablement façonné la destinée de notre pays).

À cette exception près, les guerres continuèrent à être menées selon ce code civilisé dans tout l'Occident, et dans toutes les contrées où étaient implantées des puissances occidentales. Au début du XXe siècle, la guerre entre les Anglais et les Boers eut lieu en Afrique du Sud. Quelques extraits du journal du colonel boer Deneys Reitz, écrits juste après le combat, illustrent comment les combattants se comportaient entre eux selon ce code, et ce il y a à peine cinquante ans.

Dans un camp de prisonniers britanniques : « un prisonnier demanda un entretien avec mon père. Ce prisonnier s'appelait Winston Churchill… il déclara qu'il n'était pas un combattant, mais un correspondant de guerre, et demanda à être libéré pour cette raison. Mon père répondit qu'il portait un Mauser lorsqu'on l'avait fait prisonnier, et qu'il devait par conséquent rester là où il était. Winston Churchill dit que tous les correspondants de guerre *au Soudan* étaient armés afin de se protéger, et la comparaison énerva mon père, qui lui dit que les Boers n'avaient pas pour habitude de tuer des civils… »

Après la victoire des Boers à Spion Kop : « nous passâmes les quelques heures qui suivirent à aider la Croix Rouge et nos adversaires à enterrer leurs morts et à évacuer leurs blessés… »

Après la prise de Dundee par les Boers : « Je vis le général Penn Symons, commandant des troupes britanniques. Il était mortellement blessé

et les infirmières me dirent qu'il ne passerait pas la nuit. Le lendemain matin… je rencontrai un groupe de porteurs qui transportaient son corps, enveloppé dans une couverture, et je les accompagnai jusqu'au lieu où ils l'enterrèrent derrière une petite chapelle anglaise… » Au cours du siège de Laydsmith mené par les Boers : « Un de nos hommes reçut une balle qui lui traversa les deux jambes, et un autre le ramena courageusement sur ses épaules, les Britanniques tiraient de toute part, jusqu'à ce qu'ils réalisent qu'il aidait un camarade blessé, ils le laissèrent alors revenir à nous en paix et furent même suffisamment fair play pour permettre son retour sans qu'aucune balle ne soit tirée », « …un soldat corpulent sortit de l'obscurité… il s'élança vers moi avec sa baïonnette, mais un faux pas perturba son attaque et il s'affala contre moi. L'homme était désormais à ma merci, puisque ma carabine était contre son flanc, mais je fus empli d'une aversion à l'idée de l'abattre comme un chien, et je lui ordonnai plutôt de mettre ses mains en l'air… » « Je trouvai le soldat que j'avais tué et je fus horrifié de voir que ma balle avait emporté la moitié de sa tête, l'explication étant que lors de l'une de nos patrouilles, j'avais trouvé quelques cartouches explosives pour Mauser dans un commerce abandonné, et je les avais prises pour m'exercer au tir. Je les conservai dans une poche séparée de ma bandoulière, mais dans l'excitation du moment, j'en avais logé une dans le chargeur de mon fusil sans y faire attention. Je fus affligé par mon erreur… je n'aurais jamais sciemment utilisé ce type de munition. Je jetai le reste dans un ruisseau… »

À l'issue d'une bataille : « Les blessés graves furent laissés afin que les ambulances britanniques s'en occupent… les soldats anglais, que ce soit les officiers ou leurs subalternes, firent preuve d'une humanité sans faille. Nous en avions tellement conscience que nous n'hésitâmes jamais à abandonner nos blessés à la merci des troupes, sachant parfaitement qu'ils seraient transportés et soignés scrupuleusement ».

« Nous vîmes les lumières d'un train, mais le général Smits ne nous aurait pas permis de mettre des rochers sur les rails ni de tirer alors que le bruit des moteurs se rapprochait, de peur de tuer des civils, nous restâmes donc cachés, entrevoyant des officiers et d'autres passagers assis dans le wagon-restaurant…tous inconscients des hommes qui les regardaient tapis dans l'obscurité ».

À l'approche de la capitulation des Boers : « à bord du navire de guerre britannique *Monarch*, nous passâmes une semaine dans le confort, car les officiers et les soldats redoublaient d'efforts pour nous accueillir. Les Britanniques, avec tous leurs défauts, constituent une nation généreuse… au cours de la période que nous partageâmes avec eux, pas un seul mot qui aurait pu nous blesser ou offenser notre fierté ne fut prononcé, bien qu'ils sussent que nous étions sur la voie de la défaite ».

Ceci est la description de la guerre menée par des hommes civilisés. Aujourd'hui, la phrase toute faite à propos de « la prochaine guerre qui détruira la civilisation » est vide de sens, parce que la civilisation est un état d'âme, un état d'esprit et ne peut être détruite par des bombes, en revanche elle *peut* être détruite par des actes tels que la vengeance de 1945. La guerre décrite par le colonel Reitz fut menée alors que j'étais encore un jeune garçon, et le code appliqué par des hommes tels que lui, quelque soit leur camp, en temps de guerre ou de paix, fut celui que les Anglais de ma génération apprirent à honorer.

Il fut respecté pendant la Première Guerre mondiale. Je me souviens de la manière dont les Britanniques traitaient les prisonniers de guerre, et je me souviens de la libération des prisonniers britanniques au cours de l'assaut final ; le traitement fut le même des deux côtés. Un homme blessé n'avait pas de nationalité, qu'il soit aux mains de l'adversaire ou qu'il soit blessé dans son propre camp, il recevait les mêmes soins attentionnés. Le personnel non combattant et les populations civiles étaient respectés, les pillages et les viols étaient interdits.

Qu'est ce qui causa alors l'abandon soudain en Occident de ce code de la guerre civilisée, après la Seconde Guerre mondiale? Les peuples n'avaient pas changé au cours des vingt-sept années écoulées depuis l'armistice de 1918. Ils n'étaient pas plus cruels ou moins gentils qu'avant. Ils étaient seulement aveuglés par une propagande qui cachait la vraie nature des actes de leurs dirigeants, et ces dirigeants, selon leurs propres déclarations, étaient manipulés par d'autres ou n'avaient pas conscience de ce qu'ils signaient. C'est de cette manière que la vengeance de 1945 fut portée, et il ne restait plus aux hommes civilisés que la phrase d'Edmund Burke : « Elle est perdue à jamais, cette délicatesse des principes, cette chasteté de l'honneur où la moindre tache brûlait comme une blessure ».

Le prélude décisif vint, avant même la fin des combats, avec le bombardement aveugle des populations civiles dans un pays déjà vaincu mais voyant son droit aux refugiés refusé malgré sa capitulation. Le meurtre de civils fut le reproche porté avec le plus de virulence contre l'Allemagne, pendant chacune des deux guerres, par les hommes politiques britanniques et américains. Le 10 février 1944, la conférence de Yalta se termina, et au cours de celle-ci M. Roosevelt, lors d'une discussion privée avec Staline, avait déclaré qu'il se sentait « plus assoiffé de sang » qu'auparavant à l'égard de l'Allemagne. Les 13 et 14 février, les bombardiers britanniques et américains, pendant des heures interminables, déversèrent un déluge de bombes sur Dresde, une ville remplie de réfugiés, principalement des femmes et des enfants fuyant l'avancée de l'Armée rouge. Le nombre de victimes et de personnes brûlées et ensevelies au cours de ce jour et de cette nuit ne sera jamais connu ; les estimations varient entre 50.000 et 250.000[48]. Les documents militaires publiés à ce jour ne révèlent pas qui en fut le commanditaire, et des mesures strictes furent apparemment prises afin que cette affaire ne fasse jamais l'objet d'une discussion publique.

Après cela, vint l'ordre du général Eisenhower d'arrêter les troupes anglo-américaines au niveau de la ligne de l'Elbe, et subséquemment d'abandonner Berlin, Vienne et Prague, ainsi que toute l'Europe de l'Est aux armées soviétiques. Il s'agissait d'une vengeance qui ciblait tout autant les amis que les ennemis, puisqu'elle signifiait l'abandon de la moitié du continent à l'asservissement soviétique. La barbarie de cette vengeance fut accentuée par l'ordre (dont les conséquences ont été décrites précédemment à travers les yeux d'un témoin) donné aux armées alliées, d'interdire, *par la force*, la fuite vers l'Ouest des réfugiés depuis les territoire délaissés ; à ce moment-là, les canons britanniques et américains se tournèrent vers nombre des victimes d'Hitler, aussi bien que vers des femmes et des enfants allemands. Le paroxysme vint ultérieurement, depuis les camps, où des centaines de milliers de ces réfugiés étaient rassemblés, après avoir rejoint l'Ouest antérieurement - ou malgré la ligne de démarcation - ; nombre d'entre eux furent désignés pour être *ramenés* vers leurs poursuivants.

L'Angleterre avait établi l'esclavage dans ses colonies d'outre-mer plus d'un siècle auparavant ; en Amérique, le président Lincoln l'avait aboli pendant la guerre de Sécession de 1861-1865. Par ces actes, les dirigeants

de l'Angleterre et de l'Amérique réintroduisirent l'esclavage *en Europe* en 1945 !

Les procès des « criminels de guerre » constituèrent les sommets de la vengeance, et l'Everest fut atteint avec le procès des dirigeants nazis à Nuremberg.

Le « méchant » que les masses étaient incitées à détruire depuis six années ne fut absolument pas cité dans l'acte d'accusation, même *in absentia*, bien que son conseiller, Martin Bormann (dont la mort ne fut pas plus ou moins prouvée que celle d'Hitler) y *fût* inclus. Cette importante lacune à la fin de la carrière d'Hitler pourrait être aussi significative que de nombreuses autres omissions antérieures concernant ce qui est généralement connu à son sujet. À notre époque, où l'infiltration de tous les partis, classes et gouvernements par les agents de la révolution est un fait connu et avéré, il est intéressant de noter que les nombreux ouvrages à son sujet ignorent ses liens initiaux avec le communisme et les preuves irréfutables concernant son passé communiste. Le dossier de la police de Vienne concernant le début de sa carrière a apparemment disparu. Le capitaine Roehm, qui fut son dernier chef de l'Armée brune, déclara à l'un des officiers des chemises brunes (qui me le rapporta) que, lorsqu'en 1919, les troupes bavaroises chassèrent le gouvernement bolchevique de Munich, Adolf Hitler, qui était encore un inconnu, fut fait prisonnier avec le garde du corps de Lévine, l'émissaire de Moscou, et réussit à sauver sa peau en devenant informateur (cela pourrait expliquer pourquoi Roehm, détenteur d'informations à charge, fut supprimé par Hitler à son arrivée au pouvoir). La proposition de dénomination initialement faite par Hitler lui-même pour le Parti national-socialiste était « le Parti social révolutionnaire » ; il se décrivit lui même comme étant « l'exécuteur du marxisme » (non pas l'exterminateur) ; et il déclara à Hermann Rauschning qu'il avait construit son organisation sur le modèle communiste. Je rencontrai Hitler une ou deux fois, et je l'étudiai avec attention pendant de nombreuses années, avant et après son accession au pouvoir ; je crois qu'aucune étude réellement instructive à son sujet et sur le rôle qu'il joua n'a encore été publiée à ce jour.

Cette période fut marquée par une série d'événements qui furent délibérément conçus afin de leur donner une nature caricaturale et particulièrement humiliante pour l'Occident chrétien ; c'était comme si les

prisonniers étaient forcés à faire les clowns pour amuser leurs gardiens. Cela fut illustré à Nuremberg, lorsque *le juge soviétique fut retenu pour lire la partie du jugement qui condamnait les Allemands pour avoir déporté des hommes et des femmes depuis leurs demeures vers des camps éloignés où ils travaillèrent comme des esclaves.* Les membres britanniques, américains et français de la cour écoutèrent pendant que la justice occidentale, qui constituait leur héritage et leur légitimité, faisait l'objet de moqueries. À ce moment-là, selon les accords de Yalta, des Allemands, des Polonais et bien d'autres étaient enlevés de leur maisons et envoyés dans des camps d'esclaves ; derrière ce juge soviétique planait l'ombre des geôles moscovites, où des hommes étaient liquidés sans autre forme de procès, et celle des vastes zones de détentions sibériennes, où, pour les trente années à venir, des millions d'êtres humains allaient être réduits en esclavage sans même avoir été accusés ou jugés.

Voilà pour les sommets de la vengeance. Sur leurs contreforts, un nombre incalculable de faits plus mineurs eut lieu, faits qui constituèrent les pages les plus sombres de l'histoire récente de l'Occident. Il s'agissait d'un retour à la barbarie ; où se trouvait son origine ? Quel pouvoir fit que les dirigeants occidentaux soutinrent la révolution venue de l'Est sous la forme d'une vengeance similaire à celle pratiquée par des tribus sauvages et primitives ? Cette vengeance n'était pas celle de l'« Éternel » selon l'acception chrétienne. De qui venait cette vengeance ?

Manifestement, certains actes symboliques furent menés afin d'établir l'autorité - ou nature - de la vengeance. Ces actes de couronnement symbolique constituèrent la reproduction, après quasiment trente ans, d'actes similaires commis pendant la révolution en Russie : les fanfaronnades talmudiques laissées sur les murs de la chambre où les Romanoff furent assassinés et la canonisation de Judas Iscariote. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants nazis furent pendus le « jour juif de l'Expiation », de cette manière leur exécution fut présentée aux juifs comme analogue à la vengeance que Mardochée infligea à Haman et à ses fils. Ainsi, dans le village bavarois d'Oberammergau, où la pièce de théâtre connue dans le monde entier et qui représentait la Passion était jouée depuis trois siècles, les acteurs représentant les personnages principaux passèrent devant un tribunal communiste pour « activités nazies ». Ceux qui jouaient le rôle de Jésus et des apôtres furent tous jugés coupables ; le seul qui fut acquitté est celui qui jouait le rôle de Judas.

Ces choses-là n'arrivent pas par hasard, et de cette façon, on donnait à la vengeance infligée à l'Allemagne, comme à celle qui précédemment avait été infligée à la Russie, la marque d'une vengeance talmudique (c'est-à-dire, une vengeance à l'encontre de la chrétienté, le Talmud constituant la continuation spécifiquement anti-chrétienne de la Torah pré-chrétienne). La loi vengeresse se répandit de part et d'autres de la ligne qui était censée être un « Rideau de Fer » séparant « le monde libre » de l'Est asservi ; pour ce qui était de la vengeance, il n'y avait pas de Rideau de Fer. Nuremberg était à l'Ouest ; et Oberammergau était dans la zone soviétique.

En choisissant le Jour juif du Jugement pour la pendaison des dirigeants nazis et des hauts-gradés allemands, les responsables occidentaux donnèrent à la conclusion de la Seconde Guerre l'aspect d'une vengeance invoquée spécifiquement au nom des « juifs ». La tournure que prit le procès démontra l'objectif de la vaste propagande falsificatrice menée au cours de la guerre, que j'ai décrite précédemment. « Les crimes contre les juifs » furent isolés comme pour une enquête séparée, comme si les juifs étaient différents des autres êtres humains (et lorsque le verdict fut prononcé, des centaines de millions d'êtres humains en Europe de l'Est furent abandonnés à une persécution générale concernant tous les hommes, proportionnellement à ce que les juifs subirent en Allemagne). Cette accusation spécifique retenue contre les inculpés devint « le cœur du dossier » (selon les mots du capitaine Liddell Hart) et était basée sur l'assertion que « six millions de juifs » avaient été tués (au fil du temps, le terme « tués » remplaça le terme « périrent »). Un tribunal impartial aurait au départ exclus toute acte d'accusation basé sur cette donnée totalement invérifiable : À Nuremberg, les avocats, qui dans un procès privé auraient demandé l'acquittement en raison d'une déclaration non prouvée à une décimale ou à un chiffre près, utilisèrent ce chiffre fantastique comme fondement de leur acte d'accusation.

J'ai décrit précédemment, avec des preuves issues de sources juives, le processus grâce auquel, années après années, les « juifs » furent « isolés » de la masse des victimes d'Hitler, et leur nombre crût à volonté jour après jour (l'autodafé mené par Hitler devint « la destruction des livres *juifs* » ; ses camps de concentration où quatre-vingt-dix pour cent des détenus étaient allemands devinrent des camps de concentration pour les juifs ; un rapport fait pendant la guerre au sujet du meurtre de « 150.000 Russes

blancs, Ukrainiens et juifs à Kiev » fut transformé en « 150.000 *juifs* », et cela continue ainsi interminablement).

La déclaration concernant les « six millions de juifs », acceptée par les juges sans discussion, fut le résultat final de ce processus. En six années de guerre, les Allemands, les Japonais et les Italiens, utilisant toutes les armes possibles, tuèrent 824.928 combattants britanniques, britanniques du Commonwealth et américains, salariés de la marine marchande et civils. Si l'on prend pour hypothèse que les Allemands tuèrent, disons, la moitié de ces victimes en Europe, alors ils y tuèrent (selon cette assertion) *quinze fois plus de juifs*. Pour réaliser cela, ils auraient eu besoin de telles quantités d'hommes, d'armes, de véhicules et de matériel que cela leur aurait permis de gagner la guerre à plusieurs reprises.

Ce chiffre ne mériterait même pas que l'on s'y attarde s'il n'avait pas été utilisé pour donner à la Seconde Guerre le nom de « guerre anti-juive », et si, à nouveau, cela ne préparait pas les fondements d'une quelconque troisième guerre. C'est pour ces raisons que nous allons maintenant étudier ce chiffre.

Jamais au cours de l'Histoire, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, le nombre de judaïtes, Judéens ou juifs, vivant à une quelconque époque, n'a jamais pu être évalué ; pour cette raison, le nombre touché par n'importe quelle catastrophe ne peut pas non plus être évalué, et il y a beaucoup d'autres raisons pour lesquelles le nombre de victimes juives pendant la Seconde Guerre mondiale ne peut être déterminé. Le processus de mystification commence dans la *Genèse* et continue dans la Torah (par exemple, les soixante-dix personnes menées en Égypte par Jacob, augmentèrent apparemment jusqu'à atteindre deux ou trois millions en 150 ans). À chaque époque, des variations importantes et parfois considérables apparaissent dans les « estimations », et seules des estimations sont possibles, puisque le terme actuel, « juif », est légalement indéfinissable et statistiquement insaisissable.

Le Dr Hans Kohn, éminent chercheur juif, écrivit dans son article sur « la distribution géographique des juifs » publié dans l'*Encyclopaedia Britannica de l'année 1942* :

« Étant donné le fait que, dans plusieurs des pays où le plus grand nombre de juifs vivait en 1941, *le recensement n'incluait aucune question relative aux religions*… le nombre exact de juifs dans le monde en 1941 *n'a*

*pu être certifié*. La définition des personnes pouvant être catégorisées comme appartenant à la « race juive » *n'est en aucun cas arrêtée*… Dans les pays où le recensement *incluait* des questions sur les origines religieuses, *il est quand-même difficile de définir exactement ce critère de foi juive.*

Ainsi, l'*hypothèse* qui variait généralement autour du chiffre de 16 millions (pour le monde entier) « *ne repose-t-elle en rien sur des "chiffres" exacts*. À cette incertitude concernant le nombre de juifs dans le monde s'est ajoutée au cours des dernières années *une incertitude croissante sur leur distribution numérique au sein des différents pays et continents.* Il est probable que plus de 6.000.000 de juifs vivaient en Pologne et en U.R.S.S. ».

Des bases plus fragiles que celles-ci, ne serait ce que pour des « estimations » (sans même parler de « statistiques »), sont difficilement imaginables, et pourtant, au cours de la période qui suivit, lorsque toutes les confusions supplémentaires liées à la guerre et à l'occupation furent ajoutées à ces frêles fondations, un nombre précis de victimes juives fut produit jour après jour, relayé par des milliers de propagandistes assidus, et il fut finalement affirmé que celui-ci atteignait les six millions !

Le Dr Kohn déclare qu'il y avait « probablement » plus de 6.000.000 de juifs vivant en Pologne et en U.R.S.S. *en 1941*. En ce qui concerne l'U.R.S.S., cela pourrait corroborer une autre autorité juive (le professeur H.M.T. Loewe), qui écrivit dans *l'Encyclopaedia Britannica* de 1937 que 2.700.000 de juifs vivaient alors là. D'une manière similaire, quatre années plus tôt (en 1933), le journal juif *Opinion* avait affirmé que la population juive en U.R.S.S. était inférieure à 3.000.000, et l'*Encyclopaedia* soviétique officielle de 1953 avance que « la population juive de l'Union soviétique *en 1939* était de 3.020.000 ».

Ce quasi-consensus parmi quatre auteurs de renom sur la période 1933-1941 pourrait pousser le lecteur à croire que le nombre de juifs, au moins dans un pays (l'U.R.S.S.), fut établi avec une justesse suffisante pour une époque donnée. Au contraire, il s'agit d'une jungle statistique où *rien* n'est jamais établi. En 1943, le commissaire juif du peuple Mikhœls déclara à Londres (d'après le *Johannesburg Jewish Times* de 1952) : « Nous avons aujourd'hui en Union soviétique 5.000.000 de juifs ». C'est deux millions de plus que deux années auparavant, et si c'était vrai, cela signifiait

probablement que la plupart des *juifs* de Pologne, après la brouille entre Hitler et Staline, rejoignirent le territoire soviétique. Toutefois, dans le même numéro du *Jewish Times*, un grand écrivain juif, M. Joseph Leftwich, déclara qu'en 1952, la population Juive en U.R.S.S. était égale à 2.500.000, « une perte de 2.500.000 *depuis* 1943 ». Il s'interrogea : « où et comment ont-ils disparu ? » ; la réponse, à mon avis, est que la plupart d'entre eux disparurent au fin fond des statistiques.

Ce n'est pas la fin de l'imbroglio, concernant cette partie de la question. L'*Encyclopaedia Britannica* de 1937 (tout en donnant le chiffre de 2.700.000 juifs en Russie selon un expert juif) affirmait qu'ils représentaient approximativement six pour cent de la population totale. La population totale donnée à un autre endroit était de 145.000.000, et six pour cent de ce chiffre équivaudrait à 8.700.000 !

Sur ce sujet, les encyclopédies, les bilans statistiques annuels et les almanachs sont contradictoires et peu fiables. Je pourrais en multiplier les illustrations (par exemple, le Congrès juif mondial de 1953 annonça que la population juive en U.R.S.S. s'élevait à 1.500.000), mais déambuler dans un labyrinthe sans issue est inutile. Tous les chiffres publiés sont des « estimations » réalisées selon le bon plaisir des experts, et sont sans valeur. Un comptable pourrait écrire un livre sur les efforts des encyclopédistes pour faire coïncider la population juive mondiale d'après-guerre avec les « estimations » d'avant-guerre, moins six millions. Les chiffres sont délicats à manipuler ; en voici quelques exemples :

Dans son édition de 1947, le *World Almanach*, bilan annuel américain qui est considéré comme une référence, évaluait la population juive mondiale de 1939 à 15.688.259. Dans les éditions ultérieures jusqu'en 1952, cette estimation d'avant-guerre fut augmentée (sans explications) d'un million, jusqu'à 16.643.120. La population annoncée pour l'année *1950* était de 11.940.000, ce qui, soustrait du premier chiffre donné pour 1939, aboutit à une réduction de presque quatre millions (et non pas de six millions, cependant). Néanmoins, cette « estimation » est elle-même basée sur une autre estimation, à savoir, celle qui évalue la population juive de l'U.R.S.S. en 1950 à 2.000.000. Ce qui laisse toujours sans réponse la question de M. Leftwich relative à la déclaration du commissaire du peuple Mikhœls, comme quoi, en 1943, la population juive de l'U.R.S.S. était égale à 5.000.000.

En Angleterre, le *Whitaker's Almanac*, qui jouissait d'une renommée similaire, fit face au même problème. Dans ses éditions de 1949 et de 1950, il fournit une « estimation » de la population juive mondiale en 1939 égale à 16.838.000 et à 11.385.200 pour l'année 1949 - une baisse de près de 5.500.000. Toutefois, les chiffres donnés pour la population juive pays par pays aboutissaient à un total de 13.120.00 (au lieu de 11.385.200). Incidemment, en 1950, le *Whitaker* évaluait la population juive de l'U.R.S.S. à 5.300.000, contre le chiffre de 2.000.000 donné par le *World Almanac* pour la même année.

Ces deux publications bénéficient de la meilleure réputation en matière de scrupuleuse exactitude, et ils ne sont pas à blâmer ; car dans ce domaine spécifique, *seules* des « estimations » de source juive sont disponibles, et pour des raisons évidentes, on ne peut s'y fier. Je mis en exergue ces incohérences dans un livre qui sortit en 1951, et notai qu'en 1952, le *Whitaker* ne faisait plus mention de ces « estimations de la population juive » ; il avait apparemment abandonné cette quête statistique désespérée, et avait eu raison de faire ce choix. Une autre encyclopédie arrêta de traiter ce sujet dans son édition de 1950.

Finalement, le *New York Times*, qui pourrait être décrit comme le plus grand journal juif au monde (il est détenu par des juifs et aujourd'hui, New York est avant tout une ville juive), publia en 1948 un article qui se voulait être une référence statistique, qui comptabilisait la population juive dans le monde (trois années après la fin de la guerre) à une estimation comprise entre 15.700.000 et 18.600.000. Si l'un ou l'autre de ces chiffres était proche de la vérité, cela signifiait que la population juive mondiale était restée stable ou avait augmenté durant les années de guerre.

Les articles de journaux sont rapidement oubliés (sauf si des chercheurs sérieux les conservent), mais les inventions provenant des grands propagandistes sont diffusées. Ainsi, les historiens, ces hommes minutieux pour ce qui est des autres sujets, transmirent-ils la légende de « l'extermination massive » à la postérité. À la fin de la guerre, le professeur Arnold J. Toynbee entreprit de réaliser son monumental *Study of History*, et dans son huitième volume (de 1954), déclara que « les nazis… réduisirent la population juive d'Europe continentale, à l'Ouest de l'Union soviétique, d'approximativement 6,5 millions à approximativement 1,5 millions par un processus d'extermination massive ». Il qualifia cela de « donnée statistique

brute », puis ajouta en note de pied de page qu'il ne s'agissait *pas* d'une donnée statistique : « il n'est *pas possible de donner un chiffre exact basé sur des statistiques précises*, et en 1952, il semblait improbable que les informations nécessaires à cela *soient jamais disponibles* ». Le professeur Toynbee expliqua que son chiffre était basé sur « des calculs provenant de sources juives, dans lesquels résidaient plusieurs sources d'erreurs possibles ». Il conclut qu'« il pouvait être estimé » que cinq millions de juif continentaux avaient été menés à la mort par les nazis.

D'un point de vue historique, cette estimation n'a pas de valeur. Le point de départ pour appréhender cette question réside dans le fait qu'il n'est pas possible que six millions de juifs, ou tout chiffre proche de cette valeur, aient été « menés à la mort » ou amenés à « périr », en raison des éléments données au début de cette discussion ; cette assertion seule, faite devant la cour de Nuremberg, était un affront à leurs 825.000 combattants, marins et civils, tués sur *tous* les champs de guerre - affront dont seuls les dirigeants occidentaux de ce siècle auraient pu être capables.

Le nombre de juifs qui furent tués ou qui périrent ne sera jamais connu, pour les raisons déjà mentionnés et partiellement découvertes par le professeur Toynbee dans la note de pied de page de son livre. Le seul terme « juif » est indéfinissable ; les juifs constituent rarement une catégorie statistique isolée ; et à aucune époque le nombre de juifs *vivant* dans le monde n'a pu être certifié avec une quelconque précision. De fait, toute tentative d'atteindre une cohérence statistique par des recensements ou des données relatives à l'immigration est attaquée comme étant « discriminatoire » et « antisémite ». Par exemple :

« Désormais, il ne sera plus demandé aux immigrants souhaitant s'installer en Australie s'ils sont juifs ; cela fut officialisé à Sydney par le Comité exécutif des juifs d'Australie, qui *protestaient contre cette pratique* auprès du Bureau de l'immigration » ( *The Jewish Times*, Johannesburg). En Angleterre, « il est impossible, *étant donné l'absence de statistiques officielles*, de faire plus que de deviner judicieusement… le nombre exact de juifs en Grande-Bretagne *reste un mystère* » (the *Zionist Record*, Johannesburg). En Amérique, le président Roosevelt fut soumis à une pression ininterrompue afin d'abolir l'obligation de mentionner « juif » sur les formulaires d'immigration, et en 1952, une vaste campagne fut menée par l'Anti-Defamation League et l'American Jewish Committee contre la loi

McCarran - Walter parce qu'elle visait à rétablir cette obligation. Cette loi fut finalement adoptée, malgré le véto du président Truman, mais même une application scrupuleuse de la loi nouvellement rétablie ne permettrait pas de clarifier les choses, puisque les candidats, s'ils le souhaitent, peuvent répondre « Britannique », ou une réponse de ce type, au lieu de « juif ».

En termes de statistiques, cette situation est désormais bien proche d'être généralisée, faisant de toute cette question un mystère total, fruit d'une démarche délibérée. Personne ne sera jamais en mesure de différencier le nombre de décès chez les juifs, durant la guerre, survenus naturellement ou suite aux bombardements et assimilés, de ceux dus aux nazis. Mon opinion est que, quel que soit le nombre de juifs dans les pays envahis par Hitler, le nombre des victimes juives y fut à peu près équivalent, en proportion, à la population totale touchée - Polonais, Tchécoslovaques et autres. J'ai découvert que c'était l'opinion de tous les survivants des camps de concentration et de l'occupation que je connais. Ayant eux même souffert, leur compassion pour les juifs était aussi forte que pour les autres, mais ils n'arrivaient pas à comprendre pourquoi le cas spécifique des juifs était isolé et pourquoi le nombre de victimes juives était monstrueusement exagéré.

La raison, qui leur était cachée, devint limpide lors de la pendaison le Jour juif du Jugement, car cet acte symbolique conclut la dynamique qui anima l'intégralité de l'occupation, des deux côtés de la ligne de démarcation, pendant ses premières années, et définit même le modèle de comportement futur des dirigeants occidentaux en terme de politique étrangère, et ce bien au-delà des frontières de l'Europe. La vengeance talmudique constitua le point de départ d'une nouvelle ère dans l'histoire de l'Occident, au cours de laquelle les intérêts nationaux allaient être subordonnés à la cause de la nation juive, telle que définie par les talmudistes de Russie.

Je dispose d'une description faite par une des personnes présentes, de la manière dont le jugement de Nuremberg fut rendu les 30 septembre et 1er octobre 1946 (entre le 26 septembre, Nouvel An juif, et le 5 octobre, Jour du Grand pardon), et fut *exécuté* immédiatement après minuit, au matin du 16 octobre, Hoshanna Rabba, le jour où le dieu juif, après un délai au cours duquel il mûrit son verdict à l'encontre de chaque individu et se donne le droit d'accorder son pardon aux pécheurs, *rend son jugement final*. Selon

cette description, « … tous pensaient que le jugement serait rendu plus tôt qu'il ne le fut, mais *quantité de procédures inutiles le retardèrent, jusqu'à ce que la date soit fixée aux environs du 15 septembre*… Alors X, l'un des juges, fit part de ses réserves quant à la mise en forme de certaines parties du jugement… on calcula grosso modo combien de temps il faudrait pour le rédiger à nouveau et le recopier ; et c'est ainsi que la date fut fixée ».

J'ai effacé le nom du juge en question. La conséquence de ce report pour amélioration formelle fut que le jugement fut rendu au cours des dix jours les plus sacrés de l'année juive, et exécuté le jour de la vengeance de Jéhovah. J'avais prédit un tel dénouement, dans un livre publié pendant la guerre, suite à la « déclaration » au sujet des juifs qu'avait faite M. Anthony Eden, le 17 décembre 1942 à la Chambre des communes, et dans laquelle il avait proféré une menace implicitement limitée aux crimes contre les juifs : « Les auteurs de ces crimes n'échapperont pas à leurs responsabilités ». En Amérique, M. Roosevelt avait fait une déclaration dont l'implication était similaire.

Le procès de Nuremberg constitua le canevas de nombreux autres procès de moindre importance relatifs à des « crimes de guerre » ; ces procès ont été examinés d'un point de vue légal et moral, dans les ouvrages de M. Montgomery Belgion, de M. F.J.P. Veale et du feu capitaine Russell Grenfell. Une petite partie de la vérité à leur sujet filtra au fil des années. En 1949, un bureau américain d'Inspection des affaires juridiques, sollicité suite à de nombreuses plaintes, fit un rapport au sujet de certaines des cours martiales américaines qui eurent lieu à Dachau, où 297 peines capitales avaient été prononcées. Le rapport parla de « parodies de procès », où les accusés avaient été présentés encagoulés, avec des cordes autour du cou, et « jugés » devant des autels factices avec crucifix et bougies ; ils furent soumis à des brutalités afin de leur extorquer des informations qui purent ensuite être produites pendant le vrai procès (on fit croire aux détenus que la parodie de procès était le vrai procès).

Le plus important de ces procès fut le « procès de Malmedy » en 1945-1946, au cours duquel quarante-trois prisonniers furent condamnés à mort. Ce procès concernait la liquidation de prisonniers américains par des soldats SS près de Malmedy en 1944, et l'on pouvait s'attendre à un sentiment d'amertume de la part des procureurs américains à l'encontre de tout coupable avéré. Pourtant, ceux qui tourmentèrent ces prisonniers

n'étaient pas des Américains, et ceux qui se souviennent du comportement admirable des troupes américaines en Allemagne après la Première Guerre mondiale auraient pu s'y attendre. C'étaient des juifs autrichiens qui avaient rejoint les États-Unis juste avant la Seconde Guerre et qui, sous le régime de Roosevelt, avaient rapidement rejoint l'armée américaine et endossé son uniforme. Un vrai Américain qui assista à ces parodies de procès (un journaliste expérimenté spécialisé dans le domaine juridique) déclara qu'il avait quitté son poste au sein du département des Crimes de guerre en raison du dégoût qu'il avait éprouvé après avoir été témoin du « sadisme brutal » dont avait fait preuve l'un des enquêteurs. Puis, le procureur en chef américain de ce procès, un colonel, admit devant une sous-commission sénatoriale qu'il avait été informé des parodies de procès ; il pensait qu'elles étaient admissibles si la cour elle-même était informée des méthodes utilisées afin d'obtenir les confessions des accusés, et il ajouta que les accusés auraient dû savoir que le procès aux allures de messe noire était faux, puisqu'ils ne bénéficiaient pas de l'assistance d'un avocat.

Une commission juridique fut envoyée pour enquêter et reporta en 1949 qu'il « fallait bien reconnaître » que les aveux avaient été obtenus par « le recours à des parodies de procès au cours desquels une ou plusieurs personnes *vêtues* en officiers américains faisaient comme si elles étaient les juges, et d'autres personnes portant l'uniforme américain jouaient le rôle du procureur et de l'avocat de l'accusé ». Suite à cette enquête, certaines des peines capitales furent révisées. Le président de la commission, qui était le juge texan Gordon Simpson, déclara à la sous-commission sénatoriale que les procédures suivies lors des procès n'étaient « pas américaines » (elles n'étaient certainement pas britanniques) et qu'elles avaient été arrêtées « au cours de la conférence des quatre grandes puissances à Londres qui définissait les termes des procès pour crimes de guerre », ainsi, la responsabilité, une fois de plus, incombe-t-elle aux dirigeants de Londres et de Washington et aux groupes qui firent pression sur eux. Le juge Simpson rapporta également que l'armée américaine « n'arriva pas à trouver suffisamment d'Américains qualifiés » pour ces procès pour crime de guerre, dans lesquels la bonne réputation de l'Occident était en jeu, « et dut par conséquent faire appel à certains réfugiés allemands ».

Cet aspect des procès fut un peu plus mis en lumière par un événement qui se produisit en janvier 1953, au cours duquel deux hommes furent arrêtés par les autorités militaires américaines qui occupaient Vienne, sur

accusation de complot avec un fonctionnaire de l'ambassade soviétique à Washington, visant à transmettre à l'État soviétique des documents militaires américains confidentiels. Tous deux étaient des juifs originaires de Vienne qui avaient rejoint l'Amérique en 1938 et en 1940, alors respectivement âgés de 16 et 26 ans. Au cours de toute guerre précédente, ils auraient été incarcérés en tant qu'« ennemi étranger » ; pendant la présidence de M. Roosevelt, ils furent reconnus par l'armée américaine comme s'ils étaient des « amis étrangers ». En 1945, ils furent nommés « membres du groupe de procureurs au cours des procès pour crime de guerre ». Lorsqu'ils furent arrêtés en tant qu'agents et espions communistes, un haut gradé du gouvernement militaire américain à Vienne déclara : « Cela confirme les informations démontrant que beaucoup trop *d'Américains* qui intervinrent à Nuremberg étaient soit communistes, soit contrôlés par les communistes ». Il ajouta que « l'équipe de procureurs américains à Nuremberg se dispersa dans des centaines de directions lorsque le procès fut terminé, beaucoup rejoignirent le département d'État américain ou les Nations unies ».

À cette époque, la révélation suivante fut qu'en 1949, M. John J. McCloy (un haut-commissaire américain particulièrement craint par les Allemands pendant la période des procès pour crime de guerre) avait reçu des notes de nature juridique « démontrant que de graves erreurs de traduction depuis l'allemand et d'autres langues vers l'anglais avaient été introduites *dans les dépositions* ; ces erreurs, dans certains cas, furent l'œuvre de personnes dont les liens avec le communisme ont été établis par la suite grâce à des enquêtes sur leur allégeance ». Ces informations n'ont jamais été rendues publiques, mais si elles devaient jamais être utilisées au cours d'une enquête impartiale sur ces procès, elles provoqueraient un grand embarras chez les dirigeants occidentaux. À la fin de la guerre, les communistes contrôlaient les camps de concentration nazis à tous les niveaux (comme cela sera démontré plus tard dans ce chapitre) ; de la manière décrite plus haut, ils devinrent procureurs et juges des crimes mêmes qu'ils avaient commis !

Des deux côtés, la vengeance fut portée selon le même esprit. Les soldats de l'Est, lorsqu'ils entrèrent sur le territoire allemand, furent encouragés par la voix enregistrée d'Ilya Ehrenbourg, depuis Moscou, à cibler en particulier les femmes *enceintes* ; quoi d'autre pourrait signifier l'injonction fanatique de ne pas épargner « même les fascistes *à naître* ».

Une Américaine vivant à Berlin, Mme Frances Faviell, décrivit l'horreur qu'elle éprouva lorsqu'elle lut le journal intime de sa dame de ménage Lotte, et la description du « viol de Lotte et de milliers de femmes, même des vieilles dames âgées de 65 ans, par les troupes répugnantes venues de l'Est, pas une seule fois, mais à plusieurs reprises, des femmes dont les enfants se cramponnaient à leurs jupes… » Dans ce journal, était consigné « chaque date et chaque détail, écrits à la lumière de la torche de Lotte, les meurtres de ceux qui avaient essayé de protéger les vieilles femmes, les excuses de l'officier *russe* qui avait découvert les corps… l'explication dont il avait fait part à Lotte comme quoi les troupes avaient reçu la *Plunderfreiheit* pour quarante-huit heures…C'était l'un des documents les plus horribles que j'eus jamais lu, et je ressentis un frisson glacial lorsque je le reposai ». *Plunderfreiheit* ; la liberté de piller et dévaster ! C'était le résultat humain des accords politiques conclus à Yalta, au cours des quarante-cinq toasts bus.

À l'ouest de la ligne de démarcation, la même vengeance continua. En août 1947, M. Nigel Birch, un député britannique, trouva près de quatre mille Allemands encore enfermés dans un camp de concentration, détenus indéfiniment sans accusation ni procès. Il rapporta que la première question qui leur avait été posée, dans le cas où ils étaient finalement passés devant un tribunal, était toujours la même : « Saviez vous que *les juifs* étaient persécutés ? » La suite du récit continuait dans la même veine : aucune autre persécution ne comptait (et à cette époque-là, des légions d'êtres humains avait été raccompagnées vers la terreur soviétique qu'elles essayaient de fuir).

Les gouvernements britannique et américain ne laissèrent planer aucun doute sur la nature de la vengeance qu'ils mettaient en œuvre. L'une des premières actions des hauts-commissaires alliés fut de promulguer une loi « contre l'antisémitisme ». Ainsi, ils étendirent à l'Ouest la loi qui identifiait la nature de la première administration bolchevique en Russie, la « loi contre l'antisémitisme » actée le 27 juillet 1918. Sous le coup de cet édit américano-britannique, les Allemands furent emprisonnés et leur propriétés furent confisquées dix années plus tard, en 1955 ; et en 1956, un juif autrichien, qui depuis était domicilié à Londres et avait été naturalisé citoyen britannique, intenta un procès contre un Allemand selon la juridiction ouest-allemande (héritée des hauts-commissaires alliés) qui

transformait en délit « le fait de tenir des propos antisémites ou excessivement préconçus à l'encontre des juifs ».

Ces lois interdisent toute discussion publique, mais ne peuvent arrêter les pensées. Leur but, clairement, était de supprimer toute enquête publique sur la nature du régime, à l'Ouest du « Rideau de Fer » comme à l'Est. Son effet fut de donner *carte blanche* à la *Plunderfreiheit* également dans la zone anglo-américaine. Par exemple, la loi anglo-américaine contre l'antisémitisme transformait explicitement en délit le fait de discuter de l'affaire suivante, que je cite d'après les mots du *Jewish Herald* de Johannesburg :

« Philip Auerbach était un homme doté d'un caractère exceptionnellement fort, courageux à l'extrême, brûlant d'une fierté juive et animé d'un élan de *haine* à l'encontre du nazisme allemand… Il fut sans *remords ni pitié au cours de la période où les forces américaines haïssaient encore l'Allemagne et étaient encore prêtes à faire selon la volonté de cet homme, à coopérer avec lui pour reprendre aux Allemands ce qu'ils aveint volé, lui donnant quasiment carte blanche pour la signature de documents, les enquêtes, les arrestations et la diffusion de la terreur…*

Au cours de ces jours où Philip Auerbach apparut à la tête des immenses manifestations juives d'après-guerre en Allemagne, les hauts gradés américains l'accompagnaient habituellement, démontrant de fait son autorité. Avec le drapeau juif à la tête de ces manifestations, Auerbach saluait, les musiciens jouaient l'Hatikvah [hymne national de l'État d'Israël – NdT], et les dizaines de milliers de réfugiés rejoignaient ce qui constituait une offensive politique permanente en faveur de l'ouverture des portes de la Palestine avant la restauration de l'État…

Personne ne sera jamais capable d'estimer la valeur monétaire des actifs de toute sorte, équipements, vêtements, fournitures, automobiles et toutes les variétés de biens qu'Auerbach soutira de l'Allemagne… « En Allemagne, il exerçait un pouvoir uniquement dépassé par celui de l'autorité militaire ».

L'homme décrit était une personne privée, et fut capable d'utiliser les forces armées de l'Amérique pour ses pillages. Ses crimes étaient si flagrants qu'au bout d'un moment, les organisations juives s'en désolidarisèrent (il dépouillait tout autant les juifs que les gentils), plus pour des motifs opportunistes que moraux. Sept années plus tard (1952),

lorsque la politique ouest-allemande de soutien au « monde libre » devenait à nouveau importante, il fut arrêté suite à une accusation de « recel d'une liste interminable de biens qui avaient été sortis d'Allemagne *grâce à de faux documents, avec la possible complicité d'officiers juifs au sein de l'armée américaine et d'organisations caritatives juives* ».

En 1952, le gouvernement ouest-allemand fut forcé de verser des « dédommagements » au nouvel État sioniste, et une révélation complète des activités de pillage menées par Auerbach, avec le soutien de l'armée américaine, aurait été gênante. Par conséquent, l'accusation mentionnée plus haut fut abandonnée, « sans aucun doute en raison de répercussions à caractère politique », comme le fit remarquer le *Jewish Herald*. Si elle avait été maintennue, il aurait été difficile de rendre plausible même un argument bidon pour le paiement d'un tribut allemand aux sionistes russes installés en Palestine. Par conséquence, Auerbach fut jugé (par un rabbin) principalement des chefs d'accusation mineurs concernant le détournement de quelques $ 700.000 de fonds, le recours au chantage, l'encaissement de pots de vin et de fausses déclarations d'impôts. Il fut condamné à trente mois d'emprisonnement, et, par la suite, « se suicida ».

En Amérique et en Grande-Bretagne, la presse publia des articles succincts et inintelligibles sur cette affaire, en insinuant qu'elle illustrait la renaissance de l'« antisémitisme » en Allemagne. Il s'agissait de l'écho de la position prise par la presse juive, qui après le suicide d'Auerbach demanda : « Qui a ce sang-là sur les mains ? », et autres questions de ce type ; la suggestion que toute condamnation de n'importe quel inculpé juif, quelles ques soient les charges, qu'il soit coupable ou innocent, était un signe d'« antisémitisme » était à l'époque déjà généralisée. Le *Jewish Herald*, par exemple, considérait l'accusation moralement inique parce qu'elle faisait référence à une période où « les règles habituelles étaient enfreintes par tout le monde, et *surtout par les juifs*, qui *à juste titre* ignoraient les conceptions *allemandes* du bien et du mal ». Les principes ignorés n'étaient pas allemands mais universels au sein des communautés chrétiennes, ou l'avaient été jusque-là. À ma connaissance, la seule protestation contre ces falsifications fut émise par un correspondant juif du *New York Daily News*, qui par hasard avait été victime d'Auerbach ; si cette protestation avait été émise par une victime allemande, ou un témoin américain ou britannique, je crois qu'aucun journal occidental n'en aurait fait mention.

Les peuples occidentaux ne savaient rien de ces événements au sein de l'Allemagne alors occupée par les forces anglo-américaines, et ne se seraient pas opposés violemment s'ils en avait été informés, puisqu'à cette époque-là, ils étaient encore sous l'influence de la propagande de guerre, en particulier concernant les camps de concentration nazis. Il m'apparut qu'ils avaient totalement oublié que les camps de concentration étaient initialement une idée communiste, copiée par Hitler, et que plus profondément l'Armée rouge était acceptée en Europe, plus certaine devenait la pérennisation de cette idée. Leurs sentiments furent attisés par les horribles images - qui leur furent montrées sur des millions d'écrans pendant l'entrée des troupes alliées en Allemagne - de tas de corps émaciés empilés-là comme des tas de bois au milieu de ces camps.

J'étais l'un de ces spectateurs, et j'écoutai avec appréhension les commentaires autour de moi. La propagande de guerre est le poison le plus insidieux que connaisse l'homme, et je crois que ces spectateurs de 1945, privés d'informations fiables depuis des années, avaient perdu toute capacité, peut être tout désir de juger ce qu'ils voyaient. Je crois que la plupart d'entre eux pensait que les restes humains qu'ils voyaient étaient juifs, puisque c'était la suggestion martelée par la presse dans leurs cerveaux jour après jour. Ils lisaient en permanence des articles sur « les chambres à gaz nazies pour les *juifs*… les fours crématoires nazis pour les *juifs* », et peu d'entre eux dans les années qui suivirent prirent la peine de lire les récits de prisonniers et de découvrir qui étaient réellement les victimes. Un exemple : une Allemande qui passa cinq années dans le camp de Ravensbruck (Mme Margaret Bubers Newmann) déclare que les premières victimes étaient les *malades ou les faibles*, ou ceux qui étaient *incapables de travailler,* et les suivants étaient les « *races inférieures* », parmi lesquelles venaient en tête *les Polonais*, puis les Tchèques, les Baltes, les Hongrois et ensuite les autres.

Ainsi, les morts amoncelés reçurent-ils aussi peu de compassion sincère que les vivants qui étaient renvoyés par les Alliés occidentaux vers le territoire des camps de concentration, et aujourd'hui, il pourrait bien s'agir d'une simple question d'intérêt historique, dans des livres tels que celui-ci, que de démontrer que les camps de concentration « nazis », au moment où les armées anglo-américaines entrèrent en Allemagne, étaient essentiellement sous contrôle *communiste*, que des juifs faisaient partie des

bourreaux, et que l'anticommunisme était un qualificatif plus sûr pour les chambres de la mort que l'antihitlérisme !

Il y a dix ans, cette affirmation (que j'étaye ci-dessous) aurait été démolie par la simple dérision, si jamais elle avait pu être publiée. Aujourd'hui, suffisamment d'informations ont été révélées au sujet des méthodes d'infiltration utilisées par les illuminatis communistes dans toutes les classes, partis politiques, églises, organisations et institutions pour qu'au moins certaines personnes en attendent la preuve avec un esprit ouvert ; du moins, c'est ce que je pense. La directive de Lénine était que toutes les guerres devaient au cours de leur déroulement être transformées en guerres révolutionnaires, ce qui signifie que les membres de la conspiration doivent se battre pour le succès de la révolution, non pour la victoire de leur pays. La conquête des camps de concentration fut plus utile à cette stratégie que tout autre événement, puisque les camps étaient remplis d'individus qui, s'ils survivaient, combattraient le communisme jusqu'à la mort, comme ils avaient combattu l'hitlérisme. Le monde n'a jamais compris cet aspect de la résistance contre Hitler, parce qu'il n'a jamais compris Hitler lui-même. Ceux qui ont persévéré dans la lecture de cet ouvrage peuvent voir le sens profond de ses paroles adressées à Hermann Rauschning : « J'ai reçu *des francs-maçons l'illumination et des idées* que je n'aurais jamais pu obtenir d'une autre source » (il s'agit presque exactement des mots d'Adam Weishaupt) « …J'ai appris beaucoup du marxisme… L'intégralité du national-socialisme est basée sur ses principes ».

Les communistes, dans leur conquête des camps de concentration, furent aidés par la politique de soutien inconditionnel à la révolution menée par les dirigeants occidentaux ; cela leur procura le pouvoir et le prestige auprès des détenus qu'ils utilisèrent à leurs propres fins. Je fus consterné lorsqu'un jeune officier britannique, parachuté en Yougoslavie, me rapporta le largage de caisses remplies de souverains en or (qu'un sujet britannique ne peut légalement posséder) à destination de Tito[50]. La même chose eut lieu en Grèce. Le commandant W. Stanley Moss, parachuté en Macédoine grecque en tant que chef d'un commando et officier de liaison britannique, découvrit que les communistes s'appropriaient le contrôle de la guérilla grâce à la pluie d'or qui se déversait sur eux, et déclara : « Lorsque vint le grand jour » (la victoire en Europe) « le monde fut stupéfait par la quantité d'or que les communistes avaient à leur disposition. Aucune de ces richesses ne venait de Russie, *elles furent données aux communistes par les*

*Alliés*. Pendant des années, des fonds avaient été injectés dans le pays afin de soutenir les forces de la guérilla et la poursuite globale de la guerre, *mais les communistes n'en avaient utilisé qu'une faible proportion pour la lutte contre les Allemands*. Bien avant l'événement, nous savions le tournant que prendrait l'avenir… *et nous fumes pourtant incapables de faire quoi que ce soit pour le modifier* ». (Le commandant Moss fait ici une erreur d'évaluation des faits ; « le monde » ne fut jamais « stupéfait par la quantité d'or » que les Alliés avaient déversée sur les communistes, parce que le monde n'en fut jamais informé).

Le tableau était le même dans chacun des pays occupés. Le lieutenant colonel Yeo-Thomas, qui fut envoyé en France en mission secrète pour étudier les méthodes et l'organisation de la résistance française, alerta Londres en vain : « L'objectif avoué du Parti communiste était *la rébellion de masse des français le jour J… afin de dominer toutes les autres nations après la libération*. Pendant ce temps, les journalistes de la BBC *se moquaient* des Français qui redoutaient la “menace communiste” ». Les conséquences de cela furent décrites en 1952 par M. Sisley Huddleston ; au cours de la « libération » de la France, les communistes tuèrent de sang froid plus de cent mille opposants au communisme.

Dans de telles circonstances, il était inévitable que les communistes prennent également le pouvoir au sein des camps de concentration « nazis », si bien que les peuples occidentaux, quand ils virent les images de ces camps en train d'être « libérés », regardaient en fait ce que leur armée allait rendre permanent à l'est de l'Elbe. La vérité fut révélée en 1948, mais je serais surpris si un millionième de ceux qui virent ces images en entendirent parler.

Cette année-là, le chef de la révolution en Yougoslavie, qui portait le pseudonyme de « maréchal Tito », était en conflit avec les dirigeants du Kremlin. Pour un communiste, cela représentait un danger, et il est possible qu'il pensa se protéger - mieux que par des gardes du corps armés - par la révélation d'une chose qu'il savait, calculant que Moscou préfèrerait alors le laisser tranquille plutôt que de risquer des révélations supplémentaires. Le procès qu'il organisa fut médiatisé en Yougoslavie et ignoré en occident. Il fit exécuter treize de ses proches, des communistes (membres supérieurs du gouvernement et dirigeants du parti), *pour avoir participé aux*

*exterminations massives de prisonniers dans le camp le plus infâme de tous, Dachau.*

La vérité est parfois révélée de la façon le plus étrange, bien qu'en ces temps de contrôle de la presse, elle n'est pas diffusée bien loin. Dans ce cas là, celui qui la révéla était Wilhelm Spielfried, un général autrichien à la retraite, qui était sorti vivant de Dachau. Il voulait que le monde sache ce qui s'y était passé, et dans l'agitation qui régnait au cours de l'ouverture du camp (à l'arrivée des troupes occidentales), il subtilisa dans le bureau du commandant un répertoire de la Gestapo qui listait les personnes qui étaient mises à mort, ainsi que la façon de mourir, tout cela signé par l'agent de la Gestapo responsable de chacun des condamnés. Parmi ces agents, se trouvaient plusieurs des collaborateurs de premier plan du « maréchal Tito ». À l'époque, le général Spielfried réussit à faire publier cette petite partie de ses documents ; le reste attend toujours un éditeur suffisamment téméraire pour le publier.

« Tito » (dont le véritable nom était Joseph Brosz) était lui-même un agent du Kremlin depuis 1934. En amenant ses plus proches collaborateurs devant un tribunal (le 20 avril 1948, à Ljubljana), il brandit la menace de révélations supplémentaires à la face du Kremlin. La liste des accusés incluait Oskar Juranitsch (secrétaire général au ministère des Affaires étrangères de Tito) ; Branko Dil (inspecteur général de l'Économie yougoslave) ; Stane Oswald (un responsable supérieur de rang ministériel au sein du ministère de l'Industrie) ; Janko Pufler (dirigeant du conglomérat d'État de la chimie de Tito) ; Milan Stepischnik (dirigeant de l'institut d'État de la métallurgie de Tito) ; Karl Barle (un dirigeant de niveau ministériel) ; les professeurs Boris Kreintz et Miro Koschir de l'université de Ljubljana ; ainsi que d'autres responsables communistes. Tous étaient d'anciens membres de la Brigade internationale en Espagne, et agents du MVD (la police secrète soviétique).

Tous firent les aveux habituels ; la défense qu'ils utilisèrent est d'intérêt particulier. Ils se justifièrent simplement en déclarant qu'ils n'avaient *jamais tué ou blessé* un communiste : « Je n'ai jamais mis en péril l'un *des nôtres* ; je n'ai jamais rien fait à un camarade du Parti ». Ils déclarèrent que, systématiquement, ils avaient envoyé à la mort quiconque pouvant être classifié comme conservateur, libéral, catholique, protestant, orthodoxe, juif ou gitan, *du moment* que la victime n'était pas communiste.

Cette collaboration dans les camps de concentration entre la Gestapo d'Hitler et son prototype, le MVD[51] de Staline, se matérialisa de la manière suivante. Les « comités antifascistes » furent créés au sein des camps. Si Hitler et sa Gestapo avaient été sincères dans leurs professions de foi, ces comités auraient manifestement fourni les premières victimes des chambres à gaz. Au lieu de cela, ils furent autorisés à représenter les détenus des camps, et ils obtinrent des statuts privilégiés, acceptant alors de prendre part aux exterminations. C'était une manière parfaite de s'assurer que les anticommunistes seraient peu nombreux dans l'Allemagne d'après-guerre.

Ainsi, les cadavres s'entassèrent-ils, et ensuite, plongés dans des salles obscures, les peuples les contemplèrent sur des écrans. Ce journalisme de l'image remplissait à la lettre la déclaration qu'avait faite M. G.K. Chesterton plusieurs années auparavant : « le journalisme donne une fausse image du monde, projetée sur un écran blanc dans une salle sombre afin que le monde réel ne soit pas vu ».

Le communiste Juranitsch, l'accusé principal, déclara : « Oui, j'ai tué des centaines et des milliers de personnes, et j'ai pris part aux “expériences scientifiques” ; c'était mon rôle à Dachau ». Dil expliqua que son travail consistait à mener des expériences basées sur « des substances visant à stopper l'écoulement sanguin ; à cette fin, il avait pratiqué les injections directement dans la poitrine des patients ». Pufler fit la description d'injections du bacille de la malaria réalisées sur des détenus sélectionnés à des fins d'observation, précisant qu'« ils tombaient comme des mouches, et nous transmettions les résultats à un docteur ou à un officier SS ». Ces dépositions n'étaient *pas* erronées. Elles furent corroborées et ne pouvaient être niées, étant donnée que les dossiers produits étaient ceux subtilisés par le général Spielfried dans le bureau du commandant. Pufler expliqua comment les agents communistes travaillant avec la Gestapo dissimulaient leur collaboration aux yeux des autres détenus ; quand ils réapparaissaient des laboratoires et des fours crématoires, ils racontaient des histoires inventées de toutes pièces quelque ruse ou miracle permettant d'expliquer leur évasion ; étant donné qu'aucune des victimes ne réussit jamais à s'échapper, leur scénario ne pouvait être contredit.

Ces individus finirent face à un peloton d'exécution, mais pas en raison de leurs crimes. Ils furent éliminés comme des pions par leur maître dans

ses manœuvres contre le Kremlin. Ils avaient strictement appliqué le principe de base de la révolution (« toutes les guerres sont des guerres révolutionnaires ») en saisissant l'opportunité qui s'offrait à eux de détruire les opposants politiques, et non « l'ennemi ». Ils firent, sous une autre forme, ce que les dirigeants de Moscou firent lorsqu'ils massacrèrent les 15.000 officiers polonais dans la forêt de Katyn ; ils attaquèrent les États-nations et posèrent les fondations de la révolution toute destructrice.

Les révélations faites au cours du procès de Ljubljana furent corroborées, sur plusieurs points, par de nombreux livres écrits par des survivants des camps de concentration. M. Odo Nansen, fils du célèbre explorateur norvégien, rapporta son expérience dans le camp de Sachsenhausen, dix-huit mois avant la fin de la guerre :

**« La manière dont les communistes ont mené leurs affaires ici est extraordinaire. Ils ont tout pouvoir dans le camp aux côtés des SS., et ils approchent tous les autres communistes, venus d'autres pays, et les placent à des postes clefs… Ici, de nombreux détenus norvégiens sont devenus communistes. Au-delà de tous les *avantages* immédiats que cela offre, ils prévoient probablement que la Russie jouera un rôle majeur à l'issue de la guerre, et je suppose qu'ils pensent que ce serait plus pratique de se retrouver dans le bon camp. La nuit dernière, je discutais avec notre *Blockaeltester*, un communiste. Lorsque lui et ses compères arriveraient au pouvoir, il n'y aurait pas seulement des représailles, mais encore plus de brutalités et une plus grande cruauté que les SS. n'en manifestaient envers nous. Mon humanisme n'arrivait pas à percer ce bloc glacé de haine et de vengeance, cette quête brute et inflexible d'une nouvelle tyrannie ».**

Le colonel Yeo-Thomas, qui fut parachuté en France pour aider la résistance française, fut capturé et déporté à Buchenwald. À son arrivée, un officier britannique qui était déjà là lui dit : « Ne dites pas que vous êtes des officiers, et si l'un d'entre vous occupait un quelconque poste à responsabilité avant la guerre, gardez-le pour vous ; l'administration interne du camp est *aux mains des communistes*… Buchenwald est le pire camp d'Allemagne ; vos chances de survie sont pratiquement nulles ».

Le colonel Yeo-Thomas ajoute : « les trois chefs principaux du camp, appelés *Lageraeltester*, étaient communistes ». Sous la supervision de ces

hommes, « on inocula le typhus et d'autres germes aux prisonniers, et leurs réactions aux divers vaccins, qui entraînaient presque toujours la mort, étaient étudiées ». Dans le groupe de cet officier, seuls trois des trente-sept détenus survécurent, les autres furent pendus à des crochets dans les chambres crématoires et lentement étranglés jusqu'à la mort. Les trois survivants « devaient redouter leurs codétenus presqu'autant qu'ils avaient craint les Allemands *auparavant* ; car si les *communistes* avaient appris que des officiers avaient réussi à éviter la potence, ils les dénonceraient certainement ».

Les communistes dirigeaient ces camps, torturaient et tuaient les victimes. S'il y avait une quelconque différence entre eux et les gardiens de la Gestapo, c'était seulement qu'ils étaient plus vicieux, puisqu'ils dénonçaient et tuaient des hommes qui étaient censés être leurs alliés dans le combat contre l'ennemi commun. Puisque les juifs de l'Est, en particulier, jouent un rôle si important dans le communisme, des juifs apparaissaient logiquement parmi les individus impliqués dans ces actes. Ce n'est en soi pas surprenant du tout, puisque les juifs, comme tout autre individu, sont parfois bons et parfois mauvais, cruels ou bienveillants ; mais cela fut dissimulé aux yeux des foules, qui reçurent une description de camps de torture presqu'entièrement remplis de juifs, tourmentés par des gardiens « nazis » dépravés. En fait, les juifs représentaient une petite proportion de la population totale des camps : les bourreaux au cours des trois dernières années de guerre furent en grande partie des communistes, dont les objectifs ont été démontrés ; et parmi ces bourreaux, il y avait des juifs.

Mes dossiers comportent de nombreux extraits issus de journaux *juifs* relatifs à des « procès » mettant en cause des juifs dénoncés par d'anciens détenus juifs d'Auschwitz, Vlanow, Mühldorf et d'autres camps.

J'ai mentionné le terme « procès » avec des guillemets dans ce cas, pour une bonne raison. Ces « procès », à une exception près, furent tenus devant des cours *rabbiniques* dans les pays occidentaux, et devant des magistrats à Tel Aviv. Ils furent traités comme des affaires juives, ne concernant pas le reste de l'humanité, et si des jugements furent prononcés, ils ne furent pas relayés dans les journaux que j'ai examinés, bien que les chefs d'accusation ressemblassent à ceux du procès de Ljubljana. Cela impliquait clairement que, si l'une de ces accusations était exacte, elle devait être jugée selon la loi juive, si tant est qu'elle le fût, et que la loi gentile n'avait pas cours. (En

vérité, cela apparaît aujourd'hui comme étant l'hypothèse de base, puisque le sionisme a recréé la « nation juive », et cela est reflété dans un rapport publié par le *Zionist Record* en 1950, qui établissait que le rôle du « bureau central des Relations publiques du Conseil exécutif des juifs d'Australie » était de « cacher à l'opinion publique les méfaits perpétrés par des juifs individuels qui commettent des délits mineurs ou *majeurs* ». La dissimulation mentionnée ici est appliquée constamment et dans tous les pays occidentaux).

À Tel Aviv, un docteur juif et deux femmes juives furent accusés par des témoins juifs d'avoir administré des injections mortelles à des prisonniers d'Auschwitz, d'avoir pratiqué des mutilations sexuelles, d'avoir mené des « expériences scientifiques », d'avoir envoyé des victimes aux chambres à gaz. Dans un autre cas traité à Tel Aviv en 1951, un docteur juif (alors employé par l'hôpital municipal de Tel Aviv) fut accusé par plusieurs témoins juifs d'actes de brutalités commis au camp de Vlanow, où il avait été « assistant du commandant allemand du camp ». Dans son témoignage, une femme juive déclara qu'il l'avait battue jusqu'à ce qu'elle perde connaissance, et que quand elle avait repris ses esprits elle avait trouvé ses trois fils, âgés de 12, 15 et 18 ans, tués par balle ; deux semaines auparavant, déclara-t-elle, qu'elle avait vu l'accusé donner l'ordre à la police du camp ukrainien de rafler trente prisonniers, dont son mari, qui furent ensuite abattus. Les grandes lignes de ces deux cas furent rapportées, mais, comme je l'ai déjà dit, si un quelconque jugement découlant de ces affaires fut publié, il a échappé à mes recherches.

À New York, un comité constitué de trois membres (composition définie par la Loi lévitique) reçut la plainte d'un juif contre le responsable d'une synagogue qu'il accusait d'avoir tué un détenu à Muhldorf, où il était gardien chef d'un secteur. Le rapport indiquait que le comité transmettrait ses résultats « à la communauté juive » vivant dans la ville de l'accusé « sans recommandations ou sanction », ce qui signifiait que, s'il était un « criminel de guerre », sa communauté serait libre de s'en occuper. Dans tous ces cas, il était implicite que seules les accusations de maltraitance à l'encontre d'*autres juifs* étaient étudiées, et que si les accusés avaient commis les mêmes actes à l'encontre de détenus non-juifs, cela n'aurait pas été pris en considération.

Différente mais de même nature fondamentale fut la plainte instruite par une cour locale israélienne en 1954-1955. Un juif hongrois distribua un pamphlet affirmant que le Dr Israel Kastner, un haut fonctionnaire du gouvernement israélien et candidat principal (pendant les élections de 1955) du parti majoritaire au sein du gouvernement, avait collaboré avec les nazis, préparé le meurtre de juifs, sauvé un criminel de guerre nazi de sanctions, et ainsi de suite. Le Dr Kastner porta plainte pour diffamation contre son accusateur, et après neuf mois, le juge israélien remit son jugement qui précisait que les accusations avaient été confirmées. Selon ce jugement, le Dr Kastner était un collaborateur « au sens le plus fondamental du terme » et avait « vendu son âme au diable », et le Premier ministre de l'époque, M. Moshé Sharett, commenta : « Un homme est légitimisé dans ses actes, même s'il vend son âme au diable, si c'est pour sauver des juifs » (l'accusation était qu'il avait *livré* des juifs aux nazis). Le *gouvernement* annonça alors qu'il allait faire appel du jugement, par l'intermédiaire de son procureur général, et je ne pus jamais en connaître les suites, si suites il y eut.

Ainsi, alors qu'une grande médiatisation entourait les « criminels de guerre » et leurs procès, ces « criminels de guerre » juifs ne comparurent-ils que devant des tribunaux juifs, et s'il s'ensuivit des condamnations, le monde n'en fut pas informé. Je ne connais qu'un seul cas (d'autres ont pu échapper à mon attention) où de tels juifs apparurent dans un « procès en tant que criminels de guerre ». Le *Jewish Telegraph Agency* (8 mai 1946) rapporta : « Le verdict relatif au procès de 23 gardes du camp de Breendonk à Anvers, l'un des enfers nazis les moins connus, a été rendu public hier. Parmi les gardes figurent trois juifs, Walter Obler, Leo Schmandt et Sally Lewin. Obler et Lewin ont été condamnés à mort et Schmandt à 15 années d'emprisonnement ».

Mr. Joseph Leftwich, dans sa discussion avec M. A.K. Chesterton au sujet de « l'antisémitisme », demanda à propos de ce procès : « Qu'est ce que cela prouve ? Que la bestialité humaine se trouve partout, et que les juifs ne sont pas plus immunisés qu'un autre groupe ». Cela est juste, mais à côté du cœur du problème, qui est que l'opinion publique, au cours de la Seconde Guerre, reçut la description erronée d'une persécution exclusive des juifs menée par des non-juifs et qu'au cours de ce siècle et dans le monde entier, les événements sont systématiquement distordus, au détriment de tous.

L'épisode relatif aux juifs ayant soutenu Hitler n'était pas des moindres. Lord Templewood, ambassadeur britannique en Espagne durant la guerre, déclare :

**« Mois après mois, le général Franco » (lui-même d'origine juive) « autorisa la presse espagnole à relayer aussi puissamment que possible la propagande allemande. Aucun des grands journaux ne disposait d'une quelconque liberté d'action. Chacun devait de la même manière se faire l'écho de la voix de son maître. Dans ce cas-là, le maître était un juif de l'Est particulièrement sinistre, dénommé Lazare… À Vienne, il servit fidèlement Hitler, jouant le rôle d'un propagandiste fanatique soutenant l'Anschluss. À partir de là, il devint une figure importante du nazisme… Depuis l'ambassade d'Allemagne, où il avait plus de pouvoir que l'ambassadeur même, il définissait quotidiennement non seulement les directions fondamentales prises par la presse espagnole, mais aussi la rédaction des brèves et des articles. Ses collaborateurs avaient leurs offices dans les bureaux espagnols, et aucun mot n'atteignait la population espagnole sans être passé par sa sinistre approbation. Grâce à un mélange pervers d'ordres brutaux et de corruption éhontée, il réussit à rendre les journaux espagnols encore plus haineux que les journaux publiés en Allemagne ».**

Je connaissais ce Lazare, un conspirateur de type suave, souriant et débonnaire, et c'est par lui que j'appris pour la première fois la présence d'individus juifs parmi les initiés supérieurs d'Hitler. En 1937, lorsque je rencontrai Lazare, il était « attaché de presse » de la légation autrichienne dans la capitale roumaine, Bucarest. L'Autriche, qui était alors mon lieu de travail, vivait dans la crainte permanente de l'invasion nazie, qui eut lieu en 1938, et ses représentants officiels à l'étranger étaient considérés par tous comme étant de fervents autrichiens et d'ardents anti-nazis ; dans le cas des juifs, cela s'avérait être doublement certain. Je fus d'abord étonné par le fait que la petite Autriche apauvrie puisse même s'autoriser le luxe d'un « attaché de presse » envoyé dans l'une des capitales des Balkans, et ensuite, par le style de vie et les activités extravagants de Lazare. Je supposai que, comme beaucoup d'hommes situés dans cette frange de la vie diplomatique (les « attachés de presse » dans les Balkans étaient quelque peu douteux), il menait des « activités parallèles lucratives », ce qui à Bucarest n'était pas inhabituel.

C'est bien ce qu'il faisait, bien qu'il ne fût pas impliqué dans le commerce de fourrure et de tapis comme je le suspectais vaguement. Sa fortune, comme les événements allaient bientôt le révéler, venait d'une source politique, la source nazie. Quand Hitler annexa l'Autriche, les journalistes du monde entier furent invités à une conférence de presse sur l'historique Ballhausplatz afin d'écouter la version des faits nazie. La porte s'ouvrit sur le porte-parole du nouveau régime, le « chef de la presse » d'Hitler au sein de l'Autriche annexée, l'apologiste (ou le propagandiste) de l'annexion. C'était M. Lazare, l'« Autrichien » (il était né Turc). Il me vit immédiatement, et un rapide sourire passa fugitivement sur son impudent visage coupable ; me faisant gaiement signe de la main, il me dit : « Bonjour, M. Reed, c'est un plaisir de vous revoir ». Puis il expliqua les intentions amicales du Führer concernant l'invasion, et ses conséquences positives pour l'Allemagne, l'Autriche et l'humanité.

Le lecteur peut constater que « le monde réel » est très différent de « l'image fausse » qui est présentée aux foules, particulièrement en temps de guerre, quand des individus tels que celui-ci contrôlent le flux d'informations destiné au peuple.

Sur cette toile de fond, la vengeance faisait rage, et atteignit son paroxysme talmudique dans deux déplacements de populations symboliques, l'un vers l'Est et l'autre vers l'Ouest. Depuis le « monde libre », les fugitifs qui avaient réussi à fuir furent reconduits à l'esclavage communiste par les armées alliées ; depuis les territoires communistes (où un homme ne pouvait même pas quitter sa ville sans une autorisation de la police) un grande nombre de juifs de l'Est sortirent librement et furent escortés, sous la protection des Alliés, à travers l'Europe jusqu'en Palestine. Ce mouvement Est - Ouest apporta la touche finale à la vengeance, et pourrait être étudié à travers les citations suivantes :

**Selon le *Saturday Evening Post* du 11 avril 1953, « Fort de cet honteux accord, » (Yalta) « les agents du MVD soviétique allèrent à grand pas dès après la guerre vers les camps de réfugiés, et pointèrent du doigt les milliers d'entre eux qui avaient réussi à fuir la tyrannie soviétique. Ces misérables victimes furent entassées dans des wagons et renvoyées vers la mort, la torture ou la lente agonie dans les mines et les forêts de la Sibérie. Nombre d'entre eux se suicidèrent pendant le voyage. Aussi, selon les accords de Yalta, les soviétiques furent autorisés à utiliser des**

**prisonniers allemands pour des travaux forcés à titre de “réparation”. Pour de telles atrocités, il n'existe pas d'excuse ».**

**Miss Kathryn Hulme, une californienne, était sous-directrice (1945-1951) d'un camp de réfugiés à Wildflecken en Bavière, géré par une organisation connue sous le nom d'UNRRA (Administration Des Nations unies pour le Secours et la Réhabilitation). Elle rapporte dans son livre que « Londa » (un collègue) « avait été envoyé en mission temporaire dans un camp du sud quand les réfugiés russes de ce camp, principalement des prisonniers de guerre, avaient été renvoyés en Russie selon les termes des accords de Yalta. Elle nous**

**décrivit comment les prisonniers russes s'étaient ouverts les veines, s'étaient mis nus puis pendus. Même lorsque tout objet dangereux leur fut retiré, ils trouvèrent encore des moyens de se suicider. Elle ne réussit jamais à comprendre comment Staline avait vendu à Roosevelt et Churchill l'idée selon laquelle il n'y avait eu aucun prisonnier russe qui avait été capturé par les Allemands, mais seulement des déserteurs ».**

Maintenant, l'envers du décor : le traitement dont bénéficièrent *un seul* groupe d'individus « isolé » de l'ensemble des victimes d'Hitler et des prisonniers de Staline. Selon Miss Hulme :

**« …et alors vinrent les juifs. Il n'y avait jamais eu de camp pour les juifs dans notre zone du nord… Les juifs représentaient *moins d'un cinquième* de la population totale des réfugiés dans notre zone, mais ils constituaient une minorité tellement mise en avant que *si vous lisiez seulement les journaux pour connaître la situation relative à l'occupation, vous aviez l'impression qu'ils représentaient la totalité du problème des réfugiés.***

**… D'après les on-dit, on devait les gérer avec soin, en particulier lors de transferts d'un camp à un autre, et malheur à l'employé de l'Organisation internationale des réfugiés qui laissait une boucle de barbelé visible dans n'importe quel camp où ils devaient être transférés. Ils étaient classifiés “persécutés”, *les seuls réfugiés hormis les malades qui bénéficiaient de rations alimentaires spéciales en raison de leur statut de non travailleur…***

**Il y avait une petite communauté d'Allemands installée le long de la grande route qui coupait notre camp en deux. Les représentants des juifs… dirent qu'il s'agissait de la plus grande des menaces, que l'Organisation internationale des réfugiés devait accepter *d'armer leur police juive* afin de protèger leur peuple des Allemands vivant avec eux… Que pratiquement tous les Allemands de ce village se retrouveraient en moins de quinze jours à travailler joyeusement pour les juifs ne me traversa même pas l'esprit lorsque je leur promis d'un ton apaisant de plaider pour l'autorisation d'armer une police de réfugiés…**

**Les membres de la police des réfugiés juifs portaient une tunique verte en laine et une casquette arborant l'Étoile de David… Rien n'avait été laissé au hasard ou à l'improvisation de dernière minute… Leur bureau d'aide sociale était tapissé de posters martiaux *représentant des jeunes femmes juives tapies dans des tranchées et qui lançaient des grenades sur des Arabes.* La police des réfugiés juifs faisait des exercices de tir avec les carabines que nous leur avions**

**réservées, afin qu'ils se « défendent » contre les Allemands qui étaient désormais employés pour le pénible travail manuel au sein du camp.**

**Les ateliers juifs passèrent rapidement à une importante production de pardessus en laine de qualité et de robustes chaussures de cuir renforcées pour les terrains accidentés. Nous ne pouvions que deviner que cela aussi était entièrement destiné à Israël et finalement livré là-bas, via quelques mystérieux réseaux ; nous ne vîmes jamais l'un de nos réfugiés juifs porter ces précieux vêtements… Au dessus de toute cette agitation et de cette frénésie, flottait un drapeau que nous n'avions jamais vu auparavant, des bandes bleu pâle sur un fond blanc avec l'Étoile de David ».**

Miss Hulme décrit le camp juif :

**« Nous fîmes visiter le grand camp que nous préparions pour eux comme si nous étions des agents immobiliers fiers de logements qui étaient sans aucun doute les plus beaux baraquements pour réfugiés de toute la Bavière… Les rabbins secouèrent la tête ; visiblement, ce n'était pas assez bien ».**

Elle explique que la loi américaine sur les réfugiés, subséquemment adoptée, était pleine de pièges qui excluaient le réfugié classique ; « seul les juifs, qui étaient en mesure de déclarer et de prouver les persécutions qu'ils avaient subies dans tout pays d'Europe de l'Est où ils avaient mis les pieds, pouvaient se sortir de ce piège ». Elle rapporte que des organisations américaines semi gouvernementales ou officiellement soutenues fournirent les machines et autres ateliers, l'équipement, et les « suppléments alimentaires spéciaux » qui étaient donnés exclusivement aux juifs.

La manière dont cette classe privilégiée fut établie dans les camps de la misère fut décrite par le lieutenant-colonel Judah Nadich dans le *Jewish Times* d'Afrique du Sud (le 4 février 1949). Le rabbin Nadich était « le conseiller juif auprès du général Eisenhower au sein des forces américaines en Europe, et travailla en étroite collaboration avec lui sur les dossiers relatifs aux réfugiés et autre problèmes juifs ». Il déclara :

**« Au crédit d'Eisenhower, il faut souligner que lorsqu'on lui rapporta les conditions épouvantables qui régnaient au sein des camps de réfugiés » (en 1945) « il réagit rapidement afin d'améliorer la situation. Des ordres importants furent transmis, augmentant les rations alimentaires *pour les persécutés, à contrario des autres réfugiés* ; des camps spéciaux furent mis en place pour les juifs ; les réfugiés juifs vivant hors des camps *obtinrent des aides préférentielles* ; un conseiller aux affaires juives fut nommé, et une totale coopération fut accordée au Comité collectif de ravitaillement, et plus tard à l'Agence juive. Peu - voire aucune - de ces conditions ne fut accordée par Montgomery dans la zone britannique, et un flot permanent de réfugiés juifs rejoignait la zone américaine. Eisenhower rendait de fréquentes visites dans les camps à des fins d'inspection, et ses visites en personne remontaient le moral des réfugiés *et permettaient de rappeler aux officiers subalternes la position de leur commandant en chef. Les officiers pris en faute furent suspendus, parmi lesquels un des généraux les plus hauts gradés* ».**

La « position » du général Eisenhower, d'après ses écrits catégoriques, était que les juifs devaient être traités comme une classe privilégiée. S'il acceptait les suggestions de son conseiller juif, cela était normal, puisque le rabbin Nadich, comme nous allons le voir, affirmait que seuls les quelques juifs parmi les centaines de réfugiés étaient « persécutés », et étaient par conséquent « différents des autres réfugiés ». Cette déclaration révèle le

rôle de ce personnage contemporain désormais bien établi, le conseiller juif.

Ainsi, une fois arrivé en 1945, seule subsistait « la persécution des juifs » par rapport à « la persécution globale de tous les opposants politiques » commencée en 1933. La propagande avait tout effacé excepté cette petite fraction ; la dernière citation illustre pourquoi Miss Hulme, depuis son camp de réfugiés, écrivit que « *si vous lisiez seulement les journaux … vous aviez l'impression que les juifs représentaient la totalité du problème des réfugiés* ». Alors que la grande partie des victimes était oubliée ou renvoyée à la tyrannie que certains avaient fuie, ce groupe spécifique, sous la protection et l'escorte de l'Occident, fut blanchi, nourri, équipé, armé, et guidée vers l'invasion d'un petit pays d'Arabie.

L'Orient équipa ces envahisseurs ; l'Occident chrétien les transporta. Dans cette démarche, il n'y avait aucune différence entre « le monde libre » et le monde asservi derrière « le Rideau de Fer » ; au contraire, il y avait convergence d'objectifs et mise en œuvre concertée. Une entité directrice, faisant peu de cas des États-nations et des frontières, des alliés et des ennemis, ou d'aucun des « principes » si souvent mis en avant par les élus dictateurs, était manifestement à l'œuvre. L'Occident s'unit à l'Orient dans la vengeance, mais le *pattern* était établi par l'Orient, et c'était le même qui s'était révélé dans la Russie de 1917, dans les *Protocoles* de 1905 et dans les révolutions de 1848. Par conséquent, on doit rechercher les auteurs de la vengeance de 1945 au sein du territoire révolutionnaire, et pour cette raison, il est utile d'étudier la nature de la révolution de 1945, afin de découvrir si elle-même, ainsi que ses auteurs, avait évolué par rapport à 1917 (où elle incluait quatre-vingt dix pour cent de juifs) et 1848 (où Disraeli avait déclaré que les meneurs étaient des juifs).

Les recherches relatives aux événements des trois décennies, entre 1917 et 1945, amènent à la conclusion que jusqu'en 1945, la révolution avait été une révolution contrôlée par des juifs depuis un siècle, puisque ce laps de temps s'était écoulé depuis que Disraeli avait identifié pour la première fois l'origine de ce contrôle. J'utilise le terme « révolution contrôlée par des juifs » pour caractériser un mouvement sous la direction du rabbinat talmudique de l'Est, et *non pas* un mouvement soutenu par les juifs en général ; comme je l'ai montré à plusieurs reprises, l'opposition la plus féroce vint de ces juifs d'Occident qui étaient les plus éloignés de la

gouvernance talmudique. La distinction est la même que celle qu'un lecteur avisé doit faire entre « national-socialisme » et « Allemand », « communisme » et « Russes ».

D'après cette définition, la révolution continua, à mon avis, à être juive au cours des trente années qui suivirent 1917. La nature juive des premiers gouvernements bolcheviques et de leurs actes a été démontrée précédemment. Les mêmes caractéristiques apparurent dans les deux gouvernements éphémères issus de la révolution, et mis en place par les bolcheviques en 1919, en Bavière et en Hongrie. Dans les deux cas, les terroristes furent principalement importés dans ces pays sous le couvert de « prisonniers de guerre » de retour, et avaient reçu en Russie une formation d'agent communiste subversif. En Allemagne, le mouvement communiste était à l'époque dirigé par la « Ligue spartakiste » (« Spartacus » était le nom de code d'Adam Weishaupt), dont les dirigeants étaient presque exclusivement juifs : Rosa Luxembourg, Leo Jogiches (Pologne), Paul Lévi, Eugene Levine (Russie), et Karl Liebknecht. Ainsi, le gouvernement bolchevique de Bavière (qui comptait un certain Adolf Hitler dans ses rangs), logiquement, se révéla-t-il être dirigé par des juifs : Kurt Eisner, Ernst Toller et Eugene Levine.

En Hongrie, les principaux leaders terroristes étaient tous des juifs formés en Russie : Matyas Rakosi, Bela Kun, Ernö Gerö et Tibor Szamuely. Les actions ostensiblement anti-chrétiennes de ce régime démontrèrent à nouveau ses objectifs sous-jacents. À propos de ce gouvernement, l'historien de l'Internationale communiste, M. F. Borkenau, déclare : « La plupart des leaders bolcheviques socialistes radicaux et une très forte proportion de leurs collaborateurs étaient juifs… l'antisémitisme était donc la réaction naturelle vis-à-vis du bolchevisme ». Dans cet extrait caractéristique, le lecteur peut noter que « la réaction vis-à-vis du bolchevisme » est assimilée à de « l'antisémitisme » ; clairement, on ne pourrait éviter ce qualitatif qu'en s'*abstenant* de « réagir contre le bolchevisme »

Les dix années qui suivirent connurent une faible activité dans ce domaine, et la dynamique réapparut en Espagne, où la révolution vit le jour en 1931. Elle fut dirigée par des émissaires venant de Moscou, dont beaucoup étaient juifs, et cela expliqua la désillusion de nombreux fervents républicains, espagnols ou étrangers ; par exemple, une grande partie du

clergé et des laïcs catholiques votèrent pour la république, et réalisèrent ensuite que l'impulsion réformatrice, une fois de plus, avait été transformée en une attaque contre la *foi* chrétienne en tant que telle. Les églises, monastères et tout bâtiment portant le symbole de la croix furent détruits, les prêtres et les nonnes assassinés ; la signature spécifique apparut à nouveau, dans des actes identique perpétrés en Bavière, Hongrie, Russie, France et Angleterre.

La paternité de l'attaque contre le christianisme en Espagne fut formellement revendiquée par l'organe central du Komintern : « *les flammes s'élevant des églises et des monastères incendiés* d'Espagne ont montré *la véritable identité de la révolution espagnole » ;* on put en suivre la perpétuation pendant une génération de plus. Les propriétés ecclésiastiques furent confisquées, mais le peuple espagnol n'en profita pas pour autant ; la réserve d'or de la Banque d'Espagne (approximativement 700 millions de dollars) fut transférée à Moscou par le dernier Premier ministre républicain, un certain Juan Negrin (d'après les écrits du général Walter Krivitsky). L'écœurement de ces espagnols qui avaient espéré mettre en place une république constitutionnelle, et se retrouvèrent sous le joug d'une tyrannie étrangère et anti-chrétienne, fut encore accru par le meurtre du leader des monarchistes, Calva Sotelo, en 1936, à la suite de quoi l'Espagne « rejeta » la révolution (comme le firent tous les autres pays où l'Armée rouge, avec ses « commissaires du peuple politiques », ne réussit pas à s'introduire pour la mettre en place).

Les juifs sionistes tout comme les antisionistes influents attribuèrent, implicitement ou explicitement, la révolution d'Espagne à des auteurs juifs. Le juge Brandeis, à l'époque où des négociations avaient lieu avec Hitler pour trouver un accord sur la question juive, s'y opposa violemment et dit au rabbin Stephen Wise, sur un ton impérieux : « Que l'Allemagne *partage le sort de l'Espagne* ». M. Bernard J. Brown a écrit : « … les juifs furent autant responsables de la mise en place d'une république en Espagne et de la *destruction de l'autorité de l'Eglise* dans ce pays que dans tout autre pays où règne la liberté ».

Au cours de ces deux décennies (c'est-à-dire pendant l'entre-deux-guerres), plus que jamais, il y eut une diminution du nombre de visages juifs parmi les portraits qui agrémentaient les murs du Kremlin pour les grandes occasions (au cours desquelles le peuple russe asservi se retrouvait

face à ses dirigeants ; même les cris de liesse venaient d'un haut-parleur relié à un disque enregistré). De même, des juifs apparurent sur les bancs de la défense au cours de grands procès médiatiques, ou disparurent sans explication de la scène politique. Aucune diminution substantielle du contrôle juif de la révolution ne semble avoir eu lieu au cours de cette période, si l'on s'en tient aux chiffres suivants :

En 1920, des publications bolcheviques officielles établirent que parmi les 545 membres des organes de direction, se trouvaient 447 juifs. En 1933, le journal juif américain *Opinion* avança que des juifs occupaient pratiquement tous les postes diplomatiques importants, et qu'au sein de la Russie blanche, 61 pour cent des hauts responsables étaient des juifs ; il était également mentionné que la communauté juive représentait « moins de 2 pour cent » de la population totale (alors estimée à 158.400.000 habitants). Si cela était vrai, alors cela signifiait qu'il y avait moins de 3.000.000 de juifs en Russie à cette époque-là. En 1933, le *Jewish Chronicle* avança qu'un tiers des juifs en Russie avaient obtenu un poste à haute responsabilité. Si tel était le cas, alors ils constituaient manifestement la nouvelle classe dirigeante.

À cette époque, la nature des *enseignements* n'avait pas du tout changé. *Lounatscharsky*, commissaire de l'Instruction publique, était l'un des rares *Russes* à un poste de dirigeant, mais il parlait comme un talmudiste :

**« Nous haïssons le christianisme et les chrétiens ; même les meilleurs d'entre eux doivent être considérés comme nos pires voisins. Ils prêchent l'amour du prochain et le pardon, ce qui est contraire à nos principes. Au lieu de l'amour de notre prochain ; ce que nous voulons est la haine. Nous devons apprendre comment haïr, et c'est seulement là que nous pourrons conquérir le monde »**

C'est un extrait parmi tant d'autres écrits de cette époque, et la seule source originelle que je connaisse pour de telles idées est le Talmud, qui est lui-même la continuation d'un concept préchrétien ancien et barbare, et contient des principes tels que « Vous êtes des êtres humains, mais les nations de la terre ne sont pas des êtres humains mais des bêtes ». L'on peut présumer que c'est par de tels discours que Lounatscharsky se qualifia pour le poste d'ambassadeur en Espagne au cours de la tentative de révolution dans ce pays.

En 1935, je me rendis à Moscou pour le *Times* de Londres - j'y accompagnai M. Anthony Eden. Il était le tout Premier ministre britannique à se rendre dans la capitale révolutionnaire. Le *Times* avait précédemment refusé d'envoyer un correspondant, de sorte que j'en fus le premier représentant après Robert Wilton, dont j'ai raconté l'histoire dans un chapitre précédent. Ce vide de quinze années avait été rempli par un correspondant qui résidait à Riga, en Lettonie : M. R.O.G. Urch, qui était la cible de diffamations sournoises permanentes. J'en étais informé, mais, manquant d'expérience dans le domaine, je ne comprenais pas ce que cela signifiait.

Je fus immédiatement interpellé par un événement que je n'avais jamais observé dans aucun autre pays. J'écrivis dans mon premier compte-rendu que M. Eden avait quitté la gare en voiture et traversé des rues remplies d'« une foule morne et silencieuse », et un censeur juif me demanda de retirer ces mots. Je crus tout d'abord qu'il s'agissait d'une simple remarque stupide (je demandai s'il souhaitait que j'écrive que la foule était constituée de *bourgeois* portant des hauts-de-forme), mais j'en sus un peu plus au cours des jours qui suivirent, et dans mon livre de 1938 j'écrivai :

**« Le service de censure, et cela signifie toute la machinerie qui contrôlait le jeu et bridait la presse étrangère, était intégralement composé de juifs, et cela m'étonna plus que toute autre chose que je vis à Moscou. Il ne semblait pas y avoir un seul non-juif dans tout le service… On m'avait dit que la proportion de juifs dans le gouvernement était faible, mais dans ce département spécifique que j'eus l'occasion de connaître en détails, ils semblaient détenir un monopole, et je me demandai où pouvaient être les *Russes* ? La réponse semblait être qu'ils étaient dans les foules mornes et silencieuses que j'avais vues mais dont on ne devait pas parler ».**

J'appris rapidement par des anciens que « la proportion de juifs dans le gouvernement » n'était dans les faits pas faible mais qu'ils détenaient une grande partie du pouvoir, voire même qu'ils détenaient tout le pouvoir. À Moscou, je fus incapable de rencontrer un seul Russe ; c'était l'autre aspect de la même expérience. Je n'avais encore jamais vu une classe dirigeante aussi totalement isolée des masses asservies.

À l'époque de cette visite à Moscou, je n'avais aucune raison d'enquêter sur une domination exercée par les juifs ; les faits s'imposèrent à moi. En

1935, je n'avais guère commencé à me pencher sur « la question juive ». L'impression que j'ai rapportée ci-dessus fut la première éprouvée par un observateur expérimenté qui n'avait jamais vu Moscou ni la Russie auparavant. Je la trouvai confirmée par un homme tout aussi expérimenté qui vécut là-bas pendant douze ans, de 1922 à 1934. Le livre de M. William Henry Chamberlain reste aujourd'hui la référence sur cette époque. Il écrivit :

**« Un nombre considérable de juifs a fait carrière dans la bureaucratie soviétique. Parmi peut-être une douzaine de fonctionnaires que je connaissais au sein du service de presse ou du commissariat des Affaires étrangères, je ne m'en souviens que d'un qui n'était pas juif. En effet, la prédominance des juifs au sein de ce commissariat à l'époque de mon séjour était presque absurde ; les Russes étaient essentiellement représentés par les portiers grisonnants et les vieilles dames négligées qui servaient le thé. L'on pouvait également trouver de nombreux juifs dans la Guépéou, » (la police secrète) « au sein de l'Internationale communiste et dans les départements liés au commerce et à la finance ».**

M. Chamberlain aboutit à une conclusion différente de la mienne en ce qui concerne la cause initiale et ses conséquences. Il déclara :

**« À la suite de mon séjour en Russie, je reçus parfois des courriers me demandant “ce que les juifs faisaient au sein du régime soviétique”, sous-entendant que les juifs se comportaient comme un *groupe compact et homogène* et que la révolution entière était un complot juif. Il n'y a pas la moindre preuve historique étayant une telle hypothèse… Aucune théorie affirmant que les juifs, en tant que bloc racial, œuvrèrent au triomphe du bolchevisme ne tiendra face à une analyse historique sérieuse ».**

Dans ce passage, deux éléments sont confus : la force directrice de la communauté juive, et l'ensemble des individus appelés « juifs ». Ni les Allemands ni les Russes, en tant que « groupe racial », n'œuvrèrent au « triomphe » du national-socialisme ou du communisme, mais chacun d'eux les subit. Les peuples et les foules n'« œuvrent » jamais consciemment au triomphe de quoi que ce soit ; ils sont orientés par le groupe hautement organisé qui les domine – et ce quel que soit ce groupe. L'« ensemble

compact et homogène » des travailleurs n'« œuvre » jamais pour la grève générale, mais les grèves générales sont proclamées en leur nom. Ce livre a démontré au fil des pages que, par exemple, l'opposition la plus virulente envers le sionisme provenait des juifs, mais aujourd'hui, ce « groupe racial » s'est vu poser le sionisme sur le dos comme une camisole de force. À mon avis, la force directrice de la révolution fut dès 1848 et pendant les années qui suivirent, preuves à l'appui, celle du rabbinat talmudique de l'Est, et selon *cette* acception, « la révolution » fut « un complot juif ».

En 1935, à Moscou, je fus amené à faire la connaissance de certains oligarques juifs. L'un d'entre eux était le corpulent Maxime Litvinov, une figure emblématique du Romanisches Café ou du Café Royal, qui était devenu l'un des grands noms de la révolution. Un autre s'appelait Oumansky, un jeune homme suave, souriant et très dangereux qui venait (je crois) de Roumanie, mais qui n'aurait pu être moins russe s'il était né en Afrique. J'avais le sentiment de voyager à travers la Russie (tout comme Lénine qui s'y rendait) dans un wagon blindé.

En 1937, la situation n'avait, je pense, guère changé. M. A. Stolypine (dont le père, le dernier des émancipateurs à persévérer, avait été assassiné en 1911) écrivit que la substitution des Russes ou des autres par des juifs « aux niveaux les plus élevés de l'échelle hiérarchique soviétique » constituait une manœuvre tactique patente et que les juifs « avaient toujours en main les *principaux leviers de contrôle ; le jour où ils devront les lâcher, l'édifice marxiste s'écroulera comme un château de cartes* ». Il énuméra les postes de hauts fonctionnaires toujours occupés par des juifs, et démontra en particulier que les positions-clefs permettant un réel contrôle, *par la terreur*, demeuraient toutes entre les mains des juifs. Il s'agissait des camps de concentration et des camps de travail (contrôlés par un triumvirat juif, ils contenaient peut-être sept millions de Russes) ; les prisons (tous les prisionniers sovétiques dépendaient d'un commissaire juif du peuple) ; l'intégralité du système de publication et de diffusion d'informations, censure incluse ; et le système fondamentalement talmudique des « commissaires politiques du peuple », par lesquels les forces armées étaient maintenues sous une discipline terroriste.

En 1938, un certain M. Butenko, qui occupait un poste subalterne au sein du service de la diplomatie soviétique, s'enfuit en Italie au lieu d'obéir à un ordre de retour de Bucarest vers Moscou. Il déclara dans le *Giornale*

*d'ltalia* que la nouvelle classe dirigeante était presque totalement juive. Particulièrement en Ukraine, où l'intégralité de l'administration et de l'industrie était entre de telles mains, et il s'agissait d'une politique délibérée suivie par Moscou.

Ainsi, l'identité des chefs de la révolution ne changea-t-elle pas beaucoup entre 1917 et 1939 ; ils quittèrent la plupart des postes les plus exposés mais conservèrent les vrais « leviers de contrôle ». Et puis, le brouillard de la guerre s'abattit, et la période suivante où l'on peut à nouveau étudier cette question est la fin de la Seconde Guerre et l'après-guerre, 1945 et les années qui suivirent.

Avant même le début de la Seconde Guerre, les « objectifs guerriers » de la révolution avaient été publiquement définis par Staline au cours du troisième Congrès du Kominterm, à Moscou, en mai 1938 :

**« *Le renouveau de l'action révolutionnaire* sur une échelle suffisamment importante ne sera possible que si nous réussissons à utiliser les désaccords existants entre les pays capitalistes, afin de les *jeter les uns contre les autres dans un conflit armé… Toute guerre* véritablement généralisée devrait inévitablement se conclure par une révolution. L'essentiel de la tâche de nos camarades de parti dans les pays étrangers consiste, par conséquent, *à faciliter le déclenchement d'un tel conflit* ».**

Le lecteur remarquera qu'il s'agit de la seule déclaration d'« objectifs guerriers » qui fut imperturbablement poursuivie tout au long du conflit qui allait s'ensuivre, conflit « déclenché » avec succès par le pacte entre Hitler et Staline. Les dirigeants occidentaux, en se soustrayant à leur propres « objectifs guerriers » établis antérieurement et en abandonnant la moitié de l'Europe à la révolution, assurèrent l'accomplissement des « objectifs guerriers » mentionnés plus hauts.

Alors, quels « dirigeants », la révolution imposa-t-elle aux pays d'Europe de l'Est qui lui furent abandonnés en 1945 ? Ici apparaît à nouveau l'opportunité de vérifier l'identité de la force directrice agissant derrière la révolution. Le choix était libre. La révolution n'avait aucun *besoin* d'imposer des gouvernements juifs à ces douzaines de pays qui lui étaient abandonnées, sauf s'il s'agissait d'une politique délibérée.

Dans la Pologne « communisée », l'ambassadeur des États-Unis - M. Arthur Bliss Lane - remarqua la prévalence de juifs, la plupart d'entre eux des étrangers, aux postes-clefs du régime terroriste. Le commandant Tufton Beamish, membre du Parlement britannique, écrivit : « La plupart des communistes les plus puissants d'Europe de l'Est sont des juifs… j'ai été surpris et choqué de découvrir l'importante proportion de juifs au sein des effectifs de la police secrète ».

Le terroriste de 1919 Matyas Rakosi (né Roth, en Yougoslavie) retourna en Hongrie communiste en 1945, en tant que Premier ministre, et à cette occasion disposa du soutien de l'Armée rouge pour conserver son poste. *Huit années plus tard* (1953), l'Associated Press rapporta que « 90 pour cent des hauts fonctionnaires au sein du régime communiste hongrois étaient des juifs, y compris le Premier ministre Matyas Rakosi » ; cette même année, le *Times* de Londres avança que le cabinet de M. Rakosi était « majoritairement juif » ; le magazine *Time* de New York parla du « gouvernement à forte composante juive (90 percent pour les postes les plus élevés) du Premier ministre Matyas Rakosi, qui est lui-même juif ». En Hongrie, comme dans les autres pays envahis par le communisme, l'attaque spécifique contre le communisme commença immédiatement avec l'emprisonnement des dignitaires ecclésiastiques. Le cas qui attira le plus l'attention de la communauté internationale fut l'arrestation du cardinal Mindszenty, emprisonné pour trahison. La source de cette initiative fut révélée par une déclaration adressée aux juifs du monde entier en 1949 par « le Bureau central des juifs de Hongrie, l'Organisation sioniste de Hongrie et la section hongroise du Congrès juif mondial », qui dirent : « C'est avec un grand soulagement que les juifs de Hongrie ont appris l'arrestation du cardinal Mindszenty. Par cette action, le gouvernement hongrois a envoyé le chef d'une clique vouée aux pogroms… à la place qui lui mérite ».

À propos de la Tchécoslovaquie communisée, le *New Statesman* de Londres (une référence fiable sur ces sujets) écrivit *sept ans après la fin de la guerre* : « En Tchécoslovaquie, comme ailleurs en Europe Centrale et du Sud-Est, les intellectuels du parti et *les homme-clefs au sein de la police secrète* sont majoritairement d'origine juive ». À propos de la Roumanie, le *New York Herald-Tribune* rapporta en 1953, huit ans après la fin de la guerre : « La Roumanie, de même que la Hongrie, disposent probablement du plus grand nombre de juifs au sein de leurs administrations ».

En Roumanie, la terreur faisait rage sous la houlette d'Ana Pauker, une juive dont le père, qui était rabbin, et le frère étaient installés en Israël. Il s'agit d'un cas intéressant de dissension au sein d'une famille juive, comme celle qui fut décrite par le Dr Weizmann dans le récit de sa jeunesse en Russie, où les maisonnées étaient partagées entre le « communisme révolutionnaire » et le « sionisme révolutionnaire ». Mme Pauker utilisa son poste pour permettre à son père de quitter la Roumanie à destination d'Israël, bien que (comme son frère le souligna) « la politique du Parti est de garder les juifs en Roumanie ».

Le rôle joué par, et manifestement donné avec une considération certaine aux femmes dans la révolution, depuis l'époque des vieilles dames qui tricotaient aux abords de la guillotine, revêt un intérêt particulier pour les chercheurs souhaitant comparer les méthodes utilisées par la révolution et les coutumes des tribus africaines sauvages. Dans l'Allemagne de l'Est communiste, le règne de la terreur était présidé par une certaine Frau Hilde Benjamin, qui fut d'abord nommée vice-présidente de la Cour suprême et puis ministre de la Justice. « Hilde la rouge » est généralement décrite par la presse comme étant juive, et l'atrocité de son régime ne fait aucun doute, le *Times* de Londres étant même allé jusqu'à l'appeler « la terrifiante Frau Benjamin ». En deux ans, près de 200.000 Allemands de l'Est furent condamnés sous sa houlette pour « crimes politiques » et elle présida à plusieurs « procès spectacles » inspirés du modèle soviétique, où les accusés devaient répondre de chefs d'inculpation tels que leur appartenance à la secte des Témoins de Jéhovah.

La population de l'Allemagne de l'Est communiste comptait 17.313.700 habitants d'après le recensement de 1946, et parmi ceux-ci, seulement 2000 à 4000 juifs, si les « estimations » de source juive sont correctes. À propos de cette minuscule minorité, le *Zionist Record* de Johannesburg rapporta en 1950 que « la vie dans les territoires de l'Est a apporté des changements très positifs. Une grande partie d'entre eux occupe aujourd'hui des postes élevés au sein du gouvernement et de l'administration, postes qui en Allemagne n'avaient jamais été occupés auparavant par des juifs, et que, bien que tous parlent de démocratie, ils ne peuvent toujours pas occuper en Allemagne de l'Ouest. Plusieurs juifs occupent des postes importants au sein des ministères de l'Information, de l'Industrie et de la Justice.

Le juge de la Cour suprême dans le secteur Est de Berlin est juif, ainsi que plusieurs juges doyens dans les provinces situées à l'extérieur de Berlin. Au sein de la presse écrite également, comme dans le milieu du théâtre, un nombre assez considérable de juifs ont obtenu des postes à responsabilité ».

Même quatre mille juifs ne pouvaient probablement occuper tous ces postes haut placés, et le même journal déclara dans une autre édition : « Lorsque les forces d'occupation russes furent déployées peu de temps après la guerre, ils y avait de nombreux juifs qui occupaient des postes-*clefs* et jouissaient d'un rang élevé au sein de l'administration soviétique. Ces postes incluaient des juifs *qui avaient vécu en Russie*…et qui avaient rejoint l'Allemagne et l'Autriche en tant que membres de l'Armée rouge, ainsi que des juifs venant des États baltes de Lettonie et de Lituanie, territoires qui avaient été annexés par la Russie au cours des dix années précédentes ».

Ceci amène le récit pratiquement à notre époque, et les événements restants seront traités dans un chapitre de conclusion. Lorsque la révolution se répandit jusque dans les territoires qui lui furent cédés par l'Occident en 1945, l'histoire qui s'était produite en 1917 et 1918 en Russie se répéta. Une vengeance talmudique fut portée, et des gouvernements juifs furent sciemment établis de toutes parts. Cette situation ne connut pas de grand changement, réel ou apparent, durant les huit années qui suivirent. Ce qui fut fait réaffirma une fois de plus la nature de la révolution, de sa force directrice et de sa finalité talmudique.

---

## NOTES DU CHAPITRE 42

**48** Les chiffres pourraient donc être plus élevés que ceux de Hiroshima ou de Nagasaki, où la nouvelle bombe atomique fut utilisée, pour la première fois, sur une population civile absolument sans défense, et cela en totale opposition avec les protestations des chefs militaires américain et britannique, le général MacArthur et Lord Louis Mountbatten, qui soulignèrent que la défaite du Japon était d'ores et déjà imminente dans les faits.

50 Les efforts de M. Winston Churchill visant à réduire, à l'issue des combats, l'étendue de l'emprise soviétique en Europe, grâce à une invasion par le sud qui aurait donné aux Alliés occidentaux le contrôle à minima de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie et très probablement de la Hongrie et de toute l'Allemagne, furent sapés par son obstination à installer le communisme en Yougoslavie. Cette action, pour laquelle ses mémoires fournissent trop peu d'explications, affaiblit également sa position d'après guerre, rappelant ses vaines tentatives d'obtenir le soutien de l'Amérique en vue d'une attaque par le sud et affirmant que l'issue de la guerre aurait été différente et meilleure si on l'avait écouté. Son représentant auprès du dirigeant communiste Tito a rapporté ses propres doutes à ce sujet ainsi que les instructions que M. Churchill lui donna : « Moins vous et moi nous soucierons de la forme de gouvernement qu'ils établissent, meilleur ce sera ». Les conséquences des actes de M. Churchill furent de « mettre en place » le gouvernement de type communiste et d'abandonner le Général Mihaïlovitch, leader anti-communiste et allié des britanniques, qui fut ensuite exécuté par Tito.

51 Dans ce domaine aussi, les peuples occidentaux furent désespérément manipulés par des années de propagande présentant « les nazis » et « nos alliés soviétiques » comme opposés, alors que d'étroites affinités avaient toujours existé entre eux. Mr. Karl Stern, un juif allemand qui émigra en Amérique du Nord et se convertit au Catholicisme romain, rapporte ses propres erreurs de compréhension sur ce sujet, au cours de son expérience en Allemagne où il faisait partie du personnel médical au sein d'un institut psychiatrique : « Plusieurs docteurs nazis soutenaient la soit disant « Théorie de la Révolution Permanente » de Trotski. Je ne connaissais pas cette théorie… mais qu'elle soit mise en avant par ces individus était pour moi quelque chose de totalement nouveau et d'assez surprenant… Je dis : “Messieurs, je crois comprendre qu'une bonne partie de vos théories sur la stratégie politique est inspirée de Trotski. Cela ne vous semble-t-il pas extraordinaire que vous, nazis, citiez Trotski, un juif bolchevique, comme s'il était votre messie ?” Ils rirent et me regardèrent comme si j'étais un ignare de la politique, ce qui était le cas… Ils appartenaient à une branche alors relativement puissante du parti nazi qui soutenait une alliance de la Russie communiste et de l'Allemagne nazie contre ce qu'ils appelaient le capitalisme occidental… Si on ne les écoutait pas avec attention, on ne

pouvait jamais vraiment savoir s'ils parlaient de nazisme ou de bolchevisme, et finalement cela ne changeait pas grand-chose ».

# Chapitre 43

# L'ÉTAT SIONISTE (1)

La révolution, s'étant répandue dans la moitié de l'Europe qui lui avait été offerte par les Alliés occidentaux, eut un effet supplémentaire : comme l'attaque d'un serpent, elle projeta une langue qui atteignit les côtes méridionales de l'Europe, traversant la Méditerranée jusqu'à un petit territoire appelé la Palestine. L'argent, l'équipement, l'escorte et les convois furent fournis par l'Occident, mais la révolution apporta les deux composantes indispensables à l'État sioniste : le *peuple* pour l'envahir et les *armes* qui faisaient de sa conquête une certitude.

L'Occident était de connivence, mais en dernière analyse l'État sioniste fut créé par la révolution, qui de cette manière accomplit la doctrine lévitique du « retour ». Ces incursions en Europe et en Arabie constituèrent les seuls « gains territoriaux » récoltés lors de la Seconde Guerre mondiale, au début de laquelle les « élus dictateurs » avaient pour la seconde fois publiquement renoncé à toute velléité de gain territorial. La conséquence de ces deux développements fut de laisser, au sein de l'Europe divisée et de la Palestine divisée, deux détonateurs permanents d'une nouvelle guerre, qui à tout moment pouvait être déclenchée par quiconque souhaiterait accroître ses ambitions par le biais d'une troisième guerre mondiale.

Le lecteur se souviendra qu'au cours des années qui précédèrent la Seconde Guerre, le sionisme connaissait un fiasco en Palestine, et qu'en 1939, le Parlement britannique, contraint après vingt années de tentatives infructueuses de reconnaître que « le foyer national juif » était impossible à réaliser, avait décidé d'abandonner ce « mandat » inapplicable et de se retirer après s'être assuré que *toutes* les communautés du pays, arabes, juifs et autres, bénéficiaient d'une représentation parlementaire. Le lecteur constatera alors le changement qui survint lors de la nomination de M. Churchill au poste de Premier ministre en 1940, qui en comité privé déclara au Dr Weizmann (d'après le récit du Dr Weizmann, qui n'a pas été remis en cause) qu'il était « tout à fait d'accord » avec l'ambition sioniste « de

créer… après la guerre un État de trois ou quatre millions de juifs en Palestine ».

M. Churchill avait toujours exprimé un grand respect pour les gouvernements parlementaires, mais dans ce cas, en tant que despote de guerre, il cassa en secret et arbitrairement la politique qui avait été approuvée, après des débats exhaustifs, par la Chambre des communes. Après cet événement, le lecteur a pu suivre le Dr Weizmann au cours de ses voyages en Amérique, et a vu à quel point les efforts de M. Churchill pour « armer les juifs » (en cela, il rencontra l'opposition des administrateurs en fonction sur place) furent soutenus depuis l'Amérique grâce à la « pression » exercée par le Dr Weizmann et ses associés.

C'était à cette étape que le lecteur avait quitté l'État sioniste en gestation. Tout au long de 1944, comme l'écrivit M. Churchill dans ses mémoires de guerre, il continua à soutenir les ambitions sionistes. « Tout le monde sait que je suis déterminé à respecter les engagements pris par le gouvernement britannique auprès des sionistes dans le cadre de la déclaration Balfour, conformément aux amendements que j'ai apportés pendant mon mandat au sein du secrétariat des Colonies en 1921. *Aucune modification de la politique menée ne peut être actée* sans discussion complète au sein du cabinet » (29 juin 1944). La politique menée *avait* été modifiée après discussion complète au sein du cabinet et du Parlement, en 1939. Ici, M. Churchill ignora tout simplement cette décision politique majeure et revint à la précédente, faisant écho à l'étrange déclaration d'un autre secrétaire aux colonies (M. Leopold Amery, cité précédemment) comme quoi cette politique *ne pouvait être modifiée*.

À nouveau, « il ne fait aucun doute que cela » (le traitement envers les juifs de Hongrie) « est probablement le plus grand crime, et le plus atroce jamais commis dans toute l'histoire de l'humanité… tous ceux impliqués dans *ce* crime qui nous tomberont entre les mains, y compris les simples exécutants de ces boucheries, *devront être exécutés* après que leur implication dans ces meurtres aura été prouvée… Des déclarations publiques devraient être faites, afin que chaque coupable ou personne impliquée soit recherché et exécuté » (11 juillet 1944). Ici, M. Churchill - comme le président Roosevelt et M. Eden - de façon implicite, lie l'exécution des coupables *uniquement* aux crimes qu'ils ont commis à l'encontre des juifs, reléguant ainsi toutes les autres victimes à l'oubli dans

lequel, en effet, elles tombèrent. Incidemment, le lecteur a pu voir dans le chapitre précédent que les juifs faisaient autant partie des tortionnaires que des victimes.

Et pour continuer : « J'ai hâte de répondre *rapidement* à la demande du Dr Weizmann relative à la constitution d'une force armée juive présentée dans son courrier du 4 juillet » (12 juillet 1944). « J'apprécie l'idée que les juifs essayent de mettre la main sur les meurtriers de leurs compatriotes d'Europe Centrale, et je pense que cela générerait une grande satisfaction du côté des États-Unis. Je crois que c'est le souhait des juifs eux-mêmes de combattre les Allemands où qu'ils soient. C'est avec les Allemands qu'ils sont en conflit » (26 juillet 1944). Si M. Churchill, comme le déclare M. Weizmann, avait accepté la mise en place « en Palestine d'un État constitué de trois à quatre millions de juifs », il aurait dû savoir que les sionistes entretenaient un conflit bien plus sévère avec la population des territoires arabes, et que toute « force armée juive » serait plus susceptible de s'attaquer à ces tierces parties innocentes qu'aux Allemands.

La dernière allusion rapportée qu'ait faite M. Churchill (en tant que Premier ministre pendant la guerre) eut lieu après la fin des combats en Europe : « Toute la question de la Palestine *doit être réglée à la table des négociations*…Je ne pense pas que nous devions prendre la responsabilité de gérer cette zone géographique très complexe pendant que les Américains restent en retrait et critiquent. Ne vous êtes vous jamais dit que nous devrions leur proposer de nous remplacer ?… Je n'ai pas connaissance du moindre bénéfice récolté par la Grande-Bretagne au cours de cette tâche pénible et impitoyable. C'est au tour de quelqu'un d'autre de prendre le relais, maintenant. » (6 juillet 1945).

Cet extrait (étudié en parallèle avec la remarque enjouée faite par le président Roosevelt à Staline, comme quoi la seule concession qu'il pourrait accorder au roi Ibn Saoud serait de « lui donner les six millions de juifs des États-Unis ») révèle les pensées intimes de ces élus dictateurs qui exécutaient si docilement les ordres de Sion. M. Churchill espérait pouvoir mettre ce problème insoluble sur le dos des Américains ; M. Roosevelt aurait été heureux de pouvoir le mettre sur le dos de quelqu'un d'autre. Dans ce domaine, les grands hommes, comme cela fut prouvé par une remarque imprudente dans chacun des cas, se comportèrent comme le comédien qui, malgré tous ses efforts, n'arrive pas à se libérer du collant

papier tue-mouche. M. Churchill, dans ce mémorandum interministériel, n'était pas conscient « du moindre bénéfice récolté par la Grande-Bretagne au cours de cette tâche pénible et impitoyable ». Mais en public, lorsque Sion était à l'écoute, il continua (et cela continue à l'heure où ce livre est rédigé) à applaudir sans limite l'aventure sioniste, ce qui éveilla même la curiosité des critiques *juifs* (comme nous allons le voir).

A l'époque où M. Churchill dicta ce dernier mémorandum selon lequel « la question de la Palestine devait être réglée à la table des négociations », ces propos étaient si décalés qu'il pourrait les avoir tenus à des fins humoristiques. Le problème était clos, puisque les sionistes disposaient d'armes, les hommes devant utiliser ces armes allaient être illégalement transférés à travers l'Europe depuis le territoire révolutionnaire (comme illustré dans le chapitre précédent), et les principaux partis politiques en Angleterre comme en Amérique étaient prêts à applaudir tout acte d'agression, d'invasion ou de persécution commis par les migrants avec les armes qu'ils avaient obtenues.

Cela était particulièrement évident dans le cas du Parti socialiste en Angleterre, qui était à l'époque le pays prioritairement impliqué dans la destinée de la Palestine. Le Parti travailliste (tel qu'il se qualifiait) d'Angleterre se présentait comme le défenseur des pauvres, des démunis et des opprimés ; il avait été créé et développé avec la promesse de pensions pour les retraités, de réduction du chômage, de soins gratuits, ainsi que de défense et de soutien aux faibles, aux pauvres et au petites gens en général. Alors que la guerre approchait de sa fin, ce parti vit enfin la perspective d'obtenir le pouvoir avec une majorité substantielle. Comme le Parti conservateur (et les deux partis américains), il calcula apparemment que même à ce stade, la victoire n'était pas tout à fait certaine et qu'elle pourrait être assurée en apaisant Sion. Ainsi, l'objectif principal de sa politique étrangère fut-il de déloger les habitants d'un petit pays lointain « encore plus pauvres, plus haïs et opprimés depuis plus longtemps encore que les travailleurs britanniques pendant les jours les plus noirs de la révolution industrielle ». Pour couronner le tout, en 1944, son leader, M. Clement Attlee, révéla le nouveau dogme du socialisme britannique : « Que les Arabes soient encouragés à quitter » (la Palestine) « pendant que les juifs s'établissent. Qu'ils soient généreusement dédommagés pour leurs terres, et que leur implantation en un autre lieu soit organisée avec soin et financée largement » (douze ans plus tard, presqu'un million de Palestiniens,

encouragés à fuir par des bombes, continuaient à attendre dans les pays arabes frontaliers ; et le Parti socialiste britannique, à chaque nouvel événement, demandait plus bruyamment à leur encontre un châtiment supplémentaire).

Les socialistes britanniques, quand ils firent cette déclaration, savaient que les sionistes, sous le couvert de la guerre contre l'Allemagne, avaient accumulé des armes pour la conquête de la Palestine par la force. Le général Wavell, commandant les troupes du Moyen-Orient, avait informé M. Churchill depuis longtemps que « laissés à eux-mêmes, les juifs battraient les Arabes » (qui ne disposaient pas de source d'approvisionnement en armes). Le point de vue du général Wavell à propos de la stratégie sioniste était celui de tous les administrateurs responsables basés *sur place*, et c'est pour cette raison que le Dr Weizmann ne l'appréciait pas. Le lecteur a déjà constaté, aussi loin que la Première Guerre mondiale, que le déplaisir du Dr Weizmann était dangereux même pour les gens haut placés, et cela pourrait avoir joué dans le transfert du poste de commandement du général Wavell depuis le Moyen-Orient vers l'Inde. L'ouvrage officiel britannique *History of the War in the Middle East* [Histoire de la guerre au Moyen-Orient – NdT] décrit le général Wavell comme « l'un des plus grands commandants de l'histoire militaire » et précise que la fatigue, due à ses grandes responsabilités, fut aggravée par le sentiment qu'il ne disposait pas de toute la confiance de M. Churchill, qui bombardait son commandant du Moyen-Orient de télégrammes « fatigants » et « inutiles » à propos de « points de détails ». De par sa réaffectation, le général Wavell pourrait avoir été une victime supplémentaire du sionisme, et les prouesses militaires britanniques durant la guerre en souffrirent peut-être ; cela ne peut être démontré, bien qu'il s'agisse d'une conjecture raisonnable.

En 1944, un assassinat de plus eut lieu dans cette histoire. Lord Moyne, en tant que secrétaire au Colonies, était le ministre de cabinet alors en charge de la Palestine, poste précédemment occupé par Lord Lloyd (qui avait été violemment critiqué par M. Churchill pour avoir tardé à « armer les juifs », et qui était mort en 1941). Lord Moyne était un humaniste, et il avait de la sympathie pour le judaïsme, mais il partageait l'analyse de tous ses prédécesseurs, selon laquelle le projet sioniste en Palestine se terminerait par une catastrophe. Pour cette raison, et à cause de sa compassion pour ceux qui souffrent en général, il eut tendance à relancer

l'idée de la mise à disposition de terres en Ouganda pour tout juif qui avait réellement besoin de trouver une nouvelle maison quelque part.

Cet humanisme lui valut la haine mortelle des sionistes, qui n'acceptaient en aucune façon une approche les éloignant de l'objet de leur ambition, la Palestine. En 1943, Lord Moyne changea de point de vue, selon M. Churchill, qui suggéra que le Dr Weizmann se rende au Caire pour y rencontrer Lord Moyne et se rendre compte par lui-même de cette évolution favorable. Avant qu'aucune rencontre n'ait pu avoir lieu, Lord Moyne fut assassiné au Caire (en novembre 1944) par deux sionistes de Palestine – ainsi, un pacifiste de plus fut éliminé d'une voie jonchée de cadavres de pacifistes précédents. Cet événement perturba pendant un certain temps le flot de mémorandums à propos de « l'armement des juifs » envoyés par M. Churchill à ses collègues, et une nouvelle fois, les responsables basés en Palestine recommandèrent urgemment que l'immigration sioniste vers cette destination soit suspendue. La réponse de M. Churchill (17 novembre 1944) fut que cela « ferait le jeu des extrémistes », alors même que les extrémistes demeuraient libres eu égard à leurs projets futurs et que leur nombre s'accroissait.

Alors qu'en Europe, la fin de la Seconde Guerre mondiale approchait, les espoirs de M. Churchill relatifs à une transaction spectaculaire qui intégrerait dans la joie les Khazars à l'Arabie s'évanouirent. Si sa suggestion (selon laquelle Ibn Saoud devait être fait « seigneur du Moyen-Orient, à condition qu'il s'accorde avec vous », i.e. Dr Weizmann) fut jamais transmise au président Roosevelt par le Dr Weizmann, un événement qui eut lieu en 1944 pourrait en avoir été le résultat. Un Américain, le colonel Hoskins, (« représentant officiel du président Roosevelt au Moyen-Orient », pour citer le Dr Weizmann) rendit alors visite au leader arabe. Le colonel Hoskins, comme tout homme compétent, ne croyait pas au plan consistant à établir un État sioniste, mais il voulait aider les juifs à se rendre en Palestine (si certains d'entre eux le souhaitaient) et ce, *en accord avec les Arabes*. Il s'aperçut que le roi Ibn Saoud considérait qu'il avait été grossièrement insulté par le Dr Weizmann, dont il parla « de la manière la plus agressive et la plus dédaigneuse, prétendant que j'avais » (le Dr Weizmann) « essayé de le soudoyer en lui offrant vingt millions de livres pour qu'il cède la Palestine aux juifs » ; indigné, il exclut toute proposition de transaction sous de telles conditions. Ainsi, toute perspective d'« accord » s'évanouit-elle, et le colonel Hoskins

disparut lui aussi de l'histoire ; encore un homme bon vaincu dans sa tentative de résoudre le problème insoluble posé par M. Balfour.

Ainsi, alors que la guerre entrait dans ses derniers mois, seules deux alternatives demeuraient. Le gouvernement britannique, abandonnant sa décision de 1939, pouvait continuer à lutter pour essayer de préserver un équilibre impartial entre les autochtones et leurs envahisseurs venus de Russie ; ou bien, il pouvait laisser tomber « le mandat » et se retirer, retrait à la suite duquel les sionistes expulseraient les Palestiniens en utilisant les armes issues des théâtres militaires européens et africains.

Ce second grand acte de la tragédie palestinienne se rapprochait. Le Dr Weizmann avait déclaré à M.Roosevelt que les sionistes « ne pouvaient faire reposer la décision sur l'agrément des Arabes », mais M. Roosevelt n'avait pas pris d'engagement. Selon le Dr Weizmann, M. Churchill s'*était* engagé personnellement, en privé ; en 1944, le Dr Weizmann devint impatient d'obtenir un engagement *public* de M. Churchill, sous forme d'une déclaration Balfour amendée qui accorderait un *territoire* (en lieu et place du terme vague « foyer national ») à Sion (en 1949, il en voulait encore terriblement à M. Churchill, qui, sous le « prétexte » que la guerre devait d'abord être terminée, s'était abstenu de déclarer publiquement cette capitulation finale).

Tel Macbeth, les « grands chefs d'État » du Dr Weizmann flanchèrent et se dérobèrent au moment où l'échéance approchait. Ni M. Churchill ni M. Roosevelt n'acceptèrent de commander ouvertement à leurs soldats la mise à exécution de cette échéance, et les sionistes crièrent « Volonté infirme ![52] » Alors M. Roosevelt se rendit à Yalta, avec sur le visage l'expression d'un profond désespoir, saisi sur pellicule par les journalistes ; il s'engagea sur la partition de l'Europe en deux, et à la fin informa M. Churchill - qui, selon M. Hopkins, fut « stupéfait » et « profondément choqué » par la nouvelle - qu'il allait rencontrer le roi Ibn Saoud à bord du cuirassé américain *Quincy.*

Ce qui s'ensuivit demeure mystérieux. Ni M. Roosevelt ni M. Churchill n'avaient le droit de céder un territoire arabe aux lobbyistes qui les harcelaient à Washington et à Londres ; néanmoins, ce qui leur était demandé était, en apparence, si insignifiant en comparaison de ce qui venait tout juste d'être fait à Yalta, que la soumission de M. Roosevelt, accompagnée d'un brutal ultimatum à destination roi Ibn Saoud, n'auraient surpris personne. Au lieu de cela, il quitta soudainement le rôle qu'il avait

joué pendant de nombreuses années et se comporta en chef d'État ; ensuite, il mourut.

Il quitta Yalta le 11 février 1945 et passa les 12, 13 et 14 février à bord du *Quincy*, jours au cours desquels il reçut le roi Ibn Saoud. Il demanda au roi d'« accepter quelques juifs supplémentaires en Palestine » et reçut une réponse sèche : « non ». Ibn Saoud déclara qu'« il y avait une armée juive de Palestine armée jusqu'aux dents et… ils ne semblaient pas combattre les Allemands, mais ciblaient les Arabes ». Le 28 février, M. Roosevelt revint à Washington. Le 28 mars, Ibn Saoud réitéra par courrier les craintes dont il avait fait part oralement (qui furent depuis confirmées par les événements) concernant les conséquences qu'induirait le soutien américain apporté aux sionistes. Le *5 avril*, le président Roosevelt répondit, réaffirmant son propre engagement oral donné à Ibn Saoud, selon lequel :

**« Je n'entreprendrais aucune action, en tant que chef de l'exécutif de ce gouvernement, qui pourrait se révéler hostile au peuple arabe ».**

Il mourut le *12 avril*. Son engagement n'aurait jamais été connu si un homme d'État américain, le secrétaire d'État James G. Byrnes, ne l'avait publié six mois plus tard (le 18 octobre 1945) dans une tentative désespérée de dissuader le président Truman, successeur de M. Roosevelt, d'entreprendre précisément l'« action hostile aux Arabes » que le président Roosevelt avait juré de ne jamais mener.

La promesse de M. Roosevelt fut littéralement faite sur son lit de mort, et une autre grande question de l'Histoire reste sans réponse, était-il sincère ? Si par chance il *l'était*, alors une mort de plus intervint en faveur du sionisme. Son proche, M. Hopkins (qui était présent au moment de la rencontre et en rédigea un mémorandum) railla la suggestion selon laquelle cette promesse avait été faite sincèrement, déclarant que le président Roosevelt « *soutenait totalement,* [les sionistes], *en public comme en privé, et selon ses propres convictions* » (selon ce mémorandum, M. Roosevelt déclara qu'il en avait plus appris sur la Palestine de la bouche d'Ibn Saoud en cinq minutes qu'il n'en avait appris au cours de toute sa vie ; c'est à partir de cet événement que naquit l'anecdote célèbre selon laquelle Ibn Saoud aurait déclaré : « Nous savons depuis deux mille ans ce qu'il vous a fallu deux guerres mondiales pour comprendre »). Toutefois, M. Hopkins pourrait ne pas être un témoin crédible concernant cet événement, puisque immédiatement après la rencontre, lui, l'ombre du président, rompit

mystérieusement avec M. Roosevelt, qu'il ne revit jamais ! M. Hopkins s'enferma dans sa cabine, et débarqua trois jours plus tard à Alger, où il « fit porter un mot » par un intermédiaire, disant qu'il retournerait en Amérique par un autre moyen. La séparation fut aussi soudaine que celle qui avait eu lieu entre M. Wilson et M. House.

Ce qui est clair, c'est que les dernières semaines et les derniers jours de M. Roosevelt furent assombris par la controverse de Sion, et non par des questions de politique américaine ou européenne. S'il avait vécu et si sa promesse faite à Ibn Saoud avait été connue, le sionisme, qui avec une grande puissance avait permis de le rendre et de le maintenir président pendant douze ans, serait devenu son pire ennemi. Il mourut. (L'engagement était *catégorique* ; il continuait ainsi : « Aucune décision relative à la situation fondamentale de la Palestine ne sera prise *sans avoir exhaustivement consulté les Arabes et les Juifs* » ; c'était un désaveu complet du Dr Weizmann, qui lui avait dit : « Nous ne pouvons faire reposer la décision sur l'agrément des Arabes »).

Ainsi, entouré d'un mystère de la dernière heure, M. Roosevelt aussi quitta lui aussi cette histoire. Un dernier coup d'œil à la multitude qui s'était rassemblée autour de lui au cours de ses douze années de règne nous est fourni par M. Merriman Smith, porte-parole supérieur de la Maison Blanche ; cette description d'une veillée mortuaire montre que la beuverie de Yalta escorta le président jusque dans la tombe :

**« La plupart des passagers du train étaient des collaborateurs de Roosevelt. Avant que le train ne soit hors de vue du dépôt de Hide Park qui était tendu de crêpe noir, ils commencèrent ce qui allait devenir une veillée post-funéraire. L'alcool coula à flot dans tous les compartiments et salons. Les stores furent baissés dans tout le train, et vu de l'extérieur cela ressemblait à n'importe quel train ramenant des personnes endeuillées chez elles. Mais derrière ces rideaux, les membres de l'équipe de M. Roosevelt se payaient ce qu'ils considéraient être du bon temps. Leur Patron aurait approuvé… Je vis l'un des chantres du New Deal balancer un plateau de verres vides dans les toilettes et crier sur un ton de fausse bravade : “Allez, cul sec, on n'a plus besoin de verres”. Les portiers et les serveurs s'agitaient dans tous les sens, courant dans les couloirs avec des plateaux qui débordaient et se renversaient. Si vous n'aviez pas su qui étaient les gens dans le salon,**

**vous auriez cru qu'il s'agissait d'une équipe de rugby de retour après un match. Certains utilisaient le whisky comme un antidote contre les soucis du travail … J'entendis un chœur d'alcooliques chanter Ce n'est qu'un au revoir… »**

Tels étaient les cérémoniaux de la vie d'un politicien, au cours de ces derniers jours où « les troupes » marchaient vers une nouvelle « victoire », où les armées communistes prenaient possession de la moitié de l'Europe, et où les sionistes de Russie étaient transportés par l'Occident vers l'invasion de la Palestine.

Concernant cette question palestinienne, la mort libéra M. Roosevelt de son dilemme. M. Churchill resta seul pour y faire face. Il courtisait les sionistes depuis l'époque des élections de 1906. Il avait fait partie du gouvernement britannique de 1917, à propos duquel un ancien membre (M. Leopold Amery, cité en 1952 dans un journal sioniste) déclara : « Lorsque nous publiâmes la déclaration Balfour, nous pensions que *si les juifs pouvaient devenir une majorité* en Palestine, ils formeraient un État juif… nous n'envisagions *pas une Palestine divisée*, qui n'existe qu'à l'ouest du Jourdain ».

M. Churchill ne fit jamais part publiquement de telles intentions (en effet, il les rejeta) mais si telle était sa vision, cela signifie que même l'État sioniste établi à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ne correspond aucunement aux intentions de ceux qui élaborèrent la déclaration Balfour, et que des invasions supplémentaires de territoires arabes doivent encore être menéees par la voie des armes.

Le mot-clef dans cette citation est « si » ; « si les juifs pouvaient devenir une majorité… » À partir de 1945, trois décennies de révolte arabe avaient démontré que les sionistes ne *deviendraient jamais majoritaires* » à moins que les Arabes ne soient expulsés de leur terre natale par la force. La question qu'il restait à élucider était de définir qui allait s'occuper de l'expulsion ? M. Roosevelt avait juré que jamais il ne le ferait. Le Dr Weizmann, toujours prompt à s'écrier : « Je m'en tiens à mon billet**53** », aimait à déclarer que M. Churchill était impliqué dans la mesure où le Dr Weizmann désirait qu'il le soit.

Même M. Churchill ne put mener à bien cette tâche. Lui aussi fut libéré de ce dilemme ; non pas par la mort, mais par une défaite électorale. Ses mémoires laissent apparaître son orgueil blessé suite à ce revers ; « Tous

nos ennemis s'étant rendus sans condition ou étant sur le point de le faire, je fus immédiatement écarté par les électeurs britanniques de toute nouvelle responsabilité dans la conduite de leurs affaires ».

Ce n'était pas aussi simple que cela. L'historien du futur devra travailler à partir de ces informations, mais ceux qui ont vécu les événements savent mieux ce qui s'est passé ; j'étais en Angleterre et assistai à l'élection au cours de laquelle M. Churchill fut « écarté ». En vérité, il eût été difficile de s'attendre à ce que l'électorat britannique puisse voir dans l'issue de la guerre (dont M. Churchill était le critique le plus acerbe) des raisons d'effectuer un vote de remerciement en faveur de M. Churchill, mais il y avait d'autres raisons à sa défaite que la simple désillusion.

Comme pour les élections américaines, le pouvoir de « commander le vote » fut utilisé au cours des élections britanniques de 1945. M. Churchill était allé loin en « armant les juifs » et en s'engageant en privé à soutenir le sionisme, mais pas assez loin pour le Dr Weizmann. En Angleterre, à la moitié du siècle, le contrôle de la presse était pratiquement finalisé, sur cette question ; la propagande sioniste pendant les élections fut fortement orientée contre M. Churchill et fut menée au nom des socialistes, qui avaient fait le serment requis de soutenir les « actions hostiles » contre les Arabes (« les Arabes devraient être encouragés à partir pendant que les juifs s'établissent… »). L'ensemble des parlementaires juifs bascula d'un coup du côté du Parti socialiste (et se concentra dans sa mouvance la plus à gauche, là où se cachaient les communistes). Avec une grande satisfaction, les sionistes assistèrent à la déconfiture de leur « champion » de 1906, 1917 et 1939. Le Dr Weizmann déclara que la victoire des socialistes (et l'« échec » de M. Churchill) « emplit de joie tous les libéraux ». C'était la récompense pour les quarante années de soutien au sionisme de M. Churchill ; en fait, il n'avait pas ordonné aux troupes britanniques d'éliminer les Arabes de Palestine et, dès lors, était devenu un ennemi.

Ainsi, M. Churchill fut-il au moins dispensé de la tâche consistant à décider du sort de la Palestine et n'aurait pas dû être aussi désespéré qu'il le décrivit, lorsqu'il fut désavoué juste après la « victoire ». Les socialistes britanniques, ayant enfin obtenu une majorité écrasante au Parlement, réalisèrent tout à coup qu'ils étaient censés, « encourager les Arabes à partir », en recourant à la force. Quand eux aussi commencèrent à reculer face à ces comportements d'assassins, les accusations de « trahison »

commencèrent à pleuvoir sur eux. Le discours du Dr Weizmann devient alors frénétique et rempli d'indignation ; d'après ses déclarations, le gouvernement socialiste, « trois mois après son élection, rompit *la promesse* qu'il avait répétée au peuple juif si souvent, si clairement, et même avec véhémence ». Pendant quarante ans, Lord Curzon semble avoir été le seul dirigeant politique impliqué dans cette affaire à réaliser que même le plus banal mot de sympathie confié au Dr Weizmann, serait plus tard mis en avant comme « une promesse », donnée solennellement et rompue lâchement.

Parmi les socialistes victorieux, un homme de parti talentueux, un certain M. Hall, hérita du secrétariat aux Colonies de Lord Lloyd, Lord Moyne et des autres assassinés ou diffamés, et était tout juste en poste lorsqu'une délégation du Congrès sioniste mondial se présenta :

**« Je dois dire que l'attitude adoptée par les membres de la délégation *fut différente de tout ce que j'avais jamais observé*. Il ne s'agissait pas d'une requête visant à ce que le gouvernement de Sa Majesté étudie les décisions de la conférence sioniste, *mais d'une demande visant à* ce que le gouvernement de Sa Majesté exécute ce que le Congrès sioniste lui ordonnait ».**

Dix ans plus tard, un ex-président américain, M. Truman, se souvint avec le même étonnement candide de visites similaires qui avaient eu lieu pendant son mandat ; en 1945, ce phénomène se perpétuait depuis 1906 sans ce que cela dérange la léthargie politique de M. Hall. Peu après, il fut évincé du secrétariat aux Colonies, après qu'on eut soudainement réalisé qu'il avait les qualités requises pour accéder à la pairie.

Le gouvernement socialiste de 1945, qui en politique intérieure fut sans doute le pire qu'un pays sortant de la guerre et ayant besoin d'être revivifié aurait pu connaître, rendit un service à son pays dans le domaine de la politique étrangère. Il sauva, en honneur, ce qui pouvait être sauvé. Malgré la pression venant des quatre coins de la planète, il refusa de jouer en Palestine le rôle de l'assassin ; s'il ne protégea pas les Arabes, et à ce moment-là il n'en avait probablement pas les moyens, au moins il ne les détruisit pas au nom du maître sioniste.

Cete réussite fut l'œuvre exclusive d'un certain M. Ernest Bevin, qui selon moi fut le plus grand homme politique britannique du XX$^{e}$ siècle.

Selon les comptes-rendus, le roi George VI, le plus discret des monarques, pressa le nouveau Premier ministre socialiste, M. Attlee, de nommer son collaborateur le plus méritant et le plus solide au poste de ministre des Affaires étrangères, parce que l'état du monde le nécessitait si clairement. Alors, M. Attlee remania la liste qu'il avait déjà élaborée, élimina le nom de quelque valeureux « libéral » qui aurait pu impliquer son pays dans le futur pogrom arabe, et mit à la place celui de M. Bevin.

Déjà en 1945, la Palestine était devenue un problème clairement trop important pour les secrétaires aux Colonies ; c'était, et cela le restera pendant longtemps, la préoccupation majeure des Premiers ministres, des ministres des Affaires étrangères, des présidents et des secrétaires d'État en Angleterre comme en Amérique, parce qu'il s'agit de la source la plus explosive quant à de nouvelles guerres. En 1945, dès que la « victoire » fut remportée, ce dossier était considéré comme dominant et pervertissant la politique de tous les États-nations. Sans crainte, Ernest Bevin, le garçon de ferme du Somerset et idole des dockers, prit la bombe en main et essaya de neutraliser le détonateur. Il aurait pu réussir s'il avait obtenu le soutien ne serait que d'un seul dirigeant occidental, quel qu'il soit. Ils lui tombèrent tous dessus comme des loups. Il y avait comme un arrière-goût de rassemblement religieux et d'hystérie évangéliste dans l'abandon de leur abdication face à la domination sioniste.

C'était un homme robuste, l'esprit des contrées de l'Ouest de l'Angleterre soufflait dans ses os et dans ses muscles, et leurs courageuses traditions coulaient dans ses veines, mais malgré cela il fut physiquement brisé en quelques années par la violence d'une diffamation incessante. Il n'était pas du genre à se décourager. Il réalisa qu'il avait affaire à une dynamique fondamentalement conspirationniste, une conspiration dont la révolution et le sionisme faisaient partie, et il est peut être le seul homme politique de ce siècle à avoir utilisé un terme (« conspiration ») dont la définition s'applique parfaitement à cette situation. Il déclara abruptement au Dr Weizmann qu'on ne le contraindrait ni ne l'inciterait à toute action qui serait contraire aux engagements britanniques. Le Dr Weizmann n'avait pas fait face à de telles déclarations, à un tel niveau, depuis 1904, et son indignation, surgissant hors de lui et matérialisée par le biais des organisations sionistes du monde entier, produisit les attaques incessantes qui s'ensuivirent alors à l'encontre de M. Bevin.

M. Churchill, s'il était resté Premier ministre, aurait apparemment eu recours aux forces armées *britanniques* pour mettre en œuvre la partition de la Palestine. Cela semble être la conséquence inévitable de son mémorandum adressé au Comité des Chefs d'État-major (le 25 janvier 1944), dans lequel il déclara : « Les juifs, laissés à eux-mêmes, écraseraient les Arabes ; par conséquent, il ne peut y avoir grand risque à *se joindre aux juifs afin de mettre en œuvre le type de projet de partition qui est proposé…* ». Le lecteur peut noter combien les circonstances modifient grandement les arguments. La scission de l'*Europe* était pour M. Churchill « une partition ignoble, qui ne peut durer ». La partition de la *Palestine* valait, elle, la peine d'être menée à bien en « se joignant aux juifs ».

M. Bevin refusa de prendre part à un tel projet. Selon ses instructions, le gouvernement socialiste annonça qu'il « n'accepterait pas le scénario selon lequel *les juifs devaient être expulsés d'Europe ou que l'on ne devait pas les autoriser à revenir vivre dans ces pays* » (européens) « *sans discrimination*, apportant leurs connaissances et leurs talents à la reconquête de la prospérité européenne ».

Ces mots démontrent que cet homme comprenait la nature du chauvinisme sioniste, les problèmes qui en découlaient et leur unique solution. Ils décrivent ce qui arrivera inévitablement un jour, mais ce jour a été repoussé à un quelconque moment après une nouvelle période de désastre en Palestine, qui impliquera probablement le monde entier. Il fut soit le premier homme politique britannique à comprendre ce sujet, soit le premier à avoir eu le courage d'agir en accord avec ses connaissances.

Le gouvernement socialiste de 1945 fut amené, par une administration responsable, à faire ce que tout gouvernement responsable précédent avait été obligé de faire : envoyer une nouvelle commission d'enquête (qui ne put rien faire d'autre que de rendre les mêmes rapports que les commissions antérieures) et parallèlement réguler l'immigration sioniste et protéger les intérêts des autochtones arabes, en accord avec les promesses de la déclaration Balfour initiale.

Le Dr Weizmann considéra cela comme « un retour à l'ancien et *sournois* double accent *mis sur les obligations envers les Arabes de Palestine* » et la machine sioniste se mit en branle afin de détruire M. Bevin, contre lequel, pendant les deux années qui suivirent, une campagne mondiale fut dirigée. Cela fut coordonné, synchronisé et d'une effroyable

violence. Tout d'abord, le Parti conservateur fut envoyé à l'assaut. Les socialistes les avaient battus en capitulant face au sionisme, ce qui leur apporta le soutien de la presse instrumentalisée. Les conservateurs, ayant perdu leur mandat, jouèrent cette carte maîtresse contre les socialistes, et à leur tour capitulèrent face à Sion. Cela fut clarifié d'un seul coup : le Parti proclama qu'il *combattrait* la politique *intérieure* des socialistes et *soutiendrait* leur politique *étrangère*, mais à partir du moment où les socialistes firent leur déclaration au sujet de la Palestine, le Parti conservateur fit *une* exception au second engagement ; il démarra une attaque permanente contre la politique du gouvernement socialiste *au sujet de la Palestine*, ce qui voulait dire contre M. Bevin.

À ce stade, M. Churchill, protégé au sein de l'opposition, se rabaissa en accusant M. Bevin de « sentiments anti-juifs », une attaque empruntée aux coulisses de la Ligue anti-diffamation (qui ajouta un nouveau mot, « Bevinisme », à son dictionnaire des termes calomnieux). Aucun de ses adversaires politiques ne fut jamais calomnié de la sorte par M. Bevin, collègue remarquable de M. Churchill pendant les longues années de guerre.

Ainsi, M. Bevin, faisant face aux plus grandes menaces, reçut-il le soutien total du parti d'opposition sur tous les dossiers de politique étrangère à l'exception d'un seul, la Palestine. Pourtant, il aurait encore pu sauver la mise, n'eût été l'intervention du nouveau président américain, M. Harry S. Truman. Avec sa promotion automatique depuis la vice présidence jusqu'à la présidence (à la mort du président en exercice), l'Histoire du XX^e^ siècle recommença à suivre la trame d'une tragédie grecque (ou d'une comédie burlesque). M. Truman impliqua son pays jusqu'aux oreilles dans l'imbroglio palestinien au moment même où l'Angleterre, enfin, voyait surgir un homme qui était compétent et suffisamment solide pour mettre fin à cette aventure désastreuse.

À moins qu'un homme ne possède ce génie qui le dispense d'acquérir des connaissances de base, une petite ville du fin fond du Middle-West américain comme Kansas City n'est pas un endroit idéal pour s'informer sur la vie internationale. M. Truman, lorsquon lui confia la présidence, avait deux handicaps majeurs pour ce poste. D'une part l'isolement de son lieu de naissance eu égard aux affaires internationales, et d'autre part une connaissance accrue en matière d'élections locales, dont il savait beaucoup

de choses. À Kansas City, il avait vu la machine en marche ; il en savait long sur les patronages, les barons politiques, et les remplissages d'urnes avec de faux bulletins. Il en avait retenu l'impression que la politique, c'était comme les affaires : basée sur des règles fondamentalement simples, qui ne laissaient pas de place pour les grandes idées.

Cet homme de taille moyenne, robuste et exhibant un large sourire, était sur le point de signer l'ordre déclenchant un acte de destruction sans précédent dans l'histoire de l'Occident ; il s'avança prestement vers la scène des grands événements. Il décida à Potsdam que l'« Oncle Jœ » était « un bon gars », et termina là-bas les réarrangements territoriaux de l'Europe et de l'Asie qu'avait initié M. Roosevelt. Il organisa le largage des bombes atomiques sur les villes sans défenses d'Hiroshima et de Nagasaki. Aucune série d'actions comparable ne fut jamais imputée à un ex-marchand de chemises ayant fait faillite et ayant été parachuté à un poste d'« élu dictateur ». Alors, il tourna son regard vers la politique intérieure et les prochaines élections au Congrès et à la présidence. Dans ce domaine, il savait (et le déclara), que les votes contrôlés par les sionistes étaient décisifs.

Pendant que M. Bevin s'évertuait à désamorcer le conflit, M. Truman annihila les efforts de M. Bevin. Il demanda à ce que cent mille juifs soient immédiatement admis en Palestine, et organisa le voyage en Palestine de la première commission d'enquête *partisane*. C'était le seul moyen par lequel une commission pouvait être amenée à rédiger un rapport favorable au plan sioniste. Deux des quatre membres américains étaient des sionistes avoués ; le *seul* membre britannique était un propagandiste sioniste et un gauchiste ennemi de M. Bevin. Cette « Commission anglo-américaine » se rendit en Palestine sous la direction (pour, peut être, la dixième fois en trente ans) du Dr Weizmann. Elle recommanda (bien que « prudemment ») l'admission de cent mille « *réfugiés* » (ce terme fut vraisemblablement choisi pour tromper les masses et avait à cette période une signification particulière ; aucun véritable réfugié ne souhaitait se rendre en Palestine).

Ainsi, les bases de la prochaine guerre étaient-elles établies, et un président américain soutint publiquement les « actions hostiles » à l'encontre des Arabes, puisqu'il s'agissait bien de cela. Le Congrès sioniste suivant (tenu à Genève en 1946)**54** prit joyeusement acte de cette nouvelle « promesse » (la « suggestion » de M. Truman et les « prudentes

recommandations » de la commission partisane). Ce fut un Congrès sioniste typique, entièrement composé de juifs de Palestine (qui avaient déjà émigré là-bas) et d'Amérique (qui n'avaient aucune intention de s'y rendre) ; la masse rassemblée en troupeau qui devait être déplacée là-bas n'était pas représentée. La description par le Dr Weizmann des décisions prises est lourde de signification.

Il déclara à propos du congrès « qu'il y régnait une ambiance particulière » et qu'on y trouvait une tendance à « se concentrer sur les méthodes… décrites par différents termes : “*resistance*”, “*défense*”, “*activisme*”. Malgré ces « nuances, » (déclara-t-il) « un élément leur était commun à toutes : la conviction que *combattre l'autorité britannique en Palestine et partout ailleurs* était nécessaire ».

Les remarques circonspectes du Dr Weizmann doivent être considérées dans le contexte de l'intégralité de son livre et de l'histoire entière du sionisme. Ce qu'il entend est que le Congrès sioniste mondial à [Bâle] en 1946 décida d'appliquer à nouveau la méthode basée sur le terrorisme et l'assassinat qui s'était révélée efficace en Russie pendant les phases préparatoires de la conspiration à deux têtes. Le congrès savait qu'il s'agissait de la méthode « décrite par différents termes » au cours des discussions, puisqu'elle avait *déjà* été réinitiée via l'assassinat de Lord Moyne et à travers de nombreux actes terroristes en Palestine. L'impulsion incitatrice de la décision du Congrès (car il s'agissait bien de cela) vint de la recommendation du président américain, d'après laquelle cent mille personnes devaient être injectées de force en Palestine. Les sionistes considérèrent cela comme une « promesse » supplémentaire, engageant l'Amérique à approuver chacun de leurs agissements quels qu'ils soient, ce en quoi ils avaient raison.

Le Dr Weizmann savait exactement ce qui était en jeu, et pendant ses dernières années, il recula devant les perspectives qui s'offraient à nouveau à lui : un retour au culte de Moloch, le dieu du sang. Il avait vu tant de sang versé au nom du communisme révolutionnaire et du sionisme révolutionnaire, les deux causes qui avaient dominé sa maison familiale et sa ville natale, dans le Pale. Au cours de sa jeunesse, il avait exulté pendant les émeutes et les révolutions, et avait considéré les assassinats comme faisant partie intégrante du processus ; arrivé à l'âge adulte il s'était réjoui de la chute de la Russie, malgré les décennies de bains de sang qui s'étaient

ensuivies. Pendant cinquante-cinq ans, il avait appelé au chaos et lâché les chiens de guerre. Quasiment inconnu des masses absorbées par les deux guerres, il était devenu l'un des hommes les plus puissants de la planète. Commençant en 1906, où il manipula tout d'abord M. Balfour, il avait progressé graduellement jusqu'à ce que sa parole, prononcée dans les antichambres, devienne loi, jusqu'à ce qu'il puisse commander l'audience des monarques et l'obéissance des présidents et des Premiers ministres. Et là, alors que le plan qu'il avait mis si longtemps à mettre en place était sur le point de se réaliser, il recula devant les perspectives sanguinaires qui s'ouvraient incommensurablement devant lui : du sang, encore et encore, et à la fin… quoi ? Le Dr Weizmann se souvint de Sabbataï Tsevi

Il était contre le fait de « s'abaisser devant les forces démoralisantes au sein du mouvement », expression énigmatique qu'il utilise pour parler de ceux que M. Churchill appelait « les extrémistes », et que les administrateurs basés sur place appelaient « les terroristes ». Cela veut dire qu'il avait changé alors qu'il se rapprochait de la fin de sa vie, puisque sans terrorisme, le sionisme n'aurait jamais pu se développer et si, en 1946, son État sioniste *devait* voir le jour, cela ne pouvait être réalisé que par la violence. Ainsi, le Dr Weizmann comprit-il finalement la futilité de ce demi-siècle « de pression exercée en coulisse », et sans aucun doute perçut-t-il l'inévitable fiasco qui suivrait la naissance dans la terreur de l'État sioniste. Psychologiquement, ce fut un moment de grand intérêt dans cette histoire, Peut-être qu'avec l'âge, les hommes deviennent plus sages ; ils se lassent des mots et des actes violents qui semblaient résoudre tous les problèmes pendant leur jeunesse de conspirateurs, et cette révulsion pourrait avoir submergé Chaim Weizmann. Si tel était le cas, il était trop tard pour changer quoi que ce soit. La machine qu'il avait créée devait continuer sur sa lancée, jusqu'à sa propre destruction et celle de tout ceux que se trouveraient sur son chemin. L'avenir qui restait au sionisme était entre les mains des « forces démoralisantes au sein du mouvement », et c'est par lui que c'était arrivé.

Il fut privé d'un vote de confiance et ne fut pas réélu au poste de président de l'Organisation sioniste mondiale. Quarante ans après Herzl, il fut écarté comme il avait écarté Herzl, et pour la même raison fondamentale. Lui et ses Khazars de Russie avaient renversé Herzl parce que Herzl voulait accepter l'Ouganda, ce qui signifiait renoncer à la Palestine. Il fut renversé car il avait peur de s'engager à nouveau dans une

politique de terreur et d'assassinats, ce qui signifiait aussi renoncer à la Palestine.

Cette note de désespoir avait retenti déjà auparavant, dans son allusion au meurtre de Lord Moyne : « Les juifs de Palestine vont… extirper les racines comme les branches, - ce *mal* résidant en son sein… ce phénomène absolument non-juif ». Ces paroles étaient destinées aux oreilles occidentales, et étaient spécieuses ; l'assassinat politique n'était *pas* « un phénomène absolument non-juif » dans les régions talmudiques de Russie où le Dr Weizmann passa sa jeunesse révolutionnaire et conspiratrice, comme il le savait bien, et une série d'événements similaires entachait le passé. Effectivement, lorsqu'il s'adressait à une assemblée *sioniste*, il admettait franchement que l'assassinat politique n'était *pas* « un phénomène absolument non-juif », mais l'opposé : « Qu'était la terreur en Palestine, si ce n'est *ce mal ancien*, sous une forme nouvelle et horrible ».

Ce « mal ancien », sortant de sa bouteille talmudique pour affronter le Dr Weizmann à [Bâle] en 1946, explique apparemment le ton prémonitoire qui remplit les dernières pages de son livre de 1949 (alors que l'État sioniste avait été établi par la terreur). Le meurtre de Moyne, dit-il, pressentant le pire, « éclaire l'abîme auquel mène le terrorisme ». Ainsi, au cours de ses derniers jours, le Dr Weizmann vit-il où son infatigable voyage l'avait mené: vers un abîme ! Il vit cet abysse recevoir un premier lot de près d'un million de victimes. Dès la fin de son mandat, le pouvoir effectif passa entre les mains des « terroristes », comme il les appelle, et sa plainte tardive aux cris de « machine arrière, toutes ! » resta lettre morte. Les « activistes » (tel qu'ils préféraient se décrire) se retrouvèrent avec le pouvoir de déclencher une troisième guerre quand ils le souhaitaient. Le Dr Weizmann survécut, ce qui lui permit de jouer un rôle-clef au cours du prochain épisode de cette saga, mais jamais plus il ne disposa d'un véritable pouvoir au sein du sionisme.

À partir de 1946, les terroristes prirent le contrôle. D'abord, ils œuvrèrent à expulser les Britanniques de Palestine, et ils savaient qu'ils ne pouvaient échouer, étant donné la situation qui avait émergé de la Seconde Guerre mondiale. Si les Britanniques se défendaient ou défendaient les Arabes sémites, on crierait à l'« antisémitisme » jusqu'à ce que les hommes politiques de Washington les rappellent à l'ordre ; alors, une fois que les

Britanniques seraient partis, les terroristes s'occuperaient de l'expulsion des Arabes.

La terreur durait depuis plusieurs années, le meurtre de Moyne n'en constituant que l'un des incidents ; en effet, M. Oliver Stanley, l'un des secrétaires harcelés aux Colonies, déclara en 1944 à la Chambre des communes que la terreur avait sensiblement retardé « l'effort de guerre britannique », ou, en d'autres termes, prolongé la guerre (cet homme est un témoin fiable, puisqu'à sa mort il fut salué par les sionistes comme étant « un ami fidèle »). En 1946 et 1947, à l'issue du Congrès de [Bâle], la terreur s'intensifia ; des centaines de soldats britanniques tombèrent dans des embuscades, furent tués pendant leur sommeil, dynamités, et ainsi de suite. On donna délibérément à la terreur l'apparence du « mal ancien » lorsque deux sergents britanniques furent lentement menés à la mort dans un verger et y furent laissés pendus. Le choix de cette forme lévitique de torture (« pendaison à un arbre », la mort « que Dieu maudit ») signifie que ces actes furent commis selon la Loi judaïque.

Le gouvernement britannique, découragé par la violence de la presse américaine et britannique, soumises toutes deux à la même pression, avait peur de protéger ses représentants et ses soldats, et un soldat britannique écrivit au *Times* : « En quoi l'armée bénéficie-t-elle de la sympathie du gouvernement ? Elle ne venge pas ceux qui sont assassinés, elle n'empêche pas non plus qu'il y ait d'autres meurtres. Ne sommes-nous plus une nation suffisamment courageuse pour faire appliquer la loi et l'ordre là où nous en avons la responsabilité ? »

Tel était le cas. Les grands gouvernement occidentaux avaient succombé, sous une pression irrésistible, à une captivité léthargique, et la Grande-Bretagne comme l'Amérique avaient cessé, du moins pour cette période, d'être des États souverains. Finalement, pour ce qui est du problème de la Palestine, le gouvernement britannique s'en remit à la nouvelle organisation installée à New York et dénommée « Nations unies » (qui avait aussi peu le droit de disposer de la Palestine que la Ligue des nations avant elle)

Des délégués d'Haïti, du Libéria, du Honduras et d'autres pays du « monde libre » se pressèrent à Lake Success, un étang désolé dans la banlieue de New York. À cette époque, un sifflement de désapprobation parcourait le monde, et du parent Onusien, des organismes tels que le

COBSRA, l'UNRRA ou l'UNESCO virent le jour. Ce jour-là, une entité dénommée UNSCOP (Comité Spécial des Nations unies sur la Palestine) rendit à l'ONU son rapport qui préconisait « la partition de la Palestine ».

Le Dr Weizmann (bien qu'exclus par l'Organisation sioniste en raison de ses avertissements contre le terrorisme) fut une fois de plus le responsable entendu à Jérusalem par l'UNSCOP, avant de retourner rapidement à New York où, en octobre et novembre 1947, il domina les coulisses en roi du lobby. Une « pression irrésistible » opéra sans répit. Les délégués que les foules voyaient sur les écrans animés étaient des marionnettes ; le grand drame était entièrement joué en coulisse, et au sein de ce « monde réel » selon Chesterton, dont les peuples ne voyaient rien, deux opérations d'envergure étaient en cours, grâce auxquelles la destinée de la Palestine fut scellée loin des salles de réunion de l'ONU. D'abord, on était en train de faire passer des centaines de milliers de juifs de Russie et d'Europe de l'Est à travers l'Europe de l'Ouest jusqu'en Palestine, dans un but d'invasion. Ensuite, les sionistes étaient en train d'utiliser l'approche de l'élection présidentielle américaine pour faire monter les enchères entre partis rivaux, concernant l'obtention du soutien sioniste, et ainsi s'assurer que le vote américain, décisif au sein des Nations unies, irait dans le sens d'une invasion.

Dans chacun de ces cas, et comme au cours des trois décennies précédentes, des hommes émergèrent pour délivrer leurs pays des conséquences de ces actions. Le transfert secret de juifs de l'Est à travers l'Europe de l'Ouest fut révélé par un général britannique, Sir Frederick Morgan (dont la participation au plan du débarquement de Normandie fut louée par le général Eisenhower dans son livre). Lorsque les combats prirent fin, le War Office prêta le général Morgan à l'« UNRRA », l'organe issu des Nations unies qui était supposé « aider et réhabiliter » les victimes de la guerre. Le général Morgan prit en charge les plus désespérées d'entre elles (les « réfugiés »), et découvrit que l'« UNRRA », qui coûtait très cher aux contribuables américains et britanniques, était utilisée comme paravent pour dissimuler l'exode massif de juifs depuis l'est de l'Europe jusqu'en Palestine. Ces individus n'étaient *pas* des « réfugiés ». Leurs pays de naissance avaient été « libérés » par l'Armée rouge et ils étaient en mesure d'y vivre, leur qualité de vie étant assurée par les lois spécifiques contre l'« antisémitisme », lois que tous ces pays annexés avaient reçues de leur maître communiste. Ils n'avaient pas été « évacués d'Allemagne », où ils

n'avaient jamais vécu. En fait, il s'agissait, une fois de plus, des *Ostjuden*, des Khazars, transportés par leur maîtres talmudiques vers une nouvelle terre dans un but conspirateur.

De cette façon, une nouvelle guerre était en train d'être rallumée sur les cendres de la dernière, et à deux reprises (janvier et août 1946), le général Morgan déclara publiquement qu'« une organisation secrète œuvrait à réaliser un vaste transfert de juifs depuis l'Europe, un second Exode ». Le sénateur Herbert Lehman, sioniste important et directeur général de l'UNRRA, déclara que cet avertissement était « antisémite » et exigea la démission du général Morgan. Il s'apaisa lorsque le général Morgan récusa toute intention « antisémite », mais lorsque le général réitéra son avertissement huit mois plus tard, il fut *rapidement remercié* par le nouveau directeur général, M. Fiorello LaGuardia, sympathisant sioniste et ancien maire de New York, plus connu des New-yorkais sous le nom de « la Petite Fleur ». M. LaGuardia nomma alors un certain M. Myer Cohen à la place du général Morgan. Le gouvernement britannique se hâta de sanctionner le général Morgan en mettant à la retraite cet émérite contributeur du débarquement, affirmant (faussement) agir sur la demande de ce dernier.

Deux hautes autorités indépendantes confirmèrent les informations du général Morgan ; étant donné la condition servile de la presse, ces révélations eurent peu d'écho. Une Commission parlementaire britannique d'évaluation rapporta (en novembre 1946) qu'« un très grand nombre de juifs, *équivalant quasiment à un second exode*, *migrent actuellement de l'Europe de l'Est* vers les zones américaines de l'Allemagne et de l'Autriche, avec pour intention dans la majorité des cas de se rendre finalement en Palestine. Il ressort clairement qu'il s'agit d'*un mouvement bien organisé, disposant de fonds importants et d'un soutien politique solide*, mais la Commission n'a pas été en mesure d'obtenir des preuves tangibles concernant l'identité des véritables instigateurs ». Une Commission d'enquête sur la guerre, envoyée en Europe par le Sénat des États-Unis, déclara que « la migration massive de juifs *depuis l'Europe de l'Est* vers la zone américaine de l'Allemagne fait partie d'*un plan minutieusement organisé financé par des groupes spécifiques localisés aux États-Unis*. »

L'image, à nouveau, est celle d'une conspiration soutenue par les gouvernements occidentaux, en particulier le gouvernement américain dans

ce cas précis. L'« organisation » en Amérique disposait de fonds publics américains et britanniques illimités, et mit en œuvre cet exode massif sous couvert d'une aide d'après-guerre. Ses dirigeants furent en mesure d'écarter sommairement les hauts responsables, payés par le public, qui révélèrent ce qui se tramait, et le gouvernement britannique soutint cela. Bien qu'à cette époque (1946-1947), les hommes politiques occidentaux étaient censés avoir réalisé la perfidie de l'État révolutionnaire (puisque c'était le motif de la « guerre froide »), les trois gouvernements de Washington, Londres et Moscou travaillèrent en parfaite intelligence sur ce dossier. L'« exode » venait de Russie et des territoires européens que l'Occident avait abandonnés à la révolution. Aucun individu ne pouvait quitter l'État soviétique sans une autorisation, très rarement délivrée, mais dans ce cas particulier, le Rideau de Fer se leva pour libérer un groupe d'individus suffisamment nombreux pour que l'on soit assuré d'une guerre immédiate et un chaos permanent au Proche-Orient. Tout aussi naturellement, trente ans auparavant, les frontières et les ports de l'Allemagne (un ennemi), de l'Angleterre (un allié) et de l'Amérique (pays neutre) s'étaient ouverts pour permettre aux révolutionnaires de se rendre en Russie. À ces deux occasions, au niveau politique le plus élevé, c'est-à-dire au niveau supranational, il n'y eut pas d'allié, d'ennemi ou d'acteur neutre ; tous les gouvernements s'effacèrent devant le pouvoir suprême.

M. Leopold Amery, l'un des secrétaires aux Colonies qui avait précédemment été impliqué dans le sionisme et la Déclaration Balfour de 1917, avait déclaré : « *Nous pensions, lorsque nous publiâmes la déclaration Balfour, que si les juifs pouvaient devenir une majorité en Palestine, ils constitueraient un État juif* ». Pendant la période 1946-1948, ce projet fut finalement réalisé, de la seule manière possible : par le transfert massif de juifs de l'Est vers la Palestine. Il ne manquait plus qu'une chose : obtenir des « Nations unies » une loi permettant une pseudo-légalisation de l'invasion imminente. Pour permettre cela, la capitulation du président américain était nécessaire ; et la manière d'y arriver était de menacer les conseillers de son parti d'une défaite au cours des prochaines élections présidentielles, qui devaient avoir lieu un an plus tard.

En vérité, dans les brumes évanescentes de la Seconde Guerre, une troisième guerre était en train d'être préparée par ce mouvement clandestin de population, et en Amérique (après l'exclusion du général Morgan en Europe), les deux hommes dont les mandats les rendaient directement

responsables tentèrent de faire avorter cette menace avant qu'il ne soit trop tard. L'un d'entre eux était le général Marshall, dont les interventions sur la question du débarquement en Europe et plus tard sur le débarquement en Chine se sont révélées, de par leurs résultats, généralement malheureuses. Sur la question de la Palestine, il se montra prudent. En 1947, il était secrétaire d'État, et était par conséquent le responsable principal de la politique internationale, après le président. Il lutta pour extirper son pays du fiasco palestinien et, comme toujours dans ces cas-là, son exclusion s'ensuivit rapidement.

L'autre homme était M. James Forrestal, ministre de la Défense. C'était un banquier brillant, intégré au sein du gouvernement pendant la guerre en raison de ses talents de manager. Il était fortuné, et seul le souhait de servir son pays put l'avoir amené à accepter ce poste. Il vit venir les conséquences désastreuses de cette implication en Palestine, et mourut en croyant qu'il avait complètement échoué dans sa tentative de l'éviter. De toutes les parties prenantes au cours de ces deux générations, il est le seul à avoir laissé un journal[55] qui présente exhaustivement les méthodes grâce auxquelles Sion contrôle et manipule les dirigeants et les gouvernements.

M. Truman alla encore plus loin que le président Roosevelt en retirant les affaires étrangères et la sécurité nationale des ministères qui en étaient responsables, et en agissant à l'opposé de leurs recommandations, sous la pression exercée par les conseillers électoraux. L'histoire est exhaustivement relatée dans les journaux intimes de M. Forrestal, les propres mémoires de M. Truman et le livre du Dr Weizmann.

La lutte en coulisse pour contrôler le président américain, et par conséquent la république elle-même, dura de l'automne 1947 au printemps 1948, c'est-à-dire, du débat aux Nations unies sur la partition de la Palestine jusqu'à la proclamation de l'État sioniste après une invasion par la force.

Les dates sont importantes. En novembre 1947, les sionistes voulaient le vote sur la « partition », et en mai 1948 ils voulaient que leur invasion soit reconnue officiellement. L'élection présidentielle devait avoir lieu en novembre 1948, et l'étape préliminaire majeure, la désignation des candidats, devait avoir lieu en *juin et juillet* 1948. Les chefs de parti informèrent M. Truman que sa réélection dépendait de la position des sionistes ; le candidat de l'opposition reçut un conseil similaire de ses chefs

de parti. Ainsi, « la campagne électorale prit l'allure d'une enchère", chaque candidat subissant la pression permanente de ses conseillers afin de surenchérir » en termes de soutien à l'invasion de la Palestine. Dans de telles circonstances, le candidat élu ne pouvait considérer son élection que comme une récompense pour « son soutien à la partition de la Palestine » de novembre 1947 et « la reconnaissance officielle » de mai 1948 ; rien ne pouvait illustrer plus clairement les changements majeurs que la migration massive de juifs de l'Est qui avait suivi la guerre de Sécession avait apporté au sein de la vie politique américaine. M. Forrestal laissa un compte rendu exhaustif des principales manœuvres qui eurent lieu au cours de cette lutte décisive et secrète.

La bombe à retardement posée par M. Balfour trente ans auparavant atteignit l'heure de son déclenchement lorsque le gouvernement britannique annonça en 1947 qu'il se retirerait de Palestine si d'autres puissances y rendaient impossible l'exercice d'une administration impartiale ; c'était la réponse à la proposition du président Truman d'autoriser l'entrée immédiate en Palestine de 100.000 « réfugiés ». Les consciencieux conseillers de M. Truman informèrent immédiatement le gouvernement américain des conséquences qui découleraient d'un retrait britannique. Le général Marshall déclara au cabinet américain qu'un retrait britannique « serait suivi d'une lutte sanglante entre les Arabes et les Juifs » (8 août 1947), et son sous-secrétaire d'État, M. Robert Lovett, souligna le danger de « cristalliser parmi les peuples arabes et mahométans des sentiments » dirigés contre les États-Unis (15 août 1947).

Cet avertissement reçut une réponse immédiate de la part des dirigeants des partis politiques. Au cours d'un déjeuner de cabinet, M. Robert Hannegan (ministre des Postes et Télécommunications, mais ex-président national du parti du président - le Parti démocrate) pressa le président de faire une « déclaration sur la politique menée en Palestine, déclaration où il demanderait « l'admission de *150.000* sionistes ». Ainsi, le conseil du représentant du parti était-il que le président Truman réponde à l'avertissement britannique en *augmentant* son enchère pour remporter le soutien des sionistes aux élections, la faisant passer de 100.000 à 150.000 personnes. M. Hannegan déclara que cette nouvelle demande « *aurait une influence excellente et des conséquences très positives sur le financement du Comité national des démocrates* », et, comme preuve de ce qu'il avait promis, il ajouta que la demande initiale (relative à 100.000 immigrants)

avait induit « *l'obtention de sommes très importantes venant de donateurs juifs, qui tiendraient compte, quant à augmenter ou retirer leurs dons, de ce que le président ferait en Palestine* »

Ainsi, dès le début, le problème fut-il clairement présenté au président, avec d'un côté l'intérêt national, et de l'autre le financement du parti, les votes du parti et le succès du parti. Cela fut discuté pendant les mois qui suivirent, et finalement arbitré sur cette base, sans autres considération.

L'avertissement de M. Forrestal était perspicace. Il soutenait que si la politique d'État et la sécurité nationale (qui relevaient de son mandat) devaient être subordonnées à l'achat de votes, le pays passerait sous le contrôle des sionistes, et auparavant (en 1946), il avait demandé au président si la Palestine ne pouvait pas être « retirée des questions politiques ». À ce moment-là, M. Truman avait « donné son accord de principe », mais il avait exprimé le sentiment selon lequel « il n'y a pas grand-chose à gagner d'une telle tentative, les manœuvres politiques sont inévitables, *la politique et notre gouvernement étant ce qu'ils sont* ».

En septembre 1947, M. Forrestal, aiguillonné par ses appréhensions, œuvra sans répit pour que la Palestine soit « retirée des questions politiques ». Sa vision était que les deux partis rivaux devaient inclure une majorité d'individus qui pouvaient être amenés à convenir, eu égard à la primauté de l'intérêt national, que les questions majeures concernant la politique internationale devaient être élevées au-delà des rivalités, afin que la Palestine ne puisse être utilisée comme un argument vendeur pendant la période des élections. Son idée ne rencontra que le dédain chez les représentants de la « politique pragmatique ».

Profondément perturbé par les remarques de M. Hannegan faites le 4 septembre (voir plus haut), M. Forrestal demanda ouvertement au président Truman, lors d'un déjeuner de cabinet le 29 septembre 1947, « s'il ne serait pas possible d'exclure la question judéo-palestinienne de la politique ». M. Truman déclara que « cela valait la peine d'essayer, bien qu'il fût manifestement sceptique ». Au cours du déjeuner de cabinet qui suivit (le 6 octobre), le chef de parti réprimanda le directeur de cabinet responsable :

**« M. Hannegan aborda la question de la Palestine. Il déclara que de nombreuses personnes qui avaient contribué à la campagne des démocrates demandaient fermement des garanties de la part de**

**l'administration concernant un soutien définitif à la position juive en Palestine ».**

M Forrestal vit venir la capitulation de M. Truman, et multiplia ses avertissements. Il rencontra le responsable du Parti démocrate, M. J. Howard McGrath (le 6 novembre 1947), et encore une fois, rien n'en sortit. M. McGrath déclara qu'« il y avait deux ou trois États-clefs *qui ne pouvaient être remportés sans le soutien d'individus qui étaient fortement intéressés par la question palestinienne* ». La réplique de M. Forrestal eut peu d'effets : « Je lui dis que je préférais perdre ces États au cours d'une élection nationale plutôt que de courir certains risques qui, selon moi, pourraient se présenter en gérant la question palestinienne ».

Le jour suivant, il reçut à nouveau le soutien du général Marshall, qui déclara au cabinet que le Moyen-Orient était une « nouvelle poudrière », et M. Forrestal « réitéra [alors] ma suggestion… qu'une tentative sérieuse soit menée afin d'extraire la question palestinienne *de la politique partisane américaine… La* politique intérieure s'arrêtait à l'océan Atlantique, et aucune question ne *menaçait autant notre sécurité que celle-ci* » (7 novembre 1947).

À ce moment-là, le vote sur la « partition » se rapprochait, et M. Forrestal fit un nouvel appel du pied au chef du Parti démocrate, M. McGrath, en lui montrant un document confidentiel sur la Palestine, transmis par les services secrets. M. McGrath écarta tout cela, déclarant que les fonds d'origine juive représentaient une partie substantielle des donations allant au Parti démocrate, et que la plupart de ces contributions étaient faites « *avec pour objectif de la part des donateurs* de pouvoir exprimer leur vision, et que celle-ci soit sérieusement prise en compte sur des sujets tels que l'actuelle question palestinienne. Il planait au sein de la communauté juive un sentiment comme quoi les États-Unis ne faisaient pas tout ce qu'il fallait *pour solliciter les votes,* au sein de l'Assemblée générale des Nations unies, en faveur de la partition de la Palestine ; et au-dessus de cela, les juifs *attendaient* des États-Unis qu'ils fassent tout leur possible pour mettre en œuvre la partition, après le vote de cette décision par les Nations unies, *même si pour cela le recours à la force était nécessaire* ».

Cette citation révèle le processus d'accroissement progressif des enchères qui avait lieu en coulisses afin de remporter les financements et les votes sionistes. Au départ, seul le soutien des États-Unis concernant la

proposition de partition était « attendu ». En quelques semaines, cette « attente » s'était transformée en une requête comme quoi les États-Unis devaient « solliciter » les votes des autres pays en faveur de la partition, et *recourir aux troupes américaines afin d'imposer la partition* ; et de telles notions étaient tout à fait familières au chef de parti (si jamais, au cours des années 50 et 60, les soldats américains se retrouvent au Proche-Orient, quiconque parmi ces derniers aura lu les journaux intimes de M. Forrestal saura pourquoi il a atterri là). M. Forrestal devait être animé par le sens du devoir, et non par l'espoir, lorsqu'il implora M. McGrath de « bien réfléchir à ce dossier, parce qu'il n'impliquait pas seulement les Arabes du Moyen-Orient, mais aussi parce qu'il pouvait impliquer l'intégralité du monde musulman, avec ses quatre-cent millions de personnes : l'Égypte, l'Afrique du Nord, l'Inde et l'Afghanistan ».

Alors que M. Forrestal livrait à huis-clos cette bataille désespérée dans les bureaux de la Maison Blanche et des sièges des partis, le Dr Weizmann, à Washington, New York et Lake Success, organisait infatigablement « le vote » sur la partition. Il rencontrait des difficultés, mais fut sauvé pendant la phase la plus critique, lorsqu'il rencontra « un changement sensible et positif » parmi certains de ces « juifs aisés » qui s'étaient précédemment opposés au sionisme. Vers la fin de son ouvrage, il mentionne tout d'abord M. Bernard Baruch, déclarant que celui-ci avait *auparavant* été un « juif de l'opposition », l'un de ces « juifs riches et puissants qui s'opposaient à l'idée d'un foyer national juif, mais ils ne connaissaient pas vraiment le sujet »

On ne peut que spéculer quant à la composition exacte et la nature de l'« Internationale juive » décrite par le Dr Karstein comme ayant vu le jour aux alentours du début de ce siècle. Il est permis, à la lumière de ce qui s'est passé au cours des cinquante dernières années, de la voir comme un conseil d'administration supérieur permanent, disséminé à travers tous les États-nations, ses membres n'étant probablement remplacés qu'à leur mort. Si telle est sa nature, une seconde inférence raisonnable serait que le Dr Weizmann était l'un de ses membres hauts placés, peut être le plus élevé, mais que sans aucun doute il existait un groupe au-dessus de lui. Dans ce cas, je dirais que ses quatre plus hauts membres, aux États-Unis à cette époque-là, devaient être tout d'abord M. Bernard Baruch, puis le sénateur Herbert Lehman, M. Henry Morgenthau junior et ensuite, le juge Felix Frankfurter. Si un doute avait subsisté, il aurait auparavant concerné M. Baruch, qui n'avait jamais fait part publiquement de ses liens avec les

causes « gauchistes » ou avec le sionisme. Son grand ami, M. Winston Churchill, rapporta l'« opinion négative » de M. Baruch au sujet du sionisme au Dr Weizman, qui par conséquent (comme il le déclare dans son livre) « pri[t] grand soin de ne pas aborder la question juive » quand il rencontra précédemment M. Baruch en Amérique.

Néanmoins, à ce moment décisif M. Baruch « changea soudain du tout au tout » (Dr Weizmann) et *son* soutien, ajouté à la « pression » sioniste qui était exercée sur les hommes politiques américains, fut déterminant. Le Dr Weizmann, qui se pressait auprès des lobbies à Lake Success, apprit que la délégation américaine était *opposée* à la partition de la Palestine. Là-dessus, il s'assura le soutien « particulièrement utile » de M. Baruch (qui jusqu'alors, et pendant plus de quarante ans, avait été considéré comme un opposant au sionisme même par des proches tels que M. Winston Churchill !), ainsi que celui de M. Henri Morgenthau (dont le nom est lié au plan de « vengeance aveugle » adopté par M. Roosevelt et M. Churchill à Ottawa en 1944).

On peut supposer que M. Baruch ne semblait pas considérer le dr Weizmann avec la crainte respectueuse qui semblait saisir les dirigeants occidentaux à l'approche du leader sioniste. Par conséquent, son soutien précipité envers le sionisme dénote soit une conversion soudaine, soit la révélation d'un sentiment jusqu'alors dissimulé ; dans tous les cas, son intervention fut décisive, comme nous allons le montrer.

Le Dr Weizmann était fortement épaulé par les autres juifs influents au sein du Parti démocrate. Le sénateur Lehman était à la tête de l'UNRRA quand celle-ci fut utilisée pour faire passer les juifs de l'Est à travers l'Europe jusqu'en Palestine, et avait demandé la démission du général Morgan parce que celui-ci avait attiré l'attention publique sur ce mouvement démographique de masse ; son rôle dans ce drame était déjà clair. Le juge Frankfurter était tout aussi occupé ; M. Forrestal entendit de la bouche de M. Loy Henderson (en charge du Moyen-Orient au sein du département d'État) qu'« une pression très importante avait été exercée sur lui ainsi que sur le M. Lovett dans le but d'obtenir une *sollicitation* américaine active concernant les votes en faveur de la partition de la Palestine au sein des Nations unies ; il déclara que Felix Frankfurter et le juge Murphy avaient tous deux envoyé des messages au *délégué philippin* le pressant de voter dans leur sens » (c'est le même M. Frankfurter qui

contacta M. House à la Conférence de paix à Paris en 1919 pour « parler des juifs en Palestine » ; il fut aussi l'instructeur dévoué de M. Alger Hiss à la faculté de droit d'Harvard).

Avec un tel soutien, le Dr Weizmann apparut comme un général en siège soutenu par une armée supérieure lorsqu'il s'adressa au commandant de la citadelle assiégée - le président Truman - le 19 novembre 1947, pour lui *demander que* les États-Unis soutiennent la partition de la Palestine, et aussi que la région du Néguev (à laquelle le Dr Weizmann accordait une « grande importance ») soit incluse dans le territoire sioniste.

La discipline de M. Truman fut exemplaire : « *il me fit la promesse qu'il allait contacter immédiatement la délégation américaine* » (Dr Weizmann). En déplacement à Lake Success, le chef de la délégation américaine, M. Herschel Johnson, alors qu'il était sur le point d'informer le représentant sioniste de la décision des Américains de voter contre l'inclusion du Néguev, fut contacté par téléphone et reçut, par l'intermédiaire du président Truman, les ordres du Dr Weizmann. Grâce à cela, l'affaire fut bouclée, et le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies *recommanda* (la propagande sioniste dit toujours « décida ») que « des États arabes et juifs indépendants, *et un statut international spécifique pour la ville de Jérusalem* » soient mis en place après la fin du « mandat » britannique, le 1er août 1948.

Le vote fut de 31 voix pour, 13 voix contre et 10 abstentions. La manière dont le vote américain fut obtenu a été exposée. Comme pour certains autres votes, le sous-secrétaire Robert Lovett déclara au cours du déjeuner de cabinet suivant (le 1er décembre 1947) qu'au cours de sa vie, « il n'avait jamais subi une pression égale à celle des trois derniers jours ». Le producteur de pneumatiques et de caoutchouc Firestone Tire and Rubber Company, qui avait une concession au Libéria, rapporta (d'après les déclarations de M. Lovett) qu'il lui avait été demandé par téléphone de contacter ses représentants au Libéria « *pour qu'ils mettent la pression sur le gouvernement libérien afin qu'il vote en faveur de la partition* ». (Le récit de M. Loy Henderson relatif à la « forte pression » exercée pour obtenir la « sollicitation » américaine des votes des petits pays à déjà été citée). Ainsi se déroula le « vote » des « Nations unies » à propos du problème international le plus explosif de ce siècle.

Au cours du déjeuner de cabinet qui eut lieu juste après ce « vote », M. Forrestal revint à l'attaque : « J'ai remarqué que de nombreuses personnes raisonnables d'obédience juive nourrissaient de forts doutes quant à la sagesse des *pressions* sionistes pour obtenir un État juif en Palestine… La décision induisait *un grand danger pour la sécurité future de ce pays »*. Il discuta alors de ce sujet (le 3 décembre 1947) avec M. James F. Byrnes, qui n'était plus secrétaire d'État depuis le début de l'année (sa fin de mandat était prévisible, puisque c'était lui qui avait révélé le promesse qu'avait faite le président Roosevelt à Ibn Saoud).

M.Byrnes déclara que les décisions de M. Truman avaient mis le gouvernement britannique « dans une situation particulièrement délicate » et ajouta que M. David K. Niles et le juge Samuel Rosenman « étaient les principaux responsables » de cette situation. Ces deux hommes avaient rejoint la Maison Blanche et faisaient partie de la « garde de palais » dont M. Roosevelt s'entourait ; M. Niles (d'origine russo-juive) était le « conseiller pour les affaires juives » et le juge Rosenman avait participé à la rédaction de discours présidentiels. Selon M. Byrnes, ces hommes dirent à M. Truman « que Dewey était sur le point de faire une déclaration soutenant la position sioniste en Palestine, et ils insistèrent sur le fait que si le président n'anticipait pas ce mouvement, *l'État de New York serait perdu au profit des démocrates* ».

À ce moment-là, M. Byrnes laissa entrevoir une partie des enchères qui avaient lieu en coulisse. Dans ces comptes-rendus, les deux candidats pour le poste le plus élevé aux États-Unis (M. Thomas Dewey était le candidat probable du parti adverse, le Parti républicain), ressemblent à des enfants qu'on aurait montés les uns contre les autres dans la perspective d'un sac de friandises. M. Truman, en faisant la volonté des sionistes concernant la partition, n'avait aucunement assuré la victoire des démocrates, puisque l'élection était encore à une année de là, et pendant ce temps, les sionistes allaient exiger toujours plus, et le Parti républicain allait enchérir encore et encore pour décrocher la récompense.

Plongé dans le désespoir, M. Forrestal, essaya alors de convaincre M. Dewey : « Je dis que la question palestinienne était selon moi de la plus grande importance *en ce qui concernait la sécurité de la nation*, et je demandai, une fois de plus, si les partis ne pouvaient pas se mettre d'accord pour retirer cette question de la campagne électorale ». La réponse du

gouverneur (de l'État de New York) Dewey fut bien proche de celle du président Truman : « C'était un sujet délicat à traiter en raison de l'attitude passionnée des juifs qui avaient pris la Palestine comme symbole émotionnel, *car le Parti démocrate ne refusait de tourner le dos aux avantages du vote juif* ». Là-dessus, M. Dewey continua à essayer de surpasser les enchères des démocrates pour obtenir « le vote juif » (et à sa grande surprise, il perdit néanmoins l'élection).

La tentative suivante de M. Forrestal fut d'essayer de renforcer la position du département d'État dans son opposition au président, par un mémorandum (21 janvier 1948) dans lequel il analysait les menaces pour la sécurité intérieure américaine qui découlaient de cette implication : « Il est peu probable qu'il existe aucun dossier relatif à nos relations extérieures ayant une telle importance et impliquant d'aussi grands dangers… pour la sécurité des États-Unis que nos relations au sein du Moyen-Orient ». Il avertit des risques « d'une blessure permanente infligée à nos relations avec le monde musulman » et « d'une marche vers la guerre ». Il dit avoir rencontré « quelques modestes encouragements » de la part de certains républicains concernant sa proposition de retirer la question palestinienne « de la lutte politique qui opposait les partis », mais du côté des démocrates, il avait eu le sentiment « qu'une partie substantielle des fonds des démocrates proviennent de sources sionistes enclines à attendre en retour un gage concernant cette partie de notre politique nationale ».

Ces neuf derniers mots sont explicites et littéralement corrects. Les sionistes demandèrent l'assujettissement de la politique d'État américaine, et en retour offrirent au plus offrant un mandat présidentiel de quatre ans. Il n'a jamais été vérifié s'ils étaient véritablement capables d'offrir ce qu'ils proposaient ; les chefs de parti les crurent, et les candidats des *deux* partis revêtirent leur robe de pénitent avant d'être nominés candidat, sachant (ou croyant) qu'ils n'atteindraient même pas la nomination s'ils ne la portaient pas.

M. Forrestal pressa le secrétaire d'État (le général Marshall) de faire des remontrances au président, soulignant qu'une grande partie des juifs « pense que le zèle actuel des sionistes peut entraîner des conséquences particulièrement néfastes, non seulement en termes de *fractures induites au sein de la société américaine, mais à long terme au niveau de la situation des juifs à travers le monde* ».

Après avoir lu le mémorandum de M. Forrestal, le sous-secrétaire Lovett transmit un autre mémorandum qui avait été rédigé au préalable par le service de planification du département d'État. Ce document informait le président que la partition n'était « pas réalisable » (exactement de la même manière que les gouvernements britanniques avaient été prévenus par les administrateurs basés sur place que « le mandat » était « inapplicable ») ; que les États-Unis n'étaient *pas* obligés de la soutenir si elle ne pouvait être menée à bien sans avoir recours à la force ; qu'il était contraire aux intérêts américains de fournir des armes aux sionistes tout en les refusant aux Arabes ; que les États-Unis ne devaient pas prendre sur eux la mise en application par la force de la « recommandation » de partition *et devaient essayer de s'assurer du retrait de la proposition de partition*.

M. Lovett ajouta que « l'utilisation des Nations unies par d'autres acteurs comme tribune de propagande complique notre gestion des affaires étrangères », et déclara que le département d'État était « particulièrement gêné et handicapé par les activités de Niles au sein de la Maison Blanche, celui-ci s'adressant directement au président sur les questions relatives à la Palestine ». Le jour même, le sous-secrétaire se plaignit d'être à nouveau sous « pression » ; M. Niles lui ayant téléphoné depuis la Maison Blanche, « exprimant le souhait que l'embargo sur la vente d'armes aux sionistes soit levé ».

À partir de ce moment, M. Forrestal devint manifestement une véritable nuisance pour ceux qui contrôlaient la Maison Blanche, et son élimination fut décidée. Tout d'abord, il reçut une visite de M. Franklin D. Roosevelt junior. Malgré la promesse ne pas initier « d'actions hostiles à l'encontre des Arabes » que son père avait faite sur son lit de mort, son fils (un politicien new-yorkais nourrissant des ambitions présidentielles) était un partisan radical du sionisme. M. Forrestal lui dit de façon ostensible : « Je pense que les méthodes qui furent utilisées par des individus *extérieurs* à l'exécutif gouvernemental pour faire peser la *coercition et la contrainte sur d'autres nations au sein de l'Assemblée générale [des Nations unies] frisent le scandale* ». Il rapporte (comme s'il en était surpris) que son visiteur « n'émit aucune menace » en réponse à cette déclaration ; il exposa alors sa proposition de « retirer la question de la sphère politique » grâce à un accord entre les deux partis.

M. Roosevelt, en fils de son père, répondit que « cela était *impossible*, que la nation était *trop largement impliquée*, et qu'en outre, un tel accord scellerait la défaite du Parti démocrate et la victoire des républicains ». M. Forrestal répondit que « l'incapacité à s'accorder avec les sionistes pourrait induire la perte des États de New York, de Pennsylvanie et de Californie » (les « États-clefs » mentionnés précédemment par le directeur de parti McGrath) ; « je pensai qu'il commençait à être temps que quelqu'un se préoccupe de savoir si nous n'allions pas perdre les États-Unis ».

Aucun commentaire de la part de M. Roosevelt n'a été enregistré, mais il fut de mauvais présage pour M. Forrestal, puisque le même jour (3 février 1948) eut lieu l'intervention de M. Bernard Baruch. M. Baruch, qui s'était opposé au sionisme, soutenait désormais si passionnément cette cause qu'il conseilla à M. Forrestal « *de ne pas participer à cette question*… j'étais déjà assimilé, *à un degré qui ne servait pas mes propres intérêts*, à l'opposition envers la politique des Nations unies en Palestine. »

Déclaration de mauvais augure pour M. Forrestal ! À cette occasion, les annales comportent pour la première fois une intervention spécifique de M. Baruch sur un dossier important, ainsi que la nature de cette intervention. Son conseil était que M. Forrestal, un membre du cabinet, prenne en compte son *propre* intérêt, qui était menacé ; jusqu'alors, M. Forrestal, en tant que fonctionnaire de cabinet consciencieux, avait uniquement considéré l'intérêt de son pays. M. Forrestal ne précise pas s'il perçut quoique ce soit de menaçant dans ce conseil ; son allusion à M. Roosevelt le même jour montre que l'idée de « menace » lui traversa l'esprit.

Il céda alors à la peur qui finit par dominer presque tous les hommes qui luttèrent contre la servitude de Sion. Quatre jours plus tard (le 7 février 1948), il rédigea une dernière note sur le sujet, note qu'il ne soumit jamais au président mais qui comporte un élément de première importance pour l'Histoire. Il déclara que le 6 février, « Eisenhower me dit qu'une participation effective des États-Unis aux forces de police en Palestine nécessiterait approximativement une division ainsi que les unités logistiques attenantes ». Par conséquent, à cette période, le général Eisenhower (alors chef des armées) était en train d'élaborer des plans relatifs à un engagement potentiel des troupes américaines en Palestine. M. Forrestal mit de côté ce dernier mémorandum. Les 12 et 18 février, il fit deux dernières requêtes auprès du général Marshall afin que celui-ci

débatte avec le président et les chefs de parti, et à partir de là, ses efforts cessèrent.

Son retrait ne lui rapporta rien, puisqu'au cours des douze mois qui suivirent, il fut littéralement harcelé jusqu'à la mort. Sa disparition mérite d'être décrite ici, avant que la partition forcée de la Palestine ne soit rapportée ; il s'agit d'un cas classique de persécution par diffamation, menant à la mort.

Je me rendis pour la première fois en Amérique en 1949, et fus étonné par la virulence des attaques, dans la presse et à la radio, contre un certain M. James Forrestal, secrétaire à la Défense. Je ne connaissais rien de lui si ce n'était son nom, le rôle qu'il jouait dans cette affaire (tel que décrit plus haut) était alors totalement inconnu du grand public. Néanmoins, celui-ci lisait ou entendait chaque jour que c'était un déséquilibré, un lâche qui avait laissé sa femme se faire agresser par un malfrat, un individu qui avait échappé au fisc, et toutes sortes d'autres attaques. Par hasard, je rencontrai l'un de ses amis qui me dit qu'il avait été si affaibli par cette persécution que ses proches en étaient très inquiets. Quelques semaines plus tard, il se jeta par la fenêtre d'un étage élevé, laissant dans sa chambre quelques vers recopiés d'une tragédie grecque qui se terminait par ces mots : « Calamité ! Calamité ! Telle sera la clameur… »

Les lois américaines contre la diffamation sont peu contraignantes et varient d'un État à l'autre, et le règlement des litiges est long. Même un procès gagné ne mène pas forcément à des réparations. En pratique, quasiment aucune limite n'est fixée quant à ce qui peut être dit au sujet d'un individu victime de diffamation ; les calomnies sont publiées dans un style propre à stimuler la passion des foules, et lorsque des émissions sont diffusées sur un ton enragé, cela me rappelle la rumeur montant des tribus africaines primitives lors des moments de catalepsie. Parmi les affaires de M. Forrestal, on retrouva un album de coupures de journaux remplies de ces attaques, et lorsque sa fin approcha, il ne pouvait même plus écouter la radio. Le fiel de la calomnie fut répandu sur son dos, et vers la fin, deux animateurs de radio se joignirent à la mise à mort. L'un d'eux annonça (le 9 janvier 1949) que le président Truman était prêt à « accepter la démission de M. Forrestal dans la semaine qui suivait » (suivi de propos diffamatoires concernant des actions détenues par M. Forrestal dans le consortium du textile allemand German Dye Trust). Le 11 janvier, le second animateur

annonça à des millions d'auditeurs qu'à l'heure de la diffusion, le président Truman aurait déjà accepté la démission de M. Forrestal, si le premier journaliste n'avait anticipé cette décision (l'histoire du vol de bijoux fut ajoutée à cela). Quelques semaines plus tôt, le président Truman avait déclaré à la presse qu'il avait demandé à M. Forrestal de *ne pas* démissionner ; le 1er mars, il convoqua M. Forrestal et demanda sa démission immédiate, sans explication ; démission qui prendrait effet le 1er mai. M. Forrestal se suicida le 21 mai. À la cérémonie d'enterrement M. Truman, le qualifia de « victime de guerre » !

(Entre parenthèses, durant cette période, un autre homme était également harcelé à mort - à laquelle il échappa, plus tard au cours de la même année, uniquement en raison de l'échec de sa tentative de suicide. Sa persécution venait des mêmes diffamateurs, bien que son affront fût lié à un autre sujet, le communisme. M. Whittaker Chambers commit le péché de révéler l'infiltration communiste au sein du gouvernement américain. J'étais en Amérique au moment de son inquisition, qui est décrite dans son livre ; il contient l'exemple frappant, auquel j'ai fait précédemment allusion, des pratiques talmudiques consistant à « maudire en regardant méchamment et fixement » ( *l'Encyclopédie juive*). Les talmudistes littéraux verraient probablement dans la tentative de suicide de M. Chambers, et dans les maux qui l'affectèrent ensuite, une illustration de l'efficacité littérale de « la Loi » dans ce domaine).

Après la retraite dans le silence de M. Forrestal, suite à l'avertissement de M. Baruch, les hommes en charge du département d'État, poursuivirent leur lutte sous la houlette du général Marshall. (Pendant ce temps, en Angleterre, M. Bevin continuait son combat solitaire contre l'opposition des conservateurs et contre les membres de son propre parti). À un moment donné, pour la première fois depuis 1917, les responsables de Cabinet et les élus des deux pays semblaient avoir gagné la bataille.

C'était en mars 1948. La violence en Palestine s'était tellement accrue suite à la « recommandation » des Nations unies concernant la partition du pays que le Conseil de sécurité s'alarma et battit en retraite. Même le président Truman était troublé, et ses représentants au sein du Conseil de sécurité annoncèrent un *renversement de la politique américaine*, proposant que le projet de partition soit *suspendu*, qu'un cessez-le-feu soit mis en place, et qu'après la fin du « mandat », le territoire soit mis « sous tutelle

des Nations unies » (c'était dans les faits la proposition mentionnée par le mémorandum de janvier émis par le département d'État).

Ainsi, au dernier moment, le projet d'« État juif » semblait-il s'écrouler. Le retour à la raison d'après-guerre commençait (ce processus que M. Lloyd George, trente ans plus tôt, avait appelé sur un ton d'avertissement le « dégel »), et si le coup échouait maintenant, seule une troisième guerre mondiale offrirait une nouvelle opportunité. La « mise sous tutelle » serait le « mandat » sous une autre forme, mais avec les États-Unis comme pays principalement impliqué ; et dans dix ou vingt ans, l'Amérique, de façon prévisible, découvrirait que la « mise sous tutelle » est aussi « inapplicable », sous la pression sioniste, que les Britanniques l'avaient découvert pour le « mandat ».

C'était maintenant ou jamais, et les sionistes frappèrent d'un coup. Ils mirent les « Nations unies » devant le fait accompli, en divisant eux-mêmes la Palestine. L'acte terroriste par lequel cela fut réalisé était le fruit de la politique adoptée par le Congrès sioniste mondial de 1946, où « les forces démoralisantes au sein du mouvement » (selon les mots du Dr Weizman) avaient recommandé les méthodes de « résistance … défense … activisme », et le Dr Weizmann, qui savait ce que cela signifiait, avait été exclus pour s'y être opposé.

Le Dr Weizmann avait alors qualifié « la terreur en Palestine » de « *mal ancien* sous une forme nouvelle et horrible ». La date du 9 avril 1948 montra ce qu'il voulait dire, et en particulier pourquoi il l'appelait le mal *ancien*. Ce jour-là, les « activistes », les groupes de terroristes et d'assassins du sionisme, « détruisirent totalement » un village arabe, accomplissant exactement et littéralement « la Loi » énoncée dans le *Deutéronome* (qui, comme le lecteur s'en souvient, constitue la loi judaïque fondamentale, mais est elle-même un amendement de la loi mosaïque originelle des Israélites).

Ce fut le jour le plus important de toute l'histoire du sionisme. Pour les Arabes (qui connaissaient la Torah et « savaient depuis deux mille ans ce qu'il vous a fallu deux guerres mondiales pour comprendre »), cela signifiait que la Loi barbare de Juda, élaborée par les Lévites entre 700 et 400 av. J.-C. allait être ramenée à la vie et allait leur être imposée par la force et la violence, avec le soutien de l'Occident chrétien main dans la main avec la Russie communiste. Ils savaient que ce massacre symbolique

avait pour but de montrer ce qui arriverait à tous ceux qui resteraient. Sur quoi, quasiment toute la population arabe de Palestine fuit vers les États arabes frontaliers.

Le massacre de Deir Yassin fut succinctement rapporté en Occident, par exemple le magazine *Time* de New York écrivit :

**« Les terroristes juifs du groupe Stern et d'Irgoun Tzvaï Leoumi ont fondu sur le village de Deir Yassin et massacré tout le monde. Les corps de 250 Arabes, essentiellement des femmes et de jeunes enfants, ont été retrouvés plus tard jetés au fond de puits ».**

À la Conférence de paix de Versailles, en 1919, le Dr Weizmann avait déclaré, « la Bible est notre Mandat », et ces paroles sonnaient bien aux oreilles des Occidentaux. Cet événement illustra ce qu'elles voulaient dire, et les mêmes paroles furent répétées par les dirigeants sionistes de Palestine, trente années après que le Dr Weizmann les eut prononcées. Le massacre de Deir Yassin était un acte d'« observance » des anciens « lois et commandements », comprenant le passage du *Deutéronome* s'y rapportant : « Lorsque L'Éternel, ton Dieu, t'aura fait entrer dans le pays dont tu vas prendre possession, et qu'il chassera… sept nations plus grandes et plus puissantes que toi… *Mais tu les détruiras entièrement ;* tu ne feras aucune alliance avec elles, et *tu ne leur montreras aucune pitié* », et l'extrait lié « *tu ne laisseras en vie rien qui respire, mais tu les détruiras entièrement* ». Aujourd'hui, il existe *sept* nations arabes, et chacune d'entre elles a accueilli une partie des réfugiés de 1948, qui depuis huit ans maintenant constituent une preuve vivante du destin collectif futur dont le sionisme les menace sous la Loi ancestrale.

La condamnation passive de cet acte par la communauté juive dans son ensemble montra plus clairement que jamais le changement que le sionisme avait provoqué dans l'esprit des juifs en quelques années. Rédigeant son ouvrage en 1933 (seulement quinze ans avant Deir Yassin), M. Bernard J. Brown décrivit le passage du *Deutéronome* cité plus haut comme étant la raison de la peur éprouvée par les Arabes, et il ajouta : « Bien sûr, les Arabes incultes ne comprennent pas que le juif moderne n'interprète pas sa Bible littéralement, et que c'est une personne bonne et charitable qui ne serait pas aussi cruelle envers son semblable, mais ils soupçonnent que si les juifs fondent leurs revendications envers la Palestine sur leurs droits historiques à cette terre, *cela ne peut se faire qu'en se basant sur l'autorité*

*de la Bible, et les Arabes refusent d'en rejeter le moindre passage* ». Les Arabes avaient raison et M. Brown avait tort ; ce juif éclairé ne pouvait concevoir, en 1933, que le sionisme signifiait un retour complet aux superstitions de l'Antiquité dans leur forme la plus barbare.

Il est probable que Deir Yassin demeura un incident isolé uniquement parce que sa signification était tellement claire que les Arabes quittèrent le pays. M. Arthur Koestler est catégorique sur ce lien de cause à effet. Il se trouvait en Palestine et affirme qu'après Deir Yassin, la population des civils arabes fuit immédiatement Haïfa, Tibériade, Jaffa et toutes les autres villes, et ensuite tout le pays, de sorte que « le 14 mai, tous étaient partis à l'exception de quelques milliers d'habitants ». Toutes les autorités impartiales en la matière s'accordent sur les objectifs et les conséquences de Deir Yassin, et à partir du 9 avril 1948, plus aucun doute ne subsista concernant le rôle majeur joué par la Loi mosaïque ancestrale dans les actions et ambitions futures de Sion. Le massacre de Deir Yassin explique la peur actuelle des États arabes survivants aussi pleinement qu'il explique la fuite des Arabes palestiniens.

# Chapitre 43 (suite)

# L'ÉTAT SIONISTE (2)

Pendant une courte période, Deir Yassin résolut le problème des sionistes. La partition de la Palestine avait été finalisée par le recours à la force. En même temps, cet événement révéla - aux Arabes, si pas encore à l'Occident - la nature de « l'abîme auquel mène le terrorisme », tel que mentionné par le Dr Weizmann. À partir du 9 avril 1948, l'Occident lui-même se retrouva au bord de cet abîme, creusé par les actes de deux générations de politiciens.

Ainsi, la situation changea-t-elle complètement entre le 19 mars 1948, quand le gouvernement américain décida que la partition était « inapplicable » et renversa sa politique, et le 9 avril 1948, quand le terrorisme rendit effective la partition. Le Dr Weizmann devait toujours être hanté par ses peurs, mais maintenant que le territoire prévu pour établir l'État juif avait été nettoyé, il ne voulait pas, ou ne pouvait pas, quitter cet «

abîme ». L'objectif était désormais de déclencher un second renversement de la politique américaine, d'obtenir une reconnaissance de ce qui avait été réalisé au moyen du terrorisme, et à cette fin, le Dr Weizmann, une fois de plus, investit toute son énergie. Au moment du premier renversement de la politique américaine, il avait été convoqué d'urgence à Lake Success depuis Londres, par courrier, télégramme et téléphone, et le jour précédant l'annonce officielle de ce renversement, il s'entretenait à nouveau à huis clos avec le Président Truman. Alors que les jours passaient et que les nouvelles de Deir Yassin apparaissaient brièvement dans les médias, il œuvra infatigablement à sa tâche suprême : obtenir la « reconnaissance » de l'État juif mis en place par les terroristes à Deir Yassin.

L'énergie déployée par le Dr Weizman était extraordinaire. Il assiégea à lui tout seul toutes les « Nations unies » (bien sûr, il était reçu partout comme le représentant d'un nouveau type de superpuissance mondiale). Par exemple, il entretenait des « relations étroites » avec les délégués de l'Uruguay et du Guatemala, qu'il appelait « les vaillants et fidèles défenseurs » du sionisme, ainsi qu'avec le secrétaire général des Nations unies, qui à l'époque était un certain M. Trygve Lie, un Norvégien. À la mi-avril, alors que la vague de Deir Yassin lui montait jusqu'aux cou, l'Assemblée générale des Nations unies se réunit. Clairement, le vote américain allait être décisif, et le Dr Weizmann fait remarquer qu'il « commençai[t] à être préoccupé par la perspective de reconnaissance de l'État juif par l'Amérique ». En d'autres termes, la politique américaine, élaborée via le processus constitutionnel d'échanges entre le Chef de l'exécutif et les membres compétents de son cabinet, allait être encore une fois renversée sur la demande de Chaim Weizmann.

À nouveau, les dates ont une grande importance. Le *13 mai* 1948, le Dr Weizmann rencontra le président Truman ; la course à la candidature pour la présidence se profilait, suivie des élections présidentielles quelques mois plus tard, c'était donc le moment idéal pour exercer une « pression irrésistible ». Le Dr Weizmann informa le président Truman que le mandat britannique prendrait fin le 15 mai et qu'un gouvernement provisoire reprendrait la gestion de « l'État juif ». Il insista pour que les États-Unis le reconnaissent « rapidement », ce que le président s'empressa de faire avec zèle.

Le *14 mai* (heure palestinienne), les sionistes de Tel Aviv proclamaient la création de leur nouvel État. Quelques minutes plus tard, « une information officieuse » atteignait Lake Success, affirmant que le président Truman l'avait reconnu. Les délégués américains (qui n'avaient pas été informés) « étaient incrédules », mais « après de nombreuses hésitations », ils prirent contact avec la Maison Blanche et en reçurent les instructions du Dr Weizmann, transmises par l'intermédiaire du président. Le Dr Weizmann se rendit immédiatement à Washington en tant que président du nouvel État, et le président Truman accueillit son invité, annonçant par la suite que le moment de la reconnaissance fut « le moment de sa vie dont il est le plus fier ».

Huit ans plus tard, le président Truman décrivit dans ses mémoires les circonstances qui amenèrent « le moment de sa vie dont il est le plus fier », et il semble approprié de citer ici son compte-rendu. Décrivant la période de six mois (depuis le « vote de la partition » en novembre 1947 jusqu'à la « reconnaissance » en avril 1948), il écrit : « Le Dr Chaim Weizmann… me rendit visite le 19 novembre, et quelques jours plus tard, je reçus une lettre de sa part ». Ensuite, M. Truman cite cette lettre, datée du 27 *novembre* ; dans celle-ci, le Dr Weizmann fait référence à des « rumeurs » selon lesquelles « nos hommes ont exercé des pressions excessives et abusives sur certaines délégations » (des Nations unies), et, parlant en son nom, il déclare que « ces accusations n'ont aucun fondement ». M. Truman commente : « Les faits prouvent que non seulement, il y avait des pressions autour des Nations unies *sans pareil à tout ce qui s'était jamais vu auparavant, mais encore, la Maison Blanche subissait elle aussi un harcèlement incessant. Je pense n'avoir jamais vu autant de pressions et de propagande ciblant la Maison Blanche qu'à cette époque-là. L'opiniâtreté de certains dirigeants extrémistes du sionisme – animés par des desseins politiciens et proférant des menaces politiques - me perturbait et m'irritait. Certains suggéraient même que nous exercions des pressions sur des nations souveraines afin qu'elles aillent dans le sens d'un vote favorable à l'Assemblée générale [des Nations unies] ».*

Les « menaces politiques » mentionnées dans cet extrait font manifestement référence à la campagne pour la réélection de M. Truman, qui approchait ; c'est la seule interprétation raisonnable de ce passage. M. Truman (selon le Dr Weizmann) promit, durant l'entretien du 19 novembre, « de contacter immédiatement la délégation américaine », et ensuite le vote

américain fut donné, le *29 novembre*, soutenant la « recommandation » d'une partition de la Palestine. Ainsi, la colère du président Truman (tel que mentionné dans son récit de 1956) concernant les méthodes employées ne retarda aucunement le moment auquel il leur céda en 1947 (si cela n'avait pas été rendu évident, le lecteur de ses *Mémoires* pourrait en retirer une interprétation différente).

M. Truman (en 1956) nota les conséquences de la « solution » (la recommandation d'une partition) qu'il soutint en novembre 1947 : « chaque jour, de *nouveaux actes de violence* en Terre sainte étaient rapportés ». Il remarqua également que sa capitulation de novembre et le déni du Dr Weizmann concernant une « pression excessive » n'eurent aucun effet au cours des mois qui suivirent : *« La pression juive sur la Maison Blanche ne diminua pas au cours des jours suivant le vote des Nations unies pour la partition. Des individus et des groupes me demandaient, généralement sur un ton plutôt querelleur et passionné, d'arrêter les Arabes, de faire cesser le soutien britannique aux Arabes, de mobiliser des soldats américains, de faire ceci, cela et son contraire »* (ceci illustre la description de Disraeli concernant « le monde […] dirigé par des personnages très différents de ce que peuvent imaginer ceux qui ne sont pas dans les coulisses »).

Le président chercha refuge dans l'isolement : « Comme la pression *augmentait*, il me sembla nécessaire de donner des directives selon lesquelles je ne souhaitais plus être approché par aucun porte-parole de la cause extrémiste sioniste. *Je me sentais tellement déstabilisé que je refusai de rencontrer le Dr Weizmann*, qui était revenu aux États-Unis et avait demandé à s'entretenir avec moi ». En 1956, M. Truman considérait manifestement le report d'un entretien avec le Dr Weizmann comme une mesure tellement drastique qu'elle méritait d'être consignée dans les annales. Il reçut ensuite la visite (le 13 mars 1948) d'un ancien associé juif « qui était profondément touché par les souffrances subies par le peuple juif au-delà de nos frontières » (cette visite eut lieu moins d'un mois avant le massacre de Deir Yassin), et qui l'implora de recevoir le Dr Weizmann, ce que le président Truman fit immédiatement (le 18 mars).

C'était le jour qui précédait l'annulation du soutien américain à la recommandation de partition (le 19 mars). M. Truman raconte que lorsque le Dr Weizmann le quitta (le 18 mars), « je sentis qu'il avait parfaitement compris ma politique, et je pensai savoir ce qu'il voulait ».

M. Truman ne fait pas mention des semaines sanguinaires qui suivirent (il ne mentionne pas Deir Yassin), sauf par une déclaration indirecte comme quoi « les spécialistes du Proche-Orient au sein du département d'État étaient, presque tous sans exception, hostiles à l'idée d'un État juif… Je suis désolé de dire que certains d'entre eux versaient également dans l'antisémitisme ». Son récit reprend son cours deux mois plus tard (le 14 mai, après Deir Yassin et son bain de sang), en déclarant : « La partition ne se déroulait pas *exactement* de la manière pacifique que j'avais espérée, mais le fait est que les juifs contrôlaient le territoire où vivait leur peuple… Maintenant que les juifs étaient prêts à proclamer l'État d'Israël, je décidai de réagir immédiatement et de déclarer la reconnaissance américaine de cette nouvelle nation. Environ trente minutes plus tard, *exactement onze minutes* après que l'État d'Israël eut été proclamé, Charlie Ross, mon attaché de presse, annonça aux médias la reconnaissance *de facto* du gouvernement provisoire israélien par les États-Unis. On me rapporta que pour certains cadres du département d'État, cette nouvelle fut une vraie surprise ».

Dans ses *Mémoires*, M. Truman ne rappelle pas sa déclaration de 1948 selon laquelle ce fut « le moment de sa vie dont [il est] le plus fier » ; il n'explique pas non plus pourquoi il éprouva ce sentiment - après de nombreux mois de « pression » et de « menaces politiques » subies par une Maison Blanche assiégée, à tel point qu'il avait été à un moment donné obligé de se dédire - ne serait-ce que pendant une période brève - même devant le Dr Weizmann ! Pour les besoins de ce récit, il sort désormais quasiment de l'histoire, ayant rempli son rôle. Il fut élu président six mois après son moment le plus glorieux, et à l'heure où ce livre est rédigé, il semble prêt à vivre vingt ans de plus, homme sémillant et quelque peu exubérant sur lequel les conséquences des actes auxquels son nom est associé semblent avoir eu aussi peu d'effet que la furie d'un cyclone océanique sur un bouchon qui flotte. (En 1956, il rejoignit le groupe de ceux ayant obtenu un diplôme honorifique de la vénérable université d'Oxford, où une enseignante éleva une voix solitaire et ignorée contre l'octroi de ce titre au dirigeant dont le nom est surtout connu pour avoir été associé à l'ordre de larguer des bombes atomiques sur Nagasaki et Hiroshima).

Après que le président Truman eut fièrement reconnu ce qui avait été fait en Palestine entre novembre 1947 et mai 1948, les discussions aux «

Nations unies » devinrent insignifiantes, et le Dr Weizmann (qui dans sa lettre du 27 novembre 1947 adressée au président Truman avait énergiquement nié le recours à « une pression excessive ») se remit à l'ouvrage pour obtenir d'autres reconnaissances, afin que la question ne fasse plus débat. Il apprit qu'à Londres, M. Bevin « faisait pression sur les dominions britanniques… afin qu'ils refusent la reconnaissance », et il montra immédiatement qui était le plus grand expert pour ce qui est d'exercer la « pression ».

D'un point de vue historique, ce moment fut capital, parce qu'il montra pour la première fois que le sionisme, qui avait si profondément divisé la communauté juive, avait divisé l'Empire britannique, ou Commonwealth ; ce qu'aucune menace de guerre ou danger n'avait jamais accompli, « la pression irrésistible exercée sur la politique internationale » l'accomplit habilement. Tout à coup, Sion révéla sa suprématie dans des capitales aussi éloignées de la scène centrale qu'Ottawa, Canberra, Le Cap ou Wellington.

Ceci donna la preuve d'un superbe travail d'équipe et d'une excellente synchronisation ; l'organisation secrète devait avoir produit des miracles, en quelques décennies, pour obtenir l'obéissance, au moment décisif, des « politiciens de premier plan » au Canada, en Australie, en Afrique du Sud et en Nouvelle-Zélande. Ces pays étaient éloignés de la Palestine ; ils n'avaient aucun intérêt à semer les germes d'une nouvelle guerre mondiale au Moyen-Orient ; leur proportion de juifs était faible. Pourtant, leur soumission fut instantanée. La puissance mondiale était en action.

L'importante signification de ce qui se produisit pourrait nécessiter une explication pour les lecteurs non-britanniques. Les liens entre la Grande-Bretagne et les nations d'outre-mer qui en dépendent, bien qu'intangibles et ne reposant sur aucune contrainte, avaient fait preuve dans les situations de crise d'une force mystérieuse aux yeux des profanes. Une anecdote pourrait l'illustrer.

Le général de brigade néo-zélandais George Clifton rapporte que lorsqu'il fut capturé en 1941 dans le Sahara occidental, il fut présenté au maréchal Rommel, qui demanda : « Pourquoi vous, les Néo-Zélandais combattez-vous ? Il s'agit d'une guerre européenne, pas de la vôtre ! Etes vous ici pour le divertissement ? » Le général de brigade Clifton fut perplexe à l'idée d'expliquer quelque chose qui lui semblait tellement naturel : « Réalisant qu'il était tout à fait sérieux et sincère dans son

questionnement, et n'ayant jamais essayé auparavant de mettre des mots sur ce qui, pour nous, était une évidence, c'est-à-dire que si la Grande-Bretagne combattait, alors nous combattions aussi, je levai la main, les doigts joints, et dit : “Nous sommes unis. Si vous attaquez l'Angleterre, vous attaquez aussi la Nouvelle-Zélande, et l'Australie et le Canada aussi. Le Commonwealth britannique combat ensemble” ».

Cela était vrai, eu égard aux *individus*, mais ce n'était plus vrai eu égard aux « politiciens de premier plan ». À travers eux, la conspiration venant de Russie avait trouvé le défaut de la cuirasse. La « pression » à Wellington (et dans les autres capitales) fut aussi puissante et efficace que celle exercée à la Maison Blanche. Dans ce cas spécifique (la Nouvelle-Zélande), un personnage emblématique de cette époque et de ce groupe de serfs était un certain M. Peter Fraser, Premier ministre de Nouvelle-Zélande. Nul n'aurait pu avoir moins de raisons d'haïr, ou même de savoir quoi que ce soit sur les Arabes, mais il était leur ennemi implacable, parce qu'il était devenu, pour une raison ou pour une autre, un esclave de plus du sionisme. Ce pauvre garçon d'écurie écossais, qui se rendit de l'autre côté de la planète et y trouva gloire et fortune, attrapa apparemment ce virus au cours de ses jeunes années influençables passées à Londres (alors que ces idées s'y répandaient parmi les jeunes hommes politiques ambitieux) et l'emmena avec lui dans ce nouveau pays, si bien que des années plus tard, il employa toute son énergie et le pouvoir de sa fonction à la destruction de gens inoffensifs en Palestine ! Lorsqu'il mourut en 1950, un journal sioniste écrivit à son propos :

**« C'était un sioniste convaincu…il était très occupé par la direction de la délégation de son pays aux Nations unies lors de l'Assemblée générale à Paris, mais il accorda beaucoup de temps et d'attention au problème de la Palestine…** ***assistant chaque jour aux réunions du Comité politique lorsque la question palestinienne était abordée. Il ne quitta pas un instant la salle, aucun détail ne lui échappa… C'était le seul Premier ministre au sein du Comité, et il le quitta dès que le dossier palestinien fut bouclé… À plusieurs reprises, Peter Fraser se retrouva à voter contre le Royaume-Uni, mais cela lui était égal… Il resta un ami jusqu'à son dernier jour*** **».**

Un individu animé de cette ambition atypique pensait certainement très différemment du général de brigade Clifton et de ses semblables, et s'il

avait connu le point de vue de son Premier ministre, le brigadier général Clifton aurait eu beaucoup plus de mal à trouver quoi répondre au maréchal Rommel. Comme il accordait tellement d'énergie au sionisme, on ne pouvait attendre de M. Fraser qu'il ait à cœur l'intérêt de son pays, et la Nouvelle-Zélande entra dans la Seconde Guerre mondiale sans aucune préparation, si bien qu'en 1941, lorsqu'il rencontra à Port-Saïd des combattants survivants néo-zélandais revenant de Crête et de Grèce, il les trouva « hagards, mal rasés, salis par les combats, beaucoup d'entre eux blessés, tous dans un sale état physique et mental, tous tourmentés par la perte de tant de bons “camarades” ; M. Fraser était en partie responsable de cela » (général de brigade Clifton). Avec cet homme comme Premier ministre, la reconnaissance rapide par la Nouvelle-Zélande de ce qui avait été fait en Palestine était assurée, même si les Néo-Zélandais n'en savaient pas grand-chose.

En Afrique du Sud, le Dr Weizmann, dans sa stratégie de déstabilisation de M. Bevin, se tourna immédiatement vers le général Smuts, dont le lecteur a fait la connaissance bien plus tôt dans ce récit. Par hasard, je me trouvais en Afrique du Sud à ce moment-là. Un émissaire bien connu du sionisme prit en urgence un vol depuis New York, et lorsque j'appris son arrivée par la presse, je devinai ce qui allait suivre. (Cet homme parla devant un auditoire sioniste, déclarant que « les juifs n'ont pas à se sentir retenus par les frontières que les Nations unies pourraient établir, quelles qu'elles soient » ; la seule objection à cette déclaration dont je puisse témoigner vint d'un dissident juif, qui dit que de tels mots présageaient mal d'une paix future).

Le général Smuts reçut ce visiteur venu des airs et annonça immédiatement la « reconnaissance », uniquement pris de vitesse par le président Truman et le dictateur soviétique Staline (qui sur ce point étaient tous deux parfaitement d'accord) : il s'agit là, je crois, du dernier acte politique du général Smuts, puisqu'il perdit les élections deux jours plus tard. Son fils l'avait fortement mis en garde contre la reconnaissance, soutenant qu'elle lui ferait perdre des voix. Le général Smuts balaya ce conseil (ce qui est pertinent, d'un point de vue électoraliste, puisque ses adversaires étaient sans aucun doute prêts à surenchérir pour obtenir les voix sionistes, et il n'y avait pas d'électeur arabe en Afrique du Sud).

La renommée du général Smuts dans tout le Commonwealth (et son impopularité auprès de ses compatriotes boers) reposait entièrement sur la croyance collective qu'il était l'architecte de la « réconciliation entre les Anglais et les Boers » ainsi qu'un fervent supporter du concept de grande famille. Sur cette question, il abandonna le gouvernement de Londres en difficulté avec une obéissance absolue, fruit d'une discipline inculquée pendant des années. Je réalisai à cette époque une vieille ambition, qui était de le rencontrer. Il atteignait alors la fin de sa vie, et quitte désormais lui aussi ce récit ; mais avant de mourir, à l'instar du Dr Weizmann, il avait vu « l'abîme » qu'il avait aidé à creuser : « au cœur du problème palestinien » (dit-il à son fils plus tard au cours de cette année 1948) « se trouve une *tragédie qui est à notre porte*… Il n'est pas étonnant que la Grande-Bretagne soit écœurée et fatiguée par toute cette affaire. L'échec en Palestine ne sera pas seulement un échec britannique. D'autres nations ont également joué un rôle, y compris l'Amérique, et elles ont aussi échoué. La Palestine… représente l'un des grands problèmes de notre monde, et peut avoir d'immenses conséquences sur l'avenir de celui-ci… Nous avons pensé laisser les Arabes et les Juifs se battre entre eux, *mais nous ne pouvons pas faire cela. Le Pouvoir est en marche, et la Palestine se trouve sur sa route* ».

Il parla ainsi en privé, mais pas en public. Apparemment, les politiciens, comme les clowns au cirque, sentent qu'ils doivent toujours porter leur masque en public : à l'instar de M. Truman, il fit sans tarder ce que le Dr Weizmann lui ordonnait, et en 1949, devant un auditoire sioniste, il déclara même qu'il était « heureux d'avoir contribué, *au cours de ma vie, à au moins une chose qui ait réussi* ».

La retraite par rapport à Londres se changea en débâcle. Le Dr Weizmann raconte que le représentant de la Nouvelle-Zélande, Sir Carl Berendsen, « obtint alors le soutien de l'Australie », et rapidement, les « politiciens [canadiens] de premier plan » lui emboîtèrent le pas. Lorsque les dominions britanniques suivirent M. Truman et le généralissime Staline, les Ètats plus petits se hâtèrent d'accorder leur « reconnaissance » ; ils ne pouvaient refuser d'avancer là où les grands s'étaient pressés, et ainsi, « l'État juif « se concrétisa-t-il « de facto », son acte fondateur étant le massacre de Deir Yassin.

Bien qu'il en devint le président, il s'agit en vérité du moment où le Dr Chaim Weizmann se retire de la scène, après cinquante ans d'une activité essentiellement conspiratrice, qui inclut la capitulation de tous les dirigeants occidentaux et laissa la « tragédie », comme un enfant abandonné, sur le pas de la porte de la communauté occidentale. Je ne saurais guère où trouver une existence aussi fascinante, et un autre écrivain pourrait même la décrire en termes héroïques. À mes yeux, elle semble avoir été orientée à des fins destructrices, et le Dr Weizmann, dont la mort était proche lorsqu'il atteignit la victoire, découvrit que celle-ci était une coupe d'amertume, peut être même une coupe mortelle.

En tous les cas, j'en juge ainsi d'après son livre, dont la dernière partie est la plus passionnante. Il fut publié en 1949, de sorte que l'auteur aurait pu, au moins, mener son récit jusqu'au point maintenant atteint par celui-ci. Il ne le fit pas. Il termina son récit en 1947. Pourquoi fit-il ce choix ? Je pense que la réponse est évidente. En 1946, il avait averti l'Organisation sioniste mondiale contre la « terreur », avait décrit « l'abîme » auquel « le mal ancien » menait inévitablement, et avait été remercié en conséquence. Puis, il était devenu président du nouvel État mis en place grâce à la « terreur ».

Je pense qu'il souhaitait mettre par écrit ses avertissements à la communauté juive, et qu'il ne put se décider à parler des actes de terreur et d'assassinats grâce auxquels le nouvel État était né, si bien qu'il fit mine de terminer le manuscrit *avant* que ces faits ne se produisent.

Il établit la date de clôture de la rédaction au 30 novembre 1947, le lendemain de son triomphe à Lake Success (lorsque le président Truman, sur sa sollicitation, appela la délégation américaine afin qu'elle vote pour la partition). Manifestement, il souhaitait que le livre se termine sur cette note. Le retournement de la politique américaine, et les actes contre lesquels il avait prononcé des avertissements, eurent lieu juste après, et comme le livre ne devait pas être publié avant 1949, il disposait de beaucoup de temps pour exprimer son opinion sur ces événements. Tout ce qu'il fit fut de rajouter un épilogue dans lequel il n'aborda même pas l'étape déterminante de Deir Yassin - la réponse méprisante à ses avertissements. De plus, il se mit à nouveau en quatre pour dire que cet épilogue était terminé en *août* 1948 ; ce qui le dispensa de faire référence au prochain acte terroriste, l'assassinat du comte Bernadotte, qui eut lieu en *septembre*

1948. Manifestement, le Dr Weizmann se rétractait. Il s'était associé à ce massacre et à ce meurtre en acceptant et en conservant la présidence du nouvel État.

C'est pour cette raison que ses précédentes mises en garde sont d'une grande importance ; il aurait *pu* les retirer avant publication. Par exemple, il accusa « les terroristes » (entre les mains desquels il mit l'avenir de la Palestine, et pas seulement de la Palestine) d'essayer de « *forcer la main de Dieu* ». Cela était sans conteste l'hérésie du sionisme, de tous ceux qui le soutenaient - qu'ils soient juifs ou gentils - depuis le tout début, et du Dr Weizmann plus que tout autre. Il ajoute : « *Les groupes terroristes en Palestine constituaient un grave danger pour l'avenir entier de l'État juif ; en fait, leur comportement était proche de l'anarchie* ». C'*était* l'anarchie, et non pas proche de l'anarchie, de même que l'effort de toute une vie du Dr Weizmann était anarchique. Même dans cet argument, ce n'est pas le dégoût moral qui l'animait ; sa plainte ne portait pas sur la nature destructrice de l'anarchie en tant que telle, mais simplement sur le fait qu'elle était inopportune, « parce que les juifs détiennent des otages dans le monde entier ».

Le lendemain même de son triomphe à Lake Success, il revint à son nouveau thème : « Il ne doit pas y avoir une loi pour les Juifs et une autre pour les Arabes… On doit donner aux Arabes le sentiment que la décision des Nations unies est définitive et que les Juifs ne s'introduiront pas dans les territoires situés au-delà des frontières qui leur ont été assignées. Cette peur existe chez de nombreux Arabes, et cette peur doit être éliminée par tous les moyens possibles… Ils doivent voir dès le départ qu'au sein de l'État juif, leurs frères sont traités exactement comme les citoyens juifs… Nous ne devons pas nous prosterner devant des dieux païens. Les prophètes ont toujours puni le peuple juif avec la plus grande sévérité pour cette inclination, et à chaque fois qu'il retourna au paganisme, à chaque fois qu'il revint en arrière, il fut puni par l'inflexible dieu d'Israël… Je suis certain que le monde jugera l'État juif à la façon dont il traitera les Arabes ».

Tu le dis[56] ! À cette occasion, le Dr Weizmann revêtit la robe d'un prophète israélite, ou peut-être la couronne du roi Knut ordonnant aux vagues de s'écarter. Lorsque ces mots furent publiés, les Arabes avaient déjà été expulsés de leur terre natale, les juifs s'*étaient* « introduits » dans les territoires situés au-delà des frontières précédemment « recommandées », et

les Arabes n'étaient pas « traités exactement comme les citoyens juifs », mais étaient devenus des fugitifs sans foyer et sans ressources. Le Dr Weizmann prétendait ne pas savoir tout cela ! Il ignora tout ce qui avait eu lieu et déclara que cela ne devait pas avoir lieu. On aurait du mal à surpasser une telle démonstration d'hypocrisie, même dans le domaine de la politique. L'explication probable est qu'il n'arrivait toujours pas à se décider à dénoncer ce qui avait été commis mais, comme sa mort approchait, il ressentait le besoin d'attirer l'attention sur ses conséquences. Des conséquences que, dès le début, l'œuvre de toute sa vie était destinée à produire, si cette œuvre aboutissait. Finalement, il cria « En arrière toute ! », mais en vain.

Un plus grand homme que lui hurla son horreur et lia les conséquences aux *actes*, qu'il n'eut pas peur de nommer. Le Dr Judah Magnes se situait dans la ligne directe des Israélites dissidents de jadis. Il était né en Amérique en 1877, et, comme le Dr Weizmann, avait consacré sa vie au sionisme, mais d'une manière différente. C'était un sioniste *religieux*, et non politique, et il n'avait pas la présomption de « forcer la main de Dieu ». Dès le début, il avait œuvré à la création d'un État judéo-arabe binational, et avait attaqué le chauvinisme sioniste dès sa première manifestation. Il devint « président honoraire de l'université Hébraïque de Jérusalem en 1925 (après s'être violemment opposé au Dr Weizmann au sujet de la pompeuse cérémonie de pose de la première pierre en 1918), puis la présida à partir de 1935 ; en 1948, il se trouvait à Jérusalem. Il fut consterné par l'apparition du « mal ancien sous une forme nouvelle et horrible », et fit un discours d'adieu déplorant et condamnant les sionistes ainsi que les dirigeants occidentaux :

**« Les réfugiés ne devraient jamais être instrumentalisés et brandis tels une carte maîtresse par les hommes politiques. Il est déplorable, et même incroyable, qu'après tout ce que les juifs d'Europe ont traversé, un problème de réfugiés arabes soit créé en Terre sainte ».**

Il mourut juste après cette déclaration, et je n'ai pas réussi à connaître les circonstances de sa disparition ; dans les ouvrages juifs, les mentions relatives à cet événement sont souvent laconiques et ressemblent à celles concernant l'effondrement et la mort soudaine du Dr Herzl. Par exemple, une de ces allusions (dans la préface du livre écrit par le rabbin Elmer Berger en 1951) dit qu'« il est mort d'une crise cardiaque ».

Avec le Dr Magnes, c'était un autre pacifiste juif qui rejoignait le groupe des hommes responsables qui depuis cinquante ans tentaient vainement de maintenir l'Occident (et les juifs) hors de l'emprise de la conspiration talmudique de Russie. Il créa puis quitta une organisation, l'Association Ihud, qui parle encore en son nom, et même depuis Jérusalem. Son porte-parole à Jérusalem, le mensuel *NER*, déclara en décembre1955 :

**« Finalement nous devrons révéler ouvertement la vérité : Fondamentalement, nous n'avons aucun droit d'empêcher le retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres… Quel combat Ihud devrait-il mener ? Transformer la poudrière permanente (qu'est l'État d'Israël, selon le ministre Pinhas Lavon) en une terre de paix. Et quelles armes Ihud doit-il utiliser ? L'arme de la vérité… Nous n'avions pas le droit d'occuper une maison arabe sans en payer d'abord le prix ; de même pour les champs et les vergers, les magasins et les usines. Nous n'avons absolument aucun droit de coloniser et de concrétiser le sionisme au détriment d'autrui. C'est du vol, c'est du banditisme… Nous faisons à nouveau partie des pays très riches, mais nous n'avons pas honte de voler les biens des fellahin ».**

Actuellement, ce point de vue est encore peu répandu au sein de la communauté juive (à ce sujet, le Dr Albert Einstein avait la même opinion : « Ma perception de la nature profonde du judaïsme est incompatible avec la notion d'un État juif entouré de frontières, d'une armée et de quantité de pouvoirs temporels, même s'ils sont limités ; j'ai peur des dégâts internes que le judaïsme devra endurer », 1950), mais c'est le seul point de vue qui offre à la communauté juive l'espoir d'échapper définitivement au sionisme des Khazars. Aujourd'hui, il est probable, si ce n'est certain, que cette libération ne pourra avoir lieu qu'après la tribulation finale au cours de laquelle l'aventure abjecte en Palestine devra impliquer les multitudes occidentales, y compris les juifs parmi celles-ci.

Un dernier point doit être signalé au sujet de la création « *de facto* » de l'État sioniste ; à savoir, qu'il est l'enfant de la révolution. La révolution permit aux juifs de « devenir majoritaires en Palestine », conformément à ce que les auteurs britanniques de la déclaration Balfour de 1917 avait souhaité, et cette transformation en Palestine n'aurait pu être réalisée d'aucune autre manière, puisqu'aucun autre grand groupe de juifs n'aurait

pu être amené à se rendre là-bas. Ce mouvement de masse n'était possible que pour les juifs de l'Est, qui vivaient depuis des siècles dans la stricte application des règles talmudiques, et la manière dont ils furent transférés en Palestine a été décrite ici. En 1951, les statistiques du gouvernement israélien montraient qu'au sein de la « majorité » qui avait été constituée (approximativement 1.400.000 juifs), 1.061.000 personnes étaient nées à l'étranger, et parmi celles-ci, 577.000 venaient des pays communistes situés au-delà du Rideau de Fer, pays où les non-juifs n'avaient pas le droit de se déplacer ne serait-ce que d'une ville à une autre sans autorisation de la police ou de quelqu'autre autorité. (L'essentiel des 484.000 restants étaient des juifs nord-africains ou asiatiques qui arrivèrent après l'établissement de l'État, et donc ne participèrent pas à sa violente appropriation).

Par conséquent, les envahisseurs étaient des juifs de l'Est d'origine tataro-mongole, mais leur nombre seul n'aurait pas suffi à assurer la victoire. Ils avaient besoin d'armes pour cela. Pendant la guerre, le général Wavell avait informé M. Churchill que les juifs, si on le leur permettait, pourraient « battre les Arabes », et manifestement, il basait ce jugement sur les armes que, comme il le savait, les sionistes avaient accumulées. À cette époque, il ne pouvait s'agir que d'armes britanniques ou américaines, obtenues clandestinement depuis les arsenaux des armées alliées localisées en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (comme il a été montré précédemment, les dirigeants de Londres et Washington, bien qu'ils ne l'approuvassent pas officiellement, fermèrent les yeux sur ce procédé). Le général Wavell, bien que son opinion se révélât correcte, surestimait peut-être à l'époque la puissance sioniste, ou sous-estimait la résistance arabe, car les sionistes, après l'événement, n'attribuèrent pas leur succès aux armes qu'ils avaient obtenues des Alliés. Au contraire, ils pensèrent qu'ils devaient leur victoire, obtenue après six mois de combats (entre le vote pour la « partition » et Deir Yassin) aux armes qu'ils avaient reçues de la révolution. Le Rideau de Fer, qui s'était ouvert pour laisser passer les envahisseurs de la Palestine, s'était réouvert pour permettre qu'une quantité substantielle d'armes leur soit livrée.

Ce fut la première conséquence majeure de l'ordre donné par le général Eisenhower - sous la direction du président Roosevelt - d'arrêter les forces alliées à l'ouest de la ligne Berlin-Vienne, et de permettre que la Tchécoslovaquie revienne aux Soviétiques ; les armes venaient de ce pays annexé, où le grand arsenal Skoda, suite à cet ordre, était simplement passé

des nazis aux communistes. Quelques semaines après que le président Truman eut reconnu l'État sioniste, le *New York Herald Tribune* publia ce reportage en provenance d'Israël :

**« Le prestige russe s'est extrêmement accru au sein de toutes les familles politiques… De par son soutien constant à la cause israélienne au sein des Nations unies, l'Union soviétique a augmenté son crédit auprès des sympathisants de gauche, de droite et des modérés. Fait peu connu et peut être encore plus important pour une nouvelle nation combattant pour son existence : la Russie a fourni une aide matérielle lorsqu'une aide matérielle était nécessaire… La Russie a ouvert ses arsenaux militaires à Israël. Les juifs ont réalisé certains de leur achats les plus importants et probablement les plus volumineux auprès de la Tchécoslovaquie, nation satellite de l'Union soviétique. Certaines livraisons d'armes tchèques à Israël à des moments critiques de la guerre ont joué un rôle capital… Lorsque les**

**troupes juives ont défilé la semaine dernière le long de la rue Allenby à Tel Aviv, de nouveaux fusils tchécoslovaques sont apparus à l'épaule des soldats d'infanterie » (5 août 1948).**

À cette époque, en Occident, la presse sioniste et celle contrôlée par les sionistes commença à assimiler explicitement « antisémitisme » à « anticommunisme » (l'attribution au communisme d'origines juives et d'un leadership juif avait été depuis longtemps dénoncée comme étant la caractéristique de « l'antisémite »). Par exemple, en juin 1946, le journal juif de Chicago *Sentinel* avait déjà déclaré : « Nous reconnaissons l'anti-soviétisme pour ce qu'il est réellement… Avez-vous jamais entendu parler, où que ce soit dans le monde, d'antisémites qui n'étaient pas également anti-soviétiques ?… Nous reconnaissons nos ennemis. Reconnaissons également nos amis, le peuple soviétique ». Dans les écoles du nouvel État lui-même, le drapeau de la révolution était hissé et son hymne entonné chaque premier mai, reconnaissance ostensible d'une affinité, si ce n'est d'une filiation. En janvier 1950, le correspondant du *Times* de Londres à Tel Aviv rapporta que la Tchécoslovaquie fournissait encore des armes à l'État sioniste.

Voilà pour la naissance d'« Israël » et les souffrances qu'elle infligea aux autres. Aucun enfant issu de l'illégitimité politique ne fut jamais soutenu à sa naissance par autant de parrains ; les « reconnaissances »

affluaient, et partout les pacifistes étaient déconfits. M. Bevin continua son mandat pendant quelques années, puis démissionna peu avant sa mort ; le général Marshall et M. Forrestal furent éliminés à la première occasion, manifestement pour décourager ceux qui auraient pu prendre leur propre devoir trop au sérieux.

En quelques semaines, le nouvel État fit un nouveau pas vers « l'abîme » du « mal ancien ». Les « Nations unies », ayant accepté post facto la partition de l'Europe et recommandé la partition de la Palestine, montrèrent un intérêt tardif pour la « paix » et firent appel au comte suédois Folke Bernadotte pour qu'il se rende en Palestine jouer le rôle de médiateur entre les deux parties. Le comte Bernadotte s'était toujours consacré à apaiser les souffrances humaines, et en particulier à l'aide et au sauvetage des victimes juives au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il œuvra sous la bannière croisée (la Croix rouge) et fut tué à l'endroit même où la Croix devint pour la première fois symbole de foi et d'espoir. Aucun acte ne peut être plus atroce que le meurtre, commis par l'une des parties en conflit, d'un pacifiste et médiateur reconnu, et quatre mois après sa création, l'État sioniste ajouta ce second acte symbolique à son histoire**57**.

Le comte Bernadotte (comme M. Forrestal) tenait un journal, qui fut publié après sa mort. Il relate qu'après avoir accepté sa mission pour la paix, il passa par Londres et reçut la visite du Dr Nahun Goldman, alors vice-président de l'Agence juive et représentant de l'État sioniste, qui lui dit : « l'État d'Israël *est désormais en mesure d'assumer l'entière et totale responsabilité des actes commis par le groupe Stern et les membres de l'Irgoun* ».

Il s'agissait des bandes de meurtriers dont le massacre de Deir Yassin avait déclenché l'évacuation du territoire au profit des sionistes, et avait implicitement été « reconnu » par l'Occident. C'étaient les « activistes » contre lesquels le Dr Weizmann avait émis des avertissements au Congrès sioniste de 1946. Deir Yassin avait montré qu'ils avaient le pouvoir, par des actes terroristes calculés, de modifier totalement le cours des affaires internationales, quels que soient les propos des dirigeants sionistes, des hommes politiques occidentaux ou des « Nations unies ».

Ils détiennent ce pouvoir aujourd'hui, en 1956, et continueront à le détenir. À tout instant, ils peuvent précipiter le monde dans une nouvelle guerre, car on les a placés à l'endroit le plus explosif du globe, très

justement qualifié de « poudrière » par un secrétaire d'État américain, un ministre des Affaires étrangères britannique et le Premier ministre sioniste en personne. Jusqu'au moment où le Dr Nahum Goldman fit au comte Bernadotte la déclaration citée précédemment, on avait entretenu le mensonge selon lequel ils étaient hors du contrôle des dirigeants sionistes « responsables », qui déploraient de tels actes. L'affirmation rassurante du Dr Goldman avait probablement pour objectif de convaincre le comte Bernadotte que son travail de médiation ne serait pas gratuitement détruit par un acte tel que celui de Deir Yassin. Les terroristes assassinèrent alors le comte Bernadotte lui-même, et par la suite (comme on le montrera), le gouvernement israélien assuma la responsabilité de ces actes et de ceux qui les avaient commis.

Après avoir entendu ces propos rassurants, le comte Bernadotte entama sa mission de pacification. En Égypte, il rencontra le Premier ministre, Nokrachi Pacha, qui déclara « reconnaître la portée de la puissance économique juive, *puisque celle-ci contrôle l'économie de nombreux pays dont les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Égypte et peut-être même la Suède »* (le comte Bernadotte ne contredit pas cette dernière affirmation). Nokrachi Pacha dit que les Arabes *n'espéraient pas échapper à cette domination*. Toutefois, que les juifs établissent une domination *économique* de toute la Palestine était une chose ; mais ce que les Arabes n'accepteraient pas, et rejetteraient, serait la tentative de mettre en place un État sioniste coercitif *en ayant recours à la force et au terrorisme*, et ce avec l'assistance du sionisme mondial. Après cela, le roi Farouk déclara au comte Bernadotte que si la guerre continuait (elle n'est toujours pas terminée), elle se transformerait en troisième guerre mondiale ; le comte Bernadotte acquiesça et déclara que c'était la raison pour laquelle il avait accepté le rôle de médiateur.

Il mentionna aussi que pendant la guerre, il avait eu « le privilège de secourir environ 20.000 personnes, la plupart des juifs ; j'avais été moi-même chargé de ce travail ». Il pensait manifestement que cela lui vaudrait le respect des sionistes, et il avait tort. En quelques jours, il avait persuadé les Arabes (le 9 juin 1948) d'accepter un cessez-le-feu sans condition, mais il lut alors des propos agressifs à son encontre tenus par des fanatiques sionistes, parce qu'il « avait imposé la trêve aux juifs ». « Je commençai à réaliser combien ma situation était délicate… la sympathie à mon encontre se transformerait en suspicion et en rancune si, au cours de mon travail

ultérieur en tant que médiateur, *je manquais d'étudier d'abord les intérêts de la partie juive*, et que je cherchais *une solution juste et impartiale* au problème ».

L'Irgoun (dont le gouvernement sioniste, par l'intermédiaire du Dr Goldman à Londres, avait affirmé prendre « l'entière et totale responsabilité ») rompit alors le cessez-le-feu (18-30 juin 1948) en débarquant des hommes et des armes. Le comte Bernadotte et ses observateurs « furent incapables d'évaluer le nombre de membres de l'Irgoun ou la quantité d'armes déployés », parce que le gouvernement sioniste leur refusa l'accès à la zone. Au cours de la première semaine de juillet, « la presse juive dirigea de violentes attaques à mon encontre ». Les méthodes diffamatoires (utilisées contre M. Forrestal) étaient désormais utilisées, et les efforts du comte Bernadotte pour secourir des victimes juives durant la guerre furent tournés contre lui ; on insinua que vers la fin de la guerre, ses négociations avec Heinrich Himmler, le chef de la gestapo nazi, au sujet de la libération de juifs furent d'une nature douteuse. « Il était injuste de me calomnier », (l'insinuation était que M. Bernadotte était « un nazi »), « mes activités ayant contribué à sauver la vie d'environ 10.000 juifs ».

Cela avait aussi peu d'importance aux yeux des sionistes que les efforts, quarante années auparavant, d'Alexandre II et du comte Stolypine pour « améliorer le sort des juifs » ; L'offense capitale du comte Bernadotte était son impartialité. Entre le 19 juillet et le 12 août, il dut signifier au Dr Joseph, gouverneur militaire sioniste de Jérusalem, que d'après les rapports de ses observateurs, « les juifs étaient le groupe le plus agressif à Jérusalem ». Le 16 septembre, sur la route historique du pacificateur « vers Jérusalem » (c'est le titre de son livre), le comte Bernadotte signa de fait son propre arrêt de mort ; ce jour-là, il envoya son « rapport d'étape » de médiateur, depuis Rhodes à destination des Nations unies, et dans les vingt-quatre heures qui suivirent, il fut assassiné.

La raison se trouve dans ses propositions. Il acceptait la création « de facto » de l'État sioniste, mais, partant de cette base, pensait réconcilier et pacifier grâce à des mesures impartiales, aussi justes pour chaque partie que la situation donnée le permettait. Son souci majeur concernait les populations civiles arabes, éloignées de leurs villages natals par le massacre de Deir Yassin et réfugiées au-delà de leurs frontières. Jamais rien de pareil n'avait été fait sous la protection de l'Occident, et le comte

Bernadotte venait à peine de sauver des juifs des griffes d'Hitler. Ainsi, il proposait :

(1) que les frontières de l'État sioniste correspondent à la « recommandation » des Nations unies du 29 novembre 1947, le Néguev restant un territoire arabe et les Nations unies s'assurant que ces frontières soient « respectées et maintenues » ;

(2) que (comme cela avait été « recommandé ») Jérusalem devienne une zone internationale sous contrôle des Nations unies ;

(3) que les Nations unies « *proclament et mettent en œuvre* » le droit au retour des réfugiés arabes.

Ayant transmis ces propositions le 16 septembre 1948, le comte Bernadotte, avant que celles-ci n'atteignent New York, prit un vol pour Jérusalem (le 17 septembre). Accompagné de ses collaborateurs, il se rendait, sans armes et sans protection, au siège du gouvernement lorsque leur véhicule fut arrêté par une Jeep occupée par des sionistes et garée en travers de la route. Clairement, on était autant au courant de leurs déplacements que du contenu du rapport du comte Bernadotte ; trois hommes jaillirent de la Jeep, rejoignirent son véhicule en courant et avec des pistolets-mitrailleurs Sten, l'abattirent ainsi que le colonel français Serot, observateur en chef à Jérusalem.

Dans une annexe de son journal intime, les survivants décrivent l'assassinat en détail. Leurs comptes-rendus démontrent l'efficacité de sa préparation et de son exécution et établissent clairement l'identité du commanditaire principal. Les meurtriers s'échappèrent sans encombre, deux à bord de la Jeep et un autre en courant. Aucun ne fut arrêté ou poursuivi (un rapport, probablement crédible, déclare qu'un avion attendait les assassins et les transporta en Tchécoslovaquie communiste). Selon l'enquête israélienne qui en découla :

**« La manière dont le meurtre a été exécuté ainsi que tous les préparatifs qui s'y rapportent suivent la trame suivante : (a) une**

**décision claire d'assassiner le comte Bernadotte et l'élaboration d'un plan détaillé pour sa mise en œuvre ; (b) un réseau d'espionnage complexe capable de suivre les déplacements du comte pendant ses séjours à Jérusalem, afin de permettre aux responsables de l'opération de définir son lieu et sa date ; (c) des hommes ayant de l'expérience**

**dans ce genre d'activités ou ayant reçu un long entraînement sur le sujet ; (d) des armes et des moyens de communication adaptés ainsi qu'un point de chute après le meurtre ; (e) un chef expérimenté et responsable de l'exécution de l'acte ».**

Le nouvel État s'était déclaré « entièrement responsable » de tels individus. Trois jours plus tard, une agence de presse française reçut une lettre exprimant des excuses pour le meurtre du colonel Serot, qui avait été confondu avec le général suédois Lundstrom, chef d'état-major du médiateur et « antisémite » (le général Lundstrom était assis à une autre place dans la voiture). Cette lettre était signée du « Hazit Moledeth » ; le rapport de la police israélienne indiqua qu'il s'agissait du nom de la cellule terroriste secrète au sein du groupe Stern.

Le général Lundstrom annonça (le 18 septembre) que « ces meurtres délibérés de deux hauts responsables internationaux constituent une rupture du cessez-le-feu de la plus grande gravité et une page noire dans l'histoire de la Palestine, *et les Nations unies en exigeront des explications exhaustives* ». Une telle demande de la part des Nations unies était improbable, car (comme ce récit l'a montré) elles ne réagissent qu'à la pression la plus forte exercée en coulisse. Elles n'ont (ou n'avaient alors - nul ne peut prédire quelles extraordinaires transformations l'avenir pourrait amener) aucune morale par elles-mêmes ; elles fonctionnent comme un oracle, actionné par un mécanisme caché ; elles ne s'émurent pas du meurtre de leur médiateur, pas plus que les gouvernements de Washington et de Londres ne s'émurent de la persécution de M. Forrestal et du meurtre de Lord Moyne. Elles ignorèrent les propositions du médiateur ; les sionistes saisirent et conservèrent tous les territoires qu'ils souhaitaient (Néguev *inclus*), refusèrent le retour des Arabes, et proclamèrent qu'ils n'autoriseraient pas que Jérusalem devienne zone internationale (à ce jour, huit ans plus tard, ils restent inflexibles sur ces points-là). Les journaux du monde entier publièrent l'éditorial qu'ils semblaient conserver spécialement pour de telles occasions (« On a fait un mal incalculable à la cause sioniste… »), et reprirent ensuite leurs dénonciations quotidiennes de tous ceux qui défendaient la cause arabe, les accusant d'être « antisémites ». Le *Times* de Londres rendit même le comte Bernadotte responsable de son propre meurtre ; on pouvait y lire que la proposition d'internationaliser Jérusalem « *incita* sans aucun doute certains juifs à tuer le comte

Bernadotte », et dans l'acception générale, le mot « inciter » impute une *responsabilité*.

En Israël, quatre mois plus tard, deux dirigeants du groupe Stern du nom de Yellin et Shmuelevitz furent condamnés par une cour spéciale à huit et cinq ans de prison pour leur connection avec ce meurtre. Le président de cette cour, lorsqu'il lut le jugement, dit qu'il n'y avait « pas de preuve établissant que l'ordre de tuer le comte Bernadotte provenait de la hiérarchie ». Les deux hommes (selon l'Agence télégraphique juive) « n'accordèrent guère d'attention au déroulement du procès, eu égard au fait qu'on s'attendait à ce que le Conseil d'État accorde une amnistie générale », et quelques heures après leur condamnation, ils furent libérés et escortés vers la foule qui les accueillit triomphalement. Le « commandant en chef » de l'Irgoun, un certain M. Menahem Begin, fit quelques années plus tard une « tournée triomphale » des villes occidentales, étant par exemple reçu à Montréal par « la garde d'honneur de la police de Montréal précédée par des rabbins portant les parchemins de la Loi » (d'après le *Jewish Herald* d'Afrique du Sud). Au cours d'une intervention à Tel Aviv durant la campagne électorale de 1950, M. Begin s'attribua le mérite de la fondation de l'État sioniste, par le biais de l'événement de Deir Yassin. Il dit que l'Irgoun avait « occupé Jaffa », territoire que le parti au pouvoir « était prêt à céder aux Arabes », puis il ajouta :

**« L'autre partie de la contribution de l'Irgoun fut Deir Yassin, qui a entraîné la fuite des Arabes et a fait de la place pour les nouveaux arrivants. Sans Deir Yassin et la débâcle arabe qui en découla, le gouvernement actuel ne serait pas en mesure d'intégrer un dixième des immigrants ».**

Au cours des années suivantes, jusqu'à aujourd'hui, M. Begin continua à proférer des menaces sanguinaires à l'encontre des pays arabes frontaliers[58], pour lesquels la présence des Arabes palestiniens à l'intérieur de leurs frontières constituait un rappel permanent de Deir Yassin et de la terrible signification des menaces de Begin. Pendant cinq ans, la croyance collective fut entretenue selon laquelle « les terroristes » avaient agi à Deir Yassin sans avoir reçu d'ordre, et puis en avril 1953, quatre membres de l'Irgoun blessés à Deir Yassin demandèrent des dédommagements. Le gouvernement israélien, via son ministère de la Sécurité, refusa cette demande sur la base que l'attaque n'avait « pas été autorisée », sur quoi le

chef de l'Irgoun présenta une lettre émanant des quartiers généraux officiels sionistes basés à Jérusalem, qui autorisait l'intervention. Depuis cette dernière, le signataire était devenu ministre représentant Israël au Brésil.

Dans la ville où se trouvait le siège des « Nations unies », une solide raison expliquait pourquoi aucune « explication » sur la mort du comte Bernadotte ne devait être exigée. Lorsque cet événement eut lieu, les élections présidentielles américaines étaient proches. La campagne battait son plein, et *chacun* des deux candidats (M. Truman et M. Thomas Dewey) considérait le vote sioniste comme indispensable au succès. Ils luttaient pour l'obtenir, et la Palestine était bien loin de New York. M. Truman était le mieux engagé, car il avait reconnu le nouvel État et avait décrit cet acte de reconnaissance comme celui dont il était le « plus fier ». À une autre occasion, il déclara que cet acte avait été guidé par « les valeurs *humanistes* les plus nobles ». Quelques semaines après l'assassinat [du comte Bernadotte – Ndt] sur la route de Jérusalem, il fut élu président ; à la fin de l'année, il donna aux employés de la Maison Blanche un marque-page avec ces mots : « Je préférerais avoir la paix plutôt qu'être président ».

En 1948, la stratégie électorale conçue par le Colonel House en 1910 avait été transformée en instrument de haute précision contrôlé par l'internationale sioniste – la commande principale se trouvant dans l'État de New York. L'ère des machines et des sociétés cotées en bourse ajouta un nouveau verbe à la langue anglaise : « truquer », ce qui signifie arranger, ou manipuler. Les experts sont capables de « truquer » les machines. Un exemple concerne les machines à sous en Amérique. M. Dupont glisse une pièce dans la fente dans la vague croyance que la machine est gouvernée par les lois du hasard, et que s'il est chanceux, tout l'argent qu'elle recèle lui tombera dans les mains ; en fait, la machine est minutieusement configurée pour qu'une proportion précisément calculée de l'argent qui y a été introduit (probablement entre quatre-vingts et quatre-vingt-dix pour cent) revienne au syndicat du jeu et que le reste revienne en petits gains à M. Dupont.

Le « trucage » du système électoral américain est le facteur déterminant des événements du XX$^{e}$ siècle. Un mécanisme conçu initialement pour permettre à M. Dupont d'exprimer son opinion à propos de la politique et des partis a été ajusté jusqu'à un tel niveau de précision, empêchant quasiment toute erreur, que M. Dupont s'est retrouvé sans voix pour

s'exprimer sur la politique du pays ; quelle que soit la pièce qu'il introduit dans la fente, le groupe des gouvernants gagne.

Au début, le système électoral lui-même fut peut-être conçu de manière à faciliter la tâche d'un « groupe extérieur » enclin à dicter le cours de la politique nationale américaine. Une élection est *toujours*proche : une élection pour le Congrès chaque seconde, une élection présidentielle tous les quatre ans. Un membre du Congrès ou un président n'est pas sitôt élu que les « groupes de pression » commencent à se rapprocher des prétendants pour les prochaines élections ; les chefs de parti commencent à se soucier des prochains votes ; et les aspirants au Sénat, au Congrès et à la Présidence commencent à ressentir et à répondre à « la pression ». Il n'existe pas de périodes de repos au cours desquelles la prudence pourrait prévaloir et ce contrôle disparaître (en 1953, comme nous allons le voir, même la course pour la mairie de New York induisit un retournement soudain et majeur de la politique nationale américaine, le sujet étant « le soutien à Israël ». L'intensification de la « pression » à échéance répétée, et les mises en garde qui s'ensuivent adressées par les directeurs de partis à leurs candidats au Congrès ou à la Maison Blanche, générèrent ces pirouettes, qui font vaciller l'intégralité de l'édifice politique laborieusement construit par des ministres consciencieux et des fonctionnaires compétents.

Dans ces circonstances, le nouvel « État » créé en Palestine en 1948 n'a jamais été, et ne pourra jamais être, un « État », quel que soit le sens que l'Histoire a donné a ce mot. C'était le poste avancé d'une organisation internationale qui bénéficiait d'un accès privilégié aux gouvernement, aux parlements et aux ministères des Affaires étrangères des pays occidentaux (et plus particulièrement au gouvernement, au parlement et au ministère des Affaires étrangères des États-Unis, qui pendant les années 50 étaient le pays le plus puissant de la planète), et dont la fonction principale consistait à exercer un contrôle sur la république américaine, et non de trouver « un foyer » pour les juifs du monde. Les perspectives induites par cet état de fait étaient une implication croissante de l'Amérique dans une situation explosive au Levant, créée artificiellement et portant en elle la menace d'une guerre mondiale.

Fin 1948, trente-et-un ans après le premier triomphe du double complot (la déclaration Balfour et la révolution bolchevique), l'État sioniste avait été

mis en place. M. Truman, le pionnier de la « reconnaissance », avait été prévenu par ses représentants en charge que la partition obtenue par la force à Deir Yassin mènerait à une troisième guerre mondiale ; tous les dirigeants occidentaux avaient reçu les mêmes recommandations de la part de leurs conseillers dans le domaine. Aucun des « politiciens de premier plan » concernés ne pouvait avoir de doutes sur les conséquences futures qu'induirait leur soutien au sionisme, et leurs déclarations publiques à ce sujet ne pouvaient refléter ni les informations confidentielles dont ils disposaient, ni leurs convictions personnelles. Les hommes politiques américains des années 40 et 50, comme M. Léopold Amery et M. Winston Churchill au cours des décennies précédentes, étaient manifestement victimes de la croyance selon laquelle, pour quelque raison non révélée, la « politique », concernant cette question spécifique, ne pourrait jamais être « modifiée ». L'asservissement des gouvernements de Londres et de Washington, et l'identité des esclavagistes, même aujourd'hui (1956), ne sont pas connus des peuples américain et britannique (pourtant, la menace désormais apparente d'une nouvelle guerre mondiale déclenchée en Palestine sioniste et se répandant dans les pays alentours les touche pour la première fois). Dans le reste du monde, cela est compris depuis longtemps. Par exemple, dès les années 20, le maharadjah du Cachemire demanda à Sir Arthur Lothian (d'après le récit de ce diplomate) « pourquoi le gouvernement britannique était-il en train d'établir une « Yehudi ka Raj » (la Loi des juifs) en Inde. Je contestai cette description, mais il insista sur la véracité des faits, déclarant que Lord Reading, le vice-roi, était juif, que le secrétaire d'État, M. Edwin Montague, était juif, que le haut commissaire, Sir William Meyer, était juif, et de quelle preuve supplémentaire avais-je besoin ? » Ainsi, il y a trente ans, un maharadjah indien du bout du monde vit-il clairement la véritable forme que prendraient les événements qui allaient se produire dans le monde occidental.

J'ai cité précédemment la déclaration du Premier ministre égyptien au comte Bernadotte, selon laquelle « la puissance économique juive contrôlait l'économie… des États-Unis, de l'Angleterre, de la France, de l'Égypte elle-même… » Au cours des sept dernières années, les dirigeants de tous les États arabes ont accusé ouvertement et à plusieurs reprises le gouvernement américain d'être devenu le simple instrument des ambitions sionistes, et se sont référés à leur propre expérience en guise de preuve.

De l'autre côté de la planète, les effets du « trucage » de la machine électorale à New York se firent ressentir à travers leur autre manifestation : le soutien à la révolution. À cause de revirements similaires dans la politique d'État américaine, Tchang Kaï-chek, le dirigeant chinois, dut quitter la Chine continentale (où le communisme s'établit avec le soutien des Américains) pour l'île de Formose, où une fois là-bas, il bénéficia à nouveau du soutien américain. M. Tex McCrary, un présentateur américain bien connu, lui rendit visite et rapporta aux millions d'auditeurs new-yorkais : « Je fus extrêmement gêné lorsque j'entendis : “Nous avons appris à ne jamais faire confiance à l'Amérique pendant plus de dix-huit mois d'affilée, *entre les élections*” ».

Cette mainmise sur la politique d'État américaine, de par le contrôle de la machine électorale, mena en 1952 à un acte paroxystique de vengeance talmudique - vengance portée cette fois contre la moitié de l'Allemagne que la partition avait laissée « libre ».

Cette partie de l'Allemagne fut obligée de payer un tribut à l'État sioniste - État mis en place trois ans après la défaite de l'Allemagne au cours de la Seconde Guerre mondiale !

Après la Première Guerre, les puissances occidentales victorieuses tentèrent d'extorquer un tribut (« des réparations »), mais échouèrent ; ce qui fut reçu était surtout le résultat de jeux comptables, car cela fut annulé par les prêts américains et britanniques. Après la Seconde Guerre mondiale, la révolution extorqua un tribut à l'Allemagne de l'Est annexée, en se servant directement. Les puissances occidentales victorieuses ne firent aucune demande de « réparation » en leur nom *propre*, mais l'extorquèrent pour Sion.

Alors que les années passaient, les mises en garde d'hommes responsables basés au Moyen-Orient atteignaient à nouveau le département d'État. Ses conseillers sur le terrain ne cessaient de rappeler que les sept États arabes n'avaient jamais accepté l'acte de 1948, qu'ils se considéraient toujours en état de guerre avec l'État intrus, et qu'ils tenaient les États-Unis pour responsables du financement des armes qui étaient utilisées contre eux.

Ainsi, naquit l'idée, sept ans après la fin de la guerre, d'obliger la partie « libre » de l'Allemagne à payer des « réparations » à un État qui n'existait

même pas pendant la Seconde Guerre mondiale ; le patronage permanent du nouvel État allait être assuré, et la véritable source de ce soutien, dissimulée. En coulisse, cette idée s'était ébruitée depuis longtemps, alors on lui offrit (comme pour le procès de Nuremberg) une réalisation symbolique, la veille des fêtes juives de Yamim Noraïm [ou « jours redoutables » - NdT] de 1952 - ou, pour paraphraser le magazine new-yorkais *Time* : « Au cours de la dernière semaine de l'année juive 5711 ». Cela constitua le thème central des festivités juives qui suivirent, un journal juif soulignant qu'il s'agissait du « plus beau cadeau de Nouvel An qu'on puisse imaginer pour le peuple juif ».

Le chancelier d'Allemagne de l'Ouest occupée, le Dr Adenauer - « blanc comme un linge » - informa le Bundestag à Bonn de « l'obligation de s'amender moralement et financièrement ». Son ministre de la Justice, le Dr Dehler, tint un autre discours au cours d'une conférence à Cobourg : « L'accord avec Israël a été conclu *sur le désir des Américains, parce que les États-Unis, au vu du ressenti des nations arabes, ne peuvent continuer à soutenir l'État d'Israël de la même manière qu'avant* ».

Les élections présidentielles de 1952 étaient alors imminentes. Le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest fut contraint de payer, sur une durée de 12 à 14 ans, la somme de 822 millions de dollars à Israël, principalement sous forme de marchandises. Le tableau résultant de cette transaction rappelle d'une façon plutôt frappante le résumé fait par Stehelin au sujet de passages de la Kabbale décrivant l'apothéose messianique : « Mais regardons un peu la manière dont les juifs sont censés vivre sur leur ancienne terre sous l'administration du Messie. Tout d'abord, les nations païennes, dont ils tolèrent à peine l'existence, devront leur construire des maisons et des villes, leur cultiver des terres et leur planter des vignes, et tout cela, sans même attendre quoi que ce soit en échange de ce labeur ». Ce scénario n'est pas très différent de celui qu'on a présenté aux contribuables britanniques, américains et allemands, qui sont soumis à différentes formes de contrainte (dissimulées dans les deux premiers cas, et déclarées dans le troisième) eu égard au tribut versé au sionisme.

Les populations occidentales ne furent pas informées de la manière dont on extorqua le paiement de ce tribut ; cela leur fut présenté comme une décision indépendante prise par le gouvernement ouest-allemand, une décision suscitée par un grand élan de compassion. Les lecteurs juifs, eux,

furent aussi bien informés que l'auditoire du Dr Dehler à Coburg. Deux citations l'illustrent : l'Agence télégraphique juive « a révélé que le gouvernement des États-Unis d'Amérique avait joué un rôle très important en poussant l'Allemagne de l'Ouest à faire des réparations décentes aux juifs ; le gouvernement britannique a également apporté sa contribution, mais dans une moindre mesure », et le *Zionist Herald* de Johannesburg déclara : « L'accord avec l'Allemagne n'aurait pas été possible sans le soutien actif et très efficace du gouvernement des États-Unis à Washington et du bureau du haut-commissaire des États-Unis en Allemagne ». L'intégralité de la presse arabe rapporta la même chose, et un journaliste de presse américain qui essayait de pénétrer dans un camp de réfugiés arabes fut interdit d'accès au motif suivant : « Quel intérêt avons-nous à parler avec vous ? Nous, les Arabes, savons très bien qu'en Amérique, aucun journal n'ose dire toute la vérité sur la question palestinienne ».

En Angleterre, la version officielle fut communiquée au Parlement par Lord Reading, sous-secrétaire aux Affaires étrangères et fils du vice-roi mentionné dans l'épisode de la question posée par le maharadjah du Cachemire à Sir Arthur Lothian trente années plus tôt. La déclaration de Lord Reading fut suscitée par la tactique habituelle consistant en une « question », à cette occasion formulée par un confrère socialiste, Lord Henderson, qui commença par dire que « plus de six millions de juifs [avaient été] menés à la mort ». L'intérêt de la réponse de Lord Reading demeure entier ; il déclara que les paiements que l'Allemagne de l'Ouest verseraient à Israël seraient : « de l'ordre *d'une tentative de réparation morale*, plus encore que matérielle », et qu'ils seraient « basés sur le coût estimé lié à la réinstallation en Israël des *juifs chassés d'Europe par les nazis* ».

Cette déclaration réaffirme implicitement le principe selon lequel le *seul* crime nazi moralement répréhensible fut le traitement des juifs ; nul ne suggéra jamais que l'Allemagne de l'Ouest devait participer aux frais de réinstallation des Polonais, des Tchèques et de toutes les autres victimes. L'intérêt spécifique de cette déclaration réside dans l'allusion à des « réparations *morales* » ; lorsque celles-ci furent réglées, près d'un million d'Arabes avaient été « chassés » de Palestine par les sionistes, et leur demande de retour sur leurs terres avait été systématiquement, et même dédaigneusement rejetée.

Le passage le plus caractéristique de cette déclaration typique est probablement celui qui fait référence à « la réinstallation en Israël des juifs chassés d'Europe par les nazis ». Israël est le seul endroit au monde où la démographie juive peut être connue avec précision. Selon les statistiques du gouvernement israélien, elle était de l'ordre de 1.400.000 en 1953, et dans ce chiffre, se trouvaient seulement 63.000 juifs (moins de *cinq pour cent) originaires d'Allemagne et d'Autriche*. Ces 63.000 personnes étaient les *seuls* habitants d'Israël dont on aurait pu dire, par de grands efforts d'imagination, qu'ils avaient été chassés d'Europe et réinstallés en Israël. Les flux majeurs vinrent de Pologne, de Roumanie, de Hongrie et de Bulgarie et ce, quelque temps *après* la fin de la guerre (et il est certain qu'ils ne furent pas « chassés », puisque dans ces pays, ils étaient protégés par des lois spécifiques et bénéficiaient de la priorité concernant les postes dans la fonction publique) ; ils vinrent également d'Afrique du Nord.

Il n'existait aucun fondement moral justifiant d'extorquer un tribut aux Allemands de l'Ouest pour le remettre à l'État sioniste, et si un seul avait jamais existé, eu égard aux 63.000 émigrants précédemment cités, il avait depuis longtemps été annulé par l'« expulsion » par les sionistes de près d'un million d'Arabes. Cette affaire est unique dans l'histoire de l'Occident et prouve seulement à quel point les gouvernements américain et britannique sont soumis au sionisme.

L'Allemagne de l'Ouest fut contrainte de prendre en charge une large part des coûts d'armement et de développement du nouvel État ; avec cela, la probabilité d'un autre confit majeur augmenta, et les perspectives pour les Arabes s'assombrirent encore plus. L'État sioniste était soutenu dans tous les domaines, et les fruits de ce soutien apparurent immédiatement. La mise sous « pression » du gouvernement ouest-allemand dans cette affaire fut le dernier acte marquant de la politique d'État américaine sous la présidence de M. Truman, dont le mandat touchait à sa fin[59].

---

## NOTES DU CHAPITRE 43

52 Référence à la réplique de Lady Macbeth dans la pièce de Shakespeare *Macbeth*, Acte II, scène 2 - NdT

53 Réplique de l'usurier juif Shylock dans *Le Marchand de Venise* de Shakespeare, acte IV, scène 1 - NdT

54 Ici, Reed a confondu les dates et les lieux. La conférence de 1939 se tint à Genève, et la conférence de 1946 se tint à Bâle – Note de l'Éditeur.

55 Après la mort de Forrestal, le 22 mai 1949, la propriété de ses journaux intimes échut à ses exécuteurs testamentaires, et de là, au *New York Herald Tribune*, qui en acquit les droits pour 100.000 dollars, le 28 septembre 1950. Le *New York Herald Tribune* autorisa Viking Press à publier ces documents, ce qui fut fait en 1951, sous le titre *The Forrestal Diaries* (Le journal de Forrestal – NdT]. Une partie de cet ouvrage de 581 pages, qui fut édité par Walter Millis, éditorialiste au *New York Herald Tribune*, en collaboration avec l'assistant de Forrestal, Eugene Duffied, fut publié sous forme d'épisodes dans le *New York Herald Tribune* et dans d'autres journaux. Un extrait fut également publié dans le magazine *Life*. La propriété du document passa du *New York Herald Tribune* à l'Université de Princeton, où Forrestal étudia. La transaction eut lieu le 29 décembre 1952, grâce au financement provenant de Clarence Dillon et Laurance Rockefeller. L'acquisition des journaux intimes coïncida avec une donation à l'université de Princeton, de la part de l'épouse de Forrestal et de ses deux fils, d'un volume encore plus important de documents personnels, qui, comme ses journaux intimes, concernaient les années au cours desquelles Forrestal avait été ministre de la Marine et ministre de la Défense. L'acquisition de ces documents par Princeton entraîna également des négociations avec le gouvernement des États-Unis, qui avait contrôlé l'édition publiée et avait insisté pour conserver un droit de regard sur les originaux pendant une durée de 25 ans, craignant qu'« un accès illimité à ces documents à l'époque actuelle ou dans un futur proche par des personnes non accréditées, ou la divulgation de leur contenu, pourraient représenter une menace pour la sécurité militaire des États-Unis et pourrait pénaliser sa politique internationale ».

Au cours des années suivantes, le ministère de la Défense examina, et, à l'exception de quelques pages, déclassifia les documents - processus terminé le 28 juin 1973. Le 15 mai 1992, tout ce qui était classifié dans ces documents fut rendu public, à l'exception de 10 pages relatives au dossier nucléaire, que le ministère de la Défense avait « temporairement bloqué » conformément à son accord avec l'université de Princeton.

La déclassification relativement récente de ces journaux est l'une des deux raisons d'étudier les journaux en eux-mêmes, soit à la Bibliothèque des manuscrits Seeley G. Mudd de l'université de Princeton, soit via les microfilms, plutôt que de s'en tenir aux *Forrestal Diaries*. Selon Millis, l'ébauche de cet ouvrage fut « soumise au ministère de la Défense … pour un contrôle de sécurité. Suite à ce contrôle, quelques passages… furent retirés car ils menaçaient directement la sécurité militaire. Une grande partie de l'ouvrage fut condensée, paraphrasée ou dans certains cas totalement retirée, sur le motif que ces informations pourraient gêner la conduite actuelle des relations internationales, et que leur publication ne serviraient donc pas l'intérêt national ».

La seconde raison d'étudier les originaux ou les microfilms vient du fait qu'une partie non négligeable du manuscrit ne fut jamais éditée. Selon Millis, « de vastes omissions et de nombreuses sélections sur la majeure partie de l'ouvrage étaient inévitables », étant donné la longueur du document. Cinq types de passages furent retirés, dont les passages uniquement « routiniers, éphémères ou répétitifs », qui furent considérés comme réduisant la clarté et le caractère succinct de l'ouvrage, les références à des sujets qui « ont depuis largement été traités », les références à des sujets « qui ne concernaient pas directement Forrestal et qu'il traita de manière superficielle ou fragmentaire dans son journal », et des on-dit concernant certains individus « qui pourraient susciter des problèmes d'éthique voire de diffamation ».

À titre d'exemple, le 28 avril 1947 au cours d'un déjeuner de cabinet, le secrétaire d'État George Marshall, tout juste rentré d'une conférence de ministres des Affaires étrangères à Moscou, rapporta que le ministre des Affaires étrangères britannique Ernest Bevin n'aidait en rien. Sa volubilité rendait les négociations difficiles. À plusieurs reprises, Marshall avait exposé ses arguments et bouclé son exposé, uniquement pour voir ses objectifs contrariés par la tendance au bavardage de Bevin » (page 1601).

Les *Forrestal Diaries* ne mentionnent pas ce passage, ainsi que d'autres qui eurent lieu pendant ce déjeuner de Cabinet, y compris les propres réflexions de Forrestal sur les doubles rôles joués par l'Union soviétique et les États-Unis : « Je rappelai à Marshall la conversation que nous avions eue juste avant qu'il parte, ainsi que mes propres sentiments comme quoi les États-Unis disposaient de tout ce dont le monde avait besoin pour

revenir à un état normal, alors que les Russes n'avaient rien – pas de fonds, pas de biens, pas de nourriture. Les seuls produits qu'il étaient en mesure d'exporter étaient le chaos et l'anarchie » (page 1603).

D'une manière similaire, une réunion au sujet de l'énergie atomique qui eut lieu le 8 juillet 1947 fut totalement omise dans les *Forrestal Diaries*, y compris ses propos sur le mécontentement des Britanniques suite à « notre incapacité à leur fournir le savoir-faire industriel nécessaire à la production de la bombe et à l'exploitation en général de l'énergie atomique » (page 1715).

Ce sont de très nombreux passages tels que ceux-ci qui font des journaux écrits par Forrestal une source tellement riche pour les chercheurs intéressés par la politique publique américaine pendant une période charnière de l'Histoire du XX^e^ siècle – Note de l'Éditeur.

**56** Allusion à la réplique de Jésus à Ponce Pilate - *Matthieu*, XXVII-11 - NdT

**57** Il fut assassiné par des membres du groupe clandestin juif Lehi. Le Lehi était décrit comme une organisation terroriste par les autorités britanniques, le Yichouv traditionnel et le médiateur des Nations unies, Ralph Bunche. Leurs documentations reconnaissaient cette étiquette et ces actions terrorises tant qu'elles ciblaient des représentants britanniques. Ce groupe est aussi connu sous le nom de groupe Stern (d'après le nom de son premier chef Avraham Stern), une étiquette acusatrice initialement donnée par les Britanniques qui continue à être utilisée dans nombre de récits historiques. Le terme groupe Stern était également utilisé à l'époque.

**58** L'Appel de Guerre de Begin : Jérusalem. Attaquer les Arabes, frapper un point faible après l'autre, écraser un front après l'autre jusqu'à l'assurance de la victoire… telle était l'essence du discours que M. Menahem Begin, leader du parti Herout, fit la semaine dernière à Jérusalem. Il parla du balcon d'un hôtel surplombant le square Zion, rempli de quelques milliers de personnes. « Nos pertes, en menant une telle action, ne seront pas négligeables, mais en tout cas, elles seront bien moindres que lorsque nous affrontons les armées arabes réunies sur le terrain de bataille », dit-il… « aujourd'hui, nos forces de défense sont plus puissantes que toutes les armées arabes réunies… Moïse a eu besoin de frapper dix fois pour conduire les Israélites hors d'Égypte ; en une frappe,

nous pouvons expulser les Égyptiens d'Israël », dit-il, en référence à la Bande de Gaza” (Le *Zionist Record* de Johannesburg, 20 août 1954).

**59** En complément de cette affaire ouest-allemande : à Vienne, les grandes puissances occidentales (agissant à cette occasion en parfait accord avec l'État soviétique) en profitèrent pour humilier la petite Autriche (la première victime d'Hitler) en opposant leur véto à une loi d'amnistie et de restitution qui aurait pu bénéficier à des non-juifs. Le gouvernement autrichien (supposé être à nouveau « souverain » à ce moment-là) protesta par écrit auprès du Haut-commissaire américain, l'accusant particulièrement de se soumettre aux ordres provenant « d'émigrants autrichiens » qui faisaient partie de son personnel en tant que « conseillers aux affaires juives ». Aucun rapport explicite concernant cet épisode n'atteignit les lecteurs des journaux britanniques ou américains.

# Chapitre 44

## L'INSTRUMENT MONDIAL

La Seconde Guerre généra un troisième résultat, en plus de l'expansion de la révolution au sein de l'Europe et de la création de l'État sioniste par la force : à savoir, la seconde tentative de mise en place de la structure d'un « gouvernement mondial », sur l'autel duquel les nations *occidentales* devaient être sacrifiées. C'est le couronnement final auquel les dynamiques parallèles du communisme et du sionisme sont manifestement destinées à mener ; l'idée apparut pour la première fois dans les documents de Weishaupt, commença à prendre de la vigueur au cours du XIX$^{e}$ siècle, et fut développée en détail dans les *Protocoles* de 1905. Au cours de la Première Guerre, ce fut l'idée suprême parmi toutes les idées que M. House et ses associés « insufflèrent » au président Wilson, tout en faisant en sorte que le président pense que ses idées étaient « les siennes ». Elle prit ensuite forme d'abord sous le nom de « Ligue d'imposition de la paix », qui à la fin de la guerre deviendrait la « Société des Nations ».

Ainsi, elle connut son premier aboutissement partiel, de même que toutes les idées qui s'y rapportaient, au cours de la période de chaos propre à une grande guerre, c'est-à-dire vers la fin des combats et pendant la période immédiate d'après-guerre. Avant la guerre, cette idée ne fut jamais soumise aux peuples qui allaient y être entraînés, et aucune explication cohérente ne fut fournie quant à sa nature et à son objet ; pendant l'« état d'urgence », les « élus dictateurs » considérèrent l'assentiment des peuples comme acquis ; la seule expression d'une opinion populaire se matérialisa, alors que le brouillard de la Première Guerre mondiale se dissipait, par le refus immédiat du Congrès des États-Unis d'avoir quoi que ce soit à faire avec ce projet.

Les vingt années qui s'écoulèrent entre les deux guerres montrèrent que « la Ligue des Nations » était incapable d'imposer ou de préserver la paix, et que les nations ne lui abandonneraient pas d'elles mêmes leur souveraineté. Néanmoins, alors que la Seconde Guerre approchait, les hommes qui devaient la mener étaient tout entier à ce projet de mise en

place de ce qu'ils appelaient une sorte d'« autorité mondiale », et le facteur commun de toutes leurs réflexions à ce sujet était que les « nations » devaient abandonner leur « souveraineté ». Dès 1923 déjà, M. Roosevelt (selon M. Morris V. Rosenbloom, biographe de M. Baruch), après sa paralysie, avait consacré tout le temps de sa convalescence à élaborer « un plan de maintien de la paix », qu'en tant que président, il révisa à la Maison Blanche, donnant alors à son projet le titre de « Nations unies ».

D'une manière similaire en Angleterre, M. Winston Churchill, le défenseur de la nation britannique, devint en 1936 président de la délégation britannique au sein d'une organisation internationale dénommée « la nouvelle fédération du Commonwealth » qui préconisait « une force de police mondiale pour le maintien de la paix » (la conjonction des termes « force » et « paix » apparaît dans chacun de ces programmes et discours), et il déclara publiquement (le 26 novembre 1936) qu'elle différait des « autres organisations pour la paix » dans le sens où elle « préconisait l'utilisation de la *force* contre un agresseur, et ce afin de défendre la *loi* ». M. Churchill ne dit pas de quelle loi il s'agissait, ni qui en était l'auteur, mais il présenta *véritablement* la « force » comme moyen d'atteindre la « paix ».

Ainsi, il était logique qu'au cours de la rencontre d'août 1941 entre le président Roosevelt et M. Churchill, où la stérile « Charte de l'Atlantique » fut produite, M. Churchill (comme il le rapporte) dit au président que « l'opinion anglaise serait déçue par l'absence d'une volonté de créer une organisation internationale pour le maintien de la paix à l'issue de la guerre ». J'étais en Angleterre à cette époque-là et, personnellement, je fus déçu par la référence mise en avant par M. Churchill ; quant à « l'opinion anglaise » en général, elle était inexistante, étant donné qu'aucune information permettant de se faire une quelconque opinion n'avait été diffusée auprès de la population. M. Churchill suivait son idée personnelle, de la même manière que M. Roosevelt : « Roosevelt parla et agit en toute liberté dans tous les domaines… Je représentai la Grande-Bretagne avec quasiment autant de liberté. Ainsi, un haut niveau de convergence fut-il atteint, et le gain de temps ainsi que *la réduction du nombre de personnes informées furent-il tous deux inestimables* » (selon la description de M. Churchill concernant la manière dont « la plus grosse affaire entre l'Amérique et la Grande-Bretagne fut littéralement traitée par des échanges personnels » entre M. Roosevelt et lui, et ce en « parfaite compréhension »).

Suite à cela, au cours des derniers épisodes de la guerre, et sans aucune référence aux multitudes lancées dans les combats, « la question de l'organisation mondiale » (citation de M. Churchill) domina les échanges privés entre ces deux dirigeants, le général Smuts en Afrique du Sud, et les Premiers ministres des autre pays du Commonwealth. À cette époque (1944), M. Churchill utilisait le terme « instrument mondial », et - comme lors de son allusion précédente à la « loi » - la question évidente se posait : l'instrument de *qui ?*

« La prévention d'agressions futures » était une phrase-type retrouvée dans tous ces échanges. La difficulté à déterminer *qui* est l'agresseur a été montrée dans les cas du port de La Havane en 1898, et de Pearl Harbour en 1941 ; à ce propos, le co-agresseur à l'origine de la Seconde Guerre mondiale – l'État soviétique – allait être la nation la plus richement récompensée à l'issue du conflit, si bien que toutes ces paroles sur la prévention d'une « agression » ne peuvent avoir été dites sérieusement. Il est clair que l'objectif était de mettre en place un « instrument mondial » à l'usage de quiconque serait en mesure d'en prendre le contrôle.

*Contre* qui serait-il utilisé ? La réponse est donnée par tous les promoteurs de cette idée ; la seule chose qu'ils attaquent *tous* est « la souveraineté des nations ». Partant, cet instrument mondial serait utilisé pour faire disparaître les différentes nationalités (en fait, seulement en Occident). *Par qui* serait-il utilisé ? Les résultats des deux grandes guerres de ce siècle apportent la réponse à cette question.

C'est dans ce cadre-là que l'« organisation des Nations unies » fut créée en 1945. En l'espace de deux ans (c'est-à-dire, pendant la période de chaos qui suivit la fin de la Seconde Guerre mondiale), la véritable nature du « gouvernement mondial » et de l'« instrument mondial » fut exposée pour un instant. Pour la première fois, les peuples virent ce qui les attendait si ce projet était un jour totalement réalisé. Ils ne comprirent pas ce qu'on leur montra alors, et l'oublièrent immédiatement, mais cette exposition est dans les annales et possède une valeur inaltérable pour le chercheur d'aujourd'hui et pour aussi longtemps que cette idée d'« autorité » supra-nationale, si clairement annoncée dans les *Protocoles* de 1905, continuera d'être mise en avant par des hommes d'influence agissant dans les coulisses de la scène politique internationale. C'est à ce stade du récit que le personnage de M. Bernard Baruch émerge de l'obscurité du monde des

conseillers et pénètre dans la lumière, si bien que nous pouvons légitimement conjecturer sur l'influence durable qu'il exerça, et exercera, sur les événements de ce siècle.

Comme cela a été montré, il fit en 1947 une intervention décisive en faveur de l'État sioniste, en « changeant du tout au tout » par rapport à son hostilité initiale au sionisme (pour citer le Dr Weizmann) et en conseillant à un membre responsable au cabinet, M. James Forrestal, de faire cesser *son* opposition. C'est le premier événement à partir duquel l'influence de M. Baruch sur la politique d'État peut être clairement retracée, et il s'agit d'un événement significatif, décourageant pour ceux qui espèrent « une implication des juifs dans l'humanité », car jusqu'à ce moment-là, il semblait être (et souhaitait probablement apparaître comme) un Américain parfaitement intégré, un parangon de l'émancipation juive, grand, beau, respecté et connaissant un immense succès dans les affaires.

Si le « changement » de M. Baruch fut aussi soudain que le récit du Dr Weizmann le suggère, un autre incident qui eut lieu à cette époque fait également apparaître ce changement comme radical, voire violent. L'un des intégristes sionistes les plus extrêmes d'Amérique était alors un certain M. Ben Hecht, qui fit un jour la déclaration suivante :

**« L'une des plus belles actions jamais réalisées par *la populace* fut la crucifixion du Christ. Intellectuellement, ce fut un geste magnifique. Mais vous pouvez faire confiance à *la populace* pour tout bousiller. Si j'avais été en charge de l'exécution du Christ, je m'y serais pris différemment. Vous voyez, ce que j'aurais fait, c'est l'envoyer à Rome pour qu'il soit dévoré par les lions. Ils n'auraient jamais pu faire un sauveur d'un tas de viande hachée ».**

Pendant la période de violence en Palestine, qui connut son apogée avec le pogrom d'Arabes à Deir Yassin, ce M. Hecht fit publier une pleine page de publicité dans les plus grands quotidiens américains. Elle était adressée « Aux Terroristes en Palestine », et incluait ce message :

**« Les juifs d'Amérique sont avec vous. Vous êtes leurs champions… À chaque fois que vous faites exploser un arsenal britannique, ou faites voler dans les airs un train britannique, ou cambriolez une banque britannique, ou faites parler vos fusils et vos bombes contre les traîtres**

**et les envahisseurs britanniques de votre patrie, les juifs d'Amérique ressentent dans leur cœur un élan de joie ».**

Ce fut l'auteur de cette publicité (d'après son autobiographie) à qui M. Baruch décida de rendre visite et de faire part de sa vision similaire et de son soutien :

**« Un jour, la porte de mon bureau s'ouvrit et un homme grand, aux cheveux blancs, entra. C'était Bernard Baruch, mon premier interlocuteur juif de la journée. Il s'assit, m'observa un moment, puis prit la parole : “Je suis de votre côté”, dit Baruch, “le seul moyen pour les juifs d'obtenir quoi que ce soit, c'est en se battant. J'aimerais que vous me considériez comme un de vos combattants juifs dissimulé dans les hautes herbes avec un long fusil. C'est toujours comme ça que j'ai le mieux travaillé - loin des regards”. »**

Ce passage révélateur (ajouté à l'intervention de M. Baruch lors de l'affaire Forrestal) offre au chercheur un aperçu de la personnalité de M. Baruch. Si *cela* était la manière dont il avait le mieux travaillé (« comme un combattant juif dissimulé dans les hautes herbes avec un long fusil… loin des regards » pendant ses trente-cinq ans en tant que « conseiller de six présidents », la physionomie de la politique américaine et des événements internationaux au cours du XX$^{e}$ siècle s'explique. Le lecteur est en droit de prendre cette citation au sens le plus plein et de considérer l'influence de M. Baruch sur la politique américaine et sur les affaires internationales à la lumière de ces paroles. Elles s'appliquent également à l'*unique* intervention *publique* majeure de M. Baruch sur la scène internationale, qui eut lieu environ au même moment. Il s'agissait du « plan Baruch » pour une autorité mondiale despotique soutenue par une force de destruction, et les paroles citées plus haut justifient les plus sombres appréhensions concernant le but pour lequel un tel « instrument mondial » serait utilisé. Le « plan Baruch » revêt une telle importance pour ce récit qu'une revue de l'intégralité du parcours et de la vie de M. Baruch est ici utile.

Il fut toujours généralement considéré comme le type de l'aristocrate juif, c'est-à-dire d'ascendance séfarade remontant, via les passages par l'Espagne et le Portugal, à d'éventuelles origines palestiniennes. En réalité, comme il le déclara lui-même (le 7 février 1947), son père était « un juif polonais qui émigra dans ce pays il y a cent ans ». Cela place M. Baruch

dans la famille des ashkénazes slaves, les « juifs de l'Est » non sémites, qui représentent aujourd'hui (d'après les statisticiens judaïques) la quasi-totalité de la communauté juive.

Il vit le jour en 1870 à Camden, en Caroline du Sud. Sa famille *semblait* s'identifier aux bonheurs et malheurs du nouveau pays, puisque son père servit comme chirurgien auprès des confédérés, et M. Baruch lui-même naquit durant les jours diaboliques de la « Reconstruction » ; enfant, il vit les Noirs, enflammés par les discours éloquents des carpetbaggers[60] et l'alcool des scallywags[61], déferler dans les rues endormies de cette petite ville de province vivant des plantations, et ses frères aînés postés à l'étage sur la véranda, avec des fusils ; son père portait la cagoule et la robe du Ku Klux Klan.

Ainsi, au cours de son enfance, vit-il la révolution destructrice à l'œuvre (puisque celle-ci dirigea les derniers développements et les retombées de la guerre de Sécession, et la « Reconstruction » fut clairement son œuvre) ; plus tard, il fut témoin des valeurs impérissables d'une société libre. Toutefois, sa famille ne faisait pas véritablement partie du Sud, et rapidement, l'attrait de New York les conduisit dans cette ville. Là, avant même d'atteindre ses trente ans, Bernard Baruch était un homme riche et prometteur, et avant ses quarante ans, cet homme était déjà un puissant, bien qu'invisible, œuvrant dans les coulisses de la politique. Il est probablement le modèle dont M. House s'inspira pour créer le personnage du grand financier, « Thor », dans son roman. Malgré de nombreuses oppositions, M. House l'intégra au cercle des conseillers de M. Wilson.

L'histoire de sa vie était alors déjà remplie de gros coups financiers, de « ventes à découvert », de « profits sur faillites », de« baisse des prix de marché », et autres activités du même genre. L'or, le caoutchouc, le cuivre, le soufre, entre ses mains tout se transformait en dollars. En 1917, au cours d'une enquête sur des mouvements boursiers déclenchés par la diffusion en 1916 de « communiqués de paix », il informa le Comité de la Chambre des représentants qu'il s'était « fait un demi-million de dollars en un jour grâce à des ventes à découvert ». Il affirmait que son soutien au président Wilson (aux campagnes duquel il contribua généreusement) avait été initialement provoqué par l'attaque du professeur Wilson contre les « fraternités » exclusives au sein de l'université de Princeton (cette dernière se distingua en 1956, en permettant à M. Alger Hiss de prendre la parole devant l'un de

ses clubs d'étudiants). Cela implique que M. Baruch fait partie de ceux qui honnissent toute « discrimination de race, de classe ou de culte » ; pourtant, peu d'hommes ont pu moins souffrir de « discrimination » que M. Baruch.

Sa première apparition à Wall Street déplut particulièrement aux ténors de la place, car ils le considéraient comme « un flambeur » (reproche apparemment émis pour la première fois par M. J. Pierpont Morgan). Il survécut à toutes ces critiques, et se décrivit comme un « spéculateur ». Au cours de la Première Guerre mondiale, le président Wilson nomma M. Baruch à la tête du Bureau des industries d'armement (M. Baruch ayant répété avec insistance au président Wilson que la direction de cet organe dictatorial devait être constituée d'« un seul homme »), et plus tard, il se décrivit, à ce poste, comme ayant été l'homme le plus puissant de la planète. Lorsque le président Wilson revint, complètement impotent, de la Conférence de paix de Versailles, M. Baruch « devint l'un des membres du groupe qui prit les décisions durant la maladie du président… groupe dénommé « le Conseil de régence » ; depuis son lit de malade, le président Wilson trouva suffisamment d'énergie pour renvoyer son secrétaire d'État, M. Robert Lansing, qui avait organisé des réunions de cabinet en opposition à ce « Conseil de régence ».

D'après le biographe de M. Baruch, celui-ci continua à être le « conseiller » des trois présidents républicains des années 20, et selon le témoignage de Mme Eleanor Roosevelt, il fut le conseiller du président Roosevelt *avant* et pendant les douze années de gouvernement démocrate qui suivirent. En mars 1939, M. Winston Churchill se sentit en mesure d'informer M. Baruch (alors en résidence dans sa baronnie de Caroline du Sud) que « la guerre est imminente… vous ferez marcher l'affaire là-bas ».

À cette époque, cela faisait près de trente ans que M. Baruch « conseillait » les présidents, et malgré cela, les chercheurs consciencieux ne sont pas en mesure de découvrir ou d'évaluer exactement quelles étaient les motivations de M. Baruch, quelle était la nature de ses « conseils », ou quels effets ses conseils eurent sur la politique américaine et les affaires internationales. Ceci est naturel, puisqu'il avait toujours travaillé « dans les hautes herbes… loin des regards ». Il ne fut jamais élu ou fonctionnaire d'État, si bien que ses activités ne purent jamais être auditées. Il fut le premier des « conseillers », le nouveau type de despote annoncé, au début du siècle, uniquement dans les très controversés « *Protocoles* » de 1905.

Seules des déductions et des inférences sont possibles dans son cas ; on pourrait rassembler des fragments ici ou là pour reconstituer une partie du puzzle. Tout d'abord, ses recommandations publiques allèrent toujours dans le sens de mesures de « contrôle ». Au cours de la Première Guerre mondiale comme lors de la Seconde, ce fut sa panacée : « contrôle », « discipline » et équivalents. Cela revenait toujours à une demande de pouvoir sur le peuple et de centralisation de l'autorité entre les mains d'un seul homme, et cette demande s'éleva à nouveau bien après la Seconde Guerre, en arguant à nouveau que cela préviendrait un troisième conflit : « *avant que les balles ne se mettent à fuser*… le pays doit accepter des mesures de *discipline,* telles que le rationnement et le contrôle des prix » (le 28 mai 1952, avant une commission sénatoriale).

À chaque fois que cette recommandation fut faite, il la présenta comme un moyen de vaincre un dictateur (« le Kaiser », « Hitler », Staline »). Le monde « discipliné » et « sous contrôle » que M. Baruch envisageait fut décrit par ses soins au cours d'une audition face à une commission du Congrès en 1935 : « Si la guerre de 1914-1918 avait duré une année de plus, toute la population se serait retrouvée en uniformes bon marché mais fonctionnels… les différents modèles de chaussures auraient été réduits au nombre de deux ou trois ». Cette déclaration déclencha de vives protestations à l'époque ; les Américains, ayant contribué à vaincre les Allemands « très stricts », n'aimaient pas à penser qu'ils auraient pu donner l'image d'une discipline terne, même si la guerre avait duré ne serait-ce qu'« une année de plus ». À l'époque, M. Baruch nia avoir eu l'intention de « faire marcher la nation au pas de l'oie », mais son biographe rapporte que « pendant la Seconde Guerre mondiale, il renouvela sa proposition de tenue normalisée ». En contemplant l'image ainsi évoquée, le chercheur ne peut effacer de son esprit l'image similaire présentée dans les *Protocoles,* celle de masses ternes et asservies peuplant les défunts États-nations.

D'autres fragments d'information montrent que l'apogée de l'idée de M. Baruch offrait la vision d'un *monde* contrôlé et discipliné. Il possédait la *folie des grandeurs* [en français dans le texte – NdT] et la mégalomanie que les Wilson et Lloyd George, les Roosevelt et Winston Churchill reprochaient au Kaiser et à Hitler. Son biographe raconte : « bien sûr que nous pouvons redresser le monde, c'est ce que Baruch déclara à de nombreuses occasions ». Et puis, pendant la Seconde Guerre, « Baruch s'était mis d'accord avec le président Roosevelt et d'autres dirigeants sur la

nécessité de mettre en place une organisation mondiale qui soit *comparable à l'unité qui existait entre les Alliés pendant la guerre* ».

Les mots-clés sont en italique : ils font référence à la période de confusion propre à un conflit majeur, lorsque les « conseillers » soumettent leurs plans, les « élus dictateurs » les paraphent (et plus tard, ont du mal à comprendre comment ils ont pu faire une chose pareille), et les gros coups réussissent.

Tout cela ne constitue que des fragments, représentatifs mais incomplets. Immédiatement après la Seconde Guerre, M. Baruch fit sa première grande apparition publique dans les affaires internationales, en tant qu'auteur d'un plan de dictature mondiale et de dictature (selon moi) par la terreur. Pour la première fois, sa pensée et son travail purent être ouvertement analysés, et c'est à cause de leur rapport avec ce plan que (selon moi) les paroles qu'il adressa à M. Ben Hecht revêtent une telle importance.

Selon son biographe, M. Baruch avait 74 ans « quand il commença à se préparer pour le projet qu'il considérait comme le plus important de toute sa vie… élaborer un plan opérationnel pour le contrôle mondial de l'énergie atomique et, en tant que représentant des États-Unis au sein de la Commission sur l'énergie atomique des Nations unies, promouvoir l'adoption de ce plan par la Commission ». [En tenant compte de ces informations], cela nous amène en 1944, soit un an avant la première utilisation de la bombe atomique, et avant même la création des Nations unies.

Si cette information est correcte, M. Baruch savait deux ans à l'avance ce qui allait se produire dans le monde ; « la tâche » à laquelle il se préparait en 1944 fut proposée pour la première fois par le secrétaire d'État Byrnes (à l'issue d'une discussion avec M. Baruch) au président Truman, en *mars 1946* (sept mois après les premières bombes atomiques). Avec diligence, le président Truman participa au rendez-vous, au cours duquel M. Baruch apparut enfin en public avec un titre officiel. Il se mit alors à travailler au « plan Baruch ».

La règle encadrant la représentation américaine au sein des Nations unies impose que tous les représentants américains suivent la politique définie par le président et transmise par l'intermédiaire du secrétaire d'État. Selon son biographe, M. Baruch chercha à connaître le contenu de cette «

politique », et ce, peut-être uniquement pour la forme, puisqu'il lui avait été demandé d'élaborer lui-même cette politique. Par conséquent, le « plan Baruch » fut littéralement le plan élaboré par M. Baruch, si sa biographie est correcte (elle fut publiée avec son accord). Cette politique fut conçue sur un banc de Central Park, en consultation avec un certain Ferdinand Eberstadt, qui avait été l'assistant de M. Baruch à Versailles en 1919, et « un disciple actif » de M. Baruch pendant la Seconde Guerre. On pourrait décrire cette méthode comme étant la méthode du XX^e^ siècle d'élaboration des politiques d'État, et apparemment, M. Baruch lui doit son surnom de « politicien de banc de parc ».

M. Baruch présenta alors son plan à la Commission des Nations unies sur l'énergie atomique, lors de sa séance inaugurale, le 14 juin 1946. Il prit la voix du Jéhovah des Lévites offrant « bénédictions et malédictions », fit allusion à la bombe atomique en tant qu'« arme absolue » (quelques années plus tard, la course à la production d'un explosif encore plus puissant avait déjà démarré), et utilisa l'argument habituel des faux prophètes, c'est-à-dire que si ses conseils étaient appliqués, « la paix » en découlerait, et s'ils étaient ignorés, tout serait « détruit ». Il me semble que la proposition qu'il fit équivalait à une dictature universelle soutenue par un régime de la terreur sur une échelle planétaire ; le lecteur pourra en juger par lui-même.

**« Nous devons choisir *la paix mondiale ou la destruction mondiale*… Nous devons prévoir les mécanismes propres à assurer une utilisation pacifique de l'énergie atomique et qui en interdissent l'utilisation en cas de guerre. À cette fin, nous devons mettre en place des *sanctions immédiates, rapides et fiables* à l'encontre de ceux qui violent les accords conclus entre les nations. La *pénalisation est essentielle* si nous voulons que la paix soit plus qu'un interlude agité entre deux guerres. Il faut également que les Nations unies puissent prescrire des *responsabilités individuelles et des sanctions sur les bases appliquées à Nuremberg* par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni, la France et les États-Unis – *une formule dont sans nul doute l'avenir du monde bénéficiera*. Dans cette crise, nous représentons *non seulement nos gouvernements*, mais, plus globalement, *nous représentons les citoyens du monde*… Les populations de ces démocraties rassemblées ici n'ont pas peur d'*un internationalisme qui protège*, ils refusent d'être**

**manipulés par *des discours sur une souveraineté étriquée*, expression d'aujourd'hui pour désigner l'isolationnisme d'hier ».**

Ainsi apparut M. Baruch, non pas comme le représentant des États-Unis, mais comme le porte-parole des « citoyens du monde », et à ce titre, il recommanda un tribunal de Nuremberg permanent dont le monde serait certain de bénéficier (et consistant probablement en des jugements prononcés le Jour du Grand pardon).

Sur les bases ainsi établies, il proposa « un contrôle ou un monopole, détenus par un directorat », de toutes les activités liées au nucléaire qui seraient potentiellement dangereuses pour la sécurité mondiale, ainsi que le pouvoir de contrôle, d'inspection et d'autorisation de toutes les autres activités nucléaires. En cas de « violation de cette règle », il proposa que « des sanctions aussi immédiates et incontournables dans leur application que possible soient mises en place en cas de (1) détention ou utilisation illégale d'une bombe atomique ou d'équipements nucléaires, ou (2) d'actes d'interférence délibérée avec les activités de l'Autorité en la matière ». Il réitéra ensuite sa proposition de « sanctions » : « … la question de la sanction est au cœur même de notre système de sécurité actuel… La Charte autorise la pénalisation uniquement en cas d'accord de chacune des cinq grandes puissances membres… *Aucun veto* ne doit être autorisé pour protéger ceux qui violent leurs engagements solennels… La bombe ne respecte pas les délais. L'attente peut signifier la mort. La durée entre une violation et une action préventive ou une sanction serait bien trop courte pour mener des débats prolongés sur la marche à suivre… La solution nécessitera de sacrifier en apparence honneur et position, mais il vaut mieux souffrir pour obtenir la paix que mourir en raison de la guerre ».

Le lecteur remarquera que M. Baruch proclama que le monde ne pouvait échapper à la « destruction » qu'en « interdisant l'utilisation de l'énergie atomique en cas de guerre », et qu'il proposa qu'« une Autorité » détenant le *monopole* de l'énergie nucléaire soit mise en place, *autorité qui devrait être libre de tout contrôle concernant son utilisation dans un but répressif de l'énergie atomique contre toute entité qu'elle considérerait comme méritant une sanction*.

Ceci est la proposition dont j'ai déjà dit que par elle, le monde eut pour la première fois un aperçu de ce que signifiait « gouvernement mondial ». Le biographe de M. Baruch relate que le président Truman « approuva le

plan » ; il décrit ensuite les efforts de M. Baruch pour « rassembler » des votes de soutien au plan auprès de la Commission. Au bout de six mois (le 5 décembre 1946), il perdit patience et pria la Commission de se souvenir que « l'attente peut signifier la mort ». La période de chaos touchait à sa fin, et même la Commission des Nations unies ne put être amenée à « gober » ce plan. Le 31 décembre 1946, M. Baruch démissionna et le plan fut archivé par la Commission de désarmement des Nations unies.

En janvier 1947, M. Baruch annonça qu'il se « retirait de la scène *publique* » (sur laquelle il ne se fit remarquer qu'à cette occasion-là) ; « Les observateurs intéressés ne semblèrent pas particulièrement inquiets » (ajoute son biographe) ; « on paria que Baruch serait de retour à la Maison Blanche et au Capitole avant la fin du mois, et il en fut ainsi ». Plus tard dans l'année, il fit son intervention « décisive » (bien que non publique) concernant M. Forrestal et eut son rendez-vous important avec M. Ben Hecht. Six ans plus tard, son biographe (qui savait alors manifestement que M. Eisenhower serait élu) résuma les recommandations que le nouveau président recevrait du « conseiller » permanent. Elles se rapportaient exclusivement à une mobilisation préparatoire en vue d'une nouvelle guerre, au « contrôle », à « une stratégie globale », et autres sujets portant sur ce thème.

À cette époque, M. Baruch avait déjà précisé à quelles nouvelles « agressions » spécifiques ces propositions étaient censées faire face, puisqu'il avait déclaré à une Commission sénatoriale, en 1952, que pour prévenir « une agression soviétique », il fallait « donner [au président] tous les pouvoirs dont il avait besoin afin d'exécuter un programme d'armement et de mobilisation, incluant le contrôle des prix et des priorités ». C'était le programme, dirigé par « un seul homme », qu'il avait défendu pendant deux guerres mondiales. Toutefois, son opinion personnelle sur l'agresseur mentionné n'était apparemment pas caractérisée par la crainte et de la répugnance, tel qu'il l'avait déclaré à la Commission sénatoriale, car 1956, il déclara à un journaliste : « Il y a quelques années, j'ai rencontré Vyshinsky au cours d'une soirée, et je lui ai dit : “Vous êtes un idiot et je suis un idiot : vous avez la bombe et nous avons la bombe… Contrôlons la chose tant que nous le pouvons, parce qu'au moment où nous parlons, toutes les nations sont en train d'obtenir la bombe, ou l'obtiendront tôt ou tard” » ( *Daily Telegraph*, 9 janvier 1956). Les Soviétiques ne considéraient pas non plus M. Baruch avec hostilité ; en 1948 (comme il le confirma en

1951), il fut invité à Moscou pour s'y entretenir avec les dictateurs, et quitta en effet l'Amérique pour faire cette visite ; seule « une maladie soudaine survenue à Paris » (expliqua-t-il) l'obligea à interrompre son voyage.

La présentation en 1946 de son plan « pour redresser le monde » offrit au monde un aperçu de ce qui pourrait survenir vers la fin et au lendemain d'une quelconque troisième guerre ; « le plan global » avait été entièrement révélé. En 1947, M. Baruch déclara que son père avait « rejoint ce pays il y a cent ans ». Son cas offre l'exemple le plus frappant de l'effet qu'eut la « nouvelle immigration » du XIX^e siècle sur l'Amérique, et à travers l'Amérique, sur les affaires internationales. Au bout de cent ans seulement, le fils était déjà, depuis près de quarante ans, l'un des hommes les plus puissants de la planète - bien qu'il œuvrât caché « dans les hautes herbes… loin des regards » ; et il devait poursuivre ces activités pendant au moins dix années supplémentaires.

---

## NOTES DU CHAPITRE 44

**60** Nordistes qui s'installèrent dans le Sud avec des esclaves noirs émancipés, durant la guerre de Sécession - NdT

**61** Sudistes républicains soutenant l'émancipation des Noirs et considérés comme traîtres par les autres Sudistes - NdT

# Chapitre 45

# L'ÂME JUIVE

Les cinquante premières années du « siècle juif » ont eu leur conséquence naturelle sur l'âme juive, qui connaît à nouveau une violente instabilité. Elles ont transformé en chauvinistes fanatiques de nombreux juifs qui, cent-cinquante ans auparavant, semblaient poursuivre leur intégration au sein de l'humanité. Ils se retrouvent à nouveau en captivité (les « captivités » répétées des juifs ont toujours été le fait des sages - ou aînés - et de leur doctrine de l'exclusion, non l'œuvre de despotes étrangers). Au cours de la captivité sioniste, et sous la pression des sages, ils sont devenus la force la plus explosive que l'Histoire ait connue. L'histoire de ce siècle, de ses guerres et révolutions et du dénouement à venir, est celle du chauvinisme talmudique, qui prend racine dans le *Deutéronome*.

Le mot même, chauvinisme, décrit une émotion excessive ; Nicolas Chauvin était ce soldat napoléonien dont la ferveur grandiloquente et débridée envers son Empereur jeta le discrédit sur le patriotisme même en des temps d'ardeur nationaliste. Néanmoins, le terme est inadéquat pour dépeindre l'effet du sionisme talmudique sur l'âme juive ; aucun mot autre que « talmudisme » n'existe, pour décrire cette frénésie unique et sans limite.

En 1933, M. Bernard J. Brown écrivit : « Être consciemment juif représente la forme inférieure du chauvinisme, puisqu'il s'agit du seul chauvinisme qui soit basé sur de faux principes ». Ces principes sont ceux du Talmud et de la Torah ; à savoir, Dieu promit à une certaine tribu la suprématie dans ce monde sur toutes les autres nations asservies et l'héritage exclusif de l'autre monde, en échange de la stricte observance d'une Loi basée sur les sacrifices sanglants et la destruction ou l'asservissement des races plus viles ne possédant pas cette Loi. Que le chauvinisme talmudique ou le chauvinisme sioniste (je pense que chacun de ces termes est plus juste que le « chauvinisme juif » de M. Brown) représente ou non « la forme inférieure » du chauvinisme, ces cinquante

dernières années ont démontré qu'il s'agit de la forme la plus violente qu'ait connu l'homme à ce jour.

Ses conséquences sur l'âme juive se reflètent dans le changement de ton de la littérature juive actuelle. Avant de présenter des exemples éclairant ce phénomène, on peut fournir une brève illustration de ses conséquences d'une génération à l'autre en citant le cas de deux juifs, père et fils. M. Henry Morgenthau père était un juif américain renommé devenu ambassadeur. Il était le produit de l'émancipation juive qui avait eu lieu au cours du siècle dernier ; il incarnait ce que les juifs d'aujourd'hui auraient pu être, s'il n'y avait pas eu le chauvinisme talmudique. Il déclara :

**« Le sionisme représente le mensonge le plus énorme de toute l'histoire juive. J'affirme qu'il est fondamentalement erroné, et que ses idéaux spirituels sont stériles. Le sionisme est une traîtrise, une proposition venant *d'Europe de l'Est,* introduite dans ce pays par des juifs américains… s'il devait aboutir, cela coûterait aux juifs d'Amérique l'essentiel de leurs acquis en terme de liberté, d'égalité et de fraternité. Je me refuse à être traité de sioniste. Je suis un Américain ».**

À la génération suivante, le nom de son fils, M. Henry Morgenthau junior, devint inséparablement associé à la fondation de l'État sioniste (le « mensonge grotesque » dont parlait son père) et avec la vengeance talmudique en Europe. Subséquemment, le fils pourrait se révéler être l'un des hommes principalement responsables de la concrétisation des conséquences que son père redoutait.

Le Dr Weizmann rapporte le rôle important joué par Morgenthau fils dans le drame qui eut lieu en coulisse à New York, et dont l'apogée fut l'établissement dans la violence de l'État sioniste et la « reconnaissance » de cet acte par un président américain. En Europe, il parraina (via le « plan Morgenthau ») la partition du continent et la progression de la révolution jusqu'au cœur de celui-ci. Certains passages de ce plan (paraphé par MM. Roosevelt et Churchill, qui tous deux le renièrent lorsque le mal fut fait) sont particulièrement significatifs, à savoir ceux qui proposent que « toutes les usines et les équipements industriels *qui n'auraient pas été détruits* par les actions militaires » (en Allemagne) « soient … *totalement détruits… et que les mines soient inondées* ». La source initiale de cette idée de « destruction totale » ne peut apparemment provenir que du Talmud et de la Torah, où elle fait partie de la « Loi de Dieu ». L'État sioniste lui-même,

comme je l'ai montré, fut fondé sur un acte de « destruction totale » à Deir Yassin, et par conséquent sur une « observance » littérale de cette Loi.

S'il n'y avait pas eu le chauvinisme sioniste et des politicards occidentaux pour le servir de par leurs fonctions d'« administrateurs », le fils serait peut-être devenu un homme de la même trempe que son père, et cet exemple particulier s'applique à la plupart des juifs et au changement qui s'est produit dans l'âme juive : lorsque des juifs renommés s'investirent dans de tels projets, et se révélèrent capables d'exiger le soutien des présidents américains et des Premiers ministres britanniques, le peuple juif fut obligé de suivre. Cette tendance générale se reflète dans la littérature de plus en plus abondante issue du chauvinisme talmudique.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, la littérature spécifiquement « juive » était rare et principalement lue au sein des communautés fermées, auxquelles elle était destinée. Dans les librairies généralistes, les auteurs juifs tenaient une place à peu près proportionnelle à leur représentation au sein de la population, ce qui était naturel, et dans leurs œuvres, ils ne prenaient pas pour règle d'écrire en tant que « juifs » ou de broder sur des thèmes exclusivement juifs. Ils s'adressaient à un public large et évitaient la séduction chauviniste destinée aux juifs, de même que tout ce que n'importe quel non-juif aurait pu considérer comme blasphématoire, séditieux, obscène ou calomnieux.

La transformation qui s'est opérée au cours des cinquante dernières années reflète tout autant le développement du chauvinisme talmudique que la subordination forcée des non-juifs à ce dernier. Aujourd'hui, si on comptait les livres traitant de sujets liés au judaïsme, qu'ils soient écrits par des juifs ou des non-juifs, on découvrirait sans doute qu'ils constituent le thème le plus fourni au sein de la littérature occidentale, en dehors des fictions, et le changement de ton et de normes est très sensible.

Comme cela est arrivé progressivement, et comme aujourd'hui les critiques sont en pratique quasiment interdites car considérées comme « antisémites », le changement n'a pas été consciemment perçu par les masses. On peut mesurer la portée de ce changement par la comparaison suivante : une bonne partie de ce que contient la littérature chauviniste talmudique d'aujourd'hui (je citerai quelques exemples) n'aurait pas du tout été publiée il y a cinquante ans, car elle aurait été considérée comme contraire aux normes alors généralement acceptées. La peur d'un anathème

critique et public aurait empêché les éditeurs de publier la plupart de ces ouvrages, ou tout au moins d'y inclure les passages les plus radicaux.

Le point de départ de ce processus, que l'on pourrait qualifier de processus dégénératif affectant la communauté juive, fut peut-être la publication, en 1895, du livre de Max Nordau : *Dégénérescence*, qui donna le « la » pour les couplets qui allaient suivre. Cet ouvrage était en effet une lettre ouverte adressée aux gentils, les informant qu'ils étaient dégénérés, et il connut un grand succès auprès des « libéraux » *fin de siècle* [en français dans le texte – NdT], tout comme la masse grandissante d'ouvrages du même genre qui, depuis, continue de faire le bonheur de cette catégorie d'individus. La dégénérescence juive ne faisait pas partie du thème de ce livre, et l'auteur aurait considéré la dégénérescence juive uniquement par opposition au sionisme, car il fut le lieutenant de Herzl et l'homme qui, au cours du Congrès sioniste après la mort de Herzl, prédit la Première Guerre mondiale et le rôle qu'y jouerait l'Angleterre dans l'établissement de la « patrie » sioniste. *Dégénérescence* était révélateur autant de l'époque que du thème ; il fut publié la même année que *L'État juif* de Herzl, et c'était aussi l'année de la première révolution en Russie. La révolution et le sionisme sont tous deux essentiels au concept talmudique du *Deutéronome*, et ces deux mouvements, selon mes analyses, furent développés sous une direction talmudique.

À la suite de *Dégénérescence* déferla la grande marée de la littérature chauviniste talmudique. Un exemple de notre époque est un livre publié à New York au cours de l'année 1941, lorsque Hitler et Staline rompirent et que l'Amérique entra en guerre.

*Germany Must Perish* [L'Allemagne doit périr – NdT], de M. Theodore N. Kaufman, proposait l'extermination du peuple allemand dans le sens littéral de la Loi contenue dans le Talmud et la Torah. M. Kaufman proposait que « l'extinction de la race allemande » soit réalisée par la stérilisation de tous les Allemands en âge de procréer (les hommes de moins de 60 ans, et les femmes de moins de 45 ans), stérilisation qui aurait eu lieu dans les trois ans suivant la fin de la guerre ; il proposait également que les frontières de l'Allemagne soient fermées pendant ce processus et qu'ensuite, le territoire soit partagé entre les autres peuples, si bien que territoire et population disparaîtraient de la carte. M. Kaufman calcula qu'avec l'arrêt des naissances induits par les stérilisations, le taux de

mortalité normal provoquerait une extinction de la race allemande dans les cinquante à soixante années à venir.

Je suis certain que le dégoût du public aurait dissuadé tout éditeur[62] de publier cet ouvrage pendant la Première Guerre mondiale, et peut-être même à n'importe quelle époque antérieure depuis l'invention de l'imprimerie. En 1941, il fut publié avec les éloges de deux grands quotidiens américains (tout deux détenus et dirigés par des juifs). Le *New York Times* décrivit la proposition comme « un plan permettant une *paix* permanente entre les nations *civilisées* », le *Washington Post* la qualifia de « théorie provocante, présentée d'une manière intéressante ». [63]

Cette proposition était plus littéralement talmudique que tout ce que j'ai jamais pu rencontrer par ailleurs, mais l'esprit qui l'animait soufflait dans de nombreux autres ouvrages. La haine qui y était exprimée n'était pas limitée aux Allemands ; elle s'étendait aux Arabes et pour un temps, aux Britanniques ; de la même manière qu'elle avait précédemment été dirigée contre les Espagnols, les Russes, les Polonais et bien d'autres. Il ne s'agissait pas d'une affaire personnelle ; étant le produit final de l'enseignement talmudique, cette haine s'appliquait impartialement à tout ce qui n'était pas judaïque, ciblant d'abord un ennemi symbolique et ensuite un autre, dans un monde où, selon la Loi lévitique, tous étaient des ennemis.

Le développement et l'expression ouverte de ce sentiment violent, qui n'était plus limité par le besoin initial de respecter les standards occidentaux généralement acceptés, expliquent les craintes exprimés par M. Brown en 1933, par le rabbin Elmer Berger pendant les années 40, et par M. Alfred Lilienthal au cours de la décennie actuelle. L'illustration de ce sentiment dans les ouvrages juifs justifiait leur inquiétude. Livre après livre, les écrivains juifs, dans un style introspectif, examinaient « l'âme juive » et à la fin, aboutissaient à des expressions de mépris ou de haine envers tel ou tel autre groupe de non-juifs, tout ceci exprimé en des termes chauvinistes.

M. Arthur Koestler, décrivant son analyse du judaïsme, écrivit : « La chose la plus déconcertante fut de découvrir que la saga du “peuple élu” semblait être prise de façon tout à fait littérale par les juifs traditionalistes. Ils se plaignaient de discrimination raciale, et affirmaient en même temps leur supériorité raciale basée sur l'alliance de Jacob avec Dieu ». L'effet de cette « découverte déconcertante » concernant cette âme juive si

particulière fut que « plus je découvrais le judaïsme, plus j'étais bouleversé, *et plus je devenais profondément sioniste* ».

La cause probable (le terme « raison » ne peut pas être utilisé pour décrire une réaction aussi illogique) de cet étrange effet provoqué en M. Koestler est contenue dans ses deux cents pages de complainte concernant la persécution des juifs en Europe et leur expulsion de ce continent. Il évita de se plaindre en justice en estimant que les Arabes, qui n'avaient rien fait de mal, devaient souffrir, décrivant une famille arabe (persécutée en Palestine et expulsée de ce pays par les sionistes) en ces termes : « La vieille femme marchera devant et mènera l'âne par les rênes, et le vieil homme le chevauchera… *plongé dans une profonde méditation sur l'occasion manquée de violer le plus jeune de ses petits enfants* ». Dans cette description, les victimes n'étant pas juives, on fait en sorte que les actes de persécution et d'expulsion apparaissent comme respectables, en attribuant aux victimes des pensées révoltantes.

Le changement de ton et de valeur dans la littérature juive de notre époque est à nouveau montré dans les écrits de M. Ben Hecht, dont certains ont été cités précédemment, y compris sa déclaration selon laquelle si Jésus avait été réduit à l'état de viande hachée, au lieu d'être glorifié par la crucifixion, le christianisme n'aurait jamais existé. Je doute que par le passé, les journaux ou les éditeurs auraient accrédité des paroles dont l'unique objectif était manifestement de blesser autrui.

M. Hecht écrivit un jour : « J'ai vécu quarante ans dans mon pays » (l'Amérique) « sans être confronté à l'antisémitisme, et sans me sentir concerné, ne serait-ce que vaguement, par son existence ». Par conséquent, il était logique que M. Hecht n'envisage pas de vivre ailleurs. Toutefois, lorsque l'État sioniste était en cours de création, il écrivit qu'à chaque fois qu'un soldat britannique était tué en Palestine, « les juifs d'Amérique ressentent dans leur cœur un élan de joie ».

Les livres de M. Meyer Levin offrent une vision profonde, voire éclairante, de l'évolution de l'âme juive au cours de ce siècle ; ses ouvrages contiennent également des éléments qui, de mon point de vue, n'auraient pas trouvé d'éditeur auparavant. *In Search* [En quête – NdT] de M. Levin illustre ce que M. Sylvain Lévi voulait dire lorsque, à la Conférence de paix de 1919, il mit en garde contre les « tendances explosives » des juifs de l'Est.

M. Levin, né en Amérique de parents originaires d'Europe de l'Est, fut élevé dans la haine des Russes et des Polonais. Il semble avoir trouvé peu de satisfaction dans « le nouveau pays » où il était né, et pendant ces années de jeune adulte, fit office d'agitateur au sein des mouvements ouvriers de Chicago.

Il raconte que la première moitié de sa vie fut remplie de douloureux efforts pour fuir sa judaïté et, alternativement, s'immerger dans la judaïté. Si certains juifs se croient irrémédiablement différents de tout le reste de l'humanité, M. Levin offre deux aperçus qui permettent au lecteur de se rendre compte que cette croyance est le fruit d'une perversité contrainte, quasi-mystique. Il dit qu'il est sans arrêt à se demander « Qui suis-je ? » et « Qu'est ce que je fais ici ? », et il avance que « partout, les juifs se posent la même question. Ensuite, il rapporte certaines des découvertes auxquelles le mena cette introspection.

Décrivant le meurtre commis par Leopold et Loeb à Chicago (où deux jeunes juifs, fils de parents aisés, tuèrent et mutilèrent un jeune garçon, lui aussi juif, pour des raisons extrêmement morbides), il déclare : « Je crois que derrière l'horreur bien réelle que ce cas inspire, l'horreur d'avoir réalisé que des être humains portaient en eux des tendances meurtrières qui allaient au-delà des simples motifs d'avidité, de cupidité ou de haine, au-delà de tout cela, il y avait un sentiment inhibé de fierté envers l'excellence de ces garçons, de compassion pour ces esclaves de leur curiosité intellectuelle ; une fierté liée au fait que ce nouveau degré particulier dans le crime, même ça, c'étaient des juifs qui l'avaient atteint. De façon confuse, avec une crainte mêlée de respect, et dans cette élégance momentanée inhérente à la “soif d'expérience”, j'eus le sentiment que je les comprenais, et que surtout, en tant que jeune juif intellectuel, je me sentais proche d'eux ».

À une autre occasion, il décrit le rôle qu'il joua (il le qualifie « d'aide bénévole », mais on pourrait légitimement utiliser le terme « agitateur ») pendant la grève des sidérurgistes en 1937 à Chicago, lorsque les grévistes et la police s'opposèrent et que des coups de feu furent tirés, entraînant la mort de plusieurs personnes. M. Levin, en tant que « bénévole », s'était « mêlé » à la procession des manifestants, et « s'enfuit avec les autres » lorsque la fusillade commença. Il n'était ni sidérurgiste ni gréviste. Ensuite, avec d'autres, apparemment eux aussi bénévoles, il organisa un grand

meeting. Au cours de celui-ci, il montra des diapos réalisées à partir de photos de journaux dont il avait enlevé les légendes. Il accompagna ces images de ses propres commentaires, dans des termes choisis afin de donner à ces photos une interprétation enflammée, différente de celle des légendes originales. Il déclare :

**« Un grondement tellement étrange s'éleva que j'eus l'impression que le vaste auditorium était devenu un chaudron de rage, se renversant sur moi… J'eus le sentiment que je ne pourrais jamais contrôler la foule, qu'elle allait se précipiter vers les portes, sortir en courant et brûler l'hôtel de ville – l'impact de ces images était si révoltant… À cet instant, je réalisai pleinement le danger du pouvoir, car je sentis que quelques mots auraient suffi à déclencher une violence supérieure à celle qui s'étais manifestée le Jour du Souvenir… Si parfois, je m'étais senti *exclu* en tant qu'étranger, artiste et juif, je savais que l'*action universelle existe*… Je perçus que peut-être l'une des raisons du réformisme social des juifs était le besoin de se fondre dans ces mouvements qui englobent son propre problème ».**

Une fois de plus, ces mots rappellent la complainte, ou menace (selon son intention), exprimée par M. Maurice Samuel en 1924 : « Nous les juifs, les destructeurs, resteront les destructeurs à jamais ». M. Levin semble dire que ce n'est que dans l'incitation d'autrui qu'il pourrait, lui l'« étranger », se sentir « inclus », ou voir « son problème » englobé. L'incitation de la « foule » stupide et irraisonnée est le thème central des *Protocoles* de 1905. Dans le passage cité, M. Levin semblait sous-entendre qu'il ne pourrait se sentir impliqué dans l'humanité qu'en incitant ainsi une foule.

Ses derniers voyages furent entrepris dans le même esprit. Pendant sa jeunesse, le sionisme était pratiquement inconnu, et en 1925, lorsqu'il avait vingt ans, ce n'était encore qu'« une question qui avait à peine effleuré les juifs nés en Amérique… C'était un thème qui occupait les barbus *du vieux pays*, et si un juif américain se retrouvait entraîné à un meeting sioniste, il trouvait que les intervenants parlaient avec un *accent russe*, ou revenaient tout simplement au yiddish. Ma propre famille n'avait, en effet, aucun intérêt dans ce mouvement ».

Comme dans le cas des Morgenthau père et fils, il fallut une génération pour constater le changement. Les parents de M. Levin, émigrants d'un pays de prétendues « persécutions », étaient heureux d'avoir trouvé un autre

pays où ils prospéraient. Le fils n'était pas satisfait. Rapidement, il se retrouva en Palestine, et nourrit des sentiments de vengeance à l'encontre des Arabes, dont il n'avait jamais entendu parler pendant sa jeunesse. Il raconte, comme une bonne blague, un incident qui eut lieu dans une colonie sioniste, lorsqu'un Arabe, traversant les champs, demanda humblement un peu d'eau. M. Levin et ses amis lui montrèrent un tonneau, auquel but l'Arabe, reconnaissant, pendant qu'ils riaient ; c'était l'eau des chevaux.

Dix ans plus tard, il était en Allemagne et y joua son rôle dans la vengeance talmudique. Il était correspondant pour un journal américain, et décrit comment lui et un autre correspondant juif sillonnèrent l'Allemagne en « *conquérants* », armés (illégalement), dans une jeep, pillant et détruisant selon leur bon vouloir. Il déclare alors que la soumission passive des Allemandes face aux « conquérants » déclencha le désir irrépressible de les violer et que « quelquefois, *la haine* chez un homme devenait tellement puissante qu'il ressentait un besoin absolu de violence ». Dans un tel état, son compagnon et lui-même jurèrent que « la seule chose à faire était de jeter ces femmes à terre et de les mettre en pièces », et ils discutèrent des « conditions idéales pour une telle scène de violence ; il faudrait une portion de route boisée, peu de circulation, et une fille seule à pied ou à bicyclette ». Le duo fit alors une « sortie d'essai » à la recherche de ces « conditions idéales », et finit par trouver une fille seule ainsi que « toutes les conditions requises ». (Il dit que la fille terrifiée fut finalement épargnée, et se demande si la raison n'en fut pas que, pour chacun des deux, la présence de l'autre était gênante).

M. Levin commença son livre en 1950. « C'est un livre sur la condition juive ». Comme beaucoup d'ouvrages similaires, il décrit l'anxiété exprimée par les rares protestataires juifs quant au développement des cinquante dernières années, car ils témoignent de la dégénérescence de l'âme juive sous la contrainte du chauvinisme talmudique. La seule chose que ce livre réussit à prouver est qu'à la fin, M. Levin en savait aussi peu qu'au début de sa quête, sur ce que signifiait « être juif » (on peut imaginer qu'il ne souhaiterait pas que les passages cités plus haut soient utilisés pour fournir la réponse).

Des centaines d'autres traitant de ce même thème évasif et improductif sont apparus ; de même qu'une anguille électrique pourrait se dévorer la

queue en recherchant l'origine de cette sensation particulière, et n'aboutirait à aucune conclusion éclairante. Un livre écrit par un juif sur le fait d'être un humain parmi d'autres humains était devenu rare au milieu du siècle.

Les écrits de plus en plus nombreux remplis de provocations et de haine, dont quelques exemples viennent d'être donnés, et la quasi-suppression de l'objection à ces derniers, sous peine d'être taxé « d'antisémitisme », donnent au XXe siècle son caractère distinctif ; c'est l'âge du chauvinisme talmudique et de l'impérialisme talmudique. Notre situation actuelle fut prédite il y a près de cent ans par un Allemand, Wilhelm Marr.

Marr était un révolutionnaire et conspirateur qui aida les « sociétés secrètes » (pour reprendre Disraeli) dirigées par des juifs à préparer les émeutes avortées de 1848. Ses écrits de l'époque sont clairement talmudiques (il n'était pas juif) ; ils sont violemment anti-chrétiens, athées et anarchistes. Plus tard, comme Bakounine (Marr était le même type d'homme), il prit conscience de la véritable nature de la hiérarchie révolutionnaire, et écrivit en 1879 :

**« Je suis fermement convaincu que l'avènement de l'impérialisme juif n'est plus qu'une question de temps… L'empire du monde appartient aux juifs… Malheur aux vaincus !… Je suis pratiquement certain qu'avant que quatre générations ne se soient écoulées, il n'y aura plus une seule fonction au sein de l'État, y compris les plus importantes, qui ne soit pas entre les mains des juifs… Actuellement, seule parmi les États européens, la Russie résiste encore à la reconnaissance officielle des envahisseurs étrangers. La Russie constitue le dernier rempart, et contre ce rempart, les juifs ont creusé leur ultime fossé. Si l'on en juge par le cours des événements, la capitulation de la Russie n'est qu'une question de temps… Dans ce vaste empire… le judaïsme trouvera le levier d'Archimède qui lui permettra de sortir toute l'Europe de l'Ouest de ses gonds une fois pour toutes. Le sens de l'intrigue juif provoquera une révolution en Russie telle que le monde n'en a encore jamais connu…La situation actuelle du judaïsme en Russie est telle qu'il doit encore craindre l'expulsion. Mais lorsqu'il aura mis la Russie à genoux, il n'aura plus à craindre aucune attaque. Quand les juifs auront pris le contrôle de l'État russe…ils entreprendront la destruction de l'organisation sociale de l'Europe de l'Ouest. La**

**dernière heure de l'Europe sonnera au plus tard dans cent ou cent-cinquante ans ».**

La situation actuelle de l'Europe, au sortir de la Seconde Guerre, montre que cette prévision s'est largement réalisée. En effet, il ne reste plus que le dénouement, pour un accomplissement total. À ce sujet, la vision de Marr fut peut-être trop pessimiste. Jusqu'à ce jour, l'histoire du monde n'a pas connu de décisions irrévocables, de victoires décisives, de conquêtes permanentes ou d'armes absolues. Le dernier mot, jusqu'à maintenant, s'est toujours avéré conforme à ce passage du Nouveau Testament : « Ce n'est pas encore la fin ».

Toutefois, la dernière partie de la prévision de Marr, le troisième acte de la tragédie du XX^e^ siècle, est manifestement proche, quelles que soient son issue et ses répercussions ultérieures, et afin de s'y préparer, l'âme juive a été de nouveau emprisonnée par le chauvinisme talmudique. M. George Sokolsky, le célèbre chroniqueur juif de New York, fit remarquer en janvier 1956 : « Il existait une opposition considérable » (au sionisme) « au sein de la communauté juive mondiale, mais au fil des années, l'opposition s'est atténuée, et là où elle existe encore, elle est tellement impopulaire qu'elle est généralement clandestine ; aux États-Unis l'opposition à Israël parmi les juifs est négligeable ».

Les quelques avertissements qui s'élèvent encore, comme jadis ceux de Jérémie, viennent presque tous de juifs. La raison n'en est pas que les écrivains non-juifs sont moins bien informés, plus myopes ou moins courageux ; cela fait longtemps qu'il est tacitement admis que les opposants juifs ont le droit de se faire entendre dans une certaine limite, car ils sont « des nôtres », mais que l'objection venant des non-juifs ne doit pas être tolérée[64]. Vu l'état de la presse occidentale aujourd'hui, dans cette troisième partie de XX^e^ siècle, cette règle est observée presque sans exception.

À ce propos, les quelques avertissements cités ici viennent de juifs. M. Frank Chodorov déclara au gouvernement américain ( *Human Events*, 10 mars 1956) qu'au Moyen-Orient, « il ne trait[ait] pas en réalité avec le gouvernement israélien, mais avec les juifs américains… Il est certain que nombre de bons et loyaux Américains de confession juive se réjouiraient d'une confrontation, non seulement pour marquer leur fidélité à ce pays et

face au sionisme mondial, mais aussi pour desserrer l'étreinte que les sionistes ont sur eux ».

De la même manière, M. Alfred Lilienthal ( *Human Events*, 10 septembre 1955) se fit l'écho du plaidoyer désespéré émis par le regretté M. James Forrestal huit ans auparavant ; alors que l'ombre de l'élection présidentielle de 1956 planait sur l'Amérique, il supplia lui aussi les deux grands partis politiques, lorsqu'ils entrèrent en compétition, « de retirer la question israélo-palestinienne des questions de politique intérieure ». Ces deux avertissements émis par des juifs parurent dans une lettre d'information de Washington, réputée mais à tirage limité ; les journaux à grand tirage ne leur offrirent pas de tribune.

D'autres opposants juifs de la dernière heure entonnèrent la vieille complainte de la « catastrophe » imminente. En 1933, M. Bernard J. Brown avait vu le désastre approcher : « Jamais dans l'histoire de l'humanité, il n'y eut un groupe d'individus qui se soit empêtré dans autant d'erreurs et aient persisté dans leur refus de voir la vérité, comme ce fut le cas pour notre peuple au cours des trois cents dernières années » (la période qui connut l'émergence des « juifs de l'Est » talmudiques et la guerre talmudique victorieuse contre l'assimilation des juifs).

Quinze ans après cet avertissement, des opposants juifs se mirent à prononcer le mot sous-entendu dans l'avertissement : « catastrophe ». Le rabbin Elmer Berger écrivait en 1951: « À moins que les Américains de confession juive, et un grand nombre d'Américains d'autres confessions que l'on a fourvoyés en les amenant à soutenir le sionisme, ne reviennent aux fondamentaux de la vie américaine et du judaïsme, nous nous dirigeons vers *ce qui ressemble à une catastrophe* ».

La préface du livre du rabbin Berger fut écrite par une autorité non-juive, le Dr Paul Hutchinson, éditeur de *The Christian Century*. Il fut plus explicite : « Cette revendication du droit des juifs américains de refuser l'assimilation est en train de mener à une crise qui pourrait avoir des conséquences déplorables. Il devient déjà clair qu'à chaque fois qu'Israël se retrouvera dans un conflit (et nombre de ses décisions politiques, en particulier dans les domaines de l'économie et de l'immigration, semblent presque conçues pour produire des conflits), on attendra des juifs américains qu'ils exercent une forte pression sur le gouvernement des États-Unis afin qu'il intervienne pour arranger les choses. Les dirigeants

sionistes n'ont pas hésité à pousser ce comportement à l'extrême, jusqu'au chantage politique » (ces mots furent écrits de nombreuses années avant que l'ex-président Truman ne confirme ce fait dans ses mémoires). « Cela peut continuer encore un petit moment à cause de notre système électoral particulier… mais New York n'est pas les États-Unis, et si ce type d'intervention musclée au nom d'un État étranger perdure, *attendez vous à une explosion* ».

Ces avertissements, bien que clairs pour les juifs, pourraient produire dans l'esprit des non-juifs l'impression fausse que « les juifs » vont droit à « une catastrophe » de leur propre fait ; que dans ce cas, le chauvinisme talmudique leur retombera dessus, et, *schliesslich* [en allemand dans le texte, *enfin* - NdT], qu'ils ne devront alors s'en prendre qu'à eux-mêmes. En particulier, les suffisants et les rancuniers pourraient tomber dans cette illusion.

Ce serait effectivement une illusion. Ce phénomène récurrent dans l'Histoire telle qu'elle est écrite, « la catastrophe juive », est invariablement la petite part concernant les juifs dans une catastrophe générale, la proportion étant, disons, d'environ un pour cent du malheur global. Les monstrueux faux-fuyants de la Seconde Guerre à propos des « six millions de juifs qui périrent » ne change rien à cette vérité immuable. La catastrophe fomentée au cours de ces cinquante dernières années sera générale, et la part juive de celle-ci sera réduite. Elle sera *décrite* comme une « catastrophe juive », telle que fut décrite la Seconde Guerre, mais ceci est l'image erronée projetée à la « populace » sur l'écran lumineux dans les salles obscures.

Souvent, les juifs – et ce, de manière tout à fait sincère - n'arrivent pas à envisager une calamité impliquant des juifs, et quel que soit le nombre de victimes non-juives, comme autre chose qu'« une catastrophe juive ». Il s'agit d'un paradigme provenant de l'enseignement originel du Talmud et de la Torah, dans lesquels seul le peuple élu jouit d'une véritable existence, alors que les autres sont des ombres ou du bétail. Le livre de Karl Stern, *The Pillar of Fire*, en offre une illustration.

M. Stern (un juif qui grandit en Allemagne entre les deux guerres, et partit au Canada où il se convertit au catholicisme) dit qu'il y avait au sein du Mouvement de la Jeunesse Juive en Allemagne, dans les années 20, « une ambiance générale qui semblait annoncer les événements qui allaient

se produire plus tard. Il y avait une atmosphère latente de tristesse, de questions et de doutes concernant *la grande catastrophe juive* – ou plutôt la grande catastrophe européenne dans laquelle la destinée des juifs était entremêlée d'une façon si étrange ».

Dans cet extrait, la vérité est reconsidérée d'une façon claire et juste qui ne viendrait pas à l'esprit, ni ne serait exprimée au sein de la communauté des écrivains juifs. M. Stern constitue un cas exceptionnel, et lorsqu'il écrivit ces mots « la grande catastrophe juive », il en décela les mensonges et les souligna ; néanmoins, même lui laissa sa première déclaration telle quelle. L'influence de ses origines et de son éducation était encore suffisamment puissante en lui, catholique d'Amérique du Nord, pour qu'il formule sa réflexion initiale en ces termes : l'épreuve de 350.000.000 d'âmes en Europe, qui en laissa près de la moitié asservie, fut « la grande catastrophe juive ».

Dans un cas différent, M. Stern serait le premier à s'opposer à une telle présentation. En effet, il rapporte qu'il fut offensé lorsqu'il lut dans un journal catholique la déclaration selon laquelle un certain nombre des membres de l'équipage d'un sous-marin britannique englouti étaient des « catholiques ». Il se sentit outragé parce qu'une partie des victimes fut distinguée de cette façon ; « Je ne comprends pas que quiconque puisse accorder de l'importance à de telles statistiques ». Et pourtant : « la grande catastrophe *juive*… »

La « catastrophe », impliquant tout le monde, et qui a été préparée pendant ces cinquante ans, ne sera pas spécifiquement juive dans le sens de la prédominance d'une souffrance juive, mais parce qu'elle sera, à nouveau, dominée par la « question juive », par l'effort de subordonner toutes les énergies produites à des objectifs considérés comme juifs, et parce que les populations juives seront utilisées pour aider à son déclenchement. La population, ou foule, juive, est sur un aspect particulier différente de toute autre population, ou foule : elle a plus tendance à se soumettre à des incitations chauvines, et est plus frénétique dans cette soumission. L'*Encyclopaedia juive*, dans un court chapitre consacré au thème de l'hystérie chez les juifs, affirme que leur tendance à cette dernière est plus élevée que la moyenne. En tant que profane, j'oserais l'hypothèse selon laquelle c'est le résultat de siècles d'étroit confinement dans les ghettos, et de l'absolutisme talmudique qui y régnait (puisqu'à ce jour, nous avons

presque exclusivement affaire à des « juifs de l'Est », qui hier encore vivaient dans un tel confinement).

J'ai donné quelques exemples de cette vague grandissante d'hystérie chauvine provenant d'ouvrages accessibles au grand public. Ils montrent la conséquence, mais non la cause fondamentale. Pour la découvrir, le lecteur devra faire une chose plus difficile ; à savoir, suivre attentivement la presse yiddish et hébraïque, dans la version originale ou traduite. Il découvrira alors le tableau d'une flagellation presque démoniaque de l'âme juive, afin qu'elle ne trouve jamais la paix, et il pourrait en conclure que nulle part ailleurs que dans la communauté juive, on ne pourrait trouver quoi que ce soit de plus anti-juif que dans certaines de ces déclarations, qui font preuve d'une maîtrise scientifique des méthodes consistant à inculquer et à entretenir la peur.

Avant d'étudier les exemples qui suivent, le lecteur pourrait tenir du compte du fait que la grande majorité des « juifs explosifs de l'Est » se trouve maintenant en Amérique. Ce fait, plus lourd de possibles conséquences que tout autre fait contemporain, semble avoir à peine pénétré la conscience du monde occidental, ou même de l'Amérique. Les extraits qui vont suivre montrent ce qui se dit en hébreu et en yiddish (c'est-à-dire hors de portée de voix des non-juifs) au sein des populations juives, et l'effet produit sur elles en l'espace assez bref de cinq ans.

M. William Zukerman, l'un des plus éminents chroniqueurs juifs d'Amérique et de notre époque, publia en 1950 un article intitulé « La Terreur du peuple juif » (dans le *South African Jewish Times* du 19 mai 1950 ; j'imagine qu'il parut également dans des publications juives de nombreux pays). Il commençait ainsi :

**« Un grand débat est en cours dans le monde sioniste. À ce jour, il n'a pas atteint la presse non-juive, ou même la presse anglo-juive, mais il fait fureur dans les journaux israéliens en hébreu et dans la presse yiddish d'Amérique et d'Europe… Il révèle, comme rien d'autre ne l'a fait au cours des dernières années, un aperçu de la pensée et des émotions juives au cours de la période suivant l'émergence d'Israël ».**

D'après son explication, le débat portait « sur la question du *Chalutziot*, l'organisation et la préparation de l'émigration des juifs vers Israël depuis le monde entier, *mais en particulier depuis les États-Unis* ». À cette époque

(1950), M. Zukerman n'exprimait qu'un pressentiment voilé. Il cita l'attaque que fit M. Samuel Niger, « doyen des critiques et essayistes littéraires yiddish » ; attaque portant non pas sur « la campagne pour l'émigration des juifs américains vers Israël », mais sur « la *manière* dont elle [était] présentée aux juifs américains… » Celle-ci, déclara M. Niger, était totalement négative, étant contre tous plutôt que pour Israël : « les nationalistes mènent une campagne de négation, de diabolisation et de destruction de tout ce qui est juif à l'extérieur d'Israël. *L'existence juive aux États-Unis et partout ailleurs dans le monde est qualifiée de méprisable et de haïssable… Tout ce qui est juif à l'extérieur d'Israël est décrit comme étant asservi, indigne, refoulée et déshonorante. Le fait qu'aucun juif ayant de l'amour-propre ne puisse vivre pleinement en tant que juif aux États-Unis ou partout ailleurs excepté en Israël constitue l'affirmation majeure des nationalistes dans ce débat* ».

Une autre technique privilégiée pour vendre le *Chalutziot* aux juifs américains (d'après la suite de l'article) « est de saper leur moral, leur foi et leur espoir en leur patrie américaine ; *de maintenir constamment les juifs dans l'angoisse de l'antisémitisme* : de ne pas leur permettre d'oublier les horreurs d'Hitler *et de semer le doute, la peur et le désespoir quant à l'avenir des juifs en Amérique*. Toute manifestation d'antisémitisme est accaparée et exagérée pour créer l'impression que les juifs américains, comme les Allemands sous Hitler, sont au bord *d'une catastrophe*, et que tôt ou tard, ils devront eux aussi fuir pour leur sécurité ».

M. Niger cita en exemple l'extrait d'un article d'un « important sioniste israélien, Jonah Kossoi, dans *Israël*, un journal hébreu de Jérusalem de grande qualité littéraire » :

**« Sur nous, les sionistes, repose maintenant l'ancienne responsabilité de terrifier systématiquement le peuple juif ; de ne lui laisser aucun répit ; de le garder pour toujours au bord du précipice et de lui faire prendre conscience des dangers qui le menacent. Nous ne devons pas attendre après 'la catastrophe' car si nous le faisons, où prendrons-nous les centaines de milliers de juifs nécessaires pour bâtir notre État ? … Ce n'est pas dans le futur, mais c'est maintenant que les juifs doivent se sauver eux-mêmes… »**

Le lecteur remarquera que : la « catastrophe » est une nécessité politique, ou une fatalité ; et d'après ces extraits, il peut commencer à

comprendre pourquoi l'*Encyclopaedia juive* mentionne une tendance à l'hystérie chez les juifs. M. Zukerman souligna que cette « forme extrême de propagande pour le *Chalutziot* est maintenant la plus utilisée en Israël. Il cita une « forme plus modérée de cette théorie » décrite par M. L. Jefroikin, éditeur de la revue sioniste *Kiyum* à Paris. M. Jefroikin, rapporta M. Zukerman, « tout en reconnaissant la justesse de chaque mot de la théorie nationaliste, selon laquelle aucun juif ne peut mener une existence épanouie et digne ailleurs qu'en Israël, et tout en estimant lui aussi que “les juifs américains vivent dans un paradis illusoire”, admet néanmoins que dans leur état d'esprit actuel, les juifs américains n'admettront jamais que les États-Unis soient placés dans la même catégorie que l'Allemagne *et la Pologne* et qu'ils n'admettraient pas de considérer leur pays comme un espace de transit vers Israël. Il en conclut, par conséquent, que les juifs américains devraient être soumis à une *propagande* les poussant à devenir de simples “amoureux d'Israël”, et non pas de véritables Israéliens de corps et d'âme».

Le résultat de cette « propagande » menée par les émissaires sionistes depuis Israël vers les États-Unis, pourra être observé dans certaines remarques publiées dix-huit mois plus tard (en décembre 1951) dans l'*Intermountain Jewish News* de Denver, au Colorado. Son éditeur, M. Robert Gamzey, critiquait l'action de l'Agence juive et du Congrès sioniste mondial concernant l'allocation de $ 2.800.000 pour promouvoir le *Chalutziot* aux États-Unis. Il déclara qu'il savait, « par expérience personnelle de l'attitude erronée et largement répandue en Israël, que l'Amérique n'offre aucun avenir aux juifs et que l'antisémitisme condamne la communauté juive américaine au même sort que les juifs allemands ». Il ajouta : « il est par conséquent inconcevable que l'envoi d'émissaires israéliens pour encourager l'implantation des jeunes Américains en Israël ne soit pas mené autrement qu'en *tournant en dérision et en dévalorisant l'avenir du judaïsme américain* ».

Ces pressentiments de 1950 et 1951 se réalisèrent dans les cinq années suivantes, lorsque « la campagne » et « les émissaires » d'Israël réussirent à instiller « la théorie nationaliste », telle qu'exposée ci-dessus, dans l'esprit des masses juives d'Amérique. Ainsi, en 1955, M. William Zukerman, qui en 1950 n'avait été que faiblement alarmé, le devint-il alors totalement. Il écrivit (dans la *Jewish Newsletter* de novembre 1955 - article republié dans le magazine *Time* de New York, le 28 novembre) :

**« Il ne peut y avoir le moindre doute quant au fait *qu'un état d'esprit très similaire à celui d'Israël prévaut désormais parmi les juifs américains*. Il existe une certitude fanatique à l'étranger qu'il n'existe qu'une seule vérité et que seule Israël la détient. Aucune distinction n'est faite entre les juifs du monde et Israël, même pas entre le gouvernement israélien et Israël. Les hommes d'État israéliens et leurs politiques sont considérés comme intouchables et au-dessus de toute critique. Il existe une intolérance inquiétante à l'égard des opinions différant de celles de la majorité, un mépris total envers la raison, et une *soumission aux émotions d'un troupeau paniqué*. »**

**« Il n'y a qu'une seule différence majeure entre les juifs israéliens et américains. En Israël, l'explosion d'émotivité, de ce que l'on peut en juger de l'extérieur, est fondée sur la réalité. Elle provient des ressorts intimes d'un peuple désenchanté auquel on avait promis la sécurité et la paix, et qui se retrouve piégé dans une guerre. *Le type d'hystérie des juifs américains, lui, n'a aucune racine au sein des réalités de l'existence judéo-américaine. Elle est totalement artificielle, fabriquée par les dirigeants sionistes, et imposée à un peuple qui n'a aucune raison d'être hystérique, par une armée de propagandistes payés à cet effet pour mettre en œuvre une stratégie de pression politique délibérée et de collecte de fonds. Jamais auparavant une campagne de propagande de la part d'un gouvernement étranger n'avait été planifiée et menée aussi ouvertement et cyniquement, sous le feu des projecteurs et à grands renforts de publicité, que la vague d'hystérie actuellement déchaînée chez les juifs américains »*.**

Ces deux citations, faites à cinq années d'intervalle, illustrent à nouveau la dégénérescence de l'âme juive sous la tutelle du sionisme talmudique. Elles amènent également cette histoire de trois guerres à la veille de la troisième, si « veille » est le terme approprié. En fait, la troisième guerre commença lorsque les combats de la seconde cessèrent, et elle n'a cessé depuis de progresser, là ou ailleurs dans le monde. Il suffit de la moindre étincelle pour la faire exploser en autre conflit mondial

Ce processus aurait pu, et pourrait peut-être encore, être stoppé par deux hommes d'État responsables, chacun d'un côté de l'Atlantique, parlant d'une même voix - car ce processus est fondamentalement le plus grand bluff de l'Histoire. Aujourd'hui, un tel salut fatal semble au-delà de tout

espoir, et l'auteur n'exagère sans doute pas lorsqu'il affirme que seul Dieu, qui a réalisé de bien plus grandes choses, pourrait éviter la troisième guerre mondiale. À moins que cela ne se produise, les dernières décennies de ce siècle verront manifestement soit le fiasco, soit le triomphe passager du chauvinisme talmudique. De toute façon, que ce soit un échec ou un succès, la « catastrophe » qui viendrait serait celle des peuples non-juifs, et la souffrance des juifs n'en représenterait qu'une infime fraction.

Par la suite, puisque le monde n'acceptera manifestement pas le Talmud, les juifs devront finalement accepter le monde tel qu'il est.

---

## NOTES DU CHAPITRE 45

**62** Kaufman fonda The Argyle Press of Newark, basée dans le New Jersey, afin de publier ses impressions. Selon une critique du magazine *Time* du 24 mars 1941, Kaufman fonda Argyle parce que, « il ne voulait pas passer par un éditeur ». Ce critique anonyme du *Time* compara l'ouvrage à *Modeste proposition*, de Jonathan Swift, faisant remarquer que, contrairement à Swift, l'œuvre de Kaufman n'était pas satirique.

**63** L'information actuellement donnée par Wikipédia au sujet de ce livre inclut ceci : « La dernière de couverture de l'ouvrage contient des soit-disant extraits de critiques. Par exemple, on peut lire dans l'un des extraits : “UN PLAN POUR UNE PAIX PERMANENTE ENTRE LES NATIONS CIVILISEES !” -- *New York Times*. En réalité, le *Times* n'a jamais publié de critique de cet ouvrage. Cette citation est l'intégralité d'un résumé en une ligne (plus le point d'exclamation) de *Germany Must Perish*, qui fut publié dans la rubrique “Les Derniers Livres Reçus” de ce journal. “Les Derniers Livres Reçus”, *New York Times*. Le 16 mars 1941. p. BR29 » – Cette excuse ne prouve pas que le critique du *NY Time* s n'ait pas lu et approuvé l'extrait cité en dernière de couverture, ou n'ait pas eu l'intention de le promouvoir. La manière dont Wikipédia présente l'affaire est spécieuse.

**64** Un bon exemple : au cours de l'année 1956, année de l''élection présidentielle, critiquer le sionisme ou « Israël » était une chose quasiment impensable aux États-Unis, particulièrement dans les derniers mois, alors que le vote approchait. Les attaques israéliennes des pays arabes étaient

invariablement rapportées, dans tous les grands journaux, comme étant des « représailles » ou des « ripostes ». Le président, les membres de son cabinet et les représentants du département d'État gardaient le silence attaque après attaque, chacune d'elles se terminant par un acte de destruction impitoyable sur le modèle de Deir Yassin en 1948. En fait, les principaux candidats des partis rivaux rivalisèrent entre eux en exigeant des armes pour Israël et en rivalisant par ce moyen pour l'obtention du vote contrôlé par les sionistes qui était cense être décisif. À la meme période (11 septembre 1956), plus de deux mille juifs orthodoxes se réunirent à Union Square, New York, pour protester contre « la persécution de la religion dans l'État d'Israël ». Le nom du Premier minister israélien, Ben Gourion, fut hué et plusieurs rabbins l'attaquèrent violemment, lui et son gouvernement. Ces attaques ne concernaient aucunement la situation des Arabes, qui ne furent pas mentionnés ; l'attaque portait uniquement sur le sujet de l'orthodoxie religieuse, le gouvernement Ben Gourion étant attaqué pour son mépris des rituels orthodoxes durant le Sabbat, et sur d'autres sujets. Néanmoins, cette attaque fut publique, alors que les critiques, sur quelque motif que ce soit, provenant des milieux non-juifs était en fait quasiment interdites à cette époque. À la même période (1er septembre 1956), les émeutes juives répétées en Israël meme atteignirent leur point culminant lors d'un soulèvement qui fut réprimé par la police, entraînant la mort d'un homme. Cet homme appartenait à un groupe qui refusait de reconnaître le gouvernement israélien, et soutenant que » le rétablissement d'un État juif depend[ait] de la volonté divine » (incidemment, c'est l'une des thèses principales du livre du présent auteur - un non-juif). La victime, sur la foi de cette croyance, fut décrite par les journaux new-yorkais comme « un extrémiste religieux ».

# Chapitre 46

## LE CLIMATÈRE (1)

Ce livre, d'abord écrit entre 1949 et 1952, a été réécrit dans les années 1953-1956, et son chapitre de fin en octobre-novembre 1956.

C'était un moment opportun pour résumer l'impact du sionisme talmudique sur les affaires humaines, car seulement cinquante ans, soit la moitié du « siècle juif », étaient alors passés depuis le jour où il perça la croûte de la surface politique, après avoir été immergé pendant quelque 1800 ans.[65] (L'offre britannique de l'Ouganda en 1903 fut la première révélation officielle que les politiciens occidentaux étaient en train de négocier en secret avec « le pouvoir juif » en tant qu'*entité.* Aujourd'hui, on peut voir l'accueil du Dr Weizmann dans la chambre d'hôtel de M. Balfour en 1906, après le rejet sioniste de l'Ouganda, comme la deuxième étape, et la première étape sur le chemin fatal de l'implication *totale* dans le sionisme palestinien.)

En 1956, aussi, la révolution (que je considère à notre époque comme avoir été manifestement talmudique) avait également environ cinquante ans (depuis les poussées révolutionnaires ayant suivi la défaite de la Russie par le Japon en 1905) dans son rôle de facteur permanent dans nos vies quotidiennes (ses racines, bien sûr, remontent à Weishaupt et à la Révolution française en passant par 1848, et à la révolution anglaise et Cromwell).

Finalement, 1956 fut l'année d'une élection présidentielle de plus en Amérique, et celle-là, plus ouvertement qu'aucune autre avant elle, fut maintenue sous la pression paralysante *du* sionisme.

Par conséquent, si j'avais pu le prévoir quand j'ai commencé ce livre en 1949 (je n'étais guère en mesure d'établir un tel échéancier), je n'aurais pas pu choisir un meilleur moment que l'automne de 1956 pour passer en revue le processus décrit, ses conséquences jusqu'à cette date, et le dénouement apparent, maintenant à portée de main : l'apogée vers laquelle ce processus était entièrement destiné à mener).

En écrivant ce livre, j'avais peu d'espoir, pour les raisons que j'ai données, qu'il serait publié une fois terminé ; à ce stade du « siècle juif », cela semble peu probable. S'il ne paraît pas maintenant, je crois qu'il sera encore valide dans cinq, dix ans ou même plus, et je m'attends à ce qu'il soit publié un jour ou l'autre, parce que j'anticipe l'effondrement, tôt ou tard, de la loi totale d'hérésie qui empêche de discuter ouvertement de « la question juive » depuis ces trois dernières décennies. Un jour, on débattra à nouveau du sujet librement, et ce que ce livre rapporte sera alors pertinent.

Quelles que soient les conséquences à cet égard, j'ai terminé le livre en octobre-novembre 1956 et quand je regarde autour de moi, je constate que tout est en train de devenir exactement comme ce qui devait être prédit d'après la suite d'événements relatés dans ce livre. L'année a été remplie de rumeurs de guerre, plus fortes et plus insistantes qu'aucune autre depuis la fin de la Seconde Guerre en 1945, et venues des deux endroits d'où elles étaient destinées à venir, étant donné les dispositions prises en 1945 par les « têtes d'affiche politiques » d'Occident. Elles viennent de Palestine, où les sionistes de Russie ont été installés par l'Occident, et d'Europe de l'Est, où la révolution talmudique a été installée par l'Occident. Ces deux mouvements (je le rappelle à nouveau) sont ceux dont le Dr Weizmann a montré qu'ils prirent forme à l'intérieur des *mêmes* maisons (royales) juives de Russie au XIX^e siècle : le communisme révolutionnaire et le sionisme révolutionnaire.

À deux moments pendant ces dernières années, les bruits de guerre causés par les politiciens occidentaux furent plus forts qu'à aucun autre moment. À chaque occasion, la cause immédiate de l'explosion fut rapidement perdue de vue dans le tollé concernant le cas *particulier* « des juifs », si bien que, même avant que la guerre mondiale ne commence (dans les deux cas, la menace s'estompa) elle fut présentée à la population comme la guerre qui, si elle arrivait, serait combattue en premier, pour, de la part de ou en défense « des juifs » (ou d'« Israël »).

J'ai précédemment émis l'avis que toute troisième guerre mondiale serait de cette nature, car les événements de 1917-1945 menèrent inévitablement à cette conclusion, qui a grandement été renforcée par les événements de 1953 et 1956. Les guerres qui en 1953 et 1956 semblaient menacer auraient été manifestement menées par l'Occident à cette condition, cette fois bien plus explicitement déclarée à l'avance qu'aux deux

précédentes occasions. D'ici à ce que ce livre soit publié, le « public » à la courte mémoire, s'il n'a pas été à nouveau affligé par la guerre généralisée, aura peut-être oublié les crises de guerre, ou les crises de la presque-guerre, de 1953 et 1956, de sorte que je vais brièvement les rapporter.

En 1953, des juifs apparurent en tant que prisonniers dans l'un des innombrables simulacres de procès annoncés (celui-là n'eut jamais lieu) à Moscou. Cela causa un violent tumulte parmi les politiciens occidentaux, qui à nouveau et d'une seule voix crièrent que « les juifs » étaient en train d'être « exterminés » et « sélectionnés » pour la « persécution ». Le tollé avait atteint le ton de la menace belliqueuse quand Staline mourut, le procès fut annulé et la clameur cessa brusquement. Pour moi, cet épisode indiqua clairement que si une guerre « contre le communisme » arrivait (ce dont les politiciens et les journaux occidentaux parlaient à l'époque comme d'une probabilité admise), elle serait menée, et cette fois même ouvertement, pour « les juifs ». La multitude générale de l'humanité asservie resterait non secourue, comme en 1945.

En juillet 1956, des menaces de guerre furent prononcées quand l'Égypte nationalisa le canal de Suez. Pendant les premiers jours de cette crise de guerre, le Premier ministre britannique justifia ses menaces au peuple britannique, par l'argument que l'action de l'Égypte mettait en péril « la corde de sécurité vitale britannique ». Très vite, il passa à l'argument (qu'il considérait sans doute comme plus efficace) que « la *prochaine* action de l'Égypte, si on lui permet de réussir, *sera d'attaquer Israël* » . L'État sioniste commença alors à apparaître aux actualités comme la première victime du contrôle égyptien du canal de Suez. Par conséquent, la guerre au Moyen-Orient, si elle se produisait, serait aussi une guerre « pour les juifs ».

Troisièmement, 1956 vit une élection présidentielle se tenir pour la septième fois sous la pression directe, et pour la troisième fois sous la pression *ouverte*, des sionistes de New York. La campagne électorale devint une lutte publique pour « le vote juif », avec les partis rivaux surenchérissant dans les promesses d'armes, d'argent et de garanties à l'État sioniste. Les deux partis, au bord de la guerre dans cette partie du monde, s'engagèrent publiquement à soutenir « Israël » dans quelque circonstance que ce soit.

Ces résultats du processus que j'ai décrit depuis son début étaient prévisibles. La conclusion à tirer pour l'avenir semble inéluctable : les millions d'habitants d'Occident, par leurs politiciens et leur propre indifférence, sont enchaînés à une poudrière dont l'amorce est prête à s'enflammer ; l'Occident s'approche de l'apogée de sa relation avec Sion, commencée officiellement il y a cinquante ans, et l'apogée est précisément ce qui devait être prévu quand cette soumission servile débuta.

À notre siècle, chacune des deux grandes guerres fut suivie par de nombreux livres de révélations, dans lesquels les origines de la guerre étaient minutieusement examinées et découvertes comme étant différentes de ce que l'on avait raconté à la population - ou la foule - et la responsabilité était localisée ailleurs. Ces livres ont reçu l'approbation générale de la part de ceux qui les ont lus, car un esprit d'investigation suit toujours la crédulité de la période de guerre.

Cependant, l'effet qu'ils produisent est éphémère et l'on peut s'attendre à ce que la majorité de la population ne se révèle pas moins réceptive à la forte pression de l'incitation au début d'une autre guerre, car la résistance de masse à la propagande de masse est insignifiante, et le pouvoir de la propagande est aussi enivrant que toxique.

Est-ce que l'information publique complète à propos des causes de la guerre serait efficace contre cet instinct humain continuel (« Par un instinct divin, les esprits des hommes pressentent le danger imminent ») si elle était donnée *avant* que la guerre n'éclate, je ne peux le présumer ; je crois bien que cela n'a jamais été tenté auparavant. L'une des modestes ambitions de ce livre est d'établir que les origines, la nature, et la responsabilité d'une guerre *peuvent* être montrées avant qu'elle ne commence, et non uniquement après qu'elle a suivi son cours. Je crois que l'ensemble de ce livre a démontré cela, et que son raisonnement a déjà été corroboré par les événements.

Je crois aussi que les événements particuliers des années 1953-1956 en Occident renforcent grandement son raisonnement et la conclusion qui en est tirée, et pour cette raison, je consacre la fin de son dernier chapitre à un résumé des événements pertinents de ces années ; (1) dans la région asservie par la révolution ; (2) à l'intérieur et autour de l'État sioniste : et (3) dans « le monde libre » d'Occident, respectivement. Ils m'apparaissent

comme ajoutant le mot de la fin à l'histoire ainsi racontée : l'Apogée, proche ou à portée de main.

Interpolation de l'auteur : *la partie précédant ce chapitre de fin, jusqu'aux mots* « l'Apogée, proche ou à portée de main »*, a été écrite le vendredi 26 octobre 1956. Je suis ensuite parti pour le week-end, ayant l'intention de reprendre et de terminer le chapitre le mardi 30 octobre 1956 ; un premier brouillon était déjà rédigé. Quand je l'ai repris ce jour-là, Israël avait envahi l'Égypte, le lundi 29 octobre 1956. Par conséquent, le reste du chapitre est écrit à la lumière de événements qui ont suivi ; cela le rend plus long que prévu.*

1. La Révolution

Dans la région de la révolution, qui fut gonflée pour asservir la moitié de l'Europe, la mort de Staline en 1953 fut suivie d'une série de soulèvements populaires en 1953 et 1956.

Ces deux événements réjouirent le monde qui regardait, car ils ravivèrent l'espoir quasi oublié qu'un jour, la révolution destructrice s'autodétruirait et que les hommes et les nations seraient à nouveau libres. Cette signification claire fut alors embrouillée par l'intrusion forcée, dans chacun de ces événements, de « la question juive ». Au « siècle juif », les populations furent empêchées de recevoir ou de tenir compte des nouvelles concernant tout événement important, excepté en termes de ses conséquences éventuelles « pour les juifs ».

La mort de Staline (le 6 mars 1953) fit tressaillir le monde, parce que la vie de cet homme, qui causa probablement la mort et l'asservissement de plus d'êtres humains qu'aucun autre homme dans l'Histoire, en était venue à paraître interminable, comme le déroulement d'un serpent.**66** Les circonstances de sa mort restent sombres, mais le timing des événements qui l'accompagnèrent est peut-être significatif.

Le *15 janvier 1953*, les journaux moscovites annoncèrent que neuf hommes devaient passer en justice sur accusation de conspiration d'assassinat de sept importants notables communistes. Six ou sept de ces neuf hommes étaient juifs (les récits divergent). Les deux ou trois autres auraient aussi bien pu ne jamais être nés, pour ce que le monde entier entendit parler d'eux, car dans le tumulte qui s'éleva immédiatement en Occident, l'affaire fut surnommée celle des « docteurs juifs ».**67** En *février*,

alors que la clameur occidentale continuait, des diplomates qui virent Staline firent remarquer sa bonne mine et sa bonne humeur.

Le 6 mars, Staline mourut. Un mois plus tard, les « docteurs juifs » furent relâchés. Six mois plus tard, le chef terroriste de Staline, Lavrenti Beria, fut fusillé pour les avoir arrêtés, et les accusations furent dénoncées comme étant fausses. Concernant la mort de Staline, un éminent correspondant américain à Moscou, M. Harrison Salisbury, écrivit qu'après sa mort, la Russie fut gouvernée par un groupe ou une junte « plus dangereuse que Staline », constituée de Messieurs Malenkov, Molotov, Boulganine et Kaganovitch. Pour gagner du pouvoir, dit-il, la junte aurait pu tuer Staline, tout le désignait ; « s'il se trouve que Staline fut terrassé par une rupture artérielle cérébrale le 2 mars, *on doit s'en rappeler comme étant l'un des* événements *les plus* fortuits de l'histoire ».

Pour l'Occident, ces circonstances et possibilités concomitantes à la mort de Staline n'avaient aucun intérêt. La période entière des neuf mois et quelques, entre le procès de Prague (et l'élection présidentielle) et la liquidation de Beria fut remplie par le tumulte en Occident à propos de « l'antisémitisme en Russie ». Alors que la clameur continuait (elle cessa après que « les docteurs juifs » furent relâchés et innocentés), des choses furent dites qui semblaient clairement signifier que toute guerre occidentale contre l'union communiste serait menée, comme celle contre l'Allemagne, uniquement au nom « des juifs », ou de ceux qui prétendaient représenter les juifs. En 1953, la Russie soviétisée était considérée comme le nouveau monstre antisémite, comme l'Allemagne en 1939 et la Russie tsariste en 1914. Cette question, responsable d'une grande confusion, à en juger par le tohu-bohu propagandiste de cette période, aurait à nouveau embrouillé la bataille et dupé les nations.

Le timing de cette campagne est significative, et ne peut plus être expliquée par la théorie de la coïncidence. Afin de donner le maximum d'impact à la « machine à pression » en Amérique, la « question juive » doit devenir pénétrante durant toute période d'élection présidentielle là-bas. De nos jours, elle devient toujours pénétrante à cette période précise, sous l'une de ses deux formes : « l'antisémitisme » quelque part (c'est ce qui se passa en 1912, 1932, 1936, 1940 et 1952) ou un péril pour « Israël » (c'est ce qui se passa en 1948 et en 1956). On peut faire sans trop de risque la

prédiction qu'elle dominera l'élection présidentielle de 1960, sous l'une de ces deux formes.

Rien ne changea la situation des juifs en Russie à cette époque.[68] Quelques juifs avaient été inclus parmi les accusés à un procès-spectacle à Prague et à un autre annoncé, mais jamais tenu, à Moscou. Les trente-cinq ans de communisme avaient vu d'innombrables procès-spectacles ; le monde était devenu indifférent tant ceux-ci étaient familiers. Comme l'état terroriste était basé sur l'emprisonnement sans *aucun* procès, les procès-spectacles étaient manifestement tenus uniquement afin de produire quelque impact, soit sur les masses soviétisées, soit sur le monde extérieur. Même l'accusation de « conspiration sioniste » n'était pas nouvelle ; elle avait été faite dans quelques procès des années 20, et dès le début le communisme (comme en témoignent Lénine et Staline) avait déclaré le sionisme *officiellement* illégal, tout en fournissant aux sionistes de Russie les armes afin d'établir « Israël » en 1948.

S'il est vrai que Staline alla plus loin qu'il n'était permis en attaquant le « sionisme » à cette occasion, sa mort suivit rapidement. Jusqu'à la fin, il ne fut manifestement pas anti-*juif*. M. Kaganovitch demeura son bras droit. Quelques jours avant de mourir, Staline ordonna que l'une des funérailles les plus pompeuses jamais vues dans la Moscou soviétique soit donnée pour Léon Mekhlis, l'un des commissaires juifs du peuple les plus craints et les plus haïs de ces trente cinq ans. Le cercueil de Mekhlis fut porté par tous les grands pontes survivants de la révolution bolchevique, qui se partagèrent la surveillance de son exposition solennelle, si bien que cela était clairement un avertissement envers la population russe captive, si cela était encore nécessaire, que « la loi contre l'antisémitisme » était plus que jamais en vigueur. Immédiatement après les funérailles de Mekhlis (le 27 janvier 1953), le « Prix Staline de la Paix » fut présenté en grande pompe à l'apôtre de la vengeance talmudique, M. Ilya Ehrenbourg, dont les retransmissions à l'Armée rouge alors qu'elle avançait en Europe l'incitaient à ne pas épargner « même les fascistes *à naître* ». Quelques jours avant sa mort, Staline poussa l'*Étoile Rouge* [journal militaire soviétique - NdT] à déclarer que le combat contre le sionisme « n'avait rien à voir avec l'antisémitisme ; le sionisme est l'ennemi du peuple ouvrier dans le monde entier, des juifs autant que des gentils ».

La situation critique des juifs, dans leur infime minorité en Russie, n'avait ainsi guère changé pour le mieux ou pour le pire. Ils avaient toujours « un plus haut niveau d'égalité en Union soviétique que dans aucune autre partie du monde » (pour reprendre la réponse railleuse donnée à cette époque par un témoin juif à un membre du Congrès républicain, M. Kit Clardy, devant une commission du Congrès - M. Clardy ayant demandé : « Ne vous révulsez-vous pas d'horreur en voyant ce que la Russie soviétique fait aux juifs ? »). Ils demeuraient une classe privilégiée.

Le tollé en Occident était donc artificiel et n'avait aucune base factuelle, et pourtant il atteint un degré très proche de la véritable menace de guerre, et aurait pu monter jusqu'à ce niveau si Staline n'était pas mort et si « les docteurs juifs » n'avaient pas été relâchés (je n'ai jamais pu découvrir si les docteurs non-juifs avaient aussi été libérés). Il ne pouvait y avoir qu'une raison à cela : le *sionisme* avait été attaqué, et en 1952-3, l'opposition au sionisme était jugée par les politiciens aux avant-postes d'Occident comme étant de « l'hitlérisme » et de la provocation de guerre. L'épisode montra que cette propagande d'incitation peut être déclenchée par simple pression d'un bouton et être « transmise » dans n'importe quelle direction selon l'évolution des besoins (sans exclure l'Amérique, à long terme). Une fois que cette propagande a été amenée à son paroxysme, elle est utilisée pour soutirer les « engagements » qui sont invoqués plus tard.

La période de six mois, entre la nomination et l'élection, l'élection et l'investiture est celle durant laquelle les présidents américains se trouvent alors sous cette pression. Le président Eisenhower, en 1952-3, se trouva sous la même pression que le président Woodrow Wilson en 1912-3, M. Roosevelt en 1938-9, et le président Truman en 1947-8. Toute la période de son démarchage électoral, sa nomination, son élection et son investiture fut dominée par « la question juive » sous ses deux formes : « l'antisémitisme » ici, là ou partout, et l'aventure en Palestine. Immédiatement après sa nomination, il dit à un certain M. Maxwell Abbell, président de la United Synagogue of America (la Synagogue Unie d'Amérique - NdT) : « Le peuple juif ne pourrait avoir un meilleur ami que moi… J'ai grandi en croyant que les juifs étaient le peuple élu et qu'ils nous avaient donné les principes éthiques et moraux élevés de notre civilisation » (dans tous les journaux juifs, septembre 1952).**69**

C'était l'engagement fondamental, familier à notre siècle et toujours pris afin de signifier beaucoup plus que ne peuvent le comprendre ceux qui le prennent. Immédiatement après cela, le procès de Prague eut lieu et le président Eisenhower, fraîchement élu, fut manifestement poussé à faire quelque chose de plus spécifique. Dans un message à un Jewish Labor Committee à Manhattan (21 décembre 1952), il dit que le procès de Prague « était destiné à lancer une campagne d'antisémitisme fanatique à travers l'Europe soviétique et les nations satellites d'Europe de l'Est. Je suis honoré de me tenir aux côtés de la Communauté juive… pour montrer au monde l'indignation que ressent toute l'Amérique face aux outrages perpétrés par les Soviétiques envers les principes sacrés de notre civilisation ».

Les « outrages » à ce moment-là consistaient en la pendaison de onze hommes, dont trois étaient des gentils, parmi les millions mis à mort durant les trente-cinq ans bolcheviques ; leur sort n'était pas inclus dans ces « outrages ». Le nouveau président n'aurait pu savoir quelle « campagne » le procès était « destiné à lancer », et d'innombrables autres procès n'avaient reçu aucune dénonciation présidentielle. Ces paroles mettaient implicitement dans le même sac les captifs du communisme, eux aussi, et la bande « antisémite », car ils étaient qualifiés de « nations satellites » et le sens premier de « satellite » est « un membre de la suite d'un prince ou d'une autre personne de pouvoir ; d'où, personne à charge ou disciple servile » ( *Webster's Dictionary*). En tant que commandant dont l'ordre militaire, émis en accord avec le dictateur soviétique, avait assuré leur captivité, le choix des mots du président Eisenhower était étrange. Il reflétait l'attitude de ceux qui étaient capables de mettre la « pression » sur les présidents et les gouvernements américains. Pour eux, l'asservissement de millions de personnes ne signifiait rien ; à vrai dire, ils utilisaient leur pouvoir pour le perpétuer.

Cet état de fait fut reflété, à nouveau, dans deux des premiers actes du nouveau président. En cherchant à être élu, il avait fait appel à la forte aversion des Américains pour l'acte de 1945, en s'engageant à répudier les accords de Yalta - la charte politique de son propre ordre militaire, qui stoppa l'avancée des Alliés à l'ouest de Berlin, abandonnant ainsi l'Europe de l'Est au communisme - en ces termes explicites :

**« Le gouvernement des États-Unis, sous la direction républicaine, refusera de respecter tous les engagements contenus dans les accords**

**secrets tels que ceux de Yalta qui contribuent à l'asservissement communiste ».**

Une fois élu, le nouveau président envoya au Congrès (20 février 1953) une résolution proposant tout bonnement que le Congrès le rejoigne « en rejetant toute interprétation ou application… d'accords secrets qui ont été pervertis pour provoquer l'assujettissement de personnes libres ». À cette époque, il avait déjà fait référence aux peuples asservis en tant que « satellites ». Comme la résolution ni ne « répudiait », ni même ne faisait référence à « Yalta », ce fut une déception pour le parti dirigé par le président Eisenhower, et finalement elle fut abandonnée complètement.

À la place, le nouveau président transmit au Congrès une résolution condamnant « les campagnes vicieuses et inhumaines contre *les juifs* » sur le territoire soviétique. Ainsi « les asservis » furent-ils complètement effacés et « les juifs » furent mis à leur place, un amendement typique de notre époque. Le département d'État, en sueur, réussit à faire amender cette résolution pour y inclure « d'autres minorités ». Les « estimations » juives actuelles sont qu'il y a en tout « environ 2.500.000 juifs derrière le Rideau de Fer », où les captifs non-juifs se montent à entre 300 et 350 millions ; ces populations, qui incluaient des nations entières comme les Polonais, les Hongrois, les Bulgares et les Ukrainiens, sans parler des nations plus petites ou mêmes des Russes eux-mêmes, furent « mises en tas » en deux mots : « autres minorités ». Les Sénat adopta *cette* résolution (le 27 février 1953) par accord unanime, mais cela ne fut pas jugé suffisant pour convenir à la règle, si bien que chaque sénateur américain (comme les membres de la Chambre des communes britannique, sur l'ordre de M. Eden, pendant la guerre) se leva pour être compté. Quelques-uns qui étaient absent se hâtèrent d'écrire pour demander que leurs noms soient ajoutés à l'ensemble.

Si les populations derrière « le Rideau de Fer » avaient compris toute l'histoire de ces deux résolutions, ou avaient été autorisées à en être informées, elles n'auraient eu aucun espoir (car elles l'espéraient *vraiment*) d'un secours américain lors de leurs soulèvement nationaux contre la terreur, en 1956.

Le président ayant parlé et agi ainsi, le tumulte s'accrut. L'un des leaders sionistes les plus puissants de cette période (dans la lignée du juge Brandeis et du rabbin Stephen Wise) était le rabbin Hillel Silver, qui durant l'élection avait défendu M. Eisenhower contre l'accusation d'«

antisémitisme » (aujourd'hui invariablement utilisée pendant les élections présidentielles) de la part de l'ex-président Truman, et fut plus tard invité par le nouveau président à prononcer la « prière pour la grâce et la guidance » à son investiture. Donc le rabbin Silver peut être considéré comme un homme parlant d'autorité quand il annonce que *si* la Russie était *détruite*, elle le serait au nom des juifs : il avertit la Russie *qu'« elle sera détruite si elle fait un pacte spirituel avec l'hitlérisme ».* Cette méthode de coller l'étiquette « Hitler » à tout individu menacé de « destruction » fut adoptée ultérieurement de manière générale (le président Nasser d'Égypte étant un exemple typique).

La menace était toujours implicitement la même : « Persécute les hommes si tu veux, mais tu seras détruit si tu t'opposes aux juifs ». M. Thomas E. Dewey (deux fois candidat à la présidence et artisan de la nomination de M. Eisenhower en 1952) surpassa le rabbin Silver lors de la même réunion (15 janvier 1953) : « Maintenant nous commençons tous à le voir » (l'antisémitisme en Russie) « comme le tout dernier, et le plus terrible, programme de génocide jamais lancé… Le sionisme, en tant que tel, est maintenant devenu un crime et rien que le fait d'être né juif est maintenant cause de pendaison. Staline a avalé la dernière goutte du poison de Hitler, en devenant le tout nouveau persécuteur, et le plus virulent, de la communauté juive… Il semble que Staline ait l'intention d'admettre au monde entier qu'il souhaiterait accomplir pour Hitler ce que Hitler n'a pu faire de son vivant ».

L'extravagance de cette campagne étonne même l'observateur expérimenté, rétrospectivement. Par exemple, la *Gazette de Montréal*, sur laquelle je tombai par hasard durant l'été 1953, déclara dans son éditorial que « des milliers de juifs sont assassinés en Allemagne de l'Est » ; le *Zionist Record* de Johannesburg, trois ans plus tôt (7 juillet 1950), avait déclaré que toute la population juive d'Allemagne de l'Est comptait 4200 âmes, dont la plupart jouissaient de la préférence pour l'emploi dans l'administration.

Les « engagements » du nouveau président devinrent encore plus fermes, en tous les cas dans l'esprit de ceux envers qui ils furent adressés. En mars 1953 - soit juste avant, soit après la mort de Staline - il envoya une lettre au Jewish Labor Committee mentionné plus haut, *prenant l'engagement* (terme utilisé dans le *New York Times* ; je n'ai pas le texte

entier de son message) que l'Amérique serait « *à jamais vigilante* en ce qui concerne toute résurgence d'antisémitisme ». Quand le comité destinataire tint son congrès à Atlantic City, les « docteurs juifs » avaient été libérés et tout le tapage s'atténuait, si bien qu'il n'était plus impatient de rendre la lettre publique et la renvoya à l'expéditeur. Le président insista à ce qu'elle soit publiée, et la renvoya « avec une note très sévère condamnant l'antisémitisme soviétique ».

Dans ce monde de fiction propagandiste, les populations occidentales étaient menées par leur gouvernants de déboires en déboires. Qui sait où elles auraient été menées à cette occasion, si Staline n'était pas mort, si les « docteurs juifs » n'avaient pas été libérés, si le doigt n'avait pas été enlevé du bouton d'incitation des masses ?

Staline mourut et le tollé « cousu main » (des deux côtés de l'Atlantique) mourut avec lui. Que se serait-il passé s'il avait vécu et si « les docteurs juifs » avaient été jugés ? À sa mort, la propagande avait déjà atteint un niveau de veille de guerre ; le « nouvel Hitler » avait commencé « le tout dernier, et le plus terrible, programme de génocide jamais lancé » ; « des milliers de juifs » étaient « assassinés » dans une région où seuls quelques centaines vivaient : bientôt, ces milliers seraient devenus des millions, un… deux… six millions. L'holocauste entier des trente-cinq ans de Lénine et de Staline, avec ses myriades de victimes et de tombes anonymes, aurait été transformé, par la sorcellerie de cette propagande, en une « persécution anti-juive » de plus ; à vrai dire, cela fut accompli, par la mise en suspens de la promesse du président Eisenhower de « répudier les accords de Yalta et l'asservissement communiste » et son remplacement par une résolution qui destinait à la « condamnation » le « traitement vicieux et inhumain des juifs » (qui continuaient, derrière le Rideau de Fer, à exercer la terreur sur ceux qui avait été asservis par le communisme). Pour cette seule cause, si la guerre était survenue, une autre génération de jeunes occidentaux seraient partis en guerre, en pensant que leur mission était de « détruire le communisme ».

Staline mourut. La guerre fut épargnée à l'Occident à cette période, et l'Occident avança en trébuchant, derrière ses leaders sionisés, vers le prochain déboire, qui fut d'un genre différent. Pendant les dix ans qui étaient passés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, leurs leaders les avaient habitués à la pensée qu'un jour, ils devraient écraser le

communisme et ainsi corriger l'action de 1945. La sincérité des leaders occidentaux sur cette question allait encore être testée en 1953 et 1956.

En ces années, les populations asservies commencèrent *elles-mêmes* à détruire le communisme et à faire grève, pour obtenir cette libération que le président américain, l'artisan militaire de leur asservissement, leur promettait mais leur recommandait de ne pas effectuer de façon militante.**70** La mort de Staline sembla avoir un effet de détente sur la peur paralysante qui étreignait ces peuples, et elle mit ce processus d'auto-libération en mouvement. L'auteur du présent livre fut confondu, dans ce cas ci, dans ses attentes. Je croyais, par observation et par expérience, que tout soulèvement national était impossible contre les chars et les armes automatiques, et contre les méthodes quotidiennes de terreur (arrestations, emprisonnements, déportations ou exécutions sans charges ni procès), qui semblaient avoir été perfectionnées depuis trois siècles (c'est-à-dire, pendant les révolutions anglaise, française et russe) à un point tel que, pensais-je, seul un secours extérieur rendrait un soulèvement possible. J'avais oublié les ressources infinies de l'esprit humain.

La première de ces révoltes eut lieu dans le Berlin-Est soviétisé, le 17 juin 1953, quand des hommes et des jeunes non armés attaquèrent les chars soviétiques à coup de barres et de pierres.**71** Cet exemple produisit un résultat sans précédent au plus profond de l'Union soviétique elle-même : une insurrection au camp slave de Vorkouta dans le cercle polaire arctique, où les détenus chassèrent les gardes terroristes du camp et le tinrent pendant une semaine jusqu'à l'arrivée des troupes de la police secrète de Moscou, qui les matèrent à coup de tirs de mitrailleuse.

Ces deux soulèvements eurent lieu alors que la clameur occidentale à propos de « l'antisémitisme derrière le Rideau de Fer » était encore forte. Aucun tollé similaire ne s'éleva au nom des légions d'être humains, cent fois plus nombreuses, dont la situation critique était révélée une fois de plus. Aucune menace de guerre ou de « destruction » ne fut prononcée en leur nom contre l'Union soviétique. Au contraire, les politiques et la presse occidentale les prièrent de rester calmes et de simplement espérer « la libération » qui, par quelque moyen non révélé, viendrait à eux un jour d'Amérique - qui les avait abandonnés en 1945.

Néanmoins, l'attente angoissée de la libération continua à s'introduire dans les âmes des populations, et à la suite des explosions de Berlin-Est et

de Vorkouta, vinrent les insurrections de Pologne et de Hongrie en octobre 1956, après que j'eus commencé ce chapitre de fin. La première fut un soulèvement national spontané. La seconde, suscitée par la première, devint quelque chose que l'histoire peut difficilement égaler : une *guerre* nationale de tout un peuple captif contre la puissance écrasante du géôlier. Je crois bien que le passage du temps montrera que cet événement aura marqué soit la résurrection de « l'Occident » et la renaissance de l'Europe, soit la fin de l'Europe telle que l'humanité la connaît depuis le dernier millénaire, et avec elle la fin de tout ce que les mots « l'Occident » ont pu signifier.

Quel que soit l'avenir, quelque chose fut accompli par les soulèvements d'octobre, et plus particulièrement par les soulèvements hongrois. Jamais plus la révolution ne pourrait prétendre avoir ne serait-ce que l'acceptation passive de ses captifs. Ils montrèrent que, sous le communisme de Karl Marx, ils découvrirent qu'ils n'avaient rien d'autre à perdre que leurs chaînes et qu'ils préféraient affronter la mort qu'endurer ces chaînes.

Les causes pour lesquelles les deux nations se soulevèrent étaient les mêmes, et ils le firent bien comprendre. Ils voulaient, dans chaque cas, la libération de la nation par le retrait de l'Armée rouge ; la libération de chaque individu de la terreur par l'abolition de la police secrète et la punition des terroristes principaux ; la restauration de leur foi par la libération du chef de leur église (qui dans les deux cas était en prison) ; la libération de leur système politique de la servitude du parti unique, par le retour des partis rivaux et des élections.

Ainsi la question en jeu était-elle complètement claire : par le biais d'une petite nation située à sa limite orientale, « l'Occident » s'éleva contre le despotisme asiatique ; c'était là Dieu contre les impies, la liberté contre l'esclavage, la dignité humaine contre la déchéance humaine. La question à ce moment-là dépendit, et la décision finale dépendra, du degré de soutien que ces nations aux avant-postes de l'Occident trouvèrent au sein du reste de l'Occident, qui déclarait sa parenté et sa camaraderie envers elles mais qui dans l'adversité les avait abandonnées par le passé.

Durant ce trimestre-là, la vision de cette question clairement en jeu fut obscurcie par l'intrusion de la question secondaire - obscurcissant tout - de notre siècle : « la question juive ». L'histoire des événements d'octobre de Pologne et de Hongrie est en elle-même aussi claire que du cristal, mais on ne lui a pas permis de se rendre claire pour les populations américaine et

anglaise à cause de ce seul aspect, au sujet duquel l'information leur a été constamment refusée depuis le renversement du régime légitime en Russie en 1917.

Trois mois avant les soulèvements polonais et hongrois, un article de M. C.L. Sulzberger publié dans le *New York Times* ranima le cri d'« Antisémitisme derrière le Rideau de Fer » qui s'était élevé en 1953. Comme exemple de cet « antisémitisme », l'article citait le renvoi de Jakub Berman, « théoricien détesté du parti et juif », qui était le terroriste moscovite en chef en Pologne.

Dans cet article, se cachait le secret dont les populations occidentales n'ont jamais été autorisées à être informées ; M. Robert Wilton, qui « perdit la confiance » du *Times* pour avoir essayé de communiquer ce secret aux lecteurs de ce journal en 1917-1918, fut le premier d'une longue liste de correspondants qui essayèrent, et échouèrent, durant les trente-neuf ans qui suivirent. Les populations russes, et plus tard celles des autres pays qui furent abandonnés au communisme, ne pouvaient s'élever contre la terreur sans être accusées d'« antisémitisme », parce que la terreur a toujours été une terreur *juive* et talmudique, donc identifiable par ses actes, et non une terreur russe, communiste ou soviétique.

Sur ce point même, le pouvoir dirigeant à Moscou quel qu'il fût - et quel qu'il soit - vraiment, ne s'écarta jamais du modèle original, et ceci est la base factuelle sur laquelle toute recherche sur les événements de notre siècle doit commencer. La théorie de la coïncidence pourrait en théorie être appliquée à 90 pour cents des gouvernements juifs qui apparurent en Russie, Hongrie et Bavière en 1917-1919 ; (même à cette époque, comme je l'ai montré plus tôt, un écrivain juif décrivit l'aversion pour le gouvernement juif bolchevique en Hongrie comme de « l'antisémitisme », une épithète qui n'aurait pu être évitée qu'en se soumettant à ce gouvernement). Mais quand le gouvernement moscovite installa les gouvernements juifs dans les pays qui lui furent abandonnés en 1945, aucun doute ne subsista sur le fait que c'était une politique préparée et calculée, avec un but réfléchi.

Je répète ici l'information, issue de sources incontestables, concernant la composition de ces gouvernements au moment exact, en 1952-1953, où Staline était appelé « le nouvel Hitler » et « la Russie » était menacée de « destruction » à New York et Washington si elle permettait « toute

résurgence d'antisémitisme » : « En Tchécoslovaquie, comme partout ailleurs en Europe centrale et du Sud-Est, à la fois les intellectuels du parti *et les hommes-clés de la police secrète* sont pour la plupart d'origine juive ; l'homme de la rue, par conséquent, est devenu enclin à identifier les responsables du parti avec les juifs et à blâmer les « communistes juifs » pour tous ses problèmes » ( *New Statesman*, 1952) ; « … Le gouvernement fortement juif (90 pour cents dans les hauts rangs) de la Hongrie communiste sous le Premier secrétaire communiste Matyas Rakosi, qui est lui-même un juif » ( *Time*, New York, 1953). « La Roumanie, avec la Hongrie, comptent probablement le plus grand nombre de juifs dans l'administration » ( *New York Herald Tribune*, 1953). Toutes ces citations, et de nombreuses autres similaires dans mes dossiers, viennent d'articles réprouvant « l'antisémitisme » dans « les pays satellites », et à cette époque, alors que l'on savait que ces pays étaient dirigés par des juifs, le président Eisenhower fit sa déclaration à propos d'« une vague d'antisémitisme fanatique dans… les pays satellites d'Europe de l'Est ».

Que pouvaient signifier ces menaces de Washington pour les peuples captifs, hormis l'avertissement de ne pas grommeler contre ceux qui maniaient le knout ; pourtant, en même temps on leur promettait la « libération », et « The Voice of America » [la Voix de l'Amérique – NdT] et « Radio Free Europe » [Radio Europe Libre – NdT] les tourmentaient tous les soirs avec les descriptions de leur propre situation critique.

Ceci était l'arrière-plan déroutant des soulèvements nationaux polonais et hongrois d'octobre 1956, dont le premier signe, à nouveau, fut donné par les émeutes de Poznan, en Pologne, en juin 1956. Immédiatement après, l'article de M. Sulzberger à propos de « l'Antisémitisme derrière le Rideau de Fer » parut, dans lequel il se plaignait du renvoi de M. Jakub Berman et de celui par le maréchal Rokossovsky, commandant de l'armée polonaise, de « plusieurs centaines d'officiers juifs ». En août, l'un des deux Vices-Premiers ministres, M. Zenon Nowak (l'autre était un juif, M. Hilary Mine) dit que la campagne pour la « démocratisation » ou la « libération » qui était menée dans la presse polonaise était déformée par l'introduction, et l'importance particulière donnée au sujet « des juifs ». Il dit que la nation croyait qu'il y avait « un nombre disproportionné de juifs dans le parti principal et les postes du gouvernement », et en guise de preuve il lut une liste de leur représentation dans les différents ministères. Un certain professeur Kotabinski, répondant à, et attaquant M. Nowak, dit que les juifs

« étaient presque devenus majoritaires dans les postes-clés, et la préférence de leur propre peuple pour l'attribution des emplois n'avait pas été évitée ». ( *New York Times*, 11 octobre 1956).

À cette date, la Pologne était sous la domination *soviétique* et la terreur *juive* depuis onze ans. Pas grand-chose n'avait changé dans le tableau qu'avait donné l'ambassadeur américain, M. Arthur Bliss Lane, des années 1945-1947 :

**« Les membres de l'ambassade américaine ont été le témoin de plus d'une arrestation par la Police de Sécurité… des méthodes terrifiantes, telles que les arrestations au milieu de la nuit, et la personne arrêtée n'était en général pas autorisée à communiquer avec le monde extérieur, peut-être pendant des mois, peut-être pour toujours… Même nos sources juives ont admis… la grande impopularité des juifs aux positions-clés du gouvernement. Ces hommes incluaient Minc, Berman, Olczewski, Radkiewicz et Spychalski… il y avait un sentiment d'amertume au sein de la milice envers les juifs parce que la Police de Sécurité, contrôlée par Radkiewicz, dominait la milice et l'armée… De plus, la Police de Sécurité, de même que la Police de Sécurité Interne, comptaient parmi leurs membres de nombreux juifs d'origine russe ».**

Ce contrôle juif de la terreur ne commença à s'affaiblir qu'après onze ans seulement. En mai 1956, M. Jakub Berman (« considéré comme l'homme n° 1 de Moscou au Parti polonais », *New York Times*, 21 octobre 1956) démissionna de son poste de Vice-Premier ministre et au début d'octobre 1956, M. Hilary Minc (« considéré comme l'homme n° 2 de Moscou ») démissionna également. (M. Nowak, l'un des nouveau Vice-Premiers ministres, fut attaqué comme « antisémite » dès le début).

Ceci était le contexte significatif du soulèvement national du 20 octobre. La Pologne, dans sa première expérience de domination communiste, comme la Russie, la Hongrie et la Bavière en 1917-1919, avait découvert que la terreur - sur laquelle cette domination reposait - était *juive*, et était déjà attaquée pour « antisémitisme » en Amérique et en Angleterre parce qu'elle tentait de se libérer de la terreur. Comme tous les autres pays, elle fut prise dans le dilemme causé par « la question juive ». La situation réelle des juifs qui n'étaient pas dans des postes élevés en Pologne s'avère avoir été meilleure que celle d'autres parties de la population, à en juger par les différents comptes rendus réalisés à cette

période en rendant visite à des rabbins et des journalistes d'Amérique. Soit dit en passant, le nombre total de juifs en Pologne à cette époque varie, dans les « estimations » juives publiées, d'« environ trente mille » (le *New York Times*, 13 juillet 1956) à « environ cinquante mille » (le *New York Times*, 31 août 1956), la population totale de Pologne étant estimée, dans les ouvrages de référence actuels, à approximativement 25.000.000. Leur proportion, par conséquent, représente une petite fraction d'un pour cent, et jamais avant ce siècle, où que ce soit, une minorité de cette petitesse extrême n'a prétendu devenir « presque majoritaire dans les postes-clés », en manifestant une « préférence de leur propre peuple pour l'attribution des emplois ».

Le cas de la Hongrie était plus significatif, car ce pays subit après 1945 sa *seconde* expérience de domination communiste. Non seulement elle découvrit que la terreur était à nouveau juive, mais elle était exercée *par les mêmes hommes*. Cette réinstallation délibérée de terroristes juifs détestés d'une nation à cause de leurs actions vingt-six ans auparavant (les détails sont donnés plus loin dans ce chapitre) est la preuve la plus forte jusque-là fournie de l'existence à Moscou d'un pouvoir contrôlant la révolution, qui délibérément confère à ses actes barbares la signature *talmudique* - et non soviétique, communiste ou russe.

Dans ce contexte, qui n'était pas compris dans « le monde libre », les forces de la régénération nationale s'employaient petit à petit à se libérer de la terreur. En avril 1956, M. Wladislav Gomulka (emprisonné de 1951 à 1956 sous le régime Berman-Minc comme « déviationniste ») fut libéré et devint immédiatement le symbole de l'espoir national, car bien qu'il fût communiste, il était polonais. Il fut rétabli au Comité Central du Parti communiste polonais le 19 octobre 1956, et le 20 octobre fit quelque chose qui aurait pu changer la tournure entière de notre siècle, n'était l'ombre qui tomba bientôt sur les événements qui suivirent (cette fois depuis l'autre centre de « la question juive », la Palestine). Il présenta à la nation polonaise une quasi-déclaration d'indépendance, attaqua « l'anarchie des douze dernières années », promit des élections et déclara que « le peuple polonais se défendra avec tous les moyens possibles afin que nous ne soyons pas poussés sur le bord de la route qui mène à la démocratisation ».

Il fit cela face à une visite éclair des chefs moscovites eux-mêmes. M. Khrouchtchev était accompagné par des généraux et menaça d'utiliser

l'Armée rouge. Il semble qu'il ait été totalement décontenancé par le front courageux que lui offrirent M. Gomulka et, en particulier, M. Edward Ochab (lui aussi un « antisémite » dans l'article de M. Sulzberger) qui dit, d'après le récit : « Si vous n'arrêtez pas vos troupes immédiatement, nous sortirons d'ici et couperons tout contact ». L'armée polonaise était manifestement prête à défendre la cause nationale, et M. Khrouchtchev capitula. Le maréchal Rokossovsky disparut à Moscou[72] et, en tant que symbole de la renaissance de la nation, le cardinal Wyszynski (déchu de son office en 1953, sous le régime Berman-Minc) fut libéré.

L'allégresse se répandit sur toute la Pologne. La révolution avait enduré sa première défaite majeure ; la foi avait été restaurée (c'était le sens de la libération du cardinal) ; la nation, abandonnée du monde extérieur, avait fait un premier grand pas vers son auto-libération.

Immédiatement le feu de brousse se répandit en Hongrie. Le grand événement de Pologne fut oublié dans l'excitation causée par un événement encore plus grand. Tous les processus de la nature humaine, le temps et la providence semblaient enfin converger vers une fin heureuse.

En Hongrie, le 22 octobre 1956, deux jours après la déclaration polonaise d'indépendance, les gens se rassemblèrent dans les rues pour réclamer le retour de M. Imre Nagy au poste de Premier ministre et le retrait des troupes d'occupation soviétiques. Aucun d'entre eux ne réalisait à l'époque qu'ils étaient en train de démarrer un soulèvement national qui devait se transformer en guerre nationale de libération.

L'étincelle venait de Pologne et le contexte était le même, à la différence que la Hongrie était en train de subir sa *deuxième* épreuve aux mains des commissaires du peuple juifs. L'objet principal de sa peur et de sa haine à ce moment-là était un certain Ernö Gerö, chef du Parti communiste hongrois et *troisième* chef terroriste juif de 1919 envoyé en Hongrie par Moscou pour y exercer la terreur. Ainsi dans cet événement, non seulement l'amertume accumulée des années 1945-1956 explosa, mais aussi le souvenir de la terreur de 1918-1919.

M. Imre Nagy, comme M. Gomulka en Pologne, devint le symbole des espoirs nationaux à ce moment-là parce que c'était un communiste « national ». C'est-à-dire que c'était un Magyar, de la même façon que Gomulka était un Polonais, et non un étranger. Son rôle dans le processus de l'Histoire, si on lui avait permis de le remplir, aurait probablement été de

faire les premiers pas vers la restauration de la souveraineté nationale et de la liberté individuelle hongroises, après quoi il aurait ouvert la voie à un successeur élu. Sa popularité symbolique au moment du soulèvement national fut principalement due au fait qu'il avait été déchu de la fonction de Premier ministre en 1953, et exclu du Parti communiste en 1955 par les détestés Matyas Rakosi et Ernö Gerö.

En Hongrie, de même qu'en Pologne, la nation voulait des choses distinctes, toutes rendues claires par les paroles et les actes des jours qui suivirent : la restauration de la foi nationale (symbolisée par la libération du cardinal, emprisonné par les terroristes juifs), la libération de la nation (par le retrait des troupes soviétiques), l'abolition de la police secrète terroriste et la punition des chefs terroristes. La réclamation initiale de ces choses, toutefois, s'exprima par une manifestation pacifique, non par des émeutes ou un soulèvement.**73** Elles se firent bruyantes après un discours violemment injurieux de Gerö, le leader du parti, qui conserva ce poste quand le comité central du parti installa M. Nagy comme Premier ministre. Gerö chargea alors les troupes soviétiques d'entrer dans Budapest et de rétablir l'ordre. Rencontrant des manifestants Place du Parlement, rassemblés pour réclamer le renvoi de Gerö, les chars soviétiques et la police terroriste de Gerö ouvrirent le feu, laissant les rues jonchées de morts et d'hommes et de femmes agonisants (le 24 octobre 1956). Ce fut le début du véritable soulèvement ; la nation s'éleva à l'unisson contre les troupes soviétiques et la police terroriste haïe, et en quelques jours la révolution communiste subit une défaite qui fit ressembler celle de Pologne à une simple rebuffade.

Le cardinal fut libéré, M. Nagi s'auto-investit Premier ministre, le détesté Gerö disparut (sur la Riviera de Crimée, en compagnie de Rakosi, selon la rumeur), la police terroriste fut pourchassée et ses quartiers démolis. La statue de Staline fut jetée à terre et réduite en miettes ; partout les troupes hongroises aidèrent au soulèvement ou restèrent passives ; les troupes soviétiques (qui à ce moment-là étaient principalement *russes*) firent souvent preuve de solidarité envers les Hongrois et beaucoup de leurs chars furent détruits. Ce fut le moment le plus prometteur de l'histoire de l'Europe depuis 1917, mais au loin le sionisme arrivait à la rescousse pour sauver la révolution de sa déconfiture et en quelques jours, quelques heures même, tout ce qui avait été gagné allait être détruit.

Il faudrait ici dresser le contexte en quelques mots, avant la description du second stade de la guerre des Hongrois, parce que le cas de la Hongrie est probablement le plus significatif d'entre tous. Pour une raison ou pour une autre, le pouvoir moscovite fut plus déterminé dans ce cas que dans aucun autre, à identifier les juifs avec la terreur, si bien que l'expérience hongroise, plus fortement que toute autre, indique un contrôle juif ou talmudique *ininterrompu* de la révolution elle-même depuis son siège de pouvoir à Moscou.

Le régime de 1919 en Hongrie, que les Magyars eux-mêmes renversèrent après une terreur brève mais impitoyable, avait été juif. La présence d'un ou deux non-juifs au sein du régime n'avait pas nuancé cela, sa nature essentielle. C'était la terreur de quatre principaux leaders juifs, soutenus par une majorité de subalternes juifs, du nom de Bela Kun, Matyas Rakosi, Tibor Szamuely et Ernö Gerö, dont aucun ne pouvait être appelé Hongrois et dont tous avaient été formés à leur tâche à Moscou.

Après la Seconde Guerre, des élections libres, pour quelque raison d'opportunisme politique, furent autorisées en Hongrie (nov. 1945). Elles produisirent le résultat naturel : une immense majorité pour le Parti des Petits Propriétaires ; les communistes, malgré la présence de l'Armée rouge, firent une piètre performance. Ensuite, Matyas Rakosi fut renvoyé en Hongrie (Szamuely s'était suicidé en 1919 ; Bela Kun disparut dans quelque purge soviétique anonyme dans les années 30, mais en février 1956, sa mémoire fut solennellement « réhabilitée » au Vingtième Congrès soviétique de Moscou, et on peut aujourd'hui voir cela comme une menace aux Hongrois de ce à quoi ils devaient s'attendre en octobre 1956).

Avec l'aide de la police terroriste et de l'Armée rouge, Rakosi commença à détruire les autres partis et les opposants, dont cinq (y compris le célèbre M. Laszlo Rajk) avaient été pendus par Gerö et lui en 1949, après les « confessions » familières de conspiration avec « les pouvoirs impérialistes » (une allégation qui laissa les pouvoirs impérialistes autant indifférents qu'ils étaient furieux de l'allégation de « conspiration *sioniste* » en 1952). En 1948, la Hongrie, sous Rakosi, était complètement soviétisée et terrorisée. Le terroriste en chef, sous Rakosi lui-même, était cette fois Ernö Gerö, qui avait quitté Moscou et était aussi revenu en Hongrie après vingt ans ; il organisa le procès et ordonna l'incarcération du chef religieux de Hongrie, le cardinal Mindszenty[74] (qui avant de disparaître incarcéré

demanda à la nation de ne croire à aucune confession qui lui avait été imputée par ses géôliers). Après cela, la Hongrie fut placée pendant plusieurs années sous la terreur de deux des hommes qui l'avaient crucifiée en 1919, et le gouvernement entier devint « juif à 90 pour cent dans les postes haut placés ». Ainsi, pour les Hongrois aussi, la terreur fut-elle juive et talmudique, et non communiste, soviétique ou russe, et on lui donna délibérément cette nature ; le but du retour de Rakosi et de Gerö après la Seconde Guerre est on ne peut plus clair, et leurs actes furent tout aussi clairs.

En juin 1953, Rakosi démissionna de la fonction de Premier ministre et le *Times* annonça que « M. Gerö est le seul juif restant au cabinet, qui sous M. Rakosi était en majorité juif ». Comme Rakosi demeura le leader du parti et que Gerö était Vice-Premier ministre, rien ne changea guère, et en juillet 1956, quand Rakosi démissionna également de la fonction de leader du parti, Gerö lui succéda à ce poste, avec les conséquences qui furent visibles en octobre.

Même Gerö semble avoir fait de son « mieux » à ce moment-là, car après la victoire du peuple hongrois, les troupes de l'Armée rouge se retirèrent (le 28 oct.) et deux jours plus tard (le 30 oct.), le gouvernement soviétique retransmit au monde une déclaration admettant « des violations et des fautes qui enfreignaient les principes d'égalité dans les relations entre les états socialistes », proposant de discuter de « mesures… pour supprimer toute possibilité de violer le principe de souveraineté nationale », et d'entreprendre « d'examiner la question des troupes soviétiques postées sur les territoires de Hongrie, de Roumanie et de Pologne ».

Était-ce une ruse, uniquement dans le but d'apaiser les populations le temps que l'assassin ait quelque répit, ou était-ce une véritable retraite et une admission forcée d'erreur, ouvrant de formidables perspectives de conciliation et d'espoir pour les populations ?

*Si* Israël n'avait pas attaqué l'Égypte… *si* la Grande-Bretagne et la France ne s'étaient pas jointes à cette attaque… si ces choses n'étaient pas arrivées, le monde connaîtrait la réponse à cette question aujourd'hui. Maintenant, il ne saura jamais, car l'attaque sioniste de l'Égypte, et la participation britannique et française, libérèrent la révolution de son dilemme ; comme par magie, les yeux du monde spectateur se tournèrent depuis la Hongrie vers le Moyen-Orient et la Hongrie fut oubliée. En vain,

M. Nagy retransmit son appel au monde le lendemain même, en disant que 200.000 hommes et cinq mille chars s'approchaient de la Hongrie.

Budapest fut pulvérisée. Le 7 novembre, la voix de la dernière radio libre hongroise disparut de l'antenne (Radio Rakoczi à Dunapentele), tout comme la voix des Polonais avait disparu en 1944 et celle des Tchèques en 1939, léguant leurs misères à « l'Occident ».

« Ceci est notre dernière émission. Nous sommes submergés par les chars et les avions soviétiques ». Ces paroles, rapporte le correspondant de Vienne au *New York Times*, « furent suivies d'un bruit de fracas tonitruant. Puis ce fut le silence. »

M. Nagy se réfugia à l'ambassade de Yougoslavie, et alors qu'il la quittait sous sauf-conduit soviétique, il fut déporté quelque part on ne sait où. Le cardinal trouva refuge à l'ambassade Américaine. Fin novembre, le délégué cubain aux Nations unies, une autorité bien informée, déclara que 65.000 personnes avaient été tuées en Hongrie. Plus de 100.000 avaient maintenant fui, traversant la frontière autrichienne, un petit pays qui maintenait les standards en miettes de « l'Occident » en acceptant tous ceux qui arrivaient sans poser de questions. Quelques milliers de ces personnes atteignirent l'Amérique, où ils furent reçus par le secrétaire de l'armée américaine, un certain M. Wilbur M. Brucker, qui leur ordonna « d'applaudir le drapeau américain » et ensuite « d'applaudir le président Eisenhower ».

Ce furent véritablement dix jours qui bouleversèrent le monde, et le bouleverseront encore plus si la véritable histoire est jamais racontée. Ils montrèrent que les valeurs qui autrefois étaient symbolisées par ces deux mots : « L'Occident », étaient maintenant incarnées dans ces populations captives d'Europe de l'Est, et non dans l'Amérique, l'Angleterre ou la France.

Ces pays avaient le dos tourné à la scène hongroise. Ils étaient absorbés par les événements au Moyen-Orient. « La question juive » au Moyen-Orient intervint à nouveau pour effacer l'aube d'un nouvel espoir en Europe. Une fois encore, le communisme révolutionnaire et le sionisme révolutionnaire œuvrèrent en parfaite synchronisation, comme en octobre 1917 ; les actes de l'un profitèrent directement à l'autre. Les Nations unies ne purent trouver le temps de discuter de l'appel au secours hongrois avant

que la nouvelle terreur n'écrase les appelants et ne restaure les agents homologués de la révolution aux places de délégués.

En Hongrie elle-même, la place de Gerö volatilisé fut prise par un autre commissaire du peuple de 1919. M. Ference Münnich, qui avait alors joué un rôle important dans le régime de Bela Kun, et était lui aussi revenu en Hongrie après la Seconde Guerre, avec l'Armée rouge. De 1946 à 1949, alors que Rakosi mettait un frein à la seconde terreur, M. Münnich était le chef de la police de Budapest. Là, il devint « Vice-Premier ministre, ministre de la Défense nationale et de la Sécurité publique » au gouvernement d'un certain Janos Kadar, installé par Moscou. M. Kadar aussi avait plus ou moins un passé d'indépendance, et donc il était peu probable qu'on l'autorise à exercer un quelconque pouvoir. M. Münnich (rapporte le *New York Times*) était « l'atout en réserve de Moscou, contrôlant M. Kadar ».

De cette façon, la nuit tomba à nouveau sur la Hongrie, et elle dut trouver le réconfort qu'elle pouvait dans les paroles du président, selon lesquelles il était désolé pour elle. La bombe à retardement au Moyen-Orient, à l'origine posée là la semaine même du triomphe de la révolution bolchevique à Moscou, explosa au moment du fiasco et de la défaite de la révolution. La diversion changea la situation la plus prometteuse depuis de nombreuses années en son opposé le plus sombre. L'Union soviétique ne fut guère inquiétée dans son entreprise de massacre en Hongrie tandis que les grandes puissances occidentales commençaient à se disputer entre elles à propos d'Israël, de l'Égypte et du canal de Suez ; le monde entier se tourna pour les regarder, et l'État soviétique, le sang d'une nation européenne sur les mains, put se joindre à l'anathème général de la Grande-Bretagne et de la France quand elles se joignirent à l'attaque israélienne.

La création de l'État sioniste se révéla être encore plus de mauvais augure que l'autre création des juifs talmudiques de Russie - la révolution communiste. La seconde partie de ce compte rendu des années de paroxysme a donc à voir avec les événements dans l'État sioniste, pendant les huit ans entre sa création par la terreur en 1948 et son attaque de l'Égypte en octobre 1956.

---

**NOTES DU CHAPITRE 46**

65 En 1952 environ, un poisson cœlentéré, d'une espèce jusqu'alors considérée comme disparue depuis des millions d'années, fut ramené à la surface de l'Océan Indien (portant gravement atteinte à la chaîne de la théorie darwinienne par son apparition, tout comme le fait de découvrir, un peu plus tard, que le crâne de Piltdown était un faux). L'émergence du sionisme lévitique, quand il émergea à la surface politique du XX[e] siècle, fut une surprise quelque peu similaire venue des profondeurs.

66 Sa place de dirigeant fut brièvement reprise par un certain Gueorgui Malenkov, qui la céda à des duumvirs, Nikita Khrouchtchev (leader du parti) et Nikolay Bulganin (Premier ministre). Le monde ne put dire dans quelle mesure ils héritèrent du pouvoir personnel de Staline ou furent dominés par d'autres. Survivant de tous les changements et purges, M. Lazare Kaganovitch, un Juif, demeura Vice-Premier ministre tout au long et à l'anniversaire bolchévique en novembre 1955, fut choisi pour dire au monde : «Les idées révolutionnaires ne connaissent pas de frontières». Quand les duumvirs visitèrent l'Inde ce mois là, le New York Times, demandant qui dirigeait l'Union soviétique en leur absence, répondirent «Lazare Kaganovitch, leader communiste chevronné». M. Kaganovitch fut parmi les proches les plus anciens et les plus intimes de Staline, mais ni cela ni aucun autre fait pertinent (en rapport) ne dissuada la presse occidentale d'attaquer Staline, dans ces derniers mois, comme étant le nouvel «Hitler» antisémite.

67 Ce tollé en Occident avait commencé dix semaines plus tôt, la veille de l'élection présidentielle en Amérique, en vertu d'un procès à Prague, où onze accusés sur quatorze furent pendus, après les «confessions» habituelles, sur les accusations de conspiration sioniste. Trois des victimes n'étaient pas juives, mais elles auraient aussi bien pu, elles aussi, ne pas être nées ou pendues, étant donné l'attention qu'elles reçurent dans la presse occidentale.

68 Qui, selon les « estimations » juives en cours, comptait quelque deux millions, soit environ un pour cent de la population soviétique totale (déclarée comme étant de 200.000.000 par le Manuel Statistique de l'Économie Soviétique du gouvernement Soviétique, en juin 1956).

69M. Eisenhower ajouta que « sa mère les avait élevés, son frère et lui, selon les enseignements de l'Ancien Testament ». Cette allusion quelque

peu sibylline se réfère à la secte chrétienne des Témoins de Jéhovah, au sein de laquelle M. Eisenhower et ses frères furent élevés dans la maison parentale.

**70** « Alors qu'il proclamait à nouveau la politique de libération, M. Dulles, secrétaire d'État, nia toute responsabilité des États-Unis dans le soulèvement malheureux en Hongrie. Il dit qu'au début de l'année 1952, le président et lui avaient invariablement déclaré que la libération devait être accomplie par des moyens pacifiques et évolutifs ». Déclaration à Augusta, Géorgie, 2 décembre 1956.

**71** Cette révolte fut écrasée, et une revanche impitoyable fut prise par « la terrifiante Frau Hilde Benjamin » (Le *Times*, 17 juillet 1953), qui fut promue ministre de la Justice pour l'occasion, et qui devint tristement célèbre pour ses condamnations à mort (dont celle d'un jeune adolescent qui distribuait des tracts anti-communistes) et pour sa persécution particulière de la secte des Témoins de Jéhovah, au sein de laquelle le président Eisenhower avait été élevé. Dans la pensée populaire et dans les descriptions du journal new-yorkais, elle était décrite comme « une juive ». Aussi loin que j'aie pu le découvrir par mes recherches, bien que mariée à un juif, elle n'était pas née juive.

**72** Un bon exemple de la confusion introduite dans cet événement par la « question juive ». Rokossovsky, né polonais et maréchal soviétique, stoppa l'avancée des troupes aux portes de Varsovie en 1944 pour donner aux troupes SS et de la Gestapo le temps et la liberté de massacrer l'armée de la résistance polonaise. Il était donc l'homme le plus haï de Pologne. En même temps, les journaux new-yorkais le considéraient comme « antisémite ». Quel sentiment général pesa le plus lourdement contre lui, on ne peut le déterminer à ce stade.

**73** Le compte rendu le plus authentique de l'événement originel fut donné, pour des raisons qui lui appartenaient, par le dictateur communiste yougoslave Tito, au cours d'un programme national, le 15 nov. 1956. Il dit, parmi bien d'autres choses : « Quand nous étions à Moscou, nous avons déclaré que le régime de Rakosi et Rakosi lui-même n'avaient pas les qualifications nécessaires pour diriger l'état hongrois ou pour le guider vers l'unité interne… Malheureusement, les camarades soviétiques ne nous ont pas crus… Quand les communistes hongrois eux-mêmes ont réclamé

le départ de Rakosi, les leaders soviétiques ont réalisé qu'il était impossible de continuer dans cette voie et ont convenu qu'il devait être destitué. Mais ils ont commis une erreur en ne permettant pas également la destitution de Gerö et des autres partisans de Rakosi… Ils sont tombés d'accord sur la destitution de Rakosi, à la condition que Gerö devait rester… Il avait suivi la même politique et était aussi coupable que Rakosi… Il a qualifié ces centaines de milliers de manifestants, qui étaient encore en train de manifester à l'époque, de populace » (un participant déclara que les paroles de Gerö furent : « sales bandits fascistes, et d'autres termes trop grossiers pour les répéter »)« … Cela était assez pour mettre le feu au baril de poudre et le faire exploser… Gerö a fait appel à l'armée. C'était une erreur fatale de faire appel à l'armée soviétique au moment où les manifestations étaient encore en cours… Cela a mis ces gens encore plus en colère, et alors une révolte spontanée a suivi… Nagy a appelé le peuple aux armes contre l'armée soviétique et a fait appel aux pays occidentaux pour qu'ils interviennent… »

**74** Ce trait anti-chrétien invariable et délibéré apparut à nouveau dans le traitement subi par le cardinal Mindszenty, dont il publia les détails après sa libération. En résumé, il dit avoir été torturé par ses ravisseurs pendant les vingt-neuf jours et nuits entre son arrestation et son procès, mis à nu, battu jour après jour avec un tuyau en caoutchouc, maintenu dans une cellule froide et humide pour irriter ses poumons affaiblis, forcé de regarder des spectacles obscènes, et interrogé sans pouvoir dormir durant toute cette période (interview publiée dans de nombreux journaux et périodiques, décembre 1956).

# LE CLIMATÈRE (2)

2. L'État sioniste

En ces années-là, le petit État improprement nommé « Israël » se révéla être quelque chose d'unique dans l'histoire. Il était gouverné, tout comme il fut conçu, installé et en grande partie peuplé, par des juifs non sémitiques de Russie, de la race des Khazars. Fondé sur une tradition tribale datant de l'Antiquité, avec laquelle ce peuple ne pouvait avoir aucun lien de sang imaginable, il développa un chauvinisme féroce basé sur l'application littérale de la Loi des Lévites dans l'ancienne Juda. Minuscule, il n'avait pas d'existence en propre et dès le début vécut seulement des richesses et des armes que ses puissants sympathisants des grands pays occidentaux pouvaient soutirer à leurs pays. Pendant ces années, il l'emporta sur les seigneurs de la guerre les plus belliqueux de l'Histoire, dans des paroles et des actions guerrières. Dirigé par des hommes de la même origine que ceux qui exerçaient la terreur en Pologne et en Hongrie, il menaça quotidiennement les sept peuples sémitiques voisins de la destruction et de l'asservissement prescrits pour eux dans le *Deutéronome* des Lévites.

Il fit cela dans la croyance non dissimulée que son pouvoir dans les capitales occidentales était suffisant pour dissuader les gouvernements de ces pays de jamais contredire sa volonté, et pour ordonner leur soutien en toutes circonstances. Il se comportait comme si l'Amérique, en particulier, était sa colonie, et les actes de ce pays se conformaient à cette idée. À l'intérieur de ses frontières, ses lois contre la conversion et le mariage mixte étaient celles du ô combien cité Hitler ; au-delà de ses frontières s'étendait une horde d'Arabes indigents, qu'il avait repoussés dans le désert, et dont le nombre s'éleva, par les naissances, à presque un million au cours de ces huit ans. Par des massacres et des raids répétés, on rappela à ces populations, et à leurs hôtes involontaires, que le sort de Deir Yassin leur pendait au nez aussi : « détruis totalement, homme, femme et enfant, … ne laisse rien en vie qui respire ». Les pays occidentaux, ses créateurs, murmurèrent des reproches tout en lui envoyant de l'argent et les moyens nécessaires à la guerre qu'ils prétendaient craindre ; ainsi, comme Frankenstein, ils créèrent l'organisme destructeur qu'ils ne pouvaient contrôler.

Fondé sur l'imagination, le petit État n'avait pas d'existence réelle, juste le pouvoir de répandre le malaise de par le monde - qui dès le moment de sa création n'eut aucun véritable moment de répit pour sortir de la peur. Il commença à accomplir les paroles de la Promesse ancienne : « À partir d'aujourd'hui, je répandrai la terreur et la crainte de toi parmi les peuples qui sont sous tous les cieux… [et qui] seront dans l'angoisse à cause de toi ».

Abandonné à ses propres ressources, il se serait effondré, tout comme le « Foyer National juif » des années de l'entre-deux-guerres se serait effondré. L'envie puissante de le quitter une fois encore commença à surmonter l'envie puissante d'y entrer, et cela en dépit du pouvoir du chauvinisme, qui pendant un temps triomphe de presque toutes les autres impulsions chez ceux qui y cèdent. En 1951, déjà, les départs auraient dépassé les arrivées, excepté que l'« ouverture incroyable » mentionnée plus tôt ( *New York Herald Tribune*, avril 1953) se fit alors « dans le Rideau de Fer » (où les ouvertures n'ont guère lieu, à moins d'être intentionnées ; l'État communiste révolutionnaire avait à l'évidence un but calculé en réapprovisionnant l'État sioniste révolutionnaire avec des habitants à cette période). Néanmoins, en 1952, 13.000 émigrés partirent et seulement 24.470 entrèrent, et en 1953 (la dernière année pour laquelle je possède des chiffres), l'émigration dépassa l'immigration, selon l'Agence juive. Un certain Dr Benjamin Avniel, prenant la parole à Jérusalem, dit au mois de juin que dans les cinq premiers mois, 8500 immigrants étaient arrivés et 25.000 personnes étaient parties.

C'était l'évolution naturelle, si « Israël » était livrée à elle-même, car elle n'avait rien d'autre à offrir que le chauvinisme. Le portrait des conditions de vie sur le territoire est donné par les autorités juives. M. Moshé Smilanski (fort de soixante ans d'expérience en Palestine) écrivit dans la *Jewish Review* [NdT : la revue juive] de février 1952 :

« Quand le mandat britannique a pris fin, le pays était riche. Les entrepôts alimentaires, privés et gouvernementaux, étaient pleins et il y avait un bon stock de matières premières. Le pays avait trente millions de livres à la Banque d'Angleterre, en plus de fonds britanniques et américains en grande quantité. La monnaie en circulation était d'environ trente millions de livres, qui avaient la même valeur que la livre sterling… Le gouvernement mandataire nous a laissé un héritage de valeur, le port

profond d'Haïfa, deux digues à Jaffa et Tel Aviv, des chemins de fer, de nombreuses routes et des bâtiments gouvernementaux de qualité, des terrains d'aviation militaires et civils très bien équipés, des casernes militaires de qualité et les raffineries de Haïfa. Les Arabes qui ont fui ont laissé derrière eux environ cinq millions de dounams de terre cultivable, comprenant des vergers, des orangeraies, des oliveraies, des vignes et des arbres fruitiers, environ 75.000 maisons d'habitation en ville, dont certaines très élégantes, environ 75.000 magasins, usines et biens mobiliers, des meubles, des tapis, des bijoux, etc. Tout ceci représente de la richesse, et si nous, en Israël, sommes tombés dans la pauvreté, nous accusons l'excessive centralisation bureaucratique, la restriction de l'entreprise privée et la promesse d'un régime socialisant pour notre époque ».

En avril 1953, M. Hurwitz du Parti révisionniste d'Israël parla, devant une audience juive à Johannesburg, de la « dégradation » de l'État sioniste. Il dit qu'il ne pouvait rester aveugle à cette situation alarmante :

**« Économiquement, le pays est au bord de la faillite. L'immigration a diminué et durant les derniers mois, il y a eu plus de gens qui ont quitté le pays qu'il n'y en a qui y sont entrés. De plus, nous avons 50.000 chômeurs et des milliers de plus qui sont au chômage partiel ».**

On pourrait comparer ces deux citations (j'en ai de nombreuses autres d'une teneur similaire) venant de résidents juifs, à l'image de la vie en Israël que les populations occidentales recevaient de leurs hommes politiques. Un certain M. Clement Davies (leader du Parti libéral britannique - qui avait 401 sièges à la Chambre des communes en 1906, et 6 sous son leadership, en 1956), devant une audience juive à Tel Aviv, « salua les progrès en cours dans l'État juif, qui pour lui semblaient être un miracle de progrès le long de la voie de la restitution du pays à une terre où coulaient le lait et le miel » (publié dans le même journal juif que les remarques de M. Hurwitz). À la même période, M. Franklin D. Roosevelt Junior, en campagne électorale à New York (où « le vote juif » est considéré comme décisif) dit : « Israël est une parcelle de vie et d'espoir dans l'océan des populations arabes grouillantes. Elle « vend la liberté » pour le monde libre avec plus de succès que toute la propagande que nous avons pu envoyer des États-Unis d'Amérique ».

M. Adlai Stevenson, faisant campagne pour la présidence de 1952, dit au public sioniste qu'« Israël a accueilli parmi elle, à bras ouverts et

chaleureusement, tout son peuple en recherche d'un refuge contre l'adversité… L'Amérique ferait bien de prendre exemple, concernant ses propres politiques d'immigration, sur la générosité de la nation d'Israël, et nous devons œuvrer dans ce but » (la seule signification possible à cela est que le peuple américain devrait être chassé des États-Unis et qu'on devrait rendre leurs terres aux Indiens nord-américains). Un autre aspirant à la présidence, un certain M. Stuart Symington, dit qu'« Israël est un exemple de la manière dont la détermination, le courage et l'action constructive peuvent finir par l'emporter, pour les idéaux démocratiques, au lieu d'abandonner le terrain à l'impérialisme soviétique » (à environ la même période, les professeurs de l'État israéliens étaient en train de chanter le Drapeau Rouge [l'hymne du parti travailliste - NdT] par décret gouvernemental, le Premier Mai, tandis que les politiciens de Washington et de Londres fulminaient contre « l'antisémitisme derrière le Rideau de Fer »).

Face à l'inversion prolongée de la vérité par les hommes politiques de tous les partis d'Amérique et d'Angleterre, seules des protestations juives - comme dans les décennies précédentes - se firent entendre (pour la raison donnée auparavant, qui est que l'on empêcha efficacement les écrivains non-juifs de publier de telles protestations).

M. William Zukerman écrivit :

**« La théorie généralement acceptée selon laquelle l'émergence de l'État d'Israël servirait à unifier et à cimenter le peuple juif s'est révélée fausse. Au contraire, le Congrès » (le Congrès sioniste de Jérusalem, 1951) « a démontré de manière dramatique que la création d'un État politique juif après deux mille ans a introduit une nouvelle et puissante distinction, que les juifs en tant que groupe n'ont pas connue depuis des siècles, et qu'il est probable qu'Israël séparera plutôt qu'elle n'unira les juifs à l'avenir… D'une façon quelque peu mystique, Israël est censée avoir une juridiction unique sur les dix à douze millions de juifs qui vivent dans tous les pays du monde en dehors d'Israël… Elle doit continuer à s'agrandir en important des juifs du monde entier, peu importe s'ils vivent heureux dans leurs pays actuels… Les juifs qui vivent dans ces pays depuis des générations et des siècles, doivent selon cette théorie être « rachetés » de « l'exil » et amenés en Israël par un procédé d'immigration de masse… Les leaders israéliens de tous les**

**partis, depuis l'extrême droite jusqu'à l'extrême gauche, y compris le Premier ministre Ben Gourion, ont commencé à exiger que les juifs américains, et particulièrement les sionistes, tiennent leurs engagements envers l'ancienne patrie, quittent « l'exil » américain et s'installent en Israël, ou au moins y envoient leurs enfants… Le Congrès de Jérusalem a officiellement marqué la fin de la gloire du sionisme américain et l'inauguration d'une période d'intense nationalisme moyen-oriental… façonné sur le modèle de feu Vladimir Jabotinsky, qui rêva d'un grand État juif sur les deux rives du Jourdain, pour y inclure tous les juifs et pour devenir la plus grande puissance militaire du Proche-Orient ».**

M. Lessing J. Rosenwald protesta de façon similaire :

**« Nous déclarons notre invariable opposition à tous les programmes destinés à transformer les juifs en un bloc nationaliste aux intérêts particuliers dans l'État étranger d'Israël. La politique dictée par M. Ben Gourion pour le sionisme américain encourage les sionistes à intensifier leurs efforts pour organiser les juifs américains en bloc de pression politique indépendant, aux États-Unis. Ce programme est destiné à transformer les juifs américains en colonie spirituelle et culturelle d'un État étranger… Nous pensons que le nationalisme « juif » est une distorsion de notre foi, la réduisant, depuis des dimensions universelles, aux dimensions d'une secte nationaliste ».**

Les protestations juives, c'était tout naturel, étaient suscitées par la crainte de l'effet du sionisme, en tant que générateur de discorde, sur les *juifs*. Cela n'était qu'un aspect infime du problème : le véritable danger du sionisme se trouvait dans sa capacité à diviser les nations du monde entre elles et à les amener à entrer en collision, catastrophe dans laquelle les grandes populations de l'humanité seraient impliquées dans une proportion de cent ou d'un millier pour chaque juif.

Décrire cette évidente probabilité était une hérésie dans les années 1950, et les protestations non-juives restèrent impubliées, tandis que les protestations juives furent inefficaces. En 1953, le journal juif de New York, *Commentary*, fut ainsi en mesure d'annoncer que la catastrophe prévisible s'était rapprochée un peu plus, en ces termes : « La survie et la consolidation d'Israël sont devenues un élément définitif de la politique

étrangère des États-Unis et *aucun résultat ou changement électoral n'affecteront cela* ».

Voilà, une fois encore, la mystérieuse référence à un pouvoir supérieur à tous les présidents, Premiers ministres et partis sur lesquels j'ai attiré l'attention plus haut. C'est ce que M. Léopold Amery, l'un des ministres britanniques responsables de la Palestine durant la période de l'entre-deux-guerres, dit un jour : La politique est *fixée* et ne *peut changer.* Le secret intime de toute l'affaire est contenu dans ces affirmations menaçantes, dans lesquelles l'accent d'autorité et de connaissance supérieure est clair. Elles sont laconiques, mais spécifiques et catégoriques, et expriment la *certitude* que l'Occident ne peut, et ne voudra se retirer du jeu de l'ambition sioniste en aucune circonstance. La *certitude* doit reposer sur quelque chose de plus solide que les menaces, ou même la capacité à influencer « le vote juif » et la presse publique d'une façon ou d'une autre. Le ton est celui de maîtres qui *savent* que les galériens doivent faire ce qu'on leur ordonne parce qu'ils sont enchaînés et ne peuvent s'échapper.

Le *New York Times*, dont j'estime qu'il s'exprime avec autorité au nom du « pouvoir juif » dans le monde, a souvent fait allusion à cette secrète entente, ou capitulation, ou quoi que cela puisse être dans sa nature : par exemple, « En essence, le soutien politique que l'État d'Israël a aux États-Unis rend toute décision antagoniste aux intérêts israéliens impossible à envisager pour une administration américaine » (1956).

Si cela fait juste allusion au contrôle de la machine électorale, cela veut dire que la méthode de gouvernement parlementaire par les « élections libres » a été complètement falsifiée. À mon avis, c'est le cas en Occident en ce qui concerne le présent siècle.

Cette situation en Occident seul a permis au nouvel État de survivre. Il a été maintenu en vie par des infusions d'argent venu d'Amérique. *Commentary* (cité plus haut) a déclaré qu'en juin 1953, l'aide totale du gouvernement des États-Unis à Israël s'élevait à $ 293.000.000 avec un supplément de $ 200.000.000 sous forme de prêts bancaires Import-Export. Le représentant du programme d'« assistance technique » du président Truman à Jérusalem déclara (octobre 1952) qu'Israël avait reçu la plus grosse part d'entre tous les pays du monde, proportionnellement à sa population, et plus que tous les États du Moyen-Orient additionnés. Le *New York Herald-Tribune* (12 mars 1953) dit que le montant total d'argent

américain, y compris les prêts et les cadeaux personnels, se monta à « plus de $ 1.000.000.000 durant les cinq premières années de l'existence d'Israël », qui ainsi, ajouta le journal, fut « assurée ». En plus de tout cela, vint le tribut annuel allemand - soutiré par le gouvernement américain - de 520.000.000 livres israéliennes. Je n'ai pu trouver les chiffres officiels pour le total cumulé jusqu'en 1956 ; le délégué syrien aux Nations unies, après l'une des attaques sionistes de cette année, a dit que « depuis 1948, un flot de $ 1.500.000.000 coule des États-Unis jusqu'en Israël sous forme de contributions, de subventions, de bons et de prêts » (même ce chiffre exclue les paiements allemands et autres formes de tributs occidentaux).

On n'a jamais vu rien de tel dans le monde auparavant. Un État financé ainsi depuis l'étranger peut bien se permettre (financièrement) d'être belliqueux, et l'attitude menaçante du nouvel État n'a été rendue possible que par cet afflux massif d'argent occidental, principalement américain. Assuré de ce soutien financier sans réserve et d'un soutien politique à Washington qui *ne pouvait changer,* le nouvel État mit en œuvre son ambition grandiose : restaurer dans sa pleine puissance, au XX^e^ siècle de notre ère, la « Nouvelle Loi » promulguée par les Lévites dans le *Deutéronome* en 621 av. J.-C. Tout ce qui viendrait serait « l'accomplissement » de cela ; les Khazars mongols devaient voir que Jéhovah honorerait son contrat, tel que les Lévites l'avaient publié. Et ce qui suivit fut en fait un acompte provisionnel sur cet « accomplissement » ; la vision des « païens » amenant les trésors terrestres à Jérusalem commença à devenir réalité, sous forme d'argent américain, de tribut allemand et du reste.

Avec un porte-monnaie ainsi bien rempli, le petit État commença à poursuivre le fantasme d'un « accomplissement » entier et littéral, qui est de voir, au moment de la fin miraculeuse, tous les grands de la terre rabaissés, Sion toute-puissante et tous les juifs « rassemblés ». Il rédigea la charte de ce « rassemblement » : la « loi de la nationalité », qui rendait israéliens tous les résidents juifs de l'État sioniste, et la « loi du retour », qui revendiquait Israël pour tous les juifs partout dans le monde - et dans les deux cas, qu'ils le veuillent ou non.[75]

Telles étaient les lois qui, telles des fantômes issus des ghettos disparus, alarmèrent M. Zukerman et M. Rosenwald. Elles expriment la plus grande ambition jamais proclamée par aucun État dans l'histoire, et le Premier

ministre, un certain M. Ben Gourion de Russie, fut explicite à ce sujet en de nombreuses occasions, par exemple dans son message du 16 juin 1951 aux sionistes d'Amérique : « Une opportunité rare a été donnée à notre organisation pour ouvrir la voie à un mouvement sioniste unificateur et uni qui se tiendra à la tête de la communauté juive américaine, à la grande époque qui s'ouvre au peuple juif avec l'établissement de l'État et le *début du rassemblement des exilés à l'intérieur de ce dernier* ». Le rabbin Hillel Silver, proche collaborateur du président Eisenhower, exprima la satisfaction particulière que « M. Ben Gourion accepte maintenant la vision que les tâches principales du mouvement sioniste, c'est le cas jusqu'à maintenant, incluent le *programme complet et non tronqué du sionisme* ». À New York, en juin 1952, M. Ben Gourion fut plus explicite : « L'État juif n'est *pas* l'accomplissement du sionisme… Le sionisme *englobe tous les juifs en tous lieux* ». Le second président d'Israël, M. Ben Zvi, lors de son investiture en décembre 1952, dit : « Le rassemblement [en Israël] des exilés demeure toujours notre tâche centrale et nous ne reculerons pas… Notre tâche historique ne sera pas accomplie sans l'assistance de *la nation entière* en Occident et en Orient ».

Le monde aurait lancé un concert de protestations si un kaiser ou un Hitler avait dit de telles choses. L'ambition exprimée par des paroles telles que « le programme complet et non tronqué du sionisme » est en fait illimitée, car c'est le programme politique contenu - sous l'apparence d'un contrat avec Jéhovah - dans la Torah : la domination mondiale des « païens », exercée depuis un empire s'étendant du Nil à l'Euphrate. Le soutien des gouvernements occidentaux a amené à la réalité ce qui autrement serait la prétention la plus absurde de toute l'histoire.

Que les hommes politiques occidentaux comprissent la pleine signification de ce qu'ils faisaient sembla impossible jusqu'en 1953, lorsqu'une déclaration fut faite qui sous-entendait cette pleine compréhension. En mai 1953, M. Winston Churchill, alors Premier ministre britannique, se disputait avec le Premier ministre égyptien à propos du canal de Suez et le menaça, non pas de châtiment britannique mais de châtiment *juif*. Il parla, au Parlement, de l'armée israélienne comme de « la meilleure du Levant » et dit que « rien de ce que nous ferons dans l'approvisionnement en avions de cette partie du monde ne permettra qu'Israël soit placée en position désavantageuse ». Puis il ajouta,

dans des termes très analogues à ceux de M. Ben Gourion et du rabbin Hillel Silver, qu'il « attendait *l'accomplissement des aspirations sionistes* ».

En aparté, voilà probablement l'engagement le plus grand jamais pris par un chef de gouvernement au nom d'une nation peu soupçonneuse. Le Parlement israélien fit immédiatement part de sa satisfaction concernant « l'attitude amicale de M. Churchill envers le gouvernement israélien actuellement, et envers le mouvement sioniste durant toute son existence ». Le public d'Angleterre lut ces mots sans comprendre, si jamais il les lut. Ils stupéfièrent de nombreux juifs, parmi lesquels même M. A. Abrahams, qui en révisionniste au long cours aurait pu, logiquement, être ravi (les révisionnistes poursuivent ouvertement l'ambition de feu M. Jabotinsky d'« un grand État juif sur les deux rives du Jourdain, pour y inclure tous les juifs et pour devenir la plus grande puissance militaire du Proche-Orient » - M. William Zukerman).

M. Abrahams demanda avec étonnement, et même avec un soupçon d'inquiétude, si les paroles de M. Churchill étaient vraiment sincères, disant : « Le Premier ministre est un vieil étudiant de la Bible ; il sait très bien que les aspirations sionistes demeure[rero]nt inaccomplies jusqu'à ce qu'Israël soit pleinement rétablie à l'intérieur des frontières historiques, la terre des Dix Tribus ».

Cette « aspiration », bien-sûr, ne peut être « accomplie » sans guerre universelle, et c'est manifestement la raison pour laquelle M. Abrahams fut interloqué, et presque atterré. Les paroles de M. Churchill, si elles étaient réfléchies et délibérément intentionnées, signifiaient le soutien à l'ambition grandiose dans toute sa littéralité, et le prix ultime de cela ne pouvait être que l'extinction de « l'Occident » tel qu'on l'a toujours connu.**76**

L'événement du 30 octobre 1956 (bien qu'il fut ordonné par l'héritier désigné de Sir Winston) semble montrer que les paroles de M. Churchill au mois de mai 1953, avec tout ce qu'elles présageaient pour son pays, *étaient* prononcées sérieusement. Si l'Occident, tel que ces paroles le laissaient à entendre, était secrètement employé à « l'accomplissement [inconditionnel] des aspirations sionistes », cela pouvait seulement signifier une guerre plus importante que l'Occident ait encore jamais subie, dans laquelle ses armées joueraient le rôle de pions dans un jeu désastreux, dans le but de diviser les peuples chrétiens, d'écraser les peuples musulmans, d'installer l'empire sioniste, et ensuite de servir de janissaires à ce dernier. Dans ce grand jeu

risqué, on attendrait des juifs partout dans le monde, de quelque côté de l'apparente ligne de combat qu'ils se trouvassent, qu'ils agissent dans l'intérêt primordial de Sion, selon la « loi du retour ». On peut avoir une idée de ce que cela pouvait signifier dans un article publié dans le *Jewish Herald* de Johannesburg le 10 novembre 1950, à propos d'un épisode secret de la Seconde Guerre. Selon cet article, quand la production d'armes atomiques démarra, « une proposition fut faite au Dr Weizmann de rassembler quelques-uns des scientifiques juifs les plus éminents afin d'établir une équipe qui négocierait avec les alliés dans l'intérêt de la communauté juive… J'ai vu le projet dessiné dans ses grandes lignes et soumis au Dr Weizmann par un scientifique qui avait lui-même atteint une certaine renommée dans le domaine de l'invention militaire ».

La menace est claire, avec de telles paroles. Quant à « l'accomplissement des aspirations sionistes », par ces moyens ou d'autres, le Dr Nahum Goldman, leader de l'Organisation sioniste Mondiale, fit une déclaration significative devant une audience juive à Johannesburg en août 1950. Décrivant une interview avec M. Ernest Bevin, alors ministre des Affaires étrangères, le Dr Goldman dit : « Ce minuscule pays (Israël) est un pays vraiment unique, sa position géographique est unique. Du temps où M. Bevin tentait d'obtenir l'État juif avec le consentement du gouvernement britannique, et au cours de l'une des discussions privées que j'eus avec lui, il dit : « Est-ce que vous savez ce que vous êtes en train de me demander ? Vous êtes en train de me demander de vous donner la clé de l'une des régions les plus vitales et stratégiques au monde. » Et j'ai répondu : « Il n'est écrit ni dans le Nouveau ni dans l'Ancien Testament que c'est la Grande-Bretagne qui doit avoir cette clé ».

M. Churchill, si ses paroles étaient pleinement intentionnelles, était apparemment prêt à tendre la clé, et après la mort de M. Bevin, tous les autres à Washington et Londres semblaient tout aussi prêts. Les effets sont déjà clairement visibles et prévisibles, et ces effets ne peuvent plus être excusés par le hasard. Ici, un grand projet s'avance clairement vers son accomplissement ou son fiasco, avec les grandes nations d'Occident faisant office d'escorte armée et elles-mêmes assurées d'être humiliées si ce projet réussit ; elles ressemblent à un homme qui prend un travail à la condition que son salaire baissera si l'entreprise prospère.

À chacune de ses étapes de mauvais augure, cette aventure a été discutée en tant que *projet* parmi les initiés. J'ai précédemment cité les paroles de Max Nordau au sixième Congrès sioniste de 1903 :

« Laissez-moi vous montrer les barreaux d'une échelle qui mène toujours plus haut… la prochaine guerre mondiale, la conférence de paix où, avec l'aide de l'Angleterre, une Palestine libre et juive sera construite. »

Vingt-cinq ans plus tard, un sioniste important en Angleterre, Lord Melchett, parla sur le même ton de la connaissance secrète aux sionistes de New York : « Si je m'étais tenu là en 1913 et que je vous avais dit « Venez à une conférence pour discuter de la reconstruction d'un foyer national en Palestine », vous m'auriez regardé comme un rêveur oisif, même si je vous avais dit en 1913 que l'archiduc d'Autriche serait tué et que de tout ce qui suivrait viendrait la chance, l'opportunité, l'occasion d'établir un foyer national pour les juifs, en Palestine. Ne vous êtes-vous jamais dit combien il était remarquable que du bain du sang mondial, cette opportunité soit née ? Croyez-vous vraiment que nous ayons été ramenés en Israël par un simple coup de chance ? » ( *Jewish Chronicle*, 9 novembre 1928).

Aujourd'hui, la Troisième Guerre mondiale, si elle arrive, ne sera de toute évidence pas un « coup de chance » ; la succession de causes menant aux conséquences, et l'identité du pouvoir contrôlant, ont été rendues visibles par l'écoulement fluide du temps. Trente et un ans après la déclaration impériale de Lord Melchett, je me trouvais par hasard (février 1956) en Caroline du Nord, et seulement grâce à ce hasard - et le journal local - j'ai été mis au courant d'un commentaire dans la même veine, apparemment inspiré d'une source olympienne similaire, à propos de la *troisième* guerre. M. Randolf Churchill, le fils de Sir Winston, était à cette période en visite chez l'ami de sa famille, M. Bernard Baruch, dont la résidence est la baronnie de Little Hobcaw en Caroline du Sud. En sortant de son entrevue avec cette autorité, M. Randolph Churchill déclara (Associated Press, 8 fév. 1956) que « la situation tendue du Moyen-Orient pourrait éclater en conflit armé à tout moment. Mais je ne pense pas que la civilisation va aller en *trébuchant* vers la prochaine guerre… La Troisième Guerre mondiale, si elle arrive, sera *froidement calculée et planifiée* plutôt qu'accidentelle ».

En arrière plan de « l'accomplissement » (le paiement du tribut par les grandes nations du monde et la déclaration que tous les juifs du monde

étaient ses sujets), le nouvel État donna la garantie de son intention de rétablir les « frontières historiques » par la parole et l'acte. Aucun « belliciste » occidental n'utilisa jamais de tels termes. M. Ben Gourion proclama (Johannesburg, *Jewish Herald*, 24 déc. 1952) qu'Israël « ne permettrait sous aucune condition le retour des émigrants arabes » (les habitants d'origine). Quant à Jérusalem (divisée entre les sionistes et les Jordaniens pendant « l'internationalisation » sous l'administration des Nations unies), « pour nous, l'avenir de cette ville est aussi fixé que celui de Londres, en dépit de ses frontières ridicules ; ce ne peut être un problème pour les négociations ». Les « exilés » à l'étranger devaient être « rassemblés » au rythme de « quatre millions d'immigrants les dix prochaines années » (le ministre des Affaires étrangères, M. Moshé Sharett, juin 1952) ou « dans les dix à quinze prochaines années » (déclara-t-il à une autre occasion).

Deux guerres mondiales avaient été nécessaires pour mettre en place « le foyer national » et l'« État », successivement, et pour y faire entrer quelque 1.500.000 juifs. Ces indices signifiaient une autre guerre mondiale dans les quinze ans au plus tard, car par aucun autre moyen autant de juifs ne pouvaient être arrachés aux pays où ils vivaient. Quant au coût de leur transfert, M. Ben Gourion dit que cela coûterait entre 7000 et 8000 millions de dollars (aux taux actuels, équivalant à la totalité de la dette nationale italienne, et environ cinq fois la dette nationale britannique en 1914) et il se « tournait vers la communauté juive américaine pour fournir cet argent ». De toute évidence, même la communauté juive américaine ne pouvait trouver pareilles sommes ; elles ne pouvaient être obtenues que des contribuables occidentaux.

Tout ce qui était dit était donc une menace de guerre aux Arabes voisins, et cela avait un sens spécial quand c'était dit (et cela le fut souvent) par M. Menahem Begin, chef du groupe d'« activistes », ou de tueurs, qui avait perpétré le massacre de Deir Yassin. Officiellement désavoués à l'époque, ils avaient été honorés dans le nouvel État et avaient formé un parti politique majeur, le Hérout, à son Parlement. Par conséquent, les Arabes savaient exactement de quoi ils étaient menacés quand M. Begin leur parlait.

Je vais donner un exemple typique. En mai 1953, il menaça le Roi de Jordanie, âgé de 18 ans au moment de son couronnement, de mort sous la

Loi du *Deutéronome* (qui guida l'acte de Deir Yassin). Prenant la parole lors d'un rassemblement de masse dans la partie sioniste de Jérusalem, à un jet de pierres des frontières jordaniennes, M. Begin dit : « À cette heure, un couronnement est en train d'avoir lieu, celui d'un jeune Arabe, en tant que Roi de Gilead, Bashân, Naplouse, Jéricho et Jérusalem. Le moment est approprié pour déclarer à ses oreilles et à celles de ses maîtres : « Nous reviendrons, et la ville de David sera libérée. »

L'allusion, obscure pour les lecteurs occidentaux et explicite pour n'importe quel Arabe ou Juif, se réfère à un verset du troisième chapitre du *Deutéronome :* « Le Roi de Bashân sortit se battre contre nous… Et L'Éternel me dit, Ne le crains pas : car je le livre entre tes mains, lui et tout son peuple, et son pays… Et L'Éternel, notre Dieu, livra encore entre nos mains Og, roi de Bashân, avec tout son peuple ; nous le battîmes, sans laisser échapper aucun de ses gens… Et nous *les détruisîmes totalement… détruisant totalement les hommes, les femmes et les enfants* ».

Ces menaces eurent une signification fatale pour les foules de fugitifs arabes rassemblées au-delà des frontières. Selon le récit de M. Henry R. Labouisse - Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine - en avril 1956, il y avait plus de 900.000 [réfugiés arabes] : 499.000 en Jordanie, 88.000 en Syrie, 103.000 au Liban et 21.000 en Égypte (dans la région de Gaza). Les menaces de M. Begin les maintinrent dans la perspective constante d'une nouvelle fuite, ou tentative de fuite, dans un désert plus reculé, toujours plus inhospitalier. Puis les paroles furent concrétisées par les actes ; une longue série de raids et de massacres locaux symboliques furent perpétrés, pour leur montrer que le sort de Deir Yassin leur pendait vraiment au nez.

Cela commença le 14 octobre 1953, quand une force puissante traversa soudainement la frontière jordanienne, assassina chaque être vivant à Qibya et détruit ce village ; soixante-six victimes, la plupart des femmes et des enfants, retrouvés massacrés. Les 499.000 Arabes réfugiés en Jordanie en tirèrent les conclusions naturelles. L'archevêque de York dit que le monde civilisé était « horrifié », que « le vote juif à New York avait un effet paralysant sur les Nations unies dans son traitement de la Palestine », et qu'à moins que des mesures énergiques ne soient prises, « le Moyen-Orient s'embrasera ». Le Conseil des députés des juifs britanniques qualifia cette déclaration de « provocatrice et [de] partiale » ; le maire de New York (un

certain M. Robert Wagner) dit qu'il était « choqué », et que « le bon archevêque ne connaît manifestement pas bien la scène américaine ». Les Nations unies condamnèrent timidement Israël.

Le 28 février 1955, une force puissante israélienne pénétra dans la région de Gaza (« accordée » aux Arabes par les Nations unies en 1949, et sous occupation miliaire égyptienne) où 215.000 réfugiés arabes se lamentaient « dans une misère noire le long d'une bande étroite de littoral aride, aux deux-tiers des dunes de sable » (Sir Thomas Rapp, *The Listener*, 6 mars 1955). 39 Égyptiens furent tués ainsi qu'un nombre non précisé de réfugiés arabes, qui alors, en signe de protestation désespérée contre leur sort, brûlèrent cinq centres de secours des Nations unies, et avec eux leurs propres maigres rations. La Commisssion mixte d'armistice condamna Israël pour « agression brutale » dans « une attaque préparée à l'avance et planifiée ».77

L'affaire fut ensuite portée au Conseil de sécurité des Nations unies lui-même, qui par vote unanime de onze pays condamna Israël. Le délégué des États-Unis dit que c'était le quatrième cas similaire et « le plus grave à cause de son évidente préméditation » ; le délégué français dit que la résolution devrait servir de « dernier avertissement » à Israël (un avertissement qui reçut un post-scriptum sous forme de complicité française dans l'attaque israélienne de l'Égypte vingt mois plus tard).

Le 8 juin 1955, l'U.N.M.A.C. condamna Israël pour une autre « violation flagrante de l'armistice » quand les troupes israéliennes traversèrent Gaza et tuèrent plusieurs Égyptiens. La seule conséquence apparente de cette condamnation fut que les Israéliens arrêtèrent aussitôt six observateurs militaires des Nations unies et trois autres membres de l'équipe du chargé de surveillance de la trêve aux Nations unies (le général de division E.L.M. Burns, du Canada) avant d'attaquer à nouveau dans Gaza, tuant 35 Égyptiens ( *Time*, septembre 1955). Le même mois de septembre 1955, dans une interview, M. Ben Gourion dit qu'il attaquerait l'Égypte « d'ici un an » (l'attaque se produisit en octobre 1956) si le blocus du port israélien d'Eilat sur le golfe d'Aqaba n'était pas levé.

Le Conseil de sécurité des Nations unies semblait appréhender de « condamner » cette nouvelle attaque (la campagne pour les élections présidentielles américaines venait de commencer) et proposa simplement que les Israéliens et les Égyptiens se replient de 500 mètres chacun, laissant

une zone démilitarisée - une proposition que les Égyptiens avaient déjà faite en vain. Puis, le 23 octobre 1955, le général Burns « condamna Israël » pour une « attaque bien planifiée » en Syrie, où plusieurs Syriens furent kidnappés et les observateurs du général Burns furent à nouveau empêchés, de par leur détention, d'observer ce qui se passait. Le 27 octobre 1955, M. Moshé Sharett, le ministre des Affaires étrangères, dit à des correspondants de presse à Genève qu'Israël mènerait une « guerre préventive » contre les Arabes si cela était nécessaire. Le 28 novembre 1955, l'Organisation sioniste d'Amérique annonça dans les journaux importants (par publicité payante) que « la Grande-Bretagne, elle aussi, a rejoint le camp des ennemis d'Israël » ; Sir Anthony Eden, qui dans l'année devait se joindre à l'attaque israélienne, eut à ce moment l'idée d'apporter des rectifications mineures aux frontières.

Le 11 décembre 1955, les Israéliens attaquèrent la Syrie en force et tuèrent 56 personnes. Cela déclencha la « condamnation » la plus forte des Nations unies, qui comporte un intérêt historique parce que l'année de l'élection présidentielle était commencée et la « condamnation » pour quelque motif que ce soit devint bientôt indésirable. Le délégué syrien fit remarquer que des condamnations répétées « n'ont pas dissuadé Israël de commettre l'attaque criminelle que nous examinons actuellement ». Le Conseil de sécurité (12 juin 1956) rappela quatre résolutions antérieures de condamnation et condamna l'attaque en tant que « violation flagrante… des termes de l'accord d'armistice général entre Israël et la Syrie et des obligations d'Israël selon la Charte » et entreprit de « considérer quelles mesures supplémentaires » il devrait prendre si Israël continuait à se conduire ainsi.

La réponse à cela fut qu'Israël demanda impérieusement d'obtenir plus d'armes. M. Ben Gourion (à Tel Aviv, le 18 mars 1956) dit que seul la remise rapide d'armes pourrait empêcher « une attaque arabe » et ajouta que « les agresseurs seraient le dictateur égyptien Nasser » (sept mois plus tôt, M. Ben Gourion avait entrepris d'attaquer l'Éypte « d'ici un an ») « et ses alliés, la Syrie et l'Arabie Saoudite ». Le 5 avril 1956, alors que le Conseil de sécurité des Nations unies était sur le point d'envoyer son secrétaire général, M. Dag Hammarskjold, en « mission de paix » au Moyen-Orient, l'artillerie israélienne bombarda la région de Gaza, tuant 42 et blessant 103 civils arabes, pratiquement la moitié étant des femmes et des enfants.

Le 19 juin, M. Ben Gourion renvoya M. Sharett du ministère des Affaires étrangères en faveur de Mme Golda Meirson (maintenant Meir, et venant également de Russie) et le *New York Times* rapporta de manière significative que cela pourrait dénoter le passage de la « modération » à l'« activisme » (M. Sharett, comme le Dr Weizmann et le Dr Herzl avant lui, s'étant attiré le reproche d'être modéré). Le problème en question était celui qui mena à la déconvenue du Dr Weizmann au Congrès sioniste de 1946, où « l'activisme » l'emporta et le Dr Weizmann vit la résurgence du « mal ancien, sous une forme nouvelle et horrible ». « L'activisme » fut toujours, depuis l'ancien temps en Russie, un euphémisme pour la violence sous forme de terreur et d'assassinat. Dès le moment où ce mot réapparut dans les journaux, l'étudiant du sionisme sut à quoi s'attendre avant la fin de l'année.

Le 24 juin 1956, les Israéliens ouvrirent le feu au-delà de la frontière jordanienne et l'U.N.M.A.C. condamna Israël. Là-dessus, Israël insista sur le retrait du Membre de la Commission des Nations unies (un officier naval américain, le commandant Terrill), dont la voix prépondérante avait décidé de la question, et le général Burns se soumit - le remplaçant par un officier canadien. Les observateurs de l'ONU étaient mis dans la même position que les administrateurs britanniques des années de l'entre-deux guerres ; ils ne pouvaient compter sur le soutien de leurs gouvernements d'origine. Ils avaient constamment le rappel sous les yeux (le village Wingate en Israël) que l'avancement et la promotion, en Palestine, étaient les récompenses pour la trahison, et non le devoir. Deux ans plus tôt, un autre observateur américain, le commandant E.H. Hutchinson, avait voté contre la condamnation de la Jordanie et avait été destitué lorsque les Israéliens avaient, suite à cela, boycotté la Commission. De retour en Amérique, il écrivit un livre sur cette période au Moyen-Orient, livre dont la valeur historique est permanente. Comme tous les honnêtes hommes avant lui, il rapporta que la seule façon de sortir de cette confusion était d'établir le droit des Arabes expulsés à revenir chez eux, d'admettre que les lignes de démarcation de l'armistice de 1949 n'étaient que provisoires (et non des « frontières »), et d'internationaliser la ville de Jérusalem afin qu'elle ne devienne pas la scène d'une bataille mondiale.

Le 24 juillet 1956, deux observateurs militaires de l'ONU et un officier jordanien du M.A.C. (Military Armistice Commission - NdT) furent soufflés par des mines sur le Mont Scopus qui, expliquèrent platement les

sionistes, faisaient partie d'« un vieux champ de mines israélien ». Deux colonels égyptiens, qui selon les sionistes faisaient partie des services de renseignements égyptiens, furent tués par des « lettres piégées » reçues par la poste (cette méthode avait été utilisée dix ans plus tôt contre un officier britannique en Angleterre, le capitaine Roy Farran, qui avait servi dans les renseignements en Palestine et s'était attiré l'hostilité des sionistes ; son frère, dont l'initiale du prénom était aussi un R., ouvrit le colis et fut tué). Le 29 juillet 1956, un observateur de la trêve à l'ONU, un Danois, fut tué par une mine ou une bombe près de la bande de Gaza et deux autres personnes furent blessées par des tirs au fusil. « L'activisme » commençait à faire des victimes par la méthode des assassinats, comme aux époques précédentes.

Le 28 août 1956, Israël fut à nouveau condamnée par le M.A.C. pour « violation grave de l'armistice ». La condamnation fut suivie d'une autre attaque israélienne (12 sept.), où une force militaire puissante pénétra en Jordanie, tua quelque vingt Jordaniens et fit exploser un poste de police à Al-Rahwa. Le général Burns protesta que de tels actes « ont été condamnés à plusieurs reprises par le Conseil de sécurité des Nations unies », sur quoi immédiatement après (14 sept.), une autre force puissante attaqua la Jordanie, tuant entre vingt et trente Jordaniens à Gharandai. Le ministère des Affaires étrangères britannique (la Grande-Bretagne avait une alliance avec la Jordanie) exprima son « fort mécontentement », sur quoi le Conseil des députés des juifs britanniques l'attaqua pour cette « déclaration tendancieuse ». Le 19 septembre, le M.A.C. « condamna » à nouveau Israël pour des « actes hostiles et belliqueux » (ces deux attaques furent menées apparemment dans une intention symbolique, le moment choisi étant durant la période du Nouvel An juif), et le 26 septembre, la Commission « condamna » Israël expressément pour l'attaque du 12 septembre.

La réponse immédiate à cette condamnation particulière fut *une annonce officielle* à Jérusalem, *le même jour* (26 sept.), comme quoi la plus grosse attaque jusqu'à ce jour avait été menée par l'armée régulière israélienne, en force, envers un poste jordanien à Husan, où quelque 25 Jordaniens avaient été tués, parmi lesquels un enfant de douze ans. Le M.A.C. répondit (4 oct.) par sa « condamnation » la plus sévère, pour une « agression planifiée sans provocation ». La réplique fut une autre attaque (10 oct.), plus grosse, avec de l'artillerie, des mortiers, des bazookas, des torpilles Bangalore et des grenades. Par la suite, les observateurs de l'ONU

découvrirent les corps de 48 Arabes, dont une femme et un enfant. Il semble qu'un bataillon blindé et dix jets prirent part à ce massacre, qui suscita une déclaration britannique comme quoi si la Jordanie, son allié, était attaquée, la Grande-Bretagne remplirait ses engagements. Le gouvernement israélien dit qu'il reçut cet avertissement « avec inquiétude et stupéfaction ».[78]

L'attaque du 26 septembre fut la dernière de la série qui remplit les années 1953-1956 ; la prochaine devait être une *guerre* généralisée. J'ai résumé la liste des raids et massacres pour donner au futur lecteur la véritable image du Moyen-Orient à l'automne 1956, lorsque M. Ben Gourion déclara qu'Israël était « sans défenses » et les politiciens de Washington et de Londres rivalisaient entre eux dans l'exigence qu'Israël reçoive des armes pour parer « l'agression arabe ». Si la pile entassée des résolutions qui à cette époque étaient étalées sur la table des Nations unies, « condamnant » « l'agression sans provocation » d'Israël, la « violation flagrante » et tutti quanti, avait signifié quoi que ce soit, cette dernière attaque, ouvertement annoncée pendant qu'elle avait lieu, jetée avec mépris à la tête de la dernière « condamnation », aurait dû produire quelque *action* contre Israël par les Nations unies, ou bien l'admission implicite qu'Israël était son maître.

La question ne fut jamais examinée, car avant même que l'appel[79] de la Jordanie au Conseil de sécurité des Nations unies ne soit examiné, l'attaque de l'Égypte eut lieu. Elle avait été annoncée, pour quiconque faisait attention, au moment même de l'attaque de la Jordanie, car M. Menahem Begin, à Tel Aviv, « insistait sur une attaque israélienne immédiate de l'Égypte » ( *Daily Telegraph*, 26 sept. 1956). M. Begin était la voix de « l'activisme » et il dit que tous ceux qui avaient regardé la situation évoluer savaient ce qui viendrait ensuite : une invasion sioniste totale de l'Égypte.

Au cours de cet événement, la « pression irrésistible » de la « politique internationale » dans les capitales occidentales produisit un résultat, dont les pleines conséquences seront calculables uniquement lorsque de nombreuses années auront passé.

Par conséquent, la dernière partie de ce chapitre et livre doit à nouveau passer en revue les mécanismes de la « pression irrésistible » à l'œuvre dans les coulisses occidentales, cette fois lors de la phase du climatère proche - les années 1952-1956. À la fin de cette phase, le communisme

révolutionnaire et le sionisme révolutionnaire, les forces destructrices jumelles libérées des régions talmudiques de Russie au siècle dernier, étaient moribondes. Par l'acte de l'Occident, à l'automne 1956, elles bénéficièrent toutes deux d'un sursis pour davantage de destruction.

# LE CLIMATERE (3)

3. Les Années d'Apogée

Les années 1952-1956 amenèrent les populations d'Occident encore plus près du calcul des comptes pour le soutien que leurs leaders, par deux générations et deux guerres mondiales, avaient donné à la révolution et au sionisme. On était en train de les attirer dans deux guerres qui, de manière prévisible, fusionneraient en une seule guerre servant un but dominant. D'une part, ils étaient engagés par leurs hommes politiques et leurs partis dans la préservation de l'État sioniste, dont la politique déclarée était d'agrandir sa population de « trois ou quatre millions de personnes » en « dix à quinze ans » ; ce qui signifiait la guerre. D'autre part, on les accoutumait quotidiennement à l'idée que c'était leur destinée et devoir de détruire le communisme, qui avait submergé la moitié de l'Europe quand l'Occident avait ouvert les vannes ; ce qui signifiait la guerre.

Ces deux guerres deviendraient, inévitablement, une guerre unique. Le calcul est simple. Le *territoire* pour l'expansion de l'État sioniste ne pouvait être pris qu'aux peuples arabes voisins ; les *gens* nécessaires à l'expansion de l'État sioniste ne pouvaient être pris que dans la région occupée par la révolution, parce qu'on ne pourrait trouver nulle part ailleurs « trois ou quatre millions » de juifs, les États-Unis mis à part.**80**

Dans ce but, l'Occident, durant la phase qui commença en 1952, dut être persuadée que « l'antisémitisme » sévissait dans la zone soviétique, tout comme elle fut persuadée durant les quatres années qui suivirent que les attaques sionistes envers les pays arabes étaient des attaques arabes envers Israël. M. Ben Gourion (8 déc. 1951) informa officiellement le gouvernement soviétique que « le retour des juifs dans leur foyer national historique est la *mission centrale* de l'État d'Israël… le gouvernement d'Israël fait appel à l'Union soviétique pour permettre aux juifs de l'Union soviétique qui souhaitent émigrer, de le faire ». Le *New York Times*, deux ans plus tard, mentionnant l'immigration déclinante vers Israël, dit que le

but de M. Ben Gourion « semble très lointain » et ajouta que « le modèle actuel d'immigration » ne changerait radicalement que s'il y avait « un regain d'antisémitisme » quelque part (à cette période, le 26 juin 1953, la dénonciation de « l'antisémitisme derrière le Rideau de Fer » avait commencé). Le *New York Herald-Tribune* dit à la même période (12 avril 1953) que « l'antisémitisme » était devenu virulent en Union soviétique et que « l'entreprise de sauvetage la plus cruciale » à laquelle faisait face Israël dans sa sixième année était celle des « 2.500.000 juifs prisonniers de la Russie et des pays satellites ».

Donc, il était clair, à la lumière des deux guerres mondiales et de leur issue dans les deux cas, que toute guerre entreprise par « l'Occident » contre le « communisme » serait en réalité menée dans le but premier de fournir à l'État sioniste de nouveaux habitants venus de Russie ; que toute guerre au Moyen-Orient dans laquelle l'Occident s'engagerait serait menée dans le but premier d'agrandir le territoire de l'État sioniste, pour y loger cette population plus nombreuse ; et que les deux guerres fusionneraient bien en une seule guerre, au cours de laquelle ce but dominant resterait caché aux populations qui y seraient entraînées, jusqu'à ce qu'elle soit remportée et entérinée par quelque nouvel « instrument mondial », à la fin de la bataille.

Telle était la position de « l'Occident », cinquante ans après la première capture de M. Balfour et de M. Woordrow Wilson dans les filets du sionisme. J'ai une raison de mettre les mots « l'Occident » entre guillemets, à savoir que ces mots ne signifient plus ce que l'Occident signifiait avant. Autrefois, le terme signifiait le territoire chrétien, depuis les frontières orientales de l'Europe, et en traversant l'Atlantique, jusqu'au littoral occidental américain, incluant les pays anglophones reculés d'Amérique du Nord, d'Afrique et des antipodes. Après la Seconde Guerre, quand la moitié de l'Europe fut abandonnée à la révolution talmudique, ce mot reçut une portée plus limitée. Dans l'esprit populaire, « l'Occident » signifiait l'Angleterre et l'Amérique, en rang contre la nouvelle barbarie qu'elle extirperait un jour d'Europe et renverrait dans sa barbare terre natale asiatique. L'Amérique et l'Angleterre, avant tout, représentaient encore « le monde libre » qui un jour serait rétabli sur tout le territoire d'autrefois et avec lui, comme dans les temps anciens, l'espoir des hommes vivant à l'extérieur de ce territoire et qui souhaitaient être libres ; c'est ce que l'esprit populaire comprenait.

Militairement, cette supposition était correcte ; la force physique de « l'Occident », soutenue par l'attente fiévreuse des populations captives, était plus qu'équivalente à la tâche. En réalité, les grands pays vers lesquels les peuples asservis se tournaient étaient eux-mêmes prisonniers du pouvoir qui avait amené cet asservissement ; et ils avaient montré par deux fois que leurs armes, si elles étaient utilisées, ne seraient pas employées pour libérer et réparer, mais pour prolonger le supplice du XX^e siècle.

Les valeurs morales et spirituelles autrefois contenues dans ces deux mots, l'Occident, étaient les plus fortes dans les pays abandonnés au communisme et dans ceux menacés de sionisme, où la souffrance et le danger ranimaient [ces valeurs] dans les âmes humaines. Dans ces grandes citadelles occidentales qu'étaient autrefois Londres et Washington, [ces valeurs] étaient réprimées et latentes.

Pour cette raison, l'Amérique n'était pas véritablement qualifiée pour reprendre à l'Angleterre le rôle principal sur la scène mondiale lors de la deuxième moitié du XX^e siècle, et pour accomplir la tâche de libération que les masses étaient incitées à attendre d'elle.

Matériellement, la république fondée presque deux cents ans auparavant était extraordinaire. Les richesses du monde y avaient coulé durant les deux guerres mondiales ; sa population atteignait rapidement deux cents millions ; sa marine et son armée de l'air étaient les plus importantes du monde et, comme son armée de terre, étaient fondées sur cet ordre de contrainte que sa population avait longtemps considéré comme étant la malédiction de l'Europe. Dans l'industrie et les compétences techniques, elle était redoutable au point d'en devenir un cauchemar pour elle-même. Sa production était si vaste qu'elle ne pouvait être absorbée, et le souvenir terrible de la crise de 1929 incita ses leaders à concevoir de nombreuses manières de distribuer les marchandises dans le monde sous forme de présents, et de payer ces biens au producteur par des fonds publics, si bien que, pendant un temps, les fabricants et les ouvriers étaient payés pour une production pour laquelle, en temps de paix, aucun marché naturel ne se présentait. Ses bases militaires, sur le territoire de peuples autrefois souverains, étaient disséminées sur tout le globe, de sorte qu'à tout instant elles pouvaient frapper avec une puissance fulgurante… mais frapper quoi, et dans quel but ?

Le « communisme », répondait-on aux masses, dans un but de libération des asservis, d'aide au monde en esclavage, et de rectification des actions de 1945. Si cela était vrai, la fin du supplice du siècle était au moins en vue, un de ces jours, car partout dans le monde les hommes mettaient leur cœur dans *cette* cause-là. Mais chaque acte majeur du gouvernement à Washington durant les années 1952-1956 démentit ces professions de foi. [Le gouvernement] semblait plus esclave du « pouvoir juif » que même les gouvernements britanniques des cinquante années précédentes. Il se révélait incapable de prendre en mains toutes questions importantes concernant les affaires étrangères ou intérieures américaines, excepté en termes de leur rapport avec le sort des « juifs », tel que le cas des juifs lui était présenté par les impérieux sionistes. Aucun petit gouvernement fantoche ne ressembla plus à un vassal dans ses actes que celui-là même que les masses considéraient comme le gouvernement le plus puissant du monde : celui des États-Unis sous son chef de l'Exécutif, le président Eisenhower, durant les années 1953 à 1956.

Comme celle d'un chancelier lors d'une naissance royale, l'ombre du sionisme s'abattit sur la sélection, la nomination et l'élection du général Eisenhower. La fulgurante promotion de ce dernier durant la guerre de 1939-1945, du rang de colonel peu versé dans le combat, à celui de commandant suprême de toutes les armées alliées envahissant l'Europe, semble indiquer qu'il fut désigné pour recevoir de l'avancement longtemps auparavant, et les recherches soutiennent cette déduction. Dans les années 20, le jeune lieutenant Eisenhower étudia au National War College à Washington, où un certain M. Bernard Baruch (qui avait joué un rôle si important dans la sélection, nomination et élection du président Woodrow Wilson en 1911-1912) donna ses instructions. M. Baruch, à cette époque précoce, décida que le lieutenant Eisenhower était un élève vedette, et quand le général Eisenhower fut élu président trente ans plus tard, il dit aux vétérans américains qu'il avait pendant un quart de siècle « eu le privilège de s'asseoir aux pieds de Bernard et de l'écouter parler ». Au début de sa présidence, M. Eisenhower intervint pour résoudre, en faveur de M. Baruch, un petit conflit au Collège de guerre national, où certains s'opposaient à l'acceptation d'un buste de M. Baruch, offert par des admirateurs (aucun buste de civil en vie n'y avait jamais été exposé auparavant).

Il est fort possible que le soutien du « conseiller des six présidents » ait facilité l'ascension rapide du lieutenant Eisenhower aux commandes de la plus grande armée de l'histoire. Dans les annales publiques, on peut trouver le soutien que M. Baruch donna quand le général Eisenhower (qui n'avait pas d'affiliations ou d'histoire au parti) se présenta en 1952 comme candidat du Parti *républicain* pour la présidence. Jusqu'à cet instant, M. Baruch avait été un membre ardent du Parti démocrate, non juste un démocrate ordinaire, mais un *fervent* défenseur de l'étiquette du parti et *un détracteur quasiment fanatique de l'étiquette républicaine* » (cf sa biographie approuvée). En 1952, M. Baruch devint soudain un fervent défenseur de l'étiquette républicaine, pourvu que M. Eisenhower la portât. De toute évidence, de fortes raisons devaient avoir causé ce changement soudain de l'allégeance de toute une vie, et il serait utile de chercher à les découvrir.

En 1952, le Parti républicain n'avait pas été au pouvoir depuis vingt ans. Selon la seule théorie du balancier, par conséquent, on s'attendait à ce qu'il revienne au pouvoir et donc évince le Parti démocratique, dont M. Baruch avait été un « fervent défenseur » pendant cinquante ans. Hormis le retournement de la chance - auquel on devait s'attendre - contre un parti trop longtemps au pouvoir, l'électeur américain de 1952 avait des raisons particulières de voter contre les démocrates ; la raison principale était la révélation d'une infestation communiste du gouvernement sous les régimes de Roosevelt et Truman et le désir du public d'un nettoyage drastique des écuries.

Dans ces circonstances il était relativement clair, en 1952, que le Parti républicain et son candidat gagneraient les élections et la présidence. Le candidat naturel était le leader du parti, le sénateur Robert E. Taft, qui y avait consacré sa vie. À ce moment précis, et après son propre soutien « fervent » de toute une vie au Parti démocrate (ses contributions d'argent étaient très importantes, et les notes personnelles de M. Forrestal rapportent le rôle joué par de telles contributions, en général, pour déterminer le cours des élections américaines et de la politique nationale), M. Baruch, le « détracteur fanatique » de l'étiquette républicaine, présenta un candidat alternatif pour la nomination républicaine. C'est-à-dire, l'officier qu'il avait admiré pendant si longtemps apparut soudain sur le ring, et la chaleureuse recommandation de ce dernier par M. Baruch indiquait d'où provenait son soutien le plus solide.

La perspective qui s'ouvrait alors était que si M. Eisenhower, au lieu du sénateur Taft, arrivait à obtenir la nomination du parti, le Parti républicain serait à travers lui engagé à poursuivre la politique démocrate d'« internationalisme » commencée par les présidents Woodrow Wilson, Roosevelt et Truman. Cela, en retour, signifiait que si le leader du parti pouvait être évincé, l'électeur américain serait privé de tout choix véritable, car le seul homme qui lui offrait une politique alternative et différente était le sénateur Taft.

Cela était devenu clair pour l'initié plus d'un an avant l'élection, grâce au leader républicain le plus important après le sénateur Taft, le gouverneur Thomas E. Dewey de l'État de New York. M. Dewey - qui s'était étonné lui-même et avait étonné le pays en perdant l'élection présidentielle de 1948 en faveur de M. Truman, un exemple classique de l'échec prévu d'avance de la méthode « moi aussi » - déclara : « Je suis un internationaliste. C'est pourquoi je suis pour Eisenhower. Eisenhower est un républicain de cœur, mais ce qui est plus important, c'est qu'il est internationaliste » ( *Look*, 11 sept. 1951).

Parmi les initiés, « internationaliste » (comme « activiste » dans le sionisme) est un mot-clé, signifiant de nombreuses choses inavouées ; jusqu'ici, au cours de notre siècle, aucun « internationaliste » inavoué à un poste de premier plan ne s'est authentiquement opposé à l'avancée du communisme, l'avancée du sionisme, et le projet de gouvernement mondial vers lequel ces deux forces convergentes mènent. Le sénateur Taft, d'autre part, était violemment attaqué à cette époque comme « isolationniste » (un autre mot-clé ; il signifie seulement que la personne attaquée croit en la souveraineté nationale et en l'intérêt national, mais on fait en sorte que cela sonne mal à l'oreille des masses).

Ainsi, M. Eisenhower se présenta-t-il à la convention du Parti républicain à Chicago, en 1952, contre le sénateur Taft. J'en fus le témoin, par la télévision, et, bien que je ne sois pas novice, je fus étonné de la façon lisse dont la défaite du sénateur Taft fut atteinte. Cet événement montra, longtemps avant les véritables élections, que le mécanisme de nomination avait été tellement maîtrisé qu'aucun parti ne pouvait même ne serait-ce que *proposer* quiconque n'était pas un candidat approuvé par les puissants sélectionneurs derrière la scène. La conséquence de l'élection présidentielle elle-même dans ces circonstances présente relativement peu d'intérêt en

Amérique de nos jours, et l'observateur ne peut pas non plus se faire une idée de la manière dont la République pourrait échapper à ce contrôle occulte. Il n'est *pas* possible pour les deux partis de désigner son leader de parti, ou tout autre homme, s'il n'a pas auparavant été jugé acceptable par « les internationalistes ».

L'évincement du leader vétéran du parti, à la veille du retour au pouvoir de son parti, fut accompli grâce au contrôle des votes groupés des « États-clés ». L'effectif démographique détermine le nombre de votes déposés par les délégations d'État, et au moins deux de ces États prépondérants (New York et la Californie) sont ceux vers lesquels l'immigration juive des derniers soixante-dix ans a été orientée, manifestement dans ce but**81**. En 1952, alors que je regardais la télé, le vote pour les deux hommes était plutôt à égalité, lorsque M. Dewey remit en souriant l'important vote groupé de l'État de New York contre le leader de son parti et en faveur de M. Eisenhower. D'autres « États-clés » suivirent le même exemple et il reçut la nomination, qui dans les circonstances du moment signifiait aussi la présidence.

Cela signifiait aussi, de fait, la fin de tout système bipartiste authentique en Amérique, pour l'heure ; le système des représentants élus connu sous le nom de « démocratie » est rabaissé au niveau du système au parti unique des non-démocraties si les deux partis n'offrent pas un véritable choix de politique. La situation fut décrite ainsi, à la veille des élections, aux lecteurs juifs du *Jerusalem Post* (5 nov. 1952), qui les informa qu'il n'y avait « guère de différence entre les deux ». (M. Eisenhower, républicain - M. Stevenson, démocrate) « du point du vue de l'électeur juif » et que l'intérêt juif devrait se concentrer sur « le sort » des membres du Congrès et des sénateurs considérés comme « hostiles à la cause juive ».

Immédiatement après l'investiture du nouveau président (janvier 1953), le Premier ministre britannique, Sir Winston Churchill, se précipita en Amérique pour s'entretenir avec celui-ci, mais pas à Washington, où résident les présidents ; M. Eisenhower proposa qu'ils se rencontrent « chez Bernie », à l'hôtel particulier de M. Baruch, sur la Cinquième avenue (Associated Press, 7 fév. 1953). À cette période, M. Baruch recommandait avec insistance l'adoption de son « plan de bombe atomique » comme la seule force de dissuasion efficace contre « l'agression soviétique » (ses

remarques à la Commission du Sénat ont été citées dans un chapitre précédent). Apparemment, il n'était pas si méfiant ou hostile envers les Soviétiques qu'il en avait alors l'air, car quelques années plus tard, il dévoila que la notion d'une dictature nucléaire commune américano-soviétique exercée sur le monde l'avait aussi séduit : « Il y a quelques années, j'ai rencontré Vishinsky lors d'une soirée, et je lui ai dit… “Vous avez la bombe et nous avons la bombe… Contrôlons la chose tant que nous le pouvons, parce qu'au moment où nous parlons, toutes les nations sont en train d'obtenir la bombe, ou l'obtiendront tôt ou tard” » ( *Daily Telegraph*, 9 juin 1956).

L'élection du général Eisenhower en tant que candidat républicain priva l'Amérique de son dernier moyen de se dissocier, par la répudiation électorale, de la politique d'« internationalisme » de Wilson-Roosevelt-Truman. Le sénateur Taft était le seul homme politique important qui, dans l'esprit public, prenait clairement position pour la rupture nette avec cette politique, et manifestement pour cette raison, les puissances qui gouvernent efficacement l'Amérique depuis les dernières quarante années attachèrent une importance majeure au fait d'empêcher sa nomination. Certains extraits de son livre de 1952 possèdent une valeur historique permanente, ne serait-ce qu'en tant qu'illustration de ce qui aurait pu être si on avait permis à l'électeur républicain de voter pour le leader du parti républicain :

**« Le résultat de la politique de l'administration » (Roosevelt-Truman) « a été de construire la force de la Russie soviétique si bien qu'elle est, en fait, une menace à la sécurité des États-Unis… La Russie est bien plus une menace à la sécurité des États-Unis qu'Hitler en Allemagne ne le fut jamais… Il ne fait aucun doute que nous possédons la plus grande force navale au monde, et certainement, alors que les Britanniques sont nos alliés, un contrôle total des mers dans le monde entier… Nous devrions accepter de porter assistance avec nos propres forces maritimes et aériennes à toutes les nations insulaires qui désirent notre aide. Parmi elles se trouvent le Japon, Formose, les Philippines, l'Indonésie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ; du côté atlantique, la Grande-Bretagne évidemment… Je crois qu'une alliance avec l'Angleterre et la défense des Îles britanniques sont bien plus importantes qu'une alliance avec toute nation continentale… Avec les Britanniques, il ne peut y avoir de doute sur notre contrôle total des**

**mers et des airs de par le monde…** ***Si nous sommes vraiment sincères concernant notre politique anti-communiste…*** **nous devrions définitivement éliminer du gouvernement tous ceux qui sont directement ou indirectement liés à l'organisation communiste… Fondamentalement, je crois que le but ultime de notre politique étrangère doit être de protéger la liberté du peuple américain… Je sens que les deux derniers présidents ont placé toutes sortes de considérations politiques et tactiques avant leur intérêt pour la liberté et la paix… Il me semble que l'envoi de troupes sans autorisation du Congrès dans un pays qui est attaqué, comme cela fut fait en Corée, est clairement interdit » (par la Constitution américaine)… « Le projet de l'armée européenne, cependant, va plus loin… Il inclut l'envoi de troupes à une armée internationale similaire à celle qui fut envisagée sous la Charte des Nations unies… Je n'ai jamais été satisfait de la Charte des Nations unies… elle n'est pas fondée sur une loi qui sous-tend l'ensemble, avec une administration de la justice sous cette loi… Je ne vois d'autre choix que de développer notre propre politique militaire et notre propre politique d'alliances, sans considération importante pour le pouvoir inexistant des États-Unis à empêcher l'agression… L'autre forme d'organisation internationale qui est poussée avec acharnement sur la population des États-Unis - à savoir, un État mondial avec une législature internationale pour faire les lois et un exécutif international pour diriger l'armée de cette organisation… m'apparaît, tout du moins en ce siècle, comme fantasque, dangereuse et difficilement applicable. Un tel État, à mon avis, s'écroulerait sous dix ans… Les difficultés à faire tenir une telle Tour de Babel sous un gouvernement direct unique seraient insurmontables… Mais par dessus tout, quiconque suggère un tel plan propose la fin de cette liberté qui a généré dans ce pays le plus grand bonheur… que le monde ait jamais vu. Il soumettrait le peuple américain au gouvernement d'une majorité qui ne comprend pas la nature des principes américains, et a peu de sympathie pour eux. Toute organisation internationale qui vaut le papier sur lequel elle est écrite doit être fondée sur le maintien de la souveraineté de tous les États. La paix doit être recherchée, non en détruisant et en fusionnant les nations, mais en développant l'autorité de la loi dans les relations entre les nations… »**

Ces extraits montrent que le sénateur Taft voyait à travers l'« illusion [actuelle] des nations » ; ils expliquent aussi pourquoi son nom était hérésie pour les puissances contrôlant « le vote des États-clés » et pourquoi on ne lui permit même pas de se présenter à l'élection présidentielle[82]. Toute la période de démarchage électoral, de nomination, d'élection et de début de présidence de M. Eisenhower fut dominée par « la question juive » ; il aurait aussi bien pu n'être élu que président des sionistes, tant ses paroles et actions furent constamment orientées vers la poursuite de leur ambition.

Immédiatement après sa nomination, il dit à un certain M. Maxwell Abbell, le président de la Synagogue unie d'Amérique : « Le peuple juif ne pourrait avoir meilleur ami que moi », et ajouta que ses frères et lui avaient été élevés par leur mère dans « les enseignements de l'Ancien Testament » (Mme Eisenhower était une fervente adhérente de la secte des Témoins de Jéhovah), et « J'ai grandi en croyant que *les juifs* étaient le peuple élu et qu'ils nous avaient donné les principes élevés d'éthique et de morale de notre civilisation » (de nombreux journaux juifs, septembre 1952).

Cela fut suivi d'ardentes professions de solidarité envers « les juifs » et « Israël » de la part des deux candidats à l'occasion du Nouvel An juif (sept. 1952) ; pendant ces festivités, également, la pression américaine sur les Allemands « libres » d'Allemagne de l'ouest réussit à leur soutirer la signature de l'accord pour payer des « réparations » à Israël. En octobre eut lieu le procès de Prague, avec l'accusation de « conspiration sioniste », et M. Eisenhower commença à faire ses déclarations menaçantes à propos de « l'antisémitisme en Union soviétique et dans les pays satellites ».

L'accusation d'« antisémitisme » était jugée comme un moyen d'obtenir des votes aux élections, et fut portée par le président sortant, M. Truman, contre M. Eisenhower, qui dit en public qu'il était dépassé par cette insinuation : « Ma voix s'étrangle, je vous laisse juger ». Le rabbin Hillel Silver de Cleveland (qui fit des menaces de guerre à l'Union soviétique sur l'accusation d'« antisémitsme ») fut appelé en réunion privée avec M. Eisenhower et il en ressortit qu'il innocenta le candidat de toute souillure antisémite (le rabbin Silver offrit une prière à la Convention républicaine qui désigna M. Eisenhower ; à l'investiture du nouveau président, et à la requête de M. Eisenhower, il offrit une prière « pour la grâce et la guidance »). Parmi ses rivaux en campagne, le vice président sortant, un certain M. Alben Barkley, surpassa tous les autres.

À propos d'une déclaration typique de M. Barkley (« Je prédis un avenir glorieux à Israël comme modèle sur lequel la plupart du Moyen-Orient pourrait se former »), *Time* dit : « La vedette du circuit de parole est le vice président Alben Barkley, qui depuis des années soutire jusqu'à $ 1000 pour chaque apparition. Barkley est un favori des tribunes rémunéré pour les campagnes de vente de bons israéliens. De nombreux Arabes pensent… que ce fait a eu une influence sur la politique des États-Unis au Moyen-Orient ; mais il y a peu d'Arabes qui votent aux élections américaines. »

Quelques semaines après l'investiture, l'accord sur le tribut de l'Allemagne de l'ouest fut ratifié, un ministre allemand annonçant alors que le gouvernement de Bonn avait cédé à la pression de l'Amérique, qui ne souhaitait pas apparaître ouvertement comme le financier de l'État sioniste. Le même mois (avril 1953), les journaux juifs, sous la une « Israël Montre Sa Puissance », rapportèrent que « Tout le corps diplomatique et les attachés militaires étrangers qui regardaient le plus grand défilé de l'armée israélienne à Haïfa, avec la Marine tirée à sec au large et les unités de l'armée de l'air passant au dessus de leurs têtes, furent dûment impressionnés et le but du défilé, démontrer qu'Israël était prête à prendre une décision sur le terrain, fut atteint ».

C'est dans ces circonstances, avec diverses nouveaux « engagements » et promesses dont acte pour le futur, avec Staline mort, Israël prête à « une décision sur le terrain » et la moitié « libre » de l'Allemagne peinant pour payer son tribut, qu'un nouveau mandat présidentiel commença en 1953. Un curieux incident marqua le grand défilé du jour de l'investiture à Washington. À la queue du cortège, se tenait un homme à cheval dans un costume de cow boy, qui mit son cheval au pas alors qu'il approchait de la tribune présidentielle, et demanda s'il pouvait essayer son lasso. Docilement, M. Eisenhower se leva et baissa la tête ; le lasso tomba autour de lui et [le cow boy] l'enserra avec ; les images filmées montraient un homme, nu-tête, au bout d'une corde.

Nombreux sont ceux qui pensèrent que le nouveau président prononçait de simple platitudes quand il dit : « L'État d'Israël est *l'avant-poste de la démocratie* au Moyen-Orient et *chaque Américain aimant la liberté doit se joindre* à l'effort pour assurer à jamais l'avenir de ce nouveau membre de la famille des nations ». En réalité, c'était un engagement, ou considéré

comme tel par ceux à qui il était adressé, de même que les paroles similaires de M. Roosevelt et M. Woodrow Wilson. Huit ans après la mort d'Hitler, le nouvel État, où les lois mêmes d'Hitler avaient cours et d'où la population d'origine avaient été chassée par le massacre et la terreur, était « l'avant-poste de la démocratie » et tous ceux « aimant la liberté » *devaient* (à l'impératif) s'unir pour le préserver.

Si le nouveau président pensait qu'il était libre de former une politique d'État après avoir prononcé de telles paroles, on lui montra autre chose dans les neuf mois qui suivirent son investiture. En octobre 1953, l'engagement fut rappelé, et de manière impérieuse. Un effort pour agir de manière indépendante, et dans l'intérêt national américain, sur un problème affectant « le plus jeune membre de la famille des nations » fut réprimé, et le président américain contraint de faire pénitence publiquement, ce qui ressemblait beaucoup à la manière dont « Rockland » (Woodrow Wilson) avait été rappelé à l'ordre dans le roman de M. House de 1912.

Cette humiliation du chef de ce que l'humanité considérait comme le gouvernement le plus puissant du monde est l'incident le plus significatif de cette histoire, qui compte de nombreux épisodes, similaires dans leur nature mais moins ouverts à l'appréciation publique. La série d'attaques sionistes envers les États arabes voisins (listée dans la partie précédente) commença le 14 oct. 1953, lorsque tous les habitants du village arabe de Qibya, en Jordanie, furent massacrés. C'était une répétition du massacre de Deir Yassin de 1948, à la différence qu'il fut perpétré hors de la Palestine, ainsi il annonçait délibérément à l'ensemble des peuples arabes qu'en temps voulu ils subiraient tous la « destruction totale », de nouveau avec l'accord tacite de « l'Occident ».

Les faits furent rapportés aux Nations unies par le général danois Vagn Bennike - chef de l'Organisation de surveillance de la trêve (qui reçut des menaces de mort) - et son subalterne responsable immédiat, le commandant E.D. Hutchinson de la Marine américaine, qui décrivit l'attaque comme « un meurtre de sang froid » (et fut destitué par la suite). Durant la discussion qui suivit devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le délégué français dit que « le massacre » avait suscité « horreur et réprobation » en France et reprocha à Israël, l'État fondé sur l'affirmation de « persécution », d'« assouvir sa vengeance sur des innocents ». Le délégué grec parla de « l'horrible massacre » et les délégués britannique et américain reprirent en

chœur le refrain de la « condamnation » (9 nov. 1953). En Angleterre, l'archevêque de York dénonça cet « horrible acte de terrorisme » et un membre du Parlement conservateur, le major H. Legge-Bourke, le qualifia de « culmination de l'atrocité dans une longue série d'incursions dans des territoires non israéliens, faisant partie d'un projet concerté de vengeance ».

Au moment où ces manifestations d'horreur étaient prononcées, une prime américaine de $ 60.000.000 avait été allouée de fait à Israël pour cet acte, et le président américain avait publiquement cédé à la « pression » sioniste à New York. Voici la chronologie des événements :

Quatre jours après le massacre (18 oct. 1953), le gouvernement américain « décida de réprimander sévèrement son protégé » ( *The Times*, 19 oct.). Il annonça que « les rapports choquants qui sont parvenus au département d'État concernant la perte de vies et de biens impliquée dans cet incident nous convainquent que ceux qui sont responsables devraient *rendre compte de leurs actes et des mesures efficaces devraient être prises afin d'empêcher de tels incidents à l'avenir* » (ces mots valent la peine d'être comparés avec ce qui se passa quelques jours plus tard). Le *Times* ajouta : « derrière cette déclaration, il y a une rancœur grandissante envers la manière désinvolte dont le gouvernement israélien a tendance à traiter les États-Unis - peut-être parce qu'elle croit qu'elle pourra toujours compter sur *la pression politique intérieure* dans ce pays ». On rapportait même (ajouta Le *Times*, comme dans un souffle) « qu'une subvention de plusieurs millions de dollars au gouvernement israélien pourrait être suspendue jusqu'à ce que la garantie soit donnée qu'il n'y aura plus d'incidents aux frontières ».

Deux jours plus tard (20 oct.), le département d'État annonça que la subvention a Israël serait interrompue. Si le président Eisenhower estimait qu'avec l'élection de l'an passé et les trois prochaines années devant lui, son administration était libre de formuler la politique nationale américaine, il avait tort. La faiblesse de l'Amérique, et la force de la méthode passe-partout, est qu'une élection est toujours imminente - si ce n'est pas une élection présidentielle, alors une élection au Congrès, à la mairie, la municipalité ou autre. À cette période, trois candidats (deux juifs et un non-juif) concouraient pour la mairie de New York, et la campagne commençait pour les élections au Congrès de 1954, où la totalité des 435 membres de la

Chambre des députés et un tiers des sénateurs devaient se présenter aux élections. Dans ce contexte, la pression était mise sur la Maison Blanche.

Les trois rivaux de New York commencèrent à surenchérir entre eux pour le « vote juif ». Cinq cents sionistes se rassemblèrent à New York (25 oct.), annoncèrent qu'ils étaient « choqués » par l'annulation de « l'aide à Israël », et exigèrent que le gouvernement « reconsidère et renverse son hâtive et injuste décision ». Le candidat républicain télégraphia à Washington pour demander une entrevue immédiate avec le secrétaire d'État ; à son issue, il assura aux électeurs inquiets qu'« une aide économique complète *sera[it]* donnée à Israël » ( *New York Times*, 26 oct.) et dit qu'elle se monterait en tout à $ 63.000.000 (malgré cela, il ne fut pas élu).

Entre-temps, les directeurs du Parti républicain vociféraient à la porte du président, menaçant de ce qui se passerait aux élections de 1954 s'il ne se rétractait pas. Le 28 octobre, il capitula, une déclaration officielle annonçant qu'Israël recevrait la somme qui lui avait été assignée auparavant, dont $ 26.000.000 dans les six premiers mois de l'année fiscale (sur un total d'environ $ 60.000.000).

Le candidat républicain à la mairie de New York accueillit cela comme « la reconnaissance du fait qu'Israël est un bastion sûr de la sécurité du monde libre au Proche-Orient », et comme un acte de « diplomatie mondiale » typique du président Eisenhower. La véritable illustration de ce qui avait provoqué cet acte fut donnée par M. John O'Donnell dans le *New York Daily News*, le 28 oct. : « Les hommes politiques de profession ont tenté de lui mettre la main dessus pour de bon. Ike n'a pas du tout aimé ça… mais la pression était si violente que pour maintenir la paix au sein de la famille, il a dû faire marche arrière. Et cette volte-face, politiquement et personnellement, est pratiquement la plus maligne et rapide qu'on ait vue dans cette capitale politique mondiale depuis bien des mois… Depuis une semaine, la pression sur les candidats, qui courent après l'énorme vote juif à New York City, est terrible… L'éducation politique du président Eisenhower a changé à une vitesse vertigineuse ces dix derniers jours ». (Néanmoins, le Parti républicain *a bien* perdu le contrôle du Congrès aux élections de 1954, ceci étant le résultat familier et invariable de ces capitulations ; et après d'encore plus importantes capitulations, il subit un

échec encore plus grand en 1956, lorsque son candidat désigné, à nouveau M. Eisenhower, fut réélu président).

Après cela, le gouvernement américain ne s'aventura plus jamais à « réprimander son protégé » durant la longue série d'« actes [tout aussi]horribles » les uns que les autres commis par ce dernier, et à l'anniversaire de la création d'Israël (7 mai 1954), l'armée israélienne exposa fièrement les armes reçues des États-Unis et de Grande-Bretagne ; une exhibition gigantesque de chars américains et britanniques, de jets, de bombardiers et de chasseurs fut alors offerte à la vue. (Les États-Unis avaient rapporté le 12 août 1952 qu'Israël avait « droit à une aide à l'armement » et le 17 janvier 1952, la Grande-Bretagne autorisa l'exportation d'armes vers Israël par des fournisseurs privés).

---

## NOTES DU CHAPITRE 47

75 La Loi du Retour, de 1953, dit entre autres : « Le rassemblement des exilés requiert des efforts constants de la part de la nation juive dispersée, et l'État d'Israël s'attend donc à la participation de tous les juifs, soit à titre personnel soit par le biais d'organisations, à l'édification de l'État et à l'assistance à l'émigration de masse, et voit la nécessité pour toutes les communautés juives de s'unir dans ce but ». Un état permanent d'« antisémitisme » dans le monde est de toute évidence le pré-requis pour la réalisation de cette loi, et comme le groupe le plus important de juifs dans le monde se trouve actuellement en Amérique, une situation « antisémite » là-bas devrait manifestement être déclarée à quelque étape du processus.

76 Un événement du mois précédent, en avril 1953, avait déjà montré que M. Churchill était préparé à aller plus loin, dans ses hommages au sionisme, que nul n'aurait pensé qu'il était possible à en juger par ses annales et sa légende nationales. Ce mois-là, il s'associa avec ostentation à la canonisation sioniste d'un officier anglais du nom d'Orde Wingate, et ce faisant, humilia le peuple anglais en général, et en particulier tous les fonctionnaires, officiers et soldats britanniques qui pendant trente ans avaient accompli loyalement leur devoir en Palestine. Wingate, officier des renseignements britanniques en Palestine durant les années de l'entre-deux-guerres - tellement éloigné de l'impartialité honorable, entre Arabes et Juifs, qui était la fierté et le devoir de ses camarades, jusqu'à en devenir

non pas un simple ennemi des Arabes, mais un renégat envers son pays et son métier. Sa perfidie fut d'abord rendue publique lors de l'occasion où M. Ben Gourion, dédiant un village d'enfants sur le Mont Carmel à la mémoire de Wingate (il fut tué durant la Seconde Guerre) dit : « Il était prêt à se battre avec les juifs contre son propre gouvernement » et au temps du Livre blanc britannique de 1939 « il vint me trouver avec l'intention de combattre la politique britannique ». Une des propositions de Wingate était de faire exploser un oléoduc britannique. M. Churchill, dans son message lu lors de la cérémonie de consécration, décrivit le village nommé d'après Wingate comme « un monument à l'amitié qui devrait toujours unir la Grande-Bretagne à Israël », et le ministre britannique fut prié d'y assister en guise de témoignage officiel de l'approbation du gouvernement britannique. Ainsi, le Britannique tellement honoré dans l'État sioniste avait-il trahi son devoir, et le Premier ministre britannique de l'époque se joignit à ces honneurs. L'histoire significative du service dans l'armée de Wingate est donnée dans le livre du Dr Chaim Weizmann. Le Dr Weizmann, qui parle avec indulgence des efforts de Wingate pour se faire bien voir des colons sionistes en essayant de parler hébreu, dit que c'était « un sioniste fanatique ». En fait, Wingate était un homme très similaire au prophète Monk du siècle précédent, mais avec les moyens de ce dernier, il fut en mesure de faire beaucoup plus de mal. Il copia sur Monk en essayant de ressembler à un prophète judaïte, en se laissant pousser la barbe, et il trouva visiblement sa véritable vocation sur la terre de Judas. Il était soit dément, soit totalement instable, et fut déclaré par l'armée britannique « trop déséquilibré pour commander à des hommes d'une manière responsable ». Il se tourna alors vers le Dr Weizmann, qui demanda à un médecin important de Londres (Lord Horder, un ardent sympathisant sioniste) de témoigner devant le Conseil médical de l'armée « du sérieux et du sens des responsabilités de Wingate ». Comme résultat de ce parrainage, Wingate « reçut une affectation au poste de capitaine des services de renseignements en Palestine », avec le résultat prévisible relaté plus haut. Pendant la Seconde Guerre, cet homme, entre tous les hommes, fut désigné pour recevoir les honneurs particuliers par M. Churchill, et fut rappelé à Londres au moment de la Conférence de Québec pour recevoir la promotion de général de division. Le Dr Weizmann dit que le « désir qui le consumait » était de mener une armée britannique jusque dans Berlin. Le contexte du récit du Dr Weizmann suggère que cette opération aurait été

dirigée par une brigade juive menée par Wingate, si bien que l'événement aurait adopté la nature visible d'un triomphe talmudique, détaché des couleurs d'une « victoire britannique ». « Les généraux », conclut le Dr Weizmann, prévinrent cette humiliation ; leur refus « fut total et définitif ». L'épisode fait à nouveau ressortir la nature inégale et énigmatique de M. Churchill, qui prêchait l'honneur, le devoir et la loyauté de façon plus éloquente qu'aucun autre avant lui, et demandait sans ménagement à une nation aux abois de donner son « sang et sa sueur, son labeur et ses larmes » pour ces principes éternels. Il avait vu l'un de ses propres ministres assassiné et des sergents britanniques symboliquement pendus « à un arbre », et pourtant il patronna spécialement cet homme, de son vivant, et le distingua pour recevoir les honneurs à sa mort. M. Churchill, à une période antérieure, abandonna un jour la tâche d'écrire la vie de son illustre ancêtre à cause d'une lettre qui paraissait prouver que John Churchill, Duc de Marlborough, avait trahi une attaque imminente par la flotte britannique de son ennemi de l'époque, les Français. « La trahison de l'expédition contre Brest », écrivait-il alors, « fut un obstacle que je ne pouvais regarder en face » ; et de honte, il refusa d'écrire la biographie, changeant seulement d'avis quand il se persuada que la lettre était un faux. Pourtant, même dans ce livre, sa conception de la loyauté n'est pas évidente à suivre, car dans sa préface il accepte comme naturel et même juste le premier acte avéré de traîtrise de la part de Marlborough, quand il quitta Londres à cheval en tant que commandant du Roi Jacques pour rencontrer les armées d'invasion allemande et hollandaise de Guillaume d'Orange, et passa à l'ennemi, de sorte que l'invasion de l'Angleterre réussit sans qu'un coup de feu anglais ne soit tiré.

77 Ces Commissions mixtes d'armistice des Nations unies, qui seront désormais dénotées par U.N.M.A.C. (UN Command Military Armistice Commission - NdT) comprenaient dans chaque cas un représentant d'Israël et de l'État arabe voisin, et un représentant des Nations unies dont les conclusions et le vote décidaient ainsi quelle était la Source à blâmer. Les conclusions étaient invariablement contre Israël jusqu'à ce que, comme dans le cas des administrateurs britanniques entre 1917 et 1948, la « pression » commence à être exercée sur les gouvernements d'origine des représentants, soucieux de rappeler quiconque donnait impartialement son soutien à l'argument arabe. Au moins deux responsables américains qui se prononcèrent contre Israël lors de tels incidents furent rappelés. Tous ces

responsables, quelle que soit leur nationalité, travaillaient avec en tête la mémoire du sort du comte Bernadotte [médiateur des Nations unies en Palestine assassiné par les Israéliens en 1948 - NdT], et celui de bien d'autres, toujours présents dans leurs esprits. En règle générale, comme les administrateurs britanniques avant eux, ils se révélaient impossibles à intimider ou à suborner, et ainsi le contraste frappant entre la conduite des hommes sur le terrain et les gouvernements des lointaines capitales occidentales était-il maintenu.

78 Dès le début de l'année des élections présidentielles, tous les journaux américains importants, et de nombreux journaux britanniques, parlèrent des attaques israéliennes comme de « représailles » ou « vengeances », si bien que les victimes furent transformées dans chaque cas en agresseurs par la machine à propagande. Le général Burns, dans son récit de la dernière attaque, dit à l'ONU qu'Israël « paralysait la machine investigatrice » en boycottant les Commissions mixtes d'armistice à chaque fois qu'elles votaient contre elle, et ajouta : « Actuellement, la situation est que l'une des parties prenant part à l'accord d'armistice général fait ses propres investigations, qui ne sont soumises à vérification ou à confirmation par aucun observateur désintéressé, publie les résultats de telles investigations, en tire ses propres conclusions et sur cette base, fait entreprendre des actions par ses forces militaires ». La presse britannique et américaine, en adoptant le terme « représailles » d'Israël dans ses comptes rendus, donna au public des deux pays, tout au long de cette période, l'image fausse de ce qui se passait, tel que le souhaitaient les sionistes.

79 L'histoire que j'ai relatée montre qu'au moment de l'invasion israélienne, aucun observateur attentif ne pouvait espérer que les États-Unis feraient grand chose de plus que de la réprouver. Les sionistes avaient de toute évidence choisi un moment où, selon leurs calculs, l'imminence du vote pour l'élection présidentielle américaine paralyserait tout moyen d'action efficace contre eux. Je croyais que j'étais préparé à la soumission occidentale au sionisme - une fois encore - sous une forme ou une autre. Ce que, même moi, je n'aurais pas cru, jusqu'à ce que cela arrive, c'est que mon propre pays, la Grande-Bretagne, se joindrait à l'attaque. Celle-ci, la plus récente et plus importante dans la succession d'erreurs vers lesquelles la population anglaise fut conduite par ses

dirigeants à la suite de l'implication originelle dans le sionisme en 1903, assombrit les perspectives d'avenir pour l'Angleterre et l'Occident durant le reste de ce siècle, juste au moment où elles s'éclaircissaient ; ce fut comme une éclipse soudaine du soleil, déjouant tous les calculs des astronomes.

**80** L'extraction des juifs des États-Unis, bien qu'essentielle au « rassemblement des exilés », appartient manifestement à un stade ultérieur du processus et dépendrait du succès de la phase suivante, le « rassemblement » des juifs du territoire soviétique et des pays du Maghreb. Après cela, quelqu'étrange que paraisse l'idée aux Américains et aux Britanniques d'aujourd'hui, il faudrait qu'il y ait une « persécution juive » en Amérique, et cela serait produit par la méthode propagandiste utilisée dans le passé et appliquée impartialement pays après pays, y compris en Russie, Pologne, Allemagne, France, Espagne et Grande-Bretagne. Le Dr Nahum Goldman, leader de l'Organisation sioniste mondiale, dit devant un public israélien, en octobre 1952, qu'il n'y avait qu'un problème que le sionisme devrait résoudre s'il voulait réussir : « Comment faire émigrer en Israël les juifs des pays où ils ne sont pas persécutés ». Il dit que ce problème était « particulièrement difficile aux États-Unis parce que les États-Unis sont moins un pays de persécution juive, ou de toute perspective de persécution juive, que n'importe quel autre pays » ( *Johannesburg Zionist Record*, 24 oct. 1952). Le lecteur remarquera qu'il n'y a aucun pays sans « persécution juive » ; il y a seulement des degrés de « persécution juive » dans les différents pays.

**81** Cela est essentiel à la stratégie électorale dictée, bien qu'originellement non conçue par lui, par le colonel House. Le problème des bâtons dans les roues qu'elle pose fait l'objet de nombreuses illusions citées précédemment, par ex : « … Notre échec à nous accorder avec les sionistes pourrait nous faire perdre les États de New York, de Pennsylvanie et de Californie ; J'ai pensé qu'il était grand temps que quelqu'un prenne en considération la possibilité de ne pas perdre les États-Unis » (M. James J. Forrestal) ; « Niles avait dit au président que Dewey était sur le point de sortir une déclaration en faveur de la position sioniste et à moins que le président ne le devance, les démocrates perdraient l'État de New York » (le secrétaire d'État James J. Byrnes) ; « Le Parti démocrate refuserait d'abandonner les avantages du vote juif » (le gouverneur Thomas E. Dewey).

**82** La question de savoir si le sénateur Taft, fût-il devenu président, se serait révélé capable de mener la politique alternative claire qu'il exposait ici dans ses grandes lignes ne trouvera désormais jamais de réponse. Dans le cas particulier du sionisme, qui joue un rôle essentiel dans toute l'affaire dénoncée ici par lui, il fut aussi soumis que tous les autres hommes politiques importants, et sans doute ne discerna-t-il pas la relation inséparable entre le sionisme et l'ambition de l'« État mondial » qu'il fustigeait. On demanda à un important sioniste de Philadelphie, un certain M. Jack Martin, de devenir le « secrétaire exécutif » du sénateur Taft en 1945, et il rapporte que sa première question à M. Taft fut : « Sénateur, que puis-je vous dire à propos des aspirations du sionisme ? » On rapporte la réponse de Taft, dans une veine balfouréenne ou wilsonienne : « Qu'y a-t-il à expliquer ? Les juifs sont persécutés. Ils ont besoin d'une terre, d'un gouvernement à eux. Nous devons les aider à obtenir la Palestine. En outre, cela contribuera incidemment à la paix mondiale… » Le contraste entre ce discours typique d'un politicien en chef courant après les voix, et le commentaire éclairé donné plus haut est évident. M. Martin, qui est décrit dans l'article cité ici ( *Jewish Sentinel*, 10 juin 1954) comme l'« alter ego » et héritier du sénateur Taft, fut invité après la mort de Taft par le président Eisenhower à devenir son « assistant, conseiller et liaison avec le Congrès ». Commentaire de M. Martin : « Le président Eisenhower est disposé à écouter volontiers votre opinion et il est facile de le conseiller ».

Deux années de calme relatif suivirent, mais ce n'était que le silence des préparatifs ; la prochaine série d'événements était manifestement en train d'être organisée pour l'année de la prochaine élection présidentielle, en 1956. En mai 1955 (le mois où Sir Anthony Eden succéda à Sir Winston Churchill en tant que Premier ministre d'Angleterre), le secrétaire d'État américain, M. John Foster Dulles - comme M. Balfour trente ans auparavant - visita enfin le pays qui ruinait la politique étrangère américaine, comme il avait ruiné celle de l'Angleterre. Après son expérience avec la « réprimande », si rapidement encaissée, il dut réaliser qu'il avait affaire à la force la plus puissante au monde, suprême dans son propre pays, et dont « Israël » n'était que l'instrument utilisé pour diviser et dominer les autres.

Comme M. Balfour, il fut accueilli par des émeutes arabes quand il s'aventura hors de la Palestine. En Israël, peu d'Israéliens le virent - on le poussa dans une voiture fermée, entouré d'une ceinture de policiers, de l'aéroport jusqu'à Tel Aviv. L'opération de police dédiée à son escorte et à sa protection fut appelée « Opération Kitavo », *Kitavo* étant l'Hébreu pour « Lorsque tu seras entré ». C'est une allusion au *Deutéronome* 26 : « Lorsque tu seras entré dans le pays que L'Éternel, ton Dieu, te donne pour héritage… et aujourd'hui, L'Éternel t'a fait promettre que tu serais son peuple spécial, comme il te l'a dit, et que tu observerais tous ses commandements, afin qu'il te donne sur toutes les nations qu'il a créées la supériorité… et afin que tu sois un peuple saint pour L'Éternel ton Dieu ». Ainsi, un secrétaire d'État américain dans l'Israël sioniste n'était-il considéré que comme un personnage mineur dans la grande saga de « l'accomplissement » de la Loi lévitique.

M. Dulles, à son retour, dit qu'il avait trouvé que les Arabes craignaient le sionisme plus que le communisme - une évidence : les Arabes avaient lu la Torah et témoigné de son application littérale sur eux-mêmes à Deir Yassin et Qibya. Il dit lors d'un programme télévisé (selon l'Associated Press, 1er juin 1953) : « les États-Unis respectent fermement la déclaration de 1950 faite conjointement avec la Grande-Bretagne et la France ; elle engage les trois nations à agir au cas où *les frontières israéliennes actuelles* seraient violées par toute action militaire » (la célèbre « Déclaration tripartite »). Je n'ai pu découvrir si M. Dulles a bien dit cela ou si ses propos furent déformés (la Déclaration était censée être impartiale et

garantissait « les frontières du Moyen-Orient et les délimitations de l'armistice », *non* « les frontières israéliennes », mais c'était ce genre d'informations qui parvenait toujours jusqu'au Arabes et en réalité, l'erreur verbale, ou la déformation des propos, s'approchait beaucoup plus de la réalité manifeste de la situation.)

À nouveau, les générations passaient, mais l'ombre grandissante du sionisme s'abattait plus lourdement sur chaque nouvelle génération. Sir Winston Churchill, ses facultés finissant par baisser, abandonna son poste à l'homme auquel il l'avait déjà conféré à la manière d'un potentat décidant de la succession : « Je ne prends aucune mesure dans les affaires publiques sans consulter M. Eden ; il reprendra le flambeau du conservatisme quand d'autres mains plus vieilles l'auront laissé tomber ». Ceci étant le cas, Sir Anthony hérita sans doute du soutien inconditionnel de Sir Winston à « l'accomplissement des aspitations du sionisme » et il se pourrait bien qu'il ait souhaité que le flambeau se trouve en d'autres mains, car ce dernier ne pouvait que détruire, et non éclairer le « conservatisme » et l'Angleterre. Du moment où Sir Anthony accéda à la fonction pour laquelle toute sa vie l'avait préparé, son administration souffrit beaucoup du « problème du Moyen-Orient », de sorte que la fin de sa carrière politique semblait vouée à être aussi malheureuse que celles de M. Roosevelt et de M. Woodrow Wilson.

Et aussi, le scribe pourrait ajouter, celle du président Eisenhower. En septembre 1955, il fut terrassé [par une crise cardiaque - NdT], et même s'il s'en remit, ses photos commencèrent à présenter les traits qui étaient apparus sur celles de MM. Roosevelt et Woodrow Wilson vers la fin de leurs mandats. La « pression » que ces hommes puissants en apparence doivent supporter en ce « siècle juif » semble avoir quelque effet qui se révèle sur un visage rongé par les soucis. Ils sont entourés de faiseurs de louanges, mais s'ils essaient de suivre leur conscience et de faire leur devoir, on les oblige avec acharnement à rendre des comptes. Après sa première expérience, l'attente générale était qu'Eisenhower ne se présenterait pas une deuxième fois.

Ce n'était pas un républicain, et durant son premier mandat il se sentit mal à l'aise en président « républicain ». En vérité, peu après son investiture, ses « tracas avec la puissante aile droite du parti » (en d'autres mots, avec les républicains traditionnels, qui étaient pour le sénateur Taft) «

atteignirent de tels extrêmes que pendant un temps, il réfléchit longuement à l'idée d'un nouveau parti politique en Amérique, un parti auquel les personnes ayant la même philosophie, indépendamment de leur affiliations précédentes, pourraient se rallier… Il commença par demander à ses associés les plus intimes s'il ne fallait pas qu'il se mette à réfléchir à un nouveau parti. Tel qu'il l'imaginait, un tel parti aurait avant tout été *son* parti. Il aurait représenté les doctrines, internationales et nationales, qu'*il croyait* être les meilleures pour les États-Unis *et à vrai dire pour le monde*[83] ». Il n'abandonna cette idée que lorsque la mort du sénateur Taft laissa le Parti républicain sans leader naturel et lorsque le Sénat, sur incitation personnelle du président, condamna le sénateur Joseph McCarthy du Winsconsin pour son attaque fervente du communisme au sein du gouvernement. La colère publique suscitée par la révélation de l'infestation communiste de l'administration sous les présidents Roosevelt et Truman fut l'une des causes principales du revirement des votes en faveur du Parti républicain (et de son candidat, M. Eisenhower) en 1952.

Ainsi, à la fin de l'année 1955, une année d'élection présidentielle était-elle à nouveau imminente, dans des circonstances que le pouvoir dominant en Amérique avait toujours trouvées idéales : un président souffrant, des politiciens de parti avides de « vote juif », une situation de guerre au Moyen-Orient et une autre en Europe. Dans une telle situation, la « pression politique intérieure » dans la capitale du pays le plus riche et le mieux armé du monde pouvait pratiquement produire n'importe quel résultat. Les directeurs du Parti républicain, voulant à tout prix conserver au moins un républicain nominal à la Maison Blanche s'ils n'arrivaient pas à obtenir une majorité au Congrès, se rassemblèrent autour d'un homme malade et le poussèrent à se présenter.[84]

La véritable campagne commença, comme toujours, une bonne année avant l'élection elle-même. En septembre 1955, le gouvernement égyptien du président Gamal Abdel Nasser passa un contrat avec l'Union soviétique pour l'achat d'armes. La « Déclaration tripartite » américano-franco-britannique de 1950 stipulait qu'Israël et les États arabes pouvaient acheter des armes à l'Occident. Le président Nasser, pour justifier son acte, déclara (16 nov. 1955) qu'il n'avait pas réussi à obtenir « une seule pièce d'armement de la part des États-Unis en trois ans de tentatives » et accusa le gouvernement américain de « tentative délibérée de maintenir perpétuellement les Arabes à la merci d'Israël et de ses menaces ».

Cet achat égyptien d'armes aux Soviétiques produisit une tempête de protestations immédiate à Wahington et Londres similaire à celle qui s'était élevée en 1952-3 à propos du « procès des docteurs juifs ». Le président Eisenhower fit appel à l'Union soviétique pour différer l'expédition d'armes vers l'Égypte (la majeure partie de ces armes venait de l'usine d'armement de Skoda en Tchécoslovaquie, qui était tombée sous possession soviétique en conséquence des accords de Yalta de 1945 et qui avait fourni les armes permettant à « Israël » de s'installer en 1947-8 et d'« acclamer les Soviétiques comme des libérateurs »).

À Londres, le même jour (9 nov. 1955), Sir Anthony Eden accusa l'Union soviétique de créer des tensions guerrières au Moyen-Orient ; le ministre des Affaires étrangères britannique, M. Harold Macmillan, se plaignit de l'introduction d'un « nouveau facteur inquiétant dans cette situation délicate ». Pour les Arabes, toutes ces paroles venues d'Occident signifiaient ce qu'elles avaient toujours signifié : qu'on donnerait des armes à Israël et qu'on les refuserait aux Arabes.

Après cela, la campagne de propagande enfla jour après jour, de la même manière que celle de 1952-3, jusqu'à ce qu'en quelques semaines, le souvenir des trois années d'attaques israéliennes des pays arabes et les condamnations de celles-ci par les Nations unies aient été effacés de l'esprit public. À sa place, le lecteur moyen reçut l'impression quotidienne qu'Israël désarmée, par la faute de l'Occident, était laissée à la merci de l'Égypte, armée jusqu'aux dents grâce aux armes « rouges ». À ce stade précoce, la vérité de l'affaire fut publiée une fois : une importante autorité militaire américaine, M. Hanson W. Baldwin, parlant de la fourniture d'armes américaines à Israël, dit :

« Nous essayons de maintenir un « équilibre » très difficile entre les Israéliens et les Arabes. Ce n'est pas actuellement, et il est peu probable que ce le soit bientôt, un véritable équilibre dans le sens où les deux bords possèdent une force militaire équivalente. Aujourd'hui, Israël est nettement supérieure à l'Égypte, et à vrai dire, à la force combinée de l'Égypte, de la Jordanie, de l'Arabie Saoudite, du Liban, de la Syrie et de l'Irak » ( *New York Times*, 11 nov. 1955).

On ne permit plus à cette vérité d'atteindre les masses lisant les journaux dans les onze mois qui suivirent, en tous les cas d'après mes observations**85**. Elles furent maintenues perplexes par la clameur

grandissante à propos des « armes rouges pour les Arabes », qui donnait le ton pour les deux campagnes électorales (pour le Congrès et pour la présidence) commençant alors[86]. Tous les candidats à la présidence du côté des démocrates (MM. Estes Kefauver, le gouverneur Harriman de l'État de New York, Stuart Symington et Adlai Stevenson) firent des déclarations incendiaires dans ce sens[87]. À un moment, un comité sioniste américain réfléchit à une « manifestation à Denver » mais se ravisa (le président y était à l'hôpital après son attaque), et à la place aborda tous les candidats des deux partis, pour leur demander de signer une « déclaration de politique » contre la subvention d'armes à tout État arabe. 120 candidats au Congrès signèrent sur-le-champ, et plus tard le nombre atteignit 102 pour les démocrates et 51 pour les républicains ( *New York Times*, 5 avril 1956). L'excès de signataires démocrates explique la déclaration faite au Congrès sioniste mondial à Jérusalem le 26 avril par M. Yishak Gruenbaum, un important homme politique israélien et ex-ministre : « Israël n'obtiendra pas de soutien des États-Unis aussi longtemps que la direction républicaine sera aux commandes ».

C'était, de la part d'Israël, la demande publique que les juifs américains votent pour les démocrates, et la croyance des directeurs de parti américain dans le pouvoir du « vote juif » aux États-Unis fut renforcée, à cette occasion, par le succès des démocrates à l'élection au Congrès, succès désiré par M. Gruenbaum à Jérusalem.

Dans ce climat de « pression » sur un président souffrant par le biais des directeurs de parti et d'une campagne de plus sur « la persécution des juifs » (symbolisée, cette fois, par Israël), l'année de l'élection présidentielle commença. Dès le début, les observateurs expérimentés virent qu'elle avait été choisie (comme les années des élections présidentielles précédentes) comme une année de crise montante organisée qui pourrait exploser en guerre générale. La base de tous les calculs était la « pression politique intérieure » qui pouvait être exercée sur le gouvernement américain et ses actions.

Dans le monde réel, l'année débuta, typiquement, par une nouvelle « condamnation » unanime (19 jan. 1956) d'Israël pour une attaque « délibérée » et « flagrante » (celle de la Syrie, le 11 déc. 1955). C'était la quatrième condamnation majeure en deux ans et elle arriva au moment où la campagne de propagande à propos de « l'absence de défenses » d'Israël

et « l'agression » arabe battait déjà son plein en Occident. À la même période, un « état d'urgence national » fut déclaré en Israël.

L'attaque sioniste s'en prit alors au noyau de représentants officiels responsables du département d'État américain qui (comme ceux du ministère des Colonies et du ministère des Affaires étrangères britanniques lors de la génération précédente) tentaient d'éviter les « engagements » périlleux envers Israël. En novembre 1955, l'organistation sioniste religieuse la plus importante au monde, l'Organisation Mizrahi d'Amérique, avait déclara à Atlantic City qu'« une clique » d'« élements anti-Israéliens au département d'État des États-Unis » était en train de « bloquer l'aide effective des États-Unis à Israël » (ceci est, mot pour mot, la plainte faite par le Dr Chaim Weizmann contre les représentants officiels britanniques sur une période de trois décennies, 1914-1947).

Lors de l'année de l'élection présidentielle de 1956, l'homme qui reprit le fardeau en Amérique fut M. John Foster Dulles, le secrétaire d'État. Immédiatement après la « condamnation » d'Israël par le Conseil de sécurité de l'ONU, en janvier, M. Dulles annonça qu'il était en train d'essayer d'obtenir l'accord des principaux hommes politiques démocrates pour maintenir la question israélo-arabe « en dehors du débat durant la campagne électorale présidentielle » (24 jan. 1956). Le *New York Times* commenta : « On sait que M. Dulles s'est plaint que les représentants de l'ambassade israélienne [aux États-Unis] ont cherché à persuader les candidats au Congrès de prendre une position favorable à la cause israélienne… Le secrétaire désire vivement qu'aucun des deux partis ne complique les délicates négociations pour une solution au Moyen-Orient en débattant de la question israélienne pour des avantages personnels ou partisans, lors de la campagne électorale… Particulièrement, il craint que quelque chose ne soit déclaré pendant la campagne présidentielle qui pourrait inciter les Israéliens à penser que les États-Unis pourraient tolérer ou collaborer à une invasion israélienne des territoires arabes ».

Ainsi, M. Dulles se plaignait-il de la « pression politique » rapportée par le président Truman dans ses mémoires**88**, et tenta-t-il, en 1956, ce que M. Forrestal avait tenté en 1947 - au prix d'une destitution, d'une dépression et d'un suicide. Il fut immédiatement attaqué par la presse (autant en Amérique qu'en Angleterre) de la même manière que M. Ernest Bevin et M. Forrestal dans les années 1947-8. Il reçut une lettre

réprobatrice d'« un groupe de membres républicains au Congrès », auxquels il répondit d'un ton apaisant (7 fév. 1955) que « La politique étrangère des États-Unis inclut la préservation de l'État d'Israël… Nous n'excluons pas la possibilité de vendre des armes à Israël ». Entre-temps, il avait péché davantage, car le *Jerusalem Post,* qui en 1956 était une sorte de *Court Gazette* des capitales occidentales, annonça qu'il avait commis « un acte mineur mais inamical… il a reçu pendant 45 minutes une délégation du Conseil américain pour le judaïsme**89** ».

Le Conseil sioniste américain « protesta » immédiatement contre la proposition de M. Dulles que la question palestinienne soit maintenue « en dehors du débat » durant l'élection présidentielle ; son président, un certain rabbin Irving Miller, qualifia cela de « vision erronée, le fait qu'un segment particulier de la politique étrangère soit retiré de l'arène du débat public *libre et sans entraves* ». Quant à cette absence d'entraves, les rares allusions suivantes à la situation actuelle apparurent à cette époque dans la presse américaine : « Les querelles d'Israël avec ses voisins ont été transférées à chaque tribune américaine, où le simple fait d'expliquer pourquoi les Arabes ressentent ce qu'ils ressentent fait de vous un candidat à l'anéantissement professionnel » (Miss Dorothy Thompson) ; « Une politique pro-égyptienne ne donnera aucune voix aux républicains dans le New Jersey, le Connecticut ou le Massachussets, et lorsque qu'on discute avec des hommes politiques de profession, on entend peu parler de la question » (M. George Sokolsky) ; « Les cerveaux politiques soutiennent que pour obtenir le vote juif dans des États aussi cruciaux que New York, le Massachussets, l'Illinois, le New Jersey et la Pennsylvanie, les États-Unis devraient apporter un soutien total contre les Arabes » (M. John O'Donnell).

Le développement suivant fut une annonce dans le *New York Times* (21 fév. 1956) que M. Dulles devrait « faire face à une enquête sur la politique étrangère » demandée par la Commission des affaires étrangères du Sénat « pour enquêter sur les tournants et les virages de l'administration dans sa politique d'armement au Moyen-Orient ». M. Dulles parut comme prévu devant la Commission (24 fév. 1956) et cela mena à un incident significatif. Habituellement, le public en Amérique et en Angleterre est défendu d'exprimer toute opinion défavorable sur l'aventure en Palestine, qui lui coûte si cher ; les candidats à l'élection ne peuvent espérer être désignés par le parti s'ils ne souscrivent pas à la vision sioniste, et la presse en général

refuse de publier toute autre vision. À cette occasion, le représentant responsable au cabinet donna une audience constituée d'autant d'Américains que pouvait en contenir l'espace réservé aux spectateurs, et ils l'ovationnèrent à son entrée, pendant qu'il parla, et à sa sortie.

La raison de ces ovations était claire, et l'incident montrait comment le public occidental réagirait si leurs leaders politiques faisaient jamais appel à eux franchement concernant cette question. M. Dulles dit entre autres choses : « une des plus grandes difficultés auxquelles les États-Unis doivent faire face dans leur rôle de tentative de médiation entre Arabes et Israéliens est la croyance du monde arabe selon laquelle l'approche de Washington serait guidée par des *pressions politiques internes* ». Il y avait le danger que les Israéliens « précipitent ce qu'on appelle une guerre préventive ». Si cela se produisait, les États-Unis « ne s'engageront pas au côté d'Israël » parce qu'ils ont des engagements avec leurs alliés : s'opposer à toute nation qui commencerait une « agression » au Moyen-Orient. Il « suggéra plusieurs fois que *les pressions politiques internes* étaient exercées pour tenter de forcer l'administration à prendre une tournure excessivement et imprudemment pro-israélienne au Moyen-Orient ».

Ce qui était applaudi alors était clair, et c'était la première allusion officielle et publique, devant une assistance grand public, à la poigne qui maintient l'Occident en servitude. La manifestation d'approbation publique ne diminua pas les « pressions » dont M. Dulles se plaignait. Quelques semaines plus tard (12 avr. 1956), il fut interpelé devant les leaders du Congrès pour faire un compte rendu sur le Moyen-Orient et leur dit : « Je crains qu'il ne soit trop tard pour une solution pacifique ». Il indiqua que les deux « facteurs-clés » dans la politique des États-Unis [au Moyen-Orient] étaient « en conflit », à savoir : « La rétention des immenses ressources de pétrole de la région à des fins militaires et économiques en Europe de l'Ouest » (ces ressources se trouvent actuellement dans les pays arabes), et « la préservation d'Israël en tant que nation ». Le leader de la Chambre des démocrates, M. John McCormack, demanda alors sur un ton péremptoire : « Quelle politique est prioritaire, sauver Israël, ou conserver la mainmise sur le pétrole ? » Par sa réponse : « Nous essayons de faire les deux », M. Dulles montra que tout l'Occident était plus profondément que jamais prisonnier du dilemme insoluble créé par la participation originelle de la Grande-Bretagne au sionisme.

Dans l'effort vain de « faire les deux », M. Dulles empira bientôt les choses. Apparemment, il n'avait jamais eu aucun espoir que sa proposition originelle réussirait ; il « poussa un beuglement de rire sardonique » quand on lui demanda, lors d'une conférence de presse à la même époque, s'il croyait vraiment qu'il pourrait faire retirer la question israélo-arabe de la politique. Au moment même où il parlait devant la Commission du Sénat (ses spectateurs auraient-ils applaudi, s'ils avaient su ?), on était en train d'imaginer la méthode par laquelle l'Amérique pourrait annoncer officiellement qu'elle ne fournirait *pas* du tout d'« armes au Moyen-Orient », et en même temps *garantirait* qu'*Israël* reçoive de telles armes, lui permettant de lancer la « guerre préventive » que le secrétaire d'État « craignait ». Le moyen était similaire à celui utilisé dans le cas des « réparations » de l'Allemagne de l'ouest, qui furent exigées sous la pression américaine et assuraient l'approvisionnement d'Israël en argent ou en biens sans que cela n'apparaisse dans aucun budget américain.

Immédiatement après le rapport de M. Dulles devant la Commission du Sénat, et apparemment en réponse à celui-ci, les troupes israéliennes réalisèrent « une attaque organisée à l'avance et planifiée » des Égyptiens dans le territoire de Gaza, tuant trente-huit personnes (27 fév. 1956), et fut condamnée pour « agression brutale » par l'U.N.M.A.C. En quelques semaines, les chroniqueurs commencèrent alors à faire des allusions à la nouvelle façon de fournir des armes à Israël : « Si les États-Unis vendaient des armes à Israël, cela rouvrirait le pipeline d'armes communiste vers les États arabes… apparemment on pense que la même chose n'arriverait pas si la Grande-Bretagne, la France et le Canada satisfaisaient aux demandes d'armes de la part d'Israël… On estime ici que si les Alliés vendent des armes à Israël, les États-Unis pourront maintenir leur propre situation d'impartialité. »

C'était « faire les deux » en pratique. Le rabbin Hillel Silver (le leader sioniste qui avait prononcé la prière pour la « grâce et la guidance » à l'investiture du président) déclara alors en Israël que « l'administration Eisenhower n'a pas encore dit son dernier mot sur les armes pour Israël » ( *New York Times*, 4 avr. 1956). De retour à Washington, il eut « une discussion très franche et amicale » avec le président. Puis on révéla que les États-Unis « encourag[eai]ent discrètement les gouvernements français et canadien à vendre des armes à Israël » ( *New York Times*, avril 1956). Plus, ces dernières se révélèrent être en vérité des armes fournies par les

Américains, car le gouvernement français annonça officiellement (12 mai 1956) que le gouvernement américain « avait accepté de retarder les livraisons afin de permettre à la France d'effectuer rapidement une dernière livraison de douze avions Mystère IV en Israël ». Ils faisaient partie des avions français qui seraient utilisés lors de l'attaque de l'Égypte cinq mois plus tard ; le fait que l'armée de l'air française y prendrait part ne fut pas révélé en mai**90**.

Pour être clair : le gouvernement américain finançait l'achat d'armes pour ses alliés dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord à cette époque, en passant des commandes aux fabricants étrangers. Ces livraisons financées par les Américains étaient détournées vers Israël sur « l'incitation » américaine. Donc le Traité de l'Atlantique Nord, censé au départ être une alliance de l'Occident contre « l'agression soviétique » et le « communisme », fut lui aussi détourné à des fins sionistes. Signé en 1949, le but prétendu originel était que les membres (l'Amérique et le Canada, l'Angleterre, la France et dix autres pays européens, puis la Turquie) considéreraient toute attaque de l'un d'entre eux comme une attaque de tous et porteraient assistance à celui qui est attaqué.

Donc le gouvernement américain, tout en s'en prenant à l'Union soviétique pour avoir fourni des armes à l'Égypte et déclarant que lui-même ne promouvrait pas « la course à l'armement » au Moyen-Orient en fournissant des armes à Israël, procurait en réalité des armes à Israël afin de maintenir la supériorité de cette dernière sur la totalité des sept pays arabes. Ici, M. Dulles opérait avec une pincée de machiavélisme qui eut l'effet de l'huile sur le feu. L'acte d'acquisition de matériel militaire ne fut même pas tenu secret : comme les citations ci-dessus le montrent, on lui fit de la publicité et on l'utilisa comme un discours vantard destiné à obtenir des voix dans cette campagne électorale, dont M. Dulles avait demandé que la question israélo-arabe soit tenue à l'écart.

Un curieux effet secondaire de ces machinations en Occident était que les déclarations faites, sur cette question particulière, par les dirigeants totalement sans scrupules de Moscou prenaient une apparence d'honnête respectabilité. Par exemple, le gouvernement soviétique, lorsque la tempête de protestations occidentale à propos des « armes pour l'Égypte » commença, envoya une note aux gouvernements américain, britannique, égyptien et tchécoslovaque, déclarant : « Le gouvernement soviétique

considère que chaque État possède le droit légitime de s'occuper de sa défense et d'acheter des armes pour ses besoins défensifs à d'autres États dans les conditions commerciales normales, et qu'aucun État étranger n'est en droit d'intervenir ». C'était une déclaration irréprochable d'une position légale, et même morale, et elle fut reprise par Israël, car pendant que le tapage occidental enflait, le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Moshé Sharett déclara alors à New York (10 nov. 1955) : « Si nous sommes acculés et que notre existence est en péril, nous chercherons et accepterons des armes de n'importe quelle provenance mondiale » (en réponse à une question de savoir si les Soviétiques avaient *offert* des armes à Israël). Ainsi, toute l'essence du tollé en Occident était en fait que les armes soviétiques ne devaient pas aller aux États *arabes*, et pour cela, aucune espèce d'argument moral ou légal n'existe.

Dans ce contexte, « Israël sans défense » (M. Ben Gourion) organisa son défilé anniversaire le 16 avril 1956 avec force exhibition d'avions et de chars américains, britanniques et français ( *New York Times*, 17 avril) ; les armes soviétiques furent probablement retirées du défilé à cette occasion, en accord avec la propagande du moment en Occident. Le 24 avril, à Jérusalem, M. Ben Gourion proclama une fois encore le projet nationaliste et expansionniste : « Le rassemblement continu d'exilés est le but suprême d'Israël et la condition sine qua non de la réalisation de la mission messianique qui a fait de nous un peuple éternel ».

Le subterfuge par lequel les États-Unis procuraient des armes à Israël tout en refusant officiellement de les fournir (« Personne ne se réjouit particulièrement de notre décision de ne pas vendre d'armes à Israël mais d'encourager d'autres alliés à le faire, et d'abandonner du matériel réservé à cette fin », *New York Times*, 19 mai 1956) n'amenait aucun répit au président américain. Une soumission *déclarée* est la condition requise invariable, et la colère sioniste commença à être dirigée contre lui. La veille de son second gros problème de santé (au début de l'été, il dut subir une opération pour une hépatite), les railleries commencèrent à fuser contre lui, comme quoi il n'était qu'un « président à temps partiel ». Une éminente sioniste, Mme Agnes Meyer, lança la chose en disant devant un public juif à New York que pendant que « le bastion de la démocratie » (Israël) était en péril « le président n'est pas à son poste à Washington ; il joue au golf à Augusta », et le poussant à se demander « si cette nation peut se permettre un président à temps partiel ». Sa seconde maladie, qui suivit presque

immédiatement, interrompit cette attaque particulière pendant un temps, mais le président Eisenhower, comme d'autres avant lui, n'eut pas le loisir d'oublier que les ressources entières de la propagande sioniste pourraient à tout moment se retourner contre lui s'il sortait de la ligne de ses prédécesseurs.

Tandis qu'il se débattait dans ces rets, outre-Atlantique un autre Premier ministre semblait sur le point d'être broyé sous la roue sioniste. Sir Anthony Eden, à un tout autre siècle, serait devenu un homme d'État majeur ; à ce siècle-ci, l'« engagement » dont il hérita fut dès le début de son ministère un boulet à traîner derrière lui.

Aucun homme politique au monde ne l'égalait, quand il prit la fonction de Premier ministre en 1955, en qualification et en expérience. Il était de la génération de la Première Guerre, si bien que le souvenir des champs de Flandre [champs d'honneur - NdT] formèrent l'arrière-plan de toute sa vie d'adulte, qui par la suite fut entièrement consacrée à la politique. Il venait d'une vieille famille avec une tradition héritée pour le service, et était brillant et de belle prestance. Il s'éleva au poste de ministre à un jeune âge et, avec de courts intervalles, occupa poste élevé sur poste élevé pendant plus de vingt ans, durant lesquels il en vint à connaître personnellement chaque dictateur et député d'Europe et d'Amérique du Nord. Il acquit ainsi une expérience unique pour les années éprouvantes qui se profilaient ; seul Sir Winston Churchill, dans le monde entier, avait un rang comparable de connaissances, de négociation et en général de formation à ce qui autrefois était considéré comme l'art de la diplomatie.

Il était encore jeune pour la fonction de Premier ministre, quand Sir Winston céda à la loi de l'âge et tendit « le flambeau » à l'homme qu'il avait décrit comme incarnant « l'espoir de vie de la nation britannique » (1938), M. Eden (tel qu'il était en 1938) s'attira l'espoir des hommes de sa génération par sa démission du gouvernement britannique en protestation contre la politique d'apaisement d'Hitler, qui (jugea-t-il à raison) était le chemin le plus sûr vers la guerre. Le fait qu'on donna son nom à l'événement d'octobre 1956 rendit celui-ci plus difficile à supporter pour ses contemporains.

J'ai connu M. Eden, comme un correspondant étranger pourrait connaître un homme politique, dans les années qui menèrent à la Seconde Guerre, et en vertu de nos sentiments similaires en cet âge sombre, j'ai pu

lui écrire par la suite à des moments où il semblait perdre le contact avec l'esprit de sa génération et recevoir une réponse plaisante, témoignant d'une relation ancienne et de la lecture attentive de mes livres. Je le vis, en 1935, sortir la mine troublée d'une première rencontre avec Hitler, qui avec des accents menaçants lui avait dit que l'armée de l'air allemande (alors officiellement non-existente) était plus importante que l'armée de l'air anglaise. Je l'accompagnai à Moscou et pus confirmer auprès de lui quelque chose que j'avais entendu concernant sa première rencontre avec Staline : que le bandit géorgien avait montré du doigt le petit point sur la mappemonde qui représentait l'Angleterre, et dit combien il était étrange qu'un si petit pays détienne la clé de la paix mondiale (une affirmation correcte à l'époque). Avec ces souvenirs personnels, je fus probablement plus atterré que la plupart des hommes quand j'appris l'action dans laquelle on le fourvoya à tort en octobre 1956.

Dès le début, en mai 1955, l'observateur expérimenté put voir qu'il n'était en vérité pas tant le Premier ministre que le ministre de la question juive, représentée à sa génération par l'État sioniste et son ambition. Cela signifiait que toute la durée de sa fonction tomberait sous l'emprise de cette ombre et que son destin politique serait déterminé par ses actions eu égard au sionisme, et non par sa réussite ou son échec en matière d'intérêt national. Cela fut illustré à la veille de son ministère, alors qu'il était encore ministre des Affaires étrangères pour quelques semaines de plus. Le gouvernement britannique avait conclu un arrangement avec l'Iran et la Turquie pour assurer la défense des intérêts britanniques au Moyen-Orient, dont les ressources en pétrole étaient vitales à l'Angleterre et aux dominions des antipodes. Le débat à la Chambre des communes ignora cette aspect et pesta contre les conséquences de cet accord « sur Israël », si bien que deux membres isolés (sur 625) protestèrent : « Ce débat n'est pas sur la Palestine, et le ministre des Affaires étrangères doit rechercher les intérêts mondiaux et les intérêts de la Grande-Bretagne, même s'ils causent de la contrariété et de l'embarras à d'autres États » (M. Thomas Reid) ; « À en juger par presque tous les discours des honorables membres des deux partis, on serait pardonné d'avoir imaginé que le débat concernait avant tout les conséquences d'un pacte sur Israël, au lieu de l'amélioration de notre système défensif mondial contre la menace de l'impérialisme russe » (M. F. W. Bennett).

Ce à quoi un membre socialiste juif répondit : « Pourquoi pas ? » Dans les faits, il était à cette époque devenu quasiment impossible de débattre d'une quelconque question majeure excepté en termes de ses conséquences pour Israël, et cela préfigurait nettement le cours que prendrait le ministère de Sir Anthony.

Durant les derniers mois de 1955, alors Premier ministre, il continua à se démener sur « la question du Moyen-Orient », suggérant lors d'une occasion qu'une force internationale soit placée entre Israël et les États arabes (les États-Unis rechignaient) et lors d'une autre, qu'Israël pourrait accepter des rectifications de frontière mineures, comme elle s'était emparé en 1948 de plus de terres que ne lui en avait « attribuées » les Nations unies (cela provoqua des accusations sionistes furibondes dans les journaux new-yorkais, comme quoi « la Grande-Bretagne avait rejoint le rang des ennemis d'Israël »). Puis, l'année de l'élection présidentielle - et la crise de Sir Anthony - commencèrent. La machine sioniste démarra en quatrième vitesse, jouant Washington contre Londres et Londres contre Washington avec le savoir-faire de quarante années d'expérience. En mars, une chose significative se produisit ; ignorée du monde, elle rendit certaine une attaque prochaine de l'Égypte pour l'observateur attentif des événements.

La veille de la Pâque juive, la mystérieuse « Voice of America » diffusa une commémoration, chargée d'allusions explosives d'actualité, de « l'évasion des juifs hors de *la captivité égyptienne* ». Considéré dans sa relation évidente au bombardement de propagande de l'Égypte alors en cours à Washington et Londres, cela présageait clairement des événements violents avant la Pâque prochaine. Le peuple américain en général ne sait rien de ce que « The Voice of America » dit, ou à qui elle parle. Même en faisant des recherches, je n'ai pu découvrir quel ministère officiel est censé superviser cette « voix », qui est utilisée pour exprimer les intentions du gouvernement américain à des populations auditrices lointaines. J'ai pu apprendre que ses fonds, budgétaires et autres, sont immenses et qu'elle se compose en majorité de juifs de l'Est. Elle semble fonctionner dans l'irresponsabilité et le secret[91].

Dès ce moment, tout le poids de la propagande occidentale se retourna contre l'Égypte. Les événements qui suivirent peuvent être considérés à la lumière des notes personnelles d'Henry Stimson, ministre de la Guerre, durant la période précédant Pearl Harbour, selon lesquelles le but de

l'administration du président Roosevelt était de manœuvrer le Japon afin qu'il « tire le premier ». Les événements postérieurs eurent tous l'apparence d'avoir été conçus pour manœuvrer l'Égypte afin qu'elle tire la première. L'Égypte ne fit pas cela. Alors le monde décida que tirer le premier n'était plus nécessaire pour se qualifier en tant qu'agresseur ; le pays en question pouvait être surnommé l'agresseur alors qu'il était en train d'être envahi, et même avant ; les ressources de la propagande de masse en étaient arrivées à ce point-là au cours du XX$^{e}$ siècle. Toutes les « condamnations » d'Israël pour cause d'agression n'avaient rien signifié.

La période de crise commença le 7 mars 1956 (juste avant l'émission de « The Voice of America » sur la captivité égyptienne) alors que Sir Anthony Eden faisait à nouveau face à l'éternelle question à la Chambre des communes. À cette période, ses adversaires socialistes (malgré les nombreuses « condamnations » d'Israël) étaient acharnés dans leur réclamation d'armes pour Israël et d'« un nouveau traité de garanties pour Israël » ; comme les politiciens new-yorkais, ils voyaient l'espoir d'arriver au pouvoir dans une nouvelle soumission à Sion. Le Premier ministre « dut subir une tempête de vitupérations et d'insultes dépassant tout ce qu'on avait pu entendre à la Chambre des communes depuis les derniers jours du ministère de Neville Chamberlain » (le *New York Times*) ; « Ce fut une scène qui, pendant un temps, sembla choquer même ceux qui l'avaient causée ; le président de la Chambre lui-même dut intervenir pour implorer la Chambre d'écouter le Premier ministre » (le *Daily Telegraph*). Sir Anthony protesta en vain qu'il avait été entendu avec politesse « pendant plus de trente ans » par la Chambre. À ce moment, il se pouvait qu'il espérait un soutien américain, car le même jour le président Eisenhower dit qu'il était « inutile d'essayer de maintenir la paix au Moyen-Orient en armant Israël, avec ses 1.700.000 habitants, contre 40.000.000 d'Arabes » (l'acquisition américaine d'armes pour Israël était alors en cours).

En Angleterre, Sir Anthony trouva tout le monde contre lui. Le *Daily Telegraph* (prétendument dans le camp de son propre parti) pouvait dans ses rapports d'information paraître choqué de la manière dont la Chambre le traitait, mais dans ses éditoriaux elle disait que les arguments pour donner des armes à Israël étaient « irréfutables », un mot qui épargne toujours le besoin d'apporter des arguments corroborants. Ses opposants, les socialistes, s'affranchirent de toute retenue dans leur empressement à le

renverser au moyen d'Israël. Le journal de gauche principal, le *New Statesman*, dans deux éditions successives, dit que l'Angleterre n'avait aucun droit ou moyen de mener une guerre quelles que soient les circonstances et devait déposer toutes les armes (« Une défense efficace est maintenant au-dessus de nos moyens et le désarmement est la seule alternative à l'annihilation », 10 mars) et que l'Angleterre devait armer Israël et s'engager à partir en guerre pour Israël (« la guerre sera moins probable si Israël est fournie en armes modernes et le parti travailliste a raison de pousser à ce qu'Israël les obtienne maintenant… Le problème n'est pas tant le côté peu souhaitable de garantir une frontière qui n'a pas encore été formellement établie… mais la question militaire de *rassembler et de fournir la force nécessaire…* Dispose-t-on d'une puissance navale suffisante en Méditerranée orientale ? Est-ce que M. Gaitskell » (le leader socialiste) « est seulement sûr que le public britannique l'appuierait pour partir en guerre, probablement sans l'appui des Nations unies, en défense d'Israël ? » (17 mars).

Les conséquences innombrables de l'engagement originel - en apparence mineur - envers Sion peuvent être observées dans de telles citations. À cette occasion, Sir Anthony Eden parut tenter, de concert avec le gouvernement des États-Unis, d'endiguer une course folle, mais il donna un « avertissement à l'Égypte » qui n'était pas alors justifié et était de mauvais augure, comme les événements le montrèrent. À cette période, les gouvernements britannique et américain courtisaient (officiellement) l'amitié égyptienne dans l'espoir d'aider à pacifier le Moyen-Orient. Dans ce but commun, l'Angleterre, « sous la pression américaine », se préparait à retirer ses troupes du canal de Suez**92**.

Pourquoi Sir Anthony Eden céda sans garanties à « la pression » pour lâcher ce qui, immédiatement après, fut proclamé comme « la nécessité vitale » du Commonwealth britannique fait partie de ces questions auxquelles les hommes politiques ne répondent jamais. La « pression » de Washington sur les sujets liés au Moyen-Orient a toujours été, dans les quatre dernières décennies, une pression sioniste, en définitive ; et à environ la même époque, un journaliste égyptien - M. Ibrahim Izza - fut cordialement reçu par le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre travailliste israéliens, qui lui dirent qu'« Israël et l'Égypte avaient le but identique de s'opposer à l'influence britannique au

Moyen-Orient » ( *Rose el-Youssef*, mai 1956 ; *New York Times*, 20 mai 1956).

La conséquence de cette soumission à la pression devint très vite évidente : il y aurait la guerre, impliquant l'Angleterre dans une grande humiliation, un fiasco. Le retrait britannique était censé être la moitié d'un plus large arrangement anglo-américain pour « gagner l'amitié des Arabes », et l'autre moitié américaine n'avait pas encore été acquittée. Elle consistait à se joindre au gouvernement britannique et à la Banque mondiale pour fournir $ 900.000.000 pour la construction d'un barrage sur le Nil à Aswan (l'offre avait été faite à l'Égypte en décembre 1955).

La chronologie des événements devient à nouveau importante. Les troupes britanniques se retirèrent du canal de Suez en juin 1956, comme promis. Le 6 juillet 1956, le porte-parole du département d'État dit à la presse que l'offre du barrage d'Aswan « tenait toujours ». Quelques jours plus tard, l'ambassadeur égyptien à Washington annonça que l'Égypte avait « décidé de manière définitive qu'elle souhaitait l'aide occidentale pour le barrage ». Le 19 juillet, l'ambassadeur égyptien rendit visite à M. Dulles pour accepter l'offre. On lui dit que le gouvernement des États-Unis avait changé d'avis. À Londres la veille, le porte-parole du bureau des Affaires étrangères avait annoncé que la partie britannique de l'offre « tenait toujours ». Le 19 juillet, le porte-parole informa *la presse* (et non l'ambassadeur égyptien) que l'offre britannique, elle aussi, était retirée.

Le porte-parole refusa de donner les raisons mais reconnut qu'il y avait une « concertation continue entre Whitehall et Washington ».

Donc, la « pression » pour rendre furieux les Égyptiens par cet affront méprisant venait du même endroit que la « pression » pour les apaiser en se retirant du canal de Suez. Le gouvernement britannique se retrouva seul dans son coin, pour reprendre l'expression américaine ; si la première soumission avait été faite dans la confiance en l'annonce du président Eisenhower en février (selon laquelle il voulait « stopper la détérioration des relations entre les nations arabes et les États-Unis » et « restaurer l'assurance et la confiance des Arabes » en l'Amérique), le volte-face dans l'offre du barrage d'Aswan aurait dû alerter le gouvernement britannique, et il aurait alors pu sauver beaucoup de choses s'il avait résisté à la « pression » dans le second cas.

Je ne peux me rappeler provocation plus calculée ou offensive envers un gouvernement dont « l'Occident » recherchait prétendument l'amitié. Un tel comportement par les gouvernements de Washington et de Londres n'est seulement devenu envisageable que depuis qu'ils sont devenus les esclaves du sionisme. Le retrait de l'offre par les américains et la façon dont cela fut accompli (son imitation par Londres se passe de commentaires), furent clairement le véritable début de la crise de guerre de 1956, mais la source originelle, la « pression », n'était pas « américaine ». « Certains hommes au Congrès craignaient la désapprobation sioniste », fit discrètement remarquer le *New York Times* à propos du retrait de l'offre à l'Égypte ; et c'était l'année des élections.

En l'espace d'une semaine, le président égyptien Nasser nationalisa le canal de Suez, et immédiatement l'air se chargea de rumeurs de guerre, comme en 1952-3 durant l'épisode des « docteurs juifs ». Dès ce moment, le président Nasser reçut le traitement du « méchant » ; c'est le signe sûr de l'imminence de la guerre. J'ai vu beaucoup de « méchants » fabriqués au cours de ma vie, et j'ai observé que cette propagande peut s'ouvrir et se fermer comme par un robinet, et infusée avec un effet toxique dans l'esprit du public :

*Une fiole pleine du jus maudit de la jusquiame,*
*Et m'en versa dans le creux de l'oreille*
*La liqueur lépreuse…*
*[ Hamlet I, V - William Shakespeare - NdT]*

Ma petite enfance fut assombrie par la méchanceté du Mollah Fou (un leader musulman maintenant universellement oublié) et celle d'un respectable ancien Boer du nom de Paul Kruger. De tous les personnages de ce cabinet des horreurs, construit autour de moi alors que je grandissais, je vois maintenant que presque tous ne furent pas meilleurs ou pires que ceux qui les traitaient de méchants.

Même avant que les rumeurs de guerre n'atteignent l'étape du « méchant », et longtemps avant la provocation sans précédent du 19 juillet (qui ne provoqua toujours pas d'action belliqueuse de la part de l'Égypte), le président Nasser avait été déclaré l'agresseur dans une guerre qui n'avait pas encore commencé. En mars, M. Ben Gourion déclara à Tel Aviv qu'une

livraison rapide d'armes uniquement à Israël pourrait prévenir « une *attaque* par les États arabes dans les prochains mois » et ajouta que l'agresseur « *serait* le dictateur égyptien Nasser ». Le 13 avril, Sir Winston Churchill sortit d'une retraite d'un an pour dire devant un auditoire à la Primrose League que « la prudence et l'honneur » exigeaient l'assistance britannique d'Israël *si elle était attaquée par l'Égypte*. Sir Winston exprima son approbation implicite mais claire de l'attaque israélienne *envers* l'Égypte que les « activistes » en Israël réclamaient alors : « Si Israël est dissuadée d'utiliser la force vitale de sa race pour *tenir en respect* les Égyptiens jusqu'à ce que les Égyptiens aient appris à se servir des armes russes avec lesquelles il ont été approvisionnés et que les Égyptiens attaquent, cela deviendra non seulement une affaire de prudence mais une preuve d'honneur que de s'assurer qu'ils [Israël] ne soient pas les perdants en attendant ». Cela fut suivi en mai d'une attaque israélienne *envers* les troupes égyptiennes dans le territoire de Gaza, au cours de laquelle environ 150 hommes, femmes et enfants furent tués ou blessés. Néanmoins, le tollé à propos du « méchant » et de « l'agression égyptienne » enfla de plus belle en Occident.

L'état de servitude dans lequel l'Angleterre était tombée à cette période fut révélé par deux événements symboliques. En juin 1956, la « communauté anglo-juive » organisa un banquet au Guildhall pour commémorer « le trois centième anniversaire de la réinstallation des juifs dans les Îles britanniques » ; on exigea de l'époux de la jeune reine, le duc d'Édimbourg, qu'il apparaisse coiffé d'une calotte juive. En septembre, l'« Association Cromwell » organisa une cérémonie en l'honneur de la statue du régicide et boucher de Drogheda pour célébrer cette même fiction (selon laquelle il avait « rétabli » les juifs en Angleterre trois cents ans plus tôt). Dans son discours, le président de ce groupe, un certain M. Isaac Foot, recommenda que le jeune prince Charles, quand il accèderait au trône, prenne le nom d'« Oliver II », parce que « Nous ne voulons pas de Charles III**93** ».

Après la saisie du canal de Suez par le président Nasser, les cris de guerre venus d'Occident atteignirent une note élevée. La « nationalisation » en elle-même n'était pas assez surprenante ou choquante, en 1956, pour l'expliquer. L'Amérique avait accepté la saisie de gisements de pétrole appartenant à des étrangers, Mexico acceptant (comme le président Nasser avait accepté) de payer le prix normal pour en être propriétaire ; à l'échelon

national, l'Amérique, par le Tennessee Valley Authority, foulait déjà ces sentiers battus de l'appauvrissement ; en Angleterre, le gouvernement socialiste avait nationalisé les chemins de fer et les mines de charbon. Un terrain légal ou moral valide pour une dénonciation virulente n'était pas facile à trouver, même s'il est vrai que des degrés de différence existaient entre l'acte du président Nasser et les nombreux précédents, et son acte était de toute évidence un acte de protestation contre la provocation, non un acte politique sensé.

En tous les cas, la seule réponse efficace, si son acte était intolérable, était de réoccuper le canal sur-le-champ, et cela ne fut pas fait. À la place, tous les oracles, comme s'ils lisaient un script préparé depuis longtemps, commencèrent à le surnommer « Hitler ». Le Premier ministre Ben Gourion commença par « dictateur », qui devint « dictateur fasciste », et le Premier ministre français (un certain M. Guy Mollet à l'époque) changea cela en « Hitler ». Après quoi, la campagne suivit la ligne de celle utilisée contre Staline en 1952-3. Dictateur-fasciste dictateur-Hitler ; l'insinuation était claire ; le président Nasser devait être décrit, et puni s'il était puni, en ennemi *des juifs*.

Quand Sir Anthony Eden monta à nouveau à la Chambre des communes (9 août 1956) pour lutter avec ce monstre qui hantait ses rêves - « la question du Moyen-Orient » - le leader socialiste, M. Hugh Gaitskell, dit : « Tout cela est terriblement familier… C'est exactement la même chose que nous avons rencontrée avec Mussolini et *Hitler* avant la guerre ». Un autre orateur socialiste, M. Paget C.R. [Conseil de la Reine, abrégé C.R. après le nom ; avocat nommé par Sa Majesté - NdT] le piégea ainsi : « La technique de ce week-end est exactement ce que nous avons obtenu d'*Hitler*. Êtes-vous au courant des conséquences de ne pas répondre à la force par la force avant qu'il ne soit trop tard ? »

Les socialistes incitaient délibérément Sir Anthony à utiliser la force (ils le traitèrent d'« assassin » quand ils l'utilisa) par ces allusions sarcastiques à son passé politique. Il était l'homme qui avait démissionné en 1938 en protestation de la politique d'apaisement d'Hitler, et sa démission avait été immédiatement justifiée par l'invasion de l'Autriche par Hitler. C'*était* cela, la « force » - prévue depuis longtemps - et le M. Eden de 1938 avait eu raison. En 1956, le cas était différent, et aucune comparaison n'était possible. L'Égypte n'était pas une grande puissance

militaire, mais une puissance très faible. L'Égypte n'avait pas été « apaisée » après le retrait britannique, mais soumise à des provocations par l'humiliation publique. L'Égypte n'était pas un agresseur avéré ; elle avait été la victime d'attaques et Israël avait déclaré qu'elle ferait la guerre à l'Égypte.

Donc, la comparaison avec « Hitler » était absurde, à moins qu'elle ne soit uniquement destinée à indiquer que les sionistes considéraient l'Égypte comme leur ennemi. Néanmoins, Sir Anthony Eden céda à cette invention (peut-être le souvenir de 1938 avait-il une emprise trop forte sur lui), car il fit allusion au président Nasser comme un pillard « fasciste dont l'appétit grandit à mesure qu'il mange », ce qui était exactement le langage que M. Churchill et lui avaient utilisé à juste titre à propos d'Hitler dix-huit ans plus tôt. Je dois ajouter que je ne retrouve pas ces mots exacts dans le texte de son discours, mais c'est la forme sous laquelle ils atteignirent « la foule » par le biais du *New York Times* et c'est cela qui importe, comme les Premiers ministres doivent le savoir. Pour le reste, Sir Anthony basa son attaque du président Nasser sur l'argument que le canal de Suez « est vital aux autres pays dans toutes les parties du monde… une question de vie ou de mort pour nous tous… le canal doit être administré de manière efficace et maintenu ouvert, comme il l'a toujours été par le passé, comme une voie navigable internationale libre et sûre *pour les navires de toutes les nations…* »

Mais le président Nasser n'avait pas *fermé* le canal, il l'avait juste nationalisé. Il *était* « ouvert » aux *navires de toutes les nations,* à une seule exception. En ces cinq mots [ *navires de toutes les nations*] se trouvait le secret. Le *seul* pays auquel on refusait une liberté totale de passage était *Israël,* avec qui l'Égypte était toujours techniquement en guerre ; l'Égypte avait stoppé des navires à destination d'Israël et les avait inspectés, à la recherche d'armes. C'était le *seul* cas d'ingérence ; par conséquent, Sir Anthony exposait *seulement ce cas,* et aucun cas britannique. Cependant, il conclut : « Mes amis, nous n'avons pas l'intention de chercher une solution par la force ».

Les semaines qui suivirent, alors qu'on cherchait « une solution » lors de différentes conférences à Londres et Washington, la presse informa les masses que « les Égyptiens » ne seraient pas capables de faire fonctionner le canal, et que le trafic s'arrêterait bientôt. En réalité, ils s'avérèrent

capables de le faire marcher et la navigation continua sans obstacles, à une seule exception. Par claire insinuation, donc, le cas d'Israël était le seul sur lequel le gouvernement de Sir Anthony pouvait faire reposer sa protestation de plus en plus furieuse. Cela devint bientôt explicite. Le 22 août 1956, Mme Rose Halprin, présidente suppléante de l'Agence juive pour la Palestine, déclara au *New York Times* que « *le seul argument légal* que les puissances occidentales possèdent contre l'Égypte en termes de violation de la convention de 1888 est l'interdiction par *l'Égypte du canal aux navires israéliens et les restrictions sur les navires à destination d'Israël* ».

La déclaration de Mme Halprin sur la position légale est correcte. Si toute la querelle reposait sur un point de *loi*, alors le *seul* argument qui pouvait être invoqué était celui d'Israël ; et cela ouvrirait tout le débat sur la légalité de la création d'Israël elle-même et de l'état de guerre permanent entre Israël et l'Égypte. Par conséquent, tout gouvernement qui se joignait à la tempête de protestations contre le président Nasser agissait en fait au nom d'Israël et d'Israël seule, et jugeait d'avance en faveur d'Israël toutes les questions *légales*.

Vers octobre, Sir Anthony Eden avait été plus loin en présumant d'une agression égyptienne. Je n'ai pas le texte de ce discours, mais la version distribuée par l'Associated Press - et donc reproduite dans des milliers de journaux du monde entier - dit : « Le Premier ministre Eden a prédit ce soir que le président Nasser *attaquerait* Israël prochainement s'il se sortait impunément de la saisie du canal de Suez. Sir Anthony a fait remarquer que la Grande-Bretagne *irait au secours d'Israël avec des armes* si nécessaire » (13 sept. 1956).

Ainsi, le Premier ministre britannique marchait-il sur un chemin glissant. En l'espace de six semaines, le thème de la « nécessité vitale » et de la « question de vie ou de mort » était devenue subalterne et le monde faisait face à une menace de guerre fondée sur quelque chose que le président égyptien *ferait si* quelque chose d'autre se produisait. À partir de là, on gava « la foule » avec des nouvelles d'attaque égyptienne imminente d'Israël (le thème de l'« interférence avec la navigation internationale » fut abandonné, comme il ne pouvait être maintenu) et avec le temps, cela prit un ton si définitif que beaucoup de lecteurs occasionnels, j'imagine, ont dû pensé que l'Égypte *avait* déjà attaqué Israël. Je donne un exemple parmi tant d'autres (de la *Weekly Review* de Londres, septembre 1956, quelques

semaines avant l'attaque israélienne de l'Égypte) : « Nous pouvons êtres *absolument certains* que les Arabes, encouragés par la Russie, *attaqueront Israël. Cela ne fait maintenant aucun doute, et cela devrait être à la base de nos calculs.* »

En écrivant ce livre, j'ai été principalement mû par l'espoir de donner au lecteur futur, dans des temps je l'espère plus rationnels, une idée de la condition étonnante des publications officielles au cours des années 50. Il sera certainement incapable de comprendre les choses qui arrivèrent, à moins qu'il ne soit mis au courant de ce régime de désinformation prolongée et des extrémités sans bornes auxquelles il fut amené. La dernière déclaration citée eut lieu après des années d'attaques israéliennes répétées envers les différents voisins arabes et de condamnations répétées de ces actes par les Nations unies.

De la manière que j'ai résumée plus haut, le terrain fut préparé, durant les neuf premiers mois de l'année de l'élection présidentielle, pour les événements paroxystiques d'octobre. Des armes continuèrent à être importées en Israël depuis l'Occident. Après la saisie du canal de Suez, Sir Anthony Eden annonça que « toutes les livraisons d'armes en Égypte avaient été interrompues » ; le même mois (juillet), deux contre-torpilleurs britanniques furent livrées en Israël. Tout au long du printemps et de l'été, la France - sous la « pression » américaine - fournit des chasseurs à réaction et d'autres armes à Israël. En septembre, le Canada, sur la même incitation, accepta d'envoyer des avions jets à Israël, le gouvernement d'Ottawa annonçant qu'il avait « consulté les États-Unis avant de prendre cette décision » ( *New York Times*, 22 sept. 1956).

Pendant tout ce temps, la campagne pour l'élection présidentielle continuait. Les démocrates, impatients de reprendre la Maison Blanche, surpassaient toutes les performances passées dans leurs enchères pour « le vote juif » (le maire de New York exigea qu'Israël reçoive des armes « en cadeau ») ; les républicains sortants étaient légèrement plus réservés. Cependant, quand les conventions rivales pour la désignation des candidats eurent lieu (la républicaine à San Francisco, la démocrate à Chicago, toutes les deux en août), il n'y avait guère de différence entre les soumissions faites par chaque parti (si bien que le *Jerusalem Post* aurait pu répéter, et l'a peut-être vraiment fait, son affirmation de 1952, comme quoi pour

l'électeur juif de là-bas, il n'y avait « guère de différence » entre les candidats présidentiels).

Le seul passage ayant une quelconque signification majeure dans les « programmes de politique étrangère » adoptés par les deux partis était relié, dans les deux cas, à Israël ; les autres déclarations sur la politique étrangère étaient d'une grande platitude. Les engagements envers Israël étaient dans les deux cas spécifiques.

Le programme du parti républicain, sur lequel le président Eisenhower fut à l'unanimité désigné candidat, disait : « Nous considérons la préservation d'Israël comme un principe important de la politique étrangère américaine. Nous sommes déterminés à ce que l'intégrité d'un État juif indépendant soit maintenue. Nous soutiendrons l'indépendance d'Israël contre l'agression armée ».

Le programme du parti démocrate disait : « Le parti démocrate fera en sorte de redresser le dangereux déséquilibre des armes dans la région créé par la livraison d'armes communistes à l'Égypte, en vendant ou en fournissant des armes de défense à Israël, et nous prendrons les mesures, incluant des garanties de sécurité, qui pourraient être requises pour prévenir l'agression et la guerre dans la région. (La phrase « dangereux déséquilibre des armes » reflétait l'invention propagandiste qu'Israël était « sans défense » et que les pays arabes étaient forts ; la vérité, établie un peu plus tôt par M. Hanson Baldwin, était qu'Israël était plus forte en armes que la totalité des sept pays arabes réunis).

Ces deux déclarations de politique donnaient l'image d'un monde sous l'emprise sioniste, et complétaient les déclarations faites alors par le gouvernement britannique. Elles n'avaient aucun rapport avec les intérêts américains mais reflétaient simplement le contrôle sioniste de la machine électorale, ou la croyance inébranlable en ce contrôle de la part des directeurs de parti. (À cette occasion, des événements eurent lieu pour justifier cette croyance ; le parti démocrate, le plus offrant, l'emporta au Congrès, bien que le « républicain » nominal fût réélu président).

Le seul autre événement d'importance dans les deux conventions pourrait sembler avoir peu de rapport avec le thème de ce livre, mais par la suite pourrait se révéler avoir une signification directe : la re-nomination de M. Richard Nixon en tant que candidat à la vice-présidence du président Eisenhower (et dans les faits, en tant que vice-président). L'état de santé de

M. Eisenhower rendait le vice-président plus important que de coutume, et la possibilité que M. Nixon puisse hériter de la présidence entre 1956 et 1960 était manifestement vue comme un danger majeur par les puissances qui gouvernent l'Amérique actuelle, si bien qu'un effort suprême fut accompli pour empêcher sa nomination. Cela n'avait rien de remarquable, pour ce siècle ; ce qui fut remarquable est que la tentative *échoua*. À un moment donné, il est évident que des hommes surgissent, et brisent l'esclavage dans lequel est maintenue la vie politique américaine et britannique, si bien que la personne de M. Richard Nixon acquiert une importance symbolique à notre époque, même si, s'il devenait président, il pourrait se trouver incapable de briser les chaînes.

La raison de cette forte hostilité envers M. Nixon est que ce n'est pas un « internationaliste ». Loin s'en faut, il joua un rôle décisif dans le dévoilement et la condamnation de M. Alger Hiss, l'agent soviétique de l'administration de M. Roosevelt. C'est la vraie raison pour laquelle il a toujours eu depuis, de façon uniforme, mauvaise presse - non seulement en Amérique mais partout ailleurs dans le monde occidental. Avec ce mauvais point pour lui, on le considère comme un homme qui, une fois à la fonction principale, pourrait en théorie se rebeller contre les contraintes auxquelles les présidents américains et les Premiers ministres britanniques, presque sans exception, se sont soumis ces cinquante dernières années et que les vice-présidents subissent automatiquement**94**.

Ainsi, une campagne d'une grande force et ingéniosité commença-t-elle afin d'empêcher sa nomination. Un membre de la propre maison (et du parti nominal) du président fut libéré de ses obligations pour plusieurs semaines afin de mener une offensive « Arrêter Nixon » à l'échelle nationale, avec des réunions de commission, des affiches et des meetings. Cela n'eut aucun effet sur le public, auprès duquel M. Nixon semble être populaire. Alors, pour sa déconvenue particulière, de nouvelles tactiques furent introduites à la convention du parti rival démocrate. Au lieu que le candidat désigné (M. Adlai Stevenson) choisisse son propre « candidat à la vice-présidence » comme lors des occasions précédentes, le choix d'un « candidat vice-présidentiel » fut ouvert aux votes et parmi les différents concurrents, le sénateur Estes Kefauver (un sioniste exceptionnellement zélé) reçut la nomination de candidat vice-présidentiel.

Le but de la manœuvre était de forcer la convention du parti républicain à suivre cette « procédure démocrate » et aussi à soumettre le choix du candidat vice-présidentiel au vote. C'est ce qui arriva et M. Nixon, comme M. Eisenhower, reçut un vote unanime. Cet événement, et l'attitude de M. Nixon durant les maladies du président Eisenhower, rendit ses chances de devenir lui-même président un jour beaucoup plus grandes qu'elles ne l'avaient jamais été estimées auparavant. Son histoire jusqu'à aujourd'hui en fait un personnage prometteur (tel que M. Eden le paraissait en 1938), et au poste suprême, il pourrait théoriquement produire un effet thérapeutique sur la politique américaine et les relations extérieures.

Après les nominations, l'Amérique resta là à soupirer de soulagement, car la réélection de M. Eisenhower était tenue pour sûre et il avait reçu une publicité enthousiaste dans la presse, comme « l'homme qui nous préserva de la guerre ». L'expression rappelait les expressions similaires utilisées à propos de M. Woodrow Wilson en 1916 et M. Roosevelt en 1940, mais en 1956, un répit de trois ans était considéré comme une bénédiction et on lui fut reconnaissant pour cette période de « paix », pour ce qu'elle valait.

Je fus témoin de cette élection, comme de celle de 1952, et réalisai qu'en fait la guerre, localisée ou générale, était proche. Je sentais qu'un répit, au moins, serait obtenu si le jour de l'élection (6 nov.) se passait sans éruption au Moyen-Orient - une éruption qui se préparait depuis des mois (une fois que les élections sont terminées, le pouvoir des sionistes à exercer la pression diminue, pour un petit moment). Je me rappelle avoir dit à un ami américain le 20 octobre que si les dix-sept jours prochains pouvaient se passer sans guerre, elle pourrait être épargnée au monde pour trois ou quatre années de plus[95].

Le 29 octobre - huit jours avant les élections - la guerre arriva, par prédétermination évidente du moment considéré comme étant le plus favorable pour provoquer la consternation à Washington et Londres. Dès ce moment, les événements balayèrent tout sur une vague de forces brutes libérées dans la nature, et c'est seulement bien plus tard que l'humanité sera capable de voir ce qui a été détruit et ce qui a survécu. Pour la Grande-Bretagne et la famille des nations d'outre-mer qui émergé de cette dernière, ce fut presque la ruine, la fin prévisible de l'implication dans le sionisme.

Le 29 octobre 1956, le gouvernement israélien annonça qu'il avait commencé une invasion généralisée de l'Égypte et que ses troupes s'étaient

« avancées de 75 miles [120 km - NdT] à l'intérieur de la péninsule égyptienne du Sinaï[96] ».

La nouvelle, qui arriva après la longue série d'attaque précédentes envers les Arabes et leur « condamnation » répétée par les Nations unies, envoya un choc, une onde de répugnance dans le monde entier. À ce moment précis, les Hongrois étaient en train de combattre et de gagner la guerre de leur peuple contre la révolution communiste. Les deux forces destructrices libérées par la Russie en octobre 1917 se retrouvaient auto-condamnées par des actes d'une égale brutalité. Elles étaient en train de s'auto-détruire ; il n'y avait aucun besoin de les détruire. À cette période, d'importantes forces contraires issues de la réprobation universelle furent libérées, qui auraient été trop puissantes pour ces deux forces destructrices. Pas même la « pression sioniste » à New York ne pouvait faire passer cet acte pour une « agression égyptienne » ou persuader les masses de l'accepter.

C'était un cadeau du ciel, libérant « l'Occident » de ses deux dilemmes. Il avait juste besoin de se mettre à l'écart et, pour une fois, de laisser « l'opinion mondiale » faire le travail ; car en *cette* occasion, il y *avait bien* une opinion mondiale, générée par des actes qui ne pouvaient être cachés, déguisés ou dénaturés par « la presse ».

En vingt-quatre heures, l'occasion en or fut rejetée. Les gouvernements britannique et français annoncèrent qu'ils envahiraient la région du canal de Suez « à moins que les troupes israéliennes et égyptiennes n'acceptent d'arrêter les combats et ne s'éloignent à dix miles [quinze km - NdT] du canal dans les douze heures ». Comme cela aurait laissé les troupes israéliennes presque cent miles [cent-cinquante km - NdT] à l'intérieur du territoire égyptien, la demande n'était de toute évidence pas destinée à être acceptée par l'Égypte. Là-dessus, les armées de l'air britannique et française débutèrent un bombardement intensif des terrains d'aviation égyptiens et d'autres cibles, et en détruisant la force aérienne de l'Égypte, offrirent une victoire incontestée à l'envahisseur.

Le futur lecteur aura du mal à imaginer les sentiments d'un Anglais dans mon genre, qui entendit la nouvelle en Amérique. La honte n'est pas un mot assez fort, mais comme c'est le seul mot, je l'utilise pour exprimer quelque chose que je ressentis encore plus fort qu'à l'époque même de Munich, quand je démissionnai du *Times* en guise de protestation - la seule

que je pouvais faire (une protestation stupide, je l'estime maintenant). Je me rappellerai toujours l'impartialité des Américains à ce moment-là. Incrédules, choqués et perplexes, aucun parmi ceux que je rencontrai ne céda à la jubilation face à une déconvenue britannique - jubilation instinctive, bien qu'irrationnelle, chez beaucoup d'Américains. Quelques-un d'entre eux réalisaient que la politique américaine, avec ses constants revirements sous « la pression », avait principalement causé ce dénouement calamiteux, et partageaient mon sentiment de honte. C'étaient ceux qui comprenaient que la honte était celle de tout « l'Occident », dans sa servilité, et non de l'Angleterre ou de l'Amérique en particulier.

Cependant à ce moment-là, la responsabilité en tant que telle, distincte de la honte, incombait à la Grande-Bretagne. Les conséquences de cet acte vont si loin dans l'avenir qu'on ne peut les estimer actuellement, mais une chose sera toujours claire : l'occasion glorieuse offerte par les événements simultanés au Sinaï et en Hongrie fut gâchée, apparemment par une suite d'erreurs de calculs sans précédent, je le pense, dans l'Histoire.

Mon but ici est de montrer cela uniquement comme un pari politique (assurément, on ne peut le considérer comme un acte de diplomatie) ; c'était comme l'acte d'un homme qui miserait toute sa fortune sur un cheval déjà retiré de la course. Par aucun retournement inattendu, cet acte n'aurait pu être bénéfique à l'Angleterre ou à la France.

Des trois parties concernées, Israël n'avait rien à perdre et beaucoup à gagner : la réprobation instantanée du monde fut déviée d'Israël quand l'Angleterre et la France accoururent pour arracher la cape de l'agresseur et gagner sa guerre ; on laissa Israël au cœur du territoire égyptien, acclamant sa « conquête ». La France n'avait pas plus à perdre, malheureusement, que la dame dans la chanson de soldat qui « avait encore oublié son nom » : par sa révolution, la France restait la terre du fiasco récurrent, à jamais incapable de se relever de l'abattement spirituel où elle se trouvait. Pendant 160 ans, elle essaya toutes les formes de gouvernement humainement imaginables et ne trouva de revigoration et de nouvelle assurance dans aucune. Ses Premiers ministres changeaient si souvent que les masses connaissaient rarement leurs noms ; personnages indéfinis, ils semblaient indifférenciables même dans leur apparence, et le politicien français avait acquis une tradition de vénalité ; un comique américain dit un jour qu'il allait à Londres pour voir la relève de la garde et à Paris pour voir la relève

du gouvernement. Un pays rendu incapable, par une série de gouvernements corrompus, de résister à l'envahisseur allemand sur son propre sol en 1940, envahit le sol égyptien en 1956 au service d'Israël. Mais ce n'était qu'un épisode dans la triste histoire de la France depuis 1789, et cela ne pouvait guère affecter son avenir.

Le cas était différent pour l'Angleterre : un exemple, un nom illustre et une tradition de relations honorables autant en période difficile qu'en période faste. L'Angleterre avait son âme à perdre, en telle compagnie, et aucun monde à gagner. L'Angleterre avait fait preuve de sagesse en appliquant les leçons de l'Histoire. Elle n'avait pas tenté de pétrifier un empire et de parer les vagues du changement à coups de baïonnettes. Elle avait accepté l'inévitabilité du changement et chevauché ces vagues avec succès, transformant successivement son Empire de colonies, d'abord en un Commonwealth de nations et de colonies indépendantes d'outre-mer, et ensuite, alors que de plus en plus de colonies parvenaient à l'autonomie, en une grande famille de peuples, unie sans aucune contrainte mais par des liens intangibles qui, comme le couronnement de la jeune reine Elizabeth le montra en 1953, n'étaient pas plus faibles qu'auparavant, et peut-être même encore plus forts. Le fait d'avoir évité toute organisation rigide basée sur la force, et d'avoir toujours laissé la porte ouverte à de nouvelles formes de relation entre ces peuples associés, faisaient de la famille des nations issues de « l'Angleterre » et de « l'empire britannique » une expérience unique dans l'histoire humaine, en 1956, et une expérience porteuse de promesses infinies, si elle continuait sur ce même chemin**97**. Le résultat remarquable de l'apparente *faiblesse* de ce processus élastique était la *force* qu'il générait sous la pression ; il pliait sans s'effondrer, sous des tensions qui auraient fait éclater une organisation rigide fondée sur des règles dogmatiques, puis il se retendait une fois la tension passée.

Donc, l'Angleterre avait tous les accomplissement de l'histoire britannique à mettre en péril ou à perdre, en 1956, par toute action qui dans les faits ou même en apparence, renverserait la politique - ou méthode - qui lui avait acquis une si grande réputation et avait produit, tout compte fait, de bons résultats matériels.

L'action du gouvernement britannique du 30 octobre 1956 doit être considérée sous cet angle.

Si le canal de Suez était « vital » pour lui, pourquoi s'était-il donc retiré ? Si l'amitié de l'Égypte était vitale après le retrait, pourquoi cet affront calculé en juillet ? Si les navires britanniques utilisaient librement le canal, pourquoi prétendre qu'il n'était pas « ouvert » et que « la liberté et la sécurité de la navigation internationale » était mises en danger ? Si un quelconque intérêt *britannique* vital était en jeu, pourquoi a-t-il attendu qu'*Israël* attaque l'Égypte, pour *alors* attaquer l'Égypte ?

On peut retourner et examiner la question sous tous les angles, et la même réponse ressort toujours. Cette action n'a pu être menée pour les intérêts de la Grande-Bretagne ou de la France ; le moment choisi est compromettant. Cela ne serait jamais arrivé si Israël n'avait pas existé ; par conséquent, l'humiliation subie par l'Angleterre (et la France, si le lecteur veut bien) se trouvait dans cette cause. L'implication commencée par M. Balfour cinquante ans plus tôt produisit sa conséquence logique, et par cet acte la continuation de cette implication fut assurée, au moment où la libération était enfin à portée de main.

Si c'est un quelconque calcul rationnel d'intérêt national qui suscita le plus téméraire des raids de Jameson, celui-ci surgira un jour dans la mémoire des hommes concernés ; personnellement, je doute qu'il puisse jamais être justifié. À cet instant, il peut seulement être examiné à la lumière d'un enchaînement d'événements sur quatre semaines, qui ont déjà témoigné de l'immense fiasco.

L'entreprise fut manifestement préparée longtemps à l'avance entre au moins deux des parties concernées, Israël et la France - la preuve de cela apparut bientôt**98**.

En Angleterre, le gouvernement (jusqu'au moment de la conclusion de ce livre) a refusé la demande d'enquête sur l'accusation de complicité, qui ne peut être établie dans le cas britannique (en tant que distinct du cas français). Il semble qu'il y ait une possibilité que l'action britannique ait été soudaine, décidée sous l'impulsion d'un moment jugé favorable. En ce cas, ce fut une monumentale erreur de calcul, car quand « l'ultimatum » britannique et français fut lancé, les États-Unis avaient déjà convoqué une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU et présenté une résolution condamnant l'attaque israélienne et exigeant que les Israéliens se retirent du territoire égyptien (29 oct.).

Ainsi, le seul effet de l'attaque britannique et française fut que la réprobation mondiale fut transférée d'Israël à ces derniers (les Britanniques et les Français), et à la date du 7 novembre (après une seconde résolution appelant Israël à se retirer), une majorité écrasante à l'Assemblée générale avait dûment déporté le poids de sa condamnation sur « la Grande-Bretagne et la France », Israël apparaissant alors à la troisième place parmi les parties auxquelles on avait demandé de se retirer[99].

À ce moment-là, le fiasco militaire était aussi clair que le fiasco politique ; les oreilles anglaises avaient dû écouter pendant presque cinq jours les nouvelles des bombardements britanniques des Égyptiens, le canal de Suez était bloqué par des navires engloutis, le président Nasser était plus populaire dans le monde arabe qu'il ne l'avait jamais été, et le gouvernement britannique reculait progressivement, passant d'« aucun retrait » à un « retrait conditionnel », pour en arriver à un « retrait inconditionnel ».

Le président Eisenhower et son administration utilisèrent au mieux ces événements. Ce qui se profilait était de toute évidence connu de Washington (comme l'attaque de Pearl Harbour avait été connue à l'avance). On avait dit aux résidents américains de quitter la zone de danger quelques jours avant l'attaque, et dans les deux jours qui la précédèrent, le président Eisenhower mit en garde deux fois M. Ben Gourion, une fois en des termes « urgents » et ensuite en des termes « graves » ; la seule réponse qu'il reçut fut un message radio qui lui fut délivré durant un voyage en avion de Floride jusqu'en Virginie, lui disant que M. Ben Gourion avait lancé l'attaque.

Toutefois, le gouvernement britannique n'informa pas *officiellement* le président (ou même les gouvernements des dominions) de son intention, et M. Eisenhower put présenter à son peuple un visage empreint d'une souffrance patiente quand il apparut à la télévision, en prononçant ces paroles : « Nous croyons qu'elle » (l'attaque) « a été faite par erreur, car nous n'acceptons pas l'utilisation de la force comme moyen sage et approprié pour le règlement des conflits internationaux ». Ce fut une déclaration irréprochable, dans un climat de culpabilité (l'approvisionnement incité par les Américains d'armes françaises, britanniques et canadiennes à Israël pendant tout l'été). Si le gouvernement britannique comptait sur la « pression sioniste » à Washington, elle fut

déçue cette fois là. Il y a toujours une marge d'erreur dans ces affaires, et M. Eisenhower était assuré d'être élu ; en tous les cas, l'opportunité de transférer sa colère sur la Grande-Bretagne lui épargna le besoin de l'apaiser plus encore sur Israël (qui, dans cette affaire, avait obtenu ce qu'elle voulait). Avoir des paroles dures envers l'Angleterre, qui plus est, était populaire en Amérique depuis la Boston Tea Party ; peut-on imaginer que le gouvernement britannique ne réalisât pas cela ?

L'acte britannique semble s'expliquer uniquement dans le contexte de l'entière illusion sioniste. Si tant est que la chose devait se faire, le seul espoir reposait sur une opération rapide et extrêmement efficace qui aurait fait gagné la possession d'un canal intact et aurait confronté le monde à quelque chose d'accompli. L'entreprise britannique fut lente dès le départ, et très vite montra tous les signes du doute. Après le fiasco, le *Times* (16 nov.) rapporta depuis la base britannique à Chypre : « La décision du gouvernement britannique d'intervenir en Égypte a été prise sans l'avis de pratiquement tous ses hauts représentants diplomatiques dans la région. Elle été maintenue malgré les avertissements de la plupart d'entre eux à propos de ses conséquences probables sur l'avenir des relations britanniques avec les nations arabes… Quand les détails de l'ultimatum britannique lancé au Caire et la décision d'intervenir militairement contre l'Égypte ont été connus pour la première fois dans les ambassades et les légations britanniques des pays arabes, les réactions chez presque chacune d'entre elles sont allées de la franche incrédulité à des discussions sur la potentialité que cela soit un désastre… Beaucoup sont devenus incrédules ou atterrés quand la forme de cette action directe a semblé associer la politique britannique à celle d'Israël et de la France » (ce passage me rappela de façon frappante le sentiment dont je fus le témoin dans les « ambassades et les légations britanniques » de toute l'Europe à l'époque de Munich).

Voilà pour la décision politique ; ensuite, venait son exécution militaire. Le *Times* (17 nov.) rapporta que parmi le commandement militaire à Chypre, « Il y avait un sentiment quasiment unanime que si cela se faisait, il vaudrait mieux le faire vite. L'incapacité à leur permettre de terminer le travail a produit un sentiment de frustration et de confusion parmi de nombreux officiers supérieurs ici, tout comme parmi nombre de leurs subalternes ». L'éminent écrivain militaire américain, M. Hanson Baldwin, examinant par la suite « A Confused Invasion » [Une Invasion Confuse -

NdT] qui allait « probablement devenir une étude de cas célèbre au sein des collèges d'état-major militaire du monde entier », dit que sous la direction confuse de Londres, « les multiples objectifs politiques, psychologiques et militaires devinrent inextricablement confus ; le résultat fut qu'il n'y avait aucun but défini, ou en tout cas aucun objectif que la puissance militaire pût accomplir, étant donné les limitations qui y avaient été imposées ».

Il devint bientôt apparent qu'en fait, quelque chose retardait et dissuadait les gouvernements britannique et français de mener à bien cette entreprise. Pour les Français, cela importait peu, pour les raisons données précédemment ; pour les Britanniques, la réputation, l'honneur et la promesse de prospérité, la cohésion de la grande famille britannique étaient tous en jeu. Déjà, dans le stress des ces jours-là, le Premier ministre canadien avait averti que de telles actions pourraient mener à la dissolution du Commonwealth. Aux Nations unies, la Grande-Bretagne se tenait au pilori avec Israël et la France, une triste vision en vérité. Malgré des votes massivement défavorables, seules l'Australie et la Nouvelle-Zélande restèrent à ses côtés, peut-être plus par fidélité acharnée que par conviction.

Qu'est-ce qui fit retarder cette entreprise hasardeuse - annoncée de façon si orgueilleuse - jusqu'au point où elle tomba à l'eau ? La « protestation énergique et vigoureuse » du président Eisenhower et la résolution des Nations unies provoquèrent sans doute une première remise en cause à Londres. Puis il y eut la coïncidence atroce des événements. Dès que les Britanniques et les Français commencèrent à bombarder les Égyptiens, les Moscovites retournèrent en Hongrie et commencèrent à massacrer les Hongrois. Ensuite, aux Nations unies, les porte-paroles de l'Est et de l'Ouest se mirent à s'accuser les uns les autres en criant : « Vous mêmes » ; pendant que les avions britanniques et français bombardaient Port-Saïd, les délégués britanniques et français accusaient les Soviétiques de sauvagerie inhumaine ; pendant que les chars soviétiques massacraient les Magyars, les délégués soviétiques accusaient les Britanniques et les Français de pure agression. Ces échanges commençaient à prendre le ton de la malhonnêteté professionnelle des vendeurs dans les bazars levantins.

Le tableau prit alors des contours cauchemardesques. Sir Anthony Eden, le jeune homme prometteur lors de sa démission en 1938, reçut la démission de M. Anthony Nutting, le jeune homme prometteur de l'année 1956 - qui en tant que secrétaire d'État aux Affaires étrangères « avait

fortement déconseillé l'intervention britannique en Égypte » - et celles d'autres collègues. Pour rétablir sa position, il eut recours à Sir Winston Churchill, qui proclama : « Israël, sous la plus grave des provocations, s'est embrasée contre l'Égypte… Je ne doute pas que nous pourrons prochainement mener notre barque vers une conclusion juste et victorieuse. Nous avons l'intention de rétablir la paix et l'ordre au Moyen-Orient et je suis convaincu que nous atteindrons notre but. La paix mondiale, le Moyen-Orient et notre intérêt national profiteront sans conteste à long terme de l'action déterminée du gouvernement ».

Il incombe à l'avenir de vérifier cette déclaration, qui est peut-être l'une des dernières de Sir Winston. L'acte britannique possède des traits fortement churchilliens, et son successeur était si intimement associé à lui que, dans tous les cas, il est peu probable qu'elle eût été menée sans l'approbation de Sir Winston. Au même moment, le vétéran [Churchill - NdT] publia le second volume de son *Histoire des Peuples de Langue Anglaise*, et le *New York Times* commenta : « L'auteur est fier du fait que sa petite île, « le petit royaume en mer du Nord », bien que ne comptant au début de ce volume que trois millions d'habitants, ait civilisé trois continents et éduqué la moitié du monde ». Seul le temps montrera si l'attaque britannique de l'Égypte était dans cette tradition civilisatrice et éducatrice, ou si elle continuera à discréditer l'Angleterre.

C'est alors que le plus gros choc résultant de l'action du gouvernement britannique se produisit. Le Premier ministre soviétique Boulganine, dans des notes adressées à Sir Anthony Eden et au Premier ministre français, les menaça clairement d'attaque nucléaire et à la roquette s'ils ne voulaient pas « arrêter l'agression, arrêter le carnage » (le carnage continuait à Budapest et le flot des Hongrois en fuite qui traversaient la frontière hospitalière autrichienne atteignait environ cent mille âmes ; à Budapest, un autre des hommes du Bela Kun de 1919, M. Ference Münnich, devint l'« homme-clé » de Moscou succédant à Rakosi et Gerö, et commença la nouvelle terreur). Qui plus est, M. Boulganine, dans une lettre au président Eisenhower, proposa une attaque commune américano-soviétique, « dans les prochaines heures », de la Grande-Bretagne et de la France, une proposition que la Maison Blanche qualifia simplement d'« impensable » dans une déclaration à la presse.

Existe-t-il quelque chose d'« impensable » à notre époque ? L'alliance Hitler-Staline de 1939 (un dénouement évident, prédit par l'auteur et par d'autres) fut décrite aux masses comme quelque chose d'« impensable » jusqu'à ce qu'elle soit conclue et que la Seconde Guerre débute. Le *New York Times* à cette période cita « un haut diplomate américain à la longue expérience dans le monde arabe » comme approuvant implicitement cette proposition [celle de Boulganine - NdT] : « Notre rejet de l'offre russe comme « impensable », sans proposer d'y réfléchir dans le cadre des Nations unies, est interprété ici » (il se trouvait en Jordanie) « comme signifiant que malgré tout ce que nous pourrons dire, nous nous rangerons toujours du côté de l'Occident et d'Israël dans les moments cruciaux ».

Nul doute que la proposition d'attaque nucléaire commune américano-soviétique envers l'Angleterre était impensable à cette époque, mais en réalité les deux pays agirent ensemble contre l'Angleterre de manières différentes, qui se combinèrent pour générer une pression énorme des deux côtés. Sir Anthony Eden s'était engagé sur des rapides torrentiels dans un fragile canoë. Il y a en Amérique un instinct matricide constant et latent envers l'Europe en général et l'Angleterre en particulier (on ne peut l'expliquer, mais on doit toujours le prendre en compte), instinct qui est le plus facilement activé par l'accusation de « colonialisme ». Le fait que l'Amérique soit la plus grande puissance *coloniale* au monde - car je ne vois aucune différence valable entre l'expansion *outre-mer* et l'expansion *outre-terre*[100] - n'y change rien ; il s'agit d'une impulsion irrationnelle qui a toujours été prise en compte dans l'estimation des résultats de toute action envisagée qui impliquerait « l'opinion américaine ».

Cependant, l'« opinion », de nos jours, est un produit manufacturé et peut être générée sous n'importe quelle forme voulue. Ce qui est beaucoup plus important et qui n'aurait pas dû être ignoré, c'est que le président Eisenhower, de manière tout à fait évidente, a été sélectionné, désigné et dans les faits élu par le groupe « internationaliste » qui domina les présidents Wilson, Roosevelt et Truman, et que la politique américaine, sous son administration, a toujours soutenu la révolution et pris une nature anti-britannique dans les moments de crise culminants. L'ultime ambition « internationaliste » est le projet de gouvernement mondial, qui doit être réalisé par le biais des forces convergentes et destructrices du communisme révolutionnaire et du sionisme révolutionnaire, et il est essentiel à cette ambition que les deux grands pays anglophones de chaque côté de

l'Atlantique restent divisés, car l'empire ne pourra s'accomplir que par leur division. Cette ambition domina la Seconde Guerre.

Le président Eisenhower émergea d'abord comme le troisième personnage du groupe Roosevelt-Marshall-Eisenhower. On a montré plus tôt la nature anti-britannique des propositions du général Marshall dans les années de guerre ; il était en fait le grand adversaire de M. Churchill et l'homme responsable du fait que - tel que l'histoire britannique officielle de la guerre le rapportait en 1956 - malgré la renommée mondiale et la redoutable autorité de M. Churchill, il se montra, en vérité, incapable de formuler une seule décision stratégique majeure durant cette guerre - à l'issue de laquelle la politique Roosevelt-Marshall-Eisenhower doit être jugée. Durant les palabres finales, à Yalta, le vœu dominant fut de porter atteinte à la Grande-Bretagne, comme le montrent les journaux de Yalta[101].

Le général Eisenhower, en tant que commandant en Europe, donna l'ordre militaire dont le résultat fut, dans les faits, la cession de la moitié de l'Europe à la révolution.

Dans ce contexte, le gouvernement britannique n'aurait pu compter sur le soutien du président Eisenhower ; la préhistoire de tout cela est trop lourde. Il fut l'exécuteur testamentaire de la politique Roosevelt-Marshall durant la guerre, et sept ans après la fin de celle-ci, il fut manifestement choisi par de puissants partisans, en opposition au sénateur Taft, comme l'homme qui poursuivrait plus avant la politique « internationaliste ». Ce qui était inattendu, et ne peut être justifié, est jusqu'où il alla - humiliant publiquement la Grande-Bretagne cette fois-là, en imposant le retrait « inconditionnel » dans les circonstances les plus méprisables, en ostracisant quasiment l'ambassadeur britannique à Washington, et généralement en affichant une rancœur qui rappela celle du président Roosevelt à Yalta.

Cet étalage d'aversion (tout le pays put voir son air réprobateur à la télévision) n'avait aucun fondement moral. La « pression » sur la Grande-Bretagne de se retirer du canal, et la « pression » suivante sur la Grande-Bretagne de se joindre à l'Amérique dans l'insulte provocatrice envers l'Égypte - qui fut le véritable début de la crise de guerre de 1956 - émanèrent de la Maison Blanche.

De plus, cela arriva au moment du massacre en Hongrie, et à part le fait de dire que sa sympathie allait aux victimes, le président américain et son

administration ne réagirent pas dans cette affaire beaucoup plus grave. En cela, une fois encore, il était en accord avec les actes précédents : l'abandon de la promesse de « répudier Yalta », après son élection en 1952, et l'ordre aux armées alliées de faire halte à l'est de Berlin en 1945. La conséquence de tout cela fut la continuation de ce « soutien à la révolution » qui fut le principe dominant de la politique nationale américaine durant deux guerres.

Une grande leçon fut apprise grâce aux événements d'octobre et novembre 1956. Ils montrèrent que, si elle est suffisamment choquée, quelque chose comme « l'opinion mondiale » peut s'exprimer par les débats contradictoires de la société de conférences connue sous le nom de « Nations unies » à New York. La démonstration d'aversion fut écrasante dans les deux cas, celui de l'attaque de l'Égypte et celui du massacre soviétique en Hongrie. De plus, ils montrèrent que comme instrument susceptible de donner du poids à toute condamnation morale de ce genre, les Nations unies sont totalement impuissantes. Dans le cas le plus grave, celui de la Hongrie, elles ne purent absolument rien faire, parce que les Soviétiques occupaient les lieux et les États-Unis ne réagirent pas. Dans l'autre cas, celui de l'Égypte, un résultat immédiat ne fut produit que parce que ces deux pays [les États-Unis et l'URSS] s'unirent contre la Grande-Bretagne ; l'un avec « des quasi-mesures de guerre » (le refus des fournitures de pétrole) et l'autre directement avec des menaces de guerre.

En fait, le retrait britannique de Suez s'effectua avec la collaboration américano-soviétique, et tant que « les internationalistes » seront en mesure de contrôler la machine à sélection - et à élection - américaine, un grand danger continuera à peser sur le monde. Et le pacte Eisenhower-Boulganine n'est pas en soi plus « impensable », dans les circonstances de ce siècle, que ne le fut le pacte Hitler-Staline en 1939 ; en tous les cas, l'intention déclarée (écraser le « communisme ») est la même dans les deux cas.

Si le gouvernement britannique avait confiance en la « pression sioniste » à Washington (et cela avait abouti au retrait britannique de Palestine et à la création d'Israël en 1947-8), ce fut une autre erreur de calcul à ce moment particulier. Il ne tint pas compte de l'effet de choc de l'attaque israélienne et de l'effet de choc plus important de l'attaque britannique et française, qui fit que les yeux du monde se tournèrent principalement sur la Grande-Bretagne et conforta beaucoup le président Eisenhower dans sa décision d'adopter l'attitude morale.

Donc, le gouvernement britannique se retrouva pris entre des menaces d'attaque soviétique d'un côté, et de l'autre une hostilité qui apparemment le surprit, de la part de la Maison Blanche. La « nécessité vitale » fut bloquée, et les fournitures en pétrole de la Grande-Bretagne furent bloquées avec elle. Apparemment, il se tourna en toute confiance vers le gouvernement américain pour arranger les choses, et apprit qu'il ne pouvait espérer aucun pétrole américain tant qu'il ne « sortait » pas ; à ce moment-là, tout le poids de l'affaire retomba sur la Grande-Bretagne. Les représentants britanniques à Washington furent reçus froidement et découvrirent qu'on refusait de débattre de tout sujet d'importance avec eux ; on leur fit comprendre qu'ils pourraient revenir s'ils le souhaitaient, dans leur quête de pétrole, quand la Grande-Bretagne serait « sortie ». Le président américain, durant ces jours-là, alla beaucoup plus loin que nécessaire dans l'humiliation publique du gouvernement britannique, et on doit en chercher la raison dans le sentiment anti-britannique révélé dans les actes et paroles avérés de son protecteur, le président Roosevelt. Toute l'histoire des machinations gouvernementales américaines dans cette affaire, durant sa présidence, le privait de motifs pour une attitude de franche indignation.

Malheureusement, les humiliation britanniques étaient méritées. L'attaque de l'Égypte fut désastreuse sur tous les points majeurs : dans son apparence évidente de complicité avec Israël, dans son exécution au moment exact de la défaite soviétique en Hongrie, et dans son indécision et son inefficacité, une fois débutée. Sir Anthony Eden, miné par la pression et politiquement ruiné, se retira en Jamaïque pour récupérer. Le « retrait inconditionnel » (des Britanniques et des Français, non de l'agresseur originel, Israël) commença. Une « force internationale » rassemblée à la hâte par les Nations unies apparut sur le canal de Suez[102] et attendit là, se demandant ce qu'elle était censée faire. La popularité du président Nasser monta en flèche dans le monde arabe ; le canal resta bloqué ; l'Égypte déclara qu'elle ne céderait pas un pouce de territoire égyptien ; Israël commença à se plaindre de l'« antisémitisme » en Égypte.

Trois semaines après l'attaque, Khrouchtchev, le leader communiste soviétique, en état d'ébriété, se moqua des ambassadeurs britannique et français lors d'une réception à l'ambassade polonaise à Moscou : « Vous dites que nous voulons la guerre, mais vous vous êtes mis maintenant dans une situation que je qualifierais de stupide…

Vous nous avez donné une leçon en Égypte ». Qui pourrait le contredire ?

Une semaine plus tard, le *New York Times* jaugea la balance : « la Grande-Bretagne et la France ont misé et semblent être en train de perdre de façon désastreuse… jusque-là, Israël est sortie de la crise dans une position relativement meilleure » (25 nov.).

La même édition rapportait en détails les remarques d'un membre du Parlement israélien, un certain M. Michael Hazani : « M. Hazani a expliqué sa théorie selon laquelle l'échec de la Grande-Bretagne et de la France à conclure leur objectif concernant le canal de Suez était une chance pour Israël… Les Israéliens se sentent moins isolés aujourd'hui qu'avant leur percée du 29 octobre au Sinaï qui leur a aliéné leurs amis et a hérissé leurs ennemis partout dans le monde… Les Israéliens se sont délectés de leur nouvelle amitié avec la France qui a fourni les outils qui ont permis à leurs forces armées de battre les Égyptiens à plates coutures… Il y a quelques semaines, les Israéliens ont eu peur quand *ils ont craint d'avoir amené le monde au bord d'une guerre thermonucléaire*. La panique initiale s'est dissipée, les menaces sont vues comme des tactiques dans une guerre des nerfs… Certains membres de la Knesset ont dit qu'Israël aussi pouvait jouer à ce jeu… alors ils demandent pourquoi Israël n'exploiterait pas sa capacité actuelle à embêter le monde pour inciter la grande puissance à pousser l'Égypte et les autres États arabes à négocier la paix ».

Ces phrases montrent peut-être au lecteur le peu d'espoir de répit qu'aura le monde tant que l'aventure sioniste ne sera pas liquidée. Le fiasco est le sort inévitable de tous ceux qui s'associent avec elle, parce que sa propre fin inévitable sera un fiasco, mais le poids de chaque désastre doit retomber, et retombera toujours sur ces associés, non sur les auteurs originels de cette folle ambition. Aujourd'hui, elle affecte toutes les relations sensées entre les nations, contrariant celles qui n'ont aucun motif de discorde, en fourvoyant certaines dans des entreprises qui ne peuvent en aucun cas leur apporter quelque chose de positif, et suscitant des menaces de guerre mondiale chez d'autres.

Dans le cas de l'Angleterre, qui par cet acte fut réimpliquée dans le marasme d'où M. Ernest Bevin l'avait extirpée en 1947-8, les pénalités furent si lourdes que, si le processus entier de l'implication dans le sionisme était comparé à treize marches jusqu'à la potence, on pourrait dire qu'on en était à la douzième ; la seule chose qui pouvait arriver de pire à l'Angleterre

à cause de cela était la calamité suprême. Déjà, à cette occasion, l'avertissement à propos de la désintégration du Commonwealth fut entendu du plus haut lieu en-dehors de l'île Britannique elle-même, et à aucune autre occasion cela avait-il été ne serait-ce qu'un vague péril. L'Angleterre fut mise sur le banc des accusés, aux côtés d'Israël (et de la France) face au monde, et réprimandée comme un gredin. Elle découvrit soudain des menaces alarmantes s'élevant de tous côtés. Aucun des objectifs annoncés n'était atteint, ses forces armées ne furent même pas autorisées à accomplir ne serait-ce qu'une tâche rebutante, rien ne restait que la honte. À la fin, des impôts plus lourds, des privations, et des épreuves s'abattirent sur le pays, comme prix à payer - et c'était en vérité un tribut de plus à Sion.

Une chose est claire dans tout cela ; rien de tout cela n'aurait pu se produire sans l'État fondé en 1948. Si une guerre générale avait eu lieu, elle aurait été débutée par Israël ; si elle devait encore survenir à cause de cette affaire (et c'est toujours une possibilité ouverte au moment où je termine ce livre), elle devrait être débutée par Israël.

Pour ma part, si j'avais pu me persuader que l'attaque britannique de l'Égypte fut réellement motivée par l'inquiétude concernant les intérêts britanniques, je l'aurais acceptée, persuadé que le gouvernement britannique savait des choses que j'ignorais, qui d'une manière ou d'une autre justifiaient ce qui semblait, selon toute apparence extérieure, indéfendable et voué à l'échec. Je ne peux me persuader d'une telle chose. Ce n'était que le dernier faux pas dans la tragédie d'erreurs qui commença avec l'engagement britannique originel envers le sionisme en 1903 ; j'ai retracé toutes ces erreurs dans ce livre.

Je pense que cela est clairement implicite, d'après ce qu'on entendit sur les bancs du gouvernement à la Chambre des communes à l'issue du fiasco. Sir Anthony Eden étant en Jamaïque, la tâche de la justification échoua à ses collègues et l'un d'eux, M. Anthony Head, le ministre de la Défense, ne fit aucunement reposer la justification sur un intérêt britannique, mais sur l'affirmation d'avoir évité « une Israël paralysée, un Tel Aviv bombardé et un monde arabe uni » (une fois encore, je n'ai pas le texte, je cite le *New York Times* ; je considère que les politiciens doivent être en accord avec ce que le monde comprend d'après leurs propos).

Or, le corollaire de ce qu'ils affirment avoir accompli est un monde arabe désuni, un Port-Saïd bombardé, et une Égypte endommagée (parmi ces trois choses une seule a été accomplie - le bombardement ; les autres n'ont pas été réalisées). Quel intérêt britannique peut-il être servi en désunissant le monde arabe et en paralysant l'Égypte ? Quel Anglais aurait-il soutenu cette action si elle lui avait été posée en ces termes avant d'être entreprise ? Quand l'argument de soutien à « l'accomplissement des aspirations sionistes » fut-il jamais exposé à l'électeur britannique en ces termes-là ?

Dans certaines maladies, la médecine moderne est à même d'identifier la source originelle de l'infection, la première plaie. La source première de tous ces maux, alors qu'ils atteignaient leur point culminant dans les actes des 29 et 30 octobre 1956, est manifestement le sionisme ; chaque acte, depuis qu'il prit forme en tant que force politique dans les ghettos de Russie quelque quatre-vingts ans plus tôt, mena le monde au bord d'une guerre universelle, d'où nul ne savait lequel de leurs amis de la veille serait l'ennemi du lendemain. C'était vraiment « la duperie des nations » à son maximum.

Le temps pourra-t-il distiller quelque chose de positif de tout cela ? Manifestement, il le peut, et le fera ; il n'y a que pour les contemporains que l'agitation gratuite dans laquelle nous vivons est rageante. Les premiers signes de l'amélioration longtemps différée commencent à se montrer. Les nations qui se trouvent dans les chaînes du communisme révolutionnaire commencent à s'en libérer ; les peuples d'Europe de l'Est peuvent encore s'en sortir par leurs propres moyens, et le reste de l'Occident captif aussi, en suivant leur exemple. Je crois que les juifs du monde entier commencent eux aussi à voir l'erreur du sionisme révolutionnaire, le jumeau de l'autre mouvement destructeur, et à la fin de ce siècle, ils décideront enfin de se mêler au commun des mortels[103].

Les événements d'octobre et novembre 1956 eux-mêmes ont fourni un chapitre de conclusion pertinent à ce livre[104]. Je crois qu'ils ont également ajouté une preuve convaincante à son argumentation.

---

**NOTES**

**83** Cette révélation significative est tirée d'un livre, *Eisenhower : The Inside Story* [Eisenhower : l'histoire vue de l'intérieur - NdT], publié en 1956 par un correspondant à la Maison Blanche - M. Robert J. Donovan - manifestement selon les vœux de M. Eisenhower, car il est basé sur les comptes rendus des réunions du Cabinet et d'autres documents concernant des rapports hautement confidentiels au plus haut niveau. Rien de la sorte ne fut jamais publié en Amérique auparavant, et l'auteur n'explique pas les raisons de cette innovation. Certaines choses y sont rapportées, que les membres du Cabinet du président n'auraient probablement pas dites s'ils avaient su qu'elles seraient publiées - par exemple, la suggestion facétieuse qu'un certain sénateur Bricker et ses partisans (qui réclamaient avec force un amendement constitutionnel pour limiter le pouvoir du président de conclure des traités, et ainsi le soumettre à un fort contrôle de la part du Congrès) soient atomisés.

**84** Les événements nationaux les plus significatifs du premier mandat du président Eisenhower (à la lumière du fait que son élection exprimait principalement le désir des votants américains, en 1952, de redresser l'infestation communiste avérée au gouvernement et de combattre la menace d'agression communiste) furent la condamnation de l'instigateur le plus obstiné, le sénateur McCarthy, condamnation qui reçut les encouragements et l'approbation personnels du président, et la décision de la Cour suprême des États-Unis en 1955, qui niait le droit des quarante-huit États individuels de prendre des mesures contre la sédition et réservait cela au gouvernement fédéral. Cette décision, si elle entre en vigueur, réduira grandement le pouvoir de la République à « lutter contre la sédition » (les « *Protocoles* »). Le troisième événement national important fut la décision de la Cour suprême contre la ségrégation des élèves blancs et noirs dans les écoles publiques, qui de fait était dirigée contre le Sud et, si elle était appuyée, pourrait produire des résultats violemment explosifs. Ces événements attirèrent l'attention sur la position spéciale occupée aux États-Unis par la Cour suprême, à la lumière du fait que les nominations y sont politiques, et non la récompense d'une vie de service dans une magistrature indépendante. Dans ces circonstances la Cour suprême, sous le président Eisenhower, montra des signes d'évolution en un corps politique suprême (Politbüro suprême serait un mot assez approprié), capable de prévaloir sur le Congrès. L'adjoint du ministre de la Justice des États-Unis, M. Simon E. Sobeloff, déclara en 1956 : « Dans notre système,

la Cour suprême n'est pas seulement le juge des controverses, mais dans le processus de jugement, elle est en de nombreux points le décisionnaire final de la polique nationale » (cité dans le *New York Times*, 19 juillet 1956).

**85** Cependant, quatorze mois plus tard (4 janv. 1957), après l'attaque de l'Égypte, M. Hanson Baldwin, écrivant depuis le Moyen-Orient, confirma la continuité de la prédominance militaire d'Israël « sans défense » : « Israël est, depuis 1949, la puissance militaire indigène la plus forte de la région. Elle est plus forte aujourd'hui, comparée aux États arabes, qu'elle ne le fut jamais auparavant ».

**86** « La fourniture d'armes par la Tchécoslovaquie soviétique fit que les juifs d'Israël et d'ailleurs se tournèrent vers les Soviétiques en tant que libérateurs », *Jewish Times* de Johannesbourg, 24 déc. 1952

**87** « L'État d'Israël sera défendu si nécessaire avec une aide extérieure massive », le gouverneur Harriman, *New York Times*, 23 mars 1955.

**88** Entre-temps, un autre livre était sorti : *The U.N. Record* [Les Archives de l'ONU - NdT] de M. Chesly Manly, qui racontait que quatre officiels supérieurs du service diplomatique américain, rappelés du Moyen-Orient à Washington durant les élections au Congrès de 1946 afin d'être consultés sur la question palestinienne, avaient exposé le cas arabe et reçu cette réponse du président Truman : « Désolé, messieurs, je dois répondre à des centaines de milliers de personnes qui attendent avec impatience la victoire du sionisme ; je n'ai pas des centaines de milliers d'Arabes parmi mes électeurs ». La soumission de M. Truman à la pression sioniste lorsqu'il était en fonction, et ses plaintes sur le sujet une fois en retraite, sont ainsi archivées toutes les deux.

**89** Voilà un exemple, dans la nouvelle génération, de « l'interférence étrangère, entièrement venue des juifs » dont le Dr Weizmann se plaignait amèrement à la génération prédécente. Le Conseil [américain pour le judaïsme] craignait et combattait l'implication de l'Occident dans le chauvinisme sioniste. Il était dirigé par M. Lessing Rosenwald, ancien président de la grande maison de commerce de Sears, Rœbuck [and Company - NdT], et le rabbin Elmer Berger. Lors d'un meeting à Chicago à cette période, il [le Conseil] décida que les mémoires du président Truman « confirment que les pressions sionistes - cataloguées comme

venant des juifs américains - étaient excessives au-délà de la bienséance » et « offraient le spectacle de citoyens américains promouvant les causes d'un nationalisme étranger ». Le lecteur, s'il se réfère aux chapitres précédents, verra avec quelle précision la situation en Angleterre en 1914-1917 avait été reproduite en Amérique en 1947-8 et 1955-6.

**90** Six mois plus tard, la veille de l'élection présidentielle et immédiatement avant l'attaque israélienne de l'Égypte, le *New York Daily News* fit appel à « l'électeur juif » en récapitulant les services républicains suivants : « L'administration Eisenhower n'a pas eu la possibilité de fournir Israël en matériel lourd, à cause de diverses situations internationales délicates. Néanmoins, l'administration, en avril et mai derniers, a bien aidé Israël à obtenir 24 avions Mystère français, et le mois dernier le Canada a annoncé la vente de 24 jets Sabre à Israël. Les représentants israéliens ont déclaré que M. Dulles a activement utilisé l'influence du gouvernement des États-Unis pour promouvoir les ventes d'avions français et canadiens ».

**91** Pendant le soulèvement hongrois contre les Soviétiques en octobre-novembre 1956, plusieurs correspondants américains, revenant des champs de bataille, et des fugitifs hongrois attribuèrent dans une large mesure la responsabilité de cette tragédie à cette « Voix ». Les Américains avaient trouvé un peuple hongrois sûr de l'intervention américaine ; les Hongrois se plaignaient que, bien que le mot « révolte » n'ait pas été utilisé, dans les faits la « Voix » incita et instigua la révolte et maintint la perspective d'un secours américain. En même temps, le président Eisenhower disait au peuple américain : « Nous n'avons jamais conseillé aux peuples captifs de s'élever contre la force armée ». Des critiques similaires furent faites envers « Radio Free Europe », une organisation privée américaine qui opérait depuis l'Allemagne sous la licence du gouvernement ouest-allemand.

Un des premiers réfugiés hongrois à atteindre l'Amérique se plaignit que The Voice of America et Radio Free Europe, pendant des années « nous ont harcelés » pour [qu'on se] révolte, mais quand le soulèvement national est survenu, aucune aide américaine n'a été apportée ( *New York Times*, 23 nov. 1956).

Le gouvernement ouest-allemand ordonna une enquête sur les programmes de Radio Free Europe durant le soulèvement hongrois (elle opérait depuis Munich) après que des accusations répandues partout eurent apparu dans la presse ouest-allemande, selon lesquelles elle avait, dans les faits, joué un rôle de provocateur ; par exemple, un texte préparé le 5 nov. 1956 alors que le soulèvement était en cours, dit au peuple hongrois qu'« une aide militaire occidentale ne pourrait être espérée avant 2 heures du matin demain », une suggestion évidente qu'elle arriverait bien à un moment ( *N.Y.T.*, 8 déc. 1956). L'insinuation la plus grave d'un but provocateur apparut dans les déclarations faites par Mme Anna Kethly, directrice du parti social démocrate hongrois, qui s'enfuit durant la courte libération du pays. Elle dit que pendant qu'elle était en prison en 1952, Radio Free Europe, dans un programme aux pays captifs, dit « que je menais le mouvement de libération souterrain depuis ma cellule en prison et cita les noms de plusieurs leaders du mouvement présumé. On me fit sortir de prison où j'avais été en isolement complet depuis 1950, et je fus confrontée à des centaines d'anciens militants du parti social démocrate et des syndicats. Tous avaient été torturés par la police politique pour avouer leur participation au complot anti-communiste non-existant. Il n'y avait absolument rien de vrai dans les reportages de Radio Free Europe ; j'avais vécu en complet isolement depuis mon arrestation et je n'avais vu personne. Radio Free Europe a commis une faute grave en faisant croire au peuple hongrois que l'aide militaire occidentale arrivait, quand aucune aide n'était prévue » ( *N.Y.T.*, 30 nov. 1956). Ainsi l'Amérique parlait-elle avec deux voix, celle du président s'adressant officiellement au monde, et celle de la « Voix » parlant en des termes plus dangereux - « par-dessus les oreilles » du peuple américain - aux populations du monde. À cette période, le *New York Times* décrivait la ligne officielle : « Les hauts représentants ont bien fait comprendre en privé que l'administration souhaite éviter d'être identifiée uniquement avec Israël et donc abandonner les pays arabes à l'influence de l'Union soviétique ». On ne pouvait s'attendre à ce que les populations arabes, s'ils entendirent jamais parler de ces annonces « privées », les croient, au vu de ce qu'ils entendaient par « The Voice of America » sur la libération des juifs de « la captivité égyptienne ».

**92** Le fait que cette « pression » fut utilisée est authentique. Elle fut rapportée partout dans la presse américaine sous l'angle d'un succès

américain ; par exemple : « Le secrétaire d'État Dulles était sûr qu'il pouvait gagner l'amitié des Arabes, comme lorsqu'il a fait pression sur les Britanniques pour qu'ils quittent l'Égypte, tout en conservant l'amitié des Israéliens ( *New York Times*, 21 oct. 1956).

**93** La même ombre fut projetée avec une intention délibérée sur le couronnement de la reine Élisabeth en 1953. Au cours du déroulement du défilé, la reine nouvellement couronnée passa en revue à Spithead un grand rassemblement de navires de guerre de tous les pays qui avaient été en mesure d'en envoyer un. Parmi les nombreuses embarcations, entre lesquelles le navire de la reine passait, s'en trouvait une isolée, dont l'équipage ne l'acclama pas (une erreur, affirma-t-on ultérieurement en guise d'explication). Ce vaisseau soviétique était le Sverdlov - du nom de Iakov Sverdlov, l'assassin de la famille Romanov, en l'honneur duquel la ville où ils furent massacrés, Ekaterinbourg, fut renommée Sverdlovsk.

**94** L'inévitable reproche associé d'« antisémitisme », fut aussi émis contre lui durant la campagne électorale. Un rabbin qui le connaissait bien s'avança pour le défendre contre cela.

**95** J'avais à l'esprit ce que les hommes politiques américains connaissent comme « la loi Farley ». Du nom d'un responsable de parti exceptionnellement malin, M. James A. Farley - considéré comme ayant été l'instigateur des premiers triomphes électoraux de M. Roosevelt - la base de cette « loi » est que les électeurs américains ont déjà décidé à la mi-octobre pour qui ils vont voter, et seuls le décès de leur candidat, la guerre ou un gros scandale avant le 6 novembre pourraient les faire changer d'avis. [Selon cette loi, il est inutile de faire campagne après le jour férié du Labor Day - Fête américaine du Travail, chaque 1er lundi de septembre - parce que les électeurs ont déjà fait leur choix à cette période. En d'autres termes, celui qui est premier dans les sondages le jour du « Labor Day », gagnera les élections - NdT] Le matin suivant l'attaque israélienne de l'Égypte, M. John O'Donnell écrivit : « Les portes-paroles du département d'État au Pentagone » (le ministère de la Guerre), « où l'on est inquiet, et les sièges des deux partis conviennent que les Israéliens ont lancé leur attaque sur l'Égypte parce qu'ils étaient convaincus que les États-Unis ne prendraient aucune mesure dans une guerre israélienne si proche des élections présidentielles… La rumeur arriva jusqu'aux sièges des partis politiques, comme quoi les sionistes américains avaient informé

Tel Aviv qu'Israël réussirait probablement mieux sous l'administration démocrate de Stevenson et Kefauver que sous le régime républicain d'Eisenhower et Nixon » ( *New York Daily News*).

**96** Au moment exact de l'invasion de l'Égypte, un autre massacre d'Arabes fut perpétré en Israël, en un point très éloigné de la frontière égyptienne, à savoir la frontière avec la Jordanie, de l'autre côté d'Israël. 48 Arabes - hommes, femmes et enfants - du village de Kafr Kassem, furent tués de sang froid. Ce nouveau Deir Yassin ne pouvait être pris par les Arabes, à l'intérieur ou à l'extérieur d'Israël, que comme l'avertissement symbolique que le sort de la « destruction totale… homme, femme et enfant… ne laisse rien en vie qui respire » attendait chacun d'entre eux, car ces personnes faisaient partie de la petite population arabe qui était restée en Israël après Deir Yassin et la création du nouvel État. L'acte fut reconnut officiellement par le Premier ministre israélien, M. Ben Gourion, six semaines plus tard (12 déc.) - après que la nouvelle fut largement répandue, et qu'elle fit l'objet d'une protestation arabe à destination des Nations unies (où elle semble avoir été ignorée jusqu'à la date où j'ai ajouté cette note de bas de page). Ben Gourion dit alors au Parlement israélien que les meurtriers « encouraient un procès », mais comme les Arabes se souvenaient que les meurtriers de Deir Yassin, après avoir « encouru un procès » et avoir été condamnés, avaient été libérés immédiatement et fêtés publiquement, ce fut un piètre réconfort pour eux. Jusqu'à la date de cette note de bas de page (20 déc.), je n'ai vu aucune allusion - parmi les millions de mots qui ont été publiés - au sort des 215.000 Arabes en fuite (rapport de l'ONU, avril 1956) qui étaient rassemblés dans la Bande de Gaza lorsque les Israéliens l'attaquèrent ainsi que l'Égypte. Le gouvernement israélien a annoncé qu'il n'abandonnerait pas ce territoire ; plus tôt, il avait annoncé qu'il ne permettrait sous aucune condition le retour des réfugiés arabes en Israël. Donc, le sort de ce quart de million de personnes, qui à n'importe quelle époque passée aurait reçu la compassion indignée du monde, a été totalement ignoré. Sans doute sont-ils mentionnés dans la seule déclaration que j'ai vue sur le sujet : la lettre de onze États arabes aux Nations unies du 14 déc. déclarant que « Des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont été impitoyablement assassinés de sang froid », mais il semble qu'il y ait peu d'espoir pour une enquête impartiale ou une confirmation, et la lettre arabe elle-même dit : « Toute l'histoire ne sera jamais racontée et l'étendue de la tragédie ne sera

jamais connue ». Toutefois, dans le cas particulier de Kafr Kassem, les faits sont authentiquement avérés.

**97** Cette méthode est l'exact opposé de celle par laquelle le monde serait gouverné selon les plans du « gouvernement mondial » exposés à New York par M. Bernard Baruch et son école d'« internationalistes ». Leur concept pourrait en fait s'appeler le « super-colonialisme » et repose entièrement sur une organisation rigide, la force et les sanctions. Prenant la parole lors de la consécration d'un mémorial dédié au président Woodrow Wilson à la cathédrale de Washington en décembre 1956, M. Baruch évoqua à nouveau sa demande en ces termes - étonnamment contradictoires : « Après deux guerres mondiales… nous recherchons toujours ce que Wilson recherchait. “Un régime de loi basé sur le consentement des gouvernés… ce régime de loi ne peut exister que lorsqu'il existe une force pour le maintenir… voilà pourquoi nous devons continuer à insister que tout accord sur le contrôle de l'énergie atomique et sur le désarmement soit accompagné de dispositions strictes pour l'inspection, le contrôle et la punition des transgresseurs” ».

**98** Les correspondants du *Times*, de Reuters et d'autres journaux et agences rapportèrent par la suite qu'ils avaient vu des avions français et des officiers de l'air français en uniforme sur les terrains d'aviation israéliens pendant l'invasion, et à la « fête de la victoire » donnée à Tel Aviv par l'armée de l'air israélienne, où le commandant israélien, le général Moshé Dayan, était présent. Ces rapports concordèrent sur un point important : l'armée de l'air française était présente pour « couvrir » ou fournir « un bouclier aérien » à Tel Aviv si elle était attaquée par la force aérienne égyptienne. Reuters rapporta que les mêmes officiers de l'air français admirent avoir attaqué les chars égyptiens durant la bataille du Sinaï. En ce qui concernaient les Français, par conséquent, le prétexte d'une descente sur le canal de Suez afin de « séparer » les belligérants se révéla faux, les officiers et les avions français ayant été vus derrière les lignes israéliennes en Israël et au Sinaï durant les combats. Le correspondant au *Times* rapporta « un engagement de la part de la France à faire de son mieux, si la guerre éclatait entre Israël et l'Égypte, pour empêcher toute action contre Israël selon les termes de la déclaration tripartite de 1950 et pour veiller à ce qu'Israël ait des armes appropriées pour combattre ». La déclaration de 1950 engageait impartialement la

France « à opposer l'usage de la force ou la menace de la force dans cette région. Les trois gouvernements, s'ils découvraient que l'un de ces États se préparait à violer les frontières ou les lignes de démarcation de l'armistice, prendraient… des mesures immédiatement… afin d'empêcher de telles violations ».

**99** À partir de ce moment, suivant l'exemple montré par le président américain, le poids de la condamnation fut transféré par étapes d'« Israël » à « Israël, la Grande-Bretagne et la France », puis à « la Grande-Bretagne et la France », et en dernière étape, à « la Grande-Bretagne » (rappelant ainsi la transformation effectuée auparavant dans le cas de la persécution des hommes par Hitler, qui commença par « la persécution des opposants politiques », puis devint « la persécution des opposants politiques et des juifs », ensuite « des juifs et des opposants politiques », et enfin, « des juifs »).

Un commentaire officiel caractéristique de cette période fut émis par Mme Eleanor Roosevelt, qui était généralement acceptée en Amérique comme la voix de son mari, le feu président. Elle dit lors d'une conférence de presse trois jours avant les élections présidentielles (elle faisait campagne pour le candidat démocrate) : « Je ne considère pas qu'Israël soit un agresseur ; elle a agi en légitime défense… Je crois que la Grande-Bretagne et la France sont techniquement coupables d'agression » ( *New York Times*, 4 nov. 1956).

**100** Bien sûr, les États-Unis sont les occupants, par la conquête ou l'achat, de colonies britanniques, hollandaises, françaises et espagnoles, et de vastes territoires mexicains et russes ; seule la quasi-extirpation, durant l'existence de la république américaine, des habitants originels de ce large territoire donne de nos jours une illustration qui diffère de celle des colonies britanniques, hollandaises, françaises et espagnoles d'aujourd'hui, avec leurs millions de « populations coloniales ». Les possessions américaines d'outre-mer, par la conquête ou l'achat, sont peu nombreuses. La zone du canal de Panama, qui est sous souveraineté permanente américaine, est un cas à part ; si elle prouve quoi que ce soit par rapport au canal de Suez et à la Grande-Bretagne, elle démontre seulement les avantages d'un « titre de propriété » valable et d'une contiguïté militaire.

**101** « Le président dit qu'il ferait part au maréchal » (Staline) « d'une chose indiscrète, puisqu'il ne souhaitait pas la dire devant le Premier ministre Churchill… Les Britanniques étaient un peuple bizarre qui voulaient avoir le beurre et l'argent du beurre… Il suggéra l'« internationalisation » de la colonie britannique de Hong Kong et le placement de la Corée sous une administration d'où les Britanniques seraient exclus. Staline indiqua qu'il ne pensait pas que cela était une bonne idée et ajouta que « Churchill nous tuerait ». Quand les problèmes politiques d'après-guerre furent soulevés, il adopta souvent des positions qui étaient anti-britanniques ». ( *New York Times*, 17 mars 1955)

**102** Deux semaines plus tard, après que ce chapitre fut terminé, le même journal écarta la Grande-Bretagne comme étant désormais « une puissance de seconde classe. »

**103** Un développement qui a peut-être été présagé par un compte rendu (s'il est exact) publié dans le *New York Times* le 30 décembre 1956, selon lequel « moins de 900 sur les 14.000 juifs qui ont fui la Hongrie… ont décidé de s'établir en Israël, la « grande majorité » préférant aller en Amérique ou au Canada. D'un autre côté, s'ils suivent l'exemple de leurs prédécesseurs, ils y augmenteront la masse des juifs de l'est « explosifs » dont le transfert, au cours des derniers soixante-dix ans, a provoqué la situation actuelle ; l'incitation anti-américaine de ces juifs a été montrée dans les citations d'autorités juives au chapitre précédent.

**104** Quant à l'affaire de Suez, c'est le président Eisenhower qui nous a fourni une note de bas de page pertinente, quand, le 5 janvier 1957, il a demandé au Congrès l'autorité permanente d'utiliser les forces armées des États-Unis contre « l'agression armée déclarée de toute nation contrôlée par le communisme international » au Moyen-Orient. Il a donc envisagé de faire exactement ce pour quoi il avait condamné le gouvernement Eden. Un exemple d'agression « déclarée » fut sans doute la destruction du Maine dans le port de La Havane ; l'explosion fut « déclarée » et elle fut attribuée à l'Espagne. Avant et après l'attaque de l'Égypte, la presse internationale commença à accuser une nation arabe après l'autre d'être « contrôlée » par le communisme international, et la requête du président Eisenhower au Congrès ouvre à nouveau la perspective que l'extirpation moultes fois annoncée du communisme pourrait se révéler, en réalité, être une attaque envers les Arabes, non envers le communisme. La description

: « contrôlée par le communisme », est impossible à définir ou à prouver, et sert seulement à fausser la vérité par la propagande. Par exemple, le *New York Times* publia le 2 déc. 1956 des photos de « chars russes capturés par les Israéliens » pendant l'attaque de l'Égypte. Les objections des lecteurs l'amenèrent à admettre que les chars étaient en fait américains. La question de savoir s'ils furent pris aux Égyptiens reste ouverte, n'importe qui peut prendre un char en photo et mettre une légende. Israël fut à l'origine approvisionnée avec des armes soviétiques, mais on ne dit pas qu'à cause de cela, elle est « contrôlée par le communisme international ».

La nouvelle de l'acte du président Eisenhower a été suivie par une montée brusque des diverses actions israéliennes à la Bourse américaine et par des sermons élogieux dans plusieurs synagogues de New York. Une raison possible à cela est le fait que le président s'est engagé à agir militairement au Moyen-Orient uniquement en réponse à la demande de « toute nation ou groupe de nations » attaqué. Comme l'Égypte a largement été déclarée comme étant « l'agresseur » dans l'attaque envers elle-même d'octobre 1956, cette stipulation, une fois encore, reste ouverte à de nombreuses interprétations, au besoin. Si ces paroles étaient sincères, elles impliquent que les forces américaines auraient dû être utilisées, sur demande égyptienne, pour repousser l'attaque israélienne d'octobre 1956. Cela est difficile à imaginer, c'est le moins que l'on puisse dire. Il est difficile de se représenter une intervention militaire américaine en réponse à une demande de tout État du Moyen-Orient en dehors d'Israël ; toutefois, les temps changent et tout est possible.

# ÉPILOGUE

Si ce livre a l'air sombre, c'est que c'est la teinte d'origine de l'histoire qu'il raconte, non le reflet de ma propre mentalité. J'ai écrit avec sensibilité : la sensibilité d'un témoin oculaire et participant contemporain, et celle d'un journaliste contrarié dans sa vocation, vocation qui selon moi devrait servir la vérité - sans peur ou indulgence - et non des intérêts particuliers. J'ai été le témoin, plus que la plupart des gens, d'événements de notre siècle et de perversions secrètes d'objectifs nationaux, et j'ai découvert par cette expérience que ce n'était pas uniquement dû au hasard, mais à dessein. Par conséquent, j'ai écrit une protestation, mais c'est une protestation contre la suppression de la vérité, non contre la vie.

C'est le récit historique en chantier d'un contemporain. Après moi, viendront les historiens, qui d'après les fragments exhumés, assembleront l'histoire dans tous ses éléments. Autant juger des impulsions d'un homme d'après son squelette. Cependant, ils pourraient percevoir des choses qui me sont actuellement cachées, et, par dessus tout, ils découvriront que c'était totalement indispensable à la situation dans laquelle ils se trouvent (et qui, dans le cas des historiens, est habituellement confortable). Entre deux descriptions, quelque part, se trouve toute la vérité ; mon propre rôle là-dedans est la vive protestation du participant vivant.

Nul doute que toutes ces choses sont essentielles au but ultime, et je n'ai aucun doute sur leur nature, mais elles n'étaient pas nécessaires au moment où elles se sont produites, et c'est le sujet de mes reproches. L'ultime fin heureuse aurait pu être atteinte plus rapidement sans elles, je crois ; cependant, je sais que toutes ces choses dépassent la compréhension de l'homme mortel et je peux imaginer que selon la dispensation de Dieu, ces épreuves récurrentes sont nécessaires à l'ultime auto-libération de l'âme humaine. Sous cette même dispensation, le croyant doit protester contre elles quand elles arrivent.

Quoi qu'il en soit, je laisse la froide analyse au futur scribe, dont la chair et le cœur ne seront pas impliqués ; à lui le microscope, à moi le spectacle vivant. Je *suis* impliqué. « Dans l'Histoire » (a dit Lord Macaulay) « seule l'interprétation selon la nécessité doctrinale semble survivre, alors que les faits gênants et contradictoires sont oubliés ou

ignorés ». Sur ce point, le scribe vivant que je suis peut être acquitté. Je n'ai rien ignoré qui soit connu de moi et j'ai présenté ce que je sais aussi fidèlement que j'en suis capable. J'ai fourni l'illustration de notre siècle tel qu'il est apparu à un homme impliqué, et tel qu'il a été caché au public, qui en chemin n'a reçu que « l'interprétation » selon ce que les politiciens considéraient être une nécessité.

À notre époque, j'estime qu'une superstition barbare née dans l'Antiquité et nourrie à travers les âges par une prêtrise plus ou moins secrète, est revenue pour nous empoisonner sous la forme d'un mouvement politique soutenu par de grandes richesses et un grand pouvoir dans toutes les grandes capitales du monde. Par les deux méthodes utilisées - la révolution par le bas et la corruption des gouvernements par le haut - elle est passée près du succès dans sa fantastique ambition d'atteindre la domination mondiale, en utilisant ces deux outils pour monter les nations les unes contre les autres.

Je ne peux me permettre de juger de ce qui est mal ; tout dépend de ce que l'on en pense. Je peux seulement dire ce que je ressens comme étant malfaisant ; peut-être ai-je tort. Quoiqu'il en soit, d'après mes propres impressions et critères, j'ai senti, durant le travail de préparation de ce livre, que je côtoyais le mal. Les forces qui ont été projetées au sein du XX^e^ siècle, comme issues d'une sorte de caverne dinosaurienne, sont des forces superstitieuses. J'ai eu l'impression constante d'être en contact avec l'esprit d'hommes comme Ézéchiel, qui en des temps barbares avaient des pensées barbares. J'ai eu le net sentiment de rencontrer à nouveau de tels esprits à notre époque - bien que dans un endroit récemment sauvé de la barbarie - en lisant le livre *A Pattern of Islands* [ *J'ai Choisi les Îles* - NdT], de Sir Arthur Grimble.

Ce livre relate les expériences de l'auteur, au début du XX^e^ siècle, en tant qu'administrateur colonial britannique dans un groupe d'îles lointaines du Pacifique, les îles Gilbert, où la population vécut dans un état de superstition primitive jusqu'en 1892, lorsqu'un protectorat britannique fut institué. Je trouve qu'il y a une ressemblance troublante entre les malédictions énumérées dans le *Deutéronome*, qui constitue la Loi du nationalisme sioniste aujourd'hui, et les paroles de malédiction sur un four à cuisiner, utilisées dans ces îles avant l'arrivée des Britanniques. Le

sorcier, accroupi nu, dans l'obscurité précédant l'aube, au dessus du foyer de son ennemi, et martelant ce foyer avec un bâton, marmonne :

**« Esprit de la folie, esprit de l'excrément, esprit de la dévoration vivante ; esprit de la pourriture ! Je martèle le feu de sa nourriture, le feu de cet homme Naewa. Frappe à l'ouest de lui, ô toi ! Frappe à l'est de lui, ô toi ! Frappe comme je martèle, frappe à mort ! Étrangle-le, rends-le fou, humilie-le par la pourriture ! Son foie se soulève, il se soulève, il est retourné et déchiré. Ses boyaux se tordent, ils se tordent, ils sont déchirés et rongés. Il est dans une fureur noire, il est mort. C'est terminé : il est mort, mort, mort. Il pourrit ».**

La comparaison entre cela et de nombreux passages du *Deutéronome* et d'*Ézéchiel* est instructive à notre époque, où le Talmud-Torah est littéralement invoqué comme étant la Loi ordonnant des actes tels que celui commis à Deir Yassin ; l'affirmation de l'*Encyclopaedia juive*, comme quoi le Talmud enseigne la croyance en l'efficacité littérale de la malédiction, vient également à propos. De tels passages m'interpellent toujours lorsque des politiciens invoquent « l'Ancien Testament » ; à chaque fois, je me demande s'ils l'ont lu, et s'ils comprennent la relation entre ces superstitions de l'Antiquité et les événements actuels, déclenchés avec leur aide.

D'après moi, nous avons affaire à une force, lâchée sur le monde au XX$^{e}$ siècle, dont les leaders pensent en fonction de telles superstitions ; à quoi d'autre les paroles tardives et tourmentées du Dr Chaim Weizmann pouvaient-elles faire allusion : « … la résurgence du mal ancien sous une forme nouvelle et horrible » ? Seul cet élément de sombre superstition, selon moi, peut expliquer la crainte à laquelle cèdent les populations juives quand elles se soumettent au nationalisme sioniste. Elles en furent pratiquement libérées par le siècle de l'émancipation, et il suffisait de cinquante années de plus pour qu'elles participent à l'humanité, mais aujourd'hui, elles ont été ramenées dans ses griffes. À nouveau, j'eus l'impression de lire une description des populations ghettoïsées dans les territoires talmudiques quand je tombai sur cette description de l'existence d'avant le protectorat dans les îles Gilbert :

**« Un homme, avec soixante générations de croyance épouvantée qui murmurent dans son sang… était une cible facile pour les envoûtements de mort… Des générations de sorciers qui voulaient le**

**mal, et de gens terrifiés par leur pouvoir, avaient passé leur vie dans ces îles. L'horreur accumulée de leurs convictions avait atteint, au cours des siècles, un poids et une ombre propres, une « immanence » qui planait sur tout. C'étaient les pensées humaines, plus puissantes que les esprits, qui hantaient les habitations des hommes. On avait l'impression que pratiquement tout pouvait arriver dans une telle atmosphère ».**

« Les pensées humaines, plus puissantes que les esprits,… hantaient les habitations des hommes ». Ces mots me parurent s'appliquer à la condition de ces populations, avec plus de soixante générations de telles croyances murmurantes, qui vers la fin du siècle dernier commencèrent à être arrachées à la lumière du jour pour être ramenées dans les ténèbres tribales. À nouveau, il me sembla que la libération manquée de peu se retrouvait dans les paroles d'une vieille femme des îles Gilbert qui se rappelait l'ancien temps :

« Écoutez la voix des gens dans leurs huttes. Nous travaillons en paix, nous parlons en paix, car les jours de colère sont passés…

Combien la vie est belle dans nos villages, maintenant qu'il n'y a plus de tueries et plus de guerre » ; et ces mots, à nouveau, rappellent fortement les lamentations de Jérémie sur le bonheur passé d'Israël (« la bonté de ta jeunesse, l'amour de tes épousailles ») dans son reproche envers l'hérésie de « Juda la perfide ».

Le sentiment que j'éprouvai, en retraçant l'histoire de cette superstition ancienne et sa réémergence en tant que force politique au cours de notre siècle, fut celui d'être en contact avec une chose vivante et maléfique. La révolution destructrice, à mon avis, fait partie de cette chose, et j'aurais pu écrire exactement ce qu'un diplomate américain, M. Frank Rounds junior, écrivit dans son journal le jour de Noël 1951 : « À Moscou, on a l'impression que le mal existe en tant qu'entité, que présence ; voilà ma pensée en ce jour de Noël ».

Dans le processus de ce XX$^{e}$ siècle, processus que je ressens comme une présence maléfique qui nous accompagne, chacun d'entre nous qui est actuellement en vie, juif et gentil, est concerné, et la plupart d'entre nous assistera au dénouement. À ce propos, M. Bernard J. Brown écrivit avec appréhension en 1933 : « Bien sûr que nous serons craints *et finalement haïs* si nous persistons à absorber tout ce que l'Amérique nous offre et

refusons pourtant de devenir américains, tout comme nous avons toujours refusé de devenir russes ou polonais ».

Cette déclaration s'applique à tous les pays occidentaux, pas seulement à l'Amérique, mais M. Brown avait tort. Ce qu'il prévoyait est bien la chose que les talmudistes ne pourront accomplir ; la haine est leur monopole, et leur doctrine, et ils ne peuvent faire en sorte que les chrétiens - ou gentils - haïssent les juifs. Les choses haïssables accomplies par l'Occident durant ce siècle furent accomplies sur incitation talmudique ; la haine et la vengeance ne sont pas innées aux Occidentaux, et leur foi proscrit ces choses. L'enseignement de la haine, en tant que composante d'une religion, encore une fois vient uniquement des torah-talmudistes littéraux dans les territoires révolutionnaires, en Palestine, et dans les lieux des capitales européennes où ils ont fait leur nid. Aucun occidental ne parlerait comme un leader sioniste parla lors d'un meeting juif à Johannesburg en mai 1953 : « On ne doit pas faire confiance à la bête qu'on appelle l'Allemagne. On ne doit jamais pardonner aux Allemands, et les juifs ne doivent jamais avoir aucun contact ou relation avec les Allemands ».

Le monde ne peut vivre ainsi, et pour cette raison ce plan insensé finira par échouer. Il est l'hérésie que l'enseignement du Christ renia par dessus tout ; c'est ce plan que les leaders politiques occidentaux cautionnent depuis que M. Balfour, il y a tout juste cinquante ans, commença à lui subordonner la politique nationale. Lorsque le point culminant, qui est proche, aura été surmonté, cet enseignement hérétique, injecté en Occident depuis le centre talmudique de Russie, disparaîtra.

En tant qu'écrivain, je crois que plus le public général saura ce qui s'est passé durant ces cinquante ans, plus vite ce plan disparaîtra et ce, avec le moins d'ennuis possibles pour tous ceux qui sont concernés.

Car il n'est rien de caché qui ne doive être découvert, rien de secret *qui ne doive être connu et mis au jour.* Luc 8 : 17.

# APPENDICE

« Après la période où vécut Jésus, saint Jérôme traduisit en latin l'Ancien et le Nouveau Testament lorsque ceux-ci en vinrent tous deux à être considérés par l'Église comme étant d'égale autorité divine et comme faisant partie d'un seul Livre ».

Une encyclopédie moderne.

**LA TORAH**

« L'Éternel m'adressa la parole, et dit… À partir d'aujourd'hui, je répandrai la terreur et la crainte de toi parmi les peuples qui sont sous tous les cieux, qui entendront parler de toi, et trembleront, et seront dans l'angoisse à cause de toi… En ce temps-là, L'Éternel me commanda de vous enseigner des lois et des ordonnances, afin que vous les mettiez en pratique dans le pays dont vous allez prendre possession… Il a aimé tes pères, et il a choisi leur postérité après eux… il a chassé devant toi des nations supérieures en nombre et en force, pour te faire entrer dans leur pays, pour t'en donner la possession… Lorsque L'Éternel, ton Dieu, te les auras livrées et que tu les auras battues, et totalement détruites ; tu ne traiteras point d'alliance avec elles, et tu ne leur feras point grâce ; tu ne contracteras point de mariage avec ces peuples… vous renverserez leurs autels, … vous abattrez leurs idoles… Car tu es un peuple saint pour L'Éternel, ton Dieu ; L'Éternel, ton Dieu, t'a choisi, pour que tu fusses un peuple qui lui appartînt entre tous les peuples qui sont sur la face de la terre… Tu dévoreras tous les peuples que L'Éternel, ton Dieu, va te livrer, tu ne jetteras pas sur eux un regard de pitié… Mais L'Éternel ton Dieu te les livrera, et les détruira par une destruction puissante jusqu'à ce qu'il soient détruits… Et il livrera leurs rois entre tes mains, et tu détruiras leur nom de dessous les cieux ; aucun homme ne sera capable de se tenir devant toi, jusqu'à ce que tu l'aies détruit… Tout lieu que foulera la plante de ton pied sera à toi… même les côtes de la mer occidentale seront tiennes… des villes de ces gens que L'Éternel ton Dieu te donne en héritage, tu ne laisseras en vie rien qui respire … tu prêteras à de nombreuses nations, et tu n'emprunteras pas… Tu détruiras entièrement tous les lieux où les nations que tu posséderas ont servi leurs dieux… »

Deutéronome.

**LE NOUVEAU TESTAMENT**

« Heureux ceux qui procurent la paix, car ils seront appelés fils de Dieu… Je ne suis pas venu pour détruire, » (la loi ou les prophètes) « mais pour accomplir… Vous avez entendu qu'il a été dit : Tu aimerais ton prochain, et tu haïras ton ennemi. Mais je vous dis : Aimez vos ennemis… Car il enseignait comme ayant autorité, et non pas comme leurs scribes… Ne vous amassez pas des trésors sur la terre… Et que servirait-il à un homme de gagner le monde entier, s'il perdait son âme ? Tu aimeras L'Éternel ton Dieu… C'est le premier et le plus grand commandement. Et voici le second, qui lui est semblable : Tu aimeras ton prochain comme toi-même. De ces deux commandements dépendent toute la loi et les prophètes… un seul est votre Maître, même le Christ, et vous êtes tous frères… Persévérez dans l'amour fraternel… Quiconque s'élèvera sera abaissé… Malheur à vous, scribes et pharisiens… vous êtes les fils de ceux qui ont tué les prophètes… Cette bonne nouvelle du royaume sera prêchée dans le monde entier, pour servir de témoignage à toutes les nations… Pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font… Le Dieu qui a fait le monde et tout ce qui s'y trouve… Il a fait tous les hommes, sortis d'un seul sang… Sachez donc que ce salut de Dieu a été envoyé aux païens, et qu'ils l'écouteront… Quoi donc ? Ne l'est-il pas aussi des païens ? Oui, il l'est aussi des païens… En effet, ce n'est pas par la loi que l'héritage du monde a été promis à Abraham ou à sa postérité, c'est par la justice de la foi… Un seul Dieu et Père de tous, qui est au-dessus de tous… Persévérez dans l'amour fraternel… Car il en est plusieurs qui marchent en ennemis de la croix de Christ, je vous en ai souvent parlé, et j'en parle maintenant encore en pleurant. Leur fin sera la perdition… »

Les Évangiles, les Actes et les Épîtres.

*Aucun homme n'est une île, un tout, complet en soi ; tout homme est un fragment du continent, une partie de l'ensemble ; si la mer emporte une motte de terre, l'Europe en est amoindrie, comme si les flots avaient emporté un promontoire, le manoir de tes amis ou le tien ; la mort de tout homme me diminue, parce que j'appartiens au genre humain ; aussi n'envoie jamais demander pour qui sonne le glas : c'est pour toi qu'il sonne.*

John Donne.

# BIBLIOGRAPHIE

Sont mentionnées les traductions françaises de ces ouvrages, lorsqu'elles existent.

**ABRAHAMS, Israel**. *Jewish Life in the Middle Ages* ; **ADAMS, James Truslow**. *The Epic of America* (1931) ; **ADAMS, President John**. *Works, with a Life of the Author* (1850-6) ; **ANONYME**. (voir M. Edward Mandell House). *Philip Dru : Administrator* (1912) ; **ASQUITH, Lady Cynthia**. *Remember and be Glad* (1952) ; **ASQUITH, Lord (M. H.H.)** *Memoirs and Reflections* (1928)

**BAKOUNINE, Michel**. *Polémique contre les juifs* ; **BALFOUR, Lord**. La vie de (voir Dugdale) **BALZAN, Consuelo Vanderbilt**. *The Glitter and the Gold* (1952) ; **BARON, Prof**. Salo. *Social and Religious History of the Jews / Une Histoire Sociale et Religieuse des juifs* (1937) ; **BARUCH, Bernard**. (voir Field) **BARRUEL, Augustin**. *Memoirs of Jacobinism / Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme* (1797) ; **BEAMISH, Tufton, M.P.** *Must Night Fall* (1951) ; **BEATY, John**. *The Iron Curtain over America* (1951) ; **BELGION, Montgomery**. **BENTWICH, Norman**. *The Jews* (1934), *Judea Lives Again* (1943) ; **BERGER, Rabbi Elmer**. *The Jewish Dilemma* (1946) ; *A Partisan History of Judaism* (1951) ; *Who Knows Better Must Say So* (1956) ; **BERNADOTTE, Count Folke**. *To Jerusalem* (1951) ; **BORD, Gustave**. *La Conspiration Révolutionnaire de 1789* ; **BORKENAU, F**. *The Communist International* (Faber and Faber, 1938) ; **BRANDEIS, Louis Dembitch**. *Miscellaneous Papers* (1935) ; *The Guide to the Modern World* (1941) ; **BROWN, Bernard J**. *From Pharaoh to Hitler* (1933) ; **BUCHAN, John**. *Oliver Cromwell* (1934) ; **BURKE, Edmund**. *Reflections on the Revolution / Réflexions sur la Révolution de France* (1790) ; **BUTCHER, Harry C**. *My Three Years with Eisenhower / Trois ans avec Eisenhower* (1946)

**CARTER, Hodding**. (Chapitre sur Huey Long dans *The Aspirin Age*, 1949) ; **CHAMBERLAIN, H.S.** *Foundations of the Nineteenth Century / Les Fondements du 19ème siècle* (édition allemande, 1899) ; **CHAMBERLIN, W.H.** *Confessions of an Individualist* ; **CHAMBERS, Whittaker**. *Witness* (1952) ; **CHESTERTON, A.K.** *The Tragedy of Anti-*

*Semitism* (avec Joseph Leftwich, 1948) ; **CHESTERTON, G.K.** *G.K's Weekly* (1932) ; **CHODOROV, Frank**. **CHURCHILL, Winston**. *The Gathering Storm / L'Orage Approche ;* Their Finest Hour ; The Grand Alliance / La Grande Alliance ; The Hinge of Fate / Le Tournant du Destin ; Closing the Ring / L'Étau *se Referme ; Triumph and Tragedy* / *Triomphe et Tragédie* ; **CHURCHILL, Winston**. Biographies de, voir Cowles, et Taylor **CHUTTER, Rev. James B.** *Captivity Captive* (1954) ; **CLIFTON, Brigadier George**. *The Happy Hunter* (1952) ; **CLOSTERMANN, Pierre, D.F.C.** *Flames in the Sky* / *Feux du Ciel* (1952) ; **CONFÉRENCES DE MALTE ET YALTA**. Département d'État américain (Mars, 1955) **CONNELL, Brian**. *Sir Edward Cassel, from Manifest Destiny, A Study of the Mounbatten Family*, 1953 ; **COWLES, Virginia**. *Winston Churchill* (1952)

**DAVIS, Forrest**. *Huey Long* (1935) ; **DEWHURST, Brig. C.H., O.B.E.** *Close Contact* (1954) ; **DISRAELI, Benjamin**. *Coningsby*(1844) ; *Life of Lord George Bentinck*(1852) ; **DRACH, D.P.** *De l'Harmonie entre l'Église et la Synagogue* (1844) ; **DUGDALE, Blanche E.C.** *Life of A. J. Balfour* (1948)

**EDERSHEIM, Alfred**. *The Life and Times of Jesus the Messiah* (1883) ; **EISENHOWER, Dwight D**. *Crusade in Europe / Croisade en Europe* (1948) ; **EISENMENGER, Johann Andreas**. *The Traditions of the Jews,* d'abord publié sous le titre *Judaism Unmasked* / *Le judaïsme dévoilé* (1732)

**FIELD, Carter**. *Bernard Baruch, Park Bench Statesman* (1944) ; **FLYNN, John T**. *The Roosevelt Myth* (1948) ; **FORRESTAL, James**. *The Forrestal Diaries* (1951) ; **FREEHOF, rabbin Solomon B**. *Reform Jewish Practice* (1944) ; **FUNK, S**. *Die Entstehung des Talmuds*

**GARNETT, David**. *Letters of T.E. Lawrence* / *Lettres de T.E. Lawrence* (1938) ; **GINSBERG, Ascher**. (Citée, voir Weizmann) **GOLDMAN, rabbin Solomon**. *God and Israel* ; **GOLDSTEIN, Dr John**. *All the Doors were opened* (1955) ; **GOUZENKO, Igor**. *The Fall of a Titan* / *La Chute d'un Titan* (1954) ; **GRAETZ, Heinrich**. *Volksthuemliche Geschichte der Juden / Histoire des juifs* (1888) ; **GRENFELL, Russell**. *Unconditional Hatred* (1955) ; **GRIMBLE, Sir Arthur**. *A Pattern of Islands* / *J'ai Choisi les Îles* (1952)

**HAMILTON, Alexander**. *Works* (1886-7) ; **HARRIS, Maurice H**. *Modern Jewish History* (1909) ; **HECHT, Ben**. *A Jew in Love / Un juif Amoureux* ; **HERDER, Johann Gottfried von**. *Untersuchungen des verg.* Jahrhunderts ; **HERZL, Theodor**. *The Jewish State / L'État juif* ; **HESS, Moses**. *Rom und Jerusalem, die letzte Nationalitaetsfrage / Rome et Jérusalem - La dernière question nationale* (1862) ; **HIRSCH, Emil**. Professeur de Littérature rabbinique, Université de (cité par M. Bernard J. Brown, voir Brown) **HOPKINS, Harry**. (Voir Roosevelt) **HORSTMANN, Lali**. *We Chose to Stay* (1954) ; **HOUSE, E.M.** *Private Papers of Colonel House / Papiers Intimes du Colonel House* (1926) ; également l'auteur de *Philip Dru : Administrator* (voir Anonyme et Howden) ; **HOWDEN, Arthur D**. *Mr. House of Texas* (1940) ; **HUDDLESTON, Sisley**. **HULL, Cordell**. *Memoirs* (1948) ; **HULME, Kathryn**. *The Wild Place* (1953) ; **HUTCHISON**, **CDr E.H.** *Violent Truce / La Trêve Violente* (1956)

**JACOBSON, rabbin Moses F**. (Cité by Bernard J. Brown ; voir Brown) **JEFFRIES, J. M. N.** *The Palestine Deception* (1933) ; *Palestine, The Reality* (1939) ; **ENCYCLOPAEDIA JUIVE, 1905, 1909, 1912, 1916** (Funk and Wagnall, New York) **JORDAN, George Racey**. *From Major Jordan's Diaries* (1952)

**KASTEIN, Josef**. *History and Destiny of the Jews* (1933) ; **KAUFMAN, Theodore N**. *Germany Must Perish* (1941) ; **KERN, Erich**. *Dance of Death* (1952) ; **KEYNES, J.M.** *Essays in Biography / Essais de Persuasion* (1933) ; **KIPLING, Rudyard**. *Something of Myself / Quelque chose de moi-même* (1937) ; **KOESTLER, Arthur**. *Promise and Fulfilment, Palestine 1947-9* (1949) ; **KRAVTCHENKO, Victor**. *I Chose Freedom / J'ai choisi la Liberté* (1946) ; **KRIVITSKY, General Walter**. *In Stalin's Secret Service / J'étais un Agent de Staline* (1939)

**LAIBLE**. *Jesus Christus im Talmud* ; **LAMBERT, R.S.** *For The Time is At Hand* (La vie d'Henry Wentworth Monk, 1947) ; **LANDRIEUX, Mgr**. *L'Histoire et les histoires dans la Bible*, 1921 ; **LANGRES, Lombard de**. **LANE, Arthur Bliss**. *I Saw Poland Betrayed / J'ai vu la Pologne trahie* (1948) ; **LAWRENCE, T.E.** Lettres de (voir Garnett, 1938) ; **LAZARE, Bernard**. *Antisemitism / L'Antisémitisme, son histoire et ses causes* (1894 - réédité en 1903) ; **LEFTWICH, Joseph**. *The Tragedy of Anti-semitism* (avec A. K. Chesterton, 1948)

**LEVIN, Meyer**. *In Search* (1950) ; **LILIENTHAL, Alfred**. *What Price Israel ?* (1953) ; **LLOYD GEORGE, David**. *War Memoirs / Mémoires de Guerre* (1936) ; **LONG, B.K.** *Autobiography* ; **LONG, Huey**. *My First Week in the White House* ; **LONYAY, Count Carl**. *Rudolf* (1950) ; **LOTHIAN, Sir Arthur**. *Kingdoms of Yesterday*. (1951) ; **LUCHET**. de.

**MACLEAN, Fitzroy**. *Eastern Approaches* (1949) ; **MACPHAIL, Sir A**. *Three Persons* (ouvrage sur Sir Henry Wilson, 1926) ; **MALET, Chevalier de**. **MALON, Benoît**. *Exposé des Écoles Socialistes Françaises* (1872) ; **MANLY, Chesly**. *The U.N. Record* (1955) ; **MANNING, cardinal**. (Voir Strachey) **MARGOLIOUTH, Moses**. *History of the Jews in Great Britain* (1857) ; **MARR, Wilhelm**. *Der Sieg des Judenthums ueber das Germanenthum* [Victoire du judaïsme sur la germanité considérée d'un point de vue non confessionnel] (1879) ; **MARSHALL, Bruce**. *The White Rabbit / Le Lapin Blanc* (ouvrage sur le commandant pilote F.F.E. Yeo-Thomas, 1952) ; **MASSING, Hede**. *This Deception* (1951) ; **MEYER, Eduard**. *Entstehung des Judenthums* (1896) ; **MOCATTA, David**. *The Jews in Spain and Portugal* ; **MONK, Henry Wentworth**. *Simple Interpretation of the Revelation* (1857) ; Vie de (voir Lambert) ; **MONTEFIORE, C.G.** *Religion of the Ancient Hebrews* (1892) ; **MORLEY, John**. *Edmund Burke* (vie de) ; **MORSE, Rev. Jedidiah.** *Sermons* (1795-9). *Proofs of the Early Existence : Progress and Deleterious Effects of French Intrigue and Influence in the United States* (1798) ; **MOSS, W.Stanley.** *A War of Shadows* (1952)

**NETCHVOLODOFF, A**. *L'empereur Nicolas II et les juifs* ; **NEWMANN, Margaret Bubers**. *Which Was The Worst ?* (1952) ; **NORDAU, Max**. *Degeneration / Dégénérescence* (1892) ; **NORTHCLIFFE, Lord**. *My Journey Round the World* (1923), voir aussi Official History of *The Times*

**ORWELL, George**. *Such, Such Were The Joys* (1945)

**PEARSON, Hesketh**. *The Man Whistler* (1952), ouvrage sur John Ruskin ; *Disraeli* ; **PEPPER, Sénateur George Wharton**. *Philadelphia Lawyer* (1944) ; **PINSKER, Leon**. *Auto-Emancipation* (1881)

**RAUSCHNING, Hermann**. *The Revolution of Destruction / La Révolution du nihilisme* (1939) ; **REPINGTON, Col. Charles à Court.** *The First World War / La Première Guerre mondiale (1914-1918)* (1921) RAPPORTS : De la Commission Royale du gouvernement canadien

désignée pour enquêter… sur la communication, de la part de représentants officiels et d'autres personnes en position d'autorité, d'informations secrètes et confidentielles à des agents d'une puissance étrangère (The Gouzenko, or Canadian Spy Case : Canadian Government Stationery Office, 27 juin 1946) De la Sous-commission à la Chambre des représentants des États-Unis, enquêtant sur la commission de la Fonction publique, 1947 (l'affaire de la « Liste noire » de la Ligue Anti-diffamation ; Bureau des Publications du gouvernement américain, 1948) Russia, No.1 (1919) ; a Collection of Reports on Bolshevism in Russia (British Government's Stationery Office, 1919) Sur les Conférences de Malte et Yalta (département d'État américain, mars 1955) ; **ROBERTSON, Sir William**. *Soldiers and Statesmen, 1914-1918 / Chefs militaires et hommes politiques, 1914-1918* (1926) ; **ROBISON, John**. *Proofs of a Conspiracy against all the Religions and Governments of Europe / Les preuves d'une conspiration contre l'ensemble des religions et des gouvernements d'Europe* (1793) ; **RODKINSON, Michael Levi**. *History of the Talmud* (1903) ; **ROOSEVELT, F. D. R.** *Personal Letters* (édité par Samuel Rosenmann,1947) ; *Roosevelt and Hopkins* (Robert A. Sherwood, 1948) ; **ROSENBLOOM, Morris, V**. *Peace Through Strength* ; *Bernard Baruch and a Blueprint for Security* (1953) ; **ROUNDS, Frank, Jr**. *A Window on Red Square* (1953)

**RUBENS, William**. *Der alte und der neue Glaube im Judentum*

**SAMUEL, Maurice**. *You, gentiles* (1924) ; **SAUNDERS, Hilary St. George.** *The Red Beret* (1950) ; **SHEEAN, Vincent**. *Personal History* ; **SHERWOOD, Robert, A**. *Roosevelt and Hopkins* (1948) ; **SMITH, Fred**. Article *Morgenthau Plan, Its History, in United Nations World,* mars 1947 ; **SMITH, Merriman**. *Thank You, Mr. President* (1946) ; **SMITH, W. Robertson.** *The Prophets of Israel and their Place in History* (1895) ; **SMUTS, Jan Christian**. Vie de (par son fils, J. C. Smuts, 1952) **SPENGLER, Oswald**. *Der Untergang des Abendlandes / Le Déclin de l'Occident* (1918) ; **STERN, Karl**. *The Pillar of Fire* (1951) ; **STIMSON, Henry L**. *On Active Service in Peace and War* (1947) ; **STOLYPIN, A**. *Contre-Révolution* (1937) ; **STOLYPINE, Alexandra**. *L'Homme du Dernier Tsar* (1931) ; **STRACHEY, Lytton**. *Eminent Victorians / Victoriens éminents* (1918 ; biographie du cardinal Manning) ; **STRACK, H.L.** *Einleitung in den Talmud / Introduction au Talmud* (1908)

**TAFT, Sénateur Robert**. *A Foreign Policy for Americans* (1952) ; **TAYLOR, R.C.** *Winston Churchill* (1952) ; **TIMES**, *The Official History of, 1922-1948* (1952) ; **TOYNBEE, Arnold J**. *The Modern West and the Jews* (vol. vii d' *A Study of History* [ *Étude de l'Histoire*], 1954)

**VEALE, F.J.P.** *Advance to Barbarism* (Devin-Adair, New York, 1955)

**WAITE, A.E. WASHINGTON, Prés. George.** *Writings* (1837) ; **WEBSTER, Mrs. Nesta.** *Secret Societies and Subversive Movements*(1923) ; *The French Revolution*, (1919) ; **WEISHAUPT, Adam**. *Einige Originalschriften des Illuminaten Ordens*(publié par le gouvernement bavarois, 1787) ; **WEIZMANN, Chaim**. *Trial and Error* (1949)

**WELLHAUSEN, J**. *Israelitische und Juedische Geschichte* (1897) ; *Composition des Hexateuchs* (1901) ; **WILSON, Sir Henry**. *Life and Diaries* (1927 ; voir aussi Macphail) ; **WILTON, Robert**. *Last Days of the Romanoffs* (1920) ; **WISE, rabbin Stephen**. *Challenging Years* (1949)

**YEO-THOMAS, Commandant pilote F.F.E.** (voir Marshall)

# INDEX

# UNE COURTE LISTE D'OUVRAGES POUR APPROFONDIR LE SUJET

(traductions françaises mentionnées lorsqu'elles existent)


JOHN BAKER, *Race* (Oxford University Press).

P.T. BAUER, *Mirage égalitaire et Tiers-Monde* (PUF).

IVOR BENSON, *The Battle for South Africa* (Dolphin Press), *Truth Out of Africa* (Veritas), *The Zionist Factor* (Veritas).

CHRISTIAN BORG, *Who Are the Jews ?* (Veritas).

KARL BORGIN & KATHLEEN CORBETT, *The Destruction of a Continent* (Harcourt Brace Jovanich).

ERIC BUTLER, *The Fabian Socialist Contribution to the Communist Advance* (Veritas).

GENERAL SIR WILLIAM BUTLER, *Sir William Butler : An Autobiography* (Constable).

ARTHUR BUTZ, *La Mystification du vingtième siècle* (IHR - Institute of Historical Research).

C.G. CAMPBELL, *Race and Religion* (Christian Book Club of America).

A.K. CHESTERTON, *The New Unhappy Lords* (Candour).

RICHARD CLARK, *Technological Terrorism* (Devin-Adair).

CURTIS B. DALL, *F. D. R., My Exploited Father-in-Law* (Noontide Press).

LÉON DE PONCINS, *Le judaïsme et le Vatican, une tentative de subversion spirituelle ?* (Éditions Saint-Remi).

ISAAC DEUTSCHER, *Essais sur le problème juif* (Payot).

R. GAYRE, *The Syro-Mesopotamian Ethnology as Revealed in Genesis X* (Armorial).

DAVID GlLMOUR, *Dispossessed : the Ordeal of the Palestinians 1917-1980* (Sidgwick & Jackson).

BRIGADIER-GENERAL SIR JOHN GLUBB (Glubb Pasha), *Middle East Crisis* et *The Life and Times of Muhammad* (Hodder & Stoughton).

NAHUM GOLDMANN, *Le paradoxe juif* (Stock).

S. HADAWI, *Bitter Harvest* (Veritas).

DAVID IRVING, *Insurrection ! Budapest 1956* (Albin Michel).

SIR ARTHUR KEITH, *A New Theory of Human Evolution* (Watts).

ARTHUR KOESTLER, *La Treizième Tribu* (Calmann-Lévy).

B.A. KOSMIN, *Majuta : a History of the Jewish Community in Zimbabwe* (Mambo Press).

ALFRED M. LILIENTHAL, *The Zionist Connection II* (Veritas).

MOSHE MENUHIN, *The Decadence of Judaism in Our Time* (Britons).

REVlLO P. OLIVER, *Christianity and the Survival of the West* (Howard Allen).

GEORGE ORWELL, *La Ferme des Animaux* et *1984* (Gallimard).

THOMAS PAKENHAM, *The Boer War* (Weidenfeld & Nicolson et Jonathan Ball).

C. NORTHCOTE PARKINSON, *East and West* (Houghton Mifflin Company).

MAURICE PINAY, *The Plot Against the Church* (Christian Book Club of America). [ *Deux mille ans de complot contre l'Église* (Éd.

Saint-Remi)] CHAPMAN PINCHER, *Inside Story* (Sidgwick & Jackson).

JAMES POOL & SUZANNE POOL, *Who Financed Hitler* (Dial Press).

EZRA POUND, *Essays on Ignorance and the Decline of American Civilization* (Henry Regnery).

CARROLL QUIGLEY, *Tragedy and Hope* (Macmillan Company).

WILMOT ROBERTSON, *The Dispossessed Majority* (Howard Allen).

HOWARD MORLEY SACHAR, *The Course of Modern Jewish History* (Dell Publishing).

WALTER SANNING, *The Dissolution of Eastern European Jewry* (Institute for Historical Review).

GIDEON SHIMONI, *Jews and Zionism : the South African Experience 1910-1967* (Oxford University Press).

KONSTANTIN SIMIS, *USSR : the Land of Kleptocracy* (Simon & Schuster).

ALEXANDRE SOLJENITSYNE, *L'Archipel du Goulag, Tome II* (Seuil).

ANTONY C. SUTTON, *Wall Street and the Bolshevik Revolution* (Veritas), *Wall Street and the Rise of Hitler* (Bloomfield Books) et *Wall Street and FDR* (Arlington House).

THOMAS SZASZ, *Le Mythe de la Psychanalyse* (Payot).

GENERAL CARL VON HORN, *Soldiering for Peace* (Cassell).

WILLIAM THOMAS WALSH, *Philip II* et *Isabella the Crusader* (Sheed & Ward).

NATHANlEL WEYL, *Traitors' End* (Tafelberg).

FRANCIS PARKER YOCKEY, *Imperium* (Noontide).

J. K. ZAWODNY, *Katyn : Massacre dans la Forêt* (Stock).

« *Et vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres* », *Jean* 8:2.

## AUTRES OUVRAGES DE DOUGLAS REED

*The Burning of the Reichstag* (1934)

*Insanity Fair* (Jonathan Cape, 1938)

*Disgrace Abounding* (do., 1939) *Nemesis ? The Story of Otto Strasser* (do.)

*A Prophet at Home* (do., 1941)

*All Our Tomorrows* (do., 1942)

*Lest We Regret* (do., 1943)

*From Smoke to Smother* (do., 1948)
*Somewhere South of Suez* (do., 1949)
*Far and Wide* (do., 1951)
*The Battle for Rhodesia* (HAUM, 1966)
*The Siege of Southern Africa* (Macmillan, 1974)
*Behind the Scene* (Dolphin Press, 1975)
*The Grand Design of the 20th Century* (Dolphin Press, 1977)

Romans :
*Galanty Show. Reasons of Health. Rule of Three, The Next Horizon.*
Pièce :
*Downfall*

# L'AUTEUR

Douglas Lancelot Reed (1895 - 1976)

C'est l'un des lieux communs de l'Histoire que de dire que des circonstances défavorables ne sont pas un obstacle pour les hommes d'énergie et de compétence remarquables. Douglas Reed, qui se décrivait lui-même comme « relativement peu instruit », débuta dans la vie comme garçon de bureau à l'âge de 13 ans et devint employé de banque à 19 ans avant de s'engager au début de la Première Guerre mondiale. On pouvait difficilement imaginer une formation moins prometteuse pour un homme destiné à être l'un des plus brillants analystes politiques et écrivains de voyage du siècle. Il avait déjà 26 ans quand il arriva au *Times* de Londres en 1921 en tant que téléphoniste et employé de bureau ; et c'est à 30 ans qu'il arriva finalement au journalisme en tant que secrétaire de la rédaction.

Ensuite, plus rien n'arrêta ce retardataire de la profession. Trois ans plus tard, il devint assistant correspondant au *Times* à Berlin avant de partir pour Vienne en tant que correspondant en chef pour l'Europe centrale. Reed rompit avec le *Times* en octobre 1938, presque en même temps que l'apparition d'un livre qui devait lui gagner un succès mondial instantané : *Insanity fair*, un mélange plaisant d'autobiographie et d'histoire contemporaine.

Suivit un an plus tard un autre best-seller à succès, *Disgrace Abounding.* D'autres best-sellers se succédèrent rapidement : *A Prophet at Home, All Our Tomorrows, Lest We Regret, Somewhere South of Suez* et *Far and Wide*. Reed fut virtuellement banni par les éditeurs et les libraires de l'establishement, mais il émergea de sa retraite forcée en 1966 en tant qu'écrivain, avec *The Battle of Rhodesia*, suivi par *The Siege of Southern Africa* en 1974, *Behind the Scene* (une nouvelle édition de la Seconde Partie de *Far and Wide*) et *The Grand Design*, publiés en 1976 et 1977.